



RÉPERTOIRE
DE LA
SOUS-SÉRIE 1B

SÉNAT DE NICE

par

Simonetta Tombaccini Villefranque

Amedeo



CONSEIL GENERAL DES ALPES-MARITIMES

**RÉPERTOIRE
DE LA
SOUS-SÉRIE 1 B**

SÉNAT DE NICE

par

Simonetta Tombaccini Villefranche

Publication réalisée avec la contribution de l'Union Européenne, dans le cadre du projet Interreg « Une civilisation sans frontières : Savoie-Piémont-Aoste-Nice, du XVI^e au XVIII^e siècles »

-Nice-
2008

Introduction

1. L'institution

Au début du XVII^e siècle, dans la cité de Nice il n'y avait aucune cour souveraine et les habitants du comté, en cas d'appel d'une sentence prononcée par le préfet - ou juge mage-, la plus haute instance judiciaire locale, étaient obligés de saisir l'un des sénats institués à Turin et à Chambéry et de supporter les difficultés d'un voyage à travers les Alpes, ainsi que les dépenses découlant des séjours dans ces villes. Pour obvier à ces inconvénients, à maintes reprises les Niçois avaient supplié le duc de Savoie Emmanuel Philibert de leur concéder une cour comparable à celles existantes, mais ce dernier, quoique d'accord sur le principe, n'avait pas donné suite à la démarche. Or, descendu sur le littoral pendant l'hiver 1614, son fils Charles Emmanuel 1^{er} accédait enfin à leurs vœux et décidait la création d'un sénat, siégeant à Nice.

Dans son édit du 8 mars 1614, le duc en annonçait les caractéristiques : c'était un « Magistrat suprême, non subordonné aux autres sénats », qui jugerait « avec l'autorité, les honneurs, les prééminences, les privilèges et les prérogatives » de ses collègues de Piémont et de Savoie. Par la même occasion, il définissait son ressort géographique, indiquait ses compétences et le mode de rémunération de ses membres qui, à l'inverse de ce qui se pratiquait ailleurs, seraient intégralement payés sur le trésor public et ne sauraient requérir le paiement des *sportule*, ces droits dus par le justiciable au juge pour avoir un jugement ou une ordonnance, le prince ayant conscience de la pauvreté du pays. Du reste, lisait-on dans l'édit, la raison principale qui l'avait incité à prendre la décision, c'était justement le désir de soulager financièrement ses sujets¹. L'idée de mieux contrôler cette province lointaine et de mettre au pas une noblesse indisciplinée, voire frondeuse, par le biais d'un corps de fonctionnaires relevant directement du trône, avait sans doute fini par le convaincre. mœurs

Le ressort territorial

À cette date le ressort du sénat comprenait les vigueries de Nice, Sospel, Barcelonnette et Puget-Théniers, le comté de Tende (mais les lieux de Limone et Vernante, soumis au gouverneur de Nice, dépendaient pour la justice du sénat de Piémont), une partie de la vallée de la Stura avec les communautés de Vinadio, Sambuco et Pietraporzio, le marquisat de Dolceacqua, la principauté d'Oneille avec le comté de Prelà et le marquisat de Maro. Mises à part les péripéties temporaires, liées aux grandes épidémies de peste (1630 et 1720) ou aux périodes des occupations françaises (1692-1696, 1705-1713) et gallispane (1744-1747), pendant lesquelles le sénat ne remplissait sa mission que dans les limites du comté niçois, ce ressort devait subir des modifications durables au cours du XVIII^e siècle, les conventions internationales d'une part et les ambitions expansionnistes de la Maison de Savoie d'autre part facilitant le remodelage des frontières et l'acquisition de nouveaux territoires, souvent au détriment de la République de Gênes.

En effet, en 1713, à l'occasion du traité d'Utrecht, le sénat de Nice se séparait de la vallée de Barcelonnette, cédée à la France, et des communautés de la Stura, passées sous la juridiction de son homologue de Piémont et cinq ans après, en application des articles du même traité, perdait le village du Mas. En 1728, il annexait la principauté de Seborga, dépendant jadis de l'abbaye de Lérins qui l'avait vendue, une première fois, en janvier 1697 et en confirmait la vente par acte du 27 novembre 1728. Dix ans plus tard, à la suite du traité de Vienne de 1738 qui sanctionnait des accords préliminaires conclus trois ans auparavant, c'étaient les fiefs impériaux de Stellanello, Rezzo et Zuccarello et la localité de Loano qui s'ajoutaient et en 1753 Balestrino, avec Bardineto et Nasino. Pour finir, en 1760, le traité de Turin entraînait une énième transformation, puisque le tracé de la frontière entre les royaumes de Sardaigne et de France suivrait désormais le Var et les rivières du Riolan et de l'Estéron, ce qui impliquait l'échange d'un certain nombre de communautés entre les deux pays. En clair, Gattières, Dosfraires, Bouyon, Les Ferres, Conségudes, Aiglun et la partie de Roquestéron située au-delà du cours d'eau rejoignaient la Provence, tandis que Guillaumes, Daluis, Auvare, Saint-Léger, La Croix, Puget-Rostang, Cuébris avec Saumalongue, Saint-Antonin et La Penne intégraient le comté niçois.

Les attributions politiques et administratives

Érigé sur les modèles de Chambéry et Turin, le Magistrat de Nice avait les mêmes compétences qu'eux et l'édit du 8 mars 1614 en avait donné un aperçu, lui attribuant l'entérinement des offices, grâces et privilèges et la connaissance de tous les litiges concernant les forteresses, les galères, le droit de villefranche, la gabelle du sel et la traite foraine, ainsi que les causes commerciales et maritimes, mais uniquement en qualité de juge d'appel. C'était un ensemble de compétences destiné à se modifier, les ducs de Savoie, puis rois de Sardaigne ajoutant des prérogatives et en révisant d'autres au fil du temps. Il suffit de songer que dès 1626 Charles Emmanuel 1^{er} assignait les causes maritimes au Consulat de mer qu'il venait d'ériger et qu'en 1628 il confiait à un auditeur général la première connaissance de celles relatives aux galères, vu leur importance quantitative, de sorte que, ainsi « allégé », le sénat de Nice pouvait plus aisément s'atteler à l'expédition des affaires qui lui incombaient en priorité². Il faudra attendre les Royales Constitutions de 1723, somme des textes antérieurs, pour que, après plus d'un siècle d'oscillations, l'on aboutît à une énumération précise des attributions du haut Magistrat. Il n'empêche que son champ d'action était vaste et diversifié, touchant aux domaines judiciaire et extrajudiciaire, selon la confusion des pouvoirs typique de l'Ancien régime.

¹ ADAM (Archives départementales des Alpes-Maritimes), 1 B 162. Le paiement des *sportule* sera imposé au comté au XVIII^e siècle, aux ressortissants étrangers vers 1715 et à tout le monde après 1723.

² ADAM, 1 B 164, nomination de l'auditeur général des galères Guglielmo Verani, avril 1628

En matière politique et administrative ses compétences étaient effectivement hétérogènes. Tout d'abord il entérinait les édits royaux, condition préalable à leur publication et exécution ; une fonction qui pouvait s'accompagner d'observations et même d'un refus d'obtempérer, dûment circonstancié. En ce cas, si le prince exigeait néanmoins l'enregistrement, il envoyait une lettre de jussion et parfois plusieurs, quand le récalcitrant tardait à obéir. Le sénat de Nice en reçut beaucoup entre 1614 et 1670 et elles se rapportaient singulièrement à la nomination des sénateurs, indice d'une certaine résistance des destinataires et de leur volonté de se faire entendre en haut lieu. Il avait également la possibilité d'utiliser le droit de remontrance, une pratique plutôt exceptionnelle, susceptible de provoquer un affrontement avec le souverain, dont à vrai dire le tribunal suprême niçois fit un usage parcimonieux. Il ne s'en priva pas toutefois lorsqu'il le jugea nécessaire. Ainsi, en 1650 accepta-t-il d'entériner un édit ducal, qui octroyait des privilèges à des Juifs étrangers nouvellement arrivés dans le comté, mais après avoir introduit des rectifications, estimant que les dispositions n'allaient pas dans le bon sens et quelques-unes contrevenaient à l'édit du 8 mars 1614. L'obligation pour les plaignants de déférer leurs causes devant le vice-conservateur des Juifs en première instance et devant le sénat en appel, au lieu du conservateur général de Turin, lui tenait particulièrement à cœur. *In fine*, le duc acquiesçait à cette revendication « pour éviter des dépenses »¹.

La cour souveraine avait aussi un rôle d'initiative en ce domaine, puisque, sollicitée ou *de motu proprio*, elle envoyait au prince des *memoriali* (mémoires) et des *pareri et rappresentanze* (avis et représentations). Ceux rédigés par le sénat de Nice portaient souvent sur le fonctionnement de l'institution, le problème des évocations des procès, la quantité et la rémunération des officiers de justice. En 1660, par exemple, il suppliait Sa Majesté de ne pas remplacer le sénateur Leotardi qui venait de décéder, le nombre des sénateurs lui paraissant « *sufficientissimo* », eu égard à la pauvreté de la province et en 1780 il souhaitait le recrutement de soldats de justice, la population de la ville ayant augmenté après 1750². Il pouvait cependant aborder des sujets de nature strictement politique et s'adresser aux autorités administratives locales. Ce fut le cas en octobre 1715 lorsque, informé de la capture de trois bateaux génois, il conseilla à l'intendant Torrini de prendre des mesures de représailles, la République de Gênes ayant auparavant capturé et spolié des bateaux d'Oneille³.

À côté des actes du pouvoir central, le sénat entérinait les bans champêtres des communautés, les statuts des corporations des métiers, les règlements sur l'organisation de groupes religieux distincts, tels l'université des Juifs, et les patentes accordant la noblesse ou des privilèges à des individus, après les avoir disséqués et, en l'occurrence, retouchés ; des suggestions que les intéressés se devaient de prendre en compte, faute de quoi ils n'obtenaient pas l'approbation. De plus, si les conditions étaient remplies, il accordait le placet pour les extraditions de criminels réfugiés dans le comté et l'exequatur aux consuls des pays étrangers, préalable nécessaire à leur installation, et s'occupait de la gestion des prisons et de l'enterrement des morts, notamment dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, au moment de la construction des cimetières hors de l'habitat. Il exerçait enfin une fonction notariale, conservant les testaments de ces particuliers qui désiraient les déposer dans ses archives.

L'activité qu'il accomplissait dans le domaine des frontières était considérable, compte tenu de son ressort qui voisinait la France sur le Var et la principauté de Monaco près de La Turbie et du Mentonnais et jouxtait la République de Gênes à maints endroits, de par la dissémination des enclaves sardes en Ligurie. Car, outre le travail routinier d'inspection des bornes frontalières et les contacts épisodiques avec le parlement de Provence, il y avait des contentieux récurrents, et sur tous les fronts, que les gouvernants de Turin épiaient attentivement, élevant parfois des protestations officielles aux gouvernements respectifs. Les différends avec les Français commencèrent à s'estomper après le traité de 1760 ou du moins les autorités savoisiennes cherchaient à les minimiser, les documents révélant une indubitable volonté d'apaisement. Les conflits avec les Monégasques suivaient une courbe semblable, s'amenuisant dans les dernières décennies de l'Ancien Régime, alors que ceux avec les Génois continuèrent jusqu'au bout. Les motifs qui les déclenchaient étaient répétitifs : des bornes enlevées par malveillance, la violation du territoire sarde par des hommes armés, des razzias de bétail, des pâturages usurpés et des bois coupés et emportés au préjudice des villages du royaume de Sardaigne. Il y avait de surcroît des querelles pluriséculaires, à l'image de celle opposant les habitants de Montegrosso aux populations ligures de Cosio et Mendatica.

En matière ecclésiastique, son champ d'action était pareillement vaste, d'autant que dans la juridiction du sénat de Nice coexistaient une demi-douzaine de diocèses, les uns, à savoir Nice, Glandèves, Senez, et Vence (les deux derniers jusqu'en 1713 et 1760), se conformant aux usages de l'église gallicane et les autres, Vintimille, Albenga, et Alba (celui-ci à partir de 1753) au style d'Italie. D'où des relations complexes et souvent tendues avec le pouvoir religieux, notamment pendant le règne de Victor Amédée II, marqué par ce courant de pensée politique florissant alors en Italie, le *giurisdizionalismo*, qui visait à assujettir la vie institutionnelle de l'Église à l'État. Ce n'est pas un hasard si, au cours de ces années, le sénat procéda à la confiscation des dîmes des paroisses revenant à l'évêque de Vintimille, lui reprochant son opposition à la nomination d'un vicaire général siégeant à Sospel, ni si les procès comme d'abus à l'encontre de décisions ecclésiastiques se multiplièrent. Le vicaire de Puget-Théniers, Antonio Gaetano Albanelli, impliqué dans un procès de ce genre, puis accusé de vie scandaleuse, excommunié et enfin condamné pour crimes de sorcellerie et lèse-majesté, pourrait avoir fait les frais de cette politique.

De fait, en dehors de son aspect spirituel, l'activité du clergé séculier et régulier était soumise au contrôle du sénat qui exécutait rigoureusement les consignes du prince et, quand la situation présentait une marge d'appréciation ou de risque, il préférait requérir des instructions sur l'attitude à tenir. Autrement dit, il entérinait les nominations des évêques et

¹ ADAM, 1 B 166, 23 septembre 1648-15 février 1650 et 31 janvier 1651

² AST (Archivio di Stato di Torino), Materie giuridiche, Senato di Nizza, mazzo 2, fasc. 16 et Senato di Nizza, Rappresentanze e pareri, mazzo 1, document du 3 mars 1660

³ ADAM, 1 B 172, 6-18 octobre 1715

de leurs officiaux, autorisait la collation et mise en possession des bénéfices, l'érection d'églises, chapelles, confréries et la venue de prédicateurs et de Pères provinciaux, chargés de visiter les couvents de leurs ordres. Parfois il s'opposait à l'établissement de nouveaux monastères et à l'arrivée de moines de l'extérieur, le roi jugeant qu'à Nice il y en avait suffisamment et qu'ils étaient surpeuplés ; il permettait la publication de monitoires (*lettere monitoriali*) émanant des évêques et concédait ou refusait l'exequatur aux bulles venant de Rome et de la vice-légation d'Avignon. En 1729, par exemple, il interdit la publication d'un mandement de l'évêque de Vence, relatif à la bulle *Unigenitus*, pour éviter au comté, demeuré tranquille jusqu'alors, les troubles qui secouaient la France¹. En revanche, il n'avait qu'un rôle effacé dans le règlement des causes relatives aux rapports conjugaux, aux mariages clandestins et à la rupture des promesses de mariages et dans le jugement de certains crimes, tels les vols sacrilèges, le blasphème ou l'adultère, pré carré de l'officialité.

Le droit d'asile était un autre terrain d'affrontement pour les deux pouvoirs, le laïque s'attachant à en restreindre l'application, voire à l'exclure pour les auteurs de crimes atroces, et le religieux essayant de le conserver dans son acception la plus large. La concession du bras séculier faisait naître des frictions similaires, les évêques, notamment celui de Glandèves et son official, se pliant mal à l'obligation d'impêtrer l'autorisation avant d'exercer leur juridiction.

Ces tensions devaient perdre d'intensité dans la seconde moitié du XVIII^e siècle ; d'ailleurs en 1782 un bref papal acceptait les limitations du droit d'asile. Le sénat ne renonçait pas pour autant à examiner les affaires ecclésiastiques d'un œil critique, toujours soucieux de faire respecter les prérogatives de l'État. Preuve en est qu'en 1773, lorsqu'il fut question de donner l'exequatur à deux brefs pontificaux comportant la suppression de la Compagnie de Jésus et la création à Rome d'une congrégation destinée à régler les conséquences matérielles de cette mesure, conscient des spécificités du contexte niçois et interprétant le sentiment de ses pairs, le président en chef communiqua au ministre des affaires internes l'intention de les enregistrer tout en insérant la clause « sans préjudice des droits de S.M, des usages du pays et des libertés de l'église gallicane »².

Les attributions judiciaires

Tribunal suprême de l'organisation judiciaire savoisienne, le sénat avait des compétences judiciaires évidemment étendues, jugeant en première instance et en appel, au civil et au criminel.

En matière civile il statuait en première instance, lorsqu'il s'agissait de certaines matières ou personnes. La valeur du litige était tout d'abord prise en considération : si elle dépassait une certaine somme d'argent, (cinq cents écus d'or en 1723 et 2 000 livres en 1770), les plaideurs s'adressaient directement au sénat. Ensuite il fallait apprécier l'objet du litige, puisque le sénat avait une compétence exclusive dans les affaires touchant à l'intelligence des coutumes et statuts communaux, aux droits seigneuriaux de la chasse, pêche, dérivation des eaux, aux ports, tailles, routes publiques (en collaboration avec les intendants), aux fiefs, sauf les causes conférées à la Chambre des comptes, au droit d'aubaine. Les chapellenies ecclésiastiques rentraient aussi dans le nombre des matières réservées, vu leur similitude avec les bénéfices, tandis que celles dites laïcales étaient confiées aux juges inférieurs³. Enfin intervenait la qualité des justiciables : les grands personnages, (ministres, intendants, chevaliers des ordres militaires et chevaleresques, feudataires, sénateurs, etc.), les étrangers qui le souhaitaient, les veuves, les pupilles et « autres personnes misérables et dignes de compassion » jouissaient du privilège du for.

En appel, il connaissait des recours provenant des préfets et des juges ordinaires et d'autres institutions quand la législation le prévoyait (vice-conservateur des Juifs, auditeur du château et forts, intendant, Consulat de mer, etc.), « soit pour une partie de la cause, ou pour la totalité d'icelle »⁴. Encore pouvait-il hériter de causes revenant en principe à d'autres cours, par le biais de la délégation. Celles commerciales par exemple, théoriquement de la compétence du Consulat, finissaient parfois devant le sénat, les parties désirant la discrétion pour éviter d'étayer en public l'entité de leurs fortunes ; ou bien celles qui auraient dû se tenir devant la Chambre des comptes, les justiciables voulant économiser les frais de déplacement dans la capitale.

En matière criminelle, certains crimes lui étaient attribués de manière exclusive, ceux de lèse-majesté ou *grassazione* par exemple ; d'autres, qui étaient jugés par les préfets, lui étaient soumis pour confirmation ou réparation de la peine, surtout lorsqu'elle infligeait mort ou galère. En outre, s'il l'estimait opportun, le sénat avait le pouvoir discrétionnaire de se saisir de toute autre affaire, se prévalant du droit d'évocation.

Dépositaire de la juridiction supérieure, il exerçait un contrôle sur les institutions subalternes, par le biais de l'approbation des nominations des juges et au moyen des assises générales et particulières, ces enquêtes, ordonnancées à l'image d'un procès, qui se déroulaient tous les trois ans et permettaient aux justiciables d'exposer leurs plaintes éventuelles à l'encontre des officiers de justice qui avaient traité leurs dossiers ou rendu la sentence.

Les arrêts qu'une cour souveraine prononçait étaient sans appel. Le plaignant pouvait néanmoins implorer du roi la révision par voie exceptionnelle. Alors, réuni en séance plénière ou augmenté de membres supplémentaires, selon les indications reçues de Turin, le sénat rejugeait l'affaire. Les Niçois étaient tentés par la révision quand, à leurs avis, des soupçons de partialité pesaient sur les magistrats, liés par parenté ou amitié à l'une des parties. Pour les mêmes raisons, parfois ils sollicitaient le dépaysement de leurs litiges, les faisant évoquer par la cour de Turin par exemple, une pratique assez courante au XVII^e siècle et critiquée par les sénateurs de Nice, étant perçue comme une atteinte à leur prestige. De ce fait, il se peut que les archives du sénat de Piémont recèlent la suite donnée à des procès niçois.

¹ ADAM, 1 B 221, 5-6 janvier 1729

² ADAM, 1 B 214, 4 octobre 1773

³ ADAM, 1 B 293, 23 novembre 1784

⁴ *Leggi e costituzioni di S.M.*, Torino, 1723, p. 49-50

Succincts, notamment au XVII^e siècle, ces arrêts n'étaient pas motivés. Si les parties l'exigeaient ou la nature de la cause le justifiait, les magistrats prononçaient des jugements assortis de motifs. C'étaient les *decisiones* ou décisions originales, généralement rédigées en latin, la plupart en matière civile, expression de la fonction jurisprudentielle des cours suprêmes et par là, source de droit dans les États sardes. Les Royales Constitutions de 1729 reconnaissaient cette fonction, plaçant les jugements motivés en troisième position, immédiatement après les actes du prince et les statuts des communautés.

Le personnel sénatorial

Lors de sa création en 1614, le sénat ne comprenait qu'un petit groupe de magistrats, juste un président et quatre sénateurs, tous Piémontais, en plus des avocats fiscaux et autres officiers de justice. Dans ce noyau, aucun Niçois ne figurait et cette absence se prolongea pendant plusieurs années, fortement recommandée par la municipalité de Nice et ces justiciables qui redoutaient l'emprise des coteries locales et familiales. Or, en dépit de leurs vœux, la « nissardisation » du tribunal suprême était inévitable, les perspectives que la carrière judiciaire offrait attirant la jeunesse du pays. Ainsi, Gio. Ludovico Fabri y accéda en 1620 et Bartolomeo Balduino en 1632, ouvrant la voie à des compatriotes de plus en plus conquis par cet emploi prestigieux, au point que dans la seconde moitié du XVII^e siècle les sénateurs d'origine niçoise représentaient la majorité. C'était une évolution à la fois quantitative et qualitative, d'aucuns parmi eux achevant leur parcours professionnel au sommet de la hiérarchie, en tant que président de la Chambre des comptes, Grand Chancelier ou ambassadeur.

En même temps, le cercle des sénateurs s'élargissait, passant à six, huit, voire dix membres, selon les époques, ce qui ne modifiait pas la structure de l'institution, fondée sur une chambre unique. Engendrant un coût supplémentaire difficilement supportable pour une économie peu prospère, cette augmentation inquiétait la ville de Nice sur qui pesait, en partie, le surplus financier. C'est pourquoi en 1666 elle demanda au souverain de revenir au point de départ, obtenant gain de cause : il n'y aurait plus désormais qu'un président, un chevalier et cinq sénateurs, dont obligatoirement un Piémontais, assistés par les avocats et procureurs fiscaux et l'avocat des pauvres. Il n'empêche que le nombre des officiers du sénat fluctua jusqu'en 1723 lorsque, par décision royale, ce nombre fut fixé de façon définitive à quatre sénateurs, dont un seul Niçois. Par la même occasion, ceux qui étaient en place et avaient connu l'occupation française étaient éloignés d'office : le doyen Giulio Cesare Lascaaris, promu président, était envoyé à Casale, le procureur général Bartolomeo Constantino à Cuneo et Orazio Tonduti prié de prendre sa retraite.

La durée du mandat des sénateurs était variable, les Niçois préférant rester sur place quitte à décliner l'offre de mutations avantageuses, alors que la plupart de leurs confrères piémontais y demeuraient le strict nécessaire, d'ordinaire trois ans, et parfois y émargeaient simplement. Le fait est que, souvent, ils étaient nommés à Nice contraints et forcés, dans l'attente d'intégrer le haut Magistrat de Piémont à la première vacance de poste.

Malgré leur faiblesse numérique, il y avait entre les sénateurs une spécialisation, quoique embryonnaire et ce depuis le début. En 1632 par exemple le sénateur Costanzo Vallatti fut délégué aux affaires sanitaires. Les causes commerciales étaient attribuées de préférence à ceux, tels le sénateur Pietro Trinchieri, qui siégeaient en même temps au Consulat de mer. L'appartenance aux deux organismes leur permettait de traiter les litiges sans formalités, ayant en ligne de mire un règlement à l'amiable. Quand il s'agissait de différends sensibles, concernant la famille et la vie privée, (une mère contre son fils ou un mari contre son épouse) ou impliquant des personnages éminents, c'était alors le président qui s'en chargeait, preuve de l'intérêt de la justice pour la stabilité sociale et l'ordre familial.

Le président en chef, appelé d'abord premier président, était effectivement le pivot de l'organisation. Pendant quelque temps au XVII^e siècle, et en l'absence du lieutenant général et du gouverneur de Nice, il avait le titre de lieutenant du gouverneur. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime il présidait pareillement le Consulat de mer et le Magistrat de santé. À partir de 1639, il était épaulé par un second président, voulu par les princes résidents alors à Nice et en lutte avec la Régente. Cette figure semble disparaître toutefois au tournant de 1720. Sauf une ou deux exceptions, le président en chef venait de l'extérieur et, à l'instar des Piémontais, montrait des réticences, malgré les avantages même pécuniaires consentis par les souverains de Savoie en guise d'incitation. D'où des séjours qui dépassaient rarement les dix ans, hormis celui de Gio. Secondo Salmatoris qui s'étira sur dix-huit ans, de 1697 à 1723, à l'exclusion des années de la seconde occupation française.

Près du président se trouvait un chevalier d'honneur et parfois deux, comme en 1685 et en 1711. Créé en septembre 1619, ce poste fut supprimé en 1723. Il était confié à des nobles de vieille souche, tels Dal Pozzo di Coggiola, Orsiero di Giletta, Gallean di Castelnuovo et, sous Louis XIV, Le Grand de Sainte Colombe. Il ne participait qu'aux séances où l'on discutait d'affaires militaires, donnant son avis.

À Nice il n'y avait qu'un avocat fiscal général qui remplissait aussi l'office d'avocat général. Il avait par conséquent une multiplicité de fonctions en matière judiciaire et extrajudiciaire. Car, en plus de son rôle de ministre public, il veillait aux droits de la Couronne et au respect des lois et constitutions, assistait aux réunions civiles et criminelles, rédigeait les conclusions interlocutoires et définitives, informait la Grande chancellerie et prenait les dispositions pour l'arrestation des délinquants. Ses avis et remontrances dans les domaines ecclésiastique et des frontières étaient très écoutés. Pour abattre cette masse de travail, il était secondé par des substituts, effectifs et surnuméraires ; en 1791 il en avait quatre. Normalement il était choisi parmi les juristes du pays, dont les membres de la famille Barelli qui se succédèrent de père en fils.

Également niçois, l'avocat des pauvres était chargé de fournir l'assistance judiciaire gratuite aux justiciables indigents. Il était moins bien payé que ses collègues et pour cela d'aucuns adjuraient la permission de pouvoir plaider d'autres causes civiles, comme Francesco Domenico Lea ou Antonio De Orestis. Il était aidé par des substituts, deux en 1791, et par un procureur des pauvres.

En dessous de ces magistrats prenaient place des actuares et des secrétaires civils et criminels, les uns consignant et expédiant les procédures, les autres conservant les registres des entérinements et des jugements, les recueils des testaments et remplissant parfois les charges de trésorier et d'archiviste. Leur nombre ne cessa de grossir, les ducs émettant les tâches pour augmenter les recettes. D'après un rapport présenté au roi par l'intendant Pavia, en 1722 il y avait neuf actuares civiles, affermées chaque année par les Finances royales. Des huissiers, un chapelain, un prévôt et une dizaine de soldats de justice, un sonneur de la cloche du sénat complétaient le tableau du personnel sénatorial.

Quant aux avocats et procureurs, il est difficile d'en mesurer l'importance quantitative. L'existence à Nice, et depuis 1580, d'un collège des procureurs avait sans doute encouragé les études juridiques, ultérieurement favorisées par l'érection de la cour souveraine. En 1691, un document recensait vingt procureurs inscrits à ce collège qui plaidaient auprès du sénat. Un exemple qui allait devenir contagieux, la robe suscitant de plus en plus des vocations et s'affirmant comme le chemin privilégié de l'ascension sociale.

L'ensemble des officiers de justice se rassemblait le 16 novembre pour l'ouverture de l'année judiciaire. Précédés par les huissiers, dont le premier portait la masse, le président et les sénateurs, tous de rouge vêtus, suivis des actuares, avocats et procureurs habillés de noir, ils se rendaient d'abord dans leur chapelle pour assister à la messe et ensuite au palais du sénat, dans la salle des audiences, pour renouveler leur serment de fidélité, chacun à son tour et par ordre hiérarchique et d'ancienneté. Après, l'avocat fiscal général, ou l'un de ses substituts, prononçait son discours, *l'arringa*, savant dosage d'érudition et réflexion juridiques et de sujétion politique. Cette apparition publique n'était que le point d'orgue d'un cérémonial qui s'imposait au sénat et à ses membres à longueur d'année. Voulu pour souligner la prééminence d'un corps qui tenait son autorité du roi et fixé minutieusement par les Royales Constitutions, il était quasiment identique pour tout le royaume. En revanche, le calendrier de travail variait d'une contrée à l'autre, puisqu'aux fêtes religieuses, communément admises, se greffaient des jours chômés localement. Ainsi, les vacances annuelles des sénateurs, dimanche compris, s'élevaient à environ 215 jours.

Avec ces moyens matériels et humains, le sénat s'acquitta de sa mission jusqu'en 1792. Informés que les armées révolutionnaires s'approprièrent à franchir le Var, le 25 septembre les sénateurs décidèrent d'émigrer, prenant la route du col de Tende, dont la partie supérieure était encore tenue par les troupes sardes. Ils s'arrêtèrent d'abord à Saorge où le 23 octobre un édit du roi leur annonça la création d'une Délégation royale (*Regia Delegazione*) « provisoire », censée assurer « la juste et prompt administration de la justice » dans la partie du comté non encore occupée par les Français, lui attribuant la juridiction du vieux sénat et les prérogatives du Magistrat de santé¹. Située trop près du théâtre des opérations militaires, quelques semaines plus tard cette Délégation déménagea à Borgo San Dalmazzo et en juin 1794 à Carmagnola, accomplissant en même temps l'activité qu'autorisaient son ressort territorial rétréci et des effectifs réduits. Mais ses jours étaient comptés, car le traité de Cherasco, conclu le 27 avril 1796 entre le général Bonaparte et les émissaires du roi de Sardaigne, avec la cession du comté à la France imposait la suppression de l'antique cour souveraine. La *Regia Delegazione* continua à vivre jusqu'en décembre 1796 lorsque le dernier secrétaire Clary, conformément aux consignes reçues, inventoria et conditionna les archives de la défunte institution, afin de les transférer au sénat de Piémont.

2. Le fonds d'archives

Le fonds des archives du sénat de l'Ancien Régime fut versé par le greffe du tribunal de Nice aux Archives départementales à deux reprises, et d'abord à la fin du XIX^e siècle. C'était justement dans ce tribunal qu'il se trouvait depuis que la cour d'appel sarde avait été supprimée en 1860, lors du rattachement du comté à la France. Entreposé dans des locaux où les conditions de conservation laissaient à désirer, le fonds subit des pertes irrémédiables, d'autant plus que, déjà auparavant, les péripéties historiques l'avaient passablement amputé. En effet, une grande quantité d'archives fut égarée et dispersée entre 1792 et 1799, les sénateurs ayant décidé d'émigrer en Piémont en emportant les actes de l'institution qu'ils avaient jugé nécessaires à la poursuite de leurs fonctions. De ce fait, on déplore des lacunes substantielles, même si elles s'étalent assez uniformément sur les deux siècles.

Aux Archives départementales le fonds fut traité et classé en partie par Henri Moris, dont le travail aboutit à un inventaire publié en 1902. Il s'agissait d'un inventaire sommaire qui, de par ses analyses longues et détaillées, semblait exhaustif, alors qu'il ne l'était point, l'archiviste ayant choisi de s'appesantir sur certains registres et d'en écarter d'autres et de mettre en exergue uniquement ces personnages ou événements qui, à son avis, méritaient d'être relevés. De plus, il avait occulté l'action du sénat relative aux territoires de sa juridiction situés hors du comté, de sorte que, pour en connaître la teneur, le chercheur se voyait contraint de compulsuler les registres à tout hasard.

À cet instrument s'ajouta un répertoire rédigé par Ernest Hildesheimer et Constant Bianchi à la fin des années 1950, après le versement de la totalité des archives sénatoriales. Si la plupart de celles-ci avaient trait aux activités de la cour suprême pendant la période de la Restauration, quelques liasses enrichissaient cependant le fonds précédemment inventorié, à la suite duquel elles furent rangées, au mépris des critères thématique et chronologique. Car, dans cette partie additionnelle, se trouvaient des actes complétant les séries préexistantes qui, par conséquent, étaient éclatées à plusieurs

¹ ADAM, 1 B 148, 23 octobre, 4 et 13 décembre 1792

endroits. Il en était ainsi des jugements, des ordonnances, des requêtes et des entérinements. Il y avait également des catégories de documents jusqu'alors absentes, comme les dossiers de procédure civils et criminels, dont on s'était contenté de marquer les dates approximatives, sans tenter la moindre analyse.

En raison de ces inconvénients, il n'était pas aisé d'appréhender la cour souveraine dans toute sa complexité et d'exploiter convenablement l'apport documentaire de ses archives. L'opportunité d'un nouveau classement s'imposait donc, afin d'obtenir un ensemble plus cohérent et respectueux de la séparation des compétences du sénat. Il le fallait de surcroît pour intégrer un lot supplémentaire de procédures, quantitativement considérable, classé par erreur dans la sous-série 1 E (familles) des Archives départementales.

Le classement

Dans le but de se rapprocher de l'ordre originel disparu, et qui est impossible à recouvrer faute de répertoires, le classement s'est conformé aux grands domaines d'activité du haut Magistrat, à savoir les affaires générales, les affaires politico-administratives et ecclésiastiques et les affaires judiciaires. Mais en guise d'ouverture, il nous a semblé intéressant de mentionner la bibliothèque que les sénateurs avaient à leur disposition. Les ex-libris, collés dans la page de garde des livres et un catalogue, rédigé sous la Restauration, ont permis d'identifier quelques ouvrages. Le résultat est modeste – à peine cent trente-sept titres – et à vrai dire prévisible, étant donné les éparpillements intervenus en 1792 et en 1860 ; il n'en demeure pas moins une étape utile dans le processus de reconstitution de l'institution.

La série des affaires générales était aussi modeste, les documents sur la correspondance, le fonctionnement, la comptabilité et le personnel judiciaire étant lacunaires et, de plus, concernant majoritairement le XVIII^e siècle. Deux pièces sont néanmoins à noter : les discours prononcés par les avocats fiscaux généraux lors des séances d'ouverture des années judiciaires et l'inventaire des archives transportées en exil et de celles produites à Borgo San Dalmazzo et à Carmagnola, sorte de recollement à la valeur historique et archivistique évidente.

La série des entérinements en matière civile, ecclésiastique et de frontières, est par contre riche d'une centaine de registres et liasses, quoique irrégulièrement répartis, les entérinements civils commençant en 1614, les ecclésiastiques en 1686 et ceux en matière de frontières en 1725. L'ensemble s'arrête entre 1792 et 1796 et reprend au début de la Restauration (1814-1815). Elle comporte deux catégories de documents : les édits et billets royaux originaux, signés par les princes de Savoie ou par Philippe d'Espagne dans les années 1744-1746 et les transcriptions de ces édits, accompagnés de pièces supplémentaires, telles la copie de missives, de statuts communaux, de brefs pontificaux, de remontrances de l'avocat fiscal général, de suppliques de particuliers. Le classement a pris en compte cette diversité, en restituant et séparant les deux catégories. Celle des édits originaux a été analysée entièrement, pièce par pièce, alors que celle des transcriptions l'a été simplement pour les registres qui complétaient la première catégorie du point de vue chronologique et ce afin d'éviter les redondances. Il est certain que pour mieux apprécier un événement ou une période il faut se rapporter à l'ensemble de la documentation.

En matière criminelle, les entérinements présentaient la même répartition (originaux et transcriptions), mais eu égard à leur faible quantité, trois registres en tout, et à la perte de la plupart des procédures, ils ont été détaillés intégralement.

La situation des requêtes (ou *ricorsi*) en matière civile était similaire : d'une part cinq liasses renferment des actes originaux, assortis de pièces annexes, telles des décrets, lettres patentes du roi, remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, d'autre part une vingtaine de registres recèlent la transcription de ces actes. Les premières couvrent la période 1621-1792 et les seconds celle allant de 1738 à 1796, avec des documents de 1814. Dans les deux cas, vu la masse des informations, une sélection a été opérée, correspondant à celle faite par Henri Moris dans l'ancien inventaire, enrichie de références touchant notamment à la Ligurie. La même sélection a été adoptée pour les conclusions de l'avocat fiscal général, en fait plutôt lacunaires, ne subsistant que deux registres, pour les années 1759-1792, mais d'autres séries en contiennent, comblant partiellement les vides. Identique la démarche pour les expertises et les auditions de témoins, insérées pour la plupart dans les entérinements, les requêtes et les procédures.

Celles-ci, civiles et criminelles, ont été traitées de manière minutieuse. Pour les classer, deux critères distincts ont été utilisés. De par leur petit nombre, environ une centaine, les dossiers criminels ont fait l'objet d'un classement chronologique continu, qu'il s'agît d'affaires parues en première instance devant le sénat ou non, et cela suivant la date de la sentence ou, à défaut, celle du réquisitoire de l'avocat fiscal général ou du billet royal mettant fin au procès. En revanche les dossiers civils, plus d'un millier, ont été inventoriés en fonction du niveau de juridiction : d'abord ceux déférés directement devant le sénat, puis ceux provenant des préfets, des juges ordinaires, des bailes, regardateurs et arbitres, enfin ceux provenant d'autres institutions (auditeurs des forts, tribunal des Juifs, intendant général et vice-intendant, Consulat de mer) et, à l'intérieur de chaque répartition, en fonction de la date de la supplique.

Pour chaque procédure, les éléments pouvant servir à la recherche ont été précisés : le lieu et la nature de l'affaire ou du crime, les noms des parties et de personnes ayant des activités publiques ou un nom illustre, utile à signaler et parfois du juge et du sénateur intervenus, sans oublier les pièces produites, dignes de remarque surtout quand il s'agit de plans aquarellés, d'actes notariés antérieurs à l'insinuation, de parchemins ou des conventions entre communautés datant du Moyen-Âge. La présence du *sommario*, ce mémoire rédigé dans les causes civiles importantes, reproduisant les phases de la procédure et maintes pièces produites, n'a pas été systématiquement notée, puisqu'il est contenu dans la quasi-généralité des dossiers. Les noms de famille ont suscité quelques perplexités en raison de leur orthographe changeante. Le choix a été fait de les reporter tels qu'ils étaient. Ainsi trouvera-t-on Suo, Caissotto, Suchetta, etc. Dans les cas où un même patronyme figurait sous des formes légèrement modifiées, l'écriture moderne a été privilégiée (ex. Grimaldi). Par contre les noms de personnalités célèbres ou de familles de la noblesse, connus sous l'écriture stabilisée au XIX^e siècle, ont été transcrits selon

la formulation du document dans le corps de l'analyse, mais sous l'orthographe définitive dans l'index, tout en rappelant les graphies rencontrées, par exemple Renaud di Falicone (Rainaldi, Reinaldy, Raynaldi).

La collection des jugements civils et criminels comprend pareillement des originaux et des transcriptions qui ont été classés séparément et par ordre chronologique. Cette différenciation permet de visualiser les lacunes et, le cas échéant, d'y remédier. Une cotation à part a été effectuée pour les *decisiones*, allant de 1646 à 1792 et reprenant de 1814 à 1818 qui avaient fait l'objet d'une reliure.

Enfin, pour les testaments, on a pris en compte les noms des testateurs, parfois leurs villes d'origine et leurs état civil, qualité ou fonctions, ainsi que les dates de rédaction et d'ouverture.

Les possibilités de recherche

Après classement, le fonds du sénat comporte 610 articles sur environ 60 mètres linéaires de rayonnages. L'italien étant la langue officielle des États savoisiens depuis 1561, les documents sont rédigés en cette langue. Toutefois ceux en français sont loin d'être absents ; il suffit de songer aux sentences de la période 1708-1713 stipulées par des sénateurs qui, par souci de mimétisme, avaient francisé leurs propres noms de famille, quitte à reprendre l'orthographe originelle à la faveur du retour de la Maison de Savoie. Ceux en latin ne manquent pas non plus et les recueils des *decisiones* le démontrent amplement. Pour finir, on rencontre quelques rares pièces en espagnol et en hollandais, dans les dossiers de procédure.

Expression des missions du sénat, ce fonds d'archives en épouse les dates de début et fin. Cependant certains documents, souvent des pièces produites jointes aux dossiers, sont antérieurs à 1614. De même, des registres empiètent sur la période de la Restauration, les secrétaires et actuaire ayant repris la transcription des actes là où leurs prédécesseurs s'étaient arrêtés, comme pour marquer la continuité historique de l'institution ; une démarche semblable à celle que le roi et ses ministres venaient de dicter sur le plan politique.

En dépit de sa taille relativement modeste par rapport à ce qu'il aurait dû être, on est donc en présence d'un fonds considérable qui, par l'étendue chronologique, la variété et l'ampleur de la documentation, ouvre plusieurs perspectives de recherches. Tout d'abord dans le domaine juridique, s'agissant d'une cour de justice. Si des travaux scientifiques ont été réalisés sur l'institution en général ou sur des périodes spécifiques¹, d'autres aspects restent à approfondir, tels l'action de la *Regia Delegazione* de 1792 à 1796, le ministère du président en chef et celui de l'avocat des pauvres, le milieu des avocats et procureurs. L'itinéraire professionnel et social de magistrats ayant atteint une position éminente (De Gubernatis, Lascaris, Richelmi, Peyrani) serait intéressant à retracer, d'autant que les *decisiones* peuvent donner la clé de leur formation intellectuelle. La persistance de coutumes niçoises et provençales, dont la patrimonialité des fiefs, l'application du droit d'aubaine, l'administration de la torture et de la peine de mort, la concession aléatoire des extraditions, compte tenu de la diversité des législations et des rivalités institutionnelles, constituent un aperçu des sujets qui mériteraient d'être étudiés.

Ces archives peuvent apporter une contribution non négligeable à l'histoire économique du comté et des terres avoisinantes, par des renseignements susceptibles de conforter les connaissances existantes et de les enrichir. Les documents nous parlent en effet de l'arrivée de nouvelles populations, des productions agricoles et manufacturières exportées, tels les cabrions de pin de Tourrette, les anchois, les cadis de Grasse et les chapeaux, de la nature des produits importés, indice de l'évolution du niveau de vie et des goûts d'une société, des échanges maritimes entre Nice et les pays riverains ou éloignés, des difficultés quant au partage des eaux, pour l'irrigation ou pour le fonctionnement des moulins, dans un terroir assujéti à des sécheresses récurrentes et pour cela motif de litiges âpres et interminables.

En matière de frontière il y a des sujets à explorer : les conflits avec la France, Monaco et Gênes, le rôle du sénat, peu satisfaisant pour le pouvoir central, d'où son intervention par l'intermédiaire d'un surintendant ou commissaire général aux confins et l'envoi de consignes restrictives. Il est évident qu'à cet égard la consultation, en parallèle, des sources conservées aux Archives nationales et aux Archives d'État de Turin s'impose.

En dehors des anecdotes inattendues sur des épisodes ou des personnages connus, comme la peste de Marseille, les guerres de succession et les attaches familiales niçoises du Savoyard François Xavier De Maistre, les archives sénatoriales offrent des indications touchant à la fois aux aspects institutionnels et à la réalité quotidienne, à la société et à l'individu, utilisables aussi bien par les juristes que par les historiens. Typiques à ce propos, la conception de la famille et les mœurs qui l'accompagnaient, la situation de la femme, objet de mauvais traitements ou de mariages forcés et le statut des enfants, dont on décèle dans la seconde moitié du XVIII^e siècle des tentatives de révolte et la quête d'espaces de liberté.

Pour ce genre de recherches, à mi-chemin entre droit et histoire, les entérinements civils et criminels apportent des informations précieuses, servant par exemple à mesurer la portée des anoblissements, les remous au sein des corporations de métiers, leurs adhérents commençant à mal tolérer les carcans qui les bridaient ou bien la réaction féodale de la noblesse à la fin de l'Ancien Régime, qui voyait en première ligne des Lascaris de toute sorte. Ils éclairent des pans de l'histoire de l'Église, celle des prélats et des conflits avec le pouvoir comme celle des curés des paroisses et des ordres monastiques, établis à Nice, Puget-Théniers, Tende, Oneille et Loano, dont on peut identifier quelques membres, indiquer leurs patries d'origine et parfois percevoir les troubles spirituels qui les tenaillaient. Ils fournissent des données sur les Juifs et les Juifs convertis, sur les calvinistes et sur la présence d'« hérétiques » dans la région de Guillaumes.

Ces entérinements contiennent en outre des éléments sur l'architecture religieuse, qui redémarre après la guerre de succession d'Autriche et l'accroissement démographique. Il s'ensuit la construction de chapelles champêtres et les réparations des églises des villes, telles la cathédrale de Nice ou la collégiale d'Oneille, dont le parvis fut aménagé justement en

¹ Pour un état des travaux scientifiques sur le sénat de Nice voir l'article de Marc ORTOLANI « État des recherches et perspectives de recherche dans les fonds judiciaires du Sénat de Nice XVII^e-XIX^e siècles », présenté au colloque « Une civilisation sans frontières : Savoie-Piémont-Aoste-Nice du XVI^e au XVIII^e siècles », tenu à Aoste les 25 et 26 octobre 2007 et publié dans *Recherches régionales*, janv-juin 2010, p.73-86

1771¹. De même, bien des documents nous renvoient à l'ordre de Malte, aux commanderies qu'il avait dans le comté de Nice et à leurs commandeurs, ainsi qu'aux visites que des chevaliers, envoyés par le grand prieuré de Saint-Gilles d'Arles, effectuaient pour inspecter les travaux d'amélioration accomplis ou pour enquêter sur les quartiers de noblesse des jeunes recrues. D'autres pièces sont essentielles pour l'histoire des mentalités et comportements, ne serait-ce que les enquêtes sur des jeunes filles suspectées d'infanticide, les demandes d'indemnités pour cause de séductions et grossesses illégitimes, les poursuites judiciaires pour pratique scandaleuse. Il s'agit d'un matériel documentaire, certes fragmentaire et incomplet, mais susceptible de concourir à la compréhension d'un monde aux multiples facettes.

Les dossiers de procédure élargissent encore davantage le champ des possibilités de recherche. Car ceux du XVII^e siècle attestent l'attrait pour Gênes et pour l'Espagne, des Niçois commerçant avec la première et s'enrôlant dans les armées et flottilles de la seconde, l'essor des activités marchandes, l'arrivée de colonies de Juifs, dont les Avigdor, les contentieux entre les populations et leurs seigneurs, un soupçon de vénalité des charges. Ils illustrent surtout l'endettement des communautés d'habitants, en faveur desquelles en 1621 le duc de Savoie nomma une délégation spéciale de sénateurs et avocats fiscaux généraux, chargée d'enquêter sur les malversations des syndics depuis 1595, afin de juger les responsables et, vu l'ampleur du phénomène, le 1^{er} décembre 1623 prit un édit pour réduire les cens, traites et contrats souscrits à des taux usuriers par ces collectivités. Très éloquents sur ce point les dossiers concernant Roccasparviera, témoignage d'une communauté succombant sous le poids des dettes et des ravages des guerres mais décidée à se battre pour survivre. Ceux du XVIII^e siècle soulignent les échanges commerciaux avec l'Angleterre et la Russie, la disparition de la vieille noblesse et la montée en puissance des négociants, le renouvellement des statuts et bans communaux, la fragilisation des liens familiaux, la venue d'hivernants français et anglais, l'influence des Lumières et de la Franc-maçonnerie et, tout au bout, quand la France tournait la page de l'Ancien Régime, la peur de la contagion révolutionnaire.

C'est une mine de renseignements utile également pour les études comparatistes, le ressort du sénat proposant des échantillons géographiques et humains appartenant à des environnements opposés et traversés par des influences disparates. Elle offre enfin de la matière aux généalogistes et la chance de retrouver les traces d'une lignée, d'autant plus que parfois les dossiers recèlent des arbres généalogiques, établis pour les besoins de procès, tels celui de la famille de l'abbé Gioffredo. Sans doute les noms des grands personnages apparaissent plus fréquemment, puisqu'ils multipliaient les litiges de leur vivant et laissaient des patrimoines qui suscitaient la convoitise des héritiers. Pour cela les successions des Grimaldi Richier et des Gallean di Castelnuovo ont donné lieu à divers tomes de procédures. Mais à leurs côtés les anonymes foisonnent et prédominent même, entraînant le chercheur dans le secret des familles et des consciences par le biais des testaments et dans l'intimité des maisons, grâce aux inventaires après décès qui détaillent habits, bijoux, linge, tableaux, meubles, ustensiles de cuisine et décrivent les bibliothèques privées, preuve tangible d'une vie culturelle souvent méconnue, en somme une foule de protagonistes qui permet de ressusciter un pays, une société et une époque.

¹ ADAM, 1B 213, 14 juin 1771

Présidents du sénat de Nice

RO(V)ASENDA Riccardo Cesare	mars 1614 – nov. 1623
PERGAMO di Castiglione Cesare	nov. 1623 - mai 1627
ROCHATI Simone (2 ^e p)	mai 1627- attesté en 1631
PORTA Giovanni Bernardino	mars - juillet 1630
LOSA Nicolo'	sept. 1632 - mars 1643
FERRERO Carlo (2p)	févr. 1640 – attesté en 1645
PORTA Scipione	juill 1643 - 2 mars 1654
DELLA CHIESA di STROPPO Gio. Antonio	nov. 1656 – sept. 1657
DALMAZZONE Bartolomeo	août 1660 – nov. 1666
NOVARINA Giambattista	nov. 1666 – mars 1672
CASTELLI Gio. Antonio	juin 1674 – attesté en 1680
DE BALBI(S) Gaspare (2 ^e p)	attesté de 1678 à 1689
DE GUBERNATIS Gerolamo Marcello (2 ^e p)	nov. 1682
DE LA PORTE Joseph	mars 1692 – septembre 1696
TONDUTI Francesco Flaminio (2 ^e p)	déc. 1692 – nov. 1697
BERGERA Giacomo	sept 1696 - mars 1697
SALMATORIS Gio. Secondo	mars 1697 – mai 1705
REGNAULT de SOLLIER	mai 1705 - mai 1713
LOMBARD de GOURDON (2 ^e p)	attesté en mai 1705
SALMATORIS Gio. Secondo	juin 1713 – 1723
BIANDRATE di SAN GIORGIO Luigi Ignazio	avril 1724 – sept. 1726
RICHELMI Giuseppe Bartolomeo	sept. 1726 - mars 1737
CLARETTI Marco Antonio	oct. 1729
SCLARANDI SPADA Orazio Vittorio	mars 1737 – octobre 1739
ASTESAN Claudio	déc. 1739 - 1749
MELLAREDE Pietro Luigi	mai 1749 – juill. 1759
LEA di CASTELNUOVO Francesco	juill. 1759 – sept 1760
SALTEUR Giacomo	sept. 1760 - sept. 1764
FERRARIS di TORRE d'ISOLA Francesco Nicola	nov. 1764 - janv. 1768
LOVERA DE MARIA Cesare Lorenzo	oct. 1768 – juill. 1790
BERZETTI DI BURONZO Giovanni	mars 1791 - sept. 1792
CORVESI di GORBIO Clemente	sept. 1792 - mars 1796

Avocats fiscaux généraux

AUDIBERTI Antonio	mars 1614 - + nov. 1619
DENTIS Antonio	mars 1614
VIVALDO Gerolamo Marcello	nov. 1619 – juin 1635
BALDOINO Bartolomeo	déc 1619 – attesté en 1622
BALDOINO Gio. Michele	attesté en 1632 - sept. 1675
BARELLI Antonio	avril 1614 - juillet 1646
PROVANA Albertino	janv. 1626 – juill. 1636
TRINCHIERI Pietro	juill. 1636 – attesté en 1644
AUDA Gio Agostino	avril 1644 - juill. 1650
BARELLI Pietro Antonio	août 1646 –attesté en avril 1706
RICHELMI Giulio Cesare	mars 1644 – mai 1651
COSTANTINO Domenico	mars 1649- 1707
BALDOINO Gio. Francesco	juill. 1661 – attesté en août 1687
TONDUTI Francesco Flaminio	mars 1660
BARELLI Antonio Francesco	févr 1679- juin 1721
LASCARIS VENTIMIGLIA Francesco	août 1650- mars 1660
CONSTANTINO Bartolomeo	mars 1703 - mai 1723
ASTESANO Claudio	nov. 1723 – déc. 1726
SAUTET Giacomo	sept. 1726 - 1737
AUDA di VILLAFRANCA Andrea	mars 1737 - déc 1744
MORRAGLIA Pietro Paolo	janv. 1745 – attesté en 1747
VIANI Onorato	mai 1749 - attesté en 1759

FABAR Amedeo
JACQUIER Francesco Giuseppe
CORVESI di GORBIO Clemente
REGGIO Amedeo Nicola
BERTIER Claudio

mars 1759 – juin 1766
juin 1766 – octo 1768
octo 1768 – sept. 1777
octo. 1777- mai 1791
mai 1791 – mars 1796

Avocats des pauvres

FIGHIERA Gio. Bartolomeo
BIANCO Stefano
BARRALIS Bernardino¹
BALDO(V)INO Andrea
GIUGLARIS Pietro
BARRALIS Francesco²
PEYRE Emanuele Filiberto
BALDOINO Antonio Luigi
RAIBERTI (avocat)
DE GIUDICI Ludovico
LEA Domenico Francesco
CHIANEA Stefano Giacomo
RICCI DES FERRES Giuseppe Francesco
PASSERONI di C. Ludovico
DE ORESTIS di CASTELNUOVO Antonio Onorato

févr. 1614 - 1623
févr. 1614 - attesté en 1626
mars 1624 – juill 1672
déc. 1644 – attesté en 1646
janv. 1651 – mai 1676
juill. 1655
avril 1706 – attesté en oct 1720
juill 1672 – attesté en 1704
juin 1713
sept. 1713 – nov. 1723
nov. 1723- août 1730
mars 1731 –mai 1749
mai 1749- févr. 1761
octo 1768 – mai 1788
mai 1788 – déc. 1796

Sénateurs

ACHIARDI di San Leger Antonio Gaetano
AUDIBERTI Carlo Francesco
BALDOINO Bartolomeo
BALLARD di ROCCAFREDDA Filippo Giuseppe
BAVOZ Giuseppe de
BENSO
BLANCARDI Gio. Battista
BLANCARDI Marco Aurelio
BLANCHI Giacomo
BLANCHI Onorato³
BLAVET di PIETRAFUOCO Gio. Paolo
BOTTIGLIA di Croce di MOSSO Gian Giuseppe
BOURBON de Zacharie
BOYERO
BRAIDA Carlo Antonio
BUFFONE Giuseppe Gaetano
BUSCA della ROCHETTA Vincenzo Maria
BUSCHETTI
CAISSOTTI Gio. Paolo
CALLERI Angelo Antonio
CAMBIANO di RUFFIA Giovanni
CAPELLO MARCHESAN Giuseppe Domenico
CORIOLIS d'Espinouse Pierre de
CARRETTA Gio. Battista
CHIANEA di Santo Stefano Giacomo
CLARETTI Francesco Antonio
CLERICI di Roccaforte Giacinto
CORVESI Clemente
CORVESI Carlo Luigi
CUMIANA Giogio Domenico
DALMASSO Gio. Battista

févr. 1780 – juill.1796
sept. 1713- attesté en déc. 1732
sept 1632 – attesté en 1634
avril 1787- nov. 1794
mai 1761- juill. 1766
attesté en 1678
déc. 1631 – attesté en sept. 1652
août 1657- mai 1677
mai 1680 - juillet 1693
janv. 1694, puis déc. 1707, attesté en 1711
attesté en sept. 1702
sept. 1726 – attesté en 1735
juil. 1709
attesté en 1649
nov. 1723 – juil 1730
mai 1749 -1759
nov.1782 – mars 1787
attesté en 1640
janv. 1638 - janv. 1664
attesté en avril 1628
nov. 1622 – attesté en mai 1627
nov. 1760 + 26 déc 1765
octo. 1711- janv. 1712
mars 1737 + mai 1747
mai 1749 +sept.1750
octo 1649 - janv 1660
sept 1791- attesté en déc 1792
mars 1791- mars 1796
juin 1787 - avril 1788
avril 1678 – attesté en 1682
nov 1675- nov. 1707, puis avril 1713 - févr. 1718

¹ Il était avocat des pauvres en même temps que Gio. Agostino AUDA. Il reste en charge théoriquement jusqu'en 1672, mais en pratique c'était Antonio Ludovico Baldoino qui le remplaçait. Baldoino prendra sa suite en 1672.

² Nommé avocat des pauvres en survivance de son père

³ fils du sénateur Giacomo

DE FERRARIS Gio. Raffaele	déc. 1619 – sept. 1627
DE GUBERNATIS Gerolamo Marcello ¹	juill.1661 – sept. 1700
DE GUBERNATIS-VENTIMIGLIA Giambattista	sept. 1700 – attesté en 1718
DE LAURENS di BRUE Pietro Giuseppe	avril 1706 – juillet 1709
DELLA CHIESA di Cinzano Filippo	1676 - attesté en 1678
DELLA VALLE Giuseppe Tommaso	oct. 1753 – déc 1760
DE ORESTIS Gio. Francesco ²	déc.1760- attesté en mai 1780
DUCHI Pietro Antonio	mars 1614- janvier 1615
FABRI Gio. Ludovico	nov. 1622 - 1631
FAUZONE Gio Luigi	nov. 1649 – déc. 1650
FEZIA di COSSATO Carlo Giovanni	oct. 1715 - 1717
FERRERO Carlo	avril 1615 - 1640
FERRERO del Sauze Bartolomeo	déc. 1693 – attesté en nov. 1696
FRICHIGNONO di Castellengo Gio. Antonio	nov 1723- attesté en avril 1727
GALLEANI Giovanni	octo.1657 – nov. 1660
GARRETTO Gio. Maria	juill. 1662 – mai 1667
GIBELLINI Tommaso Giuseppe	octo 1768 – nov. 1778
GIRARDI Gio. Francesco	févr.1645 – octo.1649
GIUGLARIS Pietro	avril 1676 – attesté en 1687
GRANELLA Antonio	avril 1737 – nov. 1752
GRANERI Pietro Giuseppe	avril 1759- octo. 1768
GRONDANA Marco Antonio	nov. 1723- octo 1726
LANGOSCO di LANGOSCO Teofilo	mai 1780 – nov 1782
LASCARIS Francesco, junior	mars 1660- août 1682
LASCARIS Giulio Cesare	juill 1680 – oct. 1723
LASCARIS Michelangelo	nov. 1642 – déc. 1675
LEA di CASTELNUOVO Domenico Francesco	août 1730 - nov. 1760
LEONE Decio	janv. 1619 – nov. 1619
LEONE Guglielmo	octo 1657 - juin 1660
LEOTARDI Onorato	octo 1640 - févr 1660
LEOTARDI Gio. Luigi	nov. 1777 - juill. 1796
LAURENS de BRUE Pierre-Joseph de	avril 1706 – août 1709
MALHERBA Bernardino	oct. 1675 - attesté en 1678
MARENCO Antonio	mai 1761- juin 1766
MARTINI di CASTELNUOVO	sept. 1791- juill. 1794
MATTONE DI BENEVELLO GB, sén ?	févr 1786 – nov. 1792
MONACO Onorato Antonio	déc. 1622 – attesté en 1626
NADONE Bernardo	attesté en 1614
NAZARIO Matteo	oct. 1624 – juin 1626
NEGRI di SANFRONT Euclide	mai 1615 - oct. 1624
NOMIS di Pianezza Carlo Francesco	mai 1615 – janv 1619
PASSERONI Luigi	mai 1788- sept. 1791
PALLAVICINO Tommaso, Adalberto	mai 1670 – juin 1674
PALLAVICINO Francesco Amedeo, comte di Perlo	sept 1678 – attesté en juill. 1705
PELEGNINO Giulio Cesare	août 1616 – avril 1619
PEYRANI Onorato Geronimo	mai 1659 - mai 1677
PEYRANI Gian Paolo	août 1677 – nov. 1696
PEYRANI Gio. Paolo	juin 1766 - avril 1768
PICCONO della VALLE Vittorio Amedeo	juin 1766- sept. 1791
PORTANIERO di Santa Margherita Giacomo	août 1658 - avril 1687
PORTANIERO di Santa Margherita Pietro junior	août 1677 -mars 1706
PREVERINO Gio. Francesco	avril 1759- attesté en févr. 1761
PROVANA Albertino	juill.1636 - sept. 1648 ³
PROVANA Orazio ⁴	mars 1663 – attesté en 1673
RANDONE GB Romualdo	nov.1750- mai 1760
RAYNARDI Gio. Francesco	mai 1749- avril 1757
RAYNARDI Gio Ludovico	juin 1766- oct. 1791
REGGIO Amedeo Nicola	nov. 1774- octo. 1777
RICHELMI Giulio Cesare	mai 1651 – attesté en 1677

¹ Il avait le titre de second président ; nommé en septembre 1700 Ministre d'État et en janvier 1713 Grand chancelier

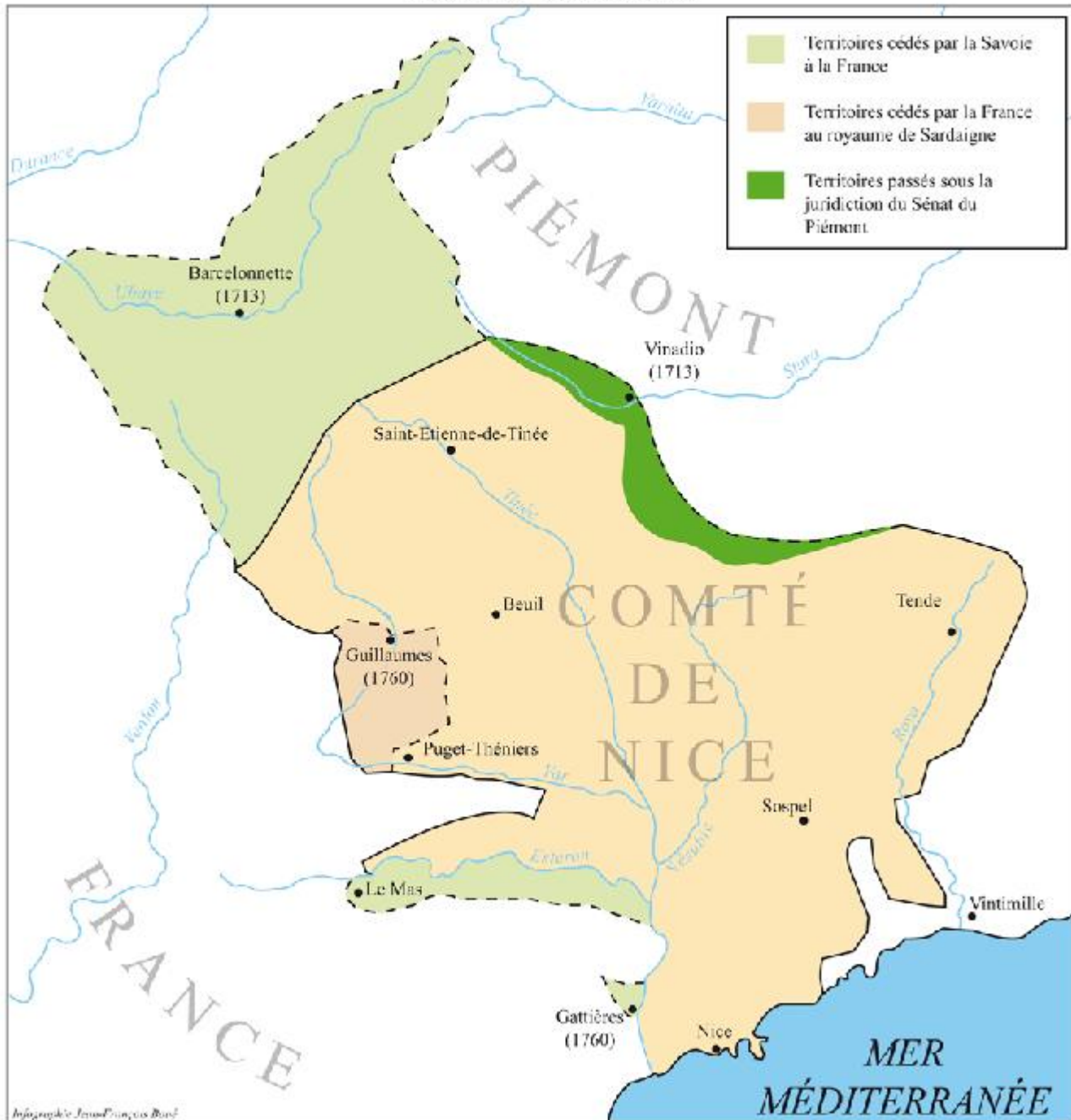
² Il avait le titre de président

³ Il fut tué par son beau-frère Onorato Fabri., AST, Rappresentanze. e pareri.

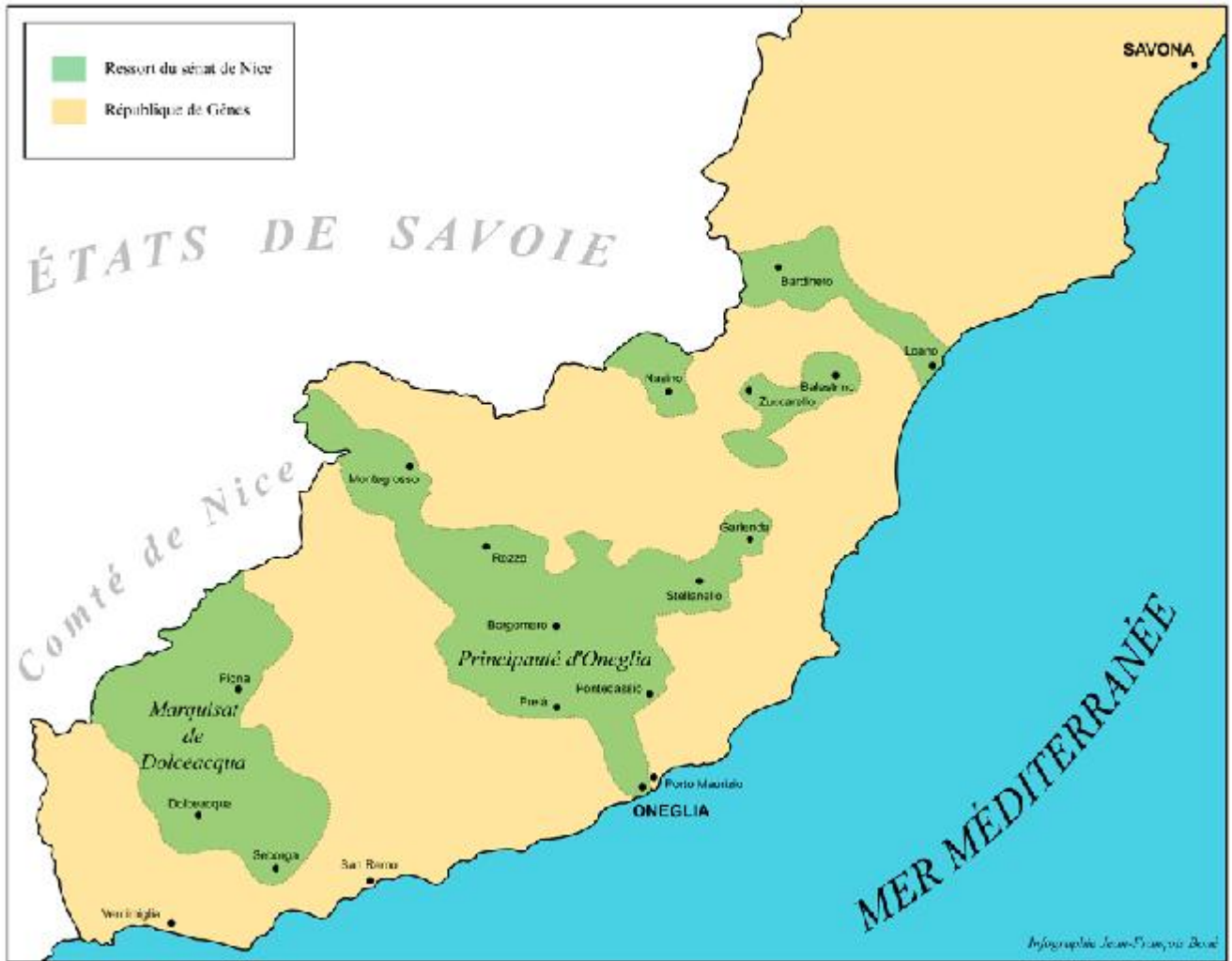
⁴ Fils d'Albertin, il fut nommé ministre et puis premier président du sénat de Savoie en mars 1687.

ROBESTI di COCCONITO Giuseppe	octo 1768 – juill. 1774
ROCHATI Simone	janv. 1619 – attesté en 1631
ROLANDO Carlo Bartolomeo	juin 1660 – janv. 1665
ROSSIGNOLO(I) Marco Aurelio	mai 1682- sept. 1711
RUBATTI Chiafredo Ignazio	juin 1766- juin 1768
SAISI Pietro Antonio	nov. 1778 - janv. 1780
TESAURO Gaspare Antonio	attesté de 1616 à 1617
TONDUTI Francesco Flaminio	juill. 1660 – nov. 1697
TONDUTI Orazio	janv. 1701 – octo 1723
TORRINI Gio. Ludovico	mars 1666 –attesté en 1670
TORRINI di Quincinetto Giulio Ludovico	sept. 1713 – octo. 1715
TRINCHIERI Pietro	avril 1647 – attesté en déc. 1652
TRINCHIERI Pietro Flaminio di S.A	déc 1760 – mars 1791
TRANS Carlo Maurizio	mars 1737 – attesté en 1643
TULLES marquis de	mars 1712 - 1713
UBERTI Giambattista	janv.1747 – attesté en août 1768
VALLATTI Costanzo	mars 1630- octo. 1640
VALBELLE de SAINT-TULLE Cosme	mars 1712 – mai 1713
VALPERGA Gerolamo	avril 1759 – juin 1766
VEGNABEN Carlo	déc. 1618 - juin 1620
VERCELLIS Antonio Orazio	sept. 1632 – août 1642
VIANI Onorato	mars 1737- juin 1744
VIVALDO Gerolamo Marcello	juin 1635 – déc. 1656

**Ressort territorial du Sénat (Comté de Nice)
aux XVIIe - XVIIIe siècles**



Ressort du Sénat de Nice sur le territoire de la République de Gênes
aux XVIIe - XVIIIe siècles



SÉNAT DE NICE

1 B 1 - 67 : TEXTES LÉGISLATIFS ET OUVRAGES JURIDIQUES

- 1 B 1** - Sola (Antonio) « Commentaria D. Antonii Solae senatoris gravissimi ad universa serenissimorum sabaudiae ducum decreta, antiqua, nova et novissima », 1625, Torino, 689 pages, in-f°
- 1 B 2** - Borelli (sénateur Gio. Battista) « Editti antichi e nuovi de' sovrani prencipi della real casa di Savoia delle loro tutrici e de' magistrati di qua da' monti, raccolti d'ordine di Madama Reale Maria Giovanna Battista », 1681, Torino, Bartolomeo Zappata libraro di SAR, 1287 pages, in-f°
- 1 B 3** - « Leggi e costituzioni di S.M.da osservarsi nelle materie civili e criminali ne' stati della M.S., tanto di qua che di là da' monti e colli. Loix et constitutions du roi lesquelles devront etre observées dans les états, tant deça que delà des monts et cols, dans les matières civiles et criminelles », 1723, Torino, Gio. Battista Valetta stampatore di Sua Maestà, 643 pages, in-f°
- 1 B 4** - Brillon (Pierre Jacques) « Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlements de France », tome 1, lettres de A à B, 1727, Paris, 1007 pages, in-f°
- 1 B 5** - Brillon (Pierre Jacques) « Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlements de France », tome 2, lettres de C à D, 1727, Paris, 979 pages, in-f°
- 1 B 6** - Brillon (Pierre Jacques) « Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlements de France », tome 3, lettres de E à K, 1727, Paris, 987 pages, in-f°
- 1 B 7** - Brillon (Pierre Jacques) « Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlements de France », tome 4, lettres de L à O, 1727, Paris, 1023 pages, in-f°
- 1 B 8** - Brillon (Pierre Jacques) « Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlements de France », tome 5, lettres de P à R, 1727, Paris, 1052 pages, in-f°
- 1 B 9** - Brillon (Pierre Jacques) « Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlements de France », tome 6, lettres de S à Y, 1727, Paris, 999 pages, in-f°
- 1 B 10** - « Leggi e costituzioni di Sua Maestà », 1729, Torino, Gio. Battista Chais, stampatore di SSRM, 480 pages, in-4°
- 1 B 11** - « Costituzioni di Sua Maestà per l'università di Torino », 1729, Torino, Gio. Battista Chais, 193 pages, in-4°
- 1 B 12** - « Tariffe degli emolumenti e dritti per li magistrati, tribunali ed uffiziali de' Stati di Sua Maestà », 1729, Torino, Gio. Battista Chais stampatore, 185 pages, in-4°
- 1 B 13** - Cormis (François de) « Recueil de consultations sur diverses matières divisé en 2 volumes, contenant différents recueils », tome 2 « Des substitutions, fidéi-commis et élections, des légitimes et legs, des intérêts, de différentes matières mêlées, des matières criminelles », 1735, Paris, Montalant imprimeur-libraire, 2091 pages, in-f°
- 1 B 14** - « Editto di S.M. riguardante alcune dichiarazioni sopra le generali costituzioni e contenente la tariffa degli emolumenti e diritti dovuti all'erario regio ed agli uffiziali di stato, di giustizia, del fisco ed altri », 1740, Torino, Gio. Valetta stampatore di S.M., 351 pages, in-4°
- 1 B 15** - « Commentaria in regulas, constitutiones et ordinationes cancellariae apostolicae », 1751, Colonia, frères de Tournes, 407 pages, in-f°
- 1 B 16** - Berardi (Carlo Sebastiano) « Gratiani canones genuini ab apocryphis discreti, corrupti ad emendationum codicum fidem exacti difficiliores commoda interpretatione illustrati », 1752, Torino, tipografia regia, 551 pages, in-4°

- 1 B 17** - Berardi (Carlo Sebastiano) « Gratiani canones genuini ab apocryphis discreti, corrupti ad emendationum codicum fidem exacti difficiliores commoda interpretatione illustrati », 1754, Torino, tipografia regia, 525 pages, in-4°
- 1 B 18** - Berardi (Carlo Sebastiano) « Gratiani canones genuini ab apocryphis discreti, corrupti ad emendationum codicum fidem exacti difficiliores commoda interpretatione illustrati », 1755, Torino, tipografia regia, 480 pages, in-4°
- 1 B 19** - Berardi (Carlo Sebastiano) « Gratiani canones genuini ab apocryphis discreti, corrupti ad emendationum codicum fidem exacti difficiliores commoda interpretatione illustrati », 1757, Torino, tipografia regia, 603 pages, in-4°
- 1 B 20** - Berardi (Carlo Sebastiano) « Commentaria in jus ecclesiasticum universum », tome 2, 1766-1767, Torino, tipografia reale, 354 pages, in-4°
- 1 B 21** - Berardi (Carlo Sebastiano) « Commentaria in jus ecclesiasticum universum », tome 3, 1766-1767, Torino, tipografia regia, 279 pages, in-4°
- 1 B 22** - Berardi (Carlo Sebastiano) « Commentaria in jus ecclesiasticum universum », tome 4, 1766-1767, Torino, tipografia regia, 406 pages, in-4°
- 1 B 23** - « Leggi e costituzioni di Sua Maestà. Loix et constitutions de Sa Majesté », tome 1, 1770, Torino, Stamperia reale, 504 pages, in-4°
- 1 B 24** - « Leggi e costituzioni di Sua Maestà. Loix et constitutions de Sa Majesté », tome 2, Torino, 1770, Stamperia reale, 574 pages, in-4°
- 1 B 25** - Visme (FB de) « La science parfaite des notaires ou le parfait notaire », tome 1, 1771, Paris, librairie Desaint, 784 pages, in-4°
- 1 B 26** - Visme (FB de) « La science parfaite des notaires ou le parfait notaire », tome 2, 1771, Paris, librairie Desaint, 866 pages, in-4°
- 1 B 27** - Brunneman (Giovanni) « Commentarius in codicem justinianum », tome 1, 1771, Colonia, frères de Tourmes, 664 pages, in-f°
- 1 B 28** - Brunneman (Giovanni) « Commentarius in codicem justinianum », tome 2, 1771, Colonia, frères de Tourmes, 1083 pages, in-f°
- 1 B 29** - Valin (René-Josué) « Nouveau commentaire sur l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681 », tome 2, 1776, La Rochelle, 852 pages, in-4°
- 1 B 30** Voet (Giovanni) « Commentarius ad pandectas », tome 1, 1778, Colonia, frères de Tournes, 792 pages, in-f°
- 1 B 31** - Voet (Giovanni) « Commentarius ad pandectas », tome 2, 1778, Colonia, frères de Tournes, 978 pages, in-f°
- 1 B 32** - « Pandectae justinianae in novum ordinem digestae: cum legibus codicis et novellis », tome 1, 1782, Lyon, Bernuset et sociorum, 695 pages, in-f°
- 1 B 33** - Richeri (Tommaso Maurizio) « Codex rerum in pedemontano senatu aliisque supremis patriae curiis judicatarum », tome 2, 1784-1786, Torino, tipografia regia, 455 pages, in-4°
- 1 B 34** - Richeri (Tommaso Maurizio) « Codex rerum in pedemontano senatu aliisque supremis patriae curiis judicatarum », tome 3, 1784-1786, Torino, tipografia regia, 445 pages, in-4°
- 1 B 35** - Richeri (Tommaso Maurizio) « Codex rerum in pedemontano senatu aliisque supremis patriae curiis judicatarum », tome 4, 1784-1786, Torino, tipografia regia, 444 pages, in-4°

- 1 B 36** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 1 « Leggi, editti rispetto alle chiese, osservanze delle feste, ecc. », 1818, Torino, 917 pages, in-f°
- 1 B 37** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 2 « Materia ecclesiastica », 1825, Torino, 742 pages, in-f°
- 1 B 38** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 3 « Parte giuridizione » (I), 1826, Torino, 524 pages, in-f°
- 1 B 39** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 4 « Parte giuridizione » (II), 1827, Torino, 1104 pages, in-f°
- 1 B 40** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 5 « Parte giuridizione » (III), 1827, Torino, 2035 pages, in-f°
- 1 B 41** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 6 « Tariffe », 1828, Torino, 625 pages, in-f°
- 1 B 42** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 7 « Materie diverse », 1831, Torino, 736 pages, in-f°
- 1 B 43** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 8 « Materie diverse », 1832, Torino, 952 pages, in-f°
- 1 B 44** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 9 « Materie diverse », 1833, Torino, 1035 pages, in-f°
- 1 B 45** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 10 « Materie diverse », 1834, Torino, 913 pages, in-f°
- 1 B 46** - Duboin (Felice Amato) « Raccolta per ordine di materie delle leggi, provvidenze, editti, manifesti, ecc. pubblicati dal principio dell'anno 1681 sino agli 8 dicembre 1798 », tome 11 « Materie diverse », 1835, Torino, 1320 pages, in-f°
- 1 B 47** - «Regolamento generale per la leva militare », 1824, Torino, stamperia Domenico Pane, 148 pages, in-f°
- 1 B 48** - «Collezione celerifera delle leggi pubblicate nell'anno 1824 », Torino, tipografia Giuseppe Favale, 868 pages, in-8°
- 1 B 49** - « Collezione celerifera delle leggi pubblicate nell'anno 1825 », Torino, tipografia Giuseppe Favale, 730 pages, in-8°
- 1 B 50** - «Collezione celerifera delle leggi pubblicate nell'anno 1827 », Torino, tipografia Giuseppe Favale, 928 pages, in-8°
- 1 B 51** - «Collezione celerifera delle leggi pubblicate nell'anno 1828 », Torino, tipografia Giuseppe Favale, 560 pages, in-8°
- 1 B 52** - «Collezione celerifera delle leggi pubblicate nell'anno 1829 », Torino, tipografia Giuseppe Favale, 456+220+212 pages, in-8°

- 1 B 53** - Fabro (Antonio) « Codex fabrianus », tome 1, 1829, Torino, tipografia Giuseppe Cassone, 1136 pages, in-f°
- 1 B 54** - Fabro (Antonio) « Codex fabrianus », tome 2, 1829, Torino, tipografia Giuseppe Cassone, 1220 pages, in-f°
- 1 B 55** - Solaro della Margarita (Clemente) « Traités publics de la royale maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Chateau-Cambrésis (Cateau-Cambrésis) jusqu'à nos jours publiés par ordre du roi », tome 1, de 1559 à 1648, 1836, Torino, 576 pages, in-4°
- 1 B 56** - Solaro della Margarita (Clemente) « Traités publics de la maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Chateau-Cambrésis (Cateau-Cambrésis) jusqu'à nos jours », tome 2, de 1659 à 1742, 1836, Torino, 576 pages, in-4°
- 1 B 57** - Solaro della Margarita (Clemente) « Traités publics de la maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Chateau-Cambrésis (Cateau-Cambrésis) jusqu'à nos jours », tome 3, de 1742 à 1799, 1836, Torino, 589 pages, in-4°
- 1 B 58** - Solaro della Margarita (Clemente) « Traités publics de la maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Chateau-Cambrésis (Cateau-Cambrésis) jusqu'à nos jours », tome 4, de 1814 à 1830, 1836, Torino, 641 pages, in-4°
- 1 B 59** - Solaro della Margarita (Clemente) « Traités publics de la maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Chateau-Cambrésis (Cateau-Cambrésis) jusqu'à nos jours », tome 5, de 1831 à 1836, 1836, Torino, 493 pages, in-4°
- 1 B 60** - Solaro della Margarita (Clemente) « Traités publics de la maison de Savoie avec les puissances étrangères depuis la paix de Chateau-Cambrésis (Cateau-Cambrésis) jusqu'à nos jours », tome 6, de 1837 à 1843, Torino, 320+174 pages, in-4°
- 1 B 61** - Poncini (avocat Giovanni) « Commenti sul codice civile », tome 1, 1841-1842, Torino, 647 pages, in-8°
- 1 B 62** - Poncini (avocat Giovanni) « Commenti sul codice civile », tome 2, 1841-1842, Torino, 845 pages, in-8°
- 1 B 63** - Poncini (avocat Giovanni) « Commenti sul codice civile », tome 3, 1841-1842, Torino, 653 pages, in-8°
- 1 B 64** - Poncini (avocat Giovanni) « Commenti sul codice civile », tome 4, 1841-1842, Torino, 741 pages, in-8°
- 1 B 65** - Poncini (avocat Giovanni) « Commenti sul codice civile », tome 5, 1841-1842, Torino, 587 pages, in-8°
- 1 B 66** - Poncini (avocat Giovanni) « Commenti sul codice civile », tome 6, 1841-1842, Torino, 552+150 pages, in-8°
- 1 B 67** - « Regolamento sul reclutamento dell'esercito approvato con regio decreto del 31 marzo 1855 », 559 pages, in-8°

1 B 68 - 135 : DÉCISIONS

1 B 68 - 74 : Décisions camérales et sénatoriales

- 1 B 68** - Decisiones de la « Regia Camera » (Chambre royale des comptes) de Torino (Turin), manuscrites et imprimées (4 décembre 1469 - 29 décembre 1735), 1 registre

04/12/1469 - 29/12/1735

- 1 B 69** - Decisiones de la « Regia Camera » (Chambre royale des comptes) de Torino (Turin), manuscrites et imprimées (11 février 1736 - 20 octobre 1747), 1 registre
11/02/1736 - 20/10/1747
- 1 B 70** - Decisiones de la « Regia Camera » (Chambre royale des comptes) de Torino (Turin), manuscrites et imprimées (25 novembre 1747 - 18 mars 1771), 1 registre
24/11/1747 - 18/03/1771
- 1 B 71** - « Decisiones senatu fabriani », tome I, livres 1 à 3, s.d. (XVII^e-XVIII^e siècles), in-f^o
- 1 B 72** - « Decisiones senatu fabriani », tome II, livre 4, s.d. (XVII^e-XVIII^e siècles), in-f^o
- 1 B 73** - « Decisiones senatu fabriani », tome III, livre 5, s.d. (XVII^e-XVIII^e siècles), in-f^o
- 1 B 74** - Avis, sentences, déclarations et rescrits de la « Regia Camera » de Torino (Turin) et du sénat de Piémont, contenant en particulier des mémoires du même sénat relatifs à l'exequatur octroyé à plusieurs bulles pontificales (9 septembre 1617 - 21 avril 1770), 1 registre
09/09/1617 - 21/04/1770
- 1 B 75** - Avis de l'avocat général et déclarations camérales, arrêts du sénat de Savoie, extraits des statuts communaux de plusieurs villes du Piémont, contenant en particulier des decisions du sénat de Piémont relatives aux cens et des mémoires sur les usages du Piémont concernant la juridiction ecclésiastique (1er janvier 1759 - 31 décembre 1759), 1 registre
01/01/1571 - 31/12/1759
- 1 B 76 - 77 : Tables des décisions**
- 1 B 76** - Table chronologique des decisions et sentences du « Supremo Real Consiglio » (Conseil royal suprême) de Sardaigne, des sénats de Savoie, de Piémont, de Nice et de Casale, du Consulat et d'autres institutions et conclusions des bureaux des avocats et procureurs généraux (5 février 1571 - 10 septembre 1773), 1 registre
05/02/1571 - 10/09/1773
- 1 B 77** - Table des decisions et sentences par ordre alphabétique des sénateurs rapporteurs, tome 2, des lettres L à Z (s.d.), 1 registre
- 1 B 78 - 131 : Décisions du sénat de Piémont**
- 1 B 78** - Cacherano d'Osasco (Ottaviano) « Decisiones sacri senatus pedemontani », 1609, Torino, 224 pages, in-f^o
- 1 B 79** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (23 juin 1584 - 16 décembre 1641), 1 registre
23/06/1584 - 16/12/1641
- 1 B 80** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites (19 janvier - 19 décembre 1642), 1 registre
19/01/1642 - 19/12/1642
- 1 B 81** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites (4 janvier - 18 décembre 1643), 1 registre
04/01/1643 - 18/12/1643
- 1 B 82** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites (11 janvier - 20 décembre 1644), 1 registre
11/01/1644 - 20/12/1644
- 1 B 83** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites, contenant également une decisio imprimée du 14 août relative à une affaire d'héritage des frères Caissotti à Nice (4 janvier - 20 décembre 1645), 1 registre et 1 cahier
04/01/1645 - 20/12/1645
- 1 B 84** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites (9 janvier - 19 décembre 1646), 1 registre
09/01/1646 - 19/12/1646

- 1 B 85** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (9 janvier - 28 décembre 1647), 1 registre
09/01/1647 - 28/12/1647
- 1 B 86** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (11 janvier 1648 - 14 décembre 1649), 1 registre
11/01/1648 - 14/12/1649
- 1 B 87** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (14 janvier 1650 - 17 décembre 1655), 1 registre
14/01/1650 - 17/12/1655
- 1 B 88** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (12 janvier 1656 - 18 décembre 1660), 1 registre
12/01/1656 - 18/12/1660
- 1 B 89** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (15 février 1667 - 20 décembre 1672), 1 recueil
05/01/1661 - 10/09/1666
- 1 B 90** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (15 février 1667 - 20 décembre 1672), 1 registre
15/02/1667 - 20/12/1672
- 1 B 91** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (10 janvier - 20 décembre 1673), 1 registre
10/01/1673 - 20/12/1673
- 1 B 92** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (16 janvier 1674 - 20 décembre 1675), 1 registre
16/01/1674 - 20/12/1675
- 1 B 93** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (20 janvier 1679 - 20 décembre 1680), 1 registre
20/01/1679 - 20/12/1680
- 1 B 94** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (13 mars 1681 - 20 décembre 1683), 1 registre
13/03/1681 - 20/12/1683
- 1 B 95** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (24 janvier 1684 - 13 septembre 1687), 1 registre
24/01/1684 - 13/09/1687
- 1 B 96** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (30 janvier 1688 - 12 septembre 1693), 1 registre
30/01/1688 - 12/09/1693
- 1 B 97** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites (10 mars 1694 - 20 décembre 1700), 1 registre
10/03/1694 - 20/12/1700
- 1 B 98** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (11 avril 1701 - 16 décembre 1707), 1 registre
11/04/1701 - 16/12/1707
- 1 B 99** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées (21 janvier 1708 - 19 décembre 1711), 1 registre
21/01/1708 - 19/12/1711
- 1 B 100** - Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 23 (22 janvier 1712 - 19 juillet 1717), 1 registre
22/01/1712 - 19/07/1717

1 B 101	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 24 (24 janvier 1718 - 15 mai 1720), 1 registre	24/01/1718 - 15/05/1724
1 B 102	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 25 (22 janvier 1721 - 17 décembre 1725), 1 registre	22/01/1721 - 17/12/1725
1 B 103	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 26 (8 janvier 1726 - 20 décembre 1729), 1 registre	08/01/1726 - 20/12/1729
1 B 104	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 27 (2 janvier - 30 décembre 1730), 1 registre	02/01/1730 - 30/12/1730
1 B 105	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 28 (2 janvier - 22 décembre 1731), 1 registre	02/01/1731 - 22/12/1731
1 B 106	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 29 (7 janvier 1732 - 30 décembre 1733), 1 registre	07/01/1732 - 30/12/1733
1 B 107	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 30 (13 janvier 1734 - 28 novembre 1735), 1 registre	13/01/1734 - 28/11/1735
1 B 108	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 31 (23 janvier 1736 - 26 novembre 1737), 1 registre	23/01/1736 - 26/11/1737
1 B 109	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 32 (24 janvier 1738 - 5 décembre 1740), 1 registre	24/01/1738 - 05/12/1740
1 B 110	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 33 (10 janvier 1741 - 1er décembre 1746), 1 registre	10/01/1741 - 01/12/1746
1 B 111	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 34 (4 janvier - 30 décembre 1747), 1 registre	04/01/1747 - 30/12/1747
1 B 112	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 35 (3 janvier 1748 - 30 décembre 1750), 1 registre	03/01/1748 - 30/12/1750
1 B 113	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 36 (3 janvier 1751 - 5 juillet 1754), 1 registre	03/01/1751 - 05/07/1754
1 B 114	- Decisiones du sénat de Piémont manuscrites et imprimées, tome 37 (9 janvier 1755 - 30 décembre 1760), 1 registre	09/01/1755 - 30/12/1760
1 B 115	- Decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées, tome 38 (3 février 1761 - 29 décembre 1764), 1 registre	03/02/1761 - 29/12/1764

1 B 116	- Decisiones supplémentaires du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées, tome 1 (15 avril 1529 - 20 décembre 1644), 1 registre	15/04/1529 - 20/12/1644
1 B 117	- Decisiones supplémentaires du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées, tome 2 (16 janvier 1645 - 23 novembre 1648), 1 registre	16/01/1645 - 23/11/1648
1 B 118	- Decisiones supplémentaires manuscrites du sénat de Piémont, tome 3 (11 janvier 1649 - 19 décembre 1650), 1 registre	11/01/1649 - 19/12/1650
1 B 119	- Decisiones supplémentaires manuscrites du sénat de Piémont, tome 4 (10 janvier 1651 - 5 décembre 1652), 1 registre	10/01/1651 - 05/12/1652
1 B 120	- Decisiones supplémentaires manuscrites et imprimées du sénat de Piémont (31 août 1635 - 17 septembre 1735), 1 registre	31/08/1635 - 17/09/1735
1 B 121	- Deuxième série des decisiones manuscrites et imprimées du sénat de Piémont (3 septembre 1729 - 22 juin 1741), 1 registre	03/09/1729 - 22/06/1741
1 B 122	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (20 septembre 1617 - 10 décembre 1784), 1 registre	20/09/1617 - 10/12/1784
1 B 123	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (21 janvier 1653 - 9 septembre 1695), 1 registre	21/01/1653 - 09/09/1695
1 B 124	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (3 mars 1708 - 9 juin 1724), 1 registre	03/03/1708 - 09/06/1724
1 B 125	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (20 décembre 1726 - 1er juin 1733), 1 registre	20/12/1726 - 01/06/1733
1 B 126	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (21 février 1731 - 25 août 1733), 1 registre	21/02/1731 - 25/08/1733
1 B 127	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (5 juin 1734 - 12 décembre 1735), 1 registre	05/06/1734 - 12/12/1735
1 B 128	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (29 février 1736 - 30 décembre 1737), 1 registre	29/02/1736 - 30/12/1737
1 B 129	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (13 novembre 1738 - 28 juin 1740), 1 registre	13/11/1738 - 28/06/1740
1 B 130	- Deuxième série des decisiones du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (14 avril 1741 - 19 juillet 1747), 1 registre	14/04/1741 - 19/07/1747

1 B 131 - Deuxième série des décisions du sénat de Piémont, manuscrites et imprimées (22 mai 1748 - 9 septembre 1780), 1 registre

22/05/1748 - 09/09/1780

1 B 132 : Décisions des sénats de Savoie, Casale et Piémont

1 B 132 - Décisions des sénats de Savoie et de Casale et quelques sentences motivées de celui de Piémont rendues dans des affaires jugées par des sénateurs délégués et par des magistrats ecclésiastiques, manuscrites et imprimées (2 mai 1620 - 9 mars 1765), 1 registre

02/05/1620 - 09/03/1765

1 B 133 : Sentences des cours de Sardaigne

1 B 133 - Sentences de la « Reale Udienza » (Royale Audience) et du « Supremo Consiglio » (Conseil suprême) de Sardaigne, manuscrites et imprimées (22 mai 1710 - 29 août 1768), 1 registre

22/05/1710 - 29/08/1768

1 B 134 - 136 : Décisions du sénat de Nice

1 B 134 - Décisions manuscrites et imprimées du sénat de Nice, contenant en particulier une décision dans une affaire commerciale du 17 août 1617, (16 janvier 1646 - 23 août 1652), 1 registre

16/01/1646 - 23/08/1652

1 B 135 - Décisions manuscrites et imprimées du sénat de Nice (14 août 1645 - 10 décembre 1770), 1 registre

14/08/1645 - 10/12/1770

1 B 136 - Décisions manuscrites et imprimées du sénat de Nice (20 décembre 1771 - 5 août 1790), 1 registre

20/12/1771 - 05/08/1790

1 B 137 : OUVRAGE RELIGIEUX

1 B 137 - Missale romanum, ex decreto sacro-sancti concilii tridentini restitutum, 1774, Avignon, éditeur François Seguin, 674 pages, in-4°

1 B 138 - 144 : AFFAIRES GÉNÉRALES

1 B 138 : Correspondance

- 1 B 138**
- Copie d'une lettre adressée par le duc de Savoie Victor Amédée II au président du sénat baron de Balbis concernant la nomination du marquis Vittorio Amedeo Malliard di Tournon en tant que gouverneur et lieutenant général de la ville et province de Nice, contenant la copie des lettres patentes relatives au gouverneur et une note détaillant ses prérogatives (15 juin 1688 - 30 janvier 1689), 3 pièces
 - Copie d'un billet adressé par le duc de Savoie aux sénateurs concernant des procès pour suspicion (25 août 1702), 1 pièce
 - Lettres adressées par le secrétaire d'État Mellarède, le président du sénat de Piémont et d'autres ministres du roi au sénat de Nice et à son président en chef, contenant en particulier la nomination en 1723 des sénateurs comte Frichignono et Grondana et celle de l'avocat fiscal général Astesan (20 février 1720 - 1er décembre 1726), 1 cahier
 - Informations adressées par le président en chef Sclarandi Spada au marquis d'Ormea à Torino (Turin) concernant le banc du sénat, installé en 1708 dans l'église Saint-Dominique de Nice par l'intendant du roi de France et déplacé sur ordre du sénat, les pères dominicains en revendiquant la propriété, et réinstallé dans l'église sur ordre du roi, les pères menaçant de présenter des doléances au cardinal Ferrero (21 avril - 28 mai 1738), 1 cahier
 - Dispositions et règles à suivre dans la correspondance entre le sénat de Nice et la curie suprême de la principauté de Monaco concernant l'arrestation et le transfert de personnes inculpées et de bandits et la citation de témoins lors d'affaires civiles et criminelles (1er septembre 1787), 1 pièce
 - Représentation du sénat au roi sollicitant la pose d'un parquet en bois dans la salle des audiences, ainsi que des tapisseries et tableaux aux murs (25 février 1791), 1 pièce

15/06/1688 - 25/02/1791

1 B 139 - 142 : Personnel

- 1 B 139**
- Inventaire fait par le sénateur et avocat fiscal général Marcello Vivaldo d'ordre de Sa Majesté des écritures, mobilier et objets de valeur (bijoux et argenterie) ayant appartenu au procureur patrimonial Ottavio Barralis de Nice (23 mai - 1er août 1634), 1 cahier
 - Personnel du sénat (avocats, procureurs, actuaire, juges ordinaires et féodaux, lieutenants-juges, bailes, soldats de la famille de justice).- Nominations, contestations, remplacements : suppliques, procès-verbaux de prestation de serment, correspondance, remontrances du bureau de l'avocat fiscal général, concernant en particulier la nomination du juge Flaminio Verani pour le fief de Saint-André et Revel par le comte Carlo Francesco Thaon, commandant général de la province de Nice, le dossier de Giambattista Rossi, présenté au sénat pour être admis à exercer la profession d'avocat, contenant son diplôme de « laurea » du 14 mai 1785 délivré par l'université de Torino (Turin) et ses attestations des stages pratiques, ainsi qu'une remontrance visant à obtenir la nomination des juges ordinaires des lieux de Barri de Masson, Saint-Sylvestre, Roquebillière, Magnan supérieur et Gairaut dans la campagne de Nice, récemment inféodés, les vassaux ne se souciant pas de présenter les patentes d'investiture qui leur permettraient d'exercer la justice et l'admission de Pio Berardi en tant que substitut-procureur de l'avocat Carlo Maria Massilia, contenant les lettres patentes signées par Victor Amédée III lui octroyant la dispense d'un an de stage auprès du procureur des pauvres (29 juillet 1769 - 30 mai 1788), 1 liasse

23/05/1634 - 30/05/1788

- 1 B 140**
- Personnel du sénat (procureurs, actuaire, juges ordinaires et féodaux, lieutenants-juges, bailes, huissiers, soldats de la famille de justice).- Nominations, mises à la retraite, mutations : suppliques, procès-verbaux de prestation de serment, attestations de stages, plaintes, conclusions de l'avocat fiscal général, correspondance, concernant en particulier la nomination du juge Niccolò Giorni, effectuée par le comte Tommaso Filippo Riccardi feudataire de Lantosque, portant un cachet à sec avec ses armoiries, une représentation de l'avocat fiscal de Nice adressée au ministre, un recours du procureur des pauvres Trofimo Francesco Sauvaigo revendiquant un droit de préséance à l'égard des membres du collège des procureurs, le dossier du notaire Giambattista Durante pour exercer les fonctions de procureur au sénat, contenant le décret de Victor Amédée, lui octroyant la dispense d'un an de stage auprès du procureur des pauvres, la nomination du baile Ludovico Crabalona effectuée par le comte Clemente Perrucca della Rocchetta de Dolceacqua et celle du juge Giuseppe Leotardi pour le fief de Thiéry et Touët faite par le comte Carlo Emanuele Claretti Ponzone portant un cachet avec ses armoiries du 28 août 1791, ainsi que la nomination de l'avocat Carlo Maria Massilia, en tant que juge du fief de Saint-Victor, par le comte Andrea Auda, portant le cachet à sec de ses armoiries, et du fief de La Roquette-Saint-Martin par le ca-

pitaine Ludovico Andrea Plenti, mandataire du marquis Giuseppe Lascaris Ventimiglia Castellar (16 janvier 1789 - 7 avril 1794), 1 liasse

16/01/1789 - 07/04/1794

1 B 141

- Personnel du sénat (juges ordinaires, substitués du procureur des pauvres, préfets, avocats, actuels).- Nominations : transcription des suppliques, patentes royales, représentations, dont l'une adressée au roi afin d'obtenir un juge supplémentaire pour les préfetures de Nice, Oneglia (Oneille) et Sospel, rescrits du sénat, dont un obligeant l'actuel Barraja à nommer ses substitués, remontrances du bureau de l'avocat fiscal général, procès-verbaux de prestation de serment, concernant en particulier la nomination du vice-préfet Luigi Brunengo à Oneglia, de l'avocat Gaspare Rey à la préfeture de Sospel, de l'avocat Laugeri à la préfeture d'Oneille, de l'avocat Filippo Borra en qualité de substitut de l'avocat fiscal provincial à Oneille, de Pietro Giacomo Barraja, de Vittorio Bianchi et d'Angelo Fighiera en tant que substitués de l'actuel Onorato Barraja, du préfet Borriglione à Sospel, du préfet Gaetano Arrigo à Oneglia, ainsi que la supplique du substitut du procureur des pauvres Troffimo Sauvaigo à propos d'un droit de préséance, la supplique du préfet de Nice Botteri di Castelnuovo relative aux assises de Guillaumes, Entraunes et Saint-Martin-d'Entraunes, un recours de Paolo Francesco Ruffi contre le notaire Onorato Barraja pour avoir un banc d'actuel et une délibération du collège des procureurs, réunis chez le doyen Carlo Maria Massilia, concernant l'élection annuelle du prieur, comporte aussi la table des admissions du personnel judiciaire de 1793 à 1795 et puis du 22 au 30 juillet 1814 (18 octobre 1788 - 13 décembre 1792), 1 registre

18/10/1788 - 13/12/1792

1 B 142

- Bailes.- Nominations, contestations : transcription des suppliques présentées par les communautés et les seigneurs des fiefs, des actes consulaires, des conclusions de l'avocat fiscal général, des décrets du sénat, contenant en particulier la supplique de particuliers de L'Escarène s'opposant à la décision du comte Giuseppe Andrea Tonduti della Scarena de nommer un baile non notaire et celle du syndic du Moulinet contestant la nomination du baile effectuée par la ville de Sospel, étant en opposition à une transaction signée le 29 janvier 1548 (4 octobre 1777 - 7 avril 1794, 19 juillet 1814), 1 registre
- Nomination du baile d'Utelle en la personne de Giambattista Robaudi pour les années 1794-1796 faite par le comte d'Utelle Giuseppe Lovera, contestée par le notaire Francesco Robaudi.- Suppliques, copie de sentence d'acquiescement concernant l'exercice de la justice des anciens bailes Luigi Antonio Amici et Giambattista Robaudi, patentes de nomination du comte Giuseppe Lovera, listes nominatives des habitants d'Utelle, conclusions de l'avocat fiscal général, décret du sénat (28 juin 1791 - 1er janvier 1794), 1 cahier
- « Giuramenti dei contabili » (serments des comptables).- Suppliques, procès-verbaux (11 septembre 1794 - 5 juin 1795), 1 cahier
- Gardiens des prisons.- Rétribution et mise à la retraite des gardiens de Sospel et de Nice : suppliques, états de frais, listes nominatives des soldats de justice, conclusion de l'avocat fiscal général, correspondance (4 janvier 1791 - 31 décembre 1796), 1 registre

04/10/1777 - 19/07/1814

1 B 143 : Comptabilité

1 B 143

- Paiement des sportules dues par Bartolomeo Cabagno de Tende réclamé par le secrétaire du sénat Clary.- Supplique, notes des frais judiciaires, décret du sénat (31 mai - 19 octobre 1791), 1 cahier

25/05/1791 - 19/10/1791

1 B 144 : Fonctionnement

1 B 144

- « Règlement du sénat de Nice de l'année 1686 pour la taxe des épices, émoluments et autres droits attribués aux officiers de justice, servant aux tribunaux des villes et vallée de Barcelonnette » avec l'indication des contributions incombant aux communautés de Saint-Paul, Larche, Jausiers, Méolans, Revel, Lauzet, Allos, Meyronnes, Châtelard (9 février 1686), 1 cahier
- « Arringhe ».- Discours d'ouverture de l'année judiciaire prononcés, entre autres, par les substituts de l'avocat fiscal général Gio. Francesco Raynardî et Trans (17 novembre 1740 - 16 novembre 1760), 11 cahiers
- Avis de publication des manifestes du sénat concernant l'observance des fêtes religieuses et les peines prévues pour les transgresseurs, la fixation et règlement faits par le roi des congrues des curés et vicaires de la partie du diocèse de Glandèves renfermée dans le comté de Nice, la rénovation d'une convention passée entre le roi de Sardaigne et la République de Genova (Gênes) pour l'arrestation et l'extradition réciproques des bandits, l'établissement de la « Regia Delegazione » (Délégation royale) à Borgo San Dalmazzo et l'attribution à cette Délégation de l'autorité et juridiction du Magistrat de santé de Nice (15 août 1786 - 2 février 1793), 1 liasse et 2 cahiers
- Inventaire des archives du sénat dressé à Borgo San Dalmazzo et à Carmagnola (31 janvier 1797), 1 registre

09/02/1686 - 31/01/1797

1 B 145 - 248 : AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES

1 B 145 - 184 : Entérinements en matière civile

- 1 B 145** « Regii Viglietti originali in materia civile » (billets royaux originaux en matière civile), envoyés au sénat pour entérinement, (11 avril 1713 - 12 décembre 1734), 1 registre, concernant :
- la copie de l'art. 3 du traité d'Utrecht, signé le 11 avril 1713, relatif à la restitution du duché de Savoie et du comté de Nice, occupés lors de la guerre
 - le rétablissement de la juridiction du roi de Sardaigne sur le lieu de La Turbie, cédé en 1706 par le roi de France au prince de Monaco (10 juin 1713)
 - l'application d'un « indulto » (remise de peine) concédé par le roi (25 août 1713)
 - la notification de l'art. 4 du traité d'Utrecht sur la cession au roi de France de la vallée de Barcelonnette (7 septembre 1713)
 - l'attribution aux vassaux et aux feudataires, exerçant la justice civile et criminelle sur leur fief, des frais de détention et de transfert des prisonniers de leur juridiction (21 septembre 1713)
 - des prétentions du sénateur Torrini au sein du sénat (18 janvier 1714)
 - l'expédition de la cause du prêtre Gaetano Albanelli dans le jugement d'appel comme d'abus (24 septembre 1714, 8 août 1715, 8, 17 juillet, 28 novembre 1716)
 - l'obligation faite au sénat d'accepter les juges nommés par le comte Roffredo pour le fief de Saorge, dont il a été investi, même s'il n'a pas fait entériner le contrat d'acquisition (2 mars et 29 mai 1715)
 - la concession de la grâce pour quelques détenus à l'occasion de Pâques (18 mai 1715)
 - l'embarquement à Villefranche des prisonniers destinés aux galères (30 mai 1715)
 - le litige entre le comte Luigi Ignazio Faussonne, gouverneur du fort de Bardo et Antonio Marino, son beau-frère (30 octobre 1715)
 - la concession de la grâce pour les soldats des régiments nationaux inculpés de port d'armes (3 novembre 1715)
 - l'attribution au sénat d'une affaire, jugée d'abord par le juge et par l'intendant de Nice, mettant en cause six personnes accusées de sédition et conspiration (23 janvier 1716)
 - la nécessité d'avoir un placet pour tout religieux souhaitant faire des visites dans des couvents (24 avril 1716)
 - la concession de la grâce pour des soldats du régiment de « Saluzzo » (Saluces) (26 avril 1718)
 - l'assistance pour le secrétaire d'État Mainardi venu à Nice pour régler des affaires domestiques (17 mai 1716)
 - l'arrestation d'un sujet de la République de Genova (Gênes) effectuée par le commandant d'Oneglia (Oneille) Amoretti, susceptible de troubler les relations diplomatiques (13 juin, 2 juillet 1716)
 - la procédure contre Giuseppe Tosello (9 décembre 1716)
 - la juridiction d'un représentant de l'évêque d'Albenga dans la principauté d'Oneglia (Oneille) (8 janvier 1717)
 - la procédure à l'encontre du vicaire du chapitre de Nice dans un jugement d'appel comme d'abus (13 janvier 1717)
 - une procédure criminelle à l'encontre de l'avocat Lorenzo Bachileri, ancien préfet d'Oneglia (Oneille) (12 février 1717)
 - la procédure à suivre quand un détenu touche un lieu sacré donnant l'immunité (10 mars 1717)
 - des facilitations pour permettre à l'hôpital d'Oneglia (Oneille) de recouvrer ses créances (10 mars 1717)
 - l'expédition de la cause entre les frères Todoni et le comte Andrea Gallean (11 mars 1718)
 - la suspension pendant six mois de tous les procès engagés par des créanciers à l'encontre de la ville de Nice (22 avril 1717)
 - l'appel d'une sentence prononcée par le juge de Sospel dans une affaire de contravention des bans champêtres (27 juin 1717)
 - le procès entre le monastère Sainte-Claire de Nice et la comtesse Peyrani (14 septembre 1717)
 - la nomination des préfets Francesco Miloni, Carlo Maurizio Trans et de l'avocat Gio. Francesco Raynardi en tant que sénateurs surnuméraires, après le décès du doyen Dalmassi et la maladie du sénateur Audiberti (25 février 1718)
 - la suspension des causes impliquant le chevalier Carlo Francesco Renato Tonduti (18 mai 1719)
 - la concession de la grâce pour quelques accusés (23 juin 1719, 17 juillet 1720, 24 décembre 1726, 18 juillet 1727)
 - le remplacement du comte di Caselette par le marquis Foschieri, en tant que gouverneur du comté de Nice et les compétences en matière contentieuse du juge de Nice (5 octobre 1720)
 - la suspension de toutes les causes impliquant Emanuele Filiberto Peyre, nommé avocat fiscal en Sardaigne (30 octobre 1720)
 - la communication à Torino (Turin) des lois, coutumes, statuts et règlements en usage au sénat de Nice pour faciliter la compilation des lois en matière d'administration de la justice (16 avril 1721)

- le mariage du prince de Piémont avec la princesse palatine de Sultzbach (23 février 1722)
- la compétence du sénat dans les litiges nés de l'application de l'édit royal du 7 janvier 1720 (14 juin 1722)
- l'enlèvement des barrières, mises en août 1720, pour les personnes de Nice voulant se rendre dans la République de Genova (Gênes) et la reprise, par le sénat de Nice, des causes de la principauté d'Oneglia (Oneille) jugées provisoirement par le sénat de Piémont (17 février 1723)
- le cérémonial pour le Te Deum, prévu pour la naissance du prince héritier, indiquant la place du comte et commandant général di Brassicarda et des sénateurs (14 mars 1723)
- la publication des Royales Constitutions, la tenue vestimentaire des sénateurs et la table des jours fériés (30 juin 1723)
- les compétences de l'avocat fiscal général et de son substitut (11 novembre 1723)
- la liste des personnes affectées à la maison royale et aux princes ayant le droit de porter des armes longues (29 novembre 1723)
- la rémunération des officiers du sénat (5 février 1724)
- un abus commis par le vicaire de L'Escarène obligeant les soldats à relâcher un justiciable accusé de vol (10 mars, 10, 11 juin 1724)
- la nomination du comte San Giorgio di Foglizzo comme régent du sénat dans l'attente d'un président en chef (29 avril 1724)
- la nomination de Gio. Francesco Raynaldi, Gio. Francesco Galea, Onorato Solaro et Gio. Battista Abbaino en tant qu'avocats consistoriaux (27 juin 1724)
- la déclaration des biens fidéicommissaires (27 juin 1724)
- l'arrestation de soldats sardes à La Turbie, par des soldats du prince de Monaco (14 octobre 1724)
- des doléances contre l'avocat Brunengo d'Oneglia (Oneille) (16 octobre 1724)
- un vol sacrilège commis à Aurigo par le moine Pasquale Genovese (25 juillet 1725)
- une violation du territoire sarde par des gardes français d'Entrevaux (28 septembre, 16 novembre 1725)
- la présentation de lettres pour les commissaires de l'ordre de Malte (12 octobre 1725)
- le différend entre les communautés de Montegrosso et Cosio (27 octobre 1725)
- un bref du pape concernant les couvents des Frères mineurs de Saint-François dans les États sardes (3 mars 1726)
- une copie d'une lettre du 22 février 1726 de l'évêque de Glandèves au roi relative au dérèglement des mœurs des ecclésiastiques de la partie de son diocèse située dans le comté et copie de la réponse du roi du 11 mars 1726
- la naissance d'un prince héritier (27 juin 1726)
- la poursuite criminelle contre des personnes ayant tenté d'extraire des îles de Saint-Honoré le nommé Talouet (14 août 1726)
- l'étendue de la juridiction du vicaire de l'évêque de Glandèves (20 septembre, 11 octobre 1726)
- l'attribution du prieuré de Gattières au prêtre niçois Cuggia faite par l'évêque de Vence (11 octobre 1726)
- l'expulsion des États sardes du prêtre Filippo Gaziello de Castellar (23 mai 1727)
- la violation par des Génois du territoire sarde, dans la vallée de Coise et à Buggio, près de Pigna (4 juin, 1er août 1727)
- le décès de la reine (27 août, 23 septembre 1728)
- l'arrestation de Génois après un incident avec des particuliers de Tavole (31 janvier, 8 mars 1729)
- la sentence contre les sœurs Gallean di Castelnuovo condamnées à l'enfermement dans un couvent (3 mars 1729)
- l'intégration de la principauté de Seborga dans le ressort du sénat (3 mai 1729)
- la publication des nouvelles Royales Constitutions (20 juillet 1729)
- le cérémonial des sénats (14 novembre 1729)
- l'abdication de Victor Amédée II et l'avènement de son fils Charles Emmanuel III (5, 15 septembre 1730)
- l'entérinement des patentes du consul de Grande Bretagne Gabriele Bonyol (28 avril 1731)
- la naissance des princes de Savoie (18 mai 1731, 24 juillet 1733)
- le décès du roi Victor Amédée II (1er novembre 1732)
- l'expédition du litige opposant le préfet Claudio Felice Bottone à son neveu l'avocat Gio Francesco (13 avril 1733)
- l'exonération de la loi d'aubaine en France pour les sujets du comté de Nice et du marquisat de Saluzzo (Saluces) (17 avril 1733)
- l'arrestation d'Onorato Peglione, accusé de contrebande de sel (2 juin 1733)
- la déclaration de guerre à l'Autriche (14 octobre 1733)
- la prise des forteresses de Gera et Pizzighetone et du château de Milano (Milan) et la reddition des places de Novara, de Tortona et de Guastalla (15 décembre 1733, 6 janvier, 13 février, 7 juillet, 30 septembre 1734)

- la violation du territoire de Seborga par des gardes champêtres de San Remo (12 décembre 1734)
11/04/1713 - 12/12/1734

1 B 146

- « Regii Viglietti originali in materia civile » (billets royaux originaux en matière civile), envoyés au sénat pour entérinement, (25 janvier 1737 - 23 juin 1779), 1 registre, concernant :
- l'interprétation des dispositions des Royales Constitutions relatives aux négociants et aux fiefs (25 janvier 1737, 28 juillet 1740)
 - le mariage du roi avec Elisabeth de Lorraine à Lunéville (10 mars 1737)
 - la nomination de juges pour le marquisat de Dolceacqua, demandée par le marquis Marco Antonio Doria (8 novembre 1737, 14 février 1741)
 - le litige entre le sénat et les Pères de l'église Saint-Dominique de Nice au sujet de la propriété du banc y existant (17 mai 1738)
 - la naissance de princes (1er décembre 1738, 22 juin 1741)
 - la réhabilitation du médecin des prisons Passeroni, suspendu de sa profession, son fils ayant des relations avec les sœurs Gallean (24 juin 1739)
 - la validation des jugements rendus par deux lieutenants, nommés, sans en avoir l'autorité, par le sénateur Lea siégeant alors au Consulat de mer (24 novembre 1740)
 - le décès de la reine (3 juillet, 5 août 1741)
 - la nomination du marquis d'Ormea en tant que Grand chancelier de la couronne, tout en gardant la charge de premier secrétaire d'État pour les affaires extérieures, avec un cachet à sec représentant les armoiries du marquis (16 février 1742)
 - la prise de la citadelle de Modena (Modène), la reddition de la place de la Mirandola et la retraite des troupes espagnoles pénétrées dans les États sardes (30 juin, 23 juillet, 18 octobre 1742)
 - la nomination du marquis de Susa (Suse), frère du roi, en tant que commandant des forces militaires et du comté de Nice (8 novembre 1743)
 - la prestation du serment de fidélité des sénateurs à Philippe d'Espagne et cérémonial à observer pour cette occasion (31 mai 1744)
 - la célébration de Te Deum pour la prise de deux places en Flandre et pour une victoire sur les Autrichiens (10, 17 juillet 1744)
 - l'intégration du marquisat de Loano et des lieux de Balestrino, Alto Arnasco, Bardineto, Rezzo, Caprauna, Cenesi, Cesio, Garlenda, Nasino, Stellanello et Testico dans le ressort du sénat (9, 26 mars 1745)
 - la victoire dans la bataille de Fontenay et la célébration de Te Deum pour la prise de la place de Tournai et d'Ostende, pour la reddition du château de Tortona et des places d'Alessandria et de Valenza et pour la victoire des armées espagnoles au passage du fleuve Tanaro et à Tongres (18 mai, 9 juin, 10, 28 septembre, 12, 31 octobre 1745, 20 juillet 1747)
 - l'autorisation concédée au baron Dalaise pour la nomination du juge de Berre (17 octobre 1745)
 - la nomination de notaires en qualité de juges à côté des « laureati » (diplômés) (24 mars 1747)
 - la promotion pour les sénateurs Chianea, Rainardi et Buffon (2 juin 1749)
 - la répartition des provinces des États sardes après l'acquisition des terres des Langhe (3 septembre 1749)
 - la concession au sénat de Nice d'un deuxième jour férié dans la semaine, comme au sénat de Piémont (25 novembre, 2 décembre 1749)
 - l'attribution du lieu de La Turbie à la préfecture de Nice et celui de Venanson à la préfecture de Sospel en rectification de l'édit du 3 septembre 1749 (16 janvier 1750)
 - le mariage à Madrid du duc de Savoie avec Marie Antoinette, infante d'Espagne et la cérémonie du baisemain portant le cachet à sec du ministre et premier secrétaire pour les affaires internes, comte de Saint-Laurent (21 avril, 1er, 3 juillet 1750)
 - la transmission au secrétariat pour les affaires internes de tous les billets royaux et les lettres patentes, ainsi que les suggestions et doutes relatifs aux matières contenues dans les Royales Constitutions (22 décembre 1750)
 - la naissance de princes (24 mai 1751, 5 octobre 1754, 24 juillet 1759, 13 septembre 1762, 6 octobre 1766)
 - l'agrégation des lieux de Balestrino, Bardineto et Nasino à la préfecture d'Oneglia (Oneille) et au ressort du sénat (13 juin 1753)
 - un litige entre Ludovico Seassale et l'université des menuisiers et tonneliers de Nice porté indûment devant un juge du consulat (2 octobre 1754)
 - l'annonce d'une nouvelle monétisation (15 février 1755)
 - des mesures de surveillance sur l'introduction dans les États sardes de livres sans autorisation (20 juin 1755)
 - la remise au sénat de Nice des décisions originales envoyées à Turin (21 novembre 1755)
 - le litige entre la communauté de Clans et Pietro Francesco Aguilion de Toulon relative à la vente de bois (12 juillet 1756)

- la défense d'introduire des chèvres dans les bandites de la ville de Nice (13 octobre 1756)
- l'attribution au sénat de la compétence de changer des consuls et des conseillers de Loano dont le renouvellement avait présenté des irrégularités et l'envoi de l'avocat Preverino de Fossano sur place pour enquêter sur des désordres, contenant également la copie d'un billet royal sur la nomination de ces consuls du 3 janvier 1753 et un manifeste du sénat du 16 janvier 1762 sur des abus commis par les notaires de Loano (14 mars 1760, 23 novembre 1761, 8, 16 janvier 1762)
- la nomination du baile de Clans (12 juin 1761)
- la nomination d'un économiste chargé d'administrer les biens de la dame Anna Maria De Lalane, née De Albertis, de Nice (27 août 1762)
- la nomination de Jean-Baptiste Lambert d'Entreaux, en tant que sergent royal (5 novembre 1762)
- la constitution d'un apanage pour Benoît Marie Maurice de Savoie, duc de Chablais, second fils du roi, contenant la copie des patentes détaillant l'état des tailles, « tasso » et tributs faisant partie de cet apanage (8-11 février 1763)
- les abus constatés à Loano et vallée de Stellanello dans le fonctionnement de la justice (27 mai, 8, 24-26 juin, 3 juillet, 3 août 1763)
- la concession de lettres réquisitoires, demandées par une juridiction d'Amsterdam, lors de la faillite de Cesare De Vellay impliquant les négociants Leclerc et Legrand, établis à Nice (13 janvier 1764)
- la nomination du comte Ferraris en qualité de président en chef du sénat (30 novembre 1764)
- l'attribution aux préfets du pouvoir de remettre une part des peines pécuniaires aux congrégations de charité (28 décembre 1764)
- le procès entre Maddalena Languasco et Saverio Calzamiglia pour séduction et grossesse illégitime, la nomination du prieur de Peille et l'attribution du canonicat d'Oneille, contenant la supplique de Maddalena Languasco et les copies des bulles pontificales (8 août 1766)
- la délégation au sénat de Nice d'un litige opposant le comte Leonardo et le chevalier Paolo Emanuele, frères Riccardi di Lantosca concernant un fidéicomis (16, 30 octobre 1767)
- le respect de l'édit sur la monétisation pour empêcher les abus (7, 17, 30 juin, 7 juillet 1768)
- la nomination du baron Ricci des Ferres en qualité de préfet de Nice (19 octobre 1768)
- les instructions sur l'organisation des assises et répartition des communes en fonction des préfectures (13 mars 1769, 18 septembre 1771)
- la publication et la diffusion des Royales Constitutions et des tarifs s'y rattachant (13, 30 avril, 9, 12 novembre 1770)
- la table des jours fériés pour tous les lieux de la juridiction du sénat (12, 14 novembre 1770)
- les dispositions relatives aux juges et aux bailes et à leur résidence (23, 28 novembre 1770)
- l'interdiction pour les consuls de Loano, Stellanello, Rezzo et Garlenda de rendre la justice en première instance (1er, 5, 16 février, 17 mars 1771)
- l'usage de la langue française pour les actes administratifs sollicité par la ville de Guillaumes (19 juillet 1771)
- l'envoi des constitutions pour l'université (20 mars 1772)
- le décès du roi Charles Emmanuel III (20 février 1773)
- la nomination de l'avocat Felice Andrea Morelli en qualité de préfet d'Oneiglia (Oneille) (2 novembre 1773)
- l'attribution au sénateur et comte De Orestis du titre de président, tout en gardant la charge de sénateur (26 août, 25 novembre 1774)
- la nomination de l'avocat Pietro Ludovico Ruffino en qualité de préfet d'Oneiglia (Oneille) (9 juin 1775)
- le litige opposant la baronne Gioanna Antonia de Rodolphi veuve d'Espelletta au vassal Antonio Rosso di Castelnuovo relatif à la succession de la baronne Anna Maria Caterina Tondut veuve de Rodolphi (1er août 1775)
- le mariage à Versailles du prince de Piémont avec Clotilde de France (25, 31 août 1775)
- l'autorisation pour la construction d'une filature de soie près du port de Nice octroyée au juif David Moïse (8 août 1777)
- la réunion des judicatures du marquisat de Maro et du comté de Prelà pour les assises demandée par Alessandro Eleazaro Doria, marquis di Cirié e del Maro (15 juillet, 4, 18, 27 octobre, 3, 7, 10, 26 novembre 1777)
- l'assistance judiciaire gratuite pour les congrégations et hospices de charité (1er, 22-23 juin 1779)

25/01/1737 - 23/06/1779

1 B 147

- « Regii Viglietti originali in materia civile » (billets royaux originaux en matière civile), envoyés au sénat pour entérinement, (17 août 1781 - 3 août 1792), 1 registre, concernant :
- le refus d'accorder aux membres du collège des procureurs de Nice l'exonération du service de surveillance des côtes et des rivages du Var, ordonné par le Magistrat de santé, pour empêcher le débarquement d'hommes et marchandises porteurs de la peste (17 août 1781, 16 juillet 1784)
 - le paiement des frais de déplacement pour les médecins (7 septembre 1781)

- l'approbation des statuts de la corporation des cordonniers de Nice (14 décembre 1784)
- la constitution des apanages pour les ducs d'Aoste, du Montferrat, du Genevois et pour le comte de Maurienne (15 juillet 1785)
- l'approbation des statuts de la corporation des maîtres menuisiers, des ébénistes, charpentiers et tourneurs de Nice (29 juillet 1785)
- le décès de la reine, épouse de Victor Amédée III, contenant également le projet de réponse du sénat (20, 22 septembre 1785)
- l'autorisation, accordée à la ville de Nice, de couper l'herbe et les arbres morts de la rive gauche du Var (4, 17, 26 août 1786)
- la nomination de l'avocat fiscal Gio. Battista Angelo Laugeri en qualité de préfet de Sospel (24, 27 octobre 1786)
- l'interdiction pour les gardes chargés de la protection des bois situés à proximité du Var de porter un fusil, « l'appaltatore » de la chasse ayant constaté des abus (14 août 1787)
- l'autorisation accordée à l'avocat Pietro Antonio Cauvin de cumuler pendant trois ans les fonctions de juge féodal dans les juridictions de Lantosque, Utelle, La Tour et Valdeblore et celles de procureur général du commerce au Magistrat du consulat de Nice (10 août 1787)
- l'autorisation accordée au juif David Moïse d'acheter cinq magasins situés près des terrasses (4 décembre 1787)
- la nomination du baron Ludovico Passeroni en qualité de sénateur surnuméraire (20 mai 1788)
- l'autorisation accordée au juif Enoch Levi, négociant en grains et huiles, d'acheter deux magasins situés sous les terrasses et un autre près du ghetto (9 octobre 1789)
- des instructions relatives aux substituts de l'avocat des pauvres (16 novembre 1790)
- la nomination à Nice du chevalier Giacinto Clerici di Roccaforte, en qualité de sénateur (17 janvier 1792)
- la nomination de l'avocat Gaetano Arrigo en qualité de préfet d'Oneglia (Oneille) (3 août 1792)

17/08/1781 - 03/08/1792

1 B 148

- « Regii Viglietti originali in materia civile » (billets royaux originaux en matière civile), envoyés au sénat pour entérinement, (23 octobre 1792 - 8 juin 1796), 1 registre, concernant :
- l'établissement à Saorge d'une « Regia Delegazione » (Délégation royale), composée par le président Corvesi di Gorbio, par les sénateurs Achiardi di San Leger, Leotardi, Martini di Castelnuovo et Mattone di Benevello, par l'avocat fiscal général Bertier et par l'avocat des pauvres De Orestis et leurs substituts, chargée de rendre la justice dans les terres du comté de Nice non occupées par les armées françaises (23 octobre 1792)
 - le déplacement de la Délégation à Borgo San Dalmazzo, composée des mêmes membres auxquels s'ajoutent le sénateur Clerici di Roccaforte et les secrétaire et sous-secrétaire Clary et Moriez, contenant également la remontrance présentée par le bureau de l'avocat fiscal général sollicitant la publication d'un manifeste à cet égard (6, 26 novembre, 3 décembre 1792)
 - la nomination du notaire Gio. Francesco Sala, ancien secrétaire du Magistrat du Consulat, pour remplir les fonctions de « sollecciatore » du fisc dans les causes criminelles (27 novembre 1792)
 - la nomination du notaire Stefano Sala, ancien sous-secrétaire du Magistrat du Consulat, en qualité de procureur des pauvres en remplacement de Gio. Battista et de Troffimo Sauvaigo (27 novembre 1792)
 - l'attribution à la Délégation de Borgo San Dalmazzo des prérogatives du Magistrat de santé de Nice, contenant également la remontrance du bureau de l'avocat fiscal général, sollicitant la publication d'un manifeste (4, 13 décembre 1792, 10 janvier 1793)
 - la dispense de formalités pour l'avocat Gaetano Arrigo nommé préfet à Oneglia (Oneille) (4 décembre 1792)
 - la concession de la grâce pour Onorato Guarini et Angelo Tiranti, condamnés à la suite de désordres éclatés à Pigna au cours desquels ils avaient détruits les récipients de la fontaine (14 décembre 1792, 18 janvier 1793)
 - l'attribution du bénéfice de l'église paroissiale de Garlenda au prêtre Antonio Dovizia de la vallée de Stellanello, contenant aussi la bulle de l'évêque d'Albenga (21 décembre 1792)
 - l'attribution à la Délégation de Borgo San Dalmazzo des prérogatives du Magistrat du Consulat, y appelant le procureur général du commerce le baron Ricci, contenant la remontrance du bureau de l'avocat fiscal général sollicitant la publication d'un manifeste (28 décembre 1792, 3 janvier 1793)
 - l'augmentation des peines pour lutter contre une recrudescence de vols dans les campagnes d'Oneglia (Oneille) (15 janvier 1793)
 - la concession de l'exequatur pour le prêtre Antonio Molineri de Tende, pour le prier du couvent des Carmes déchaussés de Loano et pour le Père gardien du couvent des Capucins de Loano, contenant aussi les bulles (18, 25 janvier 1793)
 - la nomination des juges ordinaires destinés à rendre la justice dans les communes du comté de Nice non occupées par les Français et la désignation des lieux de leur résidence (29 janvier, 21, 23 février, 1er mars 1793)

- la concession de la grâce à deux détenus, libérés par les Français et emprisonnés à Cuneo (5 février 1793)
- la concession de l'exequatur pour un religieux de Saorge, ayant obtenu du pape le passage au clergé séculier (19 février 1793)
- le refus de remettre au capitaine juge de Porto Maurizio (Port-Maurice) Lazaro Bensa, suspecté d'homicide (22 février 1793)
- la concession de l'exequatur pour le prêtre Gio. Andrea Cabagno, curé d'Apricale, délégué pour connaître les causes en matière matrimoniale en remplacement du vicaire général de Sospel et pour le prêtre Francesco Ferraris de Candiasco, nommé dans la chapellenie de Gazzelli (22 février, 9 mars 1793)
- la concession de la grâce pour des détenus, libérés du bagné de Villefranche par les Français à condition de s'engager dans l'armée et s'étant rendus dans la prison de Cuneo pour s'y soustraire (8 mars 1793)
- la célébration d'un Te Deum pour la défaite militaire des Français, engagés dans une bataille navale devant Cagliari en Sardaigne (22 mars 1793)
- la concession de l'exequatur pour les Pères Angelo Maria et Giuseppe Saverio, du couvent des Capucins de Loano (29 mars, 17 mai 1793)
- la concession de la remise de peine et de la grâce pour Giovanni Silvestro de La Costa d'Oneglia (Oneille), condamné pour complicité dans l'homicide d'Agostino Dulbecco de Castelvecchio, en 1790, eu égard au courage démontré par lui lors de la défense de la ville, contenant aussi la liste des complices également graciés (21 mai, 17 juillet, août 1793)
- la nomination du prêtre Giambattista Gandolfo de Conio et la mutation du père Bonaventura de San Remo de Loano à Voltri (21 juin 1793)
- l'exequatur pour le Père Felice Garbiglia nommé à Oneglia (Oneille), 28 juin 1793
- la remise de peine pour Giuseppe Astraldo, condamné pour coups et blessures et vols, mais ayant prêté service comme volontaire lors de l'occupation de la ville d'Oneglia (Oneille) (19 juillet 1793)
- la grâce pour Giuseppe Martini de Villefranche, condamné pour vol de blé sur un bateau ayant fait naufrage dans le port Lympia (23 juillet 1793)
- la mutation de Pères capucins de Camporosso à San Remo (2 août 1793)
- la nomination du prêtre pour l'église d'Aurigo dans le diocèse d'Albenga (16 septembre 1793)
- l'arrêt de la procédure à l'encontre de Domenico Noaro de Pigna, ayant promis de s'enrôler (23 septembre, 17 novembre 1793)
- la suspension des assises prévues (30 septembre 1793)
- la grâce pour un évadé du château de Villefranche et deux Génois de Pompeiana, détenus dans la prison d'Oneglia (Oneille) (3 octobre 1793)
- l'application à la communauté de Pontedassio des prérogatives concédées à la principauté d'Oneglia (Oneille) en matière de vols de campagne (6 octobre 1793)
- le rétablissement des bornes frontalières entre la République de Genova (Gênes) et les États sardes, situées sur le territoire de Perinaldo, déplacées à cause des pluies (s.d.)
- la grâce pour Vittorio Bermon de Châteauneuf, condamné pour homicide, s'étant engagé dans l'armée (28 octobre 1793)
- la concession de l'exequatur pour des prêtres nommés à Lucinasco et Carpasio (6 novembre 1793)
- des remises de peine pour des condamnés enrôlés (7, 9 novembre 1793)
- la concession de l'exequatur pour la nomination à Oneglia (Oneille) d'un prêtre des écoles pies et la publication d'une lettre de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) adressée au prêtre Antonio Sassi de La Brigue (12 novembre 1793)
- l'exequatur d'un rescrit de la congrégation des cardinaux autorisant le recteur des écoles pies d'Oneglia (Oneille) à contracter un cens pour la réparation de leur couvent endommagé lors de l'invasion des Français (13 décembre 1793)
- l'exequatur pour un clerc de Chiusavecchia et pour la nomination d'un économiste dans l'église de Dolceacqua (7, 17 janvier 1794)
- la grâce pour les frères Lautard de Lieuche, détenus à Cuneo, pour discours séditieux lors de l'entrée des Français, pour Gio. Battista Matteo de Coaraze inculpé d'homicide, pour Antonio Ramoino de Sarola, accusé de complicité d'homicide et pour Giacomo Berra de Novara, inculpé de discours séditieux (7, 18 février, 7 mars 1794)
- la concession de l'exequatur pour les prêtres de Saorge, Apricale, Sospel, Torria, Loano et Berghe, hameau de Saorge (31 mars 1794)
- la nomination de Troffimo Sauvaigo en qualité de procureur des pauvres (8 avril 1794)
- la nomination d'un moine génois dans le couvent des Carmes déchaussés de Loano (11 avril 1794)
- le procès devant le tribunal métropolitain de Genova (Gênes) concernant le prêtre Bartolomeo Abbo de Lucinasco (15 avril 1794)
- l'arrêt de la procédure à l'encontre de Pietro Perino de Netro, accusé d'homicide, ayant promis de s'enrôler (6 mai 1794)

- le transfert de la Délégation royale de Borgo San Dalmazzo à Carmagnola lui conservant l'autorité et les prérogatives acquises auparavant, même en matière de santé (17, 27 juin 1794)
- l'autorisation accordée au président régent la Délégation, le comte Corvesi di Gorbio, de nommer des juges surnuméraires, parmi les substitués de l'avocat fiscal général ou parmi le personnel judiciaire, en cas de nécessité (21 novembre 1794)
- la réhabilitation de Giacomo Antonio Muzio, ancien commissaire juge de Loano, ayant fait l'objet d'une enquête (9 décembre 1794)
- la remise de la peine pour Giacomo Gastaldo de Rocchetta, près de Dolceacqua (12 mai 1795)
- la nomination du négociant Luigi Bonifacio pour juger les affaires concernant des comptables du « Ufficio generale del soldo » (30 juin 1795)
- la concession de l'exequatur pour le prieur et le vicaire des Capucins de Loano (27 novembre 1795)
- l'autorisation accordée aux membres de la Délégation royale de nommer des juges surnuméraires, en cas de nécessité, après le décès du président Corvesi di Gorbio (8 avril 1796)
- la grâce pour le notaire Giuseppe Martini de Villefranche ayant participé à la guerre dans le premier corps franc, pendant trois ans (27 mai 1796)

23/10/1792 - 08/06/1796

1 B 149 « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits, lettres patentes et ordres royaux (5 juillet 1728 - 6 avril 1751), 1 registre

05/07/1728 - 06/04/1751

1 B 150 « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits, lettres patentes et ordres royaux (25 novembre 1749 - 22 février 1764), 1 registre

25/11/1749 - 22/02/1764

1 B 151 « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits, lettres patentes, lettres de naturalisation, manifestes du sénat et ordres royaux (11 septembre 1764 - 19 septembre 1792), 1 registre

11/09/1764 - 19/09/1792

1 B 152 « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits, lettres patentes et ordres royaux (26 octobre 1792 - 1er septembre 1815), 1 registre

26/10/1792 - 01/09/1815

1 B 153 « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits et rescrits royaux relatifs aux événements de la maison royale, à des faits d'arme, à la nomination de magistrats et à l'attribution de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des missives du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques de particuliers, (15 mars 1736 - 10 février 1745), 1 registre, concernant :

- l'interdiction de la coupe et de l'élagage des bois d'orme (15 mars 1736)
- la nomination du chapelain du sénat en la personne de Giovanni Clary (18 août, 14 septembre 1736)
- la nomination d'experts par les juges ordinaires dans les villes qui en sont dépourvues (13 octobre 1736)
- l'interprétation d'un chapitre des Royales Constitutions sur la création de sociétés de négociants (25 janvier 1737)
- le mariage du roi avec la princesse Elisabeth de Lorraine et la nomination de deux membres du sénat, le président Sclarandi et le sénateur Viani, pour intervenir à la cérémonie du baisemain (10, 23 mars, 1er, 15 avril 1737)
- l'institution de régiments provinciaux avec le tableau des jours et lieux prévus pour les assemblées des régiments (4 mars 1737)
- les nominations d'Antonio Granella, ancien substitut de l'avocat fiscal général, en qualité de sénateur (3, 27 avril 1737), de l'avocat Francesco Saverio Maistre en qualité de substitut de l'avocat fiscal général (3-27 avril 1737), de l'avocat Gio. Francesco Raynardi en qualité de substitut de l'avocat des pauvres (15-27 avril 1737)
- le contentieux opposant Maria Maddalena Dani veuve Uberti à son beau-père l'avocat Uberti (24 avril 1737)
- les nominations d'Andrea Auda, en tant qu'avocat fiscal général, ayant rempli les mêmes fonctions au sénat de Savoie (20 mars - 3 juin 1737), de l'ancien substitut de l'avocat fiscal général Onorato Viani en qualité de sénateur (20 mars - 18 juin 1737), du comte Orazio Vittorio Sclarandi Spada en tant que président en chef du sénat (20 mars - 19 juin 1737), de l'ancien préfet de Sospel Giambattista Carretta en tant que sénateur (20 mars - 6 juillet 1737)
- une représentation du sénat au roi concernant des juifs possédant des biens immeubles (13, 26 juillet 1737)

- une représentation du sénat au roi relative au remboursement des frais engagés par le médecin et le pharmacien des prisons en faveur des détenus et la suspension de ses fonctions pour le médecin Passeroni (20, 26 juillet 1737)
- le manifeste du sénat adressé aux vassaux les invitant à nommer les juges de leurs fiefs (20 juillet 1737, 11 octobre 1738, 31 mars, 20 septembre 1740, 12-15 décembre 1741, 20 septembre 1742, 1er octobre 1743, 24 octobre 1744)
- la nomination de l'ancien juge et conseiller de la « Regia Udienza » (Royale Audience) de Sardaigne Carlo Maurizio Trans en qualité de sénateur (20 mars - 20 août 1737)
- une lettre adressée aux préfets de Nice, Sospel et Oneglia (Oneille) concernant l'estimation des biens immeubles par des arpenteurs agréés (30 août 1737, 27 septembre 1738)
- l'incitation faite aux juges de ne pas s'absenter de leur poste, sauf autorisation (11 septembre 1737)
- l'interdiction faite aux syndics de La Roquette-sur-Var de poursuivre les travaux du presbytère sans autorisation (20 septembre 1737)
- les patentes de Charles Emmanuel III sur le nouveau règlement de l'université royale (29 août - 25 septembre 1737)
- la nomination d'Onorato Puons et de Gio. Ludovico Sauvaigo en qualité de médecin et de pharmacien des prisons (11 décembre 1737 - 12 avril 1738)
- le règlement pour l'étude de la chirurgie (31 octobre 1738)
- l'obligation pour les vassaux et les communautés de faire enregistrer les statuts communaux et les bans champêtres (8 novembre 1738)
- la représentation de l'avocat fiscal général concernant l'obligation pour les juifs de résider dans le ghetto (14 novembre 1738)
- la naissance d'un prince (1er, 8 décembre 1738)
- la nomination de lieutenants-juges pour pallier l'absence des juges (10 février 1739)
- la publication des Royales Constitutions dans la principauté de Seborga (28 février, 8 mars 1739)
- l'interdiction de prêcher à Molini pour un Père dominicain génois, n'ayant pas obtenu le placet royal (7 mars 1739)
- le recours au sénat de la communauté de Chiusanico concernant l'entérinement des bans champêtres (5 décembre 1738 - 8 mai 1739)
- l'autorisation accordée par le roi aux juifs Salomon Lattad et Daniel Moreno, directeur de la manufacture de tabacs d'habiter en dehors du ghetto (3 mars - 15 mai 1739)
- la validation des actes pris dans les procès d'appel par les préfets faisant aussi fonction de juge (15-26 mai 1739)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le prêtre Agostino Cottalorda de Breil à son neveu (4 juin - 24 décembre 1739)
- la réhabilitation du médecin des prisons Passeroni (15-24 juin 1739)
- la séparation du protomédecin du collège des médecins (1er-17 août 1739)
- les nominations de Claudio Astesan en qualité de président chef du Sénat (17 décembre 1739 - 4 janvier 1740), de Gio. Francesco Raynardi en qualité d'avocat fiscal général (22 janvier - 16 février 1740), de Giuseppe Tommaso Giuglaris en qualité de substitut de l'avocat des pauvres (22 janvier - 24 février 1740)
- l'attribution au président du sénat du « giudizio di concorso » institué par Gio. Francesco Balduini di Santa Margherita (13 juillet 1740)
- l'attribution au président du sénat des différends existant entre le village de Borgoratto dans le marquisat du Maro et celui de Lucinasco (23 juillet 1740)
- la connaissance exclusive de la Chambre royale des comptes en matière féodale (28 juillet 1740)
- la nomination de l'avocat Francesco Trans en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat fiscal général (27 avril - 7 octobre 1740)
- un nouveau tarif des droits d'enregistrement et manifeste du Sénat ordonnant la publication dudit tarif à Nice, Sospel et Oneglia (Oneille) (17 octobre - 9 novembre 1740)
- la validation des actes de deux lieutenants-juges, siégeant au Magistrat du Consulat, désignés par le sénateur Lea (5 décembre 1740)
- l'attribution au président du sénat du litige de Maria Benedetta Veglio veuve Raiberti visant à recouvrer sa dot (1er-12 décembre 1740)
- la nomination de l'avocat Gio. Battista Noaro en qualité de juge de Dolceacqua (14 février 1741)
- l'attribution au président du sénat de l'affaire relative à la succession d'Onorato Drago demandée par Anna Maria Baldoino veuve Drago (7-22 avril 1741)
- la naissance d'un prince (22-26 juin 1741)
- le décès de la reine et la désignation du sénateur Granella et du substitut de l'avocat fiscal général Raynardi pour le baisemain (3 juillet - 5 août 1741)
- l'attribution au président du sénat du différend entre Francesco Gallean Riquier et son père Lazaro pour le paiement de la pension alimentaire (22 décembre 1741)

- les nominations du marquis d'Ormea à la dignité de Grand chancelier (16-19 février 1742), de l'archiviste Francesco Lea di Castelnuovo en qualité de premier sénateur (14 février - 29 mars 1742), du chevalier Domenico Antonio Ricca en tant que remplaçant du comte Lorenzo Gio. Battista Bogino pour inspecter les régiments nationaux (15-26 février 1742)
- l'attribution au sénateur Granella du litige opposant le chevalier Giuseppe Ludovico Braida à l'avocat Pietro Ignazio Lamberto (9 mars - 3 avril 1742)
- l'attribution au président du sénat pour procéder à la vérification des comptes du négociant Gio. Francesco Rainaud demandée par sa veuve Maria Gazana (15 avril - 23 mai 1742, 17 novembre 1743, 11 juin 1744)
- la compétence attribuée au président du sénat pour régler les problèmes issus de l'héritage d'Antonio Paderno, quartier-maître du régiment de la marine, demandée par le marquis de Beaufort Francesco Ghiron Silla Vuicardel (10 juin - 14 juillet 1742)
- la prise de la citadelle de Modena et la reddition de la place de la Mirandola (30 juin - 30 juillet 1742)
- la nomination du vassal Giuseppe Domenico Capello di Castelnuovo en qualité de « réformateur » des écoles de Nice en remplacement du baron Lascaris, décédé (15 avril, 28 septembre 1742)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le baron Gio. Francesco Raynaldi di Sant'Alberto aux époux Pietro Roissard et Vittoria Raynaldi (21 septembre 1742)
- l'attribution confiée d'abord au préfet de Nice et ensuite au sénateur Lea du litige des frères Serra (3 janvier, 5 juin 1743)
- l'attribution au président du sénat du litige concernant le marquis Stefano Alli Maccarani et son épouse Anna Maria Masin (19 avril, 6 mai 1743)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le vassal Orazio De Cameran à son fils Onorato (31 mai 1743, 17 janvier 1744)
- l'attribution au sénateur Carretta du litige opposant le sénateur Antonio Granella aux frères Spinelli (27 septembre, 10 octobre 1743)
- le repli des troupes gallispanes du territoire sarde (18-22 octobre 1743)
- l'attribution au président du sénat d'une affaire concernant l'avocat Antonio Francesco Uberti (15 novembre 1743)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant les frères Morraglia (1er décembre 1743)
- le billet de l'infant d'Espagne don Philippe, invitant le Sénat, après la prise de Nice, à venir lui prêter serment de fidélité (31 mai 1744)
- la lettre de l'intendant au Sénat l'invitant à assister au Te Deum chanté à l'occasion des succès de l'armée française dans les Flandres (10-18 juillet 1744)
- l'attribution au premier sénateur Francesco Maria Lea de l'affaire concernant le négociant juif Isacco Isaia Lattes (12-22 janvier 1745)
- la nomination de Pietro Paolo Morraglia en qualité d'avocat fiscal général en remplacement du comte Andrea Auda di Villafranca, décédé (20 janvier - 10 février 1745)

15/03/1736 - 10/02/1745

1 B 154

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits et billets royaux, relatifs aux événements de la maison royale, à des faits d'arme, à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des missives du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques de particuliers, (1er février 1745 - 5 décembre 1760), 1 registre, concernant :
- l'attribution au premier sénateur Francesco Maria Lea de l'affaire relative aux juifs Isac Moïse et Jacob Lattad De Rosa condamnés à payer une amende au capitaine des gardes de l'armée espagnole, pour avoir acheté des habillements aux soldats du régiment d'Afrique (1er-12 février 1745)
 - la supplique des communautés de Puget-Rostang et de La Penne visant à obtenir des indemnités, ayant été pillées par des bandes de bandits (9 janvier - 19 février 1745)
 - l'attribution au sénateur Carretta d'une affaire opposant le prêtre Carlo Blavet à Francesca Blavet veuve Lombardo (6 février - 8 mars 1745)
 - l'attribution au sénateur Carretta du litige opposant Giuseppe Chiaï de Valdeblora à son frère, le prêtre Gio. Andrea (10-23 mars, 12-21 avril 1745)
 - l'attribution au juge ordinaire de Levens de valider une transaction conclue entre les frères Malaussena, bien que dépourvue des formes légales requises (20 mars - 1er avril 1745)
 - la nomination du docteur Luigi Vittorio Alberti de Nice en qualité de médecin des prisons (1er mars - 6 avril 1745)
 - la compétence attribuée au président du sénat de vérifier l'endettement de la communauté de Levens et payer les créanciers, suspendant tous les litiges en cours (6-12 avril 1745)
 - la lettre de M. De Muniain au président Astesan, pour l'inviter à la Saint-Philippe (30 avril 1745)
 - la compétence attribuée au président du sénat de contraindre la ville de Nice à rembourser une somme d'argent, reçue en 1690, par les ascendants du capitaine Andrea Rodolphi de Colmar et de son épouse Anna Maria Caterina Tondut di Peglione (22 avril - 5 mai 1745)

- l'attribution à l'avocat et baron Gio. Francesco Galea della Maddalena du litige opposant Angela Maria Laugiera veuve Suchetta aux frères et sœurs Rossetti (29 avril - 12 mai 1745, 12 février 1746)
- la célébration de Te Deum pour la victoire à Fontenay, pour la prise de la citadelle de Tournai, de Tortone, pour la prise d'Ostende, pour le passage du Tanaro, pour la prise des places d'Alessandria, de Valenza (18 mai, 9 juin, 2-10 juillet, 5-14, 28 septembre, 3, 12-17, 31 octobre, 6 novembre 1745, 20 juillet 1747)
- la compétence attribuée au président du sénat d'obliger les héritiers de Melchiorre Portaneri di Santa Margherita à verser la pension convenue à sa veuve Teresa Thaon di Revel (22 mai - 2 juin 1745)
- l'attribution au sénateur Giambattista Carretta des différends opposant Gio. Battista di Villanova, chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem et commandeur de la commanderie de Nice, à des particuliers, en raison du non-paiement de trézains et autres rentes (5 mai - 21 juin 1745)
- l'attribution au préfet de Nice des actes du « giudizio di concorso » institué sur la succession d'Onorato Berengaro (30 mai - 23 juin 1745)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Ludovico Antonio Onorato Ongran et son épouse Angela Maria Puons à Pietro Garretti (3 juillet 1745)
- la supplique de Gio. Antonio Baldoino de Roquestéron demandant de pouvoir exiger le paiement de créances, malgré la prescription (29 avril - 7 août 1745)
- l'attribution au président du sénat du différend entre le prêtre Gio. Francesco Pauliani et son frère Gio. Battista (8-25 septembre 1745)
- la compétence attribuée au président du sénat de permettre à la comtesse Maria Gazan épouse de Frinch de retrouver la tutelle de ses enfants, issus du mariage avec Gio. Francesco Rainaud (12-30 octobre 1745)
- un manifeste du Sénat invitant les vassaux à procéder à la nomination des officiers de justice dans l'étendue de leurs fiefs (25-30 novembre 1745)
- la compétence attribuée au président du sénat de donner exécution à une sentence rendue en 1743 relative au « giudizio di concorso » sur la succession du vassal Gio. Michele Balduini (12 février - 3 juin 1746)
- la supplique du moine Ottavio Gallean, chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem, au sujet de l'héritage de son père, le comte Gio. Battista Gallean (14 juin - 1er octobre 1745).
- la nomination du chapelain du sénat en la personne du prêtre Marco Antonio Clary, en remplacement de Giovanni Clary, décédé (22 octobre 1746, 18 février 1747)
- le manifeste du Sénat de Nice invitant les vassaux à procéder, en cas de vacances, à la nomination des officiers de justice de leurs fiefs (3 novembre 1746)
- l'attribution au président du sénat du « giudizio di concorso » institué sur l'héritage de l'avocat Agostino Cottalorda, demandée par le médecin Gio. Battista Cottalorda (1er novembre - 5 décembre 1746, 1er mars, 13 juin 1747)
- la nomination en qualité de sénateur de l'avocat Giambattista Uberti (20-28 janvier 1747)
- la supplique des frères Giovanni et Luigi Raynaudi concernant la succession de leur père (3 février 1747)
- la nomination de l'avocat Flaminio Trinchieri en qualité de substitut de l'avocat des pauvres (11 janvier - 8 février 1747)
- la nomination d'Onorato Passeroni en tant que médecin des prisons (17-22 février 1747)
- la compétence attribuée au président du sénat d'obliger Carlo Francesco Lascaris Castellar Ventimiglia à doter sa soeur Paola Maria épouse Tiberti (28 février, 2 juillet 1747)
- la possibilité de nommer des notaires pour les postes de juge dans les fiefs (24 mars - 8 avril 1747)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Ignazio Francesco Dabray à son fils Pietro Antonio et à sa belle-fille Maria Devota Saisi (15-22 juin 1747)
- l'attribution au président du sénat du différend existant entre le prêtre Gaspare Rostagni et son frère pour le versement d'un viager (17 août 1747)
- la compétence attribuée au président du sénat de vérifier l'endettement de la communauté de Roquestéron et procéder à la vente de biens pour payer les créanciers (26 août 1747)
- l'attribution au préfet de Nice du différend entre Onorato Michelis et le juif Salomon Latat (Lattad), adjudicataire de la boulangerie, ce dernier occupant son magasin sans payer le loyer (12 septembre, 27 octobre 1747)
- la supplique du juif Moïse Mendescaldes d'Amsterdam, négociant à Livorno et réfugié à Nice, implorant la protection du port franc et l'intervention du sénat pour juger ses litiges avec ses créanciers (13 septembre 1747)
- l'attribution à l'avocat fiscal général Morraglia du litige opposant Gio. Francesco Brochiero, mandataire du chevalier Gio. Battista di Villanova, commandeur de la commanderie de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem à Nice, aux sœurs Grivette (22 septembre - 14 octobre 1747)
- l'attribution au sénateur Granella de l'affaire relative à Giuseppe Ludovico Braida (14 octobre 1747)
- l'attribution au président du sénat de l'affaire concernant Maria Teresa Bellegarda de Menton veuve de l'avocat Gio. Battista Maistre (21 octobre 1747)

- la délégation à l'avocat fiscal général Morraglia de l'affaire opposant Gio. Antonio Cagnoli et son épouse Teresa De May à Carlo Benedetto De May (21 octobre 1747)
- la supplique de l'avocat Onorato Bochio demandant la possibilité de faire appel (27 octobre 1747)
- l'attribution au président du sénat du litige concernant le négociant Antonio San Pietro (22 avril 1748)
- l'attribution au président du sénat de l'affaire concernant la succession d'Onorato Ignazio Blavet, demandée par son fils Gio. Francesco (22 avril 1748)
- l'attribution au conservateur du tabellion d'extraire un acte des minutes notariales de 1712 et de le faire insinuer, demandée par le monastère de la Visitation de Nice (19 juin 1748)
- l'injonction du Sénat invitant les vassaux à procéder à la nomination des officiers de justice dans leurs fiefs (22 octobre 1748, 29 mars 1749)
- la supplique de Stefano Barbarossa habitant en Provence demandant de pouvoir succéder à son oncle, décédé à Lantosque, malgré la loi d'aubaine (10 mars 1748 - 7 janvier 1749)
- l'attribution au sénateur Uberti des litiges concernant le capitaine Carlo Lorenzo Cabrol de Montredon (2-18 mars 1749)
- la nomination en tant que président surnuméraire dans le sénat de Nice du premier sénateur Francesco Lea (2-13 mai 1749)
- la nomination en qualité de sénateur du comte Stefano Giacomo Chianea (19 mai 1749)
- la nomination du vassal et avocat Giuseppe Ricci di Castelnuovo en qualité d'avocat des pauvres (19 mai 1749)
- la nomination en qualité de sénateur pour le préfet de Sospel Giuseppe Gaetano Buffon (23 mai 1749)
- la nomination du substitut de l'avocat des pauvres Pietro Flaminio Trinchieri en qualité de substitut de l'avocat fiscal général (24 mai 1749)
- la nomination en qualité de sénateur de Gio. Francesco Raynardi (24 mai 1749)
- l'attribution au sénat de l'affaire concernant Vincenzo et Gabriella Solaro (28 mai 1749)
- l'attribution au sénateur Uberti de l'affaire concernant Antonia Maria Felice Rostagni épouse du vassal Francesco Barralis (16 juin 1749)
- la nomination d'Onorato Viani en qualité d'avocat fiscal général (29 mai - 17 juin 1749)
- l'attribution au sénateur Uberti du litige opposant Rosa Maria Emerico veuve du baron Gio. Francesco Galea à l'abbé Onorato Galea et à Giacomo Galea (12 juillet 1749)
- la nomination du comte Pietro Luigi Mellarède en qualité de président du sénat (2 mai - 5 septembre 1749)
- l'attribution au président du sénat du litige concernant les époux Biscarra (27 septembre 1749)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Anna Giuseppa Blanc à son mari Pietro Antonio Blavet (4 octobre 1749)
- l'attribution au sénateur Uberti du litige relatif à la comtesse Teresa Lascaris Ventimiglia veuve Gio. Francesco Lascaris della Briga e Gorbio (18 octobre 1749, 2-23 janvier 1750, 3 mars 1752)
- l'attribution au sénateur Uberti du litige concernant les époux Bertella (25 novembre 1749)
- l'attribution au président Lea de l'affaire opposant une société de négociants à la comtesse de Frinch (9 novembre 1749)
- l'attribution au président du sénat de l'affaire opposant Bartolomeo Orazio De Cameran à son père pour le paiement de la pension alimentaire (12 janvier 1750)
- le mariage du prince de Savoie avec Marie Antoinette infante d'Espagne (21 avril - 24 juillet 1750)
- la nomination de Pietro Luigi Mellarède, président du sénat, en qualité de président du Magistrat du Consulat de Nice (29 juillet - 28 août 1750)
- la nomination de l'avocat Pietro Andrea Ratti en qualité de juge légal du Magistrat du Consulat de Nice (29 juillet - 29 août 1750)
- la nomination de Biagio Panicci en tant que consul du Magistrat du Consulat de Nice (29 juillet - 29 août 1750)
- l'attribution au président du sénat des litiges relatifs à Giuseppe Conti (4 septembre 1750)
- la nomination de Francesco Lea di Castelnuovo en qualité de juge légal du Magistrat du Consulat de Nice, tout en gardant son poste de président surnuméraire (16 août - 12 septembre 1750)
- l'attribution au président du sénat du litige concernant l'avocat Gio. Francesco Cauvino (26 septembre 1750)
- la supplique des habitants de Lucinasco et Borgoratto demandant la réunion des chefs de maison pour la redistribution d'un revenu (26 septembre 1750)
- la nomination en tant que procureur général du commerce près du Magistrat du Consulat de Nice, en faveur de l'avocat Francesco Trans (29 juillet - 17 octobre 1750)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le baron Domenico Marchesan à son neveu Giuseppe Domenico Capello Marchesan pour le paiement d'une pension alimentaire (6 septembre - 17 octobre 1750)
- la nomination en qualité de sénateur en faveur du préfet de Nice Gio. Battista Romualdo Randone (12 novembre - 18 décembre 1750)

- la nomination en qualité de second substitut de l'avocat fiscal général en faveur de l'avocat Gio. Ludovico Raynardi (24 décembre 1750 - 15 janvier 1751)
- le pâturage des chèvres sur les territoires de Sospel, Moulinet et Castillon (29 janvier - 5 février 1751, 23 mars 1751)
- la nomination d'un « sollecitore » du fisc royal en faveur de Domenico Segurano (24 décembre 1750 - 5 février 1751)
- l'attribution au président du sénat de l'affaire concernant, entre autres, le baron Carlo Luigi Lascaris, le monastère Sainte-Claire de Nice, Apollonia Guigliotti épouse Corvesi (14 août 1750 - 19 février 1751, 31 décembre 1751 - 10 janvier 1752)
- l'attribution au sénateur Randone de l'affaire concernant la famille de Francesca Margherita De Bernardis épouse Filippi (22 mars 1751)
- l'attribution au président du sénat des litiges opposant le comte Baldassar Alessandro Simeon De Balbis, capitaine des invalides au château de Villefranche, légataire universel du baron Giambattista Drago des Ferres, au baron Pietro Drago (29 mars 1751)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Paola Maria Peyre della Costa veuve Lascaris, épouse Abbiber à son fils Gio. Paolo Lascaris di Peglia (31 mars 1751)
- la supplique de l'arpenteur Pietro Andrea Cagnoli de Saint-Martin-Lantosque demandant d'interdire à des particuliers, dépourvus de patentes, d'exercer sa profession (12-31 mars 1751)
- la naissance d'un prince (24-31 mai 1751)
- l'attribution au président du sénat des litiges opposant Ludovico et Gio. Battista Robaudi à Gaspare Robaudi, secrétaire de l'Intendance (15 juin 1751)
- l'attribution au président du sénat des différends opposant le négociant Claudio Grosson à ses débiteurs (20 juin - 8 juillet 1751)
- l'attribution au sénateur Uberti des litiges concernant le comte Francesco Bernardino Ressano (17 août - 6 septembre 1751, 14 février 1752)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant le lieutenant Francesco Filippo Fatio à l'avocat De Orestis (30 mai - 10 septembre 1751)
- la supplique de l'arpenteur Carlo Agostino Cairasco de Sospel demandant d'interdire à des particuliers, dépourvus de patentes, d'exercer sa profession (10 septembre - 1er décembre 1751)
- l'attribution au président du sénat du différend concernant le paiement de cens dus au moine Gio. Tommaso Villata (21 novembre - 6 décembre 1751)
- l'attribution au sénateur Randone de l'affaire concernant le partage de l'héritage du baron Gio. Battista Gioffredi della Cainea, demandée par ses enfants (30 avril - 16 mai 1752)
- l'attribution au président Lea de l'affaire concernant le partage de la succession de Gio. Francesco Cotto, demandée par son frère Gio. Battista (19 août 1752)
- la délégation au sénat des litiges engagés par la communauté de Peille à l'encontre de certains particuliers, relativement aux bandites et terres gastes de son territoire (16 juin 1752 - 9 janvier 1753)
- la nomination de Stefano Cauvino et de Giuseppe Ricci en tant que médecin et chirurgien des prisons de Sospel (17 novembre 1752 - 28 mars 1753)
- une lettre du sénat adressée au préfet d'Oneglia (Oneille) concernant des différends existant entre le juge du marquisat de Maro et le podestat de Prelà au sujet de l'emprisonnement des détenus (7 mai 1753)
- l'attribution au président du sénat d'un différend opposant les Pères Capucins du couvent de Saint-Barthélemy de Nice au négociant Giovanni Martino, relatif à la propriété un terrain adossé audit couvent (6-21 mai 1753)
- l'attribution au président du sénat de l'affaire concernant la vérification des comptes de l'héritage revenant à l'intendant d'Asti Francesco Alberto Baldoini di Santa Margherita (22 mai 1753, 19 août 1754)
- l'attribution au président Lea di Castelnuovo du différend opposant Carlo Ordan à sa soeur pour la fixation de la dot (27 avril - 13 juin 1753, 5 juillet 1757)
- l'attribution au sénateur Uberti d'un différend né de l'exécution du testament de Gioanna Francesca Turat épouse du capitaine Cabrol de Montredon, demandée par le chapelain Giovanni Antonio De May (20 mai - 18 septembre 1753)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Della Valle de Cuneo en qualité de sénateur (3 octobre - 22 décembre 1753)
- l'attribution au sénateur Uberti du différend né de la succession de Gio. Paolo Tosano de Breil, demandée par le médecin Carlo Giuseppe Tosano (17 mai 1754)
- la supplique de la ville de Nice pour la confirmation de ses gabelles et la non reconnaissance des franchises réclamées par des officiers du sénat et du gouvernement (3 août 1754)
- le paiement d'un salaire pour le pharmacien des prisons de Sospel (9 août 1754)
- la naissance d'un prince (5-14 octobre 1754)
- l'attribution au président Lea du litige né du partage de l'héritage de Stefano Laurenti, demandée par les frères Laurenti (1 janvier - février 1755)

- l'attribution à l'intendant général de Nice d'un différend né de la répartition des dépenses pour le réaménagement d'une route allant du vallon de Saint-Isidore à Gattières et imposée par les arbitres de la ville de Nice, demandée par les particuliers, possédants des biens dans le quartier de Saint-Isidore (9-25 février 1755)
- l'attribution au président Lea du litige opposant Dorotea Baud, épouse Barralis, à sa belle-mère Rosa Sauvaigo, épouse Baud (23 février - 14 mars 1755)
- l'attribution au président Lea d'un litige opposant les époux Rosso d'Utelle à Gio. Battista Rosso, relatif à l'exécution du contrat de mariage (24 août - 27 septembre 1755)
- l'attribution au sénat de Nice du litige opposant la communauté de Gorbio aux époux De Gubernatis, copropriétaires des moulins à huile et à farine du lieu, au sujet de la mouture des grains et des olives (23-25 octobre 1755, 27 février - 18 mai 1756, 11 décembre 1757 - 20 février 1758)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant les frères Granella au sujet de l'héritage de leur père le sénateur Antonio (16 novembre - 5 décembre 1755)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant le notaire Francesco Maria Ardoino de Falicon à Giacomo Lubonis de Nice concernant la vente d'un appartement (2-17 janvier 1756)
- l'attribution au président du sénat, à l'intendant général et au sénateur Della Valle de la révision de l'ordonnance du vice-intendant d'Oneglia (Oneille) concernant une taxe prise par la communauté de Caravonica pour payer des dettes (4 janvier - 21 février 1756)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Emanuele Ferrero d'Alassio à la communauté de Carpasio au sujet de créances (5 décembre 1755 - 23 février 1756)
- l'interdiction pour les communautés de la principauté d'Oneglia (Oneille) d'exiger des amendes prévues dans les statuts communaux et dans les bans champêtres, n'ayant pas encore fait l'objet d'entérinement (31 mars 1756)
- le recours des particuliers d'Isolabona contestant la nomination du sous-prieur effectuée par le prieur de la confrérie des pénitents, érigée dans ce lieu sous le titre de la Sainte Croix (24 avril 1756)
- l'attribution au président Lea du litige opposant Michelangelo Capone de Villatalla au Père augustin Gio. Batta Oreggia de Tavole (28 mai 1756)
- l'attribution à l'intendant général de Nice des litiges opposant la communauté de Saint-Martin-Lantosque au notaire Sebastiano Cagnoli et à Francesco Ingiardi, relatifs à la vente de coupes de bois (14 mars - 11 juin 1756)
- l'attribution au sénateur Della Valle d'un litige existant entre les comtes Carlo Filippo Perlasco di Perlasca de Mondovi' et Carlo Francesco Cays di Gilletta au sujet du paiement de cens (30 mai - 20 juin 1756)
- la suspension du procès opposant la communauté de Clans à une société commerciale de Toulon, au sujet d'une vente de bois communaux (12 juillet 1756)
- la nomination du procureur général du commerce du Magistrat du Consulat de Nice en faveur de l'avocat Gio. Luigi Leotardi (29 novembre 1756 - 11 janvier 1757)
- l'attribution au sénateur Della Valle du différend opposant le prêtre Giuseppe La Rosa de Messina en Sicile, habitant à Nice, au marquis Grimaldi di Boglio au sujet de la restitution d'une somme d'argent (18 février - 1er mars 1757)
- l'attribution au sénateur Della Valle du litige opposant la marquise Anna Maria Masin veuve Alli Maccarani, en qualité de curatrice de ses filles, à son fils Giambattista Alli Maccarani, pour le paiement de la dot de ses sœurs (13-29 mars 1757)
- l'attribution au rapporteur de la cause du litige existant entre les héritiers de l'avocat Pianavia de Pigna (13 mai - 1er juillet 1757)
- l'attribution au président du sénat du recours présenté par le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, Giuseppe d'Olivaris, réclamant la restitution des biens de la commanderie de Nice usurpés par des particuliers à cause de son absence, contient en particulier la liste nominative de tous ces particuliers (30 octobre - 22 décembre 1757, 2 septembre - 20 octobre 1759)
- l'attribution au président du sénat du recours du sénateur Giambattista Uberti pour la validation d'un cens non insinué (21 mai - 17 juin 1758)
- l'attribution au sénat de Nice d'une affaire, jugée par le sénat de Piémont, opposant Pietro Roissard à Maurizio Barli Fabri, pour l'exécution du testament de Lorenzo Dettat Doria de 1696 (28 mai - 18 août 1758)
- l'attribution au sénateur Uberti d'une affaire, jugée par le vice-auditeur de guerre, impliquant le cadet d'artillerie Rudis Lauro de Villefranche (25 août - 13 septembre 1758)
- la nomination de Carlo Barralis en qualité de pharmacien des prisons de Nice (12 juin - 13 septembre 1758)
- l'attribution au sénateur Della Valle du litige opposant le prêtre Gio. Onorato Ponzio au notaire Gio. Onorato Gassino (17 septembre - 2 octobre 1758)
- la validation d'une donation faite par Bartolomeo Gilli aux époux Gilli et l'attribution au préfet de Nice du litige les opposant (5 février 1759)
- la nomination d'Orazio Manaira en qualité de chirurgien des prisons de Sospel (9 avril - 8 mai 1759)

- la concession des patentes de sénateur honoraire en faveur du vassal Andrea Achiardi dell'Alpe, préfet de Nice (25 avril - 15 mai 1759)
- la nomination du commandeur Amedeo Fabar en qualité d'avocat fiscal général (21 mars - 6 juin 1759)
- la nomination du comte et avocat Gerolamo Valperga en qualité de sénateur (25 avril - 12 juin 1759)
- la nomination du commandeur Pietro Giuseppe Graneri en qualité de sénateur (25 avril - 18 juin 1759)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Gio. Onorato Berengaro à son frère (24 juin - 14 juillet 1759)
- un Te Deum pour la naissance d'un prince (30 juillet 1759)
- l'attribution au vice-intendant et avocat Pietro Antonio Saisi pour la révision du litige opposant la communauté de Chiusanico à Antonio Francesco Amei (13 janvier 1758 - 4 août 1759)
- l'attribution au sénateur Della Valle d'un différend opposant le second monastère de la Visitation de Nice, sous le titre de Saint-François-de-Sales, à Antonia Romera, veuve Ciaulan, au sujet d'un problème de voisinage (24 août - 5 septembre 1759)
- l'attribution à l'avocat fiscal général Fabar de la tâche de vérifier l'état des finances à Nice du président de sénat Mellarède, étant décédé soudainement et sans testament en juillet, demandée par son frère Filippo Amedeo Mellarède, abbé de l'abbaye de Sainte-Marie-de-Talloires en Savoie (9-28 septembre 1759)
- la nomination de Gio. Francesco Preverino en qualité de sénateur (25 avril - 27 octobre 1759)
- l'attribution au président Lea du litige opposant Andrea Martini de Bonson à son fils pour la fixation d'une pension alimentaire (14 octobre - 17 novembre 1759, 10 décembre 1760)
- l'attribution au sénateur Preverino du litige opposant Orazio Francesco Vachieri aux héritiers de Giovanni Baldoini (Baudoin), père de Caterina son épouse, pour le paiement de sa dot (14 mars - 30 avril 1760)
- l'attribution au sénat, assisté par le juge du Magistrat du Consulat Ratti et par le lieutenant-préfet Passeroni, du litige opposant les époux De Gubernatis di Gorbio à Gioanna Maria Guigliotti De Fera au sujet des eaux des moulins banaux existant sur le territoire de la communauté (20 avril - 6 mai 1760)
- l'attribution au sénateur Valperga du litige opposant le comte Giuseppe Ludovico Torrini à son fils Carlo Ignazio et à sa belle-fille Maria Costanza Capello Marchesan (25 mai - 10 juin 1760)
- la nomination de Giacomo Salteur en qualité de président en chef du sénat et du Magistrat du Consulat de Nice (26 septembre - 31 octobre 1760)
- la nomination du comte et sénateur Gerolamo Valperga en tant que juge légal au Magistrat du Consulat (15 octobre - 28 novembre 1760)
- l'attribution au sénat de Nice, assisté par le premier substitut de l'avocat fiscal général et le préfet de Nice, du procès en révision concernant Michelangelo et Francesco Antonio Fedele Spinelli de La Brigue, les sœurs Braidà et Maria Teresa Blavet (7 novembre - 5 décembre 1760)
- la nomination du vassal Giuseppe Domenico Capello Marchesan di Castelnuovo en qualité de sénateur (12 novembre - 5 décembre 1760)

01/02/1745 - 05/12/1760

1 B 155

« Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits et rescrits royaux relatifs à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des mises du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques de particuliers, (30 novembre 1760 - 25 février 1767), 1 registre, concernant :

- l'attribution au sénateur Preverino des litiges opposant Francesca De Bernardis à son beau-père Bartolomeo Filippi et à des créanciers (30 novembre - 16 décembre 1760, 15 mars - 1er avril 1761, 20 novembre - 6 décembre 1763, 4 mai - 15 juin 1765)
- l'attribution au président du sénat du litige en appel concernant Gio. Francesco Cauvino (30 novembre - 19 décembre 1760)
- l'attribution au président du sénat de l'affaire opposant Lovizia Rainaud à son mari l'avocat Pietro Paolo Malacria pour cause de mauvais traitements (12-29 décembre 1760)
- l'attribution au président du sénat et à l'intendant général du litige opposant le vassal Emanuele Ferrero d'Alassio à la communauté de Carpasio (12 octobre 1760 - 9 janvier 1761, 19-31 mars 1761, 20-29 octobre 1765)
- la nomination du vassal Giovanni Francesco De Orestis en qualité de sénateur (26 décembre 1760 - 20 janvier 1761)
- la nomination de l'avocat Gio. Ludovico Raynardi en tant que premier substitut de l'avocat fiscal général (30 janvier - 9 février 1761)
- la nomination de Pietro Flaminio Trinchieri en qualité de sénateur (23 décembre 1760 - 20 février 1761)
- l'attribution au sénateur Valperga du litige concernant Maria Teresa Cossa épouse Berengaro au sujet de l'hoirie d'Onorato Cossa (8-23 février 1761)

- l'attribution au sénat de la révision d'une sentence, rendue par le vice-intendant d'Oneglia (Oneille), opposant la communauté de Lucinasco à ses hameaux de Borgoratto et Molini au sujet du paiement de cens (17 décembre 1760 - 6 mars 1761)
- l'attribution à l'avocat des pauvres Giuseppe Ricci des Ferres du titre de sénateur (17 février - 16 mars 1761)
- la nomination de l'avocat Gio. Antonio Leotardi di Boyon en tant que substitut de l'avocat des pauvres (17 février - 16 mars 1761)
- la nomination de l'avocat Clemente Corvesi en tant que substitut de l'avocat fiscal général (17 février - 3 avril 1761)
- l'attribution au sénat du litige opposant les sœurs Baudoin aux époux Vachieri au sujet de l'héritage de Giovanni Baudoin (Baldoini), la médiation tentée par le sénateur Preverino s'étant avérée infructueuse (22 mars - 13 avril 1761)
- l'attribution au sénateur Capello Marchesan di Castelnuovo du litige opposant les frères Papacin de Villefranche à leur beau-frère Onorato Cagnoli (1er février - 13 avril 1761)
- l'attribution au sénat, assisté par le préfet et le vice-préfet de Nice, de la révision de la sentence rendue par le sénat dans le litige opposant l'avocat Carlo Francesco Granella à la communauté de La Brigue et aux chapelains de la chapellenie laïcale fondée en 1684 par le prêtre Guglielmo Alberti sous le titre de Saint-Philippe-Neri, au sujet de la nomination des chapelains et de la jouissance des biens dont elle était dotée (22 mars - 20 avril 1761)
- l'attribution au sénat du litige opposant le comte Carlo Filippo Prelasco de Mondovi' au comte Carlo Francesco Cays di Gilletta pour le paiement d'un cens (15 mars - 28 avril 1761)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du litige opposant les sœurs Maria et Delfina Ordan à leur mère Maria Luisa Mallon et à leur frère Carlo Ordan pour l'établissement d'une pension alimentaire (26 avril - 13 mai 1761)
- la supplique du comte Francesco Antonio Caissotti di Robion demandant l'intégration de l'avocat fiscal général dans le nombre des magistrats chargés de se prononcer dans le « concorso » institué sur l'hoirie du comte Giambattista Gallean (19 avril - 14 mai 1761)
- la validation de la sentence rendue par le Magistrat du Consulat dans le litige opposant Anna Maria Gazan veuve Raynaud et puis veuve Massetti de Frinch au baron Antonio Rimber (Rimbert) pour le paiement d'une somme d'argent due par le baron aux frères Raynaud, en raison de l'administration du droit du port de Monaco (10 mai - 8 juin 1761)
- la supplique des vassaux Michelangelo et Francesco Antonio Fedele Spinelli de La Brigue demandant l'intégration du vice-préfet dans le nombre des magistrats chargés de juger l'affaire les opposant aux sœurs Braida et à Maria Teresa Blavet (15 mai - 9 juin 1761)
- la nomination de l'avocat Giuseppe De Bavoz en tant que sénateur (30 mai - 24 juillet 1761)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le prêtre Carlo Antonio Raiberti et ses frères et soeur à Vittorio Amedeo Raiberti au sujet des dispositions testamentaires de Gio. Ludovico Raiberti (28 juin - 24 juillet 1761)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant le chevalier Giuseppe d'Olivaris aux détenteurs des biens emphytéotiques de la commanderie de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem de Nice (2 août - 23 septembre 1761, 20 avril - 20 juin 1766)
- la nomination de l'avocat Antonio Marengo en tant que sénateur (30 mai - 26 septembre 1761)
- l'attribution au sénateur Valperga d'une affaire, déjà jugée par le vice-auditeur de guerre, impliquant Rudis Lauro (13 septembre - 10 octobre 1761)
- l'attribution au sénat de la révision de la sentence prononcée par le Magistrat du Consulat dans l'affaire opposant la société commerciale Velixandre Ollivier, établie à Oneglia (Oneille), au négociant Giovanni Drouet de Rouen, au sujet d'une cargaison d'huile (4-24 octobre 1761)
- la validation d'une écriture privée prévoyant le versement d'un viager en faveur de Giovanna Maria Galeani veuve Lombardi de Ventimiglia (Vintimille) par son gendre le comte Tiberio Cesare Lascaris d'Oneglia (Oneille) (16 octobre - 11 décembre 1761)
- l'attribution à l'avocat fiscal général Fabar du litige opposant les prieurs de l'église paroissiale de Testico aux héritiers du curé de la dite église (7 mars - 19 avril 1762)
- l'attribution au sénateur De Orestis du litige existant entre Pietro Antonio Carlone, Rosa Carlone et Gio. Giacomo Carlone (14-25 mai 1762)
- la supplique de Giuseppe Ludovico et Carlo Ignazio père et fils Torrini demandant de pouvoir séparer des biens familiaux la somme prévue dans un acte de donation (4 juin - 10 juillet 1762, 24 avril - 10 mai 1763)
- la naissance d'un prince (13-20 septembre 1762)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Vittoria Gabriella Alli Maccarani veuve Lea di Castelnuovo à son frère Giambattista Claudio (15 août - 25 septembre 1762)
- la validation d'une donation demandée par le lieutenant Giuseppe Tommaso Gaetti de Roquebillière (11 juillet - 25 septembre 1762)

- l'attribution au président du sénat du litige opposant les époux Rostagni à Gaetano Rostagni au sujet du paiement d'une pension alimentaire (29 août - 2 octobre 1762)
- l'agrandissement du palais du sénat, afin d'y aménager les archives, la chapelle et le secrétariat, demandée au roi par les sénateurs (12 février, 11 mars 1763)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant l'abbé de Saint-Pons aux époux Bergondi concernant la propriété de terres sur le fief de Saint-Blaise (30 janvier - 4 février 1763)
- la validation d'une donation demandée par les époux Castelli et Arnulfi (16 janvier - 21 mars 1763)
- la validation d'une donation en faveur du notaire Gio. Andrea Ribotti de Thiéry (27 mars - 9 avril 1763)
- l'attribution au sénat du litige opposant la ville d'Oneglia (Oneille) au comte Gio. Agostino Peyre della Costa à propos de la construction de lavoirs destinés à nettoyer les résidus de son moulin mais salissant les eaux des sources utilisées par les habitants (20 mai - 4 juin 1763)
- l'attribution au sénat d'un litige opposant les frères Cambiaso, patriciens génois, aux frères Maccagli de Loano au sujet de créances (27 mars - 7 juin 1763)
- l'attribution au sénat d'un litige opposant Lucrezia Noaro veuve Cassini de Dolceacqua au notaire Pietro Paolo Cassini concernant la vente d'une place de notaire (14 août - 5 septembre 1763)
- l'autorisation demandée par les époux Gaetti de vendre un bien-fonds dotal (2-24 septembre 1763)
- la validation d'une écriture privée demandée par les époux Ollivieri (16 octobre - 5 novembre 1763)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Giambattista Bertella à Orazio De Cameran et au négociant Pietro Bensa au sujet de l'affermage de la boulangerie à Nice (6-16 janvier 1764)
- l'attribution au sénat, assisté par le substitut de l'avocat fiscal général Corvesi, de la révision du procès de Maria Camilla Gallean Richieri di Castelnuovo épouse Rabier de la Baume (5-20 février 1764)
- la validation d'une donation pour cause de mariage demandée par les époux Bruni de Toudon (18 décembre 1763 - 12 mars 1764)
- la validation d'une donation pour cause de mariage demandée par les époux Arnoux de Nice (2-17 mars 1764)
- l'attribution au sénat du différend opposant Maria Costanza Barralis à son père le vassal Giuseppe de Lucéram à propos du paiement de la pension due au monastère Sainte-Claire pour l'éducation de la jeune fille (19 février - 21 mars 1764)
- l'attribution au sénat de la révision d'une sentence rendue par le Magistrat du Consulat dans une affaire opposant le négociant Giuseppe Maccagli de Loano à Stefano Sambolino de Savona au sujet du paiement d'une cargaison de bois, chargée à Loano et destinée à Marseille (12 février - 28 mars 1764, 5-27 octobre 1764)
- l'attribution au sénat du litige opposant Gio. Battista Audifredi de L'Escarène à Gio. Battista Peyrani pour la propriété d'un terrain (11-30 mars 1764)
- la validation d'une donation faite par son père à Antonio Gaetano Gautier (1er-28 avril 1764)
- l'attribution au sénat du litige existant entre les sœurs Chianea à propos de la succession de la comtesse Margherita Laurens veuve Chianea (11-21 mai 1764)
- la nomination en tant qu'apothicaire des prisons de Sospel en faveur de Francesco Gubernatis (12-24 juillet 1764)
- la représentation du sénat au roi concernant la tenue des livres de baptêmes, mariages et sépultures par les curés et vicaires des paroisses du diocèse de Glandèves (1er septembre 1764)
- l'augmentation de la rémunération du procureur des pauvres Antonio Francesco Caissotto (28 septembre 1764)
- la validation d'une écriture privée établie à l'occasion d'un mariage, demandée par Teresa Raynaud épouse Peglioni (20 novembre 1763-20 octobre 1764)
- l'attribution au sénat de Nice, assisté par l'avocat fiscal général Fabar, son substitut Raynardi et le procureur général du commerce Leotardi, pour la révision d'une sentence rendue par le sénat dans une affaire opposant Giacomo Robaudi d'Utelle à son frère Gio. Battista (12-27 octobre 1764)
- l'attribution au sénat du litige opposant Renato Senechal Gervais de Paris, officier de cuisine de Philippe d'Espagne, résident à Parma (Parme) et son épouse Dorotea Bertella à Giambattista Bertella (7-27 octobre 1764)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du différend opposant Maria Teresa Peyre veuve Richelmi à son fils Giuseppe pour la sauvegarde de sa dot (12 octobre - 3 novembre 1764)
- la validation d'une écriture portant créance, demandée par Francesco Bertaud (28 décembre 1764 - 22 février 1765)
- l'insinuation d'un contrat, demandée au juge de Contes par le juif Giuseppe Cohen (27 janvier - 22 février 1765)
- l'attribution au sénat d'un litige, jugé auparavant par la Chambre royale des comptes, opposant la communauté d'Aspremont à la comtesse du même lieu Maria Borriglion veuve Lascaris, au sujet du droit pour les particuliers d'utiliser les ressences (pâte des olives après la première pression) des moulins à huile (29 mars - 15 avril 1765)

- l'attribution au sénat du litige opposant le négociant Onorato Rebequi au prêtre Guglielmo Maurelli au sujet de la propriété d'un bien-fonds situé à Brancolar (10-23 avril 1765)
- l'attribution au président du sénat de la révision d'une sentence prononcée par un délégué de l'intendant à l'encontre de l'avocat Gio. Francesco Cauvino et en faveur de la ville de Nice (24 mai - 15 juin 1765)
- la nomination du vassal Francesco Nicola Ferraris di Torre d'Isola en qualité de président en chef du sénat et du Consulat (26 novembre 1764 - 15 juin 1765)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Maria Vittoria Alli Maccarani veuve Lea à son fils Claudio Agostino au sujet des comptes de l'administration tutélaire et l'héritage de Francesco Maria Lea di Castelnuovo (21 avril - 25 juin 1765)
- l'attribution au sénat de Nice du litige opposant les négociants Carlo Giuseppe Gianoli et le juif Moise Duval aux frères Barralis pour le recouvrement de créances (21 juin - 13 juillet 1765)
- l'attribution au sénat, assisté par l'avocat fiscal général Fabar, son substitut Raynardi et le procureur général du commerce Leotardi, du jugement de « concorso » sur la hoirie du comte Pier Antonio Pio Chianea di Santo Stefano, demandée par sa soeur Gioanna Maria Chianea veuve Audiberti (9-19 août 1765)
- la validation d'écritures demandée par le comte Onorato Roggero De Governatis Ventimiglia (12 juillet - 6 septembre 1765)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le prêtre Giovanni Durandi de Guillaumes à Gioanna Durandi pour une question d'héritage (8 septembre - 5 octobre 1765)
- la concession du titre de sénateur honoraire en faveur d'Andrea Ratti, juge légal du Magistrat du Consulat de Nice (5 octobre 1765)
- la validation d'écritures demandée par Paolo Astri et Agata Ingigliardi de Saint-Martin-Lantosque (13 septembre - 5 octobre 1765)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Margherita Allard veuve Roux aux administrateurs de l'hôpital Saint-Roch de Nice au sujet de l'héritage de son mari (29 septembre - 19 octobre 1765)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant les époux Fulcheri de Sospel à Giuseppe Ricordi et à Carlo Robaudi (29 décembre 1765 - 24 janvier 1766)
- l'attribution au président du sénat du différend entre l'avocat Ludovico Antonio Ongran et son frère Giuseppe Francesco au sujet de l'héritage de leur père (17-31 janvier 1766)
- la nomination en qualité de premier substitut de l'avocat fiscal général en faveur de Clemente Corvesi (22 juin - 8 juillet 1766)
- la nomination en qualité de juge légal du Magistrat du Consulat de Nice en faveur du sénateur Pietro Flaminio Trinchieri (27 juin - 24 juillet 1766)
- la nomination de Gio. Ludovico Raynardi en qualité de sénateur (3 juillet - 18 août 1766)
- l'homologation d'une transaction passée entre la ville de Guillaumes et la communauté de Château-neuf-d'Entraunes, au sujet de l'usage des bois et pâturages indivis et délimitation des territoires réciproques (1er septembre 1766)
- la nomination en qualité de sénateur du comte Amedeo Piccono della Valle (22 juin - 13 septembre 1766)
- la nomination de Tommaso Giuseppe Gibellini en tant que substitut de l'avocat fiscal général (22 juin - 13 septembre 1766)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant l'avocat Carlo Ignazio à ses frères officiers Gio. Agostino et Gio. Francesco Raynaud pour le partage de l'héritage maternel (7-27 septembre 1766)
- la nomination en qualité de sénateur en faveur du vassal Gio. Paolo Peyrani (22 juin - 4 octobre 1766)
- la naissance d'un prince (6-13 octobre 1766)
- la nomination en qualité de sénateur en faveur de l'avocat Chiafredo Ignazio Rubatti (22 juin - 31 octobre 1766)
- l'attribution au sénat, assisté par l'avocat fiscal général Jacquier et le sénateur Achiardi dell'Alpe de la révision de la sentence rendue dans le « giudizio di concorso » sur les biens de la fille du marquis de Dolceacqua Marco Antonio Doria, demandée par Carlo Francesco Doria (5 octobre - 25 novembre 1766)
- la nomination en qualité d'avocat fiscal général en faveur de Francesco Giuseppe Jacquier (22 juin - 5 décembre 1766)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant les époux Borra d'Oneglia (Oneille) aux frères Amedeo pour le paiement de la dot (26 octobre - 6 décembre 1766)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant les négociants Onorato Castelli, Antonio Regis, Francesco Vallantin et Gio. Domenico Pastorelli à Orazio De Cameran pour l'affermage de la boulangerie (9 novembre - 6 décembre 1766)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Maria Teresa Torriori à son mari le conte Gerolamo Riccardi di Lantosca pour la concession d'une pension alimentaire après la séparation (14 décembre 1766 - 26 janvier 1767)

- l'attribution au sénat du litige, débuté d'abord devant le préfet de Nice, opposant le maçon Lorenzo Silet de la province de Biella au comte Giuseppe Laurenti di Venanzone au sujet du non-paiement de la construction d'une maison dans la campagne de Nice (18 janvier - 25 février 1767)

30/11/1760 - 25/02/1767

1 B 156

« Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits et billets royaux, relatifs à des événements de la maison royale, à des faits d'arme, à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des missives du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques des particuliers, (22 mai 1765 - 1er mars 1771), 1 registre, concernant :

- la transaction entre le comte Ludovico Alziari di Malaussena et la communauté de Malaussène visant à mettre un terme au litige engagé devant la Chambre des comptes en matière de banalités, chasse, pêche, eaux et bans champêtres (22 mai 1765 - 16 décembre 1766)

- l'attribution au Magistrat du Consulat du « giudizio di concorso » opposant les créanciers au négociant Pietro Giovanni Mussio (20 mars - 13 avril 1767)

- l'attribution au sénateur Peyrani du litige opposant les frères Ressano de Torino (Turin) à Giacinto Tiragallo et au baron Antonio Rimber (Rimbert), au sujet de créances (14-27 avril 1767)

- l'attribution au président du sénat du litige opposant Anna Maria Tondut di Peglione, veuve De Rodolphi à Antonio Rosso di Castelnuovo, au sujet de la restitution de coffres contenant des documents anciens (14 avril - 11 mai 1767)

- l'attribution au sénat de la révision d'une sentence prononcée par le sénateur délégué Trinchieri dans l'affaire concernant Maria Luisa Mallon veuve Ordan (24 avril - 12 mai 1767)

- l'attribution au président du sénat du litige opposant les époux Forneri, aubergistes, au baron Giacomo Galea della Maddalena pour créances (3 mai - 1er juin 1767)

- l'attribution au président du sénat du litige opposant le prêtre Pierre de Rieux De Burges de Saint-Laurent, le chevalier Roch Eugène du Plessier de Hattamoun et sa nièce Thérèse Madeleine Charlotte Sublet de Lenoncourt à Gio. Luigi Gastaud et à l'orfèvre Domenico Gorgerino Castellinard, au sujet de la location d'une maison et d'un jardin, situés hors de la porte Pairolière de Nice (10 juillet - 1er août 1767, 23 décembre 1768 - 4 janvier 1769)

- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Rosa Maria Verani épouse Berengaro à sa mère et à son frère pour le paiement de la dot (18 septembre - 17 octobre 1767)

- l'attribution au sénat de Nice du litige opposant le comte Leonardo Riccardi di Lantosca à son frère Paolo Emanuele pour la reconstitution d'un fidéicommiss et la fixation d'une dot (16-30 octobre 1767)

- la nomination du notaire Gio. Battista Sauvaigo en qualité de procureur des pauvres (2-20 novembre 1767)

- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Gioachino Mellano de Villars à son père pour le paiement de ses études de chirurgien (13 septembre - 27 novembre 1767)

- l'attribution au sénateur De Orestis le litige opposant le capitaine Giacomo Filippo Macagli de Loano à ses frères au sujet du partage de l'héritage paternel (11 janvier - 2 décembre 1767)

- l'attribution au sénat de la révision d'une sentence prononcée en 1613 par le sénat de Piémont demandée par la comtesse Maria Margherita Borriglion veuve Lascaris Castellar Ventimiglia à l'encontre de la communauté d'Aspremont concernant l'utilisation de l'eau dans le broyage des olives dans les moulins banaux et la propriété des ressences (27 décembre 1767 - 19 janvier 1768)

- l'attribution à l'intendant de Nice Mattone di Benevello et aux sénateurs Trinchieri et Rubatti, assistés du bureau de l'avocat fiscal général, du litige opposant le vassal Emanuele Ferrero d'Alassio à la communauté de Carpasio (31 janvier - 19 février, 2 décembre 1768)

- l'attribution au sénateur Peyrani du litige opposant l'avocat Pietro Giuseppe Francesco Verani Masin à son frère Onorato et à sa mère Maria Marta Constantin, au sujet de l'héritage de leur grand-père (7-29 février, 3-14 juin 1768)

- l'attribution au sénat de l'appel de la sentence prononcée par le vice-intendant d'Oneglia dans le litige opposant la communauté de Villatalla, dans le comté de Prelà, à celle de Tavole, concernant des terrains limitrophes (14 février - 16 mars 1768)

- l'attribution au sénateur Trinchieri de la poursuite du litige opposant Maria Teresa Torrion à son mari le comte Gerolamo Leonardo Riccardi di Lantosca (21 février - 21 mars 1768)

- l'attribution au sénat du litige opposant la communauté de Villeneuve-d'Entraunes à celle de Péone et aux frères Richelmi concernant le rachat d'un cens (12 février - 28 mars 1768)

- l'attribution au sénateur Piccono della Valle du litige opposant l'avocat Ludovico Antonio Ongran à son frère concernant une question d'héritage (20 février - 6 avril 1768)

- l'attribution au sénat, secondé par l'avocat fiscal général Jacquier et son substitut Gibellini de la révision de la sentence prononcée en 1765 dans le « giudizio di concorso » institué sur l'héritage du comte Giuseppe Cortina d'Eza, demandée par sa fille Maria Francesca Elisabetta Cortina San Martino d'Eza épouse Peyre della Costa (10 avril - 2 mai 1768)

- l'attribution au sénat du litige opposant Angela Maria Teresa Lascaris Ventimiglia veuve Lascaris aux époux De Gubernatis di Gorbio concernant le droit d'utiliser les moulins à huile et à farine de Gorbio sans payer la redevance (3 avril - 20 mai 1768)
- l'attribution au sénateur Trinchieri de la poursuite du litige opposant Angela Maria Teresa Lascaris Ventimiglia veuve Lascaris à son frère Carlo Francesco pour le paiement de la dot (8 avril - 20 mai 1768)
- l'attribution au sénat du litige opposant Maria Anna Cotto veuve Scoffier aux frères Martini au sujet de l'héritage du prêtre Marco Cotto (29 avril - 20 mai 1768)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du différend opposant le comte Giuseppe Andrea Tonduti della Scarena à son beau-père Gaetano Caissotti di Robion, ambassadeur du roi de Sardaigne en Espagne, au sujet du contrat de mariage (15 mai - 14 juin 1768)
- l'attribution au président du sénat de la poursuite du litige opposant le chevalier Giuseppe d'Olivaris aux créanciers, détenteurs des biens de la commanderie de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem de Nice (20 janvier - 1er mars 1771)

22/05/1765 - 01/03/1771

1 B 157

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits et billets royaux, relatifs à des événements de la maison royale, à des faits d'arme, à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des missives du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques des particuliers, (29 mai 1768 - 15 octobre 1774), 1 registre, concernant :
- l'attribution au sénateur De Orestis du litige opposant Margherita Allart veuve Roux à l'hôpital Saint-Roch de Nice au sujet de l'héritage de son mari (29 mai - 23 juillet 1768)
 - l'attribution au sénat de Nice du litige opposant le commis Domenico Delluberis aux héritiers du négociant Francesco Ardissonne au sujet du paiement de ses salaires et la validation d'un acte rédigé sans la forme prescrite (15 mai - 6 août 1768)
 - l'attribution au sénateur Trinchieri du litige opposant le comte Francesco Bernardino Ressano, habitant à Saluzzo, et son frère, chanoine à Pinerolo, aux époux Tiragallo, le lieutenant Alessandro Marini et le baron Antonio Rimber (Rimbert), pour l'exécution de la sentence prononcée par le sénateur délégué Uberti (8 juillet - 9 août 1768)
 - l'attribution au sénat, secondé par l'avocat fiscal général Francesco Giuseppe Jacquier et son substitut Gibellini, de la révision de la sentence prononcée dans le « giudizio di concorso » sur les biens du comte Giuseppe Cortina San Martino d'Eza, institué par sa fille, demandée par le comte Carlo Francesco Cays di Gilletta et le baron Giuseppe Grimaldi del Sauze à l'encontre de Pietro Antonio Rossetti et des époux Fighiera (31 juillet - 18 août 1768)
 - la nomination de Clemente Corvesi en tant qu'avocat fiscal général, de Tommaso Giuseppe Gibellini en qualité de sénateur, de Ludovico Passeroni en qualité d'avocat des pauvres, du baron Pietro Maria Ricci des Ferres en qualité de substitut de l'avocat des pauvres (2 octobre - 12 novembre 1768)
 - la nomination de Giuseppe Roberti en qualité de sénateur (7 octobre - 14 novembre 1768)
 - la nomination de l'avocat Amedeo Nicolo' Maria Reggio en qualité de premier substitut de l'avocat fiscal général (9 octobre - 18 novembre 1768)
 - la nomination du vassal Gio. Antonio Onorato Leotardi di Boyon en qualité de second substitut de l'avocat fiscal général (9 octobre - 18 novembre 1768)
 - la concession d'une pension, en plus de la rémunération, pour les sénateurs De Orestis et Piccono della Valle (9 octobre 1768)
 - l'attribution au sénateur De Orestis de la poursuite du litige opposant les époux Berrobianchi aux frères Melissano (11 décembre 1768 - 3 mars 1769)
 - l'attribution au sénat du litige opposant la communauté de Peille au Comte Gio. Paolo Agostino Lascaris Ventimiglia, feudataire du même lieu, concernant la remise en question d'un contrat, établi en 1647, prévoyant l'inféodation et la cession perpétuelle d'un revenu sur les récoltes d'huile et de blé, devenue trop onéreuse (12 mars - 7 juin 1769)
 - la nomination du comte Cesare Lovera De Maria en qualité de président en chef du Sénat et du Consulat de Nice (1er octobre 1768 - 19 juin 1769)
 - l'attribution au sénat du différend opposant les époux Trans à Giuseppe Gerolamo Peyre di Castelnuovo au sujet du paiement de legs et de la dot (19 mai - 8 juillet 1769)
 - l'attribution à l'intendant Mattone di Benevello du différend opposant le négociant Stefano Dayderi à la ville de Nice au sujet d'un contrat pour l'approvisionnement de la ville en grains (12 mai - 15 juillet 1769)
 - l'attribution au président du sénat du litige opposant le capitaine Francesco Cotter et le prêtre Giuseppe Flores à Andrea Flores pour le paiement de la dot promise à l'épouse du capitaine et la constitution du patrimoine ecclésiastique (9-29 juillet 1769, 28 octobre - 17 novembre 1770)
 - l'attribution au président du sénat du litige opposant les époux Bona à Gio. Battista Audifredi pour le paiement de la dot (16 octobre 1768 - 1er septembre 1769, 4 mars - 28 septembre 1770)

- l'attribution à l'intendant général du litige opposant le maçon Onorato Fortin à la communauté de Ma-laussène concernant le paiement des travaux effectués pour la construction d'un aqueduc destiné à des-servir un moulin à farine sur le territoire de ladite communauté (3-13 septembre 1769)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Rosa Maria Verani épouse Berengaro à sa mère et à ses frères au sujet de l'héritage paternel (26 novembre - 1er décembre 1769)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant la comtesse Anna Gallesio veuve Franchelli de Finale au notaire Giuseppe Bo de Loano concernant le recouvrement d'une créance et la vente illégale d'un magasin (19 novembre 1769 - 27 janvier 1770)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant les époux Fulcheri à Giuseppe Ricordi et à Carlo Robaudi pour le paiement d'une créance dotale (18 août 1769 - 16 mars 1770)
- l'attribution au sénat, secondé par l'avocat fiscal général Corvesi, de la révision de la sentence du 8 février 1765 prononcée dans le « giudizio di concorso » sur les biens du comte Giuseppe Cortina, de-mandée par sa fille, la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina d'Eza, épouse Peyre della Costa (18 mars - 2 avril, 18 novembre - 11 décembre 1770)
- l'attribution au président du sénat de la poursuite du litige opposant Anna Maria Tondut di Peglione veuve De Rodolphi à Antonio Roux (Rosso) di Castelnuovo (5-17 août 1770)
- l'attribution au sénat du litige opposant la congrégation de charité d'Oneglia (Oneille) à la famille Gandolfo, au sujet de la propriété d'une terre (8 avril - 23 novembre 1770)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le chevalier Gio. Battista Doria à son frère Carlo Francesco Antonio Doria marquis de Dolceacqua au sujet le versement d'une pension alimentaire (19 novembre 1769 - 2 août 1771)
- l'attribution au président du sénat, secondé par l'avocat fiscal général, du litige existant entre les com-munautés de Torria dans la principauté d'Oneglia et de Testico dans le marquisat du Maro, concernant la délimitation des territoires communaux (2 septembre 1771 - 11 janvier 1772)
- l'attribution au sénat du litige opposant la ville de Nice à plusieurs particuliers, ayant occupé ses terres situées dans le quartier des iscles du Var (3 novembre 1771 - 8 février 1772)
- la confirmation pour Antonio Gaetano Achiardi des titres de capitaine d'artillerie du château et des forts du comté de Nice et de gentilhomme de bouche détenus par ses ancêtres (28 février 1772)
- la concession royale pour le maître armurier Bartolomeo Calvo d'Oneglia du privilège de fabriquer et de vendre des pistolets (24 avril - 23 mai 1772)
- la concession royale pour le prince Andrea Doria Pamphili d'affermier ses terres situées sur les fiefs de Loano et de Stellanello à des sujets étrangers (8 mai - 18 juillet 1772)
- l'attribution au sénat de Nice du litige en appel opposant la confrérie du Corpus Domini de La Brigue aux frères Gastaldi au sujet de la propriété d'un pré (28 février - 27 mars 1773)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du différend opposant la dame anglaise Maria (Mary) Robinson à Pietro Giuge au sujet de la location d'une maison hors de la porte Pairolière à Nice (4-11 juin 1773)
- la nomination du comte Felice Durando di Villa, en remplacement du ministre d'État Giambattista Bogino, en qualité de premier secrétaire de guerre et d'inspecteur des levées des régiments provinciaux (27 février - 11 juin 1773)
- l'attribution au sénat de la compétence d'évaluer la validité des contrats de concession en emphytéose perpétuelle des terrains ayant servi à la construction des terrasses près du rivage, stipulés entre d'une part le marquis Gio. Battista Alli Maccarani, gouverneur de Sassari, le capitaine Orazio De Cameran, Onorato Trans, Giambattista Labbé, le maître de poste Giuseppe Barelli, le négociant Trofimo Coppon et d'autre part la ville de Nice (20 décembre 1772 - 17 juillet 1773)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Maria Luigia Mallon veuve Ordan au comte Gio. Agostino Peyre della Costa et la validation d'une écriture privée (30 mai - 17 juillet, 21 novembre - 7 décembre 1773)
- l'attribution au sénat du litige opposant la communauté de Vasia au comte Fabiano Asdente de Taggia au sujet de l'adjudication du revenu des fours communaux (16 mai - 20 août 1773)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du litige opposant Antonio Magalon à plusieurs particuliers du quartier de la Ribière sur le terroir de Guillaumes, relatif à la révision des clauses du contrat de vente d'un moulin, le paiement de la taille et la diminution des familles dans le hameau ne lui permettant plus de les respecter (3-25 septembre 1773)
- l'attribution au sénat du litige opposant Pietro Deporta de Nice aux héritiers de Giuseppe Bottin au sujet de la construction d'un balcon (19 septembre - 17 novembre 1773)
- l'attribution à l'avocat fiscal général Clemente Corvesi du litige opposant le baron Bartolomeo Carava-dossi del Toetto au comte Giuseppe Ongran di Fiano, mari séparé de sa fille, au sujet du paiement d'une pension alimentaire (10 décembre 1773 - 21 janvier 1774)
- l'attribution à l'intendant de la compétence de régler le différend existant entre les villes de Nice et de Sospel au sujet du remboursement de dépenses engagées en 1747, lors de la guerre (19 novembre 1773 - 22 janvier 1774)

- l'attribution au Magistrat du Consulat du litige institué devant le sénat par les créanciers de la faillite de la raison de commerce d'Oneglia sous le nom de Giuseppe Manfredi (12 décembre 1773 - 31 janvier 1774)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du différend opposant Gio. Battista Martini d'Oneglia à son frère au sujet du partage des biens hérités (13 février - 18 mars 1774)
- l'attribution au sénat de la compétence d'évaluer l'utilité de la cession d'un étage de maison faite aux époux Provasso par le prêtre Carlo Seassale en paiement de créances (27 février - 18 avril 1774)
- l'attribution au sénat du litige opposant des bergers de Roubion à la communauté de ce lieu au sujet de l'interdiction d'amener paître les troupeaux en Provence pendant l'hiver, la communauté prétendant que les troupeaux revenaient atteints d'une maladie contagieuse (3 avril - 10 mai 1774)
- l'attribution au sénat de la compétence d'évaluer l'équité d'une convention stipulée entre Gio. Battista Guidi de Tende et Antonio Regis pour le paiement d'une somme (17 avril - 17 mai 1774)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Francesca Augier veuve Curti à sa fille au sujet de l'administration de l'héritage de son mari (8 mai - 8 juin 1774)
- la possibilité pour Giuseppe Antonio Richelmi de racheter un bien-fonds et un magasin ayant été vendus en paiement de créances (5 juin - 9 juillet 1774)
- l'attribution au sénateur Trinchieri de la compétence d'arbitrer le différend entre la veuve Maria Teresa Torrion et l'héritier de son mari, Tommaso Filippo Riccardi di Lantosca pour le versement de la pension (26 juin - 1er juillet 1774)
- l'attribution à l'intendant de la compétence de répartir les dépenses pour les réparations des berges du Paillon entre les autres riverains, demandée par Luigi Raynaud, l'un des propriétaires (12 juin - 20 juillet 1774)
- l'attribution au sénat du litige opposant Gio. Ludovico Raibauda à son beau-frère, au sujet de l'administration de ses biens (28 mai - 6 août 1774)
- l'attribution au sénat du litige opposant le comte Francesco Maria Giuseppe Vincenzo Lascaris Castellar, ministre d'État à la baronne Maria Carlotta De Blacas veuve Drago des Ferres, de Carros, au sujet de l'héritage de son mari légué au ministre et détenu par la veuve (31 juillet - 17 août, 2-15 octobre 1774)
- la concession du titre, grade et dignité de président du sénat au comte Gio. Francesco De Orestis di Castelnuovo (5 juillet - 17 août 1774)
- l'attribution au préfet de Nice du procès en appel opposant Ludovico Pin au monastère Saint-Bernard de Nice au sujet du droit de puiser l'eau d'une source située sur un bien-fonds à l'Archet (21 août - 2 septembre 1774)
- l'attribution au sénat, assisté de l'avocat fiscal général Corvesi et de son substitut Reggio, du procès en appel opposant le vassal Antonio Martini di Dosfraires au comte Alessandro Lascaris Ventimiglia relatif au paiement de la dot de sa mère (22 septembre - 15 octobre 1774)

29/05/1768 - 15/10/1774

1 B 158

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits et rescrits royaux, relatifs à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des mises du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques des particuliers, (11 septembre 1774 - 17 juin 1782), 1 registre, concernant :
- l'attribution au sénateur Gibellini de la compétence de convoquer les créanciers des négociants Gros-son afin de les contraindre au paiement (9-22 octobre 1774)
 - l'attribution au sénateur Trinchieri du litige opposant le chevalier Filippo Tommaso Riccardi di Lantosca à son père le comte Paolo Emanuele au sujet de l'héritage du comte Gerolamo Leonardo (4 septembre - 22 octobre 1774)
 - l'attribution au sénat du procès en appel opposant les filles mineures de Gio. Battista Durante au prêtre Gio. Battista Tomati au sujet de l'héritage de Giacomo Camillo Masin (26 septembre - 1er octobre 1773, 11 septembre - 22 octobre 1774)
 - l'attribution au président du sénat du différend opposant le prêtre Filippo Maria De Gubernatis di Gorbio à son père Marcello Giacinto pour la pension alimentaire (7 août - 29 octobre 1774)
 - l'attribution au sénat du litige opposant Orazio Agostino Rey à Giuseppe Boeri au sujet de la résiliation d'un contrat d'affermage de la boulangerie (16 octobre - 2 décembre 1774)
 - l'autorisation pour Margherita Gioffredo épouse Doneudo d'accepter l'héritage paternel au-delà des délais (30 octobre - 5 décembre 1774)
 - l'attribution au sénat de la compétence d'évaluer la légalité d'un contrat de vente d'un bien-fonds, situé dans le quartier de la Buffa, près de Nice, souscrit par Maddalena Levamis sous la contrainte (13 novembre - 9 décembre 1774)
 - l'attribution au sénat du litige opposant le prêtre Gio. Antonio Ghersi de Gazzelli à Andrea Agnese, concernant le paiement de messes et créances (13 novembre - 12 décembre 1774)
 - la nomination de l'avocat Amedeo Nicolo' Maria Reggio, ancien substitut de l'avocat fiscal général, en qualité de sénateur (29 novembre - 13 décembre 1774)

- l'attribution au sénat de la révision de la sentence prononcée à l'encontre des frères Chiara dans le « giudizio di concorso » institué sur les biens du comte Giuseppe Cortina d'Eza (9 octobre - 16 décembre 1774)
- la nomination du baron Pietro Maria Ricci des Ferres en qualité de procureur général du commerce au Magistrat du Consulat (29 novembre - 20 décembre 1774)
- la nomination de Carlo Luigi Corvesi en tant que substitut de l'avocat fiscal général (29 novembre 1774 - 2 janvier 1775)
- la nomination du vassal Carlo Anselmo Martini di Castelnuovo en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat fiscal général (29 novembre 1774 - 2 janvier 1775)
- la nomination du chevalier Antonio Onorato De Orestis di Castelnuovo en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat des pauvres et l'autorisation de plaider et de donner consultations en tant qu'avocat (29 novembre 1774 - 7 janvier 1775, 21 février 1775)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du différend opposant Augustina Maria Costanza Guibert à son mari l'avocat Francesco Guglieri pour le versement d'une pension alimentaire après séparation (26 novembre 1774 - 7 février 1775)
- la nomination de l'avocat Gaspare Antonio Berardi en qualité de substitut de l'avocat des pauvres (29 novembre 1774 - 11 février 1775)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Maria Orengo en qualité de substitut du procureur général du commerce près du Magistrat du Consulat de Nice (27 janvier - 28 février 1775)
- la nomination d'Antonio Francesco Conte en qualité de suppléant « sollicitatore » du fisc royal, charge exercée entre-temps par Domenico Segurano (17 février - 14 mars 1775)
- l'attribution au préfet de Nice de la compétence de valider une vente de terrains avec clause de rachat conclue entre Gio. Pietro Raynaud de Contes et Andrea Delserre (26 février - 31 mars 1775)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le chevalier et sénateur Pietro Flaminio Trinchieri di Sant'Antonino au baron Ludovico Passeroni et au comte Giuseppe Laurenti au sujet de la succession de la comtesse Margherita Ginesi épouse Laurenti (19 mars - 3 avril 1775)
- la nomination du vassal Gio. Battista Mattone di Benevello, vice-intendant général du comté de Nice, en qualité de conservateur du tabellion (3 mars - avril 1775)
- l'attribution au préfet de Nice du différend opposant les époux Bonifacio au négociant Onorato Contes pour exiger le paiement des biens de la dot aliénés (19 mars - 20 avril 1775)
- l'attribution au sénat, assisté de l'avocat des pauvres Ludovico Passeroni, de la révision de la cause opposant la communauté de La Brigue et les prêtres nommés à la chapellenie Saint-Philippe-Neri, érigée en ce lieu, à l'avocat Carlo Francesco Granella au sujet du jus patronatus (2 avril - 13 mai 1775)
- l'attribution au sénat d'un procès en appel, demandée par les frères Bartolomeo et Gerolamo Rollant, condamnés pour pâturage interdit dans la campagne de Nice (9 avril - 23 mai 1775)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant le capitaine Francesco Peyre di Castelnuovo à son père, le marquis Giuseppe Gerolamo et à son beau-père, le baron Giulio Francesco Alfonso (Jules François Alphonse) Arnaud de Nibles de Vitrolles Les Esparons, conseiller au parlement de Provence, pour le respect des clauses de son contrat de mariage et la sauvegarde de son héritage maternel (26 mars - 2 juin 1775)
- la nomination de l'avocat Guido Gaschi en qualité d'inspecteur des levées des régiments provinciaux, en remplacement du comte Felice Durando (1er mai - 20 juin 1775)
- l'attribution au sénat du différend opposant les frères Barbera et la communauté de Garlenda au sujet du paiement de cens (21 mai - 15 juillet 1775)
- l'attribution au président du sénat, assisté de l'intendant général et de l'avocat fiscal général, du litige opposant la communauté de Rezzo au feudataire du lieu, le marquis Gio. Paolo Pallavicino de Genova (Gênes), au sujet du remboursement de dettes (4 juin - 29 juillet 1775, 10 décembre 1775 - 22 janvier 1776, 24 juin - 11 juillet 1781)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant les époux Bergondi à plusieurs membres de la famille Rostagni d'Aspremont au sujet du partage de l'héritage (7-29 juillet 1775)
- l'attribution au sénat de l'affaire concernant une vente illégale des biens immeubles appartenant à Gio. Battista Bonnefoy de La Penne, sis à Puget-Rostang (23 juin - 17 août 1775)
- la permission pour le prêtre Antonio Luigi Verani d'accepter l'héritage de son frère en dépit des délais (21 juillet - 18 août 1775)
- la reconnaissance de la descendance légitime de Vincenzo De Masini du noble Giovanni De Masini (17 août - 13 septembre 1775)
- l'attribution au sénat du procès en appel opposant Gio. Francesco Cassio de Tende à Gio. Battista Molineri concernant le partage d'une maison (2-30 septembre 1775)
- la désignation de l'avocat des pauvres Passeroni, en remplacement de l'avocat Reggio devenu sénateur, pour poursuivre le litige opposant le vassal Antonio Martini di Dosfraires au comte Alessandro Lascaris Ventimiglia (27 juillet - 14 octobre 1775)
- l'attribution au sénat du procès en appel opposant le mineur Stefano Bernardo Franco à Bartolomeo Guiglionda, concernant l'affermage de tous ses biens (29 octobre - 1er décembre 1775)

- l'attribution au sénat de la compétence de décider sur la validité de la vente de terrains, sis à Ilonse, effectuée par la communauté (22 octobre - 2 décembre 1775)
- l'attribution au sénat du litige opposant Isabella Maria Penna aux époux Rey et au notaire Onorato Guglielmo Orenco de Pigna concernant la promesse d'une somme d'argent extorquée (5 novembre - 16 décembre 1775)
- l'attribution à l'intendant général de la poursuite du litige opposant la ville de Nice à plusieurs particuliers, ayant occupé ses terres situées dans le quartier des iscles du Var (10-22 décembre 1775)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Maria Maddalena Maccari de Dolceacqua à son mari Giacomo Pianavia de Pigna pour le paiement de la pension alimentaire après séparation (2 septembre - 22 décembre 1775)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le notaire Carlo Francesco Canova, administrateur des biens de la comtesse Anna Teresa Provana di Pralungo, épouse Ponte di Scarnafigi, aux frères De Amicis pour le paiement d'une créance (10 décembre 1775 - 4 janvier 1776)
- l'attribution au sénat, assisté de l'avocat fiscal général Corvesi, du litige opposant le comte Giuseppe Laurenti à son frère Gio. Alberto au sujet de l'héritage d'un oncle prêtre (12 septembre 1775 - 26 janvier 1776)
- la nomination de Luigi Heraud en qualité d'assistant du médecin des prisons de Nice, Onorato Passeroni, et de médecin lors du décès de ce dernier en janvier 1777 (16 février - 18 mars 1776)
- l'attribution au sénat du litige opposant le capitaine Bartolomeo Orazio De Cameran à Gio. Onorato Astraudo au sujet de travaux de canalisations pour des moulins (10 mars - 10 avril 1776)
- l'autorisation pour le notaire Pietro Passeroni d'Utelle de procéder à l'inventaire de l'héritage paternel (17 mars - 12 avril 1776)
- l'attribution au sénat du litige opposant Stefano Negre à Bartolomeo Laurens, au sujet de la propriété d'une terre (17 mars - 27 avril 1776)
- l'attribution au sénat, assisté de l'avocat fiscal général, du litige opposant Gio. Maurizio (Jean Maurice) Petit de Bourg en Tarentaise au négociant Stefano Dayderi pour le paiement des salaires et déplacements, étant envoyé à Marseille pour acheter les grains vendus à la ville de Nice (25 février - 30 avril 1776)
- l'attribution au sénateur Trinchieri du différend opposant Giovanni Cagnoli de Saint-Martin-Lantosque à son fils Giuseppe et à son épouse pour le versement d'une pension alimentaire (26 mai - 10 juin 1776)
- l'attribution au sénateur Piccono della Valle du différend opposant Gio. Andrea Ospizio Denans (De Nans) de Villefranche à son frère au sujet de l'administration des biens familiaux (16 juin - 6 juillet 1776)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Anna Caterina Auda veuve Denans (De Nans) à son fils Vittorio Amedeo pour le paiement de la pension alimentaire (16 juin - 9 juillet 1776)
- l'attribution au sénateur Gibellini du litige concernant un héritage, demandée par le prêtre Giuseppe Andrea Brezzi de Saint-Étienne (17 décembre 1775 - 3 août 1776)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant l'avocat Gio. Battista Casoni à son fils Alessandro et à sa belle-fille pour le versement de la somme prévue en cas d'insupport (25 août - 13 septembre 1776)
- l'attribution au préfet de Sospel du litige opposant le notaire Gio. Battista Rey à Angelo Boeri, concernant la vérification des comptes de l'administration des biens du prêtre Fabrizio Boeri, exercée par le notaire (6 octobre - 18 novembre 1776)
- l'autorisation de procéder à la vente du fief de La Roquette-du-Var en faveur du comte et ministre Giuseppe Lascaris del Castellar demandée par le vassal Gio. Ludovico Bonfiglio (18 novembre 1776 - 7 février 1777)
- l'attribution à l'intendant général du différend opposant la communauté de Belvédère au notaire Gio. Andrea Laurenti, percepteur de ladite communauté, pour la restitution de sommes payées (29 décembre 1776 - 15 mars 1777)
- l'attribution au sénat du litige opposant le comte Giuseppe Francesco Ongran di Fiano à ses créanciers et à ses frère et neveu pour le recouvrement de ses dettes (6 avril - 25 avril 1777, 15 février - 2 mars, 26 juillet - 1er septembre 1778, 2-14 mai, 11 juillet - 3 septembre 1779)
- l'attribution au sénateur Reggio du litige opposant le prêtre Sebastiano Rocca à la communauté de Loano pour le paiement des dîmes (6 juillet - 2 août 1777)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Michele Tardivo de Sospel à l'avocat Marcello Giacinto Alberti au sujet de créances (25 mai - 18 août 1777)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le prêtre Sigismondo Alberti à son frère Marcello Giacinto au sujet de cessions de biens extorqués (3-29 août 1777)
- la nomination du sénateur Amedeo Nicolo' Maria Reggio en qualité d'avocat fiscal général (3-31 octobre 1777)
- l'attribution au sénat de l'affaire relative à la baronne Teresa Gallera épouse Raynaldi di Sant'Alberto concernant la révision du contrat de mariage (7 août - 18 novembre 1777)

- la nomination à Nice de Gio. Luigi Leotardi, sénateur près du sénat de Savoie, en remplacement de Amedeo Nicola Reggio (11 novembre - 23 décembre 1777)
- l'attribution au sénateur Trinchieri de la poursuite du litige opposant d'abord le chevalier Gio. Battista Thaon di Revel, puis le chevalier Gio. Gaspare de Barcion de Cuebris, commandeur de la commanderie de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem sous le titre de Sainte-Marguerite existant à Lucéram, à la communauté de ce lieu au sujet des moulins et fours banaux de la commanderie (9 novembre 1777 - 10 janvier 1778)
- l'attribution au sénat de la poursuite du litige opposant la comtesse Angela Maria Teresa Lascaris Ventimiglia aux époux De Gubernatis et à d'autres propriétaires, concernant le droit d'utiliser les moulins à huile et à farine de Gorbio sans payer la redevance (7 décembre 1777 - 14 février 1778)
- l'attribution au président du sénat du projet de mariage entre Ludovico Andrea Ribotti et Costanza Baldoini di Clanzo, le père de l'époux étant le curateur de la jeune fille (15 février - 23 mars 1778)
- les dispositions visant à supprimer les abus en matière de mise en bière et ensevelissement des morts (27 mars - 10 avril, 22 avril, 29 mai, 24 juillet, 31 juillet - 14 août 1778)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le chanoine Onorato Verani Masin à la comtesse Maria Ludovica Mirapelli épouse Guiglionda del Borgo au sujet de l'érection d'une chapellenie (11 janvier - 14 avril 1778)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Maria Camilla Cason à son neveu Fabrizio pour le paiement de la dot (22 février - 23 mai 1778)
- la nomination d'Onorato Clary, secrétaire substitut du sénat, en qualité de secrétaire effectif lors du décès de son père Gio. Ludovico (20 mars - 30 mai 1778, 11 juin 1781)
- la compétence, attribuée au président du sénat, de dispenser la mineure Gioanna Maria Laurenti des formalités de la loi afin de lui permettre de vendre sa part des moulins de La Roquette-du-Var au marquis, ministre et vice-roi de Sardaigne Giuseppe Lascaris (24 mai - 3 juin 1778)
- l'autorisation accordée à Maria Maddalena Rostagni de faire appel au sénat de la sentence rendue par le préfet de Nice dans le litige l'opposant à Ludovico et Onorato Malaussena (14 juin - 18 juillet 1778, 27 août - 30 septembre 1780)
- la concession de patentes d'immunité prévues pour les familles dépassant douze enfants, demandée par le notaire Onorato Matteo Feraudi (21 février - 1er août 1778)
- l'attribution au sénateur Trinchieri de la compétence d'interdire au comte Agostino Calzamiglia di Villaguardia l'administration de ses biens, vu sa prodigalité, demandée par son oncle, le marquis Antonio Alli Maccarani et son épouse Sofia Elisabetta, née Villeneuve Flayosc (6 septembre - 21 octobre 1778, 12 septembre 1779 - 14 janvier 1780)
- la requête de tapisseries et d'un portrait du roi Victor Amédée III pour la salle des audiences du sénat (23-25 janvier 1779)
- l'attribution au sénateur Leotardi du différend opposant le capitaine Pietro Domenico Daudiffret à son beau-père Gio. Battista Fulconis pour le paiement de la dot (7 février - 12 avril 1779)
- la concession d'une pension annuelle au président du sénat Lovera De Maria (12 février 1779)
- la permission accordée à quelques habitants de Breil de faire appel au sénat d'une sentence rendue par l'intendant général en matière de délits forestiers (28 février - 10 avril 1779)
- l'attribution au sénat de Nice du litige opposant Marco Antonio Pons à la communauté de Puget-Rostang au sujet de la propriété d'un bien-fonds (28 février - 10 avril 1779)
- la nomination de Francesco De Giovanni en qualité de chirurgien des prisons du sénat en remplacement d'Onorato Puons, décédé (14 mai - 1er juin 1779)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant le consul d'Espagne Antonio San Pietro à son fils Onorato, à son beau-frère et à son gendre, ses associés dans une société commerciale, les soupçonant de malversations (16 mai - 21 juin 1779)
- la nomination de Pietro Antonio Saisi en qualité de sénateur (10 novembre 1778 - 2 juillet 1779)
- l'attribution au sénat du différend opposant Maria Gerolama Marsucco à son frère Giovanni pour la constitution de la dot (9 juillet - 3 septembre 1779)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Gio. Battista et Giacomo Antonio Maistre di Castelgrana e Carras, oncle et neveu, le premier officier, le second substitut de procureur général au baron Pietro Roissard di Bellet, au sujet de la propriété d'un jardin avec chapelle sis à Bellet (27 juin - 18 septembre 1779)
- l'attribution au sénat du différend opposant le capitaine Gio. Giuseppe Martini à sa soeur et à son neveu concernant une donation (13 juillet - 14 septembre 1779)
- l'attribution au président du sénat d'un litige relatif au remboursement d'un capital dû par la communauté du Touët, demandée par le prêtre Giovanni Cauvin de ce lieu (10 septembre - 2 octobre 1779)
- l'attribution au sénat d'un procès en appel opposant Angelica Maria Moissina épouse Thaon à des créanciers de son mari, frappé d'incapacité pour prodigalité (1er août - 23 octobre 1779)

- l'attribution au sénat, assisté des avocats Guiglionda del Borgo et Gio. Battista Verani, du litige opposant le baron Giuseppe Francesco Carlo Ricci des Ferres, en sa qualité de préfet de Nice, à la communauté de Contes, à Gio. Andrea Camosso et à Maddalena Albin veuve Penchienat à la suite d'une sentence rendue par lui et déclarée nulle (10-29 octobre 1779)
- l'attribution au sénat du litige opposant la communauté de Roure à certains particuliers de Saint-Sauveur possédant des terres sur le territoire de Roure, pour les astreindre au paiement de taxes et impôts (22 août - 17 novembre 1779)
- l'attribution au sénateur et juge du Consulat Trinchieri du différend opposant la société commerciale de Barcelonnette établie à Oneglia (Oneille) sous le nom de « Manuel frères » à Giuseppe et Pietro Blengini de Breil au sujet du non-respect d'une convention d'apprentissage (5 septembre - 17 décembre 1779)
- l'attribution à l'avocat fiscal général Reggio du différend opposant Antonio Maurel à Claudio Chanson, négociants français, pour la fixation d'une dot congrue pour la fille de Maurel promise à Chanson (14-20 décembre 1779)
- l'attribution au président du sénat d'une affaire, jugée d'abord par le vice-intendant, opposant Gio. Battista Salvator à la communauté de Puget-Thénières pour l'évaluation cadastrale de terrains, longeant la route royale du Var, submergés par les crues du fleuve (19 septembre - 3 janvier 1780, 18-28 février 1780)
- l'attribution au sénat du différend opposant le prieur de l'église paroissiale de Rimplas Gio. Paolo Veglio à ses sœurs au sujet du partage de l'héritage maternel (30 janvier - 13 mars 1780)
- la nomination à Nice du vassal Antonio Gaetano Achiardi, sénateur près du sénat de Savoie (29 février - 10 avril 1780)
- les nominations des sénateurs Gio. Luigi Leotardi et Gio. Ludovico Raynardi en qualité de juges légaux au Magistrat du Consulat (16 mai - 3 juin 1780)
- l'attribution au sénateur Leotardi du litige opposant Anna Maria Lucrezia Thaon veuve Bonet à sa fille Paola Maria Teresa épouse Faraut, pour la fixation d'une dot congrue (30 avril - 3 juin 1780)
- la nomination de l'avocat Gaspare Antonio Berardi, ancien substitut de l'avocat des pauvres, en qualité de substitut de l'avocat fiscal général (16 mai - 5 juin 1780)
- la concession du titre, grade et ancienneté de président du sénat pour le sénateur Pietro Flaminio Trinchieri di Sant'Antonino (16 mai - 5 juin 1780)
- la nomination de l'avocat Gaspare Rey en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat fiscal général (16 mai - 9 juin 1780)
- la nomination du vassal Carlo Anselmo Martini di Castelnuovo, ancien substitut surnuméraire de l'avocat fiscal général, en qualité de substitut effectif (16 mai - 12 juin 1780)
- la nomination du chevalier Antonio Onorato De Orestis, ancien substitut surnuméraire de l'avocat des pauvres, en qualité de substitut effectif (16 mai - 16 juin 1780)
- l'attribution au sénat du litige opposant les frère et sœurs Belleudi de Saint-Étienne à leur frère, le prêtre Ludovico Sebastiano Belleudi au sujet du partage de l'héritage (14 mai - 20 juin 1780)
- la nomination de l'avocat Pietro Antonio Saisi en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat des pauvres (16 mai - 1er juillet 1780)
- la concession de la retraite, du grade et titre de sénateur pour le vassal Gio. Antonio Leotardi di Boyon, substitut de l'avocat fiscal général (16 mai - 1er juillet 1780)
- la nomination du chevalier Gio. Battista Mattone di Benevello, ancien vice-intendant et conservateur du tabellion, en qualité de juge légal au Consulat (16 mai - 3 juillet 1780)
- la nomination du comte Teofilo Langosco di Langosco en qualité de sénateur (16 mai - 29 juillet 1780)
- une augmentation de rémunération pour le substitut de l'avocat fiscal général Carlo Luigi Corvesi (4 juin 1780)
- la nomination de l'avocat fiscal général et du chevalier Mattone di Benevello, en qualité de juges supplémentaires, pour le procès opposant le vassal Onorato De Cameran au comte Pietro Luigi Caissotti di Robion et à Francesco Ramorino (27 août - 7 octobre 1780)
- la supplique de Gio. Battista Audifredi, maître auditeur honoraire de la Chambre royale, demandant l'attribution du litige qui l'oppose à son frère pour le paiement de pensions, au rapporteur du procès (17 janvier - 21 octobre 1780)
- l'attribution au président du sénat d'une affaire opposant le vicaire de la paroisse de Villefranche Pietro Maria Ardisson à Onorato Orazio Lenchantin au sujet de l'administration de l'héritage laissé à ce dernier par sa mère (17 septembre - 4 novembre 1780)
- la compétence attribuée au préfet de Nice Ricci des Ferres d'interdire à Giuseppe D'André l'administration de ses biens, vu sa prodigalité, et de la confier à sa femme Maria Maddalena Granella (10 novembre - 9 décembre 1780)

- l'attribution au sénat de la révision d'une ordonnance prononcée par le Magistrat du Consulat dans une affaire de vente de marchandises opposant Francesco Filippo Fatio, le négociant Luigi San Pietro (Saint-Pierre) et la société commerciale Leclerc, demandée par le médecin Vittorio Alberti mandataire de Fatio, ce dernier résidant en Floride (Amérique) (22 décembre 1780 - 9 janvier 1781)
- la compétence attribuée à l'avocat fiscal général de composer le litige opposant le monastère Sainte-Claire de Nice au tisserand Giacomo Raibaud à la suite de la surélévation de sa maison située à proximité du couvent (24 avril - 7 mai 1781)
- la compétence attribuée au juge ordinaire de Nice de procéder à l'encontre des créanciers du vassal Gio. Battista Mattone di Benevello et du négociant Luigi San Pietro au sujet du non-paiement de la location du théâtre de Nice (21 mai 1781)
- l'attribution au sénat du litige opposant le comte Tiberio Cesare Lascaris à Giuseppe Gastaldi concernant un droit de passage sur une terre, prétendue féodale, située à La Brigue (11 juin - 20 août 1781)
- la nomination du chevalier Gio. Ludovico Raiberti en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat fiscal général (10-28 août 1781)
- l'attribution au préfet d'Oneglia du litige opposant le chevalier Sardi de San Remo aux héritiers de Bartolomeo Allavena au sujet de créances (16 septembre - 10 décembre 1781)
- l'attribution au sénat du litige opposant la communauté de Breil au médecin Carlo Giuseppe Cottalorda au sujet de la construction d'un canal pour la dérivation des eaux de la Roya (18 novembre - 22 décembre 1781)
- la compétence attribuée au président du sénat de procéder à la répartition, parmi les riverains, des eaux de la fontaine dite du Temple (ou Saint-Martin) à Nice et des dépenses pour les réparations des canalisations (13 janvier - 18 février 1782)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant les prêtres de Perinaldo, d'Apricale et de Saorge à Giovanni Orenge au sujet de l'héritage du notaire Gio. Battista Botton, oncle d'Orenge, prévoyant un legs pour la tenue d'exercices spirituels annuels dans les divers villages (20 décembre 1778 - 16 mars 1782)
- l'attribution au Magistrat du Consulat du « giudizio di concorso » sur les biens de la société commerciale établie à Nice sous le nom de « David Moïse et fils », institué par ses créanciers (31 mars - 22 avril 1782)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Francesca Ramini di Castelnuovo à son mari l'avocat Antonio Francesco Todon pour l'augmentation de la pension alimentaire après séparation (30 décembre 1781 - 26 avril 1782)
- la concession du titre et grade de président et de surintendant des archives royales en faveur du chevalier Carlo Flaminio Raiberti faite par le roi le 8 mars 1771 mais enregistrée par le sénat le 30 avril 1782, Raiberti étant décédé au lendemain de la concession (30 avril 1782)
- la validation d'une obligation privée, rédigée par le sénateur et juge du Magistrat du Consulat Andrea Ratti, demandée par Lucrezia Arnulf épouse Bermondi de Drap (28 avril - 31 mai 1782)
- l'attribution au Magistrat du Consulat du « giudizio di concorso » institué par les créanciers de la société commerciale établie à Nice sous le nom de « Vierne et Veillon », en faillite (31 mai - 7 juin 1782)
- l'attribution au Magistrat du Consulat du « giudizio di concorso » institué sur les biens de la société commerciale de Nice, appartenant à Domenico Metrà, en faillite, demandée par les créanciers, dont la société existant à Torino (Turin) sous le nom de Gentile Gillio (12 mai - 17 juin 1782)

11/09/1774 - 17/06/1782

1 B 159

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des rescrits et billets royaux relatifs à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des mises du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques des particuliers, (24 mars 1782 - 8 mars 1788), 1 registre, concernant :
- l'attribution au président du sénat du différend opposant les frères Torrini di Fogassieras, nés du premier mariage du comte Giuseppe, à leur belle-mère et aux enfants nés du second mariage au sujet des dispositions testamentaires du comte (24 mars - 6 juillet 1782, 7 avril - 5 septembre 1785)
 - l'attribution au sénateur Raynardi du litige opposant Giuseppe Filippi au prêtre Antonio Giuseppe Brocardi (3 mai - 6 juillet 1782)
 - la nomination du sénateur Teofilo Langosco di Langosco en qualité d'avocat fiscal royal en Sardaigne (29 octobre 1782)
 - la nomination effective du notaire Giambattista Sauvaigo en qualité de procureur des pauvres, son prédécesseur Antonio Francesco Caissotto étant décédé en décembre 1782 (7 décembre 1782)
 - l'attribution au sénat, assisté de l'avocat fiscal général Reggio et de l'avocat Pietro Berardi, de la révision de la sentence prononcée dans le litige opposant les prêtre Giuseppe Giacinto Alberti et Francesco Imperiale Pastoris de Sospel au sujet de l'institution d'une chapellenie dans l'église Saint-Michel avec le jus patronatus en faveur des syndics de la ville (10 novembre 1782 - 18 janvier 1783, 4 juillet - 18 août 1784, 7 août 29 octobre 1785)

- l'attribution au président du sénat du différend opposant le négociant Giacomo De Andreis au couvent Saint-Dominique de Nice au sujet de la location d'une maison et jardin (29 décembre 1782 - 20 janvier 1783, 11 mai - 12 juillet 1783)
- la concession d'un délai supplémentaire pour engager la révision de la sentence concernant l'affaire de Francesco Filippo Fatio, demandée par le médecin Vittorio Alberti, son mandataire (22 novembre 1782 - 24 janvier 1783, 15 mai - 3 juin 1785, 31 mars - 21 avril 1786)
- l'attribution au sénat de la poursuite du litige opposant la communauté d'Aspremont à la comtesse Maria Margherita Borriglione veuve du baron Lascaris Castellar Ventimiglia et à baron Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia, au sujet des moulins (12 janvier - 11 février 1783, 23 novembre - 5 décembre 1783)
- la nomination de l'avocat Domenico Alberto Azuni, ancien vice-intendant général du comté de Nice, en qualité de juge légal près du Magistrat du Consulat (8 novembre 1782 - 14 mars 1783)
- l'attribution au préfet de Nice de tous les litiges susceptibles d'opposer le comte et chevalier de l'Annonciade Giuseppe Vincenzo Lascaris del Castellar, marquis de la Roquette et de Saint-Martin-du-Var, à ses fermiers et débiteurs, demandée par ledit comte en dépit des dispositions des Royales Constitutions (6-23 avril 1783)
- la concession pour le substitut de l'avocat des pauvres Pietro Antonio Saisi de donner des consultations et plaider pour les particuliers (27 décembre 1782 - 26 mai 1783)
- la nomination du chevalier Vincenzo Maria Busca en qualité de sénateur (22 novembre 1782 - 26 mai 1783)
- l'attribution au sénat, assisté de l'avocat fiscal général Reggio et des juges du Consulat, Mattone di Benevello et Azuni, de la révision de la sentence prononcée dans le litige opposant les sœurs Maria Luisa Mallon veuve Ordan et Maria Caterina épouse Massilia à leurs enfants, au sujet d'une donation (20 avril - 30 mai 1783)
- l'abolition de l'usage d'enterrer les morts dans l'intérieur de la ville de Nice, le règlement pour le transport des dépouilles dans le nouveau cimetière du château rédigé de concert par le premier consul et la confrérie de la Miséricorde et l'aménagement de reposoirs à proximité des églises (24 juin - 8 juillet, 12-19 juillet 1783)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Francesca Margherita De Bernardis épouse Filippi à son beau-frère pour le paiement d'une pension alimentaire, son mari l'ayant abandonnée (8 juin - 5 juillet 1783)
- la compétence, attribuée au président du sénat, de dispenser la comtesse Maria Giuseppa Ribotti, épouse Cais di Pierlas, des formalités de la loi afin de lui permettre de vendre les scieries et autres biens féodaux de La Roquette-du-Var au marquis et ministre Giuseppe Vincenzo Lascaris Castellar Ventimiglia (24 mai - 3 juin 1778)
- l'attribution au Magistrat du Consulat du « giudizio di concorso » institué sur les biens de la société commerciale Antonio Bringuier, en faillite, demandée par ses créanciers (24 août - 9 septembre 1783)
- la compétence, attribuée au président Trinchieri, de faciliter la vente d'une fabrique de savon, jouxtant une nouvelle maison construite à Nice par Giacomo Camos pour y loger les étrangers, refusée par les propriétaires de la fabrique (15 août - 13 septembre 1783)
- l'attribution au président Trinchieri du procès en appel opposant l'armurier Domenico Brun de Fossano à sa belle-fille pour la restitution des outils servant à sa profession, inventoriés pour payer les dettes de son fils décédé (7 septembre - 25 octobre 1783)
- l'attribution au Magistrat du Consulat du « giudizio di concorso » institué sur les biens de la société commerciale (notamment une fabrique de cuirs et une filature de soie), appartenant au négociant Gio. Battista Regis de Nice, en faillite, demandée par ses créanciers, dont Onorato Trans, le comte Gio. Antonio Guiglionda del Borgo et les négociants Onorato Mabil et Francesco Mattia Rampal (7-23 décembre 1783)
- l'attribution au sénateur Busca du différend opposant le prieur de Malaussène Claudio Antonio Garrel à ses frères, au sujet du partage de l'héritage (11 janvier - 14 mai 1784)
- l'attribution au sénateur Busca du différend opposant Maria Felice Lamberti veuve en secondes noces du chevalier de Saint-Louis Giovanni Durand di Sauze, envoyé par le roi de France en Guadeloupe, à son beau-frère Giovanni Giuseppe Durand della Penna au sujet de l'héritage de son mari (1er février - 14 mai 1784)
- l'attribution au sénat de l'appel d'une sentence prononcée par l'intendant général concernant la reconstruction d'un pont en bois sur le torrent dit la « Robina Oscura » sis à l'extrémité du territoire d'Aspremont et la répartition des dépenses effectuées, demandée par le substitut de l'avocat fiscal général Carlo Anselmo Martini di Castelnuovo, l'un des possesseurs des biens en emphytéose situés sur le territoire de Saint-Blaise, appartenant à l'abbaye de Saint-Pons (18 mars - 18 mai 1784)
- l'attribution au sénateur Leotardi du litige opposant Giuseppe Ros d'Utelle à son neveu au sujet d'un fidéicommiss (18 avril - 28 mai 1784)
- l'interdiction d'enterrer les morts dans l'intérieur de la ville de Guillaumes et dans les églises de son diocèse, souhaitée par l'évêque de Glandèves et décrétée par le roi (14 mai - juin 1784)

- l'attribution au sénat du litige opposant Benedetto Denegri de Torria, dans la principauté d'Oneglia, aux frères Gandolfo et à Gio. Antonio Tallone au sujet de la propriété d'un bien-fonds (16 mai - 12 juin 1784, 21 août - 24 septembre 1785)
- la concession du titre et grade de préfet pour l'avocat fiscal provincial d'Oneglia Giuseppe Morra (12-30 octobre 1784)
- la désignation de l'avocat fiscal général Reggio pour juger l'affaire opposant Filippo Ratti de Roma (Rome) au sénateur Andrea Ratti, en remplacement du sénateur Achiardi, apparenté à l'une des parties (3 octobre - 6 novembre 1784)
- la compétence attribuée au président du sénat d'autoriser Francesca Ramini di Castelnuovo épouse Todon d'aliéner des biens de la dot (7 novembre - 18 décembre 1784, 12 juin - 16 juillet 1785)
- la nomination de l'avocat Gio. Flaminio Verani, vice-auditeur général de guerre, en qualité d'assesseur du Magistrat de la réforme des études dans la ville de Nice, en remplacement de l'avocat Berardi, décédé (26 novembre - 30 décembre 1784)
- l'attribution au sénat de la révision d'une sentence du Magistrat du Consulat prononcée dans le litige opposant le négociant Gio. Andrea Blavet de Villefranche à Carlo Gautier (5 décembre 1784 - 11 janvier 1785)
- la concession du titre et grade de préfet pour l'avocat Pietro Giovanni Giacomo Leotardi, juge de la ville de Guillaumes (4 février - 16 mars 1785)
- l'attribution au sénateur Busca du différend opposant le recteur Gio. Battista Rossi et les prieurs de la chapelle champêtre sous le titre de Sainte-Marguerite de Magnan dans la campagne de Nice aux habitants dudit lieu au sujet d'une convention intervenue entre eux pour la construction d'un moulin à huile, pour le compte de la chapelle, sur le terrain des particuliers mais prévoyant en compensation le non-paiement de deux messes (6 février - 21 mars 1785)
- l'attribution au sénat, assisté de l'avocat des pauvres Passeroni, du préfet Botteri, du substitut de l'avocat fiscal général Corvesi et de l'avocat De Giudici, du litige opposant Andrea Ribotti à l'avocat Vittorio Amedeo Denans (De Nans), en tant qu'héritier d'Isabella Leotardi di Boyon (6 mars - 8 avril 1785)
- l'autorisation accordée au baron Corporandi d'Auvare, coseigneur de La Croix, d'enterrer les membres de sa famille dans la chapelle Notre-Dame, attenante au cimetière de la paroisse en dépit des dispositions prises en mai 1784 (22 juillet - 6 août 1785)
- l'attribution au sénat des litiges opposant Caterina Suauda épouse Bosio au banquier des sels Francesco Andrea Blengini et au directeur des Gabelles Royales Gio. Battista Audifredi au sujet du paiement du loyer dû pour le stockage du sel (15 juillet - 18 août 1785)
- l'attribution au sénat du litige opposant le comte Gio. Gerolamo Tondut alias Peyre della Costa au comte Gio. Antonio Guiglionda del Borgo au sujet de la surélévation d'une maison sise sur la place du palc à Nice (21 août - 10 septembre 1785)
- l'attribution au sénateur Busca du différend opposant les frères Coppon pour le partage de l'héritage de leur père, le négociant Antonio (4-24 septembre 1785)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant l'officier écossais Giuseppe Gardener aux héritier de Gio. Battista Rubini au sujet d'une créance (31 juillet - 22 septembre 1785)
- l'attribution au sénateur Achiardi di San Leger du différend opposant le prêtre Gio. Battista Massa à son père au sujet de la constitution d'un patrimoine clérical (21 août - 24 septembre 1785)
- l'agrandissement des prisons, demandé par le sénat, contenant également une pièce comptable du 25 février 1785 détaillant les maisons louées pour le logement de la famille de justice et le montant des frais de location (2 janvier 1786)
- la nomination du chapelain du sénat en faveur du prêtre Gio. Francesco Franco en remplacement du prêtre Giuseppe Pietro Casimiro Fighiera, décédé (27 septembre 1785 - 23 janvier 1786)
- la reconnaissance de la descendance légitime de Vincenzo De Masini des frères Gio. Francesco, Gio. Michele et Giacomo Camillo De Masini (4-7 février 1786)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le notaire Giuseppe Sauvan de Puget-Théniers au notaire Francesco D'Amicis au sujet de diffamation (5 février - 6 mars 1786)
- la nomination Gio. Battista Mattone di Benevello en qualité de sénateur (17 février - 22 mars 1786)
- la compétence attribuée au préfet de Nice d'aliéner une parties des biens de la dot pour faire face à des dettes demandée par Giacomo Vanderbrouque et son épouse Rosa Maria Isnardi (30 octobre 1785 - 3 avril 1786)
- l'attribution au président Trinchieri di Sant'Antonino du litige opposant les frères Troffimo, Andrea et Vittore Sasserno' à leur mère et à leurs frères au sujet d'un héritage (31 mars - 19 avril 1786)
- la dispense accordée au préfet de Nice, Gio. Antonio Botteri, de rédiger les sentences rendues, étant invalide (12 février - 19 avril 1786)
- la concession du titre, grade et dignité de premier président au président en chef Lovera De Maria (30 décembre 1785 - 7 janvier 1786)
- l'attribution au sénat de la révision de la sentence prononcée par le Magistrat du Consulat dans le litige opposant Francesca Giausseran veuve Cagnoli au médecin Gio. Andrea Raiberti et Agata Maria Ingiardi (26 mars - 29 avril 1786)

- l'attribution au préfet d'Oneglia du litige opposant Gio. Battista Abbo de Chiusavecchia à sa soeur et à des particuliers de ce lieu au sujet de la vente des biens lui revenant de l'héritage paternel (2 octobre 1785 - 19 mai 1786)
- l'attribution au sénat de la poursuite du litige concernant le « giudizio di concorso » sur les biens d'Onorato Guiglionda demandée par Maria Vittoria Asso veuve Grinda (26 mars - 19 mai 1786)
- l'attribution au sénat du litige opposant Maria Teresa Scoffier à son mari et aux créanciers de son mari (28 novembre 1785 - 19 mai 1786, 27 octobre - 20 novembre 1786)
- la validation de l'expertise d'une terre à Bellet, près de Nice, faisant partie de la dotation de la chapellenie érigée par Bartolomeo Rosso dans la cathédrale, sous le titre de Saint-Barthélemy, demandée par l'ancien prieur de Bouyon Gio. Battista Michelis (23 avril - 22 mai 1786)
- l'attribution au sénat du litige issu de l'héritage de Domenico Mattiauda de Bardineto, demandée par son petit-fils (12 mars - 26 mai 1786)
- l'attribution au conseiller d'État Valle du litige opposant les époux Alziari di Malaussena au médecin Carlo Giuseppe Cottalorda et à son fils le prêtre Luigi et au prêtre Gio. Paolo Cauvin, au sujet de l'administration du patrimoine de Maria Maddalena Alziari et la fixation de sa dot (29 janvier - 12 mai 1786)
- la révision de la sentence prononcée par le sénat dans le « giudizio di concorso » sur les biens de Carlo Millo demandée par ses frères Clemente et Agostino Millo (31 octobre 1785 - 28 avril 1786)
- l'interdiction pour les créanciers du vermicellier Pio Francesco Salvi de le poursuivre pour ses dettes (14-30 mai 1786)
- la régularisation d'actes de la procédure dans le procès opposant Giuseppe Maulandi et le notaire Pietro Alessandro Fossati à Giuseppe Massiera (14 mai - 12 juin 1786)
- la compétence attribuée au préfet de Nice Botteri de vérifier une convention verbale conclue entre Benedetto Faraut et Tommaso Passeroni pour l'estimation de biens (7 mai - 17 juin 1786)
- la compétence attribuée au sénat d'accorder à Gio. Battista Lombardi le droit de renoncer à l'héritage paternel malgré les délais échus (2 avril - 20 juin 1786)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par le prêtre et vassal Lorenzo Martini di Castelnovo afin de procéder à la description des biens d'un fidéicommiss appartenant à un oncle décédé (19 mars - 1er juillet 1786)
- l'attribution au préfet de Sospel du différend opposant Gio. Vittorio Bianchi de Peille à son père pour la constitution d'une dot congrue pour sa fille (16 avril - 1er juillet 1786, 15 octobre - 4 novembre 1786)
- la validation d'une quittance demandée par les frères Massotti (23 avril - 1er juillet 1786)
- la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel au sénat d'une sentence du préfet de Sospel, demandée par Bartolomeo Buchione (4 juin - 1er juillet 1786)
- l'union des confréries érigées à Nice sous les titres du Très-Saint-Nom-de-Jésus et du Saint-Esprit sollicitée par les prieurs pour pallier le manque du chapelain et les vols constatés dans le mont de piété, contenant des délibérations des confréries du 29 décembre 1782 et du 23 avril 1786 (23 juin - 15 juillet 1786)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Onorata Michel épouse Filippi de Rimplas à Gio. Battista Guigo concernant un legs (25 juin - 18 août 1786)
- la validation d'une donation faite par ses parents lors de son mariage avec Caterina Felicita Silvia Dedons de Pierrefeu demandée par le vassal et officier Giuseppe Torrini di Fogassieras (28 mai - 19 août 1786)
- l'attribution au sénat du différend opposant le baron Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia, comte d'Aspremont, aux particuliers dudit Aspremont, au sujet du paiement du droit de fouflage sur les grains et les légumes secs (30 juillet - 21 août 1786)
- la possibilité de faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le préfet de Sospel dans un litige opposant Gio. Maria et Giacomo Liberale à Bernardino Moro (4-25 août 1786)
- la concession de délais supplémentaires pour faire appel au sénat d'une sentence du juge de Sospel (30 juin - 1er septembre 1786)
- l'autorisation pour la congrégation de charité, érigée à Saint-Étienne, de vendre aux enchères les biens laissés par les frères Isoardi (11 juillet - 1er septembre 1786, 11 septembre 1786, 21 février 1786, 24 novembre 1786 - 20 janvier 1787, 21 janvier - 16 février 1788)
- l'attribution au sénat du litige opposant Bianca Maria Gandolfo veuve Tomatis aux époux Gherzi de Chiusanico au sujet du partage de biens soumis à fidéicommiss (30 juillet - 5 septembre 1786)
- la validation d'une donation demandée par les époux Deri de Sospel (16 juillet - 12 septembre 1786)
- la validation d'actes concernant la succession de Francesco Antonio Ginesi, demandée par le cordonnier Michele Grinda (20 août - 23 septembre 1786, 12 août - 13 octobre 1787)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Rachele Giordano et son mari Edmondo Carlo Cotter au père de ce dernier, commandant de la province, au sujet du paiement d'une pension alimentaire promise (13 août - 30 septembre 1786)

- l'attribution au préfet de Nice du différend opposant le comte Cesare Lovera De Maria, président en chef du sénat, à des créanciers, au sujet du paiement du droit de trézin dans son fief (27 août - 7 octobre 1786)
- la validation d'une donation demandée par les époux Veran de L'Escarène (27 août - 28 octobre 1786)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par Marco Pastorelli de La Brigue pour racheter une partie de sa maison (30 juillet - 28 octobre 1786)
- les dépenses engagées pour des travaux aux archives et au secrétariat du palais sénatorial (4-8 novembre 1786)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Carlo Gilli à ses proches concernant un héritage (13 octobre - 24 novembre 1786)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par Annibale Cotta et Onorato Montolivo pour bénéficier de la qualité d'héritiers du capitaine Francesco Cotta Bonvillar (22 octobre - 6 décembre 1786)
- la validation d'une donation demandée par Gio. Battista Liautaud de Guillaumes (20 août - 19 décembre 1786)
- l'attribution au sénateur Busca du litige opposant les frères Verani à leur neveu Luigi Nicola Verani au sujet de créances (3-29 décembre 1786, 1er-28 juillet 1787)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant Orazio Giuseppe Fidele aux frères Giuseppe et Onorato Clary au sujet de la délimitation de leurs biens-fonds près de Saint-Pons à Nice (12 novembre - 29 décembre 1786)
- la nomination de l'avocat Nicola Maria De Gubernatis en qualité d'avocat des pauvres dans la ville de Sospel (29 décembre 1786 - 1er janvier 1787)
- la concession de patentes d'immunité prévues pour les familles dépassant douze enfants, demandée par Giuseppe Giuge et son épouse Maria Ludovica Cristini, habitant Valdeblore (8 mai - 29 décembre 1786)
- la validation d'un acte portant cession d'un terrain sis à Saint-Martin-du-Var demandée par les frères Gio. Battista et Ludovico Verola (17 novembre 1786 - 5 janvier 1787)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant le chevalier Antonio Francesco Croze de Lincel aux détenteurs des biens emphytéotiques de la commanderie de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem de Nice (8 octobre 1786 - 17 janvier 1787)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter une terre demandée par Gio. Battista Gantelme (21 décembre 1786 - 27 janvier 1787)
- l'attribution au sénat du procès en appel opposant la famille Ramoino de Sarola dans la province d'Oneglia à Bernardo Ghersi concernant l'achat des outils d'un moulin à huile et des droits de broyer les olives (26 octobre - 10 décembre 1786)
- l'attribution au sénat du litige opposant Francesco Alberti de Tende à Carlo Antonio Lanteri de Verdeggia au sujet de la vente d'une maison (5 novembre 1786 - 30 janvier 1787)
- la compétence attribuée au sénat d'accorder au comte Gio. Gerolamo Tondut alias Peyre della Costa l'autorisation de vendre des capitaux placés à Roma (Rome) et à Venezia (Venise) et de les investir dans la construction de magasins à Nice (22 janvier - 3 février, 3-5 mars, 17 novembre 1787)
- la concession du titre, grade et dignité de préfet en faveur de l'avocat Pietro Francesco Milon di Verriillon, ancien vice-préfet de la ville de Nice (12 janvier - 5 février 1787)
- l'attribution au sénat du litige opposant Giovanni Ramella de Borghetto dans la principauté d'Oneglia à Francesco Rosso de Villaguardia au sujet d'une vente d'huile (20 octobre 1786 - 12 février 1787)
- l'attribution au préfet d'Oneglia du différend opposant Maria Angelica Gorgo, épouse Verda, de Pontedassio dans la province d'Oneglia, à son père, pour la constitution d'une dot congrue (12 novembre 1784 - 23 février 1787)
- l'autorisation de procéder à l'inventaire des biens, laissés par le comte Luigi Stanislao Caissotti di Robion, sans formalités, demandée par sa veuve, la comtesse Luisa Sanvitale, en qualité de tutrice de ses enfants mineurs (18 février - 2 mars 1787)
- la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel accordée à Gio. Battista Maistre dans le procès l'opposant à son neveu, au sujet de l'héritage de son père (18 février - 16 mars 1787)
- la validation d'une écriture rédigée en 1783 lors du mariage de l'avocat Giuseppe Saisi avec Teresa Todon (11 août 1786 - 24 mars 1787)
- la validation d'une donation demandée par Francesco Melior de Sospel (5 janvier - 31 mars 1787)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Maria Orengo, substitut du procureur général du commerce, en qualité de juge légal surnuméraire au Magistrat du Consulat de Nice (25 mai - 12 juin 1787)
- la nomination de l'avocat Pietro Antonio Cauvin en qualité de substitut du procureur général du commerce près du Magistrat du Consulat de Nice (25 mai - 18 juin 1787)
- la validation d'une donation demandée par Maria Maddalena Moschetti (6 mai - 23 juin 1787)
- la possibilité de bénéficier d'un legs malgré les délais échus, demandée par Gio. Stefano Bengonzo de Borgo Maro, émigré en Martinique (11 mai - 7 juillet 1787)

- l'attribution au sénat du différend opposant Pietro Antonio Tiberti de Castellar à ses fils au sujet d'une donation concédée à l'un de ses fils (27 mai - 7 juillet 1787)
- la concession de délai supplémentaire permettant au prêtre Ambrogio Genovese et à son neveu de renoncer à un héritage (12 juin - 7 juillet 1787)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter un terrain, demandée par Pietro Pacchiaudi de Pigna (20 mai - 7 juillet 1787)
- la nomination du chevalier Filippo Giuseppe Ballard di Roccafranca en qualité de sénateur (6 avril - 7 juillet 1787)
- la nomination du vassal Carlo Luigi Corvesi, ancien substitut de l'avocat fiscal général, en qualité de sénateur surnuméraire (22 juin - 7 juillet, 27 juillet 1787)
- la nomination de l'avocat Gaspare Rey en qualité de substitut effectif de l'avocat fiscal général (22 juin - 7 juillet, 27 juillet 1787)
- la nomination du chevalier Gio. Luigi Raiberti en qualité de substitut effectif de l'avocat fiscal général (22 juin - 14 juillet 1787)
- la concession d'un délai supplémentaire pour permettre à Giacomo (Jacques) Guis de Grasse d'accepter l'héritage de son frère avec bénéfice d'inventaire (20 mai - 14 juillet 1787)
- la nomination du chevalier Antonio De Orestis di Castelnuovo en qualité d'avocat des pauvres (22 juin - 21 juillet 1787)
- la possibilité de faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le préfet de Nice dans un procès opposant Giuseppe Lacomba au juif Giacob Astruch concernant la saisie d'appartements (8 juillet - 4 août 1787)
- la possibilité de faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le lieutenant-juge de Nice dans un procès opposant le chirurgien Giuseppe Bianchi de L'Escarène à Michele Grinda pour créances (20 mai - 4 août 1787)
- la validation d'actes et sentences produits par le juge de La Croix et l'attribution au sénat du litige existant entre Giovanni Michele, Giuseppe Raibaud et le notaire Giuseppe Domenico Aillaud (13 mai - 22 septembre 1787)
- la possibilité de faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le lieutenant-juge de Nice dans un procès opposant le négociant en cuivre Giovanni Tocci, habitant à Cuneo, à Onorato Filippi d'Entraunes au sujet du paiement d'une vente de cuivre (12 août - 22 septembre 1787)
- l'attribution au président Trinchieri du différend opposant le notaire Michelangelo Bianchi de Roubion, acheteur des revenus annuels des biens revenant à la commanderie de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare érigée à la lisière des territoires de Lantosque, La Bollène et Roquebillière, sous le titre de Sainte-Marie-de-Gordolon, aux détenteurs de ces biens, Trinchieri étant auditeur de l'ordre pour le comté de Nice avant la sécularisation desdits biens (1er juillet - 29 septembre 1787)
- la possibilité de faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le préfet de Nice dans un procès opposant le maître maçon Pietro Boet à Gio. Luigi Millo au sujet de créances (6 août - 29 septembre 1787)
- la concession du titre et grade de sénateur pour le baron Ludovico Passeroni di Castelnuovo, avocat des pauvres, faite par le roi le 16 mai 1780 et enregistrée par le sénat en 1787 (13 octobre - 17 novembre 1787)
- la validation d'une donation demandée par Michelangelo Giraldi de Dolceacqua (22 juillet - 17 novembre 1787)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Agnese Desportes, fille naturelle de Pierre Desportes de Bernis, épouse du négociant Giovanni Berchout, à Ignazio Uberti et à Francesco Ingigliardi au sujet du bail d'une maison servant d'auberge à L'Escarène et de la vente du mobilier effectuée par son mari sans son accord (19 août - 20 novembre 1787)
- l'attribution au sénat du litige opposant Maria Francesca Gautier épouse Millo à ses frères au sujet du partage de l'héritage familial (18 novembre - 10 décembre 1787)
- l'attribution au sénat du différend opposant Giacomo Vanderbrouque et son épouse Rosa Maria Isnardi à la confrérie de la Miséricorde de Nice au sujet de l'exécution du testament du prêtre Gerolamo Marcello Isnardi (19 août - 15 décembre 1787)
- la concession de délai supplémentaire permettant à Ludovico Fianson de poursuivre le litige à l'encontre du notaire Clemente Onorato Gassin pour le paiement de ferraille (25 novembre 1787 - 7 janvier 1788)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant Giulio Sauvaigo à Cesare Garibo concernant la propriété d'une terre située à Carabacel près de Nice et la validation d'un acte d'expertise (23 décembre 1787 - 16 janvier 1788)
- la nomination de l'avocat Pietro Antonio Raibaudi en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat des pauvres (11 décembre 1787 - 26 janvier 1788)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter une maison donnée en paiement à la société commerciale sous le nom de Gio. Francesco Gibert de Nice, demandée par le maître maçon Gaspare Morraglia (27 janvier - 22 février 1788)

- la compétence attribuée au sénat d'évaluer la vente d'une maison sise à Nice, faisant partie de la dot, envisagée par Margherita Gioffredo épouse Doneudo en faveur de l'avocat Gio. Francesco D'André (13 janvier - 1er mars 1788)
- la validation d'une donation demandée par Giacomo Gastaldi de La Turbie (6 janvier - 8 mars 1788)
24/03/1782 - 08/03/1788

1 B 160

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des rescrits et billets royaux relatifs à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des mises du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques des particuliers, (11 janvier 1788 - 7 mars 1791), 1 registre, concernant :
- la validation d'une donation demandée par les époux Bianchi de Peille (11 janvier - 8 mars 1788)
 - la possibilité pour le commis des postes Bartolomeo Buchione de faire appel au sénat d'une ordonnance du préfet de Sospel le condamnant au paiement d'indemnités dans l'affaire l'opposant à Michele Saramito à la suite d'un accident avec un mulet (3 février - 26 mars 1788)
 - la concession d'un délai supplémentaire permettant à Angelo Tiranti de racheter une maison vendue à Antonio Rebaudo (20 février - 23 mars 1788)
 - la validation d'une donation demandée par Maria Ludovica Fighiera veuve Robin (17 février - 26 mars 1788)
 - l'attribution au préfet de Nice Botteri de l'affaire opposant les sœurs Bonifaci à Gio. Paolo Bonifaci au sujet d'un héritage (21-31 mars 1788)
 - la validation d'une promesse verbale demandée par les époux Camos de Contes (24 février - 1er avril 1788)
 - la concession d'un délai supplémentaire permettant à Ludovico Fianson de poursuivre le litige à l'encontre du notaire Clemente Onorato Gassin pour le paiement de ferraille (9 mars - 7 avril 1788)
 - la concession d'un délai supplémentaire pour refuser l'héritage paternel demandée par le prêtre Gio. Battista Orengo de Pigna (6 janvier - 11 avril 1788)
 - la concession d'un délai supplémentaire pour refuser l'héritage d'un oncle demandée par Paolo Veran (2 mars - 18 avril 1788)
 - la validation d'une donation demandée par les époux Capatti de Coaraze dans la province de Sospel (13 janvier - 9 mai 1788)
 - l'attribution au sénat d'une affaire opposant Maria Mellana veuve Giacomini à son beau-frère au sujet d'un acte de cession de biens immeubles entaché de nullité (4-23 mai 1788)
 - l'attribution au sénateur Achiardi du procès en appel opposant le négociant Luigi Raynaud à Clara Guiglia pour le paiement de tissus (27 avril - 24 mai 1788)
 - la nomination du chevalier Antonio Onorato De Orestis en qualité d'avocat des pauvres (9 mai - 30 mai, 9 juin 1788)
 - l'attribution au sénateur Leotardi du différend opposant le baron Gio. Battista Rimber (Rimbert) di San Sebastiano de Villefranche à son père pour le versement d'une pension alimentaire et la succession du baron Antonio Rimber (18 mai - 3 juin 1788)
 - la nomination du baron Ludovico Passeroni di Castelnuovo en qualité de sénateur surnuméraire (9 mai - 7 juin, 17 juin 1788)
 - l'attribution au sénat de la vente d'un appartement sis à Nice demandée par les époux Buffa, résidant à Girgenti dans le royaume de Napoli (Naples), bien que faisant partie des biens dotaux (11 mars - 14 juin 1788)
 - l'attribution au sénat du procès en appel opposant Paolo Benedetto Tortello de Chiusanico à son neveu au sujet d'un héritage (4 mai - 14 juin 1788)
 - la validation d'un pacte verbal concernant le rachat d'une terre, demandée par Ludovico Fassi du Figaret d'Utelle (27 avril - 16 juin 1788)
 - l'attribution au préfet d'Oneglia (Oneille) de la succession de Giuseppe Ferrari, demandée par les sœurs Vittoria et Violante Ferrari (2 novembre 1787 - 20 juin 1788)
 - la validation de donations et constitution de dot demandée par Anna Maria Leotardi épouse Ramin, fille naturelle du comte Gio. Antonio Leotardi di Pierlas (18 novembre 1787 - 21 juin 1788)
 - la désignation du professeur de philosophie morale et abbé de San Giacomo della Bessa Francesco Ferrero en qualité d'économiste général des évêchés, abbayes et bénéfices de nomination royale (4 juillet - 4 août 1788)
 - l'arrêt des poursuites engagées par ses créanciers demandé par le marchand de bois Carlo Andrea Robini de Lantosque (8 février - 2 août 1788)
 - la validation d'une donation faite à sa mère, demandée par Gio. Battista Rey de Breil (15 juin - 18 août 1788)
 - la validation d'une dation en paiement, prévoyant la cession de biens immeubles situés près de la frontière et pour cela susceptibles de confiscation, demandée par Bianca Maria Carli veuve Maccagli, native de Taggia dans la République de Genova (Gênes), mais habitant à Loano (24 juin - 18 août 1788)

- la concession de l'immunité demandée par Orazio Blancardi de Castillon, étant père de douze enfants (13 septembre 1787 - 18 août 1788)
- la validation d'une donation demandée par Dionigio Giaume de L'Escarène (29 juin - 22 août 1788)
- la concession d'un juge supplémentaire pour la poursuite du procès de révision opposant Andrea Ribotti de Rigaud à Vittorio Amedeo Denans (De Nans) et à l'avocat Giuseppe Fighiera (13 juillet - 25 août 1788, 12 avril - 8 mai 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par Maria Maddalena Amoretti veuve Vachieri d'Oneglia pour accepter l'héritage paternel et l'attribution au sénat du litige l'opposant au couvent des Pères Augustins d'Oneglia à propos de la propriété d'un magasin (27 juillet - 26 août 1788)
- la concession d'un délai supplémentaire pour poursuivre le litige, attribué au sénat, opposant le comte Gio. Battista Garidelli di Quincinetto et son oncle le chanoine Giuseppe Ignazio à Francesco Torrini au sujet de la propriété d'un terrain situé près de leur maison à Nice (20 juillet - 26 août 1788)
- l'attribution au président du sénat du litige opposant le prêtre Pietro Maria Ardissonne, prieur de l'église paroissiale de Villefranche, à Onorato Ignazio Lanchantin concernant l'administration de l'héritage de Gioanna Francesca Barriera veuve Lanchantin et le paiement d'un viager (3 août - 12 septembre 1788)
- l'attribution au sénat du litige opposant le notaire Carlo Francesco Musso à ses fils, à propos du paiement de la pension alimentaire (13 mars - 18 octobre 1788)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant la comtesse Maria Luigia Sanvitale veuve Caissotti di Robion à l'évêque de Glandèves, au feudataire et au curé d'Ascros à propos du paiement du casuel (5-25 octobre 1788)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par le médecin Bernardo Santa Maria, lui permettant de réclamer le paiement de ses honoraires (12-31 octobre 1788)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par la confrérie du Gonfalon, érigée à Villefranche sous le titre de Saint-Jérôme et administratrice de l'hôpital, pour refuser l'héritage du chevalier Giuseppe Furno di Piverone (7 septembre - 18 novembre 1788)
- l'attribution au sénat du litige opposant Maria Luigia Reverdit à son mari Orazio Daprosi, pour le paiement de la pension alimentaire après séparation et la restitution de ses effets personnels (20 avril - 18 novembre 1788)
- l'attribution au sénat de Nice, assisté par le préfet Botteri et par l'avocat Carlo De Giudici, de la révision de la sentence prononcée par le sénat le 27 janvier 1781 dans le procès opposant le vassal Onorato De Cameran au comte Pietro Luigi Stanislao Gallean alias Caissotti di Robion et à Francesco Ramorino, au sujet de l'utilisation des eaux du vallon de Gairaut (9 novembre - 5 décembre 1788)
- la nomination d'Antonio Francesco Conte en qualité de « sollicitatore » du fisc royal, en remplacement de Domenico Segurano (11 novembre - 10 décembre 1788)
- l'attribution au sénateur Achiardi du litige en appel opposant Antonio Filippo Dalloni de Lantosque à l'avocat Carlo Filippo Otto au sujet d'une créance (19 octobre - 10 décembre 1788)
- l'attribution au sénat de Nice, assisté par l'avocat fiscal général Reggio et par le préfet Botteri, de la révision des sentences prononcées dans le litige opposant Paola Gioanna Gugliera veuve Amei de Borgo Maro à Annunziata Anfossi et à Chiara Caterina Roggeri au sujet de la succession de Nicola Amei (29 janvier 1787 - 10 décembre 1788)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par l'arpenteur Gioachino Crosa de Graglia, près de Biella, résident à Nice, pour payer une créance (16 novembre - 16 décembre 1788)
- l'attribution au sénat du procès en appel opposant Gio. Battista Ramoino de Pontedassio, habitant à Bestagno, à Gerolamo Aschero au sujet de l'acquiescement de créances (4 juillet - 22 décembre 1788)
- l'autorisation concédée à Giovanni Stefano Ardissonne de Pontedassio de faire enregistrer des biens soumis à fidéicommis, malgré les délais échus, revendiqués en partie par le comte Andrea Ettore Calzamiglia di Villaguardia, contenant une description de ces biens (30 novembre 1788 - 23 janvier 1789)
- la nomination de l'avocat Francesco Antonio Saisi en qualité de substitut effectif de l'avocat des pauvres (9 mai 1788 - 30 janvier 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par les frères Giovanni et Gio. Battista Aicardi de Borgoratto, dans le marquisat du Maro, leur permettant de racheter un jardin (30 juillet 1788 - 30 janvier 1789)
- la validation d'un titre de créance et l'attribution au sénat des différends opposant le notaire Giacomo De Amicis d'Entraunes à son frère au sujet du partage des héritages paternel et maternel (28 juillet 1788 - 7 février 1789)
- la désignation de Troffimo Francesco Sauvaigo pour succéder à son père Gio. Battista en qualité de procureur des pauvres, dès la vacance du poste (2 janvier - 17 février 1789)
- l'attribution au sénat d'un procès en appel opposant Carlo Riccardi aux frères Maresca, jugé d'abord par le vice-intendant d'Oneglia, au sujet de la location d'un magasin (25 janvier - 23 février 1789)
- l'attribution au sénat de l'affaire opposant les frères Thellung de Courtelary et leur père Teofilo, colonel commandant du régiment royal du Chablais, au comte Gio. Andrea Auda di San Vittore au sujet de contrats de vente de terres, prétendus entachés de nullité (6 février - 3 mars 1789)

- la nomination du baron Aigulfo Arnaud di Castelnuovo et de l'avocat Ignazio Milon en qualité de substitués surnuméraires de l'avocat fiscal général (9-20 mars 1789)
- la concession du titre et grade de préfet à l'avocat Flaminio Verani, vice-auditeur de la marine et assesseur du Magistrat de la Réforme (10-20 mars 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par les frères Quaglia dans le procès les opposant à la communauté de Castelvecchio pour le paiement de cens (15 mars - 3 avril 1789)
- l'augmentation de la rétribution pour le vassal Martini di Castelnuovo et le chevalier Raiberti, substitués de l'avocat fiscal général (24 février 1789)
- la concession du titre, grade et ancienneté de substitut de l'avocat fiscal général pour l'avocat Gio. Battista Botteri, lieutenant-juge de son père, préfet de Nice (24 mars - 17 avril 1789)
- la possibilité de faire appel au sénat d'une sentence du préfet d'Oneglia malgré les termes échus, demandée par les époux Accame de Loano (29 mars - 25 avril 1789)
- la nomination de l'avocat Carlo Maria Guigliotti en tant que substitut de l'avocat fiscal général (24 février - 28 avril, 11 mai 1789)
- l'attribution au Magistrat du Consulat du « giudizio di concorso » institué sur les biens des frères Maumari demandée par Pietro Barlassina, originaire de Milano (Milan) (5 avril - 6 mai 1789)
- la concession du titre et grade de préfet pour l'avocat Vittorio Amedeo Brunengo, lieutenant-préfet d'Oneglia (10 mars - 22 mai 1789)
- l'attribution au Magistrat du Consulat des poursuites à l'encontre de Giuseppe Bavastro, négociant en faillite, absent de Nice, demandée par ses créanciers (22 février - 23 mai 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire pour poursuivre le procès concernant l'héritage de son grand-père, demandée par le capitaine Giuseppe Antonio Ongran (19 avril - 2 juin 1789)
- la nomination du comte Giuseppe Cornillon di Massoins en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat des pauvres et le droit de donner des consultations aux particuliers (10 mars - 12 juin, 20 juin 1789)
- l'attribution au sénat du procès en appel opposant Gerolamo Rollant au négociant Alessandro Scudier au sujet de créances (10 mai - 15 juin 1789)
- la concession du titre et grade de sénateur en faveur de Domenico Alberto Azuni, juge légal du Magistrat du Consulat (20 janvier - 16 juin 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par des particuliers de Peille dans un litige les opposant à d'autres propriétaires, au sujet du droit d'utiliser les eaux d'une source pour l'arrosage (10 mai - 19 juin 1789)
- l'attribution au sénat du différend opposant Antonio et sa fille Maria Francesca Cauvin, veuve Carrera au vassal Giuseppe Raiberti, tuteur des mineurs Carrera, au sujet de l'administration tutélaire (24 mai - 20 juin 1789)
- la validation de la sentence du 15 décembre 1788 rendue par le sénat dans le litige opposant les frères Montolivo à Annibale Cotta et Gio. Luigi Malbequi (14 juin - 4 juillet 1789)
- l'interdiction d'ensevelir les morts dans les églises de la ville de Sospel et la construction d'un cimetière près de la chapelle Sainte-Anne (10-25 juillet 1789)
- l'autorisation accordée à Pietro Marco d'exercer la profession de notaire en dépit des Royales Constitutions, son père ayant exercé le métier de tailleur (17 mai - 1er août 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par Teresa Millo, épouse Fricier, pour l'audition de témoins dans le litige l'opposant au négociant Antonio Foré (3 juillet - 1er août 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par le caporal de la compagnie des hallebardiers Giovanni Balbi d'Apricale, dans le marquisat de Dolceacqua, dans le litige l'opposant à son frère au sujet de l'héritage de leurs parents (20 juin - 17 août 1789)
- l'autorisation concédée à la société dite « des quarante nobles » de Nice de contracter un emprunt à Genova (Gênes) pour procéder à l'acquisition de l'immeuble du théâtre (25 août - 5 septembre 1789)
- le droit concédé à la communauté de Pantasina, dans la province d'Oneglia, de faire appel de sentence et ordonnances prononcées par le délégué royal Borra dans le litige l'opposant à la communauté de Terzero à propos du partage des pâturages (2 août - 9 septembre 1789)
- l'autorisation concédée aux frères et sœurs Imperti de Monaco, mais résidant à Nice, d'aliéner une terre sise au quartier Monighetti, près de La Turbie, au monégasque Onorato Gonzales (17 juillet - 10 septembre 1789)
- l'attribution au sénat du litige opposant le vermicellier Luigi Calvi à ses créanciers (6 juillet - 11 septembre 1789)
- la validation d'actes passés devant la vice-intendance d'Oneglia, concernant des pâturages, demandée par la communauté de Tavole dans le litige l'opposant à celle de Villatalla (14 juin - 3 octobre 1789)
- l'autorisation d'aliéner aux enchères l'agrandissement d'une maison construite sur la place Victor à Nice, concédée au prêtre Onorato Rondelli, exécuteur testamentaire du prêtre Ludovico Laugier, en dérogation de ses dispositions testamentaires (27 septembre - 10 octobre 1789)

- l'attribution au sénat, assisté de l'avocat fiscal général et du préfet Botteri, de la révision de la sentence prononcée par le magistrat du Consulat dans le procès opposant le comte Gio. Giacomo de Coureil, consul de Russie à Nice et l'avocat Niccolo' Giorni au juif Samuele Abudarham et au Génois Nicola Bado au sujet de l'adjudication du navire dénommé Saint-Vincent-Ferrero, ancré dans le port Lympia (9 août - 10 octobre 1789)
- la validation d'une donation faite par son père demandée par Costantino Plesent d'Aspremont (19 juillet - 25 octobre 1789)
- la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel de la sentence prononcée par le juge de Nice dans un procès opposant le négociant Antonio Giraudi à Gaspare Deporta et à d'autres membres de la société créée pour l'affermage des lesdes de la boulangerie et des pistres de Nice (12 juillet - 31 octobre 1789)
- l'attribution au sénateur Leotardi du différend opposant le négociant juif Giuseppe Ventura à ses créanciers (6 septembre - 30 novembre 1789)
- l'attribution au président du sénat du différend opposant Francesca Claudina De Jouffrey à son mari, le vassal Giuseppe Raimondo De Gubernatis di Gorbio, pour la sauvegarde de sa dot et le versement de la pension alimentaire (15 novembre - 4 décembre 1789)
- la validation d'un acte de partage demandée par Benedetta Acquarone veuve Verda de Villaviani (15-20 novembre 1789)
- l'arrêt des poursuites engagées à son encontre par ses créanciers, accordé à Gio. Francesco Dalbera (15 novembre - 19 décembre 1789)
- l'attribution au préfet de Nice du litige opposant la comtesse Anna Maria Auda et sa fille Maddalena au paysan Giuseppe Bovis pour non-paiement du loyer d'une terre (5 janvier 1790)
- l'attribution au sénat du différend opposant Maria Nicoletta Zerbona veuve Rossi au curateur Nicola Rossi au sujet de l'héritage de son mari (6 décembre 1789 - 5 janvier 1790)
- l'attribution au sénat d'un procès en appel, jugé en première instance par le juge d'Èze, demandée par les sœurs Francesca et Ludovica Fighiera (29 novembre 1789 - 9 janvier 1790)
- l'attribution au président Trinchieri di Sant'Antonino du litige opposant les sœurs Martini à leur mère au sujet du partage d'un héritage (8 novembre 1789 - 18 janvier 1790)
- la concession d'un délai supplémentaire afin de racheter un terrain cédé en paiement de créances demandée par Maria Caterina Rostagni veuve Bergondi d'Aspremont (22 novembre 1789 - 23 janvier 1790)
- l'attribution à l'avocat fiscal général Reggio du différend opposant le prêtre Sebastiano Francesco Peirani, vicaire perpétuel du prieuré de Falicon, au monastère Saint-Pons de Nice pour l'augmentation du casuel et le remboursement des frais engagés pour des réparations faites au prieuré relevant dudit monastère (3 janvier - 1er février 1790)
- l'attribution au président en chef du sénat du différend opposant le prêtre Antonio Garin, curé de la paroisse de Rigaud, à l'évêque de Glandèves, au chanoine Gio. Battista Depras et au comte Giuseppe Francesco d'Authier di San Bartolomeo, responsables du paiement de son casuel percevant les dîmes de ce lieu (29 novembre 1789 - 5 février 1790)
- la validation d'une promesse verbale faite par son fils, demandée par Paola Vittoria Barucchi veuve Granella de La Brigue (15 mars 1789 - 19 février 1790)
- l'attribution au président du sénat, assisté de l'intendant général et des sénateurs Piccono della Valle, Achiardi di San Leger et Ballard di Roccafredda, de l'affaire opposant l'avocat Gio. Battista Pianavia Vivaldi à la communauté de Pigna, déjà jugée par l'intendance, au sujet de la rectification de l'estimation cadastrale des bandites situées sur son territoire, effectuée en 1702 (21 février - 26 mars 1790, 13 février - 7 mars 1791)
- l'arrêt des poursuites engagées à son encontre par ses créanciers demandé par le marchand Giuseppe Galli, contenant également une supplique du 29 octobre 1787 (21 février - 29 mars 1790)
- l'autorisation d'emprunter une somme d'argent à Genova (Gênes) accordée au négociant Gio. Antonio Beraldi d'Oneglia (19 mars - 6 avril 1790)
- l'attribution au sénat du litige opposant le médecin Carlo Emanuele Aicardi de Loano à sa belle-soeur à propos de l'héritage de son frère (21 février - 10 avril 1790)
- la validation d'un acte de vente demandée par Elisabetta Hugues épouse Trochia (3 janvier - 26 avril 1790)
- la validation d'une donation demandée par Pietro Vial de Gilette (28 mars - 11 mai 1790)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter une terre, demandée par Gio. Battista Gantelme (11 avril - 25 mai 1790)
- l'autorisation de succéder à son mari dans le négoce de vins et spiritueux, demandée par Maria Luigia Verga veuve Achiardi, en qualité de tutrice de ses enfants (29 novembre 1789 - 5 juin 1790)
- la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel d'une sentence prononcée par le préfet d'Oneglia dans l'affaire l'opposant au prêtre Gio. Battista Amoretti, demandée par Filippo Arigo de Villaviani (23 mai - 21 juin 1790)
- la validation d'une donation demandée par le paysan Gio. Andrea Pin (27 juin - 31 juillet 1790)

- l'attribution au sénateur Ballard di Roccafredda du différend opposant Paola De Gubernatis, épouse Castelli à son mari et à son beau-père pour le paiement d'une pension alimentaire et la restitution du trousseau, après séparation (22 juin - 6 août 1790)
- l'autorisation accordée à la comtesse Anna Maria Cozzi, veuve Auda di Sant'Agnes, de vendre à Onorato di Monleone, gouverneur de Menton, un bien-fonds situé sur le territoire de Castellar, à peu de distance de la frontière monégasque (30 juillet - 7 septembre 1790)
- l'attribution au sénateur Leotardi du litige opposant Maria Camilla Arbauda à Agostino Bellino à la suite d'un acte de vente d'immeubles prétendu extorqué (11 juillet - 7 septembre 1790)
- l'attribution à l'avocat fiscal général du différend opposant le vicaire perpétuel de La Turbie Giuseppe Rossetti au prêtre Pietro Antonio Cantono, chanoine prieur de la cathédrale de Nice, au sujet de l'augmentation du casuel à prélever sur les dîmes perçues en ce lieu (28 septembre - 9 octobre 1790)
- l'attribution au sénat du litige, déjà paru devant l'intendance générale, opposant Orazio Ainesi, adjudicataire de la boulangerie, à la ville de Sospel et à Pietro Gede au sujet de la fixation du prix du pain comportant une perte financière (28 février - 9 octobre 1790)
- l'attribution au préfet de Sospel du litige opposant le prêtre Andrea Antonio Fulconis, prieur de l'église paroissiale de Saint-Martin-Lantosque, à Francesca Cagnoli veuve Ingigliardi au sujet du paiement du loyer d'un terrain (9 octobre 1790)
- l'attribution au préfet de Sospel du différend opposant le médecin Lorenzo Pellegrini à divers propriétaires de terrains et d'un moulin à huile à propos de la vente de ces biens immeubles en vue de la construction d'un hôtel (14 septembre - 23 octobre 1790)
- la validation d'un testament rédigé par le négociant irlandais Francesco Mac Mahon, décédé à Nice, demandée par le gentilhomme anglais John Cree de Thornell du comté de Dorset en Grande Bretagne (3 octobre - 6 novembre 1790)
- la concession d'un délai supplémentaire pour refuser l'héritage d'un oncle, demandée par Pietro Auvara de Saint-Sauveur (26 septembre - 29 novembre 1790)
- l'attribution au sénateur Leotardi du litige, paru devant le Magistrat du Consulat, opposant le négociant Francesco Coppon à sa mère au sujet de la gestion de leur société commerciale (19 octobre - 29 novembre 1790)
- l'attribution au sénat du différend opposant l'université du Moulinet à la ville de Sospel, au sujet du droit de pacage sur la bandite de Linieras, instituée depuis peu par Sospel sur le territoire du Moulinet, revendiqué par les habitants de ladite université (31 octobre - 13 décembre 1790)
- l'autorisation de vendre aux enchères les terres du fief d'Ascros, servant à la dîme du curé, ce dernier les ayant rétrocédées à la propriétaire, la comtesse Luigia Sanvitale veuve Caissotti di Robion, après le manifeste du sénat du 23 juillet 1787 portant fixation des casuels pour les curés du diocèse de Glan-dèves (7 novembre - 13 décembre 1790)
- l'attribution au sénateur Leotardi du litige opposant les frères Martini de Bonson à Elisabetta Bergera épouse Testoris (21 novembre - 20 décembre 1790)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter un bien-fonds à Lantosque demandée par le chirurgien Giuseppe Battista Oddo (31 octobre - 27 décembre 1790)
- la concession d'un délai supplémentaire permettant de refuser l'héritage paternel demandée par les frères Rostagni (7 novembre 1790 - 3 janvier 1791)
- la possibilité de faire appel d'une sentence du préfet de Nice et la validation de pièces comptables, servant à la procédure engagée contre l'aubergiste Antonio Legnami, demandée par Vincenzo Visconti de Napoli (Naples), habitant à Nice, fabriquant de papiers peints (21 novembre 1790 - 18 janvier 1791)
- l'attribution au sénateur Achiardi d'un différend opposant la communauté de Châteauneuf-d'Entraunes aux époux Bartelemy au sujet de la vente de leur maison, destinée à agrandir le presbytère (31 décembre 1790 - 28 janvier 1791)
- l'attribution au sénat du litige, jugé en première instance par l'intendance générale, opposant le négociant Carlo Ordan à la communauté de Saint-Martin-Lantosque au sujet de bois vendus et non payés, une avalanche en ayant entravé le flottage (6 juin 1790 - 29 janvier 1791)
- l'attribution au sénateur Leotardi du « giudizio di concorso » sur les biens d'Antonio Durante, demandée par l'avocat Amedeo Guiglia (9-31 janvier 1791)
- la validation d'une donation demandée par la dame d'Aix Thérèse Gabrielle d'Albert de Saint-Hippolyte veuve Spinelli (7 novembre 1790 - 5 février 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter des biens vendus, demandée par Alessandro Lanteri de La Turbie (21 novembre 1790 - 11 février 1791)
- l'arrêt des poursuites personnelles engagées par les créanciers à son encontre et l'institution d'un « giudizio di concorso », demandés par le vermicellier Giuseppe Bensa, contenant en particulier la description de son patrimoine (30 octobre 1790 - 19 février 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour réclamer des créances aux frères Girardi, demandée par Elisabetta Bottini veuve Cavasso, contenant également une supplique du 29 octobre 1786 (6-28 février 1791)

- le renouvellement de la requête présentée par les sénateurs au roi visant à obtenir des tapisseries et un parquet en bois pour la salle des audiences du sénat, après les travaux d'agrandissement et la réfection de l'immeuble (25-28 février, 4 mars 1791)
- l'autorisation d'acheter un terrain près de La Turbie demandée par Fedele Le Franc de Monaco (4 février - 4 mars 1791)

11/01/1788 - 07/03/1791

1 B 161

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcription des édits et rescrits royaux relatifs à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des manifestes du sénat, des mises du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques des particuliers, (7 mars 1790 - 17 novembre 1794, 31 juillet 1815 - 10 juin 1816), 1 registre, concernant :
- la possibilité de faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le vice-juge de Nice dans le procès opposant le notaire Gio. Battista Durante, secrétaire de la judicature de la ville de Nice, aux sœurs Clerici (8 novembre 1790 - 12 mars 1791)
 - l'attribution au sénateur Achiardi, le président De Lovera ayant été muté en Savoie, de la poursuite de l'affaire concernant les dîmes et la fixation du casuel pour le curé d'Ascros, demandée par la comtesse Maria Luisa Sanvitale veuve Caissotti di Robion et convention conclue entre la mense épiscopale de Glandèves et le comte Agapito Caissotti, feudataire d'Ascros, pour le paiement du casuel dû au curé d'Ascros (20 février - 14 mars, 22 novembre 1791)
 - la concession d'un délai supplémentaire demandée par Anna Dorotea Berardi veuve Balduino pour le litige l'opposant au notaire Gio. Maurizio Alziari au sujet d'un héritage (20 février - 18 mars 1791)
 - la réponse du ministre pour les affaires intérieures Graneri au président Trinchieri au sujet de la tapisserie et du parquet pour la salle des audiences du sénat (18 mars 1791)
 - l'attribution à l'intendant général du comté de Nice et aux sénateurs Achiardi di San Leger et Ballard di Roccafredda du litige, déjà paru devant la Chambre royale des comptes, opposant les coseigneurs de Castellar, dont le comte d'Aspremont Marinetto Lascaris Ventimiglia, le marquis et ministre Giuseppe Lascaris et le comte Gio. Paolo Agostino Lascaris di Peglia, à la communauté dudit lieu au sujet de redevances féodales dues par les particuliers (29 novembre 1790 - 23 mars 1791)
 - la nomination du comte Clemente Corvesi di Gorbio en qualité de président du sénat de Nice (9 mars - 1er avril 1791)
 - la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel au sénat d'une sentence rendue par le préfet de Nice dans le litige l'opposant à Giovanni Basso, demandée par le notaire Saverio Galli de L'Escarène dans la province de Sospel (6 février - 1er avril 1791)
 - l'attribution au sénateur Achiardi du litige opposant Francesco Remorino à son beau-frère au sujet de l'institution d'une société, entre eux, pour la construction de deux moulins dans le quartier du Ray à Nice (27 février - 18 avril 1791)
 - l'attribution au sénateur Ballard di Roccafredda du différend opposant Angela Vittoria Cais di Pierlas à son mari Carlo Luigi De May et à son beau-père au sujet du non-paiement de la pension viagère promise lors du mariage (27 mars - 7 mai 1791)
 - l'autorisation pour le prince Andrea Doria Pamphili d'affermier les biens et revenus de ses fiefs de Stellanello et Loano à des personnes étrangères, bien que situés à peu de distance de la frontière (12 avril - 7 mai 1791)
 - l'attribution au sénat de Nice du différend opposant Maria Maddalena Ortensia Granella épouse D'André et ses fils à son autre fils, l'avocat Gio. Francesco D'André, au sujet du paiement de pensions viagères, le père lui ayant fait donation de tous les biens familiaux (30 janvier - 23 mai 1791)
 - l'attribution au président du sénat Berzetti di Buronzo de la poursuite du différend opposant le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Antonio Francesco Croze de Lincel, commandeur de la commanderie de Nice, aux détenteurs des biens emphytéotiques de la commanderie (8-31 mai 1791)
 - la concession d'un délai supplémentaire demandée par l'avocat Carlo Filippo Otto de Lantosque, habitant à Nice, pour le litige l'opposant à Onorato Castellano au sujet de la vente au négociant François Gardene de Cagnes, d'une quantité de billes de bois transportées de La Roquette-Saint-Martin au lieu dit « li salici » près de Saint-Laurent en Provence, ne correspondant pas à la marchandise convenue (15 mai - 7 juin 1791)
 - la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel au sénat de la sentence prononcée par le préfet de Nice dans le litige opposant Antonio Filippo Daloni à Gio. Battista Passeron au sujet de créances (29 mai - 2 juillet 1791)
 - la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le juge de Nice, dans le litige opposant le maçon Antonio Francesco Magnico au négociant Benedetto Cauvin au sujet du non-paiement de travaux effectués (7 mars 1790 - 2 juillet 1791)
 - la nomination du sénateur Claudio Bertier en qualité d'avocat fiscal général à Nice (3 mai - 2 juillet 1791)

- l'attribution au sénat du litige en appel opposant les frères Gaspare et Giuliano Deporta à Antonio Aubin, tous membres de la société détenant les lesdes de la boulangerie et des pistres de Nice, au sujet de non-paiement de salaires (12 juin - 9 juillet 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour poursuivre l'appel devant le sénat dans le litige opposant le paysan Gerolamo Rollant à feu le négociant Alessandro Scudier (24 juin - 16 juillet 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour refuser l'héritage paternel, demandée par Pietro Fighiera (12 juin - 16 juillet 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter une partie de jardin cédée à des conditions avantageuses au négociant Giacomo Francesco Defly et à son fils Giacomo, demandée par Giuseppe Boeri (12 juin - 23 juillet 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire permettant au chirurgien Giuseppe Giraudi de comparaître, en tant que témoin, dans le litige opposant Carlo Giraudi au notaire Carlo Rossetti au sujet de la vente d'une terre lui appartenant, sise à La Turbie, disposant d'un droit de passage pour rejoindre la route royale (5 juin - 23 juillet 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter des terrains, vendus avec clause de rachat, demandée par Gio. Battista Aschieri (5 juin - 30 juillet 1791)
- la nomination du comte Giovanni Berzetti di Buronzo en qualité de président en chef du sénat et du Magistrat du Consulat de Nice (17 mars - 17 août 1791)
- la validation d'une convention demandée par Gio. Maria Malaussena d'Utelle (26 juin - 17 août 1791)
- la nomination du chapelain du sénat en la personne du prêtre Gio. Battista Massa, en remplacement du prêtre Pietro Antonio Millo, nommé vicaire perpétuel dans l'église paroissiale d'Èze (26 juillet - 17 août 1791)
- l'attribution au sénateur Gio. Luigi Leotardi du différend opposant le négociant Pietro Roassal au comte Giuseppe Stefano Laurenti et ses filles, afin de les obliger à lui vendre une partie de leur jardin pour poursuivre la construction d'un immeuble (22 juillet - 2 septembre 1791)
- la validation d'un acte de vente d'un bien-fonds avec maison situé dans le quartier de la Buffa, ruiné pendant la guerre de succession d'Autriche, conclu en 1752 par ses parents, demandée par le secrétaire du sénat Onorato Clary (14 août - 6 septembre 1791)
- l'attribution au président Corvesi di Gorbio d'évaluer la pertinence de la construction d'un palais, situé entre le Parc et la nouvelle place marine de Nice, en achetant à cet effet les magasins des terrasses, sollicitée par le marquis Onorato Ferrero Governatis Ventimiglia sur les plans de l'architecte Michaud (22 juillet - 9 septembre 1791)
- l'attribution au sénateur Gio. Luigi Leotardi de la poursuite du litige opposant les frères Rostan à Gabriele Michelis (20 août - 24 septembre 1791)
- la concession du titre et grade de conseiller royal à l'abbé Gio. Battista Vittorio Emerico di San Dalmazzo, prieur de l'église paroissiale de Roquebillière (23 juin - 24 septembre 1791)
- l'attribution au sénat du différend opposant le prêtre Giuseppe Goiran de la congrégation de la doctrine chrétienne à sa mère au sujet de l'héritage paternel (12 avril - 7 octobre 1791)
- l'autorisation accordée au curateur du « giudizio di concorso » institué sur les biens d'Antonio Durante de présenter en justice une quittance bien que rédigée sur du papier non timbré (11 septembre - 22 octobre 1791)
- l'attribution au président Corvesi du différend opposant Gio. Battista Beraldi d'Oneglia à ses frères au sujet du partage de l'héritage (18 septembre - 29 octobre 1791)
- la nomination de l'avocat Ignazio Milon en qualité de substitut effectif de l'avocat fiscal général (11 octobre - 5 novembre 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter une terre donnée au prêtre Giuseppe Testoris en paiement de créances, demandée par Antonio Filippo Daloni (4 septembre - 18 novembre 1791)
- la nomination du baron Aigulfo Arnaud di Castelnuovo en qualité de substitut effectif de l'avocat fiscal général (11 octobre - 16 novembre 1791)
- la concession du titre et grade de président pour le sénateur Gio. Luigi Raynardi di Belvedere (18 octobre - 21 novembre 1791)
- la validation d'un acte privé demandée par Jean-Baptiste Robert du lieu de Fayence en Provence, résident à Bonson (3 juillet - 29 novembre 1791)
- la validation d'une écriture bien que rédigée sur du papier non timbré, demandée par le notaire Saverio Galli de L'Escarène (13 novembre - 2 novembre 1791)
- la concession du titre, grade et ancienneté de sénateur pour le chevalier Gio. Battista Mattone di Benevello, juge du Magistrat du Consulat et conservateur du tabellion (23 septembre - 10 décembre 1791)
- la nomination du baron Antonio Raibaudi della Cainea en qualité de substitut effectif de l'avocat des pauvres (4 novembre - 12 décembre 1791)
- l'autorisation de plaider dans les tribunaux subalternes accordée au prêtre et avocat Angelo Maria Tallone de Torria dans la province d'Oneglia (6 novembre - 13 décembre 1791)
- la nomination du président et comte Clemente Corvesi di Gorbio en qualité de juge légal au Magistrat du Consulat (18 novembre - 23 décembre 1791)

- la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel au sénat d'une sentence rendue par le préfet de Nice dans le litige opposant Carlo Caravello à Agostino Augiero au sujet de la résiliation du bail d'un terrain (14 novembre - 27 décembre 1791)
- la concession du titre, grade et ancienneté de sénateur accordée à l'avocat des pauvres Onorato De Orestis (25 octobre - 27 décembre 1791)
- la nomination du sénateur Antonio Gaetano Achiardi di San Leger en qualité de juge légal surnuméraire du Magistrat du Consulat (18 novembre - 28 décembre 1791)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter une terre donnée en paiement demandée par Gio. Battista Bianchi de L'Escarène (16 septembre 1791 - 1er janvier 1792)
- la nomination du médecin Pietro Antonio Malacria en qualité de médecin effectif des prisons en remplacement de Luigi Heraud, dès la vacance du poste (16 juillet 1791 - 23 janvier 1792)
- l'attribution au président du sénat Berzetti di Buronzo du litige opposant le ressortissant anglais William Champion Crespigny au maître forgeron Tosel afin de parvenir à une indemnisation, en conformité avec la sentence rendue par le sénat dans un procès criminel (10 octobre 1791)
- la nomination du chevalier Giacinto Clerici di Roccaforte en qualité de sénateur (23 septembre 1791 - 7 février 1792)
- la validation d'actes notariés pour les présenter devant le juge de Stellanello, demandée par Pietro Divizia (20 décembre 1791 - 25 février 1792)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par Raffaele André de La Roquette-du-Var dans le différend l'opposant à son neveu pour le partage d'un héritage (5-27 février 1792)
- la concession d'un moratoire lui permettant d'acquitter une créance due au sculpteur Antonio Testoris de Nice demandée par Claudina Francesca De Jouffrey épouse De Gubernatis di Gorbio (10 février - 3 mars 1792)
- l'attribution au président Corvesi di Gorbio du litige opposant le notaire Giuseppe Gioanni Bianchi de Roubion à ses créanciers (5 février - 2 avril 1792)
- la validation d'un contrat de mariage demandée par Gio. Antonio Camares de Villefranche (29 janvier - 20 avril 1792)
- la validation d'une donation demandée par le notaire Pietro Francesco Barelli de La Bollène (12 février - 27 avril 1792)
- la concession d'un délai supplémentaire pour permettre l'audition de témoins dans le litige l'opposant aux frères Pisano au sujet du paiement de sa dot, demandée par Margherita Ranza veuve Pisano (8 janvier - 5 mai 1792)
- l'attribution au sénateur Leotardi du litige opposant Gio. Andrea Belmondi à son frère au sujet de la reddition des comptes de l'administration de l'héritage de leurs parents (1er avril - 25 mai 1792)
- la concession d'un délai supplémentaire pour racheter une terre donnée en paiement à Giuseppe Berengaro, demandée par les époux Sanier (6 mai - 8 juin 1792)
- la validation d'un billet de créance bien que rédigée sur du papier non timbré, demandée par Gio. Ludovico Raibauda (11 mars - 22 juin 1792)
- la concession d'un délai supplémentaire pour faire appel au sénat de la sentence rendue par le préfet d'Oneglia, délégué royal, dans le litige opposant Gioanni Maria Maccagli de Loano aux époux Alizeri au sujet du paiement d'une somme (9 juin - 14 juillet 1792)
- l'autorisation à poursuivre son engagement dans des armées étrangères, à condition de ne pas attaquer militairement les États sardes, accordée au vassal Giuseppe Maria Domenico Barralis di Peglione, bien qu'ayant succédé au vassal Giuseppe Rostagni (3-28 juillet 1792)
- l'autorisation à convertir des créances, liées à un fidéicommis, accordée au sénateur Gio. Luigi Leotardi, en tant que mandataire du chevalier Vittorio Amedeo Raiberti, pour venir en aide à sa famille, dépourvue de moyens de subsistance après son départ de Nice en septembre 1792 (23 décembre 1792 - 4 avril 1793)
- l'autorisation de vendre des biens que le comte Tiberio Lascaris possédait en indivision avec les héritiers d'Andrea Spinelli de La Brigue, demandée par la congrégation de charité d'Oneglia (2 septembre - 6 avril 1792)
- l'attribution au sénateur Achiardi, membre de la Délégation royale établie à Carmagnola, du différend opposant le notaire Saverio Galli à son frère, le prêtre Carlo, au sujet de l'argent, appartenant au premier, employé par le second dans l'achat de planches de bois et de mulets pour le compte de l'armée (24 octobre - 17 novembre 1794)
- les nominations du notaire Gio. Tommaso Roux en qualité de secrétaire civil et criminel du sénat et de Giuseppe Ruffi en qualité de son substitut (31 juillet - 1er septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Bartolomeo Bermondi en qualité de substitut de l'avocat fiscal général (31 juillet - 4 septembre 1815)
- la nomination d'Ignazio Milon en qualité de sénateur avec la charge d'assurer la régence du bureau de l'avocat fiscal général (31 juillet - 4 septembre 1815)
- la nomination du sénateur Carlo Cristini en tant que régent du Conseil de justice d'Oneglia (Oneille) (4 septembre 1815)

- la nomination du baron Aigulfo Arnaud di Castelnuovo en qualité de juge légal du Magistrat du Consulat, tout en lui attribuant le titre, grade et ancienneté de sénateur (31 juillet - 5 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Gio. Battista Verani en qualité de procureur général du commerce près du Magistrat du Consulat (1er août - 5 septembre 1815)
- la nomination du baron Giuseppe Giacobi di Santa Felicita en qualité de régent du Magistrat du Consulat (31 juillet - 5 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Pier Francesco Mars en qualité de juge légal au Magistrat du Consulat (31 juillet - 5 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Francesco Vassal en qualité de sénateur (31 juillet - 11 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Paolo Todon en qualité de juge légal au Magistrat du Consulat (31 juillet - 5 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Luigi Guiglia en qualité de cojuge près du Conseil de justice d'Oneglia (Oneille) (1er août - 13 septembre 1815)
- la nomination du comte Ilarione Spitalieri di Cessole en qualité de sénateur et de juge légal près du Magistrat du Consulat (31 juillet - 14 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Stefano Steneri en qualité de sénateur (31 juillet - 13 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Gio. Battista Luigi Beraldi en qualité d'avocat fiscal du Conseil de justice d'Oneglia (Oneille) (1er août - 14 septembre 1815)
- la nomination du notaire Luigi De Masini en qualité de secrétaire et de caissier du Magistrat du Consulat (1er août - 6 septembre 1815)
- la nomination des avocats Casimiro Verani et Luigi Pio Francesco Toesca en qualité de substitut et de substitut surnuméraire de l'avocat des pauvres (31 juillet - 12 septembre 1815)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Maria Giordani en qualité d'avocat des pauvres près du Conseil de justice d'Oneglia (1er août - 26 septembre 1815)
- la nomination des avocats Gio. Battista Celesia et Gio. Battista Tizzoni en qualité de cojuges près du Conseil de justice d'Oneglia (1er août - 7 octobre 1815)
- la nomination de l'avocat Pietro Faccio en qualité de sénateur (31 juillet - 14 octobre 1815)
- la nomination de l'avocat Luigi Milone en qualité de substitut surnuméraire de l'avocat fiscal général (31 juillet - 21 octobre 1815)
- la nomination du notaire Nicola Agostino Papone en qualité d'actuaire et secrétaire du Conseil de justice d'Oneglia (1er août - 29 septembre 1815)
- la nomination d'Antonio Serra en qualité de procureur des pauvres du Conseil de justice d'Oneglia (10 janvier - 24 février 1816)
- la nomination du chevalier Leopoldo Bassi en qualité de sénateur (2 février - 13 mai 1815)
- la nomination du prêtre Luigi Deandreis, en qualité de chapelain du sénat et directeur spirituel des prisonniers (16 février - 31 mai 1816)
- la nomination de Gian Maria Conte en qualité de « sollecitore » du fisc royal et de secrétaire de l'avocat fiscal général (19 mars - 1er juin 1816)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Cairaschi en qualité de substitut effectif de l'avocat fiscal général (21 mai - 8 juin 1816)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Reghezza de San Remo en tant que substitut de l'avocat fiscal près le Conseil de justice d'Oneglia (12 janvier - 10 juin 1816)

07/03/1790 - 10/06/1816

1 B 162

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des édits et des lettres des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques des particuliers (8 mars 1614 - 9 janvier 1619), 1 registre, concernant :
- la création par le duc Charles Emmanuel 1er du sénat de Nice et les dispositions relatives à son ressort, ses membres et son financement (8-17 mars 1614)
 - les nominations d'Antonio Audiberti en qualité d'avocat fiscal général et patrimonial du sénat (7-20 mars 1614) et de Pietro Antonio Bonfiglio en qualité de procureur fiscal général du sénat (2-20 mars 1614)
 - la concession de la grâce demandée par Antonio Passeroni de Lantosque condamné au bannissement pour avoir blessé son frère lors d'une rixe et par Gio. Battista Noble de Tourrette-Revest pour des blessures involontaires causées à Onorato Drago (7-22 mars, 25 février - 22 mars 1614)
 - la nomination de Gio. Secondo Massolino de Villanova Astigiana, en qualité de procureur fiscal général et patrimonial (1er mars - 8 avril 1614)
 - la grâce pour Paolo Vachiero de Sospel, coupable d'avoir tué son cousin qui l'avait provoqué (5 janvier - 9 avril 1614)
 - la nomination de Francesco Meriano, en qualité de podestat d'Oneglia (Oneille) (7-15 avril 1614)
 - la grâce pour Gabriele Lamberto de Nice condamné au bannissement pour blessures ayant provoqué la mort en 1606 (25 mars - 15 avril 1614)
 - la nomination d'Isac Tiranti de Saorge, et ancien baile de ce lieu, en qualité de secrétaire, clavaire et trésorier du sénat (3 février - 16 avril 1614)

- les dispositions prises par le sénat de Piémont concernant les fonctions et prérogatives du secrétaire Vincenzo Rolandono (11 avril 1614)
- la nomination de Vespasiano Masino, en qualité de secrétaire ordinaire et trésorier du sénat, avec les mêmes prérogatives du secrétaire Rolandono (15 mars - 16 avril 1614)
- la grâce pour Guglielmo Sauvaigo de Nice, condamné au bannissement pour blessures provoquées lors d'un duel (6 février - 19 avril 1614)
- la grâce pour Antonio Gandolino, soldat de justice de Nice, pour avoir tué un bandit (23 janvier - 19 avril 1614)
- la concession de lettres de légitimation en faveur à Bernardina, fille du marchand de Nice Gio. Battista Passadesco (21 avril 1614)
- les privilèges de plaider devant le sénat accordés au collège des procureurs de Nice, contenant aussi l'édit du 8 décembre 1580 (4 mars - 24 avril 1614)
- la concession de privilèges spécifiques demandés par la viguerie de Sospel en échange d'un don gratuit (4 mars - 26 avril 1614)
- les nominations de Gio. Bartolomeo Fighiera, en qualité d'avocat des pauvres au sénat de Nice (10 février - 26 avril 1614), de Gioanni Ricordi, en qualité d'actuaire (24 février - 26 avril 1614) et de Bartolomeo Baldoino, en qualité d'avocat patrimonial du sénat (24-28 avril 1614)
- l'autorisation donnée au procureur fiscal Emanuele Testoris et au procureur des pauvres Pietro Baldoino d'exercer leurs charges au sénat (11 avril - 2 mai 1614)
- la concession de mesures de clémence, dont la possibilité de faire appel aux sénats de Savoie ou de Piémont, au lieu de celui de Nice, demandée par la viguerie et la communauté de Barcelonnette (20 avril - 2 mai 1614)
- la concession de mesures spéciales, dont la possibilité de recourir au préfet de Nice au lieu de celui de Cuneo, demandée par la communauté de Tende (20 avril - 6 mai 1614)
- la nomination de Stefano Bianco de Peille, en qualité d'avocat des pauvres (24 février - 13 mai 1614)
- la grâce pour Antonio Facio de Roquebillière, coupable d'homicide (3 avril - 17 mai 1614)
- la grâce pour le forçat Carlo Genta d'Asti, demandée par le Grec Nicolo' Mondino, à condition qu'il épouse une de ses filles, sans dot (22 janvier - 24 mai 1614)
- la concession de mesures spéciales demandée par la communauté de Saint-Étienne (19 mars - 7 juin 1614)
- la grâce pour Lazarino Amoretto d'Oneglia (Oneille), pour Donato Terese de Nice et pour les frères Matteo et Luigi Faraudi de L'Escarène, coupables d'homicides (12 janvier - 19 juillet 1614)
- l'autorisation accordée à Gio. Battista Badat, gouverneur du fort de Villefranche, d'acheter et ramasser des chiffons pour sa fabrique de papier, située à Nice, contenant aussi un édit prévoyant ce privilège de 1608 (6 mars - 19 juillet 1614)
- la nomination de Gio. Luigi Fabri de Nice, en qualité de podestat de Barcelonnette (26 juin - 26 juillet 1614)
- l'annulation d'une sentence condamnant le comte de Rocchetta Imperiale Doria pour usurpation de juridiction (2-11 avril 1614)
- la nomination de Gio. Battista Bartolomeis, en qualité de podestat de Nice (4 avril - 20 août 1614)
- la grâce pour les galériens Bernardo Berio d'Oneglia (Oneille) et Francesco Solaro (24 avril - 20 septembre 1614)
- la nomination d'Antonio Dal Pozzo, en qualité de préfet de Nice (26 mars - 26 septembre 1614)
- la concession de mesures spéciales demandée par la communauté de Puget et par les Juifs de l'université de Nice (4 mars - 5 novembre 1614)
- l'indication des appointements concédés aux membres du sénat et des recettes prévues pour les payer (1er mars - 17 octobre 1614)
- la grâce pour Antonio Virello de Nice, condamné pour coups et blessures (21 octobre - 16 décembre 1614)
- les nominations de Carlo Ferrero, ancien préfet de Mondovi', en qualité de sénateur ordinaire (5 mars 1614 - 10 janvier 1615) et d'Onorato Signoretto de Saint-Paul, en qualité de procureur fiscal de Barcelonnette (16 septembre 1614 - 22 janvier 1615)
- la grâce pour Silvestro Ruffi, condamné au bannissement pour prétendu homicide et pour Ottavio Barralis, impliqué dans une rixe et homicide, tous les deux de Nice (22 janvier - 10 février 1615)
- la concession de mesures spéciales, dont l'assignation d'une somme d'argent pour la réédification de l'église, demandée par la communauté d'Entraunes (4 mars 1614 - 21 février 1615)
- la nomination de Gio. Luigi Fabri et de Tommaso Rebaldo, en qualité de juges de Nice et de Sospel (15 avril 1614 - 23 mars 1615)
- la grâce pour Andrea Fighiera de Lantosque, condamné pour coups et blessures (12-31 mars 1615)
- les revenus des bans champêtres de la ville de Nice cédés par le duc de Savoie aux frères Gaspare et Baldassarre Maronis, contenant également des édits de 1602, 1612 et 1613 (30 mars 1615)
- la grâce pour Gio. Battista Barli, gentilhomme de bouche du duc, accusé de plusieurs crimes et emprisonné dans le château de Nice (15 février - 31 mars 1615)

- la grâce pour Carlo Miglia, de Truffarello, contenant la copie de missives d'Annibale Boschi, secrétaire du duc (6-21 mars 1615)
- la grâce pour François Deloche de Tournon dans le Dauphiné, condamné pour plusieurs crimes, dont blasphèmes et abandon de son enseigne (24 février - 31 mars 1615)
- la grâce pour les frères Bernardino et Antonio Seasal de Nice, condamné aux galères pour coups et blessures causés lors d'un bal à carnaval (10 mars 1615)
- la grâce pour Giovanni Rostagnone de Gattières et pour Sebastieno Billo, de Chiusa (19 janvier - 1a mai 1615)
- les nominations de Carlo Francesco Nomis de Torino (Turin), en qualité de sénateur ordinaire au Sénat (18 janvier - 8 mai 1615) et du notaire Augusto Taramino de Canelli, en qualité d'actuaire pour les affaires criminelles (20 janvier - 15 mai 1615)
- la concession de la seconde connaissance des affaires judiciaires aux frères Onorato et Gio. Andrea Bottini, ayant acheté le fief de Sainte-Agnès (3 avril 1614 - 3 juin 1615)
- la nomination de Giovanni Gianelli de Bersezio, en qualité de podestat de Barcelonnette (2 août 1614 - 15 juin 1615)
- la concession d'un sauf-conduit accordé à Bartolomeo Verano de Nice (23 février - 27 juin 1615)
- la grâce pour Gio. Antonio Paiani de Saint-Martin-d'Entraunes et pour Bartolomeo Michelle, inculpés de fratricide et de coups et blessures (24 juillet - 12 septembre 1615)
- la grâce pour Gio. Battista Carengo et pour le chevalier de Gattières, coupables d'homicides (27 septembre - 23 décembre 1615)
- la nomination de Gerardo Giuliano de Cuneo en qualité de juge de Sospel (10 décembre 1615 - 8 janvier 1616)
- les statuts de la corporation des tailleurs de Nice (30 janvier 1616, 16 septembre 1617)
- lettres et actes envoyés par le sénat de Savoie au sujet de la mise en liberté de Pietro Hoste et de Jehan Charnet, condamnés aux galères (21 janvier 1616)
- la nomination d'Annibale Vachiero en qualité de podestat de Nice (27 mars 1615 - 27 février 1616)
- la grâce pour le soldat Andrea Leutardo de Nice, accusé d'agression et blessures (8 janvier - 15 mars 1616)
- le non-lieu pour Gio. Luigi Fabri en qualité de juge de Nice, impliqué dans une affaire d'intimidation avec arme à feu (2-15 mars 1616)
- la nomination d'Antonio Barelli en qualité d'avocat fiscal général au sénat (3 avril 1614 - 12 avril 1616)
- la concession d'un sauf-conduit pour Nicolao Amoretto d'Oneglia (2 décembre 1615 - 18 mai 1616)
- les nominations de juge de Puget en faveur de Filippo Achiardi (2 décembre 1615 - 21 mai 1616), de Giovanni Ricordi en qualité d'actuaire civil et criminel malgré la concession faite à Tamarino (18 février - 8 juin 1616) et de Stefano Martelli de Méolans en qualité de juge de Barcelonnette (6-27 juillet 1616)
- la remise au parlement d'Aix d'Henry Forbin, chevalier de Gardanne, coupable de fratricide et détenu au château de Nice, demandée par sa mère Lucrece d'Adhémar de Monteil et de Grignan, dame de Gardanne, contenant les lettres réquisitoires du parlement (1er-7 septembre 1616)
- la grâce pour les frères Imperiale et Fabrizio Ricci de Sospel, officiers du duc, coupables d'homicide commis lors d'une dispute (2 mai - 16 juillet 1616)
- la nomination d'Annibale Bonfiglio en qualité de procureur fiscal dans la judicature et préfecture de Nice (28 août - 17 septembre 1616)
- la commission donnée au gouverneur de Villefranche Annibale Badat de lever un régiment d'infanterie, même avec des bandits (27 août - 17 septembre 1616)
- la nomination en qualité de sénateur ordinaire pour Giulio Cesare Pellegnino de Cuneo au sénat de Nice puis de Piémont (25 août - 24 septembre 1616, 20 mars 1616 - 4 avril 1617)
- la grâce pour Guglielmo Malingro des seigneurs de Bagnols, condamné au bannissement pour homicide du chevalier Giorgio della Chiesa lors d'un duel et pour le soldat Angelo Brocardo de Pigna, condamné à cinq ans de galère pour blessures (4 décembre 1616 - 31 janvier 1617)
- la nomination de Pietro Barelli de La Bollène en qualité de podestat de Sospel (6 janvier 1616 - 18 février 1617)
- le privilège de procéder aux réparations des rivages de fleuves et rivières concédé à la ville et aux arbitres de Nice (7 septembre 1616 - 18 février 1617)
- le taux pour le paiement des sportule lors des procès criminels dans la viguerie de Sospel (30 novembre - 25 février 1617)
- l'inféodation avec le titre de comte pour les frères Carlo Emanuele, Filippo et Ludovico Forni des lieux de Vinadio, Sambuco, Pietraporzio et Pombenardo dans la vallée de la Stura (22 juillet 1615 - 25 février 1617)
- la grâce pour des particuliers de Breil accusés de violences et agressions (16 mai 1616 - 4 mars 1617)
- la nomination en qualité d'assesseur du préfet et juge de Barcelonnette pour Giacomo Disdiero et de juge de Nice pour Ludovico Barralis (5 janvier - 4 avril 1617)

- la grâce pour Pietro Gastaldo et Onorato Saorgino, condamnés pour vols (15 février - 27 mai, 24 juin 1617)
- l'autorisation concédée à la ville de Nice d'obliger les fermiers de ses terres à payer (19 mai - 12 juin 1617)
- la grâce pour Maddalena Fortola de Jausiers, ayant contracté mariage avec Davide Disdier de la même religion et du même lieu, en dépit de la volonté de ses proches qui voulaient la marier à un catholique (26 avril 1616 - 27 juin 1617)
- la nomination de Giovanni Bovis en qualité de juge de Barcelonnette (22 juin - 1er juillet 1617)
- la grâce pour le Napolitain Gio. Antonio Monti, condamné aux galères depuis 1588 (22 mai - 27 juillet 1617)
- les nominations de Luca Planea de Tende en qualité de podestat de Sospel (2 juillet - 5 septembre 1617) et de Francesco Claretti en qualité de conservateur général et juge de toutes les routes et eaux du comté de Nice et de la vallée d'Oneglia (12 juin - 12 septembre 1617)
- la grâce pour Stefano Caligaro et pour le notaire Gio. Bernardino Da Vico de Ceva, condamnés aux galères pour complicité d'homicide et homicide (12 août - 3 octobre 1617)
- la concession de mesures spéciales demandée par la communauté de Saint-Martin-d'Entraunes (18 avril 1617 - 7 octobre 1617)
- la délivrance d'un sauf-conduit pour Giachetto Carli de Nice et Antonon Torrino de Lantosque, ancien soldat (23 mars 1615 - 7 octobre 1617, 18 octobre - 7 novembre 1617)
- la grâce pour le pêcheur Giovanni Tesseire de Nice, condamné aux galères pour homicide et pour Giovanni Reinerio de Sommariva pour détention d'arme (10 avril - 14 octobre 1617)
- la grâce pour les meurtriers du capitaine Stefano Isoardi (23 septembre 1617 - 18 janvier 1618)
- la concession de mesures spéciales demandée par la communauté d'Allos (13 mai 1617 - 19 janvier 1618)
- l'inféodation du château et lieu de Peille en faveur du comte Alberto Bobba, gouverneur du château de Nice (20 avril 1614 - 19 janvier 1618)
- la nomination de Gio. Battista de Bartolomeis en qualité de juge de Sospel (18 décembre 1616 - 31 janvier 1618)
- la grâce pour Renato di Berra, seigneur des Mujouls, condamné au bannissement pour cinq ans pour menaces proférées à l'encontre de l'huissier du sénat (8 octobre 1617 - 24 mars 1618)
- l'ordre de payer les revenus de la viguerie de Sospel au secrétaire du sénat pour pourvoir aux rétributions des sénateurs et autres officiers du sénat (10 mars 1618)
- la grâce pour Gedeone du Serre, condamné aux galères pour fabrication de fausse monnaie (1er mars - 24 avril 1618)
- la nomination de Gio. Ludovico Fabri de Nice, en qualité de préfet de Barcelonnette (7-26 avril 1618)
- la grâce pour le galérien Gio. Battista Floriollo de Brescia (30 septembre 1617 - 30 avril 1618)
- la nomination de Garcellasco des marquis de Ceva, en qualité de podestat et juge ordinaire d'Oneglia (18 décembre 1617 - 5 mai 1618)
- la grâce pour Pietro Antonio Anfosso de Nice, condamné pour homicide lors d'une rixe (5 octobre 1617 - 29 mai 1618)
- la nomination de Giacomo Disdiero en qualité de podestat de Barcelonnette (8 décembre 1617 - 30 mai 1618)
- la grâce pour Gio. Luigi Pezzi de Novi condamné aux galères et pour Pietro Sicardo de Lantosque, accusé d'homicide (1er février - 14 juillet 1618)
- la nomination de Bernardo Tomatis en qualité de secrétaire de l'insinuation d'Oneglia, Maro et Prelà (9 avril - 28 juillet 1618)
- la concession de lettres réquisitoires du parlement d'Aix à l'encontre des héritiers de Bartolomeo Caisotto, seigneur du Mas et gouverneur de Puget (28 juin - 13 août 1618)
- le paiement des honoraires dus à l'avocat fiscal général Antonio Audiberti (30 janvier - 18 juin 1618)
- les dispositions concernant l'exercice de la chirurgie à Nice (20 juillet - 7 septembre 1618)
- la libération d'un forçat français, arrêté à Torino (Turin) en 1611 (4 juillet - 20 septembre 1618)
- la nomination d'Andrea Villarisi de Nice en qualité de juge de Sospel et de Gio. Luigi Merlo de Mondovi' en qualité de préfet, gouverneur et vice-auditeur des milices d'Oneglia (20 novembre 1617 - 17 novembre 1618)
- la concession de bancs d'actuaire au sénat, accordée aux frères Giulio et Andrea Taoni de Lantosque et à Giacomo Martino d'Utelle (2 décembre 1617 - 26 novembre 1618)
- les nominations de Geronimo Marcello Vivaldo de Mondovi', en qualité de juge de Nice (20 juillet 1617 - décembre 1618) et du sénateur Vegnaben (15 décembre 1618)
- le paiement des appointements arriérés de l'avocat fiscal général Antonio Barelli (31 juillet 1618 - 9 janvier 1619)

08/03/1614 - 09/01/1619

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques des particuliers (18 janvier 1619 - 3 décembre 1624), 1 registre, concernant :
- l'autorisation d'envoyer des lettres réquisitoires demandée par le parlement d'Aix contre deux notaires français, installés à Sigale, coupables de ne pas avoir payé des taxes en France (17-18 janvier 1619)
 - la nomination de Simone Rochati en qualité de sénateur à Nice (12 janvier - 6 février 1619)
 - la libération de prison d'Antonio Alliberto de Saint-Jeanet (8 janvier - 6 février 1619)
 - les nominations de Decio Leone en qualité de sénateur (16 mars - 20 avril 1619) et de Gio. Ludovico Fabri, en qualité de préfet et gouverneur de Barcelonnette (21 mars - 22 avril 1619)
 - des mesures spéciales, concernant notamment la nomination des sénateurs et le fonctionnement du sénat, demandées par la ville de Nice (25 mai 1619)
 - la nomination de Matteo Nitardo de Peille, en qualité de podestat et juge de Barcelonnette (30 octobre 1618 - 1er juin 1619)
 - un édit ducal sur la loi d'aubaine (28 mai 1618 - 5 juin 1619)
 - la nomination de Teodoro Chiauletti en qualité de podestat et juge de Barcelonnette (2-13 juillet 1619)
 - le renouvellement de dispositions visant à interdire des libelles et chansons diffamatoires à Sospel (30 août 1619)
 - la grâce pour Antonio Bergondo de Sospel, coupable d'avoir tiré, sans le tuer, sur le meurtrier de son père (7 août - 3 septembre 1619)
 - la nomination de Bernardino Barralis de Nice, en qualité de juge de Sospel (10 août 1618 - 10 septembre 1619)
 - l'assemblée du parlement de la communauté de Lantosque pour l'élection des officiers municipaux (7 avril - 7 septembre 1619)
 - la nomination d'Antonio Dal Pozzo en qualité de chevalier du sénat (4 mars - 9 octobre 1619, 15 mai - 30 octobre 1620)
 - l'inféodation des lieux d'Entraunes, Saint-Martin, Châteauneuf et Villeneuve, avec le titre de comte en faveur du chevalier et gouverneur du château de Villefranche Annibale Badat (21 mai 1616 - 8 novembre 1619)
 - l'inféodation des lieux de Castelvecchio et Borgo, dépendant de la vallée inférieure d'Oneglia (Oneille), en faveur de Tommaso Rovero, marquis de Cortanze (10 mai 1618 - 18 novembre 1619)
 - les nominations de Camillo Truchi de Nice, en qualité de juge dudit lieu (26 septembre 1617 - 27 novembre 1619), de Gerolamo Marcello Vivaldo, en qualité d'avocat fiscal général et patrimonial (7 novembre - 10 décembre 1619) et de Gio. Raffaele Ferraris de Cuneo en qualité de sénateur ordinaire (2-18 décembre 1619, 28 janvier - 4 février 1620)
 - la grâce pour les marchands génois Maniti, accusé d'avoir contrevenu au droit de villefranche, leur navire chargé aux îles Canaries, ayant été conduit de force dans le port de Villefranche (24 novembre - 23 décembre 1619)
 - les nominations de Gio. Luigi Fabri en qualité de capitaine de justice du sénat (25 septembre - 24 décembre 1619), de Filippo Achiardi de Nice, en qualité de juge dudit lieu (3 août 1618 - 22 janvier 1620) et de Bartolomeo Baldoino de Nice, en qualité d'avocat fiscal général et patrimonial (23 décembre 1619 - 12 février 1620, 2 avril - 8 juin 1621)
 - la grâce pour Bartolomeo Lamberto de La Brigue et Pietro Antonio Lascaris de Conio, coupables de port d'arme et d'homicide involontaire (20 février - 14 mars 1620)
 - la délivrance d'un sauf-conduit pour le marin Antonio Tassi de Toulon (10-17 mars 1620)
 - la grâce pour les docteurs en droit Giacomo Dalmassi et Ludovico Garneri de Puget, impliqués dans un homicide lors des bals du mois de mai (10 août 1619 - 17 mars 1620)
 - la grâce pour Luisino Baldoino de Pigna, coupable de coups et blessures lors d'une rixe (17 août 1618 - 4 avril 1620)
 - les statuts de la corporation des boulangers de la ville de Nice établis en 1587 (4 avril 1620)
 - un « indulto » général pour la ville et le comté de Nice et tout autre territoire faisant partie du ressort du sénat (2-15 mai 1620)
 - les nominations de Ludovico Barralis en qualité de préfet de Nice (2 mars - 20 juin 1620), de Giacomo Fenoglio de La Brigue, en qualité de podestat d'Oneglia (20-23 juin 1620) et de Gabriele d'Andreis et de Matteo de Caponi, en qualité de podestat de Sospel et de podestat de Barcelonnette (10 décembre 1619 - 18 juillet 1620)
 - un édit de 1612 prévoyant l'aggravation des peines pour les vols de récoltes (21 juillet 1620)
 - les statuts de la corporation des cordonniers, établie à Nice sous le titre des Saints-Crispin-et-Crispinien (1er septembre 1620)
 - l'attribution du titre de sénateur, sans droit de vote au sénat, pour Gio. Ludovico Fabri (27 septembre 1620)
 - la nomination de Bartolomeo Caissotto de Nice en qualité de podestat de Puget (27 novembre 1620 - 13 février 1621)
 - la charge d'insinuateur à Saorge pour Isac Tiranti (25 octobre 1619 - 8 mai 1621)
 - la nomination d'Annibale Caissotto en qualité de juge de Nice (21 mai - 5 juin 1621)

- les ordres du duc de Savoie concernant la réforme des milices (31 mai 1620 - 16 juin 1621)
- la constitution d'un apanage, par l'inféodation des terres de la viguerie de Barcelonnette, pour le cardinal Maurice de Savoie (26 juin 1621)
- la constitution d'un apanage, par l'inféodation des lieux d'Oneglia, de Maro et leurs dépendances, pour le prince Emmanuel Philibert de Savoie (26 juin 1621)
- l'inféodation des lieux de Villars et Bairols en faveur de Ludovico Solaro, marquis de Dogliani, gouverneur de la ville et du comté de Nice (22 mars - 26 juin 1621)
- l'inféodation des lieux de Thiéry et Lieuche, dans le comté de Beuil, et de Touët, dans la vallée de Massoins, en faveur de Filiberto della Vellana, dit de Lodes (22 mars - 26 juin 1621)
- l'inféodation des lieux d'Ilonse, de Pierlas et de Roure, dans le comté de Beuil, en faveur d'Annibale Badat, gouverneur de Villefranche (22 mars - 26 juin 1621, 24 mars - 29 mai 1621)
- l'inféodation des lieux, château et seigneurie de Malaussène, en faveur du colonel Marcantonio Badat (22 mars - 26 juin 1621)
- l'inféodation des lieux de Roubion et de La Cainée, dans le comté de Beuil, en faveur du chevalier Stefano Badat (22 mars - 26 juin 1621)
- la cession des lieux de La Brigue et de Pigna faite au prince Emmanuel Philibert (20 juillet - 18 août 1621)
- l'inféodation des lieux de Toudon, Ascros, Tourrette et Revest, dans le comté de Beuil, en faveur de Gio. Battista Galleano (27 septembre - 15 octobre 1621)
- la nomination de Dionigi Barberi en qualité d'actuaire du sénat (12 juillet - 12 novembre 1621)
- l'érection en comté du fief d'Aspremont, en faveur d'Annibale Borriglione, seigneur dudit lieu (10 juillet - 1er décembre 1621)
- les nominations de Baldassarre Maronis et d'Ambrogio Giosserandi en qualité de commissaires des routes (10 août - 11 décembre 1621, 1er janvier - 8 mars 1623) et de Gio. Antonio Bonfiglio en qualité de commissaire des extensions et de procureur fiscal et patrimonial général au sénat (23 novembre 1614 - 13 janvier 1622)
- le non-lieu pour Gio. Battista Barralis, accusé de complicité d'homicide (20 juin 1621 - 18 janvier 1622)
- la nomination de Claudio Verdolino en qualité de podestat de Puget (26 mai 1621 - 29 janvier 1622)
- la nomination de Pietro Trinchieri de Nice, en qualité de podestat de Sospel (25 mars 1621 - 22 mars 1622)
- des mesures plus sévères visant à lutter contre le banditisme régnant dans la principauté d'Oneille (30 mars - 19 avril 1622)
- la nomination de Raimondo Flore de Pinerolo en qualité d'actuaire des affaires criminelles (14 mai 1621 - 27 avril 1622)
- une augmentation de salaire pour l'avocat fiscal général Antonio Barelli (28 avril 1621 - 6 mai 1622)
- les nominations de Gio. Ludovico Fabri en qualité de préfet de Nice (20 juin - 15 octobre 1622), de Marco Aurelio Millone de Sospel, en qualité de procureur fiscal général au sénat (1er mai - 28 juin 1622), de Domenico Costantino en qualité de podestat de Sospel (15 février - 3 août 1622), de Michelangelo Lascaris en qualité de juge du lieu et des terres non inféodées du comté de Beuil (25 mai - 23 août 1622) et de Gio. Battista Rainaldo en qualité de podestat de Nice (15 mai 1621 - 17 septembre 1622)
- l'inféodation du lieu de Marie en faveur d'Emanuele Filiberto Bacilotto (12 août 1621 - 15 novembre 1622)
- des mesures spéciales, dont la séparation de l'université des Juifs de Piémont moyennant une redevance annuelle, demandées par les Juifs habitant à Nice (22 novembre 1622)
- l'inféodation des lieux de Rigaud, Massoins, Tournefort dans le comté de Beuil, en faveur du référendaire Francesco Caissotto, de Nice (22 novembre 1622 - 19 décembre 1622, 1er avril - 30 mai 1623)
- l'attribution du droit de vote pour le sénateur Gio. Ludovico Fabri (11 novembre 1622 - 10 janvier 1623)
- les nominations de Giovanni Cambiano en qualité de sénateur ordinaire (8 novembre 1622 - 11 janvier 1623) et d'Antonio Monaco de Torino (Turin) en qualité de sénateur ordinaire (23 décembre 1622 - 28 janvier 1623, 13 janvier 1623)
- la concession du bras séculier demandée par le procureur de la mense épiscopale contre les contrevenants des fêtes prévues dans le calendrier liturgique (3 décembre 1622)
- la concession d'un sursis pour payer leurs créanciers, demandée par les communautés des vigueries de Nice, Sospel, Barcelonnette, Puget, Saint-Étienne et Tende et de la principauté d'Oneglia et Maro, obérées de dettes à la suite des guerres (21 juillet - 18 août 1623)
- les nominations de Gio. Ludovico Bertaudo en qualité de protomédecin (29 avril - 19 août 1623), de Gio. Bartolomeo Caissotto de Nice en qualité de juge de Puget (4 août - 6 septembre 1623), de Gabriele d'Andreis de Sospel, en qualité de podestat de Nice (6 août - 24 novembre 1623) et de Gio. Battista Buonfiglio en qualité de procureur fiscal et patrimonial général du comté de Nice (2 août - 19 décembre 1623)

- l'érection en baronnie du fief des Ferres et de Bouyon, en faveur de Napoleone Drago, seigneur desdits lieux (2 juin 1622 - 19 décembre 1623)
- l'édit de Charles Emmanuel 1er sur la réduction des intérêts trop élevés des contrats ou cens contractés par les communautés faisant partie du ressort du sénat de Nice (1er décembre 1623 - 7 janvier 1624, 19 janvier - 20 mars, 20 mars - 3 août, 2-19 septembre 1624)
- l'inféodation des lieux de Bersezio et Argentera, dans la vallée de la Stura, avec le titre de marquis, en faveur des comtes Carlo Emanuele, Filippo et Ludovico Forni (12 février 1616 - 18 janvier 1624)
- les nominations de Francesco Millonis en qualité de juge de Sospel (10 août 1621 - 27 novembre 1624), d'Onorato Lubonis en qualité de trésorier de la ville et du comté de Nice (20 mars - 16 avril 1624) et de Stefano Bruno de Toudon en qualité de juge de Puget (18 novembre 1623 - 7 mai 1624)
- des dispositions concernant l'exercice de la médecine et de la chirurgie (17 avril - 6 juillet 1624)
- la nomination de Bernardino Barralis en qualité de juge de Nice et d'avocat des pauvres (30 août 1623 - 5 décembre 1624)
- des mesures spéciales, concernant notamment l'achat de sel et l'insinuation des actes, demandées par la communauté et viguerie de Sospel (13 juillet - 20 septembre 1624)
- la nomination d'Onorato San Giovanni en qualité d'actuaire au sénat (18 juin - 26 octobre 1624)
- l'autorisation de donner des sauf-conduits pour les bandits engagés dans ses galères donnée à l'amiral Giacomo Lascaris, marquis d'Urfé et reconnaissance de la parenté de sang existant entre le duc de Savoie et ledit marquis (28 mai - 18 novembre, 25 avril - 3 décembre 1624)

18/01/1619 - 03/12/1624

1 B 164

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques des particuliers (6 janvier 1625 - 9 juin 1635), 1 registre, concernant :
- la répartition des recettes pour le paiement des appointements des membres du sénat (6-29 janvier 1625, 18 janvier - 21 février 1628, 16 novembre 1633 - 2 janvier 1634, 15 janvier - 18 février 1634)
 - l'inféodation des lieux de Péone, Beuil et Sauze en faveur du comte Paolo Camillo Cavalca (22 octobre 1623 - 13 janvier 1625)
 - la nomination de Matteo Nazario de Villafalletto en qualité de sénateur ordinaire (29 octobre 1624 - 26 janvier 1625)
 - l'attribution au sénateur Fabri des compétences ordinaires des sénateurs en plus des fonctions de préfet et gouverneur de la principauté d'Oneglia (Oneille) (1er septembre 1624 - 28 mai 1625)
 - les nominations du comte Gio. Paolo Caisotto, en qualité de préfet de Nice (18 février - 15 mars 1625), du sénateur Carlo Ferrero en qualité d'auditeur général de guerre (25 janvier - 17 mai 1625) et de Gabriele d'Andreis en qualité de juge de Sospel (25 juillet 1623 - 18 avril 1625)
 - un accord entre la communauté et viguerie de Sospel et le marquis d'Urfé au sujet de la réduction des intérêts des contrats (27 novembre 1624 - 13 mai 1625)
 - les nominations d'Annibale Buonfiglio en qualité de procureur fiscal et patrimonial général au sénat (29 mai 1625 - 29 novembre 1625), de Michelangelo Lascaris des seigneurs de Castellar en qualité de juge ordinaire de Nice (22 novembre 1625 - 10 janvier 1626) et de Tommaso Rebaldo en qualité de juge de Sospel (1er juin 1623 - 21 janvier 1626)
 - des instructions données à l'avocat Gio. Battista Richelmi de se rendre à Barcelonnette pour procéder contre des déserteurs (14 octobre 1625 - 30 janvier 1626)
 - la nomination d'Albertino Provana en qualité d'avocat fiscal et patrimonial général (15 janvier - 14 mars 1626, 10 avril 1628)
 - les statuts de la corporation des menuisiers érigée à Nice sous le vocable de Saint-Joseph (14 mars 1626)
 - l'injonction faite à l'évêque de Nice de libérer le prévôt de la cathédrale Onorato Rossignolo qu'il a fait emprisonner illégalement dans le palais épiscopal (28 février - 5 mars 1626)
 - la nomination d'Ottavio Barralis en qualité de procureur patrimonial de la ville et du comté de Nice (25 mars - 7 avril 1626)
 - la confirmation des privilèges du port franc de Villefranche (26 mars - 12 avril, 25 mai - 12 juin 1626)
 - la nomination d'Antonio Salomone de La Bollène, en qualité de juge de Puget (1er avril - 26 mai 1626)
 - la légitimation de Vincenzo de Nigris, enfant naturel (3-23 juin 1626)
 - la nomination de Pietro Savornino, notaire de Bouyon, en qualité d'huissier du sénat (26 mars - 27 juin 1626)
 - des dispositions concernant le fonctionnement et le financement du sénat (15 avril - 17 juin 1626)
 - les nominations d'Antonio Scotia, en qualité de protomédecin dans le comté de Nice (3 janvier - 11 juillet 1626), de Castiglio Giacobi de Contes, en qualité de juge de Nice (7 juillet - 10 octobre 1626) et d'Onorato Bertone et de Gio. Francesco Imberto de Nice en qualité d'huissiers du sénat (20 novembre - 1 décembre 1626, 24 novembre - 14 décembre 1626)
 - des précisions sur l'édit du 1er décembre 1623 sur la réduction des intérêts, demandées par des particuliers de Nice et de Sospel (26 novembre - 9 décembre 1626, 20 novembre 1626 - 9 janvier 1627)

- la nomination de Bartolomeo Caissotto en qualité d'avocat fiscal provincial (5 août 1623 - 22 février 1627)
- l'attribution du titre de sénateur pour Bernardino Barralis afin d'exercer la charge d'avocat des pauvres (10-23 février 1627)
- les nominations de Francesco Auda en qualité d'actuaire du sénat (24 août 1626 - 22 mars 1627) et de Pacifico Alberti en qualité de juge de Sospel (12 mars 1624 - 27 mars 1627)
- des explications concernant l'édit du 1er décembre 1623 sur la réduction des intérêts des contrats demandées par le prieur Pietro Giletta, procureur du trésor dans le comté de Nice (25 avril - 8 juin 1627, 14 août 1630)
- les nominations de Simone Rochati en qualité de second président du sénat (15 mai - 7 août, 22 juin - 13 août 1627) et de Filippo Achiardi, en qualité de préfet de Nice (22 juillet - 7 août 1627)
- l'attribution au protomédecin Antonio Scotia et à son adjoint du privilège d'examiner tous les candidats à l'exercice de la médecine et de la chirurgie pour éviter des abus (17 juin - 14 août 1627)
- le maintien dans l'office d'huissier du sénat demandé par Onorato Rosetto de Nice, suspendu par le président Pergamo (14 décembre 1626 - 18 août 1627)
- le paiement de legs laissés par son mari demandé par Alessandra Alberta veuve Chianea de Sospel (4 septembre 1627) et d'une somme d'argent demandé par les Pères du couvent Saint-Jacques de Nice (9 octobre 1627)
- la concession de lettres réquisitoires, demandée par Marguerite de Villeneuve, pour auditionner des témoins de l'homicide de son mari, Claude d'Estienne, jugé devant le parlement du Dauphiné (30 septembre - 3 novembre 1627)
- des mémoires, concernant entre autres le renouvellement de l'obligation de payer les lesdes pour tous les particuliers, la tenue de foires et la gabelle du sel, présentés par la ville de Nice (31 mai 1625 - 27 novembre 1627)
- la nomination du secrétaire du sénat Vespasiano Masino, en qualité d'actuaire des pauvres (26 avril 1616 - 18 décembre 1627)
- l'attribution du titre de sénateur préfet pour Gio. Angelo Ressano de Pinerolo, gouverneur et juge dans la viguerie de Barcelonnette (18 octobre 1627 - 8 janvier 1628)
- la restitution des marchandises confisquées et la possibilité de bénéficier du port franc pour Pietro Constantino et associés, marchands de Nice (12 décembre 1627 - 18 février 1628)
- les nominations de Castiglio Giacobi de Contes, en qualité de juge de Puget (22 décembre 1627 - 27 mars 1628) et d'Antonio Salomone de La Bollène, en qualité de juge de Sospel (23 février - 26 avril 1628)
- l'inféodation du lieu de Sainte-Agnès avec le titre de comte en faveur d'Ascanio Baratta des seigneurs de Cervere (21 avril 1627 - 5 mai 1628)
- l'obligation pour les secrétaires de la ville de Nice et des communautés du comté de tenir des registres des affaires criminelles, avec l'indication de toutes les informations s'y rapportant, et de les remettre au secrétaire des affaires criminelles du sénat Raimondo Flore (1er août 1627 - 20 juin 1628)
- les nominations de l'avocat Guglielmo Verani, en qualité d'auditeur général des galères (24 septembre 1627 - 12 avril 1628) et de Gio. Ludovico Raiberti en qualité de viguier de Sospel (16 juillet - 26 juillet 1628)
- des dispositions particulières relatives à la réduction des intérêts des contrats, demandées par les particuliers de Puget et de Beuil (30 mai - 23 juillet 1628)
- l'attribution de la charge d'auditeur général des châteaux de Nice, Villefranche et Saint-Hospice, pour Antonio Barelli, avocat fiscal général (15 juin - 1er septembre 1628)
- les nominations de Ludovico Tonduti de Nice, en qualité de juge de ladite ville (17 juillet - 7 octobre 1628) et de Gabriele d'Andreis en qualité de juge de Sospel (8 juin - 10 novembre 1628)
- des dispositions sur les compétences judiciaires du général des galères du duc de Savoie et avis donné par le Grand chancelier (24 mars - 17 novembre 1628, 14 décembre 1628 - 9 janvier 1629)
- les nominations d'Angelo Antonio Calery en qualité de sénateur à Nice (18 avril - 8 août 1628), de Gaspare Rosso en qualité de juge de Nice (8 juillet - 28 septembre 1629), de Claudio Portaniero di Santa Margherita, en qualité de juge de Puget (20 novembre 1628 - 2 octobre 1629), de Francesco Millonis, en qualité de juge de Sospel (23 mars - 15 avril 1630), de Gio. Bernardino Porta en qualité de premier président du sénat (2 mars - 26 avril 1630) et de Costanzo Vallati en qualité de sénateur ordinaire (10 mars - 3 juillet 1630)
- l'approbation de l'institution de la primogéniture, avec le titre de baron, accordée à Giuseppe Marchesano, seigneur de Coaraze et de Roccasparviera (2 mars - 20 juillet 1629)
- l'interdiction pour le sénat de s'ingérer dans les causes relatives au port franc, relevant de la compétence du Consulat de mer (27 août 1629)
- un accord entre les créanciers et les débiteurs de la ville de Nice, réalisé en présence de Félix de Savoie, lieutenant général du duc et de Pietro Giletta, procureur du trésor général (10 décembre 1629 - 24 juillet 1630)
- la concession du bras séculier demandée par les secrétaires de l'évêché de Nice (4 septembre 1630)

- l'interdiction de s'occuper des affaires de Dolceacqua, Apricale et Perinaldo pour Pietro Francesco Aschiero (30 septembre 1630)
- la nomination de Clemente Calvino en qualité de juge de Nice (12 octobre - 9 novembre 1630)
- la légitimation accordée à Gio. Pietro Gilletta, fils d'un prêtre et d'une femme de Lausanne (10 décembre 1627 - 18 janvier 1631)
- l'affaire d'une femme passible d'excommunication et se trouvant dans la prison du sénat, réclamée par le tribunal ecclésiastique (30 janvier 1631)
- la nomination de Pietro Barelli, en qualité de juge de Sospel (7 mars - 28 avril 1631)
- l'admission des recours et appels provenant des particuliers de Dolceacqua (26 avril 1631)
- la confirmation d'une ordonnance prise par le conseil municipal de Nice au sujet des mesures pour les grains (26 avril - 14 mai 1631)
- l'attribution au sénat de Nice des causes précédemment déléguées au sénat de Piémont (15 avril 1630)
- la possibilité de consulter des actes notariés, reçus par un notaire de Revel près de Barcelonnette, pour élucider une affaire de faux en écriture, demandée par le procureur de la ville de Digne (24 juillet 1632)
- la nomination de Gio. Antonio Auda de Villefranche en qualité de procureur fiscal général et patrimonial et commissaire des extensions (16 octobre 1632 - 9 mars 1633), d'Antonio Barelli, avocat fiscal général et patrimonial, en qualité de sénateur ordinaire et d'avocat général de la ville et du comté de Nice (8 décembre 1632 - 17 mars 1633), de Gio. Agostino Auda en qualité d'avocat des pauvres (10 mai 1632 - 17 mars 1633), d'Antonio Orazio Vercellis de Biella, en qualité de sénateur ordinaire (10 septembre 1632 - 17 mars 1633), de Bartolomeo Baldoino de Nice, en qualité de sénateur ordinaire (7 mai 1632 - 9 mars 1633), de Nicolo' Losa en qualité de premier président du sénat (10 septembre 1632 - 17 mars 1633), de Tommaso Rebaldo de Moulinet, en qualité de juge de Sospel (13 mai 1632 - 16 avril 1633) et de Giulio Cesare Richelmi en qualité de juge de Nice (8 octobre 1632 - 16 avril 1633)
- la légitimation accordée à Giovanni Brunengo d'Oneglia (27 avril 1633 - 26 avril 1633)
- la réintégration du sénateur Ferrero dans sa charge après en avoir été suspendu pour abandon du poste (13 juin 1631 - 19 avril 1633)
- la nomination de Filippo Achiardi en qualité de conservateur des Juifs pour la ville et le comté de Nice et sa confirmation en qualité de préfet de Nice (10 mai 1632 - 21 mai 1633)
- l'inféodation de La Turbie, avec le titre de baron, en faveur du premier président des finances Orazio Buonfiglio (25 février 1631 - 9 mars 1633)
- la nomination d'Annibale Savornino en qualité d'actuaire (4 mai - 18 juin 1633)
- l'exemption d'impôts en faveur des époux Faraudi de Levens et pour le président Andrea Pellegnino, ayant douze enfants vivants (13 mars - 16 juillet 1633, 1er février - 17 mars 1635)
- l'ordre de faciliter la consultation de toutes les archives publiques et privées pour l'auditeur Antonio Fighiera, chargé d'intervenir dans les procès sur la réduction des cens (2 juillet 1633)
- les nominations de Giacomo Gioffredo en qualité de procureur provincial et fiscal général (26 juillet - 3 novembre 1633, 29 mai - 7 juin 1634) et de Gio. Cesare Verani en qualité de juge de la ville de Nice (28 juin - 28 novembre 1633)
- la restitution des objets confisqués aux Espagnols sur une felouque génoise, en raison du droit de villefranche, accordée au président de la chancellerie de Valladolid (26 juillet - 6 août 1633)
- l'attribution à Gio. Michele Baldoino de la charge d'archiviste du château de Nice, tout en demeurant avocat fiscal et patrimonial général (5 juillet 1632 - 1er novembre 1633, 26 mars 1633)
- la nomination de Gio. Francesco Buonfiglio en qualité de procureur fiscal général et patrimonial (10 octobre 1633 - 12 juin 1634)
- l'interdiction pour les soldats et les particuliers du château de Nice de vendre ou acheter pain, vin et viande, pour sauvegarder les lesdes, demandée par la ville de Nice (28 juillet - 22 août 1634)
- les nominations de Francesco Antonio Claretti en qualité de juge de Nice (2 octobre - 6 novembre 1634), de Bernardo Tomatis en qualité de conservateur et surintendant général des frontières et revenus (20 novembre 1634 - 23 février 1635) et d'Emanuele Laurenti de Belvédère, en qualité de juge de Sospel (12 juillet 1634 - 6 mars 1635)
- la légitimation accordée à Onorata Andrea, de Bonson (1er décembre 1628 - 22 mars 1635)
- la nomination d'Antonio Noaro, en qualité d'insinuateur d'Oneglia (20 avril - 9 juin 1635)

06/01/1625 - 09/06/1635

1 B 165

- « Interinizioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques des particuliers (22 juin 1635 - 8 décembre 1643), 1 registre, concernant :
- le rétablissement du port franc à Nice, Villefranche et Saint-Hospice (30 octobre 1633 - 24 janvier 1634, 15 février 1638)
 - les nominations de Marcello Vivaldo de Mondovi', en qualité de sénateur ordinaire (22 juin - 10 juillet 1635) et d'Ascanio Giletta de Levens, en qualité de préfet de la ville et du comté de Nice (22 juin - 14 août 1635)
 - la concession de privilèges et immunités pour le maître de poste Gerardo Paschino de Nice (25 septembre - 20 octobre 1635)

- les ordres pour tous les sujets du roi d'Espagne de quitter le territoire du duc de Savoie et aux sujets savoisiens habitant à l'étranger de rapatriement, sous peine de confiscation des biens (20-31 octobre 1635, 2 octobre 1635 - 15 mai 1637)
- la concession du port d'arme pour les frères Gerolamo et Giacinto Amoretti d'Oneglia (Oneille) (5 juillet - 9 novembre 1635)
- les nominations de Francesco Millonis de Sospel en qualité de podestat d'Oneglia (11 octobre - 16 novembre 1635), de Gio. Francesco De Orestis en qualité de juge de Nice (4 juillet - 18 décembre 1635) et de Claudio Portaniero di Santa Margherita, en qualité de conservateur de la traite franche dans la viguerie de Puget, dans les vallées de Saint-Étienne et Sigale (15 octobre 1634 - 19 janvier 1636)
- l'exemption d'impôts pour les époux Thaon de Lantosque, ayant douze enfants (5 août 1633 - 11 mars 1636)
- la réduction des intérêts des cens et créances pour les communautés et particuliers du marquisat du Maro et du comté de Prelà (22 février - 4 avril 1636)
- l'interdiction de saisir les troupeaux des particuliers et des communautés de Pontedassio et des vallées d'Oneglia et Maro en paiement de dettes (24 octobre 1635 - 4 avril 1636)
- la nomination de Castiglio Giacobi de Nice, en qualité de juge de Sospel (24 août 1635 - 7 avril 1636)
- l'inféodation du lieu de Peille en faveur du président Andrea Pellegnino (25 juillet 1633 - 11 avril 1636)
- les nominations de Melchiorre Battista Curti en qualité de procureur fiscal et patrimonial général (27 janvier - 2 avril 1636) et du capitaine Andrea Claretti en qualité de conservateur général et juge des eaux et routes (8 avril 1634 - 22 avril 1636)
- l'établissement de la préfecture de Sospel et la nomination de Gabriele d'Andreis en qualité de sénateur préfet (15 janvier - 22 avril 1636)
- la répartition des recettes pour le paiement des appointements des membres du sénat (10 avril - 16 mai, 27 septembre 1636, 6 juillet - 20 septembre, 5-24 mars 1638, 12 mars 1643)
- l'inféodation des lieux de Thiéry, Lieuche et Touët, dans le comté de Beuil, en faveur du comte Onorato Claretti, premier secrétaire du duc (23 juin 1634 - 6 septembre 1636)
- les nominations d'Albertino Provana, avocat fiscal et patrimonial général, en qualité de sénateur ordinaire au Sénat de Nice, gouverneur et préfet de la principauté d'Oneglia (2 juillet - 13 septembre 1636), de Pietro Trinchiero en qualité d'avocat fiscal et patrimonial général (2 juillet - 5 novembre 1636) et d'Amedeo Papaseudi en qualité de procureur fiscal provincial de la préfecture de Sospel (13 mars - 12 novembre 1636)
- l'établissement du collège de procureurs de la ville de Sospel, contenant la liste nominative des procureurs (15 janvier - 12 novembre 1636)
- les nominations de Gioanni Rossignolo en qualité de juge de Nice (12 août - 20 décembre 1636), d'Andrea Flore en qualité d'actuaire du sénat (15 décembre 1636 - 9 janvier 1637) et de Raimondo Flore en qualité d'actuaire unique des affaires criminelles (4-27 février 1637)
- la nomination de Cesare Bessoni en qualité de procureur fiscal général de Barcelonnette (24 février - 10 mars 1637)
- la fixation de la valeur des monnaies (22 décembre 1636 - 20 avril 1637)
- la nomination de Claudio Verdolino en qualité de juge de Puget (29 mars - 20 avril 1637) et d'Antonio Galli en qualité de juge de Sospel (20 décembre 1636 - 24 avril 1637)
- la suspension des bailes et juges ordinaires du comté de Nice encore en charge après la fin de leur mandat de deux ans (4 mars 1637)
- l'interdiction du port d'arme dans la principauté d'Oneglia (12-30 juin 1637)
- le privilège accordé à la confrérie de la Miséricorde de Nice de demander la grâce pour un condamné à mort (10 janvier 1634 - 14 juillet 1637)
- la suspension de l'édit du 1er décembre 1623 sur les cens pour la principauté d'Oneglia (24 septembre 1636 - 5 septembre 1637)
- la nomination d'Antonio Orazio Vercellis en qualité d'auditeur et juge des causes de droit de ville-franche (20 mai - 17 septembre 1637)
- l'autorisation pour le sénateur Vivaldo de continuer à exercer les fonctions de juge d'appel de certains lieux inféodés (18 septembre 1637)
- l'établissement dans les communautés de l'impôt de la « double mouture » (30 août 1637)
- le paiement des appointements pour l'avocat fiscal général Barelli (21 avril 1637)
- l'inféodation des lieux de Gazzelli et Chiusanico dans la principauté d'Oneglia pour le comte Nicolo' Gandolfo (8 février 1635 - 5 novembre 1637)
- la nomination des consuls de la communauté de Cenova dans la vallée du Maro (24 juin - 17 novembre 1637)
- la régence acceptée par Madame Royale au nom de son fils François Jacinthe (15 octobre - 1er décembre 1637)
- la préséance du sénat sur les syndics de la ville de Nice (22 novembre 1637)
- la nomination de Leandro Ferrero en qualité de juge de Nice (27 juillet - 19 décembre 1637)

- un édit de Madame Royale concernant, entre autres, l'interdiction des duels, la tolérance accordée aux non catholiques et le règlement des monnaies (3 novembre - 28 décembre 1637)
- l'admission du comte et référendaire Gio. Paolo Caissotti en qualité de sénateur (28 mars 1635 - 22 janvier 1638, 2 mars, 3-30 avril 1638, 30 septembre - 14 octobre 1642)
- les nominations d'Antonio Francesco Giacobi en qualité de procureur patrimonial (14 janvier - 1er mars 1638, 30 janvier 1643), de Gio. Battista Laugiero en qualité de juge de Sospel (6 mars 1637 - 20 avril 1638), de Gio. Battista Toesca en qualité de procureur fiscal de Sospel (12 janvier - 30 avril 1638) et de Gio. Vittorio Alberto de Sospel, en qualité de procureur fiscal général (4 février - 26 mai 1638)
- la grâce pour des Provençaux, propriétaires de bateaux, coupables d'avoir fraudé le droit de ville-franche (14 mai 1638)
- la confirmation de Ludovico Berardi en qualité de trésorier général (28 mai 1638)
- les nominations de Claudio Portaniero en qualité de juge de Puget (27 janvier - 7 août 1638) et d'Onorato Leotardi en qualité de préfet de Nice (17 janvier - 27 août 1638)
- l'attribution au sénat de Piémont des litiges concernant l'avocat Gio. Battista Richelmi (9 août 1638)
- la nomination d'Amedeo Dal Pozzo en qualité de juge de Nice (19 juillet - 7 septembre 1638)
- la libération du capitaine de Saint-Tropez, arrêté auparavant et son navire saisi, ayant montré la licence du cardinal de Richelieu de côtoyer les rivages des ennemis de la France (18 septembre 1638)
- l'annonce du décès du duc François Jacinthe et de la prolongation de la régence (4-24 octobre 1638)
- l'attribution de la charge d'auditeur du château et des forts de la ville et du comté de Nice en faveur de l'avocat fiscal général Antonio Barelli (23 juillet - 30 octobre 1638)
- la nomination d'Antonio Galli de Lucéram, en qualité de juge d'Oneglia (20 juin - 1er décembre 1638)
- l'inféodation du lieu de Pontedassio dans la vallée supérieure d'Oneglia, avec le titre de comte, en faveur des frères Vibo' (26 mai 1635 - 22 janvier 1639)
- la désignation de Marco Aurelio Milone pour aider et succéder à son oncle dans l'office de procureur fiscal général (9 octobre 1638 - 16 février 1639)
- la nomination de Gio. Agostino Rostagno en qualité de juge de Sospel (4 juin 1638 - 13 avril 1639)
- la concession pour Raimondo Flore de céder ou vendre sa charge d'actuaire des affaires criminelles du sénat (23-30 août 1639)
- la nomination du notaire Andrea Serra, en qualité d'actuaire du sénat (23 août - 2 septembre 1639)
- l'exemption d'impôts en faveur des époux Calzamiglia et des époux Anfossi, ayant douze enfants (20 août - 20 septembre, 18 septembre - 5 octobre 1639)
- la nomination du notaire Andrea Cotto et d'Annibale Savornino en qualité d'actuaire du sénat (24 août - 20 septembre 1639)
- la répartition des compétences des sénateurs dans les causes relatives à la comptabilité et au trésor ducal (20 août, 30 octobre 1639)
- l'autorisation donnée au sénat de disposer des condamnés criminels pour procéder aux réparations du palais du sénat (11 octobre 1639)
- la possibilité pour Giacomo Camillo Masino de succéder à son père Vespasiano dans l'office de secrétaire, trésorier et actuaire des pauvres (5 septembre - novembre 1639)
- la confirmation du capitaine Andrea Claretti en qualité de conservateur général et juge des routes (14 octobre - 8 novembre 1639)
- les nominations d'Andrea de Albertis en qualité de juge de Nice (13 août - 22 novembre 1639), d'Onorato Buonfiglio en qualité de procureur fiscal général (24 août - 10 décembre 1639) et de Pietro Francesco Berardi, en qualité d'actuaire du sénat (3-31 octobre 1639)
- la confirmation de l'établissement à Nice du collège des docteurs en droit (8 décembre 1639 - 9 janvier 1640)
- la confirmation d'Antonio Barelli en qualité de sénateur et avocat général (1er octobre 1639 - 28 janvier 1640)
- l'abolition des mesures de confiscation prises à l'encontre d'Annibale Grimaldi et la restitution de son fief de Beuil en faveur de son fils Andrea (cette grâce sera annulée par rescrit royal du 24 mars 1649) (28 décembre 1639 - 3 mars 1640)
- la perception du « cotizzo » dû par les taverniers (20 janvier 1640)
- la mise à ferme de la charge de clavaire de Sospel et autres revenus du duc (26 janvier 1640)
- les nominations du sénateur Carlo Ferrero en qualité de premier président du sénat à la première vacance de poste et en attendant de second président (10 février - 30 avril 1640), du sénateur Gerolamo Marcello Vivaldo en qualité d'auditeur général de guerre (6 février - 30 avril 1640) et de Ludovico Vachiero en qualité de juge de Sospel (15 octobre 1639 - 7 mai 1640)
- l'inféodation du lieu de La Turbie, avec le titre de baron, en faveur de Giacomino Marengo, évêque de Nice (13 mars - 19 mai 1640)
- la nomination de l'huissier Gio. Francesco Imberti en qualité d'actuaire du sénat (2 avril - 19 mai 1640)
- l'exemption de toute charge et trézain pour les moulins, fours et pâturages de la communauté de Valdeblorre (28 décembre 1639 - 14 juillet 1640)

- les nominations de Diego Bottino de Menton en qualité de juge d'Oneglia (15 juillet - 25 août 1640), de Bartolomeo Avessano de Fossano, en qualité de procureur patrimonial (4 avril - 13 octobre 1640), de Cesare Marchesan de Coaraze, en qualité de juge de Mondovi' (5 septembre - 16 octobre 1640), d'Andrea Baldovino en qualité de juge de Nice (1er juillet - 13 novembre 1640) et d'Onorato Leotardi en qualité de sénateur ordinaire (20 octobre - 13 novembre 1640)
- l'interdiction du port d'arme à Nice et dans le comté (7-17 janvier 1641)
- la nomination de Bartolomeo Giuglaris en qualité de juge de la ville de Sospel (20 août 1640 - 13 mars 1641)
- l'ordre d'entériner les patentes de nomination de sénateur et référendaire provincial en faveur de Filippo Achiardi (26 février 1641, 6 octobre 1639 - 19 juin 1641)
- des mesures concernant les monnaies circulant à Nice, dont l'obligation de les changer (24-27 mars 1641)
- les nominations de Pietro Antonio Barelli en qualité d'auditeur général du château et des forts de la ville et du comté de Nice (6 mai 1640 - 13 avril 1641), de Pietro Giorgio Riccardi en qualité de proto-médecin de la ville et du comté de Nice (12 septembre 1640 - 15 juin 1641), de Leandro Ferrero en qualité d'auditeur des cuirassiers et des arquebusiers à cheval (30 décembre 1640 - 8 juin 1641) et de Bartolomeo Marengo en qualité de préfet de Nice (10 décembre 1640 - 27 juillet 1641)
- le privilège de rédiger des lettres sur les suppliques et les édits, concédé à Clemente Raibaud en paiement de l'argent avancé pour les réparations du château (1er novembre 1640 - 9 août 1641)
- la libération de deux forçats (8-16 juillet 1641)
- l'inféodation des lieux de Castelvechio et de Borgo en faveur de Raimondo Valfredo (10 janvier - 20 avril 1641)
- des mesures concernant la régence, les bandits sévissant dans le comté et dans la principauté d'Oneglia, les causes criminelles et les esclaves ou forçats s'échappant des galères, prises par le cardinal Maurice de Savoie et le prince François Thomas de Savoie (30 mars - 24 janvier 1642)
- l'inféodation du lieu de Costa dans la vallée d'Oneglia en faveur d'Emanuele Filiberto Baciloto (25 avril 1640 - 29 mars 1642)
- la nomination de Gio. Francesco Pellegrino en qualité de juge de la ville de Sospel (4 décembre 1640 - 24 mai 1642)
- des précisions concernant les causes revenant à l'auditeur du château et des forts du comté de Nice (4 juin 1642)
- les statuts du collège des docteurs en droit de Nice (14 juin 1642)
- la nomination de Camillo Truco des seigneurs de Châteauneuf et de Giovanni Bochio, en qualité de juge et de lieutenant-juge de Nice (20 décembre 1641 - 28 juin 1642)
- l'accord entre la duchesse de Savoie et ses beaux-frères, après le mariage de Maurice avec la princesse Louise Marie de Savoie (26-30 juillet 1642)
- la nomination de Francesco Lascaris en qualité de juge de Nice (16-29 novembre 1642)
- des dispositions concernant de nouvelles impositions, la nomination du baile et le pâturage adoptées par la communauté de Tourrette (16 novembre - 11 décembre 1642)
- les nominations de Michelangelo Lascaris en qualité de sénateur ordinaire (18 novembre 1642 - 14 avril 1643, 14 mars - 11 avril 1643) et de Pietro Auda de Villefranche, en qualité de commissaire des extensions (4 octobre 1642 - 21 avril 1643)
- la confirmation pour le capitaine Andrea Claretti de sa nomination en qualité de conservateur général et juge des eaux et routes (2 septembre 1642 - 20 juin 1643)
- la nomination d'Onorato Savornino en qualité d'actuaire (15 juin 1643)
- l'autorisation pour Tommaso Rebaldo d'exercer l'office de juge de Sospel (23 avril 1643)
- la délégation donnée aux sénateurs Ferrero, Caissotti, Provana et Lascaris et à l'avocat Ludovico Tonduti de régler les causes sur la réduction des cens en fonction de l'édit du 1er décembre 1623 (20 mars 1643)
- la libération de l'auditeur de Dolceacqua Gio. Francesco Viterbo, arrêté pour avoir prononcé des paroles irrévérencieuses à l'égard de la duchesse (6 août 1643, 8 décembre 1643 - 4 janvier 1644)
- la délégation donnée au surintendant général des frontières et des revenus Bernardo Tomatis de recevoir les actes de reconnaissance des biens relevant du patrimoine ducal (1er avril - 24 octobre 1643)
- les statuts de la corporation des maîtres maçons, érigée à Nice sous le titre des Quatre-Saints-Couronnés (7 novembre 1643)
- les nominations de Scipione Porta en qualité de premier président du sénat (25 juillet - 24 septembre 1643), de Gio. Francesco de Orestis en qualité de préfet de la ville et viguerie de Sospel (7 octobre - 15 décembre 1643) et de Guglielmo Verani en qualité de juge de Nice (28 octobre - 15 décembre 1643)
- des mesures spéciales, dont le port d'arme pour les habitants de Breil, des litiges avec les Génois à propos d'un territoire près de Pigna, les droits payés pour le flottage des bois sur le Var, demandées par le sénat (1er novembre 1643)
- la concession d'un « indulto » général (1er octobre - 24 novembre 1643)

22/06/1635 - 08/12/1643

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques des particuliers (8 décembre 1643 - 11 septembre 1654), 1 registre, concernant : - l'inféodation, avec le titre de comte, du lieu de Costa, dans la vallée d'Oneglia (Oneille), en faveur du chancelier Gio. Giacomo Piscina (8 décembre 1643 - 12 janvier 1644)
- les nominations d'Onorato Leotardi, baron de Sainte-Agnès, en qualité de sénateur ordinaire (11 mars 1643 - 6 mai 1644), d'Onorato Detat en qualité de procureur fiscal et patrimonial général (3 mars - 10 mai 1644), de Carlo Ferrero en qualité de second président du sénat (22 mars 1643 - 31 mai 1644), du comte Onorato Lascaris della Briga, en qualité de juge de Sospel (30 mai - 7 juin 1644), de Gio. Agostino Auda en qualité d'avocat fiscal général et patrimonial (15 février - 7 juin 1644), de Gabriele d'Andreis en qualité de préfet d'Oneglia (Oneille) (28 février - 20 juin 1644), de Giulio Cesare Richelmi en qualité d'avocat fiscal général et patrimonial (27 mars - 4 juillet 1644) et de Giacomo Portaniero di Santa Margherita en qualité de préfet de Nice (8 novembre 1643 - 20 août 1644)
 - l'inféodation du fief de Bestagno en faveur du comte Sanfront (16 juin - 15 octobre 1644)
 - la nomination de Domenico Costantino en qualité de juge de Nice (24 décembre 1643 - 5 novembre 1644)
 - l'accord conclu entre la duchesse de Savoie et ses beaux-frères Maurice et François Thomas de Savoie (9 décembre 1644)
 - un mémoire du sénat concernant, entre autres, un litige avec les Génois au sujet d'un territoire près de Pigna, le nombre des sénateurs et des actuaire et la fixation des appointements (22 novembre 1644 - 21 janvier 1645)
 - l'autorisation donnée à l'actuaire Andrea Cotto d'aliéner son office (2 janvier - 4 février 1645)
 - la concession faite à Pietro Antonio Barelli de succéder à son père Antonio, après son décès, en qualité d'avocat fiscal général (28 juillet 1644 - 15 février 1645, 11 août - 5 décembre 1646)
 - les nominations de l'auditeur des forts Gio. Francesco Girardi en qualité de sénateur ordinaire et de conservateur surintendant et auditeur général des forts (20 février - 15 mars 1645), de Gio. Agostino Rostagno de Breil en qualité de juge de Sospel (14-15 mars 1645) et de Carlo Mattia Bergano en qualité de juge d'Oneglia (Oneille) (6-23 mars 1645)
 - l'augmentation des appointements du président du sénat Porta, en raison de l'absence des sportule (23 mars, 19 mai 1645)
 - la nomination de Giovanni Verani de Contes, en qualité de procureur fiscal général (20 mars - 16 juin 1645)
 - l'autorisation donnée à la communauté d'Oneglia d'imposer des nouvelles taxes (21 novembre 1643 - 17 juin 1645)
 - la confirmation de Giovanni Barletti en qualité de successeur de Raimondo Flore, son beau-père, en qualité d'actuaire des affaires criminelles (3 juillet 1645)
 - l'expédition de la cause opposant le capitaine Gio. Francesco Fabri aux époux de Alessandri (7 mars 1645)
 - des dispositions concernant les procès sur la réduction des cens (28 mai 1645)
 - la nomination du notaire Onorato Bonfiglio en qualité de secrétaire des affaires criminelles, en remplacement de Barletti (6-14 août 1645)
 - la confirmation de l'inféodation, faite en 1635, et l'érection en comté du lieu de Clans en faveur d'Onorato Orsieri, comte de Gillette (1er avril - 19 août 1645)
 - une prime demandée par les soldats de justice de Cuneo pour l'arrestation d'un bandit de Sospel (14 novembre 1645)
 - les nominations de Gio. Battista Gillio en qualité de juge de Nice (2 juillet - 9 décembre 1645), d'Andrea Baldovino, en qualité d'avocat des pauvres (4 décembre 1644 - 21 février 1646), de Pietro de Pretis, en qualité de podestat de Sospel (4 mars - 10 avril 1646)
 - la réduction à huit du nombre des places d'actuaire au sénat de Nice (30 mars 1645 - 15 mai 1646)
 - les nominations du notaire Andrea Flore en qualité de procureur fiscal général en remplacement de Gio. Francesco Buonfiglio (20 juin - 14 juillet 1646) et de Ludovico Trinchiero en qualité de juge de Nice (25 juin - 11 décembre 1646)
 - la confirmation de Giacomo Portaniero di Santa Margherita en qualité de préfet de Nice (1er novembre 1646 - 8 janvier 1647)
 - les nominations de Giacinto Gaschi de Bagnasco, en qualité de juge d'Oneglia (15 janvier - 30 avril 1647), de Clemente Francesco Tranzo (Trans), en qualité de juge de Sospel (25 avril - 2 mai 1647) et du vassal Carlo Isnardi en qualité d'auditeur de la milice (23 juin 1645 - 26 juin 1647)
 - l'augmentation des appointements pour le second président et cinq sénateurs (7 juillet 1647, 16 août - 9 septembre 1648)
 - l'attribution au sénat de la cause opposant les chevaliers Cays et Tonduto à la communauté de Levens (21 juin - 2 septembre 1647)

- les nominations de Gio. Francesco Todone en qualité de juge ordinaire de la ville de Nice (12 novembre 1646 - 12 décembre 1647) et de Ludovico Cotto, en qualité de procureur fiscal général au sénat (9 janvier 1647 - 16 janvier 1648)
- la permission d'aliéner sa charge d'actuaire donnée à Francesco Auda (10 février - 29 mai 1648)
- la nomination de Gio. Agostino Rostagno en qualité de juge de Sospel (10 avril - 16 juin 1648)
- la renonciation à la régence transmise par Madame Royale, son fils Charles Emmanuel ayant atteint la majorité (19-20 juin 1648)
- la nomination d'Antonio Maria Amoretti en qualité de gouverneur et sénateur préfet d'Oneglia (23 juin - 14 juillet 1648)
- la perception du « cotizzo » des taverniers de la principauté d'Oneglia et du comté de Barcelonnette et des revenus de Tende pour payer les appointements des officiers du sénat (30 février (sic), 16, 24, 31 août 1648)
- la nomination de Pietro Trinchiero en qualité de sénateur ordinaire (24 avril 1647 - 19 septembre 1648)
- la confirmation d'Onorato Buonfiglio en qualité de secrétaire des affaires criminelles (16 août - 5 septembre 1648)
- la suspension du procès à l'encontre des particuliers de Clans, coupables de désordres, s'étant opposés à l'inféodation dudit lieu (2 septembre 1648)
- l'établissement du sénat dans le palais de la gabelle des sels à Nice (20 août 1648)
- le rappel des règles de l'insinuation pour les notaires de la principauté d'Oneglia (31 août 1648)
- la désignation du prince Maurice de Savoie en qualité de gouverneur du comté de Nice (20 juin - 12 octobre 1648)
- les nominations du sénateur Gio. Francesco Girardi en qualité d'auditeur général de guerre (12 octobre 1648), de Gio. Battista Capello, en qualité de juge ordinaire de Nice (3 juillet - 20 novembre 1648), de Gabriele d'Andreis, en qualité de préfet de Sospel (14 juillet - 1er décembre 1648), de Francesco Orsieri di Giletta, en qualité de chevalier du sénat (5 septembre - 3 décembre 1648, 1er février - 6 septembre 1650) et de Pietro Giacobi, en qualité d'actuaire (4 février 1644 - 9 février 1649)
- la consigne donnée au capitaine de Cazes de Charleval de se rendre à Malte pour récupérer une prise (2 février 1649)
- les nominations du notaire Obertino Martino en qualité de procureur fiscal général et patrimonial (6 septembre - 20 février 1649), d'Antonio Felice Imberti en qualité de juge de Sospel (15 novembre 1648 - 17 avril 1649), de Domenico Costantino en qualité d'avocat fiscal général et patrimonial (23 février - 8 juin 1649) et de Pietro Auda en qualité de procureur fiscal et patrimonial général (17 juillet 1648 - 15 juin 1649)
- l'expulsion du territoire de deux Pères dominicains (18 août - 27 septembre 1649)
- l'annulation de la grâce concédée à Andrea Grimaldi, ancien baron de Beuil (4 avril 1643 - 15 septembre 1649)
- la concession de lettres de légitimation en faveur de Gio. Gregorio Doria (27 mai - 30 octobre 1649)
- l'interdiction de donner refuge à des bandits, condamnés par le sénat, dans les châteaux de Villefranche et de Nice (13-15 octobre 1649)
- les nomination de Pietro Giuglaris en qualité de juge de Nice (29 juin - 15 décembre 1649) et de Gio. Luigi Fauzone de Mondovi' en qualité de sénateur (20 octobre - 1er décembre 1649)
- la concession du libre accès au port de Villefranche demandée pour ses vaisseaux par le roi de Grande-Bretagne en lutte contre les parlementaires (14 novembre 1649 - 15 janvier 1650)
- la confirmation du privilège de rédiger les lettres concédée à Clemente Raibauda (20 octobre 1649 - 9 février 1650)
- la concession de privilèges pour les Juifs nouvellement arrivés à Nice (23 septembre 1648 - 15 février 1650)
- la nomination de Gaspare Gioffredo en qualité d'actuaire (18 mars 1649 - 18 février 1650)
- un mémoire du sénat concernant, entre autres, la situation des prisons et des prisonniers, le réaménagement des pièces du palais sénatorial, les appointements des officiers du sénat (13 novembre 1649)
- l'inféodation du château et lieu de La Brigue en faveur du marquis Pallavicino (19 juin 1649 - 22 mars 1650)
- la nomination de Gio. Lorenzo Gioffredo en qualité de procureur patrimonial et fiscal général (6 septembre 1649 - 29 mars 1650)
- la fixation des poids, mesures et tarifs des droits pour des marchandises entrant à Nice et à Villefranche (29 décembre 1649 - 29 mars 1650)
- les nominations de Giacomo Camillo Masino en qualité de secrétaire ordinaire, trésorier et actuaire des pauvres (20 août 1649 - 8 avril 1650), d'Antonio Galli en qualité de préfet de Nice (28 avril 1648 - 10 mai 1650), de Melchiorre Blancardi en qualité de juge de Sospel (7 septembre 1649 - 31 mai 1650), de Lorenzo Trestore en qualité de procureur des pauvres (30 octobre 1649 - 17 juin 1650, 3-22 juillet 1653)

- la concession des lettres de noblesse et des armoiries en faveur de Giacomo Michaelis de Sigale, médecin du duc (25 novembre 1647 - 21 juin 1650)
- l'autorisation d'aliéner sa charge donnée à l'actuaire Gio. Andrea Serra (1er-12 juillet 1650)
- les nominations de Gio. Battista Temesio (Temese) en qualité de juge d'Oneglia (29 août - 20 septembre 1650), de Luca Capone de Robilante, en qualité d'huissier du sénat (19 novembre 1650, 4-23 février 1651), de Francesco Barralis en qualité de juge de Nice (2 juillet - 10 décembre 1650), de Pietro de Pretis en qualité d'auditeur ordinaire de Dolceacqua (2-15 février 1651), de Francesco Lascaris Castellar, en qualité d'avocat fiscal et patrimonial général (2 août 1650 - 8 mars 1651), de Francesco Antonio Claretti en qualité de sénateur ordinaire surnuméraire (11 octobre 1649 - 19 avril, 31 mai, 13 novembre 1651), de Diego Bottino en qualité de juge de Sospel (28 novembre 1650 - 5 mai 1651), de Gio. Domenico Robino en qualité d'auditeur de Dolceacqua (7 janvier 1650 - 12 juin 1651), de Pietro Giorgio Riccardi en qualité de protomédecin du comté de Nice (27 juillet 1650 - 12 juillet 1651)
- un mémoire du sénat concernant notamment un litige avec les Génois à propos d'un territoire près de Pigna, l'interdiction pour les habitants de La Turbie de vendre de terrains au prince de Monaco, le nombre des avocats fiscaux, les privilèges concédés aux Juifs (31 janvier 1651)
- les nominations de Giulio Cesare Richelmi en qualité de sénateur ordinaire (13 mai - 7 octobre 1651, 17 décembre 1652 - 31 janvier 1653) et de Gio. Raffaele Barelli en qualité de juge de Nice (1er mars - 16 décembre 1651)
- la confirmation de l'établissement à Nice du collège des docteurs en droit (12 décembre 1650 - 16 décembre 1651)
- les nominations d'Antonio Flore en qualité de procureur fiscal général et patrimonial (19 janvier - 20 février 1652) et de Pietro de Pretis en qualité de juge de Sospel (7 août 1651 - 2 mars 1652)
- la transmission de la charge d'actuaire, reçue de Pietro Giacobi, concédée à Gio. Francesco Gioffredo (9-16 mars 1652)
- la nomination de Gio. Francesco Todone en qualité de préfet de Sospel (20 mars - 9 avril 1652) et du comte Federico Cortina d'Eza en qualité de préfet de Nice (27 novembre 1651 - 14 mai 1652)
- l'investiture, avec le titre de marquis, des fiefs de Dolceacqua, Isola, Perinaldo et Apricale et de comte pour celui de Rocchetta pour Francesco Doria (6 février - août 1652, 3 juin 1653)
- un « indulto » général concédé à ses sujets par le marquis de Dolceacqua (25 janvier - 3 août 1652)
- l'inféodation du lieu de Sigale en faveur du sénateur Gio. Battista Blancardi (17 mai 1651 - 3 septembre 1652)
- la nomination de Roggiero Lascaris en qualité de juge d'Oneglia (14 août - 1er octobre 1652)
- la concession des privilèges dont jouissent les docteurs des universités des États savoisiens accordée au collège des docteurs de l'université d'Avignon (10 février - 20 octobre 1652)
- la nomination de Camillo Leotardi en qualité de juge ordinaire de Nice (8 juin - 17 décembre 1652)
- l'inféodation du lieu de La Turbie, avec le titre de baron, en faveur de Gio. Francesco et de Marco Aurelio, père et fils Blancardi (5 novembre 1652 - 28 janvier 1653)
- la nomination de Gio. Agostino Rostagno en qualité de juge ordinaire de Sospel (3 novembre 1651 - 17 février 1653)
- un mémoire de la ville de Nice concernant, entre autres, le paiement des lesdes communales, la coupe de bois sur les terres du Var, le paiement des sportule pour les décisions, l'obligation pour les chaudronniers d'habiter la rue de la Pairolière qui leur était réservée (13 septembre 1648 - 29 mars 1653)
- la nomination de Pietro Giuglaris en qualité d'avocat des pauvres (20 janvier 1651 - 22 avril 1653, 20 septembre 1653)
- l'interdiction de l'exportation des grains et des victuailles (30 juillet - 20 septembre 1652)
- les nominations de Gio. Battista Capello en qualité de préfet de Sospel (11 juin - 27 septembre 1653), de Gio. Raffaele Barelli en qualité de juge ordinaire de Puget (9 octobre - 1er décembre 1653), de Emanuele Filiberto Gillio en qualité de juge ordinaire de Nice (12 mai - 5 décembre 1653), de Marco Aurelio Blancardi, baron de La Turbie, en qualité de conseiller d'État et délégué dans les procès de révision (24 novembre 1653 - 9 janvier 1654), d'Emanuele Raynardo en qualité de protomédecin du comté de Nice (10 septembre 1653 - 3 mars 1654), de Ludovico Trinchiero en qualité de préfet de Nice (10 novembre 1653 - 21 avril 1654) et de Melchiorre Blancardi en qualité de juge de la ville de Sospel (20 décembre 1652 - 28 avril 1654)
- la remise de la masse faite au sénat par la veuve du président Scipione Porta (8-24 avril 1654)
- l'exécution d'un bandit bien qu'arrêté à Roquebrune (22-23 juin 1654)
- l'approbation de l'investiture des fiefs de Castelvecchio et Borgo dans la vallée inférieure d'Oneglia demandée par le comte Antonio Maria Amoretti (24 juillet 1654)
- la nomination de Francesco Antonio Claretti en qualité d'auditeur des galères (14 novembre 1648 - 11 septembre 1654)

08/12/1643 - 11/09/1654

1 B 167

« Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques des particuliers (2 juin 1654 - 20 décembre 1662), 1 registre, concernant :

- la quittance donnée à Madame Royale par son fils le duc Charles Emmanuel II pour la période de la régence (2 juin - 30 juillet 1654)
- l'interdiction pour les notaires du marquisat de Dolceacqua d'exercer sans avoir présenté leurs patentes au Grand chancelier (3 septembre 1654)
- les nominations de Gio. Battista Caravadossi en qualité d'actuaire (22 juillet - 14 août 1654) et de Marcello De Gubernatis en qualité de juge de Nice (10 novembre 1653 - 14 novembre 1654)
- le droit de vote pour le chevalier du sénat Francesco Orsiero di Giletta (16 février 1655)
- les nominations de Diego Bottino de Menton en qualité de juge ordinaire d'Oneglia (Oneille) (1er décembre 1654 - 23 février 1655), de Pietro de Pretis en qualité de juge ordinaire de Sospel (30 mars 1654 - 13 avril 1655), d'Agostino Caissotto en qualité de juge de Puget (30 décembre 1654 - 27 avril 1655)
- l'arrestation d'un bandit à Roquebrune (9-28 avril 1655)
- la possibilité de succéder à son père dans la rédaction des lettres, demandée par Antonio Raibaud (21 mai - 14 juillet 1655)
- le respect des dispositions concernant le nombre des huissiers (24 juillet 1655)
- les nominations de Pietro Francesco Trinchiero en qualité de juge ordinaire de Nice (30 juin - 31 août 1655), de Pietro de Pretis en qualité de préfet de Sospel (8 août 1653 - 7 septembre 1655), du notaire Gio. Battista Ainesio en qualité d'huissier, avec le règlement des différends opposant ce dernier aux huissiers Imberti et Capone au sujet du partage des recettes (20 avril - 20 novembre 1655), de Francesco Barralis, en qualité d'avocat des pauvres, en survivance de son père Bernardino (9 juillet 1655 - 18 janvier 1656), du notaire Onorato Massotto en qualité d'actuaire (5 novembre 1655 - 8 mars 1656)
- l'autorisation concédée à l'huissier Gio. Francesco Imberti d'aliéner son office d'actuaire (28 décembre 1654 - 14 juin 1656)
- la nomination d'Emanuele Filiberto Car en qualité d'actuaire, en survivance de son père (21 mai - 14 juin 1656)
- la concession de lettres de noblesse pour Onorato Taone (Thaon) de Nice, avec concession des armoiries (8 septembre 1655 - 28 juillet 1656)
- les nominations de Gio. Gregorio Thomatis en qualité de surintendant général des frontières et revenus (6 mai - 19 août 1656), de Gio. Ludovico Torrino en qualité de juge ordinaire de Nice (30 juin - 2 septembre 1656)
- la confirmation du capitaine Carlo Laugiero de Villefranche, en qualité de capitaine de la darse, du port de Villefranche et de la plage de Nice et de receveur de toutes les marchandises, personnes, armes et munitions entrant dans lesdits lieux (5 août 1655 - 3 octobre 1656)
- la conversion des monnaies anciennes, en fonction de l'édit du 26 novembre 1632, utilisées dans les contrats des biens emphytéotiques appartenant aux ecclésiastiques et à d'autres particuliers du comté de Nice (s.d.)
- la nomination d'Antonio Felice Imberti en qualité de juge de Sospel (6 avril 1656 - 7 avril 1657)
- des dispositions concernant les appointements des officiers du sénat (31 mars 1656, 29 septembre 1657, 6 février 1658)
- l'établissement du lazaret sur le territoire de Nice (8 juillet - 11 août 1657)
- les nominations de Marco Aurelio Blancardi, baron de La Turbie, en qualité de sénateur ordinaire (30 août - 17 septembre 1657), de l'avocat Marcello Gubernatis en qualité de préfet de Nice (6 avril 1656 - 18 septembre 1657)
- l'autorisation donnée au secrétaire des affaires criminelles Onorato Buonfiglio de disposer de son office pour l'un des ses fils (14 juillet - 10 novembre 1657)
- la suspension de la cause opposant Giacomo Portaniero di Santa Margherita à Leandro Ferrero en raison de la surélévation d'une maison (21 octobre 1657)
- les nominations du sénateur Gioanni Galleani en qualité d'auditeur général et de surintendant de la milice et des forts (6 octobre 1656 - 17 novembre 1657), de Francesco Magnaudi en qualité d'avocat fiscal et patrimonial dans le comté de Barcelonnette (15 octobre - 20 novembre 1657)
- la restitution de barques et d'effets appartenant aux sujets savoisiens confisqués par le gouverneur de Brégançon demandée par Madame Royale et par le roi de France au duc de Mercoeur, gouverneur de Provence (16 octobre - 10 novembre 1657)
- une question de préséance concernant les sénateurs Galleani, Leone et Blancardi (23 novembre - 4 décembre, 14-22 décembre 1657)
- les nominations de Gio. Antonio Auda en qualité de juge de Nice (19 novembre - 11 décembre 1657), de l'avocat Gio. Ludovico Torrino de Nice en qualité de préfet et gouverneur du comté de Barcelonnette (24 octobre - 15 décembre 1657)
- l'affectation à Nice du sénateur Gioanni Galleano pour trois ans (26 octobre 1657)
- les nominations d'Odinetto Guignonis en qualité de protomédecin du comté de Nice (7 mars - 1er avril 1658), de Gio. Battista Temese (Temesio) en qualité de juge d'Oneglia (Oneille) (15 mars - 6 avril 1658)

- l'administration de la justice à Costa d'Oneglia en tenant compte des prérogatives du seigneur du lieu (30 mars 1658)
- les modifications apportées par la Chambre des comptes aux privilèges accordés aux Juifs portugais le 23 septembre 1648 et entérinés par le sénat le 15 février 1650 (20 juin 1652)
- un Te Deum pour la prise de la place de Trino (23 juillet 1658)
- les nominations de Giulio Torrino en qualité de protomédecin du comté (6 juin - 17 août 1658), de l'avocat Pietro Louichi d'Entraunes, en qualité de juge de Barcelonnette (2 juillet - 3 septembre 1658), de Giacomo Portaniero di Santa Margherita, en qualité de sénateur ordinaire (12 août - 7 septembre 1658)
- l'attribution au sénat du commandement de la ville, l'évêque étant décédé dans l'effondrement d'une partie de la voûte de la cathédrale et le comte de Monesterolo absent (22 septembre 1658)
- les privilèges accordés aux notaires de la ville de Nice (24 janvier 1648 - 31 octobre 1658)
- la nomination de Pietro Portaniero en qualité de juge de Nice (6 juillet - 10 décembre 1658)
- les statuts politiques et bans champêtres de la communauté de Villefranche (30 octobre 1647 - 17 décembre 1658)
- la nomination de Gio. Francesco Penna de Breil, en qualité de juge de Sospel (8 mai - 10 juin 1659)
- l'ordre de parvenir à un règlement à l'amiable dans le procès opposant le prieur Pascalis aux habitants des Barcelonnette en raison des dîmes (30 juin, 24-25 octobre, 5 décembre 1659)
- les nominations de l'avocat Marco Antonio Pascalis en qualité de juge de Barcelonnette (5-24 juillet 1659), de l'avocat Geronimo Peyrani en qualité de sénateur ordinaire (4 mai - 14 août 1659, 4 octobre 1660), de Giacomo Masino en qualité de chevalier du sénat, en cas de décès de l'un des chevaliers (13 juillet - 18 septembre 1659), d'Onorato Constantino (De Constantin) des seigneurs de Châteauneuf, en qualité de juge de Nice (12 mai - 18 novembre 1659)
- l'arrivée d'Antoine de Savoie, en qualité de gouverneur du comté (7 février 1660)
- les nominations de l'avocat Pietro Francesco Berardi en qualité de juge de Nice (2-13 février 1660), de Francesco Andrea Vachiero en qualité de juge de Sospel (20 juillet 1659 - 2 mars 1660), de Francesco Torriano en qualité de juge de Nice (15 mai - 17 juillet 1660), de l'avocat fiscal général et patrimonial Francesco Lascaris en qualité de sénateur ordinaire (12 mars 27 juillet, 4 octobre, 20 novembre 1660), de Francesco Flaminio Tonduti en qualité de sénateur et d'avocat fiscal général et patrimonial (12 mars - 28 juillet, 5 octobre 1660), de l'avocat Egidio Berardi en qualité de juge de Barcelonnette (4-18 août 1660)
- la remise d'un prisonnier faite par le gouverneur à l'évêque de Vence (23 décembre 1660)
- les nominations d'Antonio Felice Imberti en qualité de préfet de Sospel (15 juillet 1655 - 11 janvier 1661), de Carlo Bartolomeo Rolando en qualité de sénateur ordinaire, d'auditeur général de guerre et surintendant général des forts du comté (15 juin 1660 - 28 janvier 1661), de Gio. Antonio Bessoni en qualité de procureur fiscal de Barcelonnette (12 avril 1660 - 16 février 1661), d'Antonio Giacobi de Contes, en qualité d'huissier et accord avec les trois huissiers en place (13 juillet 1659 - 15 mars 1661), de Lazzaro Casallette en qualité de préfet et gouverneur du comté de Barcelonnette (31 janvier - 9 avril 1661)
- la confirmation donnée au sénat de la compétence en matière de droit de villefranche, malgré la délégation camérale envoyée au chevalier Orsieri di Giletta (26 mai 1661)
- les nominations de Giovanni Berardo en qualité de juge du comté de Barcelonnette (6 août - 18 août 1661), de l'avocat Marcello Raiberti en qualité de juge de Sospel (29 juillet - 31 août 1661), de Geronimo Marcello Gubernatis en qualité de sénateur ordinaire (20 juillet - 17 septembre 1661), de Gio. Francesco Baldoino en qualité d'avocat fiscal et patrimonial général et d'archiviste des écritures du château en survivance de son père (2 juillet - 17 septembre 1661), de Francesco Drago en qualité de juge de Nice (30 mai - 8 novembre 1661), de Gio. Andrea Raibauda en qualité de secrétaire pour la rédaction des lettres, faites en réponse aux suppliques, en remplacement d'Antonio Raibauda (2 avril 1660 - 3 décembre 1661)
- le paiement des appointements des avocats fiscaux généraux et des pauvres, des procureurs et des huissiers et du sénateur Blancardi, envoyé à Napoli (Naples) en mission par le duc (17 juin - 14 novembre 1661)
- un mémoire présenté par les communautés du comté de Prelà concernant, entre autres, la confirmation de statuts politiques, contenant la transcription de ces statuts du 6 juillet 1359 (16 novembre 1661 - 11 mars 1662)
- les nominations du chevalier Pietro Portaniero en qualité de préfet de Nice (10 mai 1659 - 28 mars 1662), de Francesco Andrea Vachiero en qualité de juge de Sospel (21 juillet 1661 - 9 mai 1662), de Claudio Portaniero en qualité de juge de Puget (24 avril - 9 mai 1662), du comte Bartolomeo Dalmazzone en qualité de premier président du sénat (11 août 1660 - 26 mai 1662)
- l'inféodation du lieu, château et territoire de Peille en faveur du comte et commandeur de l'ordre de Malte Gio. Paolo Lascaris (22 juin 1651 - 17 juillet 1662)
- l'inféodation, avec le titre de comte, du lieu, château et fief de Pierlas, en faveur des frères Cipriano et Giovanni Brès (5 octobre 1658 - 17 juillet 1662)

- les nominations de Tommaso Thaone en qualité de procureur des pauvres (30 janvier - 21 juillet 1662), de l'avocat Giovanni d'Amicis d'Entraunes, en qualité de juge du comté de Barcelonnette (9-24 juillet 1662), de l'avocat Bartolomeo Monleone de Menton, en qualité de juge d'Oneglia (Oneille) (25 septembre - 21 octobre 1662), de l'avocat Antonio Calvino en qualité de juge de Nice (4 octobre - 9 décembre 1662)
- l'exemption des impôts accordée aux époux Bianchi de La Tour ayant douze enfants (19 juin 1661 - 20 décembre 1662)

02/06/1654 - 20/12/1662

1 B 168

- « Interinazioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques des particuliers (27 octobre 1662 - 17 décembre 1677), 1 registre concernant :
- la permission de faire transiter des bois venant du Castellet et d'autres communautés françaises par le Var pour les amener en France pour construire des vaisseaux (21 avril 1662 - 16 janvier 1663)
 - l'inféodation du lieu, fief et château de Bonson, en faveur de Gio. Battista d'Andreis (5 décembre 1662 - 17 février 1663)
 - l'attribution à Antoine de Savoie du différend opposant le sénat à la ville de Nice (30 janvier 1663)
 - la nomination de juge de Sospel en faveur de l'avocat Maurizio de Gubernatis (24 décembre 1662 - 21 avril 1663)
 - le droit de vote demandé par le chevalier du sénat Giacomo Masino (6 mai 1663)
 - la concession d'un « indulto » général (10 mai 1663)
 - le paiement des « regalie » pour l'avocat fiscal général Gio. Michele Baldoino (26 août 1655 - 14 juin 1663)
 - la nomination de juge de la ville et viguerie de Barcelonnette en faveur de l'avocat Cristoforo Rainaud de Saint-Paul (7-16 juillet 1663)
 - le tarif des émoluments, droits et sportule exigibles par les préfet, juge et secrétaire de la ville de Sospel, pour des actes en matière civile et criminelle (17 mars - 15 septembre 1663)
 - la nomination d'Orazio Provana en qualité de sénateur ordinaire (20 mars - 23 octobre 1663, 4 février 1664)
 - l'annonce du mariage du duc de Savoie (10 octobre 1663, 16 mai 1665)
 - la donation de la juridiction et pâturages sur les lieux de Mirendolo et Montolivo, près d'Èze et Villefranche, en faveur du médecin Gio. Michele Auda (30 août 1661 - 30 octobre 1663)
 - la nomination de l'avocat Annibale Lubonis en qualité de juge de la ville de Nice (2 juin - 1er décembre 1663)
 - l'exemption d'impôts accordée aux époux Galleani, ayant douze enfants vivants (20 juillet 1663 - 12 janvier 1664)
 - les nominations de l'avocat Pietro de Pretis en qualité de préfet de la ville de Sospel (17 juillet 1663 - 20 mars 1664), de l'avocat Onorato Zucca en qualité du préfet et gouverneur du comté de Barcelonnette (6 septembre 1660 - 5 avril 1664), de Pietro Antonio Laugiero de Nice, en qualité de juge de la ville de Sospel (25 décembre 1663 - 27 mai 1664)
 - la dispense des fonctions d'huissier tout en en gardant les revenus, étant donné son ancienneté, concédée à l'huissier Gio. Francesco Imberti (11 mai - 6 juin 1664)
 - la nomination de juge de la ville de Barcelonnette en faveur de l'avocat Pietro Onorato Pascalis (12 juillet - 28 juillet 1664)
 - la fixation des appointements pour le sénateur Francesco Lascaris (1er-10 mai 1664)
 - la concession d'un « indulto » pour les bandits ayant servi, en tant que soldats sous les ordres du marquis de San Damiano, lors des désordres de la vallée de Lucerne, contenant notamment des listes nominatives de ces soldats (30 juin - 23 octobre 1664)
 - l'expédition des causes concernant des désordres commis dans le marquisat du Maro et par des particuliers de Monaco (9-28 novembre 1664, 12 juin 1665)
 - la nomination de l'avocat Gio. Battista Baruchi en qualité de juge de Nice (7 mai 1663 - 2 décembre 1664)
 - la suspension d'une cause impliquant Gio. Battista Bottino, pour lui permettre d'établir la comptabilité du trésorier de l'artillerie décédé (10 décembre 1664)
 - la nomination de sénateur ordinaire et d'auditeur général de guerre et surintendant des forts du comté en faveur de Gio. Maria Garretto à partir de la fin du mandat du sénateur Rolando (12 juillet 1662 - 30 janvier 1665)
 - les nominations de l'avocat Giacomo Galea en qualité de sénateur et préfet de la ville de Nice (2 août 1662 - 15 avril 1665), de juge de la ville de Sospel en faveur de l'avocat Gio. Battista Raybaudo (20 mars - 28 avril 1665), de l'avocat Onorato Ginesy de Châteauneuf-d'Entraunes en qualité de juge de la ville de Puget (30 juin - 23 juillet 1665), de l'avocat Bartolomeo Spitalier (Spitalieri) de Meyronnes, en qualité de juge de la ville de Barcelonnette (24 juillet - 30 juillet 1665)
 - l'inféodation du lieu de Sigale en faveur du capitaine Annibale Lea (3 avril 1664 - 22 août 1665)

- l'interdiction faite au sénat de s'immiscer dans l'administration de la justice du marquisat de Dolceacqua réclamée par le marquis au nom de l'investiture (8 septembre 1665)
- l'obligation d'entériner sans retard le mémoire concédé à la ville de Nice en décembre 1663 (30 avril 1665)
- les nominations d'Antonio Raimondi de Gorbio, en qualité de conservateur des bois destinés à l'artillerie des forts du comté de Nice (20 octobre - 5 décembre 1665), de l'avocat Gerolamo Marcello Raiberti en qualité de juge de la ville de Nice (12 novembre 1664 - 16 décembre 1665)
- la donation faite au comte Maurizio Vibo' et à ses héritiers de la seconde connaissance des causes civiles et criminelles des fiefs et lieux de Pontedassio et Maneglia, Salza et Traverse dans la vallée de San Martino (26 avril - 19 décembre 1665)
- la nomination de l'avocat Pietro Portaniero di Santa Margherita en qualité de préfet et gouverneur du comté de Barcelonnette (19 novembre 1662 - 7 février 1663), de l'avocat Onorato Blavetto en qualité de sénateur et préfet de la ville de Nice (25 février 1663 - 12 janvier 1666)
- l'inféodation du lieu de la Cadenetta en faveur de Giacomo Gioffredo (13 septembre 1658 - 27 janvier 1666)
- l'obligation d'observer la constitution du 23 décembre 1632 pour éviter des désordres pendant les séances judiciaires (30 janvier 1666)
- l'inféodation des lieux de Villars et Bairols en faveur de Michele Vergnano (11 février 1665 - 27 janvier 1666)
- les nominations de l'avocat Francesco Ludovico Borriglione en qualité de juge d'Oneglia (Oneille) (10 janvier - 6 février 1666) et de l'avocat Gio. Ludovico Torrini, nommé sénateur ordinaire dans le sénat de Piémont et en attendant à Nice (3 mars 1666)
- la légitimation de Pietro Capello, demandée par son père Marco Antonio Capello des seigneurs de Peillon, dépourvu d'enfants (20 juillet 1665 - 12 février 1666)
- la nomination de l'avocat Gio. Francesco Pellegrino en qualité de juge de la ville de Sospel (6 octobre 1665 - 4 juin 1666)
- le respect de ses prérogatives et honneurs demandé par le préfet de Nice à l'encontre de la ville de Nice (14 juin 1666)
- la concession d'un « indulto » général (19 juillet 1666)
- la nomination de l'avocat Marco Antonio Pascalis en qualité de juge de Barcelonnette (21 juillet - 14 août 1666)
- la réduction du nombre des officiers du sénat en conformité de l'édit du 8 mars 1614, le paiement de leurs émoluments et la réorganisation du système judiciaire (11 septembre - 17 octobre 1666)
- la concession de la grâce pour Gio. Battista Rasino, condamné aux galères pour homicide pendant une rixe (2 novembre 1666)
- la nomination de Marco Aurelio Rossignoli en qualité de juge de la ville de Nice (3 juillet - 20 novembre 1666)
- des accords avec les Génois, pour éviter aux bateaux d'Oneglia (Oneille) d'être interceptés par la banque de Saint-Georges et le droit du port d'armes, pour les habitants, afin de se défendre contre les Turcs, demandés par la communauté (3 février 1665 - 1er décembre 1666)
- l'exécution d'une sentence dans le procès opposant le marchand Pietro Bestosio, habitant à Palermo (Palerme) à Martino Garabiscio, au sujet de l'introduction dans le port de Villefranche de tissus de soie (9 octobre - 11 décembre 1666)
- la nomination du comte Gio. Battista Novarina en qualité de premier président du sénat (21 novembre - 16 décembre 1666)
- la confirmation de Giacomo Masino en qualité de chevalier du sénat (29 octobre 1666)
- la nomination de l'avocat Filippo Francesco Portaniero di Santa Margherita en qualité de juge de Puget (25 septembre 1666 - 5 février 1667)
- la confirmation de l'édit du 30 octobre 1633 relatif au port franc (22 janvier - 12 février 1667)
- les nominations de Pietro Portaniero di Santa Margherita en qualité de sénateur préfet (18 mars - 21 mai 1667), de l'avocat Maurizio de Gubernatis en qualité de juge de Sospel (22 avril - 1er juin 1667), d'Egidio Berardi en qualité de juge de Barcelonnette (23 juillet - 11 août 1667)
- l'autorisation pour le sénateur Gerolamo Marcello de Gubernatis de siéger au sénat de Nice pendant un bimestre par an, malgré son affectation au gouvernement et à la préfecture d'Oneglia (15 juillet - 31 octobre 1667, 9 mai 1672)
- les nominations de l'avocat Giuseppe Berra de Nice, en qualité d'avocat fiscal de la viguerie de Sospel (19 octobre - 12 novembre 1667, 19 décembre 1668 - 2 mai 1669), de l'avocat Andrea Audiberti en qualité de juge de Puget (1er décembre 1666 - 26 novembre 1667), de l'avocat Gio. Francesco Amei en qualité de juge d'Oneglia (3 novembre - 10 décembre 1667), de l'avocat Bartolomeo Ferrero en qualité de juge de Nice (17 décembre 1666 - 20 décembre 1667)
- l'interdiction pour les élèves du collège des Pères Jésuites de porter des armes (17 février - 28 avril 1668)

- les nominations de Pietro Antonio Laugiero de Nice, en qualité de juge de la ville de Sospel (24 mars - 12 juin 1668), de Lorenzo Matarone en qualité d'armurier de la ville de Nice (20 avril - 23 juin 1668), de Gio. Francesco Gabuti en qualité d'auditeur général des forts de la ville et du comté de Nice (26 janvier 1667 - 1er août 1668), de l'avocat Alessandro Pascalis en qualité de juge de Barcelonnette (14 juillet - 14 août 1668), de Carlo Francesco Lascaris des seigneurs de Castellar, en qualité de juge de Nice (9 juillet - 1er décembre 1668)
- l'autorisation du port d'arme pour Gio. Battista Gastaldo de La Turbie (15 février 1669)
- la nomination de Gio. Battista Raybaudo de Nice, en qualité de juge de Sospel (24 mai 1668 - 6 avril 1669)
- les règles à respecter par les notaires de la principauté d'Oneglia (15 février - 1er juin 1669)
- la nomination de l'avocat Giovanni d'Amicis d'Entraunes, en qualité de juge de Barcelonnette (2 août - 6 septembre 1669)
- l'autorisation accordée à l'insinuateur Lorenzo Carlo d'Oneglia de percevoir cinq sous pour tout acte insinué (6 septembre - 11 octobre 1669)
- les nominations de l'avocat Maurizio Marchesano en qualité de juge de la ville de Nice (13 juillet 1668 - 10 décembre 1669), de l'avocat Francesco Ludovico Borriglione de Sospel, en qualité de juge d'Oneglia (28 février - 1er mars 1669), de Carlo Antonio Mayalis en qualité d'auditeur général et de surintendant des gens de guerre, des châteaux et forts du comté de Nice (24 septembre 1668 - 11 mars 1670), de Gio. Battista Alberto en qualité de juge de Sospel (24 mars 1669 - 19 avril 1670), de Giovanni Albanelli en qualité de juge de Puget et de la vallée de Saint-Étienne (23 janvier - 26 avril 1670), du colonel Orazio Alberto en qualité de capitaine de la ville et viguerie de Sospel (6 décembre 1669 - 10 mai 1670)
- des règles sur l'affichage des édits et des citations (6 mai 1670)
- la fixation des appointements pour les officiers du sénat (23 décembre 1669)
- l'inféodation d'une part du fief de La Brigue en faveur d'Ansaldo Cottalorda de Breil (20 mai 1659 - 14 juin 1660)
- la mutation de Gioffredo Valerio Novellis, avocat fiscal dans la ville et marquisat de Saluzzo, à Tende, en qualité de vicaire du comté, avec juridiction sur La Brigue, Saorge et Breil (14-24 juillet 1670)
- la nomination de Pietro Onorato Pascalis en qualité de juge de Barcelonnette (4 juillet - 4 août 1670)
- l'autorisation concédée au sénateur Francesco Lascaris de siéger au sénat deux mois par an, malgré son affectation au gouvernement et à la préfecture de Barcelonnette (19 juin - 12 août 1670)
- l'attribution à la comtesse Christine Charlotte de Challant, marquise de Lenoncourt, des revenus des secrétaireries civile et criminelle de Barcelonnette et de la claverie de cette vallée (24 septembre 1670)
- la restitution aux officiers du duc de Savoie des galériens réfugiés dans une église, accordée par le pape pourvu qu'ils ne soient pas punis (9 septembre - 13 octobre 1670)
- la nomination du marquis Tommaso Adalberto Pallavicino en qualité de sénateur ordinaire (26 mai - 9 décembre 1670), de Scipione de Berra en qualité de juge de Nice (20 septembre 1669 - 23 décembre 1670)
- la visite du sénat faite au gouverneur Antoine de Savoie (4 janvier 1671)
- la nomination de l'avocat Pietro de Petris en qualité de sénateur préfet et gouverneur d'Oneglia ou de Barcelonnette, à la première vacance de poste (10 juillet 1667 - 10 janvier 1671)
- la confirmation des articles des statuts de la viguerie de Sospel relatifs à la vente de biens et à l'exclusion des filles de la succession, contenant également une copie des statuts et privilèges du 29 janvier 1493 et du 11 août 1568 et des ordonnances du 4 février 1577, du 6 juin 1659, du 26 avril 1660 (6 juin 1659 - 28 février 1671)
- un mémoire présenté par la ville et la vicarie de Barcelonnette demandant des mesures spéciales, dont la confirmation des privilèges obtenus en 1388, la nomination du sénateur préfet, la taxe sur les émoluments judiciaires (8 janvier 1658 - 3 mars 1671)
- les nominations de l'avocat Agostino Caissotto de Nice, en qualité de juge de Puget (25 juillet 1670 - 10 mars 1671), de l'avocat Maurizio de Gubernatis en qualité de juge de Sospel (10 avril 1670 - 21 avril 1671)
- l'érection des lieux de Levens et de Rimplas en comté, en faveur de Filippo Emanuele Grimaldi (5 mai - 9 juin 1671)
- l'érection du lieu de Tourrette et d'une portion de la juridiction de Châteauneuf en comté, en faveur d'Onorato de Chiabaudis (23 mai - 9 juin 1671)
- les nominations de Giacomo Pascalis en qualité de juge du comté de Barcelonnette (10 juillet - 22 août 1671), de l'avocat Paolo Filiberto Achiardi dell'Alpe en qualité de juge de Puget (27 novembre - 19 décembre 1671), de l'avocat Pietro Antonio Laugiero en qualité de juge ordinaire de Nice (10 juillet 1671 - 8 janvier 1672), de Ludovico Gastaldo de Tourrette, en qualité d'huissier (22 mai 1671 - 27 janvier 1672), de l'avocat Nicolo' Berio en qualité de juge d'Oneglia (Oneille) (20 décembre 1671 - 5 avril 1672), de l'avocat Ludovico Francesco Borriglione en qualité de juge de Sospel (7 mai 1671 - 26 avril 1672)
- l'autorisation donnée à l'actuaire Gio. Andrea Serra de vendre l'actuarie à Gio. Battista Maistre (28 mai - 4 juin, 11-16 juillet 1672)

- l'inféodation de Pierrefeu et de Roquestéron, avec l'érection des deux lieux en comté, en faveur de Baldassarre Simeoni, gouverneur du fort de Saint-Hospice (9 avril - 16 juillet 1672, 2 décembre 1672 - 31 janvier 1673)
- l'exclusion des Génois des privilèges du port franc (27-30 juillet 1672)
- les nominations de Guglielmo Michelis en qualité de juge de Barcelonnette (2 juillet - 9 août 1672), d'Antonio Luigi Baldoino en qualité d'avocat des pauvres (23 juillet - 12 novembre 1672), de Gerolamo Marcello Boyero en qualité de juge de Nice (4 juillet - 29 novembre 1672)
- l'autorisation donnée au sénateur Richelmi d'aller à Antibes, à Draguignan et Vence pour visiter ses filles religieuses et ses fils étudiants des Pères doctrinaires (26 novembre 1672)
- les nominations de l'avocat Gio. Battista Alberto en qualité de juge de la ville de Sospel (2 janvier 1672 - 19 janvier 1673), de l'avocat Gio. Battista Dalmazzo en qualité de sénateur et préfet de Sospel (14 janvier - 4 février 1673)
- la concession d'un « indulto » pour ceux ayant servi lors de la guerre contre les Génois (12 janvier - 7 février, 8 mars 1673)
- la remise d'un prisonnier, coupable d'homicide en la personne de Laurent de Pontenes, seigneur de Giens, demandée par le parlement de Provence (2 janvier - 7 février, 13 juin - 29 juillet 1673)
- les nominations de Marco Raibaud de Sospel en qualité d'huissier lors de la première vacance de poste (29 janvier - 22 avril 1673, 27 avril 1675), d'Onorato Ginesy de Châteauneuf-d'Entraunes, en qualité de juge de Puget (7 mai 1672 - 16 mai 1673)
- la concession de privilèges et de revenus demandée par le monastère des orphelines pauvres de Nice (20 juillet 1647 - 16 mai 1673)
- l'inféodation du lieu d'Aiglun en faveur de l'avocat Vittorio Bonetto de Nice (22 mars - 10 juin 1673)
- les nominations de Pietro Portaniero di Santa Margherita en qualité de gouverneur et préfet de Barcelonnette (15 juin 1673), de l'avocat Bartolomeo Spitalier (Spitalieri) en qualité de juge de Barcelonnette (17 août - 2 septembre 1673), de Gio. Battista Gotio en qualité d'auditeur général et surintendant des gens de guerre, des châteaux et des forts du comté de Nice ainsi que de juge au Magistrat du Consulat de la mer avec la charge de diriger toutes les affaires patrimoniales (22 juin - 7 novembre 1673)
- le paiement des appointements et des « regalie » malgré son absence pour le sénateur Orazio Provana (5 septembre - 4 novembre 1673)
- la nomination de Pietro Francesco Turato en qualité de juge de Nice (29 avril - 16 décembre 1673), de Giuseppe Auda de Lantosque en qualité de juge de Sospel (26 janvier 1672 - 24 janvier 1674)
- la concession de privilèges pour les Juifs nouvellement venus d'Oran à Nice et à Villefranche (30 juin 1669 - 13 septembre 1673)
- l'inféodation du lieu de Saint-Jean-d'Aurèle et de la moitié de la juridiction de La Cainea en faveur de l'avocat Gio. Battista De Orestis (29 janvier - 3 mars 1674)
- les nominations de Giacomo Maria Belgrano en qualité de juge d'Oneglia (17 février 1673 - 8 mars 1674) et de l'avocat Giovanni Albanelli en qualité de juge de Puget (2-16 avril 1674)
- l'interdiction pour le sénat de Nice de connaître les causes relatives aux infractions commises par des notaires, relevant du conservateur du tabellion et en dernier ressort de la Chambre des comptes, demandée par le prince Emmanuel Philibert Amédée de Savoie, le revenu du tabellion faisant partie de son apanage (14 janvier - 17 avril 1674)
- les nominations de Carlo Alberto en qualité d'adjoint, puis de procureur des pauvres en survivance de Tommaso Thaone (5 avril - 26 mai 1674), de Ludovico Francesco Borriglione en qualité de juge de Sospel (24 décembre 1673 - 23 juin 1674), de l'avocat Gio. Francesco Bottone de Saorge, en qualité de sénateur et préfet de Sospel (10 novembre 1673 - 7 juillet 1674), du comte Gio. Antonio Castelli en qualité de premier président du sénat et de président en chef du Consulat de la mer (5 juin - 7 juillet 1674)
- l'attribution au sénateur De Gubernatis des causes opposant le monastère de Saint-Pons à ses emphytéotes (6 juillet 1674)
- les nominations de Giuseppe Spitalier (Spitalieri) en qualité de juge de Barcelonnette (16 juillet - 14 août 1674), de Gio. Francesco Rizzo de Costa en qualité de procureur fiscal de la ville et principauté d'Oneglia (20 août - 7 septembre 1674), de Carlo Bianchi en qualité de juge de la ville de Nice (7 juillet - 11 décembre 1674)
- les peines prévues en cas de faux témoignages (2 novembre - 11 décembre 1674)
- la nomination de l'avocat Onorato Camerano de Nice, en qualité de préfet et gouverneur du comté de Barcelonnette (15 décembre 1674 - 12 janvier 1675), de Pietro de Pretis en qualité de sénateur, préfet et gouverneur d'Oneglia ou de Barcelonnette, à la première vacance (10 juillet 1667 - 16 janvier 1675), la nomination d'Onorato Blavetto en qualité de préfet de Nice à la première vacance (30 mai 1673 - 22 janvier 1677), de Nicolo' Berio en qualité de juge d'Oneglia (12 mai - 1er juin 1675)
- les statuts de la corporation des cordonniers de Nice (21 mai - 15 juin 1675)
- l'annonce du décès du duc Charles Emmanuel II et de la régence confiée à Madame Royale, en raison de la minorité de Victor Amédée (13-21 juin, 20 juillet - 16 août, 21 septembre - 19 octobre 1675)

- les nominations de l'avocat Egidio Berardi en qualité de juge de Barcelonnette (12 juillet - 3 août 1675), d'Antonio Francesco Barelli en qualité de juge de Puget (6 juillet 1674 - 3 août 1675)
- l'inféodation d'un tiers des fiefs de Bersezio et Argentera en faveur du comte Emanuele Filiberto Argentero di Bagnasco (3 mars 1666 - 4 octobre 1675)
- la prestation du serment de fidélité pour les vassaux (12 septembre - 4 octobre 1675)
- l'obligation de verser les « regalie » pour l'entérinement de toutes les patentes (4 octobre 1675)
- les nominations de Bernardino Malherba de Busca en qualité de sénateur ordinaire (20 juin - 26 octobre 1675), de Francesco de Mouxy, seigneur du Pugny, en qualité de sénateur préfet et gouverneur d'Oneglia (21 juillet 1668 - 14 décembre 1675), du comte Gio. Filippo Provana en qualité de juge de Nice ainsi que de sénateur préfet et gouverneur de la vallée de Barcelonnette (7-20 décembre 1675)
- la renonciation du sénateur Michelangelo Lascaris en faveur de son neveu, le préfet Dalmasso (20 décembre 1675)
- la nomination de l'avocat Paolo Filiberto Achiardi en qualité de juge de Puget (16 novembre 1675 - 18 janvier 1676)
- la permission accordée à la communauté de Puget de réunir un parlement pour élire trente conseillers (20 octobre 1673 - 22 janvier 1676)
- les nominations de Felice Necco en qualité d'actuaire (8 février 1676), de Gio. Battista Dalmasso en qualité de sénateur ordinaire (16 janvier 20 février 1676)
- le paiement des appointements du sénateur Gerolamo Marcello De Gubernatis, malgré son départ à la cour d'Espagne, en qualité de ministre du duc de Savoie (4-21 février 1676)
- la confirmation pour Nicolo' Berio en qualité de juge d'Oneglia (8 février - 3 mars 1676)
- la nomination de l'avocat Francesco Andrea Vachiero en qualité de juge de Sospel (28 février 1675 - 14 mars 1676)
- l'inféodation des fiefs et juridiction des lieux de Vinadio, Aisone, Pietraporzio et Ponte San Bernardo et d'un tiers du fief de Sambuco en faveur du comte Gaspare Giacinto Levrone (28 mars 1672 - 28 mars 1676)
- la nomination de Giacomo Maria Belgrano en qualité de juge d'Oneglia (Oneille) (1er juin 1675 - 9 mai 1676), de l'avocat des pauvres Pietro Giuglaris en qualité de sénateur ordinaire (17 avril - 28 mai 1676)
- l'interdiction de porter toute sorte de couteaux (9-19 juin 1676)
- l'attribution au sénateur doyen Michelangelo Lascaris de remplacer le premier président du sénat, en cas d'absence ou de maladie (30 juillet - 18 août 1676)
- les statuts de la corporation des maîtres tisserands de Nice (23 mars - 2 juin 1676)
- les nominations de Spirito Caire en qualité de juge de Barcelonnette (10-26 septembre 1676), de l'avocat Gio. Battista Raybaudo en qualité de juge de Sospel (9 février - 2 décembre 1676), du vassal Giulio Cesare Lascaris en qualité de juge de la ville de Nice (20 juillet - 10 décembre 1676)
- l'autorisation donnée à l'actuaire Onorato Massotto d'aliéner son office pour une fois (31 août 1676 - 30 janvier 1677)
- la nomination de Bartolomeo Ballario en qualité d'huissier (22 novembre 1676 - 27 janvier 1677)
- l'investiture de la moitié d'un « utteno » et de la moitié des trois quarts d'un « utteno » du fief et de la juridiction de Gorbio, en faveur de Francesco Raimondi (6 août 1674 - 11 mars 1677)
- l'interdiction de vendre ou affermer à des étrangers tout bien se trouvant à deux milles de distance des frontières du duché de Savoie (30 mai - 19 juillet 1677) et d'exporter toute sorte de grains, farines et autres victuailles (13 juillet - 23 août 1677)
- les nominations de l'avocat Francesco Milon en qualité de juge de Sospel (10 avril - 25 août 1677) et de l'avocat Spirito Magnaudi en qualité de juge de Barcelonnette (30 juin - 1er septembre 1677)
- la naturalisation accordée à Stefano Bongiovanni de San Remo (14 mai 1676 - 9 octobre 1677)
- les nominations du chevalier Pietro Portaniero di Santa Margherita en qualité de sénateur ordinaire (30 août - 13 novembre, 27 novembre 1677), de l'avocat Antonio Francesco Barelli en qualité de juge de Nice (8 juin - 27 novembre 1677), de l'avocat Gio. Paolo Peyrani en qualité de sénateur ordinaire (30 août - 27 novembre 1677), du comte Ferdinando Dal Pozzo di Coggiola, en qualité de chevalier du sénat (5 août - 27 novembre 1677), de l'avocat Agostino Caissotti en qualité de juge de Puget (26 septembre - 17 décembre 1677)
- l'approbation de la nomination des officiers ayant en charge l'administration de la justice dans son fief, demandée par Paolo Achiardi dell'Alpe, investi par le comte de Beuil, Anne Le Long (18-20 décembre 1677)
- la rétribution de Gio. Francesco Barelli en qualité d'avocat fiscal général et archiviste des écritures conservées au château (17 décembre 1677)

27/10/1662 - 17/12/1677

1 B 169

« Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits du roi de France, des ordonnances du sénat et des suppliques de particuliers (10 juillet 1691 - 21 juillet 1696, 25 octobre 1702, 22 mai 1705 - 14 janvier 1713), 1 registre, concernant :

- des poursuites judiciaires à l'encontre de Pietro et Bartolomeo Cotto, accusés d'assassinat (10 juillet 1691)
- l'approbation des statuts de la corporation des maîtres tisserands de Nice (4-13 février 1692)
- la nomination de sénateur effectif pour Giulio Cesare Lascaris Castellar et le paiement de ses appointements (2-6 juin 1692, 29 juillet 1693)
- les nominations de Joseph de La Porte, en qualité de premier président du sénat (15 mars 1692), de Gio. Paolo Laugier et Gio. Guglielmo Lidurena, en qualité d'huissiers (4-7 juin 1692)
- l'enregistrement des patentes de nomination du chevalier de La Fare en qualité de commandant de la ville de Nice et du comté, du capitaine De Lurzy, en qualité de lieutenant du roi, du sieur De Miral en qualité de sergent-major (7 mai 1691 - 7 juin 1692)
- la célébration d'un Te Deum pour la prise de Namur, demandée par le roi (6 juillet 1692)
- la nomination du comte Marcello de Gallean en qualité de chevalier du sénat (27 avril - 18 août 1692)
- l'entérinement des lettres patentes royales concédées à l'écuyer Mathieu Pinsonneau, commis du marquis de Barbezieux, secrétaire d'État, lui octroyant les revenus des biens immeubles confisqués à des Niçois par sentence du sénat du 20 juillet 1692 (30 août - 4 octobre 1692)
- un différend entre le sénat de Nice et le parlement de Provence, le second exigeant de faire exécuter ses arrêts dans le ressort du premier, alors que celui-ci demande l'envoi de lettres réquisitoires (23 novembre - 15 décembre 1692)
- les nominations du sénateur Francesco Flaminio Tondut (Tonduti), en qualité de second président du sénat (15 décembre 1692 - 26 janvier 1693), du sénateur Marco Aurelio Rossignoli en qualité de sénateur effectif (26 janvier 1693), du vassal et avocat Carlo Francesco Ferrero Thaone, en qualité de juge ordinaire de Nice (27 décembre 1692 - 17 février 1693)
- la perception des revenus du fief de Saint-Blaise et l'inventaire des écritures et biens meubles ayant appartenu à l'abbé de Saint-Pons Pietro Gioffredo, demandées par le procureur de la Chambre apostolique et octroyées par le roi de France (2 mars 1693)
- le rétablissement du comte Amedeo Pallavicino di Perlo dans ses charges de sénateur, de consul au Magistrat de la mer et de conservateur général des Juifs (11 mars - 3 avril 1693)
- la célébration de Te Deum pour la prise de Heidelberg, la reddition de Rozes, des victoires à Vianges et en Piémont et pour la prise de Charleroi (31 mai - 21 juin, 8 août, 14, 25 octobre 1693)
- l'évasion de prison et le procès de la marquise de Dolceacqua (14, 31 juillet, 24 novembre 1693)
- la mise en accusation d'un soldat ayant dénoncé une prétendue conspiration de douze habitants de Nice (14, 30 juillet 1693)
- la donation faite par le roi de France au capitaine Calmet, du régiment de Languedoc, des biens confisqués à Gio. Andrea Astria (26 août 1693)
- la nomination de Giulio Bochio, avocat au sénat, en qualité de sénateur préfet de la ville de Nice (19 août - 19 septembre 1693)
- la mise à ferme de trois places d'actuaire, en faveur des notaires Ludovico Bianchi, Onorato Massotto et Onorato Eraudo (18 décembre 1693 - 11 janvier 1694)
- les nominations de Bartolomeo Ferrero del Sauze en qualité de sénateur (24 décembre 1693 - 19 janvier 1694), de l'avocat Emanuele Filiberto Peyre en qualité de juge ordinaire de la ville de Nice (6 janvier - 26 février 1694), du sieur de Saint-Didier en qualité de sergent-major de la ville de Nice (6 février 1693 - 26 avril 1694), d'Onorato Bianchi en qualité de sénateur (5 janvier - 8 mai 1694)
- la célébration de Te Deum à l'occasion des victoires des armées françaises et pour la naissance du duc de Bretagne et du duc d'Anjou (9 juin - 8 juillet 1694, 6 mai 1706, 8 janvier, 26 novembre 1707, 26 juillet 1708, 19 février, 30 décembre 1710 - 21 avril 1711, 5 août - 13 novembre 1712)
- les nominations de l'avocat Gerolamo Marcello Raiberti en qualité de conservateur et juge du tabellion dans le comté de Nice (6 mars - 14 août 1694), d'un lieutenant-juge de Barcelonnette (16 novembre 1694)
- le maintien du prieuré de Saint-Michel de Sospel, ordre de Saint-Ruf, demandé par le chanoine Antonio Francesco Ricci, après le décès du titulaire (3-7 décembre 1694)
- l'établissement de la capitation générale, avec le tarif contenant la distribution en 22 classes (18 janvier - 23 mars 1695)
- les nominations de Gio. Battista Abbaino en qualité de juge ordinaire de la ville de Nice (23 février - 19 avril 1695), de l'avocat Orazio Trans en qualité de juge ordinaire de la ville et viguerie de Sospel (28 février - 2 mai 1695), de Ludovico Taya en qualité de juge ordinaire de Puget (28 février - 23 juin 1695), de l'avocat Orazio Tonduti en qualité de préfet de la ville de Nice (28 février - 21 juin 1695)
- une convention entre le marquis de Dolceacqua, Carlo Imperiale Doria et son fils Antonio Francesco Costantino pour le versement d'une pension viagère (12 janvier - 1er février 1696)
- les nominations de l'avocat Carlo Caissotti en qualité d'auditeur du lieu et marquisat de Dolceacqua (23 juin 1696), de l'avocat Domenico Francesco Lea en qualité de juge de la ville de Nice (21 mai - 21 juillet 1696)
- l'interdiction faite à l'imprimeur Romero d'imprimer une prétendue décision (decisio) du sénat qui aurait été prise à l'encontre de Bartolomeo Davigo (16 avril 1692 - 25 octobre 1702)

- les nominations de Regnault de Sollier en qualité de premier président du sénat (28 mai - 25 juin 1705), de Jean Henri de Lombard de Gourdon en qualité de second président du sénat (2 mai - 25 juin 1705), du notaire Gio. Battista Rostagni de Sospel, en qualité d'huissier surnuméraire (13-19 avril 1706), de Emanuele Filiberto Peyre en qualité d'avocat des pauvres (9-30 avril 1706), de Gio. Antonio Rossetti en qualité de procureur des pauvres (9-30 avril 1706)
- la mainlevée sur les revenus des biens saisis de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), situés sur le territoire du comté de Nice, accordée par le roi de France (22 août 1705, 5 septembre 1708, 29 juillet - 7 septembre, 31 octobre 1709, 9-21 mai 1711)
- la confirmation de la souveraineté du prince de Monaco dans ses États et la délimitation desdits États selon une carte dressée par l'ambassadeur de France à Torino (Turin), le premier président du parlement de Provence et le commissaire du duc de Savoie (10 juillet 1705 - 8 juin 1706)
- la nomination de l'avocat Pierre Joseph de Laurens de Brüe en qualité de sénateur (24 avril - 7 juillet 1706)
- la mise en possession en faveur du séminaire de Nice des objets, mobilier et écritures ayant appartenu à l'évêque Enrico Provana (7-10 décembre 1706)
- la nomination de Lombard de Gourdon, second président au sénat de Nice, en qualité de juge des fermes royales (14 septembre - 10 décembre 1706)
- l'autorisation donnée au vicaire Torrini d'habiter dans le palais épiscopal (11-14 décembre 1706)
- les nominations de l'avocat Antonio Honorat de Méolans en qualité de préfet de la ville et vallée de Barcelonnette (25 avril - 20 juin 1707), d'Onorato Bianchi en qualité de sénateur (9 décembre 1707 - 7 février 1708), de l'avocat Paolo de Suffren, en qualité de procureur général du sénat (5 novembre 1707 - 14 mars 1708)
- l'obligation de mettre aux enchères les dîmes et revenus de l'évêché de Nice (26-29 mars 1708)
- la nomination du notaire Gio. Battista Rostagni, en qualité de secrétaire criminel du sénat (2 mars - 28 avril 1708)
- des décrets du sénat concernant le procès opposant Carlo Benedetto De May et Orazio De Murs aux syndics de Villefranche (22-30 janvier 1709)
- l'obligation d'exécuter les ordres du sénat de Nice dans la vallée de Barcelonnette rappelée par de Chamillart (27 février 1709)
- les nominations de Carlo Antonio Fighiera en qualité de secrétaire insinuateur de la « tappa » de Lantosque faite par le duc de Savoie (21 novembre 1698 - 18 mai 1709), de Francesco Milon en qualité de sénateur préfet de Sospel (1er juin 1708 - 28 juin 1709), du comte Zacharie de Bourbon, conseiller en la sénéchaussée d'Aix, en qualité de sénateur (12 juillet - 14 août 1709), de Carlo Isoardo en qualité d'huissier surnuméraire du sénat (16 novembre 1709)
- des questions de préséance entre le gouverneur, comte de Montgeorges et le sénat (19 mai 1710)
- l'admission à l'exercice d'une place de notaire demandée par Giuseppe Bellone (13-17 juin 1710)
- la nomination de Gio. Battista Necco en qualité d'actuaire en remplacement de son père décédé (18 juillet - 1er août 1710)
- l'application du concordat existant en France demandé par l'archevêque d'Embrun pour les paroisses du comté de Nice dépendant de l'Église de France à l'encontre de quelques habitants de Barcelonnette essayant de faire valoir des usages différents (24 septembre - 16 novembre 1710)
- l'ordre donné par le roi de France au sénat d'intervenir au service funèbre pour le décès du Dauphin (30 avril, 16-22 mai 1711, 23 février - 19 mars 1712)
- l'obligation pour ceux pourvus de bénéfices ecclésiastiques, donnés par la curie romaine et par le vice-légat d'Avignon, de demander des lettres d'attache au sénat (21 avril 1711)
- la nomination de Nicolas Alexandre Le Grand de Sainte-Colombe en qualité de second chevalier d'honneur du sénat (28 juin - 18 août 1711)
- le procès opposant le comte Ferdinando Dal Pozzo di Coggiola à son épouse séparée, pour le paiement de la dot (9 novembre 1711)
- la nomination de Pierre de Coriolis d'Espinouse, avocat au parlement d'Aix, en qualité de sénateur (1er octobre - 19 novembre 1711)
- le rétablissement de l'édit défendant le port d'arme du 15 février 1698 (9 mars 1712)
- le remplacement du procureur des pauvres Rossetti, pour cause de maladie, par le procureur Fulconis (15 avril 1712)
- la nomination du marquis Cosme Maximilien de Valbelle, seigneur de Sainte-Tulle, procureur en la sénéchaussée d'Aix, en qualité de sénateur (1er mars - 7 mai 1712)
- la publication clandestine à Villars d'un bref papal cassant une ordonnance du juge séculier qui imposait aux ecclésiastiques des payer tailles et autres charges, ayant fait l'objet d'un appel comme d'abus présenté par le procureur général (9-12 décembre 1712)
- l'autorisation accordée à Gio. Michele Raibauda d'exercer les fonctions d'actuaire du sénat, en remplacement d'Onorato Massotto décédé (12-14 janvier 1713)

10/07/1691 - 14/01/1713

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques de particuliers (14 septembre 1696 - 19 janvier 1701), 1 registre, concernant :
- la désignation, faite par le duc de Savoie après le traité de paix avec la France, du marquis de San Giorgio en qualité de gouverneur et de lieutenant général (14 septembre 1696)
 - les nominations à titre provisoire du comte Giacomo Bergera en qualité de premier président du sénat (15 septembre 1696), de l'avocat Giuseppe Spitalier (Spitalieri) en qualité de sénateur préfet du lieu et viguerie de Barcelonnette (15 septembre - 23 octobre 1696, 27 août 1698 - 12 septembre 1699)
 - l'attribution au sénateur Gio. Paolo Peyrani des prérogatives de sa charge, malgré son établissement à Torino (Turin) (10 novembre 1696)
 - l'augmentation du prix du sel dans le comté de Nice et l'établissement, outre le banc de Nice, de trois autres, à Sospel, Villars et Barcelonnette, contenant la liste des communautés rattachées aux quatre bancs (24-25 janvier 1697)
 - les dispositions données à l'évêque de Nice imposant aux prédicateurs de la cathédrale de saluer le sénat avant le chapitre (31 janvier 1697)
 - l'admission de Cesare Bessoni à l'exercice de procureur fiscal de la viguerie de Barcelonnette (5-9 mars 1697)
 - la nomination de l'avocat Carlo Francesco Audiberti en qualité de sénateur préfet de la ville et du mandement de Nice (15 mars - 26 avril 1697, 20 février - 24 avril 1700)
 - un avis sur le maintien des « indulti » demandé par le duc de Savoie au sénat (26 mars 1697)
 - la désignation du comte Francesco Giacinto Gallinati, contrôleur général des finances, en qualité d'intendant général de la ville et du comté de Nice et la concession de la prérogative de siéger en tête des magistrats de la Chambre des comptes, immédiatement après le général des finances (26 avril, 19-23 mars 1697)
 - les nominations de l'avocat Giacomo Chianea en qualité de juge ordinaire de la ville et du mandement de Nice (15 mars - 7 mai 1697), de l'avocat Giuseppe Ginesi en qualité de juge de la ville et du mandement de Puget (31 mars - 21 mai 1697), de l'avocat Nicolò Berio en qualité de juge de la ville d'Oneglia (Oneille) (18 avril - 1er juin 1697), de l'avocat Francesco Domenico Lea en qualité de juge et conservateur du tabellion de la ville et du comté de Nice (31 mai 1697), du comte Gio. Secondo Salmatoris en qualité de premier président du sénat et de chef du Consulat de la mer (15 mars - 11 mai 1697)
 - l'habilitation donnée à l'abbé Lazaro di Capel de jouir du bénéfice des chapelles sous le titre de Saint-Michel et Notre-Dame-des-Plans, situées sur le territoire d'Allos, vacantes par la mort du prieur (27 juillet, 19 octobre 1697)
 - l'enregistrement des patentes lui permettant d'exercer son officialité de la vallée de Barcelonnette pour l'archevêque d'Embrun demandé par le prêtre Carlo Audifred (8 août 1697)
 - la concession d'un « indulto » général par le duc de Savoie (11 décembre 1696 - 21 août 1697, 28 avril 1698)
 - la nomination du comte Nicolis di Robilant, conseiller d'État et référendaire, en qualité d'intendant général de justice du comté de Nice (17 juin - 28 septembre 1697)
 - l'exécution des sentences prononcées par les consuls des négoce de la foire de Novi en 1690 à l'encontre de Gio. Battista Mella de Maro, habitant à Napoli (Naples), demandée par Giulio Pallavicino de Genova (Gênes) (5 octobre 1697)
 - l'inféodation du lieu et territoire de Costa, dans la vallée inférieure d'Oneglia (Oneille), en faveur du vassal Gio. Gerolamo Peyre (8 mars 1695 - 12 octobre 1697)
 - le litige entre d'une part les frères Alessio et Giulio Doria et d'autre part le marquis Carlo Imperiale Doria de Dolceacqua (16 octobre 1697)
 - la nomination de l'avocat Spirito Cayre en qualité de juge ordinaire de la ville et du mandement de Barcelonnette (6 juin - 17 novembre 1697)
 - la concession pour le sénateur Francesco Flaminio Tonduti de bénéficier des prérogatives et appointements de sa charge malgré sa nomination en qualité de président du conseil de Genevois (20 juillet - 5 novembre 1697)
 - l'inféodation du lieu et territoire de Belvédère en faveur du comte Galvagno Guttuari (13 juillet 1697 - 22 janvier 1698)
 - l'investiture du fief et territoire de La Turbie en faveur du baron Francesco Filippo et du chevalier Maurizio, frères Blancardi (27 janvier - 15 février 1698)
 - le paiement des appointements du comte Ferdinando Dal Pozzo di Coggiola en tant que chevalier du sénat (14 août 1697)
 - l'investiture du fief et comté de Drap en faveur de l'évêque de Nice Enrico Provana, concédée par le duc Charles Emmanuel en 1671 (4 mars 1698)
 - la présentation au sénat de Nice de lettres réquisitoires par le sénat de Piémont pour l'exécution des citations à l'encontre de Gio. Giacomo Pautrier de Jausiers dans la vallée de Barcelonnette (24 janvier 1698)
 - le renouvellement des édits défendant le port et la détention d'armes, tolérés pendant la guerre contre la France (15 février - 3 avril 1698)

- la nomination de Francesco Alberto en qualité de juge de la ville de Sospel (12 mars - 26 avril 1698), de l'avocat Gio. Lorenzo Chiarlante en qualité de juge de Nice (28 décembre 1697 - 30 avril 1698)
- l'investiture du fief et juridiction d'Èze en faveur du vassal Gio. Filippo Antonio Cortina San Martino (13 juillet 1680 - 15 mai 1698)
- l'investiture des fiefs et juridiction des lieux de Mas et Fogassieras en faveur de Carlo Luigi Claretti (26 octobre 1697 - 3 juin 1698)
- l'exécution des sentences de 1646 et 1648 prononcées dans le litige opposant le seigneur de Gilette Onorato Orsiero à la communauté de Bonson, à propos de la possession du bac sur le Var, demandée par le comte Gerolamo Marcello De Gubernatis, résident près de Sa Sainteté (31 mai - 14 juin 1698)
- la désignation du marquis Antonio Francesco Doria en qualité d'administrateur du marquisat de Dolceacqua (27 novembre 1697 - 17 juin 1698)
- l'obligation faite à l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) de nommer un vicaire pour administrer la justice dans la partie de son diocèse soumise au duc de Savoie (26 juin, 15 septembre 1698)
- l'investiture du lieu de Sainte-Agnès en faveur du comte Ignazio Leotardi (11 août 1677 - 19 juillet 1698)
- la nomination de l'avocat Gio. Ludovico Teissier en qualité de juge ordinaire du lieu et viguerie de Barcelonnette (9 septembre - 23 octobre 1698)
- l'interdiction pour tous les habitants de Roquebillière de chasser et pêcher sur le territoire de la communauté demandée par le comte Gio. Battista Garagno de Torino (Turin), seigneur de ce lieu (22 novembre - 20 décembre 1698)
- la nomination de Gio. Giacomo De Amicis en qualité de procureur des pauvres du lieu et mandement de Barcelonnette (19 novembre 1698 - 6 février 1699)
- la définition des compétences des gouverneurs, lieutenant général, intendant du comté de Nice et le règlement concernant les honneurs et l'autorité des commandants des places en absence du gouverneur, présenté par le comte de Santena, suivi des observations du sénat (31 janvier 1697, 23 juin 1698)
- l'investiture du lieu, château et fief de Coaraze en faveur du baron Carlo Maurizio Chioattero, maître auditeur à la Chambre des comptes (23 juin 1688 - 7 avril 1699)
- la nomination de l'avocat Gio. Michele Baldoino di Santa Margherita en qualité de juge ordinaire de Nice (1er novembre 1698 - 7 avril 1699)
- le maintien du prêtre Antonio Garrello de Roquestéron dans la possession des prieurés existant à Toudon sous le vocable de la Visitation-de-Sainte-Elisabeth et de Saint-Jean-Baptiste et de Saint-Pierre-de-Codolis (30 mai 1699)
- la nomination de l'avocat Carlo Vittorio Maraldi en qualité de juge de la ville d'Oneglia (Oneille) (11 avril - 23 juin 1699)
- la concession d'un « indulto » pour la naissance du prince de Piémont (18 mai - 29 juillet 1699)
- la nomination de l'avocat Spirito Magnaudi en qualité de juge ordinaire du lieu et de la vallée de Barcelonnette (23 mai - 3 septembre 1699), de l'avocat Stefano Sapellani en qualité de sénateur préfet de la ville et de la principauté d'Oneglia (Oneille) (3 octobre 1699 - 13 février 1700)
- les inféodations des lieux de Saint-Étienne en faveur de l'avocat Giovanni Chianea (5-20 mars 1700), d'Utelle en faveur du comte Gerlamo Marcello de Galleani (5-30 mars 1700)
- l'investiture de la moitié du château, lieu et territoire de Sainte-Marguerite en faveur du sénateur Pietro Portaniero (11 septembre 1699 - 31 mars 1700)
- l'inféodation du lieu de L'Escarène en faveur d'Orazio Tonduti, des seigneurs de Châteauneuf et de Peillon (17 mars - 19 avril 1700)
- l'investiture des lieux de Valdeblore, Saint-Dalmas, La Roche et La Bolline en faveur du médecin et lecteur d'anatomie de l'hôpital majeur de Milano (Milan) Giovanni Ribotti, avec l'indication des revenus des divers lieux (30 décembre 1699 - 20 avril 1700)-
- les nominations de l'avocat Ignazio Francesco Borriglione en qualité de juge de la ville et du mandement de Sospel (14 juillet 1699 - 24 avril 1700), de l'avocat Gio. Francesco Galea en qualité de juge ordinaire de la ville et du mandement de Nice (14 juillet 1699 - 24 avril 1700)
- l'investiture du fief et juridiction de Saint-Jean-d'Aurèle et de la moitié de celui de La Cainea en faveur du vassal Gio. Battista Gioffredo (9 février - 30 avril 1700)
- la nomination de Gio. Guglielmo Lidurena en qualité d'huissier ordinaire du sénat (17 mars - 30 avril 1700)
- une supplique présentée à l'archevêque d'Embrun par les procureurs de la mense épiscopale de Glan-dèves (7 mai 1700)
- les inféodations des lieux de Contes en faveur de la communauté (31 mars - 22 mai 1700), de Saint-Sauveur en faveur de l'avocat Gio. Francesco Ghisi (3 avril - 22 mai 1700), d'Isola en faveur d'Onorato Ribotti et Giulio Cesare Torre (1er avril - 22 mai 1700)
- la nomination d'Alessandro Scoffier en qualité d'huissier surnuméraire du sénat (5 juin 1700)

- les inféodations des lieux de Breil et de Saorge en faveur du comte Ottavio Solaro de Govone (5 mars - 8 juin 1700), de Saint-Dalmas-le-Selvage en faveur de l'avocat Erigio Emerico de Saint-Étienne (7 juin - 3 juillet 1700), de La Tour en faveur du comte Diego della Chiesa de Cuneo (7 juillet - 30 juillet 1700), de Lucéram en faveur d'Annibale Cotta (7 juin - 30 juillet 1700), de Villefranche en faveur du vassal Marc'Antonio Germano, des coseigneurs de Peillon (14 juillet - 9 août 1700)
- la nomination du comte de Bonson Gio. Battista De Gubernatis Ventimiglia en qualité de sénateur ordinaire et effectif et paiement de ses appointements (24 septembre - 23 octobre, 5 novembre 1700)
- les inféodations des lieux de La Bollène, de Pigna et de Châteauneuf-d'Entraunes en faveur des communautés respectives (21 septembre - 9 décembre 1700)
- l'interdiction pour toute personne d'introduire moutons et chèvres sur le territoire de Valloria (25 avril 1698 - 11 janvier 1701)
- un appel comme d'abus présenté par le procureur de la mense archiépiscopale d'Embrun à l'encontre du vice-légat d'Avignon et du nonce de Torino (Turin), déclarant nulle une excommunication prononcée contre le prêtre Antonio Gaetano Albanelli, détenteur du prieuré de Roquestéron, et revendiquant le droit d'exercer, sans contrôle, la juridiction métropolitaine sur le diocèse de Glandèves (19 janvier 1701
14/09/1696 - 19/01/1701)

1 B 171

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes et de ses ministres, des ordonnances du sénat et des suppliques de particuliers (18 janvier 1701 - 31 août 1715), 1 registre, concernant :
- la nomination du notaire Maurizio Capone en qualité de procureur fiscal général patrimonial (18-27 janvier 1701)
 - l'inféodation du lieu de Venanson en faveur de Francesca Ruffina veuve Alziari (8 décembre 1700 - 28 janvier 1701)
 - la confirmation du maintien du prêtre Carlo Caire dans le bénéfice de la cure de Saint-Pons, dans la vallée de Barcelonnette, nommé par l'archevêque d'Embrun (12 février 1701)
 - les tâches et les devoirs de prévôts, soldats et huissiers de justice définis par le sénat (22 février 1701)
 - la nomination de l'avocat Orazio Tondut, comte de L'Escarène, en qualité de sénateur ordinaire effectif et de juge au Consulat de la mer (31 janvier - 3 mars 1701)
 - un règlement pour l'administration de la justice donné par le duc de Savoie (14 janvier - 25 février 1701)
 - l'obligation d'établir une liste des prisonniers et de l'envoyer au duc avant de procéder à leur libération et l'attribution à l'intendant des affaires économiques et notamment celles concernant la taille (15 février 1701)
 - l'inféodation du lieu de Lantosque accordée au vassal Lazaro Ricardi, d'Oneglia (Oneille) (15 février - 8 mars 1701)
 - les nominations de l'avocat Carlo Maurizio Trans, en qualité de sénateur préfet de la ville de Sospel (15 février - 9 mars 1701), de l'avocat Lorenzo Bachileri en qualité de juge de la ville d'Oneglia (Oneille) (11 novembre 1700 - 15 mars 1701)
 - la présence des quatre recteurs de l'hôpital Saint-Dominique de Barcelonnette pour distribuer l'argent dudit hôpital et l'obligation pour les notaires de solliciter les testateurs en sa faveur, demandées par l'un des recteurs, le théologien Antonino Arnaudo (5 décembre 1700 - 15 mars 1701)
 - les nominations de l'avocat Giovanni De Amicis en qualité de juge ordinaire du lieu et mandement de Barcelonnette (23 février - 22 avril 1701), de l'avocat Pietro Paolo Capello en qualité de juge ordinaire de la ville de Nice (11 novembre 1700 - 7 mai 1701)
 - les lettres de noblesse accordées à Carlo, Pietro et Agostino, frères Calzamiglia, d'Oneglia (Oneille) (28 juin 1692 - 20 mai 1701)
 - l'investiture de la moitié d'un membre du fief de Dosfraires, dénommé le Faraon, en faveur du sénateur Gio. Battista Dalmazzo (22 janvier - 25 mai 1701)
 - l'inféodation du fief de Marie en faveur du chevalier Ettore Antonio Olgiati de Vercelli (24 juillet 1700 - 23 juin 1701)
 - l'autorisation donnée au Père Bernadino de Contes de visiter les Pères mineurs réformés de la province pour le compte de son ordre (27 mai - 26 juin 1701)
 - la délégation concédée au président Peyrani concernant ses procès (16 juin 1701)
 - le maintien en faveur du prêtre Carlo Caire, de Barcelonnette, de la chapellenie fondée sous le vocable des Saints-Jacques-et-Esprit dans l'église paroissiale dudit lieu (16 juillet 1701)
 - l'investiture de cinq portions sur six du lieu, fief et château de Falicon en faveur de Pietro Antonio Rainaldo (13 juillet 1675 - 16 juillet 1701)
 - le renouvellement des mesures prises par le sénat, sollicité par le Grand chancelier, pour empêcher la publication des provisions étrangères et les cabales faites par les ecclésiastiques du comté de Nice pour s'exempter du paiement des contributions (10 septembre, 9, 16 décembre 1701, 6-22 mars 1702)

- un appel comme d'abus présenté par le promoteur général du Métropolitain d'Embrun à l'encontre du prêtre Gio. Angelo Grassis de Barcelonnette, curé de la paroisse Saint-Pons, accusé d'injures et de contrevenir aux ordonnances synodales (14 septembre 1701)
- la permission pour le frère franciscain Ludovico Mainardi de visiter le couvent de Saint-François de Nice (6 octobre 1701)
- l'investiture du lieu, fief et juridiction de Chiusavecchia, dans la vallée supérieure d'Oneglia (Oneille), en faveur de Bartolomeo Ottavio Thomati (15 novembre 1675 - 7 octobre 1701)
- l'approbation donnée par le roi à la sentence du sénat condamnant aux galères perpétuelles un nommé Bailet de Tourrette, inculpé de « grassazione » ((23 juin 1701)
- la nomination de Mellarède, avocat des pauvres près du sénat de Savoie, en qualité d'intendant général de la ville et du comté de Nice (22 mai 1699)
- l'établissement d'un vicaire général et official métropolitain pour le diocèse de Nice demandé par le procureur général du duc de Savoie à l'archevêque d'Embrun et la nomination du Père dominicain Antonino Arnaudo, prieur du couvent Saint-Dominique de Barcelonnette (13 octobre - 14 décembre 1701, 26 janvier 1702, 4 novembre 1704)
- l'interdiction faite à toute personne habitant sur le territoire de la principauté d'Oneglia (Oneille) de se présenter au vicaire général de l'évêque d'Albenga, venu pour auditionner des témoins laïques, au préjudice de la juridiction du duc (13 janvier 1702)
- l'introduction dans la ville et dans le comté de Nice de la péréquation du « tasso » et le projet d'un nouveau cadastre, contenant la répartition entre les communautés du comté des 12 589 écus d'or dus (15-30 janvier 1702)
- l'investiture de la seizième partie du lieu, fief et château de Castellar accordée au sénateur Giulio Cesare Lascaris (11 janvier - 7 février 1702)
- les nominations de promoteur général de l'officialité métropolitaine érigée à Nice en faveur du notaire Onorato Massotto (3 janvier - 12 février 1702) et de secrétaire métropolitain dans ladite officialité en faveur du notaire Gio. Antonio Bresca (3 janvier - 21 février 1702)
- l'autorisation de visiter les couvents de la province, demandée par le Père provincial augustin, frère Michelangelo da Santa Benedetta (1er mars 1701 - 9 mars 1702)
- les instructions données à l'intendant concernant l'application de l'édit sur le « tasso » et le cadastre (15 janvier 1702)
- le droit de succession pour les sujets savoisiens décédant dans la ville d'Avignon ou dans le comtat Venaissin, reconnu par la Rote du Palais apostolique d'Avignon (17 mars 1702)
- la permission de se servir des soldats de justice pour exécuter les édits et ordres ecclésiastiques, demandée par le procureur fiscal de la mense épiscopale de Nice (4 avril 1702)
- les nominations de procureur général dans la ville et le comté de Nice en faveur de l'avocat fiscal général Bartolomeo Constantino (5-26 avril 1702), de juge ordinaire de la ville de Nice en faveur du comte et avocat Giuseppe Maria Torrini (9 décembre 1701 - 28 avril 1702), de juge ordinaire de la ville et du mandement de Sospel en faveur de l'avocat Alessandro Blancardi (22 avril - 5 mai 1702)
- l'investiture de la baronnie de Berre accordée à Giulio Cesare et Maria, époux Terrazzani de la principauté de Monaco (31 janvier 1701 - 13 mai 1702)
- la concession de lettres réquisitoires demandée par le parlement d'Aix au sénat de Nice pour auditionner des témoins dans une affaire concernant le marchand Joseph Natalian de Marseille (15 mai, 7 octobre - 28 novembre 1702)
- l'investiture d'une portion de juridiction de Mirendol et Montolivo, en faveur de Ludovico Isnardi (29 mai 1697 - 3 juin 1702) et de portions du fief de Châteauneuf en faveur du vassal Gio. Agostino Peyre (10 février 1680- 3 juin 1702)
- la nomination de l'avocat fiscal Fontana, directeur de la ville et province de Mondovi', en qualité d'intendant général provisoire du comté de Nice, en l'absence de l'intendant Mellarède (25 mai 1702)
- la confirmation des privilèges, dont la promesse de ne pas inféoder les terres de cette vallée, accordés à la vallée de Barcelonnette (29 juillet 1700 - 1er juillet 1702)
- la nomination du préfet Carlo Francesco Audiberti en qualité de sénateur préfet du comté et de la viguerie de Barcelonnette (11 août - 23 septembre 1702)
- des considérations faites par le premier président du sénat de Piémont sur l'édit punissant les « grassazione » (15 juillet 1702)
- l'investiture d'un sixième de la juridiction de Meridol sur le territoire de Nice en faveur d'Onorato Maistre (30 août - 14 novembre 1702)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Grassis en qualité de juge de Barcelonnette (15 octobre - 2 décembre 1702)
- l'inféodation du lieu et territoire de Villeneuve d'Entraunes en faveur de la communauté (16 juillet - 12 décembre 1702)
- la nomination de l'avocat Gio. Michele Baldoini en qualité de sénateur préfet de la ville de Nice (6 novembre - 19 décembre 1702)

- l'attribution à l'avocat fiscal patrimonial et procureur général Bartolomeo Constantino des mêmes prérogatives et fonctions exercées par le procureur général de la Savoie (10 octobre - 22 décembre 1702, 14 mars - 11 mai 1703)
- le paiement des appointements pour le sénateur Orazio Tonduti della Scarena (14 mars 1701)
- l'impunité et la grâce concédées par le duc à celui, parmi les bandits, qui notifiera le vol d'ex-voto et vases sacrés commis dans l'église des Pères de Cimiez et dénoncera ses complices (23-27 mars 1703)
- les nominations de l'avocat Andrea Auda en qualité de juge de la ville de Nice (25 août 1702 - 24 avril, 22 septembre - 1er décembre 1703), du notaire Pietro Ricci en qualité de commissaire et receveur des reconnaissances de biens emphytéotiques, relevant de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, situés à Nice (21 juillet 1702 - 28 avril 1703)
- l'interdiction pour les Pères carmes déchaussés de construire couvents ou oratoires dans la ville et le territoire de Nice (1er-19 mai 1703, 20 juin 1713)
- l'obligation d'observer les dispositions de l'édit pris en matière criminelle par Madame Royale, le 10 septembre 1697, en ce qui concerne la défense des inculpés et l'audition des témoins (13 septembre 1697 - 19 mai 1703)
- la nomination de sénateur préfet de la ville et principauté d'Oneglia (Oneille) en faveur de l'avocat Giovanni Amatis, de Busca (30 avril - 16 juin 1703)
- la remise au Mont de la Miséricorde de Nice de l'argent provenant des dîmes de l'évêché de Ventimiglia (Vintimille) déposés dans le bureau de l'avocat général Barelli (23 juin 1703)
- l'attribution au sénat de Nice de l'affaire opposant les époux Ghis à Pietro Cotto (8-13 juillet, 13 juillet - 20 septembre 1703)
- l'internement du détenu Pietro Antonio Pellegrino, de San Sebastiano dans le marquisat du Maro, dans le château de Nice pour le faire travailler (20 juillet 1703)
- l'inféodation du lieu et territoire d'Isola en faveur de la communauté (18 septembre 1702 - 30 octobre 1703)
- l'investiture de la douzième partie de la juridiction du lieu de La Brigue en faveur de Gio. Andrea Spinelli (25 août - 23 novembre 1703)
- la nomination de l'avocat Giuseppe Raynaud en qualité de juge du lieu et de la viguerie de Barcelonnette (16 mars - 11 décembre 1703)
- la concession d'un « indulto » général pour ceux qui seront recrutés dans l'armée lors de la guerre en cours et l'ordre pour les sujets savoisiens de rapatriement et de ne pas partir (18 octobre - 14 décembre 1703)
- les dispositions données par le duc de Savoie en cas de récusation d'un membre du sénat de Nice (21 décembre 1703)
- les nominations de l'avocat Gio. Francesco Guglieri en qualité de juge de la ville d'Oneglia (Oneille) (9 février - 11 mars 1704), de l'avocat Orazio Borriglione en qualité de juge de la ville de Sospel pour deux ans (20 février - 6 mai 1704)
- l'inféodation du lieu de Puget en faveur du comte Nicolo' Grimaldi, de Busca (9 mars - 23 juin 1704)
- l'aliénation d'une partie du « tasso » et de plusieurs lieux, non encore inféodés, pour pallier les dépenses de guerre (14 juin - 22 juillet 1704)
- l'investiture du lieu et fief de Lucéram en faveur de Fabiano et Domenico, père et fils Asdente, de Taggia (12 juillet - 18 août 1704)
- l'aliénation et l'inféodation des lieux de Moulinet et de Castillon en faveur de la ville de Sospel (5 décembre 1702 - 27 septembre 1704)
- la permission d'exercer les fonctions de substitut de l'avocat des pauvres accordée à Emanuele Filiberito Peyre, en considération du décès d'Antonio Luigi Baldoino (11 octobre 1704)
- la nomination de Gio. Battista Giaubert en qualité de juge du lieu et de la viguerie de Barcelonnette (24 août - 15 novembre 1704)
- l'admission du notaire Carlo Alberto en qualité de procureur des pauvres étant donné le décès de Tommaso Thaone (18 novembre - 20 novembre 1704)
- les statuts de la corporation des tonneliers de Nice, fondée sous le vocable de Saint-Julien, comportant des impositions pour payer les dépenses engagées pour la construction de la chapelle de la corporation dans l'église Saint-Jacques (29 novembre 1704)
- l'ordre donné par le duc de Savoie au premier président Salmatoris de se transporter à Saorge ou dans une autre localité du comté, en cas d'occupation de la ville de Nice par les Français, pour y établir sa résidence et y traiter les affaires soumises à la juridiction du sénat (16 mai 1705)
- le transfert du château à un lieu sûr de Nice des archives du sénat et du Magistrat de la mer, confié à l'intendant Fontana (24 octobre 1705)
- le renouvellement des fêtes célébrant la Vierge et l'institution des fêtes de l'Immaculée Conception pour le 8 décembre et du 8 septembre pour rappeler la fin du siège de Torino (Turin) (1er juillet - 20 août 1707)
- l'affectation des revenus de l'évêché de Nice, pour l'instant vacant, pour les travaux de réparation de la cathédrale, demandée par les chanoines (31 août - 1er septembre 1707)

- l'interdiction pour toute personne d'introduire, publier ou diffuser un bref papal condamnant plusieurs édits et ordonnances des sénats savoisiens (2-3 septembre 1707, 19-20 août 1713)
- l'autorisation pour l'avocat Raiberti d'exercer l'office d'avocat des pauvres et pour le procureur Fighiera d'exercer les fonctions de procureur des pauvres (10 juin 1713)
- la visite faite par le sénat, en toge noire, au comte de Prelà, gouverneur de la ville et du comté de Nice, lieutenant général et celle rendue par le gouverneur au sénat (3-8 juin 1713)
- l'ordre donné au sénat de faire observer les dispositions de l'art. 3 du traité de paix d'Utrecht et de faire enlever les bornes plantées entre le territoire de La Turbie et celui de Monaco (10-16 juin 1713)
- la nomination de l'avocat Gio. Francesco Guglieri en qualité de préfet d'Oneglia (Oneille) pendant deux ans (19 janvier - 1er juillet 1713)
- l'ordre donné par le duc au sénat de prêter assistance au promoteur fiscal de l'évêque de Glandèves pour l'administration de la justice et l'exécution de ses sentences, dont celle prononcée contre le prêtre Antonio Gaetano Albanelli, tout en sauvegardant les privilèges de l'Église gallicane (26 juin, 19 décembre 1713)
- l'attribution au sénat de Nice de toutes les causes concernant le président Peyrani malgré la délégation donnée au sénat de Piémont (8 juillet 1713)
- un « indulto » général concédé par le duc à l'occasion de la paix (30 juillet - 26 août 1713, 9 décembre 1714 - 16 janvier 1715)
- la nomination provisoire du comte Ruschis en qualité d'intendant général de la ville et du comté de Nice et de vice-auditeur de guerre (20 mai 1713)
- la teneur de l'art. 4 du traité de paix conclu à Utrecht, entre le roi de France et le duc de Savoie, comportant d'une part la restitution à la Savoie du comté de Nice et d'autre part la cession à la France de la vallée de Barcelonnette (7-16 septembre 1713)
- la nomination du secrétaire du sénat Antonio Masino en qualité d'archiviste des archives dudit sénat et de percepteur de ses droits (21 septembre 1713)
- l'obligation pour les feudataires, administrant la justice sur leur fief, de participer aux frais découlant du transfert et de la détention des prisonniers dans les prisons ducales (21-22 septembre 1713)
- la prise du titre de roi de Sicile à la suite de la cession de cette île et la suspension des procès en cours pour ceux qui le suivent en Sicile (26 septembre 1713)
- la nomination du médecin Carlo Ricca en qualité de protomédecin général des États royaux (4 décembre 1708 - 7 octobre 1713)
- l'attribution au prince de Piémont de la lieutenance générale des États en l'absence de son père Victor Amédée II (24 septembre, 9 octobre 1713)
- les nominations de Gio. Michele Raibauda en qualité de secrétaire des affaires criminelles du sénat (21 septembre - 14 octobre 1713), de l'avocat Ludovico De Giudici en qualité d'avocat des pauvres (21 septembre - 28 novembre 1713), de Giovanni Veglio en qualité de procureur des pauvres (21 septembre - 28 novembre 1713), de Carlo Francesco Audiberti en qualité de sénateur (16 septembre - 19 décembre 1713), du vassal Orazio Isnardi en qualité de juge ordinaire de la ville de Nice (29 novembre - 20 décembre 1713), du vassal Torrini di Quincinetto en qualité de sénateur, de juge du Consulat de mer et d'intendant général de la ville et du comté (16 septembre 1713 - 18 janvier 1714), du médecin Gio. Onorato Passeroni en qualité de vice-protomédecin (30 mai 1709, 27-28 septembre 1714, 28 avril 1715), de Giambattista Germano en qualité de sénateur préfet de la ville de Nice (26 février - 10 mars 1714)
- l'interdiction pour toute personne de détenir et porter des armes (28 février 1709 - 14 mars 1714)
- un appel comme d'abus présenté par le procureur général du roi en raison de la publication, sur les portes des églises de la ville, de monitoires pontificaux d'excommunication à l'encontre de l'official métropolitain d'Embrun (10-11 juillet 1714, 2-17 octobre 1714)
- les instructions données par le roi aux trésoriers concernant le règlement des dettes des communautés (18 décembre 1713 - 15 juillet 1714)
- les instructions concernant la levée des régiments nationaux, avec l'indication du contingent fixé pour chaque communauté du comté (8-13 juin 1714)
- l'interdiction pour toute personne d'exporter ou vendre chevaux et mulets des États royaux, à cause d'une épizootie (17-27 août 1714)
- la suspension des actes exécutifs à l'encontre du baron de Chenillac (28 juillet 1714)
- un appel comme d'abus à l'encontre du prêtre Albanelli (24 septembre 1714, 8 août 1715)
- l'interdiction d'exporter toute sorte de grains et céréales, de produits laitiers et d'animaux servant à la subsistance (15-31 octobre 1714, 8 mai - 1er juin 1715)
- l'ordre donné au sénat de ne pas s'immiscer dans la gestion administrative des communautés, relevant de l'intendant général, tout comme les affaires relatives aux gabelles et autres droits royaux (23 mars 1714)
- la nomination de l'avocat Ignazio Francesco Dabray en qualité de juge ordinaire de la ville et du mandement de Nice (16 octobre - 15 décembre 1714)
- la grâce pour certains détenus lors des fêtes de Pâques (18 mai 1715)

- la dispense pour le comte Roffredo de l'entérinement pour l'acquisition du comté de Saorge et Breil (2 mars - 29 mai 1715)
- les statuts politiques de la corporation des cordonniers existant à Nice sous le titre des Saints-Crispin-et-Crispinien (20 février 1699 - 27 juillet 1715)
- la nomination de l'avocat Bartolomeo Barralis en qualité de substitut du procureur général (29 juillet - 13 août 1715)
- l'interdiction pour l'avocat Domenico Francesco Lea d'exercer sa profession jusqu'à nouvel ordre et la suspension du notaire Pietro Brochiero de ses fonctions de vice-avocat fiscal ayant pris position contre les intérêts royaux dans un procès d'appel comme d'abus opposant le moine de Lérins Giuseppe Domenico Marchesano au prêtre Gio. Battista Reparator (25 juillet - 25 août 1715)
- les nominations de l'avocat Giausselletto en qualité de juge d'Entraunes et Saint-Martin (31 août 1715), de l'insinuateur Domenico Ginesy en qualité de procureur fiscal patrimonial général des lieux d'Entraunes et Saint-Martin (31 août 1715), du notaire Alessandro Ginesy en qualité de secrétaire des causes civiles et criminelles des lieux d'Entraunes et Saint-Martin (31 août 1715)
- les instructions données par le roi au sénateur Lascaris concernant les différends nés avec la France au sujet des communautés d'Entraunes et de Saint-Martin (25 juillet 1715)

18/01/1701 - 31/08/1715

1 B 172

- « Interinzioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes et de ses ministres, des ordonnances du sénat, des remontrances de l'avocat fiscal général et des suppliques des particuliers (3 septembre 1715 - 28 novembre 1721), 1 registre, contenant :
- le rétablissement des bornes frontalières, séparant les territoires du roi de Sicile de la République de Genova (Gênes), enlevées par des habitants de Penna (Piene), contenant des procès-verbaux d'audition de témoins (3 septembre - 3 décembre, 20 septembre - 29 octobre 1715)
 - l'autorisation donnée à deux frères de la congrégation des Augustins déchaussés de visiter les couvents de leur ordre du Piémont (23 août 1715)
 - la nomination de procureur fiscal dans le domaine de la médecine pour la ville et le comté de Nice, faite par le protomédecin général Carlo Ricca, en faveur de Stefano Gastaldo (6 août - 28 septembre 1715)
 - la capture de trois bateaux génois et les mesures de représailles conseillées par le sénat à l'intendant général Torrini, la République de Genova ayant auparavant capturé et spoliés des bateaux d'Oneglia (Oneille) (6-18 octobre 1715)
 - la nomination du comte Fecia di Cossato en qualité d'intendant général pour deux ans, de sénateur et de juge du Consulat de mer (25 octobre 1715)
 - l'attribution à la justice militaire des crimes et délits commis par les soldats des régiments nationaux et provinciaux en service (17 octobre - 15 novembre 1715)
 - la confirmation par le sénat de l'édit du 24 janvier 1698 sur l'administration de la justice pour contrer les manquements des certains magistrats inférieurs et les abus des juges féodaux (5 février 1716)
 - le retour de l'avocat Lea dans l'exercice de ses fonctions accordé par le roi (20 mars 1716)
 - le transfert dans les prisons de Nice de Giuseppe Peyrone de Limone, coupable de « grassazione » près de Saint-Étienne et un appel comme d'abus présenté à l'encontre du vicaire du chapitre de Nice, demandant la restitution dudit bandit sous prétexte qu'il avait été porté, de force, hors d'un lieu sacré (4 avril, 12 septembre - 9 décembre 1716, 10 mars, 22 mai, 13 août, 24 septembre, 26 novembre 1717)
 - la liste nominative de ceux qui ont permis la capture de bandits et les primes accordées entre mai 1715 et mars 1716
 - la nomination de l'avocat Pietro Francesco Levrotti en qualité de juge de Sospel pour deux ans et l'obligation pour tout justiciable de recourir à lui en première instance (3 avril - 19 juin, 17 juin - 24 juillet, 3 août, 13-14 août 1716, 4 mars - 18 novembre 1718)
 - la mise aux arrêts pendant quatre mois du commandant d'Oneglia (Oneille), coupable d'avoir arrêté un sujet de la République de Genova de manière irrégulière (13 juin - 2 juillet, 9 juillet 1716)
 - l'interdiction pour toute personne de prendre la possession d'un bénéfice ecclésiastique sans avoir présenté, au préalable, la bulle au sénat, demandée par le procureur général Bartolomeo Constantino à l'occasion du décès d'un chanoine de la cathédrale et appel comme d'abus présenté par ledit procureur contre le prêtre Giovanni Guibert (21 mars - 3 juillet, 11-13 juillet 1716)
 - la transmission à Torino (Turin) des actes originaux du procès contre le prêtre Albanelli demandée par le roi et la nomination d'un chanoine de la cathédrale de Vence, en qualité de délégué de l'archevêque d'Embrun, dans le procès contre ledit prêtre (8, 17 juillet 1716, 18 août 1717, 22 février 1718)
 - les nominations de l'avocat Lorenzo Bachileri Aschero en qualité de préfet d'Oneglia (28 juillet 1716), de l'avocat Agostino Anfosso en qualité de juge de la ville d'Oneglia (28 juillet 1716), du prêtre et avocat Flaminio Raiberti en qualité de conservateur des privilèges de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ou de Malte (11 juillet - 21 août 1716)

- la transmission au comte de Grasse des archives du sénat concernant les matières ecclésiastique et juridictionnelle pour éclaircir les pratiques existant dans le comté depuis François 1er et Henri II (28 août - 2 septembre 1716)
- la confiscation d'une somme d'argent due par la communauté de Perinaldo à un marchand condamné à mort et réfugié à Porto Maurizio (Port-Maurice), demandée par le marquis de Dolceacqua (27 novembre 1716, 8 janvier 1717)
- la nomination d'un économiste pour recevoir les dîmes confisquées de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et l'injonction pour les communautés relevant de cet évêché (viguerie de Sospel et marquisat de Dolceacqua) de les payer, demandées par le procureur général (12 décembre 1716, 15 octobre 1717, 5 janvier - 3 mars 1720)
- la nomination de l'avocat Maurizio De Orestis en qualité de juge de la ville de Nice (18 juillet - 12 décembre 1716)
- les instructions données par le roi au sénat de Nice en matière d'appel comme d'abus (13-17 janvier 1717)
- la suppression de la préfecture de Sospel (15 janvier 1717)
- la nomination provisoire de l'avocat Brunengo en qualité de préfet d'Oneglia, en remplacement de Bachileri, poursuivi par la justice (12-15 février 1717)
- la résolution, par intervention royale, du litige entre la communauté d'Ascros et le comte Andrea Galeano, seigneur de ce lieu (12 février 1717)
- la confirmation, après la fin de son mandat, de Gio. Battista Germano en qualité de préfet provisoire de Nice (23 février, 6 mars - 13 avril 1717)
- la possibilité pour le sénat de s'adjoindre des membres supplémentaires en cas de besoin (23 février 1717)
- les instructions sur la réduction des monnaies et l'obligation de n'utiliser que celles ayant cours dans le royaume et sur l'uniformisation du poids du sel, contenant le tableau des tarifs des monnaies (17 février - 9 mars 1717)
- le transfert de Giuseppe Millo, détenu à Cuneo, accusé d'insultes et blessures, demandé par le juge de Sospel (2 mars 1717) et de cinq douaniers d'Entrevaux, demandé par le sénat (7 mai 1717)
- l'autorisation d'amener à Rome le secrétaire des affaires criminelles Gio. Michele Raibaud, en qualité de son secrétaire particulier, demandée par le marquis del Borgo et la nomination du notaire Gio. Battista Rostagni pendant l'absence du titulaire (11-17 mai 1717)
- une violation de juridiction perpétrée par des habitants de Guillaumes sur le territoire de Châteauneuf-d'Entraunes (30 juillet 1717)
- la concession de lettres réquisitoires demandée au parlement de Provence par les sénats de Nice et de Savoie afin de faire arrêter Giuseppe Ludovico Guido de Torino (Turin) (26 juin - 7 août 1717)
- la nomination de Bartolomeo Morraglia en qualité de trésorier du roi dans la ville et le comté de Nice (25 mai - 7 septembre 1717)
- une tentative de parricide à Sospel et l'arrestation du coupable, réfugié dans l'hôpital de Sospel, considéré comme un lieu sacré (14-15 septembre, 15 octobre, 27 novembre 1717)
- l'interdiction d'acheter huiles et olives à l'extérieur de la ville de Nice, demandée par un groupe de négociants (13 novembre 1717)
- le procès intenté par les particuliers de Blausasc au prieur de Peille, lui demandant de maintenir un prêtre pour l'administration des sacrements (26 novembre 1717)
- le procès entre le comte Peyrani et le monastère Sainte-Claire de Nice pour le paiement de créances (23-30 janvier, 20 mai 1718)
- la concession du bras séculier pour la punition des ecclésiastiques coupables d'abus (3 mars 1718)
- le paiement de ses appointements demandé par le sénateur Audiberti à la suite du décès du doyen Dalmazzo (4-5 mars 1718)
- la nomination du préfet Francesco Miloni, de Carlo Maurizio Trans et de l'avocat Gio. Francesco Raynaldi en qualité de membres supplémentaires du sénat, le nombre des sénateurs n'étant plus suffisant pour administrer la justice (25 février - 5 mars 1718)
- la nomination de Giacomo Camillo Masino, en qualité de substitut du secrétaire du sénat, demandée par son père Antonio, secrétaire, trésorier et actuaire des pauvres (5 février - 9 mars 1718)
- l'inféodation du lieu de Levens en faveur de ladite communauté (14 juillet 1700 - 1er avril 1718)
- la grâce concédée par le roi aux soldats des régiments provinciaux, coupables de détention d'armes (9-28 septembre 1718)
- la nomination du prêtre Pietro Ludovico Castelli en qualité de chapelain du sénat (9-31 mai 1718)
- un appel comme d'abus présenté par le substitut du procureur général à l'encontre du vicaire Gio. Maria Raiberti qui avait apposé sur la porte de la cathédrale de Nice un monitoire accusant certains officiers de justice d'avoir fait sortir de force le prêtre Albanelli du couvent Saint-Augustin, où il s'était réfugié, et de l'avoir ramené en prison et leur infligeant l'excommunication (8-11 novembre 1718, 10-19 juin, 9 décembre 1719, 1er-22 mars 1720)

- les nominations d'Onorato Doya en qualité d'insinuateur de la ville de Nice et des terres de sa « tappa » (30 juillet - 10 décembre 1718), d'Antonio Romero en qualité d'imprimeur royal à Nice (25 mai 1718)
- la délimitation des territoires de la communauté de Sospel et de celle de Penna (Piene), dans la République de Genova (Gênes) (30 janvier - 30 décembre 1718)
- les nominations de l'avocat Ludovico Balestra en qualité de juge de la ville d'Oneglia (7 janvier 1719), de l'avocat Onorato Bianchi en qualité de juge de la ville de Nice (30 décembre 1718 - 13 janvier 1719)
- les statuts de l'université de Terzero près de Prelà dans la vallée d'Oneglia (25 septembre 1718 - 18 janvier 1719)
- la permission de faire exécuter un monitoire obtenu de l'évêque d'Albenga, demandée par les sœurs Maria Francesca et Paola Francesca Caravadossi d'Oneglia (24 avril - 12 mai 1719)
- un appel comme d'abus présenté par l'abbé de Saint-Honorat de Lérins, de l'impétration des rescrits de Roma (Rome) et l'ordonnance de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), rendus en faveur du prévôt de l'église de Saorge contre le prieur de Notre-Dame del Poggio dépendant de l'abbaye de Lérins (2, 6-13 juin 1719)
- les nominations du capitaine Gio. Andrea Baldoni en qualité de liquidateur public (17-19 juin 1719), du procureur Berardi en qualité de procureur des pauvres (20 juin 1719)
- les articles 2 et 3 de la convention d'Utrecht concernant la cession du village du Mas à la France et le maintien des villages d'Entraunes et Saint-Martin dans le royaume de Sicile (4 avril 1718)
- un appel introduit devant l'archevêque d'Embrun par le monastère Saint-Bernard de Nice, contestant la sentence rendue par le provicaire capitulaire de Nice dans l'affaire l'opposant à confrérie du Corpus Domini, établie dans l'église Saint-Augustin, au sujet d'un acte de reconnaissance d'une maison (23 juin - 9 juillet 1719)
- la concession de la mainlevée sur l'église Saint-François-de-Paule de Nice et sur les biens et revenus appartenant au couvent, demandée par les frères Minimes (7, 15 juillet 1719)
- la nomination du chevalier Carlo Pavia en qualité d'intendant général de Nice (15 décembre 1717 - 8 janvier 1718)
- un recours des négociants en bois de Nice au sujet du flottage des arbres sur le Var, le marquis de Cagnes se permettant d'entreposer les bois sur le territoire niçois et les habitants des villages du Broc et de Bonson de revendiquer les bois non marqués (21 juillet, 25 août - 2 septembre, 6 octobre 1719)
- des abus dans l'administration du marquisat de Dolceacqua dénoncés par les communautés d'Isolabona, Perinaldo et Apricale (28 juillet 1719)
- l'exécution d'un arrêt et des lettres réquisitoires du parlement de Provence, condamnant des particuliers de Roquestéron, demandée par le prieur de Cuébris (23 juin - 28 août 1719)
- des différends entre les habitants de Sospel et ceux de Penna (Piene) à la suite des dégâts commis par les troupeaux sur les territoires respectifs (19 août 1719) - la nomination de l'avocat Ludovico Balestra en qualité de juge de la ville d'Oneglia (Oneille) (27 mars - 1er septembre 1719)
- la désignation d'un officier judiciaire pour procéder à des assises particulières, à Breil, pendant le mandat de l'avocat Carlo Amedeo Rostagni et sa confirmation en qualité de juge (26 août - 1er septembre 1719)
- la nomination de Donato Augier en qualité d'huissier (7 septembre 1719)
- la permission de consulter les archives du sénat, afin d'y retrouver des écritures appartenant à la famille Grimaldi de Beuil et se défendre en justice au sujet de fouages existant dans ses fiefs de Boves et Peveragno, demandée par le baron Cesare Ludovico Grimaldi au nom de son frère Annibale Vittorio Amedeo (5-12 septembre 1719)
- la nomination de l'avocat Orazio Giuseppe Thaone, comte de Saint-André et Revel, en qualité de juge de Nice (28 juillet - 24 novembre 1719)
- l'autorisation pour les habitants de Montegrosso de porter les armes pour protéger leurs biens des attaques de ceux de Conio (15 décembre 1719)
- la concession du bénéfice du prieuré de Touët de Beuil demandée par le prêtre Ludovico d'Authier della Penna (22 décembre 1719 - 9 janvier 1720) et de la mainlevée sur le prieuré de Levens, demandée par le prieur de Peillon Antonio Francesco Seguero (13-15 janvier 1720)
- la nomination en qualité d'orfèvre du roi à Nice en faveur de Gio. Battista Prioris avec le droit de mettre sur sa boutique les armoiries royales (30 décembre 1719 - 15 janvier 1720)
- les dispositions données par le roi sur la composition, le fonctionnement et les compétences de la Chambre des comptes et sur les fonctions des intendants, ainsi que sur l'interdiction d'aliéner, donner ou céder terres, châteaux, fiefs ou communautés en dehors de la descendance masculine et l'annulation des concessions faites des fouages, gabelles, cens et revenus domaniaux et patrimoniaux (23 janvier 1720)
- l'interdiction pour les prédicateurs étrangers de prêcher dans la ville de Nice (10 février 1720)
- les excuses publiques faites par le notaire Pietro Ricci, coupable d'avoir prononcé des paroles inconsidérées contre le sénat (6 février - 2 mars, 16 février 1720)
- les dispositions royales concernant les gabelles du sel, du tabac et du papier timbré (22 janvier - 20 février 1720, 28 août - 15 septembre 1721)

- la confirmation des fonctions du comte Germano, en qualité de préfet de Nice (28 février -2 mars 1720)
- l'établissement du service des postes avec le tableau des routes pour les maîtres de postes et le tarif des affranchissements des correspondances (14 janvier - 15 avril 1720)
- la nomination du notaire Francesco Maria Amoretti en qualité de liquidateur de la ville d'Oneglia (Oneille) avec la faculté d'exercer sa profession dans tout le ressort du sénat (26 avril 1720)
- la permission de rentrer à Nice après avoir été expulsé, demandée par le prêtre Giulio Cesare Barralis, accusé de vouloir décoller une affiche royale (29 avril - 18 mai 1720)
- des différends entre les communautés de Montegrosso et Cosio (5 janvier - 31 mai, 21 juin 1720)
- un litige avec le prince de Monaco pour violation de juridiction, à la suite de l'arrestation d'un déserteur près de la chapelle Sainte-Dévote (16 août 1720)
- les nominations d'Onorato Bianchi en qualité de juge ordinaire pour l'administration de la justice dans les localités du comté situées au-delà du Var (6 septembre 1720), de l'abbé Gioanni Todone en qualité de délégué du vicaire Albanelli (19 septembre 1720, 24 avril 1721)
- l'établissement d'un cordon sanitaire à la suite de l'épidémie de peste de Marseille et l'interdiction de faire du commerce avec Monaco, la principauté continuant ses échanges, ainsi que l'attribution au sénat de Piémont de toutes les causes provenant d'Oneglia, les particuliers ne pouvant pas se déplacer librement (20-26 septembre 1720)
- la nomination de l'avocat Claudio Felice Bottone de Saorge, en qualité de juge de Sospel (27-28 septembre 1720)
- appels comme d'abus présentés par le procureur général à l'encontre du promoteur de la mense capitulaire à propos de la nomination du titulaire du prieuré de Villars et contre l'auditeur de la vice-légation d'Avignon et l'officialité de Glandèves au sujet d'une chapellenie érigée sous le titre de Saint-Étienne dans l'église de Villeneuve-d'Entraunes (3-5 octobre 1720)
- le choix d'un sujet savoisien et habitant à Nice de façon stable, exigé par le procureur général pour représenter l'évêque de Glandèves (5 octobre 1720)
- la nomination du marquis Foschieri en qualité de gouverneur et lieutenant général de la ville et du comté de Nice (5, 17 octobre - 1er novembre 1720)
- la suspension des litiges de l'avocat Emanuele Filiberto Peyre, ayant été nommé en Sardaigne en qualité d'avocat fiscal (30 octobre 1720)
- l'établissement de l'université des études de Torino (Turin) (16 novembre 1720 - 8 janvier 1721)
- la nomination de l'avocat Thaone di Sant'Andrea en qualité de juge de la ville de Nice (5 juillet 1720 - 19 février 1721)
- l'établissement du tarif des droits de douane (14 janvier 1720 - 19 février 1721)
- la nomination de Carlo Isoardo en qualité d'huissier (27 février - 17 mars 1721)
- l'envoi à Torino (Turin) d'un précis sur les statuts, règlements et usages existant dans le comté de Nice, demandé par le roi (16 avril 1721)
- le baptême donné par un enfant de treize ans à un enfant juif âgé de treize mois (30 mai 1721)
- l'établissement d'un impôt particulier pour pourvoir aux dépenses des gardes placés sur la frontière de la Provence à cause de l'épidémie de peste de Marseille (2-9 juin 1721)
- l'attribution à la Chambre des comptes de la compétence de réduire sous la main royale les revenus des bénéfices vacants, le sénat ne gardant que le placet pour l'exécution des bulles (27 juin 1721)
- l'envoi de l'avocat Gio. Francesco Galea à Pigna pour connaître des désordres entre les habitants de Pigna et ceux de Castelfranco (5-11 juillet, 25 juillet 1721)
- protestations adressées au prince de Monaco par le procureur général concernant des violations du territoire près de La Turbie (19-21 juillet, 1er février - 8 novembre, 18-29 novembre 1721)
- l'interdiction d'importer les toiles dites indiennes (13 août - 12 septembre 1721)
- des dispositions pour le respect des fêtes de l'Église et du repos dominical (4, 11 octobre 1721)
- la remise au gouverneur des informations prises à l'encontre du prêtre Albanelli (31 octobre 1721)
- l'interdiction d'introduire dans le royaume des monnaies étrangères (testoni, paoli et giuli) (29 octobre 1721)
- une « grassazione » perpétrée sur la route de Villefranche par deux galériens (28 novembre 1721)

03/09/1715 - 28/11/1721

1 B 173

- « Interinazioni » (entérinements).- Transcriptions des lettres et des édits des princes et de ses ministres, des ordonnances du sénat, des remontrances de l'avocat fiscal général et des suppliques des particuliers (9 janvier 1722 - 17 février 1724), 1 registre, concernant :
- les compétences de l'auditeur des galères (9 janvier 1722)
 - les dispositions royales additionnelles concernant l'établissement de l'université de Torino (Turin) (29 octobre 1721 - 21 janvier 1722)
 - le serment prêté par Giacomo Paterson, natif de Bannoch en Ecosse, lieutenant d'une des galères du roi de Sicile, afin de pouvoir recevoir sa part de l'héritage paternel (11 février 1722)
 - l'annonce du mariage entre le prince de Piémont et la princesse palatine (23 février 1722)

- une réduction de peine pour Onorato Daniele de Sospel condamné aux galères perpétuelles (27 février 1722)
- l'attribution aux sénats des causes découlant de l'édit royal du 7 janvier 1720 sur la réduction des revenus domaniaux (14 juin 1722)
- l'entretien d'un maître d'école prévu par la communauté de Dolceacqua avec les revenus de la confrérie de Saint-Esprit, contesté par les prieurs (26 juin 1722)
- l'obligation pour les communautés et habitants réunis récemment au comté de Nice de recourir en deuxième instance devant le préfet de Nice (25 juin - 11 juillet 1722)
- le droit pour un prêtre de Monaco, possédant des terres dans le quartier Moneghetti, d'utiliser les eaux du vallon pour l'arrosage, contesté par un habitant de La Turbie (29 juillet 1722)
- l'arrestation et le transfert dans la prison du sénat de deux bandits provençaux se trouvant à Gattières (28 août 1722)
- la nomination de Gio. Michele Borria en qualité d'huissier surnuméraire (28 août - 1er septembre 1722)
- l'interdiction de publier les décrets provenant de la congrégation de l'inquisition, dont l'un sur la défense de posséder et lire des livres interdits (16 octobre 1722)
- la libération du clerc Maccario, détenu à Saorge en instance de procès, décidée par le roi en dépit du refus de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) de nommer un vicaire forain et un appel comme d'abus présenté par les époux Sacerdoti, Juifs, à la suite du baptême donné à leur fils (23 octobre, 30 octobre 1722)
- la découverte d'une fabrique de fausse monnaie à Utelle, poursuivie à Sainte-Agnès (17 octobre 1722)
- la nomination de l'avocat Nicola Ignazio Brunengo en qualité de préfet d'Oneglia (Oneille) (13-17 novembre 1722)
- la violation de la juridiction du roi de Sicile par des soldats de Monaco, pénétrés sur un bien-fonds du baron Terrazzani près de La Turbie (18 décembre 1722, 7 mai 1723)
- l'attribution au chevalier Lovera de la charge d'intendant général en l'absence du titulaire (15 septembre 1722)
- la nomination d'un official ou vicaire forain représentant l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et l'obligation pour lui de demander le placet du sénat au préalable (8 janvier, 19 février, 13 mars 1723)
- le refus d'entériner les patentes des juges, nommés par les vassaux, sans l'entérinement des nouvelles patentes de noblesse et le paiement correspondant des « regalie » (5-13 février, 20-27 mars 1723)
- le cérémonial à observer dans les relations du sénat et du comte di Brassicarda, commandant de Nice (12-20 février 1723)
- la restitution au sénat de Nice des causes civiles et criminelles de la principauté d'Oneglia (Oneille), déléguées au sénat de Piémont lors de l'épidémie de peste, la République de Genova (Gênes) venant d'enlever les barrières (17-19 février 1723)
- la naissance d'un prince (9 mars 1723)
- l'inféodation du lieu et de la juridiction de Villars en faveur du comte Gio. Secondo Salmatoris, premier président du sénat (10 février - 7 avril 1723)
- l'inféodation des lieux de Castelvechio et Borgo dans la principauté d'Oneglia (Oneille) en faveur du comte Ignazio Felice Tarichi de Cherasco (30 mai 1722 - 22 avril 1723)
- l'inféodation du lieu de Marie en faveur du comte Giuseppe Filippo Lovera de Cuneo (15 août 1722 - 20 avril 1723)
- un différend entre les Pères du couvent Saint-Augustin et la confrérie du Gonfalon à propos de la célébration d'une fête et d'une procession (23-30 avril, 7 mai 1723)
- la dispense pour le comte Domenico Quadro di Ceresole de présenter au sénat de Nice les patentes d'acquisition du marquisat de Gazzelli et Chiusanico, déjà présentées au sénat de Piémont lors de l'épidémie (30 mars - 22 mai 1723)
- les inféodations des lieux de Roquebillière en faveur du comte Gio. Battista Garagno (22 septembre 1722 - 22 mai 1723) et de Clans en faveur du comte Lazaro Peyre d'Oneglia (10 décembre 1722 - 1er juin 1723)
- l'ordre donné au procureur Constantino de se rendre à Cuneo et y demeurer aux arrêts (7-14 mai 1723)
- l'exécution des bulles concédées en faveur du prêtre Saramandi pour le prieuré de Thiéry (27 mai 1723)
- l'envoi au sénat par le comte Mellarède des Royales Constitutions et les dispositions sur le cérémonial et le tableau des jours fériés à observer par le sénat et les tribunaux dans son ressort, ainsi que la diffusion dans toutes les localités de la juridiction du sénat des affiches relatives aux nouvelles constitutions (30 juin - 28 août, 27 octobre - 1er novembre, 3 novembre 1723 - 3 février 1717)
- l'inféodation du lieu et de la juridiction d'Èze en faveur du comte Gio. Filippo Antonio Cortina San Martino (24 août 1722 - 30 juillet 1723)
- l'autorisation pour un Père franciscain de visiter les couvents de Nice (27 août 1723)

- les investitures des lieux de Costa, dans la vallée d'Oneglia (Oneille) en faveur du comte Gio. Agostino Peyre (12 septembre 1722 - 13 août 1723), de Massoins en faveur d'Onorato Francesco Cagnoli de Villefranche (11 janvier - 25 août 1723), de la moitié de Cadenetta en faveur du baron Gio. Battista Gioffredo (15 août 1722 - 26 août 1723), de Tournefort en faveur de Gio. Battista Bruno de Cuneo (11 janvier - 6 septembre 1723), de Thiéry, Lieuche, Touët-de-Beuil en faveur du comte Ignazio Maria Claretto Ponzone (3 novembre 1722 - 18 septembre 1723), de Sigale en faveur du chevalier Ottavio Maria Blancardi (16 mai 1722 - 23 septembre 1723)
- le litige entre les frères Saorgino pour la vérification des comptes de l'administration tutélaire (11 mai - 23 octobre 1723)
- l'obligation d'utiliser le titre de roi de Sardaigne (22 octobre 1723)
- la mise à la retraite du sénateur Tonduti della Scarena et sa relégation à Sospel, ayant refusé sa mutation au sénat de Chambéry (21-29 octobre 1723)
- la nomination de l'avocat Gio. Battista Uberti en qualité de préfet de Nice (6 novembre 1723)
- l'inféodation du lieu de Pierrefeu en faveur de l'avocat Gio. Paolo Blavetto (Blavet) (10 décembre 1722 - 6 novembre 1723)
- les dispositions sur l'établissement des tarifs pour les émoluments et droits des magistrats (26 novembre 1723)
- les compétences de l'avocat général et des avocats fiscaux généraux et leurs substituts (11 novembre 1723)
- la nouvelle composition du sénat, avec la nomination des sénateurs Braida, Frichignono et Grondana et l'avocat fiscal général Astesan (13-26 novembre 1723)
- la concession d'un « indulto » général (18 novembre 1723 - 14 février 1724)
- le serment prêté par les marchands Gio. Giuseppe et Antonio Rabon d'Annot pour bénéficier des privilèges du port franc (3-12 février 1724)
- l'inféodation du lieu et de la juridiction de Villaguardia dans la principauté d'Oneglia en faveur d'Ambrogio Calzamiglia (10 décembre 1722 - 17 février 1724)

09/01/1722 - 17/02/1724

1 B 174

- « Interinzioni » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances de l'avocat fiscal général et des suppliques des particuliers (10 décembre 1723 - 6 avril 1731), 1 registre, concernant :
- les nominations du comte Gio. Antonio Frichignono di Castellengo en qualité de sénateur (29 novembre - 10 décembre 1723), de l'avocat Marco Antonio Grondana en qualité de sénateur (27 novembre - 9 décembre 1723), de Claudio Astesan en qualité d'avocat fiscal général (23-24 novembre 1723), de l'avocat Bartolomeo Barralis en qualité de substitut de l'avocat fiscal général (11 novembre - 9 décembre 1723), de l'avocat Domenico Francesco Lea en qualité d'avocat des pauvres, conservateur du tabellion dans la ville et le comté de Nice, avec l'autorisation de plaider dans d'autres causes civiles (14 novembre - 9 décembre 1723, 14 décembre 1723 - 8 janvier 1724)
 - l'admission de Giuseppe Cheri de Grasse au bénéfice du port franc (30 décembre 1723)
 - la répartition parmi les officiers du sénat des droits, émoluments, « regalie » et « sportule » (17 décembre 1723)
 - la révocation de toutes les délégations, concédées à des personnes ou des communautés, relatives à leurs litiges et l'attribution aux tribunaux compétents (20 décembre 1723)
 - la nomination de Gio. Francesco Berardi en qualité de procureur des pauvres (11 novembre 1723 - 15 janvier 1724, 19 janvier 1724)
 - l'inféodation du lieu et de la juridiction de Malaussène, avec le titre de comte, en faveur de Giovanni Alziari de Roquestéron (26 octobre 1723 - 19 janvier 1724)
 - la nomination d'Antonio Francesco Millonis en qualité de substitut du procureur Orazio Daidery (18 janvier 1724, 14 mars 1726), de l'avocat Claudio Felice Bottone en qualité de préfet de la ville et principauté d'Oneglia (Oneille), pour trois ans (15 novembre 1723 - 10 février 1724)
 - les instructions données par le roi au « Consiglio de' memoriali » (6 février 1724)
 - l'inféodation du lieu et de la juridiction de Pontedassio en faveur du comte Francesco Antonio Caissotti di Chiusano (8 juillet 1722 - 23 février 1724)
 - des instructions royales permettant aux notaires de devenir lieutenants des juges et à l'avocat fiscal d'Oneglia (Oneille) de plaider lors de causes civiles (11-23 février 1724)
 - la permission pour les étrangers, de passage sur les terres sardes, de porter les armes (13-23 février 1724)
 - l'autorisation concédée aux pêcheurs, réunis dans la corporation érigée à Nice sous le titre de Saint-Pierre, de pêcher pendant les jours fériés avec la licence ecclésiastique (22 février - 9 mars 1724)
 - la nomination de Gio. Michele Raibauda en qualité de secrétaire des affaires civiles et criminelles (23 décembre 1723 - 14 mars 1724)

- les inféodations des lieux et juridictions de Peille en faveur du comte Alessandro Lascaris (12 septembre 1722 - 28 mars 1724), de Rigaud en faveur d'Orazio Pollotto de Dronero (29 janvier - 28 mars 1724), de Roquestéron en faveur de Gio. Maria Roverizio Pianavia de Pigna (26 août 1722 - 24 avril 1724)
- la nomination du comte San Giorgio di Foglizzo en qualité de sénateur régent jusqu'à la désignation d'un président (29 avril 1724)
- l'admission à plaider pour l'avocat Carlo Ambrogio Brunengo d'Oneglia (Oneille) (2-9 mai 1724)
- l'inféodation du lieu et de la juridiction de Bairols en faveur du capitaine Michele Antonio Ceppi de Torino (Turin) (15 janvier - 30 mai 1724)
- les nominations de l'avocat Bernardino Toesca de Saorge en qualité de juge de la ville et du mandement de Sospel (1er avril - 31 mai 1724), du vassal Michele Antonio Bartolomeo Rovelli en qualité de préfet de la ville et du comté de Nice (15 novembre 1723 - 3 juin 1724), de l'avocat Giacomo Maurizio Peyre en qualité de juge de la ville de Nice (26 mars - 17 juin 1724)
- l'autorisation pour le prêtre Onorato Veglio, maître d'école à L'Escarène, de se rendre à Nice afin de démontrer son innocence dans la libération de Marco Antonio Peyrani (10-11 juin 1724)
- la nomination de l'avocat Nicola Ignazio Brunengo, en qualité de substitut de l'avocat fiscal général à Oneglia (8 avril - 23 juin 1724)
- l'établissement des avocats consistoriaux au sénat (27 juin, 28 juillet - 2 septembre 1724)
- les nominations de l'avocat Gio. Battista Uberti en qualité de préfet de la ville de Nice (8 avril - 19 juillet, 21-28 juillet 1724), du préfet Stefano Sapellani en qualité d'intendant général de la ville et du comté de Nice (3-14 juin 1724)
- les compétences respectives des juges ordinaires, du sénat et de la Chambre des comptes en matière de dots, biens fidéicommissaires et primogénitures données par le roi (15-28 juillet 1724)
- une procédure judiciaire à l'encontre des soldats de Monaco ayant violé la juridiction sarde, exigée par le roi (14 octobre 1724)
- les inféodations des lieux et juridictions de Villaviani, avec le titre de comte, en faveur de Giuseppe Francesco Borgarello (10 décembre 1722 - 17 novembre 1724), de Bestagno en faveur du vassal Carlo Gabriele Gabutti d'Asti (11 janvier 1723 - 23 novembre 1724)
- la nomination de l'avocat Ignazio Francesco Dabray en qualité de juge de Nice (12 août - 14 décembre 1724)
- l'unification des judicatures des villes de Nice et d'Oneglia (Oneille) aux préfectures correspondantes (15-19 décembre 1724)
- l'inféodation du lieu et de la juridiction de Pierlas en faveur du vassal Matteo Leotardi (11 janvier 1723 - 6 février 1725)
- l'obligation pour les juges féodaux et ordinaire de prêter le serment et le remettre au secrétaire du sénat (13 mars, 19 juin 1725)
- l'admission de l'avocat Gio. Ludovico Saurini de Puget à plaider (17 mars 1725)
- les nominations de Bartolomeo Romagnano en qualité de vice-fiscal du lieu et de la juridiction d'Èze (11 juillet 1725), de Pietro Giovanni Garano en qualité de vice-fiscal de Moltedo superiore (7 avril 1725), de Pietro Avigdor en qualité de fiscal du lieu et de la juridiction de Drap (28 juillet 1725)
- l'ordre donné au sénat par le roi de juger les causes criminelles du marquisat de Dolceacqua en dérogeant exceptionnellement aux obligations imposées par les Royales Constitutions et l'obligation pour le marquis d'obtempérer en l'espace de six mois (14 août 1725)
- les nominations de Giovanni Periero en qualité de procureur fiscal de la seigneurie d'Aiglun (17 août 1725), de Giovanni Colmars en qualité de procureur fiscal du comté de Roubion (16-17 août 1725), d'Andrea Arnulfo en qualité de vice-fiscal du comté de Drap (18 août 1725), di notaire Gio. Angelo Chianea en qualité de vicaire du lieu de Tende (4 février - 18 août 1725), de Gio. Ludovico Ollivario en qualité de vice-fiscal du lieu et comté de Lantosque (19 octobre 1716), de Giuseppe Gioffredo en qualité de vice-fiscal du lieu de Pierrefeu (1er septembre 1725), de Sebastiano Pelegrino en qualité de vice-fiscal du lieu de Ville San Sebastiano (7 avril 1725), de Giuseppe Francesco Reparator en qualité de vice-fiscal de la ville et du mandement de Sospel (22 septembre 1725)
- les règles de la préséance pour les officiers de guerre et de justice, les vassaux, les syndics et les communautés lors des processions transmises par le Garde des sceaux au comte San Giorgio (5 octobre 1725)
- les instructions données par le roi sur le différend entre Montegrosso et Cosio (27 octobre 1725)
- l'admission à plaider pour le comte et avocat Gio. Francesco Timoteo Ghisi di San Salvatore (16 novembre 1725)
- la nomination des substituts demandée par le secrétaire Raibauda (12 juin 1725, 22 avril 1729)
- l'admission à exercer la profession d'avocat pour Giuseppe Ludovico Braida, fils du sénateur (17 novembre 1725) et pour Gio. Francesco Ghisi (15 janvier - 4 février 1726)
- la nomination d'Antonio Scarella en qualité de vice-fiscal du lieu de Carpasio (7 avril 1725)
- l'admission à exercer les fonctions de substitut du procureur Giacomo Antonio Giacobi en faveur de Giuseppe Maria Balduino (13-23 mars 1726)

- la nomination de l'avocat Vittorio Alessandro Arbaudi de Savigliano en qualité de juge de Sospel (7-8 mai 1726)
- l'admission à plaider pour l'avocat Giuseppe Francesco Ricci di Castelnuovo (6-16 mai 1726)
- les nominations du comte Giuseppe Bartolomeo Richelmi en qualité de président en chef du sénat (15 septembre - 14 novembre 1726), du comte Gio. Giuseppe Bottiglia della Croce di Mosso en qualité de sénateur (15 septembre - 14 novembre 1726), de l'avocat Onorato Solaro en qualité de substitut de l'avocat fiscal général, avec la permission de plaider les causes civiles en tant qu'avocat (19 octobre - 27 novembre 1726, 5 janvier - 8 mars 1727), de Giacomo Sautet en qualité d'avocat fiscal général (15 septembre - 2 décembre 1726), de l'avocat Giovanni Randone de Garesio en qualité de préfet de la ville et du comté de Nice (19 octobre 1726 - 21 janvier 1727), de Domenico Tallone en qualité de vice-fiscal du lieu de Torria (12 décembre 1726 - 8 février 1727), du notaire Bernardino Lanteri en qualité de vicaire du comté de Tende (14-24 mai 1727)
- l'expulsion des États sardes du prêtre Filippo Gaziello de Castellar (23 mai 1723)
- l'admission à plaider pour l'avocat Onorato Bochio (18 août 1727), du notaire Michele Villar en qualité de procureur fiscal des fiefs de Beuil, Péone et Sauze (25 septembre - 11 octobre 1727)
- l'obligation pour les vassaux de nommer des juges ayant les capacités requises par les Royales Constitutions et, à défaut, l'ordre pour le sénat d'y pourvoir (10-23 novembre 1727)
- l'obligation donnée par le roi au comte Gio. Battista Germano, ancien préfet de la ville de Mortara, de verser un viager à un détenu privé de l'usage de ses pieds à cause du froid, le préfet n'ayant pas accompli la visite hebdomadaire des prisons (28 novembre - 1er décembre 1727)
- l'admission de Gio. Agostino Guidi en qualité de vice-fiscal du comté de Tende (18 décembre 1727)
- l'ordre donné par le roi au sénat de réunir et transmettre à Torino (Turin) toutes les décisions rendues par le sénat (22 décembre 1727 - 12 janvier 1728)
- la nomination de Gio. Antonio Bresca en qualité d'actuaire (8 janvier - 24 février 1728)
- la réduction du nombre de jours fériés, avec le tableau des fêtes imposées par le pape Urbain VIII et des lettres écrites à ce sujet par la curie romaine aux évêques (13 mars - 16 avril 1728)
- l'admission de Giuseppe Balp en qualité de vice-procureur fiscal du lieu de Villars (3 juillet 1728)
- l'inféodation du lieu et de la juridiction de Ceriola, dans la principauté d'Oneglia (Oneille) en faveur de Federico Borgarello de Fossano (17 octobre 1722 - 18 août 1728)
- l'intégration de la principauté de Seborga dans le ressort du sénat (3, 21-31 mai 1729)
- la publication des nouvelles constitutions (20 juillet - 4 août 1729)
- la transmission au sénat d'un exemplaire des constitutions de l'université des études de Torino (16-24 septembre 1729)
- l'inféodation du lieu de Roure en faveur du vassal Alessandro Albrione, de Brà (24 septembre - 22 octobre 1729)
- la possibilité pour les frères et neveux de l'évêque de Casale, Pietro Gerolamo Caravadossi, de bénéficier de tous les privilèges concédés par les constitutions aux parents des vassaux (29 octobre - 5 novembre 1729)
- l'investiture du fief de Dolceacqua, demandée par Marco Antonio Doria, son frère Francesco Costantino étant décédé sans garçons (17 mars 1728 - 22 juin 1729)
- l'inféodation du lieu et comté d'Ilonse en faveur de l'avocat Carlo Francesco Pascale (5 septembre - 5 novembre 1729)
- la nomination du vassal Marco Antonio Claretti di Fogassieras en qualité de président surnuméraire du sénat (5 octobre - 28 novembre 1729)
- les instructions pour la tenue des assises (12 décembre 1729)
- la nomination d'Antonio Granella, ancien intendant d'Asti, en qualité de substitut de l'avocat fiscal général (5 octobre - 19 décembre 1729)
- les règles à observer pour l'examen des sénateurs, préfets, juges et autres officiers de justice (16-30 janvier 1730)
- la nomination de l'avocat Francesco Saverio Maistre en qualité de substitut de l'avocat des pauvres (1er mars - 14 avril 1730)
- l'autorisation donnée par la Chambre des comptes à Stefano Alli Maccarani d'utiliser le titre de marquis (15 juillet 1730)
- la nomination de l'avocat des pauvres Domenico Francesco Lea en qualité de sénateur (15-25 août 1730)
- la désignation de deux officiers du sénat pour aller prêter le serment de fidélité au roi Charles Emmanuel III (15-20 septembre 1730)
- le droit de nommer le juge de première instance demandé par la communauté de Contes, étant investie du fief et de la juridiction dudit lieu (29 octobre - 16 décembre 1730)
- la nomination du comte Giacomo Chianea di Santo Stefano en qualité d'avocat des pauvres (16 mars - 6 avril 1731)

10/12/1723 - 06/04/1731

- « Interinzioni » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances de l'avocat fiscal général et des suppliques des particuliers (20 avril 1731 - 16 avril 1751), 1 registre, concernant :
- l'augmentation des peines pécuniaires pour les fraudeurs et leurs complices, portant préjudice aux arrentements relatifs à la boulangerie, à la boucherie, au « pistre » et à la vente de l'huile, demandée par la ville de Nice (16 avril - 5 septembre 1731)
 - les instructions en cas de vacance des juges des judicatures et pour la tenue des assises (19 septembre - 2 octobre 1731)
 - le maintien du droit de nommer quatre sujets en vue de la désignation du juge, découlant de l'investiture reçue en 1702, demandée par la communauté d'Isola (18-23 mars 1731)
 - l'inféodation du fief de Rocchetta de Dolceacqua, avec le titre de comte, en faveur de Gio. Alberto Bonaventura Perrucca de Torino (Turin) (24 septembre - 3 décembre 1732)
 - des instructions sur la loi d'aubaine pour les habitants du comté de Nice et du marquisat de Saluzzo habitant en France, rappelée par une déclaration du Conseil d'État de France du 13 mai 1698 (17-28 janvier 1733)
 - la désignation de l'avocat Ambrogio Bonfante en qualité de substitut de l'avocat fiscal général (4-30 janvier 1733)
 - des précisions sur les Royales Constitutions concernant les délais donnés aux justiciables (27 avril - 7 mai 1733)
 - la nomination en qualité d'intendant général de la ville et du comté de Nice en faveur de l'avocat Carlo Alfonso Dalmazzone (3 février - 8 juin 1733)
 - les privilèges accordés par le roi aux Juifs Salvatore et Abramo, père et fils Cohen, de Nice, conformément à l'édit du 23 septembre 1648 (29 juin - 8 août 1733)
 - l'inféodation du lieu de Magnan inférieur, sous le nom de La Madeleine, avec le titre de baron, en faveur de l'avocat Gio. Francesco Galea (3 février - 20 mars 1734)
 - l'inféodation de la juridiction du lieu de Montgros, sous la dénomination de Saint-Albert, avec le titre de baron, en faveur de Gio. Francesco Raynaldi (4 février - 12 avril 1734)
 - les nominations de Marco Gaetano Augiero en qualité d'huissier surnuméraire (9-10 décembre 1734), de Gio. Luigi Raibauda en qualité de secrétaire civil et criminel (15 avril - 18 mai 1735), d'Antonio Francesco Caissotto en qualité de procureur des pauvres (27 avril - 18 mai 1735)
 - la possibilité pour le sénat de nommer autant de juges supplémentaires, nécessaires à l'expédition des affaires judiciaires, en cas d'absence des sénateurs titulaires (16 mai - 1er juin 1735)
 - l'investiture du fief de Lieuche, avec le titre de comte, en faveur de Pietro Giuseppe Sappia de Rossi de San Remo, l'ayant acheté du comte Ignazio Maria Claretti Ponzzone (29 septembre 1733 - 13 juin 1736)
 - les nominations de Gio. Ludovico Clary en qualité de secrétaire civil et criminel du sénat (8-19 décembre 1736), du notaire Lorenzo Canino, en qualité de substitut du secrétaire Clary (6-16 mars 1737)
 - la concession de privilèges pour l'université des Juifs de Nice (5 juin - 27 août 1738)
 - la protection royale accordée au vassal de Peillon, Giuseppe Tonduti, à sa famille et à ses biens, attaqués par des habitants du village (23-27 septembre 1738)
 - la nomination du notaire Gio. Battista Giacobi en qualité de substitut du secrétaire Clary (2 octobre 1738)
 - l'établissement d'un règlement, valable neuf ans, relatif au paiement du « tasso » et à l'administration de l'université des Juifs de Nice (12 décembre 1738 - 7 février 1739)
 - l'attribution au sénateur Viani des fonctions d'intendant général en cas d'absence de Dalmazzone (30 avril - 9 juin 1739)
 - la possibilité accordée au prêtre Giuseppe Ughes, revenu à Saint-Étienne après quarante ans passés à Marseille, de transmettre ses biens à ses proches par fidéicommiss (15 août - 19 septembre 1739)
 - le droit de nommer chaque année quatre « maestrali » (officiers de police), chargés de la vérification des poids et mesures et d'infliger des amendes en cas de fraude, revendiqué par la ville d'Oneglia (Oneille) en application des statuts de 1606, à l'encontre du préfet de ce lieu (9-17 octobre 1739)
 - l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres de la communauté de Contes, contenant également des actes consulaires et l'indication des nouveaux chemins tracés sur le territoire communal (12 septembre - 31 octobre 1739)
 - le maintien du droit de désigner des arbitres, chargés de l'établissement, contrôle et réparations des routes publiques et privées de son territoire, accordé à la ville de Nice (26 novembre - 29 décembre 1739)
 - l'approbation et la publication des statuts politiques et les bans champêtres de la communauté de Chiusanico (15 mai 1738 - 12 janvier 1740)
 - l'obligation pour les habitants de Pigna d'utiliser les moulins à huile et à farine et les établissements pour fouler chanvre et lin, demandée par les propriétaires des moulins (19 décembre 1739 - 5 mars 1740, 28 mars 1741, 23-26 mars 1751)
 - l'approbation et la publication des statuts politiques et les bans champêtres de la communauté de Pigna (1er septembre 1739 - 23 mars 1740)

- l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres des communautés de Roquestéron (10 octobre - 16 décembre 1740, 21 mai - 5 août 1741), de Bonson (22 novembre 1740 - 11 février 1741, 31 août - 6 septembre, 2 décembre 1743), de Bouyon (4-19 mai 1741), de Breil (11 mai - 5 août 1741), de Sigale (30 avril - 6 septembre 1741), de Gilette (5 janvier - 13 septembre 1741), d'Entraunes (27 novembre 1741 - 9 janvier 1742)
- la confirmation de l'établissement de huit places de procureurs dans la ville de Sospel (25 janvier 1737 - 5 mai 1742)
- la nomination de Domenico Bolla en qualité d'intendant général du comté de Nice et de la principauté d'Oneglia (Oneille) (13 mars - 12 mai 1742)
- la confirmation des statuts de la corporation des maîtres cordonniers, érigée à Nice sous le titres des Saints-Crispin-et-Crispinien (23 août - 13 septembre 1742, 26 septembre - 9 octobre 1745)
- l'établissement à Nice des « cantonieri » (chefs de quartiers), demandé par les consuls de la ville, avec l'indication de leurs compétences (24 juin - 6 septembre 1743)
- l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres de la « podesteria » de Maro comprenant les communautés de Borgo Maro, Ville San Pietro, Ville San Sebastiano, Maro Castello, Candeasco et San Lazzaro (24 septembre - 23 novembre 1743)
- l'investiture du fief de Villefranche, avec le titre de comte, en faveur de l'avocat fiscal général Andrea Auda, l'ayant acheté de Giuseppe Andrea Tonduti della Scarena et de son épouse Angela Maria Germano (13 décembre 1743 - 13 janvier 1744)
- la nomination du notaire Giulio Cesare Cristini en qualité de substitut du secrétaire Clary (15 février 1745)
- l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres de communauté de La Roquette du Var (31 mars 1743 - 18 février 1745), de la ville de Sospel (14 février - 26 mars 1745)
- la concession de patentes de noblesse en faveur de Jacques Dupré de Saint-Jean-de-Maurienne, par don Philippe d'Espagne (29 mai 1745)
- la nomination Francesco de Trans, substitut surnuméraire de l'avocat fiscal général, en qualité de conservateur du tabellion (17 novembre 1740 - 11 avril 1747)
- l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres de la communauté des Ferres (3 juillet 1746 - 12 octobre 1748)
- l'approbation des statuts de la corporation des maîtres meuniers, existant à Nice sous le titre de Saint-Martin-Évêque (25 juillet 1745 - 19 novembre 1749)
- l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres de la communauté de Malessène (28 septembre 1749 - 21 mars 1750)
- la nomination de l'avocat Gaspare Joanini en qualité d'intendant général de Nice (17 janvier - 27 avril 1750)
- la concession de privilèges aux Juifs de Nice (17 avril - 12 mai 1750)
- l'inféodation, avec le titre de comte, du lieu de Saint-Barthélemy, près de Nice, en faveur de Francesco d'Authier (19 novembre 1749 - 12 mai 1750)
- l'interdiction de prêter le mobilier, servant à la chapelle de la corporation des maîtres menuisiers et tonneliers, existant à Nice sous le titre de Saint-Joseph, demandée par les prieurs, contenant la liste nominative des membres (1er août 1750)
- la désignation de Gio. Battista Prioris en qualité d'orfèvre ordinaire du roi dans la ville de Nice (13 novembre 1732 - 12 février 1751)
- l'approbation des statuts de la corporation des maîtres menuisiers et tonneliers de Nice (26 septembre 1750 - 13 février 1751)
- l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres de la communauté de Conségudes (14 mai 1750 - 26 février 1751)
- l'approbation des statuts de la corporation des maîtres serruriers, arquebusiers, forgerons, chaudronniers, selliers, bâtiers et couteliers, existant à Nice sous le titre de Saint-Éloi (26 février - 2 mars 1751)
- l'investiture de la troisième partie du fief de Bouyon en faveur du vassal et avocat Gio. Antonio Onorato Leotardi, en vertu d'une succession fidéicommissaire instaurée par le vassal Giambattista Ribotti (26 mars 1751)
- l'approbation et la publication des statuts politiques et des bans champêtres de la communauté de Levens (22 décembre 1750 - 16 avril 1751)

20/04/1731 - 16/04/1751

1 B 176

- « Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances de l'avocat fiscal général, des statuts communaux et des suppliques des particuliers, (29 février 1752 - 13 janvier 1759), 1 registre, concernant :
- la supplique des prieurs de l'archiconfrérie du Gonfalon sous le titre de la Sainte-Croix de Nice demandant d'approuver une ordonnance prise par eux sur l'interdiction de prêter tout mobilier de l'archiconfrérie (29 février 1752)
 - l'investiture pour le baron Giulio Cesare Terrazzani (10 mars 1752)

- les bans champêtres de la communauté de Levens (16 juin 1752)
- l'autorisation accordée au maître fondeur Antonio Francesco Vaggione (Vagione) de placer les armoiries royales au-dessus de la porte de sa fonderie (16 juin 1752)
- l'interdiction pour les Juifs de garder dans leur domicile des nourrices chrétiennes pendant la nuit (23 juin 1752)
- l'expulsion du territoire de Gilette des troupeaux de chèvres (23 décembre 1752, 20 février 1753)
- les bans champêtres de la communauté de Lucéram (23 décembre 1752)
- les réparations pour l'église d'Apricale et l'interdiction d'introduire toute sorte d'animaux sur les terrains cultivés (5 janvier 1753)
- la supplique du prieur et des coseigneurs de Falicon et du monastère de Saint-Pons de Nice, seigneur de la quatrième partie du fief de Falicon, et, en cette qualité, propriétaire de la bandite de Fausimagna, située sur le territoire dudit lieu, demandant d'interdire aux particuliers de Falicon, Faliconet et aux autres localités voisines de couper ou ramasser du bois sur ladite bandite (19 janvier 1753)
- les bans champêtres de la communauté de Tende (3 mars 1753)
- l'interdiction d'introduire des chèvres sur le territoire de la communauté de Sainte-Agnès (21 mars 1753)
- la supplique de la communauté de Saorge visant à obtenir l'interdiction pour tout particulier de pêcher dans ses eaux (26 avril 1753)
- la supplique d'Antonio Francesco Giacobi de Berre visant à obtenir l'interdiction pour tous les habitants de Berre, Coaraze et Bendejun d'introduire des troupeaux sur ses terres à Coaraze (11 mai 1753)
- la supplique du comte Pietro Giuseppe Cortina San Martino d'Eza visant à obtenir l'interdiction pour tout particulier de chasser sur son fief (28 mai 1753, 18, 22 novembre 1757)
- les bans champêtres de la communauté de Rigaud (15 juin 1753)
- les bans champêtres de la communauté de Pierrefeu (4 août 1753)
- les bans champêtres de la communauté de Gattières (21 août 1753)
- la supplique de la communauté de Levens concernant les compétences du juge ordinaire en matière de bans (31 août 1753)
- la supplique du comte Gio. Andrea Ribotti visant à obtenir l'interdiction pour les particuliers de Saint-Dalmas, de La Roche et de La Bolline de chasser dans son fief de Valdeblore (1er septembre 1753)
- les bans champêtres de la communauté d'Aiglun (27 novembre 1753)
- l'investiture d'une partie de la terre et seigneurie de Roquefort, en faveur de Francesco Cacciardi (8 janvier 1754)
- l'investiture de la troisième partie du fief de Bouyon en faveur du sénateur Gio. Battista Romualdo Randone (7 juin 1754)
- la supplique de la comtesse d'Aspremont Margherita Borriglion veuve du baron Carlo Antonio Lascares Castellar visant à interdire la chasse et la pêche pour tous les particuliers d'Aspremont (5 août 1754)
- l'inféodation du lieu de Coaraze en faveur de l'avocat Francesco Giacinto Novellis (28 septembre 1754)
- les bans champêtres de la communauté de Saorge (4 mars 1755)
- l'interdiction d'exporter les olives récoltées sur le territoire de Pigna demandée par les propriétaires des moulins, dont le comte Nicola Giuseppe Barralis et le chevalier Carlo Vittorio Morozzo (11 mars 1755)
- la supplique de la communauté de Sigale prévoyant un impôt sur les récoltes pour rembourser les dettes contractées lors de la guerre (5 juillet 1755)
- la supplique de la communauté de Sospel interdisant à tout particulier d'introduire des troupeaux dans le bois dit « Rossignol » (22 août 1755)
- la supplique de la communauté d'Ilonse interdisant aux particuliers de Villars, Marie, Pierlas, Thiéry, Lieuche et Saint-Sauveur d'introduire des troupeaux sur son territoire et de ramasser du bois (22 août 1755)
- la supplique du baron de Bouyon Francesco Drago des Ferres demandant l'interdiction pour les habitants d'introduire leur bétail sur son fief de Conségudes (13 septembre 1755)
- la concession de patentes d'exonération fiscale pour les époux Gaetti de Peillon, parents de douze enfants vivants (18 novembre 1755)
- la supplique de la communauté de Sigale concernant la répartition des eaux pour l'arrosage (29 novembre 1755)
- la supplique du vassal Giuseppe Antonio Gaetano Tondut di Peglione concernant la sauvegarde des biens féodaux et allodiaux appartenant à des membres de sa famille absents (28 février 1756)
- l'investiture de la moitié du fief de des Ferres en faveur du vassal et avocat des pauvres Giuseppe Francesco Carlo Onorato Ricci di Castelnuovo (6 mars 1756)
- la supplique de la communauté d'Apricale demandant des pénalités pour tout particulier contrevenant à l'interdiction d'introduire des troupeaux sur les terrains cultivés (31 juillet 1756)
- les bans champêtres de la communauté de Valloria, dans le comté de Prelà (23 novembre 1756)
- l'interdiction pour tout particulier d'introduire des troupeaux sur le territoire de Perinaldo demandée par la communauté (7 mai 1757)

- l'autorisation pour Maria Gilli, veuve Salvi, d'exposer les armoiries royales au-dessus de son magasin de cordages à Nice (18 juin 1757)
- la supplique de la communauté d'Isolabona interdisant l'introduction de bétail sur le territoire communal (16 juillet 1757)
- les statuts communaux et les bans champêtres de la communauté de Massoins (30 août 1757)
- la supplique de la communauté de Venanson interdisant aux particuliers de Valdebloure, Marie et Saint-Martin l'introduction de leurs troupeaux sur le territoire communal (19 décembre 1757)
- la supplique du baron Giambattista Dalaise di Berra visant à contraindre les habitants de Berre à moudre leurs grains dans le moulin banal (16 décembre 1757)
- la supplique de la communauté de Peillon interdisant à tout particulier l'introduction de bétail sur les terrains communaux (17 décembre 1757)
- la supplique des propriétaires des moulins à huile et à farine de La Roquette du Var interdisant à tout habitant de faire moudre ses récoltes en dehors des moulins banaux (20 décembre 1757)
- la supplique de la communauté de Tende demandant l'interdiction de pêcher pour tout particulier, à l'exception de l'adjudicataire (3 janvier 1758)
- l'investiture du fief de Venanson en faveur de l'avocat Giuseppe Stefano Ludovico Laurenti et de son épouse Anna Margherita Ginesi (4 janvier 1758)
- l'investiture du fief de Saint-Étienne en faveur de la comtesse Gioanna Maria Chianea épouse de Domenico Francesco Giacinto Audiberti (24 janvier 1758)
- la supplique de la communauté de Roure demandant l'interdiction pour les habitants de Saint-Sauveur, Isola, Roubion et Ilonse d'introduire des troupeaux sur le territoire communal et de ramasser des bois (12 mai 1758)
- l'inféodation du fief de Carras, près Nice, en faveur du comte Gio. Francesco Maistre di Castelgrana, président de la Chambre royale des comptes (30 septembre 1758)
- la supplique de la communauté de Malaussène demandant l'interdiction de pâturage pour les chèvres (13 janvier 1759)

29/02/1752 - 13/01/1759

1 B 177

- « Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances de l'avocat fiscal général et des suppliques des particuliers, (16 janvier 1759 - 12 mai 1767), 1 registre, concernant :
- les bans champêtres des communautés de Villatalla et Canetto supérieur (16 janvier 1759)
 - l'interdiction d'exporter les olives du territoire de Pigna demandée par les propriétaires des moulins à huile (3 mars 1759, 22 février 1765)
 - l'approbation de certains articles des bans champêtres de Saorge (2 juin 1759)
 - l'interdiction de ramasser du bois et de faire paître les troupeaux demandée par la communauté de Roubion à l'encontre des particuliers de Beuil, Roure et Isola (9 juin 1759)
 - l'interdiction pour les particuliers de Coaraze de faire cuire leur pain à l'extérieur et d'introduire des farines moulues ailleurs, demandée par le comte de Levens Gio. Battista Giuseppe Grimaldi et Francesco Giacinto Pascheri, propriétaires du four (7 août 1759)
 - l'interdiction pour les particuliers de Peille, Peillon, Châteauneuf et La Turbie d'introduire des troupeaux sur le territoire de la communauté de Drap (11 septembre 1759)
 - l'interdiction pour les particuliers de Roccasparviera et Duranus d'introduire des troupeaux dans trois bandites appartenant à trois habitants de Levens (20 septembre 1759)
 - les bans champêtres de la communauté de Dolceacqua (17 décembre 1759)
 - l'inféodation du fief de Sigale en faveur du vassal Giuseppe Vittorio Martini Ballayra di Cocconato, censeur de l'université de Torino (Turin) (7 mars 1760)
 - les bans champêtres de la communauté de Torria, contenant également un cahier de ces bans du 18 mai 1787 (23 mai 1760)
 - les patentes d'intendant général de la province de Nice en faveur de Giuseppe Antonio Mattone (24 mai 1760)
 - l'interdiction pour tous les particuliers de Rocchetta près de Dolceacqua d'introduire des troupeaux sur les terres labourées ou complantées d'oliviers demandée par la communauté (2 août 1760)
 - les bans champêtres de la communauté de Lavina (5 septembre 1760)
 - les bans champêtres de la communauté de Carpasio (13 septembre 1760)
 - l'interdiction pour les habitants d'Èze de faire paître des troupeaux et de ramasser du bois sur le territoire de la communauté demandée par la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina d'Eza épouse de Gio. Gerolamo Peyre della Costa (31 octobre 1760)
 - la supplique du baron Giambattista Dalaise di Berra visant à obtenir des mesures à l'encontre des particuliers de Berre accusés de vendre leurs olives à l'extérieur et à les moudre en dehors du territoire de la commune (3 mars 1761, 8 mars 1765)
 - la réforme du règlement relatif à l'université des juifs de Nice (14 mai 1761)

- L'interdiction pour les habitants de Beuil de faire paître leurs moutons et chèvres sur certains territoires de la communauté (10 octobre 1761)
- l'interdiction d'introduire toute sorte de troupeaux sur les terrains cultivés demandée par la communauté de Dolceacqua (20 décembre 1762, 29 mars 1763)
- la supplique de Giuseppe Bottiero de Cantaron visant à obtenir des mesures à l'encontre des habitants de Châteauneuf accusés de faire moudre leurs grains en dehors des moulins banaux (19 février 1763)
- la supplique de la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina épouse Peyre della Costa visant à contraindre les habitants d'Èze à utiliser les moulins banaux (29 mars 1763)
- l'autorisation pour les habitants de Malaussène de faire paître les chèvres sur le territoire dudit lieu et défense aux étrangers d'en introduire sous peine d'amende (18 juin 1763)
- l'investiture du fief de Pierlas en faveur du colonel Giuseppe Chais (Cais) (1er juin 1764)
- les bans champêtres de la communauté de Carpasio (8 juin 1764)
- la supplique du monastère de Saint-Pons de Nice, seigneur de la quatrième partie du fief de Falicon, et, en cette qualité, propriétaire de la bandite de Fausimagna, située sur le territoire dudit lieu, demandant d'interdire aux particuliers de Falicon, Faliconet et aux autres localités voisines de couper ou ramasser du bois (27 novembre 1764)
- les bans champêtres des communautés de Vasia, Moltedo superiore et Pianavia (24 mars 1766)
- la vente du fief de Sainte-Agnès, avec le titre de comte, en faveur de Giovanni Michele Auda (13 juin 1766)
- la supplique du monastère Sainte-Claire de Nice, du vassal Gio. Andrea Spinelli et Pietro Alberti de La Brigue visant à obtenir l'interdiction pour les habitants de La Brigue d'introduire des farines moulues ailleurs en violation du droit de la « double mouture » détenu par les requérants (8 juillet 1766)
- l'interdiction pour toute personne extérieure à la communauté d'introduire des chèvres sur le territoire de Castellar (11 juillet 1766)
- la supplique du comte Giovanni Michele Auda di Sant'Agnes visant à obtenir l'interdiction pour tout particulier de pêcher et chasser sur les terres de son fief (18 août 1766)
- l'interdiction pour les habitants d'Apricale dans le marquisat de Dolceacqua d'introduire des troupeaux sur les terres cultivées de la communauté (19 août 1766)
- la supplique du chevalier Gio. Battista Thaon di Revel, commandeur de la commanderie de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem sous le titre de Sainte-Marguerite existant à Lucéram visant à obtenir des mesures à l'encontre des habitants dudit lieu accusés de dévier les eaux des canaux desservant les moulins de la commanderie (19 août 1766, 12 mai 1767)
- l'investiture du fief de Clans en faveur du comte Giuseppe Francesco Baldoini (5 septembre 1766)
- les bans champêtres de la communauté de L'Escarène (10 septembre 1766)
- la supplique de la communauté de La Turbie visant à obliger tous les particuliers à broyer les olives de leurs récoltes dans les moulins de ladite communauté (12 septembre 1766)
- l'inféodation du lieu de Borgo dans la vallée inférieure d'Oneglia (Oneille), avec le titre de comte, en faveur de l'avocat Giovanni Maria Guiglionda de Nice (10 février 1767)
- la supplique de la communauté d'Isolabona interdisant à tout particulier d'introduire des troupeaux sur les terrains cultivés de la communauté et de ramasser herbages et récoltes (13 avril 1767)

16/01/1759 - 12/05/1767

1 B 178

- « Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat, des statuts communaux et des suppliques des particuliers, (29 mai 1767 - 8 juin 1773), 1 registre, concernant :
- l'interdiction aux particuliers de Levens de faire triturer leurs olives et moudre leurs grains ailleurs qu'aux moulins de la communauté (29 mai 1767)
 - l'interdiction pour les habitants de La Brigue d'introduire des farines moulues ailleurs en violation du droit de la « double mouture » détenu par les vassaux Gio. Andrea Spinelli et Pietro Alberti, ainsi que par le monastère Sainte-Claire de Nice (1er août 1767)
 - les statuts politiques et champêtres de la communauté de Toudon (5 décembre 1767)
 - l'approbation des bans champêtres de la communauté de Tende (25 mai 1768)
 - la supplique de la comtesse Maria Margherita Borriiglione veuve du baron Lascaris, sollicitant des mesures à l'encontre des particuliers de La Roquette-Saint-Martin, accusés d'avoir détruit les canaux desservant ses moulins à huile et à farine et de se servir des eaux (17 août 1768)
 - les statuts politiques et champêtres de la communauté de La Turbie (24 septembre 1768)
 - l'interdiction pour tout particulier de pêcher et de chasser sur le territoire de la communauté d'Isola, les sieurs Ludovico Melani et Giuseppe Maletto en ayant adjugé l'exclusivité (5 novembre 1768)
 - les statuts politiques et champêtres de la commune de Sauze (22 juillet 1769)
 - la permission accordée à la communauté de Malaussène de faire paître les chèvres sur son territoire (7 octobre 1769)
 - l'interdiction pour les habitants de Valdeblore d'introduire des troupeaux sur le territoire de la communauté de Venanson (21 octobre 1769)

- l'interdiction pour tout particulier de chasser sur le territoire de Peille, demandée par le comte Gio. Paolo Agostino Lascaris (18 décembre 1769, 2, 25, 29 mai 1770)
- l'interdiction de couper des bois sur le territoire d'Èze, demandée par Maria Francesca Elisabetta Cortina d'Eza épouse du comte Gio. Gerolamo Peyre della Costa (24 mars 1770)
- l'investiture du fief d'Auvare en faveur de Giuseppe Claudio Corporandi (15 janvier 1771)
- l'investiture du fief de Touët près de L'Escarène avec le titre de baron, en faveur de Bartolomeo Baldassare Caravadossi (28 janvier 1771)
- l'interdiction pour tout particulier de chasser sur les terres de son fief demandée par le comte Antonio Francesco Dani di Villafranca (15 avril 1771)
- l'interdiction pour tout particulier de chasser sur les terres de son fief demandée par le comte Giovanni Maria Guiglionda del Borgo (19 août 1771)
- l'interdiction de chasser et pêcher sur son fief demandée par le comte Ludovico Alziari di Malaussena (28 septembre 1771)
- l'interdiction demandée par les propriétaires des moulins à huile et à farine de Pigna, parmi lesquels le ministre Carlo Vittorio Morozzo, d'exporter les olives du territoire sous peine d'amende (22 novembre 1771)
- l'acquisition d'une partie du fief de Châteauneuf, avec le titre de baron, effectuée par Teresa Francesca Ghisi veuve de Gio. Andrea Arnaud (10 janvier 1772)
- l'érection en baronnie d'une portion du fief de Châteauneuf en faveur de l'avocat des pauvres Ludovico Passeroni (27 janvier 1772)
- l'interdiction de pêcher sur le territoire de Breil, sauf permission, demandée par la communauté pour les particuliers des communautés voisines (9 mars 1772)
- l'érection en comté de la partie du fief de Castellar possédée par le comte Giuseppe Lascaris, baron de Bouyon, Conségudes et de Dosfraires, ministre des affaires étrangères (16 mars 1772)
- l'approbation de quelques chapitres des bans champêtres de la communauté de Toudon (3 juin 1772)
- les bans champêtres de la communauté de La Brigue (3 juin 1772)
- l'investiture du fief d'Utelle, avec le titre de comte en faveur du comte Luca Silvestro Lovera Bottero, de Cuneo (1er septembre 1772)
- l'investiture de la troisième partie du fief de Saint-Antonin et la concession des patentes d'auditeur de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare en faveur du sénateur Pietro Flaminio Trinchieri (11 septembre, 31 octobre 1772)
- l'investiture du fief de Venanson, avec le titre de comte, en faveur de Pietro Luigi et de Teresa Laurenti, époux Trinchieri di Sant'Antonino (11 septembre 1772)
- l'investiture d'une portion du fief de Saint-Antonin en faveur d'Elisabetta D'Authier (20 novembre 1772)
- les bans champêtres de la communauté d'Aurigo (4 décembre 1772)
- l'interdiction pour tout particulier d'Aspremont d'introduire des troupeaux sur le territoire des bandites appartenant au comte Gio. Battista Cacherano della Rocca d'Asti, au capitaine Alessandro Corniglione (Cornillon), Giuseppe Cauvino et à Alessandro Todone (Todon) (2 janvier 1773)
- l'interdiction pour tout particulier de faire paître les troupeaux en dehors des terres gastes de la communauté d'Aspremont (17 décembre 1772)
- l'érection en comté de la portion du fief de Châteauneuf possédée par le comte et sénateur Gio. Francesco De Orestis (8 juin 1773)
- l'interdiction pour tout particulier de Coaraze d'introduire des troupeaux sur les bandites du comte Gio. Francesco De Orestis (11 janvier 1773), 1 registre

29/05/1767 - 08/06/1773

1 B 179

« Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances et observations de l'avocat fiscal général, des statuts communaux, des délibérations des communautés et des suppliques des particuliers, (9 février 1773 - 19 décembre 1777), 1 registre, concernant :

- l'interdiction pour les bergers de la communauté de Roquebillière de faire paître leurs troupeaux de moutons sur les terres cultivées des particuliers (30 janvier - 9 février 1773)
- l'investiture du fief et juridiction de Villanova dans la province de Vigevano avec le titre de comte en faveur de l'avocat Carlo Giuseppe Alberti (11 juillet 1772 - 6 avril 1773)
- la révision des articles des statuts et des bans champêtres de la communauté de Breil prévoyant les sanctions plus graves pour tout abus et contravention en matière de pâturage des troupeaux (8 juin 1772 - 16 avril 1773)
- l'interdiction pour les particuliers d'Aspremont de faire paître des troupeaux et d'emporter bois et herbages des terrains détenus par la comtesse Maria Margherita Borriglione d'Aspromonte veuve Lascaris Castellar (15-17 avril 1773, 6 mai 1775)

- la nomination de l'intendant Giuseppe Felice Angiono en qualité d'intendant général du comté de Nice et de la principauté d'Oneglia et de conservateur général des gabelles royales (16 novembre 1772 - 24 avril 1773)
- la publication des bans champêtres de la communauté de Sigale et la rectification des certains articles prévoyant des sanctions (18 août 1771 - 30 avril 1773)
- la nomination de l'avocat Antonio Maria Berardi en qualité d'assesseur du Magistrat de la Réforme dans la ville de Nice et dans le ressort de ce Magistrat (27 octobre 1772 - 17 mai 1773)
- l'interdiction de chasser et de pêcher sur les terres du fief de Bardineto (3 juin 1773)
- la dispense du serment de fidélité pour le sénateur Pietro Flaminio Trinchieri, investi le 4 juillet 1772 d'une portion du fief de Saint-Antonin et pour son fils Pietro Luigi et son épouse Teresa Laurenti, investis le 1er août 1772 du fief de Venanson (4-14 juin 1773)
- l'approbation des statuts et bans champêtres de la communauté de Puget-Rostang, entérinés par le parlement de Provence en 1670 (20 novembre 1772 - 18 juin 1773)
- l'investiture du fief et juridiction de Castelvecchio dans la province d'Oneglia, avec le titre de comte, pour l'avocat Giuseppe Maria Noaro de Dolceacqua (11 décembre 1772 - 23 juin 1773)
- l'autorisation d'exercer la charge de substitut du secrétaire du sénat en faveur d'Onorato Clary, fils du secrétaire Gio. Ludovico, bien que dépourvu du diplôme de notaire (24 juin - 10 juillet 1773)
- l'investiture d'une partie du fief et de la juridiction de Gorbio en faveur d'Apollonia Guigliotti Lascaris veuve de l'intendant Lazaro Corvesi (7 juin - 24 juillet 1773)
- l'interdiction de chasser et de pêcher sur les terres du fief de Saint-Étienne rappelée dans une proclamation par la comtesse Gioanna Maria Chianea veuve Audiberti et confirmée par le sénat (6 juillet - 17 août 1773)
- l'interdiction pour les propriétaires des biens situés dans le hameau de Trinité, territoire d'Èze, d'exporter le raisin et de le vendre ailleurs sans avoir payé la dîme due au vicaire de l'église paroissiale, Onorato Maria Fighiera (25 septembre 1773)
- l'enregistrement de l'investiture d'une part du fief et juridiction de Saint-Antonin demandée par Elisabetta d'Authier veuve Rochefort et du fief de Lieuche par Pietro Giuseppe Sappia De Rossi, originaire de San Remo (8 août - 25 septembre 1773)
- l'autorisation de faire paître les chèvres sur le territoire de l'université de Moulinet, membre de la ville de Sospel, en dérogation d'une interdiction prise en 1750, le territoire abrupte et broussailleux de Moulinet se prêtant à ce type d'élevage (20 juin - 23 novembre 1773)
- l'interdiction pour les particuliers d'exporter les olives récoltées sur le territoire d'Aspremont pour les faire broyer dans des moulins des environs et pour les propriétaires de ces moulins de les réceptionner, demandée par la comtesse Maria Margherita Borriglione d'Aspromonte veuve Lascaris Castellar, contenant la liste nominative des propriétaires des moulins situés à Nice (quartiers de Gairaut, du Ray, de Saint-Barthélemy, de Bellet, du vallon de la Clua, de Magnan et près du Var), à La Roquette-Saint-Martin-du-Var, à Falicon et à Saint-Blaise (17-20 décembre 1773, 5 novembre 1774, 5-12 octobre, 29 novembre - 3 décembre 1776)
- l'approbation des statuts et bans champêtres de la communauté de la vallée de Stellanello et des rectifications ajoutées par le parlement général de la communauté le 28 novembre 1772 et approuvées par le prince Andrea Doria Pamphili le 24 mars 1773 (27 avril 1773 - 11 janvier 1774)
- l'approbation des nouveaux statuts politiques et bans champêtres de la communauté de Belvédère (17 juin 1773 - 24 janvier 1774)
- l'enregistrement de l'investiture du fief de Roquestéron avec le titre de comte demandé par Gio. Maria Roverissi (Roverizio) Pianavia, originaire de San Remo (10-18 mars 1774)
- l'interdiction faite aux frères Gastaldi de pénétrer dans un pré appartenant à la confrérie du Corpus Domini de La Brigue (18 mars 1774)
- l'interdiction faite aux habitants de Roubion d'amener paître leurs moutons en Provence, en hiver, la communauté prétendant qu'ils revenaient atteints de maladies contagieuses pour les autres troupeaux (17 juin 1774, 1er juin 1776)
- l'interdiction faite à Teresa Barraja épouse Verani de s'introduire sur les biens de Giuseppe Verani, administrés pendant son absence par Carlo Agostino Bovis de Tourrette (9 juillet 1774)
- l'interdiction faite aux particuliers de Chiusavecchia de faire paître leurs moutons sur le territoire de la communauté de Lucinasco (2 septembre, 15 octobre 1774, 15, 29 juillet 1775)
- la concession du titre de baron faite au citoyen de Genève Jean François Le Clerc, résident à Nice, en raison de son activité commerciale dans le port franc (1er mars - 6 septembre 1774)
- l'interdiction faite aux particuliers de Villatalla de faire paître leurs moutons sur les territoires des communautés de Terzero et Pantasina (12 juin, 21 novembre 1775, 22 novembre 1776)
- l'approbation du règlement des eaux établi le 22 septembre 1766 par le parlement général de la communauté de Gazzelli dans la principauté d'Oneglia (5 octobre 1771 - 13 juin 1775)
- l'investiture d'une portion du fief de Cocconato, avec le titre de comte, en faveur de Carlo Garin de Nice (28 avril - 17 juin 1775)

- l'approbation de la délibération prise par le parlement général de la communauté de Lantosque le 24 mars 1754 au sujet de la répartition de la taxe sur le bétail (10 février - 19 juin 1775)
- l'interdiction de chasser sur les terres du fief de Saint-Antonin, demandée par les coseigneurs, Elisabetta d'Authier veuve Rochefort et Pietro Flaminio Trinchieri (23 juin 1775)
- l'interdiction faite aux particuliers de Gorbio d'introduire des farines moulues ailleurs, demandée par les vassaux du lieu, Marcello Giacinto Gerolamo Vittorio De Gubernatis et le comte Orazio Gio. Battista Ghisi di San Salvatore (23 juin 1775)
- l'interdiction faite à tous les particuliers et surtout aux sujets de la République de Genova (Gênes) d'introduire des chèvres sur le territoire de la communauté de Castellar (21-23 juin 1775)
- l'interdiction faite au prêtre Gio. Battista Barnato de Villaviani de s'occuper des biens légués à l'oeuvre pie fondée par Antonio Maria Viano en 1742, demandée par le prêtre Angelo Pasquale Piana de Villaguardia (8 juillet 1775)
- l'interdiction faite au maître auditeur de la Chambre royale des comptes Francesco Gio. Battista De Gubernatis et à Gio. Battista Borriglione de Sospel de modifier les canalisations des eaux d'une source (15 juillet 1775)
- l'interdiction faite à Gio. Paolo Ricordi et à Paolo Andrea Barelli de dévier les eaux du Paillon et d'autres vallons destinées au fonctionnement des moulins de Peille (5 août 1775)
- l'approbation des statuts politiques et bans champêtres de la communauté d'Auvare établis en 1678, rectifiés avec l'accord du feudataire, le baron Corporandi (26 mars 1774 - 22 août 1775)
- l'investiture du fief et juridiction de Cessole, avec le titre de comte, en faveur d'Onorato Francesco Spitalieri de Nice (26 juin - 25 août 1775)
- l'interdiction faite au vassal Marcello Giacinto De Gubernatis de ne pas modifier les canalisations des eaux, irrigant les biens-fonds de la comtesse Maria Teresa Lascaris et de son fils Onorato Teodoro Lascaris Ventimiglia, situés à Gorbio (2 septembre 1775)
- l'investiture d'une portion du fief de Castellar en faveur du vassal Onorato Saverio Barli Fabri (12 mai - 14 octobre 1775)
- la révocation de l'édit du sénat interdisant de faire paître les chèvres sur le territoire de l'université de Castellon (19 août - 27 octobre 1775)
- l'interdiction faite à tous les particuliers d'Aspremont sur la demande des fermiers du fief de ce lieu, assistés de la comtesse Maria Margherita Borriglione veuve Lascaris Castellar, d'exporter céréales, légumineuses et tout autre type de récoltes hors du territoire du fief et de tuer les porcs sans en avoir informé les fermiers et payé le trézin (17-27 octobre 1775, 5 juillet, 13 septembre 1777)
- l'investiture du fief et juridiction de Roccasparviera et Castelletto, dans la province de Cuneo et dans le ressort du sénat de Piémont, avec le titre de comte, en faveur de l'avocat Spirito Francesco Focardi de Nice (9 janvier 1773 - 9 novembre 1775)
- la nomination du comte Francesco Luigi Ferrero Ponziglione di Borgo d'Ale en qualité d'intendant général du comté de Nice et de la principauté d'Oneglia et de conservateur général des gabelles royales (30 mai - 17 novembre 1775)
- l'interdiction faite à tous les particuliers des lieux environnant Tournette-Revest de faire paître leurs troupeaux sur le territoire de la communauté et de couper et emporter des bois (27 novembre 1775)
- l'investiture du fief et juridiction de Lieuche en faveur du comte Pietro Michelangelo Sappia De Rossi de San Remo (21 octobre - 4 décembre 1775)
- l'attribution au baile de Coaraze, sur la demande du comte Gio. Francesco De Orestis di Castelnuovo, de compter les têtes de bétail introduites sur les bandites de ce lieu et d'expulser celles en surnombre (6 décembre 1775)
- l'investiture du fief et juridiction de Lantosque, avec le titre de comte, en faveur de Paolo Emanuele Gio. Battista Riccardi d'Oneglia (20 juin - 11 décembre 1775)
- l'investiture du fief et juridiction de Massoins, avec le titre de comte, en faveur de l'avocat Alessandro Cornillon de Nice (21 novembre 1775 - 21 février 1776)
- l'obligation faite à tous les particuliers de Falicon de broyer leurs olives dans les moulins de la communauté demandée par Antonio Martin, adjudicataire des moulins (2 avril 1776)
- l'interdiction de chasser et de pêcher sur les terres de Saint-Dalmas, La Roche et La Bolline, composant son fief de Valdeblore, demandée par le comte Pietro Annibale Ribotti (3 août 1776)
- l'interdiction de poursuivre la construction d'un mur, dans le quartier de Saint-Pons et à proximité du Paillon, susceptible de canaliser les eaux du fleuve lors d'une crue, en provoquant des dégâts aux moulins y existant, demandée par les frères Rondelli et le notaire Giulio Ardoino à l'encontre de Vincenzo Goiran (27 août 1776)
- l'interdiction faite à tout étranger de couper des bois et à tout particulier de cueillir du romarin, de la lavande et du genêt et autres plantes aromatiques pour la distillation sur le territoire de la communauté d'Èze (31 août - 23 septembre 1776, 22 avril 1777)
- l'autorisation concédée à la marquise Anna Maria Alli Maccarani et à son fils Antonio de construire un théâtre public sur l'emplacement d'une maison existant et d'y faire représenter des pièces avec droit d'exclusivité pendant vingt ans (17 septembre 1776)

- l'interdiction de chasser sur les terres de son fief de La Penne et Ciaudol sans permission, demandée par Francesca Gabriella d'Authier veuve Durand della Penna (2-19 novembre 1776)
- la nomination d'un économiste s'occupant de l'hoirie Bonfiglio et Laugiera, en remplacement de Gio. Giuseppe Andreis (3 décembre 1776)
- l'investiture d'une portion du fief et juridiction de Quincinetto, avec titre de comte, en faveur de Gio. Battista Garidelli (19 septembre 1772 - 7 décembre 1776)
- l'interdiction faite à Pietro Curti, adjudicataire de la boucherie d'Aspremont, de faire paître plus de cent cinquante bêtes sur les bandites « della cima » et « della fraci », demandée par leurs propriétaires, les comtes Giovanni Ottaviano Cacherano d'Osasco della Rocca de la ville d'Asti et Alessandro Cornillon di Massoins, ainsi que le capitaine Giuseppe Cauvin et Alessandro Todon et d'introduire des bêtes sur la bandite « Moncalvo » pendant la période de Carême, demandée par la comtesse Maria Margherita Borriglione d'Aspromonte veuve Lascaris Castellar (14 décembre 1776, 8, 17, 26 février, 7 avril 1777)
- l'interdiction faite à tous les particuliers d'Èze de faire paître leurs troupeaux et de ramasser les caroubes sur les terres appartenant à treize propriétaires (7-21 février 1777)
- l'obligation faite aux particuliers et à l'université de Buggio, hameau de Pigna, de payer des annuités de cens et revenus au prêtre Giuseppe Fea, curateur de l'oeuvre pie instituée par le notaire Gio. Battista Botton en 1765, en conformité de la sentence prononcée par le sénat dans le litige l'opposant à l'intendant Giovanni Orenco (14 mars 1777)
- l'interdiction faite à quiconque de faire paître des bestiaux et de ramasser des olives sur les sites de Moltedo superiore demandée par les propriétaires, les frères Gandolfo de Porto Maurizio (Port-Maurice), dans la République de Genova (Gênes) (3-7 avril 1777)
- l'interdiction de chasser et pêcher sur les terres de son fief demandée par le comte Alessandro Cornillon di Massoins (12-18 avril 1777)
- le droit de broyer leurs olives dans les moulins de la communauté de Peillon et en franchise cinq jours par mois, revendiqué par les vassaux Antonio et Gio. Battista Roux (Rosso), détenteurs d'une portion du fief de Peillon revenant jadis aux frères Giuseppe et Ludovico Tondut, en conformité d'une sentence du sénat du 29 novembre 1727 (28 novembre 1777)
- l'interdiction faite aux particuliers de Berre d'exporter les olives récoltées sur place pour les faire broyer à l'extérieur et les vendre à des étrangers, demandée par le propriétaire des moulins banaux et vassal de ce lieu Andrea Dalaise (19 décembre 1777)

09/02/1773 - 19/12/1777

1 B 180

- « Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances et observations de l'avocat fiscal général, des statuts communaux, des délibérations des communautés et des suppliques des particuliers, (22 décembre 1777 - 26 mars 1781), 1 registre, concernant :
- l'investiture de la juridiction du tènement de Bellet, dans la campagne de Nice, avec le titre de baron, en faveur de Pietro Roissard (12 septembre - 22 décembre 1777)
 - l'investiture du fief et juridiction de La Roquette-du-Var, avec le titre de marquis, en faveur du comte et ministre Giuseppe Lascaris Castellar (16 janvier - 18 février 1778)
 - l'interdiction faite à tout particulier d'exporter les olives récoltées sur le territoire de Pigna demandée par les propriétaires des moulins de ce lieu, dont Alessandro Todon, en tant qu'héritier du comte Giuseppe Nicola Barralis et le baron Giacomo Galea (23-27 février 1778, 7 avril 1780)
 - l'interdiction faite à tout particulier d'introduire et faire paître des chèvres sur le territoire de La Penne et Ciaudol demandée par Francesca Gabriella d'Authier veuve Durand et Maria Clara Lucrezia Maurel Olivier, covassales de ces lieux, en conformité de deux arrêts du parlement de Provence de 1731 et 1751 dont elles réclament l'application malgré le changement de souveraineté de 1760 (4 février - 20 mars 1778)
 - l'obligation faite à Andrea Servella, fermier des revenus féodaux d'Aspremont et à tous les particuliers du fief de payer le trézain sur les olives et de remettre les ressences en compensation des banalités et de l'entretien des moulins, demandée par le baron Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia, petit-fils de la comtesse Maria Margherita Borriglione veuve Lascaris (23 mars 1778)
 - l'interdiction pour tout particulier de chasser et de pêcher sur le territoire de La Roquette et de Saint-Martin et de se servir des eaux du Var, sauf permission, demandée par le ministre et marquis de La Roquette-du-Var Giuseppe Lascaris Castellar (21-23 mars 1778, 31 mai - 1er juin 1779)
 - l'obligation faite aux fermiers de la commanderie, sous le titre de Sainte-Marguerite existant à Lucéram, de payer le droit de mouture sur les olives de ce lieu, en les faisant broyer dans les moulins banaux et de lui remettre les ressences, demandée par le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Gio. Giuseppe De Barçilon de Cuébris (3 avril 1778)
 - l'interdiction pour tous les habitants de La Turbie d'exporter leurs olives pour les faire broyer ailleurs et l'obligation faite à Paolo Millo de détruire un bassin récoltant les eaux du vallon « Guaglian » servant à alimenter son moulin bâti dans le quartier de la « Gorra » près de Peille, au détriment de la communauté (14-22 avril 1778)

- l'approbation des bans champêtres de la communauté de Rezzo après la révision faite par le parlement général réuni en 1772 et acceptée par le marquis Gio. Paolo Pallavicino, vassal du lieu (6 septembre 1777 - 28 avril 1778)
- l'interdiction faite aux particuliers de Châteauneuf d'exporter les olives produites sur place, sur la requête de Costanza Capello épouse Torrini di Fogassieras, du marquis Giuseppe Gerolamo Peyre et de Giuseppe Bartolomeo De Constantin, coseigneurs et propriétaires des moulins banaux de Châteauneuf (12 mai 1778)
- la publication des bans champêtres de la communauté de Carpasio approuvés par le sénat en 1760 (18 mai 1778)
- l'interdiction faite aux habitants et à la communauté de Castillon de dériver les eaux des deux sources de la fontaine de la « Gora » desservant son moulin, sur la requête du prêtre Filippo Blancardi (23 juin 1778)
- l'obligation pour les habitants de Coaraze d'ensemencer les terres des bandites dénommées « Villar » et « Blachiera » uniquement une année sur deux, selon les dispositions d'un acte de 1652, demandée par leur propriétaire, le comte Gio. Francesco De Orestis di Castelnuovo (12 septembre - 3 octobre 1778)
- l'interdiction faite à tous les habitants d'Isola de vendre des farines et des pains sauf les produits issus des moulins et fours banaux appartenant à Gio. Ludovico Mellani et à Giuseppe Domenico Agnelli (29 août - 3 octobre 1778)
- un enquête sur des contraventions à l'interdiction de chasser et de pêcher sur le fief de Valdeblore, commises par les habitants de La Roche, La Bolline et Saint-Dalmas, demandée par le comte Pietro Annibale Ribotti (17 octobre 1778)
- l'interdiction faite aux habitants de La Roquette-du-Var, de Saint-Martin, de Levens et de Tourrette de tirer sur les pigeons du colombier, sis dans le quartier dit « La Valliera » appartenant au marquis et ministre Giuseppe Lascaris Castellar (24 octobre 1778, 31 mai - 1er juin 1779)
- l'interdiction pour les particuliers de Saint-Sauveur, d'Isola, de Roubion et d'Ilonse de faire paître leurs troupeaux sur le territoire de la communauté de Roure et d'y ramasser bois et herbages (8 janvier 1779)
- l'interdiction pour tout particulier d'introduire des bestiaux sur les terres complantées d'oliviers demandée par la communauté de Peille (1er-22 février 1779)
- l'interdiction pour tous les bergers de traverser le territoire de la communauté de Contes sans payer le droit de péage et de faire paître leurs troupeaux sur les terrains cultivés (27 février - 13 mars 1779)
- le durcissement des sanctions pour tout particulier contrevenant aux dispositions sur la défense de faire paître les troupeaux sur le territoire de la communauté de Perinaldo, dans le marquisat de Dolceacqua, et d'y recueillir bois et fruits (15-20 mars 1779)
- l'approbation des statuts politiques et des bans champêtres de la communauté de Saorge, révisés en 1775 (14 avril 1776 - 29 mars 1779)
- la nomination du notaire Gio. Ludovico Cristini en tant que substitut du secrétaire du sénat Gio. Ludovico Clary (16-23 avril 1779)
- l'interdiction pour tout particulier de Roure, Roubion, Saint-Sauveur, Saint-Étienne et Valdeblore de faire paître leurs troupeaux sur le territoire de la communauté d'Isola et d'y ramasser bois et herbages (23 avril - 5 mai 1779)
- l'investiture du fief et seigneurie de Puget-Rostang en faveur de Giuseppe Boeri d'Entrevaux (16 avril - 27 mai 1779)
- l'interdiction pour tout particulier de Falicon, Faliconet, Tourrette, Saint-Blaise et La Roquette-du-Var de faire paître leurs bestiaux sur la bandite « Moncalvo » et dans les bois et terrains cultivés appartenant au comte d'Aspremont, Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia et la contestation présentée par le comte Alessandro Cornillon di Massoins (19 avril - 8 juin 1779, 22 juillet 1780, 20-26 février 1781)
- le durcissement des sanctions pour tout particulier contrevenant à l'interdiction d'exporter toute sorte de récolte du territoire d'Aspremont, et notamment les grains et les olives afin de les faire broyer ailleurs, demandée par les fermiers des revenus et des banalités féodales du comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar et par le comte lui-même (10-20 juillet, 7-18 août, 22-23 décembre 1779)
- l'interdiction pour tout particulier de faire paître leurs troupeaux sur les bandites de la communauté d'Ascros (7-17 août 1779)
- l'interdiction faite à Bartolomeo Gandolfo de contester la jouissance des biens de Maria Domenica veuve Aicarda et de Maria Caterina veuve Gandolfa de Torria (2 octobre 1779)
- l'interdiction faite aux fermiers des revenus du comte d'Aspremont d'empêcher aux particuliers de ce lieu d'utiliser de l'eau dans la trituration des olives (26-30 octobre 1779)
- la nomination d'un garde chargé de la chasse, des bois et des péages sur le territoire de Berre, faite par le seigneur de ce lieu Carlo Andrea Dalaise (26 novembre - 6 décembre 1779)
- l'interdiction pour tout particulier de faire paître le bétail sur la bandite de Villefranche, adjugée par le notaire Giuseppe Martin (20 décembre 1779)
- l'interdiction pour tout particulier de Coaraze et de Bendéjun de faire paître le bétail sur les terres appartenant à Gio. Domenico Mari (22-23 décembre 1779)

- l'interdiction faite à Pietro Curti, adjudicataire de la boucherie d'Aspremont, de faire paître plus de cent cinquante bêtes sur les bandites d'Aspremont, demandée par leurs propriétaires, les comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia et Alessandro Cornillon di Massoins, par le capitaine Giuseppe Cauvin et par Alessandro Cauvin (29-30 décembre 1779, 22 février, 11-22 juillet 1780)
- l'interdiction pour Antonio Laurens de contester la jouissance des biens appartenant à Maria Clerico veuve Laurens et aux frères Laurens de Tourrette (4 janvier 1780)
- l'obligation pour Pietro Antonio Cauvin de broyer ses olives dans les moulins de la communauté de Drap et l'interdiction d'en bâtir un nouveau, la communauté en ayant l'exclusivité (14 janvier 1790)
- l'investiture d'une portion du fief et juridiction de Gorbio en faveur d'Apollonia Guigliotti Lascaris (26 octobre 1779 - 11 février 1780)
- l'investiture du fief et seigneurie de La Penne et Ciaudol en faveur de Gabriella d'Authier veuve Durand (5 mai 1778 - 17 mai 1780)
- l'aliénation de quatorze points sur 648 représentant la valeur du fief de Châteauneuf, avec titre de comte, en faveur du consul de Malte, Stefano Dayderi (15 janvier 1779 - 26 mai 1780)
- l'érection en baronnie de la portion du fief de Châteauneuf détenue par le vassal Orazio Francesco Vachieri de Sospel (15 octobre 1773 - 27 mai 1780)
- la construction d'une nouvelle route carrossable de Nice à Cuneo (23-29 mai 1780)
- l'érection en baronnie de la portion du fief de Châteauneuf détenue par le vassal et avocat Pietro Giuseppe Francesco Verani Masin (19 mars 1776 - 30 mai 1780)
- la nomination du comte Domenico Benedetto Cortina di Malgrà en qualité d'intendant du comté de Nice et de la principauté d'Oneglia (Oneille) ainsi que de conservateur des gabelles royales (12 octobre 1779 - 12 juin 1780)
- l'interdiction pour tout particulier de Daluis de faire paître leurs troupeaux sur les pâturages appartenant au seigneur du lieu et marquis de Beauregard, Jean Joseph de Villeneuve, d'utiliser et de dériver les eaux servant pour l'arrosage et tirer sur les pigeons de son colombier (1er février - 5 août 1780)
- l'investiture des fiefs de Saumalonga, de Roquette dite Rigaud et de Saint-Pierre, dit autrefois Pogetto Fighetta, en faveur du chevalier Gio. Francesco Derasque de Draguignan (13 décembre 1779 - 22 août 1780)
- l'obligation faite au conseil ordinaire de chaque ville et communauté du comté de Nice, (ainsi que des provinces de Novara, Tortona et Voghera), de prendre délibérations et adjudications pour l'affermage des biens et revenus avec l'approbation de l'intendant (5-18 septembre 1780)
- les dispositions concernant les mariages des princes du sang contractés sans permission ou avec personnes de rang inférieur ((13 septembre - 4 octobre 1780)
- la nomination du prêtre Giuseppe Pietro Casimiro Fighiera en qualité de chapelain du sénat dès la vacance du poste (25 août - 7 octobre 1780)
- la nomination de l'avocat Gio. Pietro Berardi en qualité d'assesseur du Magistrat de la Réforme dans la ville de Nice et dans le territoire de son ressort (18 juillet - 21 octobre 1780)
- la construction d'un immeuble sur le port Lympia, à côté de la douane et en utilisant les pierres du château, demandée par le juif Sabbato Constantini de Trieste, originaire de l'île de Candie, et autorisée par le roi, pour y entreposer des draps et tissus venant du Levant et d'Afrique, contenant en particulier le plan aquarellé de la façade est de l'immeuble (17 avril - 21 octobre 1780)
- la conservation des droits de succession pour le prince Eugène de Carignan malgré son mariage contracté en France en dépit des dispositions du 13 septembre 1780 (28 octobre - 6 novembre 1780)
- l'interdiction pour les particuliers d'Aspremont de se servir des ressences ou de les brûler, demandée par le comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia (24-25 novembre 1780, 12-27 janvier 1781)
- l'interdiction faite aux frères Vignola de se servir des biens de la chapellenie laicale instituée par Gio. Bernardo Vignola en 1735 demandée par le prêtre Gio. Bernardo Vignola d'Arnasco (2 décembre 1780)
- l'interdiction de vendre de la viande en dehors de la boucherie communale, provenant notamment de bestiaux non inspectés par les regardateurs, demandée par la communauté de L'Escarène (4-19 décembre 1780)
- l'investiture du fief et seigneurie de Verrailon en faveur du vice-préfet de Nice Pietro Milon et de son épouse Barbara Baudoin (1er juillet - 30 décembre 1780)
- les dispositions visant à prévenir les mariages inconsidérés, suivies des observations du sénat (23 janvier - 16 février 1781)
- le durcissement des sanctions prévues dans les bans champêtres de la communauté de Malaussène pour les dégâts provoqués aux canalisations desservant les moulins (2 janvier - 17 février 1781)
- l'interdiction pour tout particulier, non adjudicataire de la boulangerie communale, de vendre du pain ou de l'introduire de l'extérieur demandée par la communauté de Villefranche en conformité avec un mémorial du duc Emmanuel Philibert de 1559 (27 février - 21 mars 1781)
- l'approbation d'un acte consulaire de la communauté de Lantosque du 30 juillet 1780 prévoyant un recensement annuel du bétail (16-26 mars 1781)

22/12/1777 - 26/03/1781

- « Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances et observations de l'avocat fiscal général, des statuts communaux, des délibérations des communautés et des suppliques des particuliers, (31 mars 1781 - 24 novembre 1783), 1 registre, concernant :
- l'approbation des bans champêtres de Loano (16 janvier - 31 mars 1781)
 - l'investiture de la juridiction du tènement de Cimiez (Cimella), avec le titre de comte, en faveur de Giuseppe Maria Andreis (25 septembre 1780 - 31 mars 1781)
 - la vente d'un terrain, situé près du port Lympia sur la route allant au château, pour y construire des entrepôts, concédée à Gio. Battista Rubino et à Gio. Ignazio Barla (6 février - 7 avril 1781)
 - l'interdiction pour tout particulier possédant des biens dans le quartier dit « du gaget » sur le territoire de La Tour de dériver les eaux desservant le moulin de ce lieu, demandée par la communauté (31 mars - 7 avril 1781)
 - l'arrêt des requisitions de bétail et des perquisitions de maisons de particuliers redevables envers le comte d'Aspremont et faites exécutées par celui-ci, demandé par la communauté (21 mars - 10 avril 1781)
 - l'interdiction pour tout particulier de faire paître le bétail sur les terres sises dans la province d'Oneglia, appartenant à Lorenzo Gandolfo de Porto Maurizio (Port-Maurice), dans la République de Genova (Gênes) et aux frères Acquarone (2-9 juin 1781)
 - l'admission du notaire Gio. Ludovico Cristini en qualité de substitut du secrétaire civil et criminel du sénat (12 juin 1781)
 - l'investiture de la juridiction du tènement des Baumettes, dénommé Neville, dans la campagne de Nice, avec le titre de comte, en faveur de l'avocat Paolo Agostino Gastaldi de Torino (Turin) (2 janvier - 23 juin 1781)
 - la notification de la sentence du sénat du 3 juillet 1781, interdisant au comte Gio. Maria Guiglionda del Borgo, à Francesca Morraglia et à Marianna Scaliero de jeter dans le canal de Riquier terre et galets et d'y planter des pieux gênant le cours des eaux, demandée par le comte Gio. Paolo Agostino Lascaris Peglia Castellar Ventimiglia et son épouse Maria Ottavia Gallean et par le prévôt de la cathédrale Anselmo De Cameran (20, 24 juillet 1781, 13 juillet 1782)
 - l'interdiction de faire paître les chèvres sur le territoire de la communauté de Touët de L'Escarène (23 avril 1773 - 14 juillet 1781)
 - le renouvellement de l'interdiction de chasser et pêcher sur les terres du fief de La Roquette-du-Var, de faire dériver les eaux, d'y couper des bois, d'y faire paître du bétail, d'exporter les olives produites localement et d'introduire des farines moulues ailleurs, demandé par le marquis et ministre Giuseppe Lascaris Castellar (13-17 août 1781)
 - l'investiture du fief de Roccasparviera en faveur du vassal Ignazio Domenico Didier alias De Marchesan De Monery de Caylus (7 juillet - 25 août 1781)
 - l'interdiction faite aux locataires des appartements d'une maison, faisant partie de l'héritage du procureur Paolo Francesco Ruffi, de verser les loyers aux frères Ruffi demandée par Giuseppe Francesco Detat, mandataire de Guglielmo Ruffi (20 septembre 1781)
 - l'interdiction faite à Cesare Caravello de payer une somme d'argent à Maria Caterina Mallona épouse Massilia (28 septembre 1781)
 - l'interdiction de chasser et de pêcher sur le territoire du fief de Roccasparviera demandée par le vassal Onorato Bernardo De Monery De Marchesan de Caylus (28 septembre - 12 octobre 1781, 21-27 septembre 1782)
 - l'interdiction de faire paître du bétail sur les bandites cédées en 1635 par la communauté de Peille, dont celle du Mont-Agel, demandée par le notaire Carlo Antonio Rossetti de La Turbie et par Cesare Grinda de Peillon (23 novembre 1781)
 - l'interdiction de transiter sur les terres appartenant à l'avocat fiscal provincial Marc'Aurelio Eusebi de Sospel (11 août - 24 novembre 1781)
 - l'interdiction faite aux époux Michelle de dévier les eaux desservant un moulin à huile construit par le comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia et d'entraver le chemin conduisant à ce moulin (3 décembre 1781)
 - le paiement des frais d'expertise des moulins dans le procès opposant la communauté d'Aspremont au comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia (4 décembre 1781)
 - l'interdiction de chasser et pêcher sur les terres du marquis de Balestrino, Bardineto et Nasino (5 juillet - 3 décembre 1781)
 - un nouveau recours du comte Alessandro Cornillon di Massoins relatif à l'interdiction de chasse et pêche sur son fief (20-21 janvier 1782)
 - la concession gratuite aux religieuses du couvent Saint-Bernard, sous le titre de Sainte-Agnès, de Nice d'un jardin, près du château, contigu à leur établissement et l'autorisation de construire un mur d'enceinte (25 janvier - 12 février 1782)

- la concession au Juif Sabbato Constantini de Trieste d'un site supplémentaire pour la construction de son immeuble, après modifications apportées par le comte di Robilant (24 novembre 1780 - 15 mars 1782)
- l'obligation pour tout fermier et créancier du baron Giacomo Galea della Maddalena de faire leurs paiements au chevalier et substitut de l'avocat des pauvres Antonio Onorato Teodoro De Orestis di Castelnovo, en sa qualité d'administrateur des biens du baron son oncle (16 avril 1782)
- des contraventions à l'interdiction de chasser et pêcher sur ses terres constatées par le comte Antonio Francesco Dani di Villafranca (25-29 avril 1782)
- la publication d'un acte consulaire concernant l'interdiction faite à tout particulier et notamment aux habitants de Terzero de faire paître les troupeaux sur son territoire de la communauté de Pantasina (28 janvier - 23 mai, 1er juillet - 19 août 1782)
- l'interdiction faite à Francesco Clerissi de s'approprier des récoltes d'un bien-fonds sis à l'Ariane près de Nice, appartenant à Bartolomeo et Andrea Guignon (24 mai 1782)
- l'autorisation accordée au maître menuisier Antonio Giordan de participer à la procession du Corpus Domini, en tant que prieur de la confrérie de Saint-Joseph, malgré les contestations élevées par quelques confrères (28 mai 1782)
- l'interdiction faite à la confrérie du Saint-Sépulcre de Nice de jeter des eaux sales dans le canal jouxtant la maison du comte Carlo Francesco Chais (Cays) di Gilletta (14 juin 1782)
- les patentes royales portant dispositions sur les mariages (16-22 juillet 1782)
- l'interdiction pour tout particulier de pêcher dans les eaux traversant le territoire de la communauté de Tende (18 mai - 3 août 1782)
- le mariage entre le mineur Francesco Bonet et Antonia Broc, entravé par sa mère Lucrezia Thaon veuve Bonet, le considérant comme inconsideré de par la différence de statut social (26 juillet - 19 août, 23-27 août 1782)
- l'enquête sur des contraventions à l'interdiction de faire paître le bétail sur leurs terres de Coaraze et Bendéjun demandée par les héritiers de Gio. Domenico Mari (7 septembre)
- l'interdiction faite aux ouvriers cordonniers de la confrérie des maîtres cordonniers, érigée à Nice depuis 1620 dans l'église Saint-François sous le titre des Saints-Crispin-et-Crispinian, d'afficher la devise de la confrérie lors de la fête des saints qu'ils envisagent d'organiser séparément et dans une autre église, d'élire des prieurs et de se réunir (19-26 octobre 1782)
- l'interdiction faite aux frères Ruffi de payer une somme d'argent à Guglielmo Ruffi, revenant à Gio. Battista Lonvay (9 décembre 1782)
- l'interdiction d'enlever le mobilier et les outils existant dans une boulangerie à Villefranche, demandée par Domenico Rey à l'encontre de son frère (14 décembre 1782)
- l'investiture de la juridiction du tènement du Ray, dénommé Saint-Victor, avec le titre de comte, en faveur de Gio. Andrea Auda (17 mai - 30 décembre 1782)
- la publication des bans champêtres de la communauté d'Isola et l'interdiction pour tout particulier de pêcher et chasser sur son territoire (28 avril 1781 - 4 janvier 1783)
- l'attribution au juge d'Èze de la compétence de procéder à l'encontre des contrevenants aux interdictions sur la chasse et la pêche, sur l'exportation des grains, sur l'usage des moulins banaux et sur le pâturage des chèvres édictées par le sénat, demandée par la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina d'Eza épouse Tondut della Costa (8 janvier - 10 février 1783)
- les contraventions à l'interdiction de vendre du vin au détail constatées à Roquebillière (25 février 1783)
- l'interdiction faite à toute personne étrangère à la communauté de Levens de chasser et pêcher sur son territoire demandée par Gio. Francesco Barriera (14-18 mars 1783)
- l'approbation par le roi de la vente de la maison, située sur le port Lympia, effectuée par Sabbato Constantini à Samuele Abudarham et la concession à ce dernier des privilèges accordés à Constantini, pourvu qu'il termine la construction commencée (28 février - 31 mars 1783)
- la nomination du notaire Carlo Moriez en qualité de substitut du secrétaire du sénat Onorato Clary (29 avril 1783)
- l'interdiction pour les habitants de Gilette d'utiliser les eaux du torrent Lati et de la fontaine dite Tuver desservant les moulins du comte Carlo Francesco Cays di Gilletta (17-23 juin 1783)
- l'obligation pour tout habitant du hameau de Revel, soumis à la juridiction du fief de Saint-André, de cuire leur pain dans les fours banaux et de détruire tout autre four construit en dépit de l'interdiction, demandée par le comte Carlo Francesco Thaon (23 juin - 12 juillet 1783)
- l'investiture de la juridiction du tènement de la Buffa, dénommée Nieubourg, en faveur du consul de Napoli (Naples) Onorato San Pietro (Saint-Pierre) (17 juin - 24 juillet 1783)
- la concession de terrains voisinant le château et le second monastère de la Visitation, érigé à Nice sous le titre de Saint-François-de-Sales, demandée par les religieuses afin d'agrandir ledit monastère (25 mars - 24 juillet 1783)

- l'interdiction pour tout habitant de La Roquette-Saint-Martin et de Saint-Blaise de s'introduire sur les terres appartenant à Pietro Antonio et à Giuseppe Raibaudi, y couper des bois et emporter de la litière (12 mai - 24 juillet 1783)
- l'approbation d'un manifeste portant des sanctions pour tout habitant de Castellar coupable d'introduire dans le villages des grains et des légumes moulus ailleurs, d'exporter des olives, d'utiliser les ressences avant d'en avoir extrait la seconde huile, demandée par les coseigneurs Giuseppe Vincenzo Lascaris, ministre et marquis de La Roquette, Luigi Gaetano Marinetto Lascaris, comte d'Aspremont, Gio. Paolo Agostino Lascaris, comte de Peille et Alessandro Augusto Lascaris, en conformité d'une sentence de la Chambre royale des comptes du 12 juin 1782 prononcée dans le litige opposant les coseigneurs à la communauté (18 avril - 5 septembre, 6 septembre - 14 octobre 1783)
- une partie de l'amende prévue en cas de contravention aux dispositions sur la vente ou l'introduction du pain dans le village, demandée par la communauté de Villefranche (30 mars 1781 - 3 octobre 1783)
- l'autorisation de faire arrêter par ses gardes tout habitant du fief de Saint-André coupable de construire des fours, de moudre grains, légumes et olives en dehors des moulins banaux, d'introduire des farines venant d'ailleurs et de dériver les eaux du vallon de Saint-André, demandée par le comte Carlo Francesco Thaon (18-25 octobre 1783)
- l'interdiction pour les habitants des communautés de Drap, La Turbie, Châteauneuf, Peille et Peillon, ne possédant aucun bien sur le territoire de Drap, de faire paître toute sorte de bétail dans les pâturages de Drap et pour ceux qui en possèdent l'obligation d'y introduire uniquement les troupeaux de bovins (8 novembre 1783)
- l'approbation des bans champêtres de Balestrino, Bardinetto, Nasino, Carpe, Cenesi et Arnasco, révisés par les communautés avec l'accord du feudataire, le marquis Del Carretto (22 mai 1779 - 24 novembre 1783)

31/03/1781 - 24/11/1783

1 B 182

- « Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances et observations de l'avocat fiscal général, des statuts communaux, des délibérations des communautés et des suppliques des particuliers, (22 décembre 1783 - 16 janvier 1786), 1 registre, concernant :
- la désignation d'un juge pour constater les contraventions aux interdictions de pâturage et évaluer les dommages subis, demandée par les héritiers de Gio. Domenico Mari de Bendéjun (22 décembre 1783, 29 mai 1784)
 - l'approbation des statuts politiques et bans champêtres de la communauté de Roubion révisés en 1781 (14 février 1783 - 9 janvier 1784)
 - l'interdiction faite aux habitants de Daluis de tirer sur les pigeons de son colombier demandée par Jean-Joseph de Villeneuve, marquis de Beauregard et seigneur de Daluis (23-27 janvier, 25 juin - 17 juillet 1784)
 - l'attribution aux bailes et juges ordinaires des lieux de Balestrino, Carpe, Nasino, Bardinetto, Cenesi et Arnasco des litiges concernant les bans champêtres de ces lieux (3-6 février 1784)
 - les dispositions relatives aux dénonciations des contrevenants aux bans champêtres de la communauté de la vallée de Stellanello et à la prestation de serment des gardes champêtres (19-23 avril, 13 septembre 1784)
 - l'investiture du fief et juridiction de Roquestéron, avec le titre de comte, en faveur de Stefano Pianavia Roverizio après le décès de son père (7-10 mai 1784)
 - l'investiture du fief d'Auvare, avec titre de baron, et de la moitié de celui de La Croix en faveur de Pietro Francesco Augusto Corporandi, après le décès de son père et l'interdiction à tout particulier de chasser et pêcher sur les terres de ses fiefs (17 avril - 28 mai 1784)
 - la publication de l'interdiction de chasser et pêcher sur le fief d'Auvare demandée par le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Giuseppe Gabriele d'Olivaris, commandeur de la commanderie de Nice, et le baron Pietro Francesco Augusto Corporandi, coseigneurs du fief (28-29 mai 1784)
 - l'approbation des statuts politiques et des bans champêtres de la ville de Nice (6 septembre 1783 - 28 mai 1784)
 - la reconnaissance de la filiation et de la noblesse de Giovanni Maria Lea de Contes en tant que descendant légitime de Gio. Battista Lea vassal de Sigale (21 mai - 2 juin 1784)
 - une nouvelle interdiction faite aux habitants de Tourrette, Falicon, Faliconet, Châteauneuf et La Roquette-Saint-Martin de faire paître le bétail dans la bandite dénommée Moncalvo et dans les bois appartenant au comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia (8-22 juin 1784)
 - l'autorisation accordée au baron Onorato Gio. Francesco Galea della Maddalena d'épouser Devota Verani contre l'avis de ses parents (10-13 juillet 1784)
 - l'investiture du fief et juridiction de Sainte-Agnès, avec le titre de comte, en faveur de Gio. Giuseppe Cagnoli et de son épouse Anna Maria Teresa Auda (31 janvier - 24 juillet 1784)
 - l'attribution au juge ordinaire de Peille des procédures en matière de contravention aux interdictions demandées par le comte Gio. Paolo Agostino Lascaris (23 août 1784)

- l'autorisation de la publication du manifeste pris par le comte Antonio Gaetano Achiardi et par le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Giuseppe Gabriele D'Olivaris, commandeur de la commanderie de Nice, coseigneurs du fief de Saint-Léger interdisant la chasse et la pêche sur le territoire du fief (13 septembre 1784)
- la publication et l'approbation des statuts politiques et des bans champêtres de la ville de Nice (29 août 1783 - 16 décembre 1784)
- les modifications apportées aux statuts de la ville de Nice sur la base des contestations présentées par les représentants des confréries des maîtres vermicelliers, des boulangers et des cordonniers et la publication du statut de la confrérie des maîtres cordonniers (10 décembre 1784 - 11 février 1785, 12 août - 6 septembre 1785)
- la publication d'un manifeste interdisant la chasse et la pêche sur le territoire de son fief et comportant des sanctions, demandée par le ministre et marquis de La Roquette-du-Var Giuseppe Vincenzo Lascaris (11-19 avril 1785)
- l'investiture du tènement de la Conque, dénommé Sainte-Félicité, dans la campagne de Nice, avec le titre de baron, en faveur de l'avocat Giuseppe Ignazio Giacobi (14 janvier - 6 mai 1785)
- les modifications au statut des maîtres cordonniers demandées par les maîtres savetiers au sujet de leurs compétences respectives et de l'admission de deux savetiers en qualité de prieurs de la confrérie (5 mars - 10 juin 1785)
- l'investiture des fiefs de Saint-Jean-d'Aurèle et de la Cadenetta (Cainée), avec le titre de baron, en faveur de Carlo Brunone Gioffredo, après le décès de son père (3 avril 1784 - 17 juin 1785)
- l'attribution au président Trinchieri, à l'intendant général Cortina di Malgrà, à l'avocat fiscal général Reggio et au chevalier Mattone di Benevello du différend opposant les négociants juifs Sabbato et Giuseppe Constantini à l'université des juifs de Nice et l'adoption du nouveau règlement de l'université (16 mai 1783 - 21 juin, 23 juillet 1785)
- l'investiture de la juridiction du tènement de Carabacel, dénommé Saint-Charles, avec le titre de baron, en faveur de Pietro Antonio Pauliani (24 août 1784 - 2 juillet 1785)
- la concession d'un jardin situé au pied du château demandée par les religieuses du monastère Sainte-Claire de Nice (12 mars - 30 juillet 1785)
- l'investiture du fief de Belvédère, avec le titre de comte, en faveur de l'ancien sénateur Gio. Francesco Raynardi et de son cousin Pietro Ludovico Raynardi (22 juin 1784 - 17 novembre 1785)
- l'annulation d'un manifeste pris par les « maestrali » (officiers de police) de la communauté d'Oneglia (Oneille) en matière de répression des vols de campagne, les statuts politiques ne prévoyant pas cette compétence (29 novembre - 23 décembre 1785)
- la reconnaissance d'un diplôme de noblesse accordé au consul d'Espagne à Nice Antonio San Pietro, originaire de Séville, par le roi Charles III (29 décembre 1785 - 16 janvier 1786)
- l'attestation de noblesse demandée par Antonio Martini en tant que vassal de Fogassieras, Châteauneuf et Dosfraires (13-16 janvier 1786)

22/12/1783 - 16/01/1786

1 B 183

- « Interinzioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances et observations de l'avocat fiscal général, des statuts communaux, des délibérations des communautés et des suppliques des particuliers, (24 janvier 1786 - 5 décembre 1788), 1 registre, concernant :
- l'approbation et la publication des statuts de la confrérie des maîtres menuisiers, tonneliers, ébénistes, machinistes, charpentiers, carrossiers et tourneurs, fondée dans la chapelle sous le titre de Saint-Joseph érigée dans l'église Saint-Dominique de Nice (20 décembre 1785 - 24 janvier 1786)
 - l'approbation des statuts révisés de la communauté d'Oneglia (Oneille) concernant notamment les compétences des « maestrali » (officiers de police) (27 janvier - 3 février 1786)
 - l'investiture de dix points sur 648 représentant la valeur du fief et de la juridiction de Châteauneuf, avec le titre de baron, en faveur du médecin Vittorio Ludovico Alberti de Sospel (31 mai 1785 - 14 février 1786)
 - la concession d'un terrain, situé au pied du château, demandée par les religieuses du monastère Saint-Bernard sous le titre de Sainte-Agnès de Nice pour l'agrandissement de leur jardin (13 janvier - 20 février 1786)
 - l'approbation d'une délibération prise par la confrérie des cordonniers de Nice, concernant entre autres l'élection des prieurs (31 mars 1786)
 - l'approbation d'une délibération relative à l'augmentation des sanctions prévues dans les bans champêtres en matière de contravention au pâturage et la coupe des bois, demandée par la communauté de La Brigue (17-31 mars 1786)
 - l'investiture de la moitié du fief et juridiction de Puget-Rostang en faveur du baron de Saint-Sylvestre Gio. Giuseppe Champossin (8-23 juin 1786)
 - l'approbation des bans champêtres révisés, après l'acceptation du vassal, demandée par la communauté de Tourrette-Revest (7 octobre 1785 - 15 juillet 1786)

- l'investiture de la juridiction du tènement de Gairaut, dans la campagne de Nice, avec le titre de comte, en faveur de l'avocat Felice Maria Castagna et de son frère Giacinto Maria (31 décembre 1782 - 19 août 1786)
- l'attestation de noblesse demandée par le comte Stefano Dayderi ayant acheté en 1779 une portion du fief de Châteauneuf (22 août 1786)
- l'investiture du fief de Puget-Rostang en faveur du vassal Augusto Tranquillo Boeri, après le décès de son père (28 avril - 25 août 1786)
- l'approbation d'un manifeste interdisant la chasse sur le territoire de leur fief demandée par les vassaux Gio. Giuseppe Champossin et Augusto Tranquillo Boeri, coseigneurs de Puget-Rostang (25 août - 5 septembre 1786)
- l'investiture du fief de Valdeblore, avec le titre de comte, demandée par Giacinto Zaccaria Ribotti après le décès de son père (30 septembre - 4 novembre 1786)
- l'approbation des statuts de la confrérie des maîtres maçons sous le titre des Quatre-Saints-Couronnés, révisés en 1753 (8 septembre - 4 novembre 1786)
- la publication des manifestes interdisant la chasse et la pêche sur ses terres demandée par le comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia, les contestations de la communauté d'Aspremont, l'enregistrement de la convention établie à Torino (Turin) le 31 mars 1785 entre le patrimoine royal et le comte au sujet des droits du fief d'Aspremont et la nomination de gardes chargés de faire respecter les droits féodaux (8 juillet - 21 novembre 1786, 13 janvier - 5 février, 16 février, 23 février - 2 mars, 1er-11 mai 1787, 1er-5 décembre 1788)
- les modifications des statuts de la ville de Nice, autorisant le travail de nuit, demandées par les tonneliers de Nice (17 novembre - 9 décembre 1786)
- l'investiture du fief et juridiction de Clans, avec le titre de comte, en faveur de l'avocat Giovanni Giordana (28 juillet - 9 décembre 1786)
- la concession d'un terrain au pied du château, demandée par les religieuses du monastère Sainte-Claire de Nice, pour agrandir leur jardin, contenant en particulier un plan aquarellé de l'arpenteur Ghiotti représentant l'emplacement (3 novembre 1786 - 5 janvier 1787)
- l'approbation des bans champêtres du fief de Saint-André, demandée par le comte Charles François Thaon (5 novembre 1783 - 6 mars 1787)
- l'investiture d'une portion de la juridiction du fief de Châteauneuf en faveur de l'avocat Giovanni Giuseppe Saisi (12 décembre 1784 - 9 mars 1787)
- l'interdiction pour les habitants d'Aspremont d'introduire des farines moulues en dehors des moulins banaux, demandée par le comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia (16 février - 16 mars 1787)
- l'autorisation de prêter serment demeurant debout, la tête couverte, selon les rites hébraïques, demandée par l'université des juifs de Nice (20-24 mars 1787)
- l'approbation d'une affiche réglementant la chasse et la pêche sur les terres de Gilette demandée par le comte Carlo Francesco Cays (31 mars - 10 avril 1787)
- l'autorisation accordée à Bianca Maria Lombardi de Taggia, épouse du comte Cesare Tiberio Lascaris vassal de La Brigue, de jouir des biens de son mari après son décès, malgré son statut d'étrangère (17 avril - 11 mai 1787)
- la concession d'un site supplémentaire pour agrandir leur jardin demandée par les religieuses du second monastère de la Visitation, érigé à Nice sous le titre de Saint-François-de-Sales, contenant un plan aquarellé représentant la place Victor, la porte Pairolière, l'église et le couvent des Pères augustins et l'emplacement du monastère (5 juin 1787)
- la publication des statuts politiques et de bans champêtres de la communauté de Caravonica dans le marquisat du Maro (2 mars - 22 juin 1787)
- l'investiture du fief de Touët près de L'Escarène, avec titre de baron, en faveur de l'avocat Raffaele Milonis (4 juin - 6 octobre 1787)
- l'érection en marquisat du fief de Marie, anciennement comté, en faveur du comte Cesare Lovera, président en chef du sénat (28 août 1787 - 11 janvier 1788)
- l'interdiction pour le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Antonio Francesco de Lincel, commandeur de la commanderie de Nice, de concéder à des particuliers la permission de chasser sur les terres du fief de La Croix, demandée par le baron Pietro Francesco Augusto Corporandi d'Auvare, coseigneur du lieu (18 février 1788)
- l'approbation de quelques chapitres des statuts politiques et bans champêtres et l'attribution aux regardateurs de la compétence d'infliger des amendes aux contrevenants, demandée par la communauté de La Brigue (28 décembre 1787 - 15 février 1788)
- la nomination du prêtre Antonio Millo en qualité de chapelain du sénat (1er février - 12 avril 1788)
- la concession gratuite d'un site sur la place Victor, près de la douane, pour y construire des manufactures utilisant les pierres du château, demandée par le juif Giacobbe Treves de Torino (Turin), établi à Nice (22 janvier - 15 avril 1788)

- l'interdiction faite aux habitants d'Auvare de faire paître les troupeaux de chèvres sur certains terrains cités dans les bans champêtres, demandée par la communauté (11-19 avril 1788)
 - l'approbation de proclamations interdisant la chasse sur le territoire de son fief de Venanson demandée par le comte Pietro Ludovico Trinchieri (22-25 avril 1788)
 - la publication et l'approbation des bans champêtres de la communauté de Cesio dans le marquisat du Maro (22 janvier - 24 mai 1788)
 - l'investiture du fief et de la juridiction de Pigna, Buggio et Gordale, avec le titre de comte, en faveur de Claudio Cesare Martini Dosfraires (7 juin - 30 août 1788)
 - l'interdiction pour tout habitant de chasser et pêcher sur les territoires de la ville de Sospel ainsi que de Castellon et Moulinet, refusée en 1776 et réitérée par la ville (21 juin - 13 septembre 1788)
- 24/01/1786 - 05/12/1788

1 B 184

- « Interinzazioni osservatorie » (entérinements) en matière civile.- Transcriptions des édits des princes, des ordonnances du sénat, des remontrances et observations de l'avocat fiscal général, des statuts communaux, des délibérations des communautés et des suppliques des particuliers, (20 mars 1789 - 14 janvier 1792, 8 juin 1814), 1 registre, concernant :
- l'approbation d'une proclamation interdisant de chasser sur les terres de son fief de La Penne et Ciaudol demandée par Francesca Gabriella d'Authier veuve Durand (13-20 mars 1789, 8-31 mai 1790)
 - l'interdiction pour tout particulier non résidant sur le territoire de Levens de chasser et de pêcher demandée par la communauté (15-16 mai 1789)
 - l'approbation d'une convention conclue le 10 juin 1789 entre les deux communautés de Roquestéron, l'une sarde et l'autre française (7 septembre - 3 octobre 1789)
 - l'approbation des bans champêtres de la communauté de Terzero dans le comté de Prelà, partie du marquisat du Maro (3 octobre 1789 - 27 février 1790)
 - l'investiture d'une portion du fief et juridiction de Châteauneuf en faveur du sénateur préfet de Nice Gio. Antonio Botteri (18 septembre 1789 - 16 mars 1790)
 - les dispositions prises pour régler les différends existant entre la ville de Monaco et les habitants de La Turbie, à cause des dommages provoqués par les troupeaux des bergers (16-23 avril 1790)
 - l'autorisation accordée à Gioachino Gindre de Monaco d'acheter une parcelle de terrain située dans le quartier de « La Noix » de La Turbie, bien que près de la frontière (19 mars - 10 mai 1790)
 - l'approbation de chapitres supplémentaires des bans champêtres de la communauté de La Brigue et les contestations de certains habitants, dont ceux du hameau de Realdo (16 mars - 7 juin 1790)
 - l'investiture d'une portion du fief et juridiction de Châteauneuf, avec le titre de baron, en faveur de l'avocat Carlo Maurizio Fighiera (31 mai 1785 - 3 juillet 1790)
 - une nouvelle publication des statuts, formés en 1699, de la confrérie des maîtres tonneliers, érigée sous le titre de Saint-Julien dans l'église Saint-Jacques de Nice, afin de les faire respecter et l'interprétation des chapitres concernant le paiement d'une somme annuelle pour les compagnons travaillant pour des marchands (22 juin - 27 août 1790, 7-29 octobre 1791)
 - l'approbation des bans champêtres de la communauté de Pantasina dans le comté de Prelà (21 août - 17 novembre 1790)
 - une nouvelle approbation des statuts de la confrérie des maîtres meuniers érigée dans l'église Saint-Martin de Nice, sous le titre de Saint-Martin, afin de les faire respecter (17-20 décembre 1790)
 - l'approbation de chapitres supplémentaires aux bans champêtres demandée par la communauté de Cesio dans le marquisat du Maro (28 août 1790 - 1er février 1791)
 - l'approbation d'un règlement concernant le pâturage et notamment l'élevage des chèvres, demandée par la communauté de Ville San Pietro dans le marquisat du Maro (22-25 février, 3-15 juin 1791)
 - la révision de quelques chapitres des bans champêtres, demandée par la communauté de Torria (25 septembre 1790 - 18 mars 1791)
 - la concession de lettres de notoriété demandée par Bernardino Vermeil, Gioanna Lions et Gioanna Maria Buonafede épouse Vermeil de Gattières dans une affaire de succession (15-28 mars 1791)
 - l'autorisation accordée à l'avocat Giuseppe Capponi de Menton d'acheter des parcelles de terrain situées dans le quartier de Moneghetti de La Turbie (22 avril - 10 mai 1791)
 - l'investiture d'une portion du fief et juridiction de Sainte-Marguerite, en faveur du sénateur et comte de Belvédère Gio. Luigi Tommaso Raynardi (9-31 mai 1791)
 - l'investiture de la moitié du fief et juridiction de Cadenetta (Cainée), dans le comté de Nice, avec titre de baron, en faveur de Pietro Antonio Raibaudi de Saint-Martin-du-Var (15 février - 18 juin 1791)
 - l'autorisation accordée à Tommaso Gindre de Monaco d'acheter une pièce de terre située dans le quartier dit Cap d'Ail de La Turbie (20 mai - 16 juillet 1791)
 - l'autorisation accordée au comte Giuseppe Alessandro Thaon di Revel d'aliéner les biens situés sur les territoires de Castelvecchio, Pontedassio, Oneglia et Porto Maurizio (Port-Maurice), soumis à fidéi-commis en faveur de sa tante, la comtesse Agnese Gallean d'Ascros veuve Avogadro, contenant l'estimation de ces biens et l'arbre généalogique de Lazaro Gallean (21 mai - 6 août 1791)

- l'approbation des bans champêtres de la communauté de Testico dans la province d'Oneglia et les contestations de certains habitants de la vallée de Stellanello, possédant des biens sur le territoire de Testico (20 juin 1789 - 6 août 1791)
- l'investiture du fief et juridiction de Valbona dans la province de Voghera, avec titre de comte, en faveur d'avocat et substitut de l'avocat fiscal général Carlo Maria Guigliotti (12 août - 24 septembre 1791)
- la nomination du vassal et substitut de l'avocat fiscal général Carlo Anselmo Martini di Castelnuovo en qualité de sénateur (23 septembre - 15 octobre 1791)
- l'approbation des statuts politiques et bans champêtres de la communauté de Saint-Dalmas-le-Selvage (15 juin - 5 novembre 1791)
- les dispositions prises par le commissaire-juge de Loano concernant le métier de boulanger et la fabrication du pain (14 janvier 1792)
- les dispositions données par le secrétaire d'État pour l'intérieur à Martini di Castelnuovo pour le rétablissement et la composition du sénat (20 mai - 8 juin 1814)

20/03/1789 - 08/06/1814

1 B 185 - 204 : Entérinements en matière de frontières

- 1 B 185** Billets royaux originaux en matière de frontières, envoyés au sénat pour entérinement, (20 juillet 1736 - 21 décembre 1767), 1 registre, concernant :
- l'obligation pour les consuls de Saint-Laurent de demander l'autorisation royale pour installer des piquets, pour y accrocher la corde de la barque du Var et, en cas de refus, l'enlèvement desdits piquets (20 juillet 1736, 3 juin 1740)
 - des violences perpétrées par des soldats sardes du régiment de La Marine au préjudice d'habitants de Menton signalées par le chevalier Grimaldi de Monaco (29-31 juillet 1737)
 - la remise aux autorités sardes de Giacomo Antonio Cuggia, accusé d'un homicide à Tende et détenu dans les prisons de San Remo (30 novembre 1737)
 - violences et représailles, suivies de violation du territoire, entre les habitants de Carpasio et ceux de Glori dans la République de Genova (Gênes) (4 juillet, 29 août 1738)
 - une procédure criminelle à l'encontre des gardes champêtres de Castelfranco, coupables de vol de bétail à préjudice des habitants d'un hameau de Buggio (17 juillet 1738)
 - le paiement du trézain sur les revenus domaniaux demandé par le juge de Seborga et contesté par les Génois de Vallebona, possédant des biens sur le territoire de Seborga (6 février 1739, 20 mai 1740)
 - les doléances du chevalier Grimaldi sur l'intervention des « maestrali » de La Turbie, imposant à un tavernier monégasque, installé dans le quartier dit des moulins, d'utiliser leurs poids et mesures et l'ordre donné par le roi au sénat de rédiger un rapport sur tous les différends avec la principauté de Monaco et de le lui envoyer (9 septembre 1739, 16 mars 1759)
 - l'ordre donné au commandant d'Oneglia (Oneille) de ne plus permettre aux soldats de la République de Genova de transiter sur le territoire sarde (24 octobre 1739)
 - deux violations du territoire de Gattières, perpétrées par les agents des gabelles françaises (28 novembre 1739)
 - les instructions données à l'auditeur de Dolceacqua d'enquêter sur l'enlèvement des bornes de frontière entre Baiardo et Apricale (25 août - 3 décembre 1740)
 - des différends entre les habitants de Seborga et ceux de Vallebona au sujet de coupes d'arbres et de pâturages sur des terres de Seborga revendiquées par la République de Genova (16 mai - 21 juillet 1741, 6 juin, 8 octobre 1742, 31 août 1753, 22 janvier, 30 août 1754, 17 janvier 1755)
 - une violation du territoire sarde sur les bords de l'Estéron, près de Dosfraires, par des gardes des gabelles de France et au préjudice de particuliers du Broc (7 janvier 1743), sur le gros bras du Var, des Français ayant procédé à la coupe d'arbres sur les iscles (24 mai - 5 octobre 1743)
 - l'arrestation et l'expulsion, par des habitants de Sigale, d'un Provençal habitant depuis quelques mois à Puget (8 novembre 1743) et de particuliers de Cuébris, venus couper du bois dans le comté, (25 mars 1744)
 - la visite du prieuré de Roquebillière et de la commanderie de Lucéram par les visiteurs généraux de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ou de Malte (20 juillet - 6 septembre 1744, 11-25 août 1752)
 - l'admission d'Antoine Jullien en qualité de consul de France (30 mai 1749)
 - des procédures judiciaires à l'encontre de deux officiers de Vence, coupables d'avoir arrêté deux habitants de Carros à Gattières et du baile et podestat de Monaco, accusés d'avoir enlevé du bétail à un particulier de La Turbie (28 novembre 1749 - 9 janvier 1750)
 - l'admission d'Antonio San Pietro en qualité de consul d'Espagne (13 mars 1750)
 - l'enlèvement des bornes frontalières séparant le territoire de Seborga de la communauté des huit lieux de Bordighera (26 juin 1750, 21 novembre 1752)

- la destruction d'un signe de croix apposé par les Monégasques près de La Turbie pour marquer la frontière, demandée par le roi, tout le territoire jusqu'à la forteresse étant sous la juridiction sarde (19 juillet 1750)
- les admissions d'Onorato San Pietro en qualité de consul des Deux-Siciles, de Gio. Battista Bottini et de Giuseppe Peri en qualité de consuls de la Nation romaine, l'un à Nice et l'autre à Oneglia (Oneille) et de Pietro Gauberti en qualité de consul de l'ordre de Malte (14 août 1750 - 22 janvier 1751)
- l'arrestation à Pieve d'un habitant de Borgo Maro, sujet sarde, accusé de non-paiement de cens contracté avec un Génois (31 mars 1751)
- l'admission de Louis Cabanis, négociant en Languedoc, en qualité de consul du roi d'Angleterre (23 avril 1751)
- un procès à l'encontre d'habitants de Dolcedo, accusés de méfaits dans le comté de Prelà, territoire sarde (30 avril 1751)
- la reconnaissance des sites entre La Brigue et Triora pour l'installation de bornes selon une sentence arbitrale de 1670 (9 décembre 1751)
- la nomination par Antoine Jullien du sieur Paul Bouin de Paris, en qualité de vice-consul de la ville de Loano (16 octobre 1751)
- l'admission de Paolo Finocchio de Finale en qualité de consul de la République de Genova (Gênes) (24 mars 1752)
- l'attribution à la Chambre des comptes d'une affaire concernant la succession d'une dame de Como, décédée à Loano sans héritiers (19 mai 1752)
- la libération de Gio. Andrea Vacca de Borghetto, arrêté par des gardes d'Albenga près de Loano, demandée par le roi à la République de Genova (Gênes) (4 mai, 31 août - 28 décembre 1753)
- une enquête judiciaire à l'encontre d'un groupe de personnes de Porto Maurizio (Port-Maurice) ayant arrêté un capitaine de milices sur le territoire sarde (18 mai 1753)
- la protestation du roi de Sardaigne contre le capitaine de la felouque garde-côtes d'Antibes, ayant poursuivi en mer un caïque chargé de tabac, embarqué à Latte près de Ventimiglia (Vintimille) et voguant vers la Provence et tenté de s'en emparer descendant à Nice, sans l'autorisation de l'office de santé (1er juin 1753, 17 décembre 1754)
- une procédure criminelle à l'encontre de Génois, coupables de « grassazione » près de Molini di Prelà (3 août 1753)
- le refus d'admettre Nicolao Riccardi d'Oneglia en qualité de consul honoraire de Hollande à Oneglia (Oneille), cette ville n'ayant jamais accueilli des consuls étrangers (22 mars 1754)
- l'admonition du vassal Pietro Martini et la destruction des murets qu'il avait fait ériger dans le vallon séparant les territoires du Broc et Dosfraires, la cour de France ayant protesté auprès de l'ambassadeur sarde (9-14 octobre 1754)
- la protestation du roi de Sardaigne à la cour de France pour le passage de troupes françaises sur le territoire de Gattières et à la République de Genova (Gênes) pour celui de soldats corses près de Loano, sans demander la licence (25 avril - 4 juillet 1755)
- la publication à Genova d'une loi sur les étrangers décédant sur le territoire de la République et prévoyant la réciprocité en matière de succession (28 mai 1756)
- l'enquête judiciaire sur des désordres et violences entre des habitants de La Turbie et de Monaco et l'homicide d'un soldat français (5, 18-24 septembre 1756)
- l'admission d'Onorato Falchi de La Bollène en qualité de consul de la République de Genova (Gênes) et de la République de Raguse (10 septembre 1756, 28 avril 1758)
- l'accord donné par le roi de remettre au parlement d'Aix Susanne Philip de Riez, condamnée pour le crime d'empoisonnement et réfugiée à Nice (19 décembre 1757 - 3 mars 1758)
- des violations de territoire près de Saint-Martin-d'Entraunes par la brigade de Digne (29 décembre 1758)
- la rémission de prisonniers au milieu du gros bras du Var, marquant la séparation entre les deux États (8 janvier, 8-9 mars 1759)
- la confiscation de bétail, se trouvant sur le territoire de Seborga, par des gardes champêtres de Colla de San Remo (5 février 1759)
- l'arrestation d'un sujet sarde, habitant près de Loano, par le podestat génois de Pietra (11 mai 1759)
- l'extradition de Pierre Garnier, accusé d'homicide et réfugié à Nice, demandée par le parlement d'Aix et concédée par le sénat (16 février 1759)
- l'établissement de postes de garde là où, entre 1720 et 1723, il y avait les barrières sanitaires, pour marquer les frontières entre les États sardes et Monaco (13 juillet 1759)
- le déracinement d'arbres, l'incendie de foin et le piétinement des cultures perpétrés par des Génois sur les territoires de Bardineto et de Balestrino (2 novembre 1759)
- la destruction d'un chemin réalisé par des particuliers de Castelfranco sur le territoire de Pigna, ordonnée par le roi (1er février 1760)
- la communication des archives du sénat au baron Foncet de Montaille, envoyé par le roi dans le comté pour établir la nouvelle frontière en accord avec le commissaire du roi de France (18 avril 1760)

- l'admission de Stefano Dayderi, en qualité de consul de l'ordre de Malte, en remplacement de Pietro Gauberti (2 mai 1760)
- la transmission au sénat du traité signé le 24 mars 1760 entre le royaume de Sardaigne et le royaume de France sur la délimitation de la frontière (25 juillet 1760)
- l'organisation de la justice dans la ville de Guillaumes et les terres rattachées en vertu du traité du 24 mars 1760 (26 août 1760, 27 mai 1763)
- la publication, par manifeste du sénat, des dispositions du traité du 24 mars 1760 concernant la suppression du droit d'aubaine et les matières contractuelles et judiciaires (9 janvier 1761)
- la libération d'un Génois, réfugié à Valloria, et porté de force par des bandits génois à Dolcedo et ensuite dans les prisons de Porto Maurizio (Port-Maurice), demandée par le roi (20 février 1761)
- la transmission au sénat de la convention conclue les 18 et 24 novembre 1760, entre le roi de Sardaigne et le prince de Monaco, au sujet de la délimitation de leurs États (6 mars 1761)
- la désignation d'un expert pour établir une carte du fleuve Var et parvenir à un règlement pour la conservation des rivages (19 mars 1761)
- l'approbation du règlement des eaux conclu entre la communauté de La Turbie et Monaco (26 mars 1761)
- le choix de l'emplacement de la barque pour le passage des voyageurs, près du bord du Var, de concert entre le maire de Saint-Laurent et les consuls de Nice (30 avril 1761)
- les travaux de réparation des rivages du Var par l'architecte Michaud et le règlement pour la conservation desdits rivages (5-8 mai 1761, 29 janvier - 31 mars 1762)
- l'homicide à Cap d'Ail, sur le territoire de La Turbie, d'un soldat du régiment français stationné à Monaco (22 mai 1761)
- la prise, par des galères de France et en face de Saint-Laurent d'Èze, de cinq radeaux, battant pavillon sarde et transportant du bois vendu par le négociant Giuseppe Antonio Ongran (Hongran) à un négociant de Genova (Gênes), et ensuite conduits jusqu'à Antibes et l'arrestation du négociant Hongran, soupçonné de connivence (9 octobre - 1er décembre 1761)
- l'admission de John Buchland en qualité de vice-consul d'Angleterre (2 avril 1762)
- la confiscation de bétail sur le territoire de Garlenda par des Génois de Villanuova (16 avril 1762)
- l'extradition d'un Provençal, condamné à mort pour un homicide commis à Marseille, demandée par le parlement d'Aix et accordée (23 avril 1762)
- l'enlèvement d'une borne séparant le village de Lavina, dans le marquisat du Maro, de celui de Calderara dans la République de Genova (Gênes), existant depuis une sentence arbitrale du 27 mai 1485 (30 avril - 28 mai 1762)
- le refus d'admettre Carlo Vincenzo Calzamiglia, d'Oneglia, en qualité de consul de la Nation romaine dans ladite ville (7 septembre 1762)
- la protestation du président du sénat au gouverneur de Monaco concernant l'ordre donné par le commandant de Menton aux soldats de justice, accompagnant le sénateur Trinchieri en route pour tenir les assises à Oneglia, de déposer leurs armes dans le corps de garde jusqu'à leur retour, Menton et Roquebrune étant des fiefs relevant de la souveraineté sarde (10 décembre 1762)
- la transmission au sénat des plans marqués des lettres E et F, représentant les cartes géométriques depuis le confluent du ruisseau du Riolan jusqu'à Barcelonnette et du Riolan à la mer du 29 mai 1760 et l'extrait du procès-verbal de plantement de bornes, pour le ressort du sénat de Nice, par Antoine Durieu et François Potain du 11 août 1762, contenant également le procès-verbal définitif de la limitation convenue lors du traité du 24 mars 1760 (11 décembre 1762)
- la transmission de la carte, avec l'emplacement des bornes, établie par l'ingénieur Durieu et du procès-verbal de délimitation de la frontière avec la principauté de Monaco (11 décembre 1762) (carte manquant)
- la libération de Giuseppe Pesante, auteur d'un homicide involontaire sur le port Lympia à Nice et arrêté à Menton sur la requête de l'avocat fiscal Dabray (21 janvier 1763)
- le refus d'admettre Giacomo Vernet en qualité de vice-consul d'Angleterre à Oneglia (Oneille) (27 mai 1763, 23 janvier 1764)
- la restitution d'un Français, poursuivi par la justice de France et arrêté sur gros bras du Var, en territoire sarde, demandée au parlement de Provence (15 juillet 1763)
- l'extradition d'un Français, inculpé d'homicide par le juge du Bar et réfugié dans le comté, demandée par le parlement de Provence (20 janvier 1764)
- l'interdiction pour les étrangers d'acquérir ou louer des biens situés à proximité des frontières sardes (12 mars - 2 avril 1764, 2-21 décembre 1767)
- le rétablissement des bornes séparant les territoires sardes de Pigna et de La Brigue de ceux de Castel-franco et Triora (1er juin 1764)
- la confiscation provisoire de bétail, appartenant à des habitants d'Aiglun et pâturant sur le territoire de Sigale, par des particuliers de Sigale, s'agissant d'un site réservé aux habitants de Sigale par les statuts de ladite communauté en vigueur avant le traité de 1760 (22 juin 1764)
- l'admission de Carlo Agostino Giorni en qualité de consul de la République de Genova (22 juin 1764)

- le refus d'admettre Jean-Baptiste André de Marseille en qualité de consul de la Nation romaine à Oneglia (6 juillet 1764)
- la restitution des archives des communautés de Cenesi, Balestrino, Garlenda et Arnasco, transportées ailleurs par le marquis Ottaviano Tommaso Costa Del Carretto, exigée par le sénat et l'expulsion de deux ecclésiastiques, émissaires du marquis (21-25 septembre 1764)
- la nullité d'une citation envoyée par les autorités de Porto Maurizio à des habitants d'Oneglia (5-20 octobre 1764)
- l'admission de Gio. Battista Feraudi en qualité de consul de Raguse à Nice (11 décembre 1764)
- la publication d'une convention conclue à Vienne le 31 août 1763 réglant les questions relatives aux successions pour les sujets sardes et impériaux, contenant la convention en latin (30 janvier - 9 février 1765)
- la construction d'une chapelle, sous le titre de la Décollation de Saint-Jean-Baptiste et des Saints-Laurent-Giustiniani-et-Pierre-d'Alcantara, autorisée par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) sur le territoire de Saorge, demandée par le notaire Giambattista Bottone (13 février 1765)
- les différends entre, d'une part, les habitants de Cosio et Mendatica et, d'autre part, ceux de Montegrosso (19 avril 1765)
- une protestation adressée au commandant de la Provence au sujet de trois employés des fermes de Gattières ayant passé le Var pour poursuivre des paysans et des mules chargées d'huile (9-17 mai 1766)
- la destruction des réparations faites par les Génois de la route reliant Diano à Oneglia (25 octobre 1765)
- confiscation de bétail et repréailles entre les habitants sardes de Balestrino et Carpe et les Génois de Zuccarello (29 novembre 1765 - 22 janvier 1766)
- la coupe d'arbres d'un bois situé sur le territoire de Bardineto par des habitants de Calizzano qui en revendiquent la propriété (16 janvier - 9 février 1767)
- la punition d'un Génois accusé de vol et de cinq femmes, accusées de mener vie malhonnête, par le commandant de la ville, contestée par le sénat, les peines étant excessives et la connaissance des deux affaires revenant à la justice (25 février 1767)

20/07/1736 - 21/12/1767

1 B 186

- Billets royaux originaux en matière de frontières, envoyés au sénat pour entérinement, (15 avril 1768 - 5 janvier 1781), 1 liasse, concernant :
- le rétablissement des bornes séparant les territoires de Pigna et de Castelfranco et celui de Breil et de Penna (Pienne) (15 avril 1768, 7 mai, 12 octobre 1770)
 - le paiement de pénalités pour les troupeaux des particuliers de Penna (Pienne) allant paître sur le territoire de Sospel (1er juillet 1768)
 - une violation de juridiction commise par des particuliers de Cosio à l'encontre de Montegrosso (21 octobre - 30 novembre 1768)
 - le refus d'entériner un édit de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) prévoyant l'excommunication pour les débiteurs du mont de piété de Tende et l'interdit pour les administrateurs des œuvres pies (9 octobre 1768)
 - la nullité des actes de mesure et expertise du territoire d'Andora, exécutés par le juge génois de ce lieu, au préjudice de la vallée de Stellanello, sous domination sarde, affirmée par le roi (21 juillet 1769)
 - le rétablissement d'une borne entre la communauté de Perinaldo et celle de Colla, près de San Remo, dans la République de Genova (Gênes) (8 août 1769, 20 septembre 1771, 29 novembre 1776, 22 septembre 1780)
 - les admissions de Nathaniel Davison en qualité de consul d'Angleterre à Nice (22 septembre 1769) et de Pierre Le Seurre, de Craon, en qualité de consul de France à Nice (13 octobre - 8 novembre 1769, 19 mars 1770)
 - la libération du baron Ricci des Ferres, substitut de l'avocat des pauvres, arrêté sur ordre du commandant pour avoir fait transiter les immondices, en qualité de regardateur de la ville, à proximité de son palais, demandée par le roi (20 mai 1770)
 - les nominations d'Isacco Vernet, par le consul anglais Davison, en qualité de vice-consul d'Angleterre à Oneglia (Oneille) et de Jean-Baptiste André et Paolo Foresta, par le consul français Le Seurre, en qualité de vice-consuls à Oneglia et à Villefranche et le refus d'admettre Charles Gautier, nommé par le consul de France, au port Lympia à Nice (28 septembre 1770)
 - l'extradition de François Manuel originaire d'Isle dans le comtat venaisien et de son épouse, accusés de l'homicide du baron de La Forestie et réfugiés à Nice, demandée par le parlement de Provence (8 mars 1771)
 - le rétablissement des bornes séparant le territoire des communautés de Vasia de celui de Dolcedo (22 mars 1771)
 - le refus d'extrader Louis Martel de Brignoles, arrêté à Nice à l'instigation du parlement de Provence et passible de la peine de mort pour le crime de vol avec effraction, opposé par le sénat, eu égard au crime non susceptible d'une telle peine dans les États sardes (19 avril 1771)

- l'admission du négociant Jean Vierne de Nîmes en qualité de consul de Prusse à Nice (26 avril 1771)
- le rétablissement des bornes séparant les territoires de Bardinetto et de Calizzano (13 janvier 1772, 26 mars 1773)
- l'admission d'Ambrogio Dayderi en qualité de consul de Hollande à Nice et dans la principauté d'Oneglia (Oneille) (30 octobre 1772)
- la convention entre le roi de Sardaigne, représenté par Giuseppe Maria Vincenzo Lascaris Castellar et l'Électeur de Bavière, prévoyant la réciprocité pour leurs sujets en matière de succession (3 septembre - 19 décembre 1772)
- une procédure judiciaire à l'encontre d'habitants de Colla, accusés de couper des bois sur le territoire de Seborga (5 avril 1773)
- l'admission de Luigi Riccardi en qualité de vice-consul d'Angleterre à Oneglia (15 octobre 1773)
- une procédure judiciaire à l'encontre de particuliers de Pigna, accusés d'avoir agressé Andrea Pallanca de Bordighera, soupçonné de l'homicide de sa femme (uxoricide) et réfugié à Pigna, pour le livrer à la justice génoise (23 décembre 1773)
- la saisie de bétail par des Génois de Mendatica au préjudice de particuliers de Montegrosso (2 août 1774)
- l'admission d'Antonio Ighina de Genova (Gênes), habitant à Nice, pour exercer les fonctions de consul d'Angleterre en l'absence du titulaire, Nathaniel Davison (11 novembre 1774)
- le rétablissement de bornes situées sur les territoires de Castelfranco et de Dolceacqua (28 mai, 7 novembre 1775)
- l'admission de Gabriel Isaac Veillon, de Berne, en qualité de consul du Danemark à Nice (21 novembre 1775) et de Giovanni Tiragallo en qualité de vice-consul du même pays à Oneglia (Oneille) (16 février 1776)
- la notification au commandant de Provence du passage de troupes françaises par Roquestéron, territoire sarde, pour se rendre en France (17 mai 1776, 9 octobre 1778)
- l'extradition d'Antonio Viale de Ventimiglia (Vintimille), accusé de vol d'objets du culte dans l'église Saint-Pancrace de ladite ville, demandée par la justice de la République de Genova (Gênes), contenant également le dossier de procédure devant le préfet de Nice, Viale étant accusé également de vente de ces objets sur le sol sarde (14 février 1777)
- l'extradition de plusieurs Français, accusés de « grassazione » avec homicide, demandée par le parlement de Provence (8 avril 1777)
- l'admission d'Antonio Gaspare De Foresta, en qualité de vice-consul de France à Villefranche, nommé par le consul Le Seurre (30 mai 1777)
- le rétablissement des bornes séparant les territoires entre Dolceacqua et Camporosso (4 juillet 1777) et de celles situées sur le territoire de Puget, conformément au procès-verbal de délimitation du 4 octobre 1761 (15 mai 1778)
- le nouveau règlement pour la conservation des rivages du Var, contenant également la transcription du manifeste du sénat (21 juillet - 1er août 1778)
- le transfert des bornes sarde et française, situées sur la frontière du Var, près de Puget, à cause des crues du fleuve (18 décembre 1778)
- l'extradition d'Antoine Focard de Grasse, accusé de « grassazione » avec homicide et réfugié à Sigale, demandée par le parlement de Provence (29 décembre 1778)
- l'admission de François Vierne, consul de Prusse, en qualité de procureur général du consul de Danemark lors de ses absences (16 avril 1779)
- l'extradition d'Antoine Roux, accusé de vol d'objets de culte dans la cathédrale de Grasse et de son épouse, accusée de complicité, demandée par le parlement de Provence (17 septembre 1779)
- l'extradition d'Honoré Imbert de la ville de Moustiers, réfugié à Puget-Théniers, accusé d'empoisonnement et condamné à la peine de la roue, demandée par le parlement de Provence (9 juin 1780), de Louis Lions, accusé d'homicide près d'Entrevaux (7 juillet 1780), de Louis Carlavande de Cipières, accusé d'homicide et condamné à la peine de la roue (22 décembre 1780) et d'Honoré Latil de Lorgues en Provence, accusé de « grassazione » et condamné à la peine de mort (5 janvier 1781)

15/04/1768 - 05/01/1781

1 B 187

Billets royaux originaux en matière de frontières, envoyés au sénat pour entérinement, (6 juillet 1781 - 20 janvier 1792), 1 liasse, concernant :

- la réparation des bornes séparant le territoire sarde de Garlanda de ceux génois de Villanuova, Ortovero, Andora et Ligo (6 juillet 1781, 11 décembre 1787)
- l'intervention des gardes des Fermes de France au-delà du gros bras du Var pour arrêter deux hommes transportant du vin n'ayant pas payé les droits de foraine à Saint-Laurent, notifiée au commandant Thaon di Revel pour en informer le commandant de la Provence, contenant également le dossier de procédure et l'acquit de paiement délivré par le bureau des Fermes (2 juin - 17 juillet 1781)
- le rétablissement des bornes séparant le territoire sarde de Seborga de celui génois de Colla de San Remo (4 septembre 1781, 4 janvier 1782, 1er avril 1790)

- l'admission de Angelo Maria De Negri de Villefranche en qualité de consul du Grand-duché de Toscane dans le comté de Nice (26 octobre 1781) et de Gioachino De Andreis en qualité de consul impérial (30 novembre 1781)
- l'extradition de Jean Joseph Olivier, de Valréas dans le comtat Venaissin, accusé de l'homicide sa femme (uxoricide), demandée par la vice-délégation d'Avignon, contenant le cachet à sec du protonotaire apostolique (27 novembre - 3 décembre 1781)
- l'admission du négociant François Vierne en qualité de consul de Suède à Nice (1er mars 1782), de Vincenzo Ambrogio Berardi en qualité de vice-consul de la République de Raguse à Oneglia (Oneille) (22 mars 1782) et de Stefano Berio en qualité de vice-consul impérial à Oneglia (21 mai 1782)
- le rétablissement et la réparation des bornes séparant le territoire sarde de Pigna de celui génois de Castelfranco et Triora (27 septembre 1782, 31 octobre 1783, 6 octobre 1786, 4 décembre 1789)
- l'arrestation par des gardes génois de deux habitants de Bardinetto, accusés de faire du charbon sur une terre revendiquée par la communauté génoise de Calizzano (31 janvier 1783)
- la publication d'une convention conclue le 27 novembre 1782, entre le roi de Sardaigne et le roi d'Espagne concernant la réciprocité en matière de successions (4-17 avril 1783)
- une procédure judiciaire à l'encontre de soldats génois coupables d'avoir arrêté sur le territoire sarde de Borgo d'Oneglia un habitant de Sant'Agata (15 avril 1783)
- la propriété d'un bois, revenant à la communauté de Montegrosso en vertu de partages de 1563 et 1598, sur lequel les habitants de Cosio avancent des droits, Montegrosso, Cosio et Mendatica constituant jadis une seule châteltenie (9 mai 1783)
- la destruction d'un bois, appartenant à Seborga, par des habitants de Colla de San Remo (25 juillet 1783)
- le rétablissement de bornes séparant les territoires sardes de La Brigue et de Carpasio de celui de Triora (1er-8 août, 31 octobre 1783)
- la libération d'une femme génoise, emprisonnée pour vols à Pietra, dans la République de Genova (Gênes), évadée et réfugiée à Loano et ensuite reconduite de force par des Génois à Pietra, demandée par le sénat à la République (11 septembre 1783)
- le rétablissement des bornes séparant le territoire de Sospel de celui génois de Penna (Piene) (30 janvier 1784, 30 avril 1790)
- une procédure judiciaire à l'encontre de Génois de Casanuova et de soldats de la République au service du comte della Lingueglia, feudataire de Casanuova, accusés d'avoir tenté de tuer des bandits de Casanuova, réfugiés à Testico dans la principauté d'Oneglia (Oneille), des contentieux les opposant au feudataire (3 février 1784)
- la publication d'une convention, conclue le 26 février 1784 entre le roi de Sardaigne et la République de Genova (Gênes), pour l'arrestation et le transfert réciproque des bandits (5-15 mars 1784)
- l'admission de Luca Valsamacchi en qualité de consul de Russie dans le comté de Nice (23 avril 1784)
- l'extradition de Giovanni Angelo Oddo de Triora, accusé de vols et arrêté à Sospel, demandée par le podestat de Triora en vertu de la convention signée (14 mai 1784)
- la libération d'un Génois, arrêté à Upega, hameau de La Brigue, par des Génois et transféré de force à Triora, demandée par le sénat à la République (1er octobre 1784)
- des violences exercées par Gio. Stefano Cazzolini de Villa d'Arveglio près d'Albenga à l'encontre des particuliers sardes d'Arnasco (5 novembre 1784)
- la propriété d'une châtaigneraie, achetée par un habitant de Montegrosso et située sur le territoire de cette communauté, contestée par les consuls génois de Cosio (21 décembre 1784)
- le rétablissement et la réparation des bornes séparant les territoires sardes de Balestrino, Carpe et Garlanda de ceux de la République de Genova (Gênes) et la propriété de pâturages et bois (26 juillet 1785, 11 août - 25 novembre, 8 décembre 1786)
- la démolition d'une digue construite sur les territoires limitrophes des communautés de Balestrino et Zuccarello pour dévier les eaux du « ritano delle pendie » (26 août 1785)
- l'admission de Vincenzo Musenga en qualité de consul de Napoli (Naples) à Nice, en remplacement du comte Onorato San Pietro di Nieubourg, décédé (30 août 1785)
- le rétablissement des bornes séparant les territoires de Baiardo de celui d'Apricale (4 novembre 1785, 29 décembre 1786)
- la notification au commandant de la Provence de l'entrée sur le territoire sarde de Roquestéron de plusieurs gardes des Fermes de France (23 décembre 1785)
- la violation de la juridiction sarde par des habitants génois de Cosio entrés sur le territoire de Montegrosso (20 janvier 1786)
- l'extradition de François Trestour de Vence, condamné à mort pour « grassazione » et détenu à Nice, demandée par le parlement d'Aix, contenant la procédure devant la sénéchaussée de Grasse et la requête de la Grand'chambre d'Aix (28 mars 1786)
- le rétablissement de bornes séparant le territoire sarde de Vasia dans le comté de Prelà de celui génois de Dolcedo (7 avril 1786)

- l'admission du négociant Teodoro Barnato en qualité de vice-consul de Toscane à Oneglia (Oneille) (14 avril 1786) et du comte Antonio Coreilli, lieutenant de la flotte russe, en qualité de consul de Russie à Nice (28 juillet 1786)
- le rétablissement des bornes séparant le territoire sarde de Perinaldo de celui génois de Colla (27 octobre 1786, 24 août 1792), de Stellanello de celui génois d'Andora (12 décembre 1786, 17 juillet 1787), de Lavina de celui génois de Calderara (29 décembre 1786, 21 décembre 1787, 1er février 1788)
- une procédure criminelle à l'encontre des consuls de Cosio, coupables d'avoir affermé une maison à un habitant de Cosio, pour y tenir une auberge, et des pâturages appartenant à Montegrosso (23 février 1787)
- l'admission d'Etienne Dulac en qualité de vice-consul de France à Oneglia (Oneille) (20 juillet 1787), de Nathaniel Greu en qualité de consul d'Angleterre à Nice, vacant par le décès de John Birkbek (18 septembre 1787), d'Antonio De Claviso en qualité de consul de Napoli (Naples) à Nice (21 septembre 1787)
- la publication de la convention conclue entre le roi de Sardaigne et le roi du Portugal concernant la réciprocité en matière de successions (manque la convention) (21 décembre 1787)
- l'admission du négociant Gio. Battista Liprandi et de Gio. Battista Riccardi en qualité de consul de Hollande à Nice et de vice-consul de la République de Genova (Gênes) à Oneglia (Oneille) (25 avril 1788)
- la coupe d'arbres et de foin effectuée par des Génois sur les territoires de Balestrino (9 mai 1788)
- le rétablissement des bornes situées sur les territoires de Bardinetto, près de Toirano (23 mai, 8 août 1788) et de celles séparant Sainte-Agnès de Menton (11 juillet 1788, 2 mars 1789, 3 septembre 1790)
- l'admission de Paolo San Pietro en qualité de consul d'Espagne à Nice (18 juillet 1788)
- la désignation de l'avocat Antonio Maria Decani en qualité de commissaire particulier des confins pour les territoires compris dans le département de Lavina (30 septembre 1788)
- l'admission de Gio. Battista Riccardi et de Giovanni Demeva en qualité de vice-consuls d'Espagne et de Hollande à Oneglia (26 décembre 1788)
- l'admission de Felice Antonio Maccaglio en qualité de vice-consul d'Espagne à Loano, refusée en décembre 1788 (23 janvier 1789), de Felice Gio. Battista Giorni en qualité de consul de la République de Genova (Gênes) à Nice (6 février 1789)
- le défrichement d'un terrain inculte appartenant à la communauté sarde de Lavina effectué par des Génois de Calderara (24 juillet 1789)
- la restitution de Francesco Meïnero, auteur d'un homicide à Zuccarello, réfugié à Cenesi et ramené de force à Zuccarello par des Génois, demandée à la République de Genova (1er avril 1790)
- le rétablissement de bornes séparant les territoires sarde de Dolceacqua et génois de Camporosso (23 juillet 1790), de Gorbio et de Roquebrune (3 septembre 1790), de Nasino et Arnasco de ceux génois de Zuccarello, Erli, Castelbianco, Curenna, Onzo, Cenova, Aquila, Bacceliga, Vendone et Bastia (octobre 1790)
- le rétablissement de bornes séparant le territoire sarde de Cenova de celui génois d'Acquatico (24 décembre 1790)
- l'admission d'Andrea Bottini en qualité de collaborateur de son père, consul de la Nation romaine à Nice, désormais âgé (28 janvier 1791)
- l'admission de Gerolamo Mongiardini en qualité de consul intérimaire du roi de Napoli (Napoli) (11 février 1791) et de Francesco Lauro ainsi que de Carlo Porro en qualité de vice-consuls du même roi à Villefranche et à Loano (18 février - 1er mars 1791)
- la publication de la convention renouvelée entre la République de Genova (Gênes) et le roi de Sardaigne concernant l'arrestation réciproque et l'extradition des bandits (6 mai - 23 juillet 1791)
- l'admission de Vincenzo Cotino en qualité de consul du roi de Napoli (Naples), le titulaire, Antonio De Claviso, étant décédé (2 septembre 1791)
- des violences commises sur des déserteurs, près de La Turbie, par des soldats des régiments des chasseurs de Provence et du Maine, en garnison à Monaco (20 janvier, 13 juillet 1792)
- l'admission d'Angelo Maria De Negri en qualité de consul impérial à Villefranche, de Paolo Pegollo en qualité de vice-consul de la Nation romaine à Loano, de Michel Blanc de Marseille en qualité de vice-consul d'Espagne à Nice mais uniquement en l'absence du titulaire, Paolo San Pietro (2 mars - 18 mai 1792)
- la condamnation à deux mois de prison pour deux soldats des douanes, Vittorio Quirico et Francesco Cepollina, accusés par le consul français de violation du territoire, sur le Var, ayant tenté d'arrêter Giacomo Raffaelis du Broc en train d'exporter de la viande sans l'autorisation des douanes (15 juin 1792)

06/07/1781 - 20/01/1792

1 B 188

- « Interinzioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres (5 octobre 1725 - 8 octobre 1735), 1 registre

05/10/1725 - 08/10/1735

- 1 B 189** - « Interinazioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres (16 juillet 1736 - 29 août 1758), 1 registre
16/07/1736 - 29/08/1758
- 1 B 190** - « Interinazioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres (11 septembre 1758 - 15 mai 1762), 1 registre
11/09/1758 - 15/05/1762
- 1 B 191** - « Interinazioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres (15 mai 1762 - 22 février 1767), 1 registre
15/05/1762 - 22/02/1767
- 1 B 192** - « Interinazioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres (3 mars 1767 - 5 octobre 1779), 1 registre
03/03/1767 - 05/10/1779
- 1 B 193** - « Interinazioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres, contenant également une remontrance de l'avocat fiscal général et un décret du sénat concernant les réparations des rivages du Var du 6 octobre 1781 (11 octobre 1779 - 9 juillet 1785), 1 registre et 1 cahier
11/10/1779 - 09/07/1785
- 1 B 194** - « Interinazioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres (16 juillet 1785 - 23 juillet 1791), 1 registre
16/07/1785 - 23/07/1791
- 1 B 195** - « Interinazioni » (entérinements) en matière de frontières.- Transcriptions des billets royaux, des représentations et des lettres du sénat et de la correspondance des ministres (27 juillet 1791 - 2 décembre 1793, 3 octobre - 16 décembre 1814), 1 registre
27/07/1791 - 16/12/1814
- 1 B 196** Frontière avec le royaume de France sur le fleuve Var :
- Informations prises par le sénateur di Santa Margherita, assisté par le procureur fiscal général Bartolomeo Genoïno, au sujet de la délimitation de la juridiction entre les États de Savoie et le royaume de France : procès-verbaux d'audition de particuliers attestant les usages pratiqués (15 novembre - 4 décembre 1698), 1 cahier
- Projet de construction d'une digue susceptible de protéger le village de Saint-Laurent des eaux du Var, présenté par Léonard Durieu, receveur des fermes du roi de France, au président du sénat : rapports de l'architecte Francesco Michaud et du commandeur De Vincenti (25 août - 3 octobre 1766), 1 cahier
- Enquête menée par le juge de Guillaumes, sur délégation du sénat, au sujet de l'entrée dans les communautés de Sigale et Roquestéron, territoire sarde, d'un groupe armé de douze gardes des gabelles, au service des fermiers généraux de France, venant d'Entrevaux, pour se rendre dans la partie du territoire cédée au roi de France par le traité de 1760 : procès verbaux d'audition de témoins, correspondance, remontrance de l'avocat fiscal général (29 août - 17 septembre 1778), 1 cahier
- Rétablissement des bornes frontalières sur la montagne dite « col de champ » près de Saint-Martin-d'Entraunes : remontrance de l'avocat fiscal général, décret du sénat, procès-verbaux de visite (26 août 1788 - 24 août 1790), 1 cahier
15/11/1698 - 24/08/1790
- 1 B 197** Frontière avec la principauté de Monaco :

- Menton et Roquebrune.- Investiture des fiefs de Menton et de Roquebrune accordée par le roi Victor Amédée II au prince Antoine Grimaldi de Monaco, représenté par Jean Henri Lombard de Gourdon, ancien président du sénat de Nice, réclamée par le prince de Savoie lors du traité de Utrecht et reconnue par la sentence arbitrale rendue par le roi de France et la reine de Grande Bretagne du 21 juin 1714 : copies de la sentence et des requêtes du prince de Monaco (21 juin 1714 - 27 juillet 1716), 1 cahier
- Sainte-Agnès. - Enquête confiée au juge de Sainte-Agnès au sujet de l'introduction de particuliers de Menton dans le bois dit « Piano dell'Agnella » sur le territoire de Sainte-Agnès, prétendant qu'il faisait partie du territoire de Menton : remontrance de l'avocat fiscal général, procès-verbaux d'audition de témoins, décrets du sénat, plan manuscrit représentant l'emplacement du bois (4 juillet 1780 - 8 juin 1782), 1 cahier
- La Turbie.- Informations recueillies par des délégués du sénat sur l'élargissement de la route en direction de Monaco, traversant le quartier de Saint-Roman, appartenant à Giulio Cesare Terrazzani, baron de Berre, au préjudice de la juridiction du roi de Sardaigne, effectué par des particuliers et soldats de Monaco, sur la violation de la juridiction sarde perpétrée par des officiers français, stationnés à Monaco, accusés de s'être rendus armés à La Turbie pour y chercher des déserteurs, sur l'utilisation abusive des eaux desservant les moulins de La Turbie, sur un vol de récolte et sur une confiscation de bétail : procès-verbaux d'audition de témoins, correspondance, décrets du sénat (17 juin 1721 - 10 janvier 1725), 6 cahiers
- La Turbie.- Récapitulatifs des pièces existant dans les archives du sénat concernant les différends territoriaux entre La Turbie et Monaco depuis 1690 jusqu'à 1739 (21 mars 1740), 3 cahiers
- La Turbie.- Procès-verbaux d'installation des bornes séparant le territoire de La Turbie de celui de Monaco en exécution des déclarations du roi de Sardaigne et du prince de Monaco des 18 et 24 novembre 1760 (20 novembre 1761 - 1er décembre 1762), 2 cahiers
- La Turbie.- Informations recueillies par le baile de La Turbie, sur délégation du sénat, sur les acquisitions de terrains situés sur le territoire sarde, à moins de deux milles de la frontière avec la principauté de Monaco, effectuées par des Monégasques en dépit des interdictions des Royales Constitutions : copies d'actes notariés, représentation de l'avocat fiscal général Jacquier, procès-verbal d'audition des témoins, décret du sénat (3 février - 21 mars 1767)

21/06/1714 - 21/03/1767

1 B 198

Frontière avec la République de Genova (Gênes) :

- Apricale.- Violation du territoire sarde par deux gardes champêtres de la communauté génoise de Baiardo et confiscation de bétail : procès-verbal d'audition des témoins, correspondance, sentence et lettres de « commessione » du sénat (26 septembre 1736 - 26 avril 1737, 2 mars 1741), 1 cahier et 1 pièce
- Balestrino.- Enlèvement et rétablissement des bornes frontalières situées entre la communauté sarde de Balestrino et celle génoise de Toirano, dans le lieu dit « Costafrontero » : remontrance de l'avocat fiscal général, procès-verbaux de visite des lieux et d'audition des témoins, correspondance (3 août 1785 - 17 janvier 1786), 2 cahiers
- Balestrino.- Démolition d'une digue située dans le quartier dit « Rittano delle pendie » en accord avec la communauté génoise de Zuccarello : correspondance, procès-verbaux de visite (9 novembre 1785 - 8 avril 1786), 1 cahier
- Bardineto.- Rétablissement des bornes frontalières enlevées dans les lieux de Bormida, Ritan del Gambaro, Zotta di Manara et Tovo della fontana di Montegrosso, près des confins avec les marquisats de Zuccarello et de Finale et coupe d'hêtres dans le bois dit « L'Aquetta » par des particuliers de Calizzano : procès-verbaux de pose, correspondance, remontrances de l'avocat fiscal général et lettres de « commessione » du sénat (23 novembre 1787- 21 février 1788, 26 mai - 4 novembre 1788), 2 cahiers
- Bestagno.- Procès-verbaux de visite des territoires frontaliers de la communauté (8 juin 1759 - 1er décembre 1790), 1 cahier
- La Brigue.- Violences exercées à l'encontre d'un berger brigasque par des particuliers de Triora et confiscation de son bétail se trouvant dans un bois indivis : correspondance, procès-verbal d'audition de la victime (9 mai 1728), 1 cahier
- La Brigue.- Enquête sur une prétendue violation du territoire génois, sur des menaces et sur un vol de comestibles perpétrés sur l'alpe de Tanarel, près de Triora, par des soldats sardes, stationnés à La Brigue : remontrance de l'avocat fiscal général, copies de la correspondance envoyée par l'ambassadeur sarde à Genova (Gênes) et par le ministre Saint-Laurent, ainsi que des conventions du 15 février 1250, du 9 décembre 1342, du 28 juin 1435 et du 19 mai 1498, procès-verbaux d'audition des témoins (11 septembre - 11 octobre 1751), 2 cahiers
- La Brigue.- Procès-verbaux de visite du territoire de la communauté avec reconnaissance des bornes frontalières, désignation des sites et des bois interdits aux cultures et à la coupe des arbres et informations sur l'étendue du pâturage, dénommé Pointe de Sainte-Marie, à proximité de Triora (9-20 août 1751, 20-22 décembre 1751, 10 juillet 1759 - 1er septembre 1789), 2 cahiers

- Borgo.- Procès-verbaux de visite du territoire de la communauté avec reconnaissance des bornes frontalières (26 août 1759 - 3 octobre 1791), 1 cahier

09/05/1728 - 03/10/1791

1 B 199

Frontière avec la République de Genova (Gênes) :

- Carpasio.- Informations visant à établir la frontière entre Carpasio et Triora : procès-verbaux de visite du territoire avec reconnaissance des bornes frontalières et d'audition de témoins, copies de correspondance (3 mars 1728 - 6 mai 1781), 2 cahiers

- Carpasio.- Enquêtes sur des violations de la juridiction sarde, perpétrées par des particuliers de Glori, hameau de Triora, et de Badalucco, pénétrés armés sur le territoire de la communauté : remontrance, procès-verbaux d'audition de témoins, lettres de citation, conclusions de l'avocat fiscal général, sentence du sénat (29 octobre 1728 - 3 août 1729, 25 juin - 13 septembre 1769), 2 cahiers

- Carpe.- Procès-verbaux de visite du territoire avec reconnaissance des bornes frontalières (26 mai 1782, 24 septembre 1787 - 28 mai 1790), 1 cahier

- Carpe.- Informations sur des violations de juridiction perpétrées par des Génois de Zuccarello, de Toirano et de Castelvecchio et coupes d'arbres dans des bois de la communauté de Carpe : remontrances de l'avocat fiscal général, procès-verbaux d'audition de témoins, pièces produites, dont le procès-verbal de visite du territoire de Balestrino de 1764 et des actes du 4 mars 1302, du 1er décembre 1421, du 25 août 1433 et du 13 juillet 1667 (1er avril - 15 mai 1786), 2 cahiers

- Castellar.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières, correspondance (1er septembre 1759 - 5 septembre 1780), 1 cahier

- Castelvecchio.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières, correspondance (2 septembre 1759 - 11 octobre 1790), 1 cahier

- Cenesi.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières ((14 septembre 1773 - 15 septembre 1787), 1 cahier

- Cenova.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières, correspondance (16 novembre 1759 - 2 juin 1782), 1 cahier

- Cenova.- Informations prises par le commissaire des frontières, délégué par le sénat, sur l'enlèvement des bornes séparant la communauté de Cenova de celle génoise d'Acquetico : remontrances de l'avocat fiscal général, procès-verbaux d'audition de témoins, correspondance (10 septembre 1790 - 21 août 1793), 1 cahier

03/03/1728 - 21/08/1793

1 B 200

Frontière avec la République de Genova (Gênes) :

- Cesio.- Procès-verbaux de visite du territoire avec reconnaissance des bornes frontalières (23 juin 1759 - 2 janvier 1791), 1 cahier

- Chiusanico.- Procès-verbaux de visite du territoire avec reconnaissance des bornes frontalières, délibération de la communauté, contenant une esquisse des frontières entre Chiusanico, Gazzelli et Stellanello (9 mai 1759 - 25 septembre 1788), 1 cahier

- Costa.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières (19 août 1759 - 22 septembre 1791), 1 cahier

- Dolceacqua.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières (7 février 1760 - 10 septembre 1791), 1 cahier

- Dolceacqua.- Informations sur l'installation d'une borne de frontière effectuée par les syndics génois de Camporosso dans le quartier de Montecurto, appartenant à Dolceacqua, contrevenant aux dispositions d'une convention conclue le 3 mai 1735 entre le roi de Sardaigne et la République de Genova (Gênes) : remontrances de l'avocat fiscal général, procès-verbaux de descente sur les lieux et d'audition de témoins, correspondance (8 juin 1775 - 24 avril 1777, 19 juillet - 16 septembre 1777), 2 cahiers

- Garlenda.- Remontrance de l'avocat fiscal général signalant la nécessité de réparer les bornes frontalières séparant le territoire de la communauté de ceux génois de Villanuova, Ortovero, Ligo et Andora et décret du sénat (11 juillet 1781), 1 cahier

- Loano.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières (22 décembre 1764 - 5 novembre 1790), 1 cahier

- Maro.- Différend concernant un terrain, dénommé « prato delle conche », détenu par un particulier de San Lazzaro, lieu faisant partie de la « podesteria » du Maro, soumis à l'impôt par la communauté génoise de Calderara : procès-verbaux d'audition de témoins, mémoires, plan manuscrit représentant l'emplacement du terrain et les bornes frontalières près de Calderara (22 mai 1716 - 12 avril 1720), 3 cahiers

- Maro.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières (13 octobre 1756 - 4 juillet 1757, 6 juillet 1759 - 27 août 1784), 3 cahiers

- Moltedo superiore.- Procès-verbaux de rétablissement de bornes frontalières et de visite des territoires séparant la communauté de Moltedo superiore des celles génoises de Moltedo inferiore et de Montegrosso (27 novembre - 6 décembre 1732, 3 août 1759 - 7 septembre 1790), 2 cahiers

22/05/1716 - 22/09/1791

1 B 201

Frontière avec la République de Genova (Gênes) :

- Montegrosso.- Procès-verbaux de visite des territoires sardes de Montegrosso et Borghetto et de celui de Pornassio, se trouvant sous la suzeraineté conjointe du roi de Sardaigne et de la République de Genova (Gênes), avec reconnaissance des bornes frontalières (14 septembre 1759 - 22 mai 1782), 1 registre

- Montegrosso.- Enquête menée par un délégué du sénat sur le rétablissement d'un pont, effectué par les Génois de Cosio, situé sur le fleuve Arroscia, à proximité des moulins de Cosio et d'un terrain sarde dénommé « Le Ferrere », s'agissant d'un ouvrage refait pour la troisième fois : procès-verbaux d'audition de témoins et de visite de reconnaissance, représentation de l'avocat fiscal général, décrets du sénat (16-19 juin 1752, 16 octobre 1756), 2 cahiers

- Montegrosso.- Violations de la juridiction sarde par des Génois de Cosio et de Mendatica accusés de faire paître leurs troupeaux dans les pâturages de Montegrosso, de dériver les eaux d'un moulin dans le quartier de « Ferrere », de confisquer du bétail, d'interdire aux habitants sardes de tenir une foire de bétail sous prétexte d'épizootie, de les agresser et d'usurper des territoires et des chemins et informations prises sur l'installation d'un moulin, effectuée illégalement par la communauté de Cosio sur le territoire de Montegrosso, pour le compte de la fabrique de tabacs de Mendatica et d'une taverne : remontrances de l'avocat fiscal général, procès-verbaux d'audition de témoins, correspondance, transcription d'une convention conclue entre Montegrosso et Cosio le 9 février 1563 sur l'échange de territoires, copie d'un manifeste imprimé à Gênes sur les risques de contagion de la maladie dite charbon, pièces produites, dont les transcriptions des conventions du 30 novembre 1321 et du 10 août 1328, la supplique de Montegrosso au roi sollicitant le maintien de ses anciennes coutumes sur l'administration de la justice et le droit de ne pas faire partie de la province d'Oneglia (Oneille) et la réponse de Charles Emmanuel du 28 janvier 1757 s'opposant à cette requête, ainsi que les lettres patentes d'investiture de portions des fiefs de Borghetto, Montegrosso et Pornassio en faveur de Giovenale Maria Boetti du 6 novembre 1754 et la copie d'un avis donné en 1735 par la « Giunta » des frontières (20 juillet 1757 - 5 septembre 1761, 7 septembre 1764, 29 septembre - 20 novembre 1784, 19-29 mai 1787), 14 cahiers et 2 pièces

- Nasino.- Procès-verbaux de visite du territoire avec reconnaissance des bornes frontalières et informations sur un site, objet de controverse entre la communauté de Nasino et celle génoise de Castelbianco (23 mai - 16 juillet 1764, 18 juin 1785), 1 cahier

- Oneglia (Oneille).- Destruction des réparations faites par la communauté génoise de Diano sur la route la reliant à Oneglia et reconstruction sous le contrôle des autorités sardes : remontrance de l'avocat fiscal général, procès-verbaux de reconnaissance (31 octobre - 18 novembre 1765), 1 cahier

- Perinaldo.- Enlèvement et rétablissement de bornes frontalières situées dans le quartier dénommé « Testa di Zane » ou « Pian delle scaglie » séparant le territoire de la communauté de celui de la Colla de San Remo : remontrances de l'avocat fiscal général, procès-verbaux d'audition de témoins, décrets du sénat (13 septembre 1776 - 10 mars 1777), 2 cahiers

16/06/1752 - 29/05/1787

1 B 202

Frontière avec la République de Genova (Gênes) :

- Pigna.- Informations prises sur l'arrestation du berger Scipione Fenaco de Buggio, hameau de Pigna, par des soldats génois sous prétexte de violation de juridiction : procès-verbaux d'audition de témoins (15 avril - 4 mai 1721), 1 cahier

- Pigna.- Violation de juridiction par des Génois de Castelfranco, pénétrés sur le territoire sarde armés d'arquebuses et confiscation de bétail au préjudice de bergers de Buggio se trouvant sur la bandite dénommée « Lausegno » : procès-verbaux d'audition de témoins, lettres de citation, pièces de la procédure pénale (1er janvier 1725 - 10 mai 1726), 1 cahier

- Pigna.- Violences exercées par des Génois de Triora sur des bergers de Buggio et confiscation de leur bétail se trouvant près du torrent Tenarda : remontrance de l'avocat fiscal général, lettres de citation, procès-verbaux d'audition de témoins (25 août 1726 - 6 juillet 1727), 1 cahier

- Pigna.- Violation du territoire sarde par des Génois de Castelfranco et de Triora, pénétrés armés dans le hameau de Buggio, (montagne de Tenarda et cols de Bossa et Strae), suivie de l'enlèvement des bornes frontalières et de l'arrachage et piétinement des cultures : procès-verbaux d'audition de témoins, lettres de citation, copie de la sentence (14 juillet 1727 - 4 août 1729), 1 registre

- Pigna.- Violations de la juridiction sarde, enlèvement de bornes frontalières sur les montagnes dites « del Bossa » et « Tenarda » et sur le col Bellenda, confiscation de bétail, arrestation de particuliers de Buggio travaillant dans le bois « Tenarda » et destructions de cultures au lieu-dit « montagne delle Strae » perpétrés par le podestat et des habitants de Triora, ainsi que par des soldats génois et corses : procès-verbaux d'enlèvement et de rétablissement des bornes, plan aquarellé représentant l'emplacement des bornes, procès-verbaux d'audition de témoins, ordonnances du sénat, correspondance (2 janvier 1728 - 26 septembre 1731), 21 cahiers
- Pigna.- Violation du territoire sarde par des gardes champêtres génois de Castelfranco et confiscation du bétail appartenant à Antonio Ferrero de Buggio, récupéré après avoir déboursé une somme d'argent à la communauté de Castelfranco : lettres de citation du sénat, procès-verbaux d'audition de témoins, (24 mai 1738 - 13 avril 1741), 1 cahier
- Pigna.- Rétablissement et réparation de bornes séparant les communautés de Pigna et de Triora : remontrances de l'avocat fiscal général, procès-verbaux, décrets du sénat (3-29 novembre 1783, 5 septembre 1786 - 24 octobre 1787), 2 cahiers

15/04/1721 - 24/10/1787

1 B 203

Frontière avec la République de Genova (Gênes) :

- Rezzo.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant le territoire de Rezzo de ceux génois de Triora, Andagna et Agaggio (10 mai 1759 - 28 juin 1782), 1 cahier
- San Bartolomeo.- Enlèvements de bornes dans les quartiers « Vaglie Crose » et col San Bernardo sur les territoires de San Bartolomeo et Larzeno par des Génois : procès-verbaux d'audition de témoins et de rétablissement des bornes, copies de correspondance du 4 septembre 1668 adressée au gouverneur d'Oneglia (Oneille) Marcello De Gubernatis (9-18 juin 1727 - 4 janvier 1728), 3 cahiers
- San Bartolomeo.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant le territoire des communautés de San Bartolomeo et Larzeno de ceux génois de Calderara, Muzio, Cartari et Sigiolli (17 juin 1759 - 27 août 1784), 1 cahier
- Saorge.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant le territoire de Saorge de celui de Triora (17 août 1759 - 6 février 1790), 1 cahier
- Seborga.- Violation de juridiction et confiscation de bétail appartenant à Antonio Francesco Gazzano par des gardes champêtres de San Remo : remontrance de l'avocat fiscal général, procès-verbaux d'audition de témoins, décrets du sénat (23 décembre 1734 - 3 février 1735), 1 cahier
- Sospel.- Violation de juridiction par des Génois de Penna (Piene) et Olivetta venus faire paître leurs troupeaux sur le territoire de la communauté : remontrance du procureur général Constantino, décrets du sénat, procès-verbaux d'audition de témoins (5-14 novembre 1715), 1 cahier
- Sospel.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières (25 septembre 1759 - 7 juillet 1784), 1 cahier
- Stellanello.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant la vallée de Stellanello des communautés génoises d'Andora et de Diano (27 octobre 1760 - 18 septembre 1790), 1 cahier et 1 pièce

05/11/1715 - 18/09/1790

1 B 204

Frontière avec la République de Genova (Gênes) :

- Tavole.- Enlèvement des bornes de frontière séparant le territoire de la communauté de Tavole, dans le comté de Prelà, de celui génois de Dolcedo, destruction d'ouvrages en maçonnerie et informations prises à l'encontre des auteurs de ces actes : remontrance de l'avocat fiscal général, procès-verbaux de rétablissement des bornes et d'audition de témoins, correspondance (24 septembre 1732 - 31 août 1787), 7 cahiers
- Tende.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant le territoire de la communauté de ceux génois de Mendatica, Cosio et Pornassio, correspondance (22 août 1759 - 30 septembre 1788), 1 cahier
- Testico.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières (22 juin 1759 - 27 mai 1782), 1 cahier
- Torria.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant le territoire de la communauté de Torria, dans le marquisat du Maro, de celui génois de Ginestro, fief du comte Lingueglia d'Albenga (13 juin 1759 - 26 août 1784), 1 cahier
- Valloria.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant le territoire de la communauté de Valloria, dans le comté de Prelà, de celui génois de Dolcedo (20 septembre 1759 - 23 septembre 1790), 1 cahier
- Vasia.- Procès-verbaux de visite avec reconnaissance des bornes frontalières séparant le territoire de la communauté de ceux génois de Dolcedo et de Molledo inferiore (5 août 1759 - 8 décembre 1791), 1 cahier

24/09/1732 - 08/12/1791

1 B 205 - 233 : Entérinements en matière ecclésiastique

1 B 205

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (18 août 1727 - 28 novembre 1732), 1 registre, concernant :
- l'admission du prêtre Paolo Ottavio Vachieri de Sospel, en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) pour la partie de son diocèse dépendant des États sardes et la restitution de ses revenus et dîmes qui avaient été bloqués (18 août 1727, 9 avril 1728, 3 février 1730)
 - les instructions données au sénat concernant la concession du bras séculier (25 septembre, 19 décembre 1727, 26 septembre, 28 octobre 1728, 21 novembre 1729)
 - l'ordre de procéder à la réunion de toutes les décisions rendues par le sénat et de les transmettre à Torino (Turin) (22 décembre 1727)
 - la désignation du prévôt Sebastiano Calzamiglia d'Oneglia (Oneille) en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga (12 mars, 7 avril 1728)
 - l'établissement du calendrier des fêtes religieuses, contenant aussi une lettre du 24 décembre 1727 écrite par le cardinal Lercari aux évêques ayant leurs diocèses ou une partie dans les États sardes relative à la réduction du nombre de ces fêtes et une lettre du roi aux mêmes évêques (13-22 mars 1728)
 - l'exécution d'une provision prise par une congrégation romaine portant sur la commutation des legs faits par le sénateur Rossignoli et le chanoine Giacomini, qui à l'origine prévoyaient la création d'un couvent refusée par le roi eu égard au nombre d'établissements religieux existant à Nice, accordée en voie exceptionnelle par le roi, les congrégations romaines n'ayant aucune autorité dans les États sardes et encore moins dans le comté de Nice, faisant partie de l'église gallicane (4 juin 1728, 22 juin - 13 juillet 1731)
 - les instructions données au sénat en matière de collation de bénéfices et immunités ecclésiastiques (2 juillet 1728)
 - le maintien des usages de l'église gallicane dans tout le comté de Nice et l'attribution de la chapellenie de Gilette au prêtre Ferraudo (26 septembre, 23 décembre 1728)
 - les instructions données au sénat et aux préfets concernant l'exercice de la juridiction ecclésiastique et les règles découlant du concordat conclu avec la curie romaine (28 septembre 1728, 21 novembre 1729)
 - l'admission du prêtre Giausset en qualité d'official métropolitain de l'archevêque d'Embrun pour les appels du diocèse de Nice (18 octobre 1728)
 - l'obligation pour les commissaires de l'ordre de Malte, délégués pour recevoir les preuves de noblesse, d'obtenir l'exequatur du sénat (23 octobre 1728)
 - les instructions du sénat pour le préfet d'Oneglia (Oneille) concernant l'exécution des bulles et brevets, les bénéfices, l'érection de confréries et d'églises et la concession du bras séculier (28 octobre 1728)
 - le refus de nommer des prêtres étrangers aux bénéfices de Puget et d'Oneglia (Oneille) (4 novembre - 7 décembre, 23 décembre 1728)
 - la collecte sur les biens, acquis par les corps ecclésiastiques après 1619, ordonnée par le roi à l'intendant général et au sénat (14 décembre 1728)
 - la collation de la chapellenie de Sigale en faveur du prêtre Alfonsi (3 janvier, 18 mars 1729)
 - l'exequatur pour les bulles papales concernant la collation de la prévôté d'Apricale et du prieuré de Castellar, des bénéfices érigés dans les églises de Pigna et de Sospel (3-13 février 1729)
 - la révision d'une sentence rendue par le vicaire général de l'évêque d'Albenga à l'encontre d'un prêtre, condamné au bannissement pour homicide, demandée par le roi, le vicaire ayant empiété sur la juridiction royale (3 avril, 13 juin 1729)
 - l'exécution de deux décrets émis par une congrégation romaine, autorisant les moines de l'abbaye de Saint-Pons de Nice à souscrire un cens pour achever la construction de leur église, concédée par le roi, s'agissant de décrets pris avant les règles imposées par le concordat en matière d'exequatur (8 avril 1729)
 - la nomination du prêtre Milone en qualité d'official de l'évêque de Vence et la collation du prieuré de Roure en faveur du prêtre Galli (8 avril, 16 mai, 21 juin, 25 juillet, 31 octobre 1729)
 - la collation d'un bénéfice de la cathédrale en faveur du prêtre Giraudi de Contes et de l'église d'Isola en faveur du prêtre Cauvin du Touët (30 avril 1729)
 - l'exécution d'un décret de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) concernant la bénédiction de la chapelle champêtre construite depuis quatre ans sur le territoire de Pigna, avant les instructions sur l'observation du concordat (6 mai 1729)
 - la collation d'un canonicat de la cathédrale et d'une chapellenie de Villefranche en faveur du clerc Drago des Ferres et du prêtre Rossi (16 mai - 6 juin 1729)
 - l'arrestation de soi-disant religieux quêtant pour le compte de communautés religieuses et la confiscation de l'argent quêté au bénéfice des pauvres des hôpitaux de charité (25 juillet 1729)
 - le privilège du for ecclésiastique pour Bartolomeo Masino, accusé de blessures, demandé par le promoteur de l'évêque de Nice et la publication d'un bref d'indulgences à Sospel par le gardien des Capucins, sans exequatur (4 août 1729)

- l'exécution des monitoires présentés par le vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), séant à Sospel, s'agissant de diocèse italien, réservant le style de France pour les diocèses de Nice, Glandèves et Vence (28 août 1729)
- la désignation du chanoine Corvesi de Sospel en qualité de vicaire général dans les districts du duché de Savoie, comté de Nice et République de Genova (Gênes) faite par l'abbé général des chanoines réguliers de Saint-Ruf (5 octobre 1729)
- la collation du prieuré de Berre en faveur du prêtre Peyrani et le procès à l'encontre d'une femme de Lantosque, accusée de tentative de vol dans une église et enlevée de force du porche d'une chapelle, ne s'agissant pas d'un lieu sacré pour les autorités civiles (17 octobre, 6 novembre, 12 décembre 1729, 30 avril, 15 mai 1730)
- la collation de l'église paroissiale de Buggio et de la prévôté de Breil en faveur des prêtres Borfiga et Robiolis (21 novembre - 5 décembre 1729, 16 janvier 1730)
- la libération du Juif Salvatore Cohen, accusé par l'inquisiteur d'Avignon de circoncision d'un soldat français chrétien et la désignation du prêtre Ghinaudo d'Utelle pour le prieuré de Malaussène (26 décembre 1729)
- la collation du prieuré de Roccasparviera en faveur du prêtre Uberti (3 février 1730)
- l'obligation pour les recteurs des confréries laïcales d'exiger la reddition des comptes de leurs comptes (13 février 1730)
- le différend entre les communautés de Moltedo superiore et inferiore et un curé désigné par l'évêque d'Albenga, à la place de celui qu'elles avaient choisi (18 février, 13 mars, 8 mai 1730, 5 juin 1732)
- la désignation du Grand Aumônier en la personne de l'archevêque de Torino (Turin) Francesco Arborio Gattinara (26 février - 10 mars 1730)
- l'attribution au sénat du différend concernant deux prétendants au patronage d'un canonicat de la collégiale d'Oneglia, s'agissant de patronage laïque disputé par deux séculiers (7 avril 1730)
- des malversations financières commises par le recteur du collège des écoles pies d'Oneglia (30 avril, 11 juin 1730)
- l'ordre donné au sénat d'extraire d'une chapelle des Capucins de Tende un bandit de Venasca, accusé de « grassazione » avec homicide, s'agissant de crime exclu du droit d'asile (19 juin, 9 juillet 1730)
- l'obligation pour le curé d'Utelle d'établir un vice-curé dans les hameaux de Figaret et Blachet, dépourvus de desservants et peuplés par 340 personnes (2 juillet, 12 septembre, 6 décembre 1730)
- l'érection d'un bénéfice dans l'église de Beuil (21 août 1730)
- l'admission du prêtre Gio. Battista Robaudi en qualité de curé de Gillette et la collation du bénéfice de l'église de Sigale en faveur du prêtre Gio. Battista Champossin de Puget-Rostang, quoique non sujet sarde (21 septembre 1730)
- la suppression de deux autels de patronage dans l'église du couvent des Augustins d'Oneglia et leur dévotion au couvent même, faute d'entretien par les trois patrons (25 octobre 1730)
- l'attribution aux préfets de la compétence de donner l'exequatur aux provisions provenant de la curie romaine et des évêques de leur territoire, sauf dans les diocèses de Nice, Vence et Glandèves pour lesquels le sénat reste compétent (13 décembre 1730)
- l'ordonnance du vicaire général d'Albenga, résident à Oneglia, de la publication du jubilé (15 décembre 1730)
- la concession d'une pension à prélever sur les revenus l'évêché de Nice en faveur de l'abbé Gennaro Santa Maria (3-4 mai 1731)
- l'institution de l'église paroissiale de San Bartolomeo par le nouvel évêque d'Albenga (1er juin 1731)
- le maintien des concordats signés avec le Saint-Siège en dépit d'un décret consistorial (29 septembre 1731)
- la collation du canonicat dans la cathédrale de Nice en faveur du prêtre Guibert (29 janvier, 4 avril, 18 juillet 1732)
- l'attribution du bras séculier au vicaire capitulaire de Nice, nouvellement nommé (2-5 juin 1732)
- l'admission du vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) Paolo Ottavio Vachieri (27 juin, 4 octobre 1732)
- le mandement de l'évêque de Glandèves, publié à Puget, sur l'observation des fêtes (25 avril 1732)
- l'exécution de bulles concernant la nomination du titulaire de la chapellenie de Sainte-Marie-Madeleine de Saint-Dalmas et la collation du prieuré d'Aspremont (28 novembre 1732)

18/08/1727 - 28/11/1732

1 B 206

Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (23 janvier 1733 - 11 novembre 1735), 1 registre et 17 pièces, concernant :

- la nomination du prieur de Sospel en la personne du clerc De Albertis et l'autorisation pour le notaire Ongran de Saint-Sauveur d'achever la chapelle qu'il a érigée sous le titre de Saint-Antoine-de-Padoue, après démolition de l'ancienne (23 janvier 1733)

- l'exécution des bulles concernant la désignation du prêtre De Orestis dans l'église de Villefranche et la restitution à l'autorité ecclésiastique d'un bandit, coupable de vols, arrêté près de la chapelle de La Bollène, s'agissant d'un crime mineur (27 février 1733)
- le projet de construire une nouvelle chapelle à Realdo, hameau de La Brigue et la suspension de l'élection du prieur de la confrérie du Corpus Domini d'Oneglia (Oneille) pour éviter des dissensions entre les confrères (17 avril 1733)
- l'admission du prêtre Graglia en qualité de curé de l'église de Villeneuve-d'Entraunes (24 avril 1733)
- la désignation du prêtre Gio. Francesco Salamone en qualité de curé de la paroisse de La Bollène (16 mai, 24 juillet 1733) et du chanoine Berio en qualité d'économiste de la prévôté d'Oneglia (5 juin 1733)
- l'expulsion du prêtre de Dolceacqua et de l'archiprêtre de Valloria des États sardes (2 juillet 1733)
- la suspension du privilège accordé par la vice-légation d'Avignon au prêtre Ardissonne concernant la construction d'un oratoire privé dans sa maison de Nice et l'interdiction de publier un mandement de l'évêque d'Albenga contre les prétendants au patronage de la chapellenie érigée dans la collégiale d'Oneglia sous le titre de Sainte-Catherine (8 octobre 1733)
- l'interdiction de publier un édit concernant la cure de Borgo Maro, dans le diocèse d'Albenga, s'agissant d'une violation au concordat (25 janvier 1734)
- la nomination d'un prêtre dans l'église paroissiale de Borgo Maro (26 février 1734)
- le retour de l'archiprêtre de Valloria et du prêtre de Dolceacqua, expulsés auparavant à cause de leur conduite (20 mars, 20 mai 1734)
- l'admission des prêtres de Lavina et Gazzelli (2 mai 1734)
- la consigne donnée au sénat d'inciter le vicaire du chapitre de Nice à administrer la justice selon le concordat (13 mai 1734)
- la mise en possession de la chapelle de Saint-Pierre-aux-Champs, sur le territoire de Rigaud, de la chapelle sous le titre de la Vierge-des-Miracles à Utelle, de celle de Saint-Laurent à Ilonse et de la prévôté de l'église paroissiale d'Oneglia (Oneille) (14 juin - 12 juillet 1734)
- la contestation de la citation intimée par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) aux chanoines réguliers de Saint-Ruf de comparaître à Roma (Rome), devant le tribunal de l'auditeur du Pape, pour un litige sur l'obréption d'un bref papal (29 juillet 1734)
- le différend sur la nature juridique des confréries du Corpus Domini, du Rosaire et du Suffrage de Dolceacqua, considérée comme corps ecclésiastiques par l'évêque et comme corps séculiers par l'autorité civile (9 août, 9 septembre 1734)
- la mise en possession du canonat de la collégiale de Tende et de la prévôté de Chiusanico et la transmission d'écritures appartenant à un sous-diacre génois, faisant l'objet d'un procès criminel, transportées à Seborga par sa concubine (4 octobre 1734)
- le refus d'accorder l'exequatur à des bulles accordant une pension pour des prêtres de la collégiale d'Oneglia (Oneille) et d'un prieuré érigé dans l'église paroissiale de Tourrette (1er, 31 décembre 1734, 11 novembre 1735)
- la mise en possession de la chapelle de Saint-Esprit érigée dans l'église paroissiale de Saint-Étienne en faveur du clerc Ugo (19 décembre 1734)
- l'établissement de contrat sur papier timbré, relatif à la dot des jeunes filles, lors de la prise de voile, proposé par la mère supérieure du couvent Saint-François-de-Sales de Nice (7 janvier 1735)
- le refus du droit d'asile ecclésiastique pour deux bandits, accusés de « grassazione » dans le presbytère de Rimplas suivie de l'homicide d'un habitant (16 février, 11 mars 1735)
- la nomination du vicaire général de l'évêque d'Albenga en la personne du prévôt de la collégiale d'Oneglia (Oneille) (25 février 1735)
- l'autorisation d'établir un nouveau cimetière destiné à desservir la paroisse de Sainte-Réparate et les autres, compte tenu de la grande mortalité survenue (29 mai 1735)
- la collation du prieuré de Saint-Dalmas de Valdeblore en faveur du prêtre Cauvino, d'un canonat pour le provicaire de la cathédrale, du prieuré de Châteauneuf pour le prêtre Martini, de celui de Tournefort pour le prêtre Inghigliardi (6 juin - 18 juillet 1735)
- l'arrestation d'un jeune, auteur de plusieurs vols, revendiquant le droit d'asile, s'étant réfugié près d'une chapelle (3 août 1735)
- la nomination des prêtres pour le prieuré de Coaraze, pour la cure de La Roquette du Var et pour l'église paroissiale de Tende (8 août, 8-28 octobre 1735)

23/01/1733 - 11/11/1735

1 B 207

Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (16 décembre 1735 - 24 avril 1739), 1 registre, concernant :

- des bulles de collation de la cure de Tourrette en faveur du prêtre Tiranti (16 décembre 1735)
- l'autorisation pour les religieuses de Sainte-Claire de Nice d'emprunter une somme d'argent pour les besoins de leur couvent et la concession du droit d'asile pour un prisonnier, coupable d'un délit mineur (17 février 1735)

- l'exequatur accordé au Père général des Carmes, chargé de traiter deux litiges au couvent de Nice (24 février 1736)
- le retour dans les États royaux d'un prêtre de Sospel, expulsé en raison de sa conduite (14 mars 1736)
- l'attribution du prieuré de L'Escarène en faveur d'un moine de Saint-Pons (16 mars 1736, 22 février 1737)
- une transaction intervenue dans l'affaire opposant les chanoines réguliers de Saint-Ruf de Sospel à l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (23 mars 1736)
- un homicide involontaire commis par un moine augustin près de Chiusanico et une grossesse illégitime, imputée à un prêtre de Ventimiglia (Vintimille) (17 avril - 11 mai 1736)
- la concession d'un canonicat pour deux prêtres, érigé dans la collégiale de Tende (1er juin 1736)
- l'autorisation donnée aux Pères augustins de Nice d'emprunter une somme d'argent et aux moines bénédictins d'aliéner des biens (22-29 juin 1736)
- l'autorisation au comte de Gattières de faire construire une chapelle privée dans sa propriété (13 juillet 1736)
- l'autorisation donnée au prêtre Carlo Francesco Fighiera de prendre possession d'un canonicat érigé dans la cathédrale de Nice (27 juillet 1736)
- l'acceptation de la vente d'un bien-fonds, légué à l'église paroissiale de Villefranche, intervenue entre le marchand Carlo Mirapelle de Nice et le prieur de ladite église (10 août 1736)
- la mise en possession du prieuré de Saint-Blaise pour le chanoine Antonio Maistre et d'un bénéfice, érigé sur le territoire de Lucéram, pour le prêtre Giuseppe De Rossi, ainsi que l'autorisation donnée aux époux Vachieri de Sospel de construire une chapelle privée dans leur domaine (24 août 1736)
- les autorisations concédées à l'avocat Bartolomeo Cacciardi de Nice de faire construire une chapelle dans une propriété sise au quartier de la Buffa, aux moines du monastère de Saint-Pons d'affranchir des biens emphytéotiques afin d'en destiner le prix à la construction de leur église et au prêtre Antonio Tomati de construire une chapelle dans sa propriété de la Buffa (31 août - 7 septembre 1736)
- la nomination du prêtre Giuseppe Bianchi, du lieu de Roure, à la cure de Roubion (14 septembre 1736)
- l'arrestation à La Brigue et à Fontan, de quatre individus déguisés en moines, armés et porteurs de faux papiers (2 novembre 1736)
- la nomination d'un prêtre au prieuré de Peillon et d'un clerc au prieuré de l'église paroissiale de Bairols (21 décembre 1736, 12 juillet 1737)
- l'autorisation pour le prêtre Onorato Rainaut de faire construire un oratoire privé dans sa maison de campagne (2 août 1737)
- le maintien d'une prébende, donnée à un prêtre originaire de Bevagna, dans le diocèse de Spoleto, malgré sa qualité d'étranger (7 août 1737)
- la collation en faveur des prêtres Gio. Francesco et Luigi Antonio Laugier de Verdache, originaire du diocèse de Riez, et bien qu'étrangers, d'un canonicat fondé dans la cathédrale de Nice par la comtesse Gabriella du Puget Saint-Marc veuve Badat leur tante (23 août, 20 septembre 1737, 10 janvier 1738)
- l'autorisation à la communauté de la Roquette-du-Var de construire une sacristie attenante à l'église paroissiale (20 septembre 1737)
- un différend entre deux prêtres, prétendant à une chapellenie érigée dans l'église paroissiale de Gazzelli et entre des particuliers d'Oneglia (Oneille) concernant la nomination d'un canonicat de patronage laïc dans la collégiale (27 septembre - 25 octobre 1737)
- l'autorisation donnée aux Pères minimes de Nice d'emprunter de l'argent pour la nouvelle construction de leur couvent (8 novembre 1737)
- la concession du bras séculier demandée par le vicaire de l'évêque d'Albenga à l'encontre d'un prêtre, condamné à la prison, pour insultes, port d'armes et vie scandaleuse (13 décembre 1737)
- l'approbation de la vente d'un bien-fonds effectuée par les Pères franciscains minimes conventuels de Nice (17 janvier 1738)
- le refus d'agréeer la nomination d'un prêtre de Mendatica en qualité d'économiste de la paroisse de Montegrosso, faite par l'évêque d'Albenga, compte tenu des dissensions existant entre les deux communautés et le transfert dans la prison de Cuneo des bandits, auteurs des « grassazione » de Rimplas (14-21 février, 15 mai 1738)
- un blâme adressé au prêtre qui a pris possession de la vicairie perpétuelle de l'église paroissiale de Beuil, sans avoir au préalable présenté ses bulles pour l'exequatur (11 avril 1738)
- l'arrestation de deux clercs, coupables de coups et blessures lors d'une rixe (29 avril - 6 mai 1738)
- la nomination d'un prêtre de Pianavia dans l'église paroissiale de Villatalla et la construction d'un oratoire dans le quartier de la Blache, sur le territoire de Saint-Étienne (15 mai 1738)
- un décret de la curie romaine rendu en faveur des moines de Saint-Pons de Nice, au sujet de la cession au comte Ribotti d'une somme d'argent due audit couvent par les religieuses de Saint-François-de-Sales (29 mai 1738)

- l'autorisation pour le notaire de Tende de rebâtir une chapelle située dans le quartier de Rioffredo, emportée par une avalanche de neige, déjà obtenue de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et pour le moine de Saint-Pons Benedetto Grimaldi d'exercer la tutelle de Gio. Battista Onorato et Chiara Grimaldi, enfants de son frère (5 juin 1738)
 - le règlement d'un différend intervenu entre le vicaire capitulaire, le curé de Peille et les particuliers des hameaux de Blausasc, Pallarea, Viena et Sicilia, concernant la nomination d'un prêtre chargé de desservir lesdits hameaux, séparés de la paroisse par le torrent du Paillon, difficile à franchir lors des crues (19 juin - 2 août 1738)
 - la sécularisation de l'église paroissiale de Sospel, administrée par les chanoines réguliers de Saint-Ruf, demandée par la communauté (10 juillet 1738)
 - le bannissement pour le clerc Onorato Galea, pour avoir donné une gifle à une femme, dans l'église de la Madeleine près de Nice, pendant l'exposition du Saint-Sacrement, provoquant des désordres et la grâce accordée par le roi (15 août, 7 novembre 1738)
 - la requête des particuliers de Loda et de Beazza, hameaux de Lantosque et de Lucéram, pour avoir un prêtre, chargé d'administrer les sacrements et d'instruire les enfants (18 septembre 1738)
 - des poursuites judiciaires à l'encontre d'un habitant de San Remo, arrêté à Saorge, se prétendant religieux, accusé de vie scandaleuse (17 octobre 1738)
 - le refus du droit d'asile pour deux bandits, sarde et génois, accusés de viols, vols, « grassazione » et insultes suivies d'homicides, que le vicaire général d'Albenga avait invoqué (7-14 novembre 1738)
 - l'autorisation pour la confrérie de la Miséricorde de Puget-Théniers de construire une nouvelle chapelle à la place de celle existant dans l'église des Pères Augustins (28 novembre 1738)
 - le refus d'accorder au prêtre Pietro Onorato Raiberti la collation d'un bénéfice érigé dans l'église paroissiale de Pierlas et la permission donnée aux Capucins de Nice d'agrandir leur hospice sur le terrain vague que la ville leur a concédé (9 janvier 1739)
 - la concession du bras séculier demandée par le vicaire de l'évêque d'Albenga à l'encontre du prêtre Pietro Brizio habitant à Torino (Turin) (12 janvier - 13 février 1739)
 - un différend entre le chanoine de la cathédrale de Nice et le curé de l'église Saint-Jacques, au sujet des droits à percevoir pour les enterrements, et la contestation de la nomination d'un prêtre au prieuré de l'église de Thiéry, présentée par le comte de ce lieu, prétendant en avoir le patronage (21 février 1739)
 - un litige concernant le droit pour le chanoine Fighiera de conserver sa prééminence et son siège de prieur dans l'église paroissiale d'Èze, laissé à l'autorité religieuse, bien qu'il s'agisse de matière possessoire, relevant du juge séculier (27 février 1739)
 - l'interdiction faite à un Père dominicain génois de prêcher à Molini di Prelà, étant un étranger dépourvu de placet (13 mars 1739)
 - la concession du bras séculier demandée par le Père gardien du couvent des mineurs réformés de Nice à l'encontre d'un religieux, ayant abandonné le couvent et menant une vie inconvenante (24 avril 1739)
- 16/12/1735 - 24/04/1739

1 B 208

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (1er mai 1739 - 20 mai 1742), 1 registre, concernant :
- la collation de l'église paroissiale du lieu d'Olivastri dans la principauté d'Oneglia (Oneille) (1er mai 1739)
 - la libération suivie d'un blâme pour le prêtre Pietro Brizio (15 mai 1739)
 - l'autorisation accordée aux Pères théatins de construire une église sur un terrain situé près du jardin du palais ducal et concédé par le duc Charles Emmanuel II au comte Orsiero de Gilette en 1655, en dépit de l'opposition du baron Maurizio Blancardi Roero della Turbia (13 juin, 7 octobre 1739)
 - l'usage de monitoires en matière criminelle, conformément aux privilèges de l'église gallicane, concédé par le roi à l'official de l'évêque de Glandèves établi à Gilette, pour auditionner des témoins dans un procès (26 juin 1739)
 - la nomination du prêtre Liautaud à la cure de Saint-Martin-d'Entraunes, dans le diocèse de Glandèves (26 juin 1739)
 - la collation de la dignité de chanoine prieur dans l'église paroissiale de Sospel en faveur de Gio. Battista Vachieri, chanoine régulier de l'ordre de Saint-Ruf et la menace de bannissement pour le Père Balduini, accusé de connivence avec les sœurs Gallean, détenues (26 juin, 14 août 1739)
 - un avertissement pour le notaire Gio. Battista Bottone et pour le vicaire siègeant à Sospel, ayant donné exécution à une sentence prononcée par l'autorité religieuse, sans demander la concession du bras séculier (4 juillet, 19 août 1739)
 - le bannissement pour le Père gardien du couvent des Pères mineurs réformés de Perinaldo, accusé de faire commerce de sel et feuilles de tabac importés de la République de Genova (Gênes), ainsi que de poudre fabriquée dans ledit couvent (24 juillet - 5 août 1739, 15 janvier, 16 décembre 1740)
 - le maintien de l'usage de l'exequatur pour les évêchés étrangers (12 août 1739)
 - le retour à La Turbie, après huit années de bannissement, du prêtre Bartolomeo Niello accordé par le roi (15 août 1739)

- la nomination du prêtre Gio. Paolo Gauberti à la cure de Contes, en remplacement de Gio. Antonio Castelli, décédé (19 août 1739)
- le différend entre le vicaire d'Èze Pietro Antonio Fighiera et le chanoine de la cathédrale de Nice Carlo Fighiera (28 août 1739)
- un litige entre les Pères augustins de Puget et le vicaire de l'église de ladite ville sur le droit pour les premiers d'enterrer dans leur église les dépouilles de certaines familles, engagé devant l'officialité de Glandèves, établie à Gilette, bien que relevant des magistrats séculiers (2 octobre 1739)
- la nomination du prêtre Filibert en qualité de prieur de l'église paroissiale de Venanson et l'autorisation donnée aux pénitents de Pigna de faire construire une nouvelle chapelle (9 octobre 1739)
- la nomination du prêtre Gio. Battista Raiberti dans l'église paroissiale de Pierlas, par le grand maître de l'ordre de Malte (22 octobre 1739)
- la citation à comparaître à Roma (Rome) pour le prêtre Gazano demandée par la communauté de Moltedo inferiore et accordée par le roi (24 octobre 1739)
- le maintien de la tutelle pour son neveu, refusée au moine Pietro Giovanni Raynaldi (22 janvier 1740)
- la collation d'une chapellenie, fondée dans l'église paroissiale de Saint-Étienne, en faveur du cleric Poncy (19 février 1740)
- l'autorisation accordée aux Pères de Saint-François-de-Paule de Nice d'aliéner une propriété, le vieux couvent et l'église, pour achever la construction d'un nouveau couvent et d'une nouvelle église, à condition de réduire ces vieux bâtiments à usage séculier et la nomination du prêtre Giuseppe Maria Calzamilgia pour la rectorie de l'église paroissiale de Villaguardia (26 février 1740)
- la nomination faite par l'évêque de Glandèves du prêtre Liautaud au prieuré de l'église paroissiale de Saint-Martin sous le titre de Notre-Dame-de-Piété et de Saint-Martin-de-Nogaret et un litige entre le prêtre de Lucinasco et celui de Maro en raison de la sépulture d'un habitant (6 mai 1740)
- la collation du prieuré de l'église paroissiale de Massoins (17 juin 1740)
- l'autorisation accordée aux Pères Minimes d'aliéner leur vieux couvent et leur vieille église à la confrérie du Gonfalon, fondée sous le titre de Sainte-Croix et d'y transférer leur hôpital et aux Pères du couvent de Saint-Jacques d'emprunter une somme d'argent pour la construction du clocher de leur église (8 juillet - 12 août 1740)
- la collation du prieuré de l'église paroissiale de Saint-Nicolas de Châteauneuf, dans la vallée d'Entraunes, en faveur de deux prêtres (19 août 1740)
- le refus de nommer des Génois, en qualité de prieurs de la confrérie du Suffrage, érigée dans l'église de Moltedo superiore (2 septembre 1740)
- l'autorisation de construire une chapelle pour les hameaux de La Para et Lengalvino (3 décembre 1740)
- la collation du prieuré de l'église paroissiale de Saint-Michel de Sospel en faveur du chanoine Gio. Battista Vachieri (9 décembre 1740, 22 juin 1741)
- la nomination du vicaire général séant à Sospel, représentant l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), demandée après le décès dudit évêque et de mauvais traitements infligés par le prêtre Michele Alberti de Sospel à une femme (9-16 décembre 1740, 31 janvier 1741)
- l'attribution à un cleric de neuf chapellenies érigées dans le lieu d'Isola (20 janvier 1741)
- un litige entre le Juif Emanuele Lattes et deux chanoines de la cathédrale (10 février 1741)
- la collation de la prévôté érigée à Castello sous le titre des Saints-Jacques-et-Nicolas-de-Bari, dans le comté de Prelà, en faveur de l'archiprêtre Gio. Francesco Cotta de Villatalla (24 février 1741)
- l'acceptation des monitoires, accordés par le diocèse de Ventimiglia à une dame de La Brigue, dès la nomination d'un vicaire général (22 mars 1741)
- la nomination du prêtre Vachieri de Sospel en qualité de vicaire général, faite par le vicaire général capitulaire de Ventimiglia (Vintimille) (14 avril, 1er juin 1741)
- l'institution en faveur du cleric Michele Corvesy, de Sospel, de la chapellenie érigée dans l'église paroissiale dudit lieu, sous le titre de Vierge-de-Piété (21 avril 1741)
- le refus du droit d'asile pour un Giovanni Blanc, accusé de contrebande de sel, arrêté à Peille et détenu dans une vieille chapelle abandonnée (1er mai 1741)
- la confirmation de la compétence du sénat dans un litige né, entre les confrères de la confrérie du Très-Saint-Sépulcre de Nice, sur l'élection du prieur (1er mai 1741)
- la nomination du vicaire général du diocèse de Vercelli, Carlo Francesco Cantono, en qualité d'évêque de Nice (20 mai 1741)
- la collation de la rectorie de l'église paroissiale de Borgoratto en faveur du prêtre Ramella, de la prévôté paroissiale de Lucinasco et de la rectorie paroissiale de Villatalla (15 juin - 6 juillet 1741)
- l'exequatur pour la bulle du Jubilé (21 juillet 1741)
- la nomination du diacre Gio. Domenico Barli au canonicat avec dignité de maître de chapelle (28 juillet 1741)
- l'autorisation donnée aux Pères franciscains mineurs conventuels d'emprunter une somme d'argent et de vendre des biens pour la reconstruction de leur église (4 août 1741)

- l'exécution d'une sentence prononcée par le vicaire général de l'évêque d'Albenga condamnant un prêtre à payer une somme d'argent à l'église de Caravonica (8 septembre 1741)
 - la collation au chanoine régulier de l'ordre de Saint-Ruf Pietro Antonio Verani de Sospel de la charge de curé dans l'église paroissiale dudit lieu (27 octobre 1741)
 - des dispositions, semblables à celles pratiquées en Piémont, pour les jeunes filles voulant prendre le voile (27 octobre 1741)
 - l'autorisation donnée au monastère de la Visitation de Nice de vendre un bien-fonds (8 décembre 1741)
 - un litige concernant la nomination de deux personnes à un canonicat érigé dans l'église collégiale de Castelvecchio (13 décembre 1741)
 - l'attribution au moine de Saint-Pons Paolino Cachiardo du prieuré de Falicon (7 janvier 1742)
 - la collation du prieuré de Saint-Pierre de Villeneuve, pour le prêtre Anriotti (23 février 1742)
 - l'attribution de la prévôté de Tavole et de la charge d'archiprêtre à Valloria, dans le diocèse d'Albenga (2 mars - 15 avril 1742)
 - l'autorisation de rentrer dans les États sardes, accordée à l'archidiacre Torrini, condamné au bannissement (9 mai 1742)
 - la nomination du prêtre Martini de Bonson au prieuré de Touët-de-Beuil (20 mai 1742)
- 01/05/1739 - 20/05/1742

1 B 209

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (13 juin 1742 - 26 décembre 1749), 1 registre, concernant :
- la prestation de serment des ecclésiastiques appelés à témoigner lors de procès (13 juin, 11 octobre 1742)
 - l'autorisation de rester dans son couvent de Nice, à cause de son âge avancé, accordée au Père Alberto Balduini (10 juin 1742)
 - la collation du prieuré de Notre-Dame del Poggio de Saorge, en faveur d'Antonio de Moricaud, moine de Lérins (17 juin 1742)
 - un différend intervenu entre le préfet de Sospel et le vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) sur l'interprétation du bras séculier (21 juin 1742, 3 juillet 1743)
 - un rescrit obtenu par les chanoines de la cathédrale de Nice concernant la dîme et la révocation de certaines décisions prises par l'évêque à l'occasion de sa visite pastorale (30 juillet 1742)
 - la nomination du prêtre Bartolomeo Cauvino au prieuré de Valdeblore, en remplacement de son frère démissionnaire (28 août 1742)
 - la vente, par les Pères augustins de Nice, d'un terrain et d'une maison, situés près du Var (3 septembre 1742)
 - un décret présenté par le prieur du monastère de Saint-Pons de Nice concernant la suspension de ses fonctions (21 septembre 1742)
 - l'exequatur donné à une délégation concernant la validité ou la nullité d'une sentence d'excommunication prononcée par l'archidiacre Torrini à l'encontre de l'official métropolitain (28 octobre 1742)
 - la collation du canonicat fondé dans l'église paroissiale d'Oneglia (Oneille) en faveur du prêtre Gio. Antonio Bachillieri (6 novembre 1742)
 - la nomination du prêtre Pietro Ferrano au prieuré de Tourette-Revest (13 novembre 1742)
 - l'autorisation pour le prieur de l'église paroissiale de Villars de donner à emphytéose une maison et un pré appartenant à ladite église (17 novembre 1742)
 - la collation du bénéfice paroissial de Beuil pour le prêtre Belleudi de Péone (26 novembre 1742)
 - l'audition de témoins pour juger de la nullité du mariage contracté par les époux Palestrino (22 janvier 1743)
 - la nomination, faite par l'évêque de Vence, du prêtre Gio. Battista Michelis au prieuré de Bouyon (1er mars 1743)
 - un litige concernant la nomination d'un clerc dans la chapellenie paroissiale d'Utelle (8 mars, 27 septembre 1743)
 - la nécessité de l'exequatur pour les dispositions de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) concernant Menton (13 mars 1743)
 - l'attribution à un clerc de Pontedassio des chapellenies érigées dans l'église paroissiale sous le titre des Saints-Bartholomé-et-Sébastien, accordée par l'évêque d'Albenga (15 mars 1743)
 - l'exequatur des patentes de notaire apostolique pour le notaire royal Paolo Domenico Gulieri de Borgo Maro (22 mars 1743)
 - la nomination du prévôt du Maro Nicolo' Marvaldi en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga (12 avril 1743)
 - l'attribution au prêtre Langasco du bénéfice paroissial de Borgo d'Oneglia et au clerc Corvesy de la chapellenie érigée dans l'église paroissiale de Sospel (2- 10 mai 1743)
 - l'exequatur en faveur du sous-diacre Giuseppe Muratore de la chapellenie érigée dans l'église paroissiale de Roquestéron (17 mai 1743)

- la nomination du prévôt de Perinaldo en qualité de préfet de la discipline ecclésiastique dans le marquisat de Dolceacqua et lieux de Pigna, Buggio et Seborga et l'établissement de vicaires forains de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) pour les lieux dudit marquisat et de Rocchetta, ainsi que de Tende, La Brigue, Saorge et Pigna (30 août 1743)
- l'exequatur de bulles pontificales permettant au cleric Torrini, âgé de onze ans, de bénéficier d'un canonicat institué par sa famille dans la cathédrale de Nice, en dépit des dispositions du fondateur (13 septembre 1743)
- l'autorisation de construire une porte dans la maison des religieux des écoles pies d'Oneglia (Oneille) (15 octobre 1743)
- un litige entre les époux Amei et le vicaire général Nicolo' Marvaldi, pour le paiement d'une somme d'argent faisant partie de la dot (18 octobre 1743)
- la nomination du prêtre Francesco Gazzano à la cure de Moltedo, bien que composée de deux lieux, l'un sarde, l'autre génois (7 novembre 1743)
- le refus de l'exequatur pour un rescrit envoyé par l'auditeur général de la Chambre apostolique concernant un différend entre les chanoines Andrea Barli et Antonio Cantono de la cathédrale de Nice, au sujet d'une prébende (10 janvier, 24 mai 1744)
- l'attribution au sénat d'un litige entre la confrérie de la Miséricorde et celle du Rosaire de Saorge, s'agissant d'élection d'officiers qui ne relève pas de la juridiction ecclésiastique (21 janvier 1744)
- la collation des églises paroissiales des Ferres et de Conségudes en faveur du prêtre Gio. Battista Dalmazzi et de l'église de Valloria pour le prêtre Giuseppe Balestra (1er-7 février 1744)
- l'attribution au prêtre Gio. Battista Testoris du prieuré paroissial de Marie et à Carlo Francesco Galli de la cure de Roure (28 février 1744)
- la collation d'une chapellenie érigée sur le territoire de Breil en faveur du cleric Gio. Battista Rey (13 mars 1744)
- la nomination du prêtre Amissi au vicariat de l'église paroissiale de Beuil et du prêtre Gio. Francesco Attanasio Boyer au prieuré paroissial de Sauze (12 juin - 2 septembre 1744)
- la collation du prieuré de l'église paroissiale de Touët de L'Escarène en faveur du prêtre Antonio Cavino (24 mars 1745)
- la confirmation de l'élection du moine Carlo Lorenzo Arnaldi en qualité de prieur du monastère de Saint-Pons de Nice (6 avril 1745)
- l'exequatur pour une disposition concernant la séparation entre Maria Margherita Borriglion d'Aspremont et son mari Bartolomeo Barralis (22 avril 1745, 2 novembre 1747)
- la collation d'une chapellenie fondée dans l'église de Péone en faveur du prêtre Gio. Battista Belleudi et de la cure de Perinaldo en faveur du prêtre Gianmaria Cassini, nommé aussi vicaire forain (21 mai - 17 juillet, 18 septembre 1745)
- l'approbation d'un échange de biens effectué entre les Pères de Saint-Jacques de Nice et le comte Gio. Agostino Peyre della Costa (17 août 1745)
- la possibilité pour les ecclésiastiques de participer aux contributions de guerre, demandée par les consuls de la ville (7 octobre 1745)
- la collation d'une chapellenie située à Saint-Dalmas-le-Selvage en faveur du prêtre Francesco Verdasca (20 novembre 1745)
- l'autorisation pour le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Ottavio Gallean de disposer des biens qui sont ou seront en sa possession tout en s'engageant à en donner une partie à son ordre (29 décembre 1745)
- un procès pour la dissolution du mariage entre Teresa Simon et son mari Onorato Sauvaigo (9 janvier 1746)
- la collation d'une chapellenie érigée dans la cathédrale de Nice en faveur du prêtre Giovanni Boys (30 janvier 1746)
- la nomination du prêtre Onorato Martini en qualité de vicaire de l'église paroissiale d'Entraunes (13 février 1746)
- l'autorisation pour les Pères augustins d'aliéner un bien-fonds et la collation d'une chapellenie située à Roquestéron en faveur du prêtre Francesco Dalmassi (16 mars 1746)
- la nomination du prêtre Giuseppe Amoretti à la collégiale d'Oneglia (Oneille) (19 mars 1746)
- l'autorisation pour un Père franciscain de visiter les couvents de Nice, Lantosque et Maro (15 juin 1746)
- la collation de la chapellenie de Breil en faveur du prêtre Antonio Grillo, de celle de Clans en faveur du chanoine Gio. Battista Laugero et un litige entre le médecin Onorato Passeroni et sa sœur, le médecin s'étant opposé à sa prise de voile dans le monastère de la Visitation à Nice (3 avril 1744)
- un différend concernant l'attribution de la chapellenie de Rimplas et l'exequatur pour celles de Sospel et Gorbio (1er novembre - 22 décembre 1746)
- l'autorisation aux religieuses de Sainte-Claire de Nice de vendre des terrains près de Pontedassio et la collation de la chapellenie de Puget en faveur du prêtre Tomaso Fabre (6 janvier 1748, 14 mars 1749)

- l'autorisation de donner en emphytéose une terre appartenant aux Pères des écoles pies d'Oneglia et la nomination du clerc Ignazio Cacciardo en qualité de suppléant perpétuel du chanoine de la cathédrale de Nice (7 février 1747)
- l'exequatur pour la mise en possession de l'église paroissiale d'Olivastri demandé par le prêtre Gio. Battista Gandolfo, retardé à cause de la guerre (17 février 1747)
- un litige concernant l'attribution de deux chapellenies érigées à Villefranche et l'autorisation pour le couvent des Pères du Carmel d'emprunter une somme d'argent (14 avril 1747)
- les nominations des clercs Giuseppe Balduini et Onorato Brossetti aux canonicat et bénéfice institués dans la cathédrale et la collation des prieurés de La Tour, Contes et Les Ferres pour trois prêtres (19 mai - 22 juin 1747)
- l'exequatur de bulles pontificales accordant une pension et un prieuré à des prêtres de Sospel et de Bouyon (27 février 1748)
- l'autorisation pour le monastère de Sainte-Claire d'emprunter une somme d'argent (2 avril 1748)
- la nomination de l'évêque de Glandèves André Jean-Baptiste de Castellane (20 juillet 1748, 14 mars 1749)
- la collation du prieuré de la paroisse d'Utelle en faveur du prêtre Antonio Maria Cauvin (20 septembre 1748)
- la nomination du prêtre Gio. Battista Robaudi en qualité d'official de l'évêque de Glandèves et le passage d'un moine franciscain au clergé séculier et l'autorisation pour les Pères minimes de Saint-François-de-Paule d'aliéner les maisons proches de l'ancien couvent pour achever la construction du nouveau (28 mars 1749)
- la collation d'un canonicat érigé dans la collégiale d'Oneglia (4 avril 1749)
- l'attribution de la cure de Seborga et la permission pour les Pères augustins de Nice d'aliéner une maison sise sur la place Saint-François à Nice (25 avril 1749)
- l'exequatur pour les patentes de notaire apostolique accordées au notaire royal Filippo Emanuele Feraudy de Nice (6 juin 1749)
- l'autorisation pour les moines de Saint-Pons de vendre deux maisons pour l'agrandissement de leur couvent (13 juin 1749)
- la visite du couvent de Perinaldo effectué par un Père génois sans avoir le placet royal et le refus du bras séculier pour intervenir lors d'un mariage clandestin à Villatalla (20 juin 1749)
- l'autorisation donnée aux Pères augustins de Nice d'aliéner des biens immeubles (27 juin 1749)
- la collation d'un prieuré à Saint-Étienne et d'un canonicat à Oneglia (20 juillet - 3 août 1749)
- la publication de monitoires pour auditionner des témoins, demandée par le procureur du comte Gio. Battista dal Pozzo Grimaldi après le pillage commis à Gattières, en février 1747, par les troupes françaises et le refus de l'exequatur pour une chapellenie instituée à Breil comportant la fondation de messes (3 septembre 1749)
- le refus de l'exequatur pour une signature apostolique comportant une pension pour un prêtre de Puget (31 octobre 1749)
- l'autorisation pour le monastère de la Visitation de Nice de vendre trois terres ayant appartenu à la religieuse Rosa Maria Costanza Scudieri et la nomination du prêtre Gio. Andrea Drago au prieuré de Belvédère (19 décembre 1749)
- la nomination pour le prêtre Gio. Francesco Guerin de la vicairie perpétuelle de Puget-Théniers (26 décembre 1749)

13/06/1742 - 26/12/1749

1 B 210

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (30 janvier 1750 - 23 décembre 1757), 1 registre, concernant :
- la nomination du vicaire Nicolo' Marvaldi en qualité de conservateur des biens de la commanderie de Saint-Jean-Baptiste de Savona (Savone) existant dans la principauté d'Oneglia (Oneille) (30 janvier 1750, 21 avril, 7 septembre 1752)
 - l'exequatur donné à des bulles pontificales concernant la clôture monastique (17 février 1750)
 - l'entrée dans le couvent de Saint-François de Nice d'un prêtre originaire de Gubbio (20 février 1750)
 - l'attribution au prêtre Gio. Battista Ginesi des chapellenies de Puget et de Châteauneuf-d'Entraunes (27 février 1750, 8 janvier 1751)
 - un litige concernant la sépulture du fils du marchand Gio. Battista Demeva, enterré dans l'église des Pères dominicains de Nice contre l'avis du vicaire général (6 mars, 3 juillet 1750)
 - un litige concernant la nomination des bénéficiaires de la chapellenie fondée en 1678 par le prêtre Giovanni Bovis d'Utelle (23 mars 1750)
 - l'attribution de la chapellenie de Gilette pour le prêtre Giambattista Robaudi et la publication de monitoires dans l'église de Cenova (31 mars 1750)
 - la collation du prieuré de Malaussène en faveur du prêtre Giambattista Ghinaudo (10 avril 1750)
 - un litige entre plusieurs familles de Sospel concernant la nomination du titulaire d'un bénéfice institué en 1674 par Imperiale De Bartolomeis (29 avril 1750)

- l'attribution d'une chapellenie de Rimplas en faveur du diacre Sebastiano Ludovico Belleudi (15 mai 1750)
- la collation d'un prieuré situé à Saint-Martin-d'Entraunes en faveur d'un prêtre de Guillaumes, bien qu'étranger (22 mai 1750)
- la mise en possession de deux chapellenies à Entraunes en faveur de deux prêtres (12 juin 1750)
- le refus de l'exequatur d'une patente du vicaire forain du Saint-Office prévoyant l'envoi d'un inquisiteur génois à Oneglia (Oneille) et d'une bulle concernant la collation d'une chapellenie à Lieuche (10 juillet - 14 août 1750)
- la présentation de la copie d'une convention établie entre la curie romaine et le roi de Sardaigne relative à la répartition des bénéfices (23 juillet 1750)
- la collation du prieuré d'Amirat en faveur du prêtre Gio. Cesare Alziari de Roquestéron (11 septembre 1750)
- l'autorisation accordée aux Pères dominicains de Nice d'emprunter une somme d'argent pour achever la construction de magasins à grains et réparer la façade de leur église (23 octobre 1750)
- la collation de canonicats érigés dans la cathédrale de Nice pour deux prêtres (30 octobre 1750)
- l'exequatur d'une sentence de l'archevêché de Genova (Gênes) concernant la possibilité pour les Pères carmes du monastère de Loano de faire leurs processions hors de leur couvent (4 décembre 1750)
- la collation de deux bénéfices ecclésiastiques dans la vallée de Stellanello et à Aspremont (11 décembre 1750)
- le refus de l'exequatur des bulles pontificales concernant le prieuré paroissial de Roquebillière (18 décembre 1750)
- l'exequatur d'une lettre venant de la curie romaine concernant des dispositions pour contrer les vols sacrilèges et d'un décret relatif à l'affermage des moulins à blé et à huile, situés dans le quartier de Lympia et appartenant à la prévôté de la cathédrale (8 avril 1751)
- la publication à Sospel et Saorge d'un précepte de l'évêché de Ventimiglia (Vintimille) portant convocation d'un synode diocésain ayant fait l'objet de remarques étant dépourvue du placet royal (7 mai 1751)
- la publication de monitoires demandée par le comte Gio. Agostino Peyre della Costa pour auditionner de témoins susceptibles de lui donner des informations sur des vols perpétrés sur ses biens dans la principauté d'Oneglia (14 mai 1751)
- la collation du prieuré de Tourrette et du prieuré de Roquebillière en faveur des prêtres Gio. Battista Peyrani et Gio. Battista Robaudi (4-11 juin 1750)
- l'exequatur d'un décret ecclésiastique portant approbation d'une transaction entre le monastère de Saint-François-de-Sales et le chapitre de la cathédrale de Nice à propos d'un terrain situé à Rimiez et d'un bref papal invitant le clergé à collecter des fonds pour l'entretien des lieux sacrés en terre sainte profanés par les Turcs (30 juillet 1751)
- l'attribution d'un canonicat érigé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) 17 septembre 1751
- la nomination du prêtre Giuseppe Giacinto Gausserandi en qualité d'official forain de l'évêque de Glandèves dans les États sardes (18 octobre, 3 décembre 1751, 4 août, 29 septembre 1752)
- la collation du vice-prieuré de la Madone del Poggio pour le prêtre Giuseppe Ludovico Daveo (12 novembre 1751)
- la citation à comparaître en justice pour Antonio Cotta, accusé de complicité d'infanticide à Sospel, malgré le droit d'asile, Cotta se trouvant dans l'hôpital de Sospel (26 novembre 1751)
- la vente d'un terrain à Cimiez effectué par le couvent Saint-Jacques de Nice au consul Giambattista Bottini (9 décembre 1751)
- la collation du prieuré de l'église paroissiale de Sospel en faveur du prêtre Giovanni Pellegrino (14 janvier 1752)
- l'autorisation accordée aux Pères augustins de vendre deux terrains situés sur le territoire d'Èze et près du Var et aux Pères du couvent de Saint-Jacques d'emprunter une somme d'argent pour faire face aux dettes (21 janvier - 18 février 1752)
- des litiges concernant l'attribution entre plusieurs prêtres du canonicat fondé par Giovanni Amoretti à Castelvechio et des abus et malversations commis au préjudice de deux chapellenies situées à Stellanello et Rezzo (25 février 1752)
- la collation du prieuré de Gilette en faveur du prêtre Antonio Belleudi (17 mars 1752)
- la nomination de Jean-Baptiste de Belloy en qualité d'évêque de Glandèves (14 avril 1752)
- la nullité d'un séquestre, imposé par le bureau des finances de la généralité de Provence au fermier et collecteurs des dîmes de Sigale, Les Ferres et Conségudes, dépendant du diocèse de Glandèves, s'agissant d'une violation de juridiction (14 avril 1752)
- la collation d'une chapellenie fondée à la Bolline de Valdeblore, en 1545, par le prêtre Lorenzo Moisini et du prieuré de Gilette (12-19 mai 1752)
- une remontrance à l'encontre du vicaire général de Ventimiglia (Vintimille) ayant donné exécution à une sentence du tribunal métropolitain de Milano (Milan) sans demander le placet (2 juin 1752)

- le refus de l'exequatur pour les lettres envoyées par la vice-légation d'Avignon à des ecclésiastiques de Nice concernant la méconnaissance de paternité d'un enfant, rejeté par son père, sous prétexte d'adultère (9 juin 1752)
- la révision des comptes de la confrérie de la Miséricorde de Sospel, demandée au préfet de cette ville, suite à des abus commis par les confrères chargés de la comptabilité (16 juin 1752)
- la collation d'un bénéfice situé sur le territoire d'Apricale, détenu par l'archevêque de Sassari et cédé à un parent et de la prévôté de Perinaldo à Michelangelo Chianea (21 juillet 1752)
- la nomination du prêtre Domenico Giacinto Peri en qualité de notaire apostolique (27 octobre 1752)
- la mise en possession de la vicarie perpétuelle de Rigaud pour le prêtre Pietro Audoli (24 novembre 1752)
- la collation de la cure de Conio, de la chapellenie de Chiusavecchia et du prieuré de Toudon en faveur des prêtres Giambattista Clerici, Pietro Giorgio Galliano et Giacomo Isnardi (15 décembre 1752 - 5 janvier 1753)
- la collation de chapellenies, rectorie et prieurés de Puget, Larzeno, Peillon, Sospel (11-25 mai 1743)
- la nomination de l'avocat Gio. Andrea Granella, fils du sénateur, en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (8, 15 juin 1753) et du chanoine Pietro Ignazio Napion, habitant à Albenga, en qualité de notaire apostolique (13 juillet 1753)
- la collation de prieuré et chapellenies de Pierrefeu, Caravonica, Tende et Cenesi (7 septembre - 2 novembre 1753)
- la nomination du prêtre Gio. Francesco Maulandi, en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (9, 23 novembre 1753)
- les poursuites judiciaires à l'encontre d'un voleur, arrêté dans la chapelle du hameau La Rivière d'Utelle, ne s'agissant pas d'un lieu protégé par le droit d'asile (18 janvier 1754)
- le refus d'accorder l'exequatur à une sentence de l'évêque d'Albenga relative une fondation de messes à Arentino, ne s'agissant pas d'un bénéfice ecclésiastique mais d'une oeuvre pie laïque dont la connaissance devait revenir au juge séculier (5 avril 1754)
- l'autorisation pour le collège des Jésuites de Nice d'emprunter une somme d'argent pour effectuer des réparations audit collège (10 mai 1754, 19 décembre 1755)
- la collation de bénéfices, canonicat et chapellenie à Sigale, Saint-Martin-d'Entraunes, Nice et Saint-Dalmas-le-Selvage (31 mai - 26 juillet, 6 septembre 1754)
- un procès entre le notaire Francesco Piccone et Anna Maria Trabauda devant le vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) à propos de la rupture d'une promesse de mariage (16 août 1754, 27 février 1756)
- un procès entre les héritiers de Maria Pellegrina Musso, dont un prêtre, pour le paiement d'une partie de l'héritage (6 septembre 1754)
- l'exequatur pour le transfert du monastère des religieuses carmélites déchaussées de Saint-Étienne à Sospel, à condition de séculariser le couvent et l'église de Saint-Étienne, contenant également une délibération du conseil municipal de Sospel du 15 août 1753, un tableau des revenus annuels desdites religieuses, leurs suppliques et un acte de désaffectation du culte (10 janvier 1755, 9 avril 1756)
- la collation de prieuré et chapellenie à Utelle et Oneglia (Oneille) (7-21 février 1755)
- la nomination du notaire Gio. Battista Giacobi par le grand maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem pour examiner les personnes souhaitant entrer dans langue de Provence dudit ordre (28 février 1755)
- la poursuite du procès à l'encontre d'un soldat coupable de « grassazione » avec des complices, perpétrée sur le territoire de La Brigue, bien que réfugié dans une église, le droit d'asile ne pouvant être invoqué pour ce crime (14 mars 1755)
- la collation de chapellenie, pension, cure, prévôté à Sigale, Nice, Entraunes et Pigna (11-18 avril, 27 juin - 4 juillet 1755)
- l'exequatur pour l'agrandissement d'une chapelle existant dans l'église paroissiale de Costa d'Oneglia et pour un appel présenté par Gio. Battista Massiera de Clans concernant la rupture d'une promesse de mariage (11 juillet 1755)
- la collation du prieuré de Sospel (23 juillet 1755)
- les compétences des vicaires généraux lors de procès civils et criminels (15 août 1755)
- un différend entre le prêtre Pietro Antonio Fighiera et les prieurs de la Très-Sainte-Trinité, érigée à Èze, au sujet du paiement d'une pension (19 septembre 1755, 9 septembre 1757)
- la confirmation du prêtre Giuseppe Gioachino Giusserandi, en qualité d'official forain du diocèse de Glandèves (26 septembre 1755, 20 février, 21 mai 1756)
- l'exequatur pour le transfert de la chapelle Saint-Arnulf située sur le territoire de Lantosque et la construction d'une plus grande pour les habitants des hameaux de Loda, Bonvillar et Bleassa, à condition de détruire l'ancienne (3 octobre 1755)
- la collation de prieuré et rectorie à Toudon et Saorge (17-24 octobre 1755)

- des procès entre le chanoine curé de la cathédrale de Nice et le prieur de l'église Saint-Antoine, érigée hors du pont de la ville, au sujet du droit invoqué par le second de faire chanter une messe solennelle et les Vêpres dans cette église pour la fête du saint et entre des prêtres d'Oneglia (Oneille) au sujet de chapellenie et de la validité d'un contrat d'échange (29 décembre 1755, 24 décembre 1756)
- la nomination de Gaspard de Tressemanes de Brunet en qualité d'évêque de Glandèves (2 janvier 1756)
- des dispositions concernant la célébration de la messe dans les oratoires privés (30 janvier 1756)
- la collation de prieurés, rectorie, chapellenie à Utelle, Roquette-du-Var, Moltedo superiore, Saorge et Saint-Martin-d'Entraunes (19 mars - 30 avril, 14 mai 1756)
- la jouissance de la commanderie de Nice, appartenant à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, attribuée au chevalier Giuseppe De Olivaris et l'acceptation de Gio. Battista Grimaldi di Boglio en qualité de chevalier de justice de l'ordre, bien que mineur (7 mai 1756)
- l'autorisation de vendre un terrain situé à Saint-André pour réparer leur monastère, demandée par les religieuses de Saint-Bernard de Nice (21 mai 1756, 20 mai 1757)
- l'exequatur pour la nomination de Jacques de Grasse en qualité d'évêque de Vence et la commission donnée à des membres de l'ordre de Malte d'examiner les quartiers de noblesse de Gio. Battista Paolo Raynaldi, pour être reçu parmi les chevaliers de cet ordre (4 juin, 27 août 1756)
- des abus pratiqués par un prêtre pour rentrer en possession de la chapellenie érigée dans l'église paroissiale de Saorge et l'autorisation d'emprunter une somme d'argent pour réparer un bras de leur monastère demandée par les moines de Saint-Pons de Nice (11 juin 1756, 18 mars 1757)
- la collation de la rectorie et chapellenie à Borgoratto et Puget (10 septembre, 26 novembre 1756)
- l'éloignement du prêtre de Valdeblore, coupable de désordres et mauvaise conduite (1er octobre 1756, 25 février 1757)
- l'autorisation d'emprunter une somme d'argent demandée par les Pères augustins afin de rebâtir une partie de leur couvent (14 janvier 1757)
- la collation du prieuré de Castillon (15 avril 1757)
- la nomination de Gio. Battista Cuggia, prieur de Gattières, en qualité d'official de l'évêque de Vence et la collation de la chapellenie de Garlenda (10 juin 1757)
- un litige entre la confrérie du Gonfalon de Villefranche et l'évêque de Nice à propos de la nomination du bénéficiaire de la chapellenie fondée par le prêtre Gio. Antonio De May en 1754 (16 septembre 1757)

30/01/1750 - 23/12/1757

1 B 211

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (24 février 1758 - 28 décembre 1764), 1 registre, concernant :
- l'autorisation pour les Pères de Saint-Jacques de Nice d'acheter une maison proche de leur couvent et d'emprunter une somme d'argent et la nomination du chanoine Sigismondo Pellegrini de la collégiale de Sospel en qualité de vicaire général de l'abbé de l'ordre de Saint-Ruf pour le comté de Nice (24 février, 28 avril 1758, 12 mai 1763)
 - l'autorisation pour les Pères augustins de Saint-Jean-Baptiste de Nice de vendre un terrain situé à Aspremont et la collation de la chapellenie de Garlenda (17 mars 1758)
 - la nomination du prêtre Gio. Battista Lanteri, en qualité de notaire apostolique de l'évêché de Ventimiglia (Vintimille) et de prieur du bénéfice de Notre-Dame-du-Château et de Sainte-Sabine de Sospel (31 mars - 7 avril 1758)
 - la collation d'une chapellenie à Bairols (28 avril 1758)
 - la nomination de Gio. Ludovico Salvador en qualité de notaire apostolique de l'évêque de Glandèves, contenant également la lettre de l'évêque portant son cachet à sec (16 juin 1758)
 - la collation de prieuré, vicarie et chapellenie à Ville San Pietro et à Entraunes (23 juin - 25 août 1758)
 - la condamnation du prêtre de Ville San Pietro pour pratique scandaleuse (22 septembre 1758)
 - une convention pour composer le litige né entre deux prêtres, prétendant à la chapellenie instituée à Sospel par Imperiale De Bartolomeis, un différend à Oneglia (Oneille) entre Placidia Maria Ameglio veuve Amoretti et son beau-frère prêtre, au sujet de l'héritage de son mari et la collation d'un bénéfice à La Brigue en faveur de Francesco Antonio Spinelli (13 octobre 1758, 18 avril 1760, 14 août 1761)
 - la nomination du notaire Giacomo Guiglieri en qualité de chancelier de l'évêque d'Albenga (24 novembre 1758, 28 décembre 1764)
 - la collation de cures à Sigale et à Malaussène (26 janvier - 30 mars 1759)
 - l'exequatur pour l'échange d'un terrain situé dans la campagne de Nice entre le monastère Sainte-Claire et la comtesse Laurenti di Venanzone (6 avril 1759)
 - l'exécution des sentences rendues par l'autorité ecclésiastique au sujet du litige entre l'évêque et la confrérie du Gonfalon de Villefranche sur la nomination des bénéficiaires de la chapellenie fondée par Gio. Antonio De May (11 mai 1759, 22 février 1760)
 - la collation de prieuré et chapellenie à Entraunes et Puget (8-15 juin 1759)

- l'union des deux confréries existant à Puget sous les titres du Très-Saint-Nom-de-Jésus et de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, souhaitée par l'évêque de Glandèves, contenant également les copies de la requête de l'évêque et du billet du roi (13 juillet 1759)
- la collation de la chapellenie de Pontedassio (27 juillet 1759)
- la nomination du prêtre Gioanni Martini en qualité de promoteur de la juridiction ecclésiastique du diocèse de Glandèves (14 septembre 1759)
- l'envoi d'une députation de chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem pour vérifier les travaux de réparations dans la commanderie Sainte-Marguerite à Lucéram et dans celle de Nice, effectués par les chevaliers Giuseppe Raimondo d'Eaulx et Giuseppe d'Olivaris (5 octobre, 24 décembre 1759)
- les nominations de Gabriel François Moreau en qualité d'évêque de Vence (19 octobre 1759) et de Giuseppe Michelis en remplacement de Gioanni Martini (23 novembre 1759)
- la collation d'un bénéfice érigé à Gilette dans l'église paroissiale et un litige pour la nomination des bénéficiaires d'une chapellenie fondée à Saint-Dalmas en 1422 (22 janvier 1760)
- le refus de l'exequatur pour les lettres nommant le prêtre Gio. Battista Cassio en qualité de notaire apostolique du prince Sforza (29 février 1760)
- la nomination du prêtre Gio. Battista Cuggia, prieur de Gattières, en qualité d'official de l'évêque de Vence (7 mars 1760)
- un litige devant l'autorité ecclésiastique entre Felice Bonfante de Saorge et Angelica Siccardi à propos de la rupture d'une promesse de mariage (3 avril 1760)
- la collation de bénéfices, canonicat, prieuré, prévôté et chapellenie institués à Breil, Nice, Les Ferres, Testico, Gazzelli et Valdeblone (18 avril - 12 septembre 1760, 13 mars 1761)
- la vente de terrains et maisons accordée aux Pères du monastère de Laghet et au Pères minimes de Nice (17 octobre 1760)
- la nomination d'un nouveau prieur pour le couvent des Pères augustins déchaussés de Nice (24 octobre 1760)
- l'appel présenté par un prêtre de Saorge, accusé de pratique malhonnête et scandaleuse (24 octobre 1760, 29 avril 1761)
- les nominations du notaire apostolique Gio. Ludovico Salvator en qualité de secrétaire de l'officialité du diocèse de Glandèves et du prêtre Giuseppe Gioachino Giausserandi, en qualité d'official pour les paroisses de ce diocèse, acquises après le traité d'échange du 24 mars 1760 (29 avril 1761)
- l'établissement d'un cimetière dans un terrain appartenant à la confrérie de la Miséricorde de Saint-Étienne, les tombes de l'église paroissiale ne pouvant plus contenir des dépouilles et un litige entre deux prêtres au sujet d'un bénéfice institué à Torria en 1680 (6 mai 1761)
- la nomination du prêtre Giuseppe Michelis en qualité de promoteur du diocèse de Glandèves pour les lieux acquis avec le traité de 1760 (15 mai 1761)
- l'autorisation de transférer les dépouilles, enterrées dans l'église du couvent des Pères augustins de Loano, dans un grand sépulcre existant dans la même église (26 juin 1761)
- l'édification d'une chapelle, sous le titre des Saints-Jean-Baptiste-et-François-d'Assise, dans la campagne de Breil, accordée aux frères Cacciardi (24 juillet 1761)
- le transfert de l'église érigée sous le titre des Saints-Bartholomé-et-Honoré dans les hameaux de Figaret et Blachet d'Utelle et la construction d'une nouvelle sur le site dit le Cluot, l'ancienne étant petite et d'accès difficile (14 août 1761)
- la construction d'une chapelle champêtre, sous le titre de Sainte-Marie-de-la-Consolation, dans le quartier Riofreddo de Tende, en remplacement d'une ancienne détruite par une avalanche de neige, accordée au chanoine de la collégiale de ce lieu et la collation de la prévôté dans ladite collégiale pour le prêtre Carlo Giuseppe Caissotti (30 octobre 1761)
- la collation d'un canonicat existant dans la collégiale de Tende en faveur du prêtre Gio. Battista Lantéri, secrétaire de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (8 janvier 1762)
- un litige entre Ambrogio et Gio. Battista Robiolis au sujet de la nomination du bénéficiaire d'une chapellenie existant à Breil sous le titre des Saints-Pierre-et-Paul, la collation de la prévôté de Rezzo par le vassal de ce lieu, le marquis Paolo Gerolamo Pallavicino di Cravesana et l'autorisation pour les Pères minimes de Nice d'emprunter une somme d'argent pour terminer la construction de leur église (26 février, 7 mai 1762, 30 mars 1764)
- la collation de cures, canonicats et prieuré à Beuil, Guillaumes, Tende, Cenova, Oneglia (Oneille) et Saint-Martin-Lantosque et le refus de l'exequatur à la nomination d'un notaire apostolique faite par l'évêque d'Albenga (19 mars - 16 juillet 1762)
- la collation de la cure de Tourrette-Revest en faveur d'un prêtre d'Annot, quoique étranger, et d'une chapellenie érigée à Lucinasco (13 août 1762)
- l'appel d'une sentence condamnant le prieur de la collégiale de Sospel, accusé d'atteinte à l'autorité du vicaire général (20 août 1762, 29 avril 1763)
- la collation de chapellenies, canonicat et cure à Sigale, Puget-Théniers, Nice et Péone (10 septembre - 22 octobre 1762)

- l'accord donné à une délégation de chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, venant de France, de visiter les biens appartenant aux commanderies de Nice et de Lucéram (10 décembre 1762, 31 août 1764)
- la collation de cures et canonicat à Sarola, à Oneglia, La Penne et Tourrette-Revest (24 décembre 1762, 4-18 mars 1763)
- un litige pour la nomination des bénéficiaires d'une chapellenie érigée à Saint-Martin-Lantosque en 1700, par le prêtre Giuseppe Airaudo (25 mars 1763)
- la collation de prieuré, rectorie et prévôté à Touët de L'Escarène, Dolceacqua, Stellanello et Larzeno (15 avril - 12 mai 1763)
- la nomination du prieur de Malaussène en qualité d'archiprêtre du département de Gilette (27 mai 1763)
- la collation de canonicat et cure à La Brigue et à Pantasina et un litige entre le comte Orazio Thaon di Sant'Andrea et le monastère de la Visitation di Nice à propos du paiement de la redevance d'un bien-fonds (3 juin, 18 novembre 1763)
- l'expulsion des États sardes de deux religieux génois venus visiter le couvent des frères mineurs de Perinaldo sans avoir demandé le placet (29 juin 1763)
- la construction d'une chapelle sous le titre de la Vierge-des-douleurs et Saint-Philippe-Neri à Pontedassio et la collation du bénéfice fondé en 1690 dans l'église paroissiale de la vallée de Stellanello (15 juillet 1763)
- la collation de prévôté, archipresbytérat, cure et chapellenies de Carpasio, Bardineto, Moulinet, La Brigue, Puget-Théniers, Roquestéron et Gilette (9 septembre - 18 novembre, 22-23 décembre 1763 - 16 mars 1764)
- la menace d'expulsion pour le recteur de la paroisse de Carpe, près de Balestrino, accusé d'inciter des jeunes sardes à s'enrôler dans une compagnie génoise et de négliger son ministère, contenant également les procès-verbaux d'audition de témoins (30 mars 1764)
- l'autorisation de construire une nouvelle église à La Turbie, l'ancienne étant en trop mauvais état pour être réparée et d'accès difficile pour les habitants (30 mars 1764)
- l'autorisation de réédifier et élargir l'église d'Èze, l'ancienne étant sombre et sans pavement (27 avril 1764)
- un litige entre deux prêtres concernant les comptes de la chapellenie érigée sur le territoire de Bestagno (15 juin 1764)
- la nomination du Père dominicain Giacomo Francesco Tomaso Astesan, en qualité d'évêque de Nice et la concession du bras séculier pour l'exercice de sa juridiction (3 août, 17 octobre 1764)
- la collation de chapellenies, prieuré et cure à Gilette, Gorbio, Duranus et Apricale (10 août - 28 septembre 1764)
- le refus d'entériner la nomination d'un prêtre de Biot au prieuré de Roquebillière, faite par le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem d'Olivaris (19 octobre 1764)
- la collation du prieuré de Castellar (23 novembre 1764)
- la nomination de Giuseppe Francesco Torre en qualité d'évêque d'Albenga (14 décembre 1764)
- la collation de cure et chapellenie de Bonson et Châteauneuf-d'Entraunes et la nomination de Nicolo' Marvaldi en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga (28 décembre 1764)

24/02/1758 - 28/12/1764

1 B 212

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (11 janvier 1765 - 1er décembre 1766), 1 liasse, concernant :
- l'autorisation de construire une chapelle dans le quartier de la Pallud sur le territoire de Châteauneuf-d'Entraunes, contenant également la copie de la requête présentée par le prêtre dudit lieu, extraite des registres du greffe de l'évêché de Glandèves (25 janvier 1765)
 - un litige pour la jouissance d'une chapellenie érigée à Carpasio et l'autorisation à vendre des biens constituant la dotation d'une chapellenie érigée en 1691, dans la cathédrale de Nice, par Gio. Battista Torrini, demandée par ses descendants (1er février 1765)
 - un litige entre le comte Giacomo Cagnoli di Massoins et le promoteur de la mense épiscopale de Nice au sujet de la nomination du bénéficiaire du prieuré de l'église paroissiale de ce lieu (12 avril 1765)
 - le refus de l'exequatur des bulles relatives à la prévôté de la collégiale d'Oneglia (Oneille) (12 avril 1765)
 - l'autorisation de construire une nouvelle église à Lucinasco, l'ancienne étant en ruine, contenant également la supplique adressée à l'évêque d'Albenga et un plan manuscrit de la nouvelle église (19 avril 1765)
 - la nomination du prêtre Gio. Francesco Atanasio Boyer, prieur de Sauze, en qualité de vice-official forain de l'évêque de Glandèves et la collation du prieuré érigé dans l'église paroissiale de Gorbio (10 mai 1765)
 - la collation de cure, chapellenies et archipresbytérat à Seborga, Entraunes, Oneglia (Oneille) et Lavina (17 mai - 28 juin 1765)

- les nominations de Gio. Battista Isoardi et de Stefano Bottini en qualité de notaires apostoliques et du bénéficiaire de la chapellenie érigée à Rezzo le 7 mai 1400 par Giovanni Buonfante (19 juillet 1765)
- la citation de Chiara Acquarone et de son père devant l'autorité ecclésiastique, voulue par le clerc Gio. Tommaso Abbo, tous de Lucinasco, à la suite d'une affaire de viol suivie de grossesse illégitime (9 août 1765, 1er décembre 1766)
- les nominations du notaire Andrea Autiero et du prêtre Antonio Gheresi en qualité de notaire apostolique et de vicaire général de l'évêque d'Albenga et du prêtre Francesco Maulandi en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (7 septembre - 18 octobre 1765)
- la collation de chapellenies, canonicat, cure, prieuré à Villatalla, Carpasio, Nice, La Brigue, Seborga, Sigale, Levens (17 janvier - 11 avril 1766)
- la vente de biens immobiliers demandée par les procureurs de l'église paroissiale de Loano et la collation d'une chapellenie érigée à Puget sous le titre de Notre-Dame de Benivet (2 mai, 25 juillet 1766)
- l'appel devant la juridiction ecclésiastique dans l'affaire opposant Maddalena Mirapelle à Onorato Lauro de Villefranche à la suite de séduction et grossesse illégitime et la collation de chapellenies, prieuré, canonicat à Borgo Maro, Saint-Étienne, Roquestéron, Puget-Rostang, Bairols, Tende et Sigale (6 juin - 29 août 1766)
- l'autorisation de construire un nouvel oratoire sous le titre de Saint-Jean-Baptiste à Torria, à côté de la place publique, l'ancien étant exigü, éloigné et en ruine, accordée à condition de procéder à la désaffectation du précédent oratoire, contenant également deux plans aquarellés de la façade et de la nef (7 novembre 1766)
- l'exequatur concédé aux lettres du grand maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem présentées par des chevaliers français, députés à Nice, pour examiner les preuves du clerc Pietro Antonio Daideri (1er décembre 1766)

11/01/1765 - 01/12/1766

1 B 213

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (9 janvier 1767 - 6 décembre 1771), 1 liasse, concernant :
- l'ouverture d'une porte entre le presbytère et une maison attenante, à Dolceacqua, autorisée sous certaines conditions, afin de restreindre les possibilités d'asile et la collation de cures et canonicat à Vasia, La Brigue et Nice (9-16 janvier 1767)
 - la remise aux chanoines de la cathédrale de l'affaire opposant Onorato Lauro à Maddalena Mirapella (13 février, 17 juillet 1767)
 - la collation de chapellenie, prieuré, cures à Rezzo, Massoins, Villaviani et Borgo d'Oneglia, le refus d'attribuer au prêtre Antonio Vachieri un bénéfice, institué à Sospel par Gioanna Ludovica Vachieri et l'attribution aux chanoines de la cathédrale de Nice de litiges concernant des prêtres au sujet de créances, contenant notamment la copie d'un testament de 1532 relatif à la fondation de la chapellenie de Rezzo (17 avril - 29 mai, 4 septembre 1767)
 - le maintien pour le prieur de l'église, érigée à Nice dans le faubourg sous le titre de Saint-Antoine-abbé, de célébrer une messe solennelle et les Vêpres le jour de la fête de ce saint (12 juin 1767)
 - la collation du prieuré de Lantosque et la nomination de Giuseppe Torcat, originaire de Gars en Provence, en qualité de curé de Pierlas, faite par le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Olivaris, bien qu'étranger (10, 31 juillet 1767)
 - l'attribution au vicaire du chapitre de l'église métropolitaine de Sospel du litige sur la validité ou nullité du mariage opposant Anna Maria Dorotea Vachieri à son mari Ascanio Vassal (14 août 1767)
 - un litige entre le commandeur Olivaris et le promoteur fiscal de l'évêché de Nice au sujet du droit, pour ledit commandeur, de nommer les bénéficiaires du prieuré Saint-Michel de Roquebillière, contenant aussi la supplique du commandeur et un parchemin daté de Roma (Rome) provenant de l'auditeur général de la chambre apostolique (11 septembre 1767)
 - la collation du prieuré de La Roquette-du-Var (16 octobre 1767)
 - l'autorisation donnée à des membres de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem de venir à Nice pour examiner les quartiers de noblesse de Gioachino Ignazio Grimaldi, afin d'être reçu dans ledit ordre, contenant la copie d'un procès-verbal de l'assemblée provinciale du grand prieuré Saint-Gilles d'Arles (13 novembre 1767)
 - la nomination du moine génois Angelo Luigi Giovo en qualité d'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (20 novembre 1767)
 - des problèmes d'application des usages de l'église gallicane dans les lieux de l'ancien comté de Nice faisant partie du diocèse de Glandèves (18 décembre 1767)
 - la nomination de Gio. Francesco Maulandi de Sospel en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (18 janvier 1768)
 - la collation de rectorie et cure à Aurigo et Rigaud (29 janvier 1768)
 - la nomination du prêtre Gio. Giuseppe Champossin en qualité de promoteur fiscal du diocèse de Glandèves (11 mars 1768)

- la délégation à l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) du litige entre Ambrogio Robiolis, son fils et le clerc Carlo Filippo Robiolis pour la nomination d'une chapellenie de Breil et la collation de cure et rectorie à La Croix et Montegrosso (8-29 avril 1768, 20 février 1769, 5 octobre 1770)
- la collation du canonicat érigé dans l'église paroissiale de Clans et la nomination du prêtre Giuseppe Francesco Maulandi en qualité de provicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (17 juin - 1768)
- des litiges opposant des prêtres à Nice et à Torria au sujet de créance et tentative d'extorsion d'argent, contenant également un compte-rendu de l'avocat fiscal général sur des abus de juridiction commis par le vicaire général de Nice et un décret de l'évêque de Nice portant son cachet à sec (17 août 1768)
- la collation de cure et prieuré à Pigna et Levens (21 août - 19 septembre 1768)
- la renonciation faite par le prêtre Francesco Giacinto De Bartolomeis du bénéfice érigé dans l'église paroissiale de Sospel, en 1674, par Imperiale De Bartolomeis et les nominations de l'avocat Gio. Giacomo Demora et de Gio. Battista Amoretti en qualité d'avocat fiscal de l'évêque d'Albenga pour les causes criminelles et de notaire apostolique (9 janvier 1769)
- la collation de cure à Garlenda (30 janvier 1769)
- l'autorisation d'échanger une terre qui leur a été léguée avec une autre plus proche et rentable, demandée par les Pères rédemptoristes de Saint-Étienne (24 février 1769)
- un litige entre Camilla Oreglia et Gio. Luigi Toesca de Nice au sujet de la rupture d'une promesse de mariage et le recours d'un moine franciscain, originaire de Menton, présenté à la congrégation du concile de Rome (Rome), concernant la nullité de sa profession de foi, ayant été obligé de la prononcer (8 mai 1769, 5 octobre 1770)
- l'autorisation de construire une nouvelle chapelle, l'ancienne étant en mauvais état et peu accessible, accordée aux habitants d'Oliveto, hameau de Castelvecchio, contenant un plan aquarellé du nouvel oratoire (30 juin 1769)
- la nomination du prêtre Bernardino Saorgino en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) avec la concession du bras séculier et la collation de cure et canonicat de Cenesi et Oneiglia (Oneille) (4 août - 23 septembre 1769)
- la mise en possession du bénéfice érigé dans le faubourg de Nice sous le titre de Saint-Antoine-abbé en faveur du Père théatin Gio. Bernardo Galea (10 septembre, 29 novembre, 11 décembre 1769, 8 novembre 1771)
- l'attribution à un chanoine de la cathédrale de la cause concernant un prêtre de Villefranche accusé de viol par Elisabetta Rabassina (24 septembre 1769)
- la collation de canonicat, prieuré et vicarie à Oneiglia (Oneille), Venanson, Saint-Martin-d'Entraunes et l'élection du moine Carlo Lorenzo Arnaudo en qualité d'abbé prieur du monastère Saint-Pons de Nice (6 octobre - 2 décembre 1769)
- le transfert, pour raisons de santé, d'un moine de l'ordre des Pères minimes de la province de Savoie à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et la collation de la chapellenie de Breil, fondée en 1623 par Gio. Francesco Toesca (8 décembre 1769)
- la construction d'une chapelle près de Pontedassio, demandée par les sœurs Agnesi et les frères Piana, et refusée par le roi, des abus découlant de la multiplicité des chapelles champêtres et les conditions pour la construction n'étant pas remplies (11 décembre 1769)
- les nominations de l'avocat Marco Aurelio Eusebi et du notaire Gio. Battista Alberti en qualité de promoteur fiscal de et de greffier l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (5 janvier 1770)
- la collation de cure et rectorie à Testico et à Caravonica (18 mars - 6 avril 1770)
- la transmission au sénat d'une nouvelle instruction papale s'ajoutant à la précédente de Benoît XIV de 1742 sur « l'immunité locale » et d'un bref accordant aux évêques des États sardes la connaissance de certaines causes (13-18 avril 1770)
- l'attribution au chevalier Francesco Blacas Carros de la commanderie sous le titre de Sainte-Marguerite de Lucéram, appartenant à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et l'autorisation donnée à des chevaliers dudit ordre, venant de France, de vérifier les travaux exécutés à la commanderie de Nice pendant l'administration du chevalier Giuseppe Gabriele d'Olivaris (4 mai 1770)
- l'autorisation de bâtir une chapelle au quartier Sclarivous, sur le territoire d'Isola, contenant aussi la requête et des attestations des habitants du hameau (18 mai 1770)
- un différend entre deux prêtres au sujet de la collation du bénéfice paroissial de Saint-Martin-Lantosque (18 mai 1771)
- l'autorisation de construire une chapelle dans le hameau de Granile, près de Tende, contenant aussi la requête et des attestations des habitants (2 juin 1770)
- le refus d'entériner un décret de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) accordant aux prieurs de la confrérie de la Miséricorde de Saorge la possibilité de disposer d'une somme d'argent du mont de piété, administré par ladite confrérie, contenant également la requête, des pièces comptables et le décret de l'évêque (2 juin 1770)

- l'autorisation de reconstruire, en l'agrandissant, l'église paroissiale de Ville San Pietro, l'ancienne étant en mauvais état et insuffisante pour la population, contenant aussi la délibération de la communauté et l'acte de soumission passé par les syndics (8 juin 1770)
- un appel devant le tribunal ecclésiastique métropolitain de l'affaire opposant Maddalena Languasco à Saverio Calzamiglia d'Oneglia (Oneille), au sujet de séduction et grossesse illégitime (13 juillet 1770)
- la communication au sénat d'un décret du Père général des frères mineurs séparant les couvents de Cairo, Capriata et Perinaldo de la province de Genova (Gênes) et les unissant à celle de San Diego, Perinaldo étant dans le ressort de la cour niçoise et les autres lieux dans celui du sénat de Piémont (15 août 1770)
- la permission pour le moine Giuseppe Maria Rubini d'Isolabona de passer à l'état de prêtre séculier pour raison de famille et motifs de conscience (31 août 1770)
- la collation de la chapellenie sous le titre de Sainte-Marie-de-Benivet à Puget et l'autorisation d'emprunter une somme d'argent pour terminer la construction d'une maison de campagne et réparer d'autres édifices accordées aux directeurs du séminaire de Nice (12 octobre 1770)
- la collation de cure, canonicat et prieuré à Buggio, Tende et Marie (30 novembre - 21 décembre 1770)
- le refus de la collation de la chapellenie de Pigna pour le prêtre de Buggio, détenant déjà un bénéfice et l'accord pour la nomination du bénéficiaire de la rectorie de Roquebillière, relevant de la commanderie de Nice de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (1er février 1771)
- la collation de la chapellenie de Toudon, l'autorisation d'emprunter une somme d'argent pour procéder aux réparations de la façade de l'église Saint-Dominique de Nice, demandée par les Pères dominicains et l'érection d'un canonicat dans la collégiale de Tende (22 février 1771)
- la collation de la chapellenie de Rezzo, contenant notamment la copie d'un acte de 1573 (12 avril 1771)
- l'établissement d'un prêtre secondaire (vice-curé) demandé par la communauté de La Croix et la reconstruction de la façade ouest de l'église Saint-Dominique à Nice, contenant notamment un plan aquarellé au sol de la nouvelle façade (13 mai 1771)
- l'autorisation d'aménager le parvis de la collégiale d'Oneglia (Oneille) et la collation de bénéfice et cure à Breil et Saorge, contenant notamment un plan aquarellé du projet du parvis (14 juin 1771)
- la collation de canonicat, prieuré et cures à Clans, Peillon, Pontedassio et Stellanello (18 juin - 2 août 1771)
- un litige entre des prêtres d'Isolabona à la suite de la dégradation d'un canal d'irrigation et la sécularisation d'un moine de l'ordre des mineurs franciscains (9 août 1771)
- l'autorisation de construire une sacristie attenante à l'oratoire érigé près de Ville San Sebastiano, sous le titre de la Madone-de-la-Neige et la nomination du notaire Andrea Giacobi de Nice en qualité de secrétaire de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem faite par le grand prieuré de Saint-Gilles (9 octobre 1771)
- la collation de prieuré, chapellenie et canonicat à Nice, Chiusanico et Oneglia (Oneille) (8 novembre 1771)
- l'autorisation de reconstruire et agrandir l'oratoire érigé à Poggialto, hameau d'Aurigo, sous le titre de Saint-Bernard, contenant notamment les plans aquarellés des oratoires ancien et nouveau (6 décembre 1771)

09/01/1767 - 06/12/1771

1 B 214

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (21 février 1772 - 15 décembre 1775), 1 liasse, concernant :
- l'autorisation d'une nouvelle chapelle demandée par la confrérie du Gonfalon de Levens sous le titre de la Très-Sainte-Annonciade, l'ancienne étant trop petite et en mauvais état, à condition de procéder à la désaffectation de l'ancienne, contenant notamment la copie d'un décret rédigé lors d'une visite pastorale et des attestations sur la dégradation de l'ancienne chapelle (21 février 1772)
 - un litige entre le Père théatin Gio. Bernardo Galea et le clerc Gio. Francesco Galea au sujet d'un bénéfice de la famille Galea et la collation de cure, chapellenie, prévôté à Molini di Prelà et Tende (24 février - 17 avril 1772)
 - l'autorisation de construire un nouvel oratoire demandée par la confrérie érigée à Villaviani sous le titre de Saint-Joseph, contenant notamment un plan aquarellé représentant l'église paroissiale avec son parvis et les oratoires ancien et nouveau (29 mai 1772)
 - la collation d'une chapellenie à Maro et le refus d'entériner des bulles pontificales nommant dans l'église de Prelà un vice-curé perpétuel, destiné à succéder au curé titulaire (5 juin - 10 juillet, 10 novembre 1772, 15 décembre 1775)
 - l'attribution au vicaire général siégeant à Sospel de décider le litige entre Maria Caterina Cauvin et l'avocat Gio. Battista Robaudi, fils du secrétaire de l'intendance générale, tous de Nice, au sujet de la valeur du trousseau, ne correspondant pas aux engagements pris dans le contrat de mariage et le passage d'un moine capucin de la province de Roma (Rome) au clergé séculier, pour des raisons de famille (7 août 1772)

- la collation de la cure de Bestagno et de la chapellenie, instituée à Breil en 1650 par Milano Rostagni (10 octobre 1772)
- les nominations d'Henri Hachette Desportes, en qualité d'évêque de Glandèves et de deux clercs réguliers des écoles pies, envoyés l'un en qualité de préfet de l'école d'Albenga et l'autre à l'école d'Oneglia (Oneille) (6-27 novembre 1772)
- la collation de la cure de Saint-Sauveur (21 décembre 1772)
- les nominations des prêtres Gio. Francesco Guerin, Giuseppe Champossin et du notaire Gio. Ludovico Salvator en qualité d'official, de promoteur et de notaire apostolique de l'évêque de Glandèves (8 janvier 1773)
- la poursuite du litige entre des membres de la famille Robiolis au sujet de la chapellenie de Breil, le passage d'un moine de Vasia au clergé séculier, pour raisons de santé, l'autorisation de vendre des biens de son patrimoine ecclésiastique demandée par un prêtre de Breil et la collation de l'archipresbytérat de Pontedassio (26 janvier, 19 mars 1773)
- les passages au clergé séculier des moines capucin et franciscain de La Brigue et de Cimiez (12 février 1773)
- la collation du bénéfice paroissial d'Ascros et d'un canonicat d'Oneglia (Oneille) (1er mars 1773)
- la nomination du Père augustin Carlo Cauvin en qualité de provicaire général de son ordre pour les couvents de Piémont et la collation d'un bénéfice érigé dans l'église paroissiale de Sospel (19 mars 1773)
- les transferts de Pères capucins et augustins à Loano, à Genova (Gênes) et à Silvano, dans le Milanais (23 avril, 23 juin, 30 juillet 1773)
- l'autorisation de disposer d'oratoires privés en ville et à la campagne demandée par le sénateur Giuseppe Gaetano Buffon (30 avril 1773)
- le passage d'un moine franciscain de Sospel au clergé séculier (28 mai 1773)
- l'admission exceptionnelle dans le couvent des Augustins de Nice d'un frère convers niçois malgré l'existence de dispositions ne l'autorisant pas et la nomination d'un prêtre, représentant l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), chargé de la vérification des comptes des œuvres pies de Breil (11 juin 1773)
- un litige entre Gio. Antonio Cappato et les sœurs Francesca Maddalena et Chiara Cappate au sujet de la nomination du bénéficiaire de la chapellenie érigée à Garlenda sous le titre des Saintes-Catherine-et-Apollonia (16 juillet 1773)
- l'exequatur des brefs pontificaux portant suppression de l'ordre des Jésuites et institution d'une congrégation romaine chargée de prendre des dispositions sur leurs biens, contenant aussi une représentation du sénat de Piémont, une lettre du président du sénat de Nice adressée au ministre pour les affaires internes rappelant les usages de l'église gallicane existant dans une partie de la juridiction sénatoriale, une remontrance de l'avocat fiscal général et un décret du sénat (4 octobre 1773)
- l'autorisation de vendre des biens immobiliers appartenant au couvent des frères mineurs de Perinaldo, la possession de ces biens étant incompatible avec la règle de l'ordre (19 octobre 1773)
- la collation de la cure de La Brigue, l'autorisation pour le monastère Saint-Bernard de Nice de vendre une maison située dans la rue de la Barileria, ne pouvant la faire réparer, vu les dépenses engagées pour la reconstruction du couvent et le refus d'entériner un décret de la congrégation des évêques, relatif au couvent Saint-Augustin de Puget, dans le diocèse de Glandèves, en raison des usages de l'église gallicane (19 octobre 1773)
- l'autorisation de faire célébrer la messe dans leur oratoire privé demandée par la famille Aicardi de Loano, le passage d'un moine capucin d'Oneglia (Oneille) au clergé séculier, l'autorisation d'emprunter une somme d'argent pour le monastère Saint-Dominique de Nice et un litige entre des prêtres de Molini di Prelà et de Prelà (18 février 1774)
- la collation de la cure de Saint-Étienne, le passage d'un moine de Villefranche au clergé séculier et un litige opposant le chanoine curé de la cathédrale de Nice aux religieux de l'église Saint-Jacques, pour la répartition de zones d'exercice de leurs droits (18 mars 1774)
- l'admission à la première tonsure pour le vassal Giacomo Onorato Raynaldi di Falicone (4 avril 1774)
- la collation de cures, prieuré à Pigna, Toudon et Borgoratto et la députation d'un visiteur général au couvent des Augustins de Loano (25 avril 1774)
- la confirmation de Bernardino Saorgino en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (29 avril 1774)
- l'autorisation pour le comte Francesco Pagani de Genova (Gênes), habitant à Nice, de disposer d'un oratoire privé (6 mai 1774)
- la confirmation de l'avocat Marco Aurelio Eusebi et du notaire Gio. Battista Alberti en qualité de promoteur fiscal et de greffier de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), la nomination du prêtre Antonio Blavet en qualité de prévôt de la maison érigée à Nice sous le titre de Saint-Gaétan, les passages de moines bénédictin et augustin au clergé séculier, l'autorisation de disposer d'oratoires privés demandée par le prêtre Luigi Lanteri et la famille Lanteri de Loano et la nomination d'un vicaire génois au couvent des Augustins de Loano, contenant notamment un tableau des religieux composant ledit couvent avec l'indication de leurs origines géographiques (3 juin 1774)

- la nomination du Père Pietro Cameran, en qualité de prieur du couvent Saint-Dominique de Nice et l'accord donné à une délégation de chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, venant de France, de visiter les améliorations apportées par Francesco Blacas Carros, commandeur de la commanderie Sainte-Marguerite de Lucéram (14 juin 1774)
- le passage d'un Père augustin de Loano au clergé séculier et l'admission de Giuseppe Giacinto Trinchieri dans le couvent des Dominicains de Nice et de Saverio Caravadossi (15-29 juillet 1774)
- un litige entre des prêtres de Loano en raison de créances, l'autorisation pour l'archiprêtre de Bardinetto, dans le diocèse d'Alba, de donner des biens de la paroisse en emphytéose (2 août 1774)
- la collation de cures à Gillette, à Conio et Buggio, l'autorisation pour les religieuses du monastère de la Visitation de Nice de vendre des biens immobiliers à Pigna et à Nice et pour le prieur de la chapelle, érigée à Saorge sous le titre de Sainte-Croix, de la reconstruire et agrandir, l'ancienne étant devenue insuffisante, contenant notamment un plan manuscrit représentant les deux chapelles (26 août - 30 septembre 1774)
- les nominations du supérieur du couvent de la Très-Sainte-Trinité de la Rédemption des esclaves de Saint-Étienne, du prêtre Onorato Verani Masin en qualité de coadjuteur avec droit de succession du chanoine de la cathédrale de Nice et la collation de la chapellenie de Saint-Dalmas (11 novembre, 20 décembre 1774)
- un litige entre les héritiers de Gio. Battista Bottone de Pigna et des prêtres sur la validité du testament dudit Bottone instituant un legs en faveur de cinq prêtres (9 décembre 1774, 6 juillet 1775)
- la collation de cure, prévôté à Oneglia (Oneille), Chiusanico (10 janvier 1775)
- un litige entre deux prêtres d'Isolabona à propos du paiement des dîmes (7 février 1775)
- la nomination d'un vicaire du père supérieur du couvent des Pères Augustins de Nice en attendant l'élection du chapitre provincial (8 février 1775)
- la collation de la cure de Balestrino et un litige entre Bernardino Saorgino et le prêtre Giuseppe Daveo à propos du paiement des dépenses engagées pour la réparation d'une maison à Saorge (10 mars 1775)
- un litige à Borgo d'Oneglia entre Pietro Antonio Bellone, Cristoforo Sasso et Anna Maria Bellone, en raison d'une rupture de promesse de mariage, l'autorisation d'acheter une maison demandée par le monastère de la Visitation sous le titre de Sainte-Marie de Nice et la collation de la cure de Montegrosso (31 mars, 2 août 1775)
- la collation d'un bénéfice à Gillette et l'opposition à l'admission d'un novice présentée par des Pères Augustins de Nice, contenant aussi la liste des Pères et des frères convers du couvent de Nice avec l'indication de leurs origines géographiques (11 avril 1775)
- la collation de canonicat, chapellenie à Nice et Chiusanico et un litige entre le prêtre Giuseppe Daveo et le Pères franciscains de Saorge à propos de droits de sépulture (5 mai 1775)
- la nomination du Père Domenico Maria Clavarino en qualité d'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (26 mai 1775)
- la communication au sénat du tableau des Pères augustins, composant les couvents de Pontedassio, Nice, Puget et Oneglia (Oneille), la collation de chapellenies à Sospel et Rezzo (6 juillet 1775)
- le transfert du couvent de Forcalquier à celui de Nice d'un frère franciscain mineur conventuel niçois, pour raisons de famille, la confirmation de la nomination du supérieur du couvent de Loano, la construction d'une nouvelle chapelle à Peille sous le titre de Saint-Martin et la collation du prieuré de Saint-Léger, contenant notamment un plan manuscrit représentant l'emplacement des chapelles ancienne et nouvelle (31 juillet, 6 octobre 1775)
- la collation de la cure de Sarola et la nomination du prêtre Agostino Rey en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (2-25 août 1775)
- la collation du prieuré de Belvédère et l'autorisation d'hypothéquer des biens demandées par le promoteur fiscal de la mense épiscopale pour des travaux de réparation du palais de l'évêque et de la cathédrale de Nice (19 septembre 1775)
- la poursuite du litige concernant la nomination des bénéficiaires de la chapellenie érigée dans l'église paroissiale de Sospel (20 octobre 1775)
- des litiges entre des prêtres concernant la collation d'un canonicat érigé dans la cathédrale de Nice et une chapellenie instituée dans l'église paroissiale de Villefranche (20-27 octobre 1775)
- la collation de la cure de Castillon, le transfert dans le couvent de Loano de deux moines capucins, la nomination de Sigismondo Pellegrini, de Marco Aurelio Eusebi et de Giuseppe Antonio Rostagni en qualité de provicaire général, de promoteur fiscal et de greffier de l'évêché de Ventimiglia (Vintimille) (24 novembre 1775)
- la collation de la cure de Rocchetta et de la prévôté de Breil et l'autorisation donnée à un commissaire visiteur d'inspecter le couvent de Loano, contenant notamment un tableau des membres composant ledit couvent (15 décembre 1775)

21/02/1772 - 15/12/1775

- Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (16 février 1776 - 17 décembre 1779), 1 liasse, concernant :
- la collation de chapellenies, cure, prieuré à Belvédère, Auvare, Isola et la poursuite du litige entre le prévôt de l'église paroissiale de Prelà et celui de Molini di Prelà au sujet de l'obligation de célébrer une messe annuelle (16 février 1776)
 - la citation du chapitre de la cathédrale de Nice pour témoigner dans un litige concernant l'un des deux canonicats fondés dans ladite cathédrale et un contentieux entre les frères Acquarone de Lucinasco et les frères Gandolfo de Borgoratto à propos de la nomination des bénéficiaires de la chapellenie érigée dans l'église de Lucinasco (5 mars 1776)
 - la collation du canonicat érigé dans la collégiale de La Brigue (19 mars 1776)
 - l'autorisation de construire une chapelle, demandée par la confrérie de la Miséricorde de Peille et d'un oratoire privé par les frères Brunengo d'Oneglia (Oneille), contenant notamment deux plans aquarellés représentant les deux oratoires de Peille (2 avril 1776)
 - l'autorisation d'exercer la médecine pour trois moines capucins mais à l'intérieur de leur couvent de Nice (26 avril 1776)
 - la nomination de Giacinto Cabanal de Sospel en qualité d'émissaire de l'évêché de Ventimiglia (Vintimille) (3 mai 1776)
 - un bref pontifical du 18 avril 1776 permettant la remise de déserteurs réfugiés dans les églises et autres lieux religieux (10 mai 1776)
 - la collation de la cure de Berre et l'élection du Père Vincenzo Spitalier en qualité de supérieur du couvent Saint-Dominique de Nice (24 mai - 7 juin 1776)
 - la révision de l'administration de l'œuvre pie des jeunes filles pauvres, fondée à Oneglia en 1487, en établissant de nouvelles règles (21 juin 1776)
 - la collation de cure et chapellenies à Rezzo et à Breil, l'autorisation d'ériger un oratoire privé dans la campagne de Nice pour le prêtre Bartolomeo Mirapelli et de percevoir les revenus de son canonicat, bien qu'absent, pour le prêtre Giuseppe Thaon (28 juin - 2 août 1776)
 - le litige entre le chevalier Olivaris, en qualité de commandeur de la commanderie de Nice de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et le promoteur de la mense épiscopale au sujet de la nomination du bénéficiaire du prieuré de Roquebillière et un procès criminel à l'encontre du prêtre de Borgo d'Oneglia, accusé de pratique scandaleuse (29 août 1776)
 - la collation de cure et chapellenie à Sainte-Agnès et Breil et de la commanderie de Lucéram pour le chevalier Gio. Gaspare Barcion Cuébris ainsi que la nomination du supérieur du couvent de la Très-Sainte-Trinité-de-la-Rédemption-des-esclaves de Saint-Étienne, (6-20 septembre 1776)
 - la collation de cure à Castellar (25 octobre 1776)
 - un litige concernant la nomination des bénéficiaires des chapellenies instituées à Villefranche en 1655, l'autorisation d'emprunter une somme d'argent pour bâtir une maison demandée par les Pères minimes de Nice et un procès intenté par le prêtre de Chiusanico, suspendu de ses fonctions à la suite de divers manquements (29 novembre 1776)
 - la collation de bénéfices, chapellenie, cure à Puget, Entraunes, Saorge, Gorbio (6-13 décembre 1776)
 - l'autorisation de célébrer des messes dans un oratoire privé pour le prêtre Onorato Audiberti de Nice et de vendre un bien-fonds situé à Crémat, dans la campagne de Nice, demandée par le monastère Sainte-Claire de Nice (20 décembre 1776)
 - l'admission d'un novice dans le couvent des Augustins de Nice (24 janvier 1777)
 - la collation de prieuré et cure à Saint-Étienne et Stellanello, la possibilité pour Onorato Trans de faire célébrer la messe dans les oratoires privés de ses maisons de campagne et le refus de l'exequatur pour les bulles de collation de la paroisse du Touët du Var (21 mars, 25 novembre 1777)
 - un litige opposant Caterina Demora à Lorenzo Comes relatif à une rupture de promesse de mariage (11 avril 1777)
 - le passage d'un Père mineur conventuel au clergé séculier et la concession de monitoires par l'évêque d'Albenga (30 mai 1777)
 - la visite de chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, venant de France, pour contrôler les biens de l'ordre dans le comté de Nice et les preuves de noblesse des chevaliers Ilarione Pacomio Grimaldi et Giulio Francesco Guglielmo Lascaris Castellar Ventimiglia (13-20 juin, 26 septembre 1777, 24 mars 1779)
 - l'autorisation de construire une chapelle dans la campagne d'Èze et d'agrandir la sacristie de Sarola (27 juin 1777)
 - les nominations des supérieurs des couvents des Augustins de Loano et de Saint-Dalmas de Tende, ainsi que de l'archiprêtre Sigismondo Pellegrini en qualité de provicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), contenant la liste des Pères faisant partie des couvents de Saint-Dalmas de Tende et de Loano avec l'indication de leur provenance (11 juillet 1777, 8 janvier, 23 avril, 1er juin 1779)
 - l'autorisation de vendre des maisons demandée par les monastères Sainte-Claire et Saint-Bernard de Nice (18 juillet 1777, 27 août 1779)

- l'attribution à un chanoine de la cathédrale de Nice du procès entre le baron Pietro Raynaldi di Sant'Alberto et sa femme au sujet de leur séparation et la possibilité pour les Pères minimes de Nice d'emprunter une somme d'argent pour achever une maison construite à côté de leur couvent (2 septembre 1777)
- la collation de la chapellenie d'Entraunes, la possibilité d'échanger des biens demandées par l'archiprêtre de Caravonica et l'érection d'un noviciat dans le couvent des Augustins de Saint-Jean-Baptiste de Nice (16, 30 décembre 1777)
- l'autorisation de faire célébrer des messes dans les oratoires privés soumise à conditions par le roi, pour éviter les abus et la diminution du culte public (12 septembre 1777)
- la collation d'une chapellenie érigée dans l'église de Breil et le refus d'entériner les lettres de la curie romaine faisant obligation au promoteur fiscal de Glandèves de comparaître devant le tribunal de la chambre apostolique, pour l'affaire de Gio. Andrea Anriotti, curé de Villeneuve-d'Entraunes, accusé d'atteinte aux mœurs et de manquement à son ministère et pour cela suspendu de ses fonctions, la citation n'étant pas conforme aux usages de l'église gallicane (13 janvier 1778)
- la construction d'une chapelle champêtre à Oneglia (Oneille) et d'une sacristie à La Brigue demandée par le notaire Gio. Battista Morardo et par la confrérie de la Très-Sainte-Annonciade (17 février 1778)
- un litige entre deux prêtres de Roquebrune et l'autorisation pour les Pères minimes de Nice de louer et vendre des biens (27 février 1778)
- la nomination du Père supérieur du couvent Saint-Dominique de Nice (23 juin 1778)
- la collation de la cure de Tourrette-Revest (8 janvier 1779)
- des nominations dans les couvents d'Oneglia, Pontedassio et Loano et un litige entre le chirurgien Gio. Francesco Cacciardi et le vicaire de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) Stefano Corvesi, curé de Breil (29 janvier - 2 février, 23 février 1779)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé demandée par Gioanna Maria Defleuri, habitant à Nice (19 février 1779)
- l'attribution à des prêtres et chanoine de Nice, délégués par la vice-légation d'Avignon, du procès opposant le vassal Orazio De Cameran à son épouse relatif à leur séparation (26 février 1779)
- la collation du bénéfice érigé dans l'église paroissiale d'Isola et la confirmation du prêtre Antonio Gherzi en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga (2-5 mars, 5 novembre 1779)
- l'autorisation de vendre des biens de son patrimoine ecclésiastique accordée au prêtre de Breil, la poursuite du litige entre le chanoine de la cathédrale de Nice Carlo Francesco Fighiera et le prêtre Trofimo Pauliani, l'autorisation pour le prêtre Gio. Andrea Giuge de faire célébrer la messe dans un oratoire privé et la concession du titre d'archiprêtre pour le recteur de l'église paroissiale de Stellanello (26 mars, 7 mai 1779)
- la collation de la chapellenie de Pontedassio (16 avril 1779)
- l'autorisation d'agrandir l'église érigée sous le titre de Sainte-Marie-Madeleine à Magnan, près de Nice, demandée par les particuliers du quartier, contenant notamment le plan aquarellé de l'église existant avec le projet d'agrandissement (23 avril 1779)
- la possibilité de construire des églises succursales, avec un prêtre, dans les hameaux de la ville de Guillaumes demandée par les habitants et la collation de cures de Bonson, San Bartolomeo, Larzeno, Moltedo et Levens (7-11 mai 1779)
- l'élévation de l'église de Testico au rang d'archipresbytérat, la collation de la cure d'Isolabona, la construction d'une nouvelle église demandée par la communauté de Costa d'Oneglia et l'agrandissement de l'oratoire de la confrérie de la Miséricorde de Lucéram, contenant notamment un plan aquarellé représentant les travaux envisagés à Lucéram (1er juin 1779)
- la collation des cures de Sainte-Agnès et Sospel et de la commanderie du monastère Saint-Pons de Nice (11-22 juin 1779)
- la construction d'un nouvel oratoire sous le titre des Saints-Fabien-et-Sébastien à Canetto dans la vallée de Stellanello et d'une chapelle à Piaggia, hameau de La Brigue et l'autorisation pour le prieur de l'église paroissiale de Roure de s'absenter tout en percevant les revenus de son bénéfice (6 août 1779)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé pour les frères Giuseppe et Gio. Battista Maulandi de Sospel et la collation d'un canonat érigé dans la cathédrale de Nice pour le prêtre Carlo Maria Biscarra (27-31 août, 8 octobre 1779)
- une lettre apostolique du pape Pie VI concernant les écoles du royaume sarde (27 septembre 1779)
- la nomination du Génois Stefano Giustiniani en qualité d'évêque d'Albenga et la concession de monitoires par ledit évêque (1er octobre, 23 novembre, 10 décembre 1779)
- l'autorisation d'agrandir une chapelle champêtre existant près de Loano, la collation de la cure de Bonson et l'exequatur pour une sentence prononcée par la curie métropolitaine de Genova (Gênes), à propos d'un litige concernant le prêtre de Torria accusé de coups et blessures (octobre 1779)
- le refus d'autoriser le transfert de la chapellenie érigée dans la chapelle Sainte-Rosalie, existant dans le quartier de Cimiez, dans la chapelle Saint-Roman, située dans le quartier de Bellet, dans la campagne de Nice (5 novembre 1779)
- la collation de cure et chapellenie à Entraunes et à La Bolline de Valdeblore (23 novembre 1779)

- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé demandée par le chapelain du régiment provincial de Nice et la dispense de chanter les matines sollicitée par le chanoine et maître de la chapelle de la cathédrale de Nice (10 décembre 1779)
- la collation du bénéfice érigé dans l'église paroissiale de Tourrette, sous le titre de l'Assomption (17 décembre 1779)

16/02/1776 - 17/12/1779

1 B 216

Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (21 janvier 1780 - 12 décembre 1783), 1 liasse, concernant :

- la construction d'une chapelle sous le titre de Saint-Louis-de-Gonzague, dans le quartier Rochas de Sospel, demandée par le baron Orazio Francesco Vachieri di Castelnuovo, l'aménagement d'un oratoire privé pour Maria Domenica Audiberti et la collation de prieurés de Toudon et Villeneuve-d'Entraunes (21 janvier 1780)
- l'autorisation de construire une chapelle à Olivastri prévue dans le testament d'Arcangelo Gandolfo de 1751, la collation de cure de Contes et la poursuite du litige entre les prêtres Carlo Maria Biscarra et Carlo Maria Delbecchi concernant la mise en possession de deux canonicats érigés dans la cathédrale de Nice par le chanoine Giovanni Garneri (25 février 1780)
- l'autorisation d'adjoindre des locaux acquis au monastère de la Visitation, érigé à Nice sous le titre de Sainte-Marie (3 mars 1780)
- la possibilité de disposer d'un oratoire privé demandée par le chanoine Antonio Anselmo De Cameran et la collation de chapellenies érigées dans les églises paroissiales de Sigale et de Saint-Dalmas-le-Selvage sous les titres de Notre-Dame-du-suffrage et Notre-Dame-des-grâces (17 mars 1780)
- la collation des canonicats, chapellenie, cure érigés dans la cathédrale de Nice et dans l'église de Bestagno, ainsi que la nomination de l'avocat Giuseppe Amoretti en qualité d'avocat fiscal de la mense épiscopale d'Albenga (24 mars - 14 avril 1780)
- la collation de la cure de Toudon, la nomination du Père théatin Bernardo Galea, en qualité de supérieur de la maison de cette congrégation érigée à Nice sous le nom de Saint-Gaëtan et le passage d'un Père mineur conventuel au clergé séculier (12 mai 1780)
- l'autorisation pour Marco Antonio Fenogli d'utiliser les revenus de deux chapellenies laïcales fondées à La Brigue par Giacomo Fenogli pour permettre à ses fils de faire des études, d'emprunter une somme d'argent pour procéder à des travaux demandée par le monastère des Pères minimes d'Oneglia (Oneille) et les nominations des prêtres Pietro Gaetano Fighiera et Claudio Francesco Olivari en qualité de coadjuteurs avec droit de succession dans les canonicats d'Èze et de la cathédrale de Nice (16-26 mai 1780)
- la concession de monitoires par l'évêque d'Albenga, l'autorisation pour le monastère de la Visitation, érigé à Nice sous le titre de Sainte-Marie, d'emprunter une somme d'argent et pour le chapitre de la collégiale d'Oneglia (Oneille) d'aliéner un bien-fonds et la collation de la prévôté de Borgoratto (27 juin, 25 août 1780, 29 mai 1781)
- l'autorisation pour le Père provincial de l'ordre des Augustins de visiter les couvents de Nice, Puget, Oneglia et Pontedassio (14 juillet, 1er septembre 1780)
- les nominations de Carlo Eugenio Valperga di Maglione en qualité d'évêque de Nice, de membres des couvents de Loano et de Saint-Dominique de Nice et la concession du bras séculier pour l'exercice des fonctions épiscopales, contenant notamment la copie de la prestation de serment de l'évêque et la liste des moines du couvent de Loano avec l'indication de leur provenance (8-25 août, 3 novembre 1780)
- la collation de chapellenie et cure à La Brigue et Toudon (1er-15 septembre 1780)
- des avertissements donnés par le préfet d'Oneglia (Oneille) au supérieur du couvent des Carmes de Loano au sujet de dissensions internes et par le préfet de Sospel au vicaire général de l'évêque de Vintimiglia (Vintimille) à propos d'un abus de juridiction, ayant imposé des dispositions pénales aux percepteurs des dîmes députés par la communauté de Sospel, ainsi que l'attribution à trois ecclésiastiques de Nice du litige entre les prêtres Onorato Berengieri et Pietro Antonio Giletta et la collation du bénéfice érigé dans l'église paroissiale de Breil (22 septembre 1780)
- la collation de cure et prieuré à Gazzelli et Puget-Théniers et la nomination du notaire Gio. Battista Amoretti en qualité de promoteur de la mense épiscopale d'Albenga près de son vicaire général à Oneglia (Oneille) (3-10 novembre, 5, 29 décembre 1780, 6 mars 1781)
- un différend concernant la nomination du bénéficiaire de la chapellenie fondée dans l'église paroissiale de Saint-Dalmas de Valdeblore, la possibilité pour le prêtre Carlo Francesco Galli de disposer d'un oratoire privé à Lucéram, en raison de son âge, l'élevation de l'église de Moltedo au rang de prévôté et des informations sur la composition du collège des Pères des écoles pies d'Oneglia (Oneille) (5 décembre 1780, 29 mai 1781)
- les autorisations de construire une chapelle champêtre à Testico, sous le titre de Saint-Antoine-de-Padoue et d'emprunter une somme d'argent pour la construction des maisons jouxtant le couvent des Pères minimes de Nice et un procès à l'encontre du promoteur de l'évêché d'Oneglia, accusé de pratique scandaleuse et pour cela suspendu de ses fonctions (29 décembre 1780, 16 février 1781)

- l'admission de novices dans le couvent des mineurs conventuels de Saint-François de Nice, la collation de cures, chapellenie et prieuré à San Lazzaro, Garlenda, Roure, Sauze et la possibilité d'échanger des biens demandée par les prieurs de l'église de Molledo et le prêtre de Borgo Maro (26 janvier - 6 avril 1781)
- le refus de publier un édit général du Saint-Office de Genova (Gênes) transmis au couvent des Carmes de Loano, concernant des mesures pour la sauvegarde de la religion catholique, contenant notamment l'affiche du Saint-Office portant une gravure de saint Pierre (17 avril 1781)
- la collation de canonicat à Oneglia (Oneille) et la possibilité pour un professeur de rhétorique de l'école de Nice et bibliothécaire de la cathédrale de disposer d'un oratoire privé (8-11 mai 1781)
- la possibilité de disposer d'un oratoire privé pour les époux Alberti de La Brigue et les nominations de l'avocat Luigi Brunengo et du notaire Gio. Ludovico Cristini en qualité de promoteur de la mense épiscopale d'Albenga et de notaire apostolique et l'avertissement donné par le préfet d'Oneglia (Oneille) à un moine ayant quitté son couvent sans autorisation et menant à Conio une vie irréprochable (19-29 juin 1781)
- la collation de chapellenies et prieuré près de Porto Maurizio (Port-Maurice), à Lantosque, Auvare et la nomination du prieur de la maison de la congrégation de la doctrine chrétienne de Sospel (3-27 juillet 1781)
- le refus d'accorder l'autorisation de construire une chapelle sous le titre de Notre-Dame-du-bon-conseil à Caravonica, la permission de bâtir une nouvelle sacristie près de l'église paroissiale de San Lazzaro, l'acceptation de la composition du monastère de Loano érigé sous le titre du Mont Carmel et la collation de la cure de Cuébris, contenant notamment la délibération de la communauté de San Lazzaro et la liste des Pères carmes du couvent érigé près de Loano (21 août 1781)
- la composition du couvent des Pères capucins de Loano, la dispense pour un chanoine de la cathédrale de Nice, originaire de Lantosque, de résider en ville pendant deux ans pour des raisons de santé et la collation de la cure de Borgo Maro et du prieuré de Toudon (7-28 septembre 1781)
- l'autorisation de construire une église à Saint-Blaise et d'emprunter une somme d'argent pour ériger une maison, demandée par l'abbé Francesco Antonio Rambaudi, confesseur de la reine de Sardaigne et par les Pères augustins du couvent de Nice (5 octobre 1781)
- la collation d'un canonicat érigé dans la cathédrale de Nice pour le prêtre Giacinto Barli Fabri et la nomination du prêtre Pietro Antonio Audoli de Malaussène, en qualité d'official pour les matières contentieuses de l'évêque de Glandèves (19 octobre 1781)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé pour le chevalier de Malte Vittore Caissotti di Robione et la collation d'un canonicat érigé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) (26 octobre 1781)
- la concession de monitoires par l'évêque d'Albenga et la collation de la cure de Puget-Rostang (9-23 novembre, 4 décembre 1781, 11 janvier, 5 février, 28 juin 1782)
- l'autorisation de construire une chapelle près de Pigna et le remplacement du prêtre de Molini di Prelà, accusé de pratique scandaleuse et la collation de la cure de Cesio (4-14 décembre 1781)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé pour le prêtre Pietro Ferrero de Nice et le refus de l'exequatur pour la citation à comparaître devant le tribunal métropolitain de Genova (Gênes) envoyée à Angelo Maria Guglielmi et à son père lors d'un litige les opposant au prêtre Gio. Batta Calvi de Torria (11-25 janvier, 12 avril 1782)
- l'autorisation de disposer d'oratoires privés demandée par Maurizio Francesco De Orestis, par le prêtre Gio. Battista Emeric et par les époux Ricardi d'Oneglia (Oneille) et la construction d'une chapelle à Saint-Étienne (22 mars - 19 avril 1782)
- un bref papal concernant les restrictions au droit d'asile (2 mai 1782)
- la mise en possession de la commanderie de Lucéram pour le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem Francesco de La Garde Saint-Angel et un procès concernant le curé de Costa d'Oneglia (17 mai 1782)
- la collation de la cure de Bonson et l'autorisation de construire une chapelle à Aspremont (31 mai 1782)
- la collation de chapellenies, canonicat et prévôté érigés dans la cathédrale de Nice, dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) et dans les églises de Rezzo et Saint-Étienne (19 juillet - 27 septembre 1782)
- l'appel d'un procès devant le tribunal métropolitain de Genova (Gênes) concernant le curé de Cosio accusé de manquements à son ministère et la nomination du prêtre Stefano Gandolfo de Chiusanico en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga (11 octobre 1782)
- la nomination du prêtre Alessandro Passeron en qualité de notaire apostolique (18 octobre 1782)
- la construction de petits cimetières ainsi que la transformation des chapelles des hameaux de Guillaumes en églises succursales et la mutation à La Brigue du prévôt de Tende, contenant notamment une copie de l'ordonnance de l'évêque de Glandèves au sujet des églises et de cimetières (1er novembre 1782, 25 avril 1783)
- la collation de la cure de Puget-Rostang pour le prêtre Angelino Fabre d'Annot, bien qu'étranger (5 novembre 1782)

- deux différends concernant la collation du prieuré de Cuébris et de la chapellenie de Saint-Dalmas de Valdeblore et la composition du collège des écoles pies érigé à Oneglia (Oneille) (29 novembre 1782, 9 mai 1783)
- l'autorisation de disposer d'oratoires privés pour des prêtres âgés et malades de Nice et la collation de la cure de Perinaldo (24 décembre 1782 - 14 janvier 1783)
- la nomination d'un vice-recteur de la maison des Pères de la doctrine chrétienne de Sospel et l'autorisation de vendre une maison et l'oratoire situés dans la rue dite la grande place à Nice demandée par la confrérie du Saint-Sépulcre pour construire un nouvel oratoire sur la place Pairoliera (17 janvier 1783)
- la nomination du notaire Gio. Battista Armellini de Sospel en qualité de greffier de l'évêché de Ventimiglia (Vintimille) (24 janvier 1783)
- l'autorisation de construire une chapelle sur le territoire de Saint-Étienne sous le titre de la Vierge-de-la-Grande-Garde, de Saint-Casimir et de Sainte-Thérèse (14 février 1783)
- l'attribution à trois ecclésiastiques et docteurs en droit de Nice du litige concernant la séparation du notaire Gaetano Peglione de son épouse, l'agrandissement de la chapelle de la Miséricorde de Tende et la collation de la chapellenie de Puget-Théniers (21 mars 1783)
- l'autorisation de disposer d'oratoires privés pour la comtesse Rosa Caissotti di Robione épouse Grimaldi et les marquises Clara Maria et Vittoria Grimaldi di Boglio (25 avril 1783)
- l'autorisation de construire un nouveau cimetière à Levens, l'ancien ayant été démoli pour des motifs de santé publique (9 mai 1783)
- un litige concernant la collation de la prévôté de Tende, la communauté et les particuliers de ce lieu s'opposant au choix de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (20 mai 1783)
- la concession de monitoires à Loano et la collation de la cure de Sainte-Agnès (23 mai 1783)
- le refus d'intégrer un Père capucin dans le couvent de Loano, s'agissant d'une personne turbulente, la collation de cure et chapellenie à Olivastri et Lavina et un procès intenté par une femme de Sospel pour obtenir la séparation de son mari (6 juin, 12 décembre 1783)
- la suppression du couvent des Augustins de Puget-Théniers et la dévolution de ses biens au séminaire de Glandèves et de l'hôpital de charité de Puget (27 juin 1783)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé pour le baron Stefano Rimber (Rimbert) di San Sebastiano et pour le monastère de la Visitation de Nice d'aliéner un capital sur les moulins de Pigna (11 juillet, 28 novembre 1783)
- l'autorisation de construire un cimetière à Saint-Étienne, dans la campagne de Nice, près de la chapelle et de rebâtir la chapelle érigée à Garlanda sous le titre de Saint-Roch (29 août 1783)
- l'érection de la paroisse de Villa di Sant'Agata démembrée de Borgo d'Oneglia (2 septembre 1783)
- la collation de prévôté, chapellenie, cure et canonat à Loano, Puget-Théniers, Roquebillière, La Brigue et Bestagno et l'autorisation de disposer d'oratoires privés pour des prêtres de Nice et Sospel (5 septembre - 7 novembre 1783)
- le refus d'entériner la mutation d'un Père des écoles pies d'Oneglia (Oneille) à Voghera, s'agissant d'une intrigue du recteur (31 octobre, 21 novembre 1783)
- l'autorisation de construire une église dans un site protégé des crus demandée par les habitants de la paroisse Saint-Vincent de la vallée de Stellanello et le passage de moines augustins et minimes à un ordre moins rigoureux et à la vie privée pour des raisons de santé (28 novembre 1783)

21/01/1780 - 12/12/1783

1 B 217

Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (23 janvier 1784 - 30 novembre 1787), 1 liasse, concernant :

- l'autorisation de construire un cimetière près de la chapelle Saint-Pierre de l'Ariane dans la campagne de Nice à la suite de l'interdiction d'enterrer les dépouilles dans les églises, des mutations dans les couvents des Pères franciscains et carmes de Nice et Loano, ainsi que la sentence en appel accordant la séparation à une femme de Sospel (23 janvier, 19 mars 1784)
- la collation de prieuré et cures à Daluis, Aurigo et Conio et Villefranche et la concession de monitoires par l'évêque d'Albenga et la permission de disposer d'un oratoire privé pour un prêtre de Nice (5 mars - 7 mai 1784)
- les dispositions royales concernant l'interdiction d'enterrer les dépouilles dans les églises étendues à la ville de Guillaume et aux terres du diocèse de Glandèves, ainsi que l'obligation de transférer les cimetières de Gillette et Puget-Théniers hors de l'habitat (14 mai - 2 juin, 8 octobre 1784)
- l'autorisation de disposer d'oratoires privés pour un prêtre et les époux Riccardi d'Oneglia (Oneille) âgés ou malades et la collation de la chapellenie de Borgo Maro (14 mai 1784, 16 juin 1786)
- l'autorisation de construire deux cimetières et une chapelle champêtre sur le territoire de Saint-Étienne, l'acceptation de Pietro De Governatis di Gorbio dans le couvent Saint-Dominique de Nice, la nomination du Père Domenico Rebaudi en qualité de recteur du collège de Sospel et la convocation à Loano du chapitre provincial des Pères capucins (4 juin 1784)

- la concession de monitoires par l'évêché d'Albenga et la nomination du recteur du collège des écoles pies d'Oneglia (Oneille) (18 juin, 12 novembre 1784, 28 janvier, 22 juillet, 12, 26 août, 2 décembre 1785, 24 mars, 19 mai, 6 octobre, 10 novembre 1786, 30 mars 1787)
- l'autorisation d'agrandir la sacristie de Borgo Maro et la collation de la cure de Rimplas (9 juillet 1784)
- l'élection du supérieur du couvent des Pères capucins de Loano et l'agrandissement de la chapelle de Notre-Dame dite des Rolandette, sur le territoire de Loano, contenant notamment la liste des religieux du couvent de Loano (23 juillet 1784)
- l'autorisation donnée à des membres de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem de venir à Nice pour examiner les quartiers de noblesse de Benedetto Peyre di Castelnuovo et d'Ottavio Alli Maccarani, afin d'être reçus dans ledit ordre, contenant les copies de procès-verbaux de l'assemblée provinciale du grand prieuré Saint-Gilles d'Arles (6 août 1784, 8 avril 1785)
- la nomination d'un vicaire dans l'église de Rocchetta de Dolceacqua, le curé ayant été suspendu de son ministère pour pratique scandaleuse et la permission pour les Pères minimes de Nice d'emprunter une somme d'argent pour achever la construction d'un bâtiment (26 août, 3 décembre 1784)
- un procès devant le tribunal épiscopal d'Albenga à l'encontre du prêtre de Costa d'Oneglia, l'autorisation de disposer d'un oratoire privé pour une femme de Nice et pour le comte Antonio Rivarola, gouverneur du château et port de Villefranche et de procéder aux réparations de l'église de Testico menaçant ruine (24 septembre - 8 octobre 1784, 18 février 1785)
- la collation des cures de Stellanello et Valloria et l'autorisation de disposer d'un oratoire privé pour le premier président de la Cour des monnaies de Paris, le marquis de Tanlay Étienne de Thevenin, habitant à Nice pour des raisons de santé (12-26 novembre 1784)
- l'audition de témoins ecclésiastiques dans la cause de séparation entre Maria Teresa Adrechio et son mari Giacomo Blavet et l'autorisation pour le Père carme Camillo De Gubernatis di Gorbio de demeurer hors du couvent pour venir en aide à sa famille (3 décembre 1784)
- l'autorisation de construire des cimetières à Bendejun et à Châteauneuf, contenant notamment une délibération de la communauté de Châteauneuf (28 janvier 1785)
- l'autorisation donnée à un novice de faire son noviciat dans le couvent Saint-Augustin de Nice et audit couvent d'emprunter une somme d'argent pour achever la construction d'un bâtiment sur la place Victor et la collation de la cure de Carpe (18 février 1785)
- la permission pour le comte et sénateur Gaetano Achiardi di San Leger de disposer d'une chapelle privée dans sa maison de campagne dans le quartier de Saint-Roch à Nice (4 mars 1785)
- la construction d'un cimetière demandée par la communauté de Saint-Martin-Lantosque, un litige concernant la collation du canonat érigé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) et la permission pour un Père franciscain de vivre hors du couvent pour raisons de santé (1er avril 1785)
- la construction hors de l'habitat des cimetières de Marie et d'Isola, contenant l'expertise et les délibérations municipales relatives aux nouvelles constructions (8 avril - 27 mai 1785)
- l'autorisation pour les époux Toesca de Saorge de disposer d'un oratoire privé et pour la confrérie de la Miséricorde de Tende d'agrandir sa chapelle pour y former une sacristie, la collation de la cure de Vasia et une dispense demandée par un clerc de Nice pour être investi d'un bénéfice érigé dans l'église de Manta (17 juin 1785)
- le passage d'un Père capucin, établi à Villefranche, au clergé séculier pour raisons de santé et l'autorisation pour le baron Corporandi d'Auvare de continuer à enterrer les membres de sa famille dans la chapelle de ses ancêtres attenante le cimetière de La Croix (22 juillet 1785)
- l'agrandissement de la chapelle champêtre Sainte-Rosalie de Cimiez et un litige opposant le prêtre de Lantosque aux habitants du quartier de Saint-Colomban, contenant le procès-verbal de la visite pastorale effectuée par l'évêque de Nice à Cimiez (12 août 1785)
- la collation de la cure de Costa d'Oneglia, des dispositions concernant la vérification du patrimoine des clercs selon les prescriptions du concile de Trente et l'autorisation pour le chevalier et lieutenant-colonel Ricca di Castelvecchio de disposer d'un oratoire privé dans sa propriété de Villefranche et l'accord donné à une délégation de chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, venant de France, de procéder à la visite de la commanderie Sainte-Marguerite de Lucéram (26 août 1785, 7 juillet 1786)
- la collation de cure et canonat à Torria et à Tende, un litige opposant le prêtre de Balestrino à sa sœur à propos du paiement de la dot et une monition impartie au chanoine de Tende pour avoir célébré le mariage de deux jeunes gens à l'insu de leurs parents et la permission de disposer d'un oratoire privé dans sa propriété du Ray demandée par le comte Stefano Ermenegildo Audiberti (16-29 septembre 1785)
- le passage d'un moine des frères mineurs conventuels au clergé séculier pour raisons de santé (29 novembre 1785)
- l'autorisation pour le monastère Sainte-Agnès de la congrégation de Saint-Bernard de Nice d'emprunter une somme d'argent et pour celui de la Visitation, érigé à Nice sous le titre de Sainte-Marie, de vendre des biens immobiliers (2-30 décembre 1785)

- la collation de cures et chapellenies à Sigale, Caravonica, Oneglia (Oneille) et Gilette et un litige devant le vicaire général de l'évêque d'Albenga opposant un prêtre d'Oneglia à un habitant de Castelvecchio au sujet de la célébration d'une messe, contenant notamment la procédure devant le tribunal ecclésiastique (3- 17 février 1786)
- la collation de cures, vicarie, chapellenie et prieuré à Contes, Pierrefeu, La Croix, Sigale et Château-neuf et la construction d'un cimetière à La Bollène (3 mars - 16 mai 1786)
- l'autorisation de construire une chapelle champêtre près de Sospel, demandée par le médecin Lorenzo Pellegrini (19 mai 1786)
- la collation d'archipresbytérat et chapellenie à Stellanello et La Brigue et la composition des couvents des Augustins de Loano et de Saint-Dalmas-de-Tende, contenant notamment la liste des membres de ces couvents (16-30 juin 1786)
- l'élection du Père Onorato Todon en qualité de supérieur de l'ordre des Théatins de Nice (28 juillet 1786)
- l'attribution au chevalier Antonio Francesco Croze Lincel de la commanderie de Nice, appartenant à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et l'autorisation d'affermier ladite commanderie pendant neuf années et le passage d'un moine capucin au clergé séculier (4 août 1786)
- la collation de l'archidiaconat érigé dans la cathédrale de Nice en faveur du prêtre et professeur de droit canon Giuseppe Antonio Trinchieri di Sant'Antonino (11 août 1786)
- un litige opposant le prêtre Antonio Guignonis à un maître forgeron au sujet de créances et la collation d'un canonicat érigé dans la cathédrale en faveur du prêtre Pietro Antonio Casoni, contenant notamment un parchemin du protonotaire apostolique d'Avignon de 1785 relatif au canonicat (25 août 1786)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé pour un chanoine de Nice, l'élection du vicaire général du couvent des Pères augustins de Loano et le passage d'un moine de l'ordre des mineurs conventuels de Nice au clergé séculier pour raisons de santé (1er-29 septembre 1786)
- un litige entre deux prêtres au sujet d'un bénéfice érigé dans l'église paroissiale de Saint-Dalmas de Valdeblore et la dissolution d'un mariage contracté à l'encontre de la volonté des parents de l'époux (6-13 octobre 1786)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé dans sa maison de Nice pour le comte et sénateur Gio. Luigi Tommaso Raynardi di Belvedere et le passage au clergé séculier pour un moine de l'ordre des Pères mineurs conventuels pour des raisons de famille (27 octobre 1786)
- l'échange des curés des paroisses de Gilette et La Croix, contesté par des particuliers de Gilette, la concession d'une pension pour un prêtre ayant renoncé à la cure de Contes et l'autorisation pour les Pères du couvent Saint-Dominique d'emprunter une somme d'argent pour faire réparer leur dortoir (10 novembre - 22 décembre 1786)
- la nomination du recteur des écoles pies d'Oneglia (Oneille) et l'établissement à Nice d'un Théatin de Savigliano, professeur au collège local (12-19 janvier, 22 juin, 21 septembre, 26 octobre 1787)
- la collation de chapellenies et prévôté à Entraunes et à Tavole et la nomination de l'avocat Nicola De Gubernatis de Sospel en qualité d'assesseur dans les causes civiles et de promoteur de la mense épiscopale de Ventimiglia (Vintimille) (26 janvier - 16 février 1787)
- la collation de chapellenie et cure à Pierrefeu et à Moulinet (30 mars 1787)
- l'autorisation donnée aux religieux du couvent de Saint-François de Borgo Maro d'occuper un site pour construire un nouveau mur d'enceinte, l'ancien s'étant écroulé et pour les Pères théatins de Nice d'aliéner une maison, contenant notamment un plan manuscrit représentant le site et l'emplacement des murs (10 avril 1787)
- l'érection dans l'église de La Bollène de Valdeblore d'une congrégation laïque sous le titre de Notre-Dame des sept douleurs et la collation de la cure de Malaussène (27 avril, 22 juin 1787)
- l'autorisation d'emprunter une somme d'argent pour agrandir leur jardin demandée par les religieuses du couvent de la Visitation érigé à Nice sous le titre de Sainte-Claire et la collation du prieuré de Saint-Léger (11-25 mai, 29 juin 1787)
- l'autorisation d'occuper un site hors de l'habitat pour y transférer le cimetière demandée par la communauté de Villefranche et la nomination du supérieur du couvent des Pères carmes de Loano, bien que Génois, ce couvent étant composé pour la plupart d'éléments originaires de la République de Genova (Gênes), contenant notamment la supplique et les délibérations de la communauté (29 juin, 14 septembre 1787)
- les dispositions royales relatives à l'augmentation de la portion congrue des curés et vicaires des paroisses faisant partie du diocèse de Glandèves pour répondre à la hausse des prix des vivres, prévoyant notamment la faculté donnée aux dits curés de conserver les rentes d'une partie des dîmes ou de céder la totalité des revenus des dîmes aux décimateurs, à charge pour eux de leur reverser la portion congrue, suivies du manifeste du sénat (10-23 juillet 1787)
- la construction d'une chapelle champêtre près de Contes, l'autorisation de disposer d'oratoires privés pour la comtesse Teresa Ottavia Gallean épouse Lascaris et pour le sénateur Vittorio Amedeo Piccono della Valle et de résider hors du cloître demandée par un moine de l'ordre des mineurs conventuels pour raisons de santé (13-27 juillet 1787)

- la nomination du clerc Maurizio Ruffino Dani en qualité de coadjuteur avec droit de succession dans un canonicat de la cathédrale de Nice (14 août 1787)
- l'autorisation d'occuper un site pour y construire une église demandée par les habitants du hameau Amé de la ville de Guillaumes, contenant notamment le procès-verbal de la visite pastorale effectuée par l'évêque de Glandèves, et la collation de la prévôté de Pigna (24 août, 14 septembre 1787)
- l'autorisation d'occuper un site hors de l'habitat pour y construire un cimetière demandée par la communauté de Drap, contenant notamment un plan manuscrit représentant l'emplacement du site et de l'église (14 septembre 1787)
- un litige concernant la collation d'un canonicat érigé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) et la nomination d'un économe de l'église de Rocchetta (21 septembre - 19 octobre, 30 novembre 1787)
- les dispositions royales concernant l'établissement, près de la curie romaine, d'un agent général du roi chargé de recevoir les recours des sujets sardes, percevant pour chaque affaire des droits fixés d'après un nouveau tarif (30 octobre 1787)
- la collation de la vicarie perpétuelle érigée dans l'église paroissiale de Puget-Théniers dont le patronage appartient au monastère Saint-Honorat de Lérins (30 novembre 1787)

23/01/1784 - 30/11/1787

1 B 218

Billets royaux originaux en matière ecclésiastique, envoyés au sénat pour entérinement, (4 janvier 1788 - 7 septembre 1792), 1 liasse, concernant :

- la collation du bénéfice ecclésiastique érigé dans la chapelle Saint-Antoine-abbé dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste de Nice, relevant de la famille Galea della Maddalena (4 janvier 1788)
- l'autorisation d'occuper un site près de Loano pour y construire une chapelle champêtre demandée par un prêtre (29 février 1788)
- la collation de la prévôté de la collégiale d'Oneglia (Oneille), la concession de monitoires par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et l'autorisation d'occuper des sites pour y construire des cimetières, demandée par les communautés de Roquebillière et d'Èze et d'emprunter de l'argent pour réparer les moulins à huile et à farine, appartenant à la prévôté de la cathédrale, sollicitée par le vicaire général et prévôt Pietro Giuseppe Balduini di Santa Margherita, contenant notamment les délibérations communales et les expertises relatives aux cimetières et un plan aquarellé du cimetière de Roquebillière (21 mars - 2 mai 1788)
- un litige concernant la collation du prieuré de Notre-Dame de Villevieille, érigé dans l'église de Châteauneuf, entre deux bénéficiaires, l'un nommé par la vice-légation d'Avignon et l'autre par l'évêque de Nice (23 mai 1788)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé dans leur maison de campagne pour un prêtre de Nice et pour les époux Auda di San Vittore (27 juin 1788)
- la collation d'un bénéfice à Breil et les nominations de Marco Antonio Donato, en qualité d'émissaire de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) à Sospel et du Père Agostino Corvesi en tant que visiteur général du couvent des Augustins d'Oneglia (Oneille) et un litige concernant le canonicat de la collégiale d'Oneglia (11-18 juillet 1788, 6 mai 1791)
- la collation de la cure de Châteauneuf-d'Entraunes et l'autorisation d'occuper un site pour la construction d'une chapelle près de Valloria (25 juillet 1788)
- la collation d'un bénéfice érigé dans la chapelle champêtre Saint-Pierre sur le territoire de La Brigue (19 septembre 1788)
- l'autorisation de vendre l'ancien monastère de Sainte-Thérèse, érigé à Sospel et transféré en 1778 à Benevagienna, l'immeuble menaçant ruine et la concession de monitoires demandée par le couvent Saint-Jacques de Nice pour récupérer les biens du Père carme Camillo De Governatis, disparus après son décès, revenant audit couvent (3 octobre 1788)
- une sentence prononcée par l'official de l'archevêque d'Aix concernant la cassation des vœux émis par le Père Gio. Battista Massa de l'ordre des frères mineurs conventuels, originaire de Nice, demeurant dans le couvent de Brignoles (31 octobre 1788)
- la collation de la rectorie de Cenova et l'autorisation de bâtir une nouvelle chapelle, attenante son habitation de Coaraze, en démolissant l'ancienne, demandée par le comte Bartolomeo De Orestis di Castelnuovo, contenant un plan aquarellé de l'emplacement des deux chapelles (14 novembre 1788)
- l'autorisation de disposer d'oratoires privés en ville et à la campagne demandée par le comte de Peille Paolo Agostino Lascaris (28 novembre 1788)
- l'ordre de quitter le couvent des Carmes déchaussés de Loano et de se transférer à Genova (Gênes) donné à quelques membres par le Père provincial sans avoir obtenu au préalable le placet (19 décembre 1788)
- l'autorisation de disposer d'un oratoire privé demandée par lord Thomas Eyre, sujet anglais, demeurant dans la campagne de Nice (26 décembre 1788)
- le passage au clergé séculier d'un religieux de l'ordre des mineurs réformés de Saint-François et la concession de monitoires par l'évêque d'Albenga (9 janvier, 27 mars, 29 décembre 1789, 21 mai 1790, 3 mai, 6 décembre 1791, 15 juin 1792)

- la collation d'un bénéfice érigé à Pigna sous le titre de Notre-Dame du Carmel, érigé en canonicat par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) en 1749, et d'une cure dans la vallée de Stellanello (20 février - 13 mars, 16 octobre 1789)
- la visite de la commanderie de Nice par les visiteurs généraux de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ou de Malte envoyés par le grand-prieuré de Saint-Gilles d'Arles (31 mars 1789)
- l'autorisation pour un prêtre de Nice de disposer d'un oratoire privé pour raisons de santé et pour le couvent des Augustins de Nice d'emprunter une somme d'argent pour réparer une maison menaçant ruine et l'érection dans l'église paroissiale de Loano d'une congrégation sous le titre de Notre-Dame des sept douleurs (1er mai, 29 mai 1789)
- la collation de la cure de Rimplas et la nomination du supérieur du couvent des Pères capucins de Loano (15 mai 1789)
- la collation de la chapellenie de Malaussène pour un prêtre résidant à Brest en qualité de chapelain du régiment de Normandie, de la cure de Valloria et de la chapellenie de Lucinasco (12 juin - 10 juillet 1789)
- les dispositions royales concernant l'interdiction d'enterrer les dépouilles dans les églises et dans l'habitat de Sospel et l'établissement d'un cimetière près de la chapelle Sainte-Anne, suivies du manifeste du sénat (10-25 juillet 1789)
- l'occupation d'un site pour la construction d'un nouveau clocher attenant à la chapelle champêtre érigée sur le territoire d'Aspremont dans le quartier Colomas, l'ancien ayant été démoli pour agrandir l'habitation du chapelain et la collation de cure et bénéfices à Carpe et Nice (7 août 1789)
- la nomination de l'archiprêtre de l'église Saint-Michel de Sospel en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et l'éloignement d'un Père augustin du couvent d'Oneglia (Oneille) accusé de conduite scandaleuse (21 août 1789)
- un litige opposant Giuseppe Panizza de Balestrino à un prêtre, son beau-frère, au sujet de la constitution de la dot de son épouse et la collation de la cure de Valloria (10-25 septembre 1789)
- l'occupation d'un site pour la construction d'une sacristie et d'un magasin pour y entreposer le blé du mont granatique, demandée par la confrérie de la Miséricorde de Saint-Martin-Lantosque et la collation de la cure d'Ascros, contenant notamment les délibérations de la confrérie (16 octobre 1789)
- l'autorisation de disposer d'oratoires privés pour le comte et sénateur Gio. Luigi Tommaso Raynardi di Belvedere, pour lord Ugone Clifford et son épouse, sujets anglais et pour le duc Louis Marie de Rohan Chabot et la duchesse Emilie de Crussols, son épouse, émigrés, et d'emprunter une somme d'argent pour le couvent des Pères minimes d'Oneglia (Oneille) pour effectuer des réparations d'un immeuble et l'éloignement pour raisons de santé d'une religieuse du couvent de Sainte-Claire de Nice (12 février 1790)
- la convocation par le préfet d'Oneglia (Oneille) d'un prêtre, coupable d'avoir célébré un mariage secret entre Carlo Matteo Bachilieri et Maria Gerolama Belgrana avec la dispense de l'évêque d'Albenga mais sans avoir demandé l'exequatur et la collation des cures de Roquestéron, Malaussène et Villatalla (19-26 mars 1790)
- l'autorisation pour les princesses et dames de la noblesse d'accéder, escortées par un religieux, dans la partie cloîtrée du couvent des Pères mineurs de Cimiez et pour la duchesse Marie de La Tremouille de disposer d'un oratoire privé (16 avril 1790)
- la nomination du Père théatin, originaire de Savigliano et demeurant à Nice, en qualité de visiteur des maisons de son ordre en Gaule cisalpine et la collation des cures de Ville San Pietro et Saint-Martin-d'Entraunes (21 mai - 18 juin 1790)
- l'approbation de la liste des membres du couvent des Carmes déchaussés de Loano, tous Génois, soumise à la condition d'éloigner un élément ayant suscité des démêlés dans le village (23 juillet, 10 septembre 1790)
- l'autorisation d'occuper un site pour y établir le nouveau cimetière demandée par la communauté de Villefranche et la collation du bénéfice érigé dans l'église de Saorge (17 septembre 1790)
- la construction d'un portique à proximité de la chapelle champêtre érigée sous le titre de la Vierge de Loreto près de Loano demandée par Simone Stella et la nomination du prêtre Pietro Antonio Milon di Verrailon en qualité de provicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (24 septembre 1790)
- des dispositions royales concernant l'administration de l'œuvre pie fondée par Gio. Battista Rubba en 1757 en faveur des orphelins pauvres de Loano et Bardinetto afin d'éviter les abus et l'autorisation d'occuper un site dans le quartier de la Vernea, près de Contes, pour y construire une nouvelle chapelle, l'ancienne sous le titre de Saint-Charles étant devenue trop petite (8-19 octobre 1790)
- l'obligation de célébrer le mariage dans le lieu de leur domicile sarde, même si les époux sont Génois et après avoir obtenu au préalable l'exequatur, rappelée à l'évêque d'Albenga (2 novembre 1790)
- la possibilité pour un moine de l'ordre des mineurs franciscains de Cimiez de passer au clergé séculier pour raisons de santé (14 décembre 1790)
- l'autorisation pour lord George Jasburgh et son épouse, sujets anglais, de disposer d'un oratoire privé et un litige opposant un prêtre de Borgo Maro à un négociant à propos de créance (7-21 janvier 1791)

- le refus d'entériner des lettres d'appel dans un procès devant le tribunal épiscopal opposant un prêtre de Pontedassio à son beau-frère à propos du paiement d'une dot et le transfert de membres des couvents des Pères capucins et carmes de Loano (11 mars 1791)
- la collation des cures de Péone, Isolabona et Chiusanico et l'autorisation pour un prêtre de Tende de disposer d'un oratoire privé (25 mars - 8 avril 1791)
- l'autorisation pour un Père du couvent de Cimiez d'exercer la médecine en faveur des religieux et des populations voisines, avec la licence du Magistrat de la Réforme et la nomination du vice-recteur du collège des écoles pies d'Oneglia (15-22 avril 1791, 10 avril 1792)
- la nomination du prêtre Stefano Gandolfo en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga, ce dernier, Stefano Giustiniani, étant décédé (3 mai 1791)
- l'autorisation pour le comte Giuseppe Cais di Pierlas et son épouse de disposer d'un oratoire privé dans leur maison de Valdeblone et le refus d'accepter un nouveau membre, venant de l'extérieur, dans le couvent des Pères augustins de Nice opposé par l'avocat fiscal général, ledit couvent ayant un nombre trop important de religieux par rapport à ses revenus, après le rattachement de celui de Tende et la suppression de celui de Puget (13 mai 1791)
- le passage d'un frère mineur conventuel au clergé séculier pour motifs de famille et la nomination du Père Antonio Calzamiglia en qualité de chapelain de la prison préfectorale d'Oneglia (Oneille) (3-7 juin 1791)
- l'occupation d'un site pour y construire une chapelle à Perinaldo demandée par le médecin Giacomo Filippo Maraldi, contenant notamment un plan manuscrit de l'emplacement de la maison de Maraldi et du site de la chapelle (12 août 1791)
- la collation du bénéfice érigé dans l'église paroissiale de Breil et les nominations du prêtre Francesco Imperiale Pastoris de Sospel en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et du Père Gaetano Giusiana en qualité de supérieur des Théatins de Nice (2 septembre - 21 octobre 1791)
- l'autorisation pour le président du sénat Giovanni Berzetti di Buronzo de disposer d'un oratoire privé et la collation de la vicarie perpétuelle de Puget-Rostang (6 décembre 1791)
- le passage d'un Père capucin de Breil au clergé séculier et la nomination du Père supérieur du couvent des capucins de Loano (13 décembre 1791)
- la collection du canonicat et du bénéfice érigés dans l'église de Borgo d'Oneglia et dans celle de Sospel et l'appel d'un procès criminel, devant le vicaire général d'Oneglia (Oneille), concernant un prêtre de Lucinasco accusé de blessures par arme à feu (13 décembre 1791)
- l'autorisation de vendre un terrain situé dans le quartier de Saint-Pons demandée par le couvent des Augustins de Nice pour payer des dettes et terminer la construction de magasins appartenant audit couvent et les nominations de l'avocat Gio. Battista Berardi et du notaire apostolique Gio. Battista Amoretti en qualité d'avocat fiscal et de greffier près du tribunal du vicaire général d'Oneglia (20 janvier - 3 février 1792)
- la collation des cures de Saorge et Chiusavecchia et du canonicat fondé par Bartolomeo Amoretti en 1513 dans la collégiale d'Oneglia (Oneille), contenant la liste des membres du couvent des capucins de Loano (9 mars 1792)
- la collation des cures de Saint-Martin-d'Entraunes, de Roquestéron et de Gorbio et la nomination du chevalier Émilien de Tressemanes Chasteuil de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem dans la commanderie de Lucéram sous le titre de Sainte-Marguerite (4-18 mai 1792)
- la nomination du prêtre Giuseppe Amoretti en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga, la collation du prieuré du Touët de L'Escarène et l'autorisation de disposer d'oratoires privés pour des prêtres malades et pour le capitaine Carlo Francesco Tonso, tous de Nice (19 juin - 7 septembre 1792)

04/01/1788 - 07/09/1792

1 B 219

- « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettere placitorie », des suppliques (3 mai 1686, 7 octobre 1698, 27 janvier 1702 - 26 novembre 1718), 1 registre, concernant :
- l'attribution par l'archevêque d'Embrun au prêtre de Faucon, dans la vallée de Barcelonnette, du droit de donner des dispenses (3 mai 1686)
 - la composition par l'archevêque d'Embrun des contestations en matière de juridiction opposant son official au curé de Faucon, son vicaire dans la vallée de Barcelonnette (7 octobre 1698)
 - la mise en possession du bénéfice érigé sous le titre de Saint-Thomas dans l'église de Pigna et de la rectorie d'Isolabona (27 janvier - 24 avril 1702)
 - l'autorisation pour un Père carme déchaussé de procéder à la visite du couvent de Laghet et la mise en possession de la chapellenie de Sigale (21 juin - 15 juillet 1702, 29 juin-24 septembre 1703)
 - la confirmation pour les communautés du comté de Nice du droit d'exiger des taxes sur les biens allo-diaux (19 août 1702)
 - l'interdiction de faire appel à la curie romaine lors d'un procès opposant le recteur de Bendejun aux particuliers de ce lieu, demandée par le promoteur de l'officialité métropolitaine de Nice (19 août 1702)

- l'autorisation pour un Père des frères mineurs conventuels et pour un Père carme de procéder à la visite des couvents de leurs ordres de Nice (6-16 octobre 1702, 12 juillet-19 août 1704, 25 mai 1710, 6 octobre 1712, 26 août - 26 septembre 1717)
- l'attribution par l'archevêque d'Embrun à son official dans la vallée de Barcelonnette de la connaissance des causes gracieuses, révoquant les pouvoirs accordés au curé de Faucon (9 octobre - 6 novembre 1702)
- l'autorisation pour un Père dominicain de procéder à la visite du couvent de Saint-Dominique de Nice (10 novembre 1702, 29 octobre 1716)
- la restitution des biens et revenus revenant à l'évêché de Glandèves, saisis à l'occasion de la mort de Charles de Villeneuve, demandée par son successeur César de Sabran (13-14 mai 1703)
- la mise en possession des prieurés et chapellenie de Peillon et Entrevaux (3-17 août 1703)
- l'autorisation pour un Père capucin de visiter les couvents de son ordre à Nice (7 août 1703, 9 juin 1711)
- la nomination d'Antonio Barralis en qualité de décimateur des revenus séquestrés de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), situés sur le territoire de Codolis, dans la campagne de Lucéram (24 septembre - 3 octobre 1703)
- l'autorisation pour un Père augustin de visiter les couvents de son ordre à Nice (22 octobre 1703, 13-14 août 1704, 30 septembre 1712, 1er mars 1714, 22 septembre 1715, 21 septembre 1716, 18 août 1718)
- la permission d'auditionner des témoins séculiers dans le procès criminel intenté par l'official de l'évêque de Glandèves, siégeant à Puget, contre le vicaire de Rigaud, demandée par le procureur fiscal dudit évêque (1er mars 1704)
- la mise en possession du prieuré de Villeneuve-d'Entraunes en faveur du prêtre Antonio Ginesi, official et vicaire paroissial de Puget et des chapellenies érigées dans les églises de Saint-Martin et Villeneuve-d'Entraunes (5 mars - 18 avril 1704)
- la mise en possession du prieuré érigé à Rimplas sous le titre de Saint-Étienne (9-10 mai 1704)
- l'autorisation de recourir au vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) afin d'obtenir la concession d'une dispense de mariage à Sospel (9-10 mai 1704)
- la permission d'exécuter un rescrit provenant de la curie romaine concernant un litige avec des prêtres, demandée par le comte Francesco Marcello Caissotti (27-28 mai 1704)
- la mise en possession des prieurés de Châteauneuf-d'Entraunes et de Massoins (3 juin, 20 septembre 1704)
- l'autorisation pour un Père de l'ordre des mineurs réformés de Saint-François de visiter les couvents de son ordre à Nice, Sospel et Lantosque (8 octobre 1704, 31 août 1708, 22 septembre 1711, 9 juin 1712, 4 juin 1716, 4 août 1717)
- l'interdiction pour le préfet Maurizio De Gubernatis de Sospel de s'immiscer dans la gestion des biens-fonds appartenant à la chapelle Saint-Philippe-Neri de La Brigue, confiée au médecin Gioanni Gaglio à la suite d'un litige entre ledit préfet et un prêtre de Candiasco (2 décembre 1704, 3 juillet 1713)
- la mise en possession des prieurés, prévôté, chapellenies de Sauze, Tende, Puget-Théniers, Saint-Martin-d'Entraunes (7 décembre 1704 - 26 août 1705)
- les monitoires envoyés au Père provincial des minimes pour l'obliger à demander l'agrément du sénat avant de procéder à la visite du couvent de Nice (24-30 juillet 1706)
- l'autorisation pour un Père de la Compagnie de Jésus de visiter le collège de Nice (15 février 1707, 15 mars 1709, 10 janvier 1713, 10 mars - 9 avril 1716)
- la permission de recourir à l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) pour obtenir l'approbation de la nomination du clerc Gio. Andrea Belli de Sospel dans la chapellenie érigée dans l'église Saint-Michel de Sospel (23-24 septembre 1707)
- la remise à Onorato Andrea Barli des revenus d'un canonicat de la cathédrale sauvegardés par l'autorité civile après le décès de son prédécesseur (20-24 septembre 1707)
- la mise en possession des prieurés de La Tour et Saint-Dalmas-le-Selvage (13 novembre 1707 - 7 janvier 1708)
- l'admission d'un appel comme d'abus demandée par Claude De Laugier de la ville de Grasse dans le litige l'opposant à son épouse Felice Rostagni, paru devant le tribunal ecclésiastique de Nice (3 janvier - 7 février 1708)
- la nomination d'Antonio Gaetano Albanelli, prieur de Roquestéron, en qualité de vicaire de Puget (20 mars 1708)
- la mise en possession des cures de Pierrefeu et Revel dans la vallée de Barcelonnette et de la chapellenie de Notre-Dame de Benive sur le territoire de Puget et de la rectorie de Clans (13 mai - 2 juin, 18 juin 1708)
- l'autorisation pour le Père supérieur des Carmes de procéder à la visite du couvent dudit ordre de Nice (4 juin 1708, 19 septembre 1712, 6 mai 1715, 16 avril 1717)
- la concession du bras séculier pour auditionner des témoins dans le procès contre le vicaire de Puget Antonio Gaetano Albanelli, accusé de vie scandaleuse, demandée par le promoteur de la mense épiscopale de Glandèves (20-21 juin 1708)

- la concession du bras séculier dans le procès concernant le Juif Emanuele Cohen, accusé d'avoir prononcé des injures contre la religion et l'Église catholique, demandée par le procureur de la mense capitulaire de Nice (17-19 juillet 1708)
- la concession du bras séculier dans le procès concernant Angela Francesca Ellena de Nice, accusée de polygamie et de falsification d'état civil, demandée par le procureur de la mense capitulaire de Nice (31 août 1708)
- l'autorisation d'exercer la juridiction de l'officialité métropolitaine sur le territoire de l'évêché de Nice, obtenue de l'archevêque d'Embrun, demandée par Gerolamo Marcello Massiera (17 septembre 1708, 17 mai 1709)
- la mise en possession du prieuré d'Aspremont en faveur du couvent de Saint-Pons de Nice et la nomination du vicaire dudit lieu (17 décembre 1708 - 15 février 1709)
- l'interdiction pour les Pères mineurs conventuels de Saint-François de Nice de comparaître devant la curie d'Avignon, lors d'un procès en appel, le sénat n'ayant pas entériné le rescrit du juge étranger (2 septembre 1709)
- la mise en possession du prieuré de Gattières et de la cure de Barcelonnette (4-16 novembre 1709)
- l'exécution des bulles, envoyées par la vice-légation d'Avignon, reconnaissant au monastère de Saint-Pons le prieuré de Falicon et la nomination du vicaire perpétuel dudit prieuré (10 décembre 1709 - 11 février 1710)
- l'enregistrement des bulles attribuant au prêtre Gio. Andrea Massilia le prieuré de Peille (29 avril 1710)
- la mise en possession de la chapellenie de Saint-Macaire, érigée sur le territoire de Châteauneuf, de la rectorie de la chapelle de Saint-Antoine de Méolans, des chapellenies érigées à Allos et de la cure de Faucon (12 juin - 2 septembre 1710)
- la concession du bras séculier pour faire arrêter un habitant du Broc accusé d'avoir frappé un prêtre, demandée par le vice-promoteur de la mense capitulaire de Nice (15-16 septembre 1710)
- la mise en possession du prieuré et cures de Saint-Sauveur, Faucon, Barcelonnette, Sigale, Saint-Martin-d'Entraunes (2 octobre 1710 - 15 avril 1711)
- l'autorisation accordée au grand prieur et vicaire général de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille de procéder à la visite du monastère de Saint-Pons, hors de Nice (27-28 avril 1711)
- l'admonition faite au vicaire capitulaire de Nice de présenter au sénat un édit du pape, ordonnant aux titulaires des bénéfices d'exhiber leurs titres sous peine d'excommunication, publié secrètement en dépit des libertés de l'Église gallicane (8-15 mai 1711)
- la mise en possession des prieuré et chapellenie de Coaraze et Saint-Sauveur (28 mai - 4 juin 1711)
- la nomination du clerc Onorato Galea en qualité de vicaire du monastère Saint-Pons (10-15 juin 1711)
- la concession du bras séculier pour le promoteur de la mense capitulaire de Nice (12-16 juin 1711, 21 juillet 1712)
- le paiement de tailles et charges sur les biens ecclésiastiques demandé par la communauté de Barcelonnette et contesté par le vice-official de l'évêque de Glandèves (9-11 juin 1711)
- la mise en possession des prieurés de Roquestéron et de Saint-Laurent de Braus sur le territoire de Lucéram (14 juillet - 17 octobre 1711)
- l'interdiction faite à Luisa Vachieri et à Donato Vachieri de Sospel de comparaître en appel devant le juge métropolitain à la suite d'une sentence rendue par le commissaire de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) dans une affaire de rupture de promesse de mariage, par défaut des lettres placitoires du sénat (5 novembre 1711)
- la nomination de Gio. Battista Audifredi de Faucon en qualité d'official ordinaire métropolitain pour les diocèses de Senez, Glandèves, Nice et Vence, faite par l'archevêque d'Embrun (27 janvier 1712)
- le maintien du titulaire dans la possession du prieuré de Sainte-Marguerite de Dosfraires et Fogassieras (2-3 mars 1712)
- la mise en possession d'un bénéfice dans l'église Saint-Pierre de Barcelonnette, de la rectorie de Roquebillière et d'un canonicat érigé dans la cathédrale de Glandèves (7 mai - 13 août 1712)
- l'autorisation donnée au Père provincial des minimes de visiter les couvents de Nice et Oneiglia (Oneille) (15 septembre 1712, 3 juillet 1716)
- la mise en possession des prieurés de l'église paroissiale du Mas, de Bouyon (3 janvier, 3 février 1713)
- un litige entre l'abbé Pietro Antonio Capponi et le monastère de Saint-Pons au sujet du prieuré d'Aspremont (23 février 1713, 31 juillet - 1er août 1714)
- la mise en possession des prieurés de Molanès dans la vallée de Barcelonnette et de Sainte-Marie-de-Castelli et Sainte-Sabine sur le territoire de Sospel (14 mars - 1er juillet 1713)
- la concession du bras séculier demandée par le promoteur de la mense capitulaire de Nice pour faire respecter la sanctification des fêtes religieuses, négligée notamment par les habitants des campagnes (29 juillet 1713, 9 décembre 1715, 28 janvier 1716)
- la mise en possession de la prévôté de Breil, sous le titre de Sainte-Marie-in-Albis, pour le prêtre Carlo Domenico Robiolis et de la cure de Saorge pour le prêtre Gio. Maria Cassini de Perinaldo (10-28 novembre 1713)

- la nomination de Giuseppe Corvesi de Sospel, chanoine dans l'abbaye Saint-Ruf de Valence, en qualité de vicaire général dans le comté de Nice et République de Genova (Gênes) pour procéder aux visites des établissements de son ordre (5-7 décembre 1713)
- la mise en possession des prieurés et chapelle de Venanson et Saint-Martin-d'Entraunes (17 décembre 1713 - 12 avril 1714)
- l'admonition faite à l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) d'envoyer un vicaire pour administrer la justice dans les lieux faisant partie de son diocèse, demandée par la communauté de La Brigue (12-13 avril 1714)
- un appel comme d'abus d'un décret prononcé par le vicaire capitulaire au sujet du prieuré de Villars, demandé par le comte Gio. Michele Vergnano Angrisani détenteur du jus patronus de ce lieu et la collation dudit prieuré par l'abbé du monastère de Lérins (16, 24 avril, 4-14 juin 1714)
- l'autorisation accordée à la ville de Sospel de vendre les récoltes, correspondant aux dîmes dues à l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et détenues par les décimateurs, avant qu'elles ne dépérissent (27-28 avril 1714)
- la concession du bras séculier demandée par l'official métropolitain pour agir contre le vicaire capitulaire, contestant l'installation du prieur de Villars et son autorité (28-30 avril 1714)
- l'exécution de bulles papales accordant l'appel d'une sentence de l'auditeur de la vice-légation d'Avignon concernant un litige entre le clerc Marco Aurelio Gente et le prêtre Gio. Antonio Leotardi (12 juin 1714)
- la mise en possession de la chapellenie érigée dans l'église de Sospel (20 juin 1714)
- un appel comme d'abus présenté par le prêtre Antonio Gaetano Albanelli contestant des ordonnances prises par l'official et vicaire général de l'évêque de Glandèves et lettre de Victor Amédée II, sentences du sénat et attribution au premier président de la Chambre des comptes Mellarède et au sénateur De Gubernatis de la cause d'Albanelli (30 juin - 21 juillet, 24 septembre - 23 novembre 1714)
- la nomination du prêtre Gio. Battista Gaetano Reparator en qualité d'official forain du diocèse de Vence (3 août 1714)
- la mise en possession de la chapellenie de la Très-Sainte-Vierge-de-la-Sorbiera, sise sur le territoire d'Utelle, en faveur du prêtre Gio. Battista De May et du prieuré de Notre-Dame du Poggio à Saorge en faveur du cellier de l'abbaye de Lérins (27 juillet - 17 août 1714)
- la nomination de Pietro Astraudo en qualité d'official des lieux de Gattières, Bouyon et Dosfraires dans le diocèse de Vence (5 novembre 1714, 26 août 1715)
- la mise en possession du prieuré de La Bollène et de la vicarie perpétuelle de l'église de Tournette-Revest (24-27 décembre 1714, 25 avril 1715)
- la nomination du prêtre Benedetto Desjoyaux, prévôt de Sainte-Marie de Mirandolo dans la province de Pinerolo, en qualité d'official général de l'évêque de Glandèves (24-25 février 1715)
- la mise en possession du bénéfice laïc institué par le prêtre Gio. Battista Cabagno à Breil, de la vicarie perpétuelle du Mas, de la chapellenie de la Vierge du Rosaire érigée dans la collégiale des chanoines de Saint-Ruf de Sospel, du prieuré de Saint-Jacques du lieu des Ferres et de l'annexe de Saint-Georges de Conségudes, de la rectorie de Pigna (24 mai - 1er août, 28 septembre 1715, 16 janvier, 15 février 1716)
- l'interdiction faite à toute personne de prendre possession d'un bénéfice vacant avant d'avoir présenté la nomination au sénat pour l'enregistrement, demandée par le procureur général Bartolomeo Constantino (21 mars 1716)
- une enquête sur la présence d'un groupe de Pères Jésuites venus à Nice en mission demandée par le roi à Bartolomeo Constantino afin de vérifier s'ils ont sollicité le placet (24-30 avril 1716)
- la mise en possession de la prébende du Mas annexée au canonat de la cathédrale de Glandèves (9 mai 1716)
- un appel comme d'abus présenté par le substitut du procureur général du sénat à propos de la collation de la vicarie perpétuelle de Revest (15 mai 1716)
- la mise en possession de la chapellenie de Villeneuve pour le clerc Ludovico Maria Gente (9 juin 1716)
- l'autorisation pour le Père provincial des Pères de la doctrine chrétienne de visiter les couvents dans les États du roi de Sicile (7 juillet 1716)
- la concession de monitoires demandée par les syndics de la ville de Nice pour avoir des informations sur les archives communales disparues (30 juillet 1716)
- la mise en possession de la rectorie de la chapelle située sur le territoire de Rigaud, des chapellenies érigées dans l'église de Breil sous le titre de Saint-Pancrace, dans le château de Nice et dans l'église de Saint-Étienne, ainsi que du prieuré rural institué à Levens en faveur de l'abbé Onorato Roggero De Gubernatis, fils du sénateur (18 août 1716, 25 janvier - 5 avril, 10, 15 mai 1717)

- la mise en possession du canonicat érigé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille), du prieuré de Bouyon, du prieuré rural de Sainte-Marguerite et de la chapellenie de Saint-Honoré, sis sur le territoire de Puget, de la chapellenie de Saint-Laurent située à Saint-Étienne, du canonicat érigé dans l'église paroissiale de La Brigue, de la vicairie perpétuelle de Rigaud, du prieuré de Moulinet, du prieuré institué dans l'église paroissiale de Gillette, de la rectorie de Sigale (17 août 1717 - 30 juin, 26 novembre 1718)

03/05/1686 - 26/11/1718

1 B 220

« Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des remontrances de l'avocat fiscal général, des « lettere placitorie », des suppliques (26 août 1719 - 5 juillet 1726), 1 registre, concernant :

- un appel dans le litige concernant la collation de la chapellenie sous le titre de Saint-Antoine-abbé de Saint-Étienne (26 août - 4 octobre 1719)

- la mise en possession du prieuré rural sous le titre de Saint-Laurent sur le territoire de Lucéram (21 octobre 1719)

- l'autorisation de recourir à l'évêque d'Albenga pour demander l'annulation de la nomination du recteur de Moltedo, effectuée sans respecter les usages, sollicitée par la communauté de Moltedo superiore (9 novembre 1719, 1er février - 16 avril, 10 décembre 1725 - 4 janvier, 9 janvier 1726)

- la mise en possession de la « precettoria » de Notre-Dame de Fenestre et de la cure de Saint-Martin-Lantosque (14 novembre 1719)

- la nomination du prêtre Emanuele Vittorio Abbaino en qualité d'official de l'évêque de Vence (1er décembre 1719)

- l'autorisation pour un Père de l'ordre des mineurs réformés de Saint-François de visiter les couvents de cet ordre situés dans le comté de Nice (Cimiez, Sospel, Lantosque et Saorge) et dans les vallées d'Oneglia (Oneille) et Maro, contenant notamment une lettre au sénat de l'avocat Barralis, substitut du procureur général de 1723 (2 décembre 1719, 3 septembre 1720, 7 juin 1721, 7 mai 1722, 24 mai, 31 août 1723, 24 juin - 7 juillet 1724)

- la mise en possession de chapellenies érigées sur le territoire de Beuil (9-11 décembre 1719)

- l'attribution à l'abbé Emanuele Vittorio Abbaino de l'appel de la sentence rendue par l'official de Glandèves, Benedetto Desjoyaux, contre le vicaire Antonio Gaetano Albanelli et la nomination de Stefano Peglione en qualité de promoteur de ladite cause (14-29 décembre 1719)

- l'approbation de la nomination de l'abbé Emanuele Vittorio Abbaino, faite par la curie métropolitaine d'Embrun, dans l'affaire, en appel, opposant le monastère Saint-Bernard de Nice au procureur Clemente Guiglionda (9 janvier 1720, 24 janvier 1721)

- la mise en possession du prieuré de Levens (9 janvier 1720)

- l'autorisation de publier des monitoires à Gattières obtenues de l'évêque de Vence et pour un abbé bénédictin de visiter le monastère de Saint-Pons de Nice (24-30 janvier 1720)

- le maintien du prieuré d'Aspremont en faveur du monastère de Saint-Pons et la mise en possession du bénéficiaire (12 avril, 10 mai 1720)

- la mise en possession des prieurés érigés à Venanson et à Roquebillière (12 avril, 27 mai 1720)

- l'autorisation pour un Père de l'ordre des mineurs observants de visiter le couvent de Saint-Sébastien de Perinaldo (4 mai 1720, 14 juin 1726)

- l'autorisation pour le Père provincial des Capucins de visiter les couvents de son ordre dans le comté de Nice et pour le prieur des Carmes de visiter le couvent de Laghet (13, 28 mai 1720, 3, 28 mai 1723, 31 octobre 1724, 3-14 juin 1725, 9 juin - 5 juillet 1726)

- la nomination de l'abbé Giovanni Todone en qualité de vicaire abbatial du monastère de Saint-Pons faite par le chapitre de Saint-Victor de Marseille (31 mai 1720)

- la mise en possession des prieurés de L'Escarène, Villars (26 juin - 6 juillet 1720)

- un litige en appel devant le tribunal ecclésiastique entre Luiseta Giovanni et Tommaso Bottone de Saorge à la suite de séduction, grossesse illégitime et rupture de promesse de mariage (28 septembre 1720)

- la mise en possession des chapellenies de Bairols, Isola et son territoire (5 novembre 1720 - 27 janvier 1721)

- la concession de monitoires par l'évêque de Nice (7 février 1721)

- la nomination du prieur de Toudon en qualité d'official du diocèse de Glandèves (7-8 février 1721)

- l'exécution d'une sentence rendue dans le procès opposant le monastère Saint-Bernard de Nice à la congrégation du Corpus Domini érigée dans l'église Saint-Augustin (12 juillet 1721)

- la mise en possession de la vicairie perpétuelle érigée dans l'église de L'Escarène (25 septembre 1721)

- une enquête judiciaire diligentée par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) au prévôt de Dolceacqua à l'égard des ecclésiastiques, coupables de crimes ou ne vivant pas de manière religieuse (19 janvier 1722)

- un litige sur la collation de la chapellenie de Saorge, revendiquée par le major Clemente Guigliotti (31 janvier, 18 juillet 1722)

- la mise en possession du vicariat de l'église paroissiale de Puget, concédé par le monastère de Lérins (11 mars 1722)
- la concession du placet pour l'exécution de la bulle nommant l'évêque de Glandèves, Dominique Laurent de Berton de Crillon (9 avril 1722)
- la nomination d'Onorato Giausselet en qualité d'official général de l'évêque de Glandèves (30 mai 1722)
- la mise en possession du prieuré et de la chapellenie rurale de Bairols et du prieuré de Sospel (21 juillet, 13 août 1722)
- un litige en appel opposant le prieur de Levens au prieur de Peillon (1er août 1722)
- la mise en possession de la chapellenie fondée sur l'autel Saint-François de l'église paroissiale de Roquestéron (17 octobre 1722)
- une enquête diligentée par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) contre plusieurs ecclésiastiques de Pigna confiée au prévôt d'Apricale (9-17 octobre 1722)
- la mise en possession des prieurés de Gorbio, Roquette-du-Var (31 octobre 1722)
- la concession du bras séculier pour l'exécution d'une sentence prononcée par le vicaire capitulaire de Nice contre les Juifs Isacco Sacerdoti et son épouse, concernant la validité du baptême administré à leur fils, demandée par le promoteur de la mense épiscopale (7 novembre 1722)
- la mise en possession d'une prébende découlant du canonicat de la cathédrale de Nice (16 novembre 1722)
- un litige opposant la famille Anfossi de Nice au monastère Saint-Bernard au sujet de la restitution de biens soumis à fidéicommis, confié à l'abbé Giovanni Todone, l'official étant décédé (9 janvier 1723)
- un litige entre le chanoine Ludovico Maria Gente et le prêtre Antonio Leotardi à propos de la chapellenie de Saint-Étienne (8 janvier 1723)
- la nomination du prêtre Onorato Giausselet pour exercer l'officialité à Puget, effectuée par l'évêque de Glandèves (1er février 1723)
- un litige en appel entre le promoteur de la mense épiscopale de Vence et le prêtre Giovanni Nicolas, confié au prieur de Toudon par l'archevêque d'Embrun (22 février 1723)
- la mise en possession d'une des six chapellenies fondées dans l'ancienne église du château de Nice et du prieuré de Thiéry, contenant notamment une lettre du comte Mellarède envoyée au procureur Constantino et une protestation du comte Ignazio Maria Claretti Ponzzone à propos de l'exécution des bulles des prieurés de Thiéry, Lieuche et Touët (13-17 avril, 21 juin 1723)
- la nomination d'office d'un économiste pour les biens appartenant aux canonicats établis par le sénateur Marco Aurelio Rossignoli dans son testament, demandée par le vassal Carlo Lascaris en qualité d'exécuteur testamentaire (19-30 avril 1723)
- la mise en possession du prieuré de Touët de Beuil pour l'abbé Ludovico Authier de La Penna, agréé par le comte Claretti et de la prévôté de La Brigue (5 juin - 30 juillet 1723)
- l'autorisation de publier des monitoires à La Brigue et à Gorbio, concédées par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (31 août - 1er septembre 1723, 17 décembre 1723 - 8 janvier 1724)
- l'autorisation pour un Père provincial général des mineurs conventuels de Saint-François de visiter le couvent de son ordre à Nice (18 septembre 1723, 13 juillet 1725)
- la mise en possession du prieuré de Marie (13 août - 18 septembre 1723)
- des litiges en appel concernant le prieur de Bonson et le prêtre Andrea Lombardo de Nice, confiés à l'abbé Ignazio Miloni et au chanoine Onorato Andrea Barli par l'archevêque d'Embrun (18 septembre - 23 octobre 1723)
- un litige entre Giacomo Cantone de Monaco, habitant à Villefranche, et le monastère Saint-Bernard de Nice, concernant le paiement de travaux de réparation du monastère endommagé par le siège en 1706, revenant d'après la mère supérieure au roi de France, confié à l'abbé Ignazio Miloni (21 janvier - 1er février 1724)
- l'autorisation pour un Père provincial de l'ordre des Augustins de visiter le couvent de Nice (16 février - 6 mai, 24 juin - 19 septembre 1724, 11 mai - 4 juin, 6 juillet 1725, 30 avril 1726)
- un appel comme d'abus présenté par l'avocat fiscal général à propos d'une ordonnance de l'évêque de Glandèves, obligeant les maîtres d'écoles des paroisses de son diocèse à se présenter à Glandèves pour recevoir l'agrément après examen, sous peine d'excommunication et les maîtresses à se présenter devant leurs curés pour avoir un certificat de capacité (15 janvier - 22 février 1724)
- un appel comme d'abus présenté par l'avocat fiscal général à propos de la collation d'un canonicat, établi dans la collégiale de Clans, exécutée par le provicaire capitulaire sans obtenir au préalable le placet du sénat et nouvelle supplique du bénéficiaire après l'annulation de la première nomination, contenant notamment une lettre du roi à l'évêque de Glandèves (16 février - 4 mars, 25-31 mars 1724)
- l'autorisation pour un Père provincial de la Compagnie de Jésus de visiter les collèges de son ordre dans les États sardes (27 mars 1724, 19 janvier - 11 mars 1726)
- la mise en possession du vicariat de l'église paroissiale de Beuil (23-27 mars 1724)
- un litige en appel opposant Pietro Laugerio de Gattières à Gioanna Rostagnona, pour éviter le mariage auquel il a été astreint, confié au prieur de Toudon par le vicaire métropolitain (28 mars 1724)

- la mise en possession de la prévôté de Tende, de la chapellenie de Pigna, d'un canonicat érigé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille), du prieuré de Bairols (1er, 7 avril - 20 mai 1724)
- l'autorisation de publier des monitoires à Gattières prises par l'évêque de Vence, demandée par un habitant, victime d'un vol (1er-3 avril 1724)
- la collation du prieuré de Contes, de la vicarie perpétuelle de Beuil, du canonicat érigé dans la collégiale de Castelvecchio (15 juillet - 5 septembre, 23 septembre 1724)
- la punition de Pères franciscains ayant commis des excès par le vicaire général, demandée par le roi au comte di San Giorgio di Foglizzo, régent le sénat de Nice, au nom des usages de l'église gallicane (23 septembre 1724)
- les instructions royales concernant la concession du bras séculier dans les affaires ecclésiastiques (8 novembre 1724)
- un appel comme d'abus présenté par l'avocat fiscal général à propos d'une ordonnance prononcée par l'évêque d'Albenga lors d'une visite pastorale à Torria (24 novembre 1724)
- la nomination d'un moine bénédictin de Saint-Pons au prieuré de Falicon (7-28 novembre 1724)
- la publication de monitoires par l'évêque d'Albenga (27 janvier 1725)
- la licence accordée à un prêtre de Saorge par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) d'exercer l'art d'apothicaire en attendant que ses neveux apprennent le même art (30 janvier - 1er mars 1725)
- la concession du bras séculier demandée au comte di San Giorgio, régent le sénat, pour enquêter sur un prêtre de Monaco, dans un litige opposant une femme à un recteur de Nice, à propos d'une créance et contre un prêtre de L'Escarène (21 mars, 24-26 avril, 14 mai, 7 août 1725, 8 janvier 1726)
- la mise en possession de la prébende du prieuré, érigé dans l'église de Sospel et de l'archipresbytérat de Valloria (2 mai, 8-9 juin 1725)
- une lettre du sénat au juge de Sospel l'incitant à surveiller un Père de la doctrine chrétienne venu de Provence, suspecté de visiter le couvent de son ordre sans autorisation (16-17 juin 1725)
- la mise en possession du prieuré de Tourrette-Revest, de la cure de Chiusanico, de la rectorie de Pontedassio, du canonicat érigé dans la cathédrale de Nice (6 juillet, 27 août - 28 septembre 1725)
- des poursuites judiciaires contre les complices laïques d'un vol sacrilège commis par un moine à Auri-go, intentées par le sénat, l'évêque d'Albenga s'occupant de procéder contre ledit moine (25 juillet 1725)
- l'obligation pour les chevaliers étrangers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem de demander le placet pour venir examiner les preuves de noblesse des candidats (12 octobre 1725)
- la mise en possession de la rectorie d'Entraunes (26 octobre 1725)
- la publication de lettres de citation délivrées par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) concernant le droit de nommer le titulaire de la chapellenie instituée dans l'église de Sospel par le prêtre Gio. Battista Cabagno (8 janvier 1726)
- des informations prises sur un fratricide commis à Bonson par le diacre André, jugé par l'official de Glandèves (26 janvier 1725 - 11 janvier 1726)
- la collation des chapellenies à Lucinasco, Borgo Maro, Ville San Bartolomeo (31 janvier - 13 février 1726)
- l'autorisation de faire venir un moine capucin étranger pour les prêches du carême dans la cathédrale de Nice (14 décembre 1725)
- l'exécution de dispositions données par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) au prévôt de l'église de La Brigue concernant ses droits et devoirs (8 février 1726)
- la mise en possession de prieurés de Péone, de la Madone del Poggio à Saorge, près de San Bartolomeo (5-13 mars 1726)
- les dispositions royales concernant l'exercice de la juridiction du vicaire, à savoir official, de l'évêque de Glandèves selon les usages de l'église gallicane (11 mars, 19 avril 1726)
- la mise en possession de la chapellenie d'Utelle (27 mars 1726)
- l'exécution d'une ordonnance prononcée par l'official de Glandèves contre le prêtre de Bonson, demandée par Isabella Dalmassa de Scros, le condamnant aux indemnités à la suite d'une grossesse illégitime (3 avril 1726)
- la mise en possession de chapellenies à Gazzelli, Sospel, Moulinet, Caravonica (6 mai, 4-6 juin, 5 juillet 1726)

26/08/1719 - 05/07/1726

1 B 221

- « Interinazioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des remontrances de l'avocat fiscal général, des « lettere placitorie », des suppliques (9 juillet 1726 - 2 mars 1729), 1 registre, concernant :
- la mise en possession du prieuré de Gattières et de la chapellenie de Carpasio (9-12 juillet, 11, 14 octobre 1726)
 - l'autorisation pour le Père provincial des Capucins de visiter les couvents de son ordre (12 juillet 1726)
 - la mise en possession de la prévôté de Perinaldo, de la cure de Péone, de la rectorie d'Olivastri (19 juillet - 17 août, 8 novembre 1726)

- la mise à disposition d'un local à La Brigue, en tant qu'hospice, pour les Pères réformés de Saorge (21-24 août 1726)
- les limites à la concession du bras séculier demandée par l'official de Glandèves, rappelées par le sénat de Nice et précisées par le roi, en vertu des usages de l'église gallicane (26 août, 20-23 septembre, 2-4 novembre 1726)
- la liquidation des comptes de l'administration des dîmes et revenus séquestrés de l'évêché de Ventimiglia (Vintimille), confiés au préfet Marco Aurelio Miloni, demandée par son fils et héritier et le dépôt de ces revenus au mont de la Miséricorde de Nice effectué par ledit Miloni, contenant notamment des tableaux indiquant les recettes et les dépenses pour les communes sardes du diocèse de Ventimiglia, entre 1718 et 1726 (17 août - 13 septembre, 13-20 novembre 1726)
- l'autorisation pour le Père provincial des Augustins de visiter les couvents de son ordre (20-30 septembre 1726)
- l'interdiction d'administrer la confession faite par le vicaire général de Glandèves aux Pères Augustins de Puget pour avoir reçu, pendant deux jours, dans leur couvent l'avocat Cavaillon d'Aix avec sa femme, épousée dans une église du comté contre l'avis de ses parents (11, 14 octobre 1726)
- le placet pour venir prêcher dans la cathédrale de Nice, demandé par un Père capucin (22 septembre - 25 octobre 1726, 15 juillet 1727)
- les dispositions concernant l'érection dans la cathédrale de Nice des canonicats prévus dans le testament du sénateur Rossignoli et la commutation des legs prévus, le roi refusant l'établissement de nouveaux couvents, déjà nombreux à Nice et dans son territoire (23 septembre - 25 novembre, 6-16 décembre 1726, 4-9 juin 1728)
- la concession de monitoires par le juge ecclésiastique de Glandèves, demandée par la communauté de Bonson pour récupérer des archives volées ou égarées, nécessaires pour contrer ses créanciers (9 décembre 1726)
- l'autorisation pour un Père de la Compagnie de Jésus de visiter le collège de Nice (11 janvier 1727, 25 février 1729)
- la mise en possession de la prévôté de La Brigue (11 janvier 1727)
- l'exécution d'un bref pontifical attribuant à l'archidiacre Gio. Battista Rovero de Torino (Turin) l'autorité de régler un litige entre l'évêque d'Albenga et la communauté de Moltedo superiore concernant la nomination du curé de la rectorie, revendiquée par la communauté (20 décembre 1726 - 31 janvier 1727, 20 décembre 1727, 17 mars 1728)
- la nomination du curé de Valloria (1er février 1727)
- la publication de lettres de nomination de la chapellenie de Borgo Maro prises par le vicaire général de l'évêque d'Albenga (5-6 mai 1727)
- l'autorisation pour le Père provincial des mineurs observants réformés de Saint-François de visiter les couvents de son ordre dans le comté de Nice et dans la principauté d'Oneglia (Oneille) (29 mai 1727, 15-26 avril 1728)
- la mise en possession de la prévôté de Tavole, du prieuré de Sainte-Agnès, d'une prébende canonique, érigée dans l'église de Sospel (14-28 juin 1727)
- l'établissement d'un vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille), demandée par le roi en exécution d'un bref pontifical (18-19 juillet 1727)
- l'autorisation pour le Père provincial des Augustins déchaussés de visiter les couvents de son ordre à Nice et Dolceaqua (9 juillet - 19 août 1727, 12 juin 1728, 2-19 février 1729)
- la nomination du prêtre Paolo Ottavio Vachieri en qualité de vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) demandée par le roi et, après l'exequatur, la restitution des dîmes revenant à cet évêque séquestrées par l'autorité royale et le remboursement des dettes contractées par l'évêque Gio. Stefano Pastori, demandé par l'héritier de son créancier, le patricien génois Francesco Maria Rebuffo, contenant notamment des tableaux des dîmes dues depuis 1713 et la quittance des sommes versées (18 août - 4 septembre, 24 octobre 1727, 16 janvier - 12 février, 28 février - 7 juillet, 2 août 1728)
- la nomination faite par le roi le 23 juin 1727 de l'évêque de Nice Raimondo Recrosio (11 septembre - 7 octobre 1727)
- les dispositions royales concernant la concession du bras séculier en matière civile et criminelle (25 septembre 1727)
- un appel comme d'abus présenté par l'avocat fiscal général à propos d'une ordonnance de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) publiée à Sospel sans le placet et ordonnant la comparution devant l'évêque de sujets sardes ayant des prétentions sur des canonicats érigés à Sospel (13 octobre 1727)
- un appel comme d'abus présenté par l'avocat fiscal général à propos de lettres prises par le vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) demandant au notaire Gio. Stefano Imberti d'obliger les communautés de Sospel et Moulinet à payer des dîmes anciennes, ainsi que l'arrestation et la relaxe dudit notaire, contenant notamment des missives du vicaire général et de l'évêque adressées au président du sénat Richelmi (27 octobre - 8 novembre 1727)
- la collation d'un canonicat érigé dans l'église de Sospel (17-22 novembre 1727)

- la concession du bras séculier demandée par le promoteur de la mense épiscopale de Nice et par l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) (24 novembre, 19 décembre 1727, 10 janvier, 7, 12-13 février, 3 août, 11, 13 septembre, 23-30 octobre 1728)
- la mise en possession de l'abbaye de Saint-Pons à Nice, pour l'abbé Francesco Domenico Bencini de Malte, professeur de théologie à l'université de Torino (Turin), nommé par le roi (8 janvier 1728)
- l'interdiction de publier les décrets du concile provincial d'Embrun dans les paroisses des États sardes, voulue par le roi, contenant notamment la lettre de l'archevêque au roi du 17 décembre 1727 et la réponse du roi (9 janvier 1728)
- l'établissement d'un vicaire général, ordonné par un bref pontifical, demandé par le roi à l'évêque d'Albenga (9-14 janvier 1728)
- la mise en possession du canonicat dans la cathédrale de Nice en faveur du prêtre Gio. Battista Guibert (20 décembre 1727 - 31 janvier 1728, 12 février 1728)
- le retour dans le comté pour deux prêtres expulsés, Guibert et Peyrani, concédé par le roi (17 novembre 1727)
- l'autorisation pour des Pères capucins de Cesena et d'Asti de venir prêcher lors du Carême dans la cathédrale de Nice (4 février 1728, 23 janvier - 9 février 1729)
- la mise en possession de la cure de Villaviani (17 février 1728)
- l'audition de témoins laïques dans une procédure devant le tribunal ecclésiastique, demandée par le vicaire général siégeant à Sospel (20 février 1728)
- la nomination du prévôt Sebastiano Calzamiglia en qualité de vicaire général de l'évêque d'Albenga (12 mars, 9-13 avril 1728)
- l'exécution d'un décret provenant du cardinal Nicolo' Maria Lercari, secrétaire d'État, concernant la réduction des fêtes, autorisée par le roi malgré les usages de l'église gallicane, contenant notamment une missive du cardinal à l'évêque de Nice du 24 décembre 1727 (8-9 juin 1728)
- la publication de monitoires concédés par l'évêque d'Albenga, demandée par les frères Amoretti concernant le droit de nommer le titulaire d'un canonicat fondé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) (10-15 juin 1728)
- la mise en possession de la chapellenie d'Apricale (26 juin 1728)
- l'exécution d'un bref pontifical attribuant le prieuré de Saint-Michel aux chanoines réguliers de Saint-Ruf de Sospel (12-19 juin 1728)
- la mise en possession de deux canonicats érigés dans la cathédrale de Nice par le sénateur Rossignoli et l'érection des cinq canonicats voulus par le même sénateur, demandée par le vassal Carlo Lascaris, exécuteur testamentaire (7 juin - 10 juillet, 24-31 juillet, 23 août 1728)
- l'autorisation pour un Père provincial des Carmes déchaussés de visiter le couvent de Laghet (31 juillet 1728)
- la mise en possession de la chapellenie sous le titre de Saint-Martin hors de la ville d'Oneglia (Oneille) et des canonicats de Castelvecchio et Oneglia (17 août, 4 septembre 1728)
- l'ordre donné par le sénat au juge de Sospel de ne plus s'immiscer dans la concession du bras séculier, le vicaire général du diocèse de Ventimiglia (Vintimille) devant s'adresser directement au sénat (6 septembre 1728)
- l'autorisation pour un Père provincial des Dominicains de visiter le couvent de son ordre à Nice (23 septembre 1728)
- la nomination des titulaires de deux chapellenies à Entraunes et d'un canonicat à Tende, ainsi que celle d'Onorato Giausselet en qualité de vicaire général de l'évêque de Glandèves, siégeant à Puget (27 septembre, 30 octobre 1728)
- la mise en possession de canonicats légués par le sénateur Rossignoli (18 août - 4 octobre 1728)
- les dispositions royales concernant la concession du bras séculier, les rapports entre autorités civiles et religieuses lors de procédures devant les tribunaux ecclésiastiques et la perception des dîmes (28 septembre - 11 octobre, 28 octobre - 1er novembre 1728)
- la collation du bénéfice d'une chapellenie d'Entraunes et d'un canonicat à Oneglia (Oneille) (11 octobre 1728)
- la mise en possession de la chapellenie fondée sous le titre de Saint-Claude dans l'église de Gillette (3-4 septembre 1728)
- les dispositions royales concernant la manière d'exécuter les bulles instituant les chapellenies et canonicat d'Entraunes et Tende et l'exequatur concernant la nomination de l'official de Glandèves (18-25 octobre, 6-7 novembre 1728)
- l'obligation d'obtenir l'exequatur pour les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem venant à Nice pour examiner les preuves de noblesse des candidats, confirmée par le roi (23 octobre, 22, 26 novembre 1728)
- la mise en possession du canonicat fondé par Francesco Amoretti dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) (25 août - 6 novembre 1728)

- le refus de donner le placet au prêtre désigné par l'évêque de Glandèves pour les chapellenies de Puget, s'agissant d'un chanoine sarde, mais résidant dans la cathédrale d'Entrevaux, sur lequel le roi est revenu, en considération de la faible distance entre Puget et Entrevaux (4-10 novembre, 23 décembre 1728, 4, janvier 1729)
- les instructions du sénat au préfet d'Oneglia (Oneille) en matière d'exécution des bulles venant de l'étranger et notamment de la curie romaine, de mise en possession des bénéfices, d'établissement de confréries ou chapelles, de concession du bras séculier et de droit d'asile (18-25 novembre 1728)
- le refus d'accorder le placet à un prêtre de Finale, désigné par l'évêque d'Albenga pour une chapelle érigée dans la collégiale d'Oneglia (Oneille), s'agissant d'un sujet étranger (29 novembre, 7 décembre 1728)
- des recherches dans les registres de la matière ecclésiastique et des sentences civiles et criminelles, demandées au sénat par le roi (6 décembre 1728)
- l'autorisation pour l'abbé Giuseppe Chianea de disposer d'un oratoire privé (13, 23 décembre 1728, 4 janvier 1729)
- l'exécution d'un bref accordant à des jeunes gens de Sospel la dispense pour se marier, malgré les degrés de parenté (15 décembre 1728)
- la requête d'instructions sur l'attitude à tenir en cas de vacance de bénéfices dans les églises des diocèses de Ventimiglia (Vintimille) et Albenga, demandée par le sénat au roi (20 décembre 1728, 3 janvier 1729)
- l'administration du bras séculier pour le vicaire de l'évêque d'Albenga, concédée par le roi sur la demande de l'évêque du 26 novembre 1728 (13, 23 décembre 1728)
- la collecte des biens, acquis par les corps ecclésiastiques après 1619, afin de déterminer ceux qui sont imposables, ordonnée par le roi à l'intendant général et communiquée au sénat (14 décembre 1728)
- la collation de la chapellenie de Sigale pour le prêtre Giovanni Alfonsi (27 décembre 1728, 3, 12 janvier 1729)
- le respect des usages de l'église gallicane rappelés à l'évêque de Vence (23 décembre 1728, 4 janvier 1729)
- l'interdiction de publier dans les paroisses du diocèse de Vence un mandement concernant la Bulle Unigenitus, pour ne pas exposer le comté à des troubles (5-6 janvier 1729)
- la collation d'un canonicat érigé dans la collégiale de Castelvecchio, de chapellenies fondées dans l'église d'Entraunes et du canonicat érigé dans la collégiale d'Oneglia (Oneille) (10, 17, 18-25 janvier, 7, 14, 22 février 1729)
- la restitution des écritures appartenant à l'évêque de Nice, saisies par le sénat lors du décès de son prédécesseur (31 décembre 1728)
- les instructions royales concernant les dispenses d'ante tempus et d'extra tempora données au préfet d'Oneglia (Oneille) (20 janvier 1729)
- la mise en possession de bénéfices érigés dans l'église d'Apricale (24 janvier, 3, 8 février 1729)
- la concession du bras séculier demandée par le promoteur de la mense épiscopale de Nice (25-26 janvier, 10, 18, 19, 26-28 février 1729)
- l'autorisation à disposer d'un oratoire privé pour l'avocat Orazio Noaro de Dolceacqua (31 janvier, 9, 15 février 1729)
- l'exequatur des bulles de collation du prieuré de Castellar, d'un bénéfice érigé dans l'église de Sospel et de deux chapellenies fondées dans l'église paroissiale et dans une chapelle champêtre de Villefranche (13, 21-22 février, 2 mars 1729)
- la concession de monitoires demandée au vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) par le vassal Giacomo Spinelli de La Brigue, recherchant des informations sur les biens de son père disparu après son décès (25 février 1729)
- une liste des villes et communautés du comté de Nice et de la principauté d'Oneglia (Oneille) avec l'indication des saints patrons respectifs (s.d)

09/07/1726 - 02/03/1729

1 B 222

- « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettere placitorie », des suppliques (6 mars 1729 - 24 avril 1733), 1 registre

09/03/1729 - 24/04/1733

1 B 223

- « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettere placitorie », des suppliques (22 avril 1733 - 22 décembre 1735), 1 registre

22/04/1733 - 22/12/1735

- 1 B 224** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (3 février 1735 - 20 juillet 1743), 1 registre
03/02/1735 - 20/07/1743
- 1 B 225** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (22 août 1743 - 29 décembre 1757), 1 registre
22/08/1743 - 29/08/1757
- 1 B 226** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (16 décembre 1757 - 16 février 1767) 1 registre
16/12/1757 - 16/02/1767
- 1 B 227** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (13 mars 1767 - 13 septembre 1770), 1 registre
13/03/1767 - 13/09/1770
- 1 B 228** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (28 septembre 1770 - 30 septembre 1775), 1 registre
28/09/1770 - 30/09/1775
- 1 B 229** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (30 septembre 1775 - 6 mars 1780), 1 registre
30/09/1775 - 06/03/1780
- 1 B 230** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (11 mars 1780 - 19 août 1782), 1 registre
11/03/1780 - 19/08/1782
- 1 B 231** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (26 août 1782 - 30 juillet 1787), 1 registre
26/08/1782 - 30/07/1787
- 1 B 232** - « Interinzioni » (entérinements) en matière ecclésiastique. - Transcriptions des billets royaux, des brefs pontificaux, de la correspondance du sénat et d'autres institutions judiciaires et religieuses, des « lettre placitorie », des suppliques (30 juillet 1787 - 1er décembre 1795, 18 août 1814 - 16 octobre 1815), 1 registre
30/07/1787 - 16/10/1815
- 1 B 233** - Concession et suspension de l'exequatur et du placet.- Suppliques présentées au sénat par des civils, des ecclésiastiques et des confréries, bulles pontificales, correspondance, pièces judiciaires du tribunal épiscopale d'Oneglia (Oneille), copies d'actes notariés, contenant en particulier une lettre de dispense, en parchemin, accordée par le pape Pie VI au prêtre Crisostomo Audoli de Sigale du 27 juin 1776, une bulle provenant de la légation d'Avignon nommant le prêtre Antonio Francesco Barnoino en qualité de chanoine de la collégiale de Clans et une requête concernant une dispense de publication des bans d'un mariage, reçue et signée par l'archevêque d'Embrun, portant son cachet à sec (8 mars 1765 - 13 mai 1791), 1 liasse
- La nomination du prêtre Giovanni Champossin de Puget en qualité de vicaire général et d'official de l'évêque de Glandèves, contestée par le prêtre Enrico Albanelli et par le chapitre de la cathédrale de Glandèves, litige paru devant la nonciature apostolique de Torino (Turin) et enregistré par le sénat de Nice, contenant notamment la liste des vicaires généraux de Glandèves depuis 1588 (2 mai 1676), 1 cahier

- Enquête confiée au juge ordinaire Carlo Milon di Verrailon concernant la nomination des prieurs de la chapelle Sainte-Marie-Madeleine de Magnan, dans la campagne de Nice, la vérification des comptes tenus par les prieurs et leur utilisation : remontrance de l'avocat fiscal général, décret du sénat, procès-verbaux d'audition de témoins (8 avril - 23 juin 1788), 1 cahier

02/05/1676 - 13/03/1791

1 B 234 - 245 : Testaments

- 1 B 234** Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture (16 juin 1620 - 7 novembre 1651), 1 registre, concernant :
- le sénateur Carlo Vegnaben, de Nice (8 mai, 16 juin 1620)
 - Raffaele Soliero, de Nice (12 août 1621, 10 janvier 1622)
 - Giambattista Rochione, de Nice (9 décembre 1621, 24 janvier 1623)
 - Isac Tiranti, de Saorge (27 janvier 1620, 16 mars 1624)
 - Annibale Caissotto, seigneur du Mas (25, 30 octobre 1624)
 - Ludovico Solaro, comte de Moretta et marquis de Dogliani (17, 27 juin 1625)
 - Onorato Lascaris Ventimiglia, coseigneur de Gorbio (1er août, 7 octobre 1625)
 - Agostino Constantin des seigneurs de Châteauneuf, de Nice (2, 25 octobre 1625)
 - Paride Richelmi natif de Pigna, résident à Nice (16 décembre 1625, 8 janvier 1626)
 - Antonio Passeroni de Nice (20 octobre 1625, 22 mai 1626)
 - Giambattista Peyre de Nice (21 avril 1625, 17 juillet 1626)
 - Pietro Portaniero di Santa Margherita (22 avril 1622, 9 janvier 1627)
 - le notaire Filiberto Guilliotti (Giugliotti) de Nice (15 mars 1624, 27 février 1627)
 - le procureur fiscal général auprès du sénat Pietro Antonio Buonfiglio, contenant également la copie d'une donation du 22 décembre 1600 (14 mai 1622, 10 décembre 1629)
 - Onorato Adrechio de Nice (7 février, 1er mars 1631)
 - l'avocat des pauvres du sénat Stefano Bianco, de Nice (6 mai 1626, 28 janvier 1634)
 - l'auditeur de la Chambre des comptes Francesco Claretti (16 janvier, 8 avril 1634)
 - le médecin Pietro Taone (Thaon), seigneur de Saint-André (29 octobre 1634, 26 février 1635)
 - le sénateur Bartolomeo Baldoini (23 mai 1626, 4 février 1637)
 - Anna Cavallino, veuve Audiberto (19 août 1628, 24 octobre 1637)
 - Bartolomea Ferrero, veuve Camosso (22 décembre 1638, 12 janvier 1639)
 - le référendaire Francesco Caissotti (8 mai 1638, 8 février 1639)
 - la comtesse Alessandra Caissotti, contenant également des pièces judiciaires du procès, engagé devant le sénat de Torino (Turin), opposant le comte Gio. Paolo Caissotti à son frère, l'avocat Carlo Antonio, demandant en 1647 le transfert à Turin du testament de la comtesse (22 juillet 1638, 3 août 1639)
 - Raimondo Flore, secrétaire aux affaires criminelles auprès du sénat (8 février, 23 juillet 1644)
 - Alessandro Isnardi, coseigneur de Peillon (15 décembre 1644, 20 mai 1647)
 - Stefano Rosso des seigneurs de Châteauneuf, de Nice (11 février 1641, 29 novembre 1647)
 - Gio. Francesco Vachiero, de Nice (8 juillet 1641, 10 janvier 1648)
 - Annibale Badat, comte d'Illonse, Pierlas et Roure, conseiller d'État (30 août 1639, 5 juin 1648)
 - l'archidiacre Giulio Taone (Thaon) de Nice, originaire de Lantosque (9 avril 1644, 17 avril 1649)
 - l'avocat Gio. Battista Cachiardo de Nice (28 février 1639, 18 mai 1650)
 - le sergent-major Gio. Battista Fabri, de Nice (24 avril 1648, 6 mars, 19 avril 1651)
 - Carlo Achiardi dell'Alpe (3 avril 1648, 22 mars 1651)
 - Caterina Gubernatis, veuve de l'avocat Annibale Buonfiglio (20 mai 1643)
 - Leonardo Vachiero de Nice (9 mai 1625, 21 octobre 1651)
 - l'avocat Annibale Buonfiglio, de Nice (5 mars 1624, 21 octobre 1651)
 - Onorato di Berra (30 juillet 1623, 21 octobre 1651)
 - Agostino Ordano, de Nice (26 septembre 1625, 27 octobre 1651)
 - Giovanetto Raibaud, de Nice (24 novembre 1628, 27 octobre 1651)
 - Francesca Isnardi, veuve de l'avocat Antonio Audiberti, de Nice (15 janvier 1630, 27 octobre 1651)
 - Faustina Rochione, de Nice (10 novembre 1633, 27 octobre 1651)
 - Scipione Giuglaris, recteur de l'hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem, fondé au lieu de Roquebillière, de Nice (13 décembre 1633, 6 novembre 1651)
 - Claudio Rochione, de Nice (19 juillet 1650, 7 novembre 1651)
 - Urbano Cotta de Nice (20 mai 1636, 7 novembre 1651)
 - le docteur en droit Gio. Battista de Bartolomeis, de Nice (16 janvier 1637, 7 novembre 1651)
 - Francesca Faraud, veuve Faraud, de Nice (5 août 1637, 7 novembre 1651)
 - le capitaine Pietro Magalli, châtelain de La Turbie (24 août 1638, 7 novembre 1651)
 - Laura Cabriera, de Nice (22 mars 1639, 7 novembre 1651)
 - le procureur Cesare Martini de Nice (19 mars 1637, 7 novembre 1651)

- le procureur Giovanni Leotardi, de Nice (20 décembre 1625, 7 novembre 1651)
- le prêtre Antonio Auda, de Villefranche (23 octobre 1634, 7 novembre 1651)
- Giorgio Fenoglio, de Nice (30 mai 1624, 7 novembre 1651)

16/06/1620 - 07/11/1651

1 B 235

- Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture (11 septembre 1629 - 22 novembre 1675), 1 registre, concernant :
- la dame Gratia, veuve Canale, de Saluzzo (22 février 1650, 30 juin 1651)
 - Caterina de Lorenzi, veuve Vachiero, de Nice (10 octobre 1648, 2 mars 1652)
 - Orazio Caissotto, de Nice (20 novembre 1649, 9 mars 1652)
 - le capitaine Andrea Martini, de Villefranche (27 avril 1641, 23 novembre 1652)
 - Maddalena Bove, veuve Prioris, de Lucéram (2 avril 1650, 14 avril 1654)
 - Laura Doria, fille du comte de Dolceacqua, veuve Gallean, de Nice (15 juillet 1652, 10 novembre 1654)
 - Maria Caterina di Berra, épouse du seigneur de Cuébris (5 juin 1647, 19 janvier 1655)
 - Fulvia Francesca Badat, veuve de Jean Antoine de Sales de Boezi (20 juin 1650, 5 février 1655)
 - Bartolomeo Barrale, de Nice (18 mars 1646, 30 octobre 1655)
 - le notaire Antonio Cottalorda, originaire de Breil (29 juillet 1651, 2 juillet 1657)
 - le sénateur Gerolamo Marcello Vivaldo (20 avril 1648, 6 octobre 1657)
 - le sénateur Onorato Leotardi, baron de Sainte-Agnès, de Nice (24 octobre 1659, 6 mars 1660)
 - Flaminio Roncaglia, de Nice (19 mai 1658, 19 juillet 1660)
 - Onorato Grimaldi, seigneur de Levens et de Rimplas (27 avril, 7 septembre 1660)
 - Gaspare Raiberti, chanoine de la cathédrale de Nice (9, 29 novembre 1660)
 - Gio. Michele Giacobi, de Contes, habitant à Nice (3 mars 1661, 11 août 1661)
 - Susanna de Gousou veuve d'Onorato Grimaldi, seigneur de Levens et de Rimplas (23 mars, 2 juin 1662)
 - le procureur Orazio Malaussena, de Nice (10 mars 1657, 21 juin 1662)
 - Giovanni Bottino, de Nice (20 mars 1658, 23 juin 1662)
 - Cassandra Gente, veuve du capitaine Rasino de Rasino (14 septembre 1662)
 - Francesca Lascaris, de feu Onorato Lascaris, seigneur de Dosfraires, épouse en secondes noces d'Annibal de Grasse, seigneur de Verraillon, demeurant au Broc en Provence (17 septembre 1657, 3 mars 1663)
 - l'auditeur des comptes Gio. Francesco Traversagna, de Nice (7 avril 1655, 10 décembre 1663)
 - le comte et sénateur Gio. Paolo Caissotti, de Nice (4 juin 1659, 30 janvier 1664)
 - le comte Gio. Battista Galleano, de Nice (11 juin 1656, 14 juin 1664)
 - le médecin Bernardino Reparator, de Sospel (21 mars 1644, 12 décembre 1664)
 - Maddalena, épouse du colonel Camillo Martini des seigneurs de Châteauneuf (4 mai 1665, 16 janvier 1666)
 - le procureur Gio. Battista Ramoino, de Nice (17 décembre 1663, 29 avril 1666)
 - Ludovico Emellina, marchand à Nice (4 août 1664, 10 mai 1666)
 - Guiglione Caissotti, de Tende, résidant à La Brigue (14 novembre 1645, 28 janvier 1667)
 - Lucrezia Gallean, veuve du feu capitaine Lazaro Gallean, de Nice, contenant également une supplique des héritiers demandant que le testament, conservé par erreur dans les registres de l'ancien secrétaire du sénat Vincenzo Constantino et détenus par son fils, réintègre sa place dans les protocoles du sénat (20 juillet 1624, 11 septembre 1629)
 - Gio. Pietro Andrea, de Bonson (23 juin 1657, 16 février 1667)
 - Bartolomeo Bontà, de Nice, contenant en particulier la liste des pièces d'argent, des bijoux et meubles portés à Nice par le testateur de la ville de « Caly » (29 mai 1664, 1er mars 1667)
 - Giovanni Rosignolo, de Nice (21 juin, 28 juillet 1668)
 - Angelica Calvino, veuve de feu le procureur Andrea Bontà, de Nice (10 mars 1667, 1er septembre 1668)
 - Ippolita Vacchiero, veuve Serra, de Nice (23 décembre 1666, 1er septembre 1668)
 - Domenico Constantin des seigneurs de Châteauneuf, de la Caynée (Cainea) et de Saint-Jean-d'Aurèle (2 juillet 1663, 30 avril 1669)
 - le prêtre Gio. Giacomo Berra, chanoine de la cathédrale de Sainte-Réparate de Nice (25 septembre 1665, 19 juin 1669)
 - le marchand Gio. Michele Berengaro, de Nice (15 décembre 1664, 31 mai 1670)
 - l'avocat Giambattista Laugiero, de Sospel (12 décembre 1664, 27 septembre 1770)
 - Carlo Constantin des seigneurs de Châteauneuf, de la Caynée (Cainea) et de Saint-Jean-d'Aurèle (17 novembre, 17 décembre 1671)
 - Dionigio Calvio, de Nice (3 juin 1669, 27 août 1672)
 - Francesca Lamberta veuve Blavetto, de Nice (10 avril 1671, 16 février 1673)
 - Dorotea Farauda veuve Peyre, de Nice (14 mai 1672, 13 avril 1673)

- Antonio Masino, de Nice (13 mars, 4 septembre 1673)
- Pietro Antonio Abbaino, de Nice (6 août, 21 octobre 1673)
- Ludovica Blavetto, épouse de l'avocat Pietro Francesco Turato (26 août, 7 novembre 1673)
- les époux Gio. Battista et Teodora Reinaldi des seigneurs de Falicon (20 octobre 1665, 12 janvier 1674)
- Emilia, fille du sénateur Marco Fabri, de Nice, épouse du commissaire général des guerres Carlo Borriglione d'Aspromonte (4 août 1656, 11 août 1674)
- Francesco Torriano, coseigneur de Bagnol et de Conségudes (6 juillet 1673, 14 août 1674)
- Domenico Daprotis, de Nice (6 mars 1668, 10 décembre 1674)
- Angelica Rochione, veuve Traversagna, de Nice (15 juin 1670, 16 janvier 1675)
- Bartolomeo Lombardo, de Nice (10 janvier 1674, 6 mai 1675)
- Gio. Michele Bottiero, de Nice (15 décembre 1666, 6 mai 1675)
- le capitaine Giovanni Rossetto, de Nice (22, 30 août 1675)
- Giulia Malamaire, épouse du capitaine Giovanni Rossetto (2 août, 17 septembre 1675)
- Ludovico Giacobi, de Nice (3 juillet 1669, 22 novembre 1675)

11/09/1629 - 22/11/1675

1 B 236

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture (14 juillet 1676 - 9 décembre 1687), 1 registre, concernant :

- Lucrezia Reparatur, fille du médecin Bernardino Reparatur, veuve Testoris, de Nice (29 mars, 14 juillet 1676)
- l'actuaire et huissier du sénat Gio. Francesco Imberti (9 mars 1675, 15 novembre 1676)
- le colonel Onorato Fabri, du feu le sénateur Marco (12 avril 1675, 27 décembre 1676)
- Gio. Domenico Galli, de Nice (1er juillet 1676, 12 mars 1677)
- le sénateur Geronimo Peyrani di San Silvestro, de Nice (11 avril 1676, 15 mai 1677)
- la réouverture du testament du colonel Onorato Fabri, demandée par le préfet Gio. Battista Capello et par le comte Gio. Filippo Provana au nom de son père le sénateur Orazio, résidant à Roma (Rome) (4 juin 1677)
- le marchand Giacomo Arnaldo, de Nice (27 juillet, 28 août 1677)
- Donato Codretto, de Sospel (16 juillet 1664, 15 novembre 1677)
- le sénateur Michelangelo Lascaris Castellar Ventimiglia (16 juin 1676, 30 avril 1678)
- le marchand Giacomo Bertone, du Mas, habitant à Nice (16 mars, 21 juin 1678)
- Gaspare Lascaris Castellar, de Nice (26 décembre 1677, 22 juin 1678)
- le secrétaire des affaires criminelles du sénat Onorato Buonfiglio (10 octobre 1678, 4 février 1679)
- le prêtre Gio. Battista Richelmo, de Pigna (24 octobre 1674, 5 mai 1679)
- Carlo Giovanni Badat, de Nice, comte d'Illonse, de Roure et de Pierlas (24 septembre 1657, 6 août 1679)
- le marchand Gaspard Roubie, originaire de Draguignan, résident à Nice et décédé à Lyon (5 mai 1672, 17 août 1679)
- Onorato Vigone, de Nice (6 juillet 1680, 2 janvier 1681)
- Francesco Amedeo La Riviera de Torino (Turin) (1670, 6 juin 1681)
- l'avocat Giovanni Drago, de Nice (29 avril 1680, 19 août 1681)
- le sénateur Francesco Lascaris Castellar Ventimiglia (24 juillet, 22 août 1682)
- la comtesse Gerolama Galleana Provana, veuve du comte Gio. Battista Galleano, de Nice (3 juillet 1681, 8 janvier 1683)
- le notaire Obertino Berengaro, de Nice (17 décembre 1667, 26 janvier 1683)
- le procureur Gio. Battista Calvino, de Nice (21 janvier 1682)
- Anna Maria Buonfiglio, épouse en secondes noces du médecin Francesco Depetra (29 mai 1681, 23 novembre 1683)
- le baron Andrea Grimaldi, de Nice (18 juillet 1672, 23 novembre 1683)
- le chevalier Stefano Cays, de Nice, (19 novembre 1675, 23 novembre 1683)
- le chevalier Lazaro Gallean des seigneurs de Châteauneuf, de Nice (5 juin 1678, 23 novembre 1683)
- Francesca Laugier, de Nice (11 août 1675, 23 novembre 1683)
- Caterina Cays, épouse du sénateur Giacomo Portaniero di Santa Margherita (30 novembre 1671, 23 novembre 1683)
- Gio. Onorato Camerano, de Nice (3 juin 1672, 19 juin 1684)
- Bernardino Orengo, de Pigna (24 avril 1662, 18 janvier 1685)
- Gio. Ludovico Massiera, de Nice (13 mai, 2 juin 1685)
- le marchand Gio. Francesco Bertone, de Nice (12 novembre 1685, 5 janvier 1686)
- Cesare Borriglione d'Aspremonte, fils du comte Annibale (27 décembre 1686, 13 janvier 1687)
- le procureur Gerolamo Peglione, de Castellar, domicilié à Nice (19 septembre 1662, 20 septembre 1680, 23 mars 1686)
- Carlo Illonza, de Nice (10 mai, 20 septembre 1686)
- Ignazio Francesco Adrechio, de Nice (26 octobre, 26 novembre 1686)

- Pierre Dauvergne, de Troyes en Champagne, domicilié à Nice (29 novembre 1679, 22 novembre 1686)
- Anna Maria Cravesana, épouse Arbaudo, de Nice (25 février 1651, 26 novembre 1686)
- Isabella Portaniera di Santa Margherita, épouse Capello des seigneurs de Peillon (4 juin 1686, 18 février 1687)
- Bartolomea Ginoïna veuve Gioffredo, de Nice (19 juin 1679, 2 avril 1687)
- le chevalier et sénateur Giacomo Portaniero di Santa Margherita (29 mai 1681, 9 avril 1687)
- le capitaine Gio. Battista Borriglione, de Nice (2 juin 1621, 9 avril 1687)
- Cesare Garachio, de Nice (7 juillet 1637, 9 avril 1687)
- Pietro Moretto, de Nice (6 mars 1645, 9 avril 1687)
- Francesca Vercellis épouse Fabri, de Nice (22 juin 1648, 9 avril 1687)
- Giuseppe Costanzo Achiardi, de Nice (10 mai 1655, 9 avril 1687)
- Isabella Cays, de Nice (24 avril 1656, 9 avril 1687)
- Antonio Penchienat de Contes, domicilié à Nice (30 décembre 1671, 17 novembre 1676, 9 avril 1687)
- le chirurgien Ange Viany de Saint-Laurent en Provence, domicilié à Nice (20 juin 1673, 9 avril 1687)
- Cassandra Chiabaudis, épouse Thaon di Sant'Andrea (3 octobre 1674, 9 avril 1687)
- Caterina Massiera veuve Peyre, de Nice (décembre 1675, 9 avril 1687)
- Gio. Battista Boetto, de Nice (23 juillet 1681, 9 avril 1687)
- Anna Valperga, épouse Lascaris Peglia Castellar (18 mai 1683, 9 avril 1687)
- Andrineta Paola, veuve Levamis (28 février 1685, 9 avril 1687)
- Felice Gallean épouse Raynaldi, de Nice (19 novembre 1685, 9 avril 1687)
- le chanoine Annibale Vachier, de Sospel (21 avril 1684, 21 août 1687)
- Cesare Baldoïni, prévôt du chapitre de la cathédrale Sainte-Réparate de Nice (17 août, 27 septembre 1687)
- Anna Francesca de Giudicibus, veuve Calvino (27 novembre 1686, 9 décembre 1687)

14/07/1676 - 09/12/1687

1 B 237

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture (12 janvier 1688 - 27 septembre 1692), 1 registre, concernant :

- Onorato Arbaudo, de Nice (16 septembre 1687 - 12 janvier 1688)
- Maria Camilla Calvino épouse Rasino, de Nice (16 septembre 1687, 12 janvier 1688)
- Marco Antonio Capello des seigneurs de Peillon, de Nice (19 août 1683, 20 mars 1688)
- le prêtre Francesco Milonis, de Nice (21, 23 août 1688)
- Marco Antoine Cays, gentilhomme de chambre de S.A.R, de Nice (18 janvier 1688, 10 janvier 1689)
- le prêtre Gio. Battista Solaro, de Nice (27 mars, 22 avril 1689)
- le chevalier Onorato Isnardi, de Nice (28 juin 1685, 17 mai 1689)
- le procureur Antonio Barralis, de Lucéram (11 octobre 1687, 8 août 1689)
- Gio. Francesco Virello, de Nice (15 mars 1638, 13 août 1689)
- le vassal Francesco Raimondi, de Gorbio (30 juin 1672, 31 août 1689)
- Maria Borriglione, veuve Ricci (29 mai 1688, 9 décembre 1689)
- Giulio Millo, de Nice (7 janvier, 22 décembre 1689)
- Giuseppe Maria Adrechio, de Nice (6 mars, 5 avril 1690)
- Reparata épouse de Gio. Battista Massiera, de Nice (23 novembre 1649, 22 avril 1690)
- Caterina Rainaldi di Falicone veuve Alberti de Strada (1er décembre 1678 - 22 avril 1690)
- l'avocat fiscal patrimonial général Pietro Trinchieri, de Nice (19 décembre 1644 - 22 avril 1690)
- Alessandro Alberto, de Sospel (11 décembre 1662 - 22 avril 1690)
- le capitaine Domenico Raimondo, de La Turbie (15 novembre 1650 - 22 avril 1690)
- le procureur des pauvres Pietro Baldoïno, de Nice (3 août 1657, 22 avril 1690)
- le seigneur de Bouyon Gio. Battista Ribotti (29 novembre 1688, 22 avril 1690)
- Devota Hondia, veuve Gaspari (24 août 1652, 22 avril 1690)
- Barbara Cabriero veuve Soliero, de Nice (18 juillet 1651, 22 avril 1690)
- Tommaso Pegliasco, de Nice (24 janvier 1650, 22 avril 1690)
- Francesco Genoïno, de Nice (20 juillet 1654, 22 avril 1690)
- Bartolomeo De Gubernatis, de Sospel (7 juillet 1635, 24 avril 1690)
- Sosterra Anfosso, de Nice (19 novembre 1661, 24 avril 1690)
- le prêtre Onorato Roggiero, de La Bollène, vicaire de Falicon (28 mai 1667, 24 avril 1690)
- Barthélemy Matheron de Barcelonnette, habitant à Nice (29 mars 1668, 24 avril 1690)
- le capitaine Orlando Ponte (4 juin 1659, 24 avril 1690)
- le major Pietro Cuggia, de Nice (31 janvier 1642, 24 avril 1690)
- Gio. Ludovico Martini, des seigneurs de Châteauneuf, de Nice (9 novembre 1666, 24 avril 1690)
- Giacomo Nicolao, de Nice (30 janvier 1676, 24 avril 1690)
- Onorato Chiassi, de Saint-Dalmas-du-Plan, terroir de Valdebloure (28 janvier 1659)
- Claudia Margherita Flore, épouse Barletti, de Nice (15 mars 1677, 24 avril 1690)

- Gio. Battista Bonifacio, de Nice (18 janvier 1679, 24 avril 1690)
- Gio. Antonio Saurino, de Touët de Beuil (20 mars 1681, 24 avril 1690)
- Alessandra Baldoina, veuve Genoïno, de Nice (17 mars 1648, 24 avril 1690)
- Claudio Jaucellet, de Puget (7 septembre 1666, 24 avril 1690)
- Andrivetta Hondia, veuve du procureur Gio. Battista Verani, de Nice (16 avril 1673, 24 avril 1690)
- Melchiorre Vachiero, de Sospel (18 mai 1658, 24 avril 1690)
- Gaspare Rainaudo, de Nice (24 mars 1678, 24 avril 1690)
- Francesca Fighiera, veuve Doya, de Nice (20 août 1667, 24 avril 1690)
- la comtesse Gabrielle de Puget Saint-Marc, veuve Badat (29 janvier 1688, 5 décembre 1690)
- Gio. Bartolomeo Raimondo, de Nice (15 juillet 1679, 1er janvier 1691)
- le baron Alessandro Dal Pozzo, de Nice (11 octobre 1685, 6 juillet 1691)
- Gio. Cesare Rostagni, de Nice (27 juin 1689, 17 août 1691)
- Spirito Leotardi, de Nice (20 novembre 1667, 6 octobre 1691)
- Antonino Daveo, de Tende (14 décembre 1688, 6 octobre 1691)
- Francesco Constantin, de Nice (28 novembre 1683, 10 novembre 1691)
- Camilla Drago, veuve Torriano de Bagnol et Conségudes (27, 30 janvier 1692)
- Gio. Battista Clerissi, de Nice (5 février 1691, 9 février 1692)
- Paola Constantin veuve en secondes noces de Francesco Constantin, de Nice (3 décembre 1691, 27 septembre 1692)

12/01/1688 - 27/09/1692

1 B 238

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture (23 janvier 1693 - 27 avril 1717), 1 registre, concernant :

- Onorato Thaon, de Nice (10 mai 1686, 23 janvier 1693)
- Giulia Villaris, épouse du baron Andrea di Berra (4 septembre, 14 novembre 1693)
- Lucrezia Solaro, épouse Germano, de Nice (3 septembre 1689, 11 décembre 1693)
- le comte de Roquestéron et de Pierrefeu, Baldassarre Simeoni (26 juillet 1693, 4 février 1694)
- Francesco Giuliano Cacciardo (Cachiardo), de Breil (20 mars 1675, 6 mars 1694)
- Andrea Bonaudo, de Nice (19 janvier 1682, 20 avril 1694)
- Maria Bontà veuve Bensa, de Nice (2, 11 août 1694)
- le premier président du sénat et comte Gio. Antonio Castelli, originaire de Vercelli (10 mai 1678, 2 mai 1695)
- Gaspare Giacobi, originaire de Contes, recteur de l'église paroissiale de Bendejun (28 novembre 1689, 3 avril 1696)
- Pietro Scaliero, de Nice (16 mai 1692, 19 juin 1696)
- Charles Dumoulin de Regonfle en Savoie (4 décembre 1690, 6, 11 août 1696)
- Lorenzo Dettat Doria, de Nice (13, 20 octobre 1696)
- le procureur Gio. Battista Cavino (5, 13 novembre 1696)
- Carlo Lorenzo Tondut (Tonduti) des seigneurs de Falicon (4, 11 janvier 1697)
- le notaire Gio. Battista Pontio, de Nice (21 mars 1695, 22 mars 1697)
- Felice Blancardi veuve Lascaris (12, 16 avril 1697)
- le comte Pietro Giovenale Levrone, de la ville de Fossano, domicilié à Nice (15 octobre 1696, 27 décembre 1697)
- le vassal Giulio Lascaris Castellar Ventimiglia (13 janvier 1693, 31 janvier 1698)
- le capitaine Gio. Battista Ramini, d'Isola, habitant à Nice (26 mars 1697, 4 février 1698)
- Stefano Castelli, de Nice (12 juillet 1698, 2 mai 1699)
- Giovanni Massiera, de Nice (10 mai, 4 juin 1700)
- Pietro Francesco Revelli, de Breil, domicilié à Nice (26 avril 1697, 7 septembre 1700)
- Vittoria Raiberti, veuve Ruffino de Nice (27 novembre 1695, 3 septembre 1701)
- Geronimo Villaris, seigneur du Touët, de Nice (6 juillet 1696, 16 décembre 1701)
- le marchand Antoine Cavallier, de la ville de Grasse, habitant à Nice (17 août 1695, 23 décembre 1701)
- le comte Giovanni Chianea di Santo Stefano, originaire de Tende, habitant à Nice (3 septembre 1694, 16 janvier 1702)
- Francesca Maria Berra, veuve Clerico, de Nice (22 mars 1698, 18 mars 1702)
- le marchand Pietro Mirapelle, de Nice (10 décembre 1701, 16 juin 1702)
- Onorato Gilli, de Nice (26 mars 1702, 27 janvier 1703)
- le prêtre Giuseppe Fighiera, chanoine de la cathédrale de Nice (4 mars 1697, 31 mars 1704)
- le baron Ignazio Leotardi di Sant'Agnes, de Nice (25 février, 9 juin 1704)
- Antonio Gordone, de la ville de Grasse, domicilié à Nice (17 mai 1700, 31 janvier 1705)
- Camilla Rosso et son époux Gio. Battista Rocca, de Nice (14 juillet 1676, 7 février 1705)
- le notaire Gio. Francesco Danio, de Nice (20 septembre 1702, 1er septembre 1705)
- Andrea Cotto, de Nice (9 février 1697, 24 octobre 1705)

- Domenico Ratto, de Nice (29 juillet, 17 août 1706)
- Pietro Plesent, de Falicon, habitant à Nice (19 avril, 5 mai 1707)
- Gio. Agostino Peyre di Castelnuovo, de Nice (16 juillet 1701, 10 décembre 1707)
- Andrea Rostagni, coseigneur de Peillon (7 septembre 1703, 6 mars 1708)
- Pietro Antonio Raynaldi seigneur de Falicon et son épouse Felice Grimaldi, de Nice (14 août 1694, 12 juin 1708)
- le comte de Saint-Sauveur, Gio. Battista Ghisi (17 septembre, 21 octobre 1708)
- l'avocat des pauvres du sénat Antonio Luigi Baldoino, de Nice (5 septembre 1704, 18 juin 1709)
- Anna Maria Ricolvi veuve de l'avocat des pauvres Baldoino, de Nice (21 juin 1709, 5 avril 1710)
- Gio. Battista Rosa, de Nice (25 avril, 15 novembre 1710)
- Francesca Borriglione d'Aspromonte épouse du sénateur Marc'Aurelio Rossignolo (28 juin 1709, 24 novembre 1710)
- le comte Pietro Antonio Thaone (Thaon) di Sant'Andrea (16, 19 février 1711)
- le procureur Cesare Faraudo, de Nice (14 octobre 1690, 9 mars 1711)
- Alessandra Bensa, de Nice (7 avril 1704, 6 septembre 1712)
- le protomédecin Gio. Battista Blavetto, de Nice (16 juin 1712, 9 janvier 1713)
- Margherita Borriglione d'Aspromonte, veuve Gente (20 janvier 1707, 8 juillet 1713)
- Onorata Michelis, veuve Daprotis, de Nice (5 mai 1710, 24 avril 1714)
- Alessandro Laugiero, seigneur de La Roquette et de Saint-Martin-du-Var (27 juillet 1702, 7 mai 1715)
- Gio. Onorato Cotto, de Nice (7 novembre 1716, 12 janvier 1717)
- le comte Gio. Gerolamo Peyre della Costa, des seigneurs de Châteauneuf (24, 27 avril 1717)
23/01/1693 - 27/04/1717

1 B 239

- Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture, contenant en particulier une remontrance de l'avocat fiscal général du 5 décembre 1730 demandant l'ouverture des testaments déposés et non ouverts dans les délais prévus par les Royales Constitutions, la liste nominative des testateurs et les attestations des prêtres des paroisses (20 mai 1718 - 26 octobre 1735), 1 registre, concernant :
- le préfet Giacomo Galea, de Nice (13 octobre 1706, 20 mai 1718)
 - Gio. Andrea Raynaldi, de Nice (20 janvier, 23 mars 1719)
 - Anna Maria Caravadossa, veuve du sénateur et avocat général Pietro Antonio Barelli (10 septembre 1700, 6 juin 1721)
 - le sénateur et avocat général auprès du sénat Antonio Francesco Barelli, de feu Pietro Antonio (18 avril 1720, 6 juin 1721)
 - le notaire et procureur Clemente Guiglionda (17 août, 11 octobre 1721)
 - Anna Maria Mottetta veuve Mainardi, de Nice (19 novembre 1698, 20 février 1722)
 - le négociant Giovanni Lanciaries, de Monaco, domicilié à Nice (20 septembre 1723, 8 juin 1724)
 - Francesco Amedeo Ferro, de Nice (20 mai 1722, 5 mars 1725)
 - Vittoria Contes veuve Massiera, de Nice (1er septembre, 11 décembre 1725)
 - Onorato Leotardi, de Nice (6 avril 1725, 8 mai 1730)
 - Marco Antonio Germano, comte de Villefranche, des seigneurs de Peillon (29 juillet 1730)
 - Giuseppe Lombardo, de Nice (12 avril 1701, 1er septembre 1731)
 - Bernardino Baldoino de Nice (20 octobre 1703, 1er septembre 1731)
 - Caterina Bensa, épouse Cotto (7 avril 1704, 1er septembre 1731)
 - Margherita Caissona, veuve Tallona (17 novembre 1693, 1er septembre 1731)
 - Gioanetta Verani veuve Mirapelle, de L'Escarène (15 décembre 1701, 1er septembre 1731)
 - Domenico Scaliero, de Nice (7 septembre 1703 - 1er septembre 1731)
 - Gio. Battista Avenas (8 novembre 1704, 1er septembre 1731)
 - le médecin Giuseppe Todone, de Nice (14 août 1694, 1er septembre 1731)
 - la comtesse Laura Cays, veuve Lascaris (23 octobre 1705, 1er septembre 1731)
 - Margherita Portaniera di Santa Margherita veuve Laugiera (22 juin 1691, 1er septembre 1731)
 - Antonia Nicolai veuve Bensa, de Nice (21 mai 1697, 1er septembre 1731)
 - Francesca Vachiero veuve Raynaldi (19 janvier 1695, 1er septembre 1731)
 - Giaumona Rossa veuve Vigona (6 juillet, 31 août 1696, 1er septembre 1731)
 - la comtesse Camilla Claretti, veuve en premières noces du feu comte Orazio Caissotti, de Roma (Rome) (9 août 1700, 1er septembre 1731)
 - Anna Maria Gioffredo, veuve en premières noces de feu Antonio Bonfiglio et en secondes noces de feu Francesco Pauliani (testament répertorié dans la table mais inexistant)
 - le prêtre Carlo Andrea Maurino, de Lantosque (9 juillet 1700, 3 septembre 1731)
 - le négociant Pietro Puons, de Nice (5 mars, 3 septembre 1731)
 - l'avocat Pietro Francesco Turato, de Nice (26 octobre 1705, 3 septembre 1731)
 - Luisa Ferrera veuve Villaris del Toetto (30 août 1720, 3 septembre 1731)

- Susanna Maria Orsiero, comtesse de Clans et de Gilette, épouse du comte Anselmo Cays (testament répertorié dans la table mais inexistant)
- Anna Maria Malabaila, épouse Tacconis, seigneur de Costigliole (12 avril 1693, 3 septembre 1731)
- Gio. Battista Rostagno, de Breil (7 mai 1702, 3 septembre 1721)
- Bartolomeo Morraglia, de Nice (24 décembre 1724, 3 septembre 1731)
- le baron Onorato Drago des Ferres (22 juillet 1720, 3 septembre 1731)
- Gioanna Maria Ghis (Guis) veuve Cauvin, de Nice (17 mars 1714, 3 septembre 1731)
- Onorato Viani, de Nice, contenant aussi une liste de mobilier et objets légués à son épouse et à un enfant prêtre (5 mai 1710, 3 septembre 1731)
- le vassal Gerolamo Peyre di Castelnuovo, de Nice (19 juin 1728, 12 octobre 1733)
- le prêtre Antonio Chianea, fils du comte de Saint-Étienne (6 octobre 1722, 16 septembre 1734)
- Paola Maria Tondut veuve Capello (27 avril 1718, 18 septembre 1734)
- Margherita Gherina veuve Giacobi, de Sigale domiciliée à Nice (4, 9 novembre 1734)
- l'avocat Gio. Francesco Raynaldi, de Nice (20 janvier 1733, 13 juin 1735)
- Lucrezia Dealbertis veuve Rostagni, de Nice (28 octobre 1695, 26 octobre 1735)
- Pellegrina Peyre veuve Cachiardi (Cacciardi), de Nice (12 mai 1683, 26 octobre 1735)
- Gio. Agostino Peyre di Castelnuovo (6 octobre 1674, 26 octobre 1735)
- Maria Camilla Isnardi, comtesse d'Aspremont (27 janvier 1711, 26 octobre 1735)
- le baron Gio. Francesco Villaris del Toetto (28 janvier 1728, 26 octobre 1735)
- Lucrezia Gordona veuve du sénateur et avocat général Antonio Francesco Barelli, de Nice (19 octobre 1730, 26 octobre 1735)
- Gio. Luigi Auda, de Nice (6 mai 1724, 26 octobre 1735)

20/05/1718 - 26/10/1735

1 B 240

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture, remontrances de l'avocat fiscal général (4 février 1736 - 16 mai 1744), 1 registre, concernant :

- Gio. Michele Raibauda, de Nice (25 mars 1735, 4 février 1736)
- Gio. Stefano Valle, de Chiusa (6 septembre 1636, 3 mars 1736)
- la marquise Anna Violante Pargaglia veuve della Rovere di Cercenasco (7 mai 1641, 3 mars 1736)
- Bartomaireta Bonaver veuve Ferrano, de Nice (13 avril 1649, 3 mars 1736)
- le comte Flaminio d'Aglié di San Martino, tant en son nom qu'au nom de son cousin le comte Gio. Ludovico d'Aglié di San Martino (6 mars 1649, 3 mars 1736)
- Giuseppe Carle de Chiusa (7 juillet 1650, 3 mars 1736)
- le comte Gerolamo Marcello de Gubernatis, second président du sénat (13 octobre 1685, 3 mars 1736)
- Anna Fighiera, épouse en premières noces de Pietro Auda et en secondes noces d'Onorato Cagnoli (7 mai 1680, 24 mars 1736)
- Angela Martino épouse d'Obertino Berengaro, de Nice (15 juillet 1651, 24 mars 1736)
- Gioanni Ruffino, de Nice (27 avril 1665, 24 mars 1736)
- le prêtre Gio. Paolo Galli, de Lucéram (12 mai 1686, 24 mars 1736)
- Emanuele Filiberto et Caterina époux Malabayla (5 octobre 1676, 24 mars 1736)
- Gio. Battista Carlino, de Nice (22 avril 1688, 24 mars 1736)
- le prêtre Paolo Francesco Ruffi, de La Turbie (16 avril 1711, 24 mars 1736)
- le major Bartolomeo Brunetta, de la ville de Pinerolo (13 février 1703, 24 mars 1736)
- Lucrezia Achiardi veuve Barralis, de Nice (20 juin 1678, 24 mars 1736)
- l'abbé Onorato Galea, de Nice (23 septembre 1723, 26 mars 1736)
- le prêtre Bartolomeo Guiglionda, de Nice (20 novembre 1683, 26 mars 1736)
- Gio. Andrea Prioris, de Nice (10 janvier 1662, 26 mars 1736)
- Lucrezia Caciardo veuve de l'avocat Giusto Rosso di Castelnuovo, de Nice (23 février 1675, 26 mars 1736)
- la veuve Maria Milona, originaire de Sospel et habitant à Nice (28 août 1689, 26 mars 1736)
- Pierre Comte de Biol en Savoie, officier de la chambre du roi et concierge du palais royal à Nice (4 octobre 1725, 26 mars 1736)
- le capitaine Onorato Alziary, de Sigale (25 août 1672, 26 mars 1736)
- le comte Giulio Cesare Lascaris Castellar, ministre d'État fils du feu comte et sénateur François Lascaris, de Nice (26 juillet, 4 décembre 1736, 8 juin 1737)
- l'avocat Bartolomeo Cacciardo, de Nice (5 février, 24 juillet 1737)
- Michelangelo Barralis, de Nice (1er août 1715, 2 août 1737)
- Pietro Pellegnino, de Nice (6 avril 1724, 24 janvier 1738)
- le négociant Gio. Francesco Raynaudo, de Nice (20 septembre, 2 octobre 1738, 9 septembre 1740)
- les frères Gio. Battista et Gio. Paolo Reinaldy di Falicone (17 octobre 1727, 19 décembre 1738)
- la comtesse Vittoria Genta veuve Coggiola Dal Pozzo (8 juillet 1738, 4 juin 1739)
- le comte et sénateur Orazio Tondut della Scarena (29 octobre 1723, 8 août 1739)

- le prêtre Gio. Battista Puons, de Nice (22 octobre 1737, 19 août 1739)
- le comte Vincenzo Chianea di Santo Stefano (22 janvier 1736, 1er avril 1740)
- le prêtre Francesco Gerboni, de Nice, contenant également une liste de bijoux, de mobilier et de lingerie donnés à son frère de son vivant (6 mai 1724, 26 avril 1740)
- Antonio Francesco Giraudi, de Nice (26 février, 22 décembre 1740)
- le comte de Levens Onorato Grimaldi, habitant à Nice (16 mai 1735, 30 janvier 1740, 16 janvier 1741)
- le major Tommaso Matalone, de Nice (26, 28 juin 1741)
- Marco Antonio Giuseppe Drago, baron des Ferres et de Bouyon, seigneur de Conségudes, de Nice (3 avril 1732, 14 avril 1736, 21 septembre 1741)
- Anna Leonora Scoffiera veuve Barralis (16 janvier 1738, 29 janvier 1742)
- Giuseppe Nicola Moccia, maréchal de camp des armées royales, gouverneur de Villefranche, commandant général de la cité et de la province de Nice, comte de Coggiola et Pray, seigneur de San Benigno et Ruata de Rossi dans la province de Cuneo (23 avril 1735, 5 mars 1742)
- le vassal Giuseppe Antonio Isnardi, de Gorbio (18, 19 mars 1742)
- le prêtre Agostino Cottalorda, de Breil (22 juillet 1739, 23 juin 1742)
- Margherita Tondut veuve Masin, de Nice (4 septembre 1741, 7 juillet 1742)
- Gio. Luigi Verani, de Nice (25 juin, 7 juillet 1742)
- Anna Maria Cortina San Martino d'Eza, épouse du comte Carlo Francesco Ferrero (24 décembre 1742, 2 février 1743)
- Benedetta Maria Gioffredo, veuve du notaire Clemente Guiglionda (4 avril 1742, 5 février 1743)
- Barbara Mirapelle veuve Autiero, de Nice (6 avril 1742, 17 avril 1743)
- le comte Carlo Francesco Ferrero Thaone, de Nice (16 novembre, 24 décembre 1742, 18 avril, 8 juin 1743)
- Devota Capello di Castelnuovo, veuve Raynardi, de Nice (3 juillet 1741, 17 août 1743)
- Maria Francesca Ratti, veuve Pellegnino, de Nice (20 mars 1738, 9 novembre 1743)
- le prêtre Bartolomeo Cauvin, aumônier du régiment des dragons de Piémont, du Touët (10, 18 novembre 1743)
- Anna Felice Arbaudo veuve de l'avocat Ignazio Blavet, de Nice (27 août 1740, 16 mai 1744)

04/02/1736 - 16/05/1744

1 B 241

- Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture (9 juin 1744 - 18 janvier 1754), 1 registre, concernant :
- Francesca Raynaldi épouse du vassal Pietro Drago des Ferres (29 août 1737, 9 juin 1744)
 - le comte Alessandro Francesco Dal Pozzo di Perno, de Nice (23 mai, 16 juin 1744)
 - Melchiorre Francesco Maria Portaneri di Santa Margherita, de Nice (8, 26 juin 1744)
 - le marquis Stefano Alli Maccarani, originaire de Roma (Rome), domicilié à Nice (1er avril 1740, 8 août 1744)
 - le baron Onorato Grimaldi, de Nice (7 mai 1734, 8 mars 1741, 17 octobre 1744)
 - la dame Antonia Capello di Castelnuovo, épouse d'Authier della Penna (17 février 1721, 1er avril 1745)
 - Francesca Margherita Draghi veuve du procureur des pauvres Gio. Ludovico Thaon, de Nice (4 mai 1741, 24 août, 3 septembre 1745)
 - la comtesse Maria Gertrude Provana veuve Thaon di Revel (9 avril 1739, 17 novembre 1745)
 - le marchand Andrea Raimbert, natif de Grasse, domicilié à Nice (1er août 1745, 26 janvier 1746)
 - le sénateur Gio. Battista Carretta, de la ville d'Asti (7 avril 1744, 20 mai 1747)
 - le chevalier Joseph Scipion Damiano, seigneur de Vernegue et de Vallon en Provence, décédé à Roma (Rome), contient également une correspondance du ministre sarde à Rome (8 mars 1746, 21 août 1747)
 - Maria Camilla Raibaudi, de Nice (8, 23 janvier 1748)
 - Maria Caterina Nicolai, veuve en premières noces de Gio. Francesco Clari et en secondes noces de Gio. Agostino Baudo (7 avril 1745, 14 février 1748)
 - Maria Margherita Deblieux, de Nice (4 mai 1738, 24 février 1748)
 - la comtesse Anna Maria Dal Pozzo, épouse Cortina d'Eza (21 mai, 13 juillet 1748)
 - le prêtre Andrea Dettati, de Nice, décédé à Torino (Turin) (18 août 1730, 10 décembre 1749)
 - le comte Giacomo Chianea di Santo Stefano, de Nice (22 juin 1748, 2 avril 1749, 2 septembre 1750)
 - le comte et maréchal de camp de Sa Majesté Carlo Luigi Borriglione d'Aspromonte, de Nice (3 janvier 1731, 26 mars 1743, 9 mars 1751)
 - le capitaine Gio. Guglielmo Ribotti, de Nice (27, 30 avril 1751)
 - le baron Pietro Drago des Ferres, de Nice (6, 7 mai 1751)
 - Dorotea Caravadosso épouse Prioris, de Nice (10 janvier 1662)
 - Gio. Battista Davigo, de Nice (17 décembre 1663)
 - Sebastiano Drago, de Nice (24 novembre 1665)
 - Pietro Calvino, de Nice (20 mai 1672)
 - le prêtre Antoine de Bonifacy, prieur de Saint-Pierre (6 octobre 1676)

- le prêtre Antonio Galli, de Lucéram (14 décembre 1677)
- Andrivetta Succa, veuve Prioris, de Nice (11 février 1681)
- Marie Camusat épouse de Pierre Dauvergne de Troyes en Champagne, marchand à Marseille (10 janvier 1680)
- Christine Vuicardet de Fleury, épouse du marquis Aldobrandini San Giorgio, gouverneur du château de Nice (26 août 1686)
- Jean Boyer, prêtre du lieu de Thorame en Provence (5 septembre 1686)
- le comte Nicolo' Grimaldi del Poggetto (26 novembre 1703)
- Anna Eleonora Scoffiero épouse Barralis, de Nice (10 août 1715)
- le prêtre Gio. Antonio Garetti, de Nice (21 février 1728)
- Ludovica Scaliéro veuve du comte Pietro Onorato Borriglione d'Aspromonte et épouse du vassal Gio. Andrea Constantino (20 septembre 1730)
- Maria Caterina Daprotis épouse Garino, de Nice (3 mars 1735)
- Bartolomeo Heraudo, de Nice (2 août 1746, 30 mai 1752)
- Maria Caterina Giacobi veuve Leotardi, de Nice (9 novembre 1743, 7 avril 1747, 26 juin 1752)
- Carlo Antonio Dal Pozzo, de Nice, de la ville de Torino (Turin) (15 mai 1740, 29 août 1752)
- le comte Francesco Marcello Caissotti di Robione, de Nice (15 avril 1744, 29 août 1752)
- le prêtre Paolo Ottavio Vachieri, vicaire général, de Sospel (11 décembre 1738, 17 août 1753)
- Gio. Francesco Pellegnin, de Nice (4 février 1738, 31 août 1753)
- le négociant Francesco Truchi, de Nice (14 juillet 1745, 7 décembre 1753)
- le chevalier Carlo Amedeo Bonetto d'Ayglun, de Nice (17 mars 1742, 18 janvier 1754)

09/06/1744 - 18/01/1754

1 B 242

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture, extraits des registres de catholicité (5 mars 1754 - 30 décembre 1765), 1 registre, concernant :

- le négociant Giovanni Martin, natif de la ville de Grasse, habitant à Nice (28 juillet 1747, 5 mars 1754)
- l'orfèvre Giuseppe Antonio Prioris, de Nice (14 mars, 2 avril 1755)
- le chanoine de la cathédrale de Nice Onorato Andrea Barli (29 juin 1753, 27 avril 1755)
- Gioanna Maria Revelli veuve du négociant Gio. Giuseppe Spitalieri, de Nice (13, 27 septembre 1755)
- Giuseppe Alessandro d'Authier della Penna, écrit par le comte Carlo Francesco Lascaris Ventimiglia (17 avril 1742, 2 novembre 1755)
- Marcello Capello, de Nice (9 juillet 1755, 16 janvier 1756)
- le prêtre Carlo Ignazio Torrini, archidiacre de la cathédrale Sainte-Réparate de Nice (5 mars 1753, 26 janvier 1756)
- le comte Pietro Antonio Pio Chianea di Santo Stefano, de Nice (27 mai 1752, 5 avril, 1er juin 1756)
- la baronne Rosa Maria Emerico, fille du comte de Saint-Dalmas, veuve Galea della Maddalena, de Nice (29 avril 1752, 31 juillet 1756)
- le négociant Gio. Battista Chiabauda, de Nice (17 avril 1755, 5 novembre 1756)
- Gio. Battista Pauliani, de Nice déposé le 23 octobre 1756 (manquant)
- le négociant Gio. Luigi Bonifacio, de Nice (17 février 1743, 23 novembre 1756)
- le consul auprès du Consulat du commerce et de la mer et inspecteur des magasins royaux du commerce Biagio Benedetto Panicci, de la ville de Savona (Savone) (5 février 1753, 3 janvier 1757)
- la comtesse Margherita Laurens, veuve Chianea di Santo Stefano (31 décembre 1756, 25 février 1757)
- le prêtre Bartolomeo Tiranti, ancien prieur de Levens, habitant à Tourrette (27 février 1742, 15 mars 1757)
- Gio. Battista Necco, de Nice (12 décembre 1755, 28 avril 1757)
- l'apothicaire Gio. Luigi Sauvaigo, de Nice (19 mai, 9 juin 1758)
- Maria Francesca Margherita Chianea di Santo Stefano épouse de Stefano Pellegnin, de Nice (15, 29 juin 1758)
- le négociant Giovanni Baldoino, de Nice, contenant aussi une note de bijoux et pièces d'habillement (26 septembre 1758, 7 juillet 1759)
- la dame Felice Maddalena Chianea di Santo Stefano épouse Daprotis, de Nice (6, 13 juillet 1759)
- Onorato Arnaud, natif de Thorame en Provence, habitant à Nice (19 septembre 1755, 26 novembre 1759)
- la comtesse Maria Dorotea Portaneri di Santa Margherita veuve Dal Pozzo di Perno, de Nice (20 avril 1759, 11 octobre 1760)
- Francesco Drago des Ferres, baron de Bouyon et seigneur de Conségudes, de Nice (28 mai 1760, 13 janvier 1761)
- Marco Antonio Lascaris Castellar, de Nice (20 octobre 1759, 7 mars 1761)
- la dame Anna Maria Viani veuve Bovis, de Nice (22 août 1758, 2 juillet 1761)
- le baron Carlo Francesco Tondut di Falicone, de Nice (13 juin 1755, 9 octobre 1762)
- la dame Margherita Onorata Martini épouse Martini, de Nice (1er juin, 20 novembre 1762)

- Giulio Roux, de Nice, contenant aussi une note de ses créanciers (6, 11 décembre 1762)
- Michelangelo Pellegnin, de Nice (20 janvier 1758, 15 février 1763)
- l'évêque de Nice Carlo Francesco Cantono, natif du lieu de Ronco dans le diocèse de Vercelli (15 février 1761, 25 août 1763)
- le vassal Gio. Angelo Dalmassi del Faraone, de Nice (26 juillet 1763, 9 avril 1764)
- Vincenzo Benedetto Morraglia, chanoine de l'église cathédrale d'Asti, de Nice (2 septembre 1762, 8 mai 1764)
- le comte Giuseppe Gabriele Francesco Dal Pozzo del Prà, de Nice (30 mai 1760, 25 septembre 1764)
- l'avocat Clemente Francesco Trans, ancien procureur général du commerce et conservateur du tabellion, de Nice (14 août, 3 décembre 1764)
- la dame Angelica Alziari veuve Ginesi en premières noces et Solieri en secondes noces, de Nice (21 septembre 1763, 4 décembre 1764)
- la dame Maria Apollonia Blavet veuve Cornillon, de Nice (20 novembre, 22 décembre 1764)
- Giuseppe Antonio Ongran (Hongran), originaire de Saint-Sauveur, domicilié à Nice (13 mai, 18 octobre 1765)
- Maria Camilla Giuglaris épouse Cauvin, de Nice (31 octobre, 19 novembre 1765)
- la dame Maria Caterina Pagliera veuve Berengaro, de Nice (4, 20 décembre 1765)
- le vassal et sénateur Giuseppe Domenico Capello Marchesan di Castelnuovo, de Nice (17 juin 1763, 30 décembre 1765)

05/03/1754 - 30/12/1765

1 B 243

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture, extraits des registres de catholicité, remontrance de l'avocat fiscal général (23 mars 1766 - 22 août 1775), 1 registre, concernant :

- la baronne Paola Avogrado di Casanova veuve Tondut di Falicone (27 juillet 1764, 23 mars 1766)
- la comtesse Anna Margherita Ginesy di Venanzone épouse Laurenti, de Nice (14 juillet, 25 août 1766)
- Gio. Francesco Cauvin, de Nice (16 décembre 1765, 25 octobre 1766)
- la comtesse Angela Maria Germano Villaris épouse Tonduti della Scarena (16, 17 janvier 1767)
- l'avocat Pietro Cauvino, de Touët de L'Escarène, domicilié à Nice (12 septembre 1766, 23 janvier 1767)
- le vassal et sénateur Gio. Paolo Peyrani de Torino (Turin), domicilié à Nice (10, 15 avril 1768)
- Maria Francesca Cotta veuve Audiberti, de Nice (17 mars 1766, 23 avril 1768)
- Marie Anne de Barillon Roquefort épouse Cacciardo, originaire de Saint-Paul en Provence, habitant à Nice (28 décembre 1764, 23 avril 1768)
- le chanoine Giuseppe Antonio De Giudici, vicaire général de la cathédrale Sainte-Réparate de Nice (8 mars 1768, 4 janvier 1769)
- le baron Gaetano Francesco Tondut (Tonduti) di Falicone, de Nice (11 mai 1764, 20 mars 1767, 24 avril 1769)
- Marguerite Eugénie De Dalmaz, épouse de Claudio Astesan, président en chef du sénat, native de Saint-Pierre-de-Lemens, près de Chambéry (20 août 1744, 24 avril 1769)
- Angela Maria Cauvin veuve du président Marco Antonio Claretti di Fogassieras (18 mai 1753, 24 avril 1769)
- le sénateur Gio. Battista Uberti, de Nice, contenant également une note des paiements pour les années 1743 - 1754, effectués par le notaire Pietro Cotto, en qualité d'économiste d'Andrea Cotto, gouverneur du fort de Montalban, reçus par Uberti (2 juillet 1756, 2 septembre 1767, 22 juillet 1769)
- Teresa Alziari di Venanzone, de Nice (8 juillet, 4 novembre 1769)
- Onorato Giraudi, de Nice (15 février 1768, 13 septembre 1770)
- le vassal Giacomo Peyre, de Nice (18 juillet 1766, 5 mars 1771)
- Clemente Francesco Trans (12 mai 1764, 13 juillet 1771)
- l'avocat Pietro Francesco Arbaudo, de Nice (7 septembre, 19 octobre 1771)
- Gio. Ludovico Leotardi, de Nice (16, 26 octobre, 23 novembre 1771)
- Gio. Francesco Paulian, de Nice (23 novembre 1764, 13 janvier 1772), (manquant)
- Anna Maria Lea veuve Scaliero, de Nice (21 février 1767, 16 janvier 1773)
- Bernardo Ricordi, de Nice (8 août 1764, 18 janvier 1773)
- le prêtre Gioanni Garneri, chanoine de la cathédrale de Nice (5 avril, 4 mai 1773)
- Francesca Mabil veuve Bonin, de Nice (28 novembre 1768, 10 mai 1773)
- Maria Benedetta Veglio veuve du président Gio. Ludovico Raiberti, de Nice (21 juin, 5 août 1773)
- le comte Antonio Francesco Gaetano Gallean alias Caissotti di Robione, vice-roi de Sardaigne (27 septembre 1771, 24 septembre 1774)
- l'avocat Ambrogio Buonfante, de Saorge (30 octobre 1736, 22 octobre 1774)
- le marquis Gio. Antonio Durazzo, de Genova (Gênes) (1er avril 1767, 22 octobre 1774)
- le comte Filippo Calzamiglia di Villaguardia, de la ville d'Oneglia (Oneille) (6 juillet 1754, 1er avril 1767, 22 octobre 1774)

- le prêtre Giacomo Bonaudo, de Nice (16 janvier 1761, 22 octobre 1774)
- le prêtre Pietro Mellano, recteur de la chapelle de Saint-Philippe-Neri, de Nice (25 août 1745, 22 octobre 1774)
- Barbara Auda veuve Prioris, de Nice (16 juin 1750, 22 octobre 1774)
- le comte Francesco Cagnoli di Massoins, du lieu de Villefranche (21 juin 1766, 22 octobre 1774)
- Giovanni Todon, de Nice (27 avril 1756, 5 novembre 1774)
- Giuseppe Saisi, de Nice (13 juillet 1771, 4 mars 1775)
- Gio. Francesco de Orestis di Castelnuovo, de Nice (31 mars 1773, 24 mars 1775) (manquant)
- Teresa Blavet veuve Cacciardi, de Nice (26 septembre 1772, 15 juillet 1775)
- l'avocat et comte Carlo Garin di Cocconato, de Nice (21 janvier 1771, 9 août 1775)
- Margherita Ongran épouse du chevalier et sénateur Pietro Flaminio Trinchieri di Sant'Antonino (2 juillet, 22 août 1775) (manquant)

23/03/1766 - 22/08/1775

1 B 244

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, procès-verbaux d'ouverture, extraits des registres de catholicité (11 septembre 1775 - 19 juin 1788), 1 registre, concernant :

- le procureur et notaire Costantino Fighiera, de Nice (25 mai 1772, 11 septembre 1775)
- Giacomo Antonio Giacobi, de Nice (15 janvier 1774, 5 novembre 1775)
- le négociant François Boule, ancien premier échevin de la ville de Marseille, domicilié à Nice (9 juillet 1774, 23 novembre 1775)
- le prêtre Gio. Battista Ordano, de Nice (23 octobre 1744, 24 février 1776)
- Philippe Antoine de Blonay, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et commandant de la ville et du comté de Nice, natif d'Evian, contenant également l'inventaire des meubles, effets personnels et créances détenus par de Blonay (15 février 1773, 29 mai 1777)
- le prêtre Gio. Andrea Chiaudoli, originaire de Toudon, vicaire de la paroisse d'Ascros (15 octobre 1774, 19 juillet 1777)
- la comtesse d'Aspremont, Maria Margherita Borriglione veuve Lascaris (2 octobre 1776, 6 octobre 1777)
- le comte Gio. Francesco d'Authier di San Bartolomeo, de Puget et habitant Nice (5 février, 21 mars 1778)
- le prêtre Onorato Massa, de Nice (22 avril 1775, 30 mars 1778)
- le comte Gio. Agostino Tondut alias Peyre della Costa, de Nice (8 avril 1774, 30 janvier 1779)
- Gioanna Maria Garretti, de Nice (8 avril, 23 septembre 1779)
- Anna Francesca Morraglia, de Nice (7 décembre 1778, 20 novembre 1779)
- le sénateur Pietro Antonio Ignazio Maria Saisi, de Nice (22, 24 janvier 1780)
- la dame Elisabetta Leotardi épouse Denans (De Nans), de Villefranche (22 juin 1760, 29 février 1780)
- le ressortissant anglais Samuel de Wistanly, originaire de Liverpool et domicilié à Nice (4 avril 1777, 28 avril 1780)
- Guglielmo Thaon, de Nice (24 avril, 11 octobre 1780)
- le vassal Ottavio Alberti de Strada, de Nice (16 juillet 1774, 13 mai 1775, 7 décembre 1780)
- Maria Teresa Spinelli des seigneurs de La Brigue, veuve De Orestis (7 octobre 1775, 16 février 1781)
- Gio. Ludovico Clary, secrétaire du sénat de Nice (31 mai, 11 juin 1781)
- Ignazio Bochio, de Nice (21 juin 1779, 27 août 1781)
- le sénateur Giuseppe Gaetano Buffon, de Nice (25 avril 1775, 22 décembre 1781)
- Stefano Francesco Pellegnin, de Nice (31 mai 1779, 11 février 1782)
- le baron Carlo Onorato Ricci des Ferres, sénateur-préfet de Nice (12 juillet 1781, 9 mars 1782)
- Maria Anna Baldoina veuve du notaire Costantino Fighiera, de Nice (13 septembre 1781, 11 mars 1782)
- Apollonia Guigliotti Lascaris di Gorbio, veuve Corvesi (20 novembre 1777, 13 juillet 1782)
- l'avocat Carlo Rossetti di Castelnuovo, de Nice (5, 12 juillet 1783)
- l'avocat et comte Gio. Maria Guiglionda del Borgo, de Nice (3 novembre 1781, 9 septembre 1783)
- Joseph Bal, originaire de Savoie et domicilié à Nice (17 janvier 1782, 12 décembre 1783)
- Maria Francesca Mirapelli veuve de Masini, de Villefranche et domiciliée à Nice (3 décembre 1780, 7 janvier 1784)
- le comte Onorato San Pietro (Saint-Pierre) di Nieubourg, consul de Napoli (Naples) à Nice (10, 29 mars 1784) (manquant)
- Annibale Musso, de Nice (23 novembre 1783, 16 octobre 1784)
- le comte Gio. Francesco De Orestis di Castelnuovo, président du sénat (1er juin 1781, 15 avril 1785) (manquant)
- le comte Pietro Annibale Ribotti della Valdeblora, de Nice (5 décembre 1766, 27 août 1779, 13 mai 1786)
- le comte et colonel Giuseppe Cais di Pierlas, de Nice (24 août, 28 novembre 1786)

- la comtesse Maria Margherita Alli Maccarani épouse Ghisi Isnardi di San Salvatore, de Nice (26 septembre, 28 novembre 1786)
- Nicolas Ghis (Guis), originaire de Grasse et domicilié à Nice (20 mai 1784, 23 janvier 1787)
- le comte Pietro Luigi Stanislao Francesco Giuseppe Gallean alias Caissotti di Robione (14 octobre 1774, 25 janvier 1787)
- le baron Luigi Vittorio Alberti di Castelnuovo, de Sospel (7 mai, 12 juin 1787)
- le chanoine Bartolomeo Cauvino, du lieu de Touët et habitant à Nice (29 mai, 13 septembre 1787)
- le vassal Giuseppe Antonio Barralis, de Nice, contient des pièces de procédure de 1737 et 1740 concernant l'adjudication de la boulangerie, Giuseppe Barralis étant regardateur (20 décembre 1765, 29 septembre 1787) (manquant)
- le prêtre Pietro Giuseppe Gioffredo della Cainea, prieur de la paroisse de Villefranche (1787, 8 mars 1788) (manquant)
- le prêtre Pietro Antonio Tomati, originaire de Levens et domicilié à Nice (18 septembre 1785, 11 juin 1788)
- le prêtre Vittorio Amedeo Ruffi, de Nice (25 janvier 1782, 19 juin 1788)

11/09/1775 - 19/06/1788

1 B 245

Dépôt de testaments.- Protocole des testaments ouverts et publiés, procurations, suppliques, extraits des registres de catholicité, procès-verbaux d'ouverture (15 novembre 1788 - 14 novembre 1796), 1 registre, concernant :

- le chanoine Filippo Antonio Barralis, de Nice (12 février 1782, 15 novembre 1788)
- Ludovica Sanson épouse Cotter, du lieu de La Tour (1er juin 1787, 26 janvier 1789)
- le médecin Carlo Giuseppe Cottalorda, de Breil, domicilié à Nice (11 juin 1783, 24 octobre 1789)
- le négociant Giuseppe Ordano, de Nice (23 avril 1783, 21 janvier 1789, 4 janvier 1790)
- le négociant juif Enoch Levi, originaire de Genova (Gênes), domicilié à Nice (14 janvier 1788, 24 septembre 1790)
- la comtesse Maria Luisa Mirapelli épouse Guiglionda del Borgo, de Nice (3 novembre 1781, 18 décembre 1790)
- la marquise Anna Maria Masin veuve Alli Maccarani, de Nice (15 juin 1787, 2 juillet 1791)
- le vassal Pietro Flaminio Trinchieri di Sant'Antonino, président du sénat, de Nice (2 janvier 1789, 22 octobre 1791)
- le négociant Onorato Rodi, de Nice (27 mars 1789, 17 décembre 1791)
- le négociant Gio. Battista Rossi, de Nice (9 septembre 1774, 18 août 1792)
- le baron Jean François Le Clerc, membre du Conseil des Deux Cents de la République de Genève (14 avril 1786, 5 février 1793)
- le comte Giuseppe Andrea Tonduti della Scarena, de Nice (2 octobre 1781, 12 mars 1793)
- le prêtre Carlo Giausserandi, de Nice (17 mars 1792, 11 avril 1793)
- Onorato de Trans, de Nice (25 février 1792, 16 septembre 1793)
- le comte Alessandro Cornillon di Massoins, de Nice (6 mars 1792, 27 janvier 1794)
- Maurizio De Orestis Roquefort (7 avril 1794) (manquant)
- le comte Carlo Francesco Cays di Gilletta de Nice, de Nice (10 août 1781, 14 mai 1794)
- Francesca Bounin épouse Raynaud, de Nice (7 juin 1782, 14 novembre 1796)
- Giacomo Giacobi, de Berre (1er août 1794)

15/11/1788 - 14/11/1796

1 B 246 : Inféodations

1 B 246

- Dévolution à la couronne du fief, juridiction et revenus de La Turbie, concédés auparavant à Orazio Buonfiglio, président des finances, condamné à la confiscation des biens, au bannissement et à la décapitation, sur ordre de Victor Amédée à la suite d'une cause criminelle et à une amende de 35.000 écus : suppliques, correspondances signées par le duc de Savoie adressées au sénateur Antonio Orazio Vercellis et à l'avocat fiscal général Marcello Vivaldo (17 avril - 7 décembre 1635), 2 cahiers
- Inféodation des fiefs de l'Alpe, de Turrette et de La Bollène.- Copies des patentes royales et procès-verbal d'estimation du fief de l'Alpe (14 août 1658 - 9 octobre 1700), 3 cahiers et 2 pièces
- État des inféodations concernant la campagne de Nice, avec l'indication de la date des patentes royales portant inféodation, de l'emplacement du fief et du bénéficiaire (3 février 1734 - 17 janvier 1785), 1 cahier

17/04/1635 - 17/01/1785

1 B 247 : Prisons

- 1 B 247**
- Transmission au sénat de Nice de copies de sentences émises par le sénat de Piémont, la « Reale Udienza » de Sardaigne et le conseil de guerre de la marine de Villefranche, concernant notamment les forçats détenus dans le bagne de Villefranche, condamnés à nouveau pour des crimes et des délits commis dans le comté (9 décembre 1775 - 13 décembre 1791), 1 liasse
 - État nominatif des condamnés aux galères, jugés par les sénats de Piémont et de Savoie, par la Chambre royale, le Conseil de guerre et le conseil de justice de Novara (Novare), partis de la citadelle de Torino (Turin) le 21 mai 1788 et arrivés au bagne de Villefranche le 6 juin suivant, avec l'indication du crime et de la peine infligée, de leur provenance géographique et d'autres informations sanitaires (22 mai 1788), 1 cahier
 - Distribution du pain aux prisonniers.- Billet royal de Charles Emmanuel III, transcription de la lettre adressée par le sénat aux préfets de Nice, de Sospel et d'Oneglia (Oneille) (9 mars - 5 mai 1751)
09/03/1751 - 13/12/1791

1 B 248 : Ventes à la criée

- 1 B 248**
- «Vendita di beni alle gride » (vente de biens immeubles à la criée).- Transcription des lettres de criées, décrets, suppliques des particuliers envoyés par les sénats de Piémont et de Savoie pour procéder à leur publication (16 avril 1791 - 15 avril 1796), 1 liasse
16/04/1791 - 15/04/1796

1 B 249 - 610: AFFAIRES JURIDIQUES

1 B 249 - 250 : Contrôle judiciaire

- 1 B 249**
- « Assisie » (assises) concernant l'activité d'Agostino Caissotti, juge de Puget-Thénières : supplique, décret du sénat, lettre de délégation pour le sénateur Giacomo Portaniero di Santa Margherita, sentence (20 novembre 1664, 19 février 1665), 1 cahier
 - « Assisie » (assises) concernant la préfecture de Nice.- Remontrance et conclusions de l'avocat fiscal général, plaintes des justiciables, inventaires des registres des affaires civiles et criminelles conservés dans la préfecture de Nice, procès-verbaux de déroulement des assises, sentences (12 septembre 1750 - 28 septembre 1765, 9 septembre 1769 - 13 novembre 1787, 30 septembre - 20 octobre 1790), 2 registres et 1 cahier
 - « Assisie » (assises) concernant les préfectures de Nice et de Sospel.- Autorisation de tenir les assises dans les chefs-lieux de province, résidences des juges, accordée par le roi aux préfets de Nice et Sospel : remontrance de l'avocat fiscal général, transcription des lettres patentes royales, correspondance, avis de publication (15 octobre - 15 novembre 1787), 1 registre

20/11/1664 - 20/10/1790

- 1 B 250**
- « Assisie » (assises) concernant l'activité d'Angelo Gio. Battista Laugeri, préfet juge d'Oneglia (Oneille), muté à la préfecture de Biella : supplique, décret du sénat, lettre de délégation pour le sénateur Giacinto Clerici di Roccaforte, inventaire des registres des affaires civiles et criminelles conservés près de la préfecture, plainte des justiciables demandant une diminution des sportules (4 août - 19 septembre 1792), 1 cahier
 - « Assisie » (assises) concernant la préfecture d'Oneglia présidées par les sénateurs Giambattista Romualdo Randone di Boyon, Giuseppe Tommaso Della Valle, Pietro Giuseppe Graneri, Gio. Francesco Preverino, Pietro Flaminio Trinchieri di Sant'Antonino, Giuseppe Roberti di Coconito, Vittorio Amedeo Piccono della Valle, Antonio Gaetano Achiardi di San Leger, Gio. Luigi Leotardi, Filippo Giuseppe Ballard di Roccafredda.- Remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, suppliques, correspondance, plaintes des justiciables, inventaires des registres des affaires civiles et criminelles conservés dans la préfecture d'Oneglia, procès-verbaux de déroulement des assises, sentences, contenant aussi les assises relatives à l'activité des préfets juges de la province (18 septembre 1753 - 17 novembre 1778, 25 août 1781 - 2 octobre 1790), 2 registres

18/09/1753 - 19/09/1792

1 B 251 : Justice civile.- Répertoires et distribution des actes

- 1 B 251**
- Répertoire tenu par le secrétaire Vincenzo Gioffredo avec l'indication des affaires, les noms des parties, des actuares et des avocats (5 novembre 1692 - 17 avril 1693), 1 cahier
 - Communication des actes et des pièces produites effectuée par le secrétaire du sénat aux avocats des parties, avec l'indication des affaires, des pièces communiquées, des noms des parties et des avocats, contenant en particulier une note des réparations faites dans la maison appartenant à la famille Torrini di Fogassieras, située sur la place Saint-Dominique de Nice, louée à des étrangers (13 mai 1752 - 2 septembre 1796), 3 registres

05/11/1692 - 02/09/1796

1 B 252 - 285 : Justice civile.- Requêtes

- 1 B 252**
- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Suppliques, décrets, lettres patentes, contenant notamment les recours du négociant Stefano Suchetto, de l'insinuateur Gio. Battista Pauliani, de Giambattista Del Pozzo Grimaldi visant à obtenir l'approbation des bans champêtres et statuts politiques de la communauté de Gattières, de Gio. Battista Grimaldi, comte de Levens, de Leonardo Riccardi di Lantosca, de la communauté de Castellar souhaitant de fortes amendes pour les particuliers, notamment Génois, faisant paître des chèvres sur son territoire, de la communauté de Montegrosso, désirant ester en justice contre celle de Tende, en raison d'un différend sur le droit d'affermier des bois et des pâturages, un recours des négociants, marchands et artisans de la ville de Nice au roi demandant une équitable répartition des charges fiscales entre eux et les nobles et l'autorisation de vendre des biens immeubles demandée par la confrérie de la Miséricorde de Nice (10 août 1621, 2 juillet 1630 - 19 décembre 1772), 1 liasse

10/08/1621 - 19/12/1772

- 1 B 253** « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Suppliques, décrets, lettres patentes, pièces judiciaires, copies d'actes notariés, contenant notamment une remontrance de l'avocat fiscal général concernant la débilite mentale du comte Giuseppe Francesco Ongran di Fiano, les suppliques du comte Paolo Agostino Gastaldi di Neville, des confréries de la Miséricorde et du Saint-Sépulcre de Nice à propos de l'aliénation de biens immeubles, des prieurs de la confrérie du Gonfalon de Coaraze et de ceux de la confrérie de l'Assomption de La Brigue concernant une nouvelle élection des prieurs, les recours de Gioanna Maria Laurenti et de Maria Giuseppa Ribotti épouse Cais di Pierlas, au sujet de la vente d'une portion des moulins banaux et des scieries de La Roquette-du-Var au comte et ministre Giuseppe Vincenzo Lascaris Castellar (26 février 1773 - 4 octobre 1783), 1 liasse
26/02/1773 - 04/10/1783
- 1 B 254** « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Suppliques, décrets, lettres patentes, pièces judiciaires, copies d'actes notariés, correspondance, contenant notamment les recours du vassal Maurizio Vittorio De Gubernatis relative à la nomination du baile de Gorbio, de la communauté de Peille interdisant aux habitants de Sainte-Agnès d'introduire des troupeaux sur son territoire en conformité avec un acte du 19 octobre 1622, du notaire Saverio Galli de L'Escarène demandant le remboursement des dépenses effectuées par l'entrepreneur Stefano Basso de Biella pour la construction de la route royale du col de Tende, du bureau de la judicature de Cimiez demandant au comte Andreis di Cimella le paiement des frais de déplacement supportés pour l'enquête menée sur la découverte d'une enfant morte brûlée, de l'adjudicataire de la boulangerie de Villefranche visant à obtenir des sanctions à l'encontre des marins anglais contrevenant aux dispositions sur la lesde du pain, de la comtesse Luigia Sanvitale veuve Caissotti di Robione, relative à l'investissement de l'argent obtenu de la vente des biens familiaux, de la confrérie du Saint-Sépulcre de Nice concernant la défense faite à des confrères de participer aux processions et la supplique des particuliers de L'Escarène demandant un autre site pour le cimetière, compte tenu des exigences de santé publique et de la construction de la route royale et d'un nouveau pont (3 janvier 1784 - 27 novembre 1787), 1 liasse
03/01/1784 - 27/11/1787
- 1 B 255** « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Suppliques, décrets, lettres patentes, pièces judiciaires, copies d'actes notariés, contenant notamment les recours de Gio. Battista Bonello de Stellanello, administrateur de l'église paroissiale Saint-Grégoire de ce lieu, relatif à l'administration et à la vérification des comptes de l'église, du marquis Onorato Ferrero Gubernatis Ventimiglia visant à obtenir l'autorisation de couper des buissons dans les iscles du Var, du couvent Saint-Jacques de Nice et d'autres propriétaires des terrains situés dans les quartiers de Sainte-Marguerite et Saint-Isidore, au sujet de la répartition des dépenses prévues pour les réparations de la rive gauche du Var (11 janvier 1788 - 14 décembre 1789), 1 liasse
11/01/1788 - 14/12/1789
- 1 B 256** « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Suppliques, décrets, copies d'actes notariés, lettres patentes du roi, dont celles délivrées le 4 mars 1791 attribuant au sénateur Achiardi di San Leger le différend opposant Francesco Remorino à son beau-frère Cesare Caravello relatif à la création d'une société pour la construction de deux moulins dans le quartier du Ray à Nice, contenant notamment les actes judiciaires opposant Maria Margherita Rossi veuve Ponzio à Antonio Francesco Castelli, les copies des testaments d'institution de fidéicommiss du prêtre Giacomo Fenogli du 20 décembre 1669 et du capitaine Marco Antonio Fenogli du 28 décembre 1718 de La Brigue, une remontrance de l'avocat fiscal général concernant l'interdiction faite aux habitants de Lantosque de laisser circuler librement les porcs, les recours du prêtre Pietro Giuseppe Dalmassi de Cuébris concernant le séquestre des dîmes percevables pour le territoire de Saumalonga, du négociant Gio. Battista Vial de Limone, résident à Nice, en litige avec le comte Orazio Ghisi Isnardi di San Salvatore à propos de l'affermage de prés et la supplique de Pietro Cattani visant à obtenir la vente de terrains près du littoral et dans le quartier de la Croix de marbre, ainsi que celle de la communauté de Nasino dans la province d'Oneglia (Oneille) hostile à la nomination du notaire Gian Vincenzo Gabiani de Garesio, en tant que juge, bien que mandaté par le marquis Del Carretto, feudataire de Nasino (23 janvier 1790 - 23 mars 1792), 1 liasse
23/01/1790 - 23/03/1792
- 1 B 257** « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des ordonnances, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (7 janvier 1738 - 14 février 1761), 1 registre, concernant notamment :
- le litige opposant le comte Pietro Giuseppe Cortina aux consuls de la communauté d'Èze au sujet de l'interdiction d'introduire des chèvres dans les propriétés dudit comte (9 août 1738)

- la révision du règlement établi par les consuls de la ville de Nice concernant le paiement des loyers et l'entretien des maisons du ghetto, souhaitée par l'université des Juifs de Nice (12 septembre 1738, 28 septembre 1753, 7 janvier 1758)
 - l'interdiction de procéder à la dérivation des eaux de la fontaine dite du Temple, demandée par le chanoine Orazio Blengino, en qualité de mandataire de la fondation Rossignoli instituée dans la cathédrale de Nice, par le recteur Pietro Arbaudo, par le comte Gio. Agostino Peyre della Costa, par le vassal Pietro Orazio Capello, par Giuseppe Ludovico Torrini et par l'actuaire Gio. Battista Castelli à l'encontre de Gioanna Revelli veuve Spitalieri, ces eaux alimentant leurs moulins de Saint-Barthélemy et de Longchamp près de Nice (11 juillet 1739)
 - l'interdiction de chasser et pêcher sur les terres de son fief de La Caynée (Cainea) (composé des lieux de Saint-Jean-d'Aurèle et de Cadenette), demandée par le baron Giacomo Gioffredo, investi en 1736, à l'encontre des habitants d'Ascros, Toudon, Roquestéron, Conségudes et Pierrefeu (21 août 1739)
 - la vente de biens soumis à fidéicommiss demandée par Melchiorre Portaneri di Santa Margherita (14 juin 1740)
 - la vente du fief de Villefranche acquis de la comtesse Angela Maria Germano épouse Tonduti della Scarena par l'avocat fiscal général Andrea Auda (27 septembre 1743)
 - l'établissement à Nice d'une fabrique de cartes et tarots, adjugée par Francesco Robert, originaire de Marseille et habitant Nice, mais gérée par le juif Moïse Carvalho Pinel (25 janvier 1756)
 - la vente d'une maison fidéicommissaire, située à Oneglia (Oneille), effectuée par le chevalier Paolo Emanuele Riccardi di Lantosca et contestée par son frère, le comte Leonardo Gerolamo (14 janvier 1757)
 - l'inventaire des biens et des créances demandé par les héritiers du vassal Gio. Andrea Bonfiglio (12 février 1758)
 - la restitution de bétail, chargé de bois ramassé sur le territoire de la communauté de Thiéry et sequestré, demandée par la communauté de Touët de Beuil (30 décembre 1758)
 - la vérification de la répartition des revenus de la juridiction de Bardineto entre le marquis de ce lieu et la République de Genova (Gênes), soumise au sénat de Piémont depuis 1737 et à celui de Nice depuis 1753, ce fief impérial ayant été cédé à la Maison de Savoie en 1736 (5 juillet 1760)
- 07/01/1738 - 14/02/1761

1 B 258

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, de la correspondance, des ordonnances, des lettres patentes et des décrets adoptés (1er mars 1761 - 20 juillet 1764), 1 registre, concernant notamment :
- la validation de la vente d'un terrain situé près de la place Saint-Dominique, consentie par l'hôpital de la Charité de Nice au négociant Alessandro Scudier (5 juillet 1761)
 - la construction d'une nouvelle église dans la ville d'Oneglia (Oneille) et la vente de bancs pour faire face aux paiements, ainsi que leur transfert de l'ancienne église pour ceux qui les possédaient auparavant (8 octobre 1761)
 - la dispense de payer les dîmes au vicaire de La Turbie réclamée par des particuliers de Monaco, possédant des biens sur le territoire de La Turbie (30 décembre 1761)
 - l'autorisation pour la ville de Sospel, administratrice de l'hôpital des pauvres, de vendre des biens immeubles (9 juin, 7 août 1762, 24 janvier 1763)
 - la validation d'une donation faite en faveur de la communauté d'Utelle par le prêtre Gio. Battista Ghinaudi pour l'entretien d'un maître d'école (23 mai 1762)
 - les désordres éclatés à Bardineto, les habitants s'opposant au curé (28 juin, 11 juillet 1763)
 - la validation de la vente de plusieurs terrains appartenant à l'hôpital de la Charité de Nice, situés au quartier de Trinité à Èze, en faveur de la comtesse Maria Francesca Elisabetta Peyre Cortina d'Eza, contenant également la liste et la description de ces biens (26 mai 1764)
 - l'interdiction pour tout particulier de couper le bois dans les forêts des régions dites Eusiera et Ciainiea et de faire paître les troupeaux dans la région dite Gabre appartenant à la communauté de Tournefort (9 juin 1764)
 - la validation de la vente aux enchères des moulins et revenus fidéicommissaires de Roquebillière, Utelle, Tourrette et Villeneuve-d'Entraunes, appartenant au comte Gio. Paolo Agostino Lascaris Castellar Ventimiglia (28 décembre 1763 - 15 juin 1764)
- 01/03/1761 - 20/07/1764

1 B 259

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des ordonnances et des décrets adoptés (17 août 1764 - 12 janvier 1767), 1 registre, concernant notamment :

- la possibilité pour le comte Leonardo Gerolamo Riccardi di Lantosca de faire appel au sénat d'une sentence prononcée par le préfet d'Oneglia (Oneille) dans le procès l'opposant aux sœurs Costanzo, au sujet d'une créance (28 octobre 1764)
- la poursuite de la vente aux enchères des biens fidéicommissaires appartenant au comte Gio. Paolo Agostino Lascaris Castellar Ventimiglia (28 octobre - 5 décembre 1764)
- l'autorisation accordée aux recteurs de l'hôpital de Tourrette d'affecter aux besoins de leur établissement l'argent laissé par le prêtre Pasquale Clerico, prier dudit lieu (15 mars 1765)
- l'approbation de la vente aux enchères des bandites et autres biens situés sur le territoire de Tende, appartenant à la succession du comte Pietro Antonio Pio Chianea di Santo Stefano, contenant la note et la description de ces biens et les procès-verbaux des adjudications (25 août 1764 - 2 avril, 23 juillet, 25 novembre 1765)
- l'interdiction pour les habitants de Cosio et d'Upega, hameau de La Brigue, de s'introduire dans le quartier dénommé « Boschi » mis à culture par la communauté de Montegrosso, eu égard à un acte de 1207 et à une convention de 1463 (28 septembre 1765)
- la concession d'un délai supplémentaire pour payer leurs créances au mont-de-piété de Lucéram, demandée par Gio. Ludovico Isnardi et Annibale Cauvino (1er mars, 21 juin 1766)
- le renouvellement des conseillers de la communauté de Stellanello (2 septembre 1766)
- l'approbation des réformes apportées au règlement municipal de Guillaumes (17 mai - 6 septembre 1766)
- le rétablissement du mont-de-piété de Peille (13 septembre 1766)
- l'autorisation de vendre les biens fidéicommissaires de Giambattista Guarnotti de Loano, comportant la note et la description de ces biens (14 novembre 1766)

17/08/1764 - 12/01/1767

1 B 260

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances de l'avocat fiscal général, des ordonnances et des décrets adoptés (3 février 1767 - 10 avril 1769), 1 registre, concernant notamment :

- une infraction aux statuts politiques et aux bans champêtres relevée par l'avocat fiscal général Jacquier à l'encontre des regardateurs de la ville de Sospel (3 février 1767)
- l'inventaire des biens appartenant à la succession d'Onorato Bertoglio demandé par ses fils (8 mars 1767)
- l'approbation de la vente par adjudication d'immeubles appartenant à l'hospice des orphelines de Nice en faveur de Gio. Francesco De Orestis (1er juillet 1767)
- la validation d'une donation en faveur des époux Cristini du Figaret d'Utelle (11 octobre 1767)
- le rétablissement du mont-de-piété fondé par Francesco Laugeri dans le village de Peille et administré par la chapelle des pénitents de ce lieu (26 septembre 1767)
- une infraction à l'œuvre pie voulue par le prêtre Marco Antonio Divizia prévoyant la rémunération de deux maîtres d'école dans la vallée de Stellanello, relevée par l'avocat fiscal général (26 septembre 1767)
- l'approbation de la cession des biens fidéicommissaires du comte Gio. Paolo Agostino Lascaris Ventimiglia (2 juillet, 6 août 1768)
- l'état et l'expertise des terres, fours, moulins et autres biens appartenant à la commanderie de Sainte-Marguerite de Lucéram, demandés par le chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem et commandeur Gio. Battista Thaon di Revel, le dernier état remontant à son prédécesseur le chevalier Joseph-Scipion de Reymond des Eaux (29 août 1768)
- la validation de l'affermage et de la vente par adjudications des moulins à huile construits sur le territoire de Levens effectués par la communauté pour payer les dettes accumulées au cours de la guerre de succession d'Autriche (12 février 1769)
- la nomination du notaire Gio. Paolo Millo en tant que secrétaire civil et criminel de la judicature du fief de Peille, demandée par le comte de ce lieu Gio. Paolo Agostino Lascaris Ventimiglia Castellar, chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem (11 mars 1769)

03/02/1767 - 10/04/1769

1 B 261

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des ordonnances et des décrets adoptés (25 avril 1769 - 11 juillet 1771), 1 registre, concernant notamment :

- l'autorisation de convoquer le parlement demandée par la communauté de Sauze pour établir le règlement relatif aux bandites et terres gastes communales avec l'accord des feudataires du pays (18 mai 1769)

- l'autorisation de faire broyer ses olives hors du territoire de Levens, demandée par le sénateur retraité Gio. Francesco Raynardi de Nice, étant donné l'insuffisance des moulins banaux communaux (26 mai 1769, 7 mai 1771)
- l'enlèvement des archives de la communauté et du tribunal de Balestrino par le marquis de ce lieu relevé par l'avocat fiscal général (28 juin 1769)
- l'autorisation d'aliéner divers cens demandée par la confrérie du Saint-Sépulcre de Nice pour faire face à la réfection d'appartements nouvellement acquis de l'hospice des orphelines de Nice et situés à proximité de l'oratoire de la confrérie (18 juin - 15 juillet, 1er septembre 1769, 17 juillet 1770)
- la possibilité d'agir en justice contre le sénateur Gio. Paolo Imperiale Peyrani, en tant qu'héritier de son père, demandée par le monastère Sainte-Claire de Nice pour recouvrer des créances (10 décembre 1769)
- la validation d'une donation faite par le prêtre Antonio Cristini à son neveu, le notaire Giulio Cesare, à l'occasion de son mariage (17 décembre 1769)
- l'autorisation de convoquer le parlement demandée par la communauté de Gilette, pour décider de la vente annuelle des ressences et ainsi payer des dettes (5 janvier 1770)
- des irrégularités concernant l'administration des œuvres pies existant dans la vallée de Stellanello, relevées par l'avocat fiscal général (13 janvier 1770)
- des informations prises sur la débilité mentale du vassal Vittorio Agapito Martini, demandées par son épouse et ses enfants, comportant les dépositions de témoins (2 février, 28 mars - 7 avril, 16-19 mai, 14 juillet 1770, 17 avril, 10 juin 1771)
- le paiement d'indemnités, prévues anciennement pour la tenue des assises triennales, exigé par les juges et refusé par la communauté de Roquebillière (10 mars 1770)
- la révision du procès concernant l'hoirie du comte Giuseppe Cortina d'Eza demandée par le comte Carlo Francesco Cays di Gilletta et le baron Giuseppe Grimaldi di Sauze (17 juin 1770)
- des informations prises sur l'expulsion d'un confrère de l'archiconfrérie de la Sainte-Croix ou du Gonfalon de Nice à la suite d'un désaccord sur les comptes (28 mai - 7 juillet 1770)
- l'autorisation d'aliéner une maison située à Oneglia (Oneille) et des titres de créance faisant partie d'un fidéicommiss institué en 1696, demandée par Onorato Barli Fabri, contenant l'audition de témoins (21 mai 1770 - 2 janvier 1771)
- l'attribution à un administrateur de la gestion des capitaux légués à l'hôpital de Charité de Sigale, suggérée par l'avocat fiscal général (20 mars 1771)
- le paiement de la pension alimentaire demandée par la comtesse Torrion, épouse Riccardi di Lantosca (6 mai 1771)
- l'ouverture des trois moulins à huile existant à Lucéram pour faire face aux besoins des habitants, demandée par le syndic au fermier de ces moulins, cédés par la communauté en 1639 à Gio. Paolo Lascararis, grand maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (3 juin 1771)
- l'aliénation d'un étage de maison demandée par la confrérie de la Sainte-Croix, érigée à Villefranche sous le titre de Saint-Jerôme (15 juin 1771)

25/04/1769 - 11/07/1771

1 B 262

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances de l'avocat fiscal général, des ordonnances et des décrets adoptés (6 juillet 1771 - 16 juin 1772), 1 registre, concernant notamment :

- l'autorisation accordée à la communauté d'Isola de convoquer le parlement général pour statuer sur l'achat de deux moulins et d'un four et sur la vente de terrains incultes appartenant à ladite communauté (6 juillet 1771)
- le droit de faire paître leurs troupeaux sur les pâturages communaux revendiqué par des particuliers des hameaux de Barels à l'encontre de la ville de Guillaume (3 août 1771)
- le paiement des sportules demandé par le secrétaire du sénat Ludovico Clary à l'encontre de Maria Dorotea Vachieri épouse Alberti de Sospel et de Leopoldo Rambaldo de Loano (17 août 1771)
- l'approbation des délibérations relatives à la nomination de membres de la confrérie de la Sainte-Croix érigée à Villefranche (6 juin - 10 septembre 1771, 16 février 1772)
- la validation d'une sentence du sénat prononcée le 13 mai 1761 demandée par le vassal Marcello Giacinto De Gubernatis et le comte Orazio Gio. Battista Ghisi di San Salvatore (31 mai - 13 septembre 1771)
- la renonciation de l'hoirie paternelle demandée par le comte Onorato Teodoro Lascararis Ventimiglia des seigneurs de La Brigue et de Gorbio, résident en France (26 octobre 1771)
- l'autorisation de vendre des biens demandée par la congrégation de charité érigée à Apricale, contenant la liste et la description de ces biens (14 novembre 1771)
- l'autorisation de convoquer le parlement général pour solliciter de Francesca Gabriella Authier della Penna l'annulation d'un acte relatif au paiement d'un droit pour le four, passé entre elle et ladite communauté le 21 novembre 1769 (14 décembre 1771)
- la nomination d'un notaire pour assister aux séances du conseil municipal de Tende, le juge résidant à Sospel et le lieutenant-juge insultant le syndic et les conseillers (23 décembre 1771, 11-21 janvier 1772)

- l'autorisation de vendre des biens légués par l'avocat Ambrogio Buonfante demandée par la congrégation de charité érigée à Saorge (31 janvier, 24 février - 2 mai 1772)
- l'autorisation de vendre des biens légués par le prêtre et prieur de Malaussène Gio. Ludovico Ghiraudi, demandée par l'hôpital érigé à Utelle sous le titre de Sainte-Christine (31 janvier 1772)
- l'autorisation de convoquer le parlement général pour prendre les délibérations relatives à la formation des bans champêtres demandée par la communauté de Loano (21 février 1772)
- la révision d'une sentence prononcée par l'intendant général dans un différend l'opposant au négociant Stefano Dayderi à propos de l'approvisionnement en grains pour la boulangerie, demandée par la ville de Nice (22 février 1772)
- des abus et des négligences concernant l'administration des biens et revenus de l'église paroissiale et de la confrérie du suffrage de Sarola, ainsi que du mont-de-piété de Coaraze, constatés par l'avocat fiscal général (17 mars, 7 avril 1772)
- l'ouverture des trois moulins à huile pour faire face aux besoins des particuliers de Lucéram demandée par la communauté (8 mai 1772)
- l'autorisation accordée à la communauté de Puget-Rostang de convoquer son parlement pour réviser ses statuts politiques et champêtres à la suite du traité de 1760 et du changement de souveraineté (25 mai 1772)
- l'autorisation donnée à l'hôpital d'Utelle d'aliéner des biens, contenant également les procès-verbaux d'estimation et d'audition de témoins (24 janvier - 11 juin 1772)
- la vérification des comptes du mont-de-piété administré par la confrérie des pénitents existant à Peille sous le vocable de Saint-Joseph (16 juin 1772)

06/07/1771 - 16/06/1772

1 B 263

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des ordonnances, des lettres patentes et des décrets adoptés (23 juin 1772 - 6 décembre 1774), 1 registre, concernant notamment :
- l'autorisation de vendre aux enchères publiques une terre avec une portion de maison, située dans le quartier de l'Ariane, à Nice, demandée par la confrérie du Saint-Sépulcre (23 juin 1772)
 - l'autorisation de vendre aux enchères des terrains et maisons lui appartenant, demandée par les prieurs de la confrérie de la Miséricorde de Nice, contenant des auditions de témoins (26 août, 24 octobre 1772, 1er-8 mars 1773)
 - l'autorisation de convoquer le parlement général pour recouvrer des créances et réviser les bans champêtres en matière des vols de campagne, demandée par la communauté de Rezzo (31 octobre 1772)
 - l'autorisation de vendre des biens légués par Onorato De Stefanis, demandée par les administrateurs de l'œuvre pie érigée à Venanson, contenant les auditions de témoins (7 novembre 1772)
 - le paiement des droits pour la tenue des assises dus par les vassaux des différents fiefs, demandé par le bureau de la Préfecture (14 décembre 1772)
 - les droits et gratifications revendiqués par le vice-auditeur du marquis de Dolceacqua à l'encontre de la communauté en dépit des usages (23 mars 1773)
 - une convention établie entre la communauté de Tournefort et Alessandro Pellisiero pour composer un litige (12-15 juin 1773)
 - la surélévation d'une maison sise dans la rue de la Barrilaria à Nice et soumise à fidéicommiss, demandée par Margherita Gioffredo épouse Doneudo, contenant des expertises et des auditions de témoins (13 octobre 1773 - 18 février 1774)
 - l'autorisation d'hypothéquer des terrains lui appartenant pour acquitter une somme due au comte Thaon di Sant'Andrea e Revello, demandée par la confrérie du Saint-Sépulcre de Nice, ainsi que de vendre un bien-fonds situé dans le quartier de Rimiez, contenant des auditions de témoins (30 janvier - 22 février, 16 mars - 10 mai 1774)
 - la vérification de l'état financier du mont granatique de Roquebillière, ne remplissant plus depuis quelques années ses tâches, demandée par l'avocat fiscal général (12 mars 1774)
 - la possibilité de faire broyer ses olives hors du territoire de Lucéram, étant donné l'insuffisance des moulins banaux détenus par l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, demandée par le prêtre Pietro Antonio Barralis (11 juin, 2, 16 juillet 1774)
 - l'interdiction de dériver les eaux des canalisations des moulins de Gorbio et d'introduire dans le village des farines moulues ailleurs, demandée par les coseigneurs de ce fief (27 juillet 1774)
 - l'approbation d'une convention fixant les modalités de vente d'une maison fidéicommissaire située dans la rue de la Marine à Nice, effectuée par le vassal Angelo Peyre et le premier monastère de la Visitation, érigé à Nice sous le titre de Sainte-Marie, contenant aussi des expertises et des auditions de témoins (13 janvier - 6 décembre 1774)

23/06/1772 - 06/12/1774

1 B 264

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, de correspondance, des lettres patentes et des décrets adoptés (6 décembre 1774 - 14 février 1778), 1 registre, concernant notamment :

- l'approbation de la convention passée entre la congrégation de charité de Sospel et le comte Giuseppe Orazio Ghisi Isnardi di San Salvatore de Nice, relativement aux intérêts d'une somme d'argent due par ce dernier en qualité d'héritier de son oncle (2 septembre - 6 décembre 1774)
- la concession d'un délai supplémentaire accordée au vassal Giacomo Onorato Raynaldi di Falicone pour procéder à la description des biens faisant partie d'un fidéicommiss (11 décembre 1774 - 3 février 1775)
- l'approbation d'un projet de convention entre la congrégation de charité de Saorge et Maria Francesca Cottalorda veuve Buonfante à propos de l'héritage de son mari (21 décembre 1774 - 8 avril 1775, 23 février, 11 mars 1776)
- l'autorisation d'acquérir un cens sur un jardin et une maison, demandée par la confrérie de la Miséricorde de Nice, contenant des auditions de témoins (5 novembre 1774 - 8 juillet 1775)
- la possibilité pour les particuliers de porter moudre leurs grains et broyer leurs olives hors du territoire de Gorbio sans paiement de pénalités, demandée par la communauté, compte tenu du nombre insuffisant des moulins et de l'utilisation des eaux par les coseigneurs du fief pour les moulins et pour arroser leurs terres (15 juillet 1775)
- le paiement de dîmes et fouage demandé par le marquis Alessandro Elezaro Doria di Cirié e Maro aux particuliers des lieux de Conio, Lucinasco, Borgoratto, Molini Caravonica, Bartolomeo et Larzeno (25 août 1775)
- la permission d'organiser une loterie demandée par Giuseppe Ferreri de la ville d'Arles, venu à Nice en 1772 pour y publier un journal depuis supprimé, contenant la liste et l'estimation des bijoux, effets, meubles et livres entrant dans la loterie (18 août - 13 septembre 1775, 26 novembre 1776)
- l'autorisation de vendre une maison héritée du baron Pietro Drago des Ferres, demandée par le comte et ministre Giuseppe Francesco Maria Vincenzo Lascaris Castellar, contenant des auditions de témoins et la description des biens du baron (15 juillet - 24 novembre 1775)
- l'autorisation d'aliéner un bien-fonds fidéicommissaire situé à Cimiez, demandée par Giuseppe Antonio Richelmi, contenant des expertises et des auditions de témoins (22 novembre 1774 - 26 janvier 1776)
- l'autorisation de vendre un bien-fonds sis dans le quartier de Bellet, demandée par l'hôpital des orphelins de Nice administré par la confrérie du Très-Saint-Nom-de-Jésus (5 février - 15 avril 1776)
- la validation de ventes aux enchères effectuées par le protomédecin Onorato Passeroni et Stefano Alberti, en tant qu'économistes et curateurs de la succession des frères Luigi et Michelangelo Gallean (24 mai - 22 juin 1776, 8 février 1777)
- l'autorisation de vendre des caroubiers, demandée par les recteurs de l'hôpital des pauvres malades érigé à Villefranche sous le titre de Saint-Esprit (2-28 septembre 1776)
- la validation d'une cession de cens effectuée par le vassal Orazio Francesco Vachieri à la congrégation de charité de Sospel (5 octobre - 21 novembre 1776)
- le renvoi du baile demandée par la communauté de Massoins, s'agissant de personne dépourvue de moyens et d'ecclésiastique (18 mars 1777)
- la concession d'un délai supplémentaire accordée au vassal Gioanni Ludovico Buonfiglio pour la vente de son fief de La Roquette-du-Var en faveur du comte et ministre Giuseppe Vincenzo Lascaris Castellar (15 juin - 5 juillet, 27 septembre, 30 septembre - 18 octobre 1777)
- l'autorisation d'échanger une terre appartenant à la chapelle champêtre de Saint-Roch de Nice avec une autre de la même capacité et située dans le même quartier mais plus proche de la chapelle, demandée par les prieurs (30 juillet - 2 août, 12 août - 25 octobre 1777)
- l'approbation de la vente du fief de Conségudes effectuée par le comte et ministre Giuseppe Vincenzo Lascaris Castellar au capitaine Alessandro Giuseppe Raimondo de Saint-Paul en Provence en échange de l'acquisition du fief de La Roquette (4 novembre 1777)
- l'obligation de prêter serment devant le baile de bien exercer leur travail, imposée par le sénat aux meuniers de Gorbio et sollicitée par la communauté, en dépit de l'hostilité des coseigneurs (16 décembre 1777)

06/12/1774 - 14/02/1778

1 B 265

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des auditions de témoins, des lettres patentes et des décrets adoptés (16 janvier 1778 - 24 juillet 1779), 1 registre, concernant notamment :

- la possibilité de faire appel d'une sentence du préfet de Nice accordée à la comtesse Maria Luisa Mirapelli épouse Guiglionda del Borgo dans un procès l'opposant à son fermier pour non-respect du bail (3 mai - 2 juin 1778)

- l'autorisation accordée à la ville de Sospel de désigner des gardiens chargés d'amener les chèvres des particuliers dans les sites, autorisés pour le pacage, sur les territoires de Sospel, de Moulinet et de Castillon (24 mai - 5 juin 1778)
- la permission royale accordée à la communauté de Roquebillière de tenir deux foires annuelles, les 10 octobre et 25 novembre, dans le lieu dénommé « Rojnas » (4 juillet 1778)
- l'approbation de l'acquisition d'un terrain situé dans le quartier de l'Empeirat, appartenant à la chapellenie laïcale instituée par Maria Caterina Martelli, demandée par le capitaine du régiment provincial de Nice Vittorio Amedeo Raiberti (24 juillet, 29 juillet - 1er août 1778)
- l'attribution au sénateur Gibellini du litige opposant la communauté de Falicon au monastère Saint-Pons de Nice, la communauté exigeant le maintien de la fourniture des vases et ornements sacrés pour célébrer les offices dans ses églises, vu que le monastère était investi du bénéfice paroissial (30 mai - 1er août 1778)
- l'autorisation demandée par la communauté de Gilette de convoquer le parlement général pour délibérer sur la vente des ressences des particuliers pour acquitter des dettes (10 octobre 1778)
- l'obligation pour la communauté de Peille de livrer du blé et de l'huile selon un acte de 1647, sollicitée par le comte Gio. Paolo Agostino Lascaris (17 octobre 1778)
- l'homologation d'une transaction entre Gio. Paolo Agostino Lascaris, comte de Peille et son épouse Maria Teresa Ottavia Lucrezia Gallean (31 octobre 1778)
- la validation des actes du procès opposant le comte Gio. Maria Guiglionda del Borgo à la confrérie de la Miséricorde érigée dans la cathédrale de Nice, à cause d'un différend sur la comptabilité du mont-de-piété administré par ladite confrérie (19 janvier 1779)
- l'obligation de résider dans le ghetto imposée au Juif Mardocheo La Rocca, originaire de Carpentras (26-27 février 1779)
- de nouvelles dispositions à l'encontre des bergers faisant paître leurs troupeaux sur les bandites d'Aspremont, demandées par la communauté (13 avril 1779)
- l'autorisation d'acheter un terrain à proximité du port Limpia, pour y installer une filature de soie, demandée par le négociant juif David Moise (13-23 avril 1779)
- la diminution des sportules et les motifs de la sentence prononcée dans le litige les opposant au comte Giuseppe Ongran di Fiano, demandés par Ludovico Antonio et Giuseppe Pietro Antonio Ongran, contenant également l'état de l'héritage de Giuseppe Antonio Ongran avec la description de l'actif et du passif (10 juillet 1779)
- la concession d'un délai supplémentaire demandée par les universités des juifs de Nice, de Torino (Turin) et de Casale pour contester la prescription dans le litige les opposant à Giuseppe Salvador Coen à propos d'un legs institué par le Juif Alessandro Sacerdote, dans son testament du 20 octobre 1717, laissant tous ses capitaux et créances sur les communautés de Roccasparviera et de Peille aux pauvres orphelines juives de Nice (24 juillet 1779)

16/01/1778 - 24/07/1779

1 B 266

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des ordonnances et des décrets adoptés (23 juillet 1779 - 20 mars 1781), 1 registre, concernant notamment :

- un échange de terrains, situés à proximité d'Oneglia (Oneille) demandé par les prieurs de la confrérie du Suffrage du lieu de La Costa, contenant la description et l'estimation de ces terres (18-22 janvier 1780)
- la reconnaissance de sa capacité à gérer ses affaires, après une période de mise sous tutelle pour prodigalité, demandée par Gio. Andrea Millo de Coaraze, contenant les auditions de témoins et une remontrance de l'avocat fiscal général (18 juin 1779 - 4 février, 14-28 avril, 29 avril - 12 mai, 7, 17 juin 1780)
- la validation de la vente de biens faite, malgré l'existence d'un fidéicommissaire, par le comte Orazio Ghisi di San Salvatore au baron Orazio Francesco Vachieri di Castelnuovo de Sospel (1er décembre 1779 - 26 février 1780)
- la concession d'un délai supplémentaire pour faire valoir ses raisons dans le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Bernardino Blavet, demandée par le baron Giovanni Ludovico Bonfiglio, anciennement investi du fief de La Roquette-du-Var (10 février - 21 mars 1780)
- l'autorisation de vendre la gabelle du pain blanc et noir établie à La Brigue et revenant à la chapellenie laïcale érigée sous le titre des Saints-Joseph-et-Antoine-de-Padoue sur le territoire de Tende par Gio. Agostino Vassallo en 1678 et de placer la somme obtenue dans des investissements plus profitables (21 mars - 28 avril 1780)
- l'obligation de contribuer aux dépenses d'entretien de la chapelle de la confrérie des maîtres maçons érigée dans la cathédrale de Nice sous le titre des Quatre-Saints-Couronnés, prévue dans les statuts de la confrérie, contestée par l'un des ses membres (12 juin 1780)
- la validation d'un échange de terrains situés dans le quartier de Montgros à Nice, effectué entre le comte Gio. Michele Auda di Sant'Agnes et Luigi Bonifacio, en dépit duquel Bonifacio prétend s'emparer d'une source d'eau (28 mai - 13 juin 1780)

- la validation d'une transaction conclue entre Maria Teresa Blengini épouse De May, en tant que curatrice d'Antonio Ignazio Cauvin et Tommaso Rasin de Clans, contenant les auditions de témoins (18 octobre 1779 - 22 juillet, 18 août 1780)
- l'autorisation d'aliéner une terre sise à Nice au quartier de l'Arbre, sans mise aux enchères, demandée par la confrérie du tiers ordre de Saint-François, érigée à Nice sous le vocable de Saint-Joseph, contenant les auditions de témoins (15 juin - 18 août 1780)
- l'autorisation d'aliéner aux enchères publiques des biens-fonds, demandée par la congrégation de charité érigée à Saorge, contenant la liste et la description des biens-fonds et les auditions de témoins (2 mai - 21 août 1780, 9 septembre 1780 - 13 février 1781)
- la concession d'un délai supplémentaire pour faire valoir leurs droits dans un litige demandée par les frères Demora de Borgo Maro dans la province d'Oneglia (Oneille) (21 juillet - 29 août 1780)
- un acte de notoriété certifiant que dans les États sardes les biens des confréries purement laïcales étaient soumis au paiement de la taille à l'instar de tout bien détenu par un propriétaire laïque, demandé par la veuve Honorée Arnaud de Barcelonnette pour un litige opposant elle-même et des particuliers taillables de Méolans à la communauté de ce lieu, paru devant la Cours des aides de Provence (27 octobre 1780)
- l'audition de témoins, notamment des plus âgés, dans le litige opposant la communauté de Drap à Pietro Antonio Cauvin au sujet de la propriété des moulins à huile et à farine, demandée par la communauté (27 janvier 1781, 31 décembre 1780 - 5 janvier 1781)
- l'incapacité de gérer son patrimoine en raison de sa prodigalité, demandée par les époux Bianc de Sospel à l'encontre de Giuseppe Gallon, contenant des auditions de témoins (16 février - 20 mars 1781)
23/07/1779 - 20/03/1781

1 B 267

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des actes consulaires, des lettres patentes et des décrets adoptés (20 mars 1781 - 5 février 1782), 1 registre, concernant notamment :
- la reconnaissance de sa capacité à gérer ses affaires, après une période de mise sous tutelle pour prodigalité, demandée par Giuseppe Gallon de Sospel, contenant les auditions de témoins (22 janvier - 20 mars 1781)
 - la validation d'une écriture privée, établie selon le rite hébraïque en 1746, demandée par le Juif Giacob Astruch de Nice (18 mars 2 avril 1781)
 - l'approbation d'un règlement à l'amiable établi par la ville de Sospel, en tant que directrice de l'hôpital Saint-Éloi, pour composer un litige avec les frères Trucchi de Moulinet (17 août 1780 - 21 avril 1781)
 - des informations sur l'état de débilité mentale de leur oncle, le prêtre et chapelain du sénat Marco Antonio Clary, demandées par les frères Onorato et Giuseppe Clary, contenant les auditions de témoins (23 juin - 4 juillet 1781)
 - l'autorisation de faire appel d'une ordonnance du vice-intendant, demandée par l'insinuateur Gian Andrea Matheo et son fils Ludovico de Roquebillière, condamnés à payer une somme d'argent au percepteur pour la vente d'une quantité plus importante de vin (13 mai - 7 juillet 1781)
 - l'autorisation de vendre des biens immeubles, malgré l'existence d'un fidéicommiss, demandée par Carlo Lorenzo Greco de La Tour, contenant des auditions de témoins (23 juin - 28 juillet, 21 août - 3 septembre 1781)
 - la validation d'une donation faite par Dorotea Bertelli de Nice, demandé par son mari Étienne Cigié, originaire de Carcassonne et résident dans la ville de Parma (Parme), en dépit de la loi d'aubaine (28 juillet 1781)
 - l'autorisation de convoquer le parlement général demandée par la communauté de Cesio pour aboutir à la nomination du curé (4-11 août 1781)
 - la cession de ses créances faite par le prêtre Carlo Andrea Rossi à l'hôpital de la Charité de Nice et la notification de ce changement intimée aux débiteurs (6 octobre 1781)
 - l'autorisation d'aliéner une terre dite « Las Muretas » demandée par la congrégation de charité de la Roquette-du-Var, contenant des auditions de témoins (6, 13-26 octobre 1781)
 - l'autorisation de faire broyer les olives des particuliers d'Aspremont en dehors des moulins féodaux appartenant au comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar, compte tenu de l'insuffisance desdits moulins et du manque d'eau pour les actionner, demandée par la communauté, ainsi qu'une expertise des lieux (23 novembre, 1er décembre, 7-11, 15 décembre 1781)
 - des négligences concernant les comptes de la chapelle champêtre de Notre Seigneur du Sépulcre, de l'oratoire des pénitents et de la confrérie de Très-Saint-Sacrement et la communauté de Rezzo, relevées par l'avocat fiscal général (5 décembre 1781)
 - l'approbation de la vente aux enchères des biens héréditaires, situés sur le territoire de Saint-Étienne, ayant appartenu au comte Giuseppe Francesco Baldoini di Clanzo, pour procéder au partage, demandée par sa fille Maria Costanza, épouse Ribotti di Molieras, contenant les expertises et les procès-verbaux des adjudications (28 juillet - 4 août, 25 août, 14-18 décembre 1781)

- la concession d'un délai supplémentaire pour obtenir le paiement des redevances dues par des particuliers, emphytéotes du fief de Saint-André, demandée par le comte Carlo Francesco Thaon di Sant'Andrea (9 décembre 1781 - 22 janvier 1782)

20/03/1781 - 05/02/1782

1 B 268

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (8 février - 12 octobre 1782), 1 registre, concernant notamment :

- la vente aux enchères de trois parts sur cinq d'un bureau de procureur en faveur des héritiers de l'ancien procureur Paolo Francesco Ruffi, contenant des auditions de témoins (5-15 février 1782)

- la restitution des clés de son magasin et de cent pains de savons parvenus de Marseille et confisqués par les regardateurs sur sollicitation de Gio. Battista Thaone, en sa qualité d'adjudicataire de la lesde du savon, demandée par la société commerciale existant à Nice sous le nom d'Isac Moise et fils (16 février 1782)

- la vérification de l'héritage d'Andrea Penchienat de Contes, demandée par l'avocat fiscal général, pour venir en aide à son fils mineur (22 février 1782)

- la validité d'un legs en faveur de sept jeunes filles pauvres de Lantosque prévu dans le testament du sénateur Giuseppe Gaetano Buffon, confirmée par l'avocat fiscal général malgré des dispositions successives (8-12 mars 1782)

- l'exécution du testament de Giovanni Onorato Lombard de Puget-Rostang de 1659 prévoyant l'érection d'un hospice pour les passants pauvres et les mendiants et son entretien, demandée par l'avocat fiscal général, ainsi que la distribution aux pauvres des revenus de l'œuvre pie du Saint-Esprit existant à Puget-Rostang au lieu de les gaspiller (15 mars 1782)

- la publication d'une protestation manifestant son intention de ne pas vouloir payer les dettes contractées par son fils, sans autorisation, demandée par le négociant juif Giuseppe Constantini (9 avril 1782)

- la possibilité de faire broyer sans discontinuité les olives des particuliers de Lucéram dans les moulins locaux, en dépit de l'acte de vente des moulins qui réservait les nuits et les samedis à l'acquéreur et, sinon, de les exporter en dehors du territoire communal, compte tenu de l'insuffisance des moulins banaux, demandée par la communauté (19 avril 1782)

- l'expulsion des bandites d'Aspremont des troupeaux s'y trouvant après le 3 mai, demandée par la communauté (27 avril 1782)

- l'autorisation pour l'hospice de charité de Touët de Beuil de vendre des terrains, demandée par le vassal Pietro Antonio Martini, contenant des expertises (13-23 mai 1782)

- la possibilité d'aliéner des terres sises au quartier de Roquebillière, souvent inondées par la crue des eaux du Paillon, demandée par la confrérie du Très-Saint-Nom-de-Jésus de Nice, en qualité de fondatrice et directrice de l'hospice des pauvres orphelins (11-24 mai 1782)

- l'interdiction pour les habitants de Marie, de La Tour et de Roussillon de faire paître leurs troupeaux sur les terres de Clans et de couper des arbres, demandée par la communauté (20 avril - 31 mai 1782)

- la pose des scellés sur les biens laissés par le prêtre Anselmo Antonio De Cameran au chapitre de la cathédrale de Nice et à l'hôpital de la Charité (3 juin 1782)

- l'élection des prieurs de la confrérie du Gonfalon de la Sainte-Croix érigée dans le lieu d'Èze (5 mars - 17 juin, 31 août 1782)

- l'interdiction pour le négociant Michelis de jeter les eaux sales de la filature devant sa maison, située dans le quartier Longchamp de Nice et d'y déposer les vers à soie, demandée par le négociant Giacomo Defly (21 juin 1782)

- la concession d'un délai supplémentaire pour produire des actes dans l'affaire concernant le Juif Jacob Astruch, demandée par Gentile Lattes (28 avril - 6 juillet 1782)

- la revendication d'une pension alimentaire à la suite de la séparation demandée par Teresa Adrechio à son mari le capitaine Orazio De Cameran (5-13 juillet 1782)

- un droit de passage sur son bien-fonds de Cros de Capeu, nécessaire pour aller chercher de l'eau, revendiqué par le prêtre Bartolomeo Spitalieri au négociant Giacomo Francesco Defly (20 juillet 1782)

- des abus dans l'administration des comptes de l'église Saint-Sébastien érigée dans le lieu de Bestagno, constatés par l'avocat fiscal général (27 juillet 1782)

- l'interdiction faite aux habitants de Châteauneuf, de Contes, Berre et Coaraze de transiter sur ses terres et d'y faire paître des troupeaux, demandée par Guglielmo Belmondi, contenant la liste des terrains interdits (20 août 1782)

08/02/1782 - 12/10/1782

1 B 269

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (12 octobre 1782 - 25 octobre 1783), 1 registre, concernant notamment :

- l'approbation de la vente faite par la confrérie du Saint-Sépulcre au comte Carlo Francesco Cays di Gilletta, de son oratoire et dépendances, convertis en appartement privé et de la construction d'un autre oratoire près de la nouvelle place Pairolière (31 décembre 1782 - janvier 1783)
- l'interdiction faite aux créanciers de saisir les biens de Giacob Astruch demandée par son épouse pour sauver la dot (17 janvier, 7 février 1783)
- l'approbation de la vente sans enchères des biens du comte Giuseppe Francesco Ongran di Fiano, demandée par l'avocat Ludovico Antonio Ongran, contenant aussi des auditions de témoins (1er-14 février 1783)
- l'autorisation d'aliéner une terre située au quartier de Ginestière demandée par l'hôpital des orphelins de Nice (19 novembre 1782 - 25 février 1783)
- la publication d'un manifeste condamnant les outrages perpétrés par des Niçois catholiques à l'occasion de l'enterrement de Lea Vidal et promettant des sanctions, demandée par l'université des Juifs de Nice (21-25 février 1783)
- la nomination d'un administrateur au sein du mont-de-piété de Lucéram et l'attribution à un notaire de la tâche de contraindre les débiteurs à rembourser leurs dettes pour ensuite venir en aide aux personnes dans le besoin (24-29 mars, 12 avril 1783)
- l'interdiction pour la communauté d'Aspremont de s'opposer aux bergers faisant paître leurs troupeaux sur la bandite Mont-chauve après le 3 mai, demandée par le comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia (14 avril 1783)
- l'homologation d'une transaction conclue avec la communauté de Bestagno, demandée par la congrégation de charité de Borgo Maro (12-16 mai 1783)
- l'interdiction faite aux particuliers d'utiliser les eaux du vallon de la « Serra » sans autorisation, la communauté de Clans réglementant la distribution de l'eau pour les moulins et pour l'arrosage (24 mars - 16 mai 1783)
- l'approbation de la délimitation des territoires communaux avec le rétablissement des bornes frontalières effectuée par la communauté de Lucéram et la ville de Sospel, s'inspirant d'un acte signé le 19 juin 1604 (14 septembre - 3 octobre 1783)
- l'interdiction pour un groupe de maîtres maçons d'utiliser le titre de prieurs de Saint-Séraphin et d'intervenir aux offices religieux de façon distincte, demandée par la corporation des maîtres maçons érigée à Nice sous le titre des Quatre-Saints-Couronnés depuis 1643 (20 septembre - 4 octobre 1783)
- l'autorisation d'aliéner aux enchères des biens immeubles ayant appartenu au couvent Saint-Augustin de Puget supprimé et attribués à l'hôpital de ce lieu par l'évêque de Glandèves, demandée par les rec-teurs de l'hôpital (18-25 octobre 1783)

12/10/1782 - 25/10/1783

1 B 270

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (25 octobre 1783 - 7 septembre 1784), 1 registre, concernant notamment :
- l'interdiction pour un groupe de garçons tailleurs d'utiliser le titre de prieurs de « Sant'uomo buono » et des torches avec la devise de ce saint et de distribuer du pain pour sa fête, demandée par la corporation des tailleurs érigée à Nice avec des statuts approuvés en 1617 (8 novembre 1783)
 - la confirmation de l'incapacité pour le comte Giuseppe Francesco Ongran di Fiano d'administrer ses biens demandée par l'avocat Luigi Antonio Ongran, contenant les auditions de témoins (26 septembre - 8 novembre, 26 novembre - 2 décembre 1783, 23 janvier, 31 janvier - 13 février, 24 juillet 1784)
 - l'interdiction pour les particuliers d'Apricale et Isolabona d'introduire leurs troupeaux sur la bandite dite « Oltrenervia » demandée par le vassal Carlo Luigi Corvesi, originaire de Saorge et habitant à Nice au nom de son frère le comte Clemente (29 novembre 1783)
 - l'interdiction faite aux particuliers de Gillette de dériver les eaux de la fontaine communale, de les salir et d'y faire la lessive, ainsi que de laisser circuler librement les porcs (5-16 janvier 1784)
 - l'interdiction pour les administrateurs de la confrérie des pénitentes de Rocchetta de construire un moulin à huile pour les habitants de ce lieu, au préjudice des moulins banaux appartenant au marquis de Dolceacqua Gio. Battista Doria (7 février, 13 mars 1784)
 - l'interdiction faite à la communauté de L'Escarène de poursuivre des travaux portant préjudice à l'oratoire de la confrérie du Gonfalon érigée sous le titre de la Sainte-Croix (14, 28 février 1784)
 - le droit d'utiliser les eaux du Paillon pour ses moulins du quartier de Bon Voyage revendiqué par Onorato De Trans à l'encontre de Maria Battista Carlin veuve Baudo et de la chapellenie laïcale Baudo (27 février 1784)
 - des problèmes de comptabilité au sein de la confrérie du Gonfalon de L'Escarène, constatés par l'avocat fiscal général (14-17 avril 1784)
 - l'interdiction faite à un groupe de maîtres menuisiers d'utiliser le titre de prieurs et de s'ériger en corporation distincte, demandée par la corporation des maîtres menuisiers et tonneliers érigée à Nice depuis 1626 sous le titre de Saint-Joseph (26-30 avril 1784)

- l'interdiction pour les particuliers de L'Escarène d'introduire des troupeaux sur le territoire de Berre (24-30 avril 1784)
- le droit de faire expulser un berger de la bandite, située sur le territoire de Gorbio, au terme de sa période d'adjudication, contesté par le comte Onorato Teodoro Lascaris Ventimiglia coseigneur de La Brigue et de Gorbio à la communauté de ce lieu (20 avril 1784)
- le paiement des sportules réclamé par le secrétaire du sénat Onorato Clary à l'encontre de la communauté de Châteauneuf pour le litige l'opposant au comte Gio. Francesco De Orestis di Castelnuovo (20 avril 1784)
- l'interdiction faite aux particuliers de L'Escarène de vendre du pain demandée par Carlo Gilli, adjudicataire de la gabelle de la boulangerie (30 avril 1784)
- la possibilité d'exporter hors du territoire communal les olives ramassées sur son bien-fonds de la Siga, près de Levens, demandée par le sénateur Ludovico Tommaso Raynardi, les moulins locaux étant dans l'impossibilité de les broyer (8 mai 1784)
- l'approbation des ventes effectuées par l'hôpital de Puget-Théniers et le séminaire de Glandèves (15-18 mai 1784)
- la confiscation de troupeaux de chèvres se trouvant sur la bandite dénommée « Mont-chauve » effectuée au nom du comte d'Aspremont Carlo Luigi Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia, au préjudice de bergers de Tourrette (5 juin 1784)
- la remise des comptes de la confrérie du Gonfalon établie à Nice sous le titre de la Sainte-Croix, administratrice et directrice de l'hôpital des pauvres malades, demandée au trésorier par les confrères (27-31 août 1784)

25/10/1783 - 07/09/1784

1 B 271

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (10 septembre 1784 - 23 juin 1785), 1 registre, concernant notamment :
- la concession d'un délai supplémentaire pour procéder à l'augmentation du nombre des conseillers demandée par la ville de Guillaumes sur requête de l'évêque de Glandèves Henri Hachette Desportes (25 septembre 1784)
 - le partage de l'héritage du vassal Onorato Ribotti compte tenu d'un legs, institué dans son testament en faveur de l'hôpital Sainte-Croix de Nice, demandée par le chevalier Antonio Onorato Ribotti, gouverneur du fort de Serravalle (22 octobre - 17 novembre 1784)
 - la vente d'une maison demandée par les recteurs de l'hôpital de la Charité de Puget-Théniers, contenant des expertises et des procès-verbaux d'adjudication (3 juillet - 3 décembre 1784)
 - le droit de faire paître ses troupeaux, quelques jours par an, sur le territoire de Saint-Étienne sans payer les herbages, revendiqué par Maria Teresa Achiardi dell'Alpe épouse Constantin à l'encontre de la communauté (22 décembre 1784)
 - l'arrêt des travaux de surélévation entamés par le curé dans le presbytère d'Isolabona, servant également pour les archives, demandée par la communauté propriétaire des lieux (22 décembre 1784)
 - le paiement du droit du « pistre » prévu dans les statuts, opposant un groupe de vermicelliers à la ville de Nice (7 janvier 1785)
 - l'approbation de la vente aux enchères d'une maison située dans le ghetto, attribuée au négociant juif Oziel Vitta Machis en concurrence avec les frères Abram et Moïse Avigdor, demandée par l'hôpital Saint-Roch, contenant les expertises et les auditions de témoins (11-22 janvier, 30 janvier - 31 mars 1785)
 - le recouvrement des sommes données par le mont-de-piété et l'hôpital dudit lieu à l'ancien syndic demandé par la communauté de Lucéram pour venir en aide aux particuliers nécessiteux, compte tenu d'une tempête qui a ravagé toutes sortes de cultures pendant l'été (15 février 1785)
 - des mesures visant à empêcher les nombreux vols de récoltes, demandées par la communauté de Peille (24 janvier - 18 février, 6-18 avril 1785)
 - des confiscations de bétail et des actes de malveillance commis par des particuliers de Peille à l'encontre d'habitants de Sainte-Agnès possédant des biens à Peille (18-21 février, 5-6 avril, 31 mai - 4 juin 1785)
 - la revendication d'une pension alimentaire après séparation, demandée à son mari l'avocat Ludovico Giuglaris par Maria Benedetta Francesca Bianchi d'Ayglun (13-25 février 1785)
 - l'ouverture du banc de l'actuaire Antonio Calvi, décédé depuis des années, recelant des actes liés à des litiges, sollicitée par l'avocat fiscal général (7 mars 1785)
 - la possibilité de couper des buissons dans les bandites dénommées « la Grau » et la « Gran bandita » pour les usages quotidiens des particuliers d'Aspremont et pour faire des fours à chaux, demandée par la communauté (2 avril 1785)
 - l'interdiction pour le fossoyeur de la confrérie du Gonfalon de Nice d'enterrer des morts, sauf s'il s'agit de confrères, demandée par la confrérie de la Miséricorde de Nice (1er avril 1785)

- l'interdiction de dériver les eaux d'une source, située dans un bien-fonds lui appartenant, demandée par le notaire Giacomo Filippo Cassini de Perinaldo (10 mai 1785)
- l'approbation de la vente d'une maison située dans la rue dite la grande place à Nice effectuée par la confrérie sous le titre du Très-Saint-Nom-de-Jésus, en qualité d'administratrice de l'hôpital des pauvres orphelins, au vassal Onorato Saverio Barli Fabri, contenant l'expertise de la maison (5-22 juin 1785)
10/09/1784 - 23/06/1785

1 B 272

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (22 juin 1785 - 8 mai 1786), 1 registre, concernant notamment :

- le droit de jouir de façon exclusive des eaux d'une source située sur une terre de Giuseppe Gaidon à La Penne, revendiqué par Gabriella Francesca d'Authier (16 juillet 1785)
- des critiques présentées par un groupe de maîtres cordonniers de Nice à l'encontre des prieurs de leur corporation au sujet des changements introduits par les nouveaux statuts en ce qui concerne les compétences des cordonniers et des savetiers et le droit pour ces derniers de participer à l'assemblée des membres de la corporation, contenant la liste nominative des membres de la corporation (9-18 juillet, 30 juillet - 6 août, 13 août, 23 août - 3 septembre, 16 décembre 1785)
- la restitution de ses effets personnels, restés dans la maison conjugale, demandée par Teresa Adrechio à son mari Giacomo Blavet, après une sentence de séparation (17 août 1785)
- la permission de vendre une maison, sise à Nice dans l'îlot Sainte-Marie-Madeleine, au capitaine Vittorio Amedeo Raiberti demandée par les administrateurs de l'hôpital Saint-Roch (17 août 1785)
- l'autorisation d'aliéner diverses parcelles de terre demandée par la congrégation de charité de Touët de Beuil, contenant la note et la description des terres (3 juillet - 23 août 1785)
- la permission de vendre une terre sise au quartier Saint-Philippe à Nice, demandée par les administrateurs de l'hôpital de Saint-Roch (9 septembre, 7 décembre 1785 - 2 janvier 1786)
- la vérification des comptes de l'œuvre pie instituée par Bernardino Orenco dans son testament de 1662, pour doter les jeunes filles pauvres de son nom et administrée par les prieurs de la confrérie de la Miséricorde de Pigna (12-24 septembre 1785)
- l'interdiction pour Gio. Battista Canton, fermier des revenus des moulins à blé de Castellar, de dériver les eaux d'un vallon situé entre Castillon et Castellar, demandée par le comte Gio. Paolo Agostino Lascaris Ventimiglia Castellar (1er octobre 1785)
- l'obligation pour les particuliers de Valdeblore, possédant des biens à Rimplas, de porter au prier de ce lieu la dîme sur toutes les récoltes, en conformité à la transaction établie le 17 mai 1609 entre le prêtre et prier Ferriolo Graglia et la communauté de Rimplas, demandée par le prier de l'église paroissiale Ludovico Airaudi (7 octobre 1785)
- la validation d'une écriture établie en 1731 entre les pères du couvent Saint-Dominique de Nice et les prieurs de la confrérie de la chapelle Saint-Pancrace, érigée à proximité de leur église, concernant le paiement d'une somme due pour l'occupation du site (24 juillet - 7 octobre 1785)
- l'interdiction pour les habitants de Loano de couper sans permission arbres et buissons dans un bois appartenant à la communauté de Bardineto (7 octobre, 22 décembre 1785, 21-25 avril 1786)
- l'interdiction pour les habitants de l'Abadie de Nice, de Saint-André, de Tourrette, d'Èze et de Drap de faire paître leurs troupeaux sur les bandites du fief de Châteauneuf, demandée par les coseigneurs du fief (1er octobre 1785)
- la reconstitution d'un fidéicommiss demandée par le comte Tommaso Filippo Riccardi di Lantosca (29 octobre - 26 novembre 1785, 25 janvier - 7 mars 1786)
- l'interdiction pour les Pères Capucins du couvent de Tende de faire la quête de l'huile auprès des moulins de Perinaldo demandée par les pères de Saint-François du couvent de ce lieu, jouissant de cette coutume depuis longtemps (14-18 février 1786)
- l'obligation pour le vassal Angelo Francesco Feraudi di Santa Margherita de passer l'acte de vente d'une maison située à Puget, achetée par adjudication à l'hôpital de ce lieu (6 mars 1786)
- l'autorisation de vendre sans enchères à Vittore Tiranti la portion d'une terre sise dans le quartier de la Buffa et léguée par le prêtre Pietro Giuseppe Fighiera, chapelain du sénat, demandée par l'archiconfrérie du Gonfalon, érigée à Nice sous le titre de la Sainte-Croix, en qualité de directrice de l'hôpital des pauvres malades, contenant les expertises (17-27 mars, 5-10 avril 1786)
- la répartition de la somme dépensée pour un pont, construit à proximité d'Aspremont et de Saint-Blaise mais desservant les communautés de La Roquette-sur-Var, Gilette, Bonson, Tourrette-Revest, Toudon, Pierrefeu, La Caynée (Cainea), Roquestéron, Sigale, Cuébris, Ascros, Saint-Antonin, La Penne (avec la part de Saint-Pierre et de Roquette), Puget-Théniers et Sainte-Marguerite, Puget-Rostang, La Croix, Auvare, Saint-Léger, Daluis (y compris la part de Sauze), Guillaume, Châteauneuf-d'Entraunes, Ville-neuve, Saint-Martin-d'Entraunes, Sauze, Malaussène, Massoins, Tournefort, Villars, Touët de Beuil, Rigaud, Lieuche et Thiéry (23 mars 1786)

- l'interdiction de vendre des arbres de la forêt de la « Fraccia » appartenant à la communauté de La Bollène, demandée par Giuseppe Daprato, originaire de Trento mais habitant à Lucéram, acheteur d'une coupe de trois mille sapins et mélèze (1er, 14-28 avril 1786)
- l'expulsion des troupeaux pâturant sur les bandites situées sur le territoire d'Aspremont demandée par les comtes Giovanni Ottavio Cacherano d'Osasco della Rocca et Alessandro Cornillon di Massoins, le chevalier Giuseppe Cauvin et le major Alessandro Todone (6, 8 mai 1786)
- la vente de maisons sises près de l'église Saint-François à Nice, faisant partie des biens dotaux de Rosa David, demandée par son mari le comte Carlo Giuseppe Alberti di Villanova, contenant les expertises et les auditions de témoins (24 mai 1785 - 20 février 1786)

22/06/1785 - 08/05/1786

1 B 273

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (13 mai - 22 décembre 1786), 1 registre, concernant notamment :

- l'interdiction faite aux habitants de Peille d'importuner et maltraiter les particuliers de Sainte-Agnès possédant des biens-fonds sur le territoire de Peille, demandée par la communauté de Sainte-Agnès (13 mai 1786)
- la vente sans enchères d'un magasin et d'une cave en faveur du notaire Andrea Lubonis demandée par l'hôpital Saint-Roch, contenant les auditions de témoins (18-22 mai 1786)
- le paiement d'une somme demandée par le négociant Francesco Mattia Rampal au peintre Marco Antonio Fossati de Nice à propos de deux tableaux (27, 29-30 mai, 1er-8 juillet 1786)
- la réparation des dégâts occasionnés par la coupe d'arbres et par l'excavation d'un bassin pour les eaux grasses des olives, entreprises par le comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Ventimiglia sur un bien-fonds ne lui appartenant pas, demandée par le propriétaire, le chanoine Giuseppe Ignazio Garidelli (19 juin 1786)
- le droit de posséder un banc séparé des autres dans l'église paroissiale demandé par les comtes de Belvédère Gio. Francesco et Pietro Ludovico Raynardi (20-23 juin 1786)
- l'interdiction faite aux habitants de L'Escarène de couper des arbrisseaux et des herbes aromatiques sur le territoire de Coaraze demandée par la communauté (1er-8 juillet 1786)
- l'interdiction faite à Ottavio Audoli de Toudon de faire paître des troupeaux de chèvres sur le territoire de Gilette (15 juillet, 29 juillet - 5 août 1786)
- les désaccords existant entre le comte Giuseppe Cornillon, juge de Massoins et l'avocat fiscal provincial Dabray à propos de l'application de la justice (19-22 juin 1786)
- l'autorisation d'aliéner aux enchères deux jardins demandée par la confrérie de la Sainte-Croix érigée à Villefranche sous le titre de Saint-Jérôme, directrice de l'hôpital de ce nom nouvellement établi (22 mai - 5 août 1786)
- la répartition des eaux jaillissant sur le territoire de Péone, entre les particuliers de ce lieu, sauf l'utilisation pour les moulins, demandée par la communauté et accordée par la comtesse Rosa Caterina Porporato Falconbello veuve Maffei di Boglio (8 juillet - 18 août 1786)
- l'interdiction pour Pier Antonio Glena d'exercer les fonctions de baile, malgré l'accord du comte Giuseppe Cagnoli, demandée par la communauté de Sainte-Agnès, la personne choisie jouissant de mauvaise réputation, contenant les auditions de témoins (8 juillet - 18 août 1786)
- l'aliénation de vignes et terrains demandée par la confrérie de charité de La Brigue, contenant la liste et la description de tous les biens (18-26 août 1786)
- l'interdiction pour Gio. Francesco Scoffiero de toucher à la fontaine située dans le quartier de la Condamine, dite « fonte grossa », que la communauté de Tourrette-Revest allait réunir à la fontaine publique existant sur la route royale pour les usages des habitants (1er septembre 1786)
- l'interdiction de s'introduire dans les oliveraies de Dolceacqua, surtout la nuit, pour éviter les vols ou les ventes non autorisées, demandée par la communauté (30 septembre - 7 octobre 1786)
- l'interdiction pour tout particulier de ramasser les olives laissées sous les arbres demandée par la communauté de Tourrette et les obligations découlant de la vente du pain, du vin et de l'huile affermée à des particuliers (29 novembre - 15 décembre 1786)
- la nécessité de procéder aux réparations des moulins de Lucéram incombant aux fermiers de la commanderie de l'ordre Saint-Jean-de-Jérusalem, demandée par la communauté (22 décembre 1786)

13/05/1786 - 22/12/1786

1 B 274

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (22 décembre 1786 - 4 août 1787), 1 registre, concernant notamment :

- l'homologation d'une transaction intervenue entre les habitants de la Rivière, hameau de la communauté d'Utelle et le recteur de la chapelle Saint-Jean-Baptiste, érigée en église succursale, au sujet d'une prestation de céréales et de bois (29 décembre 1786 - 4 janvier 1787)

- des désaccords entre la communauté d'Aspremont et le comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia relativement à la trituration des olives et l'entretien des moulins (8, 16, 23 janvier, 30 janvier - 3 février, 10 février, 2, 13-17, 23, 27 mars, 28 avril 1787)
- l'autorisation d'aliéner des biens appartenant à l'hospice de charité de Touët de Beuil, contenant les estimations de ces biens et les procès-verbaux d'adjudication (4-5 février 1787)
- l'interdiction de poursuivre la construction d'un moulin à huile demandée par la communauté de Toudon à l'encontre de Gio. Agostino Foccaccione de Bouyon, étant propriétaire des moulins banaux du pays (20 février 1787)
- l'autorisation d'aliéner des biens demandée par la congrégation de charité de La Brigue, contenant les procès-verbaux d'estimation de ces biens et des adjudications (23 février - 3 mars, 13 mai - 7 juillet 1787)
- la désignation d'un groupe de trois personnes parmi lesquelles choisir le baile demandée à la communauté de Sauze par le seigneur du fief Carlo Claudio De Faucon (17 mars 1787)
- l'approbation d'une transaction stipulée entre la communauté de Saint-André et le Chapitre de la cathédrale de Nice, bénéficiaire des dîmes et pour cela tenu à nommer un chapelain et à contribuer à la construction d'une église, contenant la copie d'un acte consulaire du 4 mars 1787 (24 mars - 25 avril 1787)
- une enquête sur des injures prononcées par le prêtre Giuseppe Gioanni Laugeri dans l'église Sainte-Croix de Nice à l'encontre des hommes de loi, demandée par le collège des procureurs (25-30 mai 1787)
- la dérivation des eaux du Var demandée par les négociants Carlo Ordan et Gio. Giuseppe Martini, propriétaires des scieries existant dans le quartier de Saint-Isidore (7 juillet 1787)
- la validation de la nomination de Giuseppe Mauro en qualité de caporal des gardes pour la conservation des rivages du Var demandée par l'avocat fiscal général (7 juillet 1787)
- la propriété d'une maison soumise à primogéniture, revendiquée par le marquis de Balestrino Gio. Enrico Costa del Carretto à l'encontre de la communauté de ce lieu (28 juillet 1787)

22/12/1787 - 04/08/1787

1 B 275

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des remontrances et des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (4 août 1787 - 26 avril 1788), 1 registre, concernant notamment :
- l'interdiction pour tout habitant des lieux de Penna (Piene) et d'Olivetta, dans la République de Genova (Gênes), d'introduire leurs troupeaux sur le territoire de la ville de Sospel (17 août 1787)
 - le droit de participer à la désignation des filles à doter revendiqué par la confrérie érigée à La Brigue sous le titre de l'Assomption à l'encontre du curé de l'église paroissiale (29 septembre 1787)
 - l'autorisation de vendre, sans la procédure des enchères, un jardin et des terres situés au quartier de la Buffa, demandée par les recteurs de l'hôpital Saint-Roch de Nice, contenant les expertises et les auditions de témoins (27 septembre - 13 octobre, 6-20 novembre 1787)
 - l'interdiction faite à tous les habitants de Tourrette de faire paître leurs troupeaux sur les terrains cultivés, demandée par la communauté et contestée par des particuliers (13-20 octobre, 5 novembre - 11 décembre 1787)
 - l'obligation faite au comte d'Aspremont Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Ventimiglia de procéder aux réparations des moulins banaux demandée par la communauté (24 novembre 1787 - 1788)
 - le droit pour la ville de Sospel de publier des décisions dans les limites de sa juridiction sans en avertir au préalable le préfet (12 septembre - 10 décembre 1787)
 - l'interdiction pour les habitants de Contes et de L'Escarène de faire paître leurs troupeaux sur le territoire de Berre demandée par la communauté (14-16 janvier 1788)
 - la convocation de la confrérie du Gonfalon érigée à Nice sous le titre de la Sainte-Croix pour procéder à la nomination du chapelain (16, 20 janvier 1788)
 - l'approbation d'une transaction pour la répartition des eaux jaillissant sur le territoire de Stellanillo conclue entre le feudataire de ce lieu, le prince Andrea Doria Pamphili Landi, la communauté et des particuliers (25 janvier 1788)
 - l'interdiction de faire paître librement les chèvres demandée par la communauté de Lucéram (30 janvier - 8 février 1788)
 - le droit exclusif de tenir un four public pour la cuisson du pain revendiqué par la communauté de Falicon (29 février 1788)
 - l'interdiction faite aux particuliers de Berre, L'Escarène et de Châteauneuf d'introduire leurs troupeaux sur le territoire de Contes, d'y couper du bois et tout autre arbrisseau (23-29 février 1788)
 - l'autorisation de vendre des biens situés dans le quartier Saint-Panrace, demandée par l'hôpital érigé à Nice sous le titre de la Sainte-Croix (29 février 1788)
 - la nomination du juge du fief faite par le comte Guido Albrione di Rora, originaire de Brà et habitant à Torino (Turin), contestée par le sénat (14 avril 1788)

- l'interdiction faite à des particuliers de L'Escarène de tracer des chemins sur un jardin voisin de l'église dudit lieu, appartenant au monastère Saint-Pons et de dériver les eaux d'un vallon destinées à l'irrigation de ce jardin (18 avril 1788)

04/08/1787 - 26/04/1788

1 B 276

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (26 avril - 21 novembre 1788), 1 registre, concernant notamment :

- l'interdiction faite aux particuliers de La Tour et de Marie d'introduire des troupeaux et de couper des herbes sur le territoire de la communauté de Clans (26, 28 avril 1788)

- l'autorisation de vendre aux enchères des terrains appartenant à l'hôpital Saint-Roch de Nice, situés aux quartiers de l'Empeirat et à Riquier, contenant les auditions des témoins (2-3, 11, 21-24 mai, 3-5 septembre 1788)

- l'autorisation d'aliéner un bien-fonds dans la région de Saint-Pancrace, sans passer par les formalités des enchères publiques, demandée par l'hôpital Sainte-Croix de Nice, auditions de témoins (14 avril - 3 mai 1788)

- l'interdiction faite aux habitants de Saint-Étienne de faire paître leurs troupeaux sur un terrain sans payer le droit d'herbages, aux bergers provençaux de s'étendre en dehors de la bandite affermée et aux particuliers des lieux de Saint-Dalmas-le-Selvage, Isola, Châteauneuf-d'Entraunes et de la vallée de La Stura supérieure de couper des bois dans les forêts de Saint-Étienne (23 avril - 5 mai 1788)

- la défense faite aux particuliers de la communauté de L'Escarène par le monastère de Saint-Pons de Nice de traverser avec des bestiaux un pré appartenant audit monastère (9 mai 1788)

- l'interdiction d'extraire les grains en dehors du territoire de Pigna et d'y introduire farines et pains, demandée par les propriétaires des moulins, parmi lesquels le vassal Onorato Barli Fabri, en vertu d'un acte de 1636 (14-16 mai 1788)

- l'expulsion d'un appartement situé à Roquestéron, occupé par Delfina Alziari di Malaussena veuve Dalmassi, demandée par Maria Rosa Ludovica Gioffredo della Cainea (12 juillet 1788)

- l'autorisation de vendre une terre sans formalités et afin de réparer leur église, demandée par les prieurs de la confrérie des pénitents érigée sous le titre de la Sainte-Croix, à Isolabona dans le marquisat de Dolceacqua (20 juin - 12 juillet 1788)

- l'interdiction faite aux habitants de La Roquette et de Saint-Martin de s'approprier les planches de bois servant à dériver les eaux des moulins, enlevées par le Var lors des crues, réclamée par le marquis et ministre Giuseppe Vincenzo Lascaris Castellar Ventimiglia, faisant référence à une sentence du 21 août 1613 prononcée par la Chambre des comptes relative à Marco Laugero, ancien seigneur de La Roquette (7 juin - 15 juillet 1788)

- l'injonction présentée par l'avocat fiscal général à l'encontre des particuliers possédant des terres dans les iscles du Var les obligeant à payer leur part des travaux faits pour la conservation desdites terres (12 juillet, 2-4 octobre 1788)

- l'interdiction faite aux habitants de Pontedassio, Bestagno et Borgo par la comtesse Sofia Villeneuve de Flayosc, épouse Calzamiglia di Villaguardia, de transiter sur ses terres en détruisant les cultures (5-26 juillet 1788)

- le droit d'utiliser les eaux de la rivière Barboira pour ses moulins à huile et à farine demandé par le marquis Gio. Battista Doria de Dolceacqua contesté par des particuliers de Rocchetta (18 août 1780)

- l'autorisation de vendre une maison demandée par la confrérie de Saint-Jérôme de Villefranche (7 juin - 22 août 1788)

- le choix et l'estimation d'un terrain afin de procéder à son acquisition pour la construction d'un cimetière demandés par les prieurs de l'église sous le titre de la Très-Sainte-Trinité érigée sur le territoire d'Èze (12 juillet - 26 août 1788)

- le droit d'introduire leurs troupeaux pendant deux mois par an revendiqué par plusieurs particuliers de La Tour, hameau de Châteauneuf-d'Entraunes, propriétaires au quartier dit « Col del Pal », territoire de Saint-Étienne, à l'encontre de cette communauté (29 août 1788)

- l'interdiction de faire paître les chèvres sur les montagnes voisines et de se servir en été des eaux de la fontaine du village sauf pour des usages domestiques et de couper du bois, demandée par la communauté d'Utelle (27 septembre 1788)

- le séquestre de bétail perpétré par le curé de Pigna au préjudice des bergers de La Brigue transitant en novembre sur le territoire de la communauté, lors de la transhumance (4 octobre 1788)

- la construction d'un cimetière sur le site de l'ancien château demandée par des particuliers d'Utelle (18 octobre 1788)

- la distribution des revenus de l'œuvre du Saint-Esprit et de pain lors des fêtes de Pentecôte pour tous les habitants de Puget-Rostang et non seulement pour les pauvres, demandée par la communauté selon un usage très ancien (11-25 octobre 1788)

26/04/1788 - 21/11/1788

1 B 277

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (21 novembre 1788 - 17 avril 1789), 1 registre, concernant notamment :

- l'interdiction faite à des particuliers de Pontedassio de vendre au détail les denrées faisant l'objet d'une gabelle mise aux enchères chaque année, demandée par la communauté (21-22 novembre 1788)
- la confirmation de pénalités prévues pour tout particulier contrevenant à l'affermage de la boucherie, de la boulangerie et de la taverne, demandée par la communauté d'Aspremont (25 octobre - 25 novembre 1788)
- l'interdiction faite à tout particulier de couper des arbres et ramasser bois, buissons et plantes aromatiques, sauf pour leur usage, sur le territoire de la communauté d'Èze (25 octobre - 28 novembre 1788)
- l'expertise des moulins banaux de Châteauneuf, cédés en 1636, demandée par la communauté, les propriétaires, le marquis Gerolamo Peyre di Castelnuovo, Pier Giuseppe Costantini et Costanza Capello épouse Torrini di Fogassieras, ne se préoccupant pas de les entretenir selon les engagements pris (25-28 novembre 1788, 3 janvier 10 février 1789)
- l'interdiction pour Francesco Maria Clerico, l'huissier de Tourrette, de procéder à des actes exécutoires sur le territoire d'Aspremont, le comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia ayant nommé un huissier originaire de Cuneo (10-12 décembre 1788)
- l'obligation de payer un droit d'huile en nature, dit « sezeno » lors du broyage des olives, réclamée par la communauté de Touët de L'Escarène à tous les particuliers, ainsi que l'interdiction d'extraire les olives hors du territoire communal (12 décembre 1788)
- l'interdiction d'introduire des troupeaux sur la bandite dite « Fausimagna » sur le territoire de Falicon, appartenant au monastère Saint-Pons, faite au comte Alessandro Cornillon (Corniglione) di Massoins (3 janvier 1789)
- l'autorisation de vendre des terrains sis sur le territoire de Bajardo dans la République de Genova (Gênes) et d'Apricale dans le marquisat de Dolceacqua, demandée par la congrégation de charité d'Apricale, contenant également des expertises (4-6 février 1789)
- l'inventaire des biens meubles et immeubles, vases et ornements sacrés appartenant à l'église paroissiale de Châteauneuf-d'Entraunes sous le titre de Saint-Nicolas, demandée par Giuseppe Raibaud, le nouveau prieur (28 novembre - 10 mars 1789)
- la nomination des prieurs de la corporation des maîtres menuisiers existant à Nice sous le titre de Saint-Joseph en conformité avec les statuts, demandée par des menuisiers (13-14 mars 1789)
- la validation d'une transaction entre la communauté de Sigale et Gio. Francesco Barlet, curé d'Aiglun, concernant l'institution d'une œuvre pie voulue par Francesco Isnardi et Pietro Giuseppe Barlet pour le paiement d'un maître d'école audit lieu (3-28 mars 1789)
- l'homologation de la vente d'une terre située dans le quartier dit « Valentino » effectuée par Felicita Ribotti au négociant Agostino Pierrugues, originaire de Draguignan, faisant partie d'un fidéicommissaire (1er-4 avril 1789)

21/11/1788 - 17/04/1789

1 B 278

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions et remontrances de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (16 avril - 12 septembre 1789), 1 registre, concernant notamment :

- l'approbation des pénalités prévues en cas de contravention lors des adjudications des tavernes, de la boucherie et de la boulangerie, demandée par la communauté d'Aspremont et contestée par le comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Ventimiglia (16 avril 1789)
- l'interdiction faite à des particuliers de L'Escarène de dériver les eaux du torrent dit de Lucéram, desservant les moulins à blé et à huile appartenant à la communauté (27 avril - 17 mai 1789)
- la restitution de bétail séquestré par le baile de Castellar demandée par le berger Annibale Lanteri, transitant sur le territoire de la communauté pour se rendre à La Brigue (5-8 mai 1789)
- la convocation de l'assemblée pour l'élection des prieurs de la confrérie du Corpus Domini érigée dans la paroisse Saint-Martin de Nice en présence d'un sénateur pour éviter des désordres, demandée par des paroissiens (11-12 mai, 18 mai - 5 juin, 9-13 juin 1789)
- l'application d'un arrêt du parlement de Provence de 1731 interdisant le pâturage des chèvres sur le territoire provençal demandée par les barons Giuseppe Champossin di San Silvestro, coseigneur de Puges-Rostang et Augusto Corporandi d'Auvare, coseigneur de La Croix (29 mai, 4 juillet 1789)
- l'obligation pour les particuliers de La Croix de ne faire paître sur les terrains communaux qu'une bête par écu cadastral (29 mai 1789)
- l'autorisation de donner à titre d'emphytéose, par la voie des enchères publiques, les biens appartenant aux chapellenies Sainte-Anne et Saint-Sébastien instituées en 1704, pour en employer les revenus au paiement des honoraires d'un maître d'école, demandée par la communauté de Beuil (25 mai - 2 juin 1789)
- l'autorisation de vendre des oliviers demandée par les prieurs de la confrérie du Corpus Domini érigée à Perinaldo, contenant les procès-verbaux d'estimation (2-3 juin 1789)

- la permission de couper des arbrisseaux dans les iscles du Var demandée par le marquis Onorato Ferrero Gubernatis Ventimiglia di Baussonne (23 mai - 5 juin 1789)
- l'approbation d'une vente de terrains par adjudication demandée par les administrateurs de l'église paroissiale Saint-Vincent de Stellanello (5-22 juin 1789)
- la défense faite aux particuliers de Villefranche d'introduire des pains de l'extérieur et d'en cuire sans avoir la permission des adjudicataires (24 avril - 23 juin 1789)
- le droit pour les particuliers de l'université de Moulinet de couper l'herbe sur la bandite de Linieras et d'y faire paître leurs troupeaux, contestée par la ville de Sospel (4 juillet 1789)
- la révocation de l'administrateur chargé de veiller à la conservation des biens légués à l'hôpital de Castellar par des bienfaiteurs, la personne ne donnant pas les garanties suffisantes, demandée par le comte de Peille Gio. Paolo Agostino Lascaris Ventimiglia Castellar (4 juillet 1789)
- l'interdiction de faire paître les troupeaux de mars à octobre sur les terrains cultivés de Roccasparviera, Duranus et Utelle demandée par des particuliers de ces lieux (19 mai - 8 août 1789)
- l'interdiction faite aux habitants de Tournefort et Bairols de faire paître leurs troupeaux sur le territoire dudit lieu de Massoins (8-17 août 1789)
- l'interdiction faite à Luigi Asso de construire un moulin à huile dans le quartier de Terzière, demandée par la communauté de Drap (25 août 1789)
- l'autorisation d'aliéner une place de notaire demandée par le mineur Gio. Andrea Fighiera de Lantosque (25 août 1789)
- l'interdiction pour tout particulier de déplacer ou introduire les bancs de l'église paroissiale demandée par la communauté de Breil (10 septembre 1789)
- l'interdiction pour le médecin Gio. Ludovico Massilia de s'ingérer dans l'administration des biens faisant partie de l'hoirie de son frère, demandée par l'hôpital des pauvres infirmes, érigé à Utelle sous le titre de Sainte-Christine (12 septembre 1789)

16/04/1789 - 12/09/1789

1 B 279

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions et remontrances de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (12 septembre 1789 - 6 avril 1790), 1 registre, concernant notamment :
- l'interdiction pour les habitants de Belvédère de s'introduire sur les terres dénommées La Corte, Torre et Brocart demandée par le comte et sénateur Gio. Luigi Tommaso Raynardi di Belvedere (26 septembre - 3 octobre 1789)
 - l'annulation de la nomination du baile de Bardineto effectuée par le marquis de Balestrino, demandée par l'avocat fiscal général, la personne choisie n'ayant pas les qualités requises (31 octobre 1789)
 - le droit de faire paître les troupeaux de mars à décembre sur une bandite sise sur le territoire de Perinaldo revendiqué par la communauté de Dolceacqua (7 novembre - 7 décembre 1789)
 - l'interdiction faite aux particuliers de Clans et d'Utelle d'introduire des troupeaux et de couper du bois et des herbes dans les pâturages et bandites de la communauté de La Tour (17 août - 17 novembre 1789)
 - la concession pour les pauvres d'un délai supplémentaire pour rendre au mont granatique de La Bollène les grains reçus précédemment, demandée par la communauté, vu le manque de récoltes (19-20 novembre 1789)
 - la défense pour Gio. Antonio Barucchi de La Brigue d'introduire des bestiaux sur le territoire de La Turbie (7 novembre 1789)
 - l'interdiction pour les particuliers de faire paître leurs troupeaux sur des terrains cultivés sans la permission des propriétaires de la communauté de Saint-Martin-Lantosque (9-20 novembre 1789, 1790)
 - la confirmation des bans champêtres et des actes consulaires, demandée par la communauté de Dolceacqua (20-28 novembre 1789)
 - l'obligation de procéder aux réparations des moulins banaux demandée par la communauté d'Aspremont au comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Ventimiglia Castellar (7-29 novembre 1789, 29 janvier 1790)
 - la construction d'un cimetière sur le territoire du hameau de Trinité demandée par les prieurs de l'église érigée sous le titre de la Très-Sainte-Trinité à Èze (24 novembre - 1er décembre 1789, 23-29 janvier 1790)
 - l'autorisation de vendre une maison demandée par la confrérie du Saint-Esprit de Villefranche (5 décembre 1789)
 - l'interdiction pour les particuliers de Duranus et Roccasparviera de faire paître leurs troupeaux dans les bandites Lassiera, Adres et Devens, en conformité avec un acte de 1649 (9-15 décembre 1789)
 - l'obligation pour les confréries du Très-Saint-Nom-de-Jésus et du Saint-Esprit de démolir ou réparer la partie d'une maison menaçant ruine, siège de l'hôpital des orphelins pauvres et sise sur la place Saint-François à Nice, demandée par l'avocat fiscal général (31 décembre 1789 - 5, 19 janvier 1790)
 - l'obligation faite au marchand Carlo Ordan d'enlever toute entrave empêchant le passage des carrosses dans une rue aménagée à proximité de la chapelle du Très-Saint-Suaire à Nice, demandée par le comte Giacinto Zaccaria Ribotti della Valdeblora (13 février 1790)

- l'élection de nouveaux prieurs de la confrérie de Sainte-Catherine à Nice, contestée par les anciens (8-27 février 1790)
 - des plaintes présentées à l'encontre des administrateurs du mont granatique de Châteauneuf, contenant en particulier la liste des bénéficiaires et la quantité de blé reçue (29 mars - 6 avril 1790)
- 12/09/1789 - 06/04/1790

1 B 280

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (9 avril - 25 septembre 1790), 1 registre, concernant notamment :
- l'autorisation d'aliéner des terres, demandée par la confrérie de la Très-Sainte-Trinité de Saorge (13-16 avril 1790)
 - l'interdiction faite aux habitants et propriétaires étrangers d'introduire dans le territoire de La Croix plus d'une bête par écu cadastral (10-11 mai, 18 juin 1790)
 - l'annulation de la nomination du vice-baile effectuée par le baile d'Èze Carlo Maria Fighiera, demandée par les chefs de maison du hameau de Trinité (26 mars - 22 mai 1790)
 - l'obligation pour le comte d'Aspremont de réparer les moulins banaux redemandée par la communauté (25 avril - 22 mai 1790)
 - la suspension des adjudications des biens réclamées par la congrégation de charité de Sospel en remboursement de dettes, demandée par le comte Orazio Ghisi Isnardi di San Salvatore (25 mai 1790)
 - une enquête sur l'utilité de la vente de la place de notaire ayant appartenu à Ottavio Maria Audiberti, demandée par ses héritiers, contenant l'audition de témoins (24-28 mai 1790)
 - l'autorisation de vendre une maison à Nice demandée par la corporation de Saint-Éloi (1er-4 juin 1790)
 - l'autorisation de se marier sans encourir les peines prévues par les patentes royales du 16 juillet 1782, demandée par Elisabetta Garente de Gilette (21 mai - 5 juin 1790)
 - l'interdiction pour Gio. Giuseppe Andrea Brun de Villeneuve-d'Entraunes d'administrer les biens paternels, contenant les auditions des témoins (31 mai - 7 juin 1790)
 - l'interdiction de chasser et pêcher ou détruire nids, notamment ceux des perdrix, pour tout particulier sur les territoires de Sospel, Castillon et Moulinet, redemandée par la ville (29 mai - 7 juin 1790)
 - l'interdiction pour toute personne du pays ou extérieure aux États sardes de cueillir des herbes aromatiques, et notamment la lavande et l'herbe de Saint-Jean, destinées à la distillation et à l'exportation, demandée par la ville de Sospel (26 avril - 8 juin 1790)
 - la rétrocession des dîmes et droits revenant à l'église de Puget-Théniers, détenus par l'évêque de Glan-devès Henri Hachette Desportes et revendiqués par le vicaire de Puget (22 juin 1790)
 - l'opportunité de construire un cimetière dans un site près de la chapelle Saint-Sébastien à Villefranche (9 avril - 22 juin 1790)
 - l'obligation pour l'adjudicataire de la boucherie communale de Nice d'approvisionner en viandes l'université des Juifs (14 mai - 30 juillet 1790)
 - l'interdiction pour les particuliers d'Aurigo d'introduire des troupeaux sur les terres de la communauté de Candesco dans le marquisat de Maro (10 juillet - 7 août 1790)
 - l'interdiction de vendanger avant le 28 septembre demandée par la communauté de Moltedo superiore dans la vallée de Prelà, à l'imitation de ce qui se faisait à Vasia et Pianavia (30 juillet - 24 août 1790)
 - l'interdiction de s'introduire dans les propriétés agricoles situées à Gairaut pour y chasser ou voler des récoltes, demandée par le comte Paolino Dani di Villafranca (24 septembre 1790)
 - une enquête sur des abus commis par le notaire Pietro Tommaso Cagnoli et son fils, recteur de la chapellenie érigée à Saint-Martin-Lantosque sous le titre de Saint-Jean-Baptiste, au préjudice de ladite chapellenie (21 juin - 25 septembre 1790)

09/04/1790 - 25/09/1790

1 B 281

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (9 octobre 1790 - 19 mars 1791), 1 registre, concernant notamment :
- l'interdiction faite à Giuseppe Tomasi de dériver les eaux desservant les moulins de la commanderie érigée à Lucéram sous le titre de Sainte-Marguerite, demandée par le chevalier et commandeur François de La Garde Saint-Angel (9 octobre 1790)
 - le droit de dériver les eaux d'une canalisation revendiqué par les Pères réformés du couvent Saint-François de Borgo Maro pour l'arrosage de leurs jardins et contesté par le médecin Pietro Marvaldo (16 octobre 1790)
 - l'interdiction de transformer un magasin en écurie demandée par le propriétaire, le sénateur préfet de Nice Gio. Antonio Botteri à l'encontre de son locataire Francesco Gorgerino Castellinard (23 octobre 1790)
 - le paiement de sa part des dîmes perçues pour le territoire de Saumolonga et séquestrées par un délégué du sénat, revendiquée par le curé de Cuébris (16 octobre 1790)

- le contentieux entre les adjudicataires de la boulangerie et l'intendant concernant la baisse du prix du pain fabriqué à Sospel, imposée à la suite de plaintes et pour éviter des désordres, présenté par le préfet Gaspare Rey (23 octobre - 6 novembre 1790)
- la propriété d'un bois dénommé Pianfeo disputée entre les communautés de Loano et Bardineto (22-26 novembre 1790)
- la réparation d'un moulin banal à huile demandée par les habitants et la communauté de Gorbio à l'encontre des propriétaires, les vassaux Maurizio Vittorio De Gubernatis et Orazio Ghisi di San Salvatore, contenant l'expertise des travaux à effectuer (7-10 décembre 1790, 18 décembre 1790 - 4 janvier 1791)
- la juridiction sur la région de Laghet réclamée par la communauté de La Turbie et contestée par celle d'Èze (4-7 janvier 1791)
- l'approbation d'un acte passé entre la confrérie de la Sainte-Croix érigée sous le titre de Saint-Jérôme à Villefranche et le chevalier Carlo Luigi De May concernant la remise d'une somme d'argent provenant de la vente d'une maison sise dans ladite communauté en hypothéquant un bien-fonds lui appartenant (8-11 janvier 1791)
- l'interdiction de payer à l'évêché de Glandèves, en voie d'être supprimé, le montant des dîmes collectées par l'adjudicateur de Roquestéron (22 janvier 1791)
- la visite et l'estimation des sites choisis pour la construction du cimetière demandées par les prieurs de l'église de la Très-Sainte-Trinité du hameau de Trinité (11-29 janvier 1791)
- le droit pour la communauté de Valloria dans le comté de Prelà d'affermir le pâturage des terrains appartenant à des particuliers à qui elle redistribue les sommes reçues en fonction des données cadastrales (7 février 1791)
- le droit de nommer les prieurs et les administrateurs de la confrérie du Suffrage de l'église de Valloria revendiqué par la communauté (7-14 février 1791)
- la nomination d'un baile demandée par la communauté de Pantasina dans le comté de Prelà, le feudataire n'y pourvoyant pas (18-19 février 1791)
- l'interdiction pour les particuliers de L'Escarène de vendre du pain au préjudice de l'adjudicataire de la boulangerie (19 février 1791)
- l'autorisation de vendre une maison sise à Nice et lui appartenant, sans les formalités des enchères publiques et moyennant le paiement du trézain dû au couvent de Saint-Dominique, demandée par les prieurs de la corporation des maîtres ferronniers érigée à Nice sous le titre de Saint-Éloi, contenant l'audition des témoins (21 février 1791)
- l'interdiction de dévier le tracé de la route publique et des canalisations existant dans le quartier de la Buffa demandée par le capitaine Vittorio Raiberti à l'encontre d'Antoinette Bouvet veuve Le Gendre de Villemorin de Paris (25 février 1791)

09/10/1790 - 19/03/1791

1 B 282

- « Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions et remontrances de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (23 mars - 1er août 1791), 1 registre, concernant notamment :
- le droit de posséder un banc dans l'église paroissiale de Breil revendiqué par Paolo Rostagni (5-9 avril 1791)
 - la validité de l'élection des prieurs de la corporation des tailleurs érigée sous le titre de la Très-Sainte-Vierge-de-la-Purification dans l'église Saint-Martin de Nice (15 avril 1791)
 - le paiement des frais de conservation de la rive gauche du Var, répartis parmi les propriétaires, exigé par le receveur, contenant la liste nominative de ces propriétaires (16 avril, 23 juillet 1791)
 - l'adjudication faite aux enchères publiques d'un millier d'arbres déracinés à la suite d'un violent orage dans les bois du Var, contenant les procès-verbaux des adjudications et les expertises (16 avril, 31 mai - 1er août 1791)
 - l'obligation pour la communauté de Levens d'activer les sept moulins banaux pour la trituration des olives, demandée par le comte Gio. Luigi Tommaso Raynardi di Belvedere et le notaire Gio. Francesco Sala, secrétaire du Magistrat du Consulat, propriétaires (18 avril 1791) - l'interdiction de s'introduire dans les champs cultivés, sans l'autorisation des propriétaires, et d'y voler les récoltes, demandée par la communauté de Breil (18 avril 1791)
 - l'interdiction faite au pharmacien Gio. Andrea Verani de dériver les eaux du torrent de Lucéram pour arroser une terre lui appartenant dans le quartier Mascarello, demandée par la communauté de L'Escarène (6, 7 mai, 2 juillet 1791)
 - le non-respect d'une vente d'arbres effectuée par la communauté de Venanson à l'avocat Carlo Filippo Otto de Lantosque, le contrat donnant la possibilité aux particuliers de Venanson d'utiliser les arbres pour la restauration de leurs maisons (7 mai 1791)
 - l'interdiction faite aux habitants de Rocchetta de dériver les eaux du torrent Barbaria desservant les moulins du marquis de Dolceacqua Carlo Doria (9 mai, 3 juin 1791)
 - l'expulsion des troupeaux se trouvant sur les bandites dénommées la Grau et Cima, demandée par la communauté d'Aspremont (14 mai 1791)

- la révision des comptes de l'église paroissiale et de l'oratoire sous le titre de la Très-bienheureuse-Vierge de Chiusavecchia (11 juin 1791)
- l'obligation pour le pharmacien Gio. Andrea Verani de construire une chapelle en remplacement de l'ancienne existant sous le titre de Saint-Sébastien s'agissant d'un engagement pris avec la communauté de L'Escarène (14 juin 1791)
- l'interdiction faite au notaire Saverio Galli de s'introduire et entreprendre des travaux d'aménagement d'une route sur le bien-fonds du sénateur et comte Antonio Achiardi di San Leger sis à Lucéram (21 juin 1791)
- la suppression de la distribution de cierges aux ouvriers savetiers pour le jour du Corpus Domini et du pain béni pour le jour de la fête des Saints-Crispin-et-Crispinien, décidée par les prieurs de la corporation des maîtres cordonniers et contestée par des ouvriers savetiers (22 juin 1791)
- l'aménagement d'un site permettant de remédier aux crues du Var et de le guéer en tout temps, demandée par l'avocat fiscal général (2 juillet 1791)
- la répartition des eaux pour l'irrigation entre particuliers de Péone (16 juillet 1791)
- l'autorisation de vendre une terre sise au quartier dénommé « del Pué » sur le territoire de La Bollène, demandée par le prieur de la confrérie de la Charité de ce lieu (9 juillet 1791)

23/03/1791 - 01/08/1791

1 B 283

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions et remontrances de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (6 août 1791 - 6 février 1792), 1 registre, concernant notamment :

- la révision des comptes du mont granatique de Tournefort et la réintégration des grains demandée par l'avocat fiscal général (6 août 1791)
- l'interdiction de payer les dîmes à l'évêque de Glandèves perçues par le notaire Antoine Dalmassi, demandée par la communauté de Roquestéron (20 août 1791)
- la possibilité de mettre aux enchères les droits, cens et revenus du fief de Tourrette acquis en 1788 par la communauté de ce lieu, demandée au sénat par ladite communauté après refus de l'intendance (29 juillet - 23 août 1791)
- la concession d'une pension alimentaire demandée par Giulio Melior de Sospel à son fils (26-27 août 1791)
- l'interdiction pour les Génois de s'introduire avec des troupeaux sur un pré de Chiusanico dans la principauté d'Oneglia (Oneille) appartenant à un sujet sarde (27-29 août 1791)
- la révocation de la défense d'introduire les troupeaux sur les terres de Francesco Passeron, autres que celles qui sont complantées de vignes et de blé, demandée par la communauté de Coaraze (30 août - 2 septembre 1791)
- l'interdiction faite à tout particulier d'abattre et vendre des bestiaux au préjudice de l'adjudicataire de la boucherie communale, pour mesure d'hygiène et sauvegarde des prix, demandée par la communauté de Levens (9 juillet - 6 septembre 1791)
- l'approbation de la convention établie entre les adjudicataires des bois abattus par le violent orage de janvier 1791 près du Var à Nice (22 octobre, 25-26 novembre 1791)
- l'homologation d'une transaction sur le pâturage entre la communauté de La Croix et Antoine Lambert de la ville de Guillaumes (27 août - 5 novembre 1791)
- l'autorisation de vendre une terre faisant partie de la dot demandée par les époux Bottino de Castelvechio pour venir en aide à leur fils emprisonné à Oneglia (22-26 novembre 1791)
- les plaintes de l'adjudicataire des revenus du bois du Var concernant les dégâts causés par les cinq scieries de Saint-Isidore et la nouvelle crue des eaux du fleuve (25-28 novembre 1791)
- l'interdiction de sous-louer un appartement, loué précédemment au duc de Rohan Chabot, faite à monseigneur Jean-Baptiste Chabot, évêque de Saint-Claude et au baron George François Pierre de Glandèves, demandée par la comtesse Sofia Moisson veuve San Pierre di Nieubourg (20, 23 décembre 1791)
- l'interdiction pour les particuliers de Valdeblore d'introduire leurs troupeaux sur le territoire de Marie (19-21 décembre 1791)
- la nomination du baile de Moulinet faite par la ville de Sospel en la personne du notaire Angelo Filiberto Moschetti (7-14 janvier 1792)
- l'obligation pour les particuliers de Saint-Sauveur possédant des terres sur territoire de Roure de payer la taille, en plus d'une somme de 3.000 francs, en vertu des engagements pris envers ladite commune (12 décembre 1791 - 20 janvier 1792)
- la confiscation de bétail parqué dans une étable dans le quartier Saint-Jean-Baptiste faite par Giovanni Battista Vial, en tant qu'adjudicataire de la boucherie communale de Nice, au préjudice du négociant Bartolomeo Lausa, originaire d'Orange et habitant à Nice (28 janvier 1792)
- l'autorisation de liquider l'héritage légué par le chanoine Giovanni Rossi à la confrérie du Gonfalon érigée à Nice, demandée par les prieurs (28 janvier - 3 février 1792)

06/08/1791 - 06/02/1792

1 B 284

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (11 février - 17 août 1792), 1 registre, concernant notamment :

- la validation d'un legs institué par Ludovico Andrea Ricolvi dans son testament de 1785, prévoyant l'établissement d'une école à Saint-Martin-Lantosque et la nomination d'un instituteur, demandée par la communauté dudit lieu (23 janvier - 11 février, 20-25 février, 2-6 mars, 23 avril - 7 juillet 1792)
- l'autorisation de vendre, sans les mettre aux enchères, des terres léguées à l'hôpital Sainte-Croix de Nice, contenant l'audition des témoins et l'expertise (6 mars 1792)
- l'approbation des statuts révisés de la confrérie du Gonfalon sous le titre de la Sainte-Croix, demandée par les prieurs, contenant les statuts de la confrérie (12-16 mars, 23 avril - 7 juillet 1792)
- l'interdiction faite aux habitants de Buggio d'exporter les olives en dehors du territoire de Pigna pour les faire broyer ailleurs demandée par la communauté (3-17 mars 1792)
- l'assignation d'une somme d'argent, léguée par le négociant Tommaso Garin à la communauté de Péone, pour faire étudier deux jeunes hommes du pays, choisis par tirage au sort (10-23 mars 1792)
- la révision des comptes de l'œuvre pie instituée par le prêtre Marco Antonio Divizia en 1707 à Stella-nello (27-28 avril 1792)
- l'autorisation de se marier avec Angelica Truchi demandée par Giovanni Riccardi d'Oneglia (Oneille) et contestée par son père (7-12 mai, 30 juin - 7 juillet 1792)
- le paiement du loyer d'une maison servant de taverne et d'un four à pain dû à la communauté de Drap par l'adjudicataire Francesco Gioan (7 mai 1792)
- l'expulsion des troupeaux se trouvant sur les bandites de la Grau et de la Cima sises sur le territoire d'Aspremont, demandée par la communauté (5-14 mai 1792)
- l'interdiction faite aux frères Galli de faire flotter sur la Roya les bois coupés dans le bois dénommé Bottino de Saorge, demandée par des particuliers pour éviter des dégâts aux écluses (5-8 juin 1792)
- l'approbation d'une transaction entre d'une part les prieurs de la confrérie du Très-Saint-Nom de Jésus et du Saint-Esprit et les recteurs de l'hôpital des pauvres orphelins et d'autre part des maîtres maçons concernant l'écroulement d'une bâtisse à Nice (20 février - 22 juin 1792)
- l'interdiction faite à Giuseppe Tommasi de dériver les eaux desservant les moulins de la commanderie de Lucéram, demandée par le chevalier Émilien de Tressemanes Chasteuil, religieux profès dans l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (23 juin 1792)

11/02/1792 - 17/08/1792

1 B 285

« Ricorsi in materia civile » (requêtes présentées par des justiciables en matière civile).- Transcriptions des suppliques, des conclusions et remontrances de l'avocat fiscal général, des lettres patentes et des décrets adoptés (17 août 1792 - 5 septembre 1796, 6 juin - 6 août 1814), 1 registre, concernant notamment :

- l'interdiction faite à Giuseppe Ugonis de Nice d'administrer ses biens demandée par son épouse Rosa Balestre, pour cause de prodigalité (4-17 août 1792)
- le non remboursement des frais de déplacement pour le juge et le secrétaire de Saorge, demandé par le comte Ottavio Roffredo di Saorgio habitant à Savigliano (14 juillet - 17 août 1792)
- la confirmation, demandée par la communauté de Gillette, des statuts politiques et des bans champêtres établis en 1697 relatifs à l'introduction des troupeaux sur son territoire, tombés en désuétude à la suite de la guerre de succession d'Autriche (25 mai - 17 août 1792)
- l'interdiction faite à toute personne ou chasseur de s'introduire dans ses terres de Rimiez pour éviter les dégâts aux cultures, demandée par le comte Claudio Agostino Lea (24 août 1792)
- le séquestre des biens meubles et immeubles appartenant à Pietro Vassal, demandé par Gabriele Isacco Veillon, consul du roi du Danemark à Nice, pour le litige opposant Pietro Vassal à son épouse Anna Cristina Grubner devant la justice danoise (25 août 1792)
- l'arrêt des contrôles faits par le juge de Châteauneuf dans les affaires concernant l'administration du mont granatique de ce lieu, demandé par la communauté (21 août - 3 septembre 1792)
- la nomination d'un nouveau baile à La Brigue demandée par des particuliers en remplacement de celui choisi, ne présentant pas les qualités requises (27 août - 7 septembre 1792)
- l'interdiction de s'introduire sur les terres appartenant aux frères Gandolfi situées sur les communautés de Pontedassio, Torria et Lucinasco, contenant la liste et la description de ces terres (14 juillet - 7 septembre 1792)
- l'autorisation de vendre des terres demandée par la confrérie de Saint-Benoît de Perinaldo, contenant la liste des terres avec l'indication du nombre d'arbres existant (14 juillet - 10 septembre 1792)
- l'autorisation de vendre un surplus de céréales détenu par le mont granatique pour acheter des parements sacrés pour sa chapelle, demandée par la confrérie du Gonfalon de Saint-Martin-Lantosque, contenant une donation pour le mont de piété de 1630 (21 août - 13 septembre 1792)
- la nomination de deux jeunes gens, destinés à recevoir une subvention conformément au testament de Tommaso Garin du 19 janvier 1776, pour poursuivre leurs études, effectuée par la communauté de Péone et contestée par l'un des candidats (8 juin - 19 septembre 1792)

- la suspension des travaux ayant mis à découvert des ossements, entrepris par le vassal Onorato Barli Fabri, propriétaire d'une maison voisine d'un ancien cimetière appartenant au couvent de Saint-Dominique, demandée par ledit couvent de Nice (22 septembre 1792)
- le paiement d'une pension alimentaire demandée par Paola Vittoria Barucchi veuve Granella de La Brigue à son fils prêtre (19 janvier 1793)
- le maintien du droit de faire paître leurs troupeaux sur les terres du capitaine Giacomo Maria Amei, comprises dans la « podesteria » du Maro, demandé par les communautés faisant partie de cette juridiction, Borgo Maro, Ville San Pietro, Ville San Sebastiano et Candiasco, malgré la clôture des délais à cause de l'appel aux armes lancé aux habitants de ces lieux pour aller défendre la ville d'Oneglia (Oneille) menacée par les Français (23 mars 1793)
- les comptes d'une société instituée à Pigna pour le négoce des olives demandée par l'un des membres à ses associés (15 avril 1793)
- la répartition parmi les habitants de Nasino dans la province d'Oneglia de la charge de l'entretien des routes et la détermination des pénalités en cas de refus (8 juillet 1793)
- l'autorisation de se marier avec Gio. Battista Riccardi accordée à Bianca Maria Berio d'Oneglia, malgré l'opposition de son père (9 août - 2 septembre 1793)
- la nomination d'un curateur de l'hoirie du comte Ongran di Fiano située à Saint-Sauveur en la personne du comte Pietro Luigi Trinchieri di Venanzone contestée par le capitaine Giuseppe Ongran (27 novembre 1793, 7 avril 1794, 5 décembre 1793 - 5 septembre 1796)
- le paiement de salaires et des vacations faites pour le compte de l'œuvre pie Spinelli de La Brigue, (dont l'une à Cuneo pour y porter l'argent et l'argenterie de l'œuvre), demandée par le prêtre et économiste Antonio Lanteri (6 mai 1794)
- la transmission des actes établis lors d'une procédure pour vol demandée par le baron André Ripert de Barret afin d'obtenir l'indemnisation (20 novembre 1794, 28 janvier 1796)
- la nomination des secrétaires pour les affaires civiles et criminelles, des avocats fiscaux provinciaux de Sospel et de Nice et de juges (4, 6, 10, 14 juin 1814)
- le transfert des archives de la préfecture dans les locaux du sénat, demandé par le bureau de l'avocat fiscal général (6 juin 1814)
- la vente aux enchères d'un bien-fonds et d'écuries situés à Cap-d'Ail et à Monaco demandée par la société commerciale existant à Nice sous le nom d'Abraham Moïse à l'encontre de Michelangelo Rey (15 juin 1814)
- le paiement de sommes promises dans un contrat pour le remplacement de conscrits, établi en 1806 (22 juin 1814)
- l'exécution d'une sentence du tribunal de première instance de Nice de 1813, demandée par le comte Giuseppe Guiglionda del Borgo Sant'Agata (5 juillet 1814)
- l'interdiction faite aux habitants de Peille de dériver les eaux des trois fontaines du village et d'y jeter des immondices, demandée par la communauté (5 juillet 1814)
- l'interdiction pour tout particulier de dériver les eaux de la fontaine de Contes (30 juillet 1814)

07/08/1792 - 06/08/1814

1 B 286 - 288 : Justice civile.- Lettres réquisitoriales

- 1 B 286** - Concession des « lettere requisitorie e placitorie ».- Transcription des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général et des lettres du sénat, ainsi que des billets royaux, contenant en particulier des documents rédigés en espagnol et en hollandais provenant d'Amsterdam (5 novembre 1735 - 18 novembre 1765), 1 registre
05/11/1735 - 18/11/1765
- 1 B 287** - Concession des « lettere requisitorie e placitorie ».- Transcription des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général et des lettres du sénat (18 janvier 1766 - 24 octobre 1778), 1 registre
18/01/1766 - 24/10/1778
- 1 B 288** - Concession des « lettere requisitorie e placitorie ».- Transcription des suppliques, des conclusions de l'avocat fiscal général et des lettres du sénat (15 janvier 1779 - 8 juin, 22 juin - 5 octobre 1782, 13 septembre 1787 - 3 mars 1792), 2 registres
15/01/1779 - 03/03/1792

1 B 289 : Justice civile.- Expertises

- 1 B 289** « Perizie » (expertises).- Rapports d'expertise, contenant en particulier une expertise de biens-fonds situés à Tourrette, relative à la succession de Stefano Carles et une visite avec reconnaissance des moulins d'Aspremont relative au différend opposant le comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Castellar Ventimiglia à la communauté de ce lieu (30 janvier 1734, 25 février 1753, 31 août 1775, 2 juin 1784, 3 juin 1785 - 2 juillet 1789), 2 cahiers et 3 pièces
- 30/01/1734 - 02/07/1789

1 B 290 : Justice civile.- Auditions de témoins

- 1 B 290** « Esami » (auditions de témoins).- Procès-verbaux d'audition de témoins dans les procès opposant les comtes de Pigna Onorato et Giuseppe Leotardi aux Pères du couvent de Saint-Augustin de Nice et à la veuve Barelli, le comte Francesco Bernardino Ressano au baron Giovanni Rimber (Rimbert) et aux époux Tiragalli, les frères Cauvin à la communauté de L'Escarène et les frères Mari au comte Antonio Roux (Rosso) di Peglione (10 février 1734, 10 mai 1752, 13 septembre 1752 et 7 décembre 1784), 1 cahier
- 10/02/1734 - 07/12/1784

1 B 291 : Justice civile.- Actes judiciaires des actuares

- 1 B 291** - Actes judiciaires rédigés par les actuares Onorato Massotto et Giacomo Claretti.- Inventaires après décès, procès-verbaux de soumission et d'expertise, partages judiciaires, suppliques, procès-verbaux d'adjudication et de mises en possession (11 août 1694 - 14 octobre 1702, 30 janvier 1743 - 18 mars 1748), 1 registre
- 11/08/1694 - 18/03/1748

1 B 292 - 293 : Justice civile.- Conclusions de l'avocat fiscal général

- 1 B 292** Transcription des conclusions de l'avocat fiscal général, (14 novembre 1759 - 23 décembre 1779), 1 registre, concernant notamment :
- le procès entre le prêtre Gio. Battista Isoardi et la communauté de Clans pour le remboursement d'avances faites par lui pendant la guerre de succession d'Autriche (24 novembre 1759)
 - le « giudizio di concorso » sur l'hoirie d'Alessandro Laugerio et Gio. Paolo Bonfiglio (19 avril 1760)
 - la vente de maisons situées sur la place Saint-Dominique à Nice appartenant à l'hôpital de la Charité de Nice, demandée par la congrégation de charité (23 juin 1760)
 - le procès entre la confrérie de la Miséricorde de Saorge et des confrères au sujet de l'élection du prieur de l'autel et corporation du Rosaire (22 novembre 1762)
 - le procès entre les communautés de Saint-Étienne et de Saint-Dalmas-le-Selvage à propos du paiement des taxes royales dus pour la montagne de Salsamarena (18 décembre 1762)
 - le procès entre l'avocat fiscal provincial Dabray, l'avocat Francesco Arbaudo, le vassal Pietro Antonio Rossetti, le comte Dani di Villafranca, Gaetano Verani Masin, le négociant Rossi et le clerc Francesco Dettati, propriétaires des maisons composant le ghetto, d'une part, l'université des Juifs de Nice, d'autre part, pour le règlement des loyers desdites maisons dont les Juifs sont solidairement responsables (7 août 1763)
 - l'entérinement des bans champêtres de la communauté de L'Escarène (2 septembre 1766)
 - le procès entre les communautés de Perinaldo, Apricale, Isolabona et Dolceacqua et le marquis Doria au sujet de la banalité ou non des moulins à huile de ces lieux (8 décembre 1766)
 - le litige entre le marquis de Balestrino, Ottaviano Tommaso Costa Del Carretto et la communauté de Balestrino, au sujet de la propriété d'une montagne (14 juillet 1767)
 - l'examen des bans champêtres de la communauté de Toudon (10 octobre 1767)
 - la succession de Pierre Antoine Isnart de Saint-Paul en Provence réclamée par Antonio Cauvino de Nice, la loi d'aubaine ayant été supprimée à la suite du traité de 1760, contenant l'arbre généalogique de l'avocat Antonio Cauvino décédé en 1703 (5 janvier 1769)
 - le litige opposant Marcello Giacinto De Gubernatis et Gioanna Maria De Fera Lascaris veuve Guigliotti au sujet de l'utilisation des eaux desservant les moulins de Gorbio (16 mars 1770)
 - l'examen des questions relatives aux droits appartenant au fief d'Aspremont pour les olives recueillies dans le territoire dudit lieu, à l'occasion de procès intervenus, en 1757 et en 1767, entre la communauté et la dame Margherita Borriglione, veuve Lascaris, comtesse d'Aspremont (18 mai 1773)
 - le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Carlo Millo (31 août 1772)
 - le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Gio. Ludovico Maistre (22 septembre 1772)
 - le procès opposant le baron Giacomo Galea della Maddalena aux recteurs de l'église de son fief au sujet de la propriété d'un banc dans ladite église (30 décembre 1772)

- le procès entre la communauté de Gorbio, d'une part, les père et fils De Gubernatis et le comte Ghisi di San Salvatore, copropriétaires des moulins à grain et à huile, d'autre part, concernant l'introduction des farines à Gorbio, l'usage des eaux des vallons et la prestation de serment requise aux meuniers (15 février 1773)
 - le procès entre la confrérie du Corps du Seigneur de Pigna et la communauté de ce lieu au sujet de la nomination des prieurs (18 mai 1773)
 - le litige opposant la communauté de Torria à celle de Testico pour la propriété du quartier de Monterosio (28 août 1773)
 - le procès entre la communauté de Falicon, d'une part, le monastère de Saint-Pons et le prieur de la paroisse dudit lieu, d'autre part, au sujet de l'exercice du culte dans ladite paroisse (14 décembre 1773)
 - le litige opposant les maîtres vermicelliers de Nice aux regardateurs au sujet de la fixation du prix des vermicelles en dépit d'un ordre donné en 1717 par le gouverneur (8 mars 1774)
 - le procès opposant le comte et ministre Francesco Maria Giuseppe Vincenzo Lascaris Ventimiglia Castellar à Maria Carlotta De Blacas Carros veuve Drago des Ferres au sujet de la succession du baron Pietro Drago des Ferres (11 juin 1774, 13 novembre 1775)
 - le litige entre Gio. Battista Gazano et les frères Gandolfi d'Oneglia (Oneille) à propos d'un héritage, contenant l'arbre généalogique de Giuseppe Gazano (27 octobre 1775)
 - les observations de l'avocat fiscal général concernant la loi d'aubaine, Anna Maria Vittoria Marchesan, née à Avignon, prétendant succéder à son père dans le fief de Roccasparviera (22 août 1776)
 - le « giudizio di concorso » sur l'hoirie du négociant Alessandro Scudier (15 janvier 1777)
 - les compétences des regardateurs en matière de contrôle de la boulangerie (16 avril 1777)
 - les observations de l'avocat fiscal général sur la vente faite par le vassal Gio. Ludovico Bonfiglio au comte et ministre Lascaris Castellar du fief et revenus féodaux de La Roquette du Var (2 octobre 1777)
 - le procès opposant le chapitre de la cathédrale d'Entrevaux, décimateur du territoire de Saumalonga, au prieur de Cuébris, au sujet des dîmes dudit lieu réclamées par ce dernier (12 juillet 1779)
 - un litige opposant les héritiers de Biagio Vignola d'Oneglia à propos d'une chapellenie érigée sous le titre de la Nativité de Notre Dame, contenant l'arbre généalogique de Biagio Vignola (2 décembre 1779)
- 14/11/1759 - 23/12/1779

1 B 293

Transcription des conclusions de l'avocat fiscal général (7 janvier 1780 - 2 mars 1791), 1 registre, concernant notamment :

- le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Lazaro Scudiero (7 janvier 1780)
- l'injonction faite à la communauté d'Ilonse de payer une grosse somme à titre de contribution fiscale (16 mai 1780)
- le procès entre Carlo Antonio Cuggia et les propriétaires du théâtre de Nice, affermé par lui pour cinq ans moyennant un loyer annuel de 100 louis d'or de France, au sujet de la rupture du bail (25 février 1781)
- le litige entre les particuliers d'Aspremont et le comte au sujet du paiement du trézain sur le chanvre (23 mars 1781)
- le procès entre le père Gioachino Maria Serdiani, curé de la paroisse Saint-Jacques de Nice et le chanoine-curé de la cathédrale Sainte-Réparate pour la délimitation de deux paroisses (15 mai 1781)
- le litige opposant la communauté d'Aspremont au comte Luigi Gaetano Marinetto Lascaris Ventimiglia Castellar au sujet des honneurs et prérogatives exigés par le comte (24 novembre 1781, 10 octobre 1782)
- la validité d'une donation faite par Dorotea Bertelli à son mari Etienne Cigié de Carcassonne, en raison de la loi d'aubaine (17 janvier 1782)
- le litige concernant Gio. Battista Salvator, propriétaire d'un terrain situé à Puget-Théniers, au quartier « del Planets », sur les bords du Var, le long de la route, occupé pour aménager une nouvelle route, à la suite d'une crue des eaux (16 mars 1782, 14 mars 1785, 12 février 1789)
- le procès entre les comtes de Saint-André et de Tourrette d'une part et Carlo Agostino Bovis, d'autre part, au sujet du paiement du droit de pâture dans les bandites du Mont-Chauve, de Ferigolet et de las Craus, sises sur le territoire de Tourrette (19 avril 1782)
- le litige entre Francesca Ramini et son mari l'avocat Antonio Francesco Todon, pour le paiement de la pension alimentaire (24 septembre 1782)
- le litige entre le vicaire de l'église de La Penne Pietro Giuseppe Brun et l'évêque de Glandèves pour le paiement de la portion congrue eu égard à l'édit du roi de France de 1768, dans le diocèse de Glandèves s'appliquant la discipline de l'église gallicane (20 novembre 1782, 5 juillet 1788)
- le « giudizio di concorso » sur la faillite de Gio. Giuseppe Maglian (31 janvier 1783)
- le procès entre les communautés de Sospel et de Lucéram, au sujet de la possession du territoire de Codolis et de celui du quartier de Braus en indivision avec Peille (6 novembre 1784)
- le litige opposant la chapellenie de Saint-Barthélemy à Michelangelo Rosso au sujet d'une terre assignée en dot à la chapellenie et de la compétence du sénat en matière de chapellenie ecclésiastique ou laïque (23 novembre 1784)

- le litige entre la communauté de Roure et les particuliers de Saint-Sauveur possédant des biens sur le territoire de Roure (5 décembre 1785)
- le litige entre les comtes Gio. Gerolamo Tondut alias Peyre della Costa et Gio. Antonio Guiglionda del Borgo au sujet du droit de surélévation d'une maison (3 juin 1786)
- le litige opposant le baron Corporandi d'Auvare au curé de La Croix au sujet des honneurs dus dans l'église au seigneur du pays, selon les usages de Provence (24 mai 1787)
- le procès entre les prieurs de la corporation des tailleurs de Nice et Carlo Ravan, maître tailleur, à l'occasion de l'observation de certains articles des statuts de ladite corporation (20 novembre 1787)
- le procès entre la confrérie de la Miséricorde de Sospel, appelant d'une ordonnance rendue le 3 juillet 1786 par le préfet juge, d'une part, l'avocat Francesco Belli et Orazio Bergondi, directeurs du mont granatique et de la congrégation de charité de Sospel, au sujet de la liquidation des comptes de cet établissement (22 septembre 1788)
- le « giudizio di grida » institué par le négociant Samuele Abudarham (27 avril 1789)
- le procès entre le curé de La Croix, d'une part, l'évêque de Glandèves, Henri Hachette Desportes, et le prévôt, décimateurs dudit lieu, d'autre part, concernant le versement de la portion congrue selon les dispositions du sénat (13 mai 1789)
- le procès opposant les habitants de Châteauneuf-d'Entraunes habitant le hameau des Tours à l'évêque de Glandèves et au curé dudit lieu, au sujet du paiement de la portion congrue du vice-curé dans ledit hameau (19 février 1791)
- Transcription des conclusions de l'avocat fiscal général, (21 mai 1791 - 21 septembre 1792), 1 cahier, concernant notamment :
- le litige entre les prêtres Bartolomeo Galea de Loano et Giuseppe Porro au sujet d'un canonicat établi en 1648 (31 mai 1791)
- le procès entre le couvent Sainte-Claire de Nice, Gioanna Domenica Guiglielmonti Garis et le clerc Pietro Magrotti au sujet du paiement d'un bien-fonds vendu par le monastère à ladite dame (11 juin 1791)
- le procès opposant la ville de Sospel et Pietro Gedda, adjudicataire de la boulangerie à Orazio Ainesi, associé de Gedda, au sujet d'un remboursement pour la baisse du prix du pain (8 décembre 1791)
- le litige entre l'université du Molinet et la ville de Sospel au sujet du droit des habitants du hameau de faire paître leurs troupeaux dans la bandite Linieras (21 décembre 1791)
- le procès entre la communauté de Villeneuve-d'Entraunes et le prieur de ce lieu, au sujet de l'établissement d'un vice-curé (3 mars 1792)

07/01/1780 - 21/09/1792

1 B 294 - 410 : Justice civile.- Procédures traitées directement au sénat

1 B 294

Dossiers de procédure concernant les affaires suivantes :

- un contrat de fidéjussion pris par Filippo Achiardi, père du capitaine Spirito, de Saint-Étienne pour Erigio Gianelli de Bersezio, dans la viguerie de Barcelonnette, envers le vassal Onorato Orsiero, seigneur de Marie et de Gilette, cette affaire comparue devant le préfet de Nice et puis en appel devant le sénat de Savoie, fut présentée à celui de Nice après son établissement (18 mars 1614), 1 cahier
- la condamnation prononcée par le sénat de Piémont obligeant Renato Berra, seigneur des Mujouls, à payer la quatrième partie de la dot de Camilla, épouse de Pietro Antonio Lascaris des seigneurs de Castellar, à Lazarino Doria de Riccio, seigneur de « Sottornone di Marseglia » et la quatrième partie du cens vendu par Geronima Pillo aux frères Cesare et Prospero Pretti de Menton (4 mai 1614), 4 cahiers
- le paiement d'un cens exigé par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Sireto Grosso, soldat du château (14 mai 1614), 1 registre
- la possession d'un banc dans l'église paroissiale de La Brigue réservé aux coseigneurs du lieu, dont Teodoro Lascaris voudrait l'exclusivité, en excluant son oncle Onorato, bien qu'il ait aliéné au capitaine Tosello de Limone sa portion de juridiction (9 juin 1614), 1 cahier
- le litige opposant la dame Peirona Auberta veuve de Matheo Isoardo de Barcelonnette à Spirito Audifredi du même lieu (procédure incomplète, l'affaire étant parue devant le sénat de Savoie qui conserva les actes) (8 juillet 1614), 1 cahier
- des blessures occasionnées par Pietro Zucone à Garino et inventaire des biens de Zucone, en vue peut-être d'une indemnisation (procédure incomplète parue d'abord devant le sénat de Piémont) (18 août 1614), 1 cahier
- le non-paiement de l'affermage des herbages concédé à Ottavio Barralis de Nice par la communauté d'Entraunes, se trouvant débitrice de vingt mille pièces d'or (4 décembre 1614), 1 cahier

- le respect du testament du capitaine Gaspero De Strada du 6 mars 1575, prévoyant l'érection d'une chapelle et le versement d'un service annuel au couvent Saint-Dominique de Nice, demandé par ledit couvent à l'héritier désigné, le capitaine Bartolomeo Alberti De Strada de Nice, contenant le testament sur parchemin (15 février 1618), 1 cahier
- une créance due par Arnolfo Fabri de Colomars, habitant à Sospel, au marchand de Nice Ludovico Testoris, contenant un contrat rédigé en provençal (6 septembre 1618), 1 cahier
- une créance due par Chatarina Cabriera de Nice à Davide Ottoberi du même lieu (9 février 1619), 1 cahier
- l'assignation en justice de tous les créanciers de la communauté de Tourrette parmi lesquels Pietro Portaniero des seigneurs de Sainte-Marguerite, Gioffredo Spinola de Genova (Gênes) et Carlo Andrea Grimaldi Richier des seigneurs de Tourrette, ordonnée par Cesare Pergamo, comte de Castiglione, conseiller d'État et président du sénat, afin de renégocier les contrats et cens contractés à des taux élevés (20 février 1619), 2 cahiers

18/03/1614 - 20/02/1619

1 B 295

Dossiers de procédure concernant les affaires suivantes :

- le prêt de soixante florins concédé en 1563 par Isoardo Galli de Lucéram à Emanuele Morraglia de Nice dont les filles d'Isoardo, Genebreta et Margherita réclament le paiement à Marino Isoardo et à Onorato Morraglia, héritiers d'Emanuele, affaire parue le 9 décembre 1606 devant Onorato Castelli, délégué par le prince de Savoie à la suite d'une requête présentée par les sœurs Galli (30 octobre 1620), 1 cahier
- la sauvegarde des biens de la dot demandée par Antonia épouse de Petrino Fabri, insinuateur de Saint-Étienne, à l'encontre d'Orazio Sazzio de Breil (16 novembre 1620), 1 cahier
- l'investiture, la reconnaissance et le droit de trézin pour une terre située à Magnan, dans la campagne de Nice, exigés par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Pietro Santino, contenant un acte de reconnaissance de 1561 (7 décembre 1620), 1 cahier
- une créance de 383 florins accordée par Flaminio Tonduti de Nice, en tant que cessionnaire de l'évêque de Glandèves, à Napoleone Drago des seigneurs de Bouyon et des Ferres (11 février 1621), 1 cahier
- une créance contractée par les frères Fighiera d'Èze, dont Giacobino, notaire, avec Antonio Rochione de Nice (26 juillet 1621), 1 cahier
- la propriété d'une terre faisant partie de la succession de Gio. Andrea Cristini contestée par Luiseta Milon et son mari Giovaneto Chiassi, tous d'Utelle (29 juillet 1621), 1 cahier
- la délégation spéciale instituée par Charles Emmanuel le 20 novembre 1621 attribuant aux sénateurs Carlo Ferrero et Gio. Raffaele De Ferraris, originaire de Cuneo, et aux avocats fiscaux généraux Antonio Barelli et Bartolomeo Baldoino et à Francesco Guglielmo Verano, vice-auditeur des galères, la charge de procéder à la reddition des comptes des communautés du comté de Nice, d'Oneglia (Oneille), de Maro et Prelà depuis 1595, se rendant sur place pour enquêter sur les fraudes, pécunats et malversations commises par des syndics, percepteurs et administrateurs des recettes des communautés, ainsi que sur les contrats illicites, simulés et à taux usurier qu'elles ou les particuliers auraient pu souscrire, afin de juger les responsables, contenant notamment la copie de l'acte de délégation de Charles Emmanuel, l'injonction aux administrateurs de La Brigue par le sénateur De Ferraris les sommant de présenter les livres comptables, l'ordonnance de la viguerie de Sospel désapprouvant le contrôle en cours et les actes de protestation et d'appel des syndics et des membres du conseil général de la viguerie invoquant leurs anciens privilèges (14 janvier 1622), 2 cahiers
- un prêt de 150 doublons d'or d'Espagne concédé par Gio. Battista Laugiero de Sospel à Gio. Ludovico Lantero de La Brigue (31 janvier 1622), 1 cahier
- la propriété d'un moulin sis dans le quartier Longchamp de Nice revendiquée par le couvent Saint-Dominique et contestée par Bartolomeo Tonduti des seigneurs de Falicon (31 mai 1622), 1 cahier
- une créance de 525 florins due à Orazio Caissotto de Nice, habitant à Torino (Turin) par Pantaleone Lodi de la même ville (4 juin 1622), 1 cahier
- l'application d'une transaction du 2 mars 1554, selon laquelle le jour de la Saint-Valentin les particuliers de la communauté des Ferres choisissaient trois hommes pour remplir les fonctions de baile et de syndics et le baile avait la faculté de nommer un lieutenant obligé de prêter serment, revendiquée par la communauté et contestée par Napoleone Drago, seigneur de Bouyon et des Ferres (2 août 1622), 1 cahier
- des créances d'une valeur de 949 florins dues par la communauté de Roccasparviera aux secrétaires du sénat Masino et Ricordi pour frais judiciaires (23 septembre 1622), 1 cahier

30/10/1620 - 23/09/1622

1 B 296

Dossiers de procédure concernant les affaires suivantes :

- la sauvegarde des biens de Margarita Signoret entreprise par son mari Giacomo David à l'encontre de Paolo Signoret et de la succession de Francesco Gastaud, tous de Saint-Paul dans la vallée de Barcelonnette (6 avril 1623), 1 cahier
- la propriété d'une terre ou « graviera » achetée par Guglielmo Berardo à la communauté d'Aisone, contestée par Bruno Spina, Giacomino Isoardo et Romano Maurello, tous d'Aisone (6 juillet 1623), 1 cahier
- les émoluments d'une valeur de 1134 florins dus à Giovanni Ricordi et à Vespasiano Masino, en tant que fermiers du secrétariat du sénat, par les particuliers et la communauté de Roccasparviera à la suite d'une cession faite par Giuseppe Marchesano, seigneur de Coaraze et de Roccasparviera, après avoir obtenu une sentence de condamnation de la communauté (5 août 1623), 1 cahier
- le partage des dîmes reçues par le chapitre de la cathédrale de Nice demandé par le procureur de la mense épiscopale, Onorato Langhe, s'apprêtant à faire défoncer les portes des magasins où elles étaient entreposées pour se les procurer, en dépit de l'opposition des chanoines du chapitre qui avaient fait appel au Saint-Siège (8 août 1623), 2 cahiers
- le paiement de cens demandé par l'économiste du couvent Saint-Dominique de Nice à la communauté de Sainte-Agnès (13 avril 1624), 1 cahier
- l'injonction de payer 4 000 mille florins prononcée par la Chambre des comptes à l'encontre de Giacomo Francesco Giaucelletto, ancien fermier du secrétariat du sénat et de son garant Gio. Battista Caisotto à l'instigation du secrétaire et trésorier Vespasiano Masino, son successeur, pour un paiement de la totalité de la somme prévue pour la ferme du secrétariat, causé par l'introduction d'un nouveau tarif et par l'inhibition concédée par le prince de Savoie en faveur de la ville et du comté de Nice et des vallées d'Oneglia (Oneille) et Barcelonnette (20 mai 1624), 1 cahier
- la promesse de payer 300 écus d'or d'Italie faite par Francescheta Thaone à sa fille Francesca lors de son mariage avec Ludovico Testoris et non respectée par Benedetto Thaone, son héritier universel (8 juin 1624), 1 cahier
- un prêt de 600 florins accordé au taux de 10% par Onorato Galli de Lucéram à Antonio Barraia, affaire parue devant le sous-délégué Bernardino Barralis (28 septembre 1624), 1 cahier
- un procès en révision opposant les frères Guiglioni à Battista et Angelletto père et fils Raibaldi, tous du comté de Prelà (incomplet) (3 janvier 1625), 1 cahier
- un reliquat de 3191 livres réclamé par le procureur patrimonial de Sa Majesté à Orazio Caissotto, à Ludovico de Bartholomeis, à Clemente Gubernatis et à Francesco Regis de Nice, tous fermiers du droit de villedfranche, pour l'arrentement de ce droit et la reddition des comptes, contenant en particulier la copie du 5 février 1614 des lettres patentes du duc Charles Emmanuel entérinée par la Chambre des comptes de Torino (Turin), accordant à Orazio Caissotto la ferme du droit de villedfranche pour la période 1er janvier 1614 - 31 décembre 1618 pour la somme de 8000 écus d'or d'Italie en remplacement du Génois Alessandro Cedevolpe, des pièces comptable relatives à l'arrentement de 1614 à 1619, des actes judiciaires de 1633 opposant Orazio Caissotto à Ludovico Borgondi, percepteur de la poste et banque de Sospel, chargé pendant ces années de rendre compte de la perception du droit de villedfranche et Orazio Caissotto à Agostino Lascaris à la suite d'un négoce de toilerie achetées en Allemagne et revendues en Espagne (4 juin 1625), 1 registre et 1 cahier

08/08/1623 - 04/06/1625

1 B 297

Dossiers de procédure concernant les affaires suivantes :

- un reliquat de 3191 livres réclamé par le procureur patrimonial de Sa Majesté à Horazio Caissotto, à Ludovico de Bartholomeis, à Clemente Gubernatis et à Francesco Regis de Nice, tous fermiers du droit de villedfranche, pour l'arrentement de ce droit et la reddition des comptes, contenant en particulier la copie du 5 février 1614 des lettres patentes du duc Charles Emmanuel entérinée par la Chambre des comptes de Torino (Turin), accordant à Orazio Caissotto la ferme du droit de villedfranche pour la période 1er janvier 1614 - 31 décembre 1618 pour la somme de 8000 écus d'or d'Italie en remplacement du Génois Alessandro Cedevolpe, des pièces comptable relatives à l'arrentement de 1614 à 1619, des actes judiciaires de 1633 opposant Orazio Caissotto à Ludovico Borgondi, percepteur de la poste et banque de Sospel, chargé pendant ces années de rendre compte de la perception du droit de villedfranche et Orazio Caissotto à Agostino Lascaris à la suite d'un négoce de toilerie achetées en Allemagne et revendues en Espagne (4 juin 1625), 3 registres

04/06/1625

1 B 298

Dossiers de procédure concernant les affaires suivantes :

- une créance de 1450 livres due par Francesco Claretti à Gio. Battista Caissotto, tous de Nice (10 septembre 1625), 1 cahier
- la restitution de la dot demandée par les frères Pastorelli de La Brigue à Filiberto Gastaldo, beau-père de leur sœur Domenenghina, étant donné le décès de cette dernière (18 septembre 1625), 1 cahier

- la donation d'un cens annuel faite par le moine Maurizio Solaro, de son vrai nom Gio. Bartolomeo, fils du marchand Claudio Solaro, réclamée par le couvent Saint-Dominique de Nice aux héritiers dudit frère, contenant une décision imprimée de H. M. Vivaldi (9 novembre 1625), 1 cahier
- l'assignation en justice de tous les créanciers de la ville de Nice, parmi lesquels Imperiale Grimaldi de feu Claudio, seigneur de Gattières et les époux Andrea et Francesca Claretti, ordonnée par le procureur du trésor afin de renégocier les contrats et cens contractés à un taux élevé, en vertu de l'édit du 1er décembre 1623, contenant également les actes judiciaires entre le capitaine Andrea Claretti, Imperiale Grimaldi et les Pères de la Compagnie de Jésus de Nice concernant une saisie de biens en paiement de créances dues à Claretti pour la dot de Francesca Grimaldi, son épouse (23 janvier 1626), 1 registre
- une créance de 700 florins dus au marchand Martino Castelli par Antonio Boiero, tous de Nice (18 août 1626), 1 cahier
- le paiement des dîmes demandé par le prévôt de Glandèves et le vicaire de Tourrette-Revest aux particuliers de ce lieu, contenant notamment la copie d'un acte du 26 juin 1426 (4 septembre 1626), 1 cahier

10/09/1625 - 04/09/1626

1 B 299

Dossiers de procédure concernant les affaires suivantes :

- la possession de deux maisons cédées en bail emphytéotique par le vassal de Coaraze et de Roccasparviera Giuseppe Marchesano de feu Clemente à Francesco Franco, moyennant un service annuel, contestée par la communauté de Roccasparviera, contenant notamment un acte notarié du 10 novembre 1584 reçu par le notaire Giovanni Marro de Coaraze, concernant l'investiture d'une maison faite par le seigneur à la communauté (14 décembre 1626), 1 cahier
- le paiement d'une partie de la dot et la restitution des sommes prêtées pour s'établir en tant que boulanger dans le château de Nice demandée par Francesco Barbiero, en tant qu'administrateur des biens de sa fille Devota, à Bartolomeo Dolfo, son beau-père (10 mars 1627), 1 cahier
- des créances dues à Melchiorre Caissotti de feu Ludovico de Nice par des habitants de Rocchetta près de Dolceacqua, contenant les actes juridiques entre Melchiorre Caissotti et la communauté (5 mai 1628), 2 cahiers
- le paiement de services pour la possession de jardins et maison réclamé par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Tommaso Vercelli, commissaire de guerre (29 décembre 1628), 1 cahier
- le prêt de 568 florins concédé à un taux élevé par Onorato Achiardi dell'Alpe à Claudio Arnaudo, seigneur de Méolans en Ubaye, dont le sieur Arnaudo demande la réduction en vertu de l'édit du duc de Savoie, Charles Emmanuel 1er, du 1er décembre 1623, affaire traitée par le sénat et des délégués du duc concernant l'exécution de l'édit pour le règlement des contrats (21 mai 1629), 2 cahiers
- la nomination d'un commissaire demandée au sénat par le secrétaire et trésorier Vespasiano Masino chargé de prendre des mesures d'exécution à l'encontre de la communauté de Roccasparviera en paiement de ses dettes (22 mars 1630), 1 cahier
- le paiement d'une créance contractée par la communauté d'Èze exigé par Carlo Andrea Grimaldi, coseigneur de Tourrette, et par les héritiers de Marco Antonio Galleano des seigneurs de Châteauneuf, contenant notamment un acte de 1597 reçu par le notaire Gio. Jacobo Masini de Nice, affaire traitée devant Gio. Battista Blancardi, premier lecteur de l'université de Torino (Turin), délégué du duc sur la réduction des contrats (25 juin 1630), 2 cahiers
- la propriété d'un terrain près du Var appartenant à l'avocat Antonio Paschiero et revendiqué par les frères et sœurs Suconi (16 juillet 1630), 1 cahier
- le paiement de la dot de Francesca Bontà demandé par son mari l'avocat Antonio Paschieri aux héritiers de Marco Bontà, son beau-frère, contenant en particulier une lettre en espagnol écrite par Ottavio Lanteri à Francesco Pascheri daté de Chiclana, près de Cadix, le 8 septembre 1629, (affaire incomplète), (14 août 1630), 1 registre
- le paiement de 25 écus d'or demandé par le capitaine Claudio Costantino à Domenico Costantino des seigneurs de Châteauneuf (31 octobre 1630), 1 cahier
- le paiement d'un chargement de seigle et froment envoyé à Francesco Filippi et à Oddino Sassi de La Brigue, dû à Bernardo Tomatis (9 décembre 1630), 1 cahier
- la restitution d'une somme d'argent demandée par Raffaele Bensa de Nice à Giovanni Carlino (18 janvier 1631), 1 cahier
- la cession d'une créance de 2422 florins en or faite par Giovanni Ribotti à Agostino Audiberti de Puget due par la communauté de Villeneuve-d'Entraunes (1er février 1631), 1 cahier

14/12/1626 - 01/02/1631

1 B 300

Dossiers de procédure concernant les affaires suivantes :

- l'installation d'un nouveau meunier fait par le vassal Luciano Lascaris des seigneurs de Gorbio, en remplacement de celui choisi précédemment par Anna Francesca Isnardi de Nice et par la marquise de Riva, propriétaires de 13 parts sur 16 des moulins de Gorbio et coseigneurs dudit lieu (5 février 1631), 1 cahier

- le paiement d'une somme réclamé par les arbitres de Nice à Antonio Bonetto et à Bartolomeo Romagnano (11 mars 1631), 1 cahier
- le paiement du trézain pour l'achat d'un bien-fonds situé à Magnan, dans la campagne de Nice, demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à Massimino Brunengo (24 mars 1631), 1 cahier
- le paiement d'une créance requis par Donato Pellegrino à Francesca veuve de Benedetto Thaone (Thaon), tous de Nice, contenant des pièces produites dont l'inventaire après décès de Benedetto Thaone de 1625, des actes notariés des XVI^e-XVII^e siècles et des pièces en espagnol dont une attestation rédigée par un notaire de la ville de Collioure dans le comté de Roussillon du 20 février 1590 concernant la récupération d'une tartane tombée aux mains des Turcs (3 avril 1631), 1 registre et 2 cahiers
- la saisie de biens demandée par Corradino Regis à Bartolomeo Rolfo de Nice, en paiement d'un chargement de grains non payé (14 octobre 1631), 1 cahier
- une créance due par Francesca veuve de Benedetto Thaone (Thaon) di Sant'Andrea, en tant que tutrice de ses enfants, à son beau-frère Giovanni Lombardo d'Antibes (14 mars 1633), 1 cahier
- la réfection d'un mur servant de soutien aux canalisations des eaux allant du moulin de Carlo Andrea Grimaldi Richier, coseigneur de Tourrette, à un terrain appartenant à Giacomo Chiabauda seigneur dudit lieu, détruit par les crues du fleuve, contenant notamment un jugement de 1594 prononcé par le comte de Beuil Annibal Grimaldi (28 mai 1633), 1 cahier
- la saisie de biens appartenant aux sœurs Allaieta et Thoneta Aio demandée par le prêtre Folcheto Maiffredo en paiement d'une somme prêtée à leur oncle décédé, tous de Puget (23 juin 1633), 1 cahier
- la propriété d'une habitation située à Nice, derrière Sainte-Réparate, appartenant à Antonio Solaro, en tant que bien dotal de son épouse Barbara et contestée par Davide Ottobon (4 juillet 1633), 2 cahiers
- le paiement de 1164 ducats requis par Ludovico Berardi, trésorier général de la ville et du comté de Nice, à l'encontre de la communauté de Rocchetta près de Dolceacqua, cet argent dont le prince de Savoie avait fait don aux particuliers et à la communauté n'ayant pas été utilisé pour venir en aide aux pauvres, contenant notamment un rescrit signé par Victor Amédée 1er du 17 décembre 1633 (19 janvier 1634), 1 cahier
- le paiement d'une créance demandé par les sœurs Botti de Puget à Onorato Luponis (24 janvier 1634), 1 cahier

05/02/1631 - 24/01/1634

1 B 301

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- un legs de 1000 ducats laissés au couvent Saint-Dominique de Nice par Giulio Drago, en religion frère Pietro Paolo, économe dudit couvent, provenant de l'héritage de son père, non payé par son frère Pietro (24 avril 1634), 1 cahier
- une créance de 200 doublons d'Italie réclamée par la veuve Barbara Audoli à Annibale Lubonis, tous de Nice (13 mai 1634), 1 cahier
- une créance de 550 florins exigée par Orazio Caissotti à l'encontre du marchand Vincenzo Amico de Grasse, habitant à Nice (11 avril 1635), 1 cahier
- la saisie des récoltes d'un jardin appartenant à Giovanni Maiffredi de Puget, habitant à Jausiers dans le comté de Barcelonnette, équivalant à 36 florins, dus au collecteur de la taille Giovanni Michelis de Pierrefeu, habitant à Puget, envoyé de la ville de Nice (19 juin 1635), 1 cahier
- le paiement du prix du fief de La Caynée (Cainea) demandé par Claudio et Domenico Costantino à Francesco Costantino de Nice, contenant notamment les testaments de Carlo Costantino du 3 mai 1593 reçu par le notaire Filiberto Guigliotti et de Francesco Costantino, seigneur de La Caynée (Cainea) et de Saint-Jean-d'Aurèle du 10 août 1571, reçu par le notaire Isoardi Barralis (18 décembre 1635), 2 cahiers
- la propriété d'une terre située près de Maro, appartenant aux frères Bernardo et Gio. Antonio Abbo, contestée par la veuve Catarinetta Robino, par le médecin Gio. Battista Amei et par son fils (30 janvier 1636), 1 cahier
- le paiement du prix d'une terre, située dans la campagne de Nice demandé par Gio. Ludovico Rosso à Gio. Battista Revelli (5 mars 1636), 1 cahier
- des prêts concédés par Onorato Orsiero, seigneur de Marie et de Gilette, à Filippo Achiardi dell'Alpe en 1584, en 1593 et en 1616 soumis à des taux élevés, dont son descendant, le sénateur et préfet Filippo Achiardi, demande la réduction en vertu de l'édit du 1er décembre 1623, contenant en particulier un rescrit de Chrétienne de Savoie, affaire traitée par des délégués de la duchesse (10 mars 1636), 1 registre

24/04/1634 - 10/03/1636

1 B 302

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- un prêt de 700 écus d'or d'Italie concédé par Francesco Lascaris Castellar à Alessandro Pretti de Menton pour venir en aide à ses neveux Prospero et Cesare Pretti et dû par le capitaine Orazio Alberti de Sospel, neveu de Cesare Pretti, contenant un acte notarié du 15 juin 1598, reçu par le notaire Stefano Gaziello de Castellar et une partie de la procédure devant le podestat de Menton de 1637 (12 août 1636), 1 registre

- le paiement des sommes dues par le clavaire de Puget Gio. Andrea Michelis requis par Vespasiano Masino, secrétaire et trésorier du sénat habilité par le duc de Savoie à collecter l'argent pour payer les traitements des sénateurs (27 septembre 1636), 2 cahiers
- les sommes restant dues de l'affermage des banalités de la ville de Nice concédées à Antonio Daniele et réclamées à Giuseppe Rapetto, son héritier, par le secrétaire et trésorier du sénat Vespasiano Masino (5 janvier 1637), 1 cahier
- le respect d'un arrentement de terrains, granges et bois situés à Allos réclamé par Pietro Pascalis, notaire d'Allos et receveur du prince de Savoie pour le comté de Barcelonnette, à Giovanni Paulet, du même lieu (11 janvier 1637), 1 cahier
- le paiement d'une somme d'argent demandé par Jacques Jaubert de Barcelonnette à son frère Jean-Baptiste, insinuateur du même lieu (3 février 1637), 1 cahier
- les droits d'héritage réclamés par le capitaine Claudio Rochione de Nice à Paolo Constantino (23 février 1637), 1 cahier
- le paiement de la dot exigé par Gio. Antonio Folco de Bezaudun à son beau-frère Giovanni Lautiero de Nice (13 mars 1637), 1 cahier
- la propriété d'une maison et d'un jardin sis à Castellar réclamée par Maria Blancarda et contestée par Giacomo Dellherba et Gianeto Gaziello (30 juin 1637), 1 cahier

12/08/1636 - 30/06/1637

1 B 303

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une créance de 30 ducats due par Antonio Galli à Ludovico Barralis, de Lucéram (18 novembre 1637), 1 cahier
- le paiement d'une créance exigé par Orazio Caissotti à la communauté d'Èze (27 novembre 1637), 1 registre
- la saisie de biens réclamés par les secrétaires du sénat Masino, Ricordi et Constantino à l'encontre de la communauté de Roccasparviera en raison de créances non payées (13 décembre 1637), 1 cahier
- le paiement d'annuités de cens sur une maison sise au Cros d'Utelle et vendue en 1634, demandé par le vendeur Francesco Pascheri à l'acquéreur Ludovico Bove d'Utelle (22 janvier 1638), 1 cahier
- le paiement d'écus d'or d'Italie demandé par l'économiste du couvent Saint-Dominique de Nice à la communauté de Roquebillière, contenant également la procédure d'un contentieux entre ledit couvent et la communauté débutée le 19 novembre 1635 (4 février 1638), 2 cahiers
- la saisie de loyers de deux maisons situées à Nice, demandée par Orazio Caissotto, créancier de Giambattista Caissotti, et contestée par son frère, le comte et référendaire Francesco Caissotti (17 février 1638), 1 cahier
- la liquidation des créances demandée par la communauté d'Allos en raison de son endettement et de sa pauvreté et autorisée par la duchesse Chrétienne de Savoie par le biais d'un délégué du sénat, envoyé sur place et chargé de convoquer tous les créanciers, dont Scipione Achiardi, seigneur de l'Alpe, et de les positionner en fonction de leurs titres (14 mars 1638), 1 cahier
- la résiliation d'un contrat d'affermage d'un bien-fonds avec maison, situé à Allos, concédé par le notaire Cesare Besson de Barcelonnette à Lorenzo Allegre à la suite de dégâts causés et du non-paiement de la redevance (14 avril 1638), 1 cahier
- le paiement d'un service annuel sur un bien-fonds situé à Magnan, dans la campagne de Nice, demandé par le couvent Saint-Dominique au notaire Ludovico Giraud (15 mai 1638), 1 cahier
- le paiement d'une somme d'argent demandé par l'économiste du couvent Saint-Dominique de Nice au trésorier ducal Ludovico Berardi (21 juillet 1638), 1 cahier
- une créance de 800 écus d'or d'Italie due à l'avocat Onorato Leotardi de Nice par Onorato Orsiero, seigneur de Gilette et réclamée à la communauté de Bonson, débitrice du seigneur de Gilette (9 septembre 1638), 1 cahier
- le paiement du prix de la vente d'une maison, située à Utelle, réclamé par Antonio Malaucena à Alessandro Morello (14 octobre 1638), 1 cahier

18/11/1637 - 14/10/1638

1 B 304

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une somme d'argent due sur une maison et four situés à la Condamine, demandé par le couvent Saint-Augustin de Nice, à l'occupant de cette maison, Francesco Auda (10 novembre 1638), 1 cahier
- le paiement de cens sur une maison située dans le quartier de Lymphia exigé par Ludovico et Giambattista Barralis à Orazio Caissotti (9 février 1639), 1 cahier
- la saisie de biens meubles et immeubles appartenant au vassal Gio. Battista Sandigliano demandée par Orazio Caissotti, dans une procédure l'opposant au comte Gio. Battista Caissotti (19 février 1639), 1 cahier
- la propriété et la jouissance des biens appartenant aux frères Savorrini contestées par Giovanni et Giometa Leonzi et Camilla Berengara, tous de Bouyon (10 mars 1639), 1 cahier

- les créances dues par Gioanna Baldoino épouse Allavena de Nice, habitant à Perinaldo, en qualité d'héritière du prieur et chanoine de la cathédrale Melchiorre Baldoino, à Anna Maria épouse Castelli, contenant notamment l'inventaire après décès du 7 mars 1618 de Melchiorre Baldoino, dont sa bibliothèque (8 mai 1639), 1 cahier
- le paiement d'une créance de 2700 florins demandé par Margherita Cuneo veuve Lodi à l'encontre de Claudina veuve Virello et épouse Lea de Nice (18 juillet 1639), 1 cahier
- le paiement de lods, trézain et service annuels demandé par l'économiste du couvent Saint-Dominique de Nice et le recteur de la corporation de la Très-Sainte-Vierge du Rosaire existant dans l'église du couvent à Emanuele Aschiero et à Antonio Gapeani possédant un bien-fonds situé à la Conque, dans la campagne de Nice, relevant de ladite corporation, contenant notamment un acte de reconnaissance de 1582 reçu par le notaire Pietro Villaris de Nice (19 octobre 1639), 1 cahier
- la saisie des biens appartenant à Filippo Achiardi ayant cautionné pour un tiers un prêt de 200 crozons fait à Camillo Trucho (Truco) en compagnie du vassal Pietro Martini à qui il demande la restitution des deux tiers de la somme (7 novembre 1639), 1 cahier
- un cens annuel de 72 florins souscrit en septembre 1615 et réclamé par Onorato Leotardi, docteur en droit, de Nice, à la communauté de Bonson, assistée par le procureur général du trésor et des communautés, affaire traitée par le délégué Filiberto Rica, sénateur et avocat des pauvres au sénat de Piémont, en vertu de l'édit de 1623 sur la réduction des contrats (15 novembre 1639), 1 cahier
- les dettes dues par l'ancien syndic Franchino Barucchi à la communauté de La Brigue, affaire déléguée au sénateur Antonio Orazio Vercellis (29 novembre 1639), 1 cahier
- le paiement du prix d'une maison vendue par le capitaine Claudio Ainesi de Puget à Nicola Faraud et exigé par son fils Giovanni (28 janvier 1640), 1 cahier
- le non approvisionnement de la viande pour les abattoirs, contesté par la ville de Nice à Anfosso Sosterra, à Domenico Ferrale et à Francesco Faraud, cause des troubles de la population et du manque à gagner pour la ville et le paiement des vacations demandé par Ludovico Cotto, commissaire délégué par le sénat, à Anfosso et à Domenico Ferrale (9 juin 1640), 2 cahiers
- la révision d'une sentence rendue par le sénat dans un litige opposant les frères Fighiera d'Èze à Francesco Peyre, affaire déléguée au premier président du sénat Nicolo' Losa, au second président Carlo Ferrero et aux sénateurs Vercellis et Vivaldo en vertu de l'édit de 1623 sur la réduction des contrats (1er juillet 1640), 1 cahier
- la prise d'une tartane faite par un vaisseau aux ordres du capitaine catalan Francesco Lanzapiana, autorisé à faire la guerre de course par le roi d'Espagne, mais commandé par Giovanni Pochio, vendue avec son chargement et ses outillages à Villefranche au capitaine Carlo Laugerio et au patron Nicola Molino pour le prix de 225 pièces, dont les marins, tous catalans sauf Domenico Ninfo de Trapani, demandent le séquestre, en attendant le partage selon la coutume, pour empêcher Giovanni Pochio de les dépouiller, le capitaine Lanzapiana se trouvant en mer (22 octobre 1640), 1 cahier
- le paiement de créance exigé par la veuve Francescheta Fighiera à l'encontre de l'hoirie de Giambattista Caissotti (12 novembre 1640), 1 cahier
- le paiement du prix de vente d'une maison sise à Nice, exigé par la veuve Diana Mauro au boulanger Francesco Barbiero (20 novembre 1640), 1 cahier

10/11/1638 - 20/11/1640

1 B 305

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'acquiescement du prix de l'achat de peaux de veau effectué par Martino Castelli à Giaches Raffaelis de Nice, demandé à sa veuve Margherita Fulconis, contenant notamment l'inventaire après décès de 1637 de Martino Castelli (7 février 1641), 1 cahier
- une créance de 1000 florins concédée en 1614 par Bartolomeo Rosso, père de Giulio, à Martino Bermondi de Châteauneuf, contenant les « sommarii » des actes et des pièces produites, dont l'inventaire après décès de Bartolomeo Rosso du 2 mai 1618 (16 octobre 1641), 2 volumes

07/02/1641 - 16/10/1641

1 B 306

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'un cens demandé par le capitaine Claudio Constantino au vassal Bartolomeo Constantino des seigneurs de Châteauneuf (21 novembre 1641), 1 cahier
- le paiement de cens exigé par le couvent Saint-Dominique à l'encontre de la communauté de Tourrette (dossier incomplet) (25 novembre 1641), 1 cahier
- l'obligation de remettre à Gio. Ludovico Villaris, seigneur de Touët, une vigne située à Carras, territoire de Nice, imposée aux frères Francesco et Andrea Isoardi par une sentence du sénat du 6 septembre 1630 (30 avril 1642), 1 registre
- une créance exigée par l'insinuateur Antonio Testoris de La Tour à Gio. Antonio et Giambattista Malessena du même lieu (22 août 1642), 1 cahier

- le paiement du prix de l'aliénation du fief de La Caynée (Cainea) et de Saint-Jean-d'Aurèle demandé par Francesco Constantino à Domenico Constantino, docteur en droit, des seigneurs de Châteauneuf (16 février 1643), 1 cahier
 - le paiement d'un cens sur une maison sise rue de la Gabelle à Nice exigé par Orazio Caissotti à Camilla Leotardi, épouse du gouverneur du fort de Gilette (17 juin 1643), 1 cahier
 - une créance exigée par Ludovico Bianco de La Tour à Gioanneto Inghilbert de Tournefort, habitant à La Tour (23 juillet 1643), 1 cahier
 - la révocation d'une donation faite en 1632 par Giulia Constanzo d'Oneglia (Oneille) à son frère Gio. Francesco (13 novembre 1643), 1 cahier
 - la poursuite du litige opposant Orazio Caissotto aux héritiers d'Onorato Adrechio, contenant également les actes judiciaires entre Orazio Caissotto et le marchand de Nice Giovanni Calvini (15 décembre 1643), 1 cahier
 - le paiement d'une créance et d'une quantité de blé demandé à Antonio Foleo de Bouyon par l'avocat Giaches De Pratis, juge d'Entrevaux, en qualité de cessionnaire de l'avocat Stefano Autiero, fermier général des revenus de l'évêque de Glandèves (30 janvier 1644), 1 cahier
 - le paiement d'une créance de 70 florins exigé par Antonio Galli à Giovanni Blavet de Lucéram (11 février 1644), 1 cahier
 - la liquidation des dettes de la communauté de Roccasparviera avec citation de tous les créanciers, dont le baron de Coaraze Giuseppe de Marchisanis et collocation sur les biens et revenus de ladite communauté et, à défaut, sur ceux des particuliers, affaire confiée au sénateur Onorato Leotardi, baron de Sainte-Agnès sur délégation de la duchesse Chrétienne de Savoie (12 décembre 1644), 1 registre
- 21/11/1641 - 12/12/1644

1 B 307

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de la dot promise par Francesco Barbiero, boulanger à Nice, demandé par sa fille Devota, épouse de Marco Antonio Auzello, contenant la description du trousseau (4 mars 1645), 2 cahiers
- le partage de l'héritage du boulanger Francesco Barbiero demandé par sa fille Devota épouse Auzello à Margherita Crava, dernière épouse de Francesco Barbiero, contenant un inventaire après décès du 12 septembre 1645 des biens et de la boulangerie (13 avril 1645), 2 cahiers et 4 pièces
- le paiement d'une créance demandé par le capitaine Filippo Bonifacio de Nice, gouverneur de Sigale, à l'encontre d'Antonio Ribotti de Puget et de ses héritiers (3 cahiers)
- le paiement d'un viager légué par Bartomainetta Richelmi, demandé par Stefano Rochione, père dans le couvent Saint-Dominique de Nice, à son frère Gio. Francesco Rochione, héritier universel, affaire déléguée au sénateur Albertino Provana par Madame Royale (29 janvier 1646), 1 cahier
- le paiement d'annuités de cens reçus de Lucrezia Caravadossi, demandé par le contrôleur général Ludovico Car, en qualité de mari de Francesca Caravadossi, fille de Lucrezia, à la ville de Nice, contenant des copies d'ordonnances du Conseil de la ville du 2 septembre 1618 et du 20 janvier 1619 et d'une ordonnance prise par les syndics concernant la pénurie des grains et l'achat de céréales effectué à Arles et dans le Dauphiné (5 août 1646), 1 cahier
- le maintien de la possession de l'hoirie du vassal Leonardo Galleano demandé par sa veuve Leonora, contenant l'inventaire après décès du prêtre Vincenzo Galleano, affaire déléguée au sénateur Albertino Provana (10 mars 1647), 1 cahier
- une créance due par la communauté d'Èze au sénateur Michelangelo Lascaris Richier (Riquier) et à son épouse Anna Francesca, contenant également les actes du litige opposant Carlo Andrea Grimaldi et Lazaro Gallean à ladite communauté de 1636 (24 avril 1647), 1 registre et 1 cahier

04/03/1645 - 24/04/1647

1 B 308

Dossier de procédure relatif au partage, puis liquidation, des biens soumis à fidéicommiss, faisant partie de la succession de Bartolomeo Rosso (Rossi) des seigneurs de Châteauneuf, revenus à son fils Antonio après le décès de son autre fils Stefano, demandé par Giulio, leur frère, poursuivi par Francesca, la fille de ce dernier, mariée à Gio. Francesco De Orestis, avocat et préfet de Barcelonnette et repris d'une part par leur fils Bartolomeo De Orestis et d'autre part par Giusto, Antonio, Maria Maddalena et Margherita frères et sœurs Rossi, par Lucrezia Maria Rossi épouse Martini et par Giulio Cesare et Lucrezia Richelmi, héritiers d'Antonio et Stefano Rossi.- Suppliques, copies d'actes notariés, ordonnances, sentences, auditions de témoins, notes comptables, actes de comparution et de tutelles, contenant en particulier les listes des biens meubles et immeubles appartenant aux Rosso di Castelnuovo et passés aux De Orestis, dont l'énumération des titres de créance, des particuliers et communautés débiteurs et la description d'une « blancarica » (tannerie), ainsi que les copies de billets des princes de Savoie et un décret, signé par Charles Emmanuel du 19 juin 1738, permettant à la veuve Richelmi de produire d'autres documents malgré la clôture des délais légaux (14 octobre 1647), volume 1 des actes judiciaires, allant de 1647 à 1656

14/10/1647

- 1 B 309** Dossier de procédure relatif au partage, puis liquidation, des biens soumis à fidéicommiss, faisant partie de la succession de Bartolomeo Rosso (Rossi) des seigneurs de Châteauneuf, revenus à son fils Antonio après le décès de son autre fils Stefano, demandé par Giulio, leur frère, poursuivi par Francesca, la fille de ce dernier, mariée à Gio. Francesco De Orestis, avocat et préfet de Barcelonnette et repris d'une part par leur fils Bartolomeo De Orestis et d'autre part par Giusto, Antonio, Maria Maddalena et Margherita frères et sœurs Rossi, par Lucrezia Maria Rossi épouse Martini et par Giulio Cesare et Lucrezia Richelmi, héritiers d'Antonio et Stefano Rossi.- Suppliques, copies d'actes notariés, ordonnances, sentences, auditions de témoins, notes comptables, actes de comparution et de tutelles, contenant en particulier les listes des biens meubles et immeubles appartenant aux Rosso di Castelnuovo et passés aux De Orestis, dont l'énumération des titres de créance, des particuliers et communautés débiteurs et la description d'une « blancarica » (tannerie), ainsi que les copies de billets des princes de Savoie et un décret, signé par Charles Emmanuel du 19 juin 1738, permettant à la veuve Richelmi de produire d'autres documents malgré la clôture des délais légaux (14 octobre 1647), volumes 2 et 3 des actes judiciaires, allant de 1656 à 1673 et de 1674 à 1758
- 14/10/1647
- 1 B 310** Dossier de procédure relatif au partage, puis liquidation, des biens soumis à fidéicommiss, faisant partie de la succession de Bartolomeo Rosso (Rossi) des seigneurs de Châteauneuf, revenus à son fils Antonio après le décès de son autre fils Stefano, demandé par Giulio, leur frère, poursuivi par Francesca, la fille de ce dernier, mariée à Gio. Francesco De Orestis, avocat et préfet de Barcelonnette et repris d'une part par leur fils Bartolomeo De Orestis et d'autre part par Giusto, Antonio, Maria Maddalena et Margherita frères et sœurs Rossi, par Lucrezia Maria Rossi épouse Martini et par Giulio Cesare et Lucrezia Richelmi, héritiers d'Antonio et Stefano Rossi.- Suppliques, copies d'actes notariés, ordonnances, sentences, auditions de témoins, notes comptables, actes de comparution et de tutelles, contenant en particulier les listes des biens meubles et immeubles appartenant aux Rosso di Castelnuovo et passés aux De Orestis, dont l'énumération des titres de créance, des particuliers et communautés débiteurs et la description d'une « blancarica » (tannerie), ainsi que les copies de billets des princes de Savoie et un décret, signé par Charles Emmanuel du 19 juin 1738, permettant à la veuve Richelmi de produire d'autres documents malgré la clôture des délais légaux (14 octobre 1647), volumes 2 et 3 de pièces produites, allant de 1641 à 1672
- 14/10/1647
- 1 B 311** Dossier de procédure relatif au partage, puis liquidation, des biens soumis à fidéicommiss, faisant partie de la succession de Bartolomeo Rosso (Rossi) des seigneurs de Châteauneuf, revenus à son fils Antonio après le décès de son autre fils Stefano, demandé par Giulio, leur frère, poursuivi par Francesca, la fille de ce dernier, mariée à Gio. Francesco De Orestis, avocat et préfet de Barcelonnette et repris d'une part par leur fils Bartolomeo De Orestis et d'autre part par Giusto, Antonio, Maria Maddalena et Margherita frères et sœurs Rossi, par Lucrezia Maria Rossi épouse Martini et par Giulio Cesare et Lucrezia Richelmi, héritiers d'Antonio et Stefano Rossi.- Suppliques, copies d'actes notariés, ordonnances, sentences, auditions de témoins, notes comptables, actes de comparution et de tutelles, contenant en particulier les listes des biens meubles et immeubles appartenant aux Rosso di Castelnuovo et passés aux De Orestis, dont l'énumération des titres de créance, des particuliers et communautés débiteurs et la description d'une « blancarica » (tannerie), ainsi que les copies de billets des princes de Savoie et un décret, signé par Charles Emmanuel du 19 juin 1738, permettant à la veuve Richelmi de produire d'autres documents malgré la clôture des délais légaux (14 octobre 1647), volumes 4 et 5 de pièces produites, allant de 1652 à 1674
- 14/10/1647
- 1 B 312** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- le paiement des loyers d'une boutique demandé par Orazio Caissotti à Annibale Alberto de Nice (20 novembre 1647), 1 cahier
 - le partage des biens entre les frères Obertino et Giovanni Berengaro donnant lieu à contestation, le second prétendant que les biens revenant à Obertino étaient soumis à fidéicommiss (28 mai 1648), 1 cahier
 - une créance due par Onorato Torre à Giaches Autiero, tous de Puget (26 septembre 1648), 2 cahiers
 - l'occupation d'une montagne dite « Val forana » par Scipione Achiardi des seigneurs de l'Alpe, de Saint-Étienne, dont la communauté de Saint-Dalmas-le-Selvage réclame la propriété et la restitution, contenant des actes de 1564, 1570 et 1573 reçus par le notaire Giovanni Achiardo, les dépositions des bergers de Signes, de Marseille et de Saint-Martin-d'Entraunes et une sentence du sénat de Piémont de 1564 dans une affaire entre les communautés de Saint-Étienne et Saint-Dalmas-le-Selvage concernant la propriété dudit lieu, affaire déléguée au sénateur Onorato Leotardi (13 octobre 1648), 2 cahiers

- le paiement d'un cens réclamé à la communauté de La Bollène par les frères Barelli, fils du sénateur et avocat fiscal général Antonio Barelli, contenant le procès-verbal du parlement de La Bollène du 23 février 1648 portant ratification de l'engagement entre la communauté et les frères Barelli (3 mars 1649), 1 cahier
- des créances dues par l'avocat Gio. Ludovico Bres, habitant à Tourrettes en Provence, à Onorato Orsiero, comte de Gilette et l'interdiction faite à Giovanni Bianchi de payer ses dettes audit Bres (25 novembre 1649), 1 registre
- les actes exécutoires demandés par Giovanni Blavetto de Nice à l'encontre du contrôleur Ludovico Car, condamné par sentence du sénat au paiement de la lesde, confiés au notaire Gio. Francesco Pegliasco (29 novembre 1649), 1 cahier
- le paiement d'une créance demandé par Orazio Caissotti à Onorato Teresa de Nice (11 janvier 1650), 1 cahier
- le paiement de cens exigé par le chapitre de la cathédrale à l'encontre de la ville de Nice pour payer le maître de chapelle et l'organiste (29 mars 1650), 1 cahier
- le paiement d'annuités de cens demandé par le vassal Amedeo Dal Pozzo à la communauté de Puget (26 octobre 1650), 1 cahier
- une créance due par la communauté de Tende au moine Nicola Clerico du couvent Saint-Augustin de Nice pour des prêches de Carême (9 janvier 1651), 1 cahier

20/11/1647 - 09/01/1651

1 B 313

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de cens exigé par le vassal Luigi Galleani di Castelnuovo à Luigia Cantona et à sa fille Pirineta mariée à Marco Antonio Dalubaris (14 octobre 1651), 1 cahier
- le paiement des dîmes de Pierrefeu réclamé par le mandataire de l'évêque de Glandèves à Gioaneto Augiero (29 décembre 1651), 1 cahier
- la construction d'un mur voulue par le trésorier Carlo Robini et exécutée avec l'assistance de l'ingénieur Gio. Andrea Ghiberto à côté de la propriété d'Obertino Berengaro, ne suivant pas le tracé précédant, dossier incomplet (1651), 1 cahier
- le paiement d'une somme due par la veuve Ippolita Vachieri en tant que propriétaire à Èze, désignée pour honorer une partie de la dette contractée par ladite communauté avec Michelangelo Lascaris et son épouse Anna Francesca (16 janvier 1653), 1 cahier
- le paiement d'une créance demandé par Andrea Barralis et le secrétaire du sénat Vespasiano Masino à Clemente Faraudo de L'Escarène (14 février 1653), 1 cahier
- la parution de tous les créanciers et la confection de l'inventaire des biens ayant appartenu au vassal Cosimo Portaniero demandées par son fils le vassal Claudio, juge de Puget (5 mai 1653), 1 cahier
- les dettes contractées par Agostino Papone et réclamées à sa mère Margherita Comba veuve Papone par les créanciers, dont Onorato Pignone, tous de Puget, dans un procès délégué par le sénat au juge de Puget, Agostino Caissotti (14 juin 1653), 1 cahier
- le remboursement d'une créance accordée en 1621 par l'avocat Pietro Barelli de La Bollène aux époux Marconi du même lieu et gagée sur leur maison, exigé à leur fils Guglielmo, absent du pays et à Ludovico Portale de Lantosque, acquéreur de ladite maison (29 avril 1654), 1 cahier
- le paiement d'une créance contractée en 1618 par Ludovico et Stefano Solieri de Lantosque et exigé de leurs héritiers par Antonio Galli (8 juin 1654), 1 cahier
- la propriété de biens immeubles situés à Utelle revendiquée par le tailleur Giacomo Chiaisso à l'encontre de Margherita Chais et de Giovanni Daideri (4 septembre 1655), 1 cahier
- le paiement du loyer d'une maison, située près du puits de la gabelle à Nice, demandé par le couvent Saint-Dominique à l'encontre de Ludovico Peirani (11 mars 1656), 1 cahier
- une créance due par Giorgio Imberto à Francesco Pascheri à la suite d'une commande de satin noir acheté à Genova (Gênes) (15 mars 1656), 1 registre
- la propriété d'une terre, située à la Conque, dans la campagne de Nice, revendiquée par Gio. Stefano Durante à Devota Barbiero (8 juin 1657)

14/10/1651 - 08/06/1657

1 B 314

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une somme d'argent due par Pietro Laugerio des seigneurs de Châteauneuf au sénateur Michelangelo Lascaris Castellar et à son épouse Anna Francesca Grimaldi Richieri après avoir perçu les redevances et créances des fermiers et débiteurs communs de Tourrette (15 juin 1657), 1 cahier
- le paiement d'un legs promis par Antonio Bonetto au couvent Saint-Dominique de Nice et demandé à son fils, l'avocat Vittorio (18 juillet 1657), 1 cahier
- le paiement d'une redevance annuelle due par le comte de Beuil à l'évêque de Glandèves pour les dîmes des lieux de Péone, Beuil et Sauze, affaire déléguée par le sénat au notaire de Puget Antonio Ginesi (28 décembre 1657), 1 cahier

- la capture de Gaspard Maifred de Castellane, s'étant réfugié à Puget en raison d'une condamnation pour dette et le séquestre de ses biens meubles demandés par son créancier Antoine Giraudy, contenant des actes de la procédure engagée en France signés par Jean de Pontevès, grand sénéchal en Provence, et par Pierre Carsin, conseiller du roi, avec cachets à sec (26 mars 1658), 1 cahier
- la propriété de biens achetés par Ludovico Bovis, père des frères Giambattista et Andrea d'Utelle, à Francesco Pascheri de Nice, contestée par des tiers (26 août 1658), 1 cahier
- l'impôt exigé par la communauté de Roccasparviera des particuliers d'Utelle, possédant des biens sur son territoire, en paiement d'une créance due au secrétaire Cipriano Ricordi pour émoluments de sentences (7 septembre 1658)
- le paiement d'annuités de cens revendiqué par le chapitre de la cathédrale de Nice à l'encontre de la communauté de Peille, contenant une liste nominative des créanciers de la communauté de 1681 à 1698 avec l'indication des sommes dues et les actes entre la communauté et le chapitre de la procédure devant l'intendance générale de Nice de 1774 à 1781 (7 janvier 1659), 1 registre
- la restitution d'une somme d'argent trouvée, lors de l'épidémie de peste dans la maison de Silvestro Ruffi, par le chirurgien Angelo Viani et remise au vassal Alessandro Isnardi, demandée par Camilla, fille de Silvestro, aux filles du vassal décédé (23 janvier 1659), 1 cahier
- le paiement de la vente des bandites, terres gastes et fours effectuée par le sénateur Michelangelo Lascaris et son épouse Anna Francesca Grimaldi Richier au vassal Filippo Emanuele Chiabaudis, seigneur de Tourrette, demandé à Onorato Chiabaudis, résidant en Gascogne, après le décès de son frère (30 avril 1659), 1 cahier
- les annuités d'un cens établi en 1619 sur un bien-fonds situé à Caucade, dans la campagne de Nice, demandé par le couvent de la Visitation érigé sous le nom de Sainte-Marie, aux époux Morraglia, affaire déléguée au sénateur Blancardi et sous-déléguée pour l'exécution au docteur en droit Ludovico Vachiero (Vachieri) di Castelnuovo (22 juillet 1659), 1 cahier
- le paiement de dîmes demandé par l'évêque de Glandèves à l'encontre de Francesco Arnulfo du Mas et d'Onorato Tomeli de Sigale (20 novembre 1659), 1 cahier
- le paiement de cens dus par Onorato Baudo, originaire de Levens, habitant à Villefranche, au marchand de Nice Giovanni Berengaro (28 mai 1660), 1 cahier

15/06/1657 - 28/05/1660

1 B 315

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une créance due par Francesco Fighiera de Peille au marchand Gio. Michele Berengaro de feu Giovanni (28 mai 1660), 1 cahier
- l'acquiescement d'une créance due par Matteo Astier et sa mère de Touët de Beuil exigé par Gio. Antonio Gastaudo de Puget (5 janvier 1662), 1 cahier
- l'achat d'une maison avec terrain située dans le quartier du Temple, dans la campagne de Nice, effectué par le marchand niçois Francesco Maistre à qui l'ancien propriétaire Lorenzo Cotto interdit l'accès (13 février 1662), 2 cahiers
- le paiement d'une somme demandé par le couvent Saint-Dominique à l'insinuateur Cipriano Ricordi (5 juillet 1662), 1 cahier
- le prêt de 17 doublons d'or d'Italie accordé en 1648 par Giovanni Berengaro de Nice au médecin Camillo Gosmano pour des loyers d'une maison et boutique situées près de l'hôpital Sainte-Croix et exigé par son fils, le marchand Gio. Michele audit Camillo et à ses enfants de Villefranche (11 avril 1663), 1 registre
- le remboursement d'un prêt d'argent demandé par Stefano Berengaro de Nice aux frères Agostino et Clemente Amoretti d'Oneglia (Oneille), propriétaires d'un bateau de pêche, contenant également les actes judiciaires opposant Stefano Berengaro à Giacomo Martino de Falicon ayant fait l'objet d'une demande de révision rejetée (15 décembre 1663), 1 registre
- la propriété d'un bien-fonds situé dans le quartier de l'Abadie, dans la campagne de Nice, revendiquée par le Juif Isaac Samuel Avigdor à l'encontre du couvent Saint-Dominique (20 décembre 1663), 1 cahier
- le paiement de sommes dues par les héritiers de Roberto Regis, habitants d'Èze, au sénateur Michelangelo Lascaris et à son épouse Anna Francesca Grimaldi en vertu d'une créance de 1655 écus d'or concédée par les époux Lascaris à la communauté d'Èze, contenant aussi les actes opposant Carlo Grimaldi Richier (Riquier) à Antonio Giorgio Regis de 1636 (5 janvier 1664), 2 cahiers

13/02/1662 - 05/01/1664

1 B 316

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'un service annuel sur un bien-fonds situé aux Sagnes demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à Gio. Antonio Richiaut, contenant un acte du 31 mai 1605 reçu par le notaire Cristoforo Malaussena (8 février 1664), 1 registre
- le paiement du trézain pour la vente d'un bien-fonds situé dans le vallon de Saint-Pons exigé par le couvent Saint-Dominique de l'avocat fiscal général Antonio Flore (1er mars 1664), 1 cahier

- la succession du fief et de la juridiction de l'Alpe revenant à Alessandra Achiardi, fille de feu Carlo et descendante en ligne de primogéniture d'Onorato, mais contestée par Giulio Achiardi de feu Scipione, descendant d'une branche collatérale, contenant les lettres patentes du duc Charles Emmanuel de 1672 et 1673, affaire déléguée par le duc au président Giambattista Novarina et au sénateur Blancardi et ensuite, sur la requête de Giulio Achiardi, au premier président Bartolomeo Dalmazzone et aux sénateurs Peyrani et Garretto (3 avril 1664), 1 registre

- le paiement d'un prêt de 50 doublons d'or d'Espagne accordé en 1655 par le marchand de Nice Giovanni Berengaro, sur consigne d'Henri de Langlade, marchand de Lyon, à Gerardo Paschin (Pasquin) pour achever un petit jeu de paume et en bâtir un grand en dehors du pont de Nice, exigé par son fils Gio. Michele Berengaro, le marchand lyonnais étant devenu insolvable, contenant un acte signé par Isaac Cougnain, conseiller du roi à la sénéchaussée de Lyon, du 23 mai 1656 fait par Romain Thome, marchand de Lyon, sommant Henry de Langlade de payer les 50 pistoles (6 mai 1664), 1 registre

08/02/1664 - 06/05/1664

1 B 317

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une créance léguée par Anna Maurella au couvent Saint-Dominique et due par Filippo Allavena de Nice (13 août 1665), 2 cahiers

- le recouvrement d'une créance demandé par les veuves Camilla Maurello et Geronima Segurano de Nice à l'encontre de Ludovico Cavasso (1er septembre 1665), 1 cahier

- un prêt d'argent accordé en 1653 par Gio. Michele Berengaro à Gio. Francesco Toesca de Breil (31 janvier 1666), 1 cahier

- la possession d'une chapellenie érigée à Puget sous le titre de la Très-Sainte-Vierge-de-piété, détenue par le prêtre Antonio Rodairone et contestée par le notaire Antonio Ginesi (3 mars 1666), 1 cahier

- le paiement de sommes dues par les frères et sœur Dettat, habitants d'Èze et héritiers de Roberto Regis, au sénateur Michelangelo Lascaris et à son épouse Anna Francesca en vertu d'une créance de 1655 écus concédée par les époux Lascaris à la communauté (20 octobre 1666), 1 cahier

- le paiement de sommes dues par Francesco Berardo et Lucrezia Giacobi, habitant à Contes, au sénateur Michelangelo Lascaris en vertu d'une créance de 1655 écus concédée à la communauté d'Èze (19 janvier 1667), 1 cahier

- la propriété d'un terrain situé à l'Ariane, dans la campagne de Nice, appartenant à Angela Maria Galli et contestée par le prêtre Antonio Gosmano et par Isac Samuel Avigdor (12 décembre 1667), 1 registre

- le remboursement des sommes dues par les frères et sœurs Saissi, possédant des terres à l'Ariane, au sénateur Michelangelo Lascaris et à son épouse Anna Francesca Grimaldi Richier (Riquier), en vertu d'une créance de 1655 écus d'or concédée à la communauté d'Èze (4 octobre 1670), 1 cahier

- le paiement de sommes dues pour l'affermage des biens situés à Sauze et cédés au prieur de ce lieu Ludovico Trochia par le vassal de Faucon, coseigneur de Sauze, demandé par le cessionnaire à Maria Trochia et à son petit-fils (24 janvier 1671), 1 cahier

- la propriété d'un terrain couvert de bois, allant de Bellet jusqu'au Var, appartenant à Stefano Berengaro et revendiquée par Alessandro Alberti de Strada et d'autres particuliers habitant dans le quartier de Bellet s'adonnant à la coupe d'arbres (16 août 1671), 1 cahier

- la révision de la sentence rendue par le sénat le 7 septembre 1671 demandée par le vassal Geronimo et Gio. Agostino Peyre et Anna Maria Virella de Nice dans l'affaire les opposant au couvent Saint-Dominique, affaire déléguée au premier président Novarina et aux sénateurs Provana et Pallavicino (16 octobre 1671), 1 cahier

- le paiement de 14 doublons effectué par le lieutenant Gio. Ludovico Thaone au secrétaire du sénat Ricordi pour avoir la sentence dans le litige l'opposant à Donato Pellegrino de Sospel, dont il demande le remboursement à ce dernier en raison de la sentence (22 mars 1672), 1 cahier

13/08/1665 - 16/10/1671

1 B 318

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le partage de l'héritage d'un frère prêtre opposant Stefano Berengaro à son frère Andrea (15 avril 1672), 1 registre

- le paiement de créances requis par le sénateur Giacomo Portaniero di Santa Margherita à la communauté de Puget et aux frères Autrani (24 novembre 1672), 1 cahier

- la citation de tous les créanciers, dont Stefano Berengaro de Nice, devant Francesco Flaminio Tonduti, sénateur, avocat fiscal général patrimonial, préfet de Nice et juge ordinaire de Falcon, délégué par le sénat, demandée par Giacomo Martino (17 janvier 1673), 1 cahier

- la contestation de la sentence rendue par le sénat en 1647 dans un « giudizio di concorso » engagé par la communauté de Roccasparviera, afin de rembourser ses créanciers selon l'importance de leurs créances, par le vassal Giulio Cesare Marchesano exigeant d'être situé en position plus avantageuse que le comte Annibale Lea et à la veuve d'Antonio Pretti quant aux droits d'herbages et aux pâturages et au même niveau pour les autres sources de revenu (5 avril 1673), 1 cahier

- le paiement d'une somme d'argent et, à défaut, la saisie d'un bien-fonds situé dans le quartier de la Bastide, à savoir de la Buffa, demandé par Bartolomeo Davigo à Antonio Tallon et à Giambattista Davigo en raison de créances contractées en 1613 et 1621, affaire déléguée par le duc de Savoie au premier président du sénat de Piémont, le comte Giambattista Novarina di San Sebastiano, au comte Guglielmo Leone et à Domenico Balegno, sénateurs de ce sénat (13 avril 1673), 1 cahier
- le remboursement de créances demandé par le prêtre Alessandro Raibaudi, en tant qu'héritier de l'évêque de Glandèves Jean-Dominique d'Ithier, à Ludovico Noble et à la communauté de Tourrette-Revest, contenant la procédure devant le tribunal épiscopal de Puget avec le cachet à sec du vicaire général de Glandèves de 1671 (23 novembre 1673), 2 cahiers
- le paiement de 210 doublons imposé à Alessandra Achiardi dell'Alpe veuve du colonel Giuseppe Costanzo en faveur du colonel Napoleone Borriglione (2 mars 1674), 1 cahier
- le paiement d'une somme imposé par une sentence du sénat réclamé par Gio. Antonio Gastaudo de Puget aux héritiers d'Efisia Astier du Touët de Beuil (22 septembre 1674), 1 cahier

15/04/1672 - 22/09/1674

1 B 319

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di concorso » institué sur les biens de Francesco Sauvaigo par ses créanciers, dont le couvent Saint-Dominique de Nice (2 janvier 1675), 1 registre
- le paiement d'un service annuel demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Guglielmo Raibauda (31 mai 1675), 1 cahier
- l'achat d'une maison effectué par Simone Autran et contesté par Giovanni Allard de Puget, affaire déléguée par décision du sénat au juge de Puget Agostino Caissotti (21 août 1675), 1 cahier
- le paiement de cens provenant d'un prêt de 1450 florins, accordé en 1625 à la communauté de Coaraze, réclamé par l'avocat Gio. Ludovico Turato à ladite communauté et à Anna Francesca Grimaldi Richier, veuve Lascaris, dont le père Carlo Andrea en 1641 avait promis de rembourser une partie (31 octobre 1675), 4 cahiers

02/01/1675 - 31/10/1675

1 B 320

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une donation de trois doublons d'or d'Italie réclamé par le prêtre Onorato Berengaro de Nice à Caterina Tobia, veuve Berrona, de Villefranche et ensuite à Gioanna, veuve Papacino, sa belle-fille et héritière (14 février 1676), 1 registre
- le paiement d'un service annuel dû par Lucrezia Maria veuve Rainaudo au couvent Saint-Dominique et l'obligation de passer un acte de reconnaissance pour la possession d'un terrain dans le quartier Longchamp (20 mai 1676), 1 cahier
- une créance de 32 écus due par Gio. Battista Maifredi de Puget à Giovanni Trocchia de Sauze (6 novembre 1676), 1 cahier
- le paiement de la dot et une transaction sur l'héritage paternel, demandés par Gasparda Giosserandi, épouse de Renato Lautardi de Puget-Rostang, à Giuseppe Giosserandi, héritier d'Onorato, affaire déléguée à la médiation du lieutenant-juge dudit Puget (5 décembre 1676)
- la restitution en blé d'un prêt d'argent accordé par Pietro Authier de la Rochette dans le val de Chanant, habitant à Puget, à Giuseppe Luponis, non respectée par son fils Ludovico (5 janvier 1677), 1 cahier
- le paiement de cens annuels demandé par l'économiste du couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Giulio Cesare Bovis de Tourrette, en tant qu'héritier de son père le notaire Gio. Ludovico (18 janvier 1677), 1 cahier
- le paiement de 10 doublons d'Italie requis à Carlo Filippo Achiardi de feu Giuseppe Costanzo par Andrea Achiardi de feu Scipione, recteur de la chapelle de Sainte-Catherine située à Saint-Étienne, en vertu d'un legs fait à la chapelle par le colonel Spirito Achiardi en 1649, ancêtre de Carlo Filippo (28 janvier 1677), 1 cahier
- le paiement d'une somme d'argent demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à Antonio Masotto (14 octobre 1677), 1 cahier
- le paiement d'une somme réclamé par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Ludovico Cavasso (25 juin 1677), 1 cahier
- le prêt d'une somme de 68 livres accordé par le prêtre Lamberto Barelli, prieur de Peillon, au vassal Fabrizio Tondui, coseigneur de Peillon, pour la célébration des obsèques et de messes à la suite du décès de son épouse Marta di Berra (18 août 1678), 1 cahier
- le paiement de cens exigé par Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris au comte de Tourrette, Onorato de Chiabaudis, affaire déléguée au président du sénat Gio. Antonio Castelli, au second président Gaspare De Balbis, baron di Quart et au sénateur Francesco Amedeo Pallavicino comte di Perlo (31 août 1678), 1 cahier

- le non-respect de la convention, établie avec l'autorisation de la duchesse de Savoie entre le sénateur Michelangelo Lascaris et son neveu, le préfet Gio Battista Dalmazzo, prévoyant la cession de la charge de sénateur à la condition de payer audit Lascaris le traitement de sénateur et les « regalie » sa vie durant et à ses héritiers tous les mois de l'année de son décès, affaire déléguée, après recours de Dalmazzo à la duchesse de Savoie, au second président De Balbis, au sénateur Pallavicino et à l'auditeur général Gotio, le premier président Castelli ayant été récusé par suspicion, contenant les copies de l'autorisation donnée par la duchesse le 8 novembre 1675, de la prestation de serment du sénateur Dalmazzo du 22 février 1676, du recours de Dalmazzo et du rescrit de la duchesse du 4 mai 1679 dessaisissant le sénat de l'affaire (7 décembre 1678), 1 cahier

14/02/1676 - 07/12/1678

1 B 321

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une créance accordée par Andrea Turato à Carlo Andrea Grimaldi Richier en 1641 et réclamée par Gio. Ludovico Turato, son fils à Anna Francesca Grimaldi, fille de Carlo Andrea, veuve Lascaris (9 janvier 1679), 1 cahier

- le paiement d'un cens dû par le vassal Paolo Faraudi à la communauté de Puget, en vertu d'une sentence du sénat (14 avril 1679), 1 cahier

- l'acte de reconnaissance, l'investiture et le paiement des redevances et des trézains exigés à Giambattista Spinelli par Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris pour des biens-fonds situés à l'Ariane, sur le territoire d'Èze, soumis à sa seigneurie (1er septembre 1679), 1 cahier

- la convocation devant Agostino Caissotto, juge délégué de Puget, de tous les frères et sœurs issus d'un second lit et des ayants droit sur les biens et héritage de Giacomo Raibaudi, leur père, demandée par Marco et Giacomo Raibaudi, fils d'un premier lit, pour l'acceptation d'une transaction, contenant l'inventaire après décès de Giacomo Raibaudi de 1676 et des pièces comptables de l'hoirie (28 septembre 1679), 1 registre

- une créance exigée au capitaine Pietro Giais de Villars par Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris et par les sœurs Margherita, Camilla et Renea Lascaris, héritières de Michelangelo Lascaris (9 octobre 1679), 1 cahier

- la restitution de la dot, menacée par les dettes de son mari demandée par Onorata Colletta veuve Gastaud de Puget à ses enfants et aux créanciers ayant des droits sur la succession de son époux, affaire déléguée au juge de Puget et val de Saint-Étienne Pietro Onorato Pascalis (25 novembre 1679), 1 cahier

- la propriété de terres situées près d'Entraunes réclamée par le prêtre Onorato Tolosan, recteur de la chapellenie de Saint-Barthélemy, érigée dans l'église paroissiale de ce lieu, comme faisant partie de la dotation de ladite chapellenie et par des particuliers, contenant les actes judiciaires devant le tribunal épiscopal de Puget (11 mars 1680), 1 cahier

- le paiement d'une créance réclamé par le notaire de Puget Giovanni Trochia à Onorato et à Giovanni Colletti, père et fils, du même lieu (14 juin 1680), 1 cahier

09/01/1679 - 14/06/1680

1 B 322

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement des frais de sceau demandé par le secrétaire du sénat Guglielmo Prioris à la comtesse Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris pour la sentence obtenue dans le procès l'opposant à Giambattista De Andreis, seigneur de Bonson (20 juin 1680), 1 cahier

- le paiement d'un cens pour une maison sise à Nice et un bien-fonds situé sur le territoire de Contes réclamé par l'économiste du couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Giovanni et Francesca Castelli et de l'avocat fiscal général Gio. Francesco Baldoino (11 octobre 1680), 1 registre

- le paiement d'une créance de 100 écus demandé par le marchand en victuailles Onorato Maletto de Puget à l'encontre de Margherita Roubauda et de Giovanni Giauserrandi, mère et fils de Puget (22 novembre 1680), 2 cahiers

- la citation de tous les créanciers et ayants droit sur l'héritage du prêtre Emanuele Filiberto Car, décédé à Saint-Étienne, demandé par sa sœur Perineta épouse de l'avocat Paolo Achiardi, seigneur de l'Alpe, contenant l'inventaire après décès de Car, affaire déléguée au juge de Nice Onorato Rostagni (26 novembre 1680), 1 cahier

- l'exercice de l'office d'actuaire auprès du sénat revendiqué, après le décès d'Onorato Savornino, par le notaire Gio. Francesco Caissone prétextant l'avoir acheté de l'avocat Vittorio Bonetto, seigneur d'Aiglun, qui le détenait du prêtre Emanuele Filiberto Car, contesté par le patrimonial Giacobbi (2 janvier 1681), 1 cahier

- le refus de donner des informations sur les comptes financiers d'une madrague affermée en société, opposé par Onorato Illonza de Villefranche aux frères Stefano et Andrea Berengaro, marchands de Nice (6 mars 1681), 1 registre

20/06/1680 - 06/03/1681

- 1 B 323** Dossier de procédure relatif à la restitution d'un bien-fonds, situé dans le quartier de Lympia à Nice et gardé à titre de caution par Stefano Castelli pour se rembourser d'une dette contractée par Orazio Caissotti, demandé à Stefano Castelli et à Cesare Constantino par l'économe du couvent Saint-Dominique de Nice, en qualité d'héritier de Caissotti, contenant notamment les comptes du bien-fonds avec l'indication de la qualité et de la quantité des récoltes et des dépenses pour travaux effectuées entre 1645 et 1681, le testament en espagnol d'Andrea Capello fait dans la ville d'Ivissa (Ibiza?) en Espagne le 6 septembre 1614 et les copies des actes judiciaires des litiges opposant Orazio Caissotti à Onorato Adrechio et à Onorato Maglia, Orazio Caissotti à Agostino Lascaris, Gio. Battista Sandigliano et le comte Gio. Antonio Caissotti de Cuneo, Bartolomeo Castelli à Agostino Constantino et à Giulio Capello, Stefano Castelli à Camilla Lascaris, à Antonio et Onorato Lascaris et à Domenico Constantino des seigneurs de Château-neuf, Stefano Castelli à Orazio Caissotti (10 mars 1681), 2 registres et 2 cahiers
10/03/1681
- 1 B 324** Dossier de procédure relatif à la restitution d'un bien-fonds, situé dans le quartier de Lympia à Nice et gardé à titre de caution par Stefano Castelli pour se rembourser d'une dette contractée par Orazio Caissotti, demandé à Stefano Castelli et à Cesare Constantino par l'économe du couvent Saint-Dominique de Nice, en qualité d'héritier de Caissotti, contenant notamment les comptes du bien-fonds avec l'indication de la qualité et de la quantité des récoltes et des dépenses pour travaux effectuées entre 1645 et 1681, le testament en espagnol d'Andrea Capello fait dans la ville d'Ivissa (Ibiza) en Espagne le 6 septembre 1614 et les copies des actes judiciaires des litiges opposant Orazio Caissotti à Onorato Adrechio et à Onorato Maglia, Orazio Caissotti à Agostino Lascaris, Gio. Battista Sandigliano et le comte Gio. Antonio Caissotti de Cuneo, Bartolomeo Castelli à Agostino Constantino et à Giulio Capello, Stefano Castelli à Camilla Lascaris, à Antonio et Onorato Lascaris et à Domenico Constantino des seigneurs de Château-neuf, Stefani Castelli à Orazio Caissotti (10 mars 1681), 2 registres
10/03/1681
- 1 B 325** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- le paiement de la dot demandé par Anna Giuge veuve de Filippo Folco de Puget, en tant que tutrice de ses enfants, à Ludovico et à Onorato Garin de Rigaud, frères de Caterina, première épouse de Filippo Folco (17 mai 1681), 2 cahiers
 - la propriété de biens faisant partie de l'hoirie de Giacomo Salvatoris revendiquée par Ludovico Luponis de Puget et ensuite par son donataire Antonio Pignone à l'encontre de Giaches Giauselet (22 août 1681), 1 cahier
 - la révision de la sentence prononcée le 22 avril 1675 par le président du sénat Castelli et d'autres délégués dans le « giudizio di concorso » institué sur l'hoirie de Pietro Drago, demandée par ses créanciers, dont la couvent Saint-Dominique de Nice, contenant également les actes judiciaires opposant le couvent à Pietro Drago de 1669, concernant le paiement de cens sur une maison située dans la rue Droite, devant le préfet de Nice et avocat fiscal général Francesco Flaminio Tondut (Tonduti) (13 septembre 1681), 1 registre
 - la récupération de la dot demandée par Onorata Maiffreda, veuve de Stefano Leotardi de Puget aux frères et sœurs Leotardi et à Ludovico Malbecchi de Massoins (11 novembre 1681), 2 cahiers
 - la jouissance des revenus des biens-fonds légués par le notaire Giambattista Noble à la chapelle de la Vierge du Rosaire érigée à Revest, contestée par le prêtre Bernardino Romana aux recteurs de ladite chapelle (15 juillet 1682), 1 cahier
 - le partage de l'héritage et la restitution de la dot et du trousseau demandés par Tomasina Astiera veuve de Bonifacio Rainaudo au nom de sa fille mineure, récupérés et détenus par Onorato et Antonio Rainaudo, enfants d'un premier lit, tous de Puget, affaire déléguée par le duc de Savoie au juge ordinaire de la viguerie de Puget et de la vallée de Saint-Étienne Agostino Caissotti, à l'exclusion du lieutenant-juge Albanelli, eu égard à la pauvreté de la requérante et de la parenté liant Albanelli aux deux frères en cause (8 octobre 1682), 1 cahier
 - une créance due par la communauté de Puget au vassal Andrea Faraudi, en tant que tuteur de Giuseppe Giosserandi, affaire déléguée par le sénat au notaire de Puget Antonio Ginesi (22 mai 1683), 1 cahier
 - le paiement de cens annuels cédés par Stefano Berengaro à Marie de Montfort, originaire de Paris, épouse d'Onorato Bonifacio de Villefranche, amiral et gouverneur de la flottille de Flandre, résidant à Cadix, demandé par son mandataire, l'avocat Giacomo Bonifacio, à Paolo Sangnino de Villefranche et à ses héritiers, contenant la traduction d'une donation rédigée en 1682 et en espagnol faite par l'amiral Bonifacio (27 octobre 1683), 1 cahier
- 17/05/1681 - 27/10/1683
- 1 B 326** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- le paiement d'une pension annuelle réclamée par Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris à l'encontre d'Onorato Chiabaudis, comte de Tourrette, affaire déléguée par le sénat au notaire Stefano Boccarone (10 mai 1684), 1 cahier

- le paiement de redevances annuelles sur une vigne à Montgros, prévu par un acte de reconnaissance, demandé par Giuseppe Fighiera, chanoine de la cathédrale de Nice, à l'encontre de Claudio Giacobi, contenant des actes notariés de 1585 et de 1603 reçus par le notaire Giovanni Lautardi (7 septembre 1684), 1 cahier
- le paiement d'un service annuel demandé par le chanoine de la cathédrale à l'encontre de Gioanni Rainaudo, Onorato Castello et d'autres habitants de Nice, contenant des actes notariés de 1602 et 1603 reçus par le notaire Giovanni Lautardi et les actes judiciaires devant le tribunal épiscopal (12 février 1685), 2 cahiers
- la restitution de bracelets d'or donnés en gage demandée par l'avocat Antonio Barralis à Gio. Francesco Cuggia de Nice (20 juillet 1685), 1 registre
- l'héritage des époux Bontà et du procureur Andrea Bontà, détenu par la veuve Anna Maria Bontà, dont le couvent Saint-Dominique de Nice revendique la portion virile en tant qu'héritier du chanoine Francesco Bontà, contenant également les actes judiciaires opposant les frères Francesco et Bartolomeo Bontà à Bartolomeo Ferrale devant le préfet de Nice Antonio Gallo, de 1653 (28 juillet 1686), 1 registre
- le paiement de sommes d'argent demandé par le notaire Giulio Cesare Bovis de Tourrette à l'encontre des héritiers du capitaine Stefano Bovis (18 décembre 1686), 1 cahier
- le paiement d'un viager institué par Ruffina Berengaro, réclamé par son fils, le prêtre Onorato, à sa sœur Giulia veuve Bosio, héritière de leur mère, contenant également les actes devant le préfet de Nice concernant le litige entre Onorato Berengaro et sa mère Ruffina à propos de ce viager (6 mai 1687), 1 registre
- la vente d'une maison à Nice faite par le couvent Saint-Dominique à Gio. Andrea Giuge et d'un appartement acquis par son fils Pietro, soumis au paiement de lods, trézain et préemption et à un service annuel de 25 sous envers ledit couvent, contenant notamment les notes des travaux du forgeron Gio. Andrea Giuge, affaire traitée par Gio. Francesco Baldoino des seigneurs de Sainte-Marguerite, avocat fiscal général et vice-auditeur de guerre (14 août 1687), 2 cahiers

10/05/1684 - 14/08/1687

1 B 327

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une servitude de passage sur un chemin vicinal situé dans le quartier de Riquier dans la campagne de Nice, près du jardin du comte Lascaris, revendiquée par Stefano Berengaro et contestée par Lucrezia Maria Massiera, veuve Rainaudo et menaces avec arme à feu exercées à l'encontre des filles du sieur Berengaro, se trouvant sur ledit chemin, par des hommes de main de la dame Massiera, affaire parue d'abord devant le préfet et ensuite traitée par le sénat mais sans la procédure de l'appel, s'agissant d'une action violente et intimidatrice, contenant également les actes précédents devant les arbitres et le préfet de Nice (22 août 1687), 1 registre et 2 cahiers
- le paiement d'une redevance sur une maison située près de la place Saint-François dû au chapitre de la cathédrale Sainte-Réparate et à Camilla Drago, dame de Bagnol, par les frères Ponty, contenant aussi des actes notariés des années 1554, 1582, 1589, 1593 et 1602, reçus par les notaires Giovanni Lautardi, Imberto Barralis et Onorato Baldoino (4 novembre 1687), 1 cahier
- le paiement d'une somme demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à Giambattista Ghisi, en tant que garant d'Andrea Dalubaris (27 juillet 1688), 1 cahier
- les actes de reconnaissance et le paiement du trézain pour un bien-fonds demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à Giovanni Chiaisso (27 juillet 1688), 1 cahier
- le paiement d'un capital exigé par le couvent Saint-Dominique à Giuseppe Massiera (29 juillet 1688), 1 cahier
- le paiement d'une redevance prévue dans un acte de reconnaissance sur un bien-fonds situé à Montgros, demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice aux époux Bertoni (16 août 1688), 1 cahier
- une créance pour l'achat de cuirs contractée par Antonio Guiglionda et réclamée à ses enfants par Giulio Millo, tous de Nice (20 septembre 1688), 1 cahier
- le paiement de la portion virile due à Giambattista Isnardi, moine dans le couvent Saint-Dominique de Nice, réclamé par ledit couvent aux frères et sœurs Verani, aux frères Ramini et aux frères Bergondi, héritiers d'Onorato Isnardi (17 décembre 1688), 2 cahiers
- l'acte de reconnaissance pour un bien-fonds situé à Cimiez, demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice à Bartolomeo Cuggia, contenant notamment un acte notarié du 9 février 1555 reçu par le notaire Imberto Barralis (6 mars 1689), 1 cahier
- le paiement d'une créance demandé par le vassal Francesco Constantino des seigneurs de Châteauneuf aux frères Bonfiglio, en qualité d'héritiers de leur père Annibale, contenant également les actes judiciaires opposant Francesco Constantino à Bartolomea Bottale veuve d'Annibale Bonfiglio (9 mai 1689), 2 cahiers

22/08/1687 - 09/05/1689

1 B 328

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de divers capitaux dus par des particuliers, dont le comte de Cros, Toudon, Revest et Tourrette Andrea Galleano, à Pietro Scaliero et cédés par ce dernier à sa fille Ludovica lors de son mariage avec le vassal Pietro Onorato Borriiglione, fils du comte Francesco Maurizio Borriiglione d'Aspromonte, affaire déléguée au sénateur Amedeo Pallavicino di Perlo (17 mai 1689), 1 registre
- le paiement du loyer d'un magasin demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice au libraire Nicolo' Chianale (1er septembre 1689), 1 cahier
- le paiement d'un cens sur un bien-fonds situé dans le quartier de l'Abadie de Nice demandé par le couvent Saint-Dominique à Ludovico et Gio. Andrea Grinda (4 novembre 1689), 1 cahier
- le paiement d'une créance réclamé par Gio. Battista Saurini à Francesco Ramini, son beau-père, de Puget, affaire déléguée par le sénat et sur requête au gouverneur Giacomo di Giauselet, le juge et le lieutenant-juge du lieu ne présentant pas la neutralité requise (10 mars 1690), 1 cahier
- le paiement de cens annuels demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à Orazio Dalubaris (23 juillet 1691), 1 cahier
- le paiement d'une somme demandé par le couvent Saint-Dominique à Andrea Veran (25 juillet 1691), 1 cahier
- le paiement de redevances demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice à l'encontre de Pietro Ordan pour un bien-fonds situé dans le quartier de Longchamp (14 août 1691), 1 cahier
- le paiement d'un service annuel pour l'achat de torches servant aux offices divins, légué par l'avocat Bartolomeo Solaro à la confrérie du Très-Saint-Nom de Jésus, érigée dans l'église du couvent Saint-Dominique de Nice, demandé par l'économe du couvent à Gio. Francesco Solaro, fils du légataire (15 septembre 1691), 1 cahier
- le paiement de créances exigé par le couvent Saint-Dominique à l'encontre de Gio. Paolo Faraudo, des frères et sœurs Thaon et de l'avocat Vincenzo Simeoni (23 septembre 1691), 1 cahier
- le paiement de cens annuels, situés sur des biens fonciers, légués par Ludovico Cavasso ou à défaut l'appropriation de ses biens, demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre des héritiers de Cavasso (24 octobre 1691), 1 cahier
- le paiement de redevances dues pour un bien-fonds situé à Riquier, demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice aux frères Rainardi (3 novembre 1691), 1 cahier
- le paiement d'une redevance annuelle due pour un bien-fonds situé dans le quartier de Longchamp, demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice à Vincenzo Dabrai (11 janvier 1692), 1 cahier
- le paiement de trois annuités de loyer pour un bien-fonds situé à Contes demandé par le couvent Saint-Dominique à Gio. Stefano Lea (27 janvier 1692), 1 cahier
- le paiement d'une redevance pour un bien-fonds situé dans le quartier de Magnan (Peirabrana), demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice à Gio. Antonio Drago (13 mars 1692), 1 cahier
- la vente de tissus et robes effectuée par le marchand Francesco Pauliano à Gio. Francesco Cuggia de Nice, d'une qualité non correspondant aux engagements pris, contenant notamment des auditions de témoins concernant la description des tissus en cause, des pièces comptables précisant la nature et le prix de ces tissus et une attestation signée par l'un des consuls des marchands de Nice, Germano, et par 26 négociants certifiant l'honorabilité de Giovanni Pauliano (14 mars 1692), 1 registre
- le remboursement d'une créance réclamé par le marchand Francesco Pauliano à Francesco Biscarra de Nice (4 mai 1692), 1 cahier

17/05/1689 - 04/05/1692

1 B 329

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de redevances pour des biens-fonds situés à Riquier, demandé par le chapitre de la cathédrale à Isabella Bottina et à Giuseppe Garrello, contenant des actes de reconnaissance de 1554, 1559, 1571, 1583 et 1610 reçus par les notaires Imberto Barralis, Leontio Labe et Giovanni Lautardi (7 novembre 1692), 1 cahier
- le litige opposant le chapitre de la cathédrale de Nice à Margherita Maistre et aux frères Coronati, contenant un plan manuscrit représentant les biens-fonds des Maistre et Coronati dans le quartier de Riquier (document illisible) (7 novembre 1692), 1 cahier
- le paiement d'une redevance annuelle demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice à l'encontre d'Emanuele Dettat, pour un bien-fonds situé à Riquier, contenant des actes de reconnaissance de 1571 et 1559 reçus par les notaires Leontio Labe et Imberto Barralis (7 novembre 1692), 1 cahier
- le paiement de redevances annuelles demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice à l'encontre d'Antonio Francesco Moretto pour un bien-fonds situé dans le quartier de Permaïrans (Saint-Pons), contenant des actes de reconnaissance de 1575, 1582, 1584, 1587, 1591 et 1598 reçus par les notaires Lamberto Baldoïno, Clemente Giuglaris et Onorato Baldoïno (7 novembre 1692), 1 cahier
- la restitution d'objets faisant partie de la succession d'Angela Maria veuve du notaire Obertino Berengaro et leur appartenant, demandée par les sœurs Pirineta et Anna Maria Guiglionda, ses héritières, à Stefano Berengaro sous peine de privation des legs prévus dans le testament (23 décembre 1692), 1 registre

- le paiement d'une redevance perpétuelle sur un bien-fonds sis à Roquebillière demandé par le chapitre de la cathédrale de Nice à Giulio Bottino, contenant des actes de reconnaissance de 1554, 1562 et 1579 reçus par les notaires Imberto Barralis et Leontio Labe (16 janvier 1693), 1 cahier

- le « giudizio di concorso » sur la succession d'Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris institué par le vassal Luigi Gallean Richier en présence des autres héritiers, dont les sœurs Anna et Onorata Bondil et Anna Francesca Alziari di Verrailon, contenant notamment (21 février 1693), 1 registre

07/11/1692 - 21/02/1693

1 B 330

Dossier de procédure relatif à l'affaire concernant le « giudizio di concorso » sur la succession d'Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris institué par le vassal Luigi Gallean Richier en présence des autres héritiers, dont les sœurs Anna veuve Pascheri et Onorata Bondil et Anna Francesca Alziari di Verrailon, contenant notamment des actes notariés de 1596 et 1602 reçus par les notaires Onorato Garreti, Antonio Bermondi et Giacomo Martini, un acte de ratification établi par Carlo Benedetto Gioffredo, cuisinier de la princesse Louise Marie de Savoie à Torino (Turin) en 1684, les arbres généalogiques des Richier (Riquier), Grimaldi, Bondil et Pascheri, les patentes du 8 décembre 1608, signées du duc Charles Emmanuel, concernant une gratification concédée à Raimondo Bondil, coseigneur de Saint-Laurent dans le comté de Nice, en tant que gentilhomme d'une des galères et les lettres d'entérinement de la Chambre royale, ainsi que les lettres de citoyenneté délivrées par les syndics de la ville de Nice à Raimondo Bondil du 1er septembre 1598 (21 février 1693), 1 registre

21/02/1693

1 B 331

Dossier de procédure relatif à l'affaire concernant le « giudizio di concorso » sur la succession d'Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris institué par le vassal Luigi Gallean Richier en présence des autres héritiers, dont les sœurs Anna veuve Pascheri et Onorata Bondil et Anna Francesca Alziari di Verrailon, contenant notamment des actes notariés de 1596 et 1602 reçus par les notaires Onorato Garreti, Antonio Bermondi et Giacomo Martini, un acte de ratification établi par Carlo Benedetto Gioffredo, cuisinier de la princesse Louise Marie de Savoie à Torino (Turin) en 1684, les arbres généalogiques des Richier (Riquier), Grimaldi, Bondil et Pascheri, les patentes du 8 décembre 1608, signées du duc Charles Emmanuel, concernant une gratification concédée à Raimondo Bondil, coseigneur de Saint-Laurent dans le comté de Nice, en tant que gentilhomme d'une des galères et les lettres d'entérinement de la Chambre royale, ainsi que les lettres de citoyenneté délivrées par les syndics de la ville de Nice à Raimondo Bondil du 1er septembre 1598 (21 février 1693), 1 liasse

21/02/1693

1 B 332

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le partage de l'héritage entre d'une part les frère et sœur Onorato et Luisa Lionsi (Lionty) et d'autre part Antoine Ricort du Bar en Provence, en tant que mari de Giulia Lionsi, nièce des précédents, contenant un acte notarié de 1694 établi à Monaco reçu par le notaire Luca Antonio De Martinis portant le cachet à sec de la principauté (10 avril 1693), 1 registre

- l'achat d'une maison située sur la rue du pont (dite aussi des marchands), jouxtant celle de la comtesse Camilla Claretti et soumise à la seigneurie du monastère Saint-Pons, effectué par le marchand Pietro Alziari de Nice, moyennant 1100 ducats à Carlo Arbaudo son propriétaire, contesté par le marchand Andrea Maistre, prétendant avoir acquis lui aussi ladite maison (14 septembre 1693), 2 registres

10/04/1693 - 14/09/1693

1 B 333

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la saisie d'un bien-fonds situé à Contes demandée par l'économiste du couvent Saint-Dominique à l'encontre de Giovanni Castelli, redevable de cens (17 août 1694), 1 cahier

- le paiement de cens pour un bien-fonds situé à l'Aubre, dans la campagne de Nice, demandé par le couvent Saint-Dominique à Francesco Berardo (31 août 1694), 1 cahier

- la partie d'une maison située dans la « Giutaria » (ghetto), réclamée par Antonia Felice Trucha, de son vrai nom Cornelia, religieuse dans le couvent Sainte-Claire de Nice, à l'encontre des sœurs Giuge (2 juillet 1695), 1 registre

- l'interdiction de contracter des dettes et de vendre des biens meubles et immeubles et notamment un revenu dû par la communauté de Cros, demandée par Giulio Cesare Terrazzani de Monaco, en tant que mari de Maria di Berra, à son beau-père, le baron Gio. Andrea di Berra, aux époux Dalaise et au Juif Giuseppe Cohen, ses créanciers (9 juillet 1695), 1 cahier

- le paiement d'un service annuel et du trézin pour le bien-fonds de la Conque demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Pietro Pino (7 décembre 1695), 1 registre

17/08/1694 - 07/12/1695

1 B 334 Dossier de procédure relatif à l'affaire concernant la constitution de la dot et du trousseau dus par le notaire Pietro Antonio et le prêtre Cipriano, frères Rossetti de La Turbie, à leur sœur Gianeta et revendus par Giambattista Alberti de La Brigue, époux de Gianeta pour sa fille Maria Maddalena, Gianeta étant décédée, contenant notamment la description et l'estimation des biens immeubles situés sur les territoires de La Turbie et d'Èze, les actes du marchand Francesco Pauliano contre Pietro Antonio et Anna Maria époux Rossetti, Andrea Dalaise, Pietro Segurano, les marchands Gio. Battista et Gio. Francesco, père et fils Ghisi et contre l'avocat Onorato Masino, débutés par supplique du 18 juin 1700, les actes devant le tribunal épiscopal de Nice opposant Gio. Battista et Maria Maddalena Alberti au prêtre Cipriano Rossetti, ainsi que les actes de Francesco Pauliano contre Giambattista et Dionigi Alberti de La Brigue et les créanciers du notaire Rossetti concernant le « giudizio di generale concorso » sur les biens de Pietro Antonio Rossetti, affaire déléguée au sénateur Giulio Cesare Lascaris (17 décembre 1695), 1 registre et 2 cahiers

17/12/1695

1 B 335 Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la convocation devant la justice faite par Perineta Car, épouse de l'avocat Paolo Achiardi dell'Alpe, de l'avocat Clemente Francesco Trans et de son épouse Bartolomea, de Sospel et d'Anna Maria Guiglionda, épouse de Pietro Brochiero, en tant qu'héritiers d'Emanuele Filiberto Malabaila et d'Angela Berengaro, avec qui la dame Achiardi est en litige depuis 1678 (4 janvier 1696), 1 cahier
- l'interdiction de s'immiscer dans la succession de Gio. Antonio Garcin et de procéder à l'inventaire après décès, demandée par sa veuve, Anna Michelis, à l'encontre du juge de Puget Ludovico Taya (18 janvier 1696), 1 cahier
- le partage de l'héritage demandé par Giulia Berengaro à l'encontre de Stefano, son frère (27 mars 1696), 1 cahier
- le paiement de créances et cens, reçus des frères Gioanni et Onorato Berengaro, réclamé par Gio. Battista Solaro à l'encontre de la comtesse Cassandra Cornelia Peyrani di Torretas et du médecin Francesco Todone (10 mai 1696), 1 cahier
- le paiement d'un service annuel pour l'achat d'une terre située près de Peille demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice à Ercole Bottiero (18 février 1697)
- le partage de l'héritage laissé par le vassal Paolo Faraudi, fils de Clara Faraudi, demandé par Giuseppe Giausserandi et accaparé par Andrea et Giambattista Faraudi des seigneurs de Sainte-Marguerite, frère de Clara, affaire déléguée par le sénat au juge de Puget (12 novembre 1697), 2 cahiers
- le litige opposant la communauté de Saint-Martin-d'Entraunes au prieur de la paroisse de ce lieu concernant la nomination d'un deuxième curé ayant la faculté d'administrer toutes les fonctions curiales et l'obligation de célébrer les messes et rétribué par la communauté (1697), 7 pièces
- la location à Nice d'un magasin faite par Anna Bondil veuve Pascheri au boulanger Michelangelo Ipolito pour y exercer son métier à l'exclusion de tout autre produisant du bruit (12 juin 1698), 1 cahier
- la créance due au marchand Gioanni Baldoino par le notaire Imperiale Galli de Lucéram et par ses neveux (22 novembre 1698), 2 cahiers
- le partage de l'héritage de Margherita Massa demandé aux sœurs Massa par Cipriano Millo, héritier de son épouse Antonia Massa (13 janvier 1699), 1 dossier
- le paiement de cens dus par Pietro De Petra au vassal Onorato Ribotti d'Isola pour un bien-fonds vendu par le débiteur au couvent Saint-Augustin, affaire déléguée par le sénat au sénateur préfet Carlo Francesco Audiberti (28 octobre 1700), 1 registre

04/01/1696 - 28/10/1700

1 B 336 Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- un prêt d'argent accordé par Guglielmo Lombardo à Camilla veuve Lombardo, dont le remboursement est réclamé à son petit-fils Giambattista, fils de feu Gio. Giacomo ancien actuaire du sénat (21 février 1701), 1 cahier
- le paiement d'une créance de 59 livres de France accordée à Luigi Alziari di Verrailon, de Roquestéron, réclamé par Anna Bondil veuve Pascheri (3 mars 1701), 1 cahier
- le paiement de la dot de leur mère exigé par Vincenzo et Barthomaireta Robaudi à l'encontre des héritiers de Gio. Battista Andrea (22 mars 1701), 1 cahier
- le paiement de 146 livres dû à la suite d'une sentence du sénat du 8 avril 1701, par Giambattista Castellini au marchand Andrea Maistre de Nice, affaire déléguée par le sénat au notaire Gioanni Testoris (14 avril 1701), 1 cahier
- le maintien de la possession du fief de Berre, des revenus, biens et titre de baron qui en découlent, demandé par Giulio Cesare Terrazzani et sa femme Maria di Berra à l'encontre du baron Gio. Andrea di Berra (27 mai 1702), 1 cahier

- la propriété de maison et d'autres biens situés à La Brigue, faisant partie de la succession de Marco et Guglielmo Alberti, revendiquée par le préfet Maurizio De Gubernatis de Sospel à l'encontre du prêtre Giuseppe Maria Melissano de Candiasco, habitant à La Brigue et chapelain de Guglielmo Alberti, affaire traitée d'abord par le vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) et par le tribunal de la nonciature de Torino (Turin) en raison de la présence d'un prêtre et ensuite par le sénat, le préfet De Gubernatis exigeant l'intervention du Magistrat suprême, contenant notamment un décret de Victor Amédée II du 26 mars 1703 mettant la personne et les biens de De Gubernatis sous la protection du duc, lui permettant d'afficher la bannière des armoiries royales dans les lieux (29 juillet 1702), 1 registre
- un prêt de 300 ducats, concédé en 1660 par le vassal Giulio Achiardi dell'Alpe au colonel Giuseppe Costanzo Achiardi dont le vassal Paolo Achiardi, héritier de Giulio, demande le remboursement à Carlo Filippo Achiardi, fils de Giuseppe Costanzo (31 octobre 1702), 1 cahier
- le paiement d'un cens demandé par le couvent Saint-Dominique aux époux Ferroni (12 décembre 1702), 1 cahier
- l'estimation et le partage d'une étable située dans une maison à Cimiez appartenant en indivision au chanoine Gio. Giacomo Millo et à Ludovica et Pietro Lorenzo Peyrani, ainsi que le paiement d'un cens (22 février 1703), 1 cahier
- la propriété d'un bien-fonds situé à Contes revendiquée par le couvent Saint-Dominique à l'encontre de l'avocat Maurizio Marchesano et de son frère l'abbé Giuseppe, contenant également les actes du couvent contre le vassal Giuseppe Domenico Capello (7 juillet 1703), 1 registre et 1 cahier

21/02/1701 - 07/07/1703

1 B 337

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une somme ou son équivalent en biens immeubles, en vertu d'une sentence rendue par le sénat le 2 décembre 1701 dans un procès concernant Gioanni Berengaro, son grand-père, demandée par Angela Berengaro, épouse Maistre, au médecin Marcello Todone, aux frères Berengaro et à Gio. Battista Solaro (18 juillet 1704), 1 cahier
- la cession faite par le vassal Paolo Achiardi dell'Alpe à l'avocat Alessandro Corniglion (Cornillon), mari de sa fille Lucrezia, lors de leur contrat de mariage, des cens que la ville de Nice lui devait (30 juillet 1704), 1 cahier
- la saisie de récoltes produites dans un bien-fonds sis à contes, effectuée par le percepteur de la communauté et contestée par le couvent Saint-Dominique, le couvent se disant exonéré de taxes et impôts (17 mars 1706), 1 cahier
- le paiement du trézain et autres charges concernant un bien-fonds de Bellet demandé par Domenico Rossetto, en tant que tuteur de Gio. Giuseppe Fidele, à Angela Berengaro épouse du marchand Andrea Maistre, en sa qualité d'héritière de son père Stefano, astreint au paiement du trézain par sentence du 7 septembre 1673 dans le litige entre Pietro Fidele et la commanderie de l'ordre de Malte de Nice, prononcée par l'avocat fiscal général Pietro Antonio Barelli, délégué du duc de Savoie (12 avril 1706), 1 cahier
- le paiement d'une pension annuelle due par la communauté de Lucéram à Anna Francesca Fabri veuve du comte Gio. Francesco Ghis et cédée par celle-ci au couvent Saint-Dominique de Nice, contesté par Caterina Cotta faisant valoir l'investiture du fief de Lucéram reçue par Annibale, son mari, contenant notamment l'acte de reconnaissance et le « consegnamento » de tous les biens et revenus faits par la communauté de Lucéram au duc de Savoie et reçus par le notaire Francesco Bernardino Gay, de Vigone en Piémont, du 21 mars 1670 et les actes du litige opposant le couvent Saint-Dominique à la communauté, à Anna Francesca Fabri et à ses frères devant Giambattista Gotio, auditeur, délégué par la Chambre royale, de 1677, ainsi que la copie d'un acte notarié de 1517 reçu par le secrétaire du duc de Savoie Charles III en son château de Chambéry par lequel les Fabri se soumettaient au duc en échange d'une partie des revenus de Lucéram et d'une somme sur la gabelle du sel (24 décembre 1706), 1 registre
- le paiement d'une somme due au négociant Francesco Pauliano (Pauliani) et à son épouse Anna Maria Gioffredo par le procureur Vincenzo Gioffredo en vertu d'un contrat de mariage de 1673, contenant notamment un inventaire du trousseau et des bijoux appartenant à Anna Maria Gioffredo (11 avril 1707), 1 cahier

18/07/1704 - 11/04/1707

1 B 338

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le non-paiement du prix de vente d'une maison située à Nice, achetée par Bartolomeo Gioffredo à Bartolomeo Cotto et cédée ensuite par ce dernier au marchand Francesco Pauliano (Pauliani) (4 janvier 1708), 1 cahier
- la vente de biens appartenant à Isabelle Maria Alech épouse en premières noces de Giuseppe Loques et en secondes noces de Giuseppe Imbert contestée aux héritiers de Giambattista Alech, fils de Giuseppe et à la succession de Gio. Antonio Loques, tous d'Isola (8 mars 1708), 1 cahier

- la saisie des récoltes d'olives effectuée par Matheo Delserra, percepteur de la taille de la communauté de Contes, à préjudice du couvent Saint-Dominique (2 septembre 1708), 1 cahier
- le paiement de cens, services annuels et autres loyers demandé par le couvent Saint-Augustin de Nice à plusieurs créanciers, dont Pietro Francesco Davide et Andrea Tondut di Peglione, affaire déléguée par le sénat au notaire Andrea Levamis (12 octobre 1708), 1 cahier
- l'interdiction de construire une bâtisse demandée par les prieurs de la corporation des portefaix, existant à Nice sous le titre de Saint-Antoine-abbé, à l'encontre des Pères augustins déchaussés du couvent érigé sous le titre de Saint-Jean-Baptiste à Nice (27 janvier 1710), 1 registre
- la saisie des biens de Michelangelo Giacobi de Berre demandée par Paolo Achiardi dell'Alpe, à la suite d'une condamnation décidée par le sénat (21 mai 1710), 1 cahier
- une créance due par Francesco Gaspare Secondo de Lucéram au marchand Andrea Maistre de Nice (22 octobre 1710), 2 cahiers
- le paiement d'une fondation de messes demandé par le couvent Saint-Dominique à Gio. Onorato Daidery, fils du légataire (24 janvier 1711), 1 cahier
- le « giudizio di concorso » sur les biens du procureur Vincenzo Gioffredo institué par ses créanciers dont le monastère Saint-Bernard, Clemente Guiglionda, Francesco Pauliano, Bartolomeo Morraglia et Bartolomeo Dabray à l'encontre des enfants mineurs de Vincenzo Gioffredo (28 septembre 1711), 1 registre
- le paiement de cens demandé par le couvent Saint-Dominique à Gio. Andrea Bermondo et à Andrea Mario de Châteauneuf (6 octobre 1711), 1 cahier

04/01/1708 - 06/10/1711

1 B 339

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété de biens meubles et immeubles provenant en partie de la dot, détenus par Apollonia Ardoino veuve Cuggia, de Falcon habitant à Nice, et contestée par des créanciers de son défunt mari, parmi lequel le marchand Francesco Pauliano (Pauliani) (22 février 1712), 1 cahier
- le paiement d'annuités d'une somme prévue dans un acte de 1695 demandé par le couvent Saint-Dominique à Gio. Battista Boetto (27 février 1712), 1 cahier
- la propriété des biens et fief appartenant au vassal Gio. Battista Ribotti di Boyon, légués par testament du 8 mai 1689 à l'avocat Gio. Battista Scoffier avec l'interdiction d'aliéner le fief de Bouyon et les terres seigneuriales s'agissant de fidéicommiss et, faute d'héritiers masculins, à l'avocat Camillo Leotardi avec l'obligation d'ajouter à son nom celui de Ribotti (20 juin 1712), 1 cahier
- la propriété d'un bien-fonds situé sur le territoire de Châteauneuf provenant de l'héritage d'Isoardo Giacobi, revendiquée par Maria Ludovica Giacobi, épouse de l'huissier du sénat Carlo Isoardo, à l'encontre des frères Romana, contenant notamment la copie des actes devant la préfecture opposant Isoardo Giacobi de Contes au chapitre de la cathédrale de Nice de 1677 pour le paiement de cens dus à l'évêque Pallavicino et parvenus au chapitre (14 novembre 1712), 1 registre
- la saisie de récoltes en paiement de taxes et du « tasso » pour des biens-fonds situés à Contes, effectuée par la communauté et contestée par le propriétaire, le couvent Saint-Dominique de Nice (27 septembre 1712), 1 cahier
- le paiement de cens, services et loyers ou, à défaut, la saisie de récoltes et bétail, demandé par le couvent Saint-Augustin de Nice à l'encontre de plusieurs particuliers, dont Gio. Angelo Erena, affaire déléguée par le sénat au notaire Andrea Levamis (11 octobre 1713), 1 cahier
- le paiement d'une pension annuelle depuis 1712 revendiquée par le couvent Saint-Augustin de Puget à Paolo Viborello (25 février 1714), 1 cahier
- le paiement de cens demandé par le couvent Saint-Dominique à Cristoforo Dozo (18 novembre 1715), 1 cahier
- le paiement de services rendus par le vicaire de la paroisse de Puget Antonio Gaetano Albanelli, demandé par son père l'avocat Gioanni à la communauté de Puget, affaire déléguée par le sénat à l'avocat Ludovico Anrioty (16 février 1715), 1 cahier
- la restitution d'une maison demandée par l'huissier Carlo Isoardo, fondateur de la chapelle champêtre érigée sous le titre de la Très-Sainte-Vierge-des-Anges, au procureur Giambattista Pauliano (Pauliani) de Nice qui l'avait achetée des époux Rasini (25 janvier 1716), 1 cahier
- la saisie de biens demandée par Giuseppe Giausserandi de Puget à l'encontre de Gio. Antonio Arnau-do, habitant à Villeneuve et à Saint-Martin, en paiement d'une créance (8 août 1716), 1 cahier

22/02/1712 - 08/08/1716

1 B 340

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di concorso » institué par le marchand Giacomo Gastaldi de Nice pour rembourser ses créanciers, parmi lesquels des négociants de Nîmes, de Saint-Paul en Provence, Giambattista Pauliano (Pauliani), le notaire Giambattista Anriotti, Gioanni Authier de Puget et Anna Maria Chiampoletti, contenant en particulier la liste des pièces d'argenterie et les bijoux appartenant à Giacomo Gastaldi de 1711 et un inventaire après décès de 1670 concernant Carlo Bovis (19 février 1717), 2 registres

- le paiement de cens demandé par le couvent Saint-Dominique de Nice aux héritiers de Luca Dozo (6 mars 1717), 1 cahier
- le paiement d'une créance exigé du couvent Saint-Dominique des sœurs Berardi et d'Apollonia Cuggia (6 mars 1717), 1 cahier
- le procès en révision d'une sentence du sénat du 7 septembre 1717 demandé par le procureur Giambattista Pauliano à l'encontre de l'huissier Carlo Isoardo, en sa qualité de fondateur de la chapelle de la Vierge des Anges, érigée sur le col de Villefranche et du prêtre Ottavio Sauvaigo, promoteur de la mense épiscopale de Nice, en vertu de laquelle Pauliano était condamné au paiement de loyers d'une maison (9 octobre 1717), 1 cahier
- le maintien du droit de chasser et de pêcher sur tout le territoire de la communauté de Berre, établi dans une transaction du 31 janvier 1478, revendiqué par la communauté et contesté par le baron Giulio Cesare Terrazzani et la nomination du baile en la personne d'un habitant du village selon les usages pratiqués jusqu'alors (11 janvier 1718), 1 cahier
- le « giudizio di concorso » institué sur les biens de Giuseppe Millo et poursuivi par son épouse Gerolama Simeona pour la collocation des créanciers, contenant le « sommario » (7 juillet 1718), 1 registre
- le paiement de sa part d'héritage et de celle de sa sœur décédée exigé par Caterina Crespel veuve Alberti de Sospel à l'encontre de son frère, l'avocat Ludovico Crespel de Roquebillière (4 février 1719), 1 cahier

19/02/1717 - 04/02/1719

1 B 341

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'acquiescement d'une créance de 600 livres contractée en 1685, due par les frères Carlo et Giovanni Paschino à Giambattista Pauliano et cédée par ce dernier en 1718 au notaire Gio. Onorato Guiglionda, en tant que mari de Caterina Pauliani, sa sœur, lors du contrat de mariage, contenant également le « giudizio di concorso » sur la succession de Carlo Paschino, institué par Giambattista Pauliano, héritier du marchand Francesco Pauliano son père, avec l'intervention des créanciers de Paschino, dont les frères et les sœurs Maistre et Ilario Gherardo Paschino, jugé d'abord par le préfet de Nice et ensuite présenté en appel au sénat le 6 octobre 1732, le Magistrat ayant décidé d'unir les deux affaires (7 mars 1720), 1 registre et 5 cahiers
- l'enlèvement de planches et piquets posés dans un vallon dans le quartier dit de l'Observance et servant à expurger les terres inférieures et à irriguer un pré appartenant au couvent Saint-Dominique de Nice, contesté au vassal Gerolamo Peyre di Castelnuovo, propriétaire d'un pré limitrophe, contenant un plan aquarellé, non daté, représentant l'emplacement et les divers propriétaires (27 mai 1720), 1 registre
- le paiement d'une somme découlant d'un bien-fonds situé à l'Abadie demandé par le couvent Saint-Dominique aux héritiers de Gio. Antonio Grinda (24 janvier 1721), 1 cahier
- la sauvegarde de la dot demandée par Maria Margherita Pauletta épouse de Ludovico Pareator de Puget à l'encontre des créanciers de ce dernier et en particulier du marchand Giovanni Authier, affaire déléguée par le sénat au juge Onorato Bianchi, les terres de Puget étant isolées à cause de la peste (20 mars 1721), 1 cahier

07/03/1720 - 20/03/1721

1 B 342

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de sa portion des dîmes et des autres droits seigneuriaux depuis 1668 jusqu'à 1690, exigés des particuliers de Gorbio, demandé par le vassal Gerolamo Raimondi à Gioanna Maria De Fera veuve Guigliotti et au vassal Orazio Isnardi (24 mars 1725), 1 cahier
- le paiement de cens demandé par le médecin Giacomo Antonio Cottalorda au curateur de la succession de Giambattista Novo et la restitution d'un bien-fonds situé à Breil, détenu par Cottalorda en raison d'hypothèque (9 septembre 1726), 1 cahier
- le « giudizio di concorso » institué par le vassal Gio. Angelo Dalmassi, en tant qu'héritier de Luigi et de l'abbé Michelangelo, frères Gallean Richier et de la succession d'Anna Francesca Grimaldi Richier et de son mari le sénateur Michelangelo Lascaris, à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droits sur l'hoirie des frères Gallean, parmi lesquels la dame Lucrezia Lascaris, Vittoria Eusebia Baldoino, Maria Grimaldi veuve Gallean, Alessandro Daprotis, l'avocat des pauvres Domenico Francesco Lea, les frères et sœurs Pascheri et les couvents Saint-Dominique et Saint-François, contenant notamment le « sommario » avec les allégations des parties et l'arbre généalogique de la famille Richier apparentée aux Grimaldi, aux Lascaris, aux Bondil et aux Pascheri (19 juillet 1727), 1 liasse

24/03/1725 - 19/07/1727

- 1 B 343** Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » institué par le vassal Gio. Angelo Dalmassi, en tant qu'héritier de Luigi et de l'abbé Michelangelo, frères Gallean Richier et de la succession d'Anna Francesca Grimaldi Richier et de son mari le sénateur Michelangelo Lascaris, à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droits sur l'hoirie des frères Gallean, parmi lesquels la dame Lucrezia Lascaris, Vittoria Eusebia Baldoino, Maria Grimaldi veuve Gallean, Alessandro Daprotis, l'avocat des pauvres Domenico Francesco Lea, les frère et sœurs Pascheri et les couvents Saint-Dominique, Saint-François, Sainte-Claire et de la Visitation, ainsi que la Confrérie de la Miséricorde, contenant les volumes 1, 2, 3, 4 des actes judiciaires (19 juillet 1727), 4 registres
19/07/1727
- 1 B 344** Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » institué par le vassal Gio. Angelo Dalmassi, en tant qu'héritier de Luigi et de l'abbé Michelangelo, frères Gallean Richier et de la succession d'Anna Francesca Grimaldi Richier et de son mari le sénateur Michelangelo Lascaris, à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droits sur l'hoirie des frères Gallean, parmi lesquels la dame Lucrezia Lascaris, Vittoria Eusebia Baldoino, Maria Grimaldi veuve Gallean, Alessandro Daprotis, l'avocat des pauvres Domenico Francesco Lea, les frère et sœurs Pascheri et les couvents Saint-Dominique, Saint-François, Sainte-Claire et de la Visitation, ainsi que la Confrérie de la Miséricorde, contenant les volumes 5 et 6 des actes judiciaires, la copie des actes du litige opposant Camilla et Cesare Lascaris aux héritiers de Michelangelo Lascaris devant le juge ordinaire de Nice, l'inventaire après décès du sénateur Lascaris et de son épouse Anna Francesca, le testament du sénateur Lascaris du 16 juin 1676, la décision originale du sénat du 13 juillet 1743 rendue par le sénateur Granella (19 juillet 1727), 3 registres et 5 cahiers
19/07/1727
- 1 B 345** Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » institué par le vassal Gio. Angelo Dalmassi, en tant qu'héritier de Luigi et de l'abbé Michelangelo, frères Gallean Richier et de la succession d'Anna Francesca Grimaldi Richier et de son mari le sénateur Michelangelo Lascaris, à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droits sur l'hoirie des frères Gallean, parmi lesquels la dame Lucrezia Lascaris, Vittoria Eusebia Baldoino, Maria Grimaldi veuve Gallean, Alessandro Daprotis, l'avocat des pauvres Domenico Francesco Lea, les frère et sœurs Pascheri et les couvents Saint-Dominique, Saint-François, Sainte-Claire et de la Visitation, ainsi que la Confrérie de la Miséricorde, contenant notamment la copie de la constitution de la dot de Philippa Grimalda épouse Grimaldi de 1543 reçue par le notaire Bonfils, des pièces judiciaires de ladite dame Grimalda contre les époux Ranzo de 1560 et 1561, la transaction entre le vassal Gio. Angelo Dalmassi et Francesco Giacinto Pascheri du 3 octobre 1745 et les actes du litige entre Carlo Andrea Pascheri et les créanciers des frères Gallean (19 juillet 1727), 1 liasse
19/07/1727
- 1 B 346** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- le paiement d'un cens de 200 doublons d'Espagne, contracté en 1618 par les communautés de Chiusanico et Chiusavecchia pour faire face aux besoins de l'infanterie espagnole stationnée à l'époque dans la principauté d'Oneglia (Oneille), réclamé par le capitaine Francesco Antonio Amei de Borgo Maro et par le comte de Lucéram Domenico Asdente, ainsi que par les frères Curli de Taggia (4 août 1731), 3 cahiers
- l'usage des eaux desservant les moulins situés sur le territoire de Gorbio appartenant au vassal Marcello Giacinto De Gubernatis, à son épouse Maria Maddalena Raimondi et au comte Orazio Giambattista Ghisi di San Salvatore, réclamé par Gioanna Maria De Fera veuve Guigliotti, covassal de Gorbio, pour l'arrosage d'un jardin, affaire faisant l'objet d'une décision originale rendue le 1er octobre 1735 (4 décembre 1733), 2 cahiers
- le paiement d'un prêt d'argent demandé par le comte Gio. Agostino Peyre della Costa aux sœurs Angelica et Clara Maria Amedeo et à leurs descendants, tous d'Oneglia (Oneille) (12 décembre 1734), 1 cahier
- la restitution des biens et patrimoine laissés par le vassal Giuseppe Scaliero di Castelnuovo, décédé en avril 1735, demandée par sa sœur Ludovica Scaliero épouse en secondes noces de Gio. Andrea Costantino au préjudice de sa veuve Maria Lea, fille du sénateur Domenico Francesco, se prétendant l'unique héritière en vertu de l'institution d'un fidéicommiss (19 avril 1735), 1 registre
- des traites souscrites par le marquis Stefano Alli Macarani de Roma (Rome), habitant à Nice, et prétendues payées à Maria Dorotea Suchetta (Suquet) veuve du négociant niçois Alessandro Suo (Sue), contenant notamment des pièces comptables concernant les dépenses effectuées, des actes de 1738 faits à Roma par les autorités judiciaires portant le cachet à sec et un parchemin signé par l'auditeur de la curie romaine Prospero Colonna et deux attestations signées par Victor Amédée de Savoie, marquis de Suse, de 1719, portant le cachet de la maison de Savoie, présentant Stefano Suchetto en qualité d'agent dudit marquis (17 septembre 1735), 1 liasse
04/08/1731 - 17/09/1735

1 B 347

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le droit de sonner le glas gratuitement, selon le grade et les conditions des personnes décédées, revendiqué comme usage immémorial par les confrères de la confrérie du Corpus Domini érigée dans l'église Saint-Martin de Nice à l'encontre du couvent Saint-Augustin (24 février 1736), 2 registres et 1 cahier
- le partage de l'héritage entre Maria Dorotea Suchetta veuve Suo et Angela Maria Laugiera de Villefranche, seconde épouse de Stefano Suchetto, contenant notamment l'état de l'actif et du passif de l'héritage du négociant Stefano Suchetto (Suquet), une note concernant les robes enlevées de la maison conjugale par Angela Maria Laugiera, une supplique adressée à l'évêque de Grasse Charles, Léonce Octavien d'Antelmy de 1733, portant le cachet à sec de l'évêque, un contrat de mariage avec la description du trousseau de 1727 et le journal du peintre Onorato Cuggia commencé le 22 avril 1749 et terminé le 12 décembre 1752 (20 août 1736), 1 liasse

24/02/1736 - 20/08/1736

1 B 348

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la contestation d'un fidéicommiss, institué en 1704 par l'archiprêtre de Caravonica Gio. Antonio Ghersi en faveur de Pietro Francesco et Pietro Gioanni, père et fils Tomatis, de Larzeno dans le marquisat du Maro, par le notaire Daniele Gandolfo de Pontedassio dans la principauté d'Oneglia (Oneille) (16 novembre 1736), 1 cahier
- l'interdiction de rentrer en possession des biens laissés par Stefano Suchetto exigée par son frère, demandée à l'encontre de leur sœur Maria Dorotea veuve Suo (Sue), désignée en tant qu'héritière universelle dans le testament de Stefano, les formes légales du testament nuncupatif n'ayant pas été entièrement respectées, contenant le lettres patentes du roi de 1736 validant le testament de Stefano Suchetto et la transcription d'actes notariés de 1698 à 1710 concernant des créances, quittances, achats contractés par Stefano Suchetto (23 novembre 1736), 2 cahiers et 1 registre
- les prétentions avancées par les frères Domenico et Francesco Clerici de Conio à l'égard des biens revenant à la famille Amei d'Oneglia (Oneille), se considérant comme héritiers de Francesca Amei épouse de Giacomo Clerici (6 juillet 1737), 1 cahier
- l'héritage du vassal Luigi Gallean dévolu au vassal Gio. Angelo Dalmassi revendiqué par Lazaro Gallean Richier, prétendant notamment à un bien-fonds situé à l'Ariane, ayant fait l'objet d'un legs (13 juillet 1737), 2 registres et 1 cahier
- les créances dues par la marquise Anna Maria Masin épouse Alli Maccarani à Maria Dorotea Suchetta veuve Suo (Sue) (23 août 1737), 1 cahier
- litige opposant le comte Antonio Francesco Cays di Gilletta à la communauté de Clans, affaire déléguée à l'avocat fiscal général Andrea Auda et aux sénateurs Giambattista Carretta et Onorato Viani (dossier incomplet) (7 novembre 1737), 1 cahier
- le paiement d'un cens annuel garanti sur les moulins de Contes, vendu à Domenico Nicolai par la communauté, réclamé par Giacomo Nicolai à Giuseppe Giacobi et à Onorato Calvino, héritiers de leurs pères, en raison des engagements pris dans un acte de 1700 (31 mars 1738), 1 registre

16/11/1736 - 31/03/1738

1 B 349

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'un cens annuel exigé par le comte Gio. Battista Dal Pozzo Grimaldi di Gattieras à des particuliers de Sainte-Agnès, en vertu d'un prêt accordé par la comtesse Silvia Dal Pozzo, épouse du comte Giacomo Antonio Grimaldi, en 1691 à ladite communauté pour faire face à la contribution imposée par le gouverneur de la Fare (18 mai 1738), 1 cahier
- l'usage des eaux de la source dite « Sourgentin » et d'autres sources pour alimenter les moulins à huile et à farine de Riquier destinés à approvisionner les troupes stationnées dans les forts de Villefranche et Montalban et pour irriguer les terrains des alentours appartenant à la comtesse Paola Maria Peyre veuve du comte Alessandro Lascaris, au prévôt de la cathédrale Gio. Antonio Germano, au sénateur Carlo Maurizio Trans, au comte Giambattista Gallean et à l'avocat Gio. Francesco Barli Fabri et le droit de déposer les détritrus après curage des canaux, contestés par des particuliers possédant des terrains avoisinant, parmi lesquels les frères Maistre, affaire unie au litige commencé par supplique du 6 mai 1767 opposant les époux Gio. Paolo Agostino Lascaris Castellar Peille et Maria Teresa Ottavia Gallean et le prévôt Anselmo De Cameran aux propriétaires des moulins situés dans les quartiers de Saint-Barthélemy, Saint-Michel et Longchamp, par ordonnance du 24 novembre 1768, déléguée au sénateur Viani (27 août 1738), 1 registre et 4 cahiers
- la nullité de cens, datant de 1602, réclamée par la communauté de Perinaldo à l'encontre de Gio. Battista et Gio. Francesco Orenge de Ventimiglia (Vintimille), contenant notamment la transcription de l'acte d'hommage prêté par Bartolomeo Doria au duc Charles le 1er juillet 1524 (31 octobre 1738), 1 cahier

- le paiement de 11 725 livres dû au marchand de Genova (Gênes) Paolo Maistre par les frères Bachilieri d'Oneglia (Oneille), affaire jugée d'abord par le tribunal archiépiscopal de Genova, l'un des frères étant un prêtre (21 janvier 1739), 1 cahier
- le droit d'enterrer dans leur église les corps des particuliers décédés avec ou sans élection de sépulture, revendiqué par les Pères du couvent Saint-Augustin de Puget à l'encontre du curé de l'église paroissiale dudit lieu (30 octobre 1739), 1 cahier
- la liquidation d'une dation en paiement établie en 1648 exigée par Anna Maria Rosa Caissotti veuve Grimaldi, baronne de Sainte-Agnès et par Benedetto Grimaldi à l'université de Fogassieras, contenant notamment des extraits du « causato » de l'université concernant le baron Grimaldi pendant les années 1733-1734, 1740-1741 (5 février 1740), 1 cahier

18/05/1738 - 05/02/1740

1 B 350

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la révision d'une sentence du sénat du 21 janvier 1739, demandée par Giuseppe Nicola Barralis et Giuseppa Leotardi son épouse, comtes de Pigna, Buggio et Gordale à l'encontre de l'hôpital de charité de Nice, concernant la succession du comte Onorato Leotardi, décédé à Madrid et l'interprétation de certaines clauses de son testament de 1733 rédigé en espagnol, à propos du capage et autres cens que le comte défunt détenait sur le territoire de Pigna, contenant notamment le testament de 1733 traduit en italien, et les comptes d'Onorato Leotardi avec l'indication des productions agricoles (vin, légumes, fruits), des achats de marchandises (tissus, vêtements, chaussures) et d'offrandes religieuses, affaire ayant fait l'objet d'une décision originale (15 juin 1740), 1 registre
- la succession de Vittoria Dalmassi et la substitution fidéicommissaire revendiquées par sa sœur Onorata Dalmassi veuve Peirani, après le décès de Gio. Luigi Maurin, fils de la testatrice, moine franciscain sous le nom de frère Bonaventura, à l'encontre de Vittoria Lanciara veuve Perdigone (21 octobre 1740), 1 cahier
- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie de Giacomo Pisano institué par son fils Carlo Maurizio à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droit sur la succession, dont Susanna Raynaldi Lascaris et le couvent Saint-Augustin de Nice (21 mars 1741), 1 cahier
- le partage de l'héritage laissé par Bartolomeo Blavet, gouverneur de Montalban, réclamé par sa fille Francesca veuve Lombardo à son frère et à son oncle (dossier incomplet) (22 avril 1741), 1 cahier
- le paiement d'une créance réclamé par Gio. Battista Sansone de La Tour à l'encontre de Gerolamo Marcello Malaussena d'Utelle et saisie d'un bien-fonds à titre de compensation (22 juillet 1741), 3 cahiers
- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie du vassal Gio. Michele Balduini, ancien juge de la « Reale Udienza » (Royale Audience) de Sardaigne, institué par son fils Gio. Francesco Alberto Balduini à l'encontre de tous ses héritiers et ayants droit (4 septembre 1741), 1 cahier

15/06/1740 - 04/09/1741

1 B 351

Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » institué par le prêtre Antonio Onorato Drago sur la succession de son père à l'encontre de sa mère Anna Maria Balduino veuve Drago et de ses sœurs, ainsi que des créanciers de son père, dont Alessandro Daprotis, le couvent Saint-Augustin, le monastère Sainte-Claire et la confrérie du Corpus Domini érigée en la cathédrale de Nice, affaire déléguée d'abord au président du sénat pour un règlement à l'amiable (10 octobre 1741), 1 registre et 1 cahier

10/10/1741

1 B 352

Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » institué par le prêtre Antonio Onorato Drago sur la succession de son père à l'encontre de sa mère Anna Maria Balduino veuve Drago et de ses sœurs, ainsi que des créanciers de son père, dont Alessandro Daprotis, le couvent Saint-Augustin, le monastère Sainte-Claire et la confrérie du Corpus Domini érigée en la cathédrale de Nice, contenant les actes des familles Drago et Balduino et l'inventaire après décès d'Onorato Drago de 1682 détaillant notamment sa bibliothèque, affaire déléguée d'abord au président du sénat pour un règlement à l'amiable (10 octobre 1741), 1 registre

10/10/1741

1 B 353

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di concorso » institué par Gio. Maurizio Barli Fabri en qualité d'héritier de son père à l'encontre de tous les créanciers et ayants droit, dont le comte Lazaro Peyre di Clans, Carlo Amedeo Achiardi, l'hôpital Saint-Roch de Nice et le sénateur Carlo Maurizio Trans (27 février 1742), 1 registre
- la nature fidéicommissaire de la succession du baron Marco Antonio Drago des Ferres, affirmée par le baron Gio. Battista Drago des Ferres et réfutée par les époux Carlo Lascaris et Susanna Raynaldi (17 mars 1742), 1 cahier
- l'héritage de l'avocat Gio. Battista Ignazio Scoffiero revendiqué par le baron Gio. Francesco Galea della Maddalena et par le sénateur et comte Gio. Paolo Blavet di Pietrafuoco (17 mai 1702), 1 cahier

- la propriété d'un bien-fonds situé sur le territoire de Peille et le droit de pâturage sur les bandites dites « Primaglia » du 3 mai au 4 juillet de chaque année revendiqués par Vittoria Ricordi épouse Rossetti et par Giacomo Antonio Raimondi à l'encontre de la communauté (1er juin 1742), 1 cahier

- le paiement de créances et du reliquat de la dot maternelle et le partage des biens héréditaires réclamés par le comte Carlo Luigi Borriglione d'Aspromonte, héritier et fils de Maria Camilla Isnardi di Gorbio et du comte Francesco Maurizio à l'encontre de Giuseppe Antonio Maria et Francesco Timoteo, père et fils Ghisi di San Salvatore, en qualité d'héritier universel du vassal Giuseppe Antonio Isnardi et de Domenico Folcheri, administrateur de l'hoirie dudit vassal, contenant notamment la description du trousseau, dont celle de la robe de mariage et des bijoux de Maria Camilla Isnardi de 1673 (4 août 1742), 1 cahier

27/02/1742 - 04/08/1742

1 B 354

Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » sur la succession de Giovanni Berengaro institué par son fils Gio. Michele à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droit, parmi lesquels les frères et sœurs Maistre et Giambattista Maistre, procureur de son frère Francesco Saverio, sénateur au sénat de Savoie, les frères Onorato et Vincenzo Solaro et Giacomo Camillo Masino, contenant notamment les actes judiciaires sur la succession d'Onorato Berengaro devant la préfecture et le juge ordinaire de Nice, le testament de Giovanni Berengaro, des actes judiciaires et notariés concernant un bien-fonds situé à Gairaut, les procédures entre Obertino Berengaro et Giuseppe Castelli et les arbres généalogiques des familles Berengaro, Prioris et Maistre (21 septembre 1742), 2 registres et 3 cahiers

21/09/1742

1 B 355

Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » sur la succession de Giovanni Berengaro institué par son fils Gio. Michele à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droit, parmi lesquels les frères et sœurs Maistre et Giambattista Maistre, procureur de son frère Francesco Saverio, sénateur au sénat de Savoie, les frères Onorato et Vincenzo Solaro et Giacomo Camillo Masino, contenant notamment les actes judiciaires sur la succession d'Onorato Berengaro devant la préfecture et le juge ordinaire de Nice, le testament de Giovanni Berengaro, des actes judiciaires et notariés concernant un bien-fonds situé à Gairaut, les procédures entre Obertino Berengaro et Giuseppe Castelli et les arbres généalogiques des familles Berengaro, Prioris et Maistre (21 septembre 1742), 1 liasse et 3 cahiers

- le paiement de la dot et de legs revendiqués par Lucrezia Tonduti veuve Grimaldi sur l'héritage de sa sœur Margherita veuve Masin au comte Gio. Agostino Peyre della Costa, nommé héritier universel et au baron Carlo Francesco Tonduti (13 octobre 1742), 2 cahiers

- le paiement d'une somme d'argent non comprise dans le contrat de vente d'un bien-fonds sis à Cimiez, demandé par Maria Margherita Celebrina veuve Asdente à Gio. Onorato Durante (22 février 1743), 1 cahier

- le procès institué par le vassal Carlo Lascaris à l'encontre des frères Drago des Ferres et de Susanna Raynaldi épouse de Carlo Lascaris et de tous les créanciers ou ayants droit sur la succession du baron Marco Antonio Giuseppe Drago des Ferres (27 mars 1743), 1 cahier

- les droits à l'héritage paternel revendiqués par Nicola Agostino Meriano à l'encontre des ayants droit, dont le chevalier Paolo Emanuele Riccardi di Lantosca (11 juin 1743), 1 cahier

- le « generale concorso » institué par Gio. Francesco Brochier sur l'hoirie de Marianna Brochier, sa sœur, à l'encontre de tous les créanciers ou ayants droit, dont le peintre Guglielmo Thaon (1743), 1 cahier

- le paiement de legs institués par le médecin Gio. Francesco Simeone, revendiqué par sa veuve Maria Felice Chiabaudi à l'encontre de Gio. Battista Avenas, Clara Millo et Camilla Rocca (9 janvier 1744), 1 cahier

21/09/1742 - 09/01/1744

1 B 356

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la donation pour cause de noces faite à Maria Maddalena Masseglia et à son mari Giovanni Lorenzi par son père et non respectée après son décès par la seconde épouse, Maria Camilla Barriera, remariée à Gabriele Carlone, tous de Levens (24 octobre 1744), 1 cahier

- le partage des biens ayant appartenu au prêtre Giovanni Clary, recteur d'une chapellenie érigée dans la confrérie du Saint-Sépulcre de Nice, entre Gio. Ludovico Clary, secrétaire du sénat et ses frère et sœur (15 février 1745), 1 cahier

- la propriété d'un bien-fonds dit « delle serre » destiné à la célébration d'une messe hebdomadaire, revendiquée par le prêtre Francesco Periero à l'encontre de Nicola Francesco Periero de Nice (10 mars 1745), 1 cahier

- la saisie de biens demandée par le secrétaire du sénat Gio. Ludovico Clary en qualité de percepteur des « sportule » à l'encontre de Ludovico Gaudino de Colmars, hameau d'Aspremont en paiement de frais judiciaires (21 mai 1745), 1 cahier

- la saisie d'une somme d'argent, due par Gaspare Tobuon à Pietro Antonio Passeron, demandée par le secrétaire du sénat Gio. Ludovico Clary (31 juillet 1745), 1 cahier

- l'achat de vêtements et d'outils effectué auprès de soldats du régiment français d'Afrique par des Juifs, sans autorisation des supérieurs, dont le marchand Isac Isaia Lattes, inculpé sur l'indication des administrateurs de l'université des juifs, David Carcassona et Salomon Lattad de Rosa, affaire déléguée au sénateur Lea et revenue par la suite devant le sénat, en appel, le délégué n'ayant pas l'autorité du préfet du prétoire (28 août 1745), 1 cahier

- des legs institués par Francesco Pauliani et son épouse en faveur de leur fils cleric Gio. Francesco et non respectés par son frère, l'insinuateur Giambattista, affaire déléguée au président du sénat Astesan (11 décembre 1745), 1 registre

- la propriété d'une maison détenue en vertu d'un legs par les Pères carmes déchaussés du couvent de Laghet et revendiquée par l'hôpital des malades pauvres érigé à Villefranche sous le vocable de la Très-Sainte-Trinité, à titre d'hypothèque (26 avril 1746), 1 cahier

- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie des comtes Giambattista et Gio. Andrea père et fils Gallean, institué par le notaire Lorenzo Dalmas, tuteur des sœurs Maria Maddalena, épouse Thaon di Sant'Andrea et Maria Agnese Gallean, à l'encontre des créanciers, dont le comte Antonio Francesco Gaetano Gallean alias Caissotti di Robion, le comte de Peille Gio. Paolo Lascaris et son épouse Teresa Ottavia Gallean, le comte Orazio Thaon di Revel, la comtesse Gioanna Maria Chianea veuve Audiberti di Santo Stefano, le négociant Giuseppe Antonio Ongran, le monastère Saint-François-de-Sales et l'hôpital Sainte-Croix de Nice (5 mai 1746), 1 registre

24/10/1744 - 05/05/1746

1 B 357

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie des comtes Giambattista et Gio. Andrea père et fils Gallean, institué par le notaire Lorenzo Dalmas, tuteur des sœurs Maria Maddalena, épouse Thaon di Sant'Andrea et Maria Agnese Gallean, à l'encontre des créanciers, dont le comte Antonio Francesco Gaetano Gallean alias Caissotti di Robion, le comte de Peille Gio. Paolo Lascaris et son épouse Teresa Ottavia Gallean, le comte Orazio Thaon di Revel, la comtesse Gioanna Maria Chianea veuve Audiberti di Santo Stefano, le négociant Giuseppe Antonio Ongran, le monastère Saint-François-de-Sales et l'hôpital Sainte-Croix de Nice (5 mai 1746), 3 registres et 4 cahiers

- le prêt de 110 doublons d'or d'Italie accordé à Gerolamo Millo par Giuseppe Goiran en 1711 réclamé par Maria Geronima Goiran et par son mari Onorato Francesco Spitalieri, en tant que bien dotal, à l'encontre de l'hoirie de Gerolamo Millo et du capitaine Giuseppe Cauvin, tiers détenteurs des biens de Millo (22 juin 1746), 1 registre

05/05/1746 - 22/06/1746

1 B 358

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- des créances dues par le marchand Francesco Ardissonne à Carlo Benedetto et à Ignazio De May de Villefranche et au comte Giuseppe Ludovico Torrini (17 août 1746), 1 cahier

- la restitution de cens demandée par Margherita Laurens épouse Chianea di Santo Stefano au comte Giuseppe Cortina d'Eza, les moulins et terres sur lesquels ils étaient assurés étant soumis à fidéicommiss (23 décembre 1746), 1 cahier

- l'exécution d'une sentence du sénat demandée par Gio. Francesco Pauliani à l'encontre de son frère Gio. Battista concernant des legs paternels, rendue dans un litige débuté en 1745 et confié par don Philippe d'Espagne au président Astesan et suspendu à cause de l'occupation du comté (17 avril 1747), 1 cahier

- le « giudizio di generale concorso » institué par Gio. Michele Blavet sur l'hoirie de Giovanna Maria Audiberti et Bernardino, mère et fils Blavet, afin de rembourser des créanciers, parmi lesquels Ignazio Dabray, Domenico Francesco De Orestis et le monastère Sainte-Claire de Nice, contenant notamment l'arbre généalogique de la famille Blavet (22 août 1747), 1 registre et 1 cahier

22/06/1746 - 22/08/1747

1 B 359

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la défense de cultiver le terrain entourant la chapelle de la Très-Sainte-Vierge-des-Anges, située sur le col de Villefranche, exploité par Maria Ludovica Giacobi veuve du gardien de la dite chapelle Carlo Ioardo, en dépit des dispositions sénatoriales, demandée par l'insinuateur Giambattista Pauliani (28 septembre 1748), 1 cahier

- l'indemnisation du bétail appartenant à Gregorio Bailone et à Giuseppe Maria Blancardi, séquestré par les troupes françaises à Sospel et au Moulinet en 1747, reçue en totalité par Blancardi du trésorier de l'armée française M. de Rosières, dont les héritiers de Bailone réclament leur part, contenant notamment l'état des régiments composant la division de M. de la Ravoye sur lesquels le duc de Bellisle a ordonné une retenue proportionnée au pillage (18 novembre 1748), 1 cahier

- le paiement d'une pension viagère accordée par une bulle pontificale du 16 février 1733 à l'ancien chanoine de la collégiale d'Oneglia (Oneille) Cesare Antonio Paravanza de Casale sur les revenus de la collégiale et de son curé actuel Nicola Marvaldi, affaire commencée devant le sénat de Piémont en 1748 qui avait la juridiction sur la principauté d'Oneglia à la suite de l'occupation du comté de Nice, lors de la guerre de succession d'Autriche, et reprise en 1749 par le sénat de Nice (1748), 1 cahier
- le paiement en monnaie actualisée de deux cens vendus par la communauté de Bestagno en 1611 et demandé par l'abbé Antonio Mela de Napoli (Naples), les ayant hérités de Nicolo' Agostino Aschero, contenant notamment les arbres généalogiques de Nicolo' Agostino Aschero, des comtes Asdente et Curli et de l'abbé Antonio Mela (2 mai 1749), 1 cahier
- le partage de biens et de capitaux entre d'une part les frères Amei et les frères Melissano de Borgo Maro et d'autre part les frères Gandolfo de San Lazzaro, contenant notamment les arbres généalogiques des familles Amei et Gandolfo (2 mai 1749), 1 cahier
- le paiement d'une somme d'argent en exécution d'une sentence de 1710 demandé par Nicolo' Agostino Meriano à Ambrogio Niggi d'Oneglia (Oneille), affaire portée devant le sénat de Piémont en 1712 en raison de la guerre, revenue devant le sénat de Nice et reprise en 1749 (15 septembre 1749), 1 cahier
- le paiement de créances demandé par Gio. Ludovico Lausi aux héritiers du notaire Pietro Suchi et la propriété d'un bien-fonds à Massoins, hypothéqué par Lausi et occupé par les époux Ugonis, contenant notamment l'arbre généalogique de Pier Giovanni Lausi, (26 novembre 1749), 1 cahier
- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie du capitaine Francesco Cotto de Nice, décédé à Antibes, institué par le prêtre Marco Cotto, son héritier, à l'encontre des créanciers et ayants droit (mars 1750), 1 cahier
- le remboursement du prix d'une coupe de bois et des frais engagés pour l'achat d'ustensiles et de bêtes pour la construction de chemins, demandé par le négociant Giuseppe Antonio Ongran de Saint-Sauveur, habitant à Nice, et ses associés de Toulon à l'encontre de la communauté de Clans, la coupe de bois ayant été annulée à la suite d'un édit royal de mars 1750 (29 avril 1750), 1 cahier
- l'évacuation des appartements et magasins situés près de la rue du pont à Nice, loués à Maria Teresa Rey, veuve Farauo, demandée par le négociant Gio. Onorato Durante, les ayant achetés du vassal et avocat des pauvres Giuseppe Francesco Carlo Ricci (8 juin 1750), 1 cahier
- le paiement de la totalité de la somme due par Marianna Peyrani veuve Canubio (Cannubio) di Torretas, en qualité d'héritière d'Onorato Chiabaudis, et par Giuseppe Orazio Thaon di Revel, pour l'achat effectué en 1652 des bandites, terres gastes et fours appartenant au sénateur Lascaris et à son épouse, réclamé par Onorato Passeroni, curateur de la succession des frères Luigi et Michelangelo Lascaris, affaire poursuivie par Giacinto Pascheri et les sœurs Pascheri, en qualité d'héritier d'Anna Francesca Grimaldi Richier à l'encontre de la communauté de Tourrette et du comte Canubio (Cannubio) devant la Chambres des comptes, concernant le caractère féodal ou allodial des biens, (dossier incomplet), (24 octobre 1750), 1 registre

28/09/1748 - 24/10/1750

1 B 360

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de la totalité de la somme due par Marianna Peyrani veuve Canubio (Cannubio) di Torretas, en qualité d'héritière d'Onorato Chiabaudis, et par Giuseppe Orazio Thaon di Revel, pour l'achat effectué en 1652 des bandites, terres gastes et fours appartenant au sénateur Lascaris et à son épouse, réclamé par Onorato Passeroni, curateur de la succession des frères Luigi et Michelangelo Lascaris, affaire poursuivie par Giacinto Pascheri et les sœurs Pascheri, en qualité d'héritiers d'Anna Francesca Grimaldi Richier à l'encontre de la communauté de Tourrette et du comte Canubio (Cannubio) devant la Chambres des comptes, concernant le caractère féodal ou allodial des biens, (dossier incomplet) (24 octobre 1750), 2 registres et 9 pièces
- la révision d'une sentence du sénat du 23 septembre 1739 concernant une chapellenie instituée par Gabrielle du Puget comtesse Badat en 1688, revendiquée par le prêtre Ottavio Maria Tondut, fils du baron Carlo Francesco et par l'abbé Louis Antoine Laugier Verdache de Châteauredon en Provence (4 décembre 1750), 1 cahier
- une succession fidéicommissaire revendiquée par Francesco Bacilleri Agnese d'Oneglia (Oneille) et la restitution des biens immeubles faisant partie du fidéicommiss réclamée à la société commerciale Bois-sier et Naville établie à Livorno (Livourne) et au négociant Paolo Maistre de Genova (Gênes) qui les détenait en tant que créanciers (13 février 1751), 1 cahier
- le droit de détenir les eaux huilees sortant du pressoir demandé par le médecin Francesco Laurenti de Belvédère et d'autres propriétaires des moulins de Saint-Martin-du-Var à l'encontre de la communauté de La Roquette (11 juin 1751), 1 cahier
- le paiement d'une pension de 15 écus d'or revendiqué par le baron de Berre Giulio Cesare Terrazzani à la communauté dudit lieu (19 juin 1751), 1 cahier

- le paiement de dîmes réclamé par le chapitre de la cathédrale de Nice sur les biens détenus par les couvents Saint-Jacques, Saint-Dominique, Sainte-Marie, Saint-François-de-Sales, Sainte-Claire et Saint-Bernard, contenant une lettre du 6 février 1745 de l'évêque Carlo Francesco Cantono (17 août 1751), 1 registre et 1 cahier

24/10/1750 - 17/08/1751

1 B 361

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le mariage arrangé par Rosa De Orestis veuve Crespel, habitant à Roquebillière, entre sa fille Maria Maddalena et l'officier au service de la France Francesco Filippo Fatio et la promesse d'une dot importante et de la primogéniture, le gendre étant dépourvu de biens par ses parents à la suite de son abjuration de la religion calviniste (18 septembre 1751), 3 cahiers
- le paiement d'un capital demandé par les négociants Trofimo et Antonio Coppon à Laura Giuglaris en qualité d'héritière de Cassandra Maria Fabri, sa mère (30 octobre 1751), 1 cahier
- la propriété d'une maison en contrebas du château, détenue par le prêtre Pietro Genoïno et contestée par l'insinuateur Giambattista Pauliani (12 février 1752), 1 cahier
- la nullité d'actes, dont une dation en paiement et une cession de berger avec troupeau, réclamée par Angela Maria Ricordi veuve Blanc de Peille et par Giuseppe Saissi de Nice à l'encontre des époux Fulconis de L'Escarène (11 mars 1752), 1 cahier
- le paiement de la dot de leur mère exigé par les frères Francesco et Onorato Trans à l'encontre de Gio. Maurizio Barli Fabri (2 mai 1752), 1 cahier
- la propriété d'immeubles situés à Pigna, détenus par Maria Litardi épouse Paciaudi et revendiqués par les frères Oddi et Guarini (17 août 1752), 1 cahier
- la validité d'un acte du 19 juin 1604 concernant la division de terrains indivis entre les communautés de Lucéram et Sospel et le séquestre de la part de Lucéram de troupeaux appartenant à des particuliers de Sospel et Moulinet, contenant des extraits cadastraux de Lucéram de 1702 (21 octobre 1752), 1 cahier
- le paiement de cens annuels, situés sur des biens-fonds de Châteauneuf, demandé par le couvent Saint-Dominique à Gio. Onorato Bermondo et contesté par la communauté de ce lieu, contenant notamment les actes exécutifs pris par l'intendant de 1726 à 1731 à l'encontre de Châteauneuf (17 novembre 1752), 2 registres et 1 cahier
- une nouvelle répartition des charges et des impôts demandée à la communauté de Roure par 31 habitants de Saint-Sauveur possédant des biens sur le territoire de Roure, compte tenu d'une transaction du 7 novembre 1650 et du cadastre de 1702 (31 janvier 1753), 1 cahier

18/09/1751 - 31/01/1753

1 B 362

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- un legs institué dans son testament rédigé à Madrid par le comte Onorato Leotardi de Pigna, Buggio et Gordale en faveur de son neveu Giuseppe Leotardi réclamé à l'encontre de l'hôpital de charité de Nice, le testateur ayant désigné son âme en qualité d'héritière universelle, contenant la transcription d'un billet royal envoyé par le prince de Savoie au président du sénat Richelmi, en 1733, interprétant le sens du testament (24 mars 1753), 2 cahiers
- le partage de l'héritage du baron Gio. Battista Drago des Ferres entre le comte Baldassarre Alessandro Simeon de Balbis, capitaine des invalides dans le château de Villefranche, et Clara (Carlotta) De Blacas veuve du baron Drago des Ferres, originaire de Carros (2 mai 1753), 1 cahier
- le paiement de sommes découlant de la dot du canonicat dues au chanoine Tommaso Noaro de Diano par la communauté de Castelvecchio à prélever sur les recettes de la gabelle communale à l'encontre du couvent des Pères Augustins de Pontedassio (26 mai 1753), 1 cahier
- le « giudizio di generale concorso » institué sur l'hoirie du fondeur Antonio Francesco Vagione par les négociants de Marseille Gio. Pietro Clerico de la société commerciale Clerico et Caproni, avec l'intervention de Gio. Battista Castelli et du sénateur et avocat des pauvres Giuseppe Francesco Ricci des Ferres (20 juillet 1753), 1 registre
- la liquidation des cens contractés en florins et leur conversion en lires demandée par la communauté de Saorge à l'intendant Lazaro Corvesi (4 août 1753), 1 cahier
- le remboursement d'un cens contracté en 1617 par la communauté de Rocchetta et assigné en dot à la chapelle de la Vierge de l'Assomption de Ventimiglia (Vintimille) et sa conversion en monnaie courante demandés par la communauté au chapelain Filippo Vachieri de Sospel (20 octobre 1753), 1 cahier
- la confiscation des biens de Gio. Andrea Lautard à cause de sa condamnation à mort, au profit du fisc de Villars, sur lesquels Claudio Audoli et les frères Laus demandent d'être remboursés d'une créance, le fisc renonçant à ses droits (3 novembre 1753), 1 cahier

24/03/1753 - 03/11/1753

1 B 363

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le partage de l'héritage de Luigia Spinelli Cotta revendiqué par Francesco Antonio Fedele Spinelli et son oncle de La Brigue à l'encontre des sœurs Braida et de Teresa Blavet veuve Capeu, tous descendants de l'abbé Giacomo Spinelli et révision de la sentence rendue par le sénat le 24 mars 1759, affaire ayant fait l'objet de deux décisions originales du sénateur Buffon (17 novembre 1753), 1 registre et 3 cahiers
- la succession de Gio. Battista et Claudio Ciais, comportant un fidéicommiss, réclamée par leur descendant Gio. Battista, à l'encontre de plusieurs habitants d'Utelle, de La Tour, Duranus et Villars, détenteurs des biens (15 mars 1754), 1 cahier
- le droit de nommer les chapelains de l'oratoire, érigé à La Brigue sous le titre de Saint-Philippe-Neri en 1684 par le prêtre Guglielmo Alberti, attribué par le fondateur à la communauté et cédé en 1719 par celle-ci au sénateur Antonio Granella, ayant ajouté une vigne à la dot de l'oratoire, revendiqué par les chapelains nommés par la communauté à l'encontre de l'abbé Gio. Andrea Granella, fils du sénateur, contenant notamment des actes consulaires de 1719, 1722, 1731 et 1734 (17 août 1754), 1 registre
- un bien-fonds situé dans le quartier de Saint-Charles à Nice soumis à fidéicommiss par Pietro Alziari en 1676, parvenu au comte Giovanni Alziari di Venanzone, revendiqué par ses sœurs à l'encontre des frères et sœur Casa d'Alassio et de Francesca Alziari, contenant notamment l'arbre généalogique de Pietro Alziari di Venanzone (26 octobre 1754), 1 cahier
- la substitution fidéicommissaire établie dans le testament du vassal Vittorio Bonetto d'Ayglun de 1681 réclamée par Antonio Francesco Mirapelli à l'encontre des sœurs Camilla et Anna Maria Audifredi, contenant notamment l'arbre généalogique d'Antonio Bonetto, seigneur d'Aiglun (14 décembre 1754), 1 cahier
- le partage de l'héritage de Carlo Andrea Blanc demandé par sa sœur Maria Ludovica épouse Pin à l'encontre de son père et grand-père, tous de L'Escarène (17 décembre 1754), 1 cahier
- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie de Maria Vittoria Chiabauda veuve Maria et de Bartolomea Ardissonne épouse Barriera, institué par Onorata Maria veuve Chiabauda (28 janvier 1755), 1 cahier
- le paiement des intérêts d'une créance demandé par le vassal Andrea Verani Masin au vassal Gio. Andrea Masin (13 mai 1755), 1 cahier
- le droit de succéder dans les biens, soumis à fidéicommiss légués par l'abbé Pietro Gioffredo, revendiqué par Anton Francesco Bonfiglio vassal de La Roquette à l'encontre de ses sœurs, descendants de Benedetta Laugeri nièce de l'abbé, contenant l'arbre généalogique d'Antonio Gioffredo (23 juin 1755), 2 cahiers
- le paiement d'une somme d'argent due par le vassal Giacomo Onorato Rainaldi di Falicone au vassal Carlo Vachieri, à Angelo Cairaschi et à d'autres habitants de Sospel en vertu d'une sentence du sénat (2 août 1755), 1 cahier

17/11/1753 - 02/08/1755

1 B 364

Dossier de procédure relatif au « giudizio di concorso » institué par Maria Francesca Elisabetta Cortina San Martino d'Eza épouse Peyre della Costa sur l'hoirie de son père Pietro Giuseppe à l'encontre des créanciers et ayants droit, dont son mari, le comte Gio. Gerolamo, l'avocat Carlo De Giudici, le curateur de l'hoirie du comte Pietro Antonio Pio Chianea di Santo Stefano, le baron Giuseppe Grimaldi di Sauze et le comte Carlo Francesco Cays di Gilletta (29 août 1755), 2 registres

29/08/1755

1 B 365

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une créance exigée par Angelica Maria Garda veuve Necco, en qualité de cessionnaire du négociant Gio. Onorato Durante, au vassal Giuseppe Barralis (11 octobre 1755), 2 cahiers
- l'exécution d'un legs institué par Giuseppe Isnardi en 1734 revendiquée par les hôpitaux de charité et des malades érigés à Sigale à l'encontre de Gio. Giuseppe Baudoin de Roquestéron, héritier des Isnardi (3 décembre 1755), 1 cahier
- le paiement des intérêts d'un capital demandé par Claudio Cesare Blacas, marquis de Carros, en tant que père de Luigia Francesca fille de feu son épouse Maria Antonia Borriglion et contesté par la comtesse d'Aspremont, Maria Margherita Borriglion veuve Lascaris Castellar et par la marquise Maria Luigia Durazzo Borriglion, en vertu de la loi d'aubaine, ainsi que le droit d'hériter les biens de ladite Maria Antonia Borriglion, marquise de Carros, situés dans les États sardes (6 décembre 1755), 2 cahiers
- l'abandon de la maison conjugale et l'aliénation de tous les biens effectués par Giuseppe Ottavio Rosagni, fils du médecin Pietro Francesco, au préjudice de son épouse Margherita Teresa Braida, fille du comte Giuseppe Ludovico, habitant à Nice (12 décembre 1755), 1 cahier

- l'interdiction de dériver les eaux du vallon de Gorbio servant à alimenter les moulins et d'introduire dans le village des farines moulues ailleurs demandée par le vassal Marcello Giacinto De Gubernatis et par le comte Orazio Giuseppe Ghisi di San Salvatore à l'encontre de la communauté de Gorbio (27 février 1756), 1 cahier
- la reconstruction des moulins à farine et à huile de La Roquette du Var et des canalisations emportées par une crue du Var en septembre 1755, demandée par les propriétaires des moulins à la communauté, en vertu d'une dation en paiement de 1642 (24 juillet 1756), 1 cahier
- le paiement d'un cens, institué en 1719 par Gio. Ludovico Raibaud d'Ascros, demandé par le couvent Saint-Augustin de Puget aux héritiers de Raibaud (6 septembre 1756), 1 cahier
- le paiement d'une partie de la dot de sa mère et de cens demandé par le prêtre Guglielmo Maurelli de Nice à l'encontre de l'hoirie du chirurgien Giambattista Maurelli, son père (13 septembre 1756), 1 cahier
- le « giudizio di generale concorso » institué par Gioanna Maria Chianea veuve Audiberti sur les biens du comte Pietro Antonio Pio Chianea di Santo Stefano, contenant en particulier l'inventaire après décès des biens du comte dont sa bibliothèque (16 octobre 1756), 1 registre

11/10/1755 - 16/10/1756

1 B 366 Dossier de procédure relatif au « giudizio di generale concorso » institué par Gioanna Maria Chianea veuve Audiberti sur les biens du comte Pietro Antonio Pio Chianea di Santo Stefano, contenant en particulier l'inventaire après décès des biens du comte, dont sa bibliothèque (16 octobre 1756), 2 registres
16/10/1756

1 B 367 Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di concorso » sur les biens du vermicellier Giambattista Bonifacio institué par sa femme Teresa Benin de Nice pour récupérer sa dot, confondue dans la masse des avoirs recensés par les créanciers, son mari ayant abandonné la ville et son négoce (5 février 1757), 1 cahier
- les travaux d'écoulement des eaux pluviales exécutés dans une maison par Giulio Cesare Alberti au préjudice de celle de Caterina Crespel épouse Alberti, tous de Sospel (11 mars 1757), 1 cahier
- la restitution de la dot d'Anna Maria Dulbecchi épouse Amedeo demandée par son père Gio. Agostino Dulbecchi d'Oneglia (Oneille), à l'encontre de Giuseppe Maria Amedeo, son gendre (26 mars 1757), 1 cahier
- la possession du prieuré de Saint-Jean-d'Aurèle revendiquée par le procureur de la mense épiscopale de Glandèves à l'encontre du prêtre Claudio Flotta (26 mai 1757), 1 cahier
- la récupération de la dot demandée par Marianna Cotta veuve Scoffiero à l'encontre de l'hoirie de son mari et d'autres ayants droit de la société commerciale existant à Nice sous le nom d'Andrea Cotto, parmi lesquels le négociant Luigi San Pietro, procureur de la société Ester et Gept de Montpellier et le comte Giuseppe Laurenti di Venanzone (8 juin 1757), 2 cahiers
- le partage de l'héritage de Francesca Bernarda épouse Allavena entre Lucrezia Allavena et son oncle Domenico, de Pigna, contenant notamment la transcription des statuts de 1497, de 1567, de 1660 de la communauté et la viguerie de Sospel et l'arbre généalogique de la famille Allavena (16 juillet 1757), 2 cahiers
- la révision de la sentence du sénat du 13 juillet 1743 prononcée dans le « giudizio di concorso » institué sur l'hoirie du vassal Luigi Gallean, entre Lazaro Gallean et Gio. Angelo Dalmassi, demandée par Maria Camilla Gallean Richier di Castelnuovo, épouse Rabier de la Baume (27 août 1757), 3 cahiers
- l'héritage de Giulia Angelica Spinelli, sœur de l'abbé Giacomo, revendiqué par Maria Maddalena Davo épouse Cottalorda de Saorge en tant que fille unique de Dorotea Baruchi à l'encontre de Giulio Cesare Baruchi de La Brigue (15 octobre 1757), 2 cahiers
- le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Pietro Basso institué par sa veuve Maria Dorotea Curella à l'encontre, entre autres, du couvent Saint-François de Nice, du marchand Claudio Grosson et du négociant Robigliart (13 décembre 1757), 1 cahier
- la restitution de la dot demandée par Isabella Leotardi, fille du comte de Pierlas épouse de l'avocat Vittorio Amedeo Denans (De Nans), à Andrea Ribotti de Rigaud, frère du premier mari d'Isabella (3 février 1758), 1 cahier

05/02/1757 - 03/02/1758

1 B 368 Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'héritage de l'insinuateur Giuseppe Fighiera de Lantosque revendiqué par Rosa Tomati, sa veuve et par les sœurs Fighiera (17 mai 1758), 1 cahier
- le partage des biens, dont une partie soumis à fidéicommiss, appartenant à Lorenzo et à Gian Domenico Dettat Doria entre les héritiers, Pietro Roissard et Gio. Maurizio Barli Fabri, contenant l'inventaire après décès (2 juin 1758), 1 registre
- la propriété de terres et maisons situées dans le quartier Premairans à savoir Bolcan dans la campagne de Nice, revendiquée par Pietro Barlet d'Aiglun à titre d'hypothèque à l'encontre de Gio. Antonio Gorgerin, du Juif Giuseppe Vidal de Drap et d'Andrea Arnulfo (28 juillet 1758), 1 cahier

- le paiement d'une somme prévue dans un acte de 1708 demandé par Maria Maddalena Raimondi épouse De Gubernatis, en tant qu'héritière de son père le vassal Gerolamo Raimondi de Gorbio, à l'encontre des frères et sœurs Rocca de Peille, contenant notamment l'arbre généalogique de Claudio Rocca (13 septembre 1758), 1 cahier
 - la surélévation de la maison appartenant aux frères et sœurs Maistre, dont le prêtre Giambattista en qualité de mandataire de Francesco Saverio avocat fiscal général au sénat de Savoie, située devant le collège des Jésuites, à l'encontre des dispositions testamentaires du prêtre Pietro Stefano Martin, effectuée par Pietro Ludovico et Pietro Antonio Martin de La Tour, contenant notamment les actes devant le vicaire général de Nice opposant les frères et sœurs Maistre à Pietro Stefano Martin du 18 mars 1754 et une supplique concernant l'ouverture de fenêtres faite par Pietro Antonio Blanc dans un mur mitoyen (14 octobre 1758), 3 cahiers
 - le partage des biens de famille contesté par le prêtre Carlo Cauvin à l'encontre de ses frères, tous de Touët (25 novembre 1758), 1 cahier
 - les biens soumis à fidéicommiss et primogéniture provenant de la succession du comte Giovanni Chianea, revendiqués par Domenico Raimondo Pellegnin et par la comtesse Giovanna Maria Chianea di Santo Stefano veuve Audiberti, contenant notamment l'arbre généalogique de la famille Chianea (11 décembre 1758), 1 cahier
 - l'interdiction d'enregistrer dans le cadastre le moulin à farine, la moitié d'un four et les droits s'y rattachant, ainsi que les terres situées sur le territoire de Coaraze, demandée par le propriétaire Francesco Giacinto Pascheri de Nice, la communauté les ayant vendus francs de toute charge, contenant notamment les datations en paiement du 25 septembre 1640 et du 3 avril 1642 par lesquelles la communauté cédaient les biens communaux à ses créanciers (3 février 1759), 1 cahier
 - le droit de pâturage depuis le 8 septembre jusqu'au 11 mai de chaque année dans les alpages de la montagne dite Demant, revendiqué par la communauté de Roubion et contesté par celle de Beuil, contenant notamment la transaction du 11 mars 1687 entre Roubion et le baron Le Long de Chenillac, comte de Péone, Beuil et Sauze, faite à Torino (Turin) et la convention du 12 juin 1687 entre Beuil et Roubion au sujet du droit de pâturage dans le quartier dit La Cogliola (28 mai 1759), 2 cahiers
 - la propriété d'une terre située près de Breil, revendiquée par Ambrogio Robiolis et par Gio. Battista Orenge, ce dernier l'ayant achetée à Pasquale Isnardi de Sospel (4 août 1759), 2 cahiers
- 17/05/1758 - 04/08/1759

1 B 369

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la surélévation d'une maison située à Oneglia (Oneille) appartenant à l'abbé Antonio Calzamiglia aux dépens de son voisin le trésorier Giuseppe Bonico (25 août 1759), 1 registre
- le paiement d'un legs dû par Elisabetta Bailon et les frères De Amicis à Maria Maddalena Autier veuve De Amicis (28 septembre 1759), 1 cahier
- la propriété de moulins à huile et à farine revendiquée par l'avocat Marcello Giacinto Maria Alberti à l'encontre de l'avocat Giuseppe Pastoris et de Maria Margherita Milon, sa femme, tous de Sospel (29 novembre 1759), 1 cahier
- l'assignation d'une terre située à Santa Maria del Bosco, dans la vallée de Stellanello, appartenant à Nicolo' Durante de ce lieu, en faveur du prêtre Bartolomeo Merello, curé de l'église paroissiale Saints-Pierre-et-Paul de Testico, se disant créancier de la communauté et des particuliers de Santa Maria del Bosco (14 décembre 1759), 1 cahier
- le droit d'utiliser un site en commun, situé entre deux habitations, pour y verser les eaux usées, revendiqué par les frères Domenico et Gio. Francesco Guiglieri et contesté par les frères Amei, tous de Borgo Maro (14 décembre 1759), 1 cahier
- une convention de répartition de biens et de corps établie sous l'égide du président Mellarède entre Caterina Dalmassi de Sigale et son mari, le notaire Antonio Alziari du lieu de Ferres, non respectée par ce dernier, contenant notamment les actes devant le tribunal épiscopal (1er février 1760), 2 cahiers
- le paiement de sommes d'argent découlant d'un acte de cession de 1760 et d'une transaction de 1759 demandé par l'avocat et vice-préfet Francesco Milon à Ottavio Milon et aux frères Domenico et Gio. Giuseppe Ciaulan (14 mars 1760), 1 registre

25/08/1759 - 14/03/1760

1 B 370

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une dot congrue et d'un trousseau à prélever sur la succession de Giovanni Baldoino, demandé à ses sœurs par Maria Caterina Baldoina, sa fille, épouse Vachieri, contenant un inventaire de vêtements et bijoux (14 mars 1760), 1 registre
- la restitution d'une somme d'argent, découlant d'un legs destiné à l'achat d'une tapisserie pour l'église de Bardineto et le remboursement des dépenses occasionnées pour cet achat, demandés par l'archiprêtre Gio. Andrea Canevari au marquis Ottaviano Tommaso Costa Del Carretto et aux confréries du Très-Saint-Sacrement et du Rosaire, érigées dans ladite église (26 mars 1760), 2 cahiers

- les modalités particulières, dont l'introduction d'eau chaude lors du broyage des olives dans les moulins appartenant à la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina d'Eza épouse Peyre della Costa, réclamées par la communauté et les habitants d'Èze et contestées par la comtesse et par le curateur de l'hoirie Cortina d'Eza (20 novembre 1760), 1 cahier
- la mise en possession des biens situés dans les quartiers du Temple et du Ray à Nice, faisant partie d'une chapellenie laïcale instituée par la comtesse Gabrielle du Puget Saint-Marc veuve Badat, demandée par l'abbé Honoré Brunon de Rabier de la Baume de la ville d'Annot en Provence, par le baron Carlo Francesco Tondut (Tonduti) di Falicone, lieutenant général et gouverneur du château de Villefranche, par le baron Jean-Paul du Puget Châteauneuf de Grasse, le baron Jean-Louis du Puget Saint-Marc de la ville d'Aix, les frères Laugier De Verdache de Châteauredon en Provence et par l'évêque de Toulon Alessandro Lascaris Ventimiglia (10 décembre 1760), 1 registre
- la révision de la sentence du sénat du 21 juin 1760 demandée par l'avocat Carlo Francesco Granella, fils du sénateur Antonio, à l'encontre des prêtres et de la communauté de La Brigue en leur qualité de chapelains et détentrice du jus patronatus de la chapelle de Notre-Dame des Grâces et de Saint-Philippe-Neri concernant le remboursement de cens, services annuels et frais payés pour les biens de la chapelle (14 avril 1761), 1 registre

14/03/1760 - 14/04/1761

1 B 371

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le partage de l'héritage de l'avocat Giacomo Nicolai, oncle des sœurs Bovis, de Nice demandé par Maria Caterina Bovis épouse Rossetti di Castelnuovo et refusée par la comtesse Maria Teresa Bovis épouse Authier di San Bartolomeo (2 mai 1761), 1 cahier
- les taxes et charges pesant sur les biens des frères Gandolfi, d'après les relevés cadastraux de 1676, exigées par la communauté de Chiusanico, contenant notamment un extrait du cadastre de 1676 (8 juin 1761), 5 cahiers
- la révision d'une sentence prononcée par le Magistrat du Consulat du 9 juillet 1761 demandée par la société commerciale Velixandre Ollivier, originaire d'Aix et établie à Oneglia (Oneille) pour exporter la production d'huile du pays, concernant le paiement de créances dues au négociant Jean Drouet (Droet) de Rouen et à d'autres négociants de Paris, Amiens, Montpellier, Marseille, Hambourg en Allemagne et de Livorno (Livourne) en Toscane, la société commerciale ayant perdu des cargaisons, surtout à cause des Anglais et des Danois en 1757 (22 octobre 1761), 1 registre
- la vente faite au négociant niçois Alessandro Scudier par le comte Giuseppe Ludovico Torrini d'un jardin avec maison, situés à Longchamp près de Nice, faisant partie d'un fidéicommissaire, après autorisation du roi, pour faire face aux créanciers (23 janvier 1762), 1 registre
- les prétentions manifestées par le prêtre Ludovico Cauvino et par les époux Cauvini sur la chapelle érigée dans l'église paroissiale de Touët sous le titre de la Vierge de l'Assomption, dont Pietro Giacobi de Nice revendique la possession « ab immemorabili » (23 octobre 1762), 1 cahier
- le « giudizio di concorso » institué par Vittoria Gabriella Alli Maccarani veuve Lea di Castelnuovo sur les biens du marquis Stefano Alli Maccarani, son père, à l'encontre des créanciers (20 novembre 1762), 1 registre

02/05/1761 - 20/11/1762

1 B 372

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une redevance annuelle dû par la confrérie du Saint-Sépulcre au comte Orazio Thaon di Sant'Andrea en raison d'une terre située dans le quartier de l'Ariane, près de Saint-André, soumise à bail emphytéotique (20 novembre 1762), 1 cahier
- le droit d'utiliser l'eau d'un puits situé sur une terre près de Borgo Maro revendiqué par le propriétaire, le prêtre Gio. Battista Amei, à l'encontre des prêtres Antonio et Gio. Battista Marvaldi de Candiasco (4 décembre 1762), 1 cahier
- la restitution de la moitié de la dot réclamée par le médecin Vittorio Gilletta de Levens à l'encontre des frères Draghi et des sœurs Tobon de L'Escarène, tous héritiers de Caterina Gilletta épouse Peyrani (6 décembre 1762), 1 cahier
- la propriété d'immeubles sis à Oneglia (Oneille) revendiquée par les frères Giacomo et Stefano Lomellini de Genova (Gênes) à l'encontre du comte et avocat Gioachino Belgrano di Famolasco de Torino (Turin), héritier de Maria Pellegrina Anfosso veuve Giribaldi, contenant une description de bijoux (30 décembre 1762), 2 cahiers
- la propriété d'une boutique et d'une cave sises à Oneglia (Oneille) et le paiement de loyers revendiqués par le vice-préfet Vittorio Amedeo Brunengo, en qualité d'administrateur des biens de ses enfants mineurs, à l'encontre du comte Gioachino Belgrano di Famolasco de Torino (29 janvier 1763), 5 cahiers

- le « giudizio di generale concorso » sur les biens d'Anna Maria Lucrezia Doria de Dolceacqua, institué par sa mère Angela Maria Maccari veuve Doria à l'encontre des créanciers, dont le comte Gio. Gerolamo Peyre della Costa et son épouse Maria Francesca Elisabetta Cortina San Martino d'Eza (18 mars 1763), 2 registres et 3 cahiers

20/11/1762 - 18/03/1763

1 B 373

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie du vassal Bartolomeo Barralis institué par ses créanciers et ayants droit parmi lesquels la comtesse Lucrezia Bianchi épouse De Balbis, la confrérie de la Miséricorde de Nice, l'église paroissiale et la chapelle de la Très-Sainte-Vierge-de-piété de Peillon, l'hôpital Sainte-Croix de Nice (31 mai 1763), 1 registre

- la nullité d'un acte de transaction de 1761 passé entre Ignazio Cauvino et Gio. Battista Scofferi de Gilette, en tant que mandataire du négociant Claude Arnoux de Bordeaux et des frères Arnoux habitant à San Domingo, dans la ville du Petit-Goâve (Haïti), concernant les droits de succession découlant du décès de Pietro Arnoux du Broc (13 août 1763), 1 cahier

- les biens soumis à fidéicommis et primogéniture, dévolus par volonté du testateur à l'aîné issu de mariage légitime, réclamés par Carlo Gaetano Giuglaris, enfant puîné, à l'encontre de son frère aîné Bartolomeo, ce dernier étant né avant la célébration du mariage, tous de Roquebillière (23 décembre 1763), 2 cahiers

- la substitution fidéicommissaire concernant les bandites de Saint-Étienne et autres biens légués par Margherita Laurens veuve Chianea di Santo Stefano à son gendre Domenico Pellegnin, revendiquée par Gioanna Maria Chianea veuve Audiberti à l'encontre de Stefano et Gioanna, père et fille Pellegnin (10 janvier 1764), 1 registre et 2 cahiers

- le droit de partager l'héritage de Paolo Bartolomeo Barralis et un supplément de rente, compte tenu du testament de sa mère Maria Caterina Lascaris Ventimiglia, réclamé par Giambattista Barralis à l'encontre des frères et sœur Barralis, contenant notamment l'arbre généalogique de Gio. Francesco Barralis (14 janvier 1764), 2 cahiers

- la révision d'une sentence du Magistrat du Consulat du 15 décembre 1763 concernant la vente faite à Marseille de douelles en hêtre par Stefano Sambolino de Savona (Savone) contrevenant aux dispositions données par le négociant Giuseppe Maccagli de Loano, affaire parue d'abord devant l'amirauté de Marseille en 1758 (24 mars 1764), 2 cahiers

31/05/1763 - 24/03/1764

1 B 374

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le droit de procéder à la nomination du chapelain desservant la chapellenie fondée par Gerolamo Robiolis, le 13 octobre 1507 sous le vocable des Saints-Pierre-et-Paul, revendiqué par le prêtre Ambrogio Robiolis à l'encontre du prêtre de l'église paroissiale de Breil Carlo Domenico Robiolis, contenant notamment l'arbre généalogique d'Ambrogio Robiolis, une attestation du vicaire général de Sospel de 1772 portant le cachet à sec de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) Angelo Luigi Giovo, affaire parue devant le vicaire général de l'évêché de Ventimiglia et en appel devant le tribunal métropolitain de Milano (Milan) (5 juin 1764), 1 cahier et 8 pièces

- l'administration des biens familiaux demandée par Giuseppe Stefano Cotto à son frère Antonio Francesco et le partage de l'héritage de leur père, gouverneur de Montalban (17 août 1764), 1 cahier

- le partage de l'héritage entre d'une part le père et les fils Bucchioni et Lucrezia Ainesi de Sospel et d'autre part le père et fils Borriglion et les sœurs Fulcheri (28 septembre 1764), 1 registre

- la vente d'un bien-fonds situé, à Caucade dans la campagne de Nice, effectuée par Carlo Bochio pour payer ses créanciers (13 octobre 1764), 3 cahiers

- la révision d'une sentence du sénat du 29 avril 1763 concernant des donations faites par Ludovico Robaudy, père de Gio. Battista et de Giacomo lors de leurs mariages (27 octobre 1764), 1 registre

- le droit d'exercer le jus patronatus institué en 1649 par Andrea Straforello revendiqué par les frères Giambattista et Tommaso Grolleri à l'encontre de Giuseppe Amoretti et du prêtre Tommaso Noaro (20 novembre 1764), 2 cahiers

- le paiement d'annuités arriérées d'un cens institué en 1663 réclamé par le couvent Saint-Dominique au comte Orazio Ghisi di San Salvatore, en tant qu'héritier d'Anna Francesca Fabri (11 janvier 1765), 1 cahier

- la propriété d'une maison faisant partie de l'héritage du vassal Vittorio Bonet d'Aiglun, située près du couvent des Pères franciscains à Nice, revendiquée par les sœurs Maria Camilla et Anna Audifredi et occupée par le comte Gio. Paolo Agostino Lascaris, contenant des informations sur la famille Rasini de Nice dont le capitaine Francesco Antonio qui s'embarqua en 1684 à Villefranche sur un navire de la République de Venise, engagé dans la guerre de Morée (18 janvier 1765), 1 cahier

- le partage des dépenses pour l'alimentation et pour les funérailles engagées pour Domenico Bertella, soyeux originaire du littoral ligure, habitant à Nice, demandé par Giambattista Bertella, son fils à sa sœur Dorotea, mariée à Renato Sénéchal dit Gervais de Paris, résidents à Parma (Parme), représentés par le prêtre Fabrizio Sauvaigo (1er février 1765), 1 cahier
- la constitution de la dot exigée par Margherita Belmondi épouse Gilletta à son frère Guglielmo Belmondi (6 avril 1765), 3 cahiers

05/06/1764 - 06/04/1765

1 B 375

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le droit de préemption sur un bien-fonds situé dans le quartier de Roquebillière à Nice, vendu par Giuseppe Maria Berengaro au sénateur Gio. Francesco De Orestis, revendiqué par Luisa Mirapelli épouse Guiglionda (19 octobre 1765), 1 cahier
- la contestation du testament de Giuseppe Antonio Ongran de Saint-Sauveur, faite par son fils aîné Ludovico Antonio, se sentant lésé par rapport aux legs laissés à son frère cadet, le comte Giuseppe Francesco di Fiano et par les créanciers de ce dernier, affaire déléguée au président du sénat Ferraris (13 février 1766), 1 registre
- la validité de plusieurs cens dus par la communauté de Rezzo au marquis Giovan Carlo Pallavicino, patricien génois, en qualité de père et administrateur de son fils Paolo Gerolamo Pallavicino di Clavesana (7 mars 1766), 1 registre

19/10/1765 - 07/03/1766

1 B 376

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le litige pour le paiement d'une créance entre d'une part Carlo Robaudi et Gio. Francesco Ricordi et d'autre part Ludovico Bianchi et la communauté de Peille, affaire déléguée au président du sénat Ferraris, (dossier incomplet), (21 mars 1766), 1 cahier
- le droit de faire célébrer un nombre de messes correspondant aux revenus d'une maison avec magasin située à Oneiglia (Oneille), par des prêtres de leur choix, revendiqué par le capitaine Giacomo Antonio Assi de Lucinasco et par Guglielmo Stella, habitant à San Remo, et contesté par le cleric Antonio Amoretti d'Oneiglia (6 mai 1766), 1 cahier
- le droit de couper des bois, situés sur le territoire de Bestagno, afin de cuire le pain, revendiqué par les boulangers Giacomo Musso et Lorenzo Verda de ce lieu et contesté par le comte Filippo Calzamiglia di Villaguardia d'Oneiglia (27 septembre 1766), 2 cahiers
- le paiement de créance demandé par Cipriano Rossetti au prêtre Cipriano Millo, tous de La Turbie (24 janvier 1767), 1 cahier
- le paiement de la dot demandé par Lucrezia Lascaris Ventimiglia veuve Martini di Dosfraires à l'encontre de son frère, le comte Gaspare Alessandro Lascaris Ventimiglia (24 janvier 1767), 1 cahier
- la restitution d'une somme d'argent versée lors de la vente d'un bien-fonds sis à Cap de Croix, le bien-fonds s'avérant hypothéqué par un cens, demandée par le prêtre Gio. Francesco Bianchi au procureur Paolo Francesco Ruffi (31 janvier 1767), 1 cahier
- le paiement de la dot demandé par Maria Margherita Bottini veuve Rosa à ses frères, pour laquelle leur père Paolo avait hypothéqué un bien-fonds à Cimiez (28 février 1767), 1 registre
- la révision de la sentence du sénat du 20 août 1765, prononcée par le sénateur Trinchieri, délégué en remplacement du président Lea décédé, réclamé par Maria Luisa Mallon veuve Ordan à l'encontre de Maria Ordan épouse Bingan, concernant la propriété d'un bien-fonds et la constitution de la dot sur la base de l'héritage de Francesco Ordan (12 mai 1767), 1 registre
- le droit de mise en possession du prieuré de la Madone de Benive, érigé près du pont du Var, institué par l'évêque de Glandèves en 1676, revendiquée par le notaire de Puget Alessandro Ginesy à l'encontre de Tommaso Authier de Puget, habitant en France, contenant notamment une lettre du baile Ginesy de 1788, adressée à un comte relatant la présence à Puget d'un Toulonnais franc-maçon (23 juin 1767), 2 cahiers
- un héritage, dont des terrains faisant partie d'une donation pour cause de noces, revendiqué par Maria Maddalena Masegla veuve Lorenzi, fille du premier lit de Verano Masegla et détenu par Maria Camilla Barriera veuve Carlone, seconde épouse, remariée, tous de Levens, litige ayant fait l'objet d'une décision originale du sénateur Piccono della Valle (4 juillet 1767), 2 cahiers
- la propriété d'un bien-fonds situé à Contes revendiquée par Antonio Camos à l'encontre des frères Camos en remboursement de créances (26 septembre 1767), 1 cahier
- la saisie d'un appartement à Oneiglia réclamée, en paiement de finances, par Carlo Domenico Amoretti, procureur de la société commerciale de Genova (Gênes) sous le nom de Carlo Antonio Zanatta, à l'encontre de Giacomo Barnato et Carlo Ellena (31 octobre 1767), 1 cahier

21/03/1766 - 31/10/1767

1 B 377

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une créance de 2 louis d'or demandé par le prêtre Ludovico Daprotis au vassal Giuseppe Barralis de Nice (17 novembre 1767), 1 cahier
- des indemnités réclamées par l'avocat Marcello Giacinto Alberti et par Domenico Raimondo à l'avocat Giuseppe Pastoris pour frais judiciaires lors d'une prétendue contravention, tous de Sospel (2 janvier 1768), 1 cahier
- le paiement du transport de bois de pin coupés sur le territoire Villars et du flottage sur la Tinée, demandé par Giuseppe Bernardo de Massoins à l'encontre du négociant Joseph Jean Mallet du Cannet, habitant à Cagnes et, à défaut, la communauté de Roquestéron (16 janvier 1768), 1 cahier
- la contestation d'une sentence du sénat de Piémont du 26 juin 1613 qui permettait à la communauté et aux particuliers d'Aspremont de mettre de l'eau chaude et froide dans la meule des moulins à huile pendant le broyage des olives et leur attribuait la propriété des grignons, moyennant le paiement du trézain au vassal du lieu, présentée par la comtesse Maria Margherita Borriglion veuve Lascaris Ventimiglia (19 janvier 1768), 3 registres

17/11/1767 - 19/01/1768

1 B 378

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di concorso » institué par les frères et sœur Gioanni sur les biens de leur père Gio. Ludovico Gioanni à l'encontre des créanciers (8 mars 1768), 1 cahier
- une part de l'héritage du mari décédé, réclamée par Teresa Margherita Braida veuve Rostagni à sa belle-mère Anna Eleonora Godemar, veuve Rostagni (28 mars 1768), 1 cahier
- la nullité d'un acte de vente d'une maison et jardin, situés dans le quartier Longchamp de Nice et la restitution desdits biens, demandée par les frères Emanuele et Francesco Pegliasco à l'encontre du négociant Gio. Battista Blavet (16 avril 1768), 1 cahier
- le paiement des frais de détention de quelques prisonniers de Saorge et Roquebillière demandé par Bartolomeo Rocca, soldat de justice aux deux communautés (13 mai 1768), 1 cahier
- la propriété d'un jardin et d'une maison faisant partie d'un fidéicommiss, institué par Diana Masin Solaro en 1689, réclamée par Maria Camilla Fighiera épouse Cotto et par les sœurs Mallon, ainsi que par Giuseppe et Lucrezia Milon (28 mai 1768), 1 cahier
- le partage de l'héritage paternel entre les frères Onorato et Pietro Giuseppe Francesco Verani Masin, dont une partie soumise à fidéicommiss, contenant l'arbre généalogique de Carlo Masin (20 juin 1768), 1 cahier
- les indemnités pour blessures causées en 1766 réclamées par Antonio Bermondi de Bendejun, habitant au Broc, à son agresseur Gio. Andrea Garente, originaire de Gilette, mais absent du comté (6 juillet 1768), 1 cahier
- la révision de la sentence rendue par le sénat en 1765 dans le « giudizio di concorso » Cortina d'Eza, condamnant le comte Carlo Cays di Gilletta et le baron Francesco Giuseppe Grimaldi di Sauze à payer une créance de 15 000 livres à Pietro Antonio et à Antonio Francesco Rossetti, accordée par le roi à la comtesse Maria Elisabetta Cortina d'Eza épouse Peyre della Costa, contenant notamment l'expertise des moulins de Trinité relevant de la succession Cortina d'Eza, (dossier incomplet), (18 août 1768), 1 registre et 1 cahier

16/04/1768 - 18/08/1768

1 B 379

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'usage des eaux du vallon Rio de Robert, situé dans la région des Frajet sur le territoire de Puget, réclamé par les propriétaires des biens dans ledit quartier et contesté par Andrea Guibert, propriétaire du site de la source (23 août 1768), 1 registre
- la succession des sœurs Alessandra et Vittoria Vachieri, devenues religieuses dans le monastère de la Visitation érigé à Monaco sous le titre de Saint-François-de-Sales, revendiquée par leur mère Maria Dorothea Vachieri épouse Alberti à l'encontre du monastère, des frères Borriglion et des sœurs Rosa et Angela Vachieri, tous de Sospel (5 décembre 1768), 2 cahiers
- l'adjudication des moulins à huile de la communauté de Levens faite par les syndics à un prix inférieur à celui proposé par Gio. Antonio Gilletta du même lieu (30 décembre 1768), 1 cahier
- le paiement de cens dû par les frères Gauberti et les époux Barelli de Peille au notaire Gio. Battista Ruffi en qualité de curateur de l'hoirie du comte Pietro Antonio Pio Chianea di Santo Stefano (20 janvier 1769), 2 cahiers
- la vente de fours et moulins à farine avec maisons à Lantosque effectuée en 1766 par le marquis Gerolamo Peyre di Castelnuovo à Carlo Antonio Otto, donnés en paiement par la communauté en 1619 moyennant la somme de 42 500 livres, contenant également les actes du marquis Peyre contre le négociant Pietro Mars devant le préfet de Nice, (dossier incomplet), (20 janvier 1769), 1 registre et 1 cahier

23/08/1768 - 20/01/1769

1 B 380

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le droit de détenir les clés de la chapelle érigée sous le titre de Saint-Antoine-abbé, hors de la porte du pont de Nice, revendiqué par les prieurs de la corporation des portefaix, existant à Nice sous le vocable de ce saint, à l'encontre du prêtre Gio. Francesco Garetti (28 février 1769), 1 registre et 1 cahier
- l'héritage du prêtre Giulio Cesare Cristini, revendiqué par les frères Giovanni et Giulio Cesare Cristini, ses neveux (17 mars 1769), 1 cahier
- l'interdiction de fabriquer, vendre et faire vendre toute sorte de pain requise par Gio. Battista Bertella, adjudicataire de la boulangerie de Nice, à l'encontre du boulanger Pietro Giaume (1er avril 1769), 1 cahier
- le paiement de créances réclamé par des particuliers du lieu de Larzeno à la communauté de San Bartolomeo (11 avril 1769), 1 registre
- la propriété du bien-fonds du Temple, faisant partie d'un legs institué par Gabrielle du Puget veuve Badat en 1688, revendiquée par le baron Jean Paul du Puget de Châteauneuf, habitant à Grasse, à l'encontre du comte Gio. Agostino Peyre della Costa (5 mai 1769), 1 cahier
- la propriété de terres et maison revendiquée par le prêtre Andrea Dagnino, procureur de son frère Giovanni de Genova (Gênes) et contestée par Giuseppe Passadesco de Dolceacqua en vertu du droit d'aubaine (6 mai 1769), 1 cahier

28/02/1769 - 06/05/1769

1 B 381

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la révision d'un contrat de vente d'un revenu annuel et perpétuel d'une quantité d'huile et de blé fait par la communauté de Peille au comte Gio. Battista Lascaris, coseigneur de Castellar, gouverneur de Nice, le 3 juin 1647, moyennant 16 000 ducats, l'installation d'un banc dans l'église paroissiale et le consentement pour l'inféodation, demandée par ladite communauté au comte Gio. Paolo Agostino Lascaris Ventimiglia, contenant notamment la transcription de l'acte du 3 juin 1647 du parlement de Peille et Blausasc, prévoyant l'adjudication du revenu et la supplique de Peille à la régente Chrétienne de Savoie, ainsi que les lettres patentes de la régente du 16 avril 1643 concernant la réduction des cens et contrats illicites déléguée au sénateur Michelangelo Lascaris (9 août 1769), 1 registre
- la nullité d'une contravention infligée par le baile Pianavia de Pigna à l'instigation d'Antonio Rebaudo à Giacomo Lantrua de La Brigue, habitant à Pigna, pour prétendus pâturages sur les terres de Rebaudo, interdits par les bans champêtres de Pigna (4 septembre 1769), 1 cahier
- la vente des terrains à Touët sur Var par Giuseppe Ausias à Luigi Bracco, restée impayée, Bracco étant contumace à la suite d'une procédure criminelle ouverte à son encontre et ses biens mis sous séquestre (16 septembre 1769), 1 cahier
- le paiement d'une augmentation de dot demandé par le médecin Ludovico Vittorio Alberti et son épouse Maddalena Uberti à Anna Maria Uberti, leur tante (22 septembre 1769), 1 registre
- le paiement de sommes d'argent, dont la dot pour Maria Camilla Riccardi, fille de Paolo Emanuele, et le partage des revenus des biens-fonds et du mobilier entre le comte Gerolamo Leonardo Riccardi di Lantosca et son frère Paolo Emanuele d'Oneglia (Oneille), contenant notamment la note des revenus perçus par les frères Riccardi dans les localités d'Oneglia, Pontedassio, Chiusanico et Castelvecchio, affaire déléguée au conseiller d'État Riccio di Solbrito et après son décès au sénateur Antonio Scala (23 septembre 1769), 2 cahiers
- la propriété d'une portion du fief et de la juridiction de Falicon et des biens féodaux et allodiaux, revendiquée par le comte Gio. Agostino Peyre della Costa à la suite du décès, sans postérité, du baron Gaetano Tonduti, contestée par Anna Tonduti, de feu le baron Carlo Francesco Renato Tonduti, épouse Avogadro di Ceretto, de Vercelli (17 novembre 1769), 2 cahiers
- la prestation d'une journée de travail, ou sa valeur monétaire, demandée par les propriétaires des moulins à huile de La Roquette, dont l'avocat Giuseppe et Pietro Antonio Raibaudi, à la communauté pour réparer et nettoyer les canalisations des moulins, à la suite des inondations du Var, en vertu d'une datation en paiement de 1642 (4 décembre 1769), 1 cahier

09/08/1769 - 04/12/1769

1 B 382

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la vente de moulins et scieries, situés près du Var, effectuée par Onorato Boyero à Carlo Andrea Austraudo sans partager le prix de la vente avec le négociant Gio. Andrea Novellis, à qui il revenait la moitié, son père étant en société avec le père du vendeur (4 décembre 1769), 1 registre
- le partage de l'héritage demandé par le prêtre Domenico Gagliardi à son frère Angelo, de Sospel (9 décembre 1769), 1 cahier
- le séquestre des biens appartenant au moine Nicola Calzamiglia exigé par le médecin Giuseppe Bosio, en remboursement d'une perle d'une grande valeur envoyée à Milano (Milan) en 1741 par le capitaine Gio. Battista Bosio d'Oneglia (Oneille) audit moine pour la vendre, dont le moine se serait emparé, affaire ayant fait l'objet d'une décision originale du 22 janvier 1773 du sénateur Piccono della Valle (18 décembre 1769), 1 cahier

- le partage de l'héritage des prêtres Giulio Cesare et Antonio Cristini, revendiqué par les frères Gioanni et Giulio Cesare Cristini, d'Utelle (4 janvier 1770), 1 registre
- la propriété d'une terre située près de Villefranche, donnée comme dotation d'une chapelle érigée dans l'église paroissiale de ce lieu en 1629, détenue par les frères Mangiapan et revendiquée par Antonio et Gio. Francesco Bosio (12 février 1770), 1 cahier
- la nomination d'un prêtre pour la célébration d'une messe quotidienne, établie par le vassal Onorato Ribotti en 1710, revendiquée par Carlo Antonio Francesco De Giudici à l'encontre d'Antonio Onorato Ribotti (13 février 1770), 1 cahier
- le droit exclusif de percevoir les « petites dîmes » et les oblations lors de la célébration des sacrements, réclamé par le prieur de Saint-Martin-Lantosque Onorato Autheman à l'encontre du second prêtre Giacinto Tolosan et de la communauté (17 février 1770), 1 registre

04/12/1769 - 17/02/1770

1 B 383

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une pension annuelle demandé par Angelica Maurella veuve Malaussena à ses fils, de Villefranche (2 juin 1770), 1 cahier
- le paiement d'une dot congrue exigé par Delfina Ordan épouse Raibauda à son frère Carlo Ordan et à sa mère Maria Luisa Mallona veuve Ordan (7 juin 1770), 1 cahier
- le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Carlo Millo institué par ses créanciers dont le comte Giuseppe Tonduti della Scarena, le prêtre Giuseppe Millo et le notaire Gio. Maria Cuggia (7 juin 1770), 1 registre
- le partage de l'héritage maternel revendiqué par le chirurgien Onorato Donadei à l'encontre de son frère, le notaire Andrea, de Beuil (23 juin 1770), 1 cahier
- le paiement d'annuités fixées par des ordonnances de 1746 demandé par l'avocat Carlo Ignazio Rainaud de Nice à l'encontre du comte Onorato Teodoro Lascaris Ventimiglia et du couvent Saint-François, ainsi que du comte Alessandro Augusto Lascaris (23 juin 1770), 2 cahiers
- la jouissance d'un bien-fonds situé à Contes, en raison d'hypothèque, et jusqu'au paiement de la dot, réclamé par Pietro Gioanni Castelli en qualité d'héritier de sa mère Isabella Camossa veuve Castelli, à l'encontre de Gio. Andrea Camosso (7 septembre 1770), 1 cahier
- la destruction d'un canal desservant les moulins banaux, existant sur le territoire de Gorbio, effectuée par le vassal Onorato Teodoro Lascaris au préjudice des propriétaires des moulins et coseigneurs de Gorbio, Marcello Giacinto De Gubernatis et le comte Orazio Giambattista Ghisi di San Salvatore, sous prétexte qu'anciennement les eaux canalisées ne leur appartenaient pas (10 septembre 1770), 2 cahiers
- le partage des biens de la succession du prêtre Giacomo Ardisson, entre d'une part Domenico Ardisson et ses enfants et d'autre part Maria Violante Ardisson veuve Aschier, tous de Pontedassio (19 novembre 1770), 1 cahier
- des créances, découlant du « giudizio di concorso » de Giuseppe Millo, réclamées par Giuseppe Bertaud, gendre de Millo, au baron Giuseppe Maria Grimaldi di Sauze (19 janvier 1771), 1 cahier
- l'ouverture de fenêtres entreprise par le comte Gio. Maria Guiglionda del Borgo dans le mur de sa maison de Nice, mitoyen de celle du sénateur préfet Andrea Achiardi dell'Alpe (28 janvier 1771), 1 registre et 1 cahier

02/06/1770 - 28/01/1771

1 B 384

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- des legs dus à Pierre Paul Ghio de Digne en tant que légataire de Claudio Arcias, natif de Sainte-Anne d'Apt en Provence mais naturalisé sarde en 1736, par Maria Caterina Ghio veuve Ugonis, héritière universelle de Maria Caterina Laugier veuve Arcias, de Nice (20 mars 1771), 2 cahiers
- l'expertise de biens et la vérification des livres des comptes tenus lors de l'administration de la curatelle de Tommaso De Gioanni, absent, demandées à Bernardino De Gioanni par l'officier Dionigio De Gioanni, de Saorge (23 mars 1771), 1 registre
- la restitution des pièces d'argent qui lui avaient été volées dans sa maison de Genova (Gênes), demandée par le négociant Gio. Battista Ghighisola à l'encontre de la marchande Felice Ansaldo veuve Figaro de Camogli, habitant à Nice, contenant également la transcription de la procédure criminelle et de la sentence d'acquiescement pour vol, engagée par le négociant à l'encontre d'Antonio Figaro, fils de la marchande et la description des pièces volées (23 mars 1771), 1 registre
- le paiement par les habitants de Peille de la quantité d'huile revenant au comte Gio. Paolo Agostino Lascaris, exigé par le notaire de Sospel Luigi Truchi, fermier des revenus féodaux du comte, à un prix supérieur à celui pratiqué (10 mai 1771), 1 cahier
- l'héritage de l'avocat Giambattista Amei décédé à Genova, revendiqué par Pietro Antonio et Gio. Battista Amei de Borgo Maro et contesté par Colomba Calzamiglia veuve Brunengo (24 mai 1771), 1 cahier

- la nullité d'un acte de donation invoquée par les sœurs Barucchi à l'encontre de Carlo Giuseppe Cottalorda de La Brigue (8 juin 1771), 1 registre et 1 cahier

20/03/1771 - 08/06/1771

1 B 385

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'usufruit d'un étage de maison et des legs en argent laissés par Anna Maria Cavalier veuve Avenas aux sœurs Avenas, ses nièces, contestés par Giuseppe Andrea Avenas, son fils, héritier universel (20 juillet 1771), 1 cahier

- la restitution de l'héritage de Lazaro Roux, demandée par sa fille Gioanna Maria épouse De Foresta à l'encontre du notaire Giovanni Maria Siga, tous de Villefranche (17 août 1771), 1 registre

- la vente emphytéotique d'un bien-fonds situé près du Paillon, sur le territoire d'Èze, effectuée en 1607 par Ludovica Rossa veuve Fabri, dont son successeur Antonio Ignazio Cauvin réclame aux divers emphytéotes soit la propriété, soit la redevance, contenant notamment un plan aquarellé représentant l'emplacement avec l'indication des cultures et des propriétaires (18 octobre 1771), 1 registre et 1 cahier

- la prestation annuelle de quelques mesures d'huile et de blé due et non payée par les frères Carlo Antonio et Cipriano Bianchi de Peille, en vertu d'un engagement de 1602, au second monastère de la Visitation de Nice, sous le titre de Saint-François-de-Sales (27 janvier 1772), 1 cahier

20/07/1771 - 27/01/1772

1 B 386

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le procès en révision de la sentence du 27 septembre 1771 rendue par le comte Mattone di Benevello, en tant qu'intendant général, délégué du roi, concernant un litige entre la ville de Nice et les négociants Stefano Dayderi, Gio. Battista Bertella et Domenico Pastorelli à propos de l'approvisionnement de la cité en grains dans les années 1766-1768, contenant notamment les comptes rendus par Dayderi aux consuls de la ville concernant le service de la boulangerie avec l'indication des qualités et quantités de céréales importées, leurs origines et les prix (22 février 1772), 1 registre

- le droit de tenir, affermer et vendre en toute indépendance les gabelles des tavernes, de la boucherie, du four, des routes, ainsi que les bandites réclamé par la communauté de Pantasina de Villatalla à l'encontre de la communauté de Terzero, dans la principauté d'Oneglia (Oneille), (13 mars 1772), 1 registre

- le droit d'exiger une redevance en nature pour le broyage des olives et des grains effectué dans le moulin de Buggio, réclamé par le prêtre Filippo Antonio Pianavia Giordano et par la confrérie de la Miséricorde érigée à Pigna, aux particuliers de Buggio et l'interdiction de construire et ouvrir sur le territoire de ce lieu d'autres moulins à blé et à huile et d'exporter les olives et les grains hors de la communauté pour les faire moudre (28 avril 1772), 1 registre

- la propriété d'une terre située à Peille appartenant à Cesare Boglio, revendiquée par le notaire Gio. Paolo Millo, prétendant l'avoir adjugée pour non-paiement des frais d'une procédure criminelle et la déchirure, par le juge de Peille Orazio Vachieri, de la quittance attestant le paiement desdits frais (4 juillet 1772), 1 cahier

- la revendication de la dot par Lucrezia Doria veuve Crovio de San Remo à l'encontre de son frère Carlo Francesco, marquis de Dolceacqua, contenant notamment le « consegnamento » du marquis Marco Antonio Doria de 1734 (1er août 1772), 2 cahiers

22/02/1772 - 01/08/1772

1 B 387

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la restitution d'affaires personnelles appartenant à Angelica Cotta veuve Passeron et remariée à Gio. Maria Basso de Peille, habitant à Peillon, saisies sur ordre du juge de Sospel Nicola Francesco Governatis et en présence de son secrétaire, le notaire Francesco Ricci, sous prétexte que Gio. Maria Basso avait participé à une rixe lors du charivari qui avait suivi la noce à Peillon (17 août 1772), 1 cahier

- le partage du bien-fonds situé dans le quartier du Plan, territoire de Villefranche, demandé par les frères et sœur Bouffer à l'encontre des sœurs Montolivo et du prêtre Gio. Gerolamo Montolivo (7 septembre 1772), 1 cahier

- la restitution d'écritures et actes notariés attestant la qualité d'héritier de Gio. Michele Blavet et de son frère utérin, remis au sénateur préfet Andrea Achiardi dell'Alpe en 1763 lors d'un procès et conservés par lui depuis (11 septembre 1772), 1 cahier

- le partage de l'héritage entre d'une part Pietro Antonio Thibert et d'autre part le prêtre Cesare, son frère, et les enfants de leur frère décédé Giacomo Antonio, de Castellar (20 novembre 1772), 1 cahier

- la validité d'une donation faite par le prêtre Guglielmo Maurello en faveur de feu Onorato Maurello lors de son mariage avec Maddalena d'Authier della Penna en 1750, demandée par les époux Olivieri à l'encontre de Gio. Battista Maurello (23 novembre 1772), 2 cahiers

- l'exécution d'une sentence du sénat relative au partage de l'héritage entre Gio. Ludovico De Amicis d'Entraunes et le notaire Erigio Hugues de Saint-Étienne (23 novembre 1772), 2 cahiers

- le droit de nommer le recteur de la chapellenie laïcale instituée par le prêtre Ludovico Michelis en 1742 dans l'église paroissiale de Massoins, revendiqué par Onorato Pierlas d'Illonse à l'encontre de Pietro Antonio Martini Michelis de La Tour (27 novembre 1772), 1 cahier
- la restitution d'effets faisant partie de la succession de Gio. Ludovico Leotardi exigée par son héritier Gio. Antonio Onorato Leotardi di Boyone, son neveu, à Angelica Levamis veuve de Gio. Ludovico Leotardi (1er décembre 1772), 1 cahier
- l'estimation de terres situées à Sospel données en paiement de créances prévue dans une transaction entre d'une part Maria Anna Alberti et ses fils et d'autre part l'avocat Marcello Giacinto Alberti, tous de Sospel (7 décembre 1772), 1 cahier
- le droit d'introduire du bétail menu sur les bandites dites « La Cima » et « La Grau », demandé par les particuliers d'Aspremont et de paître sur les terres cultivées des particuliers quand elles sont incultes, sollicité par le comte Giovanni Ottaviano Cacherano d'Osasco della Rocca e Guassolo de la ville d'Asti, Alessandro Corniglione (Cornillon), Alessandro Todon et le capitaine Giuseppe Cauvino de Nice, propriétaires des bandites (23 décembre 1772), 1 cahier
- la propriété d'une maison et jardin situés à Loano, soumis à fidéicommiss, revendiquée par Placidia Carensi épouse Bottini, en qualité de curatrice de son frère absent et appelé au fidéicommiss, à l'encontre du couvent Saint-Augustin de Loano (15 février 1773), 1 cahier

17/08/1772 - 15/02/1773

1 B 388

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- les biens soumis à fidéicommiss réclamés par le notaire Giacomo Guglieri d'Oneglia (Oneille) à Pietro Antonio et Gio. Battista Amei de Borgo Maro, contenant notamment l'arbre généalogique de Gio. Stefano Amei (29 mars 1773), 1 cahier
- la validité d'un acte du 26 novembre 1772, prévoyant une pension viagère pour le chanoine de la collégiale d'Oneglia (Oneille) revendiquée par le chanoine en titre Gio. Battista Marvaldi à Pietro Antonio et Gio. Battista Amei, en tant qu'héritiers du curé Nicolo' Marvaldi (24 avril 1773), 1 cahier
- le droit de passer avec des troupeaux sur un chemin près du bien-fonds du négociant Francesco Defly, situé dans le quartier Cros di capello, près du vallon de Merlanzone, revendiqué par le comte Giuseppe Andrea Tonduti della Scarena et par Vittoria Rossetti veuve Guiglionda (28 avril 1773), 1 cahier
- la vérification des bornes délimitant deux propriétés et la réparation d'un chemin vicinal, endommagé par l'écoulement des eaux, ainsi que l'interdiction de passer sur un bien-fonds pour se rendre à une source, demandées par le négociant Francesco Defly à l'encontre du négociant Bartolomeo Spitalieri (15 mai 1773), 3 cahiers
- le respect de la répartition hebdomadaire des eaux du canal dit « les moulins du bois » situé dans le quartier de l'Arbre, prévue pour l'irrigation des terres avoisinantes, demandé par le comte Giuseppe Andrea Tonduti della Scarena et par l'avocat Clemente Guiglionda à l'encontre du receveur des grains du roi Francesco Giuseppe Bertaud, tous de Nice et l'exécution de la sentence rendue par le sénat le 17 mars 1775 (17 juillet 1773), 1 registre et 3 cahiers
- la propriété et le droit d'utiliser des sources situées sur un bien-fonds dans le quartier de Saint-André, appartenant au négociant Francesco Gautier et contestés par Giacomo et Gio. Pietro Daniele ainsi que par Lorenzo Colomas (9 octobre 1773), 1 cahier
- des indemnités à la suite d'une condamnation pour blessures prononcée par le sénat le 2 janvier 1771, demandées par le tonnelier Gio. Battista Maistre de Nice à l'encontre de François Icard de Grasse (23 octobre 1773), 2 cahiers
- la réfection d'une pièce en bois du mécanisme d'un moulin de Lantosque, demandée à la communauté de ce lieu par le propriétaire Giuseppe Testoris, ainsi que le transport du bois de châtaigner nécessaire pour la refaire, en vertu d'un acte de 1635 (23 octobre 1773), 2 cahiers
- la nullité des contraventions exigées par Giacomo Caravello et par Bartolomeo Rollant au boucher Onorato Barbiero d'Aspremont, en tant que regardateurs, faute de légitimité, la communauté n'ayant pas la juridiction nécessaire (7 février 1774), 1 cahier
- le « giudizio di concorso » institué sur l'hoirie d'Andrea Flores par ses créanciers et ayants droit dont Andrea Francesco Blengini (dossier incomplet) (11 février 1774), 1 cahier

29/03/1773 - 11/02/1774

1 B 389

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété d'un bien-fonds dans le quartier de Cap-Ferrat, territoire de Villefranche, revendiquée par Gio. Andrea Ospizio Denans (De Nans) à l'encontre du vice-auditeur de guerre Vittorio Amedeo Denans, son frère, contenant notamment une pièce comptable de 1725 en espagnol, portant le cachet à sec du gouverneur sarde à Alghero Gasparo Costa de Trinité et une pièce du consul d'Espagne à Alghero de 1725 concernant des échanges commerciaux entre la Sardaigne et Villefranche, signée par des marchands génois, portant un cachet à sec du consulat, représentant une aigle bicéphale (15 février 1774), 1 registre et 2 pièces

- le remboursement des frais de maladie et d'assistance demandé par Elisabetta Leotardi de feu le comte Matteo Leotardi di Pierlas, épouse du vice-auditeur de guerre Vittorio Amedeo Denans (De Nans) à sa belle-mère Anna Caterina Auda, veuve Denans de Villefranche (28 février 1774), 2 cahiers
- l'annulation des adjudications de moulins à huile demandée par Giovanni Farauo de Levens à l'encontre de la communauté de ce lieu et de Ludovico Maseglia (16 avril 1774), 1 cahier
- le paiement de créance exigé par le négociant Antonio Regis de Clans, habitant à Nice, à l'encontre de Gio. Battista Guidi de Tende (17 mai 1774), 1 cahier
- le droit pour les étrangers d'accéder avec leurs troupeaux aux bandites de la communauté de Tende et des particuliers, consenti par ladite communauté et contesté par Bernardino et Pietro Alberti de La Brigue et Gio. Battista Guidi de Tende, propriétaires des bandites héréditaires du comte Pietro Antonio Pio Chianea (11 juin 1774), 1 cahier
- la déchéance de l'usufruit universel légué à Francesca Augier par son mari Gaspare Curti d'Aspremont, exigée par sa fille Teresa sous la curatelle de Gio. Francesco Dalbera (17 juin 1774), 1 cahier
- l'exécution d'une sentence du sénat du 6 mai 1773 obligeant le notaire Gio. Maria Siga à restituer à Gioanna Maria Roux épouse De Foresta l'héritage de son père, à l'encontre du testament dudit père qui faisait de sa sœur Camilla Roux veuve Tobia son usufruitière et du notaire son héritier universel, tous de Villefranche (6 août 1774), 1 cahier
- l'interdiction faite aux particuliers de Chiusavecchia d'introduire leurs troupeaux dans les pâturages loués de la communauté de Lucinasco, contenant notamment des extraits du cadastre de Lucinasco concernant les particuliers de Chiusavecchia possédant des biens à Lucinasco (17 août 1774), 1 registre
15/02/1774 - 17/08/1774

1 B 390

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- les contestations concernant la perception des revenus des moulins à huile de Levens pour l'année 1774 présentées par Antonio Verola, adjudicataire des olives récoltées sur le territoire de la communauté, à l'encontre de l'économiste des moulins Agostino Gilletta (18 août 1774), 1 registre
- la jouissance des biens légués par Antonio Maria Viano de Villaviani pour la célébration de messes, détenue par le prêtre Angelo Pasquale Piana de Villaguardia et contestée par le prêtre Gio. Battista Barnato et par Silvestro Viana de Genova (Gênes) (12 septembre 1774), 1 cahier
- les droits de prétendre à la succession avec primogéniture instituée par Clemente De Gubernatis en 1625 après le décès du comte Onorato Roggero De Gubernatis di Baussonne, revendiqués par le comte Paolo Emanuele Riccardi di Lantosca, descendant par voie féminine de Donato De Gubernatis, à l'encontre du marquis Luca Marcello Ferrero di Baussonne, d'Allassio dans la République de Genova (1er octobre 1774), 1 cahier
- les droits de dériver les eaux d'un canal servant de séparation entre deux biens-fonds, dans le quartier Longchamp à Nice, réclamé par le prêtre Francesco Ardisson à l'encontre du négociant Alessandro Scudier (15 octobre 1774), 1 cahier
- la succession de Giuseppe et Maria Virginia Gazan contestée aux frères Pantaleo et Giacomo Gandolfi, étant originaires de Porto Maurizio (Port-Maurice) et donc Génois, et revendiquée par le négociant Gio. Battista Gazan de Moltedo superiore, habitant à Oneglia (Oneille), les biens se trouvant dans les États sardes (3 décembre 1774), 1 cahier
- la restitution d'un bien-fonds situé à la Buffa, demandée par Maddalena Levamis à l'encontre de Giovanni Rous de Nice, après le lui avoir vendu, se disant trompée et lésée (9 décembre 1774), 1 cahier
- le respect de legs perpétuels faits en 1765 par le notaire Gio. Battista Bottone de Pigna et par son épouse en 1768 en faveur de la chapelle Saint-Joseph de ce lieu, prévoyant la célébration de messes, la nomination du recteur de la chapelle et la cession d'une maison et de terres, invoqué par le prêtre Marco Antonio Giauna à l'encontre des détenteurs de ces biens, l'intendant Giovanni Orengo et son père de Pigna (22 février 1775), 2 cahiers
- la nomination d'un prêtre instituée en 1674 par Imperiale Bartolomeis dans l'église Saint-Pierre de Sospel et attribuée aux syndics de la ville, revendiquée par les prêtres Giuseppe Giacinto Alberti et Francesco Imperiale Pastoris, ainsi que la révision de la sentence rendue par le sénat le 4 mars 1780, affaire ayant fait l'objet d'une décision originale du sénateur Piccono della Valle (28 mars 1775), 3 cahiers
18/08/1774 - 28/03/1775

1 B 391

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une somme de 2500 livres revendiqué par Agata Maria Ingigliardi épouse Airaudi de Saint-Martin-Lantosque à l'encontre des frères Astri (10 avril 1775), 5 cahiers
- le paiement d'une somme due par le négociant Vittorio Amedeo Tomati aux frères Astri, en vertu d'une sentence du sénat du 31 juillet 1773 (11 avril 1775), 1 cahier
- une servitude de passage sur un bien-fonds situé à La Tour, contesté par son propriétaire Agostino Bianchi et revendiquée par le prêtre Carlo Grec et l'insinuateur Gio. Battista Sansone dudit lieu (15 mai 1775), 1 cahier

- la cession de biens soumis à fidéicommiss exigée par les tuteurs des mineurs Mario Aurelio et Gio. Stefano Sciandra à l'encontre de Maria Luisa Sciandra (1er septembre 1775), 1 registre
- le paiement du trézain réclamé par le monastère Saint-Pons à Gio. Facondo Bianchi d'Ayglun, Gio. Battista Bottale et Vincenzo Baillet, ayant acheté ou vendu un bien-fonds au Ray, dans la campagne de Nice, soumis à la seigneurie des moines de Saint-Pons, affaire commencée devant le préfet et renvoyée devant le sénat, avec d'autres de la même nature, par lettres patentes du roi (11 octobre 1775), 1 cahier
- le paiement d'un capital de 200 doublons d'or restant dû de la vente de la bandite dénommée « trenta socios » située sur le territoire d'Entraunes et effectuée en 1664 par le ministre Orazio Provana à Gio. Pietro De Amicis, exigé par le notaire Carlo Francesco Canova, en qualité d'administrateur des biens de la comtesse Anna Teresa Provana di Pralungo épouse Ponte di Scarnafigi, aux frères De Amicis, héritiers de Gio. Pietro De Amicis, affaire déléguée par le roi au président du sénat Lovera de Maria (8 mars 1776), 1 cahier

10/04/1775 - 08/03/1776

1 B 392

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le refus de payer le prix convenu lors de la vente d'un bien-fonds situé à l'Ariane, dans la campagne de Nice, par Francesco Clerissi, héritier de l'acheteur, sous prétexte de nullité de l'acte par défaut d'insinuation, et contesté par les frères Guglion et par Angelica Camossa veuve Guiglion, héritiers du vendeur (13 mars 1776), 2 cahiers
- le bénéfice et les revenus perçus par le prêtre Gio. Andrea Anrioti, prieur de l'église de Villeneuve-d'Entraunes, contestés par le prêtre Stefano Lions du même lieu (23 avril 1776), 1 cahier
- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie du négociant Alessandro Scudier de Nice, déclaré en faillite par le Magistrat du Consulat, institué par le négociant Francesco Valentin à l'encontre de tous les créanciers et ayants droit, dont le sénateur préfet Giuseppe Francesco Onorato Ricci des Ferres, le comte Pietro Luigi Stanislao Gallean alias Caissotti di Robion, le monastère de la Visitation sous le titre de Sainte-Marie, l'abbé Gio. Ludovico Maistre, la communauté de Venanson, Maria Rosa Chiabaud épouse de Constantin et l'avocat Carlo Cristini, contenant notamment des pièces comptables sur les affaires de Scudier avec l'indication des créanciers, l'état des hypothèques et des sommes empruntées (30 avril 1776), 1 liasse

13/03/1776 - 30/04/1776

1 B 393

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une créance exigée par Pietro Chiauvet à l'encontre des négociants Andrea Ricordi et Luigi Puons, en qualité de syndics des créanciers de Domenico Chiauvet (23 septembre 1776), 3 cahiers
- le partage de l'héritage paternel demandé par l'avocat Giuseppe Antonio Amei, malgré les dispositions testamentaires, à l'encontre de ses frères, tous de Borgo Maro, contenant l'état des biens meubles et immeubles, laissés par le capitaine Francesco Antonio Amei et une note des biens soumis à fidéicommiss de Gio. Francesco Amei (26 octobre 1776), 1 registre et 1 cahier
- l'usufruit des biens et la propriété d'une maison situés à Torria, légués par Gio. Battista Gandolfo à son épouse mais détenus par Gio. Bartolomeo Gandolfo, son beau-frère (18 novembre 1776), 1 cahier
- la jouissance d'un bien-fonds, faisant partie de la dot de la chapellenie Saint-Philippe-Neri, instituée en 1684 par le prêtre Guglielmo Alberti, revendiquée par le prêtre Giacomo Antonio Ghigo, nommé par la communauté de La Brigue à laquelle revenait le jus patronatus, à l'encontre de Gio. Battista Lanteri et Giuseppe Beghelli, des époux Cottalorda et des frères Granella, héritiers de l'avocat Carlo Francesco Granella (13 décembre 1776), 1 cahier
- l'achat d'un terrain à Contes, effectué par Bartolomeo Penchienat, revendu par son fils Gio. Battista à Giuseppe Giacobi, et revendiqué par Gio. Antonio Gordolon (23 décembre 1776), 1 cahier
- les droits sur une maison située en dehors du pont de Nice, vendue à Antonio Faraut, prétendus par Giacomo Blavet en vertu d'hypothèque et par Maria Saissi veuve Steve, héritière d'Angela Maria Laugier veuve Suchetta (23 décembre 1776), 1 cahier

23/09/1776 - 23/12/1776

1 B 394

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'héritage du comte de Pigna Giuseppe Nicola Barralis, décédé sans postérité, revendiqué par l'avocat Giuseppe Antonio Milon, faisant valoir l'existence d'un fidéicommiss institué par Paride Richelmi en 1625 et par sa sœur Lucrezia Milon épouse Todon, contenant notamment l'arbre généalogique de Paride Richelmi de Pigna, habitant à Nice (17 janvier 1777), 2 cahiers
- la contestation sur l'héritage paternel, dont un terrain et une maison situés à Contes faisant partie d'un fidéicommiss, entre Gio. Antonio Gordolon de feu Francesco et Gio. Antonio Gordolon de feu Gio. Andrea, ainsi que Giuseppe Cohen, contenant notamment un plan aquarellé représentant la maison de Contes, objet du litige (21 février 1777), 2 cahiers

- l'interdiction d'introduire et de faire paître des troupeaux sur des terrains cultivés ou en friche et de ramener du bois mort ou fruits de caroubier, demandée par plusieurs propriétaires d'Èze, dont Giacinto Vidor, Pietro Antonio Fighiera et Maddalena Adrechio, contestée par la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina d'Eza, épouse Peyre della Costa, propriétaire des bandites d'Èze (21 février 1777), 1 cahier
- l'usage et la dérivation des eaux du vallon de Gairaut, provenant des sources Pegliasca et Vaira, revendiqués par le vassal Onorato De Cameran pour l'irrigation de son bien-fonds du Ray, contestés par le comte Pietro Luigi Stanislao Gallean alias Caisotti di Robion qui, par son fermier, le Génois Francesco Remorino, les utilise pour l'arrosage et pour ses moulins (2 avril 1777), 1 registre
- l'inventaire et la sauvegarde de l'héritage du notaire et insinuateur Giacomo Maria Demorra demandés par Gio. Battista Emerigo, en qualité d'administrateur de Giacomo Maria Emerigo, tous d'Oneglia (Oneille), à l'encontre de Maria Francesca Belgrano sa veuve, considérée comme incapable à assumer l'usufruit, étant originaire de Porto Maurizio (Port-Maurice) dans la République de Genova (Gênes) et donc étrangère (21 avril 1777), 2 cahiers

17/01/1777 - 21/02/1777

1 B 395

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement des frais de déplacement exigé par l'avocat Francesco Nicola De Gubernatis à Antonio Francesco Barraja de Lucéram (12 mai 1777), 1 cahier
- un terrain situé à Contes acheté par Antonio et Gio. Antonio Camos à Gio. Andrea Repaire, revendiqué par Gio. Antonio Gordolon (13 juin 1777), 1 cahier
- la dérivation des eaux d'un canal desservant le bien-fonds du vassal et capitaine Orazio De Cameran, situé dans le quartier de l'Osservanza, à Nice, effectuée par le comte Giuseppe Francesco Baldoini di Clanzo et Antonio Cognet pour l'arrosage de leurs terres (12 juillet 1777), 1 cahier
- des crédits découlant du contrat de mariage de leur mère, réclamé par les frères et sœur Chiauvet aux syndics de la succession de Domenico Chiauvet (11 novembre 1777), 1 registre
- le « giudizio di generale concorso » sur l'hoirie du négociant Lazaro Agostino Scudier institué par ses créanciers, dont la comtesse Maria Luisa Mirapelli épouse Guiglionda del Borgo, la confrérie de la Miséricorde et le comte Gaspare Augusto Lascaris Ventimiglia (13 décembre 1777), 1 registre
- l'interdiction demandée par Teresa Adrechio de Villefranche au meunier Giuseppe Basso, de verser à son mari le capitaine Orazio De Cameran les revenus de l'affermage des moulins à huile et à farine qu'il possède à Saint-Barthélemy, ces revenus servant à payer la pension alimentaire obtenue par la dame après leur séparation (14 février 1778), 1 cahier
- l'interdiction d'exporter les olives produites sur le territoire de Pigna requise par Lucrezia et Giuseppe Antonio Milon, le baron Giacomo Galea della Maddalena, Onorato Barli Fabri et les frères Pianavia Vivaldi, tous propriétaires des moulins banaux, contestée par la communauté, mettant en avant le risque de perte des récoltes (27 février 1778), 1 registre
- l'achat d'un terrain avoisinant la place de la collégiale d'Oneglia (Oneille) effectué par Carlo Domenico Amoretti, en vue d'y construire une maison, sur lequel existaient un moulin à huile et une maison en ruine appartenant aux sœurs Niggi et à l'avocat Luigi Ambrogio Brunengo de cette ville (19 juin 1778), 1 cahier

12/05/1777 - 19/06/1778

1 B 396

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le capage, à savoir l'impôt personnel établi lors d'une transaction le 18 février 1648 entre le vassal Amedeo Martini di Dosfraires et la communauté de Peille (y compris les particuliers de Blausasc) obligeant ces derniers à payer annuellement 80 ducats au vassal lors de la Saint-Michel, avec possibilité pour le vassal de saisir la justice sans formalités en cas de non-respect, obligation confirmée par une sentence du sénat du 16 juin 1659 (22 janvier 1779), 1 cahier
- le maintien des offices religieux célébrés dans la chapelle Saint-Barnabé de Roussillon, hameau de La Tour, demandé par quarante chefs de famille alors que le prieur de l'église paroissiale de La Tour, Vittorio Sala, entendait la supprimer, contenant la liste de tous les chefs de famille de Roussillon et les décrets pris à la suite d'une visite pastorale effectuée en 1743 (2 mars 1779), 1 cahier
- l'interdiction faite à plusieurs habitants de Guillaume de verser à Giuseppe Raibaut toute somme dont il serait créancier, demandée par sa fille Genoveffa épouse Lambert pour non-respect des engagements pris dans le contrat de mariage de 1759 (6 mars 1779), 1 cahier
- la vente d'une maison et d'une terre à Pontedassio, effectuée par Domenico Aschero à son frère Francesco, pour échapper à la saisie des biens à laquelle le premier avait été condamné par le juge de Pontedassio à la suite d'une sentence pour complicité dans l'homicide d'Antonio Semeria (16 mars 1779), 1 cahier

- la propriété d'une terre appartenant à la paroisse d Chiusanico et revendiquée par le curé Giuseppe Antonio Tortelli, donnée en bail emphytéotique en 1750 à Pietro Paolo et à Francesco Agnesi ainsi qu'à d'autres habitants de Chiusanico (26 mars 1779), 1 cahier
- la validité d'une vente de deux terrains situés dans le quartier de Saint-Isidore à Nice, effectuée par Maddalena Cotto épouse Borria au négociant Gio. Francesco Cognet (22 mai 1779), 1 registre
- la validité d'une cession concernant une maison et une terre situées près de Massoins, contestée par Gio. Michele Malbecchi à l'encontre du mineur Giacinto Dorsier, héritier de son père Gio. Francesco (1er juin 1779), 1 cahier
- la constitution du patrimoine ecclésiastique, composé de terres situées dans le quartier de Brancolar à Nice, entrepris par Elisabetta Martini pour son fils Giacinto et contestée par son frère, le capitaine dans le régiment de Nice Gio. Giuseppe, tous de Bonson, contenant notamment des extraits des cadastres de Gilette, Bonson, Tourrette-Revest et Ascros de 1780 (11 septembre 1779), 2 cahiers

22/01/1779 - 11/09/1779

1 B 397

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une servitude de passage sur un bien-fonds situé à La Tour, contestée par son propriétaire, Agostino Bianchi et revendiquée par le prêtre Carlo Grec et Carlo Sansone, détenteurs des terrains avoisinant, qui souhaiteraient la faire inscrire dans les rôles du nouveau cadastre mis en œuvre par communauté et par l'arpenteur Rostagni (9 octobre 1779), 1 cahier et 1 registre
- le droit exclusif de détenir des moulins à huile et à farine réclamé par la communauté de Drap à l'encontre de Pietro Antonio Cauvin ainsi que la démolition des moulins que ce dernier avait fait ériger, contenant le descriptif des actes réglant les rapports des particuliers de Drap avec l'évêque de Nice et notamment les actes du 4 juin 1609 et du 25 novembre 1586 concernant le bail emphytéotique concédé par l'évêque à vingt particuliers (23 octobre 1779), 2 cahiers et 1 registre
- la possibilité de faire une deuxième pression de la pâte des olives en y ajoutant de l'eau chaude ou froide, demandée par la communauté d'Aspremont en conformité de la sentence du sénat du 18 mars 1773 et contestée par le comte de ce lieu, Carlo Luigi Gaetano Marinetto Lascaris (30 octobre 1779), 1 cahier
- la restitution de tous les biens meubles et immeubles faisant partie de la succession de l'officier Ludovico Francesco Thaon et le compte rendu de l'administration de ces biens, demandée par Ottavio Roggiero et Maria Francesca Thaon à Gio. Ludovico Clary, secrétaire du sénat (17 novembre 1779), 1 cahier
- la sauvegarde de sa dot, assurée sur une terre située dans le quartier de Montboron de Nice et cédée à Gio. Antonio Cattani, demandée par de Margherita Ranza à l'encontre de son mari Onorato Pisano (20 novembre 1779), 1 cahier

09/10/1779 - 20/11/1779

1 B 398

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le droit de pâturage sur les bandites prétendues féodales du territoire de Coaraze réclamé par la communauté et les propriétaires des troupeaux, les comtes Bartolomeo De Orestis et Antonio Rosso di Castelnuovo e Peglione et contesté par les propriétaires des terrains, les frères et sœur Mari, contenant notamment l'audition des témoins (22 décembre 1779), 1 registre et 2 cahiers
- le non-paiement de la totalité de la dot et du trousseau promis par le chevalier Paolo Emanuele Riccardi di Lantosca pour sa fille Anna Maria lors de son contrat de mariage en 1761 avec le vassal Maurizio Vittorio De Governatis di Gorbio (4 janvier 1780), 1 cahier
- un capital dû par la communauté d'Entraunes à la veuve Marie Madeleine d'Ollivier de Bonne habitant à Colmars en Provence, en tant qu'héritière de son mari Gio. Giuseppe Lami (22 février 1780), 1 cahier
- une demande d'indemnités présentée par le chirurgien Gio. Battista Bovis de Tourrette pour dommages causés à Francesco Raibaud de Saint-Blaise, le transport de Saint-Blaise à Tourrette ayant été stoppé à Aspremont par des gardes au service du vassal du lieu, Carlo Luigi Marinetto Lascaris, sous prétexte qu'il s'agissait d'olives provenant du territoire d'Aspremont (18 mars 1780), 1 cahier
- le remboursement d'un prêt d'argent demandé par Claude Depras, coseigneur de Carros, résident dans la ville d'Entrevaux, à l'encontre de Luigi Champossin de Puget-Rostang, contenant notamment des pièces sur l'exécution des contrats passés à l'étranger signées par Maurel de Castellane pourvues, du cachet à sec du parlement de Provence (7 juin 1780), 1 cahier
- la validité d'une donation faite par Gabriella Solaro en 1764 aux sœurs Luisa Francesca et Maria Caterina Mallone, tous de Nice (14 octobre 1780), 1 cahier

22/12/1779 - 14/10/1780

1 B 399

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de sommes prévues dans le cadre de la succession du vassal Bartolomeo Barralis demandé par Gio. Battista Millo aux administrateurs de la sacristie de l'église paroissiale de Peillon et de la chapelle de la Vierge de Piété du même lieu, à l'encontre de Bartolomeo Robaud (24 mars 1781), 1 cahier

- le paiement d'un legs, laissé par Caterina Sardi Calzamiglia, demandé par Bianca Rainardi, en qualité de procuratrice de Vincenzo Sardi de Finale à l'encontre de Lorenzo Rivalta et, à défaut, l'adjudication d'une maison située à Oneglia (Oneille), contenant notamment l'arbre généalogique d'Ambrogio Calzamiglia et de Vincenzo Sardi (13 juillet 1781), 2 cahiers
- une pension alimentaire demandée par le négociant retraité Antonio Regis, originaire de Clans et résident à Nice, à son fils Gio. Battista, négociant en soie, huile et cuirs, le viager accordé par un autre fils ne lui suffisant pas (14 juillet 1781), 1 cahier
- la propriété d'un bien-fonds dans la campagne de Nice faisant partie de la succession de Cesare Raimondi et vendu au négociant Giovanni Robigliart de Nice, sur lequel Isabella Raimondi, fille de Cesare, veuve Mocares, habitant à Parma (Parme), fonde ses prétentions pour le paiement de sa dot (4 août 1781), 1 cahier
- un legs, institué en 1757, demandé par les époux Gandolfo à l'encontre de Pietro Raverasio, de Nice (20 octobre 1781), 2 cahiers
- la propriété d'un pré situé sur le territoire de Ville San Pietro, parvenu à Lorenzo Vescino de la succession de sa mère Bianca Maria Minasso, revendiqué par le prêtre Paolo Mela, recteur de l'église paroissiale de ce lieu, en raison de l'existence d'un legs perpétuel (24 novembre 1781), 1 cahier
- l'aliénation par vente aux enchères de biens situés à Breil et soumis à dispositions fidéicommissaires, demandée par Gio. Pietro Gastaldi, avocat consultant du duc du Chablais, habitant à Torino (Turin) appuyée par son frère Brunone Agostino Gastaldi, comte de Neville, mais contestée par sa sœur Eufrosina mariée au vice-préfet Borriglione (10 décembre 1781), 3 cahiers
- le compte-rendu de l'administration tutélaire, la restitution de tous les biens meubles et immeubles lui revenant d'après l'inventaire et la propriété de terres situées à Carros et à Rimiez, dans la campagne de Nice, réclamés par Antonio Salvi à sa mère Gioanna Maria Gilli veuve Salvi et aux négociants Vittorio Francesco et Gio. Luigi Salvi (4 janvier 1782), 2 cahiers

24/03/1781 - 04/01/1782

1 B 400

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une demande d'indemnités présentée par Gio. Battista Ruffi de La Brigue au baile de ce lieu Francesco Lanteri pour arrestation et détention illégales (20 mars 1782), 1 cahier
- le partage de l'héritage d'Ignazio Gastaldi réclamé par les frères Gastaldi à l'encontre de Maria Luigia Mirapelli épouse Guiglionda del Borgo, de Nice (6 avril 1782), 1 cahier
- la propriété de biens-fonds, moulin, maison et chanvrières réclamée par le prêtre Gio. Giuseppe Anriotti, ancien prieur de Saint-Léger à l'encontre de Maria Marta Martini di Dosfraires, veuve Anriotti, habitant au Broc et la nullité d'un legs prévoyant l'usufruit pour la dame Martini (6 avril 1782), 1 cahier
- le droit d'évacuer les eaux sales provenant d'un moulin à huile des frères Gio. Battista et Gio. Domenico Clerici de Conio, les canalisant dans un aqueduc traversant les terres du comte Cesare Tiberio Lascaaris, vassal de La Brigue et de Conio (12 avril 1782), 1 cahier
- le paiement du reliquat de la dot exigé par Costanza Maria De Cameran veuve Achiardi dell'Alpe à l'encontre de son frère, le capitaine Orazio, après le décès de leur père (20 avril 1782), 1 cahier
- le rétablissement d'un canal d'eaux usées, démolé sur l'initiative du comte Gio. Maria Guiglionda del Borgo, de Maria Costanza De Cameran veuve Achiardi dell'Alpe et de l'avocat Ludovico Giuglaris, étant situé dans le mur séparant leurs maisons de celle du notaire Andrea Lubonis, réclamé par ce dernier (14 juin 1782), 1 registre
- le paiement du reliquat des sommes dues à la suite d'une sentence du sénat de 1775, demandé par Domenico Emelina de Malaussène aux héritiers de Gio. Battista Puons (14 juin 1782), 1 cahier

20/03/1782 - 14/06/1782

1 B 401

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le partage de l'héritage des biens de Bartolomeo Ros (Rosso) dont une partie soumis à fidéicommis, réclamé par Carlo Ros à l'encontre de sa mère Sofia Robaudi et de son frère Luigi, tous d'Utelle (23 août 1782), 3 cahiers
- le partage de l'héritage demandé par Giuseppe Filippi de Valdeblore, héritier de Caterina Bianchi veuve Brocardi, à l'encontre de Giuseppe Brocardi (3 octobre 1782), 1 cahier
- l'admission au fidéicommis institué par Giuseppe Maria Adrechio en 1690, demandée par Giacomo Blavet et contestée par Maddalena Fighiera veuve Adrechio et Maddalena Adrechio veuve De Flotta di Sant'Antonino et par Andrea Giacobi, curateur de l'hoirie de Giacomo Tommaso Adrechio, ainsi que la révision de la sentence du sénat du 18 juillet 1780, ayant été rendue par trois juges seulement (15 novembre 1782), 1 cahier
- le paiement de frais judiciaires demandé par le notaire Gio. Francesco Sala à l'encontre de la communauté de Levens (18 janvier 1783), 1 cahier
- la restitution de la dot demandée par Maria Felice Veran veuve Lorenzo à son beau-père Emanuele Lorenzo, tous de Tourrette (7 février 1783), 1 cahier

- l'occupation illégale de terrains situés à Èze, dans le quartier de l'Ariane de Nice et près de Trinité, faisant partie d'un fidéicommiss établi en 1643 par Antonio Rochione, ancêtre maternel des frères Giuseppe et Gio. Battista Bosano de Menton, perpétrée par plusieurs personnes, dont Pietro Antonio et Andrea Blavet de Nice (5 mai 1783), 1 cahier
- l'achat effectué par le négociant Onorato Saissi de Nice à Gio. Agostino Scudier des terres situées à Bellet près de Nice que le vendeur tenait en bail emphytéotique perpétuel, sous la seigneurie de l'ordre de Malte, sans payer le trézain, ni passer l'acte de reconnaissance en faveur de la commanderie, demandés par le chevalier Giuseppe Gabriele d'Olivaris, commandeur des commanderies de Gressan et de Nice (8 mai 1783), 1 cahier
- l'adjudication d'une terre, située à l'Aubre dans la campagne de Nice, appartenant aux frères Guiglionda, contestée par Francesco Binet (30 mai 1783), 1 cahier
- l'autorisation de construire un canal pour l'écoulement des eaux afin d'arroser des terrains dans le quartier Longchamp de Nice demandée par le comte Gio. Maria Guiglionda del Borgo à l'encontre de la confrérie de la Miséricorde (5 juillet 1783), 1 cahier

23/08/1782 - 05/07/1783

1 B 402

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété d'un bien-fonds situé dans le quartier de l'Aubre à Nice que le négociant Matteo Conton de Genova (Gênes) a obtenu par le biais d'une dation en paiement en novembre 1782 d'Onorato Guiglionda, négociant de Nice, et le « giudizio di generale concorso » institué sur l'hoirie de Guiglionda par ses créanciers, parmi lesquels Pietro Pachaud de Lausanne, habitant à Nice, en tant que représentant de la société commerciale existant à Nice sous le nom de « Le Clerc et compagnie » et mandataire de Matteo Conton, les couvents Saint-Bernard, Saint-François et Saint-Augustin, le prieur de la paroisse de Gattières, le baron Andrea Verani Masin, l'avocat Cristini, procureur de la comtesse Ludovica Mirapelli veuve Guiglionda del Borgo et le pharmacien Francesco Passeroni de Torino (Turin), habitant à Nice, contenant notamment l'avis d'une vente aux enchères, tenue dans un des magasins du sieur Abudarham au port de Nice, daté de mercredi 4 juin (1783 ?), concernant entre autres un brigantin avec tous ses agrès, ancré dans le port (9 août 1783), 1 registre et 10 cahiers
- la propriété d'une terre avec maison située à Bellet près de Nice, assignée en dotation à la chapellenie instituée en 1650 par Bartolomeo Rosso, sous le titre de Saint-Barthélemy, d'abord en l'église Saint-Dominique et ensuite en la cathédrale de Nice, revendiquée par l'économiste de la chapellenie à l'encontre de Michelangelo Ros (Rosso) (6 septembre 1783), 1 cahier

09/08/1783 - 06/09/1783

1 B 403

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété d'un appartement situé à Nice revendiquée par Antonio Francesco Inart de Nice à l'encontre de Maria Margherita Tordo épouse Dalmas (26 mars 1784), 1 cahier
- le partage de l'héritage du prieur Gio. Battista Garrel et la vérification des biens tombant dans son hoirie demandés par le prieur de Malaussène Claudio Antonio Garrel et son neveu Luigi Giuseppe à l'encontre du prieur de Roquestéron Luigi Garrel, affaire déléguée au sénateur Busca (17 mai 1784), 1 cahier
- l'exécution du testament de Giuseppe Antonio Ongran du 13 mai 1765, laissant son héritage à celui de ses héritiers qui remplirait certaines conditions, opposant Giuseppe Antonio Pietro Ongran, lieutenant des grenadiers du régiment provincial de Nice, au comte Giuseppe Francesco Ongran di Fiano, au négociant Giuseppe Chabaud, administrateur des biens du comte et à l'avocat Luigi Antonio Ongran, père du demandeur (10 juillet 1784), 1 cahier
- l'interdiction d'accéder sur les bandites situées sur le territoire de Lucinasco, du 10 août au 10 mars de chaque année, demandée par des particuliers de San Lazzaro dans le marquisat du Maro à l'encontre des communautés de San Lazzaro, Borgo Maro et Lucinasco (15 juillet 1784), 1 cahier
- le paiement d'annualités de cens dues à l'église paroissiale de Loano, en vertu de l'acte de fondation d'un canonicat du 17 mars 1648 établi par le prêtre Antonio Ferraris et la nullité de deux ordonnances de condamnation prononcées par le vice-commissaire de Loano (20 novembre 1784), 2 cahiers
- le paiement du droit de pacage exigé par la communauté de Saint-Étienne à Maria Teresa Achiardi dell'Alpe épouse Constantin de Nice, habitant au Broc, ses bergers se rendant avec les troupeaux pendant quelques jours par an sur le territoire de la communauté, contesté par la dame en vertu de la réciprocité, quelques habitants de Saint-Étienne faisant paître leur bétail sur le territoire de son fief près de Beuil et Péone pendant un nombre de jours équivalent (22 décembre 1784), 1 cahier
- une convention entre les particuliers de Magnan, dans la campagne de Nice, et les prieurs de la chapelle érigée sous le titre de Sainte-Marie-Madeleine, prévoyant la cession d'un terrain situé près de la chapelle et la possibilité de construire un moulin à huile en échange de l'exonération des offrandes pour les matines célébrées lors des jours de fête, contestée par le recteur Gio. Battista Rossi (11 février 1785), 1 cahier

- le procès en révision de la sentence prononcée par le sénat le 20 juillet 1782 dans l'affaire opposant Andrea Ribotti de Rigaud, habitant à Puget, à Vittorio Amedeo Denans (De Nans) et, après son décès, à sa fille Maria Francesca Denans, à propos de la restitution de la dot d'Isabella Leotardi, première femme de Vittorio Amedeo, affaire déléguée par le roi au sénat assisté par l'avocat des pauvres Passeroni di Castelnuovo, le sénateur préfet Botteri, le substitut de l'avocat fiscal général Corvesi et par l'avocat De Giudici (11 mars 1785), 1 registre

26/03/1784 - 11/03/1785

1 B 404

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la jouissance des eaux du vallon de la Crovette, situé sur le territoire de La Penne et le droit de dérivation afin d'arroser des terrains revendiqué par Spirito et Luigi Cies (Ciais) à l'encontre de Francesca Gabriella d'Authier veuve Durand, coseigneur de La Penne (29 août 1785), 1 cahier
- des indemnités demandées par Paolo Raimondi de San Bartolomeo à l'encontre d'Antonio Lea, lui ayant provoqué une fracture à la tête avec la canne du fusil en juillet 1785, pour faire face aux frais médicaux (30 août 1785), 1 cahier
- le non-respect de l'acte de fondation du 21 octobre 1718 d'une chapellenie érigée sous le titre de la Vierge du Rosaire dans l'église paroissiale de Borgo d'Oneglia qui laissait à la communauté le choix de la nomination des desservants et des recettes devant servir de dot, les prieurs s'étant emparés de la totalité des revenus provenant du nettoyage des rues de la ville (30 août 1785), 1 cahier
- des créances dues par Maria Valentina Canestrier veuve Martin à Giuseppe Francesco Dettat en sa qualité d'héritier de Caterina Viani, tous de Nice (10 décembre 1785), 1 cahier
- la récupération de la dot d'Anna Maria Barrala veuve Nicolai, assurée sur un bien-fonds situé à Fabron près de Nice, appartenant à son mari, tenu par Onorato Fossat et cédé d'abord à Gerolamo Maurin et ensuite au négociant Francesco Massaquan, tous de Nice (30 décembre 1785), 2 cahiers
- le paiement d'une créance contractée en 1780, demandé par le médecin Francesco Maria Fontana à l'encontre de l'avocat fiscal et préfet d'Oneglia (Oneille) Giuseppe Borra (16 janvier 1786), 1 cahier
- la nullité d'un séquestre de biens, ordonné par le sénat de Genova (Gênes) et exécuté par le commissaire de Loano pour non-paiement de la pension alimentaire, demandée par Pietro Dasso à l'encontre de son épouse séparée Maddalena Bandini, tous les deux de Rapallo, dans la République de Genova mais Pietro Dasso habitant à Loano, ayant demandé l'asile du port franc, l'exécution de la sentence du sénat de Genova dans le ressort de celui de Nice nécessitant des lettres réquisitoires (10 février 1786), 1 cahier
- la pension alimentaire demandée par Agostino Amoretti à son fils Paolo Agostino, se trouvant dépourvu de moyens et dans l'incapacité de poursuivre le métier de patron de pêche (14 mars 1786), 2 cahiers
- le paiement de la pension alimentaire, promise dans le contrat de mariage et non respectée, réclamé par le tailleur Francesco Marc à son père Gio. Francesco, tous de Nice (1er juillet 1786), 2 cahiers
- le paiement de la totalité de la dot demandé par Anna Maria Cotto et par son mari Amedeo Rainaut à Giovanni Austraudo, usufruitier des biens du père de l'épouse (23 septembre 1786), 1 cahier
- le non-respect de l'engagement pris par le commandant de la ville et de la province d'Oneglia (Oneille) Francesco Cotter de verser une pension semestrielle à son fils Edmondo Carlo et à son épouse Rachele Giordano, affaire déléguée par le roi au président en chef du sénat pour un règlement à l'amiable (20 octobre 1786), 1 cahier

29/08/1785 - 20/10/1786

1 B 405

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'héritage de Silvestro Orso réclamée par sa mère Anna Maria Lavagna à l'encontre de sa belle-fille Angela Maria Baruzza, affaire parue d'abord devant le commissaire de Loano et ensuite en appel devant le tribunal de préfecture d'Oneglia, mais envoyée devant le sénat en raison de la loi d'aubaine, l'une des parties étant de nationalité génoise (21 octobre 1786), 1 cahier
- la nomination des administrateurs de l'université des Juifs de Nice contestée par les négociants Oziel Vitta Machis, Oziel Simbra, Moise Carcassona et Nathan Cohen à l'encontre des anciens massiers Jacob Treves et Giuseppe Ventura (21 octobre 1786), 3 cahiers
- l'estimation et le partage des terrains situés sur le territoire de Levens, légués par Agostino André en 1779 à ses petits-fils Raffaele et Gio. Battista André mais détenus en totalité par ce dernier (17 novembre 1786), 1 cahier
- l'interdiction de pâturage sur des sites en friche situés près de Villefranche, appartenant à l'avocat Giuseppe Fighiera de Nice, à Michele Gaet et à Gio. Battista Asso de Villefranche, opposée au berger Antonio Lanteri de La Brigue, ces sites ne faisant pas partie de la bandite locale (2 décembre 1786), 1 cahier
- le paiement de la pension alimentaire demandé par Teresa Adrechio à son mari Giacomo Blavet, tous de Nice, contenant notamment des notes des médicaments utilisés (6 février 1787), 1 cahier

- le compte-rendu de l'héritage familial et le partage demandé par Giovanni Balbi, ancien sergent dans la compagnie des hallebardiers de Cagliari, à son frère Giuseppe, tous d'Apricale (13 février 1787), 1 cahier
- l'estimation des terres faisant partie de l'héritage maternel en vue de procéder à un partage entre les frères Gio. Michele et Andrea Ricordi de Nice (23 mars 1787), 1 cahier
- le paiement des intérêts d'une somme reçue de la vente d'une terre, située à Fabron dans la campagne de Nice, demandé par le négociant Gio. Pietro Carlone, mandataire du négociant établi à Marseille Pietro Giuseppe Carlois, à l'encontre de Claudio Rondello (15 juin 1787), 2 cahiers
- la vérification et la restitution des recettes des chapellenies érigées à La Brigue par Giacomo Fenogli en 1666 sous le titre de l'Immaculée-Conception et des Saints-Sébastien-et-Roch et sous le titre de Saint-Antoine-de-Padoue et de l'Ange-gardien, demandée par le clerc Giacomo Antonio Fenogli en vertu d'un bref pontifical de 1780, à l'encontre de Domenico Baruchi, nommé chapelain de deux chapellenies, contenant les actes de fondation des chapellenies des 16 septembre et 17 octobre 1666 (18 août 1787), 3 cahiers
- le paiement d'une pension alimentaire pour lui et son épouse, demandé par Alessandro Dalmassi de Sigale à son père, le notaire Antonio, après avoir conclu un mariage avec l'agrément paternel (13 octobre 1787), 1 cahier

21/10/1786 - 13/10/1787

1 B 406

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de la dot et d'une donation léguées par sa tante en 1769, demandé par Maria Teresa Paola Bonet épouse Faraut à l'encontre de son frère Francesco Maria Saverio et de sa mère (13 octobre 1787), 2 cahiers
- la renonciation de l'héritage paternel demandée par Gio. Battista Lombardi de Guillaumes à l'encontre de plusieurs habitants de Châteauneuf-d'Entraunes, créanciers de son père (20 octobre 1787), 1 cahier
- l'interdiction de procéder à des actes exécutoires sur les biens appartenant à Carlo Andrea Robini sur lesquels est assurée sa dot, demandée par son épouse Caterina Passeron, de Lantosque, à l'encontre des créanciers de son mari, Gio. Battista Robini et Onorato Castellan de Belvédère (3 novembre 1787), 1 cahier
- le paiement d'une somme d'argent, retenue lors de la vente d'une maison dans le cadre du « concorso » Gallean, demandée au moine Gio. Francesco Franco et à Gio. Battista Liprandi par le médecin Gio. Battista Maraldi et par Agostino Allegrini, en tant que mandataires des sœurs Robini, Gio. Battista Robini leur frère étant l'économiste de ce « concorso » (17 janvier 1788), 1 cahier
- Le paiement d'une créance cédée par le monastère Sainte-Claire de Nice à la comtesse Maria Rosalia Torrini di Fogassieras veuve Authier di San Bartolomeo, demandé par Gio. Onorato Barralis à Maria Caterina Olivaris, de Lucéram, contenant également les actes opposant la comtesse à Gio. Onorato Barralis (15 février 1788), 2 cahiers
- le paiement d'une somme de 300 livres demandé par Gerolamo Amoretti à la veuve Angelica Berio d'Oneglia (Oneille), en tant qu'héritier de la veuve Caterina Amoretti (17 mars 1788), 1 cahier
- l'interdiction d'élever une construction s'appuyant sur le mur de la maison existant et condamnant ses fenêtres, demandée par Bianca Maria Calzamiglia veuve Berio à l'encontre de Stefano Bachilieri (19 avril 1788), 1 cahier
- des indemnités demandées par la confrérie du Très-Saint-Nom-de-Jésus et du Saint-Esprit érigée à Nice à l'encontre des associés et héritiers du maître maçon Onorato Miceu, ainsi que de l'avocat des pauvres Antonio Onorato De Orestis, à la suite de l'écroulement d'un immeuble en construction (22 avril 1788), 2 cahiers
- le droit exclusif de porter l'image de la Vierge, conservée dans l'église des Pères carmes lors des processions, revendiqué par les prieurs de la confrérie du Saint-Sépulcre de Nice à l'encontre de la confrérie du Carmel (7 juin 1788), 1 cahier

13/10/1787 - 07/06/1788

1 B 407

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le séquestre des biens mobiliers à la suite du non-paiement du loyer d'un magasin et d'un étage de maison demandé par Carlotta Albanelli et Gio. Battista Servet à l'encontre de Luigi Papacin, tous de Nice (17 juin 1788), 1 cahier
- l'héritage du prêtre Giacomo Abbo, recteur de l'église de San Lazzaro revendiquée par les frères Guasco à l'encontre de Gio. Battista Ferraro (5 juillet 1788), 1 cahier
- le « giudizio di generale concorso » sur la succession du négociant Antonio Durante, institué par Giovanni Aстрадаo et le négociant juif Enoch Levi pour le recouvrement des dettes à l'encontre de tous les créanciers et ayants droit (10 septembre 1788), 1 registre et 6 cahiers

- le droit de prendre des dispositions en matière de boulangerie, tavernes et boucherie et d'encaisser l'argent des contraventions revendiqué par le comte d'Aspremont comme étant une prérogative féodale, contesté par la communauté, contenant les adjudications concernant la boulangerie, les tavernes et la boucherie de 1749, 1751, 1759, 1769 et 1782 (13 décembre 1788), 2 cahiers
- la vente contestée d'un bien-fonds avec maison dans le vallon de Saint-Pons à Nice effectuée par Giulio Anfosso à Onorato Barrale (6 février 1789), 2 cahiers

17/06/1788 - 06/02/1789

1 B 408

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la vérification des comptes du mont granatique de Peille à la suite de la mauvaise administration des montistes, demandée par des particuliers et les confrères de la confrérie du dit lieu, érigée sous le titre de Saint-Joseph, affaire déléguée au juge ordinaire de ce lieu (4 février 1789), 1 registre et 1 cahier
- le partage de l'héritage paternel et la restitution des biens détenus indûment demandés par Giacomo De Amicis à son frère Gio. Ludovico, d'Entraunes, contenant notamment l'état des biens laissés par leur père Gio. Luigi décédé le 30 mars 1740 (2 mai 1789), 2 cahiers
- le paiement de legs destinés à constituer sa dot et le partage des biens meubles et immeubles laissés par le prêtre Ludovico Cauvin, décédé en 1775, réclamés par Lucrezia Cauvin du Touët de L'Escarène à son frère Onorato (24 août 1789), 1 cahier
- l'exclusion d'Anna Maria Caterina Pin veuve Daprosi de la succession de Giulio Cesare Bottino, effectuée par Gio. Paolo et Agostino Pin, sur la base d'un testament de 1704 prévoyant des dispositions fidéicommissaires, affaire ayant fait l'objet d'une décision originale du sénateur Piccono della Valle (17 octobre 1789), 2 cahiers
- la restitution d'un bien-fonds faisant partie de la dot demandée par Maria Francesca Farauda d'Utelle à l'encontre de son mari Gio. Domenico Millo et de Francesco Saorgino (24 octobre 1789), 1 cahier
- la nomination, en qualité de chanoine de l'église paroissiale Saint-Jean de Loano, demandée par le prêtre Bartolomeo Galea et contestée par le prêtre Giuseppe Porro (7 novembre 1789), 1 cahier
- le remboursement d'une créance réclamé par Giuseppe Luigi Boyer de Sauze au notaire Gio. Antonio Louiqui d'Entraunes (14 décembre 1789), 1 cahier

04/02/1789 - 14/12/1789

1 B 409

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété d'un banc dans l'église Saint-Vincent de Stellanello, rebâtie à côté de l'ancienne, revendiquée par Maria Divizia épouse Amei et Vittoria Divizia épouse Rossi à l'encontre des administrateurs de l'église, contenant notamment la supplique de ces administrateurs visant à obtenir l'exécution du décret de l'évêque d'Albenga les autorisant à bâtir une nouvelle église en 1783 (5 février 1790), 2 cahiers
- la succession de Luigi Baldoino revendiquée par le notaire Gio. Maurizio Alziari et Ludovico Baldoino de Roquestéron à l'encontre d'Anna Dorotea Berardi veuve Baldoino, contenant notamment l'arbre généalogique de Luigi Baldoino décédé en 1722 et l'extrait du cadastre de Roquestéron établi en 1702 contenant la liste des biens de Luigi Baldoino (8 mars 1790), 2 cahiers
- la contestation des bans champêtres de la communauté de Conio présentée par celle de Ville San Pietro possédant des terrains sur le territoire de Conio, au sujet des dispositions sur l'introduction des troupeaux de bétail, contenant notamment les bans champêtres de Conio (3 mai 1790), 3 cahiers
- la restitution de la dot demandée par Ludovica Tordo, veuve de Carlo Emanuele Clerico de Tourrette, à l'encontre de son beau-père, nommé tuteur (29 mai 1790), 1 cahier
- le paiement d'une somme relevant d'un legs sur une portion de bien-fonds situé à Èze, demandée par Andrea Maria Rossetti et Francesca Basin veuve Rossetti à l'encontre d'Andrea Millo (11 mai 1790), 1 cahier
- le paiement de la pension alimentaire et la restitution du trousseau exigé par Paola De Gubernatis de Sospel à l'encontre de son mari, le notaire Antonio Francesco Castelli et de son beau-frère, habitants à Belvédère, affaire déléguée par le roi au sénateur Ballard (13 août 1790), 1 cahier
- la propriété d'une portion de maison avec four et cour, située à Montgros dans la campagne de Nice, parvenue à Andrea Carlin et à son épouse Agostina Scoffiera à la suite d'un échange fait avec Giuseppe Berio en 1784, revendiquée par Gio. Battista Carlin (24 août 1790), 1 cahier
- des indemnités à la suite d'une condamnation pour blessures demandées par Lazaro Abbo de Lucinasco à l'encontre de Paolo Antonio Acquarone, contenant notamment une liste des médicaments administrés (24 septembre 1790), 2 cahiers
- le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Francesco Bonet institué par ses créanciers parmi lesquels Onorato Maria Prioris (dossier incomplet) (11 décembre 1790), 3 cahiers

05/02/1790 - 11/12/1790

1 B 410

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le partage de l'héritage entre les frères et neveux Repaire, tous de Contes (1er avril 1791), 2 cahiers

- les travaux de réparation à effectuer dans une maison située dans la rue dite « sous les grottes » aboutissant à la place des herbes à Nice, menaçant ruine, appartenant en copropriété au monastère Saint-Bernard, au notaire Gio. Battista Durante et aux père et fils Gio. Battista et Antonio Peglion (16 avril 1791), 1 cahier
- la nullité de l'acte de vente d'une terre située dans le quartier de la Buffa, faisant partie des biens de la dot maternelle, contestée par Onorato Clary, secrétaire du sénat, à l'encontre de son frère Giuseppe, contenant notamment la supplique présentée au roi par Onorato Clary visant à obtenir la validation de l'acte de vente du 29 novembre 1752 et le décret de Victor Amédée autorisant le sénat à procéder à la validation (19 avril 1791), 2 cahiers
- le respect des clauses du contrat de mariage demandé par Angela Vittoria Cais di Pierlas épouse De May à l'encontre de son beau-père Ignazio De May de Villefranche, affaire déléguée au sénateur Ballard di Roccafredda (8 juin 1791), 1 cahier
- le paiement du trézain et l'obligation de passer l'acte de reconnaissance exigés par le chevalier Antonio Francesco Croze de Lincel à Carlo Gastaud et à Francesco Gioan de Nice pour l'occupation de deux terres situées à Lingostière et appartenant à la commanderie de l'ordre de Malte de Nice, dont le chevalier avait été investi, affaire déléguée au président du sénat Berzetti di Buronzo (16 novembre 1791), 1 cahier
- l'héritage d'Antonio Maria Viano légué à Gio. Stefano et à Caterina Belmonte, à Giuseppe Viano et à Gio. Battista Brunengo, tous de Gazzelli, revendiqué par Pietro Maria Cotta (28 décembre 1791), 2 cahiers
- le « giudizio di generale concorso » sur le patrimoine du failli Carlo Robion institué par Caterina Robiona, contenant notamment l'estimation et les procès-verbaux d'adjudication des effets meubles, outils de la boulangerie et réserve de céréales et farines appartenant à Robion (dossier incomplet) (mai 1791), 2 cahiers et 4 pièces
- le paiement des lods et trézain exigé par le chevalier Antonio Francesco Croze de Lincel, commandeur de l'ordre de Malte, à l'encontre de Gio. Pietro Carlone pour un bien-fonds situé à Caucade, près de Nice, acheté à Giuseppe Sauvaigo (14 juillet 1792), 1 cahier
- la rente de 50 louis d'or due à Chiara Carlotta Alli Maccarani, veuve Calzamiglia, de Nice, se trouvant à Tende pour cause d'émigration et non payée par Giovanni Calzia de Villaguardia et par son associé pour la location d'un bien, affaire jugée par la Royale Délégation siégeant à Borgo San Dalmazzo (10 janvier 1794), 1 cahier
- la nullité d'actes exécutoires pris par le juge de Pontedassio dans le litige opposant Francesca Verda veuve Ramorino à Gio. Battista Ramorino, concernant la propriété d'une maison, le juge inférieur ne pouvant pas s'occuper de l'exécution d'une sentence prononcée par un juge supérieur, sauf en cas d'appel déserté ou de confirmation de la sentence, affaire jugée par la Royale Délégation siégeant à Borgo San Dalmazzo (12 février 1794), 1 cahier

01/04/1791 - 12/02/1794

1 B 411 : Justice civile.- Procédures en appel provenant du préfet de Barcelonnette

1 B 411

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de la taille demandé par la communauté d'Allos à Maria Issautiera veuve Sicardo de Barcelonnette pour les biens qu'elle possède sur le territoire d'Allos (17 décembre 1620), 1 cahier
- le litige opposant le notaire de Barcelonnette Giovanni Massa à Stefano Alemandi de la même ville (dossier incomplet) (8 avril 1633), 1 cahier
- les chapellenies érigées dans l'église paroissiale de Lauzet et leurs bénéfices, attribués par la communauté de ce lieu en la personne du prêtre Pietro Laurens à la place du prêtre Pietro Lebre de Barcelonnette, contenant notamment un parchemin de l'archevêque d'Embrun Guillaume d'Hugues du 25 septembre 1636 (14 décembre 1637)

17/12/1620 - 14/12/1637

1 B 412 : Justice civile.- Procédures en appel provenant du commissaire de Loano

1 B 412

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété et la jouissance d'une terrasse faisant fonction de toit, utilisée pour sécher grains et figues, et le droit d'élever un mur de séparation, réclamés par Raffaele et Sebastiano Rocca à l'encontre du médecin Gio. Tommaso Rocca, tous de Loano, contenant notamment l'arbre généalogique de Sebastiano Rocca (4 octobre 1751), 1 cahier
- le partage des biens meubles et immeubles ayant appartenu à leur père entre les frères Elice de Loano (20 mai 1756), 1 cahier
- le paiement du reliquat de la dot promise à Maddalena Bozino épouse Porro réclamé à l'encontre de Paolo Giovanni Bozino (17 juin 1765), 1 cahier

- des indemnités pour injures et le séquestre d'un mulet se trouvant sur une terre près de Toirano dans la République de Genova (Gênes), affermée à Francesco Panizza par l'oratoire érigé à Barescione, près de Toirano, sous le titre de Saint-Roch, demandées par Panizza, propriétaire du mulet, aux prieurs de l'oratoire, affaire déléguée au commissaire de Loano par le marquis de Balestrino, en appel du podestat de Balestrino (15 décembre 1766), 1 cahier

04/10/1751 - 15/12/1766

1 B 413 - 438 : Justice civile.- Procédures en appel provenant du préfet de Nice

1 B 413

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'achat d'une partie de boutique, située à Nice, entre Bernardino Calvio et Giaches Cravenzano (2 mai 1615), 1 cahier

- le paiement d'une redevance pour des terres et un moulin situés dans le quartier Longchamp, provenant de l'héritage de Gio. Francesco Ferro, revendiqué par le couvent Saint-Dominique à l'encontre de Livio Tonduti coseigneur de Falicon et de ses frères, contenant notamment de nombreux actes du XVI^e siècle reçus par les notaires Giovanni de Bassis, Petrus de Rapallo, Leontio Labe, Baudo Juglaris, Giovanni Ruffi et une note précisant le prix annuel du blé de 1572 à 1619, extraite du cartulaire du couvent Saint-Jacques (26 août 1615)

02/05/1615 - 26/08/1615

1 B 414

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'un achat de blé réclamé par Vittoria Garretti veuve Chiarlani d'Entraunes, mais habitant à Nice, à l'encontre du notaire Ottavio Barralis (23 décembre 1615), 1 cahier

- la propriété d'une maison située à Nice revendiquée par Carlo Andrea Grimaldi, en qualité de tuteur des enfants de Raimondo Bondil, à l'encontre d'Antorona Ricarda et de Michele Augiero (30 décembre 1617), 1 cahier

- le remboursement d'une créance de 100 écus d'or contractée en 1608 par Petrino Fabri de Saint-Étienne et réclamée par Orazio Sassio (Sazio), affaire jugée en appel devant le sénat de Piémont en janvier 1614 et après la sentence de ce sénat, devant celui de Nice en juin 1618 pour les actes exécutoires, contient également les actes en appel du 16 juin 1612 devant le sénat de Piémont dans le litige opposant Petrino Fabri à l'avocat Giulio Sassio de Nice concernant le paiement des frais de déplacement à Torino (Turin), jugés excessifs (23 juin 1618), 1 cahier

- le remboursement d'un prêt de 910 florins demandé par l'avocat Gio. Battista Richelmi à sa belle-mère Ludovica Fabria (24 décembre 1620), 1 cahier

- la saisie de biens mobiliers réclamée à la suite d'un prêt de 150 écus accordé par Livia Gastalda de Monaco, épouse d'Orazio Gastaldo, à l'encontre de Chiafredo Arnaldo de Saluzzo et de son épouse Claudina, contenant notamment un contrat de mariage du 16 avril 1595 reçu par le notaire Onorato Baldoyno de Nice, entre Arnaldo (Ainaudo) et Claudina Perenne fille d'Hervé, originaire de Bretagne, habitant tous à Nice, un laissez-passer délivré par le capitaine Giovanni Verner di Rattenou, chevalier de Malte, à Bruxelles le 28 décembre 1602 pour Michele Perenne de Monaco, soldat dans sa compagnie établie en Flandre, de la correspondance envoyée de Torino (Turin) et Reggio par Michelangelo Masseina et des pièces comptables, ainsi que des actes notariés de 1603 et 1609 reçus par le notaire Ludovico De Bartholomeis (28 mars 1623), 2 registres et 1 cahier

23/12/1615 - 28/03/1623

1 B 415

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une créance contractée par Pietro Faraudo en engageant tous ses biens et réclamée par le docteur en droit Antonio Pascheri de Nice à Antonio Passerone d'Utelle, détenteur après le décès de Faraudo d'une partie de ses biens (14 décembre 1623), 1 cahier

- le paiement du trézin, cens et autres charges dû par des particuliers, dont Bartolomeo Romagnano de Nice, à Gio. Pietro Todone, en tant que cessionnaire de Gio. Stefano Gerbone, pour l'investiture et la jouissance de maisons et biens-fonds (12 janvier 1624), 1 cahier

- un litige opposant Angelica veuve Passerone à Gio. Pietro Rosso et à Francesco Olivario, tous d'Utelle (dossier incomplet) (11 octobre 1624), 1 cahier

- le paiement de deux « salmate » de blé réclamé par Matteo Fabro à Giacomo Gastaldo, tous de Puget (23 mai 1625), 1 cahier

- un prêt d'argent concédé par le sénateur et référendaire Paolo Dal Pozzo, baron de Bouyon et, après son décès, réclamé par son épouse Caterina Lascaris à l'avocat Antonio Fighiera d'Èze, contenant également les actes judiciaires opposant les frères Antonio Alessandro et Amedeo Dal Pozzo à Pietro Francesco Cortina San Martino, comte d'Èze du 19 novembre 1650 (27 juin 1626), 1 registre

- le paiement d'une maison achetée et payée par Orazio Caissotto de Nice à Bartolomeo Barrale mais réclamée par Prudenzia épouse Todoni (12 janvier 1627), 1 cahier

14/12/1623 - 12/01/1627

1 B 416

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'appropriation de l'héritage contestée à Antonio Maurini par ses frères Onorato et Richelmo (5 janvier 1628), 1 cahier
- le paiement de créances demandé par Orazio Caissotto et Bartolomeo Barrale à l'avocat fiscal général Gio. Battista Barucchi (dossier incomplet) (8 février 1628), 1 cahier
- une créance due par le chapitre de l'église Sainte-Réparate de Nice dont Gianna Allavena, héritière du prieur Melchiorre Baldoino, doit rembourser une partie à Ludovico De Bartholomeis et au chanoine Giacomo Francesco Giauselleto (31 janvier 1630), 1 registre
- le remboursement d'un prêt contracté par Bertrando Carles et Bartolomeo Martino ainsi que d'autres Niçois avec le marchand Pietro Claretto, demandé à Dionisio Martino (7 février 1630), 1 cahier
- une créance pour frais de bouche contractée par Luigia Allaria de Villefranche avec Bartolomeo Pons, aubergiste du « Lion d'Or » de Nice (21 août 1630), 1 cahier
- une créance réclamée par Francesco Genoïno à Luiseta Barrale épouse Bassa de Nice, en raison d'un service dû au prêtre Giuliano Ardissonne, recteur de la chapelle Saint-Laurent, contenant notamment des actes notariés de 1579 reçus par le notaire Emanuele Testoris (25 novembre 1630), 1 cahier
- le remboursement de 200 florins prêtés en 1631 à Bartolomeo et à Pietro Antonio Roffo, décédés lors de l'épidémie de peste, demandé par Giovanni Raynaudo de Nice à Devota Barbiero, leur nièce (22 mars 1633), 2 cahiers
- le paiement de créances demandé par Orazio Caissotto à l'encontre d'Enrico Adrechio, contenant également les actes entre Orazio Caissotto et Luchino Rabassin (17 juin 1634), 1 cahier
- le séquestre de biens appartenant à Giorgino Gastaldo de Nice, en paiement d'une créance due à Annibale Minas (2 janvier 1636), 1 cahier

05/01/1628 - 02/01/1636

1 B 417

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de cens demandé par le couvent Saint-Dominique à Orazio Caissotto en tant que caution de son beau-frère Claudio Roccamaura (14 avril 1636), 2 cahiers
- le remboursement de créances demandé par Giovanni Todone à l'encontre d'Orazio Caissotto de Nice et d'Antonio Prete de Menton, contenant des pièces comptables sur l'activité commerciale et maritime de Nice et Villefranche (17 juin 1636), 1 registre et 2 cahiers
- le paiement de l'affermage de la moitié de moulins à huile et à farine situés à Tourrette non effectué par Emanuele Michelle et réclamé par le propriétaire, le vassal Carlo Andrea Grimaldo Richiero (6 mars 1637), 1 cahier
- le paiement d'un bien-fonds vendu en 1615 par Pirineta Valperga et Francesco Roccamaura à Antonio Pascheri, réclamé, après le décès de ce dernier, à son héritier Francesco Pascheri (dossier incomplet) (22 avril 1637), 2 cahiers
- le paiement de créances faisant partie d'un héritage demandé par Francesco Barbiero à l'encontre des frères Gastaldi de Nice (3 août 1637), 1 cahier
- la saisie de vin de Bellet en paiement de créances fait par Giorgio Millonis à l'encontre de maître Bernardino Petit, tous de Nice (29 octobre 1639), 1 cahier

14/04/1636 - 29/10/1639

1 B 418

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement d'une créance contractée lors de l'épidémie de peste et en raison de négoce, exigé par Orazio Caissotto au patron Carlo Sottano originaire de Marseille, habitant à Nice, contenant notamment des pièces sur l'activité commerciale et maritime de Nice (24 mai 1640), 1 cahier
- les indemnités et le paiement de frais médicaux requis à Caterina Foissona à la suite d'une blessure causée à Onorato Durante par son fils Fabrizio à la veille de la Pentecôte, tous à Nice (3 décembre 1642), 1 cahier
- le paiement de cens exigé par Giovanni Castelli de Contes, habitant à Nice, héritier du chanoine Giauselleto, son oncle, à l'encontre d'Andrea Giovanni (4 mars 1644), 1 cahier
- le partage et l'inventaire de l'héritage d'Agostino Audiberti, décédé lors d'une épidémie, et la comparution de tous les créanciers et ayants droit demandés par ses neveux dont Ludovico, insinuateur, tous de Puget (23 août 1645), 1 registre
- le paiement d'une somme exigé par Orazio Caissotto à l'encontre de Marco Antonio Lascaris, en tant que caution de Stefano Castelli redevable envers les frères Gio. Antonio et Gio. Battista Caissotti (26 septembre 1645), 2 cahiers

- le litige opposant Orazio Caissotto à Bartolomeo Bensa, Camillo Gapeani, la confrérie de la Miséricorde de Nice et Camillo Antonio Barucchi au sujet de la succession du marchand Bartolomeo Barrale (23 décembre 1647), 1 cahier
- le paiement de services annuels depuis 1639 et l'investiture d'un bien-fonds situé à Saint-Barthélemy, dans la campagne de Nice, demandés par l'économiste du couvent Saint-Dominique à Gabriele Romagnano (29 juillet 1653), 1 cahier

24/05/1640 - 29/07/1653

1 B 419

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le remboursement d'une créance exigé par Antonio Pignore, puis par Ludovico Luponis à l'encontre des héritiers d'Arimondo Salvatoris (23 juin 1656), 3 cahiers et 1 liasse
- la restitution de cens perçus par Isabella veuve Constantino et épouse Maifredi demandée par sa fille Felice Constantino veuve Lascaris en vertu de la constitution de la dot, contenant également les actes des époux Maifredi contre les héritiers de Massimino Chiamporleto (3 décembre), 1 cahier
- le litige opposant les frères Amedeo et Alessandro Dal Pozzo de Nice à Gio. Ludovico Gaetto (dossier incomplet) (28 novembre 1663), 1 cahier
- le paiement d'une créance due par Pietro Guiglionda à Francesco Pascheri, tous de Nice (12 mars 1669), 4 cahiers
- le paiement d'une redevance pour une terre située à Magnan dans la campagne de Nice, demandé par l'économiste du couvent Saint-Dominique à l'encontre de Gio. Battista Ribotti, seigneur de Bouyon, contenant notamment un acte de 1578 reçu par le notaire Pietro Gapeani de Nice (23 février 1675), 1 cahier
- la restitution d'une terre située sur le territoire de Contes demandée par Caterina veuve Alberti de Strada à l'encontre des frères Gio. Battista et Stefano Lea (26 novembre 1676), 1 registre
- la propriété d'un bien-fonds situé dans le quartier de l'Aubre, dans la campagne de Nice, détenu par Francesco Pascheri, revendiquée par la mère et les sœurs Fossati et les créanciers de Gio. Battista Rochias (19 octobre 1682), 1 cahier

23/06/1656 - 19/10/1682

1 B 420

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de la redevance et l'obligation de passer l'acte de reconnaissance pour une terre située dans le quartier de Saint-Barthélemy dans la campagne de Nice demandés par le couvent Saint-Dominique à l'encontre de la veuve Lucrezia Alberta, contenant notamment des actes de 1542, 1544, 1603 reçus par les notaires de Nice Nicola Rochioni et Pietro Gapeani (9 décembre 1685), 1 registre
- le paiement de cens demandé par l'abbé Gio. Battista De Gubernatis, mandataire du comte et président Gerolamo Marcello De Gubernatis et par le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Maria Margherita Boyera veuve Garrella (15 avril 1687), 1 cahier
- le paiement d'un service demandé par le moine Paolo Berengaro et le couvent Saint-Dominique de Nice à l'encontre de Pietro Barrale (9 janvier 1689), 1 cahier
- la résiliation du bail d'un magasin, situé à Nice, demandée par Anna Bondil veuve Pascheri à l'encontre du locataire Francesco Berardo (21 août 1691), 1 cahier
- la nullité de la sentence de « graduazione » prononcée par le préfet de Nice dans le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Gio. Andrea et de Pietro, père et fils Giuge, demandée par Lucrezia Giuge veuve Brondet à l'encontre des créanciers, dont Pietro Antonio Thaon di Sant'Andrea, Andrea Dalaise, le marchand Francesco Pauliani et le Juif Giuseppe Cohen (31 août 1696), 1 cahier

09/12/1685 - 31/08/1696

1 B 421

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de dettes contractées par Guglielmo Lombardo et réclamé par Agostino Blanc, par le marchand Francesco Pauliano (Pauliani) et par d'autres créanciers à l'encontre de ses enfants et de son frère Andrea Lombardo, prêtre (dossier incomplet) (14 janvier 1705), 1 registre et 1 cahier
- le paiement de créance contractée en 1695, demandé par le prêtre Giulio Cesare Cristini d'Utelle, habitant à Nice, à l'encontre d'Anna Bondil veuve Pascheri (27 août 1709), 2 cahiers
- la restitution de la dot constituée en 1646 à Caterina Todona épouse de Francesco Pascheri, demandée par sa fille Francesca veuve Rebol (Reboul) à l'encontre de son demi-frère Carlo Andrea Pascheri de feu Francesco et de sa seconde épouse Anna Bondil, contenant notamment deux actes de 1707 et de 1720 signés par les évêques de Grasse François de Verjux et Joseph Ignace de Mesgrigny portant leurs cachets à sec (17 février 1710), 1 liasse

14/01/1705 - 17/02/1710

1 B 422

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la construction d'appartements au-dessus des magasins existant dans la rue du Palc, à Nice, à proximité du couvent Saint-Dominique envisagée par Guglielmo Gaudino et contestée par ledit couvent (27 juin 1711), 1 registre
- l'arrêt des exécutions prononcées contre Gioaneto Rolando à l'instigation de Pietro Antonio Garda, Gianna Sauvaiga et les époux Seglioli de Nice (18 janvier 1714), 1 cahier
- le paiement de cens exigé par les frères Paolo et Francesco père et fils Achiardi dell'Alpe à l'encontre de Pietro Ellena en vertu d'un acte de 1651 (4 décembre 1714), 1 cahier
- l'héritage de biens faisant l'objet d'un fidéicommiss institué en 1620 par Onorato Saissi, revendiqué par Gio. Battista Saissi et par ses filles Anna Maria et Maria Francesca et par Giuseppe Saissi (Saisi), avocat à la Royale Audience de Cagliari en Sardaigne, contenant notamment la supplique des sœurs Saissi sollicitant la grâce de reprendre l'affaire en justice malgré la prescription, les lettres patentes du 26 juin 1785 octroyant la dérogation, la demande de grâce de Giacomo Saissi (Sassio), accusé d'homicide, après provocation, sur la personne d'Onorato Sassio, frère naturel de son père et le rescrit de la duchesse Chrétienne de Savoie du 2 juillet 1647 la lui accordant (5 octobre 1716), 1 registre et 5 cahiers

27/06/1711 - 05/10/1716

1 B 423

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de créances demandé à l'avocat Carlo Andrea Pascheri de Nice, en tant qu'héritier de sa mère Anna Bondil, par le prêtre Giulio Cesare Cristini d'Utelle, habitant à Nice (26 avril 1730), 3 cahiers
- le « giudizio di concorso » institué par l'abbé Antonio De Orestis à l'encontre des créanciers et ayants droit sur l'hoirie de l'avocat Onorato Bianchi de feu le sénateur Giacomo, parmi lesquels Bartolomeo et Francesco père et fils Cacciardi, le trésorier Bartolomeo Morraglia, l'avocat Gio. Francesco De Orestis et le couvent des Pères augustins déchaussés de Nice, contenant notamment les actes débutés par supplique présentée par Onorato Bianchi le 22 avril 1723 à l'encontre du comte Carlo Filippo Maria Levrone de Vinay (Vinadio) en tant qu'héritier du comte Pietro Giovenale Levrone, originaire de Fossano, habitant à Nice, concernant le paiement de la dot due au sénateur Giacomo Bianchi et à son épouse Maria Caterina Traversagna, les pièces comptables concernant d'une part les époux Bianchi et d'autre part les sœurs Dorotea, Francesca et Margherita Traversagna et une transaction de 1715 entre Onorato Bianchi et l'avocat Giacomo Barralis pour la succession de Margherita Traversagna veuve Levrone (juin 1732), 1 registre
- une créance de 100 doublons d'or due par Giovanni Colmars, en tant que caution de la communauté de Scros, à Giacomo Nicolay de Nice, en qualité de créancier de Giovanni Cauvino, Pietro et Antonio Baldoïno, marchands associés de Nice (3 mars 1733), 1 cahier
- le paiement de loyers d'appartements réclamé par le comte Gio. Andrea Ribotti, ayant droit dans le « giudizio di concorso » d'Anna Maria Draghi, à l'encontre de Giuseppe Antonio Giuglaris et de Ludovico Francesco Thaone (5 juin 1734), 1 cahier

26/04/1730 - 05/06/1734

1 B 424

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes : - la restitution des terres situées dans les iscles du Var, à proximité de la chapelle Sainte-Marguerite, revendiquée par Angelo Ricuort à l'encontre de Luigi Vivaudo qui s'en était emparé, une crue du Var ayant enlevé les bornes de délimitation des propriétés (28 mars 1735), 1 cahier

- le respect d'un legs de célébration de messes, institué par Camilla Giofredo épouse Scaliero en 1714 pour lesquelles elle avait assigné les revenus d'un bien-fonds de Riquier, dit le Sourgentin, demandé par le moine bénédictin Ildelfonso Maria Ghisi à l'encontre du capitaine Gio. Francesco Cotta Bonvillar (juillet 1737), 1 cahier
- la propriété d'un bien-fonds occupé par les époux Bonetti, situé dans le quartier de Roquebillière dans la campagne de Nice, revendiquée par Gio. Luigi Garibo en qualité de cessionnaire de Francesca De Orestis (10 septembre 1737), 2 cahiers
- l'ouverture de trois fenêtres sur un mur situé à Nice, rue Giutaria, appartenant à l'avocat Francesco Arbaudo, contestée par le protomédecin Gio. Onorato Passeroni d'Utelle, habitant à Nice (janvier 1741), 1 cahier
- la propriété de la moitié des bandites dénommées La Pallus et Cuchet, situées sur le territoire d'Utelle, revendiquée par l'avocat Andrea Bovis et Maria Camilla Bovis veuve Gioffredo à l'encontre de Gio. Battista Rosso (17 avril 1742)
- la propriété d'une maison située à Nice revendiquée par Francesco Fasano en tant qu'héritier de son frère prêtre Andrea, qui la détenait à titre de patrimoine ecclésiastique, et occupée par les époux Rapeti (24 avril 1742), 1 cahier
- le paiement de créances demandé par Maria Anna Baldoïna épouse Fighiera à l'encontre de l'avocat Giacomo Nicolai et la nullité d'une sentence du sénat (23 août 1742), 2 cahiers

- la collocation des créanciers établie par une sentence de « graduazione » du préfet de Nice en 1728, prise à l'encontre du comte Gio. Francesco et Giuseppe Antonio, père et fils Ghisi di San Salvatore et de Domenico Folcheri en qualité d'administrateur de l'hoirie du vassal Giuseppe Antonio Isnardi (18 décembre 1743), 2 cahiers
- les revenus des dîmes, dues par les particuliers de La Turbie, prétendus diminués à la suite du passage des troupes gallispanes et austro-sardes, contestés par le chanoine de Sainte-Réparate Pietro Antonio Cantono à l'encontre de Gio. Francesco Arnulfo de Drap qui en avait l'affermage (13 mai 1748), 3 cahiers
- le paiement d'une redevance sur une maison avec jardin revendiqué par l'économiste du couvent Saint-Dominique et contesté par le vassal Giuseppe Domenico Capello Marchesan, juge de la Royale Audience de Sardaigne, contenant les patentes royales signées par Charles Emmanuel permettant au couvent de faire appel malgré le dépassement des délais et la copie de la correspondance envoyée de Cagliari (10 avril 1749), 1 cahier
- la substitution fidéicommissaire demandée par Giulia Bianchi épouse Millo de Villefranche, en vertu du testament de son frère Giovanni, contestée par Giuseppe Andrea Bianchi de Nice (23 avril 1751), 1 cahier
- un legs de 200 ducats exigé par les époux Millo de Villefranche à l'encontre de Gio. Paolo Bianchi de Nice (10 mai 1751), 1 cahier
- le paiement de la dot demandé par Spirito Loque à Spirito Fabre de Saint-Étienne, contenant l'arbre généalogique des familles Loque et Fabre (17 août 1751), 1 cahier
- le paiement d'une somme restant due de la vente d'un bien-fonds, réclamée par le négociant Pietro Verani à l'encontre du prêtre Marco Cotto de Nice (28 mars 1752), 1 cahier

28/03/1735 - 28/03/1752

1 B 425

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'héritage de Gio. Francesco Leotardi comte de Pierlas et de sa fille Antonia Maria revendiqué par la veuve Isabella Bois remariée avec le vassal Amedeo Martini du lieu de Touët de Beuil, par son fils Pietro Antonio et par Carlo Antonio Leotardi comte de Pierlas, neveu de Gio. Francesco (13 octobre 1753), 1 cahier
- la nullité d'une dation en paiement demandée par Bartolomeo Passeron à l'encontre du notaire Alessandro Penchienati, tous de Contes (22 février 1754), 1 cahier
- le paiement d'un cens exigé du baron Gio. Francesco Raynaldi di Sant'Alberto par le vassal Giacomo Peyre, mandataire du comte Giuseppe Vincenzo Lascaris Castellar, héritier de Pietro Drago, baron des Ferres (mai 1754), 1 cahier
- la nullité d'une écriture par laquelle Maria Lucrezia Viala veuve Mellana assurait le paiement des dettes de Gaetano Massot pour éviter la saisie de ses biens meubles à Nice, contestée par le courtier royal Gio. Luigi Gastaut, contenant les patentes royales de Charles Emmanuel du 7 septembre 1758 permettant à Gastaut de saisir le sénat (2 septembre 1754), 2 cahiers et 1 pièce
- le non-paiement de la location des tonneaux et de la vente de vin effectuée par les adjudicataires des revenus de la dîme de Puget à Pietro Audoli de Malaussène (18 avril 1755), 1 registre et 1 cahier
- le paiement de sommes d'argent requis par les époux Robion et par Angela Maria Martini veuve Iardi à l'encontre de l'avocat Antonio Leotardi et du vassal Amedeo Martini et de son fils Pietro Antonio de Touët de Beuil (1755), 1 cahier
- le paiement de créance exigé par Pietro Giraut du Bar, habitant à Nice, à l'encontre de l'hoirie de Maria Francesca Fo Bensa (5 février 1756), 1 cahier
- le paiement d'annualités de cens exigé par le vassal Gio. Angelo Dalmassi, héritier du comte Carlo Antonio Del Pozzo di Rivo', à l'encontre d'Andrea Dalubaris et de l'hoirie de Maria Francesca Cotta veuve Dalubaris (22 mai 1756), 1 cahier
- le droit de détenir une terre à Montgros, près d'Èze, revendiqué par Tomassina Baldoina veuve Rey à l'encontre de Giovanni Massa de Trinité (16 septembre 1757), 1 cahier
- l'interdiction de couper les herbes et la démolition d'un mur avec portail demandée par le négociant Giovanni Baldoino au capitaine dans le régiment de Nice Antonio Onorato Ribotti, le site ne lui appartenant pas (janvier 1758), 4 cahiers
- la coupe de noisetier portant préjudice à une maison demandée par Michelangelo Pellegnino à Maria Maddalena Costa, de Nice (18 mars 1758), 1 cahier
- une redevance de deux florins, due par Gio. Battista Musso et Annibale Contesso en tant que détenteurs d'une terre située dans le quartier Saint-Pons, dit aussi Brancolar, réclamée à la fois par le chapitre de la cathédrale Sainte-Réparate de Nice et par les chapelains de la chapelle Saint-Barthélemy, anciennement érigée au château (7 juillet 1759), 2 cahiers
- l'obligation de donner une « starata » de terre à Domenico Francesco De Orestis, imposée à Maria Teresa Cossa épouse du négociant Giuseppe Maria Berengaro de Nice, en qualité d'héritière d'Onorato Cossa (29 août 1760), 2 cahiers

13/10/1753 - 29/08/1760

1 B 426 Dossier de procédure relatif à l'affaire opposant les frères et sœur Maistre, dont Francesco Saverio avocat fiscal général près du sénat de Savoie, en tant que successeurs d'Anna Francesca Grimaldi Richier veuve Lascaris et de Pietro Laugero à la comtesse Marianna Peyrani veuve Canubio (Cannubio) et puis à son fils Felice Vittorio, en qualité d'héritiers de Filippo Emanuele et d'Onorato de Chiabaudis, pour le paiement d'écus d'or provenant de la vente des bandites, terres gastes, fours et taxe sur le bétail du lieu de Tourrette effectuée en 1652, contenant notamment la copie du budget de la communauté de 1736 et la transcription des décisions originales rendues les 24 janvier 1739 et 3 janvier 1764 par les sénateurs Claretti di Fogassieras et Trinchieri (dossier incomplet) (28 août 1761), 3 cahiers et 3 registres
28/08/1761

1 B 427 Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement du reliquat de la dot demandé par Giacomo Garbino au frère de son épouse Gio. Onorato Capan (26 septembre 1761), 2 cahiers
- le paiement d'une somme d'argent exigé par Gio. Antonio Cattani, après la rupture de la cohabitation avec Gio. Antonio Seassal et son épouse Camilla Mascarelli pour insupport, tous de Nice (2 décembre 1761), 1 cahier
- la pension alimentaire demandée par Maria Marta Constantin veuve Verani Masin, pour l'éducation de ses enfants, à son beau-père Guglielmo Gaetano, réclamant la garde de ses petits-enfants, en vertu de la puissance paternelle (25 février 1762), 1 cahier
- l'ouverture d'une fenêtre dans un mur mitoyen effectuée par le chanoine Carlo Francesco Fighiera, contestée par Teresa Blavet veuve Cacciardi et par son fils à l'encontre de Ludovico Bernardo Fighiera, frère du chanoine, et du nouveau propriétaire Gio. Antonio Provenzale d'Aspremont (12 mai 1762), 1 cahier
- l'acquittement d'une dette contractée par la communauté de Valdeblore lors de la guerre de succession d'Autriche exigé par des particuliers à l'encontre de l'ancien syndic Gio. Battista Testoris de La Bolline (3 juillet 1762), 1 cahier
- le paiement de la portion légitime à prélever sur l'hoirie de Francesco Boccon, demandé par les frères et sœur Boccon à l'encontre des père et fils Ravan, créanciers de ladite hoirie (25 septembre 1762), 1 cahier
- la vente d'une terre et d'une partie de maison situées à Villefranche effectuée par Antonio Benedetto Cordiglia au prêtre Gio. Gerolamo Montolivo (24 mars 1763), 1 cahier
- la propriété d'un bien-fonds avec maison situé à La Turbie revendiquée par Cipriano Rossetti à l'encontre de Pietro Millo, en vertu d'une constitution de dot faite en faveur de sa fille décédée en novembre 1745 (20 août 1763), 3 cahiers
- la propriété d'une terre située près des iscles du Var revendiquée par Trofimo Icart, Gio. Pietro Cuggia et Gio. Battista Rostan et contestée par Giuseppe, Vincenzo et Pietro Berri (29 décembre 1763), 2 registres et 1 cahier

26/09/1761 - 29/12/1763

1 B 428 Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la nullité d'une sentence prononcée par le doyen des avocats à la place du préfet ou de son lieutenant, seuls habilités, dans une affaire opposant Giuseppe Dalbera de Châteauneuf à Francesca Cattani et au vassal Pietro Antonio Rossetti di Castelnuovo pour la vente de terrains faisant partie des bandites et des terres gastes de ce lieu (13 janvier 1764), 3 cahiers
- la cession faite par le recteur Pietro Mellano au notaire Vittore Battista Amico de Nice d'un cens dû par Margherita Mursi veuve Rimber, en vertu d'un acte de 1757, entraînant également la cession d'un droit de préemption sur un bien-fonds cédé par Margherita Mursi à Gio. Domenico Falicon (28 septembre 1764), 3 cahiers
- le droit de passage à travers un bien-fonds situé dans le quartier Saint-Pons de Nice, réclamé par l'avocat Gio. Francesco Cauvin et contesté par son voisin, le prieur Gio. Francesco Garretti et ses sœurs (20 octobre 1764), 1 cahier
- la propriété d'un bien-fonds situé à Magnan, dans la campagne de Nice, revendiquée par Gio. Andrea Seassale à l'encontre des époux Provenzali et de l'hoirie de Francesco Macione (30 août 1765), 1 cahier
- la restitution d'un bien-fonds, situé à Contes, faisant partie de la dot, demandée par Isabella Camossa veuve Castelli à Gio. Andrea Camosso (16 décembre 1765), 1 cahier
- le paiement d'une somme d'argent exigé par le couvent existant à Saint-Dalmas-de-Tende sous le titre de Saint-Augustin, à l'encontre de Filippo Cassio de Tende (13 mai 1766), 1 registre

13/01/1764 - 13/05/1766

- 1 B 429** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- la restitution de monnaies d'or et d'argent et d'effets appartenant à la succession du chirurgien Sebastiano Arman, demandée par les époux Erigio Hugues et Maria Arman de Saint-Étienne à Gio. Ludovico D'Amicis d'Entraunes (2 août 1766), 1 registre
 - le séquestre des loyers d'une maison située à Nice, appartenant à Vittorio Amedeo Tomati et soumise à un cens en faveur du second monastère de la Visitation, sous le titre de Saint-François-de-Sales, demandé par le négociant Gio. Luigi Devizi en paiement de créances, contesté par Alessandro Scudier, ayant acheté ladite maison (20 novembre 1766), 1 cahier
 - la propriété d'une terre près de Villefranche revendiquée par Benedetto Cordiglia à l'encontre de Gio. Gerolamo Montolivo (29 décembre 1766), 1 cahier
 - l'obligation de passer l'acte de reconnaissance et de payer des redevances pour une terre située dans le quartier de la Buffa, dans la campagne de Nice, demandée par l'économe du couvent Saint-Dominique à l'encontre du notaire Francesco Maria Ardoyno (12 mars 1768), 1 registre et 2 cahiers
- 02/08/1766 - 12/03/1768
- 1 B 430** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- le paiement d'une redevance en argent pour une terre située dans le quartier de la Buffa, dans la campagne de Nice, demandée par l'économe du couvent Saint-Dominique à l'encontre du négociant Stefano Dayderi et du procureur Angelo Maria Viani, contenant notamment l'arbre généalogique de la famille Moscatelli (30 juillet 1768), 2 registres et 1 cahier
 - le paiement hebdomadaire d'un demi-sol ducal exigé, selon les statuts de la corporation des boulangers érigée à Nice sous le titre de Saint-Honorat, approuvés en 1587 et entérinés par le sénat en 1620, par les prieurs et contesté par les garçons boulangers, contenant notamment les statuts entérinés en 1620 et des extraits des livres de la corporation pour les années 1731-1770 (3 septembre 1768), 1 cahier
 - le paiement de la dot exigé par Maria Teresa Scudier épouse Gerboni à l'encontre de son frère, le négociant Alessandro (24 novembre 1768), 1 cahier
- 30/07/1768 - 24/11/1768
- 1 B 431** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- les comptes découlant de la métairie d'un bien-fonds dans le quartier Lympia de la campagne de Nice, contestés par le chanoine Bartolomeo Cauvin à l'encontre du fermier Francesco Balduini (20 février 1769), 1 cahier
 - la propriété d'une portion de bien-fonds situé dans le quartier Bergiarda dans la campagne de Nice, ainsi que la part des récoltes correspondantes, revendiquées par les sœurs Simone à l'encontre de Vincenzo et Antonio Dentali de Nice (25 avril 1769), 1 cahier
 - la liquidation d'un commerce de vin et la restitution des outils existant dans la taverne exigées par les frères Mascarelli à l'encontre de Camilla Mascarelli et de son mari Antonio Seassal de Nice (8 juillet 1769), 5 cahiers
 - le droit de puiser l'eau d'un puits et de passer sur le bien-fonds où il est situé, revendiqué par Guglielmo Thaon à l'encontre de Gio. Battista Thaon, de Nice (17 novembre 1769), 2 cahiers
 - le paiement d'un reliquat de legs demandé par Maria Francesca Graglia veuve Bianchi, le notaire Giovanni Blanc et son épouse Angela Maria Dorotea Bianchi à l'encontre d'Erigio Bianchi et Stefano Robion, tous de Roure (21 mai 1770), 2 cahiers
 - la formation de l'inventaire après décès de tous les biens relevant de la succession de l'abbé Onorato Ignazio Galea della Maddalena demandée par le baron Giacomo à son frère Alessandro, lieutenant des grenadiers dans le régiment de Nice, désigné comme héritier universel sous condition de transmettre ces biens, après sa mort, aux fils de Giacomo Galea (8 juin 1770), 1 registre
 - la vente d'une terre à Saint-André effectuée par Francesca Baillet à Gio. Battista Durante, pour un prix inférieur à sa valeur (28 avril 1772), 1 cahier
 - une créance due par Onorata Malet épouse Bensa, réclamée par l'avocat Francesco Cotto à Gio. Battista Bensa après le décès de sa femme (13 juin 1772), 1 cahier
- 20/02/1769 - 13/06/1772
- 1 B 432** Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- la propriété d'un pré, terre et grange situés à Pierlas, revendiqués par Pietro Onorato Debres à l'encontre de Giuseppe Robion de Roure, habitant à Pierlas et d'Elisabetta Leotardi épouse Denans (De Nans) (3 juin 1773), 1 cahier
 - le droit de dériver les eaux pour l'irrigation de ses terres situées dans le quartier Saint-Barthélemy de Nice, revendiqué par le vassal et capitaine dans le régiment provincial de Nice Bartolomeo Orazio de Cameran à l'encontre du meunier Gio. Onorato Astraudo, contient notamment un plan aquarellé représentant une partie du vallon de Saint-Barthélemy avec les terres et les moulins de De Cameran (3 décembre 1773), 2 cahiers

- le paiement des créances pour médicaments exigées par le pharmacien Troffimo Sauvaigo à l'encontre du comte Claudio Agostino Lea (8 janvier 1774), 2 cahiers
- la propriété d'un terrain situé sur le territoire de Guillaumes et une servitude de passage revendiquées par Marco Lions à l'encontre du prêtre Gio. Stefano Durandi (25 janvier 1774), 1 cahier
- le droit de transiter sur un bien-fonds, situé à l'Archet dans la campagne de Nice, pour y chercher l'eau d'une fontaine, revendiqué par Ludovico Pin à l'encontre du propriétaire, le monastère Saint-Bernard de Nice (27 mai 1774), 2 cahiers
- la faculté de sous-louer aux frères Michelis une maison et un magasin situés à Nice, en échange d'une autre, demandée par le vermicellier Antonio Baudo et refusée par le négociant Giacomo Defly (8 août 1775), 2 cahiers
- le droit de dériver l'eau pour l'arrosage d'une terre revendiqué par Gio. Onorato Borrelli et d'autres habitants et contesté par Giuseppe Tardeglio de Villars, son acte d'achat ne prévoyant aucune servitude (23 septembre 1775), 2 cahiers
- le paiement d'une créance de 9 louis de France demandée par Maria Maddalena Rostagni à l'encontre d'Onorato et Ludovico, père et fils Malaussena, tous d'Aspremont (2 mars 1776), 3 cahiers

03/06/1773 - 02/03/1776

1 B 433

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la vérification des comptes de l'administration tutélaire demandée par les frères Onorato et Andrea Gastaud de Nice à l'encontre du recteur Ludovico Besson (14 mai 1776), 1 cahier
- la prestation de services annuels, le paiement du trézain et l'obligation de passer l'acte de reconnaissance pour des terrains situés dans le quartier des Cavalcate (Caucade), près de Nice, demandés par les chapelains de la chapelle Saint-Barthélemy à l'encontre des nouveaux détenteurs, contenant notamment un plan aquarellé du 3 septembre 1773 représentant l'emplacement des terrains en question, situés près de la route royale du Var et des chapelles Sainte-Marguerite et Saint-Jean-Baptiste (5 octobre 1776), 1 registre
- le paiement d'une facture de pain livré par le boulanger Bartolomeo Pistator au consul de la République de Genova (Gênes) à Nice Carlo Agostino Giorni pendant plusieurs années et revendiqué par Maddalena et Teresa sœurs Pistator (27 mai 1777), 1 cahier
- la construction de moulins à huile et à farine sur un bien-fonds situé dans le quartier du Temple, dans la campagne de Nice, et la création d'une société entre Francesco Remorino et Cesare Caravello prévoyant la répartition des revenus (24 juillet 1777), 1 registre
- le partage de l'héritage de Ludovico Thaon entre les époux Thaon, les frères Pietro Antonio et Ludovico Thaon et les père et fils Garrussi, tous de Lantosque, contenant notamment l'arbre généalogique de la famille Thaon (21 mars 1778), 1 cahier
- la résiliation d'un contrat d'affermage d'un bien-fonds situé près de Nice, demandée par la propriétaire Costanza De Cameran veuve Achiardi dell'Alpe à l'encontre de son fermier Pietro Guionet, pour non-paiement du loyer (12 juin 1778), 2 cahiers

14/05/1776 - 12/06/1778

1 B 434

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété d'un bien-fonds à Riquier, dans la campagne de Nice, légué par le prêtre Dionigi Rebaudo en 1707 à la chapelle construite sur ce fonds, réclamée par le prêtre Giuseppe Bianchi de L'Escarène à l'encontre des négociants Bartolomeo et Gio. Battista Risso de Nice (26 janvier 1779), 1 cahier
- la propriété d'une maison et d'un terrain à Saint-Blaise, revendiquée par les frères Onorato et Gio. Paolo Pin et par Antonio Sardina de Nice, en qualité d'héritiers d'Onorato Bottino, à l'encontre d'Onorato Baudoine de La Roquette qui en a la jouissance (23 avril 1779), 1 registre
- le paiement d'une somme d'argent demandé par Gio. Andrea Michelis à l'encontre de son frère Silvestro, en vertu d'une donation faite par leur mère, tous de Puget (18 mai 1780), 1 cahier
- le partage de l'héritage paternel et la validité du testament du prêtre Giovanni Dalbera attribuant une maison située à Aspremont à Gio. Francesco Dalbera à l'encontre de son frère Gio. Michele (28 août 1780), 1 cahier
- la vente d'un mulet effectuée par le négociant de Nice Gio. Battista Raimbert à Gio. Battista Allegre de Saint-Jeannet (3 janvier 1781), 1 cahier
- le paiement d'une créance exigé par Pietro Onorato Debres et sa sœur Maria Cecilia de Pierlas à l'encontre de Francesca Debres de Rigaud (23 mars 1781), 2 cahiers
- la saisie de biens immobiliers demandée par Gio. Battista Fighiera d'Èze à l'encontre d'Antonio Camares de Villefranche en application d'une datation en paiement et d'une donation pour cause de mariage (5 mai 1781), 1 cahier
- la prétendue nullité d'une ordonnance du lieutenant-juge de Nice condamnant Luigi Bonaventura à présenter des excuses publiques aux sœurs Ludovica et Clemenzia Mangiapan de Villefranche, établies à Nice, pour les avoir injuriées (19 mai 1781), 1 cahier

26/01/1779 - 19/05/1781

1 B 435

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le partage de l'héritage maternel, dont un bien-fonds sis à Ginestières dans la campagne de Nice entre Margherita Serretta épouse D'Andreis et ses frères (9 octobre 1781), 2 cahiers
- la contestation des comptes de l'administration tutélaire présentée par Antonio Onorato Albin et les sœurs Bouffer à l'encontre de sa sœur Teresa épouse Carcassona, tous de Villefranche, contenant notamment la transcription des comptes pendant la tutelle (5 décembre 1781), 1 cahier
- une servitude de passage sur un bien-fonds, situé à Utelle, réclamée par Maurizio Ollivari à l'encontre des frères Carlo Andrea et Filippo Ollivari (29 décembre 1781), 1 cahier
- des dégâts à des marchandises provoqués, lors du transport à dos de mulets entre Levens et Gilette au préjudice du négociant Guglielmo Magnan, originaire du Dauphiné, par deux transporteurs de Levens, Luigi Faraut et Pietro Antonio Blanc (6 juillet 1782), 4 cahiers
- le non-paiement de la commande d'un tabernacle avec baldaquin en bois doré, servant à l'exposition du Très-Saint-Sacrement, passée par Gio. Battista Allegre pour le compte de la chapelle Saint-Bernardin érigée à Saint-Jeannet au sculpteur Antonio Carix, de Nice (5 octobre 1782), 1 registre
- la nullité d'une sentence rendue par le préfet de Nice condamnant Teresa Arnaudo à un jour de prison et à présenter des excuses publiques à l'angle de l'église Saint-Martin, sous l'accusation de diffamation, pour avoir affirmé que les deux filles Gio. Battista Bottin, sergent dans le château de Villefranche, avaient commis un vol dans l'appartement d'Agostino Colombo, magasinier des frégates royales, originaire de Cogoleto et habitant à Nice (19 octobre 1782), 2 cahiers
- une contravention à des dispositions concernant l'abattage d'un porc à Aspremont exigée par Giovanni Audoli, fermier des revenus féodaux dudit lieu, à l'encontre de Gaspare Mars (22 mars 1783), 1 cahier
- le remboursement du prix d'un chien appartenant à Luigi Faraut de Villefranche, tué par Lorenzo Daprotis (20 septembre 1783), 1 cahier

09/10/1781 - 20/09/1783

1 B 436

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété d'une maison et d'un magasin revendiquée par Cristoforo Tordo et Gio. Andrea Morraglia à l'encontre de Gio. Andrea Grinda et Antonio Francesco Inart (4 octobre 1783), 1 cahier
- le droit d'emprunter un chemin perpendiculaire à la route publique de Sainte-Marguerite, franchissant le canal des moulins du Var avec des petits ponts en bois, permettant aux propriétaires de rejoindre leurs terrains cultivés, situés dans le quartier des iscles du Var à Nice, demandé par le négociant Benedetto Cauvin et contesté par d'autres propriétaires, dont Giuseppe Laugier (8 novembre 1783), 1 cahier
- une contravention requise à l'encontre de divers particuliers de Saint-Blaise pour avoir introduit leurs troupeaux sur les terres de la communauté appartenant à l'abbaye de Saint-Pons et due à Gabriel Grec en sa qualité de fermier des revenus de ladite abbaye (1783), 1 cahier
- la propriété d'un bien-fonds, situé dans le quartier Saint-Roch de Nice, revendiquée par Gio. Francesco Massa en tant qu'héritier du prêtre Onorato Massa à l'encontre d'Anna Maria Ricordi veuve Massa et d'Antonio Muratore (3 février 1784), 1 cahier
- le séquestre de récoltes et d'un âne, faisant l'objet d'une mégerie, effectué par l'avocat Antonio Ollivier, coseigneur de La Penne en tant que mari de Lucrezia Maurelli, contesté par Giovanni Roman (25 mai 1784), 3 cahiers
- la validité d'un acte d'obligation passé entre le vassal Pietro Antonio Martini de Touët de Beuil et Tommaso Niel en qualité de tuteur de Maria Chiara Francesca Melan, habitant à Villars (22 juin 1784), 2 cahiers
- le paiement de deux louis de France réclamé par Stefano Bernardo Franco à Cesare Bonifacio pour lui avoir permis de creuser dans son bien-fonds de l'Aubre, près de Nice, afin d'y prélever des pierres et l'obligation de déposer la terre dans un endroit prévu à cet effet (10 juillet 1784), 1 cahier
- le partage de l'héritage de Domenico Maistre et l'estimation d'un bien-fonds légué par ce dernier à sa belle-fille Angela Asso, demandés par le marchand Gio. Battista Maistre (13 septembre 1784), 3 cahiers

04/10/1783 - 13/09/1784

1 B 437

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le non-respect d'une écriture concernant l'affermage d'un terrain situé dans le quartier de l'Aubre, près de Nice, prévu pour la construction d'un four à chaux (2 octobre 1784)
- le reliquat du prix d'une terre située à Tourrette restant dû par Pietro Paolo Carles (mai 1785) - le paiement des frais de couches, lors d'une grossesse illégitime, demandé par Giuseppe et Luigia Ardoïn, père et fille, à l'encontre de Bernardino Gardone de Nice, contenant notamment une déclaration de grossesse (29 août 1785), 1 cahier
- des indemnités et la réduction du prix de l'affermage demandées à la communauté d'Aspremont par Cristoforo Plesent, détenteur d'une taverne communale, à la suite de l'ouverture dans le même quartier d'une autre taverne par Gio. Battista Caravello, en dépit du monopole promis (1785), 1 cahier

- le paiement d'un cens établi en 1770 par Giuseppe Dalbera sur un bien-fonds situé à Cantaron, sur le territoire de Châteauneuf et exigé par Gio. Battista Ciaudol, originaire de Toudon (6 mars 1786), 2 cahiers
 - un legs laissé par Antonio Ignazio Cauvin, décédé à Torino (Turin), à Maurizio Petit et réclamé par ce dernier à l'héritier universel Angelo Maria Peyre et au lieutenant Carlo Luigi De May, lieutenant dans le régiment de Saluzzo (8 avril 1786), 1 cahier
 - la construction d'un mur en pierre sèche au-dessus d'un mur à la chaux, servant de séparation à une grotte, appartenant à la chapellenie Saint-Charles de Villefranche effectuée par Gio. Maria Mangiapan et contestée par Andrea Boso, administrateur des biens de son fils Antonio Francesco, recteur de ladite chapellenie (22 juin 1787), 2 cahiers
 - le paiement d'une quantité d'huile exigé par Antonio Francesco et Gio. Vittorio Robin, père et fils, de Contes, à l'encontre de Gerolama Camos veuve Penchienat (3 septembre 1787), 1 cahier
 - la vérification des comptes de l'administration des biens de la dame Tonduti de Rodolphi demandée par le vassal Giuseppe Raimondo De Gubernatis à l'encontre du comte Gio. Battista Rous (Rosso) di Peglione (7 septembre 1787), 1 cahier
 - le paiement d'une somme correspondant à la dot due par son beau-père, Gio. Francesco Morraglia, demandé par Giuseppe Francesco Dettat à l'encontre de Pietro Baldoino (8 février 1788), 1 cahier
 - les indemnités pour frais de couches et d'allaitement lors d'une grossesse illégitime, demandées par Marianna Brizzi veuve Germon de Saint-Étienne et contestées par Giuseppe Antonio Brochier, les statuts de la ville et viguerie de Nice ne s'appliquant pas à Saint-Étienne (25 avril 1788), 1 cahier
- 02/10/1784 - 25/04/1788

1 B 438

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la nullité d'une ordonnance du préfet de Nice obligeant le menuisier Francesco Dupré à exécuter un ouvrage selon les chapitres de la corporation des maîtres menuisiers érigée à Nice sous le titre de Saint-Joseph, pour pouvoir exercer dans la ville, Francesco Dupré prétendant y échapper puisqu'il avait été admis dans la corporation des menuisiers-charpentiers en France et notamment à Marseille (22 juin 1789), 1 cahier
- la sous-location d'une maison et magasin situés à Nice, appartenant au comte Spirito Focardi della Roccasparviera, effectuée par Giovanni Contesso à Carlo Molina, affaire ayant fait l'objet d'une décision originale du 16 février 1789 prononcée par le sénateur Raynardi di Belvedere (17 août 1789), 1 cahier et 1 pièce
- le droit de préemption sur un jardin situé à Guillaumes, acheté par Gio. Luigi Magallon et revendiqué par le prêtre Gio. Stefano Durandi, parent du vendeur, en vertu du retrait lignager en vigueur en Provence et intégré dans les statuts de Guillaumes, contenant aussi l'en-tête d'un avis, concernant la vente de billets de loto d'un hôpital, représentant le Saint-Suaire et la Madone-des-Grâces de Torino (Turin) (24 novembre 1789), 2 cahiers
- le paiement d'honoraires et le remboursement de frais demandés par l'avocat Francesco Rey de Monaco à l'encontre de Forsan Solas, originaire de Viol en Languedoc et habitant à Nice (23 décembre 1789), 2 cahiers
- la restitution des actes judiciaires, dont une sentence octroyant une somme d'argent, produits lors d'un litige opposant les sœurs Maria Lucrezia et Vittoria Clerissi à Antonio Bona devant le préfet de Nice, égarés par le secrétaire, ou le paiement de la somme prévue dans la sentence, demandés par lesdites sœurs au secrétaire de la judicature Gio. Battista Durante, contenant notamment un décret de Victor Amédée du 12 décembre 1790 permettant à Durante de faire appel au sénat en dépit de la somme ne dépassant pas les 400 liras (10 juillet 1790), 1 cahier
- des dégâts causés à un bien-fonds appartenant à Giacomo Guiglian à la suite du débordement de la rivière de Saint-André, survenu en 1787, attribué à la destruction d'une cannaie, qui servait d'endigement, par Giampietro Daniele (26 avril 1791), 2 cahiers
- le paiement des dépenses alimentaires faites pour Margherita Tomati veuve Prioris demandé par Giacomo Guiglia de San Remo à l'encontre d'Onorato Maria Prioris, fils de la veuve (10 juin 1791), 2 cahiers
- le paiement d'un legs laissé par leur père, demandé par Caterina Dalbera veuve Icart d'Aspremont, habitant à Nice, à son frère Gio. Michele (26 novembre 1791), 1 cahier
- le paiement des émoluments pour l'établissement d'un acte de vente d'un jardin et l'impossibilité de faire appel d'une ordonnance prononcée par le juge de Nice exigés par le notaire et insinuateur Carlo Galli de Lucéram à l'encontre du négociant Stefano Esmengiaud, habitant à Nice (30 mai 1792), 2 cahiers

22/06/1789 - 30/05/1792

1 B 439 - 445 : Justice civile.- Procédures en appel provenant du préfet d'Oneille

1 B 439

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- un prêt non remboursé d'une somme d'argent effectué par Bianchineta Bottino veuve Dulbecco d'Oneiglia (Oneille) à son frère Gio. Antonio Bottino de Castelvechchio (14 juillet 1638), 3 cahiers
- la vente d'une terre située à Costa près d'Oneiglia, effectuée par Giorgio Doria, noble de Genova (Gênes), à Battista Beraldo pour le prix de 20 doublons d'or d'Espagne (21 avril 1641), 1 cahier
- un prêt d'argent concédé par Gio. Battista Berio à Domenico Ramoino, tous de Pontedassio (5 décembre 1641), 1 cahier
- l'aménagement d'un jardin potager suspendu, dit « ortigliolo », fait par Gio. Francesco Constanzo d'Oneiglia au-dessus de pièces appartenant aux frères Gio. Battista et Francesco Constanzo, tous marins, ayant provoqué des dégâts à cause de l'humidité (30 octobre 1643), 1 cahier
- la saisie illégale de mobilier effectuée dans un litige opposant le clerc Marco Aurelio Calvo au notaire Giacinto Stella, mandataire de Gio. Maria Ramairone de Genova (Gênes) (15 septembre 1645), 1 cahier
- une prétendue cession de créances réclamée par les frères Carlo et Agostino Calzamiglia à l'encontre de Pietro Aicardo, tous d'Oneiglia (5 janvier 1681), 1 registre
- le paiement de créance demandé par l'avocat Gio. Giacomo Peri à l'encontre du chanoine Sebastiano Bacilleri, tous d'Oneiglia (19 juillet 1732), 1 cahier
- le paiement de créances dû par les frères Beraldi de Costa près d'Oneiglia aux frères Gio. Battista et Nicola Costanzi (20 juillet 1737), 1 cahier
- le litige opposant les frères Francesco Maria et Gio. Battista Agnese à leur mère Maddalena Agnese, de Gazzelli (dossier incomplet) (1739), 1 cahier
- le paiement d'une quantité d'huile appartenant au comte Gerolamo Leonardo Riccardi di Lantosca exigé au marchand Agostino Amoretti, d'Oneiglia (Oneille) (27 février 1743), 1 cahier

14/07/1638 - 27/02/1743

1 B 440

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le droit de prétendre à la moitié d'un fidéicommiss, institué par le comte Lazaro Riccardi di Lantosca en 1726, et le partage des biens meubles et immeubles existant dans l'hoirie, réclamés par Gerolamo Leonardo Riccardi di Lantosca, après le décès de son frère aîné Carlo, contesté par un autre frère Paolo Emanuele (septembre 1750), 2 cahiers
- le paiement des annualités d'un cens de 1642 demandé par les frères Amei de Borgo Maro aux frères Emerigi, contenant notamment l'arbre généalogique de la famille Amei (23 juin 1753), 1 cahier
- le droit exclusif de faire vendre toute sorte de pain par les fermiers de Ville San Sebastiano revendiqué par le marquis Felice Ceva, de Ceva, et par le comte Vittorio Felice Filippo Caissotti di Chiusano, de Cuneo, à l'encontre de la communauté de Ville San Sebastiano dans le marquisat du Maro (27 août 1753), 2 cahiers
- le paiement d'annuités de cens réclamé par la veuve Bianca Maria Amei de Borgo Maro et par le comte Francesco Ottavio Tomatis d'Asti à l'encontre de la communauté de San Lazzaro, contenant notamment l'arbre généalogique de Giacomo Peri et du comte Tomatis (27 juillet 1754), 1 cahier
- le paiement d'une créance de 1725 dû par le capitaine Gio. Battista Calzia de Villaguardia à Gio. Battista Nigi d'Oneiglia (Oneille) (26 novembre 1756), 2 cahiers
- la propriété d'un magasin réclamée par les frères Gio. Battista et Paolo Trucchi de Castelvechchio et contestée par Ludovico Beraldi d'Oneiglia (26 mars 1762), 1 cahier
- l'affermage d'une place de notaire à Oneiglia, fait par les frères Amei de Borgo Maro à Antonio Nazione, notaire de Pinerolo, déjà résident à Oneiglia et à présent à Porto Maurizio (Port-Maurice) (10 mai 1762), 1 cahier
- le paiement d'un legs fait par Marianna Tomatis demandé par le prêtre Giacomo Ramella de Lavina aux frères Ollivieri de Canale, héritiers de la dame Tomatis (5 mai 1764), 1 cahier
- le paiement d'une créance demandé par le prêtre Gio. Battista et le capitaine Pietro Giacomo, frères Mella de Ville San Pietro à l'encontre de Gio. Antonio Gandolfo (22 mai 1764), 2 cahiers
- le paiement d'une créance réclamé par le comte Gerolamo Leonardo Riccardi di Lantosca à l'encontre des sœurs Costanzo de Costa près d'Oneiglia (17 novembre 1764), 2 cahiers
- l'obligation faite à Giacomo et à Sebastiano, père et fils Cravanna d'Oneiglia, de céder une boutique de vermicellier à Stefano Francesco Cravanna, fils de Sebastiano, la lui ayant donnée en paiement fictif quand il était mineur, afin d'éviter des menaces d'exécution par des créanciers (3 janvier 1766), 2 cahiers

01/09/1750 - 03/01/1766

1 B 441

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la nullité d'une sentence prononcée par le préfet d'Oneglia (Oneille) dans le litige opposant les frères Gio. Bartolomeo et Gio. Giacomo Acquarone de Lucinasco aux frères Antonio et Agostino Acquarone de Genova (Gênes) pour avoir jugé une question concernant la loi d'aubaine, de compétence exclusive du sénat (23 août 1766), 1 cahier
- la construction d'une pièce effectuée par Apollonia Ansaldi Trochy sur un corps de maison sis à Oneglia jouxtant la propriété de Nicola Ricardi et de Luigi Mainero et les privant d'un droit de passage (10 décembre 1766), 1 cahier
- la couverture d'un escalier desservant les deux parties et inondé en cas de pluie, demandée par Gio. Antonio Guaita à Gio. Domenico Guaita de Borgo d'Oneglia (26 septembre 1767), 1 cahier
- une rente annuelle établie en 1665 par Nicola Gandolfo de San Lazzaro pour la célébration de messes et pour l'entretien de la chapelle érigée par lui en ce lieu sous le vocable de la Madone du Carmel, impayée par le descendant Gio. Battista Mella au chapelain Nicola Ignazio Gandolfo (28 mars 1768), 2 cahiers
- l'héritage de Bartolomeo Mella revendiqué par sa fille mineure Angelica à l'encontre de ses grands-parents, tous de Sant'Agata (17 août 1768), 1 cahier
- le droit exclusif d'utiliser les eaux d'une source et d'une rivière pour l'arrosage de ses terres situées sur le territoire de Borgo, revendiqué par le comte Leonardo Gerolamo Riccardi di Lantosca à l'encontre des frères Paolo et Aurelio Belloni d'Oneglia (4 septembre 1769), 1 cahier
- l'héritage maternel revendiqué par Bartolomeo Berio d'Oneglia à l'encontre de son père qui en était l'usufruitier (4 décembre 1769), 1 cahier
- la résiliation d'un contrat de location d'un magasin à Oneglia faite par Gio. Antonio Trucchi de Castelvecchio, habitant à Oneglia, à l'encontre de Ludovico Berardi (18 avril 1770), 1 cahier
- la nullité d'une dation en paiement prévoyant la cession de terres et magasin à Oneglia, prétendue par Ludovico Berardi à l'encontre de ses sœurs (19 novembre 1771), 4 cahiers

23/08/1766 - 19/11/1771

1 B 442

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'héritage laissé par le prêtre Gio. Battista Bracco à Gaetano Berio et à son épouse Maria Camilla Bracco, contesté par les frères Sebastiano et Gio. Battista Amoretti, tous d'Oneglia (Oneille) (4 juillet 1772), 1 cahier
- des indemnités pour grossesse illégitime demandées par Francesca Pellegrina aux père et fils Giacomo Antonio et Giacomo Pellegrini, tous de Ville San Sebastiano (17 novembre 1772), 1 cahier
- la possession d'un banc dans l'ancienne église paroissiale Saint-Jean-Baptiste d'Oneglia, revendiquée par Francesco Bacilleri Agnese à l'encontre de Giuseppe Agostino Vachieri qui l'aurait occupé à l'occasion de la réédification de l'église (17 novembre 1773), 1 cahier
- la propriété d'une terre dénommée « Costa del ponte » revendiquée par Gio. Battista Chiazzo de Conio dans la principauté d'Oneglia et contestée par le prêtre Stefano Brunengo et par le capitaine Francesco Maria Chiazzo, comme bien faisant partie de la chapellenie instituée par Giovanni Chiazzo en 1768 sur l'autel de Saint-Raphaël dans l'église de Conio (4 mars 1774), 3 cahiers
- la propriété de terrains situés à Costa près d'Oneglia détenus par Margherita Aschiera veuve Costanzo, née à Borgo, en vertu d'une convention de 1757 et contestés par sa fille et son gendre Gio. Battista Belgrani (27 août 1774), 1 cahier
- le paiement d'une créance demandé par Stefano Sebastiano Marsuchi (Marsucco) à l'encontre de Maria Veronica et Marianna Niggi et du vice-préfet Vittorio Amedeo Brunengo (29 avril 1775), 4 cahiers
- le paiement d'une somme d'argent restant due de la vente d'une terre, située à Stellanello, effectuée par Ambrogio Dani à Bartolomeo Dani, contenant notamment les lettres patentes de Victor Amédée de 1776, permettant aux frères Dani de faire appel devant le sénat (16 septembre 1775), 1 cahier

04/07/1772 - 16/09/1775

1 B 443

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la démolition d'un mur d'un magasin faisant partie des biens de la dot de Giacinta Giordana épouse Bery d'Oneglia (Oneille), mettant en danger une maison avoisinant, appartenant à Gaetano Berio et à Giuseppe Amoretto (22 juillet 1776), 1 cahier
- le partage des dépenses de remise en état des routes allant du lieu de Ghersi à San Lazzaro et de Torria au lieu dit « le due vie » demandé par la communauté de Torria à l'oratoire érigé sous le titre de Saint-Sébastien de Ghersi, les revenus des routes lui revenant (14 mars 1777), 1 cahier
- la contestation concernant la qualité et la quantité des biens meubles de la succession de Luigi Mainero présentée par Maria Gerolama Mainero Viano à l'encontre de Maria Marsucco veuve Mainero, tous d'Oneglia, contenant notamment la description d'habits et tissus (7 avril 1779), 2 cahiers
- le partage de l'héritage de Bartolomeo Ferrara entre Maria Caterina Oneglio veuve Castellana et Carlo Maria Risso, tous d'Oneglia (22 avril 1779), 1 cahier
- le paiement de cens dus par Gio. Battista Pegolo de Loano au chanoine Felice Bo, en vertu d'un canonicat érigé dans l'église paroissiale de Loano en 1648 (7 août 1779), 1 cahier

- des dégâts provoqués par l'écroulement d'une maison d'Oneglia, à la suite d'une tempête, imputés par le vendeur Gio. Battista Ramella à la négligence de l'acheteur Carlo Domenico Amoretti (23 février 1781), 2 cahiers
- une créance contractée par Giulia Maria Ramoina veuve Calzia de Villaguardia, ayant entraîné la vente d'une terre par adjudication à profit des époux Semeria de Pontedassio (9 juin 1781), 1 cahier
- l'exploitation des prés communaux refusée par la communauté de Lucinasco à Lazzaro Guasco, étant originaire de San Lazzaro, bien que marié et résident à Lucinasco (11 mars 1782), 1 cahier

22/07/1776 - 11/03/1782

1 B 444

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la propriété de terres situées sur le territoire de Torria demandée par les frères Gandolfi à l'encontre de Gio. Antonio Tallone (4 avril 1782), 6 cahiers
- le paiement du loyer convenu pour la location de moulins à huile et à farine et des indemnités pour dégâts aux installations demandés par Antonio Burastero de Verzi à l'encontre de Martino Boetto de Ranzi, habitant à Loano (10 mai 1782), 2 cahiers
- la désignation d'un curateur chargé d'administrer les biens fidéicommissaires des frères Crosa absents de Loano, demandée par leur neveu Marco Crosa afin de remplacer le procureur Simone Stella, contenant notamment l'arbre généalogique de Pietro Crosa (7 juin 1782), 2 cahiers
- la jouissance et la propriété d'une maison léguées par l'avocat Agostino Anfossi d'Oneglia (Oneille) à son frère et à ses sœurs, contestée par l'hôpital de charité d'Oneglia et par Filiberto Agostino Peri (2 novembre 1782), 2 cahiers
- la propriété d'un bien-fonds situé sur le territoire de Torria revendiquée par les frères Gandolfi à l'encontre de Benedetto De Negri, affaire unie au procès en appel opposant lesdits frères à Gio. Antonio Tallone (5 mars 1784), 1 cahier
- l'institution d'un fidéicommissaire par le curé de la collégiale d'Oneglia Sebastiano Calzamiglia sur des biens situés à Diano, hors du territoire sarde, en faveur des enfants aînés de son frère Onorato, contestée par Gio. Battista Calzamiglia pour non-respect des Royales Constitutions (11 mars 1786), 1 cahier
- le paiement de créances revendiqué par la comtesse Maria Agnese Gallean veuve Avogadro della Motta et par le comte Giuseppe Thaon di Revel, major dans le régiment provincial de Susa, en tant qu'héritiers d'Emilia Teresa Peyre veuve Thaon di Revel, à l'encontre de Gio. Battista Berardi d'Oneglia (1er avril 1788), 1 cahier
- la propriété d'une planche de terrain située sur le territoire de Porto Maurizio (Port-Maurice) revendiquée par Gio. Francesco Ardoino et Salvatore Daffieno à l'encontre de Gianni Bottino (15 décembre 1788), 1 cahier
- la propriété d'une terre, vendue aux époux Amedeo par Gio. Agostino Belgrano, revendiquée par l'avocat Francesco Saverio Peri, en paiement de créances, à l'encontre des acheteurs et dudit Belgrano (12 janvier 1789), 4 cahiers

10/05/1782 - 12/01/1789

1 B 445

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'héritage de Caterina Amoretti veuve Noaro d'Oneglia (Oneille), revendiqué par Paolo Viano et par Bartolomeo Perone (2 janvier 1790), 1 cahier
- le paiement du prix de la vente d'une terre demandée par Gianfrancesco Accame, chirurgien d'Arnasco, habitant à Loano, à l'encontre des frères Paolo et Gio. Battista Rocca (8 janvier 1790), 2 cahiers
- la vente d'une maison située à Borgo d'Oneglia, par Antonio Demeva de Nice, habitant à Oneglia, faite au chirurgien Giovanni Accame d'Arnasco, habitant à Loano, pour un prix à fixer par un expert, prétendue annulée à la suite du décès dudit expert, survenu avant la fixation du prix (18 mars 1793), 1 cahier
- le droit d'utiliser un porche de propriété de Giovanni Cordeglio de Montegrosso revendiqué par Giovanni Maglio pour se rendre de son jardin à son habitation (1er septembre 1793), 2 cahiers
- l'estimation de l'argenterie appartenant à Francesco Amedei, ancien prieur et administrateur de la confrérie des âmes du Purgatoire, érigée dans l'église paroissiale d'Oneglia, donnée à ladite confrérie en remplacement des sommes d'argent qu'elle avait dans ses caisses lors de l'occupation de la ville par les troupes françaises et que Francesco Amedei avait utilisées pendant son émigration à Torino (Turin) (9 septembre 1793), 1 cahier
- des créances dues par Pietro Paolo Calvi à sa mère Caterina Gazzana, tous d'Oneglia (9 octobre 1793), 3 cahiers
- le paiement d'achats d'huile et d'autres créances exigé par Teodoro Barnato d'Oneglia à l'encontre du capitaine Antonio Maria Ramoino de Sarola (15 octobre 1793), 1 cahier
- des créances dues par Francesco Agostino Amedei aux frères Berardi, d'Oneglia (28 février 1794), 2 cahiers

02/01/1790 - 28/02/1794

1 B 446 - 448 : Justice civile.- Procédures en appel provenant du préfet de Sospel

1 B 446

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de 30 doublons requis par le procureur patrimonial Ottavio Barralis à l'encontre du capitaine d'Utelle Onorato Daideri pour des cens dus par la communauté (29 décembre 1639), 1 cahier
- la propriété de terrains situés sur le territoire de Berre revendiquée par les époux Bermondi à l'encontre des époux Massegli et de Francesco Passerone, tous de L'Escarène (22 décembre 1754), 1 cahier
- la vente d'huile de mauvaise qualité et de manière clandestine, effectuée par l'adjudicataire de la gabelle de l'huile, le négociant Antonio Bonfante, sanctionnée par les regardateurs de la ville de Sospel (21 mai 1760), 1 cahier
- la sauvegarde des biens de la dot, situés sur le territoire de La Brigue, exigée par Angelica Medici à l'encontre de son mari Pietro Gastaldi et la propriété d'une vigne contestée par Pietro Lanteri et Gioanni Guidi de Tende (24 juillet 1760), 1 cahier
- le partage de l'héritage de Gio. Battista Giauna, premier mari de Maria Gerolama Orenge, réclamé par les frères Giauna à l'encontre de ladite Orenge, tous de Pigna (25 octobre 1760), 1 cahier
- les droits sur l'héritage maternel revendiqués par Maria Caterina Gagliardi épouse Conradi à l'encontre de ses frères, tous de Sospel (17 octobre 1762), 1 cahier
- l'interdiction de faire paître les troupeaux sur le site dit « Cairo » et à proximité du lac de Fontanalba demandée par Giacomo Mellano à l'encontre de Giacomo Mellano, tous les deux d'Entracque, ayant le premier affermé les terres gastes et la bandite de Paracoperta et le second la bandite et terres gastes de Fontanalba, sises sur le territoire de Tende et appartenant au comte Pietro Antonio Pio Chianea di Santo Stefano (14 mai 1764), 1 cahier
- le paiement de la dot et du trousseau réclamé par les époux Cagnoli aux époux Airaudi de Saint-Martin-Lantosque (13 juillet 1765), 1 cahier
- le paiement de créances et de la dot, réclamé par les époux Borgondi et les sœurs Fulcheri à Gio. Battista Borriglione de Sospel (5 octobre 1765), 1 cahier
- l'usage d'unités de mesure plus grandes que celles de la ville de Sospel contesté par les regardateurs de Sospel, en vertu des statuts politiques à l'encontre d'Antonio Bonfante, adjudicataire de la collecte du vin (23 novembre 1765), 1 cahier
- la nullité d'une ordonnance prononcée par le préfet de Sospel à l'encontre d'Angelo Boeri de Breil et en son absence, l'obligeant à payer 622 livres à Giacomo Ruffino de Penna (Piene), dans la République de Genova (Gênes), à la suite d'une contravention pour pâturage de chèvres sur une bandite de Breil (19 juin 1769), 2 cahiers
- le paiement de dix annuités de cens pour un bien-fonds situé dans le quartier Codolis, sur le territoire de Lucéram, dû par les époux Dalmas au comte Pietro Luigi Trinchieri di Sant'Antonino et à son épouse Teresa Laurenti di Venanzone (11 août 1774), 1 cahier
- le paiement de 422 sétérées de blé imposé par la ville de Sospel à Orazio Ainesi, adjudicataire des dîmes, et à son fils, pour la perception des dîmes et cens (8 juillet 1775), 2 cahiers

29/12/1639 - 08/07/1775

1 B 447

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- une créance due par Gio. Giuseppe Ciaulan à Marco Aurelio Ciaulan et à sa fille Teresa Gagliardi, tous de Sospel (26 octobre 1776), 1 cahier
- le droit de dérivation des eaux de la rivière Beula, près de Sospel et de les faire transiter sur les terres dites de Sainte-Marie, appartenant à Marco Aurelio Cairasco, revendiqué par l'avocat Giuseppe Pastoris et contesté par Cairasco (12 décembre 1777), 1 registre et 1 cahier
- la nullité de l'expertise d'une terre située à Sospel, demandée par Annibale Augieri à l'encontre de Francesco Maulandi de cette ville, les formes juridiques prescrites par les Royales Constitutions n'ayant pas été respectées (5 septembre 1778), 1 cahier
- le paiement de sommes dues en vertu d'un acte de 1737, exigé par Maria Francesca Rostagni, épouse de Marco Aurelio Cairasco, à l'encontre de Gio. Battista Milone (31 octobre 1778), 1 cahier
- la propriété d'une maison à Sospel, héritée par Maria Giulia Truchi épouse Fulcheri de son premier mari Giuseppe Pattoni et revendiquée par les frères Pattoni de Gravellona Pieve d'Omegna novarese en vertu d'une hypothèque découlant d'une créance, attestée par une sentence du tribunal archiépiscopal de Milano (Milan) de 1753 à laquelle le sénat a donné l'exequatur (27 avril 1779), 1 registre et 2 cahiers
- l'interdiction de s'introduire sur une terre à Sospel et de puiser de l'eau dans une citerne demandée par le prêtre Stefano Sacco, propriétaire du terrain, à l'encontre de ses voisins dont Antonia Gastaldi veuve Sicard, malgré une ancienne coutume et une ordonnance du tribunal de Sospel de 1717 qui l'autorisait (9 octobre 1779), 1 cahier

26/10/1776 - 09/10/1779

1 B 448

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la fabrication et la vente de pain au préjudice la banque de la boulangerie contestées par Orazio Ainesi, membre de la banque et par Giuseppe Carabalona, adjudicataire de la boulangerie, à l'encontre d'Ignazio Maulandi et Giulia Truchi veuve Folcheri, tous de Sospel (21 janvier 1783), 4 cahiers
- la nullité d'une ordonnance prononcée par le préfet de Sospel, condamnant l'avocat Marcello Giacinto De Alberti au paiement d'une somme pour dépenses en faveur du vice-protomédecin Stefano Cauvini, sur la demande de la veuve Maria Anna De Alberti (12 juillet 1783), 1 cahier
- la construction d'un four à pain dans un mur mitoyen utilisant pour l'évacuation de la fumée une cheminée inadaptée, contestée par Brigida Vachieri épouse Frezia à l'encontre de Pietro Geddas de Callas, habitant à Sospel (2 janvier 1785), 1 cahier
- le paiement des intérêts d'une somme prêtée demandé par le prêtre Angelo Francesco Reparator à l'encontre d'Orazio et de Filippo, père et fils Reparator, tous de Sospel (16 mars 1787), 2 cahiers
- un droit de passage sur un bien-fonds situé sur le territoire de Sospel, revendiqué par le baron Luigi Vittorio Vachieri di Castelnuovo à l'encontre de Marianna Gubernatis veuve Buchione (22 novembre 1788), 1 cahier
- la possibilité de racheter un bien-fonds situé à Sospel, revendiquée par Marco Aurelio De Gubernatis à l'encontre de son frère Ignazio et du procureur Vittorio Michele De Gubernatis (15 mai 1789), 2 cahiers
- le paiement d'une créance demandé par Gio. Battista Bianchi de Peille à l'encontre d'Antonio Isoart (19 avril 1790), 1 cahier
- le droit d'utiliser certains sites publics et de dériver le cours des eaux pour y laver le marc des olives demandé par l'avocat Giuseppe Pastoris et contesté par la ville de Sospel (11 juin 1790), 1 cahier
- le paiement du reliquat de la dot constituée à Barbara Trabaudo, revendiqué par son mari Francesco Maulandi à l'encontre de l'avocat Giacinto Trabaudo, tous de Sospel (9 juillet 1791), 1 cahier

21/01/1783 - 09/07/1791

1 B 449 - 451 : Justice civile.- Procédures en appel provenant des juridictions inférieures**1 B 449**

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- l'affermage de prés situés dans les environs d'Allos opposant Melchior Audemar et Claudio Pascal, affaire parue devant le baile d'Allos (28 mai 1614), 1 cahier
- une contravention infligée à Onorato Barbiero, adjudicataire de l'abattoir communal d'Aspremont, à l'instigation des regardateurs de la communauté, étant accusé d'avoir vendu de la viande de mauvaise qualité et d'utiliser une balance truquée, affaire parue devant le juge ordinaire d'Aspremont (26 novembre 1773), 1 cahier
- des amendes infligées à plusieurs propriétaires de chiens errants par le juge d'Aspremont, en vertu des statuts et bans champêtres, affaire parue devant le juge de ce lieu (17 mars, 26 novembre 1788), 2 cahiers
- la vente de terres situées près de Barcelonnette effectuée par Maddalena Rainaud épouse Allard et contestée par Bartolomeo Allard, son beau-frère, affaire parue devant le podestat de Barcelonnette (8 juillet 1614), 1 cahier
- le paiement d'une pension annuelle prétendue par le prieur de Villeneuve-d'Entraunes à l'encontre de Giuseppe Rainaud de Saint-Martin-d'Entraunes, affaire parue devant le juge de Barcelonnette (11 octobre 1700), 1 cahier
- le paiement d'une dîme due par la communauté de Bersezio au prêtre Pietro Gianello en vertu d'une convention, affaire parue devant le juge de Bersezio (29 juin 1620), 1 cahier
- les actes d'appel dans le litige opposant la communauté de Bersezio aux héritiers de Spirito et Bernardino Rosso, affaire parue devant le juge de Bersezio (3 juin 1624), 1 cahier
- la possession de biens laissés par le médecin Giovanni Daone, réclamée par Antonio Daone et par son frère, pour l'érection de la chapelle des âmes du Purgatoire, érigée dans l'église du Rosaire de Beuil, à l'encontre des époux Authieri, affaire parue devant le juge de Beuil (24 janvier 1707), 1 cahier
- le rachat d'un cens perpétuel établi sur un pré, en 1598, par le curé Giovanni Granella, prieur de la Madone des Fontaines de La Brigue, proposé par les frères Giuseppe et Antonio Gastaldi et refusé par la confrérie du Corpus Domini, érigée dans l'église paroissiale, affaire parue devant le juge de La Brigue (27 mars 1773), 2 cahiers
- la nullité d'une ordonnance prononcée par le juge de Chiusanico dans un litige opposant le prêtre de l'église de ce lieu aux père et fils Gio. Stefano et Gio. Antonio Agnesi pour non-respect des formes prévues par les Royales Constitutions, affaire parue devant le juge de Chiusanico (31 août 1773), 1 cahier
- le paiement d'une amende pour contravention aux dispositions sénatoriales sur l'interdiction de pâturage sur le territoire de Clans demandé par le baile de ce lieu aux habitants de Marie et de La Tour ne possédant pas de biens à Clans, affaire parue devant le baile de Clans (17 décembre 1791), 1 cahier

- la vente d'huile en mars 1705, appartenant à l'avocat Ludovico Fighiera, offerte à la communauté d'Èze pour payer une contribution de 100 louis d'or imposée par Louis Girardin de Vauvry, intendant général de la marine de Levant, sous peine de pillage, dont les fils de l'avocat Fighiera demandent le remboursement, affaire parue devant le juge d'Èze (3 janvier 1741), 1 cahier

28/05/1614 - 17/12/1791

1 B 450

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- la prétendue nullité d'une ordonnance prononcée par le lieutenant-juge de Falicon dans une affaire opposant le comte Giuseppe Cornillon di Massoins au boucher Pietro Navello, car, bien qu'absent, le juge titulaire n'était pas dans l'empêchement de juger, affaire parue devant le juge de Falicon (7 août 1784), 1 cahier

- la prétendue nullité d'une ordonnance prononcée par les regardateurs de Levens à l'encontre du boulanger Pietro Imbert pour contravention aux statuts communaux en matière de fabrication et vente de pain et de vin et de falsification du poids de la balance, affaire parue devant les regardateurs de Levens (1er septembre 1778), 1 cahier

- un litige opposant Giorgio Malvaldo de Candiasco aux frères Gerolamo et Tomaso Merisani du même lieu, affaire parue devant le juge du Maro (13 août 1624), 1 cahier

- des indemnités demandées par Giacomo Gazano de Moltedo superiore dans les États sardes à l'encontre de Giacomo Maria Gazano de Moltedo inferiore dans la République de Genova (Gênes) pour menaces et vexations, affaire parue devant le juge de Molini di Prelà (6 décembre 1765), 1 cahier

- le « giudizio di concorso » institué par Gio. Andrea Delserra pour la collocation des divers créanciers, parmi lesquels le marchand Francesco Pauliano (Pauliani), affaire parue devant le juge de Nice (15 juin 1686), 1 cahier

- la propriété d'un bien-fonds revendiquée par Francesco Pascheri à l'encontre, entre autres, du sénateur Tonduti, de l'avocat Domenico Barli Fabri et de la confrérie du Corpus Domini de Nice, contenant notamment le testament d'Onorato Grimaldi de 1605 reçu par le notaire Cristofaro Malaussena, affaire parue devant le juge de Nice (19 janvier 1687), 1 cahier

- le paiement d'indemnités pour des dégâts provoqués lors de travaux de la construction d'un fossé séparant deux propriétés, situées à Riquier, demandé par Bartolomeo Eraudo à l'encontre du marchand Andrea Maistre, affaire parue devant les arbitres et le juge de Nice (29 octobre 1718), 3 cahiers

- une ordonnance prise à l'encontre de Maria Ughetta et de Gio. Battista Novaro pour contravention aux bans champêtres, entachée de nullité, le baile n'ayant pas respecté les formalités écrites pour le procès criminel comportant peine pécuniaire, affaire parue devant le baile de Pigna (22 février 1782), 2 cahiers

13/08/1624 - 07/08/1784

1 B 451

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le paiement de l'achat de sept barils d'huile effectué et payé par Gio. Maria Verdi d'Oneglia (Oneille) à Gio. Battista Guersi de Pontedassio, demandé par les fils de Verdi aux héritiers de Guersi, affaire parue devant le juge de Pontedassio (14 novembre 1644), 2 cahiers

- la propriété de terres et maison laissées par Lorenzo Ascheri, décédé ab intestat, revendiquée par ses filles à l'encontre de Paolo Battista Ascheri, affaire parue devant le juge de Pontedassio (28 novembre 1777), 2 cahiers

- le partage de l'héritage du capitaine Giacomo Pagliero entre d'une part les époux Michaelis et les époux Authieri et d'autre part Antonio Ribotti, contenant notamment des notes de biens extraites du cadastre de la communauté de Puget de 1632, affaire parue devant le juge de Puget (12 juin 1649), 1 cahier

- la saisie de biens demandée par Giovanni Michaelis à l'encontre de sa belle-sœur Luisa Giofreda, veuve Michaelis, affaire parue devant le juge de Puget (20 juin 1676), 1 cahier

- le droit de transiter avec le bétail sur un chemin situé dans le quartier Saint-Martin sur le territoire de Puget, revendiqué par Giuseppe Michelis et contesté par Antonio Viborello, affaire parue devant le juge de Puget (14 mai 1701), 1 cahier

- la propriété d'une terre et le partage de l'héritage de son mari, demandés par Maria Farauda veuve Martini à l'encontre de Giovanni Sauvan, affaire parue devant le juge de Puget et déléguée par le sénat au baile du même lieu (2 mai 1707), 1 cahier

- une donation de 15 000 francs faite par Ambrogio Flaudio, chirurgien major du roi de France, originaire de Touët de Beuil et habitant à Paris, à sa sœur Francesca Flaudio épouse Mirapelli et à sa nièce Isabella Boys veuve Leotardi di Pierlas et mariée à Amedeo Martini di Dosfraires, convertis en biens immobiliers par Ludovico Flaudio, frère d'Ambrogio, sous condition d'en verser la valeur aux destinataires; une condition non respectée entièrement par sa veuve Angela Maria Martini, de Bonson et habitant à Grasse, contenant notamment la transcription d'une ordonnance de Louis XV de février 1731 au sujet des donations, affaire parue devant le juge de Touët-de-Beuil (22 mars 1741), 1 cahier

- la restitution d'une somme demandée par le comte Carlo Antonio Leotardi di Pierlas, de Thiéry, en tant qu'héritier du comte Matteo son père, à l'encontre du vassal Amedeo Martini di Dosfraires et à son fils, affaire parue devant le juge de Touët-de-Beuil (13 septembre 1757), 1 cahier

14/11/1644 - 28/11/1777

1 B 452 : Justice civile.- Procédures en appel relevant d'autres juridictions

1 B 452

Dossiers de procédure relevant du Magistrat du Consulat, relatifs aux affaires suivantes :

- une créance contractée par le marchand Alessandro Suo de Nice avec Joseph Fabre de Lyon et réclamée à Maria Dorotea Suchetta veuve Suo (11 avril 1736), 1 cahier
- une créance pour achat de marchandises contractée par Alessandro Suo aux négociants génois Francesco Della Riva et Ginoux, réclamée par ces derniers à l'encontre de Maria Dorotea Suchetta veuve Suo, ayant repris le commerce de son mari (20 septembre 1737), 1 cahier
- le paiement d'une somme réclamé par le négociant Francesco Ordan de Nice à Orazio Pastoris de Sospel et à Gio. Battista Cottalorda, associés pour la coupe et la transformation de 9 000 billes de bois, concédée par la communauté de Saorge, affaire parue d'abord devant l'Intendance (26 juin 1741), 1 cahier
- une contestation concernant une cargaison de poix, achetée à Cagnes par le négociant Antoine Girart de Grasse, habitant à Nice, et embarquée à Villefranche en direction de Livorno (Livourne) pour le compte du Grassois Charles Luce, établi à Livorno (8 mars 1746), 1 cahier
- une contestation concernant une commande de cuirs de veau passée à Lyon par le négociant Giuseppe Ongran pour le compte du négociant Vittorio Francesco Toesca (6 juillet 1748), 1 cahier

Dossier de procédure relevant du tribunal des Juifs, relatif à la propriété de terrains situés dans le quartier Sipieras, près de Contes, appartenant aux Juifs Giacobe Vallabrega et Salvatore Cohen de Nice et revendiqués par le marchand Andrea Maistre, se disant créancier de Michelangelo Giacobi de Berre (3 décembre 1711), 1 registre

Dossier de procédure relevant de l'Auditeur du château et forts du comté de Nice, relatif à la saisie d'une partie d'une mégerie, à savoir la mise à ferme d'un troupeau de bétail, appartenant à Ludovico Bottino, soldat dans le fort de Villefranche, demandée par Domenico Bianco, tous de Peille, en raison de créance, affaire présentée en appel d'abord à Torino (Turin) (10 novembre 1614), 1 cahier

Dossiers de procédure relevant de l'Intendance générale de Nice et du vice-intendant d'Oneglia (Oneille), relatifs aux affaires suivantes :

- la répartition des dépenses engagées pour un pont en bois reconstruit par le maître maçon Antonio Spinelli de Nice sur la rivière Robina oscura, à proximité du Var, sur les territoires de Saint-Blaise et d'Aspremont, faite par l'intendant entre la communauté d'Aspremont et les propriétaires de Saint-Blaise et contestée par ces derniers, dont le vassal Martini di Castelnuovo, le pont ne desservant que les communautés de la montagne et notamment les habitants de La Roquette (18 mai 1784), 2 cahiers
- la destruction d'un pont en cours de construction et la perte des bois servant à l'ouvrage, près de Borgo Maro, à la suite des fortes pluies tombées pendant deux mois et notamment le 30 septembre 1780, imputées par la communauté à la négligence de l'adjudicataire Pietro Borello, contenant en particulier la transcription de l'avis de construction et des conditions d'adjudication (17 février 1781), 1 cahier

10/11/1614 - 18/05/1784

1 B 453 - 459 : Justice civile.- Procédures incomplètes et pièces produites éparses

1 B 453

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le remboursement d'une somme de 64181 livres employée pour des travaux d'endiguement supplémentaires de la rive gauche du Paillon, non prévus dans le contrat stipulé le 2 juin 1785, demandé par les entrepreneurs Angelo Adamino, Carlo Galli, Carlo Cassano et Leone Negro, contesté par le ville de Nice et par divers riverains, dont le comte de Peille, le baron Ricci des Ferres, le comte del Borgo, Torrini di Fogassieras et Garin di Coconato, affaire déléguée à une délégation composée des sénateurs Trinchieri et Piccono et de l'intendant Perpetuo Cristiani di Ravarano (XVIII^e siècle), 2 cahiers
- le remboursement d'un viager demandé par Anna Caterina Auda veuve Denans (De Nans) de Villefranche à son fils aîné Vittorio Amedeo, professeur de droit canon et vice-auditeur, affaire déléguée au président du sénat Cesare Lovera De Maria en 1776 (XVIII^e siècle), 1 cahier
- le litige opposant Rosa Felice Baille épouse Mateudi à Maria Ludovica Arnulfa épouse Fighiera, contenant l'arbre généalogique d'Ospizio Arnulfo (XVIII^e siècle), 1 cahier
- le partage de l'héritage du comte Giuseppe Francesco Baldoini di Clanzo entre ses deux filles Maria Marcellina et Maria Costanza (XVIII^e siècle), 1 cahier

- un legs institué par Nicolao Barla dans son testament du 27 mars 1648, prévoyant la célébration d'une messe hebdomadaire dans l'église paroissiale de Cesio, revendiqué par le prêtre Gio. Battista Barla à l'encontre du prêtre Giuseppe Gazzelli, contenant les actes devant le tribunal épiscopal d'Oneglia (Oneille) (XVIII^e siècle), 1 cahier
- le paiement d'une partie légitime de la succession d'Antonia Dettat Doria épouse Barli Fabri revendiqué par Onorato Barli Fabri à l'encontre de Pietro Roissard (XVIII^e siècle), 1 cahier
- l'exécution d'une sentence sénatoriale du 31 octobre 1739 relative à la liquidation, en monnaie actualisée, d'une dation de 1638, par laquelle La Brigue avait donné les herbages à des créanciers en paiement de ses dettes (XVIII^e siècle), 1 cahier
- un partage d'héritage opposant le prêtre Paolo Cauvin à Gaetano Prioris, de Nice (XVIII^e siècle), 2 cahiers
- le paiement de sa part légitime de l'héritage maternel et d'un viager réclamé par Gioanna Maria De Orestis à l'encontre de son frère Domenico Francesco, de Nice (XVIII^e siècle), 1 cahier
- le litige concernant Francesco Filippo Fatio et le négociant Gio. Battista Saissi, contenant notamment une supplique au roi présentée par ce dernier visant à obtenir la validation d'une convention relative à l'exportation d'un chargement d'huile de Nice pour la place de Londres, sur demande de négociants anglais, et l'importation de sucre et de fer ((XVIII^e siècle), 1 cahier
- la filiation légitime de Michele Antonio Francesco Gallean Richier de feu le chevalier Antonio Francesco et de Barbara Teresa Rigola épouse Gallean Richier et le droit à la succession de Lazaro Gallean son grand-père, réclamés par Maria Camilla Gallean Richier épouse Rabier de la Baume, habitant Annot (XVIII^e siècle), 1 cahier
- le paiement de cens établis en 1675 demandé par le vassal Marcello Giacinto De Gubernatis à l'encontre de l'avocat Carlo Francesco Granella, en qualité d'héritier de son père, le sénateur Antonio et du prêtre Guglielmo Alberti (XVIII^e siècle), 1 cahier et 2 pièces

XVIII^e siècle

1 B 454

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le litige opposant Gio. Battista Giacobbi à Vincenzo Deleuse et au fisc royal (XVIII^e siècle), 1 cahier
- le litige opposant le baile de Clans Gio. Battista Isoardi au notaire de Marie Gio. Giuseppe Testoris au sujet du pacage des troupeaux (XVIII^e siècle), 1 cahier
- des indemnités pour séduction et grossesse illégitime demandées par Maddalena Languasco à l'encontre de Saverio Calzamiglia, contenant les actes devant le tribunal métropolitain de Genova (Gênes) (XVIII^e siècle), 2 cahiers et 2 pièces
- le litige opposant la communauté de Lucéram à l'archidiacre Torrini (XVII^e siècle), 1 cahier
- l'héritage de l'avocat Gio. Battista Maistre laissé à son neveu Gio. Francesco Maistre, procureur général du roi à Torino (Turin), sur lequel la veuve de Gio. Battista, Teresa Bellegarda et les frères et sœurs Maistre de feu Andrea, frère de Gio. Battista, dont Francesco Saverio, avocat fiscal général près du sénat de Savoie, avancent des prétentions, affaire déléguée par Philippe d'Espagne au président du sénat en 1747, contenant notamment la liste des biens meubles et immeubles appartenant à la famille Maistre, des pièces comptables relative au commerce, des actes notariés, la correspondance entre membres de la famille Maistre (XVIII^e siècle), 1 liasse

XVII^e siècle - XVIII^e siècle

1 B 455

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Gio. Giuseppe Marc institué entre autres par Angela Maria Marc et par le monastère Saint-Bernard de Nice (XVIII^e siècle), 2 cahiers
- la dot et le trousseau revendiqués par Maria Gerolama Marsucco à son frère, le chanoine Gio. Giacomo (XVIII^e siècle), 1 pièce
- le « giudizio di concorso » sur l'hoirie de Gio. Francesco Massiera décédé en 1676, concernant entre autres la marquise Anna Maria Masin épouse Alli Maccarani, le collège des Jésuites, le monastère Sainte-Claire de Nice et l'insinuateur Giuseppe Fighiera de Lantosque (XVIII^e siècle), 2 registres
- le non-paiement de la dot promise par le protomédecin Antonio Scotia de Villefranche à sa fille Caterina et à son gendre Carlo Antonio Odinetto (Oddinetto), receveur de la Chambre des comptes à Torino (Turin) et réclamé par ce dernier aux héritiers, Benedetto et Margherita époux De May de Villefranche, affaire déléguée par la duchesse de Savoie au sénat de Torino (Turin) en raison de l'emploi d'Odinetto et du contrat de mariage stipulé à Torino (XVII^e siècle), 1 registre et 1 cahier portant les lettres E, F

XVII^e siècle - XVIII^e siècle

1 B 456 Dossier de procédure relatif au non-paiement de la dot promise par le protomédecin Antonio Scotia de Villefranche à sa fille Caterina et à son gendre Carlo Antonio Odinetto (Oddinetto), receveur caméral des comptes à Torino (Turin) et réclamé par ce dernier aux héritiers, Benedetto et Margherita époux De May de Villefranche, affaire déléguée par la duchesse de Savoie au sénat de Torino (Turin) en raison de l'emploi d'Odinetto et du contrat de mariage stipulé à Torino, contenant également un litige opposant Ascanio et Camilla Oddinetto aux frères Filiberto et Bartolomeo Ronco (XVII^e siècle), 2 registres portant les lettres H et I

XVII^e siècle

1 B 457 Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- un litige relatif à la nullité d'une mise en possession opposant Gio. Battista Piana de Villaguardia dans la principauté d'Oneglia (Oneille) à Giuseppe Gazan de Moltedo inferiore dans la République de Genova (Gênes), litige ayant fait l'objet d'une décision originale du 5 septembre 1777 rendue par le sénateur Raynardi (1 cahier)
- la succession de l'abbé Pietro Gioffredo et notamment la propriété d'un bien-fonds situé dans le vallon Saint-Pons, adjugé à Antonio Pallavicino par une sentence de 1693, revendiquée par le prêtre Gabriele Pallavicino et sa sœur Lucrezia, par les frères Noat, le prêtre Gio. Battista Adrechio en qualité de recteur de la chapellenie instituée par l'abbé et par les frères Michelangelo et Gerolamo Contes, contenant notamment l'arbre généalogique des familles Noat, Gioffredo et Contes (1 cahier)
- la vérification de l'administration des biens ayant appartenu à Antonio Ignazio Cauvin demandée à Gio. Maurizio Petit par l'héritier de Cauvin, le vassal Angelo Maria Peyre et par le lieutenant Carlo Luigi De May, contient notamment des informations sur les dépenses engagées lors d'un voyage à Londres et à Bruxelles (2 cahiers)
- la substitution fidéicommissaire revendiquée par la communauté de Roquebillière en vertu d'un testament de 1682 de Gio. Francesco Giuglaris à l'encontre de Tommaso Cagnoli et de son épouse Maria Giuglaris, le dernier membre de la famille Giuglaris étant décédé sans descendance masculine (2 cahiers)
- le paiement de sommes d'argent dues par les frères Maurizio Felice et Enrico Guglielmo Peyrani à l'avocat Onorato et Vincenzo frères Solaro, en tant qu'héritiers de Francesca Berengaro Solaro, leur mère et à Carlo Antonio Berengaro, demandé en exécution de deux sentences du sénat de 1663 et 1670, affaire commencée en 1663 et reprise en 1706 (1 cahier)
- les marchandises (laine, cacao, café, chanvres, étoupe, cuir et draps d'Angleterre) et argent séquestrés en septembre 1747 par l'auditeur de guerre au négociant juif Moïse Gomes da Costa, appelé aussi Mendascaldes, établi à Livorno (Livourne) et revendiqués par des négociants de Livorno dont Giuseppe Tossi et le Juif Isac Servi, ne jouissant pas d'après eux du privilège du port franc (1 cahier)
- le paiement du prix d'un bien-fonds situé à Saint-Barthélemy de Nice, revendiqué par l'intendant général d'artillerie Antonio Francesco Verani à l'encontre du baron Gio. Battista Giuseppe Onorato Grimaldi di Sant'Agnese et aux frères et sœurs Verani (1 cahier)
- le fidéicommissaire institué par Carlo Masin en 1666 réclamé par l'avocat Francesco Verani Masin à l'encontre de Maria Teresa Spinelli veuve Verani Masin, contient l'arbre généalogique de Giovanni Masin (1 cahier)

XVII^e siècle - XVIII^e siècle

1 B 458 - Pièces produites éparses concernant les litiges de Giovanni Bruni, Giacomo Michelis et Antonio Ignazio Cauvin, le « giudizio di grida » institué par le comte Tommaso Filippo Riccardi di Lantosca, Prospero Giancardi, Urbano Maurelli, Bartolomeo Brunengo de Gazzelli et les frères Ghersi, Francesca Revelat épouse Ravan et Giambattista Aurelia, les Pères Augustins du couvent Saint-Jean-Baptiste de Nice et Onorato De Trans, contenant notamment l'inventaire des biens du chevalier Antonio Onorato Ribotti de 1788 portant le cachet de l'insinuation de Crescentino, une transaction de 1790 entre la confrérie de la Miséricorde de Nice et Rosa Maria Isnardi épouse Vanderbrouque, le testament du prieur de Villars Onorato Antonio Mari (1 liasse)

XVII^e siècle - XVIII^e siècle

1 B 459 - Pièces produites éparses, transcriptions de testaments, de contrats de mariage, de quittances, d'actes d'achat et de reconnaissance, dations en paiement, baux, pièces comptables, comprenant notamment des actes notariés de 1534, 1568, 1571, 1572, 1599 reçus par les notaires Gio. Manuel Andreas, Angelo de Montobio, Giambattista Costa, Cyprien Mayfred, Gio. Pietro Barelli et Gioanni Lar Gerg de Bolzano, l'inventaire après décès des biens ayant appartenu à Luigi Rodairon de Puget de 1775 y compris la mise en possession du prieuré de Toudon en faveur du prêtre Pietro Giacomo Julien de Castellane de 1780, un acte de partage entre Antonio Giuseppe Gausseran et le mineur Giuseppe Gausseran, assisté par Giuseppe Tardeglio de 1790 de Villars, un contrat établissant un cens en faveur du couvent Saint-Augustin de Nice portant un cachet à sec de l'insinuation et des reçus délivrés par le mont-de-piété de la confrérie de la Miséricorde de Nice de 1779 (20 mars 1534 - 29 octobre 1792), 1 liasse
20/03/1534 - 29/10/1792

1 B 460 - 465 : Justice civile.- Décisions originales

1 B 460 - « Décisions originales » (decisiones) en matière civile et criminelle (12 janvier 1646 - 16 mai 1663), 1 recueil
12/01/1646 - 16/05/1663

1 B 461 - « Décisions originales » (decisiones) en matière civile et criminelle (27 juin 1663 - 8 juillet 1719), 1 recueil
27/06/1663 - 08/07/1719

1 B 462 - « Décisions originales » (decisiones) en matière civile et criminelle (16 janvier 1725 - 26 janvier 1737), 1 recueil
16/01/1725 - 26/01/1737

1 B 463 - « Décisions originales » (decisiones) en matière civile et criminelle (27 août 1737 - 19 août 1767), 1 recueil
27/08/1737 - 19/08/1767

1 B 464 - « Décisions originales » (decisiones) en matière civile et criminelle, contenant également la copie de la décision du 24 juillet 1778 rédigée par le sénateur Leotardi (23 janvier 1769 - 7 mai 1781), 1 recueil
23/01/1769 - 07/05/1781

1 B 465 - « Décisions originales » en matière civile et criminelle, contenant également la copie d'une décision du 31 octobre 1788 rédigée par le sénateur Leotardi (27 mars 1781 - 20 avril 1792, 23 décembre 1814 - 16 mars 1818), 1 recueil
27/03/1787 - 16/03/1818

1 B 466 - 563 : Justice civile.- Jugements

1 B 466 - « Sentenze » (jugements originaux) (21 avril 1614 - 18 décembre 1615), 1 liasse
21/04/1614 - 18/12/1615

1 B 467 - « Sentenze » (jugements originaux) (12 janvier - 20 décembre 1616), 1 liasse
12/01/1616 - 20/12/1616

1 B 468 - « Sentenze » (jugements originaux) (3 janvier - 18 décembre 1617), 1 liasse
03/01/1617 - 18/12/1617

1 B 469 - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1618), 1 liasse
09/01/1618 - 20/12/1618

1 B 470 - « Sentenze » (jugements originaux) (1er janvier - 24 décembre 1619), 1 liasse
01/01/1619 - 24/12/1619

1 B 471 - « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 19 décembre 1620), 1 liasse
10/01/1620 - 19/12/1620

1 B 472 - « Sentenze » (jugements originaux) (11 janvier - 20 décembre 1621), 1 liasse
11/01/1621 - 20/12/1621

1 B 473	- « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 20 décembre 1622), 1 liasse	10/01/1622 - 20/12/1622
1 B 474	- « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 20 décembre 1623), 1 liasse	10/01/1623 - 20/12/1623
1 B 475	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier 1624 - 7 avril 1625), 1 liasse	09/01/1624 - 07/04/1625
1 B 476	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier 1626 - 20 décembre 1627), 1 liasse	09/01/1626 - 20/12/1627
1 B 477	- « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier 1628 - 20 décembre 1629), 1 liasse	10/01/1628 - 20/12/1629
1 B 478	- « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 20 décembre 1630), 1 liasse	08/01/1630 - 20/12/1630
1 B 479	- « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 19 mai 1631, 8 janvier - 20 décembre 1632, 28 janvier - 30 décembre 1633), 1 liasse	10/01/1631 - 20/12/1633
1 B 480	- « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 20 décembre 1634), 1 liasse	10/01/1634 - 20/12/1634
1 B 481	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1635), 1 liasse	09/01/1635 - 20/12/1635
1 B 482	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 19 décembre 1636), 1 liasse	09/01/1636 - 19/12/1636
1 B 483	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 18 décembre 1637), 1 liasse	09/01/1637 - 18/12/1637
1 B 484	- « Sentenze » (jugements originaux) (11 janvier - 20 décembre 1638), 1 liasse	11/01/1638 - 20/12/1638
1 B 485	- « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 19 décembre 1639), 1 liasse	10/01/1639 - 19/12/1639
1 B 486	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1640), 1 liasse	09/01/1640 - 20/12/1640
1 B 487	- « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 20 décembre 1641), 1 liasse	08/01/1641 - 20/12/1641
1 B 488	- « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 19 décembre 1642), 1 liasse	08/01/1642 - 19/12/1642
1 B 489	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 18 décembre 1643), 1 liasse	09/01/1643 - 18/12/1643
1 B 490	- « Sentenze » (jugements originaux) (11 janvier - 19 décembre 1644), 1 liasse	11/01/1644 - 19/12/1644
1 B 491	- « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 20 décembre 1645), 1 liasse	10/01/1645 - 20/12/1645
1 B 492	- « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1646), 1 liasse	09/01/1646 - 20/12/1646

- 1 B 493** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 janvier - 20 décembre 1647), 1 liasse
11/01/1647 - 20/12/1647
- 1 B 494** - « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 18 décembre 1648), 1 liasse
10/01/1648 - 18/12/1648
- 1 B 495** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1649), 1 liasse
09/01/1649 - 20/12/1649
- 1 B 496** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 janvier - 20 décembre 1650), 1 liasse
11/01/1650 - 20/12/1650
- 1 B 497** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1651), 1 liasse
09/01/1651 - 20/12/1651
- 1 B 498** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1652), 1 liasse
09/01/1652 - 20/12/1652
- 1 B 499** - « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 20 décembre 1653), 1 liasse
10/01/1653 - 20/12/1653
- 1 B 500** - « Sentenze » (jugements originaux) (12 janvier - 19 décembre 1654), 1 liasse
12/01/1654 - 19/12/1654
- 1 B 501** - « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 20 décembre 1656, 9 janvier - 28 mai 1657), 1 liasse
10/01/1656 - 28/05/1657
- 1 B 502** - « Sentenze » (jugements originaux) (1er juin - 26 novembre 1657, 9 janvier - 20 décembre 1658), 1 liasse
01/06/1657 - 20/12/1658
- 1 B 503** - « Sentenze » (jugements originaux) (13 janvier - 19 décembre 1659, 9 janvier - 31 mai 1660), 1 liasse
13/01/1659 - 30/05/1660
- 1 B 504** - « Sentenze » (jugements originaux) (4 juin - 20 décembre 1660, 10 janvier - 20 décembre 1661), 1 liasse
04/06/1660 - 20/12/1661
- 1 B 505** - « Sentenze » (jugements originaux) (10 janvier - 20 décembre 1663, 16 janvier - 23 juin 1664), 1 liasse
10/01/1663 - 23/06/1664
- 1 B 506** - « Sentenze » (jugements originaux) (23 juin - 23 décembre 1664, 9 janvier - 19 décembre 1665), 1 liasse
23/06/1664 - 19/12/1665
- 1 B 507** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1666, 10 janvier - 23 juin 1667), 1 liasse
09/01/1666 - 23/06/1667
- 1 B 508** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 août - 20 décembre 1667, 10 janvier - 20 décembre 1668), 1 liasse
11/08/1667 - 20/12/1668
- 1 B 509** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1669, 11 janvier - 23 juin 1670), 1 liasse
09/01/1669 - 23/06/1670
- 1 B 510** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 août - 20 décembre 1670, 9 janvier - 19 décembre 1671), 1 liasse
11/08/1670 - 19/12/1671
- 1 B 511** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 20 décembre 1672, 10 janvier - 28 juin 1673), 1 liasse
08/01/1672 - 28/06/1673

- 1 B 512** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 août - 20 décembre 1673, 9 janvier - 20 décembre 1674), 1 liasse
11/08/1673 - 20/12/1674
- 1 B 513** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 20 décembre 1675, 8 janvier - 4 juillet 1676), 1 liasse
08/01/1675 - 04/07/1676
- 1 B 514** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 août - 19 décembre 1676, 9 janvier - 20 décembre 1677), 1 liasse
11/08/1676 - 20/12/1677
- 1 B 515** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 19 décembre 1678, 9 janvier - 20 décembre 1679), 1 liasse
08/01/1678 - 20/12/1679
- 1 B 516** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1680, 8 janvier - 23 juin 1681), 1 liasse
09/01/1680 - 23/06/1681
- 1 B 517** - « Sentenze » (jugements originaux), contenant également une procuration faite par le baron Anne Le Long de Chenillac, comte de Péone, Beuil et Sauze (11 août - 20 décembre 1681, 8 janvier - 19 décembre 1682), 1 liasse
11/08/1681 - 19/12/1682
- 1 B 518** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 20 décembre 1684, 9 janvier - 28 juillet 1685), 1 liasse
08/01/1684 - 28/07/1685
- 1 B 519** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 août - 20 décembre 1685, 8 janvier - 20 décembre 1686), 1 liasse
11/08/1685 - 20/12/1686
- 1 B 520** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 20 décembre 1687, 8 janvier - 23 juin 1688), 1 liasse
08/01/1687 - 23/06/1688
- 1 B 521** - « Sentenze » (jugements originaux) (10 juillet - 20 décembre 1688, 10 janvier - 20 décembre 1689), 1 liasse
10/07/1688 - 20/12/1689
- 1 B 522** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1690, 9 janvier - 21 juillet 1691), 1 liasse
09/01/1690 - 21/07/1691
- 1 B 523** - « Sentenze » (jugements originaux) (11 août - 20 décembre 1691, 8 janvier - 20 décembre 1692), 1 liasse
11/08/1691 - 20/12/1692
- 1 B 524** - « Sentenze » (jugements originaux) (18 janvier - 18 décembre 1693, 8 janvier - 20 décembre 1694), 1 liasse
18/01/1693 - 20/12/1694
- 1 B 525** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 20 décembre 1695, 9 janvier - 20 décembre 1696), 1 liasse
08/01/1695 - 20/12/1696
- 1 B 526** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 19 décembre 1697, 8 janvier - 20 décembre 1698), 1 liasse
08/01/1697 - 20/12/1698
- 1 B 527** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 19 décembre 1699, 8 janvier - 20 décembre 1700, 8 janvier - 20 décembre 1701), 1 liasse
08/01/1699 - 20/12/1701

- 1 B 528** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 20 décembre 1702, 9 janvier - 20 décembre 1703, 8 janvier - 20 décembre 1704), 1 liasse
09/01/1702 - 20/12/1704
- 1 B 529** - « Sentenze » (jugements originaux) (9 janvier - 3 mars, 23 juin - 3 octobre 1705, 16 avril - 20 décembre 1706, 7 janvier - 20 décembre 1707, 9 janvier - 17 décembre 1708), 1 liasse
09/01/1705 - 17/12/1708
- 1 B 530** - « Sentenze » (jugements originaux) (15 janvier - 20 décembre 1709, 8 janvier - 20 décembre 1710, 10 janvier - 18 décembre 1711), 1 liasse
15/01/1709 - 18/12/1711
- 1 B 531** - « Sentenze » (jugements originaux), contenant notamment le jugement du 7 novembre 1714 rendu dans le litige opposant le vicaire Antonio Gaetano Albanelli au procureur du tribunal épiscopal de Glandèves (11 janvier - 20 décembre 1712, 9 janvier - 20 décembre 1713, 9 janvier - 20 décembre 1714), 1 liasse
11/01/1712 - 20/12/1714
- 1 B 532** - « Sentenze » (jugements originaux), contenant notamment une enveloppe du 2 décembre 1716 adressée au secrétaire du sénat Gio. Ludovico Clary portant le cachet avec les armoiries de la famille Alberti de Sospel (8 janvier - 19 décembre 1715, 8 janvier - 19 décembre 1716, 7 janvier - 20 décembre 1717), 1 liasse
08/01/1715 - 20/12/1717
- 1 B 533** - « Sentenze » (jugements originaux), contenant notamment une déclaration du notaire Pietro Ricci du 15 février 1720, reconnaissant publiquement avoir prononcé des paroles inconsidérées à l'adresse des sénateurs et demandant de faire amende honorable (8 janvier - 20 décembre 1718, 9 janvier - 20 décembre 1719, 9 janvier - 20 décembre 1720), 1 liasse
08/01/1718 - 20/12/1720
- 1 B 534** - « Sentenze » (jugements originaux) (8 janvier - 19 décembre 1721, 8 janvier - 19 décembre 1722, 15 janvier - 1er octobre 1723), 1 liasse
08/01/1721 - 01/10/1723
- 1 B 535** - « Sentenze » (jugements originaux) (10 mars - 22 décembre 1736, 11 novembre 1738, 27 octobre 1739, 4 février, 3 août, 24, 27 septembre 1740, 5 avril, 21 octobre 1741, 4 avril 1742 - 20 décembre 1748), 1 liasse
10/03/1736 - 20/12/1748
- 1 B 536** - « Sentenze » (jugements originaux) (20 janvier 1749 - 2 décembre 1758), 1 liasse
20/01/1749 - 02/12/1758
- 1 B 537** - « Sentenze » (jugements originaux) (2 janvier 1759 - 14 décembre 1765), 1 liasse
02/01/1759 - 14/12/1765
- 1 B 538** - « Sentenze originali » (jugements originaux) (11 janvier 1766 - 22 décembre 1772), 1 registre et 1 liasse
11/01/1766 - 22/12/1772
- 1 B 539** - « Sentenze originali » (jugements originaux) (12 janvier 1773 - 9 décembre 1775), 1 liasse
12/01/1773 - 09/12/1775
- 1 B 540** - « Sentenze originali » (jugements originaux) (2 janvier 1776 - 29 décembre 1778), 1 liasse
02/01/1776 - 29/12/1778
- 1 B 541** - « Sentenze originali » (jugements originaux) (4 janvier 1779 - 22 juin 1781), 1 liasse
04/01/1779 - 22/06/1781
- 1 B 542** - « Sentenze originali » (jugements originaux) (3 juillet 1781 - 13 décembre 1783), 1 liasse
03/07/1781 - 13/12/1783

- 1 B 543** - « Sentenze originali » (jugements originaux) (2 janvier 1784 - 30 décembre 1786), 1 liasse
02/01/1784 - 30/12/1786
- 1 B 544** - « Sentenze originali » (jugements originaux) (8 janvier 1787 - 30 décembre 1789), 1 liasse
08/01/1787 - 30/12/1789
- 1 B 545** - « Sentenze originali » (jugements originaux), contenant notamment l'arbre généalogique d'Annibale Flores et les comptes de l'hoirie d'Andrea Francesco Flores, héritier du chevalier Giuseppe Maria Flores, gouverneur du fort de Montalban, du 22 novembre 1791 et les comptes de l'administration des biens d'Antonio Ignazio Cauvin tenus par Gio. Maurizio Petit du 9 novembre 1790 (2 janvier 1790 - 13 septembre 1792), 1 liasse
02/01/1790 - 13/09/1792
- 1 B 546** - Transcription des jugements en matière civile (17 mars 1614 - 20 décembre 1616), 1 registre
17/03/1614 - 20/12/1616
- 1 B 547** - Transcription des jugements en matière civile (13 janvier 1617 - 24 décembre 1619), 1 registre
13/01/1617 - 24/12/1619
- 1 B 548** - Transcription des jugements en matière civile (10 janvier 1620 - 20 décembre 1622), 1 registre
10/01/1620 - 20/12/1622
- 1 B 549** - Transcription des jugements en matière civile (9 janvier 1624 - 27 juillet 1630), 1 registre
09/01/1624 - 27/07/1630
- 1 B 550** - Transcription des jugements en matière civile (3 juin 1633 - 30 mai 1636), 1 registre
03/06/1633 - 30/06/1636
- 1 B 551** - Transcription des jugements en matière civile (2 juin 1636 - 23 juin 1638), 1 registre
02/06/1636 - 23/06/1638
- 1 B 552** - Transcription des jugements en matière civile (23 juin 1638 - 17 juin 1639, 11 août 1648, 16 janvier 1649), 1 registre et 2 pièces
23/06/1638 - 16/01/1649
- 1 B 553** - Transcription des jugements en matière civile (9 janvier 1655 - 20 décembre 1657), 1 registre
09/01/1655 - 20/12/1657
- 1 B 554** - Transcription des jugements en matière civile (9 janvier 1685 - 20 décembre 1687), 1 registre
09/01/1685 - 20/12/1687
- 1 B 555** - Transcription des jugements en matière civile (8 janvier 1695 - 13 avril 1696, 8 janvier 1698), 1 registre et 1 pièce
08/01/1695 - 08/01/1698
- 1 B 556** - Transcription des jugements et ordonnances en matière civile (13 janvier 1724 - 20 avril 1735), 1 registre
13/01/1724 - 20/04/1735
- 1 B 557** - Transcription des jugements et ordonnances en matière civile (1er décembre 1735 - 24 avril 1742, 12 mai 1742 - 30 octobre 1745), 2 registres
01/12/1735 - 30/10/1745
- 1 B 558** - Transcription des jugements et ordonnances en matière civile (4 janvier 1746 - 14 décembre 1765), 1 registre
04/01/1746 - 14/12/1765
- 1 B 559** - Transcription des jugements et ordonnances en matière civile (11 janvier 1766 - 23 juin 1780), 1 registre
11/01/1766 - 23/06/1780

- 1 B 560** - Transcription des jugements et ordonnances en matière civile (18 juillet 1780 - 27 novembre 1784), 1 registre
18/07/1780 - 27/11/1784
- 1 B 561** - Transcription des jugements et ordonnances en matière civile (2 mai 1785 - 2 mars 1789), 1 registre
02/05/1785 - 02/03/1789
- 1 B 562** - Transcription des jugements et ordonnances en matière civile (2 mars 1789 - 17 octobre 1796), 9 cahiers
02/03/1789 - 17/10/1796
- 1 B 563** - Transcription des sentences prononcées par le sénateur Pietro Portaniero di Santa Margherita, délégué par le duc de Savoie pour la révision des comptes tenus par les trésoriers et administrateurs de la communauté de Puget et de sa viguerie, suppliques, pièces comptables, procès-verbal de prestation de serment (2 octobre 1681 - 31 mars 1689), 1 cahier
- Transcription des jugements et ordonnances prononcés en matière civile sur délégation (12 septembre 1738 - 20 janvier 1790), 1 cahier
02/10/1681 - 20/01/1790
- 1 B 564 - 566 : Justice civile.- Ordonnances**
- 1 B 564** - Ordonnances originales (3 juin 1637, 23 juin 1738 - 29 janvier 1765), 1 registre et 1 pièce
- Transcription des ordonnances (11 avril 1752 - 6 septembre 1792, 5 juin 1753 - 5 mars 1792), 2 cahiers
- Transcription des ordonnances prononcées par les rapporteurs en matière civile à Borgo San Dalmazzo et à Carmagnola (13 avril 1793 - 8 novembre 1796), 1 cahier
- Ordonnances rendues par la « Regia Delegazione » (Délégation royale) concernant les comptes des employés de l'« Ufficio generale del soldo » (des administrations chargées du ravitaillement) (6 août 1794 - 23 mars 1795), 1 cahier
03/06/1637 - 23/03/1795
- 1 B 565** - Transcription des ordonnances prononcées en matière civile par le sénat en séances publiques (11 février 1736 - 21 avril 1742, 12 mai 1742 - 18 décembre 1745, 22 janvier 1746 - 27 novembre 1765, 4 janvier 1766 - 9 mai 1778, 31 juillet 1790 - 12 juin 1793), 3 registres et 3 cahiers
11/02/1736 - 12/06/1793
- 1 B 566 - 567 : Justice civile.- Actes exécutoires**
- 1 B 566** - Mises en possession, adjudications, ventes judiciaires.- Suppliques, procès-verbaux d'adjudication, avis de ventes judiciaires, copies d'ordonnances (5 février 1636, 9 juin 1719 - 25 janvier 1720, 24 mars, 3-18 mai, 14 juin - 13 juillet 1778, 2 décembre 1784), 6 cahiers
- Ventes aux enchères.- Avis et procès-verbaux d'adjudication, notes comptables, contenant notamment les manifestes du sénat portant le règlement sur la conservation de la rive gauche du Var des 1er août 1778 et 17 août 1786, ainsi qu'un décret du sénat à ce sujet du 8 mai 1789 (6 décembre 1781 - 2 avril 1792), 1 registre
- Mandats exécutoires et ordonnances d'adjudication et de saisie (24 novembre 1781 - 25 septembre 1792), 1 cahier
05/02/1636 - 25/09/1792
- 1 B 567** - Ventes aux enchères.- Suppliques, décrets du sénat, informations judiciaires, procès-verbaux d'expertise et d'audition de témoins, conclusions de l'avocat fiscal général, avis de vente, copies de billets royaux, correspondance, contenant notamment un inventaire de meubles, dont un clavecin, estimés par le peintre Guglielmo Thaone de Nice, appartenant à l'hoirie Molines et les patentes royales de 1767 autorisant la congrégation de charité de Nice à vendre un bien-fonds appartenant à l'hospice des pauvres orphelins situé à Èze (22 décembre 1753 - 12 novembre 1774), 1 registre
22/12/1753 - 12/11/1774

1 B 568 - 570 : Justice pénale.- Entérinements en matière criminelle

1 B 568

- « Regii Viglietti originali in materia criminale » (billets royaux originaux en matière criminelle), envoyés au sénat pour entérinement, (29 décembre 1717 - 30 décembre 1735), 1 registre, concernant :
- les dispositions prises en matière de primes pour l'arrestation de bandits (29 décembre 1717)
 - des mesures de grâce à l'occasion des fêtes de Noël (15 décembre 1719)
 - la conversion des peines corporelles en peines pécuniaires (31 mai 1720, 8 janvier, 29 décembre 1721)
 - la grâce pour Marc'Antonio Guiglione et Gio. Francesco Saisi de la campagne de Nice (30 août 1720)
 - la grâce pour Giuseppe Gantelme dit le Roy de La Roche Valdeblore, condamné pour vol d'un banc dans la chapelle Saint-Joseph dudit lieu et l'obligation de faire amende publique (23-30 décembre 1720)
 - la grâce pour Pietro Loro, tavernier à Nice (19 décembre 1721)
 - la grâce pour Ignazio Daniele dit Borratin de Sospel (30 août 1721)
 - la transformation de la peine infligée à Onorato Daniele de Sospel, condamné aux galères à perpétuité, en cinq ans de galères (27 février 1722)
 - tableau du port d'armes pour le service des gabelles en Piémont (s. d)
 - tableau des domestiques de la Maison royale (s. d)
 - la grâce pour Gerolama Sigauco pour l'inciter à livrer les noms des complices de son mari qui avaient une fabrique de fausse monnaie à Utelle, transférée par la suite à Sainte-Agnès (17 octobre 1722)
 - l'interprétation des constitutions criminelles du 1er janvier 1677 et l'application dans l'homicide commis par Angelo Nuovo (12 février 1723)
 - la grâce pour Pietro Maria de Nice à l'occasion des fêtes de Noël (29 décembre 1723)
 - la grâce pour Giacomo Rostagno de Villar di Bobbio pour les fêtes de Pâques (13 avril 1724)
 - l'obligation pour les juges de la juridiction de transmettre la liste des prisonniers au sénat, à l'occasion des fêtes de Noël, Pâques et pour la naissance de la Vierge, pour l'envoyer en temps utile au Secrétariat pour les Affaires internes (6 mai 1724)
 - les dispositions concernant le nombre, les compétences et les devoirs des soldats de la famille de justice de Nice (17 mai 1724)
 - l'autorisation du port d'armes pour les particuliers des communautés de La Turbie, Èze, Peille, Gorbio, Sainte-Agnès, Castellar et Castillon afin de poursuivre ceux qui s'adonnent à la contrebande du sel du côté de Monaco (27 juin 1724)
 - la grâce pour Alessandro Dalbera de Châteauneuf et pour Gio. Battista Cattanio de Cantaron (s. d)
 - la grâce pour Gio. Onorato Cristino de Coaraze (18 avril 1726)
 - la grâce pour Giovanni Dor de La Croix (5 septembre 1726)
 - la grâce pour Teresa Taulaiga (6 septembre 1727)
 - la grâce pour Giacomo Litardi, condamné pour vol, pour d'autres condamnés de Saorge, Ville San Pietro et Pigna et pour Antonio Sappia (25 mars, 9 avril 1728)
 - la grâce pour Bartolomeo Amedé de Castillon et pour Lucrezia Ramoina et Gerolama Guiberta, accusées de vol de lingerie et de tentative de vol (4 septembre, 23 décembre 1729)
 - la grâce pour Caterina Lantera, Giuseppe Thaone et Pietro Raibaudo (7 avril 1730, 16 mars 1731)
 - la liste des bandits à exclure des mesures de grâce, avec l'indication des crimes commis (7 octobre 1730)
 - l'ordre donné au sénat de s'occuper directement d'un bandit arrêté à Tende, après avoir tiré avec des complices sur les soldats d'un régiment royal, s'agissant de crime de lèse-majesté, alors que le sénat avait laissé l'affaire au juge ordinaire du lieu (21 juin 1730)
 - la concession au sénat de la compétence de recevoir les demandes de remise de peine en matière de délits forestiers même si les contraventions sont jugées par l'intendant sans appel (28 mars 1731)
 - le refus de remise de peine pour les complices de l'avocat Giudici, accusés du crime de faux (6 juillet 1731)
 - la grâce pour des détenus de Sospel et Dolceacqua (31 août 1731)
 - l'extradition de Jean Seillan, condamné à mort en France pour « grassazione » et homicides, accordée au parlement d'Aix pourvu qu'il la demande par lettre réquisitoire (26 octobre 1731, 15 février 1732)
 - l'expulsion des États sardes d'un prêtre qui avait permis à un contrebandier de sel de se soustraire à l'arrestation, l'abritant dans la chapelle de la Madone de Piété près de La Turbie, et ensuite de fuir (26 octobre 1731)
 - la grâce pour Ludovica Bellia et pour des condamnés de Breil et de Tende (5 septembre 1732, 27 mars 1733)
 - l'envoi à Oneglia (Oneille) du préfet de Nice pour procéder à l'enquête contre le notaire Napione, accusé de faux (13 janvier 1733)
 - la répression et la licence du port d'arme, en particulier pour les Brigasques à cause des bandits présents sur le territoire de La Brigue (26 janvier, 24 avril 1733)
 - la grâce pour des condamnés de Breil, de Contes, de San Remo, de Clans, de Peille, de La Tour, de Nice, du Moulinet et d'Apricale (21 décembre 1733, 16 avril, 6 septembre, 24 décembre 1734, 8 avril, 5 septembre, 16 décembre 1735)

- des dispositions relatives à l'extradition des bandits de l'État de Milano (Milan) (18 février 1734)
- l'arrestation d'un sujet sarde par les gardes de la gabelle de France, sur un bras du Var et l'arrestation par des gardes sardes de deux bergers français venus faire paître leurs troupeaux sur les iscles du Var (4 octobre 1734)
- l'obligation d'exprimer les motifs d'une sentence acquittant deux militaires du régiment provincial de Nice, condamné auparavant pour avoir autorisé des remplacements interdits par un édit du 3 décembre 1733 (3 octobre, 8 décembre 1735)
- des explications demandées au commandant Moccia sur sa décision de conduire deux femmes au pilori et de les exposer aux mauvais traitements du peuple (8 octobre 1735)
- des mesures contre les particuliers du hameau de Colla de San Remo, accusés d'avoir dévasté un bois de Conio, situé sur le territoire de Seborga (28 octobre 1735)
- l'intimation de l'expulsion pour le prêtre Sigismondo Cairasco de Sospel pour avoir insulté des membres de la préfecture et menacé l'excommunication (30 décembre 1735)

29/12/1717 - 10/12/1735

1 B 569

- « Regii Viglietti originali in materia criminale » (billets royaux originaux en matière criminelle), envoyés au sénat pour entérinement, (29 août 1736 - 17 août 1792), 1 registre et 1 liasse, concernant :
- la condamnation de Giambattista Boino de La Brigue aux galères perpétuelles, après avoir été marqué au feu sur le crâne, au lieu d'être exécuté, octroyée par le roi sur la requête de l'avocat fiscal général (29 août, 3 septembre 1736)
 - la délégation au sénat de Nice d'une affaire relative à la mutinerie d'un groupe de Sardes, destinés à l'armée, embarqués à Cagliari sur une tartane chargée de sel et débarqués à Terranova, sur l'île de Sardaigne, coupables d'avoir tué des membres de l'équipage (8 octobre 1736)
 - un recours du préfet de Nice au sujet des assises de 1733, ayant fait l'objet de doléances (27 février 1737)
 - l'impunité pour le gardien des prisons s'il apporte des informations sur l'affaire impliquant le médecin des prisons Passeroni fils et Francesca Maria Teresa Galleana, se disant possédée et pour cela condamnée à dix ans d'internement (10 mai, 19 juin 1737, 13 février, 24 avril 1739)
 - l'attribution au sénat de Nice du procès contre Gio. Giacomo Delpuy de Boves, accusé de « grassazione » (24 juin 1739)
 - la grâce pour Giambattista Gastaldo de Rocchetta de Dolceacqua, détenu pour « abigeato » et pour Bernardino Brigasco d'Isolabona, octroyée par le marquis de ce lieu et validée par le roi (18 septembre 1739, 13 octobre 1741)
 - l'acquiescement du vassal Ottavio Lusinge, détenu pour parjure et la grâce pour deux inculpés de Carpasio et Moltalto (19 novembre, 12, 26 décembre 1739)
 - l'attribution au juge ordinaire de Stellanello, à savoir le commissaire de Loano, du procès contre Marco Antonio Armerico coupable de fratricide (8 mars 1740)
 - l'attribution au podestat de Vernante de la cause relative aux crimes commis par des bandits de Tende, perpétrant des vols sur le territoire sarde et se réfugiant ensuite sur celui de la République de Genova (Gênes) (26 juillet 1740, 31 janvier, 27 octobre 1741)
 - le renouvellement des mesures pour vassaux et juges ne faisant pas leur travail et de la concession des primes pour inciter à l'arrestation des bandits (29 octobre, 18 novembre 1740, 21 juillet 1741)
 - la condamnation à mort d'Andrea Bassignano de Ceva accusé de « grassazione » (8, 15 avril 1741, 4 janvier 1742, 2 mai 1747)
 - l'arrestation à Oneglia (Oneille) d'Antonio Lauro de Gattières, habitant à Laigueglia, accusé de fabrication et diffusion de fausse monnaie (15 juin 1741)
 - l'attribution au sénat de Nice du procès contre Giovanni Tosello de Limone et de ses complices, accusés de vol de bétail, menaces et contrebande de sel (1er décembre 1741)
 - des dispositions concernant la procédure criminelle (19 mars 1744)
 - la condamnation à la relégation dans le fort de Villefranche pendant quatre ans pour Giovanni Ludovico Davigo, accusé d'homicide (19, 22 juin 1744)
 - l'arrestation des complices du meurtrier du curé de Saint-Dalmas de Valdeblorre (28 mai 1749)
 - les dispositions visant à freiner les pratiques scandaleuses (2 juillet 1749)
 - l'interdiction pour tout particulier de Sospel, Moulinet et Castillon de faire paître les chèvres sur leurs territoires demandée par la communauté pour protéger les alentours, déboisés lors de la guerre (29 janvier, 5 février 1751)
 - le renouvellement de l'interdiction datant de 1638 de chasser pigeons et palombes demandé par la ville de Sospel (27 juillet, 20 août 1751)
 - le paiement de la prime pour l'arrestation de bandits sur le territoire de Molini di Prelà (9 mars 1753)
 - l'expulsion des États sardes du prêtre Francesco Antonio Mella accusé de provoquer des désordres à Borgo Maro et de mener vie scandaleuse (5, 23 juillet, 5 août 1754)
 - les dispositions données en matière de rapt de jeunes filles (16 août 1754)

- l'attribution au vice-auditeur général de guerre d'un procès contre des soldats d'une compagnie de marine, sise à Villefranche, accusés de contrebande de sel et d'homicide (29 août 1755)
- la délivrance d'un sauf-conduit pour Carlo Domenico Boglion, déserteur niçois réfugié à Saint-Laurent, pour venir témoigner, sans être inquiété, dans l'affaire sur l'homicide d'Onorato Bonavia, tué près des rivages du Var (29 août 1755)
- l'acquiescement de Giuseppe Anastasio Curlando, accusé d'avoir facilité la fugue de la maison paternelle de Maria Battista Raynaldi di Falicon et la clôture, sans sentence, de l'affaire (17 octobre 1755)
- des explications pour la procédure judiciaire en matière pénale (26 octobre 1759)
- l'impunité promise à Onorato Motton de Caillan en Provence, détenu pour vols, en compensation de révélations (22 janvier 1762)
- la concession de sauf-conduits pour deux détenus permettant l'arrestation de Gio. Battista Gioanni de Saorge, condamné à la peine de mort pour homicides et coups et blessures, perpétrés sur la route entre Saorge et Breil, contenant aussi le sauf-conduit octroyé à Maurizio Pachiaudi, signé par Charles Emmanuel (29 janvier 1762)
- la commutation de la peine de dix ans de galères en bannissement des États sardes pour Carlo Ancisa, coupable de vol dans la maison du marquis Alli Maccarani (23 avril 1762)
- l'impunité pour Giambattista Pisano de Molini di Prelà accusé d'homicide pour la dénonciation de trois bandits, coupables d'homicide et coups et blessures (14 mai 1762)
- la procédure à suivre, en présence d'accusés condamnés par contumace à des peines autres que la mort et la galère, s'imposant aussi à l'Auditeur général de guerre, selon les patentes royales du 10 mars 1730 (2 février 1753)
- la suspension de la grâce pour Pietro Passadesco de Sospel, coupable de coups et blessures (3 mai 1763)
- l'impunité et la concession d'une prime pour Giovanni Buonfante et Giacomo Gioanni de Fontan ayant tué le bandit Gio. Battista Gioanni de Saorge (3 novembre 1763)
- la concession d'une prime et l'impunité pour toute personne permettant l'arrestation des auteurs de plusieurs incendies criminels perpétrés à Tende, contenant également une affiche rappelant les faits et les offres (24, 28 février, 7, 8 mars 1764)
- la saisie du vicaire général de l'évêque de Ventimiglia (Vintimille) pour établir la validité du mariage contracté par Anna Maria Dorotea Vachieri et Francesco Ascanio Vassal de Sospel (23 avril, 18, 22 juin 1765)
- des excuses présentées à l'évêque et la réclusion dans le fort de Montalban pour le conseiller de la ville de Nice Massiglia à la suite des critiques qu'il avait exprimées sur la fête de l'Immaculée Conception, acceptée par le roi, contenant également un billet des consuls de la ville portant les armoiries du premier consul Lascaris Ventimiglia, comte de Peille (10 janvier 1766)
- l'attribution au sénat de Nice des causes relatives aux galériens Pietro Brecca de Roquebillière et Pietro Gherra, accusés de sacrilège, ayant blasphémé et tenté de jeter à terre une hostie, lors de la communion (11 avril 1766, 11 mars 1769)
- l'enquête sur les désordres de Stellanello, impliquant le banquier des sels Andrea Conte, le notaire Lorenzo Giaina et le prêtre Paolo Conte (31 octobre 1766, 24 juillet, 10, 31 août 1767)
- des poursuites judiciaires à l'encontre de Carlo Lubonis de Clans, accusé de diffusion de fausse monnaie, en dépit de son appartenance à l'Église, l'avocat fiscal général affirmant qu'il ne remplissait pas les conditions pour bénéficier du privilège clérical (15 avril, 24 juillet, 13 septembre 1767)
- l'attribution au sénat de Nice d'une affaire impliquant des recrues de la Marine royale, coupables de coups et blessures à l'encontre de deux sergents du régiment provincial (2 décembre 1769)
- la suspension de la procédure à l'encontre d'un détenu, arrêté pour escroquerie et vol commis à Nice, suivi de son bannissement des États sardes (4, 11 mai 1772)
- une remise de peine, assortie du bannissement, pour Giuseppe Masnata, originaire de Voltri, mais habitant à Loano, passible de prison pour insultes, menaces et blasphèmes (30 juillet 1773)
- l'obligation pour les juges ordinaires de rédiger des notes mensuelles sur l'état des causes criminelles et de les présenter, à des dates fixes, aux préfets et ceux-ci au secrétariat du sénat, contenant également le manifeste du sénat publié à cet égard (16, 22, 26, 27 octobre 1777)
- l'obligation de saisir le sénat en présence de sentences portant peines corporelles, prononcées lors de délits forestiers, par l'intendant général, en qualité de juge et conservateur des bois et forêts, pour confirmation ou réparation (27 décembre 1774)
- l'attribution au sénat de Nice des affaires concernant des bandits de Contes et de L'Escarène, arrêtés à Savigliano, dans le ressort du sénat de Piémont, mais coupables de vols commis à Contes (28 juillet 1775)
- la faculté accordée au président en chef du sénat ou au régent d'élire un ou plusieurs avocats par les plus âgés, en tant que juges surnuméraires, pour juger dans les affaires criminelles, les sénateurs étant souvent en nombre insuffisant (16 mars 1777)
- des poursuites à l'encontre du comte Trinchieri di Venanzone (21 octobre 1777)

- l'attribution au sénat de Piémont de l'affaire concernant Domenico Carrara, accusé de vol commis à Bardineto, à Bagnasco et à Garessio (13 juillet 1778)
- des mesures spéciales pour faire face à la multiplication des « grassazione » et vols qui se commettent dans la campagne de Nice et dans la principauté d'Oneglia (5 février 1779, 2 décembre 1785)
- l'attribution au sénat de Nice des affaires relatives à Carlo Francesco Comino de Codogno, accusés de plusieurs vols d'objets précieux à Nice et à Villafalletto, dans le ressort du sénat de Piémont (12 septembre 1780)
- l'augmentation du nombre des soldats de justice des provinces d'Oneglia (Oneille) et Sospel (30 novembre 1781)
- la suspension de la procédure à l'encontre de Francesco Saverio Saisi, fils du feu le sénateur Pietro Antonio et d'Antonio Rous, coupables de coups et blessures (7 juin 1782)
- la grâce pour Antonio Magoia de Vico dans la province d'Ivrea (19 décembre 1783)
- des poursuites à l'encontre de Lazaro Sciandra et de soldats génois, accusés de menaces et désordres survenus à Testico, ainsi que de violation de la juridiction sarde (28 décembre 1785)
- la grâce pour Gio. Battista Castelli habitant à Oneglia, condamné au bannissement perpétuel, pour rixe et détention d'arme prohibée (4 juillet 1786)
- la détention dans le château de Villefranche du vassal Pietro Antonio Martini de Touët du Var, sollicitée par son beau-père, pour mettre fin à sa mauvaise conduite (15 août 1786)
- la grâce pour plusieurs prisonniers (1er septembre 1786, 21 décembre 1787)
- la suspension de la procédure à l'encontre du médecin Gio. Battista Cottalorda, coupable d'avoir séduit Devota De Vignali de Monaco et père de son enfant illégitime, s'il accepte de se marier (17 février 1789)
- la libération de Giovanni Prato et de Margherita Arnauda, accusés d'escroquerie commise à Torino (Turin) (1er septembre 1789)
- la suspension de la procédure et l'internement dans une maison de correction à l'encontre de Gio. Battista Rubero et de Giovanni Gallo, demandées par leurs proches (6 avril, septembre 1790)
- la condamnation de Giovanni Casacca, mais sans l'exemplarité de la peine, étant donné son appartenance à l'ordre des moines Capucins (2 juillet 1790)
- la destitution du poste de baile de Belvédère pour Antonio Ludovico Castelli, coupable, avec Maddalena Eusebi épouse Goiran, de pratique malhonnête et scandaleuse (8 mars 1791)
- la suspension de la procédure et l'emprisonnement dans le château de Villefranche pour Gaetano Martin, coupable d'escroqueries commises à Torino, demandés par ses parents (3 mai 1791)
- la relégation dans la citadelle d'Ivrea pour Pietro Ussino, ancien officier dans le régiment de Piémont, coupable de désertion et d'homicide du caporal Vincenzo Tabasso, commis à Puget en 1783 (27 janvier 1792)
- l'expulsion des États sarde pour l'orfèvre Vincenzo Massai de Firenze (Florence) et pour deux Français de Nîmes, accusés de discours séditieux (3 février, 23 avril 1792)
- le bannissement du territoire de Pigna pendant six mois pour les principaux auteurs des désordres survenus dans ce lieu à la suite du déplacement de la fontaine communale (11 mai 1792)
- le bannissement des États sardes et quatre mois de prison pour le marin Francesco Sebastiano, coupable de vols de tissus commis avec la complicité d'un moine augustin, tous les deux espagnols (22 juin 1792)
- la peine du bannissement au lieu de la galère pour Gio. Luigi Calvi de Nice, accusé de complicité dans la fabrication de fausse monnaie, pour la dénonciation des auteurs de « grassazione » (13 juillet 1792)
- la suspension de la procédure et l'emprisonnement pendant trois ans pour Pietro Davico, coupable de blessures causées à son épouse (3 août 1792)
- le bannissement pendant un mois et les arrêts domiciliaires pour les auteurs des désordres survenus à Villaguardia et dans l'église paroissiale, à la suite d'un différend sur les travaux de réparation de la chapelle de la Très-Sainte Croix pour l'apposition d'un tableau (17 août 1792)

29/08/1736 - 17/08/1792

1 B 570

Transcription des édits et rescrits royaux en matière criminelle, des missives du sénat, des préfets et des juges relatifs à la nomination de magistrats et à la délégation de sénateurs pour des affaires judiciaires, des remontrances de l'avocat fiscal général, des manifestes du sénat, des missives du roi et des ministres, suivie des réponses du sénat et des suppliques de particuliers (24 mai 1736 - 12 décembre 1761), 1 registre, concernant :

- l'exclusion des peines pécuniaires, dues aux officiers de justice, des mesures de grâce (24 mai 1736)
- l'arrestation de Giovanni Bottone de Berghe, hameau de Saorge, accusé de pratique scandaleuse et coups et blessures (20 septembre 1736)
- la délégation au sénat de Nice de l'affaire concernant la mutinerie des Sardes débarqués à Terranova, en Sardaigne, et coupables d'homicide de membres de l'équipage (9 octobre 1736)
- des doléances sur les assises de 1733 concernant le préfet de Nice (27 février 1737)

- l'impunité pour le gardien de la prison de Nice pour avoir dénoncé l'affaire du médecin Passeroni et de Francesca Teresa Gallean (10 mai 1737, 8-13 février, 28 avril 1739)
- des dispositions imparties par le roi à propos des vols perpétrés dans la campagne d'Oneglia (Oneille) (26 août - 12 octobre, 2 novembre 1737)
- l'arrestation de Gioachino Amoretti d'Oneglia accusé de coups et blessures (20 novembre 1737)
- des informations demandées par le sénat sur Gio. Battista Matheudi de Valdeblorre, sur Gio. Tommaso Giovanni de Saorge, accusé de coups et blessures, sur les gardes champêtres de Castelfranco, coupables de violation de juridiction, sur le vassal Giuseppe Antonio Tonduti di Peglione, ayant proféré des insultes à l'encontre du prêtre de Peillon (8 mars - 7 juillet 1738)
- l'enquête demandée par le sénat dans des affaires d'attentat à la pudeur à Perinaldo, de pratique scandaleuse à Seborga et de détention d'armes et « grassazione » imputées à Gio. Giacomo Delpuy (27 août 1738 - 5 janvier 1739, 13, 24 juin, 4 juillet 1739)
- l'arrestation de Gio. Battista Gastaldo de Rocchetta de Dolceacqua et une enquête à l'encontre des père et fils Garrelli de Lavina, pour fabrication de fausse monnaie (28 février - 20 mars, 24 juillet, 22 août, 18 septembre 1739)
- l'enquête sur un homicide commis à Tende par des bandits de Limone et des informations sur Giacinto Bottin de Peille, accusé de vols (15 juin, 1er, 18 juillet, 17 août, 10 octobre 1739, 18-26 juillet, 19 août - septembre 1740, 21, 31 janvier, 10-22 juillet, 16, 27 octobre, 25 novembre 1741 - 13 janvier 1742)
- l'évasion de détenus de la prison de Sospel et la libération du vassal Ottavio Lusinge coupable de parjure (31 octobre, 19 novembre 1739)
- des vols et extorsions imputés à Gio. Battista Scarella de Carpasio (5-26 décembre 1739)
- la délégation au podestat de Cuneo de l'affaire concernant Pietro Cordero, accusé de « grassazioni » et vols (26 janvier - 15 février 1740, 2-12 mai 1747)
- un fraticide commis dix ans auparavant par Marco Antonio Armerico dans la vallée de Stellanello, passée entre-temps sous la juridiction du sénat de Piémont (27 février - 15 mars 1740)
- l'arrestation de Luigi Brigasco d'Isolabona, coupable de pratique scandaleuse (24 mars - 1er avril 1740, 14 avril, 13-27 octobre 1741)
- des insultes proférées à l'encontre du comte Gio. Agostino Peyre della Costa par l'un de ses créanciers (20 mai 1740)
- l'enquête sur la mort par strangulation de Giacomo Clapier de Roure (2 juillet, 17 décembre 1740)
- les procédures à l'encontre d'Ignazio Penna de Breil et Giovanni David du Broc, coupables de vols, détention d'arme et menaces (15, 22 octobre 1740)
- les mesures prises par le roi, relatives aux primes pour les délateurs, afin de faciliter l'arrestation des bandits et faire baisser la criminalité, suivies d'un manifeste du sénat (29 octobre - 26 novembre 1740)
- l'arrestation d'Antonio Lauro de Gattières, coupable de diffusion de fausse monnaie, de Giovanni Tosello de Limone, de Giuseppe Orenge de Triora et de Gio. Ludovico Tardeglio de Saint-Martin-Lantosque, coupables de vols et extorsion (1er-2 mars, 5-19 mai, 9, 12-15 juin, 1er décembre 1741, 11 décembre 1750)
- des vols de bétail (abigeato) commis à L'Escarène (30 avril - 31 août 1741)
- l'exonération des frais de justice, demandée par Onorato et Pietro Antonio Lascaris Ventimiglia et Giacomo Spinelli, coseigneurs de La Brigue, en raison de la multiplicité des crimes et délits (1er juillet - 5 septembre 1741)
- l'homicide de Gaspare Rosso de Bendejun (23 septembre 1741)
- l'arrestation d'Antonio Maria Guerzo de Gazzelli pour des prétendus infractions aux bans champêtres de Chiusanico (2-3 janvier 1742)
- des informations à l'encontre de l'avocat Francesco Antonio Mella de Borgo Maro accusé de dégradations, menaces de mort et injures (24 novembre 1742)
- les plaintes de particuliers de Lavina à l'encontre de l'avocat Gio. Giacomo Demora, juge du marquisat du Maro (18 décembre 1742, 25 janvier 1743)
- des désordres lors de la réunion du parlement des habitants d'Isola imputés à Gio. Erigio Mallet (15 janvier 1743)
- le non-respect des Royales Constitutions lors de la procédure contre Ludovico Gaudino d'Aspremont, condamné pour vol (22 avril 1743, 19 mars 1744)
- l'enquête à l'encontre de Margherita Barnoina de Bairols, suspectée d'infanticide (21 juin 1743)
- un vol dans le magasin du marchand Carlone de Villefranche (9 mars 1744)
- de nouvelles dispositions prises par le roi concernant la connaissance des causes et l'administration des peines relatives à des vols d'argent de l'État (2-10 mars 1744)
- un homicide dans une taverne de Peillon et coups et blessures à Utelle (23 juin, août 1745)
- des injures et des actions visant à porter atteinte à l'honorabilité du curé de Saint-Dalmas de Valdeblorre, imputés au lieutenant-baile de ce lieu (11-25 février, 29 décembre 1746)
- des indemnités demandées à Bonifacio Rostagno de Gattières par Anna Garbiera de La Gaude pour séduction et grossesse illégitime (13 juin 1746, 5 octobre 1748, 13 février 1751)
- un homicide avec vol de bétail (abigeato) à Utelle (21 novembre 1746)

- une pratique scandaleuse à Perinaldo et une enquête à l'encontre de Ludovica Bellina de Gilette, suspectée d'infanticide (29 avril, 18 octobre - 18 décembre 1747)
- l'instigation au meurtre du prêtre de Saint-Dalmas de Valdeblorre imputée à Pietro Giuseppe Guigo (22 janvier, 5 février - 21 mars, 2 mai - 1er juin 1748, 25 janvier - 3 février, 7 mars, 28 mai 1749)
- des vols de tissus et récoltes imputés à Bartolomeo Baudo (31 janvier - 4 février 1749)
- une enquête à l'encontre d'une jeune fille de Peillon, suspectée d'infanticide (7 mars 1749)
- la condamnation au bannissement pendant cinq ans pour le patrimonial Gio. Battista Laneri de la province d'Asti (21 mars, 3 juillet 1749)
- l'audition de témoins demandée par le notaire Gio. Battista Graglia (27 mars 1749)
- l'arrestation de Clara Maria Novella épouse Pilatta de Tavole pour vie scandaleuse (4 juin 1749)
- la diffusion d'un libelle diffamatoire à l'encontre du comte de Pigna (26 juin 1749)
- des mesures pour freiner la multiplicité des pratiques scandaleuses édictées par le roi (2-12 juillet 1749)
- un vol de bétail sur le territoire entre Mendatica et Upega par des hommes armés et l'homicide du notaire de Tende et banquier des sels Gaetano Guidi (6 août - 31 octobre 1749, 10 janvier, 7 avril, 28 septembre, 5-7 décembre 1750, 5 mai, 30 octobre 1751, 14 février 1752)
- des insultes proférées par des particuliers de Touët de L'Escarène venus armés à Lucéram et coups et blessures (19 novembre 1749)
- l'arrestation du déserteur Giambattista Corniglione et coups et blessures imputés à Gioanna Emelina à Conségudes (28 novembre - 10 décembre 1749)
- des vols et coups et blessures imputés à Gio. Battista Laurenti de Sospel (1er avril, 5 mai 1750)
- des libelles diffamatoires, blasphèmes et injures adressés au curé de Rigaud et au prieur de Villeneuve-d'Entraunes (9-24 avril, 6 mai 1750)
- une « grassazione » au col d'Èze (27 avril 1750)
- l'aggravation des peines pour les particuliers de Moulinet accusés de couper et vendre des bois appartenant aux communautés de La Bollène et Lantosque (22 mai 1750)
- l'absentéisme des fonctions religieuses à Villeneuve-d'Entraunes (20 mai, 9 juin 1750)
- l'homicide de Francesco Mosso, surveillant des travaux du port de Nice et des prisons (1er août 1750)
- l'arrestation de Pietro Alberto de Sospel accusé d'évasion de la prison de Saorge, coups et blessures et menaces (29 août 1750)
- le décès, à la suite de blessures causées par une arquebuse, du curé de Villars (26 décembre 1750, 12 mars, 17-24 avril 1751)
- des doléances à l'encontre du notaire et du baile de Lantosque accusés de faux en écritures et du baile de Saorge (12 février, 20 mars 1751)
- le suicide de Ludovico Giauna de Pigna et l'homicide de Caterina Bessi épouse Goiran à Nice (13 février, 18 mai 1751)
- les dispositions contre la coupe d'arbres (3 juillet 1751)
- des vols et évasion de la prison imputés à Gio. Angelo Augiero d'Utelle et « grassazione » près de Gattières perpétrée par Andrea Faraudo de Saint-André, ainsi qu'homicide de Giaches Germano, forgeron, habitant à Scros, commis à Sigale (28 août, 23 septembre, 5, 16 octobre 1751, 28 avril 1752)
- la coupe d'arbres par des gens de Menton sur le territoire de Sainte-Agnès (19-21 janvier 1752)
- des homicides et « grassazioni » par des particuliers de Carpasio dans le marquisat du Maro et dans le comté de Prelà (12 février 1752)
- le paiement des frais d'emprisonnement et d'alimentation des prisonniers refusé par le comte de Gattières (31 janvier - 14 février 1752)
- un vol qualifié commis par un nommé Thibert dans la maison de la comtesse Claudine Marie Milliet à Annecy, réfugié à Menton (25 avril 1752)
- la contestation du juge de Lantosque Carlo Rossetti di Castelnuovo par Gio. Battista Otto, le juge étant apparenté avec le vassal Ottavio Alberti de Strada, contenant l'arbre généalogique montrant ladite parenté (9-30 mai 1752, 14 octobre - 3 novembre 1753)
- la destruction d'un canal et la dérivation des eaux imputées à des particuliers de Breil (12 juin 1752)
- des vols commis à Torria et à Tende et la permission donnée par le sénat à Giuseppe Maria Blancardi de se rendre dans le couvent de Saint-Pancrace de Lantosque, puis aux bains de Roquebillière pour y purger sa période de relégation (12-29 juillet 1752)
- l'impossibilité de comparaître devant les juges pour des raisons de santé pour le notaire Gio. Lorenzo Giauna, impliqué dans l'affaire de Stellanello (22 août, 22 décembre 1752, 20 mars, 22 mai 1753)
- l'agression d'une femme sur le territoire d'Aiglun (30 septembre 1752)
- des irrégularités et négligences commises lors de procédures criminelles par le juge de Testico et Cesio (18-27 novembre 1752)
- des incidents à Lucinasco entre Giacomo Antonio Abbo, capitaine d'une compagnie de la province d'Oneglia et le prêtre Pietro Acquarone (20 janvier 1753, 12 février 1754)
- des différends relatifs au droit d'irrigation opposant Pietro Antonio Carli de Torino à des habitants du comté de Prelà (16 février 1753)

- l'interdiction pour tout particulier, sauf les taverniers, de Tende de vendre du vin, demandée par le comte Pietro Antonio Chianea, possédant les gabelles du vin (19-27 février, 19 juin, 28 août 1753)
- la distribution de primes pour parvenir à l'arrestation de bandits de Dolcedo et d'autres pays de la République de Genova (Gênes), auteurs de plusieurs méfaits, demandée par le sénat et acceptée par le roi (26 février - 13 mars 1753)
- l'imputation de prévarication attribuée à Antonio Giacinto Alberti, juge de Sainte-Agnès (2 avril 1753, 23 août 1756)
- des offenses à la religion imputées au chirurgien Gio. Battista Grillo de Pigna (12 mai 1753)
- une pratique scandaleuse à Ville San Sebastiano (15 mai 1753)
- la vente d'un pain de mauvaise qualité et à un prix élevé, au préjudice des personnes dans le besoin, dénoncée par des particuliers de Gilette (7 juillet 1753)
- des insultes et menaces proférées à l'encontre d'un huissier de justice par des particuliers de Drap et des maçons originaires de Lugano en Suisse (14 juillet 1753)
- l'administration des biens d'un condamné de Testico, emprisonné, confiée à son beau-frère (4 août 1753, 18 janvier, 16 février, 2 juin 1754, 13 septembre 1755)
- le droit de faire paître leurs troupeaux sur les terres indivises de la ville de Sospel et de la communauté de Peille revendiqué par les frères Bianchi de Peille (20 octobre 1753)
- l'interdiction pour les particuliers de Sigale de couper des bois dans le val de Chanant et dans les territoires de Sallagriffon et Saumalonga demandée par le baron de ces lieux (3 novembre 1753)
- des plaintes à l'encontre du préfet et de l'avocat fiscal provincial de Sospel présentées lors des assises (3 novembre 1753)
- des désordres à Saorge et le viol d'une jeune fille (25 janvier 1754)
- l'aggravation des peines pour les auteurs de coupes d'arbres situés sur les rives du Var et des poursuites pour les particuliers de Rigaud, accusés de couper et ramasser des bois sur des biens-fonds privés de Puget-Rostang (16-22 mars, 17 avril 1754)
- l'apposition d'une inscription dans la chapelle de la Miséricorde de Breil, voulue par le prieur et jugée peu convenable par des confrères (16 février - 26 mars 1754)
- un vol d'argent dans une auberge de L'Escarène et des informations sur des vols d'images de la Vierge et de bétail (abigeato) commis à Belvédère (17 mai - 8 juin 1754)
- une représentation et un manifeste du sénat, ainsi qu'un billet royal, sur le rapt des jeunes filles (9-21 août 1754, 7 juin 1755)
- des contraventions aux dispositions du sénat sur l'usage des eaux des moulins à huile et à farine de La Roquette-Saint-Martin (2-4 juin 1754)
- une représentation du sénat et un billet royal concernant des homicides et rançons commis par des soldats des compagnies de marine (11-29 août 1755)
- la délivrance d'un sauf-conduit pour Carlo Domenico Boglion, déserteur niçois réfugié à Saint-Laurent, pour venir témoigner, sans être inquiété, dans l'affaire sur l'homicide d'Onorato Bonavia, tué près des rivages du Var (1er-2 septembre 1755, 19 janvier, 7 février, 5, 20 mars 1756, 1er février, 2 mai 1757)
- l'attribution à l'auditeur du marquisat de Dolceacqua de la cause relative à des Génois de Camporosso, accusés de vols d'objets de culte (2 septembre 1755)
- l'homicide de Pietro Richelmi de Pigna et le procès par contumace de Giuseppe Anastasio Curlando, accusé d'avoir facilité la fugue de la maison paternelle de Maria Battista Raynaldi di Falicon (17 septembre - 27 octobre 1755, 30 avril 1757)
- la délivrance d'un sauf-conduit pour Pietro Simiglia de San Remo, témoin d'un homicide commis à Perinaldo (16 décembre 1755)
- des informations sur de graves blessures infligées à un garçonnet de Marie par ses camarades (10 janvier 1756)
- l'attribution au préfet de Nice de tous les procès concernant Gio. Francesco Barraja de Touët de L'Escarène, auteur de vols et « grassazioni » et au juge de Pigna de l'affaire de Giacomo Pianavia, accusé de blessures (13-21 janvier 1756)
- un homicide commis dans un hameau d'Utelle attribué à Gaetano Faraudo de L'Escarène (24 février, 13 avril 1756)
- le suicide de Caterina Romana à Nice et l'homicide de Sebastiano Gazano à Perinaldo (4-10, 21 juin 1756)
- l'attribution au préfet de Sospel de l'affaire concernant Stefano Orengo de Castelfranco, dans la République de Genova (Gênes), arrêté à Pigna pour insultes (21 juin 1756)
- le transfert au château de Villefranche de soldats génois arrêtés à Loano (18 juin 1756)
- la possibilité de se défendre demeurant hors de prison pour Onorato Revello de Saorge et pour Francesca Margherita De Bernardis épouse Filippi (3 septembre, 14 novembre - 22 décembre 1756)
- la délivrance d'un sauf-conduit pour Antonio Maria Viano, complice d'un vol de bétail (abigeato) à Carpasio (6 décembre 1756)

- la séparation de ses biens dotaux de ceux de son mari, confisqués pour payer les frais judiciaires, demandée par Maria Caterina Cauvina épouse Oddo, de Touët de L'Escarène (29 avril 1757)
- l'arrestation de Domenico Pinoncelli, auteur d'une banqueroute frauduleuse, réfugié dans une église, demandée par les négociants Giuseppe Pin d'Aix et Velixandre Ollivier, établis à Oneglia (30 avril 1757)
- l'homicide de Caterina Mangiapan veuve Farauda à Saint-Jean de Villefranche par un Génois (2 mai 1757)
- des vols d'argent et objets sacrés commis à Pigna par Gio. Battista Pianavia (25 novembre 1757)
- la confiscation des biens d'Onorato Bonafede de Gattières condamné aux galères perpétuelles et l'arrestation de Gio. Battista Gilli de Clans pour vols (23 mai, 30 septembre 1758, 16 mars - 11 mai, 1er juin 1759, 8-9 mai, 14-27 juin 1760)
- la possibilité de se défendre demeurant hors de prison pour Maria Camilla Consola épouse Arnulfo de Drap, accusée de vols de lingerie et d'argent (24-28 novembre 1758)
- des violences exercées sur Gio. Battista Alberto de La Brigue, soldat du régiment provincial par deux Tendasques (3 mars 1759)
- la délivrance de sauf-conduits pour Maurizio Pachiaudi et Felice Bonfiglio de Fontan, accusés de blessures et mauvais traitements (21 août - 20 septembre 1759)
- une représentation du sénat suivie d'un billet royal sur la procédure dans l'affaire de Gio. Battista Enri-go de Nasino (24 septembre - 19 novembre 1759)
- l'attribution au sénat des affaires concernant Maria Caterina Agnese de Chiusavecchia, accusée de vols (17 décembre 1759)
- des désordres à Bardineto à l'encontre de l'archiprêtre de ce lieu (29 décembre 1759, 22 avril, 29 août 1760, 4, 24 juillet, 26 août, 11 septembre 1761)
- le procès contre Antonio Pegliasco accusé de vols au préjudice des négociants de Nice Saissi et Blavet (21 janvier 1760)
- l'attribution à l'avocat Ottavio Antonino Canalis de la mission de visiter les fiefs de Bardineto dépendant du marquis de Balestrino (9 avril 1760)
- des irrégularités dans la nomination des consuls à Loano (21 avril 1760)
- l'arrestation d'Ignazio Trucchi accusé d'escroquerie à Tende (21 avril 1760)
- des doléances proférées à l'encontre de l'avocat Gio. Francesco Cauvino, ancien juge de L'Escarène, pour irrégularités (28 mai 1760)
- la délégation au juge du marquisat du Maro pour procéder contre le détenu Bonino, accusé de « grassazioni » commises en divers lieux et mener l'enquête relative au legs de l'hoirie de feu Domenico Lavagna à l'encontre du notaire Gio. Bernardo Diana de Rezzo (9 août - 13 septembre 1760)
- des désordres et violences commis par des habitants de L'Escarène ayant saccagé un jardin du presbytère, dénoncés par le monastère de Saint-Pons, détenteur du bénéfice paroissiale du prieuré dudit lieu (27 septembre 1760, 7 décembre 1761)
- la confiscation des biens de Pietro Francesco Gazano de Moltedo inferiore, accusé d'avoir fait sortir Maurizio Giribaldi de Villaguardia, où il était réfugié, afin de le faire arrêter sur le territoire de la République de Genova (18 octobre 1760, 20 janvier 1761)
- une « grassazione » près de Rezzo, des pratiques scandaleuses imputées à Gio. Battista Rostagno de Breil et à une femme génoise, résidant à Seborga et des coupes de bois abusives à Roquebillière (8-1er décembre 1760)
- vociférations et insultes proférées dans l'église paroissiale d'Oneglia, contre le prêtre et pendant la célébration de la messe (10 décembre 1760)
- l'homicide de Gio. Battista De Guglielmi de Cesio (9 janvier 1761)
- l'arrestation de sujets génois, suspectés de préparer des crimes (17 février 1761)
- le renouvellement de l'interdiction pour les habitants de Duranus et Roccasparviera de pénétrer avec des troupeaux sur les bandites de ces lieux du 8 septembre au 25 mars de chaque année (20-23 février, 8-14 mai, 20 juin 1761)
- l'interdiction de couper des arbres et de faire paître les troupeaux sur les terrains du fief du baron Giacomo Gioffredo della Cainea faite aux habitants de Toudon, Ascros, La Caynée (Cainea), Saint-Jean-d'Aurèle, Roquestéron, Pierrefeu, Conségudes et Villars (5-9 mars 1761)
- une « grassazione » à Lavina (26 mars 1761)
- une contravention à l'interdiction de broyer les olives hors du territoire du fief dénoncée par la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina d'Eza et au manifeste du sénat défendant le pâturage sur le territoire de Breil, commise par un habitant de Penna (Piene) dans la République de Gênes (11 avril - 9 mai 1761)
- le rapt d'une jeune fille dans la campagne de Nice et une pratique scandaleuse à Lantosque (30 mai - 16 juin 1761)
- coups et blessures dans une taverne de la campagne de Nice et désordres entre les habitants des quartiers du Ray et de Saint-Étienne (15-19 juin 1761)

- la délivrance d'un sauf-conduit pour Giuseppe Mole d'Oneglia, accusé d'incendie volontaire (11 juillet 1761)
- la séparation de ses biens dotaux de ceux de son mari, confisqués pour payer les frais judiciaires, demandée par Rosa Merello épouse Dani, d'Alassio habitant à Testico (8 août 1761)
- des irrégularités dans l'exercice de ses fonctions attribuées au commissaire-juge de Loano et de la vallée de Stellanello (25, 31 août 1761)
- homicides à Touët de Beuil d'Onorato Massiera et à La Brigue du notaire Pietro Antonio Lanteri, secrétaire de la communauté (18-23 septembre, 22 octobre, 24 novembre 1761)
- l'arrestation du chirurgien de Pigna Gio. Battista Grillo, accusé de vie scandaleuse et de Maria Angela Sajeta d'Oneglia pour le même crime (17 octobre, 17 novembre 1761)
- les arrêts domiciliaires pour le négociant Giuseppe Antonio Ongran, prétendument impliqué dans le pillage de bois, chargés sur des navires dirigés à Genova (Gênes), commis par les galères de France (19 octobre 1761)
- pratique scandaleuse et grossesse illégitime à Touët de L'Escarène (20 novembre 1761)
- des vols d'argenterie attribués à un Français de Pertuis, résidant à Peille, dénoncé par des Juifs auxquels il s'était adressé pour les vendre (2 décembre 1761)
- la saisie des biens de Bernardino Peitavino d'Isolabona, arrêté pour vagabondages et détention d'armes prohibées (7-11 décembre 1761)
- la vente de vin et de comestibles, en dépit des dispositions prises par la communauté de Roquebillière de réduire le nombre des tavernes, revendiquée par Gio. Battista Daloni (27 novembre - 12 décembre 1761)

24/05/1736 - 12/12/1761

1 B 570 : Justice pénale.- Distribution des actes

- 1 B 571**
- Distribution et délégations des procès criminels aux sénateurs rapporteurs à Borgo San Dalmazzo, puis à Carmagnola (31 décembre 1792 - 21 mars 1796, 31 décembre 1792 - 12 juillet 1796), 2 cahiers
 - Transmission des actes criminels au bureau de l'avocat fiscal général et au bureau du procureur des pauvres (5 février 1793 - 13 mai 1795, 18 février 1793 - 25 juin 1795), 2 cahiers
- 31/12/1792 - 12/07/1796

1 B 571 - 579 : Justice pénale.- Procédures

- 1 B 572**
- Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :
- insultes et coups et blessures infligés par Ascanio Rochione, soldat du château de Nice, à Gio. Onorato Boiero, à Giambattista Pagliero et à Valentina Guia (11 juillet 1617), 1 cahier
 - enquête menée à Dolceacqua par le sénateur délégué Michelangelo Lascaris concernant des injures prononcées contre Madame royale, Christine de Savoie, après la prise de Cherasco en Piémont et la pendaison à Fossano du frère de l'auditeur Gio. Francesco Viterbo, imposée par le gouverneur de ce lieu, Carlo Oberto (27 avril 1643), 1 cahier
 - vol d'argent et bijoux perpétré au préjudice de Gio. Tommaso Sanseverino, dit le Napolitain, revendeur d'eau-de-vie à Nice, imputé au capitaine Marco Aurelio Anselmo de Cuneo, habitant à Nice, à Claudio Constantino et au prêtre Antonio Rosso (23 novembre 1645), 1 cahier
 - coups de couteau donnés par Pietro Robioni à Giovanni et à Ludovico Bianchi pendant qu'ils s'occupaient d'envoyer l'eau au moulin de Saint-Sauveur, les seconds l'ayant dénoncé au baile de Roure pour avoir utilisé l'eau, pour l'arrosage de ses prés, appartenant aux Bianchi (30 août 1668), 1 cahier
 - injures, coups d'arme à feu et tapages nocturnes imputés à Giovanni Ginesi de Châteauneuf-d'Entraunes, contumace (30 janvier 1672), 2 cahiers
 - blessures involontaires infligées au capitaine Paolo Giuvi par le couteau de Ludovico Ramini lors d'un repas chez le notaire et aubergiste Gio. Battista Ramini d'Isola, en présence d'Onorato Bovasso, Gio. Battista Guino et Matteo Aleco, syndics du lieu (1673), 1 cahier
 - non-paiement de la somme de 860 livres due au secrétaire du sénat pour la rétribution des sénateurs et autres officiers de justice par le notaire Antonio Ginesi, en tant que fermier de la clavairie, en remplacement de Paolo Luponis, décédé (1er avril 1678), 1 cahier
 - altercation et injures entre les époux Loques et le baile de Saint-Sauveur concernant une pièce de tissu en soie confiée aux époux par le sénat en paiement des frais de maladie dus au pharmacien de Saint-Sauveur, Spirito Emerico, par les héritiers de Gio. Francesco Girardi, ancien prieur de Saint-Sauveur (18 décembre 1680), 1 cahier

- extorsion d'argent commise par le juge Giovanni Albanelli et par le clavaire de Puget Ludovico Malbecchi aux dépens d'un groupe de jeunes gens de Saint-Étienne, menacés d'être accusés de complicité dans l'homicide de Gio. Battista Morre, pourtant perpétré par Sebastiano Isoardi, sous prétexte que la nuit du crime, le 16 juillet 1674, ils étaient dans les rues du village (19 décembre 1681), 3 cahiers
- injures lancées contre le lieutenant-juge Giovanni Albanelli de Puget par l'employé de la gabelle Andrea Papone qui, à la suite de la perte d'un mulet chargé de vin sur le chemin allant de Roure à Saint-Dalmas-le-Selvage, lui avait exposé son désir de se faire indemniser par la communauté de Roure et de demander à Antoine de Savoie de faire améliorer ledit chemin, souvent impraticable (14 septembre 1681), 1 cahier
- agression, suivie de coups et blessures, perpétrée par des particuliers de Villeneuve-d'Entraunes, dont le syndic Ludovico Arnaudo, sur des habitants du hameau appelé Riviera de Guillaumes descendus dans la « giara » du vallon dit Infernaus pour ramasser des bois laissés par le Var après de grandes pluies, affaire déléguée au lieutenant-juge de Puget Carlo Caissotti (18 avril et 22 mai 1688), 2 cahiers
- injures et menaces prononcées lors d'une altercation dans une taverne de Puget entre d'une part le chirurgien Onorato Panardi et Tomaso Rainaudo et d'autre part Antonio Valantin d'Aix, résident à Puget (24 juillet 1688), 1 cahier

11/07/1617 - 24/07/1688

1 B 573

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- accusations portées par Isabella Deloque veuve Chiaïs à l'encontre de Maria Brandi épouse Rosone pour lui avoir jeté des cendres et des charbons incandescents sur la poitrine à la sortie du four de Saint-Sauveur, contestant le partage des cendres qui avait été fait, selon l'usage du pays, en fonction du bois porté par chaque utilisateur (24 mai 1689), 1 cahier
- appropriation de récoltes, situées à Saint-Dalmas-le-Selvage et appartenant à Margherita Imberta, perpétrée par Isabella Bruny épouse Chiamino (28 juin 1689), 1 cahier
- présentation d'une fausse citation devant le juge faite par Antonio Rosso de Saint-Sauveur, affaire déléguée par le sénat au juge de Puget et val de Saint-Étienne (31 août 1690), 1 cahier
- suicide du prêtre Antonio Baudino dans la maison de son frère, le notaire Gio. Battista, à Péone, le 15 juin 1690, où il était revenu depuis quelques mois après avoir passé plusieurs années à Marseille et à Château-Gombert en tant que curé, souffrant de dépression à cause d'accusations portées sur son compte, affaire traitée d'abord par le tribunal épiscopal de Glandèves (13 septembre 1690), 1 cahier
- coups et blessures infligés à Ludovico Garnier de Puget par l'avocat Giovanni Albanelli, secondé par son fils Antonio (6 novembre 1692), 1 cahier
- déplacement de terre effectué par Giuseppe Arnaudo de Villeneuve-d'Entraunes à partir d'un bien-fonds, acheté en 1687 à Ludovico Arnaudo avec une clause de rachat, vers un autre bien-fonds situé en contre-bas (13 novembre 1694), 1 cahier
- coups et blessures infligés lors d'une dispute à Gio. Battista Anvirotty, secrétaire de Puget et commissaire pour la distribution de la viande aux régiments, par les frères Simone et Matteo Lautardi qui l'accusaient de se faire acheter pour exempter des particuliers de l'obligation de loger les militaires du régiment de Béarn, arrivé depuis peu dans le village (18 janvier 1695), 1 cahier
- injures prononcées par Anna Michelis veuve Garcin de Puget à l'encontre de Margherita Trinchiera du même lieu (2 avril 1696), 1 cahier
- enquête menée par le juge de Puget Ludovico Taya, délégué du sénat, concernant des coups et blessures et un vol de tissus commis par trois individus d'Entraunes, en juin 1696, au préjudice d'Antonio David et dans sa maison, située dans le hameau de la Gardivola (6 août 1696), 1 cahier
- vol d'une sacoche contenant de l'argent perpétré, lors de la foire de Saint-Étienne, par Giuseppe Marchisi de Carmagnola au préjudice de Sebastiano Persione de Castelmagno dans le marquisat de Saluzzo (Saluces) (28 septembre 1697), 1 cahier
- menaces de mort et injures proférées par Marcellino Esmiol de Puget à l'encontre de Pietro Pignon du même lieu, ayant été surpris pendant qu'il volait du raisin dans un vignoble, dans le quartier Comba, près de Puget, affaire jugée d'abord par le juge de Puget (2 octobre 1697), 1 cahier
- coup d'arme à feu contre d'Antonio Barrale de La Turbie par Giacomo Valletta lors d'un litige pour cause de jeu devant la chapelle Saint-Roman, construite dans le lieu dit Tenat de La Turbie, appartenant à Giulio Cesare Terrazzano et contestation de l'autorité militaire, représentant le duc de Savoie, intervenue pour empêcher la dispute, par Giulio Cesare Terrazzano et par Francesco Steffanio (9 novembre 1697), 1 cahier
- injures et menaces prononcées par Antonio David de Châteauneuf à l'encontre du juge de Puget Ludovico Taya qui l'avait fait arrêter puisqu'il refusait de témoigner dans une affaire de vol survenue quelques temps auparavant (15 novembre 1697), 1 cahier
- coupe de bois et ramassage de branches dans les Iscles du Var imputés à Angelo Bailon et à Francesco Cotto dit Manetta de Nice (17 février 1700), 1 cahier

- vol d'un mouton, destiné à l'abattoir de Monaco et appartenant à Antonio Gastaldo de La Turbie, perpétré dans le quartier de Monighetti par Domenico Bus, contumace, affaire jugée d'abord par le juge ordinaire de la baronnie de La Turbie qui condamna l'accusé au bannissement et, s'il était arrêté, à la chaîne infâme (31 mars 1700), 1 cahier

24/05/1689 - 31/03/1700

1 B 574

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- vol de couverts en argent et en vermeil dans le palais du prince de Monaco perpétré par Carlo Ludovico La Foré, fils d'un soldat au service du prince et tentative de les vendre à l'orfèvre Prioris de Nice, qui en informa le gouverneur, marquis de Caraglio, les orfèvres ne pouvant acheter aucune pièce d'argenterie sans en avertir au préalable le gouverneur, affaire jugée d'abord par le préfet de Nice qui avait condamné l'accusé au bannissement et, en cas de contravention, à la fustigation (8 avril 1702), 1 cahier

- perquisition illicite effectuée par les autorités monégasques dans une maison du Carnier, à la suite d'un vol d'argent et de vêtements, perpétré par un domestique niçois du prêtre Rostagni de Monaco au préjudice d'un domestique du sieur Bressano, originaire de Saint-André et arrestation du prétendu voleur, affaire traitée d'abord par le juge de la baronnie de La Turbie (15 juin 1703), 1 cahier

- résistance aux officiers de justice opposée par Antonio Bruno habitant à Villeneuve-d'Entraunes et syndic de ce lieu, venus dans sa maison pour exécuter une saisie à la suite d'une plainte du prieur Pietro Clari, réclamant aux particuliers une quantité plus importante de fromages, en tant que primeurs qui lui étaient dues (31 août 1715), 1 cahier

- informations prises par le préfet de Nice Gio. Battista Germano des seigneurs de Peillon, délégué par le sénat, sur la violation de la juridiction du duc de Savoie, effectuée par des officiers et soldats français appartenant au régiment du Limousin établi à Antibes, pénétrés sur le territoire de Gattières, près de la chapelle de Saint-Sébastien, afin de rattraper des déserteurs (20 février 1718), 1 cahier

- informations recueillies par le baile de La Turbie et le vice-intendant de Nice, sur la violation de juridiction perpétrée par les soldats du prince de Monaco, à la suite de la désertion d'un soldat du régiment dénommé Buonvisin, compagnie de monseigneur Siramon, de nationalité espagnole, sentinelle de la tour Saint-Antoine, qui était descendu de la dite tour et avait rejoint à la nage le vallon de Sainte-Dévote, territoire de La Turbie, où il avait été arrêté par les gardes de santé du prince et peu après pendu (24 septembre 1720), 2 cahiers

- informations prise par le baile de Buggio et de Gordale sur les coups de feu tirés par des gardes génois à l'encontre d'habitants de Buggio transitant sur la route dite delle Strae, allant de Buggio à La Brigue, à proximité des communautés de Triora et de Castelfranco (21 mai 1721), 1 cahier

- coupes d'arbres, vols de récoltes, d'outils agricoles et de volailles et dégradation de constructions, ainsi que violation de juridiction, perpétrés avec violence et menaces par plusieurs particuliers de Penna, territoire de Genova (Gênes) au préjudice d'habitants des hameaux et lieu de Breil (11 septembre 1723), 1 cahier

- arrestation et mauvais traitements infligés à Michele Canis de La Turbie, gardien de troupeau, par des particuliers de Monaco, sur l'ordre du prince, lui interdisant l'accès au vallon de Sainte-Dévote (10 janvier 1725), 1 cahier

- informations recueillies par le préfet d'Oneglia (Oneille) sur l'arrestation de Lazaro Divizia, sujet sarde, par des gardes du tribunal de Diano dans la République de Genova (Gênes) et confiscation des dix livres de sel qu'il avait achetées à Oneglia (17 mars 1727), 1 cahier

- fratricide involontaire survenu à Bonson à la suite d'une dispute entre le diacre Gio. Ludovico André et son frère Pietro Andrea, affaire jugée par le tribunal épiscopal de Glandèves, le sénat ayant décidé de surseoir, acceptant les peines infligées par le juge ecclésiastique au diacre (17 mai 1727), 1 cahier

- informations prises sur des coups d'arme à feu tirés par Pietro Magaglio à l'encontre d'habitants de Lavina qui étaient allés nettoyer les fontaines, sur ordre de la communauté, situés sur le lieu des Faelle, territoire de Lavina, à proximité des bornes signalant la frontière avec la République de Genova (Gênes) (17 août 1727), 1 cahier

08/04/1702 - 17/08/1727

1 B 575

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- rançon demandée par l'auditeur du fort de Monaco Antonio Paduani à plusieurs particuliers de La Turbie, se trouvant pour affaires à l'intérieur du fort de Monaco, afin de pouvoir sortir, surtout lorsqu'ils avaient leurs troupeaux, sous prétexte d'avoir causé des dégâts sur les fonds dits Fossignana, Cap d'Ail, Tenat et Carnier (23 septembre 1729), 2 cahiers

- blessures causées par arme prohibée par Antonio Novella (Scarella), de Glori près de Triora, à Giacomo Osenda du même lieu, lors d'une rixe à la sortie d'une taverne de Carpasio et délit de fuite, affaire jugée d'abord par le juge du marquisat du Maro (27 octobre 1729), 1 cahier

- informations recueillies par le juge de Carpasio, délégué par le sénat, sur des coups d'arquebuse tirés par des particuliers des alentours de Triora, (Luca et Francesco Cicchetto et Domenico Grillo d'Uggé et Domenico Bensa d'Agaggio), dans la République de Genova (Gênes), à l'encontre d'habitants de Carpasio dans les États sardes, à la suite de la saisie de bétail se trouvant sur le territoire de Carpasio (14 novembre 1732), 1 cahier
- incendie et dégradations volontaires d'un moulin appartenant à la communauté de Gattières et actes de malveillance à l'encontre de ladite communauté imputés à Antonio Nirasco du même lieu, adjudicataire de l'impôt extraordinaire dit « cattorseno » institué par le conseil municipal sur les grains moulus dans le moulin et sur les pains (10 novembre 1751), 1 cahier
- informations recueillies par le sénateur Randone sur des homicides, coups et blessures, menaces, pratiques scandaleuses et actes de sorcellerie imputés à plusieurs particuliers de Stellanello, dont le notaire Lorenzo Giaina, dénoncés par des lettres anonymes envoyées au ministre pour les affaires internes, comte de Saint-Laurent (mars 1753), 1 cahier
- informations prises par le juge Andrea Corporandi d'Auvare, délégué du sénat, contre divers particuliers de Rigaud accusés de coupes de bois et dégradations dans le bien-fonds de l'avocat Luigi Domenico Loques de Puget-Rostang (1765), 1 cahier
- plainte du baile de La Roquette à l'encontre des passeurs du Var, accusés de se déshabiller en présence des voyageurs, de faire du tapage dans les tavernes et de pratiquer des prix plus élevés s'étant regroupés en société (8 janvier 1766), 1 cahier
- injures à l'encontre du prêtre et maître d'école Pietro Salomone et pratiques scandaleuses imputées, entre autres, au prêtre Paolo Conte et aux notaires Lorenzo Giaina et Bartolomeo Canavero, ainsi qu'au banquier des sels Andrea Conte, accusé également de pratiquer des prix élevés et de vendre de la marchandise trafiquée, tous de la vallée de Stellanello (24 juillet 1767), 1 registre

23/09/1729 - 24/07/1767

1 B 576

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- arrestation de Ludovico Genovese dit Borgogno de Pigna, accusé d'homicide et « abigeato » sur le territoire de Saorge et réfugié dans le couvent des Frères franciscains, ayant demandé le droit d'asile (25 février 1775), 1 cahier
- coupe et dégradation d'arbres et vente du bois coupé au notaire Carlo Rossetto pour un four à chaux, en contrevention du décret du sénat de 1760 et au préjudice de la comtesse Maria Francesca Elisabetta Cortina épouse Peyre della Costa, perpétrées par Giacomo Fighiera dit Lalé et son beau-frère Gio. Maria Asso, tous d'Èze (9 novembre 1776), 1 cahier
- vols de récoltes, injures, tentative de viol et blessures par arme à feu ayant entraîné la mort de Pietro Corniglioni, soldat dans le régiment provincial de Nice, pendant la foire de Roquebillière, imputées aux frères Robini et Falchi de La Bollène, dont Carlo Falchi, condamné par contumace puis acquitté pour avoir permis l'arrestation de Lorenzo Bovo et d'autres bandits, contenant également une affiche du sénat de Torino (Turin) du 14 février 1792 condamnant Domenico et Lorenzo Bovo pour vols et « grassazioni » (11 octobre 1777), 1 cahier
- arrestation à Perinaldo, par des particuliers d'Apricale, d'Ignazio Matteudi du Moulinet mais habitant à San Remo, soupçonné de vols et de violation du territoire (14 octobre 1777), 1 cahier
- enquête sur la découverte d'une lime et de clés cachées dans le soupirail d'un mur, près du clocher de l'église Saint-François à Nice et sur un homme à l'allure suspecte (2 novembre 1777), 1 cahier
- occupation et mise en culture du lieu dénommé Orbirino appartenant à la communauté de Bardineto par des particuliers de Calizzano et en particulier Lorenzo Bianco dit le Monferrino et par la communauté de Calizzano et vente aux enchères des récoltes (15 juin 1784), 1 cahier
- tapages nocturnes et violences exercées à l'encontre de Gio. Battista Melissano, tavernier de Candiasco, pour l'obliger à ouvrir sa taverne après les heures de fermeture, ainsi qu'insultes et jets de pierre contre les fenêtres de Giorgio Melissano perpétrés par les frères Gio. Giacomo et Pasquale Dani, les frères Benedetto et Pietro Francesco Emerigo, les frères Giacomo et Domenico Gandolfo (16 juin 1781), 1 cahier
- contestation de la propriété du lieu de Feaira, disputée par la communauté de Montegrosso dans les États sardes et celle de Cosio, dans la République de Genova (Gênes) à la suite d'un incident ayant entraîné la récupération d'une vache par les habitants de Cosio (17 octobre 1782), 1 cahier
- altercation entre Cesare Maissa, curé de Saint-Martin-Lantosque, et le banquier des sels Gio. Andrea Cagnoli à la suite d'un problème survenu dans un canal desservant leurs propriétés et enquête sur l'honorabilité dudit prêtre, récusé par la communauté pour enseigner dans l'école locale mais désigné dans le testament de Ludovico Andrea Ricolfi qui avait laissé un legs à cet effet (30 mars 1787), 1 cahier
- « grassazione » suivie d'assassinat et blessures sur les personnes de Louis et Jean Raimond ou Raimondon, de la campagne de Mougins, par Emanuele Faraut dit Babarota de Saint-André, habitant à Villeneuve en Provence, arrêté au port Lympia, sur le point de prendre le bateau pour Monaco (14 juin 1787), 2 cahiers

- enquête menée par le juge ordinaire de Montegrosso, délégué par le sénat, sur une razzia de brebis perpétrée par des particuliers de Cosio, le 11 mai 1787, suivie de coups d'armes à feu à l'encontre du gardien du troupeau, sur le lieu d'Alpisella, appartenant à la communauté de Montegrosso, mais ouvert aux habitants de Cosio pour le pâturage (7 juillet 1787), 1 cahier
- menaces avec arme à feu par Tommaso Pisano de Valloria sur la personne d'Angela et sur son mari Bernardino Morraglia, à la suite de créances (28 décembre 1789), 1 cahier

25/02/1775 - 28/12/1789

1 B 577

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- coups d'arme à feu à l'encontre du soldat de justice Francesco Rambaldo qui accompagnait un huissier pour la saisie de quelques meubles chez Rosa Clerissi à l'Ariane, dans la campagne de Nice, perpétrés par Cesare Isoart dit le Grumeu, évadé des galères royales et contumace et déjà condamné pour vols et « grassazione » (20 février 1790), 1 cahier
- subornation de témoins et dépositions calomnieuses du Français Jean-Baptiste Léonard dit le Parisien à l'encontre de l'Anglais William Champion Crespigny et de ses domestiques de Nice, accusés de coups et blessures afin d'extorquer des indemnités (8 septembre 1791), 1 registre et 1 cahier
- mauvais traitements et injures prononcées lors des assises à Sigale par le juge Ludovico Isidoro Mari à l'encontre de Giovanni Michel, agriculteur dudit lieu, affaire déléguée par le sénat au préfet Leotardi di Jausselet, juge de Guillaumes (3 septembre 1791), 1 cahier
- « grassazione » aux dépens de Ludovico Bianchi, syndic de la communauté de Peille, détrossé par une bande d'hommes armés sur la route de Contes (27 avril 1792), 1 cahier
- exportation de viande sans autorisation des douanes par Giacomo Raffaelis du Broc et prétendue violation du territoire sarde, en traversant l'Esteron, près de Saint-Martin-du-Var imputée à deux soldats des douanes, Vittorio Quirico de Borgo di Po en Piémont et Francesco Cepollina, originaire de Genova (Gênes) (15 juin 1792), 1 cahier
- violence exercée par cinq caporaux du régiment du Maine, stationné dans le fort de Monaco, sur deux soldats du même régiment, les obligeant à ôter leurs habits, en vue de les pousser à désertir (13 juillet 1792), 1 cahier

20/02/1790 - 13/07/1792

1 B 578

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- affichage d'un écrit séditieux, en forme de prière, sur les portes des églises Saint-Jacques et Saint-Martin-Saint-Augustin de Nice (25 août 1792), 1 cahier
- achat d'une chasuble en or effectué par le Juif Alessandro Levi de Fossano auprès des religieuses du couvent Sante-Claire de Nice (7 septembre 1792), 1 cahier
- « grassazioni » perpétrées à l'encontre du notaire Carlo Moriez, secrétaire substitut du sénat, du médecin Trofimo Deleuse et du notaire Carlo Filippo Alisseni, sur la route près de L'Escarène et près de Levens, enquêtes débutées devant les bailes de L'Escarène et de Levens, évoquées par le sénat et confiées aux juges ordinaires pour l'instruction (18 décembre 1792), 1 registre
- blessures par arme à feu causées au capitaine des milices Giuseppe Arrigo de Vasia à la suite d'une altercation et port d'arme prohibée imputés à Antonio Bellone dit Sciorri' de Borgo d'Oneglia, contumace, déjà condamné pour homicide et évadé, affaire évoquée par le sénat et confiée au juge ordinaire de Borgo (13 février 1793), 1 registre
- vols de bois, d'outils de travail et de récoltes perpétrés par Giovanni Alberto de Nasino (6 avril 1793), 1 cahier
- vols perpétrés à Oneglia (Oneille) lors de l'occupation française par Gio. Battista Perone, Giacomo Arduino, Francesco et Carlotto Verda et incendie de la porte de la prison d'Oneglia (25 mai 1793), 1 cahier

25/08/1792 - 25/05/1793

1 B 579

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- vols de récoltes, ustensiles et bétail et port d'arme prohibée imputés à Gio. Battista Garelli de Lavina (9 septembre 1793), 1 cahier
- blessures par arme à feu lors d'une altercation, à Malaussène, par le muletier, au service des armées sardes, Giacomo San Bartolomeo, habitant à Savigliano, au préjudice d'un autre muletier, Gio. Francesco Laveran (Laverone) (7 novembre 1793), 1 cahier
- prétendus vols de récoltes sur les terres appartenant à son frère par Cristoforo Rossi, à l'instigation du syndic de Cenesi, Francesco Vignola (9 décembre 1793), 1 cahier
- arrestation à Entraunes de Louis André Gouin, garçon berger de Tartonne près de Digne, au moment où il y avait des affrontements entre les troupes sardes et françaises, étant soupçonné d'espionnage, affaire d'abord traitée par l'auditorat général de guerre de Torino (Turin) puis renvoyée devant la Délégation royale de Borgo San Dalmazzo, le juge militaire se déclarant incompétent, contenant également un passeport délivré par le maire d'Allos en 1793 (22 décembre 1793), 1 cahier

- usage de fausse monnaie par un nommé Giuseppe Becco dans le magasin de Pellegrina Bolorino veuve Porro à Loano, contenant un faux écu de Genova (Gênes) de 1792 (10 janvier 1794), 1 cahier
- homicide du négociant Gio. Battista Giordano par le soldat de justice Bartolomeo Casanova lors d'une altercation à Oneglia (Oneille) et détention d'arme prohibée (3 mars 1794), 1 cahier
- commerce de grains et autres comestibles effectué avec les Français, par l'intermédiaire de navires génois, imputé à plusieurs armateurs de Loano, dont Simone Stella, contenant notamment des pièces comptables, la correspondance adressée à Simone Stella de Marseille, Genova, Porto Maurizio (Port-Maurice) et San Remo entre janvier et décembre 1793 et un billet de navigation d'octobre 1792 délivré à Antonio Pertuso pour se rendre à Nice, Toulon et Marseille (4 avril 1794), 1 registre

09/09/1793 - 04/04/1794

1 B 580

Dossiers de procédure relatifs aux affaires suivantes :

- « abigeato » (vol de bétail) commis à Fontan par Giuseppe Ciaudano de Torino (Turin) aux dépens d'Antonio Bertelli, chef d'équipe du ravitaillement de l'armée du roi de Sardaigne (10 avril 1794), 1 cahier
- « grassazione » suivie de coups et blessures perpétrée sur la route entre Roquebillière et Saint-Martin-Lantosque le 2 mars 1794 à l'encontre de Giacomo Alfonsi de Sigale, soldat dans le régiment de Nice (16 avril 1794), 1 cahier
- vol de billets de créances des Finances royales effectué à Saint-Martin-Lantosque par le muletier Antonio Maria Viotti de Grignasco aux dépens de Bartolomeo Masino de Maggiora, muletier au service des armées, plainte présentée au Conseil de justice de Novara (5 juillet 1794), 1 cahier
- vol d'un portefeuille contenant des billets de créances des Finances royales, perpétré avec violence dans une taverne, au préjudice de Gio. Battista Farro, originaire de la province de Cuneo et tavernier à Tende, par Francesco Rosciano de la province d'Asti, Lorenzo Zanetta de la province d'Ivrea et Gio. Battista Barberis de la province d'Acqui, tous militaires dans le régiment d'Oneglia (Oneille), affaire jugée d'abord par l'Auditorat de guerre (8 juillet 1795), 1 cahier
- homicide de Gio. Cesare Bonifacio dit Cagamastra, fermier du comte Garin di Cocconato, vols et violences contre divers particuliers lors de l'arrivée des Français à Nice, le 28 septembre 1792, perpétrés par Gio. Battista Marco de Nice (12 juillet 1796), 1 registre

10/04/1794 - 12/07/1796

1 B 581 - 603: Justice pénale.- Jugements

1 B 581

- Jugements originaux en matière criminelle (21 janvier - 26 septembre 1617, 16 septembre - 18 décembre 1631, 28 janvier 1633, 10 janvier 1690 - 22 décembre 1692, 30 janvier 1704 - 15 décembre 1708, 8 février 1710 - 14 décembre 1712), 1 liasse

21/01/1617 - 14/12/1712

1 B 582

- Jugements originaux en matière criminelle (15 juillet 1713 - 12 décembre 1719, 15 janvier - 10 décembre 1721, 17 janvier 1736 - 24 mai 1737), 1 liasse et 1 registre

15/07/1713 - 24/05/1737

1 B 583

- Jugements originaux en matière criminelle (13 juillet 1737 - 20 novembre 1739, 11 décembre 1739 - 19 décembre 1741, 3 janvier 1742 - 12 septembre 1746), 3 registres

13/07/1737 - 12/09/1746

1 B 584

- Jugements originaux en matière criminelle (3 décembre 1746 - 15 avril 1751, 26 avril 1751 - 3 juin 1752), 2 registres

03/12/1746 - 03/06/1752

1 B 585

- Jugements originaux en matière criminelle (31 mai 1754 - 30 décembre 1757), 1 liasse

31/05/1754 - 30/12/1757

1 B 586

- Jugements originaux en matière criminelle (3 janvier 1758 - 18 octobre 1760), 2 registres et 1 cahier

03/01/1758 - 18/10/1760

1 B 587

- Jugements originaux en matière criminelle (18 octobre 1760 - 19 décembre 1763), 4 cahiers et 1 registre

18/10/1760 - 19/12/1763

- 1 B 588** - Jugements originaux en matière criminelle, folios 1 à 663 (14 janvier 1766 - 12 juin 1781), 1 registre
14/01/1766 - 12/06/1781
- 1 B 589** - Jugements originaux en matière criminelle, folios 664 à 811, 829 à 1035 (18 juin 1781 - 26 août 1783, 25 novembre 1783 - 24 mars 1787), 2 registres et 1 cahier
18/06/1781 - 24/03/1787
- 1 B 590** - Jugements originaux en matière criminelle, folios 1035 à 1460 (26 mars 1787 - 12 juillet 1796), 1 liasse
26/03/1787 - 12/07/1796
- 1 B 591** - Transcription des jugements en matière criminelle, contenant notamment la sentence prise à l'encontre du comte de Beuil Annibale Grimaldi et de son fils Andrea du 2 janvier 1621 (18 janvier 1617 - 22 décembre 1622), 1 registre
18/01/1617 - 22/12/1622
- 1 B 592** - Transcription des jugements en matière criminelle (21 janvier 1623 - 23 décembre 1630), 1 registre
21/01/1623 - 23/12/1630
- 1 B 593** - Transcription des jugements en matière criminelle (9 janvier 1641 - 3 août 1645), 1 registre
09/01/1641 - 03/08/1645
- 1 B 594** - Transcription des jugements en matière criminelle (19 janvier 1656 - 19 décembre 1671), 1 registre
19/01/1656 - 19/12/1671
- 1 B 595** - Transcription des jugements en matière criminelle (9 janvier 1672 - 19 décembre 1684), 1 registre
09/01/1672 - 19/12/1684
- 1 B 596** - Transcription des jugements en matière criminelle (10 janvier 1685 - 27 avril 1700, 10 janvier 1708 - 20 décembre 1720), 1 registre
10/01/1685 - 20/12/1720
- 1 B 597** - Transcription des jugements en matière criminelle (17 janvier 1736 - 20 avril 1742), 1 registre
17/01/1736 - 20/04/1742
- 1 B 598** - Transcription des jugements en matière criminelle (8 mai 1742 - 30 décembre 1757), 1 registre
08/05/1742 - 30/12/1757
- 1 B 599** - Transcription des jugements en matière criminelle (3 janvier 1758 - 19 décembre 1763), 1 registre
03/01/1758 - 19/12/1763
- 1 B 600** - Transcription des jugements en matière criminelle (7 janvier 1764 - 23 décembre 1765), 1 registre
07/01/1764 - 23/12/1765
- 1 B 601** - Transcription des jugements en matière criminelle (30 septembre 1769 - 21 février 1772, 10 décembre 1773 - 18 février 1774, 30 septembre 1774 - 31 mars 1775, 12 septembre - 15 décembre 1777, 29 mai 1778 - 24 juillet 1779, 13 mars 1780), 6 cahiers et 1 pièce
30/09/1769 - 14/03/1780
- 1 B 602** - Transcription des jugements en matière criminelle (12 janvier 1781 - 23 décembre 1791), 1 registre et 1 liasse
12/01/1781 - 23/12/1791
- 1 B 603** - Transcription des jugements en matière criminelle (3 janvier 1792 - 12 juillet 1796), 1 registre
- Transcription des sentences en matière criminelle concernant la communauté de Bardinetto (20-21 mars 1759), 1 cahier
- Note des sentences criminelles prononcées par la Délégation Royale de Borgo San Dalmazzo pour crimes politiques, avec l'indication des coupables, leurs provenance, inculpation et peine, suivie d'un état nominatif des graciés et d'un état nominatif des comptables ayant la responsabilité de l'argent et des entrepôts pendant la guerre, en vertu des patentes royales du 21 janvier 1794 (9 mars 1793 - 16 juillet 1796), 1 cahier
20/03/1759 - 16/07/1796

1 B 604 : Justice pénale.- Ordonnances

- 1 B 604** - Ordonnances criminelles rendues à Borgo San Dalmazzo, puis à Carmagnola (31 décembre 1792 - 16 août 1796), 1 cahier
- Transmission faite par les secrétaires du sénat Gio. Ludovico et Onorato Clary au secrétaire de l'Intendance de Nice de notes concernant des justiciables condamnés, au civil et au criminel, à des peines pécuniaires, avec indication des dates des sentences, des noms des justiciables, du montant des amendes et parfois du motif de l'inculpation (13 juin 1736 - 2 juillet 1792), 1 cahier

13/06/1736 - 16/08/1796

1 B 605 - 606 : Justice pénale.- Recours

- 1 B 605** - Recours en matière criminelle. - Requêtes, conclusions de l'avocat fiscal général, extraits des registres de catholicité, actes notariés, décrets du sénat, pièces comptables, contenant notamment la requête présentée par des paysans de Bestagno visant à obtenir la prime promise pour l'arrestation de bandits, l'audition des témoins au sujet de la « grassazione » perpétrée sur le territoire de Berre aux dépens de Gio. Pietro Fulconis et un reçu de la confrérie de la Miséricorde de Torino (Turin) attestant le paiement d'un droit pour la grâce octroyée par le roi à Gio. Pietro et Antonio Glena de Sainte-Agnès, représentant la tête décapitée de Saint-Jean-Baptiste et les lettres patentes du roi du 8 janvier 1790 (29 avril 1757 - 25 février 1792), 1 liasse

29/04/1757 - 25/02/1792

- 1 B 606** - Transcription des requêtes et recours des justiciables, des remontrances et des conclusions de l'avocat fiscal général, des rescrits du sénat, des notes de frais, concernant notamment la requête du directeur des frontières de La Turbie faisant état d'une violation de juridiction perpétrée par des officiers du régiment des chasseurs de Provence, situés à Monaco, la lettre de l'auditeur de Dolceacqua au sujet de l'arrestation de bandits génois sur le territoire de Perinaldo et Apricale et une remontrance relative à l'exportation illicite de viande de veau entre Saint-Martin-du-Var et Le Broc (12 septembre 1791 - 10 février 1794), 1 registre

12/09/1791 - 10/02/1794

1 B 607 - 610 : Remises de peine

- 1 B 607** - Patentes royales originales octroyant des mesures de grâce et de remise de peine, suppliques (23 mars 1736 - 1er septembre 1792), 1 registre et 2 cahiers

23/03/1736 - 01/09/1792

- 1 B 608** - Transcription des lettres patentes ou billets royaux accordant la grâce, des missives du duc de Savoie et du Grand chancelier, des suppliques des particuliers, des licences du port d'armes prohibées, contenant notamment des listes nominatives des personnes autorisées à porter ces armes, une supplique présentée par le patrimonial général relative à l'annulation de la grâce octroyée à Andrea Grimaldi, fils d'Annibale, ancien baron de Beuil (4 août 1649 - 25 décembre 1653), 1 registre

04/08/1649 - 25/12/1653

- 1 B 609** - Transcription des lettres et des édits des princes, des ordonnances du sénat et des suppliques de particuliers, concernant notamment la concession de grâces ou remises de peine, l'autorisation du port d'arme, la nomination du médecin des prisons et l'admission sur la liste des condamnés susceptibles de libération, demandée par la confrérie du Saint-Sépulcre de Nice selon un ancien privilège (4 octobre 1679 - 8 mai 1692), 1 registre
- Transcription de la supplique présentée par Giuseppe Bellone de Fossano, condamné par la Délégation royale de Borgo San Dalmazzo le 4 août 1794 pour fabrication et diffusion de fausse monnaie, afin d'obtenir la grâce, des conclusions du substitut de l'avocat fiscal général et des lettres d'admission à la remise de peine (10-22 décembre 1796), 1 cahier

04/10/1679 - 22/12/1796

- 1 B 610** - Actes de soumission et caution présentés par des condamnés ayant bénéficié de mesures de grâce ou de remise de peine (18 janvier 1766 - 31 juillet 1781, 4 août 1781 - 23 septembre 1792, 25 juin - 24 juillet 1814), 1 registre et 1 cahier
- Actes de soumission (23 septembre 1773 - 26 avril 1792, 31 octobre 1793 - 11 mars 1794), 1 registre et 2 cahiers

18/01/1766 - 24/07/1814

INDEX DES LIEUX

A

ACQUETICO
1 B 187, 199

ACQUI
1 B 580

AGAGGIO
1 B 203, 575

AGRIGENTO
1 B 160

AIGLUN
1 B 168, 174, 176, 185, 277, 322, 363, 368, 570

AISONE
1 B 168, 296

AIX-EN-PROVENCE
1 B 160, 162, 163, 169, 171, 185, 187, 218, 221, 370, 371, 568, 570, 572

ALASSIO
1 B 154, 155, 156, 363, 390, 570

ALBA
1 B 214

ALBENGA
1 B 145, 148, 171, 172, 185, 187, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 409

ALESSANDRIA
1 B 146, 154

ALGHERO
1 B 389

ALLOS
1 B 144, 162, 170, 219, 302, 303, 411, 449, 579

AMIENS
1 B 371

AMIRAT
1 B 210

AMSTERDAM
1 B 146, 154, 286

ANDAGNA
1 B 203

ANDORA
1 B 186, 187, 200, 203

ANNECY
1 B 570

ANNOT
1 B 173, 211, 216, 370, 453

ANTIBES
1 B 168, 185, 300, 359, 574

APRICALE
1 B 148, 158, 160, 164, 166, 172, 176, 177, 185, 187, 198, 205, 210, 211, 220, 221, 262, 270, 277, 292, 405, 568, 576, 606

AQUILA
1 B 187

ARENTINO
1 B 210

ARGENTERA
1 B 168

ARLES
1 B 213, 217, 218, 264, 307

ARNASCO
1 B 146, 180, 181, 182, 185, 187, 445

ARVEGLIO
1 B 187

ASCROS

1 B 160, 161, 163, 172, 180, 214, 218, 220, 244, 257, 272, 328, 333, 365, 396, 423, 570

ASPREMONT
1 B 155, 156, 158, 159, 160, 161, 163, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 205, 210, 211, 216, 218, 219, 235, 239, 244, 265, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 277, 278, 279, 280, 282, 284, 289, 292, 293, 356, 365, 377, 387, 388, 389, 397, 398, 407, 427, 432, 434, 435, 437, 438, 449, 452, 570

ASTI,
1 B 154, 162, 174, 178, 221, 241, 242, 387, 440, 570, 580

AURIGO
1 B 145, 148, 178, 213, 217, 220, 280

AUVARE
1 B 179, 182, 183, 215, 216, 272

AVIGNON
1 B 166, 169, 170, 171, 172, 187, 205, 206, 210, 215, 217, 218, 219, 233, 292

B

BACCELIGA
1 B 187

BADALUCCO
1 B 199

BAGNASCO
1 B 166, 569

BAGNOLS
1 B 162

BAIARDO
1 B 185, 187, 198, 277

BAIROLS
1 B 163, 168, 174, 207, 211, 212, 220, 278, 570

BALESTRINO
1 B 146, 181, 182, 185, 187, 198, 199, 211, 214, 217, 218, 261, 274, 279, 292, 412, 570

BANNOCH
1 B 173

BARCELONNETTE
1 B 144, 145, 158, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 185, 219, 237, 266, 294, 296, 301, 302, 303, 308, 309, 310, 311, 411, 449

BARDINETO
1 B 146, 159, 179, 181, 182, 185, 186, 187, 198, 214, 218, 257, 258, 272, 279, 281, 370, 569, 570, 576, 603

BARDO
1 B 145

BAR-SUR-LOUP (LE)
1 B 185, 332, 425

BASTIA
1 B 187

BELVÉDÈRE
1 B 158, 164, 170, 179, 209, 214, 215, 273, 279, 360, 406, 409, 569, 570

BENDEJUN
1 B 176, 180, 181, 182, 217, 238, 378, 570

BENEVAGIENNA
1 B 218

BERNE
1 B 186

BERRE-DES-ALPES
1 B 146, 171, 176, 177, 179, 180, 197, 205, 215, 245, 268, 270, 275, 336, 338, 340, 360, 446, 452, 605

BERSEZIO

1 B 162, 163, 168, 294, 449
BESTAGNO
 1 B 160, 166, 174, 198, 211, 214, 216, 268, 269, 276, 359, 376, 605
BEUIL
 1 B 163, 164, 165, 166, 168, 172, 174, 177, 205, 207, 209, 211, 220,
 278, 300, 314, 368, 383, 403, 449, 517, 591, 608, 609
BEVAGNA
 1 B 207
BEZAUDUN
 1 B 302
BIELLA
 1 B 155, 160, 164, 250, 254
BIOT
 1 B 211
BLAUSASC
 1 B 172, 207, 381, 396
BOLLÈNE-VÉSUBIE (LA)
 1 B 159, 161, 162, 164, 170, 185, 206, 217, 219, 237, 246, 272, 279,
 282, 312, 313, 570, 576
BOLZANO
 1 B 459
BONSON
 1 B 154, 160, 161, 164, 168, 170, 172, 175, 208, 211, 215, 216, 220,
 221, 235, 272, 303, 304, 322, 396, 574
BORDEAUX
 1 B 373
BORDIGHERA
 1 B 185, 186
BORGHETTO
 1 B 159, 185, 201
BORGO
 1 B 198, 276
BORGO DI PO
 1 B 577
BORGO D'ONEGLIA
 1 B 163, 165, 166, 173, 177, 187, 209, 213, 214, 215, 216, 218, 404,
 441, 442, 445, 578
BORGO SAN DALMAZZO
 1 B 144, 148, 410, 564, 571, 579, 603, 604, 609
BORGOMARO
 1 B 159, 160, 175, 185, 206, 209, 212, 216, 217, 218, 220, 221, 266,
 269, 281, 285, 346, 359, 369, 372, 384, 388, 393, 403, 440, 452,
 569, 570
BORGORATTO
 1 B 153, 154, 155, 160, 208, 210, 214, 215, 216, 264
BOURG-SAINT-MAURICE
 1 B 158
BOUYON
 1 B 159, 163, 175, 178, 209, 219, 237, 240, 242, 274, 295, 304, 306,
 339, 415, 419
BOVES
 1 B 172, 569
BRÀ
 1 B 174, 275
BRÉGANÇON
 1 B 167
BREIL-SUR-ROYA
 1 B 153, 154, 158, 160, 162, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 175,
 178, 179, 186, 205, 209, 211, 213, 214, 215, 216, 218, 219, 235,
 238, 239, 240, 245, 278, 282, 295, 317, 342, 368, 374, 399, 446, 568,
 569, 570
BRESCIA
 1 B 162
BREST
 1 B 218
BRIGNOLES
 1 B 186, 218
BRIGUE (LA)
 1 B 148, 154, 155, 157, 158, 159, 160, 161, 163, 166, 168, 171, 177,
 178, 179, 183, 184, 185, 187, 198, 206, 207, 208, 209, 210, 211,
 212, 213, 214, 215, 216, 218, 219, 220, 221, 235, 244, 253, 256,
 259, 262, 266, 270, 273, 274, 275, 276, 278, 279, 285, 294, 295,
 298, 299, 304, 334, 336, 363, 367, 370, 381, 384, 389, 393, 400,
 405, 446, 449, 453, 568, 569, 570, 574
BROC (LE)
 1 B 172, 185, 187, 219, 235, 373, 378, 400, 403, 570, 577, 606
BRUXELLES
 1 B 414, 457
BUGGIO

1 B 145, 179, 183, 185, 202, 205, 209, 213, 214, 284, 350, 362, 386,
 574
BUSCA
 1 B 168, 171

C

CADIX
 1 B 325
CAGLIARI
 1 B 148, 405, 422, 424, 569
CAGNES-SUR-MER
 1 B 161, 172, 377, 452
CAILLAN
 1 B 569
CAIRO
 1 B 213
CALDERARA
 1 B 185, 187, 200, 203
CALIZZANO
 1 B 185, 186, 187, 198, 576
CALLAS
 1 B 448
CAMOGLI
 1 B 384
CAMPOROSSO
 1 B 148, 186, 187, 200, 570
CANDEASCO
 1 B 148, 175, 219, 280, 285, 336, 372, 450, 576
CANDIE
 1 B 180
CANELLI
 1 B 162
CANNET (LE)
 1 B 377
CANTARON
 1 B 177, 437, 568
CAP-D'AIL
 1 B 184, 185, 285, 575
CAPRAUNA
 1 B 146
CAPRIATA
 1 B 213
CARAVONICA
 1 B 154, 183, 208, 210, 213, 215, 216, 217, 220, 264, 348
CARCASSONNE
 1 B 267, 293
CARMAGNOLA
 1 B 144, 148, 161, 564, 571, 573, 604
CARPASIO
 1 B 148, 154, 155, 156, 174, 177, 180,, 185, 187, 199, 211, 212, 221,
 569, 570, 575
CARPE
 1 B 146, 181, 182, 85, 187, 199, 211, 217, 218
CARPENTRAS
 1 B 265
CARROS
 1 B 157, 185, 362, 365, 398, 399
CARTARI
 1 B 203
CASALE
 1 B 76, 132, 174, 265, 359
CASANUOVA
 1 B 187
CASTELBIANCO
 1 B 187, 201
CASTELFRANCO
 1 B 172, 185, 186, 187, 202, 570, 574
CASTELLANE
 1 B 314, 459
CASTELLAR
 1 B 145, 159, 160, 161, 168, 171, 174, 177, 178, 179, 199, 205, 211,
 215, 221, 236, 252, 272, 278, 294, 302, 381, 387, 568
CASTELLET
 1 B 168
CASTELMAGNO
 1 B 573
CASTELVECCHIO

1 B 148, 160, 163, 165, 166, 173, 179, 184, 199, 208, 210, 213, 217,
220, 221, 283, 362, 381, 439, 440, 441
CASTILLON
1 B 154, 160, 171, 179, 180, 183, 210, 214, 265, 272, 280, 568, 569
CATEAU-CAMBRÉSIS
1 B 55
CENESI
1 B 146, 181, 182, 185, 187, 199, 210, 213, 579
CENOVA
1 B 165, 187, 199, 210, 211, 218
CERIOIA
1 B 174
CERVERE
1 B 164
CESENA
1 B 221
CESIO
1 B 146, 183, 184, 200, 216, 267, 453, 570
CEVA
1 B 162, 440, 569
CHAMBÉRY
1 B 173, 243, 337
CHARLEROI
1 B 169
CHÂTEAU-GOMBERT
1 B 573
CHÂTEAUNEUF-D'ENTRAUNES
1 B 155, 160, 163, 168, 170, 172, 208, 210, 211, 212, 218, 272, 276,
277, 293, 406, 572, 573
CHÂTEAUNEUF-VILLEVEILLE
1 B 167, 168, 170, 171, 177, 178, 180, 181, 182, 183, 184, 206, 217,
218, 219, 234, 235, 268, 270, 272, 275, 277, 279, 285, 305, 306,
314, 323, 324, 327, 338, 339, 361, 428, 437, 568
CHÂTEAUREDON
1 B 360, 370
CHERASCO
1 B 173, 572
CHIUSANICO
1 B 153, 154, 159, 160, 165, 173, 175, 200, 206, 207, 213, 214, 215,
216, 218, 220, 283, 346, 371, 381, 396, 449, 570
CHIUSAVECCHIA
1 B 148, 159, 162, 171, 179, 210, 218, 282, 346, 389, 570
CIPières
1 B 186
CLANS
1 B 146, 154, 166, 173, 177, 183, 209, 210, 213, 219, 220, 233, 239,
266, 268, 269, 276, 279, 292, 348, 359, 389, 399, 449, 454, 568,
569, 570
COARAZE
1 B 148, 160, 164, 165, 170, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 206, 218,
219, 253, 262, 266, 268, 273, 283, 296, 299, 306, 319, 368, 398,
568
CODOGNO
1 B 569
COGOLETO
1 B 435
COLLIOURE
1 B 300
COLMAR
1 B 154
COLOMARS
1 B 294
COLOMAS
1 B 218
COMO
1 B 185
CONDAMINE-CHATELARD (LA)
1 B 144
CONIO
1 B 148, 163, 172, 210, 214, 216, 217, 264, 348, 400, 409, 442, 568
CONSÉGUDES
1 B 175, 176, 178, 209, 219, 235, 240, 242, 257, 570
CONTES
1 B 158, 160, 164, 166, 167, 170, 171, 174, 175, 180, 182, 205, 208,
216, 217, 218, 220, 235, 236, 238, 268, 275, 285, 317, 322, 328,
333, 336, 338, 339, 348, 376, 383, 394, 395, 410, 418, 419, 425,
428, 437, 452, 457, 568, 569, 577
CORTANZE
1 B 163

COSIO
1 B 145, 174, 185, 186, 187, 201, 204, 216, 259, 576
COSTA D'ONEGLIA
1 B 148, 165, 166, 167, 168, 170, 173, 200, 210, 215, 216, 217, 266,
439, 442
CRAON
1 B 186
CRESCENTINO
1 B 458
CROIX (LA)
1 B 159, 182, 183, 213, 217, 272, 278, 280, 283, 293, 568
CUÉBRIS
1 B 172, 185, 216, 235, 256, 272, 281, 292
CUNEO
1 B 148, 154, 159, 162, 163, 166, 170, 172, 173, 178, 179, 180, 207,
240, 277, 285, 295, 323, 324, 440, 570, 572, 580
CURENNA
1 B 187

D

DALUIS
1 B 180, 182, 217, 272
D'ENTRAUNES
1 B 210
DIANO
1 B 185
DIANO CASTELLO
1 B 201, 203, 362, 444, 574
DIGNE-LES-BAINS
1 B 164, 185, 384, 579
DOGLIANI
1 B 163, 234
DOLCEACQUA
1 B 140, 146, 148, 153, 155, 157, 158, 159, 160, 164, 165, 166, 167,
168, 169, 170, 172, 173, 174, 175, 177, 179, 180, 185, 186, 187,
200, 206, 209, 211, 213, 217, 220, 221, 235, 263, 270, 273, 276,
277, 279, 282, 292, 299, 300, 372, 380, 386, 568, 569, 570, 572,
606
DOLCEDO
1 B 185, 186, 187, 204, 570
DRAGUIGNAN
1 B 168, 180, 236, 277
DRAP
1 B 158, 170, 174, 177, 180, 181, 217, 266, 272, 278, 284, 368, 397,
424, 570
DRONERO
1 B 174
DURANUS
1 B 177, 179, 181, 211, 265, 278, 279, 292, 295, 296, 299, 303, 306,
314, 318, 363, 570

E

EMBRUN
1 B 169, 170, 171, 172, 205, 219, 220, 221, 233, 411
ENTRACQUE
1 B 446
ENTRAUNES
1 B 141, 159, 160, 162, 163, 167, 168, 171, 172, 175, 209, 210, 211,
212, 215, 217, 220, 221, 294, 321, 387, 391, 398, 408, 414, 429,
573, 579
ENTREVAUX
1 B 145, 146, 172, 186, 196, 221, 292, 306, 398
ERLI
1 B 187
ESCARÈNE (L')
1 B 142, 145, 155, 159, 160, 161, 162, 170, 171, 174, 177, 180, 207,
220, 239, 254, 270, 273, 275, 276, 278, 281, 282, 290, 292, 313,
361, 363, 368, 372, 434, 446, 569, 570, 578
EVIAN
1 B 244
ÈZE
1 B 160, 161, 168, 170, 173, 174, 177, 178, 179, 181, 185, 207, 208,
210, 211, 216, 218, 257, 258, 268, 272, 276, 277, 279, 280, 281,
295, 299, 303, 304, 307, 313, 315, 317, 321, 334, 370, 385, 394,
401, 409, 415, 425, 434, 449, 567, 568, 570, 576

F

FALICON
1 B 154, 160, 171, 176, 177, 179, 180, 182, 208, 219, 220, 237, 238,
265, 275, 277, 292, 315, 318, 339, 381, 413, 450
FAUCON-DE-BARCELONNETTE
1 B 219
FAYENCE
1 B 161
FERRES (LES)
1 B 163, 175, 176, 209, 210, 211, 219, 240, 295, 369, 425
FINALE LIGURE
1 B 157, 185, 198, 221, 399
FIRENZE
1 B 569
FLORIDE
1 B 158
FONTAN
1 B 207, 569, 570, 580
FONTENAY
1 B 146, 154
FORCALQUIER
1 B 214
FOSSANO
1 B 146, 159, 165, 174, 238, 423, 572, 578, 609

G

GARDANNE
1 B 162
GARESSIO
1 B 174, 256, 569
GARLEDA
1 B 146, 148, 158, 185, 187, 200, 210, 211, 213, 214, 216
GARS
1 B 213
GATTIÈRES
1 B 145, 154, 162, 173, 176, 184, 185, 207, 209, 210, 211, 219, 220,
221, 252, 298, 402, 569, 570, 574, 575
GAUDE (LA)
1 B 570
GAZZELLI
1 B 148, 158, 165, 173, 179, 200, 206, 207, 211, 216, 220, 410, 439,
458
570
GENÈVE
1 B 179, 245
GENOVA
1 B 144, 145, 148, 158, 160, 170, 172, 173, 179, 181, 185, 186, 187,
198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 208, 210, 213, 214, 215,
216, 217, 219, 243, 245, 257, 275, 277, 313, 349, 360, 372, 374,
376, 380, 384, 390, 394, 402, 404, 412, 433, 439, 441, 446, 450,
454, 457, 569, 570, 574, 575, 576, 577, 579
GERA
1 B 145
GHERSI
1 B 443
GILETTE
1 B 160, 166, 175, 176, 181, 183, 205, 208, 210, 211, 214, 217, 219,
221, 239, 261, 265, 270, 272, 273, 280, 285, 294, 301, 303, 306,
312, 373, 378, 396, 435, 570
GINESTRO
1 B 204
GLANDÈVES
1 B 144, 145, 155, 159, 160, 161, 170, 171, 172, 205, 208, 209, 210,
211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 219, 220, 221, 233, 269, 270,
271, 280, 281, 283, 293, 295, 298, 306, 313, 314, 318, 367, 376,
531, 573, 574
GLORI
1 B 185
GORBIO
1 B 154, 156, 158, 168, 179, 180, 187, 209, 211, 212, 215, 218, 220,
234, 237, 240, 254, 262, 263, 264, 270, 281, 292, 300, 342, 346,
365, 368, 383, 568
GORDALE
1 B 183, 350, 362, 574
GOVONE
1 B 170
GRAGLIA

1 B 160
GRANILE
1 B 213
GRASSE
1 B 159, 174, 186, 187, 219, 238, 241, 242, 244, 301, 347, 380, 388,
421, 451, 452
GRAVELLONA PIEVE D'OMEGNA
1 B 4477
GRIGNASCO
1 B 580
GUASTALLA
1 B 145
GUBBIO
1 B 210
GUILLAUMES
1 B 141, 146, 155, 157, 159, 172, 185, 196, 210, 211, 215, 216, 217,
259, 262, 271, 272, 283, 396, 406, 438, 572, 577

H

HAITI
1 B 373
HAMBOURG
1 B 371
HEIDELBERG
1 B 169

I

ILONSE
1 B 158, 163, 174, 176, 180, 206, 234, 236, 293, 387
ISLE-SUR-LA SORGUE
1 B 186
ISOLA
1 B 170, 171, 175, 176, 177, 180, 181, 205, 208, 213, 215, 217, 220,
238, 262, 276, 335, 338, 570
572
ISOLABONA
1 B 154, 166, 172, 176, 177, 213, 214, 215, 218, 270, 271, 276, 292,
569, 570
IVREA
1 B 569, 580

J

JAUSIERS
1 B 144, 162, 170, 301

L

LAIGUEGLIA
1 B 569
LANTOSQUE
1 B 140, 147, 154, 159, 160, 161, 162, 163, 165, 168, 169, 171, 174,
179, 180, 205, 207, 209, 210, 213, 216, 217, 220, 234, 239, 268,
278, 282, 313, 368, 379, 388, 406, 433, 455, 570
LARCHE
1 B 144
LARZENO
1 B 203, 210, 211, 215, 264, 348, 380
LAUSANNE
1 B 164
402
LAUZET-UBAYE (LE)
1 B 144, 411
LAVINA
1 B 177, 185, 187, 206, 216, 440, 570, 574, 579
LÉRINS
1 B 171, 172, 209, 217, 219
LEVENS
1 B 154, 164, 165, 166, 168, 172, 175, 176, 177, 178, 180, 181, 184,
212, 213, 214, 215, 216, 219, 220, 235, 242, 244, 260, 261, 270,
282, 283, 314, 356, 372, 376, 379, 389, 390, 401, 405, 435, 450,
578
LIEUCHE
1 B 148, 163, 165, 173, 175, 176, 179, 210, 220, 272
LIGO
1 B 187
LIMONE
1 B 172, 256, 294, 569, 570
LIVERPOOL

1 B 244
LIVORNO
1 B 154, 360, 371, 452, 457
LOANO
1 B 146, 148, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 181, 184, 185, 187, 200,
210, 211, 214, 215, 216, 217, 218, 259, 262, 272, 281, 293, 373,
387, 403, 404, 405, 408, 412, 443, 444, 445, 569, 570, 579
LONDRES
1 B 453, 457
LORGUES
1 B 186
LUCÉRAM
1 B 155, 158, 165, 170, 171, 176, 177, 180, 185, 207, 211, 213, 214,
215, 216, 217, 218, 219, 220, 235, 237, 240, 241, 259, 260, 261,
262, 263, 268, 269, 271, 272, 273, 275, 278, 281, 282, 284, 293,
295, 296, 303, 306, 335, 337, 338, 346, 361, 395, 406, 438, 446,
454, 570
LUCERNE
1 B 168
LUCINASCO
1 B 148, 153, 154, 155, 179, 208, 211, 212, 215, 218, 220, 264, 285,
376, 389, 403, 409, 441, 443, 570
LUGANO
1 B 570
LUNÉVILLE
1 B 146
LYON
1 B 236, 316, 452

M

MADRID
1 B 146, 350, 362
MAGGIORA
1 B 580
MALAUSSÈNE
1 B 156, 157, 159, 163, 174, 175, 176, 177, 178, 180, 205, 210, 211,
216, 217, 218, 262, 272, 400, 403, 425, 579
MANEGLIA
1 B 168
MANTA
1 B 217
MARIE
1 B 163, 171, 173, 176, 183, 209, 213, 217, 220, 268, 276, 283, 294,
301, 449, 454, 570
MARO
1 B 146, 157, 160, 162, 163, 165, 168, 170, 171, 185, 200, 204, 208,
209, 214, 220, 280, 285, 295, 301, 348, 450, 575
MARO CASTELLO
1 B 175
MARSEILLE
1 B 155, 158, 171, 172, 175, 185, 187, 219, 220, 241, 244, 257, 268,
312, 362, 371, 373, 405, 418, 438, 573, 579
MAS (LE)
1 B 170, 172, 219, 234, 236, 314
MASSOINS
1 B 163, 173, 179, 208, 213, 264, 272, 273, 278, 325, 359, 377, 387,
396
MAYRONNES
1 B 168
MENDATICA
1 B 185, 186, 187, 201, 204, 207, 570
MENTON
1 B 160, 165, 167, 184, 185, 187, 197, 209, 213, 294, 302, 401, 417,
570
MÉOLANS-REVEL
1 B 144, 162, 164, 169, 219, 266, 299
MESSINA
1 B 154
MEYRONNES
1 B 144
MILANO
1 B 145, 160, 170, 210, 374, 382, 447, 568
MIRANDOLA
1 B 146, 153
MODENA
1 B 146, 153
MOLINI DI PRELÁ
1 B 185, 207, 214, 215, 216, 450, 569

MOLTALTO
1 B 569
MOLTEDO
1 B 216
MOLTEDO INFERIORE
1 B 200, 204, 205, 208, 209, 220, 450, 457, 570
MOLTEDO SUPERIORE
1 B 174, 177, 179, 200, 205, 208, 209, 210, 220,
221, 280, 390, 450
MONACO (Principauté de)
1 B 138, 145, 155, 160, 166, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 184, 185,
187, 197, 220, 239, 258, 285, 332, 333, 379, 414, 438, 568, 569,
573, 574, 575, 576, 577, 606
MONDOVÍ
1 B 154, 155, 162, 165, 166, 171
MONTEGROSSO
1 B 145, 172, 174, 185, 186, 187, 200, 201, 207, 213, 214, 252, 259,
445, 576
MONTPELLIER
1 B 367, 371
MORETTA
1 B 234
MORTARA
1 B 174
MOUGINS
1 B 580
MOULINET
1 B 142, 154, 160, 164, 171, 179, 183, 211, 217, 219, 220, 221, 265,
267, 278, 280, 283, 293, 359, 361, 568, 569, 570, 576
MOUSTIERS-SAINTE-MARIE
1 B 186
MUJOLS (LES)
1 B 162, 294
MUZIO
1 B 203

N

NAMUR
1 B 169
NAPOLI
1 B 160, 167, 170, 181, 187, 244, 359
NASINO
1 B 146, 181, 182, 187, 201, 256, 285, 570, 578
NETRO
1 B 148
NÎMES
1 B 186, 340, 569
NOVARA
1 B 145, 148, 180, 247, 580
NOVILIGURE
1 B 162, 170

O

OLIVASTRI
1 B 209, 216, 221
OLIVETTA SAN MICHELE
1 B 203, 275
ONEGLIA
1 B 141, 145, 146, 147, 148, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160,
161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174,
175, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 201, 203,
205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 214, 215, 216, 217, 218,
219, 220, 221, 233, 243, 247, 250, 256, 257, 258, 259, 261, 266,
283, 284, 285, 292, 295, 296, 306, 315, 346, 348, 349, 359, 360,
367, 369, 371, 372, 376, 381, 382, 386, 388, 390, 394, 395, 399,
404, 405, 406, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 451, 452, 453,
457, 568, 569, 570, 574, 579, 580
ONZO
1 B 187
ORAN
1 B 168
ORANGE
1 B 283
ORTOVERO
1 B 187
OSTENDE
1 B 146, 154

P

PALERMO
1 B 168

PANTASINA
1 B 160, 179, 181, 184, 211, 281, 386

PARIS
1 B 155, 185, 217, 281, 325, 371, 374, 451

PARMA
1 B 155, 267, 374, 399

PEILLE
1 B 146, 154, 157, 159, 160, 162, 163, 165, 167, 172, 174, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 207, 208, 214, 215, 218, 219, 254, 259, 260, 262, 265, 271, 273, 285, 293, 314, 315, 335, 353, 356, 357, 361, 368, 376, 379, 381, 384, 385, 386, 387, 396, 408, 448, 452, 453, 568, 570, 577

PEILLON
1 B 168, 170, 172, 175, 176, 177, 179, 181, 207, 210, 213, 220, 234, 236, 237, 238, 239, 320, 373, 387, 399, 570, 574

PENNE (LA)
1 B 154, 158, 179, 180, 184, 211, 272, 293, 404, 436

PÉONE
1 B 164, 174, 209, 211, 218, 220, 221, 273, 282, 284, 314, 368, 403, 517, 573

PERINALDO
1 B 148, 158, 164, 166, 172, 176, 180, 186, 187, 201, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 216, 218, 219, 220, 221, 271, 272, 278, 279, 285, 292, 304, 349, 570, 576, 606

PERTUIS
1 B 570

PEVERAGNO
1 B 172

PIANAVIA
1 B 177, 207, 280

PIENE
1 B 172, 186, 187, 203, 275, 446, 570, 574

PIERLAS
1 B 163, 167, 174, 176, 177, 207, 208, 213, 234, 236, 425, 432, 434

PIERREFEU
1 B 168, 173, 174, 176, 210, 217, 219, 238, 257, 272, 301, 306, 313, 570

PIETRA LIGURE
1 B 185, 187,

PIETRAPORZIO
1 B 162, 168,

PIEVE
1 B 185

PIGNA
1 B 145, 148, 154, 158, 159, 160, 162, 163, 165, 166, 170, 172, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 183, 185, 186, 187, 202, 205, 208, 209, 210, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 234, 236, 272, 276, 284, 285, 290, 292, 350, 361, 362, 367, 381, 386, 390, 394, 395, 446, 450, 568, 569, 570, 576

PINEROLO
1 B 157, 163, 164, 219, 240, 440

PIZZIGHETTONE
1 B 145

POGGIALTO
1 B 213

POMBERNARDO
1 B 162

POMPEIANA
1 B 148

PONTE SAN BERNARDO
1 B 168

PONTEDASSIO
1 B 148, 159, 160, 165, 168, 174, 184, 209, 211, 213, 214, 215, 216, 218, 220, 276, 277, 285, 348, 362, 381, 383, 396, 410, 439, 443, 451

PORNASSIO
1 B 201, 204

PORTO MAURIZIO
1 B 148, 172, 179, 181, 184, 185, 216, 390, 394, 440, 444, 579

PRELÁ
1 B 146, 154, 156, 162, 165, 167, 172, 176, 184, 185, 187, 204, 208, 214, 215, 280, 281, 295, 296, 570

PUGET-ROSTANG
1 B 154, 158, 179, 180, 183, 205, 212, 216, 218, 262, 268, 272, 276, 278, 320, 398, 570, 575

PUGET-THÉNIERS

1 B 158, 159, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 185, 186, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 244, 249, 269, 270, 271, 272, 280, 293, 300, 301, 302, 304, 307, 312, 313, 314, 315, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 325, 328, 335, 339, 340, 341, 349, 365, 376, 379, 403, 415, 418, 425, 434, 451, 459, 563, 569, 572, 573

Q**QUINCINETTO**

1 B 179

R**RAGUSE**

1 B 185, 187

RANZI

1 B 444

RAPALLO

1 B 404

REGGIO EMILIA

1 B 414

REGONFLE-SOUS-BASSY

1 B 238

REVEST-LES-ROCHES

1 B 162, 163, 179, 183, 209, 211, 215, 219, 220, 272, 273, 298, 318, 325, 328, 396

REZZO

1 B 146, 158, 180, 203, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 263, 267, 375, 570

RIEZ

1 B 185, 207

RIGAUD

1 B 163, 160, 174, 176, 206, 210, 213, 219, 272, 325, 367, 403, 434, 570, 575

RIMPLAS

1 B 158, 159, 168, 206, 207, 209, 210, 217, 218, 235, 272

ROBILANTE

1 B 166

ROCCASPARVIERA

1 B 164, 177, 179, 181, 205, 265, 278, 279, 292, 295, 296, 299, 303, 306, 314, 318, 570

ROCCHETTA NERVINA

1 B 148, 162, 166, 175, 177, 209, 214, 217, 270, 276, 282, 299, 300, 362, 569, 570

ROMA

1 B 159, 172, 206, 208, 213, 214, 236, 239, 241, 346

RONCO

1 B 242

ROQUEBILLIÈRE

1 B 155, 159, 161, 162, 170, 173, 179, 181, 185, 210, 211, 213, 215, 216, 218, 219, 220, 234, 258, 261, 263, 265, 267, 268, 303, 329, 340, 361, 373, 378, 457, 569, 570, 576, 580

ROQUEBRUNE

1 B 166, 167, 185, 187, 197, 215

ROQUEFORT-LES-PINS

1 B 176

ROQUESTÉRON

1 B 154, 168, 170, 172, 174, 175, 179, 182, 184, 186, 187, 196, 209, 210, 211, 212, 218, 219, 220, 238, 257, 272, 276, 281, 283, 336, 365, 377, 403, 409, 570,

ROQUETTE-SUR-VAR (LA)

1 B 153, 158, 159, 161, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 206, 207, 210, 213, 220, 238, 253, 264, 266, 267, 272, 276, 292, 360, 363, 365, 381, 434, 452, 570, 575

ROUBION

1 B 157, 159, 161, 163, 174, 176, 179, 180, 182, 207, 368

ROUEN

1 B 155, 371

ROURE

1 B 158, 163, 174, 176, 177, 180, 205, 207, 209, 215, 216, 234, 236, 283, 293, 361, 431, 432, 570, 572

ROUSSILLON

1 B 268, 300, 396

ROZÈS

1 B 169

S

SAINT-ANDRÉ-DE-LA-ROCHE
1 B 139, 172, 181, 183, 210, 234, 267, 272, 274, 293, 372, 388, 431, 438, 570, 574, 576

SAINT-ANTONIN
1 B 178, 179, 272

SAINT-BLAISE
1 B 155, 159, 169, 179, 180, 181, 207, 216, 272, 398, 434, 436, 452

SAINT-CLAUDE
1 B 283

SAINT-DALMAS-DE-TENDE
1 B 215, 217, 428

SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE
1 B 170, 176, 179, 180, 184, 205, 206, 209, 210, 211, 214, 216, 219, 242, 276, 292, 312, 572, 573

SAINTE-AGNÈS
1 B 162, 164, 166, 170, 173, 176, 177, 182, 187, 197, 215, 216, 221, 235, 254, 271, 273, 296, 306, 349, 568, 570, 605

SAINTE-ANNE
1 B 384

SAINT-ETIENNE-DE-TINÉE
1 B 158, 159, 162, 163, 165, 168, 170, 172, 175, 179, 180, 206, 207, 208, 209, 210, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 219, 220, 239, 267, 271, 276, 292, 294, 295, 312, 320, 321, 322, 325, 373, 387, 403, 414, 424, 429, 437, 572, 573

SAINT-JEAN-CAP-FERRAT
1 B 389, 570

SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE
1 B 175

SAINT-JEANNET
1 B 163, 434, 435

SAINT-LAURENT-DU-VAR
1 B 161, 185, 187, 196, 236, 569, 570

SAINT-LÉGER
1 B 182, 214, 217, 272, 400

SAINT-MARTIN-D'ENTRAUNES
141, 162, 163, 171, 172, 185, 196, 208, 213, 218, 219, 272, 312, 335, 339, 449

SAINT-MARTIN-DU-VAR
1 B 159, 161, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 206, 207, 210, 213, 220, 238, 264, 272, 276, 292, 360, 363, 365, 381, 434, 452, 570, 575, 577, 606

SAINT-MARTIN-VÉSUBIE
1 B 154, 155, 158, 160, 211, 213, 217, 218, 220, 279, 280, 284, 285, 382, 391, 446, 570, 576, 580

SAINT-PAUL-DE-VENTE
1 B 243, 264, 292, 340

SAINT-PAUL-SUR-UBAYE
1 B 144, 162, 168, 296

SAINT-SAUVEUR-SUR-TINÉE
1 B 158, 160, 170, 176, 180, 206, 214, 219, 238, 242, 283, 285, 293, 359, 361, 375, 572, 573

SAINT-TROPEZ
1 B 165

SALLAGRIFFON
1 B 570

SALUZZO
1 B 145, 157, 168, 175, 235, 414, 437, 573

SALZA
1 B 168

SAMBUCO
1 B 162, 168

SAN BARTOLOMEO
1 B 203, 205, 215, 380, 404

SAN DIEGO
1 B 213

SAN DOMINGO
1 B 373

SAN GIACOMO DELLA BESSA
1 B 160

SAN LAZZARO
1 B 175, 200, 216, 359, 403, 407, 440, 441, 443

SAN REMO
1 B 145, 148, 158, 168, 175, 179, 185, 186, 187, 201, 203, 207, 376, 386, 438, 568, 570, 576, 579

SAN SEBASTIANO
1 B 171

SANTA MARIA DEL BOSCO

1 B 369

SANT'AGATA
1 B 187, 441

SAORGE
1 B 145, 148, 158, 162, 163, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 180, 185, 203, 207, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 217, 218, 219, 220, 221, 234, 243, 262, 264, 266, 270, 280, 284, 285, 292, 362, 367, 378, 384, 452, 568, 569, 570, 576

SAROLA
1 B 148, 159, 211, 214, 215, 262, 445

SASSARI
1 B 157, 210

SAUZE
1 B 164, 174, 178, 212, 216, 219, 261, 272, 274, 314, 317, 320, 368, 408, 517

SAVIGLIANO
1 B 174, 217, 218, 285, 569, 579

SAVONA
1 B 155, 210, 242, 373

SEBORGA
1 B 145, 153, 174, 185, 186, 187, 203, 206, 209, 212, 568, 570

SENEZ
1 B 219

SERRAVALLE
1 B 271

SÉVILLE
1 B 182

SIGALE
1 B 163, 165, 166, 168, 173, 175, 176, 177, 179, 182, 185, 186, 196, 205, 210, 211, 212, 216, 217, 219, 221, 233, 239, 240, 261, 272, 277, 307, 314, 365, 369, 405, 570, 577, 580

SIGIOLLI
1 B 203

SILVANO
1 B 214

SOMMARIVA
1 B 162

SOSPEL
1 B 141, 142, 145, 146, 147, 148, 153, 154, 155, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 179, 183, 186, 187, 203, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 235, 236, 237, 240, 241, 244, 247, 249, 258, 260, 262, 264, 265, 266, 267, 269, 275, 278, 280, 281, 283, 285, 293, 294, 295, 296, 297, 302, 317, 335, 336, 340, 359, 361, 362, 363, 367, 368, 369, 374, 377, 379, 382, 384, 387, 390, 409, 446, 447, 448, 452, 532, 568, 569, 570

SPOLETO
1 B 207

STELLANELLO
1 B 146, 148, 157, 161, 179, 182, 184, 186, 187, 200, 203, 210, 211, 213, 215, 216, 217, 255, 259, 260, 261, 275, 278, 284, 369, 409, 442, 569, 570, 575

SUSA
1 B 146, 346, 444

T

TAGGIA
1 B 157, 160, 171, 183, 346

TARTONNE
1 B 579

TAVOLE
1 B 145, 154, 156, 160, 204, 208, 217, 221, 570

TENDE
1 B 143, 148, 157, 158, 159, 162, 163, 166, 168, 174, 176, 178, 181, 185, 186, 204, 205, 206, 207, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 235, 237, 238, 252, 254, 259, 262, 266, 272, 312, 389, 410, 428, 446, 568, 569, 570, 580

TERRANOVA
1 B 569, 570

TERZERO
1 B 160, 172, 179, 181, 184, 386

TESTICO
1 B 146, 157, 184, 187, 204, 211, 213, 215, 216, 217, 292, 369, 569, 570

THIÉRY
1 B 140, 155, 163, 165, 173, 176, 207, 220, 257, 272, 451

THORAME

1 B 241, 242
TINÉE
1 B 176
TOIRANO
1 B 187, 198, 199, 412
TON-GRES
1 B 146
TORINO
1 B 68, 69, 70, 74, 138, 139, 145, 146, 156, 158, 162, 163, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 177, 183, 205, 207, 221, 233, 234, 236, 241, 243, 247, 265, 275, 295, 296, 297, 299, 330, 331, 336, 368, 372, 399, 402, 414, 437, 438, 445, 452, 454, 455, 456, 569, 570, 576, 579, 580, 605
TORRIA
1 B 148, 157, 159, 161, 174, 177, 180, 184, 204, 211, 212, 213, 215, 216, 217, 220, 285, 292, 393, 443, 444, 570
TORTONA
1 B 145, 146, 154, 180
TOUDON
1 B 155, 163, 170, 178, 210, 213, 214, 216, 220, 244, 257, 272, 273, 274, 292, 328, 437, 459, 570
TOUËT-DE-L'ESCARÈNE
1 B 158, 178, 181, 183, 209, 211, 218, 238, 240, 243, 244, 277, 306, 368, 371, 408, 570
TOUËT-SUR-VAR
1 B 165, 172, 173, 215, 220, 237, 257, 268, 272, 274, 315, 318, 381, 425, 436, 451, 569
TOULON
1 B 146, 154, 163, 359, 370, 579
TOUR (LA)
1 B 147, 167, 170, 181, 209, 219, 245, 267, 268, 276, 279, 306, 350, 363, 368, 387, 391, 396, 397, 449, 568
TOURETTE-DU-CHÂTEAU
1 B 179, 183, 209, 211, 215, 219, 220, 272, 273, 298, 318, 328, 396
TOURNAI
1 B 146, 154
TOURNEFORT
1 B 163, 173, 206, 258, 263, 272, 278, 283, 306
TOURNON
1 B 162
TOURRETTE-LEVENS
1 B 165, 168, 171, 179, 180, 182, 206, 207, 210, 215, 242, 246, 258, 259, 270, 272, 273, 275, 277, 283, 289, 293, 294, 299, 300, 306, 314, 320, 326, 359, 360, 398, 401, 409, 417, 426, 437
TOURRETTES-SUR-LOUP
1 B 312
TRAPANI
1 B 304
TRAVERSE
1 B 168
TRENTO
1 B 272
TRIESTE
1 B 180, 181
TRINITÉ (LA)
1 B 179, 258, 279, 280, 281, 378, 389, 401, 425
TRINO
1 B 167
TRIORA
1 B 185, 187, 198, 199, 202, 203, 570, 574, 575
TROYES
1 B 236, 241
TRUFFARELLO
1 B 162
TURBIE (LA)
1 B 145, 146, 159, 160, 161, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 177, 178, 180, 181, 184, 185, 187, 197, 208, 211, 234, 237, 240, 246, 258, 279, 281, 334, 376, 424, 427, 568, 573, 574, 575, 606

U

UTELLE
1 B 142, 147, 154, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 170, 173, 178, 205, 206, 209, 210, 211, 219, 220, 258, 260, 262, 274, 276, 278, 279, 295, 303, 313, 314, 350, 363, 382, 401, 408, 415, 421, 423, 424, 435, 446, 568, 570
UTRECHT
1 B 145, 171, 172, 197
UVERNET-FOURS

1 B 219

V

VALBONA
1 B 184
VALDEBLORE
1 B 147, 159, 165, 170, 176, 178, 180, 183, 206, 209, 210, 211, 215, 216, 217, 218, 237, 272, 283, 401, 427, 568, 569, 570
VALENCE
1 B 219
VALENZA
1 B 146, 154
VALLADOLID
1 B 164
VALLEBONA
1 B 185
VALLORIA
1 B 170, 176, 185, 204, 206, 208, 209, 217, 218, 220, 221, 281, 576
VALRÉAS
1 B 187
VASIA
1 B 157, 177, 186, 187, 204, 213, 214, 217, 280, 578
VENANSON
1 B 146, 171, 176, 178, 183, 208, 213, 219, 220, 263, 282, 392
VENCE
1 B 145, 167, 168, 172, 185, 187, 205, 209, 210, 211, 219, 220, 221
VENDONE
1 B 187
VENEZIA
1 B 159, 374
VENTIMIGLIA
1 B 148, 155, 169, 170, 171, 172, 173, 185, 186, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 336, 349, 362, 374, 569
VERCELLI
1 B 171, 208, 238, 242, 381
VERDEGGIA
1 B 159
VERNANTE
1 B 569
VERNASCA
1 B 205
VERSAILLES
1 B 146
VERZI
1 B 444
VIANGES
1 B 169
VICO
1 B 569
VIENNE
1 B 185
VIGEVANO
1 B 179
VIGONE
1 B 337
VILLAFALLETTO
1 B 164, 569
VILLAGUARDIA
1 B 159, 173, 179, 208, 390, 410, 440, 443, 457, 569, 570
VILLANOVA ASTIGIANA
1 B 162
VILLANUOVA
1 B 187
VILLAR di BOBBIO
1 B 568
VILLARS-SUR-VAR
1 B 156, 163, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 176, 209, 219, 220, 272, 321, 362, 363, 377, 432, 436, 458, 459, 570
VILLATALLA
1 B 154, 156, 160, 177, 179, 207, 208, 209, 212, 218
VILLAVIANI
1 B 160, 174, 179, 213, 214, 221, 390
VILLE SAN BARTOLOMEO
1 B 220
VILLE SAN PIETRO
1 B 175, 184, 211, 213, 218, 285, 399, 409, 440, 568
VILLE SAN SEBASTIANO

1 B 174, 175, 213, 285, 440, 442, 570

VILLEFRANCHE-SUR-MER

1 B 145, 148, 154, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 173, 175, 180, 181, 186, 187, 205, 206, 207, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 220, 221, 234, 235, 239, 240, 243, 244, 247, 254, 257, 261, 262, 264, 273, 276, 278, 279, 280, 281, 296, 297, 304, 314, 315, 320, 322, 325, 340, 347, 349, 356, 358, 359, 362, 370, 374, 382, 383, 385, 387, 389, 395, 405, 410, 416, 417, 424, 427, 429, 434, 435, 437, 452, 453, 455, 456, 569, 570

VILLENEUVE-D'ENTRAUNES

1 B 156, 163, 171, 172, 206, 208, 215, 216, 258, 272, 280, 293, 299, 339, 392, 449, 570, 572, 573, 574

VILLENEUVE-LOUBET

1 B 576

VINADIO

1 B 162, 168, 423

VOGHERA

1 B 180, 184, 216

VOLTRI

1 B 148, 569

Z

ZUCCARELLO

1 B 185, 187, 198, 199

INDEX DES PERSONNES

A

- ABBAINO Emanuele Vittorio
 1 B 220
 ABBAINO Gio. Battista
 1 B 145, 169
 ABBAINO Pietro Antonio
 1 B 235
 ABBO Bartolomeo
 1 B 148
 ABBO Bernardo
 1 B 301
 ABBO Giacomo
 1 B 407
 ABBO Giacomo Antonio
 1 B 570
 ABBO Gio. Antonio
 1 B 301
 ABBO Gio. Battista
 1 B 159
 ABBO Gio. Tommaso
 1 B 212
 ABBO Lazaro
 1 B 409
 ABUDARHAM Samuele
 1 B 160, 181, 293, 402
 ACCAME (époux)
 1 B 160
 ACCAME Gianfrancesco
 1 B 445
 ACCAME Giovanni
 1 B 445
 ACHIARDI Carlo Amedeo
 1 B 353
 ACHIARDI Carlo Filippo
 1 B 336
 ACHIARDI dell'ALPE Alessandra
 1 B 316, 318
 ACHIARDI dell'ALPE Andrea
 1 B 154, 320, 383, 387
 ACHIARDI dell'ALPE Carlo
 1 B 234, 316
 ACHIARDI dell'ALPE Carlo Filippo
 1 B 320
 ACHIARDI dell'ALPE épouse CONSTANTIN Maria Teresa
 1 B 271, 403
 ACHIARDI dell'ALPE épouse CORNILLON Lucrezia
 1 B 337
 ACHIARDI dell'ALPE Filippo
 1 B 165, 294, 301, 304
 ACHIARDI dell'ALPE Francesco
 1 B 422
 ACHIARDI dell'ALPE Giulio
 1 B 316, 336
 ACHIARDI dell'ALPE Giuseppe Costanzo
 1 B 236, 318, 320, 336
 ACHIARDI dell'ALPE Onorato
 1 B 299, 316
 ACHIARDI dell'ALPE Paolo
 1 B 322, 335, 336, 337, 338, 422
 ACHIARDI dell'ALPE Paolo Filiberto
 1 B 168
 ACHIARDI dell'ALPE Scipione
 1 B 303, 312, 316, 320
 ACHIARDI dell'ALPE Spirito
 1 B 294, 320
 ACHIARDI di SAN LEGER Antonio Gaetano
 1 B 148, 157, 158, 159, 160, 161, 182, 217, 250, 256, 282
 ACHIARDI Filippo
 1 B 162, 163, 164
 ACHIARDI veuve BARRALIS Lucrezia
 1 B 240
 ACHIARDO Giovanni
 1 B 312
 ACQUARONE (frères)
 1 B 181, 215
 ACQUARONE Agostino
 1 B 441
 ACQUARONE Antonio
 1 B 441
 ACQUARONE Chiara
 1 B 212
 ACQUARONE Gio. Bartolomeo
 1 B 441
 ACQUARONE Gio. Giacomo
 1 B 441
 ACQUARONE Paolo Antonii
 1 B 409
 ACQUARONE Pietro
 1 B 570
 ACQUARONE veuve VERDA Benedetta
 1 B 160
 ADAMINO Angelo
 1 B 453
 ADHÉMAR de MONTEIL et de GRIGNAN épouse FORBIN de
 GARDANNE Lucrece d'
 1 B 162
 ADRECHIO Enrico
 1 B 416
 ADRECHIO épouse BLAVET Teresa
 1 B 217, 272, 405
 ADRECHIO épouse DE CAMERAN Teresa
 1 B 268, 395
 ADRECHIO Giacomo Tommaso
 1 B 401
 ADRECHIO Gio. Battista
 1 B 457
 ADRECHIO Giuseppe Maria
 1 B 237, 401
 ADRECHIO Ignazio Francesco
 1 B 236
 ADRECHIO Maddalena
 1 B 394
 ADRECHIO Onorato
 1 B 234, 306, 323, 324
 ADRECHIO veuve DE FLOTTA di SANT'ANTONINO Maddalena
 1 B 401
 AGLIÉ SAN MARTINO Flaminio d'
 1 B 240
 AGLIÉ SAN MARTINO Gio. Ludovico d'
 1 B 240
 AGNELLI Giuseppe Domenico
 1 B 180
 AGNESE Andrea
 1 B 158
 AGNESE Francesco Maria
 1 B 439
 AGNESE Gio. Battista
 1 B 439
 AGNESE Maddalena
 1 B 439
 AGNESE Maria Caterina
 1 B 570
 AGNESI (sœurs)
 1 B 213
 AGNESI Francesco
 1 B 396
 AGNESI Gio. Antonio
 1 B 449
 AGNESI Gio. Stefano
 1 B 449
 AGNESI Pietro Paolo
 1 B 396
 AGUIGLION Pietro Francesco
 1 B 146
 AICARDA Maria Domenica
 1 B 180
 AICARDI (famille)
 1 B 2148

AICARDI Carlo Emanuele
 1 B 160
 AICARDI Gio. Battista
 1 B 160
 AICARDI Giovanni
 1 B 160
 AICARDO Pietro
 1 B 439
 AILLAUD Giuseppe Domenico
 1 B 159
 AINESI Claudio
 1 B 304
 AINESI Lucrezia
 1 B 374
 AINESI Orazio
 1 B 160, 293, 446, 448
 AINESIO Gio. Battista
 1 B 167
 AIO Allaieta
 1 B 300
 AIO Thoneta
 1 B 300
 AIRAUDI (époux)
 1 B 446
 AIRAUDI Ludovico
 1 B 272
 AIRAUDO Giuseppe
 1 B 211
 ALBANELLI Antonio
 1 B 573
 ALBANELLI Antonio Gaetano
 1 B 145, 170, 171, 172, 219, 220, 339, 531
 ALBANELLI Carlotta
 1 B 407
 ALBANELLI Enrico
 1 B 233
 ALBANELLI Giovanni
 1 B 168, 325, 339, 572, 573
 ALBERT de SAINT-HIPPOLYTE veuve SPINELLI Thérèse Gabrielle
 1 B 160
 ALBERTA Lucrezia
 1 B 420
 ALBERTA veuve CHIANEA Alessandra
 1 B 164
 ALBERTI (époux)
 1 B 216
 ALBERTI (famille)
 1 B 532
 ALBERTI Antonio Giacinto
 1 B 570
 ALBERTI Bernardino
 1 B 389
 ALBERTI de STRADA Alessandro
 1 B 317
 ALBERTI de STRADA Bartolomeo
 1 B 294
 ALBERTI DE STRADA Ottavio
 1 B 244, 570
 ALBERTI de STRADA veuve Caterina
 1 B 419
 ALBERTI di CASTELNUOVO Luigi Vittorio
 1 B 244
 ALBERTI di VILLANOVA Carlo Giuseppe
 1 B 179, 272
 ALBERTI Dionigi
 1 B 334
 ALBERTI Francesco
 1 B 159
 ALBERTI Giambattista
 1 B 334
 ALBERTI Gio. Battista
 1 B 213, 214
 ALBERTI Giulio Cesare
 1 B 367
 ALBERTI Giuseppe Giacinto
 1 B 159
 ALBERTI Giuseppe Giacomo
 1 B 390
 ALBERTI Guglielmo
 1 B 155, 336, 363, 393, 453
 ALBERTI Luigi Vittorio
 1 B 154, 159, 183, 381
 ALBERTI Marcello Giacinto
 1 B 158, 369, 377, 387
 ALBERTI Marco
 1 B 336
 ALBERTI Maria Anna
 1 B 387
 ALBERTI Maria Maddalena
 1 B 334
 ALBERTI Michele
 1 B 208
 ALBERTI Orazio
 1 B 302
 ALBERTI Pacifico
 1 B 164
 ALBERTI Pietro
 1 B 177, 178, 389
 ALBERTI Sigismondo
 1 B 158
 ALBERTI Stefano
 1 B 264
 ALBERTO Alessandro
 1 B 237
 ALBERTO Carlo
 1 B 168, 171
 ALBERTO Francesco
 1 B 170
 ALBERTO Gio. Battista
 1 B 168, 570
 ALBERTO Gio. Vittorio
 1 B 165
 ALBERTO Giovanni
 1 B 578
 ALBERTO Orazio
 1 B 168
 ALBERTO Pietro
 1 B 570
 ALBIN Antonio Onorato
 1 B 435
 ALBIN épouse CARCASSONA Teresa
 1 B 435
 ALBRIONE Alessandro
 1 B 174
 ALBRIONE di RORA Guido
 1 B 275
 ALDOBANDINI di SAN GIORGIO (marquis)
 1 B 241
 ALECH Giambattista
 1 B 338
 ALECH veuve LOQUES et épouse IMBERT Isabella Maria
 1 B 338
 ALECO Matteo
 1 B 572
 ALEMANDI Stefano
 1 B 411
 ALFONSI (prêtre)
 1 B 205
 ALFONSI Giacomo
 1 B 580
 ALFONSI Giovanni
 1 B 221
 ALISSENI Carlo Filippo
 1 B 578
 ALIZERI (époux)
 1 B 161
 ALLARD Bartolomeo
 1 B 449
 ALLARD Giovanni
 1 B 319
 ALLARD veuve ROUX Margherita
 1 B 155
 ALLARIA Luigia
 1 B 416
 ALLAVENA Bartolomeo
 1 B 158
 ALLAVENA Domenico
 1 B 367

ALLAVENA Filippo
 1 B 317
 ALLAVENA Gianna
 1 B 416
 ALLAVENA Lucrezia
 1 B 367
 ALLEGRE Gio. Battista
 1 B 434, 435
 ALLEGRE Lorenzo
 1 B 303
 ALLEGRINI Agostino
 1 B 406
 ALLI MACCARANI Antonio
 1 B 158, 179
 ALLI MACCARANI épouse GHISI ISNARDI di SAN SALVATORE
 Maria Margherita
 1 B 244
 ALLI MACCARANI Giambattista
 1 B 154, 155, 157, 569
 ALLI MACCARANI Ottavio
 1 B 217
 ALLI MACCARANI Stefano
 1 B 153, 174, 241, 346, 371
 ALLI MACCARANI veuve CALZAMIGLIA di VILLAGUARDIA
 Chiara Carlotta
 1 B 410
 ALLI MACCARANI veuve LEA di CASTELNUOVO Vittoria Gabriella
 1 B 155, 371
 ALLIBERTO Antonio
 1 B 163
 ALZIARI Antonio
 1 B 369
 ALZIARI di MALAUSSENA (époux)
 1 B 159
 ALZIARI di MALAUSSENA Ludovico
 1 B 156, 178
 ALZIARI di MALAUSSENA veuve DALMASSI Delfina
 1 B 276
 ALZIARI di VENANZONE Giovanni
 1 B 363
 ALZIARI di VENANZONE Pietro
 1 B 363
 ALZIARI di VENANZONE Teresa
 1 B 243
 ALZIARI di VERRAILLON Anna Francesca
 1 B 329, 330, 331
 ALZIARI di VERRAILLON Luigi
 1 B 336
 ALZIARI Francesca
 1 B 363
 ALZIARI Gio. Cesare
 1 B 210
 ALZIARI Gio. Maurizio
 1 B 161, 409
 ALZIARI Giovanni
 1 B 174
 ALZIARI Maria Maddalena
 1 B 159
 ALZIARI Pietro
 1 B 332
 ALZIARI veuve SOLIERI Angelica
 1 B 242
 ALZIARY Onorato
 1 B 240
 AMATIS Giovanni
 1 B 171
 AMEDÉ Bartolomeo
 1 B 568
 AMEDEI Francesco
 1 B 445
 AMEDEI Francesco Agostino
 1 B 445
 AMEDEO (époux)
 1 B 444
 AMEDEO (frères)
 1 B 155
 AMEDEO Angelica
 1 B 346
 AMEDEO Clara Maria
 1 B 346
 AMEDEO Giuseppe Maria
 1 B 367
 AMEGLIO veuve AMORETTI Placidia
 1 B 211
 AMEI (époux)
 1 B 209
 AMEI (famille)
 1 B 348
 AMEI (frères)
 359, 369, 440
 AMEI Bianca Maria
 1 B 440
 AMEI épouse CLERICI Francesca
 1 B 348
 AMEI Francesco Antonio
 1 B 154, 346, 393
 AMEI Giacomo Maria
 1 B 285
 AMEI Gio. Battista
 1 B 301, 372, 384, 388
 AMEI Gio. Francesco
 1 B 168, 393
 AMEI Gio. Stefano
 1 B 388
 AMEI Giuseppe Antonio
 1 B 393
 AMEI Nicola
 1 B 160
 AMEI Pietro Antonio
 1 B 384, 388
 AMICI Luigi Antonio
 1 B 142
 AMICO Vincenzo
 1 B 301
 AMICO Vittore Battista
 1 B 428
 AMISSI (prêtre)
 1 B 209
 AMORETTI (commandant d'Oneglia)
 1 B 145
 AMORETTI (frères)
 1 B 221
 AMORETTI Agostino
 1 B 315, 404, 439
 AMORETTI Antonio
 1 B 376
 AMORETTI Antonio Maria
 1 B 166
 AMORETTI Bartolomeo
 1 B 218
 AMORETTI Carlo Domenico
 1 B 376, 395, 443
 AMORETTI Caterina
 1 B 406
 AMORETTI Clemente
 1 B 315
 AMORETTI Francesco
 1 B 221
 AMORETTI Francesco Maria
 1 B 172
 AMORETTI Gerolamo
 1 B 165, 406
 AMORETTI Giacinto
 1 B 165
 AMORETTI Gio. Battista
 1 B 160, 213, 216, 218, 442
 AMORETTI Gioachino
 1 B 570
 AMORETTI Giovanni
 1 B 210
 AMORETTI Giuseppe
 1 B 209, 216, 218, 374
 AMORETTI Paolo Agostino
 1 B 404
 AMORETTI Sebastiano
 1 B 442
 AMORETTI veuve NOARO Caterina
 1 B 445

AMORETTI veuve VACHIERI Maria Maddalena
 1 B 160
 AMORETTO Giuseppe
 1 B 443
 AMORETTO Lazarino
 1 B 162
 AMORETTO Nicolao
 1 B 162
 ANCISA Carlo
 1 B 569
 ANDRÉ Agostino
 1 B 405
 ANDRÉ Gio. Battista
 1 B 405
 ANDRÉ Gio. Ludovico
 1 B 220, 574
 ANDRÉ Jean-Baptiste
 1 B 185, 186
 ANDRÉ Pietro Andrea
 1 B 574
 ANDRÉ Raffaele
 1 B 405
 ANDREA Giambattista
 1 B 336
 ANDREA Gio. Pietro
 1 B 235
 ANDREA Onorata
 1 B 164
 ANDREAS Gio. Manuel
 1 B 459
 ANDREIS di CIMELLA Giuseppe Maria
 1 B 181, 254
 ANDREIS Gabriele d'
 1 B 163, 164, 165, 166
 ANDREIS Gio. Battista d'
 1 B 168
 ANDREIS Gio. Giuseppe
 1 B 179
 ANFOSSI (époux)
 1 B 165
 ANFOSSI (famille)
 1 B 220
 ANFOSSI Agostino
 1 B 444
 ANFOSSI Annunziata
 1 B 160
 ANFOSSO Agostino
 1 B 172
 ANFOSSO Giulio
 1 B 407
 ANFOSSO Pietro Antonio
 1 B 162
 ANFOSSO Sosterra
 1 B 237, 304
 ANFOSSO veuve GIRIBALDI Maria Pellegrina
 1 B 372
 ANGIONO Giuseppe Felice
 1 B 179
 ANRIOTI Gio. Andrea
 1 B 215, 392
 ANRIOTI Gio. Giuseppe
 1 B 400
 ANRIOTTI (prêtre)
 1 B 208
 ANRIOTTI Giambattista
 1 B 340
 ANRIOTY Ludovico
 1 B 339
 ANSALDA veuve FIGARO Felice
 1 B 384
 ANSALDI TROCHY Apollonia
 1 B 441
 ANSELMO Marco Aurelio
 1 B 572
 ANTELMY Léonce Octavien d'
 1 B 347
 ANVIROTTY Gio. Battista
 1 B 573
 ARBAUDA Maria Camilla
 1 B 160
 ARBAUDI Vittorio Alessandro
 1 B 174
 ARBAUDO Carlo
 1 B 332
 ARBAUDO Francesco
 1 B 292, 424
 ARBAUDO Onorato
 1 B 237
 ARBAUDO Pietro
 1 B 257
 ARBAUDO Pietro Francesco
 1 B 243
 ARBAUDO veuve BLAVET Anna Felice
 1 B 240
 ARBORIO GATTINARA Francesco
 1 B 205
 ARCIAS Claudio
 1 B 384
 ARDISSON Domenico
 1 B 383
 ARDISSON Francesco
 1 B 390
 ARDISSON Giacomo
 1 B 383
 ARDISSON Pietro Maria
 1 B 158
 ARDISSON veuve ASCHIER Maria Violante
 1 B 383
 ARDISSONE (prêtre)
 1 B 206
 ARDISSONE épouse BARRIERA Bartolomea
 1 B 363
 ARDISSONE Francesco
 1 B 358
 ARDISSONE Giovanni Stefano
 1 B 160
 ARDISSONE Giuliano
 1 B 416
 ARDISSONE Pietro Maria
 1 B 160
 ARDOIN Giuseppe
 1 B 437
 ARDOIN Luigia
 1 B 437
 ARDOINO Francesco Maria
 1 B 154
 ARDOINO Gio. Francesco
 1 B 444
 ARDOINO Giulio
 1 B 179
 ARDOINO veuve CUGGIA Apollonia
 1 B 339
 ARDOYNO Francesco Maria
 1 B 429
 ARDUINO Giacomo
 1 B 578
 ARGENTERO di BAGNASCO Emanuele Filiberto
 1 B 168
 ARMAN Maria
 1 B 429
 ARMAN Sebastiano
 1 B 429
 ARMELLINI Gio. Battista
 1 B 216
 ARMERICO Marco Antonio
 1 B 569, 570
 ARNALDI Carlo Lorenzo
 1 B 209
 ARNALDO Giacomo
 1 B 236
 ARNALDO ou AINAUDO Chiafredo
 1 B 414
 ARNAUD de NIBLES de VITROLLES Les ESPARONS Jules François
 Alphonse
 1 B 158
 ARNAUD di CASTELNUOVO Aigulfo
 1 B 160
 ARNAUD Gio. Andrea

1 B 178
 ARNAUD Honorée
 1 B 266
 ARNAUD Onorato
 1 B 242
 ARNAUDA Margherita
 1 B 569
 ARNAUDO Antonino
 1 B 171
 ARNAUDO Carlo Lorenzo
 1 B 213
 ARNAUDO Claudio
 1 B 299
 ARNAUDO Gio. Antonio
 1 B 339
 ARNAUDO Giuseppe
 1 B 573
 ARNAUDO Ludovico
 1 B 572, 573
 ARNAUDO Teresa
 1 B 435
 ARNOUX (époux)
 1 B 155
 ARNOUX (frères)
 1 B 373
 ARNOUX Claude
 1 B 373
 ARNOUX Pietro
 1 B 373
 ARNULF épouse BERMONDI Lucrezia
 1 B 158
 ARNULFA épouse FIGHIERA Maria Ludovica
 1 B 453
 ARNULFI (époux)
 1 B 155
 ARNULFO Andrea
 1 B 174, 368
 ARNULFO Francesco
 1 B 314
 ARNULFO Gio. Francesco
 1 B 424
 ARNULFO Ospizio
 1 B 453
 ARRIGO Gaetano
 1 B 141, 147, 148
 ARRIGO Giuseppe
 1 B 578
 ASCHERI Lorenzo
 1 B 451
 ASCHERI Paolo Battista
 1 B 451
 ASCHERO Agostino Nicolò
 1 B 359
 ASCHERO Domenico
 1 B 396
 ASCHERO Francesco
 1 B 396
 ASCHERO Gerolamo
 1 B 160
 ASCHIERA veuve COSTANZO Margherita
 1 B 442
 ASCHIERI Gio. Battista
 1 B 161
 ASCHIERO Emanuele
 1 B 304
 ASCHIERO Pietro Francesco
 1 B 164
 ASDENTE Domenico
 1 B 171, 346, 359
 ASDENTE Fabiano
 1 B 157, 171
 ASSI Giacomo Antonio
 1 B 376
 ASSO épouse MAISTRE Angela
 1 B 436
 ASSO Gio. Battista
 1 B 405
 ASSO Gio. Maria
 1 B 576

ASSO Luigi
 1 B 278
 ASSO veuve GRINDA Maria Vittoria
 1 B 159
 ASTESAN Claudio
 1 B 138, 153, 154, 173, 174, 243, 356, 358
 ASTESAN Giacomo Francesco Tomaso
 1 B 211
 ASTIER Efisia
 1 B 318
 ASTIER Matteo
 1 B 315
 ASTIERA veuve RAINAUDO Tomasina
 1 B 325
 ASTRALDO Giuseppe
 1 B 148
 ASTRAUDDO Carlo Andrea
 1 B 382
 ASTRAUDDO Gio. Onorato
 1 B 158, 432
 ASTRAUDDO Gioanni
 1 B 404, 407
 ASTRAUDDO Pietro
 1 B 219
 ASTRI (frères)
 1 B 391
 ASTRI Paolo
 1 B 155
 ASTRIA Gio. Andrea
 1 B 169
 ASTRUCH Giacob
 1 B 159, 267, 268, 269
 AUBERTA veuve ISOARDO Peirona
 1 B 294
 AUBIN Antonio
 1 B 161
 AUDA Andrea
 1 B 171, 257, 348
 AUDA Antonio
 1 B 234
 AUDA di SAN VITTORE (époux)
 1 B 218
 AUDA di SAN VITTORE Gio. Andrea
 1 B 140, 160, 181
 AUDA di SANT'AGNES épouse CAGNOLI Teresa
 1 B 182
 AUDA di SANT'AGNES Gio. Michele
 1 B 177, 266
 AUDA di SANT'AGNES Maddalena
 1 B 160
 AUDA di VILLAFRANCA Andrea
 1 B 153, 175
 AUDA Francesco
 1 B 164, 166, 304
 AUDA Gio. Agostino
 1 B 164, 166
 AUDA Gio. Antonio
 1 B 164, 167
 AUDA Gio. Luigi
 1 B 239
 AUDA Gio. Michele
 1 B 168
 AUDA Giuseppe
 1 B 168
 AUDA Pietro
 1 B 165, 166, 240
 AUDA veuve DENANS Anna Caterina
 1 B 158, 389, 453
 AUDA veuve PRIORIS Barbara
 1 B 243
 AUDEMAR Melchiorre
 1 B 449
 AUDIBERTI Agostino
 1 B 299, 418
 AUDIBERTI Andrea
 1 B 168
 AUDIBERTI Antonio
 1 B 162, 234
 AUDIBERTI Carlo Francesco

1 B 145, 170, 171, 172, 335
AUDIBERTI di SANTO STEFANO Ermenegildo
1 B 217
AUDIBERTI Domenico Francesco Giacinto
1 B 176
AUDIBERTI épouse BLAVET Giovanna Maria
1 B 358
AUDIBERTI Ludovico
1 B 418
AUDIBERTI Maria Domenica
1 B 216
AUDIBERTI Onorato
1 B 215
AUDIBERTI Ottavio Maria
1 B 280
AUDIFRED Carlo
1 B 170
AUDIFREDI Anna Maria
1 B 363, 374
AUDIFREDI Gio. Battista
1 B 155, 157, 158, 159, 219
AUDIFREDI Maria Camilla
1 B 363, 374
AUDIFREDI Spirito
1 B 294
AUDOLI Barbara
1 B 301
AUDOLI Claudio
1 B 362
AUDOLI Crisostomo
1 B 233
AUDOLI Giovanni
1 B 435
AUDOLI Ottavio
1 B 273
AUDOLI Pietro
1 B 210, 216, 425
AUGIER Donato
1 B 172
AUGIER épouse, puis veuve CURTI Francesca
1 B 157, 389
AUGIERI Annibale
1 B 447
AUGIERO Agostino
1 B 161
AUGIERO Gio. Angelo
1 B 570
AUGIERO Gioaneto
1 B 313
AUGIERO Marco Gaetano
1 B 175
AUGIERO Michele
1 B 414
AURELIA Giambattista
1 B 458
AUSIAS Giuseppe
1 B 381
AUTHEMAN Onorato
1 B 382
AUTHIER della PENNA épouse MAURELLO Maddalena d'
1 B 387
AUTHIER della PENNA Giuseppe Alessandro
1 B 242
AUTHIER della PENNA Ludovico
1 B 172, 220
AUTHIER di SAN BARTOLOMEO Gio. Francesco
1 B 175, 244
AUTHIER di SAN BARTOLOMEO Giuseppe Francesco
1 B 160
AUTHIER Elisabetta
1 B 178, 179
AUTHIER Giovanni
1 B 340, 341
AUTHIER Pietro
1 B 320
AUTHIER Tommaso
1 B 376
AUTHIER veuve DURAND della PENNA Francesca Gabriella
1 B 179, 180, 184, 262, 272, 404

AUTHIERI (époux)
1 B 449, 451
AUTIER veuve DE AMICIS Maria Maddalena
1 B 369
AUTIERO Andrea
1 B 212
AUTIERO Giaches
1 B 312
AUTIERO Stefano
1 B 306
AUTRAN Simone
1 B 319
AUTRANI (frères)
1 B 318
AUVARA Pietro
1 B 160
AUZELLO Marco Antonio
1 B 307
AVENAS (sœurs)
1 B 385
AVENAS Gio. Battista
1 B 239, 355
AVENAS Giuseppe Andrea
1 B 385
AVESSANO Bartolomeo
1 B 165
AVIGDOR Abram
1 B 271
AVIGDOR Isac Samuel
1 B 315, 317
AVIGDOR Moise
1 B 271
AVIGDOR Pietro
1 B 174
AVOGADRO di CASANOVA veuve TONDUTI di FALICONE Paola
1 B 243
AZUNI Domenico Alberto
1 B 159, 160

B

BACHILERI Lorenzo
1 B 145, 171, 172
BACHILIERI (frères)
1 B 349
BACHILIERI Carlo Matteo
1 B 218
BACHILIERI Stefano
1 B 406
BACHILLIERI Gio. Antonio
1 B 209
BACILLERI AGNESE Francesco
1 B 360, 442
BACILLERI Sebastiano
1 B 439
BACILOTTO Emanuele Filiberto
1 B 163, 165
BADAT Annibale
1 B 162, 163, 234
BADAT Carlo Giovanni
1 B 236
BADAT épouse SALES DE BOEZI Fulvia Francesca
1 B 235
BADAT Gio. Battista
1 B 162
BADAT Marcantonio
1 B 163
BADAT Stefano
1 B 163
BADO Nicola
1 B 160
BAILET épouse MATEUDI Rosa Felice
1 B 453
BAILET Francesca
1 B 431
BAILET Vincenzo
1 B 391
BAILON Antonio
1 B 573

BAILON Elisabetta
 1 B 369
 BAILONE Gregorio
 1 B 359
 BAL Joseph
 1 B 244
 BALBI Giovanni
 1 B 160, 405
 BALBI Giuseppe
 1 B 405
 BALBIS di QUART Gaspare de
 1 B 138, 320
 BALDOINA épouse VACHIERI Maria Caterina
 1 B 370
 BALDOINA épouse, puis veuve FIGHIERA Maria Anna
 1 B 244, 424
 BALDOINA veuve GENOINA Alessandra
 1 B 237
 BALDOINA veuve REY Tomassina
 1 B 425
 BALDOINI Bartolomeo
 1 B 234
 BALDOINI Cesare
 1 B 236
 BALDOINI di CLANZO épouse RIBOTTI della VALDEBLORA Maria
 Costanza
 1 B 158, 267, 453
 BALDOINI di CLANZO Giuseppe Francesco
 1 B 177, 267, 395, 453
 BALDOINI di CLANZO Maria Marcellina
 1 B 453
 BALDOINI épouse VACHIERI Caterina
 1 B 154
 BALDOINI Gio. Michele
 1 B 171
 BALDOINI ou BALDUINI di SANTA MARGHERITA Francesco
 Alberto
 1 B 154
 BALDOINI ou BALDUINI di SANTA MARGHERITA Gio. Francesco
 1 B 153, 326
 BALDOINI ou BALDUINI di SANTA MARGHERITA Pietro Giuseppe
 1 B 218
 BALDOINI ou BAUDOIN Giovanni
 1 B 154, 155
 BALDOINO Antonio
 1 B 423
 BALDOINO Antonio Luigi
 1 B 168, 171, 238
 BALDOINO Bartolomeo
 1 B 162, 163, 164, 295
 BALDOINO Bernardino
 1 B 239
 BALDOINO épouse ALLAVENA Gioanna
 1 B 304
 BALDOINO Gio. Antonio
 1 B 154
 BALDOINO Gio. Francesco
 1 B 167, 322
 BALDOINO Gio. Michele
 1 B 164, 168, 170
 BALDOINO Giovanni
 1 B 242, 335, 370, 425
 BALDOINO Lamberto
 1 B 329
 BALDOINO Ludovico
 1 B 409
 BALDOINO Luigi
 1 B 409
 BALDOINO Luisino
 1 B 163
 BALDOINO Melchiorre
 1 B 304, 416
 BALDOINO Onorato
 1 B 327, 329
 BALDOINO Pietro
 1 B 162, 237, 423, 437
 BALDOINO veuve DRAGO Anna Maria
 1 B 153, 351, 352
 BALDOINO Vittoria Eusebia
 1 B 342, 343, 344, 345
 BALDONI Gio. Andrea
 1 B 172
 BALDOVINO Andrea
 1 B 165, 166
 BALDOYNO Onorato
 1 B 414
 BALDUINI (père)
 1 B 208
 BALDUINI Alberto
 1 B 209
 BALDUINI Francesco
 1 B 431
 BALDUINI Gio. Francesco Alberto
 1 B 350
 BALDUINI Gio. Michele
 1 B 154, 350
 BALDUINI Giuseppe
 1 B 209
 BALDUINO Giuseppe Maria
 1 B 174
 BALEGNO Domenico
 1 B 318
 BALESTRA Ludovico
 1 B 172
 BALESTRE épouse UGONIS Rosa
 1 B 285
 BALLARD di ROCCAFREDDA Filippo Giuseppe
 1 B 159, 160, 161, 250, 409, 410
 BALLARIO Bartolomeo
 1 B 168
 BALP Giuseppe
 1 B 174
 BANDINI Maddalena
 1 B 404
 BARATTA di CERVERE Ascanio
 1 B 164
 BARBAROSSA Stefano
 1 B 154
 BARBERA (frères)
 1 B 158
 BARBERI Dionigi
 1 B 163
 BARBERIS Gio. Battista
 1 B 580
 BARBIERO Devota
 1 B 299, 313, 416
 BARBIERO épouse AUZELLO Devota
 1 B 307
 BARBIERO Francesco
 1 B 299, 304, 307, 417
 BARBIERO Onorato
 1 B 388, 449
 BARCILLON de ROQUEFORT épouse CACCIARDO Marie Anne de
 1 B 243
 BARCILON de CUEBRIS Gio. Gaspare de
 1 B 158, 180, 215
 BARELLI (époux)
 1 B 379
 BARELLI (frères)
 1 B 312
 BARELLI (veuve)
 1 B 290
 BARELLI Antonio
 1 B 162, 163, 164, 165, 166, 295, 312
 BARELLI Antonio Francesco
 1 B 168, 171, 239
 BARELLI Gio. Francesco
 1 B 161, 168
 BARELLI Gio. Pietro
 1 B 459
 BARELLI Gio. Raffaele
 1 B 166
 BARELLI Giuseppe
 1 B 157
 BARELLI Lamberto
 1 B 320
 BARELLI Pietro
 1 B 162, 164, 313

BARELLI Pietro Antonio
 1 B 165, 166, 239, 337
 BARLA Gio. Battista
 1 B 453
 BARLA Gio. Ignazio
 1 B 181
 BARLA Nicolao
 1 B 453
 BARLASSINA Pietro
 1 B 160
 BARLET Gio. Francesco
 1 B 277
 BARLET Pietro
 1 B 368
 BARLET Pietro Giuseppe
 1 B 277
 BARLETTI Giovanni
 1 B 166
 BARLI Andrea
 1 B 209
 BARLI FABRI Domenico
 1 B 450
 BARLI FABRI Giacinto
 1 B 216
 BARLI FABRI Gio. Francesco
 1 B 349
 BARLI FABRI Gio. Maurizio
 1 B 154, 353, 361, 368
 BARLI FABRI Onorato
 1 B 179, 261, 271, 276, 285, 395, 453
 BARLI Gio. Battista
 1 B 162
 BARLI Gio. Domenico
 1 B 208
 BARLI Onorato Andrea
 1 B 219, 220, 242
 BARNATO Giacomo
 1 B 376
 BARNATO Gio. Battista
 1 B 179, 390
 BARNATO Teodoro
 1 B 187, 445
 BARNOINA Margherita
 1 B 570
 BARNOINO Antonio Francesco
 1 B 233
 BARRAIA Antonio
 1 B 296
 BARRAJA Antonio Francesco
 1 B 395
 BARRAJA épouse VERANI Teresa
 1 B 179
 BARRAJA Gio. Francesco
 1 B 570
 BARRAJA Onorato
 1 B 141
 BARRAJA Pietro Giacomo
 1 B 141
 BARRALA veuve NICOLAI Anna Maria
 1 B 404
 BARRALE Antonio
 1 B 573
 BARRALE Bartolomeo
 1 B 235, 415, 416, 418
 BARRALE épouse BASSA Luiseta
 1 B 416
 BARRALE Onorato
 1 B 407
 BARRALE Pietro
 1 B 420
 BARRALIS (frères et soeur)
 1 B 373
 BARRALIS (frères)
 1 B 155
 BARRALIS Andrea
 1 B 313
 BARRALIS Antonio
 1 B 219, 237, 326
 BARRALIS Bartolomeo
 1 B 171, 174, 209, 220, 373, 399
 BARRALIS Bernardino
 1 B 163, 164, 167, 296
 BARRALIS Carlo
 1 B 154
 BARRALIS di PEGLIONE Giuseppe Maria Domenico
 1 B 161
 BARRALIS Filippo Antonio
 1 B 245
 BARRALIS Francesco
 1 B 154, 166, 167
 BARRALIS Giacomo
 1 B 423
 BARRALIS Giambattista
 1 B 163, 304, 373
 BARRALIS Gio. Francesco
 1 B 373
 BARRALIS Gio. Onorato
 1 B 406
 BARRALIS Giulio Cesare
 1 B 172
 BARRALIS Giuseppe
 1 B 155, 365, 377
 BARRALIS Giuseppe Antonio
 244
 BARRALIS Giuseppe Nicola
 1 B 176, 180, 350, 394
 BARRALIS Imberto
 1 B 327, 329
 BARRALIS Isoardi
 1 B 301
 BARRALIS Ludovico
 1 B 162, 163, 303, 304
 BARRALIS Maria Costanza
 1 B 155
 BARRALIS Michelangelo
 1 B 240
 BARRALIS Ottavio
 1 B 139, 162, 164, 294, 414, 446
 BARRALIS Paolo Bartolomeo
 1 B 373
 BARRALIS Pietro Antonio
 1 B 263
 BARRIERA épouse, puis veuve CARLONE Maria Camilla
 1 B 356, 376
 BARRIERA Gio. Francesco
 1 B 181
 BARRIERA veuve LANCHANTIN Gioanna Francesca
 1 B 160
 BARTELEMY (époux)
 1 B 160
 BARTHOLOMEIS Ludovico de
 1 B 296, 297
 BARTOLOMEIS Gio. Battista
 1 B 162
 BARTOLOMEIS Imperiale
 1 B 390
 BARUCCHI (sœurs)
 1 B 384
 BARUCCHI Camillo Antonio
 1 B 418
 BARUCCHI Franchino
 1 B 304
 BARUCCHI Gio. Antonio
 1 B 279
 BARUCCHI veuve GRANELLA Paola Vittoria
 1 B 160, 285
 BARUCHI Domenico
 1 B 405
 BARUCHI Dorotea
 1 B 367
 BARUCHI Gio. Battista
 1 B 168, 416
 BARUCHI Giulio Cesare
 1 B 367
 BARUZZA Angela Maria
 1 B 405
 BASIN veuve ROSSETTI Francesca
 1 B 409

BASSIGNANO Andrea
 1 B 569
 BASSIS Gioanni de
 1 B 413
 BASSO Gio. Maria
 1 B 387
 BASSO Gioanni
 1 B 161
 BASSO Giuseppe
 1 B 395
 BASSO Pietro
 1 B 367
 BASSO Stefano
 1 B 254
 BAUD épouse BARRALIS Dorotea
 1 B 154
 BAUDINO Antonio
 1 B 573
 BAUDINO Gio. Battista
 1 B 573
 BAUDINO Onorato
 1 B 434
 BAUDO Antonio
 1 B 432
 BAUDO Bartolomeo
 1 B 570
 BAUDO Gio. Agostino
 1 B 241
 BAUDO Onorato
 1 B 314
 BAUDOIN (sœurs)
 1 B 155
 BAUDOIN épouse MILON di VERRAILLON Barbara
 1 B 180
 BAUDOIN Gio. Giuseppe
 1 B 365
 BAVASTRO Giuseppe
 1 B 160
 BECCO Giuseppe
 1 B 579
 BEGHELLI Giuseppe
 1 B 393
 BELGRANA Maria Gerolama
 1 B 218
 BELGRANI Gio. Battista
 1 B 442
 BELGRANO di FAMOLASCO Gioachino
 1 B 372
 BELGRANO Giacomo Maria
 1 B 168
 BELGRANO Gio. Agostino
 1 B 444
 BELGRANO veuve EMERIGO Maria Francesca
 1 B 394
 BELLEGARDA veuve MAISTRE Maria Teresa
 1 B 154
 BELLEGARDA veuve MAISTRE Teresa
 1 B 454
 BELLEUDI (frère et sœurs)
 1 B 158
 BELLEUDI Antonio
 1 B 210
 BELLEUDI Gio. Battista
 1 B 209
 BELLEUDI Ludovico Sebastiano
 1 B 158, 210
 BELLI Francesco
 1 B 293
 BELLI Gio. Andrea
 1 B 219
 BELLIA Ludovica
 1 B 568
 BELLINA Ludovica
 1 B 570
 BELLINO Agostino
 1 B 160
 BELLISLE de (duc)
 1 B 359
 BELLONE Anna Maria
 1 B 214
 BELLONE Antonio
 1 B 578
 BELLONE Giuseppe
 1 B 169, 609
 BELLONE Pietro Antonio
 1 B 214
 BELLONI Aurelio
 1 B 441
 BELLONI Paolo
 1 B 441
 BELLOY Jean-Baptiste de
 1 B 210
 BELMONDI épouse GILLETTA Margherita
 1 B 374
 BELMONDI Gio. Andrea
 1 B 161
 BELMONDI Guglielmo
 1 B 268, 374
 BELMONTE Caterina
 1 B 410
 BELMONTE Gio. Stefano
 1 B 410
 BENCINI Francesco Domenico
 1 B 221
 BENIN épouse BONIFACIO Teresa
 1 B 367
 BÉNOÎT XIV
 1 B 213
 BENSA Alessandra
 1 B 238
 BENSA Bartolomeo
 1 B 418
 BENSA Domenico
 1 B 575
 BENSA épouse COTTO Caterina
 1 B 239
 BENSA Gio. Battista
 1 B 431
 BENSA Giuseppe
 1 B 160
 BENSA Lazaro
 1 B 148
 BENSA Pietro
 1 B 155
 BENSA Raffaele
 1 B 299
 BERALDI (frères)
 1 B 439
 BERALDI Gio. Antonio
 1 B 160
 BERALDI Gio. Battista
 1 B 161
 BERALDI Ludovico
 1 B 440
 BERALDO Battista
 1 B 439
 BERARDI (frères)
 1 B 445
 BERARDI (procureur)
 1 B 172
 BERARDI (sœurs)
 1 B 340
 BERARDI Antonio Maria
 1 B 179
 BERARDI Carlo Sebastiano
 1 B 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22
 BERARDI Egidio
 1 B 167, 168
 BERARDI Gaspare
 1 B 158
 BERARDI Gaspare Antonio
 1 B 158
 BERARDI Gio. Battista
 1 B 218, 444
 BERARDI Gio. Francesco
 1 B 174
 BERARDI Gio. Pietro
 1 B 180

BERARDI Ludovico
 1 B 165, 300, 303, 441
 BERARDI Pietro
 1 B 159
 BERARDI Pietro Francesco
 1 B 165, 167
 BERARDI Pio
 1 B 139
 BERARDI veuve BALDOINO Anna Dorotea
 1 B 161, 409
 BERARDI Vincenzo Ambrogio
 1 B 187
 BERARDO Francesco
 1 B 317, 333, 420
 BERARDO Giovanni
 1 B 167
 BERCHOUT Gioanni
 1 B 159
 BERENGARA Camilla
 1 B 304
 BERENGARO Andrea
 1 B 318, 322
 BERENGARO Angela
 1 B 329, 335
 BERENGARO Carlo Antonio
 1 B 457
 BERENGARO épouse MAISTRE Angela
 1 B 337
 BERENGARO épouse SOLARO Francesca
 1 B 457
 BERENGARO Gio. Michele
 1 B 235, 315, 316, 317, 354, 355
 BERENGARO Gio. Onorato
 154
 BERENGARO Gioanni
 1 B 312, 314, 315, 316, 335, 337, 354, 355
 BERENGARO Giulia
 1 B 335
 BERENGARO Giuseppe
 1 B 161
 BERENGARO Giuseppe Maria
 1 B 375, 425
 BERENGARO Obertino
 1 B 236, 240, 312, 313, 329, 354, 355
 BERENGARO Onorato
 1 B 320, 326, 335, 354, 355
 BERENGARO Paolo
 1 B 420
 BERENGARO Ruffina
 1 B 326
 BERENGARO Stefano
 1 B 315, 317, 318, 322, 325, 327, 329, 335
 BERENGARO veuve BOSIO Giulia
 1 B 326
 BERENGIERI Onorato
 1 B 216
 BERGANO Carlo Mattia
 1 B 166
 BERGERA épouse TESTORIS Elisabetta
 1 B 160
 BERGERA Giacomo
 1 B 170
 BERGONDI (époux)
 1 B 155, 158
 BERGONDI (frères)
 1 B 327
 BERGONDI Orazio
 1 B 293
 BERGONDO Antonio
 1 B 163
 BERGONZO Gio. Stefano
 1 B 159
 BERIO Angelica
 1 B 406
 BERIO Bartolomeo
 1 B 441
 BERIO Bernardo
 1 B 162
 BERIO Bianca Maria

1 B 285
 BERIO Gaetano
 1 B 442, 443
 BERIO Gio. Battista
 1 B 439
 BERIO Giuseppe
 1 B 409
 BERIO Nicolo'
 1 B 168, 170
 BERIO Stefano
 1 B 187
 BERMON Vittorio
 1 B 148
 BERMONDI (époux)
 1 B 446
 BERMONDI Antonio
 1 B 330, 331, 378
 BERMONDI Bartolomeo
 1 B 161
 BERMONDI Martino
 1 B 305
 BERMONDO Gio. Andrea
 1 B 338
 BERMONDO Gio. Onorato
 1 B 361
 BERNARDA épouse ALLAVENA Francesca
 1 B 367
 BERNARDO Giuseppe
 1 B 377
 BERRA Andrea di
 1 B 238
 BERRA épouse TERRAZZANI Maria di
 1 B 171, 333, 336
 BERRA Giacomo
 1 B 148
 BERRA Gio. Andrea di
 1 B 333, 336
 BERRA Gio. Giacomo
 1 B 235
 BERRA Giuseppe
 1 B 168
 BERRA Maria Caterina di
 1 B 235
 BERRA Marta di
 1 B 320
 BERRA Onorato di
 1 B 234
 BERRA Renato di
 1 B 162, 294
 BERRA Scipione di
 1 B 168
 BERRA veuve CLERICO Francesca Maria
 1 B 238
 BERRI Giuseppe
 1 B 427
 BERRI Pietro
 1 B 427
 BERRI Vincenzo
 1 B 427
 BERROBIANCHI (époux)
 1 B 157
 BERTAUD Francesco
 1 B 155
 BERTAUD Francesco Giuseppe
 1 B 388
 BERTAUD Giuseppe
 1 B 383
 BERTAUDO Gio. Ludovico
 1 B 163
 BERTELLA (époux)
 1 B 154
 BERTELLA Domenico
 1 B 374
 BERTELLA épouse SÉNÉCHAL Dorotea
 1 B 155, 374
 BERTELLA Gio. Battista
 1 B 155, 374, 380, 386
 BERTELLI Antonio
 1 B 580

BERTELLI épouse CIGIÉ Dorotea
 1 B 267, 293
 BERTIER Claudio
 1 B 148, 161
 BERTOGLIO Onorato
 1 B 260
 BERTON de CRILLON Dominique Laurent de
 1 B 220
 BERTONE Giacomo
 1 B 236
 BERTONE Gio. Francesco
 1 B 236
 BERTONE Onorato
 1 B 164
 BERTONI (époux)
 1 B 327
 BERTRANDI épouse ROSSONE Maria
 1 B 573
 BERZETTI di BURONZO Giovanni
 1 B 161, 218, 410
 BESSI épouse GOIRAN Caterina
 1 B 570
 BESSON Cesare
 1 B 303
 BESSON Ludovico
 1 B 433
 BESSONI Cesare
 1 B 165, 170
 BESSONI Gio. Antonio
 1 B 167
 BESTOSIO Pietro
 1 B 168
 BIANC (époux)
 1 B 266
 BIANCHI épouse MILLO Giulia
 1 B 424
 BIANCHI Giovanni
 1 B 424
 BIANCHI Vittorio
 1 B 141
 BIANCO Domenico
 1 B 452
 BIANCO Lorenzo
 1 B 576
 BIANCO Ludovico
 1 B 306
 BIANCO Stefano
 1 B 162, 234
 BIANDRATE di SAN GIORGIO di FOGLIZZO Luigi Ignazio
 1 B 145, 174, 220
 BIANDRATE di SAN GIORGIO Guido
 1 B 170
 BILLO Sebastiano
 1 B 162
 BINET Francesco
 1 B 401
 BIRKBEK John
 1 B 187
 BISCARRA (époux)
 1 B 154
 BISCARRA Carlo Maria
 1 B 215, 216
 BISCARRA Francesco
 1 B 328
 BLACAS CARROS Francesco
 1 B 213, 214
 BLACAS CARROS veuve DRAGO des FERRES Maria Carlotta
 1 B 157, 292, 362
 BLACAS Claudio Cesare
 1 B 365
 BLACAS Luigia Francesca
 1 B 365
 BLANC Agostino
 1 B 421
 BLANC Carlo Andrea
 1 B 363
 BLANC épouse BLAVET Anna Giuseppa
 1 B 154
 BLANC épouse PIN Maria Ludovica
 1 B 363
 BLANC Giovanni
 1 B 208, 431
 BLANC Michel
 1 B 187
 BLANC Pietro Antonio
 1 B 368, 435
 BLANCARDA Maria
 1 B 302
 BLANCARDI Alessandro
 1 B 171
 BLANCARDI Filippo
 1 B 180
 BLANCARDI Francesco Flaminio
 1 B 170
 BLANCARDI Gio. Battista
 1 B 166, 299
 BLANCARDI Gio. Francesco
 1 B 166
 BLANCARDI Giuseppe Maria
 1 B 359, 570
 BLANCARDI Marco Aurelio
 1 B 166, 167, 314, 316
 BLANCARDI Maurizio
 1 B 170
 BLANCARDI Melchiorre
 1 B 166
 BLANCARDI Orazio
 1 B 160
 BLANCARDI Ottavio Maria
 1 B 173
 BLANCARDI ROERO della TURBIA Maurizio
 1 B 208
 BLANCARDI veuve LASCARIS Felice
 1 B 238
 BLANCHI (époux)
 1 B 160, 167
 BLANCHI (frères)
 1 B 570
 BLANCHI Agostino
 1 B 391, 397
 BLANCHI Carlo
 1 B 168
 BLANCHI Carlo Antonio
 1 B 385
 BLANCHI Cipriano
 1 B 385
 BLANCHI d'AYGLUN épouse GIUGLARIS Maria Benedetta Francesca
 1 B 271
 BLANCHI d'AYGLUN Gio. Facondo
 1 B 391
 BLANCHI épouse BLANC Angela Maria
 1 B 431
 BLANCHI épouse DE BALBIS Lucrezia
 1 B 373
 BLANCHI Erigio
 1 B 431
 BLANCHI Giacomo
 1 B 423
 BLANCHI Gio. Battista
 1 B 161, 448
 BLANCHI Gio. Francesco
 1 B 376
 BLANCHI Gio. Paolo
 1 B 424
 BLANCHI Gio. Vittorio
 1 B 159
 BLANCHI Giovanni
 1 B 312, 572
 BLANCHI Giuseppe
 1 B 159, 207, 434
 BLANCHI Giuseppe Andrea
 1 B 424
 BLANCHI Giuseppe Giovanni
 1 B 161
 BLANCHI Ludovico
 1 B 169, 376, 572, 577
 BLANCHI Michelangelo
 1 B 159

BLANCHI Onorato
 1 B 169, 172, 341, 423
 BLANCHI veuve BROCARDI Caterina
 1 B 401
 BLAVET (négociant)
 1 B 570
 BLAVET Andrea
 1 B 401
 BLAVET Antonio
 1 B 214
 BLAVET Bartolomeo
 1 B 350
 BLAVET Bernardino
 1 B 266, 358
 BLAVET Carlo
 1 B 154
 BLAVET di PIETRAFUOCO Gio. Paolo
 1 B 173, 353
 BLAVET Giacomo
 1 B 217, 272, 393, 401, 405
 BLAVET Gio. Andrea
 1 B 159
 BLAVET Gio. Battista
 1 B 378
 BLAVET Gio. Francesco
 1 B 154
 BLAVET Gio. Michele
 1 B 358, 387
 BLAVET Giovanni
 1 B 306
 BLAVET Ignazio
 1 B 240
 BLAVET Maria Teresa
 1 B 154, 155
 BLAVET Onorato Ignazio
 1 B 154
 BLAVET Pietro Antonio
 1 B 154, 401
 BLAVET veuve CACCIARDI Teresa
 1 B 243, 427
 BLAVET veuve CAPEU Teresa
 1 B 363
 BLAVET veuve CORNILLON Maria Apollonia
 1 B 242
 BLAVET veuve LOMBARDO Francesca
 1 B 154, 350
 BLAVETTO épouse TURATO Ludovica
 1 B 235
 BLAVETTO Gio. Battista
 1 B 238
 BLAVETTO Giovanni
 1 B 312
 BLAVETTO Onorato
 1 B 168
 BLENGINI Andrea Francesco
 1 B 159, 388
 BLENGINI épouse DE MAY Maria Teresa
 1 B 266
 BLENGINI Giuseppe
 1 B 158
 BLENGINI Pietro
 1 B 158
 BLENGINO Orazio
 1 B 257
 BLONAY Philippe Antoine de
 1 B 244
 BO Felice
 1 B 443
 BO Giuseppe
 1 B 157
 BOBBA Alberto
 1 B 162
 BOCCARONE Stefano
 1 B 326
 BOCCON (frères et soeur)
 1 B 427
 BOCCON Francesco
 1 B 427
 BOCHIO Carlo
 1 B 374
 BOCHIO Giovanni
 1 B 165
 BOCHIO Giulio
 1 B 169
 BOCHIO Ignazio
 1 B 244
 BOCHIO Onorato
 1 B 154, 174
 BOERI Angelo
 1 B 158, 446
 BOERI Augusto Tranquillo
 1 B 183
 BOERI Fabrizio
 1 B 158
 BOERI Giuseppe
 1 B 158, 161, 180
 BOET Pietro
 1 B 159
 BOETTI Giovenale Maria
 1 B 201
 BOETTO Gio. Battista
 1 B 236, 339
 BOETTO Martino
 1 B 444
 BOGINO Lorenzo Giambattista
 1 B 153, 157
 BOGLIO Cesare
 1 B 386
 BOGLION Carlo Domenico
 1 B 569, 570
 BOIERO Antonio
 1 B 298
 BOIERO Gio. Onorato
 1 B 572
 BOINO Giambattista
 1 B 569
 BOIS veuve LEOTARDI épouse MARTINI Isabella
 1 B 425
 BOISSIER et NAVILLE (société commerciale)
 1 B 360
 BOLLA Domenico
 1 B 175
 BOLORINO veuve PORRO Pellegrina
 1 B 579
 BONA (époux)
 1 B 157
 BONA Antonio
 1 B 438
 BONAFEDE Onorato
 1 B 570
 BONAUDO Andrea
 1 B 238
 BONAUDO Giacomo
 1 B 243
 BONAVENTURA Luigi
 1 B 434
 BONAVER veuve FERRANO Bartomaieta
 1 B 240
 BONAVIA Onorato
 1 B 569, 570
 BONDIL (famille)
 1 B 342
 BONDIL Onorata
 1 B 329, 330, 331
 BONDIL Raimondo
 1 B 330, 331, 414
 BONDIL veuve PASCHERI Anna
 1 B 329, 330, 331, 335, 336, 420, 421, 423
 BONELLO Gio. Battista
 1 B 255
 BONET épouse FARAUT Maria Teresa
 1 B 406
 BONET Francesco
 1 B 181, 406, 409
 BONET veuve FARAUT Paola Teresa
 1 B 158
 BONET Vittorio
 1 B 374

BONETTI (époux)
 1 B 424
 BONETTO Antonio
 1 B 300, 314
 BONETTO d'AYGLUN Antonio
 1 B 363
 BONETTO d'AYGLUN Carlo Amedeo
 1 B 241
 BONETTO d'AYGLUN Vittorio
 1 B 168, 322, 363
 BONETTO Vittorio
 1 B 314
 BONFANTE Ambrogio
 1 B 175
 BONFANTE Antonio
 1 B 446
 BONFANTE Felice
 1 B 211
 BONFIGLIO (frères)
 1 B 327
 BONFIGLIO Annibale
 1 B 162, 164, 327
 BONFIGLIO Anton Francesco
 1 B 363
 BONFIGLIO Antonio
 1 B 239
 BONFIGLIO Felice
 1 B 570
 BONFIGLIO Gio. Andrea
 1 B 257
 BONFIGLIO Gio. Antonio
 1 B 163
 BONFIGLIO Gio. Ludovico
 1 B 158
 BONFIGLIO Gio. Paolo
 1 B 292
 BONFIGLIO Giovanni Ludovico
 1 B 266, 292
 BONFIGLIO Pietro Antonio
 1 B 162
 BONFILS (notaire)
 1 B 345
 BONGIOVANNI Stefano
 1 B 168
 BONICO Giuseppe
 1 B 369
 BONIFACI (sœurs)
 1 B 160
 BONIFACI Gio. Paolo
 1 B 160
 BONIFACIO (époux)
 1 B 158
 BONIFACIO Cesare
 1 B 436
 BONIFACIO Filippo
 1 B 307
 BONIFACIO Giacomo
 1 B 325
 BONIFACIO Giambattista
 1 B 237, 367
 BONIFACIO Gio. Cesare
 1 B 580
 BONIFACIO Gio. Luigi
 1 B 242
 BONIFACIO Luigi
 1 B 148, 266
 BONIFACIO Onorato
 1 B 325
 BONIFACY Antonio de
 1 B 241
 BONINO (détenu)
 1 B 570
 BONNEFOY Gio. Battista
 1 B 158
 BONTÁ Andrea
 1 B 235, 326
 BONTÁ Anna Maria
 1 B 326
 BONTÁ Bartolomeo
 1 B 235, 326
 BONTÁ Francesco
 1 B 326
 BONTÁ veuve BENZA Maria
 1 B 238
 BONYOL Gabriele
 1 B 145
 BORELLI Gio. Battista
 1 B 2
 BORELLO Pietro
 1 B 452
 BORFIGA (prêtre)
 1 B 205
 BORGARELLO Federico
 1 B 174
 BORGARELLO Giuseppe Francesco
 1 B 174
 BORGONDI (époux)
 1 B 446
 BORGONDI Ludovico
 1 B 296, 297
 BORRA (époux)
 1 B 155
 BORRA Filippo
 1 B 141
 BORRA Giuseppe
 1 B 404
 BORRELLI Gio. Onorato
 1 B 432
 BORRIA Gio. Michele
 1 B 173
 BORRIGLION (frères)
 1 B 379
 BORRIGLION (père et fils)
 1 B 374
 BORRIGLION épouse BARRALIS Maria Margherita
 1 B 209
 BORRIGLION épouse BLACAS Maria Antonia
 1 B 365
 BORRIGLION veuve LASCARIS Maria Margherita
 1 B 155, 156, 159, 176, 178, 179, 180, 244, 292, 365, 377
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE Annibale
 1 B 163, 236
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE Carlo
 1 B 235
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE Carlo Luigi
 1 B 241, 353
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE Cesare
 1 B 236
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE épouse ROSSIGNOLI Francesca
 1 B 238
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE Francesco Maurizio
 1 B 328, 353
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE Pietro Onorato
 1 B 241, 328
 BORRIGLIONE d'ASPRMONTE veuve GENTE Margherita
 1 B 238
 BORRIGLIONE Francesco Ludovico
 1 B 168
 BORRIGLIONE Gio. Battista
 1 B 179, 236, 446
 BORRIGLIONE Ignazio Francesco
 1 B 170
 BORRIGLIONE Imperiale
 1 B 141
 BORRIGLIONE Napoleone
 1 B 318
 BORRIGLIONE Orazio
 1 B 171
 BORRIGLIONE veuve RICCI Maria
 1 B 237
 BOSANO Gio. Battista
 1 B 401
 BOSANO Giuseppe
 1 B 401
 BOSIO Antonio
 1 B 382
 BOSIO Gio. Battista
 1 B 382

BOSIO Gio. Francesco
 1 B 382
 BOSIO Giuseppe
 1 B 382
 BOSO Andrea
 1 B 437
 BOSO Antonio Francesco
 1 B 437
 BOTTALE Gio. Battista
 1 B 391
 BOTTALE veuve BONFIGLIO Bartolomea
 1 B 327
 BOTTERI di CASTELNUOVO Gio. Antonio
 1 B 141, 159, 160, 184, 281, 403
 BOTTERI Gio. Battista
 1 B 160
 BOTTI (sœurs)
 1 B 300
 BOTTIERO Ercole
 1 B 335
 BOTTIERO Gio. Michele
 1 B 235
 BOTTIERO Giuseppe
 1 B 177
 BOTTIGLIA della CROCE di MOSSO Gio. Giuseppe
 1 B 174
 BOTTIN Giacinto
 1 B 570
 BOTTIN Gio. Battista
 1 B 435
 BOTTIN Giuseppe
 1 B 157
 BOTTINA Isabella
 1 B 329
 BOTTINI Andrea
 1 B 187
 BOTTINI Gio. Andrea
 1 B 162
 BOTTINI Gio. Battista
 1 B 185, 210
 BOTTINI Onorato
 1 B 162
 BOTTINI Paolo
 1 B 376
 BOTTINI Stefano
 1 B 212
 BOTTINI veuve CAVASSO Elisabetta
 1 B 160
 BOTTINI veuve ROSA Maria Margherita
 1 B 376
 BOTTINO (époux)
 1 B 283
 BOTTINO Diego
 1 B 165, 166, 167
 BOTTINO Gianni
 1 B 444
 BOTTINO Gio. Antonio
 1 B 439
 BOTTINO Gio. Battista
 1 B 168
 BOTTINO Giovanni
 1 B 235
 BOTTINO Giulio
 1 B 329
 BOTTINO Giulio Cesare
 1 B 408
 BOTTINO Ludovico
 1 B 452
 BOTTINO Onorato
 1 B 434
 BOTTINO veuve DULBECCO Bianchineta
 1 B 439
 BOTTON Gio. Battista
 1 B 158, 179
 BOTTONE Carlo Felice
 1 B 145
 BOTTONE Claudio Felice
 1 B 172, 174
 BOTTONE Gio. Battista
 1 B 185, 208, 214, 390
 BOTTONE Gio. Francesco
 1 B 145, 168
 BOTTONE Gioanni
 1 B 570
 BOTTONE Tommaso
 1 B 220
 BOUFFER (frères et soeur)
 1 B 387
 BOUFFER (sœurs)
 1 B 435
 BOUIN Paul
 1 B 185
 BOULLE François
 1 B 244
 BOUNIN épouse RAYNAUD Francesca
 1 B 245
 BOURBON Zacharie de
 1 B 169
 BOUVET veuve LE GENDRE de VILLEMORIN Antoinette
 1 B 281
 BOVASSO Onorato
 1 B 572
 BOVE Ludovico
 1 B 303
 BOVE veuve PRIORIS Maddalena
 1 B 235
 BOVIS (sœurs)
 1 B 371
 BOVIS Andrea
 1 B 314, 424
 BOVIS Carlo
 1 B 340
 BOVIS Carlo Agostino
 1 B 179, 293
 BOVIS épouse AUTHIER di SAN BARTOLOMEO Maria Teresa
 1 B 371
 BOVIS épouse ROSSETTI di CASTELNUOVO Maria Caterina
 1 B 371
 BOVIS Gio. Battista
 1 B 314, 398
 BOVIS Gio. Ludovico
 1 B 320
 BOVIS Giovanni
 1 B 162, 210
 BOVIS Giulio Cesare
 1 B 320, 326
 BOVIS Giuseppe
 1 B 160
 BOVIS Ludovico
 1 B 314
 BOVIS Stefano
 1 B 326
 BOVIS veuve GIOFFREDO Maria Camilla
 1 B 424
 BOVO Domenico
 1 B 576
 BOVO Lorenzo
 1 B 576
 BOYER Gio. Francesco
 1 B 209, 212
 BOYER Giuseppe Luigi
 1 B 408
 BOYER Jean
 1 B 241
 BOYERA veuve GARRELLA Maria Margherita
 1 B 420
 BOYERO Gerolamo Marcello
 1 B 168
 BOYERO Onorato
 1 B 382
 BOYS Giovanni
 1 B 209
 BOYS veuve LEOTARDI di PIERLAS épouse MARTINI di
 DOSFRAIRES Isabella
 1 B 451
 BOZINO épouse PORRO Maddalena
 1 B 412
 BOZINO Paolo Giovanni

1 B 412
 BRACCO épouse BERIO Maria Camilla
 1 B 442
 BRACCO Gio. Battista
 1 B 442
 BRACCO Ludovico
 1 B 381
 BRAIDA (sœurs)
 1 B 154, 155, 363
 BRAIDA Carlo Antonio
 1 B 173
 BRAIDA épouse puis veuve ROSTAGNI Teresa Margherita
 1 B 365
 BRAIDA épouse, puis veuve ROSTAGNI Teresa Margherita
 1 B 378
 BRAIDA Giuseppe Ludovico
 1 B 153, 154, 174, 365
 BRECCA Pietro
 1 B 569
 BRÈS Cipriano
 1 B 167
 BRÈS Gio. Ludovico
 1 B 312
 BRÈS Giovanni
 1 B 167
 BRESCA Gio. Antonio
 1 B 171, 174
 BRESSANO
 1 B 574
 BREZZI Giuseppe Andrea
 1 B 158
 BRIGASCO Bernardino
 1 B 569
 BRIGASCO Luigi
 1 B 570
 BRILLON Pierre Jacques
 1 B 4, 5, 6, 7, 8, 9
 BRINGUIER Antonio
 1 B 159
 BRIZIO Pietro
 1 B 207, 208
 BRIZZI veuve GERMON Marianna
 1 B 437
 BROC Antonia
 1 B 181
 BROCARDI Antonio Giuseppe
 1 B 159
 BROCARDI Giuseppe
 1 B 401
 BROCARDO Angelo
 1 B 162
 BROCHIER Gio. Francesco
 1 B 355
 BROCHIER Giuseppe Antonio
 1 B 437
 BROCHIER Marianna
 1 B 355
 BROCHIERO Gio. Francesco
 1 B 154
 BROCHIERO Pietro
 1 B 171, 335
 BROSSETTI Onorato
 1 B 209
 BRUN Domenico
 1 B 159
 BRUN Gio. Giuseppe Andrea
 1 B 280
 BRUN Pietro Giuseppe
 1 B 293
 BRUNENGO (avocat)
 1 B 145, 172
 BRUNENGO (frères)
 1 B 215
 BRUNENGO Bartolomeo
 1 B 458
 BRUNENGO Carlo Ambrogio
 1 B 174
 BRUNENGO Gio. Battista
 1 B 410

BRUNENGO Giovanni
 1 B 164
 BRUNENGO Luigi
 1 B 141, 216, 395
 BRUNENGO Massimino
 1 B 300
 BRUNENGO Nicola Ignazio
 1 B 173, 174
 BRUNENGO Stefano
 1 B 442
 BRUNENGO Vittorio Amedeo
 1 B 160, 372, 442
 BRUNETTA Bartolomeo
 1 B 240
 BRUNI (époux)
 1 B 155
 BRUNI Giovanni
 1 B 458
 BRUNNEMAN Giovanni
 1 B 27, 28
 BRUNO Antonio
 1 B 574
 BRUNO Gio. Battista
 1 B 173
 BRUNO Stefano
 1 B 163
 BRUNON de RABIER de la BAUME Honoré
 1 B 370
 BRUNY épouse CHIAMINO Isabella
 1 B 573
 BUCCHIONI (père et fils)
 1 B 374
 BUCHIONE Bartolomeo
 1 B 159, 160
 BUCHLAND John
 1 B 185
 BUFFA (époux)
 1 B 160
 BUFFON Giuseppe Gaetano
 1 B 146, 154, 214, 244, 268, 363
 BUONAFEDE épouse VERMEIL Gioanna Maria
 1 B 184
 BUONFANTE Ambrogio
 1 B 243, 262
 BUONFANTE Giovanni
 1 B 212, 569
 BUONFIGLIO Annibale
 1 B 234
 BUONFIGLIO épouse DEPETRA Anna Maria
 1 B 236
 BUONFIGLIO Gio. Battista
 1 B 163
 BUONFIGLIO Gio. Francesco
 1 B 164, 166
 BUONFIGLIO Giovanni Ludovico
 1 B 264
 BUONFIGLIO Onorato
 1 B 165, 166, 167, 236
 BUONFIGLIO Orazio
 1 B 164, 246
 BUONFIGLIO Pietro Antonio
 1 B 234
 BURASTERO Antonio
 1 B 444
 BUSCA della ROCCHETTA Vincenzo Maria
 1 B 159, 403

C

CABAGNO Bartolomeo
 1 B 143
 CABAGNO Gio. Andrea
 1 B 148
 CABAGNO Gio. Battista
 1 B 219, 220
 CABANAL Giacinto
 1 B 215
 CABANIS Louis
 1 B 185

CABRIERA Chatarina
 1 B 294
 CABRIERA Laura
 1 B 234
 CABRIERO veuve SOLIERO Barbara
 1 B 237
 CABROL Carlo Lorenzo
 1 B 154
 CACCIARDI (frères)
 1 B 211
 CACCIARDI Bartolomeo
 1 B 207, 423
 CACCIARDI Francesco
 1 B 176, 423
 CACCIARDI Gio. Francesco
 1 B 215
 CACCIARDO Bartolomeo
 1 B 240
 CACCIARDO Ignazio
 1 B 209
 CACCIARDO ou CACHIARDO Francesco Giuliano
 1 B 238
 CACHERANO d'OSASCO della ROCCA Gio. Battista
 1 B 178
 CACHERANO d'OSASCO della ROCCA Giovanni Ottaviano
 1 B 179, 272, 387
 CACHERANO d'OSASCO Ottaviano
 1 B 78
 CACHIARDO Giambattista
 1 B 234
 CACHIARDO Paolino
 1 B 208
 CACIARDO veuve ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Lucrezia
 1 B 240
 CAGNOLI (époux)
 1 B 446
 CAGNOLI di MASSOINS Francesco
 1 B 243
 CAGNOLI di MASSOINS Giacomo
 1 B 212
 CAGNOLI di SANT'AGNES Giuseppe
 1 B 182, 273
 CAGNOLI Gio. Andrea
 1 B 576
 CAGNOLI Gio. Antonio
 1 B 154
 CAGNOLI Giovanni
 1 B 158
 CAGNOLI Giuseppe
 1 B 158
 CAGNOLI Onorato
 1 B 155, 240
 CAGNOLI Onorato Francesco
 1 B 173
 CAGNOLI Pietro Andrea
 1 B 154
 CAGNOLI Pietro Tommaso
 1 B 280
 CAGNOLI Sebastiano
 1 B 154
 CAGNOLI Tommaso
 1 B 457
 CAGNOLI veuve INGIGLIARDI Francesca
 1 B 160
 CAIRASCHI Angelo
 1 B 363
 CAIRASCO Carlo Agostino
 1 B 154
 CAIRASCO Marco Aurelio
 1 B 447
 CAIRASCO Sigismondo
 1 B 568
 CAIRE Carlo
 1 B 171
 CAIRE Spirito
 1 B 168, 170
 CAIS di PIERLAS épouse DE MAY Angela Vittoria
 1 B 161, 410
 CAIS di PIERLAS Giuseppe
 1 B 177, 218, 244
 CAISSONA veuve TALLONA Margherita
 1 B 239
 CAISSONE Gio. Francesco
 1 B 322
 CAISSOTTI (frères)
 1 B 83
 CAISSOTTI Agostino
 1 B 168, 249, 313, 319, 321, 325
 CAISSOTTI Alessandra
 1 B 234
 CAISSOTTI Carlo
 1 B 169, 572
 CAISSOTTI Carlo Antonio
 1 B 234
 CAISSOTTI Carlo Giuseppe
 1 B 211
 CAISSOTTI di CHIUSANO Francesco Antonio
 1 B 174
 CAISSOTTI di CHIUSANO Vittorio Felice Filippo
 1 B 440
 CAISSOTTI di ROBION voir GALLEAN alias CAISSOTTI
 CAISSOTTI Francesco
 1 B 234, 303
 CAISSOTTI Gio. Antonio
 1 B 323, 324, 418
 CAISSOTTI Gio. Battista
 1 B 296, 298, 303, 304, 418,
 CAISSOTTI Gio. Paolo
 1 B 165, 234, 235
 CAISSOTTI Guiglione
 1 B 235
 CAISSOTTI Ludovico
 1 B 299
 CAISSOTTI Melchiorre
 1 B 299
 CAISSOTTI Orazio
 1 B 235, 239, 295, 296, 297, 301, 303, 304, 306, 312, 323, 324, 415,
 416, 417, 418
 CAISSOTTI veuve GRIMALDI Anna Maria Rosa
 1 B 349
 CAISSOTTO Agostino
 1 B 167
 CAISSOTTO Annibale
 1 B 163, 234
 CAISSOTTO Antonio Francesco
 1 B 155, 159, 175
 CAISSOTTO Bartolomeo
 1 B 162, 163, 164
 CAISSOTTO Francesco
 1 B 163
 CAISSOTTO Gio. Bartolomeo
 1 B 163
 CAISSOTTO Gio. Paolo
 1 B 164
 CALERY Angelo Antonio
 1 B 164
 CALIGARO Stefano
 1 B 162
 CALMET (capitaine)
 1 B 169
 CALVI Antonio
 1 B 271
 CALVI Gio. Battista
 1 B 216
 CALVI Gio. Luigi
 1 B 569
 CALVI Luigi
 1 B 160
 CALVI Pietro Paolo
 1 B 445
 CALVINI Giovanni
 1 B 306
 CALVINO Antonio
 1 B 167
 CALVINO Clemente
 1 B 164
 CALVINO épouse RASINO Maria Camilla
 1 B 237

CALVINO Gio. Battista
1 B 236

CALVINO Onorato
1 B 348

CALVINO Pietro
1 B 241

CALVINO veuve BONTÁ Angelica
1 B 235

CALVIO Bernardino
1 B 413

CALVIO Dionigio
1 B 235

CALVO Bartolomeo
1 B 157

CALVO Marco Aurelio
1 B 439

CALZAMIGLIA (époux)
1 B 165

CALZAMIGLIA Agostino
1 B 171, 439

CALZAMIGLIA Ambrogio
1 B 173, 399

CALZAMIGLIA Antonio
1 B 218, 369

CALZAMIGLIA Carlo
1 B 171, 439

CALZAMIGLIA Carlo Vincenzo
1 B 185

CALZAMIGLIA di VILLAGUARDIA Agostino
1 B 158

CALZAMIGLIA di VILLAGUARDIA Andrea Ettore
1 B 160

CALZAMIGLIA di VILLAGUARDIA Filippo
1 B 243, 376

CALZAMIGLIA Gio. Battista
1 B 444

CALZAMIGLIA Giuseppe Maria
1 B 208

CALZAMIGLIA Nicola
1 B 382

CALZAMIGLIA Onorato
1 B 444

CALZAMIGLIA Pietro
1 B 171

CALZAMIGLIA Saverio
1 B 146, 213, 454

CALZAMIGLIA Sebastiano
1 B 205, 221, 444

CALZAMIGLIA veuve BERIO Bianca Maria
1 B 406

CALZAMIGLIA veuve BRUNENGO Colomba
1 B 384

CALZIA Gio. Battista
1 B 440

CALZIA Giovanni
1 B 410

CAMARES Antonio
1 B 434

CAMARES Gio. Antonio
1 B 161

CAMBIANO Giovanni
1 B 163

CAMBIASO (frères)
1 B 155

CAMERAN Pietro
1 B 214

CAMERANO Gio. Onorato
1 B 236

CAMERANO Onorato
1 B 168

CAMOS (époux)
1 B 160

CAMOS (frères)
1 B 376

CAMOS Antonio
1 B 376, 395

CAMOS Giacomo
1 B 159

CAMOS Gio. Antonio
1 B 395

CAMOS veuve PENCHIENAT Gerolama
1 B 437

CAMOSSA veuve CASTELLI Isabella
1 B 383, 428

CAMOSSA veuve GUIGLION Angelica
1 B 392

CAMOSSO Gio. Andrea
1 B 158, 383, 428

CAMUSAT épouse DAUVERGNE Marie
1 B 241

CANALE Gratia
1 B 235

CANALIS Ottavio Antonio
1 B 570

CANAVERO Bartolomeo
1 B 575

CANESTRIER veuve MARTIN Maria Valentina
1 B 404

CANEVARI Gio. Andrea
1 B 370

CANINO Lorenzo
1 B 175

CANIS Michele
1 B 574

CANOVA Carlo Francesco
1 B 158, 391

CANTON Gio. Battista
1 B 272

CANTONA Luigia
1 B 313

CANTONA Pirineta
1 B 313

CANTONE Giacomo
1 B 220

CANTONO Antonio
1 B 209

CANTONO Carlo Francesco
1 B 208, 242, 360

CANTONO Pietro Antonio
1 B 160, 424

CANUBIO ou CANNUBBIO Felice Vittorio
1 B 359, 426

CAPAN Gio. Onorato
1 B 427

CAPATTI (époux)
1 B 160

CAPEL Lazaro di
1 B 170

CAPELLO Andrea
1 B 323, 324

CAPELLO di CASTELNUOVO épouse AUTHIER della PENNA Antonia
1 B 241

CAPELLO di CASTELNUOVO veuve RAYNARDI Devota
1 B 240

CAPELLO épouse TORRINI di FOGASSIERAS Costanza
1 B 154, 180, 277

CAPELLO Gio. Battista
1 B 166, 236

CAPELLO Giulio
1 B 323, 324

CAPELLO Marcello
1 B 242

CAPELLO MARCHESAN Giuseppe Domenico
1 B 153, 154, 155, 242, 336, 424

CAPELLO Marco Antonio
1 B 168, 237

CAPELLO Pietro
1 B 168

CAPELLO Pietro Orazio
1 B 257

CAPELLO Pietro Paolo
1 B 171

CAPONE Luca
1 B 166, 167

CAPONE Maurizio
1 B 171

CAPONE Michelangelo
1 B 154

CAPPATE Chiara
 1 B 214
 CAPPATE Francesca Maddalena
 1 B 214
 CAPPATO Gio. Antonio
 1 B 214
 CAPPONI Giuseppe
 1 B 184
 CAPPONI Pietro Antonio
 1 B 219
 CAR Emanuele Filiberto
 1 B 167, 322
 CAR épouse ACHIARDI dell'ALPE Perineta
 1 B 322, 335
 CAR Ludovico
 1 B 307, 312
 CARABALONA Giuseppe
 1 B 448
 CARAVADOSSA veuve BARELLI Anna Maria
 1 B 239
 CARAVADOSSI del TOETTO Bartolomeo
 1 B 157, 178
 CARAVADOSSI épouse CAR Francesca
 1 B 307
 CARAVADOSSI Gio. Battista
 1 B 167
 CARAVADOSSI Lucrezia
 1 B 307
 CARAVADOSSI Maria Francesca
 1 B 172
 CARAVADOSSI Paola Francesca
 1 B 172
 CARAVADOSSI Pietro Gerolamo
 1 B 174
 CARAVADOSSI Saverio
 1 B 214
 CARAVADOSSO épouse PRIORIS Dorotea
 1 B 241
 CARAVELLO Carlo
 1 B 161
 CARAVELLO Cesare
 1 B 181, 256, 433
 CARAVELLO Giacomo
 1 B 388
 CARAVELLO Gio. Battista
 1 B 437
 CARCASSONA David
 1 B 356
 CARCASSONA Moise
 1 B 405
 CARENCO Gio. Battista
 1 B 162
 CARENSI épouse BOTTINI Placidia
 1 B 387
 CARIGNAN Eugène de
 1 B 180
 CARIX Antoine
 1 B 435
 CARLAVANDE Louis
 1 B 186
 CARLE Giuseppe
 1 B 240
 CARLES Bertrando
 1 B 416
 CARLES Pietro Paolo
 1 B 437
 CARLES Stefano
 1 B 289
 CARLI Giachetto
 1 B 162
 CARLI Pietro Antonio
 1 B 570
 CARLI veuve MACCAGLI Bianca Maria
 1 B 160
 CARLIN Andrea
 1 B 409
 CARLIN Gio. Battista
 1 B 409
 CARLIN veuve BAUDO Maria Battista

1 B 270
 CARLINO Gio. Battista
 1 B 240
 CARLINO Giovanni
 1 B 299
 CARLO Lorenzo
 1 B 168
 CARLOIS Pietro Giuseppe
 1 B 405
 CARLONE (marchand)
 1 B 570
 CARLONE Gabriele
 1 B 356
 CARLONE Gio. Giacomo
 1 B 155
 CARLONE Gio. Pietro
 1 B 405, 410
 CARLONE Pietro Antonio
 1 B 155
 CARLONE Rosa
 1 B 155
 CARRETTA Giambattista
 1 B 153, 154, 241, 348
 CARSIN Pierre
 1 B 314
 CARVALLO PINEL Moise
 1 B 257
 CASA (frères et soeur)
 1 B 363
 CASACCA Giovanni
 1 B 569
 CASALLETTE Lazaro
 1 B 167
 CASANOVA Bartolomeo
 1 B 579
 CASON Fabrizio
 1 B 158
 CASON Maria Camilla
 1 B 158
 CASONI Alessandro
 1 B 158
 CASONI Gio. Battista
 1 B 158
 CASONI Pietro Antonio
 1 B 217
 CASSANO Carlo
 1 B 453
 CASSINI Giacomo Filippo
 1 B 271
 CASSINI Gio. Maria
 1 B 209, 219
 CASSINI Pietro Paolo
 1 B 155
 CASSIO Filippo
 1 B 428
 CASSIO Gio. Battista
 1 B 211
 CASSIO Gio. Francesco
 1 B 158
 CASSONE Giuseppe
 1 B 53, 54
 CASTAGNA di GAIRAUT Felice Maria
 1 B 183
 CASTAGNA di GAIRAUT Giacinto Maria
 1 B 183
 CASTELLAN Onorato
 1 B 406
 CASTELLANE André Jean-Baptiste de
 1 B 209
 CASTELLANE Maurel de
 1 B 398
 CASTELLANO Onorato
 1 B 161
 CASTELLI (époux)
 1 B 155
 CASTELLI Anna Maria
 1 B 304
 CASTELLI Antonio Francesco
 1 B 256, 409

CASTELLI Antonio Ludovico
 1 B 569
 CASTELLI Bartolomeo
 1 B 323, 324
 CASTELLI Francesca
 1 B 322
 CASTELLI Gio. Antonio
 1 B 168, 208, 238, 320, 325
 CASTELLI Gio. Battista
 1 B 257, 336, 362
 CASTELLI Giovanni
 1 B 322, 333, 418
 CASTELLI Giuseppe
 1 B 354, 355
 CASTELLI Martino
 1 B 298, 305
 CASTELLI Onorato
 1 B 155, 295
 CASTELLI Pietro Giovanni
 1 B 383
 CASTELLI Pietro Ludovico
 1 B 172
 CASTELLI Stefano
 1 B 238, 323, 324, 418
 CASTELLO Onorato
 1 B 326
 CATTANI Francesca
 1 B 428
 CATTANI Gio. Antonio
 1 B 397, 427
 CATTANI Pietro
 1 B 256
 CATTANIO Gio. Battista
 1 B 568
 CAUDA di CASELETTE e GRAVERE Giuseppe
 1 B 145, 172
 CAUVIN (frères)
 1 B 290
 CAUVIN (prêtre)
 1 B 205
 CAUVIN Alessandro
 1 B 180
 CAUVIN Antonio
 1 B 160
 CAUVIN Antonio Ignazio
 1 B 266, 385, 437, 457, 458, 545
 CAUVIN Antonio Maria
 1 B 209
 CAUVIN Bartolomeo
 1 B 240, 431
 CAUVIN Benedetto
 1 B 161, 436
 CAUVIN Carlo
 1 B 214, 368
 CAUVIN Gio. Francesco
 1 B 243, 428
 CAUVIN Gio. Paolo
 1 B 159
 CAUVIN Giovanni
 1 B 158
 CAUVIN Giuseppe
 1 B 178, 179, 180, 272, 357, 387
 CAUVIN Lucrezia
 1 B 408
 CAUVIN Ludovico
 1 B 408
 CAUVIN Maria Caterina
 1 B 214
 CAUVIN Onorato
 1 B 408
 CAUVIN Pietro
 1 B 453
 CAUVIN Pietro Antonio
 1 B 147, 159, 180, 266, 397
 CAUVIN veuve CARRERA Maria Francesca
 1 B 160
 CAUVIN veuve CLARETTI di FOGASSIERAS Angela Maria
 1 B 243
 CAUVINA épouse ODDO Maria Caterina
 1 B 570
 CAUVINI (époux)
 1 B 371
 CAUVINI Stefano
 1 B 448
 CAUVINO Annibale
 1 B 259
 CAUVINO Antonio
 1 B 209, 292
 CAUVINO Bartolomeo
 1 B 209, 244
 CAUVINO Gio. Francesco
 1 B 154, 155, 570
 CAUVINO Giovanni
 1 B 423
 CAUVINO Ignazio
 1 B 373
 CAUVINO Ludovico
 1 B 371
 CAUVINO Pietro
 1 B 243
 CAUVINO Stefano
 1 B 154
 CAVAILLON (avocat)
 1 B 221
 CAVALCA Paolo Camillo
 1 B 164
 CAVALIER veuve AVENAS Anna Maria
 1 B 385
 CAVALLIER Antoine
 1 B 238
 CAVALLINO veuve AUDIBERTO Anna
 1 B 234
 CAVASSO Ludovico
 1 B 317, 320, 328
 CAYS di GILLETTA Anselmo
 1 B 239
 CAYS di GILLETTA Antonio Francesco
 1 B 348
 CAYS di GILLETTA Carlo Francesco
 1 B 154, 155, 157, 181, 183, 245, 261, 269, 364, 378
 CAYS épouse PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di
 SANTA MARGHERITA Caterina
 1 B 236
 CAYS Isabella
 1 B 236
 CAYS Marco Antonio
 1 B 237
 CAYS Stefano
 1 B 236
 CAYS veuve LASCARIS Laura
 1 B 239
 CAZES de CHARLEVAL (capitaine)
 1 B 166
 CAZZOLINI Gio. Stefano
 1 B 187
 CEDEVOLPE Alessandro
 1 B 296, 297
 CELEBRINA veuve ASDENTE Maria Margherita
 1 B 355
 CELESIA Gio. Battista
 1 B 161
 CEPOLLINA Francesco
 1 B 187, 577
 CEPPI Michele Antonio
 1 B 174
 CERRUTI di CASTIGLIONE FALLETTO Carlo Giuseppe Battista
 1 B 184
 CEVA Felice
 1 B 440
 CHABAUD Giuseppe
 1 B 403
 CHABAUDO Gio. Battista
 1 B 242
 CHABOT Jean-Baptiste
 1 B 283
 CHAIS Gio. Battista
 1 B 10, 11, 12
 CHAIS Margherita

1 B 313
 CHALLANT de LENONCOURT Charlotte Christine
 1 B 168
 CHAMILLART Michel
 1 B 169
 CHAMPION CRESPIGNY William
 1 B 161, 577
 CHAMPOSSIN di SAN SILVESTRO Giuseppe
 1 B 183, 278
 CHAMPOSSIN Gio. Battista
 1 B 205
 CHAMPOSSIN Gio. Giuseppe
 1 B 213
 CHAMPOSSIN Giovanni
 1 B 233
 CHAMPOSSIN Giuseppe
 1 B 214
 CHAMPOSSIN Luigi
 1 B 398
 CHANSON Claudio
 1 B 158
 CHARLES EMMANUEL 1er
 1 B 162, 163, 295, 296, 297, 299, 330, 331
 CHARLES EMMANUEL II
 1 B 166, 167, 168, 170, 208, 316
 CHARLES EMMANUEL III
 1 B 145, 146, 153, 174, 201, 247, 308, 309, 310, 311, 424, 425, 569
 CHARLES III (duc de Savoie)
 1 B 337, 349
 CHARLES III (roi d'Espagne)
 1 B 182
 CHARNET Jehan
 1 B 162
 CHERI Giuseppe
 1 B 174
 CHIABAUD épouse DE CONSTANTIN Maria Rosa
 1 B 392
 CHIABAUDA veuve MARIA Maria Vittoria
 1 B 363
 CHIABAUDI veuve SIMEONE Maria Felice
 1 B 355
 CHIABAUDIS épouse THAON di SANT'ANDREA e REVEL Cassandra
 1 B 236
 CHIABAUDIS Filippo Emanuele
 1 B 314, 426
 CHIABAUDIS Onorato
 1 B 168, 314, 320, 326, 359, 426
 CHIABAUDO Giacomo
 1 B 300
 CHIAIS Gio. Andrea
 1 B 154
 CHIAIS Giuseppe
 1 B 154
 CHIAISSO Giacomo
 1 B 313
 CHIAISSO Giovanni
 1 B 327
 CHIAMPOLETTI Anna Maria
 1 B 340
 CHIAMPORLETO Massimino
 1 B 419
 CHIANALE Nicolo'
 1 B 328
 CHIANEA (sœurs)
 1 B 155
 CHIANEA di SANTO STEFANO Antonio
 1 B 239
 CHIANEA di SANTO STEFANO épouse DAPROTIS Felice Maddalena
 1 B 242
 CHIANEA di SANTO STEFANO épouse PELLEGNIN Maria Francesca
 1 B 242
 CHIANEA di SANTO STEFANO épouse, puis veuve AUDIBERTI
 Gioanna Maria
 1 B 155, 176, 179, 356, 357, 365, 366, 368, 373
 CHIANEA di SANTO STEFANO Giacomo
 1 B 146, 154, 174, 241
 CHIANEA di SANTO STEFANO Giovanni
 1 B 238, 368
 CHIANEA di SANTO STEFANO Pietro Antonio Pio
 1 B 155, 242, 259, 364, 365, 366, 379, 389, 446, 570
 CHIANEA di SANTO STEFANO Vincenzo
 1 B 240
 CHIANEA Giacomo
 1 B 170
 CHIANEA Gio. Angelo
 1 B 174
 CHIANEA Giovanni
 1 B 170
 CHIANEA Giuseppe
 1 B 221
 CHIANEA Michelangelo
 1 B 210
 CHIARA (frères)
 1 B 158
 CHIARLANTE Gio. Lorenzo
 1 B 170
 CHIASSI Giovaneto
 1 B 295
 CHIASSI Onorato
 1 B 237
 CHIAULETTI Teodoro
 1 B 163
 CHIAUVET (frères et soeur)
 1 B 395
 CHIAUVET Domenico
 1 B 393, 395
 CHIAUVET Pietro
 1 B 393
 CHIAZZO Francesco Maria
 1 B 442
 CHIAZZO Gio. Battista
 1 B 442
 CHIAZZO Giovanni
 1 B 442
 CHIOATTERO Carlo Maurizio
 1 B 170
 CHRÉTIENNE de SAVOIE
 1 B 301, 303, 306, 381, 422
 CIAIS Claudio
 1 B 363
 CIAIS Gio. Battista
 1 B 363
 CIAUDANO Giuseppe
 1 B 580
 CIAUDOL Gio. Battista
 1 B 437
 CIAULAN Domenico
 1 B 369
 CIAULAN épouse GAGLIARDI Teresa
 1 B 447
 CIAULAN Gio. Giuseppe
 1 B 369, 447
 CIAULAN Marco Aurelio
 1 B 447
 CICCHETTO Francesco
 1 B 575
 CICCHETTO Luca
 1 B 575
 CIES ou CIAIS Luigi
 1 B 404
 CIES ou CIAIS Spirito
 1 B 404
 CIGIÉ Etienne
 1 B 267, 293
 CLAPIER Giacomo
 1 B 570
 CLARETTI Andrea
 1 B 165, 298
 CLARETTI Camilla
 1 B 332
 CLARETTI Carlo Luigi
 1 B 170
 CLARETTI di FOGASSIERAS Marco Antonio
 1 B 174, 243, 426
 CLARETTI Francesco
 1 B 162, 234, 298
 CLARETTI Francesco Antonio
 1 B 164, 166

CLARETTI Giacomo
 1 B 291
 CLARETTI Onorato
 1 B 165
 CLARETTI PONZONE Carlo Emanuele
 1 B 140
 CLARETTI PONZONE Ignazio Maria
 1 B 173, 175, 220
 CLARETTI veuve CAISSOTTI Camilla
 1 B 239
 CLARETTO Pietro
 1 B 416
 CLARI Gio. Francesco
 1 B 241
 CLARI pierre
 1 B 574
 CLARY Gio. Ludovico
 1 B 143, 158, 175, 179, 180, 244, 262, 356, 397, 532, 604
 CLARY Giovanni
 1 B 153, 154, 356
 CLARY Giuseppe
 1 B 159, 267, 410
 CLARY Marco Antonio
 1 B 154, 267
 CLARY Onorato
 1 B 143, 148, 158, 159, 161, 179, 181, 267, 270, 410, 604
 CLAVARINO Domenico Maria
 1 B 214
 CLERICI (sœurs)
 1 B 161
 CLERICI di ROCCAFORTE Giacinto
 1 B 147, 148, 161, 250
 CLERICI Domenico
 1 B 348
 CLERICI Francesco
 1 B 348
 CLERICI Giacomo
 1 B 348
 CLERICI Gio. Battista
 1 B 210, 400
 CLERICI Gio. Domenico
 1 B 400
 CLERICO Carlo Emanuele
 1 B 409
 CLERICO et CAPRONI (société commerciale)
 1 B 362
 CLERICO Francesco Maria
 1 B 277
 CLERICO Gio. Pietro
 1 B 362
 CLERICO Nicola
 1 B 312
 CLERICO Pasquale
 1 B 259
 CLERICO veuve LAURENS Maria
 1 B 180
 CLERISSI Francesco
 1 B 181, 392
 CLERISSI Gio. Battista
 1 B 237
 CLERISSI Maria Lucrezia
 1 B 438
 CLERISSI Rosa
 1 B 577
 CLERISSI Vittoria
 1 B 438
 CLIFFORD Ugone
 1 B 218
 CLOTILDE de FRANCE
 1 B 146
 CODRETTO Donato
 1 B 236
 COEN Giuseppe Salvador
 1 B 265
 COGNET Antonio
 1 B 395
 COGNET Gio. Francesco
 1 B 396
 COHEN Abramo
 1 B 175
 COHEN Emanuele
 1 B 219
 COHEN Giuseppe
 1 B 155, 333, 394, 420
 COHEN Nathan
 1 B 405
 COHEN Salvatore
 1 B 175, 205, 452
 COLLALORDA Carlo Giuseppe
 1 B 158
 COLLETTA veuve GASTAUDO Onorata
 1 B 321
 COLLETTI Giovanni
 1 B 321
 COLLETTI Onorato
 1 B 321
 COLMARS Giovanni
 1 B 174, 423
 COLOMAS Lorenzo
 1 B 388
 COLOMBO Agostino
 1 B 435
 COLONNA Prospero
 1 B 346
 COMBA veuve PAPONE Margherita
 1 B 313
 COMES Lorenzo
 1 B 215
 COMINO Carlo Francesco
 1 B 569
 COMTE Pierre
 1 B 240
 CONSOLA épouse ARNULFO Maria Camilla
 1 B 570
 CONSTANTIN Agostino
 1 B 234
 CONSTANTIN Carlo
 1 B 235
 CONSTANTIN Domenico
 1 B 235
 CONSTANTIN épouse, puis veuve VERANI MASIN Maria Marta
 1 B 156, 427
 CONSTANTIN Francesco
 1 B 237
 CONSTANTIN veuve CONSTANTIN Paola
 1 B 237
 CONSTANTINI Giuseppe
 1 B 182, 268
 CONSTANTINI Sabato
 1 B 180, 181, 182
 CONSTANTINO Domenico
 1 B 324
 CONSTANTINO Agostino
 1 B 323, 324
 CONSTANTINO Bartolomeo
 1 B 171, 172, 173, 203, 219, 220, 306
 CONSTANTINO Cesare
 1 B 323, 324
 CONSTANTINO Claudio
 1 B 306, 572
 CONSTANTINO Domenico
 1 B 306, 323
 CONSTANTINO épouse MAIFREDI Isabella
 1 B 419
 CONSTANTINO Francesco
 1 B 306, 327
 CONSTANTINO Gio. Andrea
 1 B 241
 CONSTANTINO Pietro
 1 B 164
 CONSTANTINO veuve LASCARIS Felice
 1 B 419
 CONSTANTINO Vincenzo
 1 B 303
 CONSTANZO Francesco
 1 B 439
 CONSTANZO Gio. Battista
 1 B 439

CONSTANZO Gio. Francesco
 1 B 306, 439
 CONSTANZO Giulia
 1 B 306
 CONTE Andrea
 1 B 569
 CONTE Antonio Francesco
 1 B 158, 160
 CONTE Paolo
 1 B 569, 575
 CONTES Gerolamo
 1 B 457
 CONTES Michelangelo
 1 B 457
 CONTES Onorato
 1 B 158
 CONTES veuve MASSIERA Vittoria
 1 B 239
 CONTESSO Annibale
 1 B 425
 CONTESSO Giovanni
 1 B 438
 CONTI Giuseppe
 1 B 154
 CONTON Matteo
 1 B 402
 COPPON (frères)
 1 B 159
 COPPON Antonio
 1 B 159, 361
 COPPON Francesco
 1 B 160
 COPPON Trofimo
 1 B 157, 361
 CORDEGLIO Giovanni
 1 B 445
 CORDERO Pietro
 1 B 570
 CORDIGLIA Antonio Benedetto
 1 B 427
 CORDIGLIA Benedetto
 1 B 429
 COREILLI Antonio
 1 B 187
 CORIOLIS d'ESPINOUSE Pierre de
 1 B 169
 CORMIS François de
 1 B 13
 CORNIGLION Pietro
 1 B 576
 CORNIGLIONE Gio. Battista
 1 B 570
 CORNILLON Alessandro
 1 B 337
 CORNILLON di MASSOINS Alessandro
 1 B 178, 179, 180, 181, 245, 272, 277, 387
 CORNILLON di MASSOINS Giuseppe
 1 B 160, 273, 450
 CORONATI (frères)
 1 B 329
 CORPORANDI d'AUVARE Andrea
 1 B 575
 CORPORANDI d'AUVARE Augusto
 1 B 278, 293
 CORPORANDI d'AUVARE Giuseppe Claudio
 1 B 178, 179
 CORPORANDI d'AUVARE Pietro Francesco Augusto
 1 B 182, 183, 217
 CORTINA di MALGRÁ Domenico Benedetto
 1 B 180, 182
 CORTINA SAN MARTINO d'EZA épouse FERRERO Anna Maria
 1 B 240
 CORTINA SAN MARTINO d'EZA épouse PEYRE della COSTA Maria
 Francesca Elisabetta
 1 B 156, 177, 178, 181, 258, 364, 370, 372, 378, 394, 570, 576
 CORTINA SAN MARTINO d'EZA Federico
 1 B 166
 CORTINA SAN MARTINO d'EZA Gio. Filippo Antonio
 1 B 170, 173
 CORTINA SAN MARTINO d'EZA Giuseppe
 1 B 156, 157, 158, 176, 257, 261, 358, 364
 CORTINA SAN MARTINO d'EZA Pietro Francesco
 1 B 415
 CORVESI (chanoine)
 1 B 205
 CORVESI Agostino
 1 B 218
 CORVESI di GORBIO Carlo Luigi
 1 B 158,
 159, 270, 403
 CORVESI di GORBIO Clemente
 1 B 148, 155, 157, 161, 270
 CORVESI Giuseppe
 1 B 219
 CORVESI Lazaro
 1 B 179, 362
 CORVESI Stefano
 1 B 215
 CORVESY Michele
 1 B 208, 209
 COSSA épouse BERENGARO Maria Teresa
 1 B 155, 425
 COSSA Onorato
 1 B 155, 425
 COSTA DEL CARRETTO Gio. Enrico
 1 B 274
 COSTA DEL CARRETTO Ottaviano Tommaso
 1 B 185, 292, 370
 COSTA Gasparo
 1 B 389
 COSTA Giambattista
 1 B 459
 COSTA Maria Maddalena
 1 B 425
 COSTANTINI Pier Giuseppe
 1 B 277
 COSTANTINO Carlo
 1 B 301
 COSTANTINO Claudio
 1 B 299, 301
 COSTANTINO Domenico
 1 B 163, 166, 299, 301
 COSTANTINO Francesco
 1 B 301
 COSTANTINO Paolo
 1 B 302
 COSTANTINO Vincenzo
 1 B 235
 COSTANZI Nicola
 1 B 439
 COSTANZO (sœurs)
 1 B 259, 440
 COTINO Vincenzo
 1 B 187
 COTTA Annibale
 1 B 159, 160, 170, 337
 COTTA Antonio
 1 B 210
 COTTA BONVILLAR Francesco
 1 B 159, 424
 COTTA Caterina
 1 B 337
 COTTA Gio. Francesco
 1 B 208
 COTTA Pietro Maria
 1 B 410
 COTTA Urbano
 1 B 234
 COTTA veuve AUDIBERTI Maria Francesca
 1 B 243
 COTTA veuve DALUBARIS Maria Francesca
 1 B 425
 COTTA veuve PASSERON épouse BASSO Angelica
 1 B 387
 COTTA veuve SCOFFIERO Marianna
 1 B 367
 COTTALORDA Luigi
 1 B 159

COTTALORDA (époux)
 1 B 393
 COTTALORDA Agostino
 1 B 153, 154, 240
 COTTALORDA Ansaldo
 1 B 168
 COTTALORDA Antonio
 1 B 235
 COTTALORDA Carlo Giuseppe
 1 B 159, 245, 384
 COTTALORDA Giacomo Antonio
 1 B 342
 COTTALORDA Gio. Battista
 1 B 154, 452, 569
 COTTALORDA veuve BUONFANTE Maria Francesca
 1 B 264
 COTTER Edmondo Carlo
 1 B 159, 404
 COTTER Francesco
 1 B 157, 404
 COTTO Andrea
 165, 166, 238, 243, 367
 COTTO Antonio Francesco
 1 B 374
 COTTO Bartolomeo
 1 B 169, 338
 COTTO épouse BORRIA Maddalena
 1 B 396
 COTTO épouse RAINAUT Anna Maria
 1 B 404
 COTTO Francesco
 1 B 359, 431, 573
 COTTO Gio. Battista
 1 B 154
 COTTO Gio. Francesco
 1 B 154
 COTTO Gio. Onorato
 1 B 238
 COTTO Giuseppe Stefano
 1 B 374
 COTTO Lorenzo
 1 B 315
 COTTO Ludovico
 1 B 166, 304
 COTTO Marco
 1 B 156, 359, 424
 COTTO Pietro
 1 B 169, 171, 243
 COTTO veuve SCOFFIER Maria Anna
 1 B 156
 COUGNAIN Isaac
 1 B 316
 COUREIL Gio. Giacomo de
 1 B 160
 COZZI veuve AUDA di SANT'AGNES Anna Maria
 1 B 160
 CRABALONA Ludovico
 1 B 140
 CRAVA épouse BARBIERO Margherita
 1 B 307
 CRAVANNA Stefano Francesco
 1 B 440
 CRAVANNA Giacomo
 1 B 440
 CRAVANNA Sebastiano
 1 B 440
 CRAVENZANO Giaches
 1 B 413
 CRAVESANA épouse ARBAUDO Anna Maria
 1 B 236
 CREE de THORNELL John
 1 B 160
 CRESPEL épouse, puis veuve ALBERTI Caterina
 1 B 340, 367
 CRESPEL Ludovico
 1 B 340
 CRISTIANI di RAVARANO Perpetuo
 1 B 453
 CRISTINI (époux)
 1 B 260
 CRISTINI Antonio
 1 B 261, 382
 CRISTINI Carlo
 1 B 392, 402
 CRISTINI épouse GIUGE Maria Ludovica
 1 B 159
 CRISTINI Gio. Andrea
 1 B 295
 CRISTINI Gio. Ludovico
 1 B 180, 181, 216
 CRISTINI Giovanni
 1 B 380, 382
 CRISTINI Giulio Cesare
 1 B 175, 261, 380, 382, 421, 423
 CRISTINO Gio. Onorato
 1 B 568
 CROSA (frères)
 1 B 444
 CROSA Gioachino
 1 B 160
 CROSA Marco
 1 B 444
 CROSA Pietro
 1 B 444
 CROZE de LINCCEL Antonio Francesco
 1 B 159, 161, 183, 217, 410
 CRUSSOLS épouse de ROHAN CHABOT Émilie de
 1 B 218
 CUGGIA (prêtre)
 1 B 145
 CUGGIA Apollonia
 1 B 340
 CUGGIA Bartolomeo
 1 B 327
 CUGGIA Carlo Antonio
 1 B 293
 CUGGIA Giacomo Antonio
 1 B 185
 CUGGIA Gio. Battista
 1 B 210, 211
 CUGGIA Gio. Francesco
 1 B 326, 328
 CUGGIA Gio. Maria
 1 B 383
 CUGGIA Gio. Pietro
 1 B 427
 CUGGIA Onorato
 1 B 347
 CUGGIA Pietro
 1 B 237
 CUNEO veuve LODI Margherita
 1 B 304
 CURELLA veuve BASSO Maria Dorotea
 1 B 367
 CURLANDO Giuseppe Anastasio
 1 B 569, 570
 CURLI (comte)
 1 B 359
 CURLI (frères)
 1 B 346
 CURTI Gaspare
 1 B 389
 CURTI Melchiorre Battista
 1 B 165
 CURTI Pietro
 1 B 179, 180
 CURTI Teresa
 1 B 389

D
 DA VICO Gio. Bernardino
 1 B 162
 DABRAI Vincenzo
 1 B 328
 DABRAY Bartolomeo
 1 B 338
 DABRAY Giuseppe

1 B 185, 273, 292
 DABRAY Ignazio
 1 B 358
 DABRAY Ignazio Francesco
 1 B 154, 171, 174
 DABRAY Pietro Antonio
 1 B 154
 DAFFIENO Salvatore
 1 B 444
 DAIDERI Giovanni
 1 B 313
 DAIDERI Onorato
 1 B 446
 DAIDERI Pietro Antonio
 1 B 212
 DAIDERY Gio. Onorato
 1 B 338
 DAIDERY Orazio
 1 B 174
 DAL POZZO Alessandro
 1 B 237, 419
 DAL POZZO Amedeo
 1 B 165, 312, 415, 419
 DAL POZZO Antonio
 1 B 162, 163
 DAL POZZO Antonio Alessandro
 1 B 415
 DAL POZZO Carlo Antonio
 1 B 241
 DAL POZZO del PRÁ Giuseppe Gabriele
 1 B 242
 DAL POZZO di COGGIOLA Ferdinando
 1 B 168, 169, 170
 DAL POZZO di PERNO Alessandro Francesco
 1 B 241
 DAL POZZO épouse CORTINA SAN MARTINO d'EZA Anna Maria
 1 B 241
 DAL POZZO épouse GRIMALDI Silvia
 1 B 349
 DAL POZZO GRIMALDI di GATTIERAS Gio. Battista
 1 B 209, 349
 DAL POZZO Paolo
 1 B 415
 DALAISE (époux)
 1 B 333
 DALAISE Andrea
 1 B 334, 420
 DALAISE di BERRA (baron)
 1 B 146
 DALAISE di BERRA Carlo Andrea
 1 B 180
 DALAISE di BERRA Giambattista
 1 B 176, 177
 DALAISE di BERRA Gio. Andrea
 1 B 179
 DALBERA Alessandro
 1 B 568
 DALBERA Gio. Francesco
 1 B 160, 389, 434
 DALBERA Gio. Michele
 1 B 434, 438
 DALBERA Giovanni
 1 B 434
 DALBERA Giuseppe
 1 B 428, 437
 DALBERA veuve ICART Caterina
 1 B 438
 DALLONI Antonio Filippo
 1 B 160
 DALMAS (époux)
 1 B 446
 DALMAS Lorenzo
 1 B 356, 357
 DALMASSA Isabella
 1 B 220
 DALMASSI Alessandro
 1 B 405
 DALMASSI Antonio
 1 B 283, 405

DALMASSI del FARAONE Gio. Angelo
 1 B 242
 DALMASSI épouse ALZIARI Caterina
 1 B 369
 DALMASSI Francesco
 1 B 209
 DALMASSI Giacomo
 1 B 163
 DALMASSI Giambattista
 1 B 145
 DALMASSI Gio. Angelo
 1 B 342, 343, 344, 345, 348, 367, 425
 DALMASSI Pietro Giuseppe
 1 B 256
 DALMASSI veuve PEIRANI Onorata
 1 B 350
 DALMASSI Vittoria
 1 B 350
 DALMAZ épouse ASTESAN Marguerite Eugénie de
 1 B 243
 DALMAZZI Gio. Battista
 1 B 209
 DALMAZZO Gio. Battista
 1 B 168, 171, 172, 320
 DALMAZZONE Bartolomeo
 1 B 167, 316
 DALMAZZONE Carlo Alfonso
 1 B 175
 DALONI Antonio Filippo
 1 B 161
 DALONI Gio. Battista
 1 B 570
 DALUBARIS Andrea
 1 B 327, 425
 DALUBARIS Marco Antonio
 1 B 313
 DALUBARIS Orazio
 1 B 328
 DAMIANO Joseph Scipion
 1 B 241
 D'AMICIS Francesco
 1 B 159
 D'AMICIS Gio. Ludovico
 1 B 429
 D'AMICIS Giovanni
 1 B 167, 168
 D'ANDRÉ Gio. Francesco
 1 B 159, 161
 D'ANDRÉ Giuseppe
 1 B 158
 DANI Ambrogio
 1 B 442
 DANI Bartolomeo
 1 B 442
 DANI di VILLAFRANCA Antonio Francesco
 1 B 178, 181, 292
 DANI di VILLAFRANCA Paolino
 1 B 280
 DANI Gio. Giacomo
 1 B 576
 DANI Maurizio Ruffino
 1 B 217
 DANI Pasquale
 1 B 576
 DANI veuve UBERTI Maria Maddalena
 1 B 153
 DANIELE Antonio
 1 B 302
 DANIELE Giacomo
 1 B 388
 DANIELE Giampietro
 1 B 388, 438
 DANIELE Ignazio
 1 B 568
 DANIELE Onorato
 1 B 173, 568
 DANIO Gio. Francesco
 1 B 238
 DAONE Antonio

1 B 449
 DAONE Giovanni
 1 B 449
 DAPRATO Giuseppe
 1 B 272
 DAPROSI Orazio
 1 B 160
 DAPROTIS Alessandro
 1 B 342, 343, 344, 345, 351, 352
 DAPROTIS Domenico
 1 B 235
 DAPROTIS épouse GARINO Maria Caterina
 1 B 241
 DAPROTIS Lorenzo
 1 B 435
 DAPROTIS Ludovico
 1 B 377
 DARGNINO Andrea
 1 B 380
 DARGNINO Giovanni
 1 B 380
 DASSO Pietro
 1 B 404
 DAUDIFFRET Pietro Domenico
 1 B 158
 DAUVERGNE Pierre
 1 B 236, 241
 DAVEO Antonino
 1 B 237
 DAVEO épouse COTTALORDA Maria Maddalena
 1 B 367
 DAVEO Giuseppe
 1 B 214
 DAVEO Giuseppe Ludovico
 1 B 210
 DAVICO Pietro
 1 B 569
 DAVID Antonio
 1 B 573
 DAVID épouse ALBERTI di VILLANOVA Rosa
 1 B 272
 DAVID Giacomo
 1 B 296
 DAVID Giovanni
 1 B 570
 DAVID MOISE et FILS (société commerciale)
 1 B 158
 DAVIDE Pietro Francesco
 1 B 338
 DAVIGO Bartolomeo
 1 B 169, 318
 DAVIGO Gio. Battista
 1 B 241, 318
 DAVIGO Giovanni Ludovico
 1 B 569
 DAVISON Nathaniel
 1 B 186
 DAYDERI Ambrogio
 1 B 186
 DAYDERI di CASTELNUOVO Stefano
 1 B 157, 158, 180, 183, 185, 262, 386, 430
 DE ALBERTI Marcello Giacinto
 1 B 448
 DE ALBERTI Maria Anna
 1 B 448
 DE ALBERTIS Andrea
 1 B 165
 DE ALBERTIS épouse DE LALANE Anna Maria
 1 B 146
 DE ALESSANDRI (époux)
 1 B 166
 DE AMICIS (frères)
 1 B 158, 369, 391
 DE AMICIS Giacomo
 1 B 160, 408
 DE AMICIS Gio. Giacomo
 1 B 170
 DE AMICIS Gio. Ludovico
 1 B 387, 408
 DE AMICIS Gio. Pietro
 1 B 391
 DE AMICIS Giovanni
 1 B 171
 DE ANDREIS Giacomo
 1 B 159
 DE ANDREIS Giambattista
 1 B 322
 DE ANDREIS Gioachino
 1 B 187
 DE BALBIS Baldassarre Alessandro Simeon
 1 B 154, 362
 DE BARTHOLOMEIS Ludovico
 1 B 414, 416
 DE BARTOLOMEIS Francesco Giacinto
 1 B 213
 DE BARTOLOMEIS Giambattista
 1 B 162, 234
 DE BARTOLOMEIS Imperiale
 1 B 210, 211, 213
 DE BAVOZ Giuseppe
 1 B 155
 DE BERNARDIS épouse FILIPPI Francesca Margherita
 1 B 154, 155, 159, 570
 DE CAMERAN Anselmo Antonio
 1 B 181, 216, 268, 349
 DE CAMERAN Bartolomeo Orazio
 1 B 155
 DE CAMERAN Onorato
 1 B 153, 158, 160, 394
 DE CAMERAN Orazio
 1 B 153, 154, 155, 157, 158, 215, 268, 395, 400, 432
 DE CAMERAN veuve ACHIARDI dell'ALPE Costanza Maria
 1 B 400, 433
 DE CAPONI Matteo
 1 B 163
 DE CLAVISO Antonio
 1 B 187
 DE CONSTANTIN di CASTELNUOVO Onorato
 1 B 167
 DE CONSTANTIN Giuseppe Bartolomeo
 1 B 180
 DE FAUCON Carlo Claudio
 1 B 274
 DE FERA LASCARIS veuve GUIGLIOTTI Gioanna Maria
 1 B 154, 292, 342, 346
 DE FERRARIS Gio. Raffaele
 1 B 295
 DE FORESTA Antonio Gaspare
 1 B 186
 DE GIOANNI Bernardino
 1 B 384
 DE GIOANNI Dionigio
 1 B 384
 DE GIOANNI Francesco
 1 B 158
 DE GIOANNI Tommaso
 1 B 384
 DE GIUDICI (avocat)
 1 B 403
 DE GIUDICI Carlo
 1 B 160, 364
 DE GIUDICI Carlo Antonio
 1 B 382
 DE GIUDICI Giuseppe Antonio
 1 B 243
 DE GIUDICI Ludovico
 1 B 171
 DE GIUDICIBUS veuve CALVINO Anna Francesca
 1 B 236
 DE GUBERNATIS (époux)
 1 B 154, 158
 DE GUBERNATIS Bartolomeo
 1 B 237
 DE GUBERNATIS Clemente
 1 B 390
 DE GUBERNATIS di GORBIO (époux)
 1 B 156
 DE GUBERNATIS di GORBIO Camillo

1 B 217, 218
 DE GUBERNATIS di GORBIO Filippo Maria
 1 B 158
 DE GUBERNATIS di GORBIO Giuseppe Raimondo
 1 B 160, 437
 DE GUBERNATIS di GORBIO Marcello Giacinto
 1 B 158, 179, 262, 292, 346, 365, 383, 453
 DE GUBERNATIS di GORBIO Maurizio Vittorio
 1 B 254, 281, 398
 DE GUBERNATIS di GORBIO Pietro
 1 B 217
 DE GUBERNATIS Donato
 1 B 390
 DE GUBERNATIS épouse CASTELLI Paola
 1 B 160, 409
 DE GUBERNATIS Francesco Gio. Battista
 1 B 179
 DE GUBERNATIS Francesco Nicola
 1 B 395
 DE GUBERNATIS Gerolamo Marcello
 1 B 167, 168, 170, 219, 240, 420
 DE GUBERNATIS Gio. Battista
 1 B 420
 DE GUBERNATIS Ignazio
 1 B 448
 DE GUBERNATIS Marcello
 1 B 203
 DE GUBERNATIS Marco Aurelio
 1 B 448
 DE GUBERNATIS Maurizio
 1 B 168, 219, 336
 DE GUBERNATIS Nicola
 1 B 159, 217
 DE GUBERNATIS VENTIMIGLIA Gio. Battista
 1 B 170
 DE GUBERNATIS VENTIMIGLIA Onorato Roggero
 1 B 155, 219, 390
 DE GUBERNATIS Vittorio Michele
 1 B 448
 DE GUGLIELMI Gio. Battista
 1 B 570
 DE LAUGIER Claude
 1 B 219
 DE LORENZI veuve VACHIERO Caterina
 1 B 235
 DE LURZY (capitaine)
 1 B 169
 DE MARTINIS Luca Antonio
 1 B 332
 DE MASINI Giacomo Camillo
 1 B 159
 DE MASINI Gio. Francesco
 1 B 159
 DE MASINI Gio. Michele
 1 B 159
 DE MASINI Giovanni
 1 B 158
 DE MASINI Luigi
 1 B 161
 DE MASINI Vincenzo
 1 B 158, 159
 DE MAY Benedetto
 1 B 455, 456
 DE MAY Carlo Benedetto
 1 B 154, 169, 358
 DE MAY Carlo Luigi
 1 B 161, 281, 437, 457
 DE MAY épouse CAGNOLI Teresa
 1 B 154
 DE MAY Gio. Antonio
 1 B 154, 210, 211
 DE MAY Gio. Battista
 1 B 219
 DE MAY Ignazio
 1 B 410
 DE MAY Ignazio Francesco
 1 B 358
 DE MAY Margherita
 1 B 455, 456
 DE MIRAL (sergent-major)
 1 B 169
 DE MUNIAIN
 1 B 154
 DE MURS Orazio
 1 B 169
 DE NEGRI Angelo Maria
 1 B 187
 DE NEGRI Benedetto
 1 B 444
 DE ORESTIS (prêtre)
 1 B 206
 DE ORESTIS di CASTELNUOVO Antonio
 1 B 423
 DE ORESTIS di CASTELNUOVO Antonio Onorato
 1 B 148, 158, 159, 160, 161, 181, 406
 DE ORESTIS di CASTELNUOVO Bartolomeo
 1 B 218, 308, 309, 310, 311, 398
 DE ORESTIS di CASTELNUOVO Domenico Francesco
 1 B 358, 424, 425, 453
 DE ORESTIS di CASTELNUOVO Gio. Francesco
 1 B 146, 154, 155, 156, 157, 165, 178, 179, 180, 243, 244, 260, 270,
 308, 309, 310, 311, 375, 423
 DE ORESTIS di CASTELNUOVO Gioanna Maria
 1 B 453
 DE ORESTIS di CASTELNUOVO Maurizio Francesco
 1 B 216
 DE ORESTIS épouse FATIO Maria Maddalena
 1 B 361
 DE ORESTIS Francesca
 1 B 424
 DE ORESTIS Giambattista
 1 B 168
 DE ORESTIS Maurizio
 1 B 172
 DE ORESTIS ROQUEFORT Maurizio
 1 B 245
 DE ORESTIS veuve CRESPEL Rosa
 1 B 361
 DE PETRA Pietro
 1 B 335
 DE PRATIS Giaches
 1 B 306
 DE PRETIS Pietro
 1 B 166, 167
 DE ROSSI Giuseppe
 1 B 207
 DE STEFANIS Onorato
 1 B 263
 DE STRADA Gaspero
 1 B 294
 DE VELLAY Cesare
 1 B 146
 DE VIGNALI Devota
 1 B 569
 DE VINCENTI
 1 B 196
 DEALBERTIS veuve ROSTAGNI Lucrezia
 1 B 239
 DEBLIEUX Maria Margherita
 1 B 241
 DEBRES Francesca
 1 B 434
 DEBRES Maria Cecilia
 1 B 434
 DEBRES Pietro Onorato
 1 B 434
 DECANI Antonio Maria
 1 B 187
 DEDONS de PIERREFEU épouse TORRINI di FOGASSIERAS Caterina
 Silvia
 1 B 159
 DEFLEURI Gioanna Maria
 1 B 215
 DEFLY Giacomo
 1 B 161, 268, 432
 DEFLY Giacomo Francesco
 1 B 161, 268, 388
 DEL CARRETTO (marquis)

1 B 181, 256
 DEL POZZO di RIVO' Carlo Antonio
 1 B 425
 DEL POZZO GRIMALDI Giambattista
 1 B 252
 DELBECCHI Carlo Maria
 1 B 216
 DELEUSE Trofimo
 1 B 578
 DELEUSE Vincenzo
 1 B 454
 DELLA CHIESA Diego
 1 B 170
 DELLA CHIESA Giorgio
 1 B 162
 DELLA RIVA Francesco
 1 B 452
 DELLA VALLE Giuseppe
 1 B 154
 DELLA VALLE Giuseppe Tommaso
 1 B 250
 DELLHERBA Giacomo
 1 B 302
 DELOCHE François
 1 B 162
 DELOQUE veuve CHIAIS Isabella
 1 B 573
 DELPUY Gio. Giacomo
 1 B 569, 570
 DELSERRE Andrea
 1 B 158
 DELSERRE Gio. Andrea
 1 B 450
 DELSERRE Matheo
 1 B 338
 DEMEVA Antonio
 1 B 445
 DEMEVA Gio. Battista
 1 B 210
 DEMEVA Giovanni
 1 B 187
 DEMORA (frères)
 1 B 266
 DEMORA Caterina
 1 B 215
 DEMORA Gio. Giacomo
 1 B 213, 570
 DEMORRA Giacomo Maria
 1 B 394
 DENANS Gio. Andrea Ospizio
 1 B 158, 389
 DENANS Maria Francesca
 1 B 403
 DENANS Vittorio Amedeo
 1 B 158, 159, 160, 367, 389, 403, 453
 DENEGRÌ Benedetto
 1 B 159
 DENTALI Antonio
 1 B 431
 DENTALI Vincenzo
 1 B 431
 DEPETRA Francesco
 1 B 236
 DEPORTA Giuliano
 1 B 161
 DEPORTA Gaspare
 1 B 160, 161
 DEPORTA Pietro
 1 B 157
 DEPRAS Claude
 1 B 398
 DEPRAS Gio. Battista
 1 B 160
 DERASQUE Gio. Francesco
 1 B 180
 DERI (époux)
 1 B 159
 DESJOYAUX Benedetto
 1 B 219, 220

DESPORTES de BERNIS Pierre
 1 B 159
 DESPORTES épouse BERCHOUT Agnese
 1 B 159
 DETAT Onorato
 1 B 166
 DETTAT (frères et soeur)
 1 B 317
 DETTAT DORIA épouse BARLI FABRI Antonia
 1 B 453
 DETTAT DORIA Gian Domenico
 1 B 368
 DETTAT DORIA Lorenzo
 1 B 154, 238, 368
 DETTAT Emanuele
 1 B 329
 DETTAT Giuseppe Francesco
 1 B 181, 404, 437
 DETTATI Andrea
 1 B 241
 DETTATI Francesco
 1 B 292
 DEVIZI Gio. Luigi
 1 B 429
 DIANA Gio. Bernardo
 1 B 570
 DISDIER Davide
 1 B 162
 DISDIERO Giacomo
 1 B 162
 DIVIZIA épouse AMEI Maria
 1 B 409
 DIVIZIA épouse ROSSI Vittoria
 1 B 409
 DIVIZIA Lazaro
 1 B 574
 DIVIZIA Marco Antonio
 1 B 260, 284
 DIVIZIA Pietro
 1 B 161
 DOLFO Bartolomeo
 1 B 299
 DONADEI Andrea
 1 B 383
 DONADEI Onorato
 1 B 383
 DONATO Marco Antonio
 1 B 218
 DOR Giovanni
 1 B 568
 DORIA (marquis)
 1 B 292
 DORIA Alessandro Eleazaro
 1 B 146
 DORIA Alessio
 1 B 170
 DORIA Anna Maria Lucrezia
 1 B 372
 DORIA Antonio Francesco
 1 B 169, 170
 DORIA Bartolomeo
 1 B 349
 DORIA Carlo
 1 B 282
 DORIA Carlo Francesco
 1 B 155, 157, 386
 DORIA Carlo Imperiale
 1 B 169, 170
 DORIA di CIRIÉ e MARO Alessandro Eleazaro
 1 B 264
 DORIA di PRELÁ Paolo Domenico
 1 B 171
 DORIA Francesco
 1 B 166
 DORIA Francesco Costantino
 1 B 174
 DORIA Gio. Battista
 1 B 157, 270, 276
 DORIA Gio. Gregorio

1 B 166
 DORIA Giorgio
 1 B 439
 DORIA Giulio
 1 B 170
 DORIA Imperiale
 1 B 162
 DORIA Lazarino
 1 B 294
 DORIA Marco Antonio
 1 B 146, 155, 174, 386
 DORIA PAMPHILI Andrea
 1 B 157, 161, 179, 275
 DORIA Riccio
 1 B 294
 DORIA veuve CROVIO Lucrezia
 1 B 386
 DORIA veuve GALLEAN Laura
 1 B 235
 DORSIER Giacinto
 1 B 396
 DORSIER Gio. Francesco
 1 B 396
 DOVIZIA Antonio
 1 B 148
 DOYA Onorato
 1 B 172
 DOZO Cristoforo
 1 B 339
 DOZO Luca
 1 B 340
 DRAGHI (frères)
 1 B 372
 DRAGHI Anna Maria
 1 B 423
 DRAGHI veuve THAON Francesca Margherita
 1 B 241
 DRAGO Antonio Onorato
 1 B 351, 352
 DRAGO Camilla
 1 B 327
 DRAGO des FERRES Francesco
 1 B 176, 242
 DRAGO des FERRES (clerc)
 1 B 205
 DRAGO des FERRES Giambattista
 1 B 154, 353, 362
 DRAGO des FERRES Marco Antonio
 1 B 240, 353, 355
 DRAGO des FERRES Napoleone
 1 B 163, 295
 DRAGO des FERRES Onorato
 1 B 239
 DRAGO des FERRES Pietro
 1 B 154, 241, 264, 292, 425
 DRAGO Francesco
 1 B 167
 DRAGO Gio. Andrea
 1 B 209
 DRAGO Gio. Antonio
 1 B 328
 DRAGO Giovanni
 1 B 236
 DRAGO Giulio
 1 B 301
 DRAGO Onorato
 1 B 153, 162
 DRAGO Pietro
 1 B 301, 325
 DRAGO Sebastiano
 1 B 241
 DRAGO veuve TORRIANO Camilla
 1 B 237
 DROUET Jean
 1 B 155
 DU SERRE Gedeone
 1 B 162
 DUBOIN Felice Amato
 1 B 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46

DULAC Etienne
 1 B 187
 DULBECCHI épouse AMEDEO Anna Maria
 1 B 367
 DULBECCHI Gio. Agostino
 1 B 367
 DULBECCO Agostino
 1 B 148
 DUMOULIN Charles
 1 B 238
 DUPRÉ Francesco
 1 B 438
 DUPRÉ Jacques
 1 B 175
 DURAND della PENNA Giovanni Giuseppe
 1 B 159
 DURAND di SAUZE Giovanni
 1 B 159
 DURANDI Gio. Stefano
 1 B 432, 438
 DURANDI Gioanna
 1 B 155
 DURANDI Giovanni
 1 B 155
 DURANDO di VILLA Felice
 1 B 157, 158
 DURANTE Antonio
 1 B 161, 407
 DURANTE Gio. Battista
 1 B 140, 158, 161, 410, 431, 438
 DURANTE Gio. Onorato
 1 B 355, 359, 365
 DURANTE Gio. Stefano
 1 B 313
 DURANTE Nicolo'
 1 B 369
 DURANTE Onorato
 1 B 418
 DURAZZO BORRIGLION Maria Luigia
 1 B 365
 DURAZZO Gio. Antonio
 1 B 243
 DURIEU Antoine
 1 B 185
 DURIEU Léonard
 1 B 196
 DUVAL Moïse
 1 B 155

E

EAULX Giuseppe Raimondo d'
 1 B 211
 ELICE (frères)
 1 B 412
 ELISABETH de LORRAINE
 1 B 146, 153
 ELLENA Angela Francesca
 1 B 219
 ELLENA Carlo
 1 B 376
 EMELINA Domenico
 1 B 400
 EMELINA Gioanna
 1 B 570
 EMELLINA Ludovico
 1 B 235
 EMERIC Gio. Battista
 1 B 216
 EMERICO di SAN DALMAZZO Erigio
 1 B 170
 EMERICO di SAN DALMAZZO Gio. Battista Vittorio
 1 B 161
 EMERICO di SAN DALMAZZO veuve GALEA della MADDALENA
 Rosa Maria
 1 B 154, 242
 EMERICO Spirito
 1 B 572
 EMERIGI (frères)

1 B 440
EMERIGO Benedetto
1 B 576
EMERIGO Giacomo Maria
1 B 394
EMERIGO Gio. Battista
1 B 394
EMERIGO Pietro Francesco
1 B 576
EMMANUEL PHILIBERT
1 B 163, 180
ENRIGO Gio. Battista
1 B 570
ERAUDO Bartolomeo
1 B 450
ERAUDO Onorato
1 B 169
ERENA Gio. Angelo
1 B 339
ESMENGLAUD Stefano
1 B 438
ESMIOL Marcellino
1 B 573
ESTER et GEPT (société commerciale)
1 B 367
ESTIENNE Claude d'
1 B 164
EUSEBI épouse GOIRAN Maddalena
1 B 569
EUSEBI Marco Aurelio
1 B 181, 213, 214
EYRE Thomas
1 B 218

F

FABAR Amedeo
1 B 154, 155
FABRE Angelino
1 B 216
FABRE Joseph
1 B 452
FABRE Spirito
1 B 424
FABRE Tomaso
1 B 209
FABRI Anna Francesca
1 B 374
FABRI Antonia
1 B 295
FABRI Arnolfo
1 B 294
FABRI Cassandra Maria
1 B 361
FABRI épouse BORRIGLIONE d'ASPRONTE Emilia
1 B 235
FABRI Giambattista
1 B 234
FABRI Gio. Francesco
1 B 166
FABRI Gio. Luigi
1 B 162, 163
FABRI Marco
1 B 235, 236
FABRI Onorato
1 B 236
FABRI Petrino
1 B 295, 414
FABRI veuve GHIS Anna Francesca
1 B 337
FABRIA Ludovica
1 B 414
FABRO Antonio
1 B 53, 54
FABRO Matteo
1 B 415
FACCIO Pietro
1 B 161
FACIO Antonio

1 B 162
FALCHI (frères)
1 B 576
FALCHI Carlo
1 B 576
FALCHI Onorato
1 B 185
FALICON Gio. Domenico
1 B 428
FARAUD Giovanni
1 B 304
FARAUD Nicola
1 B 304
FARAUD veuve FARAUD Francesca
1 B 234
FARAUDA épouse MILLO Maria Francesca
1 B 408
FARAUDA veuve MARTINI Maria
1 B 451
FARAUDA veuve PEYRE Dorotea
1 B 235
FARAUDI (époux)
1 B 164
FARAUDI Andrea
1 B 325, 335
FARAUDI Clara
1 B 335
FARAUDI Giambattista
1 B 335
FARAUDI Luigi
1 B 162
FARAUDI Matteo
1 B 162
FARAUDI Paolo
1 B 321, 335
FARAUDO Andrea
1 B 570
FARAUDO Cesare
1 B 238
FARAUDO Clemente
1 B 313
FARAUDO Francesco
1 B 304
FARAUDO Gaetano
1 B 570
FARAUDO Gio. Paolo
1 B 328
FARAUDO Giovanni
1 B 389
FARAUDO Pietro
1 B 415
FARAUT Antonio
1 B 393
FARAUT Benedetto
1 B 159
FARAUT Emanuele
1 B 576
FARAUT Luigi
1 B 435
FARRO Gio. Battista
1 B 580
FASANO Andrea
1 B 424
FASANO Francesco
1 B 424
FASSI Ludovico
1 B 160
FATIO Francesco Filippo
1 B 154, 158, 159, 361, 453
FAUSSONE Luigi Ignazio
1 B 145
FAUZONE Gio. Luigi
1 B 166
FAVALE Giuseppe
1 B 48, 49, 50, 51, 52
FEA Giuseppe
1 B 179
FECIA di COSSATO Carlo Giovanni
1 B 172

FENACO Scipione
1 B 202

FENOGLI Giacomo
1 B 216, 256, 405

FENOGLI Giacomo Antonio
405

FENOGLI Marco Antonio
1 B 216, 256

FENOGLIO Giacomo
163

FENOGLIO Giorgio
1 B 234

FERAUDI di SANTA MARGHERITA Angelo Francesco
1 B 272

FERAUDI Gio. Battista
1 B 185

FERAUDI Onorato Matteo
1 B 158

FERAUDY Filippo Emanuele
1 B 209

FERRALE Bartolomeo
1 B 326

FERRALE Domenico
1 B 304

FERRANO Pietro
1 B 209

FERRARA Bartolomeo
1 B 443

FERRARI Giuseppe
1 B 160

FERRARI Violante
1 B 160

FERRARI Vittoria
1 B 160

FERRARIS Antonio
1 B 403

FERRARIS di TORRE d'ISOLA Francesco Nicola
1 B 146, 155, 375, 376

FERRARIS Francesco
1 B 148

FERRARIS Gio. Raffaele
1 B 163

FERRARO Gio. Battista
1 B 407

FERRAUDO (prêtre)
1 B 205

FERRERA veuve VILLARIS del TOETTO Luisa
1 B 239

FERRERI Giuseppe
1 B 264

FERRERO (cardinal)
1 B 138

FERRERO Antonio
1 B 202

FERRERO Bartolomeo
1 B 168

FERRERO Carlo
1 B 162, 164, 165, 166, 295, 304

FERRERO Carlo Francesco
1 B 240

FERRERO del SAUZE Bartolomeo
1 B 169

FERRERO di BAUSSONE Luca Marcello
1 B 390

FERRERO Emanuele
1 B 154, 155, 156

FERRERO Francesco
1 B 160

FERRERO GUBERNATIS VENTIMIGLIA Onorato
1 B 161, 255, 278

FERRERO Leandro
1 B 165, 167

FERRERO Pietro
1 B 216

FERRERO PONZIGLIONE di BORGO d'ALE Francesco Luigi
1 B 179

FERRERO THAONE Carlo Francesco
1 B 169

FERRERO veuve CAMOSSO Bartolomea

1 B 234

FERRO Francesco Amedeo
1 B 239

FERRO Gio. Francesco
1 B 413

FERRONI (époux)
1 B 336

FIANSON Ludovico
1 B 159, 160

FIDELE Gio. Giuseppe
1 B 337

FIDELE Orazio Giuseppe
1 B 159

FIDELE Pietro
1 B 337

FIGARO Antonio
1 B 384

FIGHIERA (époux)
1 B 157

FIGHIERA (frères)
1 B 304

FIGHIERA (sœurs)
1 B 368

FIGHIERA Andrea
1 B 162

FIGHIERA Angelo
1 B 141

FIGHIERA Antonio
1 B 164, 415

FIGHIERA Carlo
1 B 208

FIGHIERA Carlo Antonio
1 B 169

FIGHIERA Carlo Francesco
1 B 207, 215, 427

FIGHIERA Carlo Maria
1 B 280

FIGHIERA Costantino
1 B 244

FIGHIERA di CASTELNUOVO Carlo Maurizio
1 B 184

FIGHIERA épouse COTTO Maria Camilla
1 B 378

FIGHIERA Francesca
1 B 160

FIGHIERA Francescheta
1 B 304

FIGHIERA Francesco
1 B 315

FIGHIERA Giacobino
1 B 295

FIGHIERA Giacomo
1 B 576

FIGHIERA Gio. Andrea
1 B 278

FIGHIERA Gio. Bartolomeo
1 B 162

FIGHIERA Gio. Battista
1 B 434

FIGHIERA Giuseppe
1 B 160, 238, 326, 368, 405, 455

FIGHIERA Giuseppe Pietro Casimiro
1 B 159, 180

FIGHIERA Ludovica
1 B 160

FIGHIERA Ludovico
1 B 449

FIGHIERA Ludovico Bernardo
1 B 427

FIGHIERA Onorato Maria
1 B 179

FIGHIERA Pietro
1 B 161

FIGHIERA Pietro Antonio
1 B 207, 208, 210, 394

FIGHIERA Pietro Gaetano
1 B 216

FIGHIERA Pietro Giuseppe
1 B 272

FIGHIERA veuve ADRECHIO Maddalena
1 B 401
FIGHIERA veuve AUDA épouse CAGNOLI
1 B 240
FIGHIERA veuve DOYA Francesca
1 B 237
FIGHIERA veuve ROBIN Maria Ludovica
1 B 160
FILIBERT (prêtre)
1 B 208
FILIPPI Bartolomeo
1 B 155
FILIPPI Francesco
1 B 299
FILIPPI Giuseppe
1 B 159, 401
FILIPPI Onorato
1 B 159
FINOCCHIO Paolo
1 B 185
FLAUDIO Ambrogio
1 B 451
FLAUDIO épouse MIRAPELLI Francesca
1 B 451
FLAUDIO Ludovico
1 B 451
FLORE Andrea
1 B 165, 166
FLORE Antonio
1 B 166, 316
FLORE épouse BARLETTI Claudia Margherita
1 B 237
FLORE Raimondo
1 B 163, 164, 165, 166, 234
FLORES Andrea
1 B 157, 388
FLORES Andrea Francesco
1 B 545
FLORES Annibale
1 B 545
FLORES Giuseppe
1 B 157
FLORES Giuseppe Maria
1 B 545
FLORIOLO Gio. Battista
1 B 162
FLOTTA Claudio
1 B 367
FO BENZA Maria Francesca
1 B 425
FOCARD Antoine
1 B 186
FOCARDI della ROCCASPARVIERA Spirito
1 B 179, 438
FOCCACCIONE Gio. Agostino
1 B 274
FOISSONA Caterina
1 B 418
FOLCHERI Domenico
1 B 353, 424
FOLCO Filippo
1 B 325
FOLCO Gio. Antonio
1 B 302
FOLIO Antonio
1 B 306
FONCET de MONTAILLEUR Joseph
1 B 185
FONTANA Francesco Maria
1 B 404
FONTANA Gio. Giacomo
1 B 171
FORBIN de GARDANNE Henri
1 B 162
FORÉ Antonio
1 B 160
FORESTA Paolo
1 B 186
FORNERI (époux)

1 B 156
FORNI Carlo Emanuele
1 B 162, 163
FORNI Filippo
1 B 162, 163
FORNI Ludovico
1 B 162, 163
FORTIN Onorato
1 B 157
FORTOLA épouse DISDIER Maddalena
1 B 162
FOSCHIERI (marquis)
1 B 145, 172
FOSSAT Onorato
1 B 404
FOSSATI (sœurs)
1 B 419
FOSSATI Marco Antonio
1 B 273
FOSSATI Pietro Alessandro
1 B 159
FRANCO Francesco
1 B 299
FRANCO Gio. Francesco
1 B 159, 406
FRANCO Stefano Bernardo
1 B 158, 436
FRANÇOIS 1er
1 B 172
FRICHIGNONO di CASTELLENGO Gio. Antonio
1 B 138, 173, 174
FULCHERI (époux)
1 B 155, 157
FULCHERI (sœurs)
1 B 374, 446
FULCONIS (époux)
1 B 361
FULCONIS Andrea Antonio
1 B 160
FULCONIS Gio. Battista
1 B 158
FULCONIS Gio. Pietro
1 B 605
FULCONIS veuve RAFFAELIS Margherita
1 B 305
FURNO di PIVERONE Giuseppe
1 B 160

G

GABIANI Gian Vincenzo
1 B 256
GABUTI Gio. Francesco
1 B 168
GABUTTI Carlo Gabriele
1 B 174
GAET Michele
1 B 405
GAETTI (époux)
1 B 155, 176
GAETTI Giuseppe Tommaso
1 B 155
GAETTO Gio. Ludovico
1 B 419
GAGLIARDI Angelo
1 B 382
GAGLIARDI Domenico
1 B 382
GAGLIARDI épouse CONRADI Maria Caterina
1 B 446
GAGLIO Giovanni
1 B 219
GAIDON Giuseppe
1 B 272
GALEA Bartolomeo
1 B 293, 408
GALEA della MADDALENA (famille)
1 B 218
GALEA della MADDALENA Alessandro

1 B 431
GALEA della MADDALENA épouse RAYNALDI di SANT'ALBERTO
Teresa
1 B 158
GALEA della MADDALENA Giacomo
1 B 154, 156, 180, 181, 292, 395, 431
GALEA della MADDALENA Gio. Bernardo
1 B 213, 214, 216
GALEA della MADDALENA Gio. Francesco
1 B 154, 175, 214, 353
GALEA della MADDALENA Onorato
1 B 154, 207, 240, 431
GALEA della MADDALENA Onorato Gio. Francesco
1 B 182
GALEA Giacomo
1 B 168, 238
GALEA Gio. Francesco
1 B 145, 170, 172
GALEA Onorato
1 B 219
GALLEAN alias CAISSOTTI di ROBION Agapito
1 B 161
GALLEAN alias CAISSOTTI di ROBION Antonio Francesco Gaetano
1 B 155, 156, 243, 356, 357
GALLEAN alias CAISSOTTI di ROBION épouse GRIMALDI Rosa
1 B 216
GALLEAN alias CAISSOTTI di ROBION Francesco Marcello
1 B 219, 241
GALLEAN alias CAISSOTTI di ROBION Pietro Luigi Stanislao
1 B 158, 159, 160, 244, 392, 394,
GALLEAN alias CAISSOTTI di ROBION Vittore
1 B 216
GALLEAN d'ASCROS veuve AVOGADRO Agnese
1 B 184
GALLEAN di CASTELNUOVO (sœurs)
1 B 145, 146, 208
GALLEAN di CASTELNUOVO Andrea
1 B 145
GALLEAN di CASTELNUOVO Francesca Maria Teresa
1 B 569, 570
GALLEAN di CASTELNUOVO Luigi
1 B 367
GALLEAN di CASTELNUOVO Marcello
1 B 169
GALLEAN di CASTELNUOVO Marco Antonio
1 B 299
GALLEAN épouse LASCARIS Maria Teresa Ottavia
1 B 181, 217, 265, 349, 356, 357
GALLEAN épouse RAYNALDI Felice
1 B 236
GALLEAN épouse THAON di SANT'ANDREA e REVEL Maria
Maddalena
1 B 356, 357
GALLEAN Giambattista
1 B 154, 155, 163, 235, 236, 349, 356, 357
GALLEAN Gio. Andrea
1 B 356, 357
GALLEAN Lazaro
1 B 184, 235, 236
GALLEAN Lucrezia
1 B 235
GALLEAN Maria Agnese
1 B 356, 357
GALLEAN Ottavio
1 B 154, 209
GALLEAN PROVANA Gerolama
1 B 236
GALLEAN RICHIER Antonio Francesco
1 B 453
GALLEAN RICHIER épouse RABIER de la BAUME Maria Camilla
1 B 453
GALLEAN RICHIER épouse RABIER de la BAUME Maria Camilla
1 B 155, 367
GALLEAN RICHIER Francesco
1 B 153
GALLEAN RICHIER Lazaro
1 B 153, 307, 348, 367, 453
GALLEAN RICHIER Luigi
1 B 264, 329, 330, 331, 342, 343, 344, 345, 348

GALLEAN RICHIER Michelangelo
1 B 264, 342, 343, 344, 345
GALLEAN RICHIER Michele Antonio Francesco
1 B 453
GALLEAN veuve AVOGADRO della MOTTA Maria Agnese
1 B 444
GALLEANI (époux)
1 B 168
GALLEANI di CASTELNUOVO Luigi
1 B 313
GALLEANI Gerolamo Marcello de
1 B 170
GALLEANI Giovanni
1 B 167
GALLEANI veuve LOMBARDI Giovanna Maria
1 B 155
GALLEANO Andrea
1 B 172, 328
GALLEANO Leonardo
1 B 307
GALLEANO Leonora
1 B 307
GALLEANO Vincenzo
1 B 307
GALLESIO veuve FRANCHELLI Anna
1 B 157
GALLI (frères)
1 B 284
GALLI (prêtre)
1 B 205
GALLI Angela Maria
1 B 317
GALLI Antonio
1 B 165, 166, 241, 303, 306, 313
GALLI Carlo
1 B 161, 438, 453
GALLI Carlo Francesco
1 B 209, 216
GALLI Genebreta
1 B 295
GALLI Gio. Domenico
1 B 236
GALLI Gio. Paolo
1 B 240
GALLI Giuseppe
1 B 160
GALLI Imperiale
1 B 335
GALLI Isoardo
1 B 295
GALLI Margherita
1 B 295
GALLI Onorato
1 B 296
GALLI Saverio
1 B 161, 254, 282
GALLIANO Pietro Giorgio
1 B 210
GALLINATI Francesco Giacinto
1 B 170
GALLO Antonio
1 B 326
GALLO Giovanni
1 B 569
GALLON Giuseppe
1 B 266, 267
GANDOLFA Maria Caterina
1 B 180
GANDOLFI (frères)
1 B 285, 292, 371, 444
GANDOLFI Giacomo
1 B 390
GANDOLFI Pantaleo
1 B 390
GANDOLFO (époux)
1 B 399
GANDOLFO (famille)
1 B 157
GANDOLFO (frères)

1 B 159, 179, 215, 359
 GANDOLFO Arcangelo
 1 B 216
 GANDOLFO Bartolomeo
 1 B 180
 GANDOLFO Daniele
 1 B 348
 GANDOLFO Domenico
 1 B 576
 GANDOLFO Giacomo
 1 B 576
 GANDOLFO Gio. Antonio
 1 B 440
 GANDOLFO Gio. Bartolomeo
 1 B 393
 GANDOLFO Gio. Battista
 1 B 148, 209, 393
 GANDOLFO Lorenzo
 1 B 181
 GANDOLFO Nicola
 1 B 441
 GANDOLFO Nicola Ignazio
 1 B 441
 GANDOLFO Stefano
 1 B 216, 218
 GANDOLFO veuve TOMATIS Bianca Maria
 1 B 159
 GANDOLINO Antonio
 1 B 162
 GANTELME Gio. Battista
 1 B 159, 160
 GANTELME Giuseppe
 1 B 568
 GAPEANI Antonio
 1 B 304
 GAPEANI Camillo
 1 B 418
 GAPEANI Pietro
 1 B 419, 420
 GARABISCIO Martino
 1 B 168
 GARACHIO Cesare
 1 B 236
 GARAGNO Gio. Battista
 1 B 170, 173
 GARANO Pietro Giovanni
 1 B 174
 GARBIERA Anna
 1 B 570
 GARBIGLIA Felice
 1 B 148
 GARBINO Giacomo
 1 B 427
 GARCIN Gio. Antonio
 1 B 335
 GARDA Pietro Antonio
 1 B 422
 GARDA veuve NECCO Angelica Maria
 1 B 365
 GARDENE François
 1 B 161
 GARDENER Giuseppe
 1 B 159
 GARDONE Bernardino
 1 B 437
 GARELLI Gio. Battista
 1 B 579
 GARENTE Elisabetta
 1 B 280
 GARENTE Gio. Andrea
 1 B 378
 GARETTI Gio. Antonio
 1 B 241
 GARETTI Gio. Francesco
 1 B 380
 GARIBO Cesare
 1 B 159
 GARIBO Gio. Luigi
 1 B 424

GARIDELLI di QUINCINETTO Gio. Battista
 1 B 160, 179
 GARIDELLI di QUINCINETTO Giuseppe Ignazio
 1 B 160, 273
 GARIN Antonio
 1 B 160
 GARIN di COCCONATO (comte)
 1 B 453, 580
 GARIN di COCCONATO Carlo
 1 B 179, 243
 GARIN épouse FOLCO Caterina
 1 B 325
 GARIN Ludovico
 1 B 325
 GARIN Onorato
 1 B 325
 GARIN Tommaso
 1 B 284, 285
 GARINO
 1 B 294
 GARNERI Giovanni
 1 B 216, 243
 GARNERI Ludovico
 1 B 163
 GARNIER Ludovico
 1 B 573
 GARNIER Pierre
 1 B 185
 GARREL Claudio Antonio
 1 B 403
 GARREL Gio. Battista
 1 B 403
 GARREL Luigi
 1 B 403
 GARREL Luigi Giuseppe
 1 B 403
 GARRELLI (père et fils)
 1 B 570
 GARRELLO Antonio
 1 B 170
 GARRELLO Giuseppe
 1 B 329
 GARRETI Onorato
 1 B 330, 331
 GARRETTI Gio. Francesco
 1 B 428
 GARRETTI Gioanna Maria
 1 B 244
 GARRETTI Pietro
 1 B 154
 GARRETTI veuve CHIARLANI Vittoria
 1 B 414
 GARRETTO Gio. Maria
 1 B 168, 316
 GARRUSSI (père et fils)
 1 B 433
 GASCHI Giacinto
 1 B 166
 GASCHI Guido
 1 B 158
 GASSIN Clemente Onorato
 1 B 159, 160
 GASSINO Gio. Onorato
 1 B 154
 GASTALDA Livia
 1 B 414
 GASTALDI (frères)
 1 B 157, 179, 400, 417
 GASTALDI Antonio
 1 B 449
 GASTALDI di NEVILLE Brunone Agostino
 1 B 399
 GASTALDI di NEVILLE Paolo Agostino
 1 B 181, 253
 GASTALDI épouse BORRIGLIONE Eufrosina
 1 B 399
 GASTALDI Giacomo
 1 B 159, 340
 GASTALDI Gio. Pietro

1 B 399
 GASTALDI Giuseppe
 1 B 158, 449
 GASTALDI Ignazio
 1 B 400
 GASTALDI Pietro
 1 B 446
 GASTALDI veuve SICARD Antonia
 1 B 447
 GASTALDO Antonio
 1 B 573
 GASTALDO Filiberto
 1 B 298
 GASTALDO Giacomo
 1 B 148, 415
 GASTALDO Gio. Battista
 1 B 168, 569, 570
 GASTALDO Giorgino
 1 B 416
 GASTALDO Ludovico
 1 B 168
 GASTALDO Orazio
 1 B 414
 GASTALDO Pietro
 1 B 162
 GASTALDO Stefano
 1 B 172
 GASTAUD Andrea
 1 B 433
 GASTAUD Carlo
 1 B 410
 GASTAUD Gio. Luigi
 1 B 156
 GASTAUD Onorato
 1 B 433
 GASTAUDO Francesco
 1 B 296
 GASTAUDO Gio. Antonio
 1 B 315, 318
 GASTAUT Gio. Luigi
 1 B 425
 GAUBERTI (frères)
 1 B 379
 GAUBERTI Gio. Paolo
 1 B 208
 GAUBERTI Pietro
 1 B 185
 GAUDINO Guglielmo
 1 B 422
 GAUDINO Ludovico
 1 B 356, 570
 GAUTIER Antonio Gaetano
 1 B 155
 GAUTIER Carlo
 1 B 159
 GAUTIER Charles
 1 B 186
 GAUTIER épouse MILLO Maria Francesca
 1 B 159
 GAUTIER Francesco
 1 B 388
 GAY Francesco Bernardino
 1 B 337
 GAZAN épouse, puis veuve MASSETTI de FRINCH Anna Maria
 1 B 154, 155
 GAZAN Gio. Battista
 1 B 390
 GAZAN Giuseppe
 1 B 390, 457
 GAZAN Maria Virginia
 1 B 390
 GAZAN veuve RAINAUD Maria
 1 B 153
 GAZANO (prêtre)
 1 B 208
 GAZANO Giacomo
 1 B 450
 GAZANO Giacomo Maria
 1 B 450

GAZANO Gio. Battista
 1 B 292
 GAZANO Giuseppe
 1 B 292
 GAZANO Pietro Francesco
 1 B 570
 GAZANO Sebastiano
 1 B 570
 GAZIELLO Filippo
 1 B 145, 174
 GAZIELLO Gianeto
 1 B 302
 GAZIELLO Stefano
 1 B 302
 GAZZANA épouse CALVI Caterina
 1 B 445
 GAZZANO Antonio Francesco
 1 B 203
 GAZZANO Francesco
 1 B 209
 GAZZELLI Giuseppe
 1 B 453
 GEDDA ou GEDDAS ou GEDE Pietro
 1 B 160, 293, 448
 GENOINO Bartolomeo
 1 B 196
 GENOINO Francesco
 1 B 237, 416
 GENOINO Pietro
 1 B 361
 GENOVESE Ambrogio
 1 B 159
 GENOVESE Ludovico
 1 B 576
 GENOVESE Pasquale
 1 B 145
 GENTA Carlo
 1 B 162
 GENTA veuve COGGIOLA DAL POZZO Vittoria
 1 B 240
 GENTE Ludovico Maria
 1 B 219, 220
 GENTE Marco Aurelio
 1 B 219
 GENTILE GILLIO (société commerciale)
 1 B 158
 GERBONE Gio. Stefano
 1 B 415
 GERBONI Francesco
 1 B 240
 GERMANO (consul des marchands)
 1 B 328
 GERMANO di PEGLIONE Gio. Battista
 1 B 574
 GERMANO épouse TONDUTI della SCARENA Angela Maria
 1 B 175, 243, 257
 GERMANO Giaches
 1 B 570
 GERMANO Gio. Antonio
 1 B 349
 GERMANO Gio. Battista
 1 B 171, 172, 174
 GERMANO Marco Antonio
 1 B 239
 GERMANO Marco Aurelio
 1 B 170
 GHERINA veuve GIACOBI Margherita
 1 B 239
 GHERRA Pietro
 1 B 569
 GHERSI (époux)
 1 B 159
 GHERSI (frères)
 1 B 458
 GHERSI Antonio
 1 B 212, 215
 GHERSI Bernardo
 1 B 159
 GHERSI Gio. Antonio

1 B 158, 348
 GHIBERTO Gio. Andrea
 1 B 313
 GHIGHISOLA Gio. Battista
 1 B 384
 GHIGO Giacomo Antonio
 1 B 393
 GHINAUDI Gio. Battista
 1 B 258
 GHINAUDO (prêtre)
 1 B 205
 GHINAUDO Gio. Battista
 1 B 210
 GHIO Pierre Paul
 1 B 384
 GHIO veuve UGONIS Maria Caterina
 1 B 384
 GHIRAUDI Gio. Ludovico
 1 B 262
 GHIRON SILLA VUICARDEL Francesco
 1 B 153
 GHIS (époux)
 1 B 171
 GHIS Gio. Francesco
 1 B 337
 GHIS ou GUIIS Nicolas
 1 B 244
 GHIS ou GUIIS veuve CAUVIN Gioanna Maria
 1 B 239
 GHISI Gio. Battista
 1 B 327, 334
 GHISI Gio. Francesco
 1 B 334
 GHISI Ildefonso Maria
 1 B 424
 GHISI ISNARDI di SAN SALVATORE Gio. Battista
 1 B 238
 GHISI ISNARDI di SAN SALVATORE Gio. Francesco
 1 B 170
 GHISI ISNARDI di SAN SALVATORE Gio. Francesco Timoteo
 1 B 174, 353, 424
 GHISI ISNARDI di SAN SALVATORE Giuseppe Antonio
 1 B 353, 424
 GHISI ISNARDI di SAN SALVATORE Orazio
 1 B 179, 256, 262, 264, 266, 280, 281, 292, 346, 365, 374, 383
 GHISI veuve ARNAUD Teresa Francesca
 1 B 178
 GIACOBBI (chanoine)
 1 B 205
 GIACOBBI Andrea
 1 B 213, 401
 GIACOBBI Antonio
 1 B 167
 GIACOBBI Antonio Francesco
 1 B 165, 176
 GIACOBBI Castiglio
 1 B 164, 165
 GIACOBBI Cesare
 1 B 322
 GIACOBBI Claudio
 1 B 326
 GIACOBBI di SANTA FELICITA Giuseppe
 1 B 161, 182
 GIACOBBI épouse ISOARDO Maria Ludovica
 1 B 339
 GIACOBBI Gaspare
 1 B 238
 GIACOBBI Giacomo
 1 B 245
 GIACOBBI Giacomo Antonio
 1 B 174, 244
 GIACOBBI Gio. Battista
 1 B 175, 210, 454
 GIACOBBI Gio. Michele
 1 B 235
 GIACOBBI Giuseppe
 1 B 348, 393
 GIACOBBI Isoardo
 1 B 339

GIACOBBI Lucrezia
 1 B 317
 GIACOBBI Ludovico
 1 B 235
 GIACOBBI Michelangelo
 1 B 338, 452
 GIACOBBI Pietro
 1 B 166, 371
 GIACOBBI veuve IOARDO Maria Ludovica
 1 B 359
 GIACOBBI veuve LEOTARDI Maria Caterina
 1 B 241
 GIAINA Lorenzo
 1 B 569, 570, 575
 GIAIS Pietro
 1 B 321
 GIANCARDI Prospero
 1 B 458
 GIANELLI Erigio
 1 B 294
 GIANELLI Giovanni
 1 B 162
 GIANELLO Pietro
 1 B 449
 GIANOLI Carlo Giuseppe
 1 B 155
 GIAUBERT Gio. Battista
 1 B 171
 GIAUCELLETTI Giacomo Francesco
 1 B 296
 GIAUME Dionigio
 1 B 160
 GIAUME Pietro
 1 B 380
 GIAUNA (frères)
 1 B 446
 GIAUNA Gio. Battista
 1 B 446
 GIAUNA Ludovico
 1 B 570
 GIAUNA Marco Antonio
 1 B 390
 GIAUSELET Giaches
 1 B 325
 GIAUSELET Giacomo di
 1 B 328
 GIAUSSELLETTI Giacomo Francesco
 1 B 416, 418
 GIAUSERRANDI Giovanni
 1 B 322
 GIAUSSELET (prêtre)
 1 B 205
 GIAUSSELET Onorato
 1 B 220, 221
 GIAUSSELLETTI (avocat)
 1 B 171
 GIAUSSERAN Antonio Giuseppe
 1 B 459
 GIAUSSERAN Giuseppe
 1 B 459
 GIAUSSERAN veuve CAGNOLI Francesca
 1 B 159
 GIAUSSERANDI Carlo
 1 B 245
 GIAUSSERANDI Giuseppe
 1 B 335, 339
 GIAUSSERANDI Giuseppe Giacinto
 1 B 210
 GIAUSSERANDI Giuseppe Gioachino
 1 B 211
 GIBELLINI Tommaso Giuseppe
 1 B 155, 156, 157, 158, 265
 GIBERT Gio. Francesco
 1 B 159
 GILETTA Ascanio
 1 B 165
 GILETTA Pietro
 1 B 164
 GILETTA Pietro Antonio

1 B 216
 GILLETTA Agostino
 1 B 390
 GILLETTA épouse PEYRANI Caterina
 1 B 372
 GILLETTA Gio. Antonio
 1 B 379
 GILLETTA Gio. Pietro
 1 B 164
 GILLETTA Vittorio
 1 B 372
 GILLI (époux)
 1 B 154
 GILLI Bartolomeo
 1 B 154
 GILLI Carlo
 1 B 159, 270
 GILLI Gio. Battista
 1 B 570
 GILLI Onorato
 1 B 238
 GILLI veuve SALVI Gioanna Maria
 1 B 399
 GILLI veuve SALVI Maria
 1 B 176
 GILLIO Emanuele Filiberto
 1 B 166
 GILLIO Gio. Battista
 1 B 166
 GINDRE Gioachino
 1 B 184
 GINDRE Tommaso
 1 B 184
 GINESI Antonio
 1 B 219, 314, 317, 325, 572
 GINESI Francesco Antonio
 1 B 159
 GINESI Gio. Battista
 1 B 210
 GINESI Giovanni
 1 B 572
 GINESI Giuseppe
 1 B 170
 GINESI ou GINESY di VENANZONE épouse LAURENTI Anna
 Margherita
 1 B 158, 176, 243
 GINESY Alessandro
 1 B 171, 376
 GINESY Domenico
 1 B 171
 GINESY Onorato
 1 B 168
 GINOINA veuve GIOFFREDO Bartolomea
 1 B 236
 GINOUX (négociant)
 1 B 452
 GIOAN Francesco
 1 B 284, 410
 GIOANNI (frères et soeur)
 1 B 378
 GIOANNI Andrea
 1 B 418
 GIOANNI Giacomo
 1 B 569
 GIOANNI Giambattista
 1 B 569
 GIOANNI Gio. Ludovico
 1 B 378
 GIOANNI Gio. Tommaso
 1 B 570
 GIOANNI Luiseta
 1 B 220
 GIOFFREDI della CAINEA Pietro Giuseppe
 1 B 244
 GIOFFREDO Antonio
 1 B 363
 GIOFFREDO Bartolomeo
 1 B 338
 GIOFFREDO Carlo Benedetto
 1 B 330, 331
 GIOFFREDO della CAINEA Carlo Brunone
 1 B 182
 GIOFFREDO della CAINEA Giacomo
 1 B 257, 570
 GIOFFREDO della CAINEA Gio. Battista
 1 B 154, 170, 173
 GIOFFREDO della CAINEA Maria Rosa Ludovica
 1 B 276
 GIOFFREDO della CAINEA Pietro Giuseppe
 1 B 244
 GIOFFREDO épouse DONEUDO Margherita
 1 B 158, 159, 263
 GIOFFREDO épouse GIOFFREDO Anna Maria
 1 B 337
 GIOFFREDO Gaspare
 1 B 166
 GIOFFREDO Giacomo
 1 B 164, 168
 GIOFFREDO Gio. Lorenzo
 1 B 166
 GIOFFREDO Giuseppe
 1 B 174
 GIOFFREDO Pietro
 1 B 169, 363, 457
 GIOFFREDO veuve GUIGLIONDA Benedetta Maria
 1 B 240
 GIOFFREDO veuve PAULIANI Anna Maria
 1 B 239
 GIOFFREDO Vincenzo
 1 B 251, 337, 338
 GIOFFREDA veuve MICHAELIS Luisa
 1 B 451
 GIOFFREDO épouse SCALIERO Camilla
 1 B 424
 GIORDAN Antonio
 1 B 181
 GIORDANA di CLANZO Giovanni
 1 B 183
 GIORDANA épouse BERY Giacinta
 1 B 443
 GIORDANI Giuseppe Maria
 1 B 161
 GIORDANO épouse COTTER Rachele
 1 B 159, 404
 GIORDANO Gio. Battista
 1 B 579
 GIORNI Carlo Agostino
 1 B 185, 433
 GIORNI Felice Gio. Battista
 1 B 187
 GIORNI Niccolo'
 1 B 140, 160
 GIOSSERANDI Ambrogio
 1 B 163
 GIOSSERANDI épouse LAUTARDI Gasparda
 1 B 320
 GIOSSERANDI Giuseppe
 1 B 320, 325
 GIOSSERANDI Onorato
 1 B 320
 GIOVO Angelo Luigi
 1 B 213, 374
 GIRALDI Michelangelo
 1 B 159
 GIRARDI (frères)
 1 B 160
 GIRARDI Gio. Francesco
 1 B 166, 572
 GIRARDIN de VAUVRY Louis
 1 B 449
 GIRART Antoine
 1 B 452
 GIRAUDI (prêtre)
 1 B 205
 GIRAUDI Antonio
 1 B 160
 GIRAUDI Antonio Francesco
 1 B 240

GIRAUDI Carlo
1 B 161
GIRAUDI Giuseppe
1 B 161
GIRAUDI Onorato
1 B 243
GIRAUDO Ludovico
1 B 303
GIRAUDY Antoine
1 B 314
GIRAUT Pietro
1 B 425
GIRIBALDI Maurizio
1 B 570
GIUDICI (avocat)
1 B 568
GIUGE (sœurs)
1 B 333
GIUGE Gio. Andrea
1 B 215, 326
GIUGE Gio. Pietro
1 B 420
GIUGE Giuseppe
1 B 159
GIUGE Pietro
1 B 157, 326, 420
GIUGE veuve BRONDET Lucrezia
1 B 420
GIUGE veuve FOLCO Anna
1 B 325
GIUGLARIS Bartolomeo
1 B 165, 373
GIUGLARIS Carlo Gaetano
1 B 373
GIUGLARIS Clemente
1 B 329
GIUGLARIS épouse CAGNOLI Maria
1 B 457
GIUGLARIS épouse CAUVIN Maria Camilla
1 B 242
GIUGLARIS Gio. Francesco
1 B 457
GIUGLARIS Giuseppe Antonio
1 B 423
GIUGLARIS Giuseppe Tommaso
1 B 153
GIUGLARIS Laura
1 B 361
GIUGLARIS Ludovico
1 B 271, 400
GIUGLARIS Pietro
1 B 166, 168
GIUGLARIS Scipione
1 B 234
GIULIANO Gerardo
1 B 162
GIUSIANA Gaetano
1 B 218
GIUSTINIANI Stefano
1 B 215, 218
GIUVI Paolo
1 B 572
GLANDÈVES George François Pierre de
1 B 283
GLENA Antonio
1 B 605
GLENA Gio. Pietro
1 B 605
GLENA Pier Antonio
1 B 273
GODEMAR veuve ROSTAGNI Anna Eleonora
1 B 378
GOIRAN Giuseppe
1 B 161, 357
GOIRAN Vincenzo
1 B 179
GOMES DA COSTA Moise
1 B 457
GONZALES Onorato

1 B 160
GORDOLON Andrea
1 B 394
GORDOLON Francesco
1 B 394
GORDOLON Gio. Antonio
1 B 393, 394, 395
GORDONA veuve BARELLI Lucrezia
1 B 239
GORDONE Antonio
1 B 238
GORGERIN Gio. Antonio
1 B 368
GORGERINO CASTELLINARD Domenico
1 B 156
GORGERINO CASTELLINARD Francesco
1 B 281
GORGO épouse VERDA Maria Angelica
1 B 159
GOSMANO Antonio
1 B 317
GOSMANO Camillo
1 B 315
GOSMANO Gio. Michele
1 B 315
GOTIO ou GOZIO Giambattista
1 B 168, 320, 337
GOUIN Louis André
1 B 579
GOUSOU veuve GRIMALDI Susanna de
1 B 235
GRAGLIA (prêtre)
1 B 206
GRAGLIA Ferriolo
1 B 272
GRAGLIA Gio. Battista
1 B 570
GRAGLIA veuve BLANCHI Maria Francesca
1 B 431
GRANELLA (frères)
1 B 154, 393
GRANELLA Antonio
1 B 153, 154, 174, 344, 363, 370, 453
GRANELLA Carlo Francesco
1 B 155, 158, 370, 393, 453
GRANELLA épouse D'ANDRÉ Maria Maddalena
1 B 158, 161
GRANELLA Gio. Andrea
1 B 210, 363
GRANELLA Giovanni
1 B 449
GRANERI (comte)
1 B 161
GRANERI Pietro Giuseppe
1 B 154, 250
GRASSE Annibal de
1 B 235
GRASSE Jacques de
1 B 210
GRASSIS Gio. Angelo
1 B 171
GRASSIS Giuseppe
1 B 171
GREC Carlo
1 B 391, 397
GREC Gabriel
1 B 436
GRECO Carlo Lorenzo
1 B 267
GREU Nathaniel
1 B 187
GRILLO Antonio
1 B 209
GRILLO Domenico
1 B 575
GRILLO Gio. Battista
1 B 570
GRIMALDA épouse GRIMALDI Philippa
1 B 345

GRIMALDI (chevalier)
1 B 185

GRIMALDI (famille)
1 B 172

GRIMALDI Andrea
1 B 165, 166, 236, 591, 608

GRIMALDI Annibale
1 B 165, 300, 591, 608

GRIMALDI Annibale Vittorio Amedeo
1 B 172

GRIMALDI Benedetto
1 B 207, 349

GRIMALDI Carlo Andrea
1 B 299

GRIMALDI Cesare Ludovico
1 B 172

GRIMALDI Chiara
1 B 207

GRIMALDI Claudio
1 B 298

GRIMALDI de MONACO Antoine
1 B 197

GRIMALDI di BOGLIO (marquis)
1 B 154

GRIMALDI di BOGLIO Clara Maria
1 B 216

GRIMALDI di BOGLIO Gio. Battista
1 B 210

GRIMALDI di BOGLIO Vittoria
1 B 216

GRIMALDI di SAUZE Giuseppe
1 B 157, 261, 364, 378, 383

GRIMALDI épouse CLARETTI Francesca
1 B 298

GRIMALDI épouse RAYNALDI di FALICON Felice
1 B 238

GRIMALDI Giacomo Antonio
1 B 349

GRIMALDI Gio. Battista
1 B 252

GRIMALDI Gio. Battista Giuseppe
1 B 177

GRIMALDI Gio. Battista Onorato
1 B 207, 235, 457

GRIMALDI Gioachino Ignazio
1 B 213

GRIMALDI Ilarione Pacomio
1 B 215

GRIMALDI Imperiale
1 B 298

GRIMALDI Nicolo'
1 B 171, 241

GRIMALDI Onorato
1 B 240, 241, 450

GRIMALDI RICHIER Carlo Andrea
1 B 294, 300, 307, 315, 319, 321, 414, 417

GRIMALDI RICHIER veuve LASCARIS Anna Francesca
1 B 307, 313, 314, 315, 317, 319, 320, 321, 322, 326, 329, 330, 331, 342, 343, 344, 345, 359, 360, 426

GRIMALDI veuve GALLEAN Maria
1 B 342, 343, 344, 345

GRINDA Gio. Andrea
1 B 328, 436

GRINDA Gio. Antonio
1 B 341

GRINDA Ludovico
1 B 328

GRINDA Michele
1 B 159

GRIVETTE (sœurs)
1 B 154

GROLLERI Giambattista
1 B 374

GROLLERI Tommaso
1 B 374

GRONDANA Marco Antonio
1 B 138, 173, 174

GROSSO Sireto
1 B 294

GROSSON (négociants)
1 B 158

GROSSON Claudio
1 B 154, 367

GRUBNER épouse VASSAL Anna Cristina
1 B 285

GUAITA Gio. Antonio
1 B 441

GUAITA Gio. Domenico
1 B 441

GUARINI (frères)
1 B 361

GUARINI Onorato
1 B 148

GUARNOTTI Giambattista
1 B 259

GUASCO frères
1 B 407

GUASCO Lazzaro
1 B 443

GUBERNATIS Clemente
1 B 296, 297

GUBERNATIS Francesco
1 B 155

GUBERNATIS Nicola Francesco
1 B 387

GUBERNATIS veuve BUCHIONE Marianna
1 B 448

GUBERNATIS veuve BUONFIGLIO Caterina
1 B 234

GUERIN Gio. Francesco
1 B 209, 214

GUERSI Gio. Battista
1 B 451

GUERZO Antonio Maria
1 B 570

GUGLIELMI Angelo Maria
1 B 216

GUGLIERA veuve AMEI Paola Gioanna
1 B 160

GUGLIERI Francesco
1 B 158

GUGLIERI Giacomo
1 B 388

GUGLIERI Gio. Francesco
1 B 171

GUGLION (frères)
1 B 392

GUIA Valentina
1 B 572

GUIBERT (prêtre)
1 B 205

GUIBERT Andrea
1 B 379

GUIBERT épouse GUGLIERI Augustina Maria Costanza
1 B 158

GUIBERT Gio. Battista
1 B 221

GUIBERT Giovanni
1 B 172

GUIBERTA Gerolama
1 B 568

GUIDI Gaetano
1 B 570

GUIDI Gio. Agostino
1 B 174

GUIDI Gio. Battista
1 B 157, 389

GUIDI Giovanni
1 B 446

GUIDO Giuseppe Ludovico
1 B 172

GUIGLIA Amedeo
1 B 160

GUIGLIA Clara
1 B 160

GUIGLIA Giacomo
1 B 438

GUIGLIA Luigi

1 B 161
GUIGLIELMONTI GARIS Gioanna Domenica
1 B 293
GUIGLIERI Domenico
1 B 369
GUIGLIERI Giacomo
1 B 211
GUIGLIERI Gio. Francesco
1 B 369
GUIGLION Andrea
1 B 181
GUIGLION Bartolomeo
1 B 181
GUIGLION Giacomo
1 B 438
GUIGLIONDA Anna Maria
1 B 329
GUIGLIONDA Antonio
1 B 327
GUIGLIONDA Bartolomeo
1 B 158, 240
GUIGLIONDA Clemente
1 B 220, 239, 240, 338, 388
GUIGLIONDA del BORGO SANT'AGATA Gio. Antonio
1 B 159, 293
GUIGLIONDA del BORGO SANT'AGATA Gio. Maria
1 B 177, 178, 181, 244, 265, 383, 400, 401, 453
GUIGLIONDA del BORGO SANT'AGATA Giuseppe
1 B 285
GUIGLIONDA épouse BROCHIERO Anna Maria
1 B 335
GUIGLIONDA Gio. Onorato
1 B 341
GUIGLIONDA Onorato
1 B 159, 402
GUIGLIONDA Pietro
1 B 419
GUIGLIONDA Pirineta
1 B 329
GUIGLIONE Marc'Antonio
1 B 568
GUIGLIONI (frères)
1 B 296
GUIGLIOTTI Carlo Maria
1 B 160
GUIGLIOTTI Clemente
1 B 220
GUIGLIOTTI di VALBONA Carlo Maria
1 B 184
GUIGLIOTTI épouse CORVESI Apollonia
1 B 154
GUIGLIOTTI Filiberto
1 B 234, 301
GUIGLIOTTI LASCARIS di GORBIO veuve CORVESI Apollonia
1 B 179, 180, 244
GUIGO Gio. Battista
1 B 159
GUIGO Pietro Giuseppe
1 B 570
GUIGONIS Antonio
1 B 217
GUIGONIS Odinetto
1 B 167
GUINO Gio. Battista
1 B 572
GUIONET Pietro
1 B 433
GUIS Giacomo
1 B 159
GULIERI Paolo Domenico
1 B 209
GUTTUARI Galvagno
1 B 170

H

HACHETTE DESPORTES Henri
1 B 214, 271, 280, 293
HENRI II

1 B 172
HERAUD Luigi
1 B 158, 161
HERAUDO Bartolomeo
1 B 241
HONDIA veuve GASPARI Devota
1 B 237
HONDIA veuve VERANI Andriveta
1 B 237
HONORAT Antonio
1 B 169
HOSTE Pietro
1 B 162
HUGES épouse TROCHIA Elisabetta
1 B 160
HUGES Erigio
1 B 387, 429
HUGES Guillaume d'
1 B 411

I

ICART Trofimo
1 B 427
IGHINA Antonio
1 B 186
ILLONZA Carlo
1 B 236
ILLONZA Onorato
1 B 322
IMBERT Giuseppe
1 B 338
IMBERT Honoré
1 B 186
IMBERT Pietro
1 B 450
IMBERTA Margherita
1 B 573
IMBERTI Antonio Felice
1 B 166, 167
IMBERTI Gio. Francesco
1 B 165, 167, 168, 236
IMBERTI Gio. Stefano
1 B 221
IMBERTO Gio. Francesco
1 B 164
IMBERTO Giorgio
1 B 313
IMPERTI (frères et sœurs)
1 B 160
INART Antonio Francesco
1 B 403, 436
INGHILBERT Gioanneto
1 B 306
INGIGLIARDI Agata
1 B 155, 159
INGIGLIARDI Francesco
1 B 154, 159
IOARDO Carlo
1 B 359
IPOLITO Michelangelo
1 B 335
ISNARDI Alessandro
1 B 234, 314
ISNARDI Anna Francesca
1 B 300
ISNARDI Carlo
1 B 166
ISNARDI de CASTELLO di CARAGLIO Angelo Carlo Maurizio
1 B 574
ISNARDI di GORBIO épouse BORRIGLIONE Maria Camilla
1 B 239, 353
ISNARDI épouse VANDERBROUQUE Rosa Maria
1 B 159, 458
ISNARDI Francesco
1 B 277
ISNARDI Gerolamo Marcello
1 B 159
ISNARDI Giacomo

1 B 210
 ISNARDI Giambattista
 1 B 327
 ISNARDI Gio. Ludovico
 1 B 259
 ISNARDI Giuseppe
 1 B 365
 ISNARDI Giuseppe Antonio
 1 B 240, 353, 424
 ISNARDI Ludovico
 1 B 171
 ISNARDI Onorato
 1 B 237, 327
 ISNARDI Orazio
 1 B 171, 342
 ISNARDI Pasquale
 1 B 368
 ISNARDI veuve AUDIBERTI Francesca
 1 B 234
 ISNART Pierre Antoine
 1 B 292
 ISOARDI Andrea
 1 B 306
 ISOARDI Francesco
 1 B 306
 ISOARDI Gio. Battista
 1 B 212, 292, 454
 ISOARDI Sebastiano
 1 B 572
 ISOARDI Stefano
 1 B 162
 ISOARDO Carlo
 1 B 169, 339, 340
 ISOARDO Giacomino
 1 B 296
 ISOARDO Marino
 1 B 295
 ISOARDO Matheo
 1 B 294
 ISOART Antonio
 1 B 448
 ISOART Cesare
 1 B 577
 ISSAUTIERA veuve SICARDO Maria
 1 B 411
 ITHIER Jean-Dominique d'
 1 B 318

J

JACQUIER Francesco Giuseppe
 1 B 155, 156, 157, 197, 260
 JASBURGH George
 1 B 218
 JAUBERT Jacques
 1 B 302
 JAUBERT Jean-Baptiste
 1 B 302
 JAUCELLET Claudio
 1 B 237
 JOANINI Gaspare
 1 B 175
 JOUFFREY épouse DE GUBERNATIS di GORBIO Francesca Claudina
 de
 1 B 160, 161
 JUGLARIS Baudo
 1 B 413
 JULIEN Pietro Giacomo
 1 B 459
 JULLIEN Antoine
 1 B 185

L

LA FARE (chevalier de)
 1 B 169
 LA FORÉ Carlo Ludovico
 1 B 574
 LA FORESTIE (baron)
 1 B 186

LA GARDE SAINT-ANGEL Francesco de
 1 B 216, 281
 LA PORTE Joseph de
 1 B 169
 LA RIVIERA Francesco Amedeo
 1 B 236
 LA ROCCA Mardocheo
 1 B 265
 LA ROSA Giuseppe
 1 B 154
 LA TREMOUILLE Marie de
 1 B 218
 LABBÉ Giambattista
 1 B 157
 LABE Leontio
 1 B 329, 413
 LACOMBA Giuseppe
 1 B 159
 LAMBERT Jean-Baptiste
 1 B 146
 LAMBERTA veuve BLAVETTO Francesca
 1 B 235
 LAMBERTI veuve DURAND di SAUZE Maria Felice
 1 B 159
 LAMBERTO Bartolomeo
 1 B 163
 LAMBERTO Gabriele
 1 B 162
 LAMBERTO Pietro Ignazio
 1 B 153
 LAMI Gio. Giuseppe
 1 B 398
 LANCHANTIN Onorato Ignazio
 1 B 160
 LANCIARES Giovanni
 1 B 239
 LANCIARES veuve PERDIGONE Vittoria
 1 B 350
 LANERI Gio. Battista
 1 B 570
 LANGASCO (prêtre)
 1 B 209
 LANGHE Onorato
 1 B 296
 LANGLADE Henri de
 1 B 316
 LANGOSCO di LANGOSCO Teofilo
 1 B 158, 159
 LANGUASCO Maddalena
 1 B 146, 213, 454
 LANTERA Caterina
 1 B 568
 LANTERI (famille)
 1 B 214
 LANTERI Alessandro
 1 B 160
 LANTERI Annibale
 1 B 278
 LANTERI Antonio
 1 B 285, 405
 LANTERI Bernardino
 1 B 174
 LANTERI Carlo Antonio
 1 B 159
 LANTERI Francesco
 1 B 400
 LANTERI Gio. Battista
 1 B 211, 393
 LANTERI Luigi
 1 B 214
 LANTERI Pietro
 1 B 446
 LANTERI Pietro Antonio
 1 B 570
 LANTERO Gio. Ludovico
 1 B 295
 LANTRUA Giacomo
 1 B 381
 LANZAPIANA Francesco

1 B 304
 LAR GERG Giovanni
 1 B 459
 LASCARIS (premier consul)
 1 B 569
 LASCARIS Agostino
 1 B 296, 297, 323, 324
 LASCARIS Alessandro
 1 B 157, 158, 174, 349, 370
 LASCARIS Angela Maria
 1 B 158
 LASCARIS Antonio
 1 B 323, 324
 LASCARIS Augusto Alessandro
 1 B 181, 383
 LASCARIS Camilla
 1 B 294, 321, 323, 324, 344
 LASCARIS Carlo
 1 B 220, 221, 353, 355
 LASCARIS Carlo Francesco
 1 B 154, 156, 167, 168, 236, 240, 242
 LASCARIS Carlo Luigi
 1 B 154
 LASCARIS Cesare
 1 B 344
 LASCARIS épouse BARRALIS Maria Caterina
 1 B 373
 LASCARIS épouse de GRASSE Francesca
 1 B 235
 LASCARIS épouse TIBERTI Paola Maria
 1 B 154
 LASCARIS Francesco
 1 B 165, 166, 302
 LASCARIS Gaspare
 1 B 236
 LASCARIS Gaspare Alessandro
 1 B 376
 LASCARIS Gaspare Augusto
 1 B 395
 LASCARIS Giacomo
 1 B 163, 164
 LASCARIS Gio. Battista
 1 B 381
 LASCARIS Gio. Paolo
 1 B 167, 261
 LASCARIS Gio. Paolo Agostino
 1 B 154, 157, 161, 178, 182, 218, 258, 259, 260, 265, 272, 278, 349,
 356, 357, 374, 381, 384
 LASCARIS Giulio Cesare
 1 B 168, 169, 171, 240, 334
 LASCARIS Giulio Francesco Guglielmo
 1 B 215
 LASCARIS Giuseppe Vincenzo
 1 B 140, 157, 158, 159, 161, 178, 180, 181, 182, 186, 253, 264, 276,
 292, 425
 LASCARIS Luciano
 1 B 300
 LASCARIS Lucrezia
 1 B 342, 343, 344, 345
 LASCARIS Luigi
 1 B 359, 360
 LASCARIS Luigi Gaetano Marinetto
 1 B 159, 161, 180, 181, 182, 183, 267, 269, 270, 273, 274, 275, 277,
 278, 279, 289, 293, 397, 398
 LASCARIS Marco Antonio
 1 B 242, 418
 LASCARIS Margherita
 1 B 321
 LASCARIS Michelangelo
 1 B 163, 164, 165, 168, 236, 307, 313, 314, 315, 317, 320, 321, 342,
 343, 344, 345, 359, 360, 381, 572
 LASCARIS Onorato
 1 B 166, 234, 235, 294, 323, 324, 570
 LASCARIS Onorato Teodoro
 1 B 179, 262, 270, 294, 383
 LASCARIS Pietro Antonio
 1 B 163, 294, 570
 LASCARIS Renea
 1 B 321

LASCARIS Roggiero
 1 B 166
 LASCARIS Tiberio Cesare
 1 B 155, 158, 161, 183, 400
 LASCARIS veuve DAL POZZO Caterina
 1 B 415
 LASCARIS veuve LASCARIS Teresa
 1 B 154, 156, 179
 LASCARIS veuve MARTINI di DOSFRAIRES Lucrezia
 1 B 376
 LATIL Honoré
 1 B 186
 LATTAD DE ROSA Giacobbe
 1 B 154
 LATTAD ou LATAT DE ROSA Salomon
 1 B 356
 LATTAD ou LATAT Salomon
 1 B 154
 LATTAD Salomon
 1 B 153
 LATTES Emanuele
 1 B 208
 LATTES Gentile
 1 B 268
 LATTES Isac Isaia
 1 B 153, 356
 LAUGERI Benedetta
 1 B 363
 LAUGERI Francesco
 1 B 260
 LAUGERI Gio. Battista Angelo
 1 B 141, 147, 250
 LAUGERI Giuseppe Giovanni
 1 B 274
 LAUGERIO Alessandro
 1 B 292
 LAUGERIO épouse PEYRANI di TORRETAS Cornelia Cassandra
 1 B 145, 335
 LAUGERIO ou LAUGIERO Carlo
 1 B 167, 304
 LAUGERIO Pietro
 1 B 220, 314, 426
 LAUGERIO Pietro Antonio
 1 B 168
 LAUGERO Gio. Battista
 1 B 209
 LAUGIER de VERDACHE (frères)
 1 B 370
 LAUGIER de VERDACHE Jean François
 1 B 207
 LAUGIER de VERDACHE Louis Antoine
 1 B 207, 360
 LAUGIER Francesca
 1 B 236
 LAUGIER Gio. Paolo
 1 B 169
 LAUGIER Giuseppe
 1 B 436
 LAUGIER Ludovico
 1 B 160
 LAUGIER veuve ARCIAS Maria Caterina
 1 B 384
 LAUGIERA épouse, puis veuve SUCHETTA Angela Maria
 1 B 154, 347, 393
 LAUGIERO Alessandro
 1 B 238
 LAUGIERO Giambattista
 1 B 235, 295
 LAUGIERO Gio. Battista
 1 B 165
 LAURENS Antonio
 1 B 180
 LAURENS Bartolomeo
 1 B 158
 LAURENS de BRUE Pierre Joseph de
 1 B 169
 LAURENS épouse, puis veuve CHIANEA di SANTO STEFANO
 Margherita
 1 B 155, 242, 358, 373

LAURENS Pietro
 1 B 411
 LAURENTI (frères)
 1 B 154
 LAURENTI di VENANZONE (comtesse)
 1 B 211
 LAURENTI di VENANZONE épouse TRINCHIERI di
 SANT'ANTONINO Teresa
 1 B 179, 446
 LAURENTI di VENANZONE Giuseppe
 1 B 155, 158, 161, 176, 367
 LAURENTI Emanuele
 1 B 164
 LAURENTI Francesco
 1 B 360
 LAURENTI Gio. Alberto
 1 B 158
 LAURENTI Gio. Andrea
 1 B 158
 LAURENTI Gio. Battista
 1 B 570
 LAURENTI Gioanna Maria
 1 B 158, 253
 LAURENTI Stefano
 1 B 154
 LAURO Antonio
 1 B 569, 570
 LAURO Francesco
 1 B 187
 LAURO Onorato
 1 B 212, 213
 LAURO Rudis
 1 B 154, 155
 LAUS (frères)
 1 B 362
 LAUSA Bartolomeo
 1 B 283
 LAUSI Gio. Ludovico
 1 B 359
 LAUSI Pier Giovanni
 1 B 359
 LAUTARD (frères)
 1 B 148
 LAUTARD Gio. Andrea
 1 B 362
 LAUTARDI Giovanni
 1 B 326, 327, 329
 LAUTARDI Matteo
 1 B 573
 LAUTARDI Renato
 1 B 320
 LAUTARDI Simone
 1 B 573
 LAUTIERO Giovanni
 1 B 302
 LAVAGNA Domenico
 1 B 570
 LAVAGNA épouse ORSO Anna Maria
 1 B 405
 LAVERAN ou LAVERONE Gio. Francesco
 1 B 579
 LE CLERC Jean François
 1 B 179, 245
 LE FRANC Fedele
 1 B 160
 LE GRAND de SAINTE-COLOMBE Nicolas Alexandre
 1 B 169
 LE LONG de CHENILLAC Anne
 1 B 168, 171, 368, 517
 LE SEURRE Pierre
 1 B 186
 LE TELLIER de BARBEZIEUX Louis François Marie
 1 B 169
 LEA Annibale
 1 B 168, 318
 LEA Antonio
 1 B 404
 LEA di CASTELNUOVO Claudio Agostino
 1 B 155, 285
 LEA di CASTELNUOVO Francesco
 1 B 146, 153, 154, 155, 169, 170, 171, 172, 174, 342, 343, 344, 345,
 346, 356, 376
 LEA épouse, puis veuve SCALIERO di CASTELNUOVO Anna Maria
 1 B 243, 346
 LEA Gio. Battista
 1 B 182, 419
 LEA Gio. Maria
 1 B 182
 LEA Gio. Stefano
 1 B 328
 LEA Stefano
 1 B 419
 LEAUTARDO Andrea
 1 B 162
 LEBRE Pietro
 1 B 411
 LECLERC (négociant)
 1 B 146
 LECLERC (société commerciale)
 1 B 158
 LEGNAMI Antonio
 1 B 160
 LEGRAND (négociant)
 1 B 146
 LENCHANTIN Onorato Orazio
 1 B 158
 LÉONARD Jean-Baptiste
 1 B 577
 LEONE Decio
 1 B 163
 LEONE Guglielmo
 1 B 167, 318
 LEONZI Gioaneta
 1 B 304
 LEONZI Giovanni
 1 B 304
 LEOTARDI (frères et sœurs)
 1 B 325
 LEOTARDI Antonia Maria
 1 B 425
 LEOTARDI Antonio
 1 B 425
 LEOTARDI Camilla
 1 B 306
 LEOTARDI Camillo
 1 B 166, 339
 LEOTARDI Carlo Antonio
 1 B 425
 LEOTARDI di BOUYON Giambattista
 1 B 175
 LEOTARDI di BOYON Gio. Antonio
 1 B 155, 157, 158, 175, 387
 LEOTARDI di BOYON Isabella
 1 B 159
 LEOTARDI di JAUSSELET (juge)
 1 B 577
 LEOTARDI di PIERLAS Carlo Antonio
 1 B 451
 LEOTARDI di PIERLAS épouse DENANS Elisabetta Isabella
 1 B 244, 367, 389, 403, 432
 LEOTARDI di PIERLAS Gio. Antonio
 1 B 160
 LEOTARDI di PIERLAS Matteo
 1 B 389
 LEOTARDI di SANT'AGNESE Ignazio
 1 B 170, 238
 LEOTARDI épouse RAMIN Anna Maria
 1 B 160
 LEOTARDI Gio. Antonio
 1 B 219, 220
 LEOTARDI Gio. Francesco
 1 B 425
 LEOTARDI Gio. Ludovico
 1 B 148, 243, 387
 LEOTARDI Gio. Luigi
 1 B 154, 155, 158, 159, 161, 250, 464, 465
 LEOTARDI Giovanni
 1 B 234

LEOTARDI Giuseppa
 1 B 350
 LEOTARDI Giuseppe
 1 B 140, 290, 362
 LEOTARDI Matteo
 1 B 174
 LEOTARDI Onorato
 1 B 165, 166, 235, 239, 290, 303, 304, 306, 312, 350, 362
 LEOTARDI Pietro
 1 B 159
 LEOTARDI Spirito
 1 B 237
 LEOTARDI Stefano
 1 B 325
 LERCARI Nicolo' Maria
 1 B 205, 221
 LEVAMIS Andrea
 1 B 338, 339
 LEVAMIS Maddalena
 1 B 158, 390
 LEVAMIS veuve LEOTARDI Angelica
 1 B 387
 LEVI Alessandro
 1 B 578
 LEVI Enoch
 1 B 147, 245, 407
 LEVRONE Carlo Filippo
 1 B 423
 LEVRONE Gaspare Giacinto
 1 B 168
 LEVRONE Pietro Giovenale
 1 B 238, 423
 LEVROTTI Pietro Francesco
 1 B 172
 LIAUTAUD (prêtre)
 1 B 208
 LIAUTAUD Gio. Battista
 1 B 159
 LIBERALE Giacomo
 1 B 159
 LIBERALE Gio. Maria
 1 B 159
 LIDURENA Gio. Guglielmo
 1 B 169, 170
 LINGUEGLIA (comte)
 1 B 187, 204
 LIONS Gioanna
 1 B 184
 LIONS Louis
 1 B 186
 LIONS Marco
 1 B 432
 LIONS Stefano
 1 B 392
 LIONSI Giulia
 1 B 332
 LIONSI Luisa
 1 B 332
 LIONSI Onorato
 1 B 332
 LIPRANDI Gio. Battista
 1 B 187, 406
 LITARDI épouse PACIAUDI Maria
 1 B 361
 LITARDI Giacomo
 1 B 568
 LOMBARD de GOURDON Jean Henri de
 1 B 169
 LOMBARD de GOURDON Jean Henri de
 1 B 197
 LOMBARD Giovanni Onorato
 1 B 268
 LOMBARDI épouse LASCARIS Bianca Maria
 1 B 183
 LOMBARDI Gio. Battista
 1 B 159, 406
 LOMBARDO Andrea
 1 B 220, 421
 LOMBARDO Bartolomeo
 1 B 235
 LOMBARDO Camilla
 1 B 336
 LOMBARDO Giambattista
 1 B 336
 LOMBARDO Gio. Giacomo
 1 B 336
 LOMBARDO Giovanni
 1 B 300
 LOMBARDO Giuseppe
 1 B 239
 LOMBARDO Guglielmo
 1 B 336, 421
 LOMELLINI Giacomo
 1 B 372
 LOMELLINI Stefano
 1 B 372
 LONVAY Gio. Battista
 1 B 181
 LOQUE Spirito
 1 B 424
 LOQUES (époux)
 1 B 572
 LOQUES Gio. Antonio
 1 B 338
 LOQUES Giuseppe
 1 B 338
 LOQUES Luigi Domenico
 1 B 575
 LORENZI Giovanni
 1 B 356
 LORENZO Emanuele
 1 B 401
 LORO Pietro
 1 B 568
 LOSA Nicolo'
 1 B 164, 304
 LOUICHI Pietro
 1 B 167
 LOUIQUI Gio. Antonio
 1 B 408
 LOUIS XV
 1 B 451
 LOVERA BOTTERO Luca Silvestro
 1 B 178
 LOVERA De MARIA Cesare
 1 B 157, 158, 159, 161, 183, 391, 453
 LOVERA Giuseppe
 1 B 142
 LOVERA Giuseppe Filippo
 1 B 173
 LUBONIS Andrea
 1 B 273, 400
 LUBONIS Annibale
 1 B 168, 301
 LUBONIS Carlo
 1 B 569
 LUBONIS Giacomo
 1 B 154
 LUBONIS Onorato
 1 B 163
 LUCE Charles
 1 B 452
 LUPONIS Giuseppe
 1 B 320
 LUPONIS Ludovico
 1 B 320, 325, 419
 LUPONIS Onorato
 1 B 300
 LUPONIS Paolo
 1 B 572
 LUSINGE Ottavio
 1 B 569, 570

M
 MABIL Onorato
 1 B 159
 MABIL veuve BONIN Francesca

1 B 243
 MAC MAHON Francesco
 1 B 160
 MACAGLI Giacomo Filippo
 1 B 156
 MACCAGLI (frères)
 1 B 155
 MACCAGLI Giovanni Maria
 1 B 161
 MACCAGLI Giuseppe
 1 B 155, 373
 MACCAGLIO Felice Antonio
 1 B 187
 MACCARI épouse PIANAVIA Maria Maddalena
 1 B 158
 MACCARI veuve DORIA Angela Maria
 1 B 372
 MACCARIO (clerc)
 1 B 173
 MACIONE Francesco
 1 B 428
 MAGAGLIO Pietro
 1 B 574
 MAGALLI Pietro
 1 B 234
 MAGALLON Gio. Luigi
 1 B 438
 MAGALON Antonio
 1 B 157
 MAGLIA Onorato
 1 B 323, 324
 MAGLIAN Gio. Giuseppe
 1 B 293
 MAGLIO Giovanni
 1 B 445
 MAGNAN Guglielmo
 1 B 435
 MAGNAUDI Francesco
 1 B 167
 MAGNAUDI Spirito
 1 B 168, 170
 MAGNICO Antonio Francesco
 1 B 161
 MAGOIA Antonio
 1 B 569
 MAGROTTI Pietro
 1 B 293
 MAIFFREDA veuve LEOTARDI Onorata
 1 B 325
 MAIFFREDI Giovanni
 1 B 301
 MAIFFREDO Folcheto
 1 B 300
 MAIFRED Gaspard
 1 B 314
 MAIFREDI (époux)
 1 B 419
 MAIFREDI Gio. Battista
 1 B 320
 MAINARDI (secrétaire d'État)
 1 B 145
 MAINARDI Ludovico
 1 B 171
 MAINERO Luigi
 1 B 441, 443
 MAINERO VIANO Maria Gerolama
 1 B 443
 MAISSA Cesare
 1 B 576
 MAISTRE (frères et soeur)
 1 B 426
 MAISTRE (frères et sœurs)
 1 B 341, 354, 355, 368, 454
 MAISTRE (frères)
 1 B 349
 MAISTRE Andrea
 1 B 332, 336, 337, 338, 450, 452, 454
 MAISTRE Antonio
 1 B 207

MAISTRE di CASTELGRANA Giacomo Antonio
 1 B 158
 MAISTRE di CASTELGRANA Gio. Battista
 1 B 158
 MAISTRE di CASTELGRANA Gio. Francesco
 1 B 176
 MAISTRE Domenico
 1 B 436
 MAISTRE Francesco
 1 B 315
 MAISTRE Francesco Saverio
 1 B 153, 174, 354, 355, 368, 426, 454
 MAISTRE Gio. Battista
 1 B 154, 159, 168, 354, 355, 368, 388, 436, 454
 MAISTRE Gio. Francesco
 1 B 454
 MAISTRE Gio. Ludovico
 1 B 292, 392
 MAISTRE Margherita
 1 B 329
 MAISTRE Onorato
 1 B 171
 MAISTRE Paolo
 1 B 349, 360
 MALABAILA Emanuele Filiberto
 1 B 240, 335
 MALABAILA épouse TACCONIS Anna Maria
 1 B 239
 MALABAYLA Caterina
 1 B 240
 MALACRIA Pietro Antonio
 1 B 161
 MALACRIA Pietro Paolo
 1 B 155
 MALAMAIRE épouse ROSSETTO Giulia
 1 B 235
 MALAUCENA Antonio
 1 B 303
 MALAUSSENA (frères)
 1 B 154
 MALAUSSENA Cristoforo
 1 B 316, 450
 MALAUSSENA Gerolamo Marcello
 1 B 350
 MALAUSSENA Giambattista
 1 B 306
 MALAUSSENA Gio. Antonio
 1 B 306
 MALAUSSENA Gio. Maria
 1 B 161
 MALAUSSENA Ludovico
 1 B 158, 432
 MALAUSSENA Onorato
 1 B 158, 432
 MALAUSSENA Orazio
 1 B 235
 MALBECHI Gio. Michele
 1 B 396
 MALBECHI Ludovico
 1 B 325, 572
 MALBEQUI Gio. Luigi
 1 B 160
 MALET épouse BENSA Onorata
 1 B 431
 MALETTO Giuseppe
 1 B 178
 MALETTO Onorato
 1 B 322
 MALHERBA Bernardino
 1 B 168
 MALINGRO Guglielmo
 1 B 162
 MALLETT Gio. Erigio
 1 B 570
 MALLETT Joseph Jean
 1 B 377
 MALLIARD di TOURNON Vittorio Amedeo
 1 B 138
 MALLON épouse MASSILIA Maria Caterina

1 B 159, 181, 378, 398
MALLON épouse, puis veuve ORDAN Maria Luisa
1 B 155, 156, 157, 159, 376, 378, 383, 398
MALVALDO Giorgio
1 B 450
MANAIRA Orazio
1 B 154
MANFREDI Giuseppe
1 B 157
MANGIAPAN (frères)
1 B 382
MANGIAPAN Clemenzia
1 B 434
MANGIAPAN Gio. Maria
1 B 437
MANGIAPAN Ludovica
1 B 434
MANGIAPAN veuve FARAUDA Caterina
1 B 570
MANITI (marchands)
1 B 163
MANUEL François
1 B 186
MANUEL FRÈRES (société commerciale)
1 B 158
MARALDI Carlo Vittorio
1 B 170
MARALDI Giacomo Filippo
1 B 218
MARALDI Gio. Battista
1 B 406
MARC Angela Maria
1 B 455
MARC Francesco
1 B 404
MARC Gio. Francesco
1 B 404
MARC Gio. Giuseppe
1 B 455
MARCHESAN Anna Maria Vittoria
1 B 292
MARCHESAN Cesare
1 B 165
MARCHESAN Domenico
1 B 154
MARCHESANO Clemente
1 B 299
MARCHESANO Giulio Cesare
1 B 318
MARCHESANO Giuseppe
1 B 164, 296, 299, 336
MARCHESANO Giuseppe Domenico
1 B 171
MARCHESANO Maurizio
1 B 168, 336
MARCHISANIS Giuseppe de
1 B 306
MARCHISI Giuseppe
1 B 573
MARCO Gio. Battista
1 B 580
MARCO Pietro
1 B 160
MARCONI (époux)
1 B 313
MARENCO Antonio
1 B 155
MARENCO Bartolomeo
1 B 165
MARENCO Giacomino
1 B 165
MARESCA (frères)
1 B 160
MARI (frères et soeur)
1 B 398
MARI (frères)
1 B 290
MARI Gio. Domenico
1 B 180, 181, 182

MARI Ludovico Isidoro
1 B 577
MARI Onorato Antonio
1 B 458
MARIA Pietro
1 B 568
MARIA veuve CHIABAUDA Onorata
1 B 363
MARIA veuve RAINAUDO Lucrezia
1 B 320
MARIE ANTOINETTE d'ESPAGNE
1 B 146, 154
MARIE JEANNE BAPTISTE de SAVOIE
1 B 2
MARINO Antonio
1 B 145
MARIO Andrea
1 B 338
MARONIS Baldassarre
1 B 162, 163
MARONIS Gaspare
1 B 162
MARRO Giovanni
1 B 299
MARS Gaspare
1 B 435
MARS Pier Francesco
1 B 161
MARS Pietro
1 B 379
MARSUCCO Gio. Giacomo
1 B 455
MARSUCCO Giovanni
1 B 158
MARSUCCO Maria Gerolama
1 B 158, 455
MARSUCCO Maria Geronima
1 B 158
MARSUCCO veuve MAINERO Maria
1 B 443
MARSUCHI ou MARSUCCO Stefano Sebastiano
1 B 442
MARTEL Louis
1 B 186
MARTELLI Maria Caterina
1 B 265
MARTELLI Stefano
1 B 162
MARTIN Antonio
1 B 179
MARTIN Gaetano
1 B 569
MARTIN Giovanni
1 B 242
MARTIN Giuseppe
1 B 180
MARTIN Pietro Antonio
1 B 368
MARTIN Pietro Ludovico
1 B 368
MARTIN Pietro Stefano
1 B 368
MARTINI (frères)
1 B 156, 160
MARTINI (prêtre)
1 B 208
MARTINI (sœurs)
1 B 160
MARTINI Amedeo
1 B 425
MARTINI Andrea
1 B 154, 235
MARTINI Angela Maria
1 B 451
MARTINI Antonio
1 B 182
MARTINI BALLAYRA di COCCONATO Giuseppe Vittorio
1 B 177
MARTINI Cesare

1 B 234
 MARTINI di CASTELNUOVO Camillo
 1 B 235
 MARTINI di CASTELNUOVO Carlo Anselmo
 1 B 148, 158, 159, 160, 184, 452
 MARTINI di CASTELNUOVO Gio. Ludovico
 1 B 237
 MARTINI di CASTELNUOVO Lorenzo
 1 B 159
 MARTINI di CASTELNUOVO Maddalena
 1 B 235
 MARTINI di DOSFRAIRES Amedeo
 1 B 396, 451
 MARTINI di DOSFRAIRES Antonio
 1 B 157, 158
 MARTINI di DOSFRAIRES Claudio Cesare
 1 B 183
 MARTINI di DOSFRAIRES Matteo
 1 B 451
 MARTINI di DOSFRAIRES veuve ANRIOTI Maria Marta
 1 B 400
 MARTINI Elisabetta
 1 B 396
 MARTINI épouse MARTINI Margherita Onorata
 1 B 242
 MARTINI Giacinto
 1 B 396
 MARTINI Giacomo
 1 B 330, 331
 MARTINI Gio. Battista
 1 B 157
 MARTINI Gio. Giuseppe
 1 B 158, 274, 396
 MARTINI Giovanni
 1 B 211
 MARTINI Giuseppe
 1 B 148
 MARTINI MICHELIS Pietro Antonio
 1 B 387
 MARTINI Onorato
 1 B 209
 MARTINI Pietro
 1 B 185, 304
 MARTINI Pietro Antonio
 1 B 268, 425, 436, 569
 MARTINI veuve ILARDI Angela Maria
 1 B 425
 MARTINI Vittorio Agapito
 1 B 261
 MARTINO Bartolomeo
 1 B 416
 MARTINO Dionisio
 1 B 416
 MARTINO épouse BERENGARO Angela
 1 B 240
 MARTINO Giacomo
 1 B 162, 315, 318
 MARTINO Giovanni
 1 B 154
 MARTINO Obertino
 1 B 166
 MARVALDI Antonio
 1 B 372
 MARVALDI Gio. Battista
 1 B 372, 388
 MARVALDI Nicola
 1 B 359
 MARVALDI Nicolo'
 1 B 209, 210, 211, 388
 MARVALDO Pietro
 1 B 281
 MASCARELLI (frères)
 1 B 431
 MASCARELLI épouse SEASSAL Camilla
 1 B 427, 431
 MASIN Carlo
 1 B 378, 457
 MASIN épouse, puis veuve ALLI MACCARANI Anna Maria
 1 B 153, 154, 179, 245, 348, 455

MASIN Giacomo Camillo
 1 B 158
 MASIN Gio. Andrea
 1 B 363
 MASIN Giovanni
 1 B 457
 MASIN SOLARO Diana
 1 B 378
 MASINI Gio. Jacobo
 1 B 299
 MASINO Antonio
 1 B 171, 172, 235
 MASINO Bartolomeo
 1 B 205, 580
 MASINO Giacomo
 1 B 167, 168
 MASINO Giacomo Camillo
 1 B 165, 166, 172, 354, 355
 MASINO Onorato
 1 B 334
 MASINO Vespasiano
 1 B 162, 164, 165, 295, 296, 299, 302, 303, 313
 MASNATA Giuseppe
 1 B 569
 MASSA (sœurs)
 1 B 335
 MASSA épouse MILLO Antonia
 1 B 335
 MASSA Gio. Battista
 1 B 159, 161, 218
 MASSA Gio. Francesco
 1 B 436
 MASSA Giovanni
 1 B 411, 425
 MASSA Margherita
 1 B 335
 MASSA Onorato
 1 B 244, 436
 MASSAI Vincenzo
 1 B 569
 MASSAQUAN Francesco
 1 B 404
 MASSEGLIA (époux)
 1 B 446
 MASSEGLIA épouse, puis veuve LORENZI Maria Maddalena
 1 B 356, 376
 MASSEGLIA Ludovico
 1 B 389
 MASSEGLIA Verano
 1 B 376
 MASSENA Michelangelo
 1 B 414
 MASSIERA Gerolamo Marcello
 1 B 219
 MASSIERA Gio. Battista
 1 B 210, 237
 MASSIERA Gio. Francesco
 1 B 455
 MASSIERA Gio. Ludovico
 1 B 236
 MASSIERA Giovanni
 1 B 238
 MASSIERA Giuseppe
 1 B 159, 327
 MASSIERA Onorato
 1 B 570
 MASSIERA Reparata
 1 B 237
 MASSIERA veuve PEYRE Caterina
 1 B 236
 MASSIERA veuve RAINAUDO Lucrezia Maria
 1 B 327
 MASSIGLIA (conseiller)
 1 B 569
 MASSILIA Carlo Maria
 1 B 139, 140
 MASSILIA Gio. Andrea
 1 B 219
 MASSILIA Gio. Ludovico

1 B 278
 MASSOLINO Gio. Secondo
 1 B 162
 MASSOT Gaetano
 1 B 425
 MASSOTTI (frères)
 1 B 159
 MASSOTTO Antonio
 1 B 320
 MASSOTTO Onorato
 1 B 167, 168, 169, 171, 291
 MATALONE Tommaso
 1 B 240
 MATARONE Lorenzo
 1 B 168
 MATHEO Gian Andrea
 1 B 267
 MATHEO Ludovico
 1 B 267
 MATHEUDI Gio. Battista
 1 B 570
 MATTEO Gio. Battista
 1 B 148
 MATTEUDI Ignazio
 1 B 576
 MATTIAUDA Domenico
 1 B 159
 MATTONE di BENEVELLO Gio. Battista
 1 B 148, 158, 159, 161, 182
 MATTONE di BENEVELLO Giuseppe Antonio
 1 B 156, 157, 177, 386
 MAULANDI Francesco
 1 B 212, 447, 448
 MAULANDI Gio. Battista
 1 B 215
 MAULANDI Gio. Francesco
 1 B 210, 213
 MAULANDI Giuseppe
 1 B 159, 215
 MAULANDI Giuseppe Francesco
 1 B 213
 MAULANDI Ignazio
 1 B 448
 MAUMARI (frères)
 1 B 160
 MAUREL Antonio
 1 B 158
 MAUREL OLIVIER Maria Clara Lucrezia
 1 B 180
 MAURELLA Anna
 1 B 317
 MAURELLA veuve MALAUSSENA Angelica
 1 B 383
 MAURELLI Giambattista
 1 B 365
 MAURELLI Guglielmo
 1 B 155, 365
 MAURELLI Lucrezia
 1 B 436
 MAURELLI Urbano
 1 B 458
 MAURELLO Camilla
 1 B 317
 MAURELLO Gio. Battista
 1 B 387
 MAURELLO Guglielmo
 1 B 387
 MAURELLO Onorato
 1 B 387
 MAURELLO Romano
 1 B 296
 MAURIN Gerolamo
 1 B 404
 MAURIN Gio. Luigi
 1 B 350
 MAURINI Antonio
 1 B 416
 MAURINI Onorato
 1 B 416

MAURINI Richelmo
 1 B 416
 MAURINO Carlo Andrea
 1 B 239
 MAURO Diana
 1 B 304
 MAURO Giuseppe
 1 B 274
 MAYALIS Carlo Antonio
 1 B 168
 MAYFRED Cyprien
 1 B 459
 MEDICI épouse GASTALDI Angelica
 1 B 446
 MEINERO Francesco
 1 B 187
 MELA Antonio
 1 B 359
 MELA Paolo
 1 B 399
 MELAN Maria Chiara Francesca
 1 B 436
 MELANI Ludovico
 1 B 178
 MELIOR Francesco
 1 B 159
 MELIOR Giulio
 1 B 283
 MELISSANO (frères)
 1 B 157, 359
 MELISSANO Gio. Battista
 1 B 576
 MELISSANO Giorgio
 1 B 576
 MELISSANO Giuseppe Maria
 1 B 336
 MELLA Angelica
 1 B 441
 MELLA Bartolomeo
 1 B 441
 MELLA Francesco Antonio
 1 B 569, 570
 MELLA Gio. Battista
 1 B 170, 440, 441
 MELLA Pietro Giacomo
 1 B 440
 MELLANA veuve GIACOBI Maria
 1 B 160
 MELLANI Gio. Ludovico
 1 B 180
 MELLANO Giacomo
 1 B 446
 MELLANO Gioachino
 1 B 156
 MELLANO Pietro
 1 B 243, 428
 MELLARÈDE Amedeo Filippo
 1 B 154
 MELLARÈDE Pierre
 1 B 138, 171, 173, 219, 220
 MELLARÈDE Pietro Luigi
 1 B 154, 369
 MENDESCALDES Moïse
 1 B 154
 MERCOEUR (duc de)
 1 B 167
 MERELLO Bartolomeo
 1 B 369
 MERELLO épouse DANI Rosa
 1 B 570
 MERIANO Francesco
 1 B 162
 MERIANO Nicola Agostino
 1 B 355, 359
 MERISANI Gerolamo
 1 B 450
 MERISANI Tomaso
 1 B 450
 MERLO Gio. Luigi

1 B 162
 MESGRIGNY Joseph Ignace de
 1 B 421
 METRÀ Domenico
 1 B 158
 MICEU Onorato
 1 B 406
 MICHAELIS (époux)
 1 B 451
 MICHAELIS Giacomo
 1 B 166
 MICHAELIS Giovanni
 1 B 451
 MICHAUD Francesco
 1 B 161, 185, 196
 MICHEL épouse FILIPPI Onorata
 1 B 159
 MICHEL Giovanni
 1 B 577
 MICHELE Giovanni
 1 B 159
 MICHELIS (frères)
 1 B 432
 MICHELIS (négociant)
 1 B 268
 MICHELIS épouse, puis veuve GARCIN Anna
 1 B 335, 573
 MICHELIS Gabriele
 1 B 161
 MICHELIS Giacomo
 1 B 458
 MICHELIS Gio. Andrea
 1 B 302, 434
 MICHELIS Gio. Battista
 1 B 159, 209
 MICHELIS Giovanni
 1 B 301
 MICHELIS Giuseppe
 1 B 211, 451
 MICHELIS Guglielmo
 1 B 168
 MICHELIS Ludovico
 1 B 387
 MICHELIS Onorato
 1 B 154
 MICHELIS Silvestro
 1 B 434
 MICHELIS veuve DAPROTIS Onorata
 1 B 238
 MICHELLE Bartolomeo
 1 B 162
 MICHELLE Emanuele
 1 B 417
 MIGLIA Carlo
 1 B 162
 MILLIET Claudine Marie
 1 B 570
 MILLO Agostino
 1 B 159
 MILLO (époux)
 1 B 424
 MILLO Andrea
 1 B 409
 MILLO Antonio
 1 B 183
 MILLO Carlo
 1 B 159, 292, 383
 MILLO Cipriano
 1 B 335, 376
 MILLO Clara
 1 B 355
 MILLO Clemente
 1 B 159
 MILLO épouse FRICIER Teresa
 1 B 160
 MILLO Gerolamo
 1 B 357
 MILLO Gio. Andrea
 1 B 266

MILLO Gio. Battista
 1 B 399
 MILLO Gio. Domenico
 1 B 408
 MILLO Gio. Giacomo
 1 B 336
 MILLO Gio. Luigi
 1 B 159
 MILLO Gio. Paolo
 1 B 260, 386
 MILLO Giulio
 1 B 237, 327
 MILLO Giuseppe
 1 B 172, 340, 383
 MILLO Paolo
 1 B 180
 MILLO Pietro
 1 B 427
 MILLO Pietro Antonio
 1 B 161
 MILLONE Marco Aurelio
 1 B 163
 MILLONIS Antonio Francesco
 1 B 174
 MILLONIS Francesco
 1 B 163, 165
 MILLONIS Gio. Bernardino
 1 B 164
 MILLONIS Giorgio
 1 B 417
 MILON di VERRAILLON Carlo
 1 B 233
 MILON di VERRAILLON Pietro Antonio
 1 B 218
 MILON di VERRAILLON Pietro Francesco
 1 B 159, 180
 MILON épouse PASTORIS Maria Margherita
 1 B 369
 MILON épouse TODON Lucrezia
 1 B 394
 MILON Francesco
 1 B 168, 169, 369
 MILON Giuseppe
 1 B 378
 MILON Giuseppe Antonio
 1 B 394, 395
 MILON Ignazio
 1 B 160, 161
 MILON Lucrezia
 1 B 378, 395
 MILON Luiseta
 1 B 295
 MILON Ottavio
 1 B 369
 MILONA Maria
 1 B 240
 MILONE (prêtre)
 1 B 205
 MILONE Gio. Battista
 1 B 447
 MILONE Luigi
 1 B 161
 MILONE Marco Aurelio
 1 B 165
 MILONI Francesco
 1 B 145, 172
 MILONI Ignazio
 1 B 220
 MILONI Marco Aurelio
 1 B 221
 MILONIS del TOETTO Raffaele
 1 B 183
 MILONIS Francesco
 1 B 237
 MINAS Annibale
 1 B 416
 MINASSO épouse VESCINO Bianca Maria
 1 B 399
 MIRAPELLE Carlo

1 B 207
 MIRAPELLE Maddalena
 1 B 212, 213
 MIRAPELLE veuve AUTIERO Barbara
 1 B 240
 MIRAPELLI Antonio Francesco
 1 B 363
 MIRAPELLI Bartolomeo
 1 B 215
 MIRAPELLI épouse, puis veuve GUIGLIONDA del BORGO Maria Luisa
 1 B 158, 245, 265, 375, 395, 400, 402
 MIRAPELLI veuve DE MASINI Maria Francesca
 1 B 244
 MOCCIA (commandant)
 1 B 568
 MOCCIA Giuseppe Nicola
 1 B 240
 MOISE Abraham (société commerciale)
 1 B 285
 MOISE David
 1 B 146, 147, 265
 MOISE Isac
 1 B 154
 MOISE Isac (société commerciale)
 1 B 268
 MOISSINA épouse THAON Angelica
 1 B 158
 MOISSON veuve SAn PIETRO ou SAINT-PIERRE Sofia
 1 B 283
 MOLE Giuseppe
 1 B 570
 MOLINA Carlo
 1 B 438
 MOLINERI Antonio
 1 B 148
 MOLINERI Gio. Battista
 1 B 158
 MOLINES (hoirie)
 1 B 567
 MOLINO Nicola
 1 B 304
 MONACO Antonio
 1 B 163
 MONDINO Nicolò
 1 B 162
 MONERY De CAYLUS De MARCHESAN Ignazio Domenico De
 1 B 181
 MONERY De CAYLUS De MARCHESAN Onorato Bernardo
 1 B 181
 MONESTEROLO (comte de)
 1 B 167
 MONGIARDINI Gerolamo
 1 B 187
 MONLEONE Bartolomeo
 1 B 167
 MONLEONE Onorato di
 1 B 160
 MONTFORT épouse BONIFACIO Marie de
 1 B 325
 MONTGEORGES (marquis de)
 1 B 169
 MONTI Gio. Antonio
 1 B 162
 MONTOBIO Angelo de
 1 B 459
 MONTOLIVO (frères)
 1 B 160
 MONTOLIVO (sœurs)
 1 B 387
 MONTOLIVO Gio. Gerolamo
 1 B 387, 427, 429
 MONTOLIVO Onorato
 1 B 159
 MORARDO Gio. Battista
 1 B 215
 MOREAU Gabriel François
 1 B 211
 MORELLI Felice Andrea
 1 B 146
 MORELLO Alessandro
 1 B 303
 MORENO Daniel
 1 B 153
 MORETTO Antonio Francesco
 1 B 329
 MORETTO Pietro
 1 B 236
 MORICAUD Antonio de
 1 B 209
 MORIEZ Carlo
 1 B 148, 181, 578
 MORO Bernardino
 1 B 159
 MOROZZO Carlo Vittorio
 1 B 176, 178
 MORRA Giuseppe
 1 B 159
 MORRAGLIA (époux)
 1 B 314
 MORRAGLIA (frères)
 1 B 153
 MORRAGLIA Angela
 1 B 576
 MORRAGLIA Anna Francesca
 1 B 244
 MORRAGLIA Bartolomeo
 1 B 172, 239, 338, 423
 MORRAGLIA Bernardino
 1 B 576
 MORRAGLIA Emanuele
 1 B 295
 MORRAGLIA Francesca
 1 B 181
 MORRAGLIA Gaspare
 1 B 159
 MORRAGLIA Gio. Andrea
 1 B 436
 MORRAGLIA Gio. Francesco
 1 B 437
 MORRAGLIA Pietro Paolo
 1 B 153, 154
 MORRAGLIA Vincenzo Benedetto
 1 B 242
 MORRE Gio. Battista
 1 B 572
 MOSCATELLI (famille)
 1 B 430
 MOSCHETTI Angelo Filiberto
 1 B 283
 MOSCHETTI Maria Maddalena
 1 B 159
 MOSSO Francesco
 1 B 570
 MOTETTA veuve MAINARDI Anna Maria
 1 B 239
 MOTTON Onorato
 1 B 569
 MOUXY de PUGNY Francesco de
 1 B 168
 MURATORE Antonio
 1 B 436
 MURATORE Giuseppe
 1 B 209
 MURSI veuve RIMBER Margherita
 1 B 428
 MUSENGA Vincenzo
 1 B 187
 MUSSIO Pietro Giovanni
 1 B 156
 MUSSO Annibale
 1 B 244
 MUSSO Carlo Francesco
 1 B 160
 MUSSO Giacomo
 1 B 376
 MUSSO Gio. Battista
 1 B 425
 MUSSO Maria Pellegrina

1 B 210
MUZIO Giacomo Antonio
1 B 148

N

NAPION Pietro Ignazio
1 B 210
NAPIONE (notaire)
1 B 568
NAPIONE Antonio
1 B 440
NATALIAN Joseph
1 B 171
NAVELLO Pietro
1 B 450
NAZARIO Matteo
1 B 164
NECCO Felice
1 B 168
NECCO Gio. Battista
1 B 169, 242
NEGRE Stefano
1 B 158
NEGRI di SANFRONT Euclide
1 B 166
NEGRO Leone
1 B 453
NICOLAI Domenico
1 B 348
NICOLAI Giacomo
1 B 348, 371, 424
NICOLAI veuve BAUDO Maria Caterina
1 B 241
NICOLAI veuve BENSÀ Antonia
1 B 239
NICOLAO Giacomo
1 B 237
NICOLAS Giovanni
1 B 220
NICOLAY Giacomo
1 B 423
NICOLIS di ROBILANT Francesco Antonio
1 B 170
NIEL Tommaso
1 B 436
NIELO Bartolomeo
1 B 208
NIGGI (sœurs)
1 B 395
NIGGI Ambrogio
1 B 359
NIGGI Maria Veronica
1 B 442
NIGGI Marianna
1 B 442
NIGI Gio. Battista
1 B 440
NIGRIS Vincenzo de
1 B 164
NINFO Domenico
1 B 304
NIRASCO Antonio
1 B 575
NITARDO Matteo
1 B 163
NOARO Antonio
1 B 164
NOARO di CASTELVECCHIO Giuseppe Maria
1 B 179
NOARO Domenico
1 B 148
NOARO Gio. Battista
1 B 153
NOARO Orazio
1 B 221
NOARO Tommaso
1 B 362, 374
NOARO veuve CASSINI Lucrezia

1 B 155
NOAT (frères)
1 B 457
NOBLE Giambattista
1 B 162, 325
NOBLE Ludovico
1 B 318
NOMIS Carlo Francesco
1 B 162
NOVARINA di SAN SEBASTIANO Giambattista
1 B 168, 317, 318
NOVARO Gio. Battista
1 B 450
NOVELLA épouse PILATTA Clara Maria
1 B 570
NOVELLA ou SCARELLA Antonio
1 B 575
NOVELLIS Francesco Giacinto
1 B 176
NOVELLIS Gio. Andrea
1 B 382
NOVELLIS Goffredo Valerio
1 B 168
NOVO Giambattista
1 B 342
NUOVO Angelo
1 B 568

O

OBERTO Carlo
1 B 572
ODDI (frères)
1 B 361
ODDO Giovanni Angelo
1 B 187
ODDO Giuseppe Battista
1 B 160
ODINETTO ou ODDINETTO Ascanio
1 B 456
ODINETTO ou ODDINETTO Camilla
1 B 456
ODINETTO ou ODDINETTO Carlo Antonio
1 B 455, 456
OLGIATI Ettore Antonio
1 B 171
OLIVARI Claudio Francesco
1 B 216
OLIVARIO Francesco
1 B 415
OLIVARIS Giuseppe Gabriele d'
1 B 154, 155, 156 182, 210, 211, 213, 215, 401
OLIVARIS Maria Caterina
1 B 406
OLIVIER Jean Joseph
1 B 187
OLIVIERI (époux)
1 B 387
OLLIVARI Carlo Andrea
1 B 435
OLLIVARI Filippo
1 B 435
OLLIVARI Maurizio
1 B 435
OLLIVARIO Gio. Ludovico
1 B 174
OLLIVIER Antonio
1 B 436
OLLIVIER épouse LAMI Marie Madeleine d'
1 B 398
OLLIVIERI (époux)
1 B 155
OLLIVIERI (frères)
1 B 440
ONEGLIO veuve CASTELLANA Maria Caterina
1 B 443
ONGRAN (notaire)
1 B 206
ONGRAN di FIANO Giuseppe Francesco

1 B 155, 157, 158, 253, 265, 269, 270, 285, 375, 403
ONGRAN épouse TRINCHIERI di SANT'ANTONINO Margherita
1 B 243
ONGRAN Giuseppe Antonio
1 B 185, 242, 265, 356, 357, 359, 375, 403, 452, 570
ONGRAN Giuseppe Pietro Antonio
1 B 160, 265, 285, 403
ONGRAN Ludovico Antonio
154, 155, 156, 265, 269, 270, 375, 403
ORDAN Carlo
154, 155, 160, 274, 279, 383
ORDAN Delfina
1 B 155
ORDAN épouse BINGAN Maria
1 B 376
ORDAN épouse RAIBAUDO Delfina
1 B 383
ORDAN Francesco
1 B 376, 452
ORDAN Maria
1 B 155
ORDAN Pietro
1 B 328
ORDANO Agostino
1 B 234
ORDANO Gio. Battista
1 B 244
ORDANO Giuseppe
1 B 245
OREGGIA Gio. Battista
1 B 154
OREGLIA Camilla
1 B 213
ORENGO Bernardino
1 B 236, 272
ORENGO épouse GIAUNA Maria Gerolama
1 B 446
ORENGO Gio. Battista
1 B 160, 349, 368
ORENGO Gio. Francesco
1 B 349
ORENGO Giovanni
1 B 158, 179, 390
ORENGO Giuseppe
1 B 570
ORENGO Giuseppe Maria
1 B 158, 159
ORENGO Onorato Guglielmo
1 B 158
ORENGO Stefano
1 B 570
ORMEA (marquis d')
1 B 138, 146, 153
ORSIERI Francesco
1 B 166
ORSIERI ou ORSIERO épouse CAYS Susanna Maria
1 B 239
ORSIERI ou ORSIERO Francesco
1 B 167, 208
ORSIERI ou ORSIERO Onorato
1 B 166, 170, 294, 301, 303, 312
ORSO Silvestro
1 B 405
OSENDA Giacomo
1 B 575
OTTO Carlo Antonio
1 B 379
OTTO Carlo Filippo
1 B 160, 161, 282
OTTO Gio. Battista
1 B 570
OTTOBERI Davide
1 B 294
OTTOBON Davide
1 B 300

P

PACCHIAUDI Pietro

1 B 159
PACHAUD Pietro
1 B 402
PACHIAUDI Maurizio
1 B 569, 570
PADERNO Antonio
1 B 153
PADUANI Antonio
1 B 575
PAGANI Francesco
1 B 214
PAGLIERA veuve BERENGARO Maria Caterina
1 B 242
PAGLIERO Giacomo
1 B 451
PAGLIERO Giambattista
1 B 572
PAIANI Gio. Antonio
1 B 162
PALESTRINO (époux)
1 B 209
PALLANCA Andrea
1 B 186
PALLAVICINO (évêque)
1 B 339
PALLAVICINO Antonio
1 B 457
PALLAVICINO di CLAVESANA Paolo Gerolamo
1 B 211, 375
PALLAVICINO di PERLO Amedeo
1 B 169, 317, 320, 328
PALLAVICINO Gabriele
1 B 457
PALLAVICINO Gio. Paolo
1 B 158, 180
PALLAVICINO Giovan Carlo
1 B 375
PALLAVICINO Giulio
1 B 170
PALLAVICINO Lucrezia
1 B 457
PALLAVICINO Tommaso Adalberto
1 B 168
PALLAVICINO Vittorio Maurizio
1 B 166
PANARDI Onorato
1 B 572
PANE Domenico
1 B 47
PANICCI Biagio
1 B 154, 242
PANIZZA Francesco
1 B 412
PANIZZA Giuseppe
1 B 218
PAOLA veuve LEVAMIS Andrineta
1 B 236
PAPACIN (frères)
1 B 155
PAPACIN Luigi
1 B 407
PAPACINO Gioanna
1 B 320
PAPASEUDI Amedeo
1 B 165
PAPONE Agostino
1 B 313
PAPONE Andrea
1 B 572
PARAVANZA Cesare Antonio
1 B 359
PAREATOR Ludovico
1 B 341
PARPAGLIA veuve della ROVERE di CERCENASCO Anna Violante
1 B 240
PASCAL Claudio
1 B 449
PASCALE Carlo Francesco
1 B 174

PASCALIS (prieur)
 1 B 167
 PASCALIS Alessandro
 1 B 168
 PASCALIS Giacomo
 1 B 168
 PASCALIS Marco Antonio
 1 B 167, 168
 PASCALIS Pietro
 1 B 302
 PASCALIS Pietro Onorato
 1 B 168, 321
 PASCHERI (famille)
 1 B 342
 PASCHERI (frère et sœurs)
 1 B 342, 343, 344, 345
 PASCHERI Antonio
 1 B 415, 417
 PASCHERI Carlo Andrea
 1 B 345, 421, 423
 PASCHERI Francesco
 1 B 303, 313, 314, 417, 419, 421, 450
 PASCHERI Francesco Giacinto
 1 B 345, 368
 PASCHERI Francesco Giacomo
 1 B 177
 PASCHERI Giacinto
 1 B 359, 360
 PASCHERI veuve REBOL ou REBOUL Francesca
 1 B 421
 PASCHIERO Antonio
 1 B 299
 PASCHINO Carlo
 1 B 341
 PASCHINO Gerardo
 1 B 165, 316
 PASCHINO Giovanni
 1 B 341
 PASCHINO Ilario Gherardo
 1 B 341
 PASSADESCO Bernardina
 1 B 162
 PASSADESCO Gio. Battista
 1 B 162
 PASSADESCO Giuseppe
 1 B 380
 PASSADESCO Pietro
 1 B 569
 PASSERON Alessandro
 1 B 216
 PASSERON Bartolomeo
 1 B 425
 PASSERON épouse ROBINI Caterina
 1 B 406
 PASSERON Francesco
 1 B 283
 PASSERON Gio. Battista
 1 B 161
 PASSERON Pietro Antonio
 1 B 356
 PASSERONE Angelica
 1 B 415
 PASSERONE Antonio
 1 B 415
 PASSERONE Francesco
 1 B 446
 PASSERONI Antonio
 1 B 162, 234
 PASSERONI di CASTELNUOVO Ludovico
 1 B 147, 157, 158, 159, 160, 178, 403
 PASSERONI Francesco
 1 B 402
 PASSERONI Gio. Onorato
 1 B 171, 424
 PASSERONI Onorato
 1 B 146, 153, 154, 158, 209, 264, 359, 360, 569, 570
 PASSERONI Pietro
 1 B 158
 PASSERONI Tommaso
 1 B 159
 PASTORELLI (frères)
 1 B 298
 PASTORELLI Domenico
 1 B 386
 PASTORELLI épouse GASTALDO Domeneghina
 1 B 298
 PASTORELLI Gio. Domenico
 1 B 155
 PASTORELLI Marco
 1 B 159
 PASTORI Gio. Stefano
 1 B 221
 PASTORIS Francesco Imperiale
 1 B 159, 218, 390
 PASTORIS Giuseppe
 1 B 369, 377, 447, 448
 PASTORIS Orazio
 1 B 452
 PATERSON Giacomo
 1 B 173
 PATTONI (frères)
 1 B 447
 PATTONI Giuseppe
 1 B 447
 PAULET Giovanni
 1 B 302
 PAULETTA épouse PAREATOR Maria Margherita
 1 B 341
 PAULIAN Gio. Francesco
 1 B 243
 PAULIANI di SAN CARLO Pietro Antonio
 1 B 182
 PAULIANI épouse GUIGLIONDA Caterina
 1 B 341
 PAULIANI Francesco
 1 B 239, 334, 337, 338, 339, 341, 356, 420, 421, 450
 PAULIANI Giambattista
 1 B 154, 242, 252, 339, 340, 341, 356, 358, 359, 361
 PAULIANI Gio. Francesco
 1 B 154, 356, 358
 PAULIANI Trofimo
 1 B 215
 PAULIANO Francesco
 1 B 328, 338
 PAULIANO Giovanni
 1 B 328
 PAUTRIER Gio. Giacomo
 1 B 170
 PAVIA Carlo
 1 B 172
 PEGLIASCO Antonio
 1 B 570
 PEGLIASCO Emanuele
 1 B 378
 PEGLIASCO Francesco
 1 B 378
 PEGLIASCO Gio. Francesco
 1 B 312
 PEGLIASCO Tommaso
 1 B 237
 PEGLION Antonio
 1 B 410
 PEGLION Gio. Battista
 1 B 410
 PEGLIONE Gaetano
 1 B 216
 PEGLIONE Gerolamo
 1 B 236
 PEGLIONE Onorato
 1 B 145
 PEGLIONE Stefano
 1 B 220
 PEGOLLO Paolo
 1 B 187
 PEGOLO Gio. Battista
 1 B 443
 PEIRANI Ludovico
 1 B 313

PEIRANI Sebastiano Francesco
 1 B 160
 PEITAVINO Bernardino
 1 B 570
 PELEGRINO Sebastiano
 1 B 174
 PELLEGNIN Domenico
 1 B 368, 373
 PELLEGNIN Gio. Francesco
 1 B 241
 PELLEGNIN Gioanna
 1 B 373
 PELLEGNIN Michelangelo
 1 B 242
 PELLEGNIN Stefano
 1 B 242, 244, 373
 PELLEGNINO Andrea
 1 B 164, 165
 PELLEGNINO Giulio Cesare
 1 B 162
 PELLEGNINO Michelangelo
 1 B 425
 PELLEGNINO Pietro
 1 B 240
 PELLEGRINA Francesca
 1 B 442
 PELLEGRINI Giacomo
 1 B 442
 PELLEGRINI Giacomo Antonio
 1 B 442
 PELLEGRINI Lorenzo
 1 B 160, 217
 PELLEGRINI Sigismondo
 1 B 211, 214, 215
 PELLEGRINO Donato
 1 B 300, 317
 PELLEGRINO Gio. Francesco
 1 B 165, 168
 PELLEGRINO Giovanni
 1 B 210
 PELLEGRINO Pietro Antonio
 1 B 171
 PELLISIERO Alessandro
 1 B 263
 PENCHIENAT Andrea
 1 B 268
 PENCHIENAT Antonio
 1 B 236
 PENCHIENAT Bartolomeo
 1 B 393
 PENCHIENAT Gio. Battista
 1 B 393
 PENCHIENATI Alessandro
 1 B 425
 PENNA Gio. Francesco
 1 B 167
 PENNA Ignazio
 1 B 570
 PENNA Isabella Maria
 1 B 158
 PERENNE épouse ARNALDO ou AINAUDO Claudina
 1 B 414
 PERENNE Hervé
 1 B 414
 PERENNE Michele
 1 B 414
 PERGAMO Cesare
 1 B 294
 PERGAMO di CASTIGLIONE Cesare
 1 B 164
 PERI Domenico Giacinto
 1 B 210
 PERI Filiberto Agostino
 1 B 444
 PERI Francesco Saverio
 1 B 444
 PERI Giacomo
 1 B 440
 PERI Gio. Giacomo
 1 B 439
 PERI Giuseppe
 1 B 185
 PERIERO Francesco
 1 B 356
 PERIERO Giovanni
 1 B 174
 PERIERO Nicola Francesco
 1 B 356
 PERINO Pietro
 1 B 148
 PERLASCO di PERLASCA Carlo Filippo
 1 B 154
 PERONE Bartolomeo
 1 B 445
 PERONE Gio. Battista
 1 B 578
 PERRUCCA della ROCCHETTA Clemente
 1 B 140
 PERRUCCA Gio. Alberto Bonaventura
 1 B 175
 PERSTONE Sebastiano
 1 B 573
 PERTUSO Antonio
 1 B 579
 PESANTE Giuseppe
 1 B 185
 PETIT Bernardino
 1 B 417
 PETIT Gio. Maurizio
 1 B 158, 437, 457, 545
 PEYRANI (prêtre)
 1 B 205, 221
 PEYRANI di TORRETAS Enrico Guglielmo
 1 B 457
 PEYRANI di TORRETAS Gio. Paolo
 1 B 155, 156, 168, 170, 171, 172, 243, 261
 PEYRANI di TORRETAS Maurizio Felice
 1 B 457
 PEYRANI di TORRETAS veuve CANUBIO ou CANNUBBIO Marianna
 1 B 359, 360, 426
 PEYRANI Geronimo
 1 B 167, 236, 316
 PEYRANI Gio. Battista
 1 B 155, 210
 PEYRANI Ludovica
 1 B 336
 PEYRANI Marco Antonio
 1 B 174
 PEYRANI Pietro Lorenzo
 1 B 336
 PEYRE Angelo
 1 B 263
 PEYRE Angelo Maria
 1 B 437, 457
 PEYRE della COSTA Gio. Agostino
 1 B 155, 157, 173, 209, 210, 244, 257, 346, 355, 380, 381, 570
 PEYRE della COSTA Gio. Gerolamo
 1 B 159, 170, 177, 178, 238, 293, 364, 372
 PEYRE della COSTA veuve LASCARIS épouse ABBIBER Paola Maria
 1 B 154, 349
 PEYRE di CASTELNUOVO Benedetto
 1 B 217
 PEYRE di CASTELNUOVO Francesco
 1 B 158
 PEYRE di CASTELNUOVO Gerolamo
 1 B 157, 158, 180, 239, 277, 317, 341, 379
 PEYRE di CASTELNUOVO Gio. Agostino
 1 B 171, 238, 239
 PEYRE di CLANS Lazaro
 1 B 173, 353
 PEYRE di CLANS veuve THAON di SANT'ANDREA e REVEL Emilia
 Teresa
 1 B 444
 PEYRE Emanuele Filiberto
 1 B 145, 169, 171, 172
 PEYRE Francesco
 1 B 304
 PEYRE Giacomo

1 B 174, 243, 425
 PEYRE Giambattista
 1 B 234
 PEYRE Gio. Agostino
 1 B 317
 PEYRE veuve CACHIARDI ou CACCIARDI Pellegrina
 1 B 239
 PEYRE veuve RICHELMI Maria Teresa
 1 B 155
 PEYRONE Giuseppe
 1 B 172
 PEZZI Gio. Luigi
 1 B 162
 PHILIP Susanne
 1 B 185
 PHILIPPE d'ESPAGNE
 1 B 146, 153, 155, 175, 358, 454
 PIANA (frères)
 1 B 213
 PIANA Angelo Pasquale
 1 B 179, 390
 PIANA Gio. Battista
 1 B 457
 PIANAVIA (avocat)
 1 B 154
 PIANAVIA Giacomo
 1 B 158, 570
 PIANAVIA Gio. Battista
 1 B 570
 PIANAVIA GIORDANO Filippo Antonio
 1 B 386
 PIANAVIA VIVALDI (frères)
 1 B 395
 PIANAVIA VIVALDI Gio. Battista
 1 B 160
 PICCONE Francesco
 1 B 210
 PICCONO della VALLE Vittorio Amedeo
 1 B 156, 157, 158, 160, 217, 250, 376, 382, 390, 408, 453
 PIE VI
 1 B 215, 233
 PIERLAS Onorato
 1 B 387
 PIERRUGUES Agostino
 1 B 277
 PIGNON Pietro
 1 B 573
 PIGNONE Antonio
 1 B 325
 PIGNONE Onorato
 1 B 313
 PIGNORE Antonio
 1 B 419
 PILLO Geronima
 1 B 294
 PIN Agostino
 1 B 408
 PIN Gio. Andrea
 1 B 160
 PIN Gio. Paolo
 1 B 408, 434
 PIN Giuseppe
 1 B 570
 PIN Ludovico
 1 B 157, 432
 PIN Onorato
 1 B 434
 PIN veuve DAPROSI Anna Maria Caterina
 1 B 408
 PINO Pietro
 1 B 333
 PINONCELLI Domenico
 1 B 570
 PINSONNEAU Mathieu
 1 B 169
 PISANO Carlo Maurizio
 1 B 350
 PISANO Giacomo
 1 B 350

PISANO Giambattista
 1 B 569
 PISANO Onorato
 1 B 397
 PISANO Tommaso
 1 B 576
 PISCINA Gio. Giacomo
 1 B 166
 PISTATOR Bartolomeo
 1 B 433
 PISTATOR Maddalena
 1 B 433
 PISTATOR Teresa
 1 B 433
 PLANEA Luca
 1 B 162
 PLENTI Ludovico Andrea
 1 B 140
 PLESENT Costantino
 1 B 160
 PLESENT Cristoforo
 1 B 437
 PLESENT Pietro
 1 B 238
 PLESSIER de HATTAMOUN Eugène Roch du
 1 B 156
 POCHIO Giovanni
 1 B 304
 POLLOTTO Orazio
 1 B 174
 PONCINI Giovanni
 1 B 61, 62, 63, 64, 65, 66
 PONCY (clerc)
 1 B 208
 PONS Bartolomeo
 1 B 416
 PONS Marco Antonio
 1 B 158
 PONTE Orlando
 1 B 237
 PONTENES Laurent de
 1 B 168
 PONTEVÈS Jean de
 1 B 314
 PONTIO Gio. Battista
 1 B 238
 PONTY (frères)
 1 B 327
 PONZIO Gio. Onorato
 1 B 154
 PORPORATO FALCONBELLO veuve MAFFEI di BOGLIO Rosa
 Caterina
 1 B 273
 PORRO Carlo
 1 B 187
 PORRO Giuseppe
 1 B 293, 408
 PORTA Scipione
 1 B 165, 166
 PORTALE Ludovico
 1 B 313
 PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
 MARGHERITA Claudio
 1 B 164, 165, 167, 313
 PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
 MARGHERITA Cosimo
 1 B 313
 PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
 MARGHERITA épouse CAPELLO Isabella
 1 B 236
 PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
 MARGHERITA Giacomo
 1 B 166, 167, 236, 249, 318
 PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
 MARGHERITA Melchiorre
 1 B 154, 167, 241, 257
 PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
 MARGHERITA Pietro
 1 B 168, 170, 234, 294, 563

PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
MARGHERITA veuve DAL POZZO di PERNO Maria Dorotea
1 B 242
PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) di SANTA
MARGHERITA veuve LAUGIERA Margherita
1 B 239
PORTANERI (PORTANIERO, PORTANIERA) Filippo Francesco
1 B 168
POSSAVINO di BRASSICARDA (commandant général)
1 B 145, 173
POTAIN François
1 B 185
PRATO Gioanni
1 B 569
PRELASCO Carlo Filippo
1 B 155
PRETE Antonio
1 B 417
PRETIS Pietro de
1 B 168
PRETTI Alessandro
1 B 302
PRETTI Antonio
1 B 318
PRETTI Cesare
1 B 294, 302
PRETTI Prospero
1 B 294, 302
PREVERINO (avocat)
1 B 146
PREVERINO Gio. Francesco
1 B 154, 155, 250
PRIORIS (famille)
1 B 354, 355
PRIORIS (orfèvre)
1 B 574
PRIORIS Gaetano
1 B 453
PRIORIS Gio. Andrea
1 B 240
PRIORIS Gio. Battista
1 B 172, 175
PRIORIS Giuseppe Antonio
1 B 242
PRIORIS Guglielmo
1 B 322
PRIORIS Onorato Maria
1 B 409, 438
PROVANA Albertino
1 B 164, 165, 307
PROVANA di PRALUNGO épouse PONTE di SCARNAFIGI Anna
Teresa
1 B 158, 391
PROVANA Enrico
1 B 169, 170
PROVANA Gio. Filippo
1 B 168, 236
PROVANA Orazio
1 B 168, 236, 391
PROVANA Tommaso Adalberto
1 B 317
PROVANA veuve THAON di SANT'ANDREA e REVEL Maria Gertrude
1 B 241
PROVASSO (époux)
1 B 157
PROVENZALE Gio. Antonio
1 B 427
PROVENZALI (époux)
1 B 428
PUGET de CHÂTEAUNEUF de GRASSE Jean-Paul du
1 B 370, 380
PUGET SAINT-MARC épouse, puis veuve BADAT Gabrielle du
1 B 207, 237, 360, 370, 380
PUGET SAINT-MARC Jean-Louis du
1 B 370
PUONS épouse ONGRAN Angela Maria
1 B 154
PUONS Gio. Battista
1 B 240, 400

PUONS Luigi
1 B 393
PUONS Onorato
1 B 153, 158
PUONS Pietro
1 B 239

Q

QUADRO di CERESOLE Domenico
1 B 173
QUAGLIA (frères)
1 B 160
QUIRICO Vittorio
1 B 187, 577

R

RABASSIN Luchino
1 B 416
RABASSINA Elisabetta
1 B 213
RABON Antonio
1 B 173
RABON Gio. Giuseppe
1 B 173
RAFFAELIS Giaches
1 B 305
RAFFAELIS Giacomo
1 B 187, 577
RAIBALDI Angelletto
1 B 296
RAIBALDI Battista
1 B 296
RAIBAUD Gio. Ludovico
1 B 365
RAIBAUD Giuseppe
1 B 159, 277
RAIBAUDI Alessandro
1 B 318
RAIBAUDI della CAINEA Pietro Antonio
1 B 159, 161, 181, 184, 381
RAIBAUDI Giacomo
1 B 321
RAIBAUDI Giuseppe
1 B 181, 381
RAIBAUDI Marco
1 B 321
RAIBAUDI Maria Camilla
1 B 241
RAIBAUDO Antonio
1 B 167
RAIBAUDO Clemente
1 B 165, 166
RAIBAUDO Francesco
1 B 398
RAIBAUDO Giacomo
1 B 158
RAIBAUDO Gio. Andrea
1 B 167
RAIBAUDO Gio. Ludovico
1 B 157, 161
RAIBAUDO Gio. Luigi
1 B 175
RAIBAUDO Gio. Michele
1 B 169, 171, 172, 174, 240
RAIBAUDO Giovanetto
1 B 234
RAIBAUDO Guglielmo
1 B 319
RAIBAUDO Marco
1 B 168
RAIBAUDO Pietro
1 B 568
RAIBAUT épouse LAMBERT Genoveffa
1 B 396
RAIBAUT Giuseppe
1 B 396
RAIBERTI Carlo Antonio
1 B 155

RAIBERTI Carlo Flaminio
 1 B 158
 RAIBERTI Flaminio
 1 B 172
 RAIBERTI Gaspare
 1 B 235
 RAIBERTI Gerolamo Marcello
 1 B 167, 168, 169
 RAIBERTI Gio. Andrea
 1 B 159
 RAIBERTI Gio. Battista
 1 B 208
 RAIBERTI Gio. Ludovico
 1 B 155, 164, 243
 RAIBERTI Gio. Maria
 1 B 172
 RAIBERTI Giuseppe
 1 B 160
 RAIBERTI Pietro Onorato
 1 B 207
 RAIBERTI veuve RUFFINO Vittoria
 1 B 238
 RAIBERTI Vittorio
 1 B 281
 RAIBERTI Vittorio Amedeo
 1 B 155, 160, 161, 265, 272
 RAIMBERT Andrea
 1 B 241
 RAIMBERT Gio. Battista
 1 B 434
 RAIMOND ou RAIMONDON Jean
 1 B 576
 RAIMOND ou RAIMONDON Louis
 1 B 576
 RAIMONDI Antonio
 1 B 168
 RAIMONDI Cesare
 1 B 399
 RAIMONDI épouse DE GUBERNATIS di GORBIO Maria Maddalena
 1 B 346, 368
 RAIMONDI Francesco
 1 B 168, 237
 RAIMONDI Gerolamo
 1 B 342, 368
 RAIMONDI Giacomo Antonio
 1 B 353
 RAIMONDI Paolo
 1 B 404
 RAIMONDI veuve MOCARES Isabella
 1 B 399
 RAIMONDO Alessandro Giuseppe
 1 B 264
 RAIMONDO Domenico
 1 B 237, 377
 RAIMONDO Gio. Bartolomeo
 1 B 237
 RAINALDO Gio. Battista
 1 B 163
 RAINALDO Pietro Antonio
 1 B 171
 RAINARDI (frères)
 1 B 328
 RAINARDI Bianca
 1 B 399
 RAINARDI Gio. Ludovico
 1 B 158
 RAINAUD Carlo Ignazio
 1 B 383
 RAINAUD épouse ALLARD Maddalena
 1 B 449
 RAINAUD Gio. Francesco
 1 B 153, 154
 RAINAUD Lovizia
 1 B 155
 RAINAUDO Antonio
 1 B 325
 RAINAUDO Bernardino
 1 B 325
 RAINAUDO Cristoforo
 1 B 168
 RAINAUDO Gaspare
 1 B 237
 RAINAUDO Giovanni
 1 B 326
 RAINAUDO Giuseppe
 1 B 449
 RAINAUDO Onorato
 1 B 325
 RAINAUDO Tomaso
 1 B 572
 RAINAUT Amedeo
 1 B 404
 RAINAUT Onorato
 1 B 207
 RAMAIRONE Gio. Maria
 1 B 439
 RAMBALDO Francesco
 1 B 577
 RAMBALDO Leopoldo
 1 B 262
 RAMBAUDI Francesco Antonio
 1 B 216
 RAMELLA (prêtre)
 1 B 208
 RAMELLA Giacomo
 1 B 440
 RAMELLA Gio. Battista
 1 B 443
 RAMELLA Gioanni
 1 B 159
 RAMINI (frères)
 1 B 327
 RAMINI di CASTELNUOVO épouse TODON Francesca
 1 B 158, 159, 293
 RAMINI Francesco
 1 B 328
 RAMINI Gio. Battista
 1 B 238, 572
 RAMINI Ludovico
 1 B 572
 RAMOINA Lucrezia
 1 B 568
 RAMOINA veuve CALZIA Giulia Maria
 1 B 443
 RAMOINO Antonio
 1 B 148, 445
 RAMOINO Domenico
 1 B 439
 RAMOINO Gio. Battista
 1 B 160, 235
 RAMORINO Francesco
 1 B 158
 RAMORINO Gio. Battista
 1 B 410
 RAMPAL Francesco Mattia
 1 B 159, 273
 RANDONE di BOYON Gio. Battista Romualdo
 1 B 154, 174, 176, 250, 575
 RANZA épouse, puis veuve PISANO Margherita
 1 B 161, 397
 RANZO (époux)
 1 B 345
 RAPALLO Petrus de
 1 B 413
 RAPETI (époux)
 1 B 424
 RAPETTO Giuseppe
 1 B 302
 RASIN Tommaso
 1 B 266
 RASINI (époux)
 1 B 339
 RASINI (famille)
 1 B 374
 RASINI Francesco Antonio
 1 B 374
 RASINO Gio. Battista
 1 B 168

RATTI Andrea
 1 B 154, 155, 158, 159
 RATTI Filippo
 1 B 159
 RATTI veuve PELLEGNINO Maria Francesca
 1 B 240
 RATTO Domenico
 1 B 238
 RAVAN (père et fils)
 1 B 427
 RAVERASIO Pietro
 1 B 399
 RAYBAUDO Gio. Battista
 1 B 168
 RAYNALDI di SANT'ALBERTO Gio. Francesco
 1 B 145, 153, 175, 239, 425
 RAYNALDI di SANT'ALBERTO Pietro
 1 B 215
 RAYNALDI épouse DRAGO des FERRES Francesca
 1 B 241
 RAYNALDI épouse LASCARIS Susanna
 1 B 350, 353, 355
 RAYNALDI Gio. Andrea
 1 B 239
 RAYNALDI Gio. Battista Paolo
 1 B 210
 RAYNALDI Gio. Francesco
 1 B 172
 RAYNALDI Pietro Antonio
 1 B 238
 RAYNALDI Pietro Giovanni
 1 B 208
 RAYNARDI di BELVEDERE Gio. Francesco
 1 B 144, 145, 153, 154, 182, 261, 273
 RAYNARDI di BELVEDERE Gio. Luigi Tommaso
 1 B 154, 155, 158, 159, 161, 184, 217, 218, 270, 279, 282, 438, 457
 RAYNARDI di BELVEDERE Pietro Ludovico
 1 B 182, 273
 RAYNARDI Gio. Francesco
 1 B 146
 RAYNARDO Emanuele
 1 B 166
 RAYNAUD (frères)
 1 B 155
 RAYNAUD Carlo Ignazio
 1 B 155
 RAYNAUD épouse PEGLIONI Teresa
 1 B 155
 RAYNAUD Gio. Agostino
 1 B 155
 RAYNAUD Gio. Francesco
 1 B 155
 RAYNAUD Gio. Pietro
 1 B 158
 RAYNAUD Giuseppe
 1 B 171
 RAYNAUD Luigi
 1 B 157, 160
 RAYNAUDI Giovanni
 1 B 154
 RAYNAUDI Luigi
 1 B 154
 RAYNAUDO Gio. Francesco
 1 B 240
 RAYNAUDO Giovanni
 1 B 416
 REBALDI Tommaso
 1 B 164
 REBALDO Tommaso
 1 B 162, 165
 REBAUDI Domenico
 1 B 217
 REBAUDO Antonio
 1 B 160, 381
 REBAUDO Dionigi
 1 B 434
 REBEQUI Onorato
 1 B 155
 REBUFFO Francesco Maria
 1 B 221
 RECROSIO Raimondo
 1 B 221
 REGGIO Amedeo Nicolo'
 1 B 157, 158, 159, 160, 182
 REGIS Antonio
 1 B 155, 157, 389, 399
 REGIS Antonio Giorgio
 1 B 315
 REGIS Corradino
 1 B 300
 REGIS Francesco
 1 B 296, 297
 REGIS Gio. Battista
 1 B 159, 399
 REGIS Roberto
 1 B 315, 317
 REGNAULT de SOLLIER
 1 B 169
 REINERO Giovanni
 1 B 162
 REMORINO Francesco
 1 B 161, 256, 394, 433
 RENAUD (RAINALDI, REINALDY, RAYNALDI) di FALICONE
 Giacomo Onorato
 1 B 214, 264, 363
 RENAUD (RAINALDI, REINALDY, RAYNALDI) di FALICONE Gio.
 Battista
 1 B 235, 240
 RENAUD (RAINALDI, REINALDY, RAYNALDI) di FALICONE Gio.
 Paolo
 1 B 240
 RENAUD (RAINALDI, REINALDY, RAYNALDI) di FALICONE Maria
 Battista
 1 B 569, 570
 RENAUD (RAINALDI, REINALDY, RAYNALDI) di FALICONE
 Teodora
 1 B 235
 RENAUD (RAINALDI, REINALDY, RAYNALDI) di FALICONE veuve
 ALBERTI de STRADA Caterina
 1 B 237
 REPAIRE (neveux)
 1 B 410
 REPAIRE Gio. Andrea
 1 B 395
 REPARATOR Angelo Francesco
 1 B 448
 REPARATOR Bernardino
 1 B 235, 236
 REPARATOR Filippo
 1 B 448
 REPARATOR Gio. Battista
 1 B 171, 219
 REPARATOR Giuseppe Francesco
 1 B 174
 REPARATOR Orazio
 1 B 448
 REPARATOR veuve TESTORIS Lucrezia
 1 B 236
 RESSANO (frères)
 1 B 156
 RESSANO Francesco Bernardino
 1 B 154, 290
 RESSANO Gio. Angelo
 1 B 164
 REVELAT épouse RAVAN Francesca
 1 B 458
 REVELLI Gio. Battista
 1 B 301
 REVELLI Pietro Francesco
 1 B 238
 REVELLI veuve SPITALIERI Gioanna
 1 B 242, 257
 REVELLO Onorato
 1 B 570
 REVERDIT épouse DAPROSI Maria Luigia
 1 B 160
 REY (époux)
 1 B 158

REY Agostino
 1 B 2148
 REY Domenico
 1 B 181
 REY Francesco
 1 B 438
 REY Gaspare
 1 B 141, 159, 281
 REY Gio. Battista
 1 B 158, 160, 209
 REY Michelangelo
 1 B 285
 REY Orazio Agostino
 1 B 158
 REY veuve FARAUDO Maria Teresa
 1 B 359
 REYMOND des EAUX Joseph-Scipion
 1 B 260
 RIBOTTI Andrea
 1 B 159, 160, 367, 403
 RIBOTTI Antonio
 1 B 307, 451
 RIBOTTI Antonio Onorato
 1 B 271, 382, 425, 458
 RIBOTTI della VALDEBLORA épouse CAIS di PIERLAS Maria
 Giuseppa
 1 B 159, 253
 RIBOTTI della VALDEBLORA Giacinto Zaccaria
 1 B 183, 279
 RIBOTTI della VALDEBLORA Gio. Andrea
 1 B 176, 423
 RIBOTTI della VALDEBLORA Giovanni
 1 B 170
 RIBOTTI della VALDEBLORA Ludovico Andrea
 1 B 158
 RIBOTTI della VALDEBLORA Pietro Annibale
 1 B 179, 180, 244
 RIBOTTI di BOYON Giambattista
 1 B 237, 339, 419
 RIBOTTI Felicita
 1 B 277
 RIBOTTI Gio. Andrea
 1 B 155
 RIBOTTI Gio. Guglielmo
 1 B 241
 RIBOTTI Giovanni
 1 B 299
 RIBOTTI Onorato
 1 B 170, 271, 335, 382
 RICA Filiberto
 1 B 304
 RICARDA Antorona
 1 B 414
 RICARDI (époux)
 1 B 216
 RICARDI Nicola
 1 B 441
 RICCA Carlo
 1 B 171, 172
 RICCA di CASTELVECCHIO (lieutenant-colonel)
 1 B 217
 RICCA Domenico Antonio
 1 B 153
 RICCARDI (époux)
 1 B 217
 RICCARDI Carlo
 1 B 160
 RICCARDI di LANTOSCA Carlo
 1 B 440
 RICCARDI di LANTOSCA épouse DE GUBERNATIS di GORBIO Anna
 Maria
 1 B 398
 RICCARDI di LANTOSCA Gerolamo Leonardo
 1 B 146, 155, 156, 252, 257, 259, 381, 439, 440, 441
 RICCARDI di LANTOSCA Lazaro
 1 B 171, 440
 RICCARDI di LANTOSCA Maria Camilla
 1 B 381
 RICCARDI di LANTOSCA Paolo Emanuele
 1 B 146, 156, 158, 179, 257, 355, 381, 390, 398, 440
 RICCARDI di LANTOSCA Tommaso Filippo
 1 B 140, 157, 158, 272, 458
 RICCARDI Gio. Battista
 1 B 187, 285
 RICCARDI Giovanni
 1 B 284
 RICCARDI Luigi
 1 B 186
 RICCARDI Nicolao
 1 B 185
 RICCARDI Pietro Giorgio
 1 B 165, 166
 RICCI Antonio Francesco
 1 B 169
 RICCI des FERRES Giuseppe
 1 B 146, 148, 154, 155, 157, 158, 174, 176, 244, 362, 392, 453
 RICCI des FERRES Pietro
 1 B 157, 158, 186
 RICCI Fabrizio
 1 B 162
 RICCI Francesco
 1 B 387
 RICCI Giuseppe
 1 B 154
 RICCI Imperiale
 1 B 162
 RICCI Paolo
 1 B 172
 RICCI Pietro
 1 B 171, 533
 RICCIO di SOLBRITO Alberto Antonio
 1 B 381
 RICHELIEU DU PLESSIS Armand Jean de
 1 B 165
 RICHELMI (frères)
 1 B 156
 RICHELMI Bartomainetta
 1 B 307
 RICHELMI Gio. Battista
 1 B 164, 165, 414
 RICHELMI Giulio Cesare
 1 B 166, 168, 308, 309, 310, 311
 RICHELMI Giuseppe
 1 B 155
 RICHELMI Giuseppe Antonio
 1 B 157, 264
 RICHELMI Giuseppe Bartolomeo
 1 B 174, 221, 362
 RICHELMI Lucrezia
 1 B 308, 309, 310, 311
 RICHELMI Paride
 1 B 234, 394,
 RICHELMI Pietro
 1 B 570
 RICHELMO Gio. Battista
 1 B 236
 RICHERI Tomaso Maurizio
 1 B 33, 34, 35
 RICHIAUT Gio. Antonio
 1 B 316
 RICOLFI Ludovico Andrea
 1 B 576
 RICOLVI épouse BALDOINO Anna Maria
 1 B 238
 RICOLVI Ludovico Andrea
 1 B 284
 RICORDI Andrea
 1 B 393, 405
 RICORDI Bernardo
 1 B 243
 RICORDI Cipriano
 1 B 315, 317
 RICORDI épouse MASSA Anna Maria
 1 B 436
 RICORDI Gio. Francesco
 1 B 376
 RICORDI Gio. Michele
 1 B 405

RICORDI Giovanni
 1 B 162, 295, 296, 303
 RICORDI Giuseppe
 1 B 155, 157
 RICORDI veuve BLANC Angela Maria
 1 B 361
 RICORT Antoine
 1 B 332
 RICUORT Angelo
 1 B 424
 RIEUX DE BOURGES Pierre de
 1 B 156
 RIGANTI Gio. Battista
 1 B 15
 RIGOLA épouse GALLEAN RICHER Barbara Teresa
 1 B 453
 RIMBER ou RIMBERT di SAN SEBASTIANO Antonio
 1 B 155, 156, 157, 160
 RIMBER ou RIMBERT di SAN SEBASTIANO Gio. Battista
 1 B 160, 290
 RIMBER ou RIMBERT di SAN SEBASTIANO Stefano
 1 B 216
 RIPERT de BARRET André
 1 B 285
 RISSO Bartolomeo
 1 B 434
 RISSO Carlo Maria
 1 B 443
 RISSO Gio. Battista
 1 B 434
 RISSO Gio. Francesco
 1 B 168
 RIVA de (marquise)
 1 B 300
 RIVALTA Lorenzo
 1 B 399
 RIVAROLA Antonio
 1 B 217
 ROASSAL Pietro
 1 B 161
 ROBAUD Bartolomeo
 1 B 399
 ROBAUDI Barthomaireta
 1 B 336
 ROBAUDI Carlo
 1 B 155, 157, 376
 ROBAUDI Francesco
 1 B 142
 ROBAUDI Gaspare
 1 B 154
 ROBAUDI Giacomo
 1 B 155
 ROBAUDI Gio. Battista
 1 B 142, 154, 155, 205, 209, 210, 214
 ROBAUDI Ludovico
 1 B 154
 ROBAUDI Vincenzo
 1 B 336
 ROBAUDY Giacomo
 1 B 374
 ROBAUDY Gio. Battista
 1 B 374
 ROBAUDY Ludovico
 1 B 374
 ROBERT Francesco
 1 B 257
 ROBERT Jean-Baptiste
 1 B 161
 ROBERTI di COCONITO Giuseppe
 1 B 157, 250
 ROBIGLIART (négociant)
 1 B 367
 ROBIGLIART Giovanni
 1 B 399
 ROBILANT (comte)
 1 B 181
 ROBIN Antonio Francesco
 1 B 437
 ROBIN Gio. Vittorio
 1 B 437
 ROBINI (frères)
 1 B 576
 ROBINI Carlo
 1 B 313
 ROBINI Carlo Andrea
 1 B 160, 406
 ROBINI Gio. Battista
 1 B 406
 ROBINO Catarinetta
 1 B 301
 ROBINO Gio. Domenico
 1 B 166
 ROBINSON Maria
 1 B 157
 ROBIOLIS (famille)
 1 B 214
 ROBIOLIS (prêtre)
 1 B 205
 ROBIOLIS Ambrogio
 1 B 211, 213, 368, 374
 ROBIOLIS Carlo Domenico
 1 B 219, 374
 ROBIOLIS Carlo Filippo
 1 B 213
 ROBIOLIS Gerolamo
 1 B 374
 ROBIOLIS Gio. Battista
 1 B 211
 ROBION (époux)
 1 B 425
 ROBION Carlo
 1 B 410
 ROBION Stefano
 1 B 431
 ROBIONA Caterina
 1 B 410
 ROBIONI Pietro
 1 B 572
 ROCCA (frères et sœurs)
 1 B 368
 ROCCA Bartolomeo
 1 B 378
 ROCCA Camilla
 1 B 355
 ROCCA Claudio
 1 B 368
 ROCCA Gio. Battista
 1 B 238, 445
 ROCCA Gio. Tommaso
 1 B 412
 ROCCA Paolo
 1 B 445
 ROCCA Raffaele
 1 B 412
 ROCCA Sebastiano
 1 B 158, 412
 ROCCAMAURA Claudio
 1 B 417
 ROCCAMAURA Francesco
 1 B 417
 ROCHATI Simone
 1 B 163, 164
 ROCHIAS Gio. Battista
 1 B 419
 ROCHIONE Antonio
 1 B 295, 401
 ROCHIONE Ascanio
 1 B 572
 ROCHIONE Claudio
 1 B 234, 302
 ROCHIONE Faustina
 1 B 234
 ROCHIONE Giambattista
 1 B 234
 ROCHIONE Gio. Francesco
 1 B 307
 ROCHIONE Stefano
 1 B 307

ROCHIONE veuve TRAVERSAGNA Angelica
1 B 235
ROCHIONI Nicola
1 B 420
RODAIRONE Antonio
1 B 317
RODAIRONE Luigi
1 B 459
RODI Onorato
1 B 245
RODOLPHI Andrea
1 B 154
RODOLPHI veuve d'ESPELLETTA Gioanna Antonia de
1 B 146
ROFFO Bartolomeo
1 B 416
ROFFO Pietro Antonio
1 B 416
ROFFREDO di SAORGIO Ottavio
1 B 145, 171, 285
ROGGERI Chiara Caterina
1 B 160
ROGGIERO Onorato
1 B 237
ROHAN-CHABOT Louis Marie Bretagne de
1 B 218, 283
ROISSARD di BELLET Pietro
1 B 153, 154, 158, 180, 368, 453
ROLANDO Carlo Bartolomeo
1 B 167, 168
ROLANDO Gioaneto
1 B 422
ROLANDONO Vincenzo
1 B 162
ROLFO Bartolomeo
1 B 300
ROLLANT Bartolomeo
1 B 158, 388
ROLLANT Gerolamo
1 B 158, 160, 161
ROMAGNANO Bartolomeo
1 B 174, 300, 415
ROMAGNANO Gabriele
1 B 418
ROMAN Giovanni
1 B 436
ROMANA (frères)
1 B 339
ROMANA Bernardino
1 B 325
ROMANA Caterina
1 B 570
ROMERA veuve CIAULAN Antonia
1 B 154
ROMERO Antonio
1 B 172
ROMERO Giovanni
1 B 169
RONCAGLIA Flaminio
1 B 235
RONCO Bartolomeo
1 B 456
RONCO Filiberto
1 B 456
RONDELLI (frères)
1 B 179
RONDELLI Onorato
1 B 160
RONDELLO Claudio
1 B 405
ROS Giuseppe
1 B 159
ROSA Gio. Battista
1 B 238
ROSCIANO Francesco
1 B 580
ROSETTO Onorato
1 B 164
ROSIÈRES de (trésorier)

1 B 359
ROSIGNOLO Giovanni
1 B 235
ROSSA veuve FABRI Ludovica
1 B 385
ROSSA veuve VIGONA Giaumona
1 B 239
ROSSETTI (frères et sœurs)
1 B 154
ROSSETTI Andrea Maria
1 B 409
ROSSETTI Antonio Francesco
1 B 378
ROSSETTI Carlo
1 B 161
ROSSETTI Carlo Antonio
1 B 181
ROSSETTI Cipriano
1 B 334, 376, 427
ROSSETTI di CASTELNUOVO Carlo
1 B 244, 570
ROSSETTI di CASTELNUOVO Pietro Antonio
1 B 292, 428
ROSSETTI épouse ALBERTI Gianeta
1 B 334
ROSSETTI épouse RICORDI Vittoria
1 B 353
ROSSETTI Gio. Antonio
1 B 169
ROSSETTI Giuseppe
1 B 160
ROSSETTI Pietro Antonio
1 B 157, 334, 378
ROSSETTI veuve GUIGLIONDA Vittoria
1 B 388
ROSSETTO Carlo
1 B 576
ROSSETTO Domenico
1 B 337
ROSSETTO Giovanni
1 B 235
ROSSI (négociant)
1 B 292
ROSSI (prêtre)
1 B 205
ROSSI Carlo Andrea
1 B 267
ROSSI Cristoforo
1 B 579
ROSSI Gio. Battista
1 B 139, 159, 245, 403
ROSSI Giovanni
1 B 283
ROSSI Nicola
1 B 160
ROSSI veuve PONZIO Maria Margherita
1 B 256
ROSSIGNOLI (fondation)
1 B 257
ROSSIGNOLI Marco Aurelio
1 B 168, 169, 205, 221, 238
ROSSIGNOLO Giovanni
1 B 165
ROSSIGNOLO Onorato
1 B 164
ROSSO (époux)
1 B 154
ROSSO Antonio
1 B 572, 573
ROSSO Bartolomeo
1 B 159, 401, 402
ROSSO Bernardino
1 B 449
ROSSO épouse ROCCA Camilla
1 B 238
ROSSO Francesco
1 B 159
ROSSO Gaspare
1 B 164, 570

ROSSO Gio. Battista
1 B 154, 424

ROSSO Gio. Ludovico
1 B 301

ROSSO Gio. Pietro
1 B 415

ROSSO Michelangelo
1 B 293, 402

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Antonio
1 B 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Bartolomeo
1 B 305, 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO e PEGLIONE Antonio
1 B 146, 156, 157, 179, 290, 398

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO e PEGLIONE Gio. Battista
1 B 179, 437

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO épouse DE ORESTIS Francesca
1 B 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO épouse MARTINI Lucrezia
Maria
1 B 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Giulio
1 B 305, 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Giusto
1 B 240, 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Margherita
1 B 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Maria Maddalena
1 B 308, 309, 310, 311

ROSSO ou ROSSI di CASTELNUOVO Stefano
1 B 234, 308, 309, 310, 311

ROSSO Spirito
1 B 449

ROSTAGNI (arpenteur)
1 B 397

ROSTAGNI (époux)
1 B 155

ROSTAGNI (famille)
1 B 158

ROSTAGNI (frères)
1 B 160

ROSTAGNI (prêtre)
1 B 574

ROSTAGNI Andrea
1 B 238

ROSTAGNI Carlo Amedeo
1 B 172

ROSTAGNI épouse BARRALIS Antonia Maria Felice
1 B 154

ROSTAGNI épouse CAIRASCO Maria Francesca
1 B 447

ROSTAGNI épouse DE LAUGIER Felice
1 B 219

ROSTAGNI Gaetano
1 B 155

ROSTAGNI Gaspare
1 B 154

ROSTAGNI Gio. Battista
1 B 169, 172

ROSTAGNI Gio. Cesare
1 B 237

ROSTAGNI Giuseppe
1 B 161

ROSTAGNI Giuseppe Antonio
1 B 214

ROSTAGNI Giuseppe Ottavio
1 B 365

ROSTAGNI Maria Maddalena
1 B 158, 432

ROSTAGNI Milano
1 B 214

ROSTAGNI Onorato
1 B 322

ROSTAGNI Paolo
1 B 282

ROSTAGNI Pietro Francesco
1 B 365

ROSTAGNI veuve BERGONDI Maria Caterina
1 B 160

ROSTAGNO Bonifacio
1 B 570

ROSTAGNO Giacomo
1 B 568

ROSTAGNO Gio. Agostino
1 B 165, 166

ROSTAGNO Gio. Battista
1 B 239, 570

ROSTAGNONA Gioanna
1 B 220

ROSTAGNONE Giovanni
1 B 162

ROSTAN (frères)
1 B 161

ROSTAN Gio. Battista
1 B 427

ROUBAUDA épouse GIAUSERRANDI Margherita
1 B 322

ROUBIE Gaspard
1 B 236

ROUS Antonio
1 B 569

ROUS Giovanni
1 B 390

ROUX Antoine
1 B 186

ROUX épouse DE FORESTA Gioanna Maria
1 B 385, 389

ROUX Gio. Tommaso
1 B 161

ROUX Giulio
1 B 242

ROUX Lazaro
1 B 385

ROUX veuve TOBIA Camilla
1 B 389

ROVELLI Michele Antonio
1 B 174

ROVERIZIO PIANAVIA Gio. Maria
1 B 174, 179

ROVERIZIO PIANAVIA Stefano
1 B 182

ROVERO Gio. Battista
1 B 221

ROVERO Tommaso
1 B 163

RUBATTI Chiafredo Ignazio
1 B 155, 156

RUBBA Gio. Battista
1 B 218

RUBERO Giambattista
1 B 569

RUBINI Gio. Battista
1 B 159

RUBINI Giuseppe Maria
1 B 213

RUBINO Gio. Battista
1 B 181

RUFFI Camilla
1 B 314

RUFFI Gio. Battista
1 B 379, 400

RUFFI Giovanni
1 B 413

RUFFI Giuseppe
1 B 161

RUFFI Guglielmo
1 B 181

RUFFI Paolo Francesco
1 B 141, 181, 240, 268, 376

RUFFI Silvestro
1 B 162, 314

RUFFI Vittorio Amedeo
1 B 244

RUFFINA veuve ALZIARI Francesca
1 B 171

RUFFINO Giacomo
1 B 446

RUFFINO Giovanni

1 B 240
RUFFINO Pietro Ludovico
1 B 146
RUSCHIS (comte)
1 B 171

S

SABRAN César de
1 B 219
SACCO Stefano
1 B 447
SACERDOTE Alessandro
1 B 265
SACERDOTI Isacco
1 B 220
SAINT-DIDIER (sergent-major)
1 B 169
SAINT-LAURENT (comte de)
1 B 146, 198
SAISI di CASTELNUOVO épouse DABRAY Maria Devota
1 B 154
SAISI di CASTELNUOVO Francesco Saverio
1 B 569
SAISI di CASTELNUOVO Giuseppe
1 B 159, 183, 243, 422
SAISI di CASTELNUOVO Pietro Antonio
1 B 154, 158, 159, 244, 569
SAISI Francesco Antonio
1 B 160
SAISI Gio. Francesco
1 B 568
SAISSI (frères ets sœurs)
1 B 317
SAISSI (négociant)
1 B 570
SAISSI Anna Maria
1 B 422
SAISSI Giacomo
1 B 422
SAISSI Gio. Battista
1 B 422, 453
SAISSI Giuseppe
1 B 361
SAISSI Maria Francesca
1 B 422
SAISSI Onorato
1 B 401, 422
SAISSI veuve STEVE Maria
1 B 393
SAJETA Maria Angela
1 B 570
SALA Gio. Francesco
1 B 148, 282, 401
SALA Stefano
1 B 148
SALA Vittorio
1 B 396
SALES DE BOEZI Jean Antoine de
1 B 235
SALMATORIS Gio. Secondo
1 B 170, 171, 173
SALOMONE Antonio
1 B 164
SALOMONE Gio. Francesco
1 B 206
SALOMONE Pietro
1 B 575
SALTEUR Giacomo
1 B 154
SALVADOR ou SALVATOR Gio. Ludovico
1 B 211, 214
SALVATOR Gio. Battista
1 B 158, 293
SALVATORIS Arimondo
1 B 419
SALVATORIS Giacomo
1 B 325
SALVI Antonio

1 B 399
SALVI Gio. Luigi
1 B 399
SALVI Pio Francesco
1 B 159
SALVI Vittorio Francesco
1 B 399
SAMBOLINO Stefano
1 B 155, 373
SAN BARTOLOMEO Giacomo
1 B 579
SAN GIORGIO (marquis)
1 B 170
SAN GIOVANNI Onorato
1 B 163
SAN PIETRO ou SAINT-PIERRE Antonio
1 B 154, 158, 182, 185
SAN PIETRO ou SAINT-PIERRE Luigi
1 B 158, 367
SAN PIETRO ou SAINT-PIERRE Onorato
1 B 158, 181, 185, 187, 244
SAN PIETRO ou SAINT-PIERRE Paolo
1 B 187
SANDIGLIANO Gio. Battista
1 B 304, 323, 324
SANGNINO Paolo
1 B 325
SANIER (époux)
1 B 161
SANSEVERINO Gio. Tommaso
1 B 572
SANSON épouse COTTER Ludovica
1 B 245
SANSONE Carlo
1 B 397
SANSONE Gio. Battista
1 B 350, 391
SANTA MARIA Bernardo
1 B 160
SANTINO Pietro
1 B 295
SANVITALE veuve GALLEAN alias CAISSOTTI di ROBION Luisa
1 B 159, 160, 161, 254
SAORGINO (frères)
1 B 173
SAORGINO Bernardino
1 B 213, 214
SAORGINO Francesco
1 B 408
SAORGINO Onorato
1 B 162
SAPELLANI Stefano
1 B 170, 174
SAPPIA Antonio
1 B 568
SAPPIA DE ROSSI Pietro Giuseppe
1 B 175, 179
SAPPIA DE ROSSI Pietro Michelangelo
1 B 179
SARAMANDI (prêtre)
1 B 173
SARAMITO Michele
1 B 160
SARDI CALZAMIGLIA Caterina
1 B 399
SARDI Vincenzo
1 B 399
SARDINA Antonio
1 B 434
SASSERNO' Andrea
1 B 159
SASSERNO' Vittore
1 B 159
SASSI Antonio
1 B 148
SASSI Oddino
1 B 299
SASSIO ou SAZIO Orazio
1 B 414

SASSO Cristoforo
 1 B 214
 SAURINI Gio. Battista
 1 B 328
 SAURINI Gio. Ludovico
 1 B 174
 SAURINO Gio. Antonio
 1 B 237
 SAUTET Giacomo
 1 B 174
 SAUVAIGA Gianna
 1 B 422
 SAUVAIGO épouse BAUD Rosa
 1 B 154
 SAUVAIGO Fabrizio
 1 B 374
 SAUVAIGO Francesco
 1 B 319
 SAUVAIGO Gio. Battista
 1 B 148, 156, 159, 160
 SAUVAIGO Gio. Ludovico
 1 B 153, 242
 SAUVAIGO Giulio
 1 B 159
 SAUVAIGO Giuseppe
 1 B 410
 SAUVAIGO Guglielmo
 1 B 162
 SAUVAIGO Onorato
 1 B 209
 SAUVAIGO Ottavio
 1 B 340
 SAUVAIGO Troffimo
 1 B 432
 SAUVAIGO Troffimo Francesco
 1 B 140, 141, 148, 160
 SAUVAN Gioanni
 1 B 451
 SAUVAN Giuseppe
 1 B 159
 SAVOIE Antoine de
 1 B 167, 168, 572
 SAVOIE Benoît Marie Maurice de
 1 B 146
 SAVOIE Christine de
 1 B 572
 SAVOIE Emmanuel Philibert Amédée de
 1 B 168
 SAVOIE Félix de
 1 B 164
 SAVOIE François Jacinthe de
 1 B 165
 SAVOIE François Thomas de
 1 B 165, 166
 SAVOIE Louise Marie de
 1 B 165, 330, 331
 SAVOIE Maurice de
 1 B 163, 165, 166
 SAVORNINO Andrea
 1 B 165
 SAVORNINO Annibale
 1 B 164
 SAVORNINO Onorato
 1 B 165, 322
 SAVORNINO Pietro
 1 B 164
 SAVORRINI (frères)
 1 B 304
 SAZZIO Horatio
 1 B 295
 SCALA Antonio
 1 B 381
 SCALIERO di CASTELNUOVO Giuseppe
 1 B 346
 SCALIERO di CASTELNUOVO Pietro
 1 B 238, 328
 SCALIERO di CASTELNUOVO veuve BARRALIS Anna
 Eleonora
 1 B 240, 241
 SCOFFIERA veuve CARLIN Agostina
 1 B 409
 SCOFFIERO Gio. Battista
 1 B 353
 SCOFFIERO Gio. Francesco
 1 B 273
 SCOTIA Antonio
 1 B 164, 455, 456
 SCOTIA épouse ODINETO ou ODDINETTO Caterina
 1 B 455, 456
 SCUDIER Alessandro
 1 B 160, 161, 258, 292, 371, 390, 392, 429, 430
 SCUDIER épouse GERBONI Maria Teresa
 1 B 430
 SCUDIER Lazaro Agostino
 1 B 395
 SCUDIERY Rosa Maria
 1 B 209
 SEASAL Antonio
 1 B 162
 SEASAL Bernardino
 1 B 162
 SEASSAL Antonio
 1 B 431
 SEASSALE Carlo
 1 B 157
 SEASSALE Gio. aNDREA
 1 B 428
 SEASSALE Gio. Antonio
 1 B 427
 SEASSALE Ludovico
 1 B 146
 SEBASTIANO Francesco
 1 B 569
 SECONDO Francesco Gaspare
 1 B 338
 SEGLIOLI (époux)
 1 B 422
 SEGUIRO Antonio Francesco
 1 B 172
 SEGURANO Domenico
 1 B 154, 158, 160
 SEGURANO Geronima
 1 B 317
 SEGURANO Pietro
 1 B 334
 SEILLAN Jean
 1 B 568
 SEMERIA (époux)
 1 B 443

SEMERIA Antonio
 1 B 396
 SÉNÉCHAL Renato
 1 B 155, 374
 SERDIANI Gioachino Maria
 1 B 293
 SERRA (frères)
 1 B 153
 SERRA Andrea
 1 B 165
 SERRA Gio. Andrea
 1 B 166, 168
 SERRETTA épouse D'ANDREIS Margherita
 1 B 435
 SERVELLA Andrea
 1 B 180
 SERVET Gio. Battista
 1 B 407
 SERVI Isac
 1 B 457
 SICARDO Pietro
 1 B 162
 SICCARDI Angelica
 1 B 211
 SIGA Gio. Maria
 1 B 389
 SIGA Giovanni Maria
 1 B 385
 SIGAUDO Gerolama
 1 B 568
 SIGNORET Margarita
 1 B 296
 SIGNORET Paolo
 1 B 296
 SIGNORETTO Onorato
 1 B 162
 SILET Lorenzo
 1 B 155
 SILVESTRO Giovanni
 1 B 148
 SIMBRA Oziel
 1 B 405
 SIMEONA épouse MILLO Gerolama
 1 B 340
 SIMEONE Gio. Francesco
 1 B 355
 SIMEONI Baldassarre
 1 B 168, 238
 SIMEONI Vincenzo
 1 B 328
 SIMIGLIA Pietro
 1 B 570
 SIMON épouse SAUVAIGO Teresa
 1 B 209
 SIMONE (sœurs)
 1 B 431
 SIRAMON (monseigneur)
 1 B 574
 SOLA Antonio
 1 B 1
 SOLARO Antonio
 1 B 300
 SOLARO Barbara
 1 B 300
 SOLARO Bartolomeo
 1 B 328
 SOLARO Claudio
 1 B 298
 SOLARO della MARGARITA Clemente
 1 B 55, 56, 57, 58, 59, 60
 SOLARO épouse GERMANO Lucrezia
 1 B 238
 SOLARO Francesco
 1 B 162
 SOLARO Gabriella
 1 B 154, 398
 SOLARO Gio. Bartolomeo
 1 B 298
 SOLARO Gio. Battista
 1 B 237, 335, 337
 SOLARO Gio. Francesco
 1 B 328
 SOLARO Ludovico
 1 B 163, 234
 SOLARO Maurizio
 1 B 298
 SOLARO Onorato
 1 B 145, 174, 354, 355, 457
 SOLARO Ottavio
 1 B 170
 SOLARO Vincenzo
 1 B 154, 354, 355, 457
 SOLAS Forsan
 1 B 438
 SOLIERI Ludovico
 1 B 313
 SOLIERI Stefano
 1 B 313
 SOLIERO Raffaele
 1 B 234
 SOTTANO Carlo
 1 B 418
 SPINA Bruno
 1 B 296
 SPINELLI (frères)
 1 B 153
 SPINELLI (oeuvre pie)
 1 B 285
 SPINELLI Antonio
 1 B 452
 SPINELLI COTTA Luigia
 1 B 363
 SPINELLI Francesco Antonio
 1 B 211
 SPINELLI Francesco Antonio Fedele
 1 B 154, 155, 363
 SPINELLI Giacomo
 1 B 221, 363, 367, 570
 SPINELLI Giambattista
 1 B 321
 SPINELLI Gio. Andrea
 1 B 171, 177, 178
 SPINELLI Giulia Angelica
 1 B 367
 SPINELLI Michelangelo
 1 B 154, 155
 SPINELLI veuve DE ORESTIS veuve VERANI MASIN Maria Teresa
 1 B 244, 457
 SPINELLI veuve VERANI MASIN Maria Teresa
 1 B 457
 SPINOLA Goffredo
 1 B 294
 SPITALIER Vincenzo
 1 B 215
 SPITALIERI Bartolomeo
 1 B 168, 268, 388
 SPITALIERI di CESSOLE Gio. Giuseppe
 1 B 242
 SPITALIERI di CESSOLE Ilarione
 1 B 161
 SPITALIERI Giuseppe
 1 B 168, 170
 STEFFANIO Francesco
 1 B 573
 STELLA Giacinto
 1 B 439
 STELLA Guglielmo
 1 B 376
 STELLA Simone
 1 B 218, 444, 579
 STENERI Stefano
 1 B 161
 STRAFORELLO Andrea
 1 B 374
 SUAUDA épouse BOSIO Caterina
 1 B 159
 SUBLET de LENONCOURT Thérèse Madeleine Charlotte
 1 B 156

SUCCA veuve PRIORIS Andrivetta
1 B 241
SUCHETTA veuve SUO Maria Dorotea
1 B 346, 347, 348, 452
SUCHETTO Stefano
1 B 252, 347, 348
SUCHI Pietro
1 B 359
SUCONI (frères et sœurs)
1 B 299
SUFFREN Paolo de
1 B 169
SUO Alessandro
1 B 346, 452

T

TABASSO Vincenzo
1 B 569
TALLON Antonio
1 B 318
TALLONE Angelo Maria
1 B 161
TALLONE Domenico
1 B 174
TALLONE Gio. Antonio
1 B 159, 444
TALQUET
1 B 145
TAONE ou THAON Giulio
1 B 234
TAONI Andrea
1 B 162
TAONI Giulio
1 B 162
TARAMINO Augusto
1 B 162
TARDEGLIO Gio. Ludovico
1 B 570
TARDEGLIO Giuseppe
1 B 432, 459
TARDIVO Michele
1 B 158
TARICHI Ignazio Felice
1 B 173
TASSI Antonio
1 B 163
TAULAIGA Teresa
1 B 568
TAYA Ludovico
1 B 169, 335, 573
TEISSIER Gio. Ludovico
1 B 170
TEMESE ou TEMESIO Gio. Battista
1 B 166, 167
TERESA Onorato
1 B 312
TERESE Donato
1 B 162
TERRAZZANI Giulio Cesare
1 B 171, 173, 176, 197, 333, 336, 340, 360, 573
TESSEIRE Gioanni
1 B 162
TESTORIS Antonio
1 B 161, 306
TESTORIS Emanuele
1 B 162, 416
TESTORIS Gio. Battista
1 B 209, 427
TESTORIS Gio. Giuseppe
1 B 454
TESTORIS Gioanni
1 B 336
TESTORIS Giuseppe
1 B 161, 388
TESTORIS Ludovico
1 B 294, 296
THAON Maria Francesca
1 B 397

THAON (époux)
1 B 165
THAON (frères et sœurs)
1 B 328
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Benedetto
1 B 300
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Carlo Francesco
1 B 139, 181, 183, 187, 263, 267
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Francesca
1 B 300
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Gio. Battista
1 B 158, 177, 260
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Giuseppe Alessandro
1 B 184, 444
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Giuseppe Orazio
1 B 172, 211, 356, 357, 359, 360, 372
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Pietro
1 B 234
THAON di SANT'ANDREA e REVEL Pietro Antonio
1 B 238, 420
THAON di SANT'ANDREA e REVEL veuve PORTANERI di SANTA MARGHERITA Teresa
1 B 154
THAON Gio. Battista
1 B 431
THAON Gio. Ludovico
1 B 241
THAON Giuseppe
1 B 215
THAON Guglielmo
1 B 244, 355, 431
THAON Ludovico
1 B 433
THAON Ludovico Francesco
1 B 397
THAON Onorato
1 B 238
THAON Ottavio Roggiero
1 B 397
THAON ou TAONE Onorato
1 B 167
THAON Pietro Antonio
1 B 433
THAON veuve BONET Anna Maria
1 B 158
THAON veuve BONET Lucrezia
1 B 181
THAONE Benedetto
1 B 296
THAONE épouse TESTORIS Francesca
1 B 296
THAONE Francescheta
1 B 296
THAONE Gio. Battista
1 B 268
THAONE Gio. Ludovico
1 B 317
THAONE Giuseppe
1 B 568
THAONE Guglielmo
1 B 567
THAONE Ludovico Francesco
1 B 423
THAONE Tommaso
1 B 167, 168, 171
THELLUNG de COURTELARY (frères)
1 B 160
THELLUNG de COURTELARY Teofilo
1 B 160
THEVENIN de TANLAY Etienne
1 B 217
THIBERT
1 B 570
THIBERT Cesare
1 B 387
THIBERT Giacomo Antonio
1 B 387
THIBERT Pietro Antonio
1 B 387

THOMATI Bartolomeo Ottavio
 1 B 171
 THOMATIS Gio. Gregorio
 1 B 167
 THOME Romain
 1 B 316
 TIBERTI Pietro Antonio
 1 B 159
 TIRAGALLI (époux)
 1 B 290
 TIRAGALLO Giacinto
 1 B 156
 TIRAGALLO Giovanni
 1 B 186
 TIRANTI (prêtre)
 1 B 207
 TIRANTI Angelo
 1 B 148, 160
 TIRANTI Bartolomeo
 1 B 242
 TIRANTI Isac
 1 B 162, 163, 234
 TIRANTI Vittore
 1 B 272
 TIZZONI Gio. Battista
 1 B 161
 TOBIA veuve BERRONA Caterina
 1 B 320
 TOBON (sœurs)
 1 B 372
 TOBUON Gaspare
 1 B 356
 TOCCI Giovanni
 1 B 159
 TODON Alessandro
 1 B 178, 179, 180, 272, 387
 TODON Antonio Francesco
 1 B 158, 293
 TODON épouse SAISI di CASTELNUOVO Teresa
 1 B 159
 TODON Giovanni
 1 B 243
 TODON Giuseppe Paolo
 1 B 161
 TODON Onorato
 1 B 217
 TODONA épouse PASCHERI caterina
 1 B 421
 TODONE Francesco
 1 B 335
 TODONE Gio. Francesco
 1 B 166
 TODONE Gio. Pietro
 1 B 415
 TODONE Giovanni
 1 B 172, 220, 417
 TODONE Giuseppe
 1 B 239
 TODONE Marcello
 1 B 337
 TODONI (frères)
 1 B 145
 TODONI Prudenzia
 1 B 415
 TOESCA (époux)
 1 B 217
 TOESCA Bernardino
 1 B 174
 TOESCA Gio. Battista
 1 B 165
 TOESCA Gio. Francesco
 1 B 213, 317
 TOESCA Gio. Luigi
 1 B 213
 TOESCA Luigi Pio
 1 B 161
 TOESCA Vittorio Francesco
 1 B 452
 TOLOSAN Giacinto
 1 B 382
 TOLOSAN Onorato
 1 B 321
 TOMASI Giuseppe
 1 B 281
 TOMATI Antonio
 1 B 207
 TOMATI Gio. Battista
 1 B 158
 TOMATI Pietro Antonio
 1 B 244
 TOMATI veuve FIGHIERA Rosa
 1 B 368
 TOMATI veuve PRIORIS Margherita
 1 B 438
 TOMATI Vittorio Amedeo
 1 B 391, 429
 TOMATIS Bernardo
 1 B 162, 164, 165, 299
 TOMATIS Francesco Ottavio
 1 B 440
 TOMATIS Marianna
 1 B 440
 TOMATIS Pietro Francesco
 1 B 348
 TOMATIS Pietro Giovanni
 1 B 348
 TOMELI Onorato
 1 B 314
 TOMMASI Giuseppe
 1 B 284
 TONDUTI Carlo Francesco
 1 B 355, 360
 TONDUTI Carlo Francesco Renato
 1 B 145
 TONDUTI della SCARENA Francesco Flaminio
 1 B 167, 169, 170, 318, 325, 450
 TONDUTI della SCARENA Giuseppe Andrea
 1 B 142, 156, 175, 245, 383, 388
 TONDUTI della SCARENA Orazio
 1 B 169, 170, 171, 173
 TONDUTI di FALICONE Bartolomeo
 1 B 295
 TONDUTI di FALICONE Carlo Francesco
 1 B 242, 370, 381
 TONDUTI di FALICONE Carlo Lorenzo
 1 B 238
 TONDUTI di FALICONE Gaetano
 1 B 243, 381
 TONDUTI di FALICONE Livio
 1 B 413
 TONDUTI di PEGLIONE Andrea
 1 B 338
 TONDUTI di PEGLIONE épouse, puis veuve de RODOLPHI Anna Maria
 1 B 146, 154, 156, 157, 437
 TONDUTI di PEGLIONE Giuseppe
 1 B 175, 176, 179, 570
 TONDUTI di PEGLIONE Ludovico
 1 B 179
 TONDUTI épouse AVOGADRO di CERETTO Anna
 1 B 381
 TONDUTI Fabrizio
 1 B 320
 TONDUTI Flaminio
 1 B 295
 TONDUTI Ludovico
 1 B 164
 1 B 165
 TONDUTI Ottavio Maria
 1 B 360
 TONDUTI veuve CAPELLO Paola Maria
 1 B 239
 TONDUTI veuve GRIMALDI Lucrezia
 1 B 355
 TONDUTI veuve MASIN Margherita
 1 B 240, 355
 TONSO Carlo Francesco
 1 B 218
 TORCAT Giuseppe

1 B 213
 TORDO Cristoforo
 1 B 436
 TORDO épouse DALMAS Maria Margerita
 1 B 403
 TORDO veuve CLERICO Ludovica
 1 B 409
 TORRE Giulio Cesare
 1 B 170
 TORRE Giuseppe Francesco
 1 B 211,
 TORRE Onorato
 1 B 312
 TORRIANO Francesco
 1 B 167, 235
 TORRINI (vicaire)
 1 B 169
 TORRINI di FOGASSIERAS (comte)
 1 B 453
 TORRINI di FOGASSIERAS (famille)
 1 B 251
 TORRINI di FOGASSIERAS (frères)
 1 B 159
 TORRINI di FOGASSIERAS Carlo Ignazio
 1 B 154, 155, 208, 209, 242, 454
 TORRINI di FOGASSIERAS Giuseppe Ludovico
 1 B 154, 155, 159, 358, 371
 TORRINI di FOGASSIERAS veuve AUTHIER di SAN BARTOLOMEO
 Maria Rosalia
 1 B 406
 TORRINI di QUINCINETTO Giulio Ludovico
 1 B 145, 172
 TORRINI Francesco
 1 B 160
 TORRINI Gio. Battista
 1 B 212
 TORRINI Gio. Ludovico
 1 B 167, 168
 TORRINI Giuseppe Ludovico
 1 B 257
 TORRINI Giuseppe Maria
 1 B 171
 TORRINO Antonon
 1 B 162
 TORRINO Gio. Ludovico
 1 B 167
 TORRINO Giulio
 1 B 167
 TORRION épouse, puis veuve RICCARDI di LANTOSCA Maria Teresa
 1 B 155, 156, 157, 261
 TORTELLI Giuseppe Antonio
 1 B 396
 TORTELLO Paolo Benedetto
 1 B 160
 TOSANO Carlo Giuseppe
 1 B 154
 TOSANO Gio. Paolo
 1 B 154
 TOSEL (maître forgeron)
 1 B 161
 TOSELLO (capitaine)
 1 B 294
 TOSELLO Giovanni
 1 B 569, 570
 TOSELLO Giuseppe
 1 B 145
 TOSSI Giuseppe
 1 B 457
 TRABAUDA Anna Maria
 1 B 210
 TRABAUDO épouse MAULANDI Barbara
 1 B 448
 TRABAUDO Giacinto
 1 B 448
 TRANS Carlo Maurizio
 1 B 145, 153, 171, 172, 349, 353
 TRANS Clemente Francesco
 1 B 144, 153, 154, 166,,175, 242, 243, 335, 361
 TRANS Onorato
 1 B 157, 159, 215, 245, 270,361
 TRANS Orazio
 1 B 169
 TRANSI Bartolomea
 1 B 335
 TRAVERSAGNA Dorotea
 1 B 423
 TRAVERSAGNA épouse BLANCHI Maria Caterina
 1 B 423
 TRAVERSAGNA Francesca
 1 B 423
 TRAVERSAGNA Gio. Francesco
 1 B 235
 TRAVERSAGNA Margherita
 1 B 423
 TRAVERSAGNA veuve LEVRONE Margherita
 1 B 423
 TRESSEMANES CHASTEUIL Émilien de
 1 B 218, 284
 TRESSEMANES de BRUNET Gaspard de
 1 B 210
 TRESTORE Lorenzo
 1 B 166
 TRESTOUR François
 1 B 187
 TREVES Giacobbe
 1 B 183
 TREVES Jacob
 1 B 405
 TRINCHIERA Margherita
 1 B 573
 TRINCHIERI di VENANZONE e SANT'ANTONINO Giuseppe Antonio
 1 B 217
 TRINCHIERI di VENANZONE e SANT'ANTONINO Giuseppe Giacinto
 1 B 2148
 TRINCHIERI di VENANZONE e SANT'ANTONINO Pietro Flaminio
 1 B 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 178, 179, 182, 185, 243,
 245, 250, 376, 426, 453
 TRINCHIERI di VENANZONE e SANT'ANTONINO Pietro Luigi
 1 B 179, 183, 285, 446, 569
 TRINCHIERI Pietro
 1 B 163, 237
 TRINCHIERO Ludovico
 1 B 166
 TRINCHIERO Pietro
 1 B 165, 166, 167
 TROCHIA Giovanni
 1 B 321
 TROCHIA Ludovico
 1 B 317
 TROCHIA Maria
 1 B 317
 TROFFIMO (frères)
 1 B 159
 TRUCCHI (frères)
 1 B 267
 TRUCCHI Gio. Antonio
 1 B 441
 TRUCCHI Gio. Battista
 1 B 440
 TRUCCHI Ignazio
 1 B 570
 TRUCCHI Paolo
 1 B 440
 TRUCHA Antonia Felice
 1 B 333
 TRUCHI Angelica
 1 B 284
 TRUCHI Camillo
 1 B 163
 TRUCHI Francesco
 1 B 241
 TRUCHI Luigi
 1 B 384
 TRUCHI veuve PATTONI épouse FULCHERI Maria Giulia
 1 B 447, 448
 TRUCO Camillo
 1 B 165, 304
 TURAT épouse CABROL Gioanna Francesca

1 B 154
TURATO Andrea
1 B 321
TURATO Gio. Ludovico
1 B 319, 321
TURATO Pietro Francesco
1 B 168, 235, 239

U

UBERTI (prêtre)
1 B 205
UBERTI Anna Maria
1 B 381
UBERTI Antonio Francesco
1 B 153
UBERTI épouse ALBERTI Maddalena
1 B 381
UBERTI Giambattista
1 B 154
UBERTI Gio. Battista
1 B 154, 173, 174, 243
UBERTI Ignazio
1 B 159
UGHES Giuseppe
1 B 175
UGHETTA Maria
1 B 450
UGO (clerc)
1 B 206
UGONIS (époux)
1 B 359
UGONIS Giuseppe
1 B 285
URBAIN VIII
1 B 174
USSINO Pietro
1 B 569

V

VACCA Gio. Andrea
1 B 185
VACCHIERO veuve SERRA Ippolita
1 B 235
VACHIER Annibale
1 B 236
VACHIERI (époux)
1 B 155, 207
VACHIERI Alessandra
1 B 379
VACHIERI Angela
1 B 379
VACHIERI Antonio
1 B 213
VACHIERI Carlo
1 B 363
VACHIERI di CASTELNUOVO Ludovico
1 B 314
VACHIERI di CASTELNUOVO Luigi Vittorio
1 B 448
VACHIERI di CASTELNUOVO Orazio
1 B 180, 216, 264, 266
VACHIERI Donato
1 B 219
VACHIERI épouse ALBERTI Maria Dorotea
1 B 262, 379
VACHIERI épouse FREZIA Brigida
1 B 448
VACHIERI épouse VASSAL Anna Maria Dorotea
1 B 213, 569
VACHIERI Filippo
1 B 362
VACHIERI Gio. Battista
1 B 208
VACHIERI Gioanna Ludovica
1 B 213
VACHIERI Giuseppe Agostino
1 B 442
VACHIERI Ippolita

1 B 313
VACHIERI Luisa
1 B 219
VACHIERI Orazio
1 B 386
VACHIERI Orazio Francesco
1 B 154
VACHIERI Paolo Ottavio
1 B 205, 221, 241
VACHIERI Rosa
1 B 379
VACHIERI Vittoria
1 B 379
VACHIERO Annibale
1 B 162
VACHIERO Francesco Andrea
1 B 167, 168
VACHIERO Gio. Francesco
1 B 234
VACHIERO Leonardo
1 B 234
VACHIERO Ludovico
1 B 165
VACHIERO Melchiorre
1 B 237
VACHIERO Paolo
1 B 162
VACHIERO veuve RAYNALDI Francesca
1 B 239
VAGIONE Antonio Francesco
1 B 176, 362
VALANTIN Antonio
1 B 572
VALBELLE de SAINTE-TULLE Cosme Maximilien
1 B 169
VALENTIN Francesco
1 B 392
VALETTA Gio. Battista
1 B 3, 14
VALFREDO Raimondo
1 B 165
VALIN René-Josué
1 B 29
VALLABREGA Giacobe
1 B 452
VALLANTIN Francesco
1 B 155
VALLATI Costanzo
1 B 164
VALLE Gio. Stefano
1 B 240
VALETTA Giacomo
1 B 573
VALPERGA di MAGLIONE Carlo Eugenio
1 B 216
VALPERGA épouse LASCARIS Anna
1 B 236
VALPERGA Gerolamo
1 B 154, 155
VALPERGA Pirineta
1 B 417
VALSAMACCHI Luca
1 B 187
VANDERBROUQUE Giacomo
1 B 159
VASSAL Francesco
1 B 161
VASSAL Francesco Ascanio
1 B 213, 569
VASSAL Pietro
1 B 285
VASSALLO Gio. Agostino
1 B 266
VEGLIO Gio. Paolo
1 B 158
VEGLIO Giovanni
1 B 171
VEGLIO Onorato Maurizio
1 B 174

VEGLIO veuve RAIBERTI Maria Benedetta
 1 B 153, 243,
 VEGNABEN Carlo
 1 B 162, 234
 VEILLON Gabriel Isaac
 1 B 186, 285
 VEJUX François de
 1 B 421
 VELIXANDRE OLLIVIER (société commerciale)
 1 B 155, 371, 570
 VENTURA Giuseppe
 1 B 160, 405
 VERAN (époux)
 1 B 159
 VERAN Andrea
 1 B 328
 VERAN Paolo
 1 B 160
 VERAN veuve LORENZO Maria Felice
 1 B 401
 VERANI (frères et sœurs)
 1 B 327, 457
 VERANI (frères)
 1 B 159
 VERANI Antonio Francesco
 1 B 457
 VERANI Antonio Luigi
 1 B 158
 VERANI Casimiro
 1 B 161
 VERANI épouse BERENGARO Rosa Maria
 1 B 156, 157
 VERANI Flaminio
 1 B 139, 160
 VERANI Gio. Andrea
 1 B 282
 VERANI Gio. Battista
 1 B 158, 161, 237
 VERANI Gio. Cesare
 1 B 164
 VERANI Gio. Flaminio
 1 B 159
 VERANI Gio. Luigi
 1 B 240
 VERANI Giovanni
 1 B 166
 VERANI Giuseppe
 1 B 179
 VERANI Guglielmo
 1 B 164, 165
 VERANI Luigi Nicola
 1 B 159
 VERANI MASIN Andrea
 1 B 363, 402
 VERANI MASIN Francesco
 1 B 457
 VERANI MASIN Guglielmo Gaetano
 1 B 292, 427
 VERANI MASIN Onorato
 1 B 156, 158, 214, 378
 VERANI MASIN Pietro Giuseppe Francesco
 1 B 156, 180, 378
 VERANI Pietro
 1 B 424
 VERANI Pietro Antonio
 1 B 208
 VERANI veuve MIRAPELLE Gioaneta
 1 B 239
 VERANO Bartolomeo
 1 B 162
 VERANO Francesco Guglielmo
 1 B 295
 VERCELLI Tommaso
 1 B 299
 VERCELLIS Antonio Orazio
 1 B 164, 165, 246, 304
 VERCELLIS épouse FABRI Francesca
 1 B 236
 VERDA Carlotto

1 B 578
 VERDA Francesco
 1 B 578
 VERDA Lorenzo
 1 B 376
 VERDA veuve RAMORINO Francesca
 1 B 410
 VERDASCA Francesco
 1 B 209
 VERDI Gio. Maria
 1 B 451
 VERDOLINO Claudio
 1 B 163, 165
 VERGA veuve ACHIARDI Maria Luigia
 1 B 160
 VERGNANO ANGRISANI Gio. Michele
 1 B 219
 VERGNANO Michele
 1 B 168
 VERMEIL Bernardino
 1 B 184
 VERNER di RATTENOU Giovanni
 1 B 414
 VERNET Giacomo
 1 B 185
 VERNET Isacco
 1 B 186
 VEROLA Antonio
 1 B 390
 VEROLA Gio. Battista
 1 B 159
 VEROLA Ludovico
 1 B 159
 VESCINO Lorenzo
 1 B 399
 VIAL Gio. Battista
 1 B 256, 283,
 VIAL Pietro
 1 B 160
 VIALA veuve MELLANA Maria Lucrezia
 1 B 425
 VIALE Antonio
 1 B 186
 VIANA Silvestro
 1 B 390
 VIANI Angelo
 1 B 314
 VIANI Angelo Maria
 1 B 430
 VIANI Caterina
 1 B 404
 VIANI Onorato
 1 B 153, 154, 175, 239, 348, 349
 VIANI veuve BOVIS Anna Maria
 1 B 242
 VIANO Antonio Maria
 1 B 179, 390, 410, 570,
 VIANO Giuseppe
 1 B 410
 VIANO Paolo
 1 B 445
 VIANY Ange
 1 B 236
 VIBO' (frères)
 1 B 165
 VIBO' Maurizio
 1 B 168
 VIBORELLO Antonio
 1 B 451
 VIBORELLO Paolo
 1 B 339
 VICTOR AMÉDÉE (marquis de Suse)
 1 B 346
 VICTOR AMÉDÉE 1er
 1 B 246, 300
 VICTOR AMÉDÉE II
 1 B 138, 145, 168, 171, 197, 219, 336
 VICTOR AMÉDÉE III
 1 B 139, 140, 147, 158, 410, 438, 442

VIDAL Giuseppe
1 B 368
VIDAL Lea
1 B 269
VIDOR Giacinto
1 B 394
VIERNE et VEILLON (société commerciale)
1 B 158
VIERNE François
1 B 186, 187
VIERNE Jean
1 B 186
VIGNOLA Biagio
1 B 292
VIGNOLA Francesco
1 B 579
VIGONE Onorato
1 B 236
VILLANOVA Gio. Battista di
1 B 154
VILLARIS Andrea
1 B 162
VILLARIS del TOETTO épouse di BERRA Giulia
1 B 238
VILLARIS del TOETTO Geronimo
1 B 238
VILLARIS del TOETTO Gio. Francesco
1 B 239
VILLARIS del TOETTO Gio. Ludovico
1 B 306
VILLARIS Pietro
1 B 304
VILLATA Gio. Tommaso
1 B 154
VILLENEUVE Charles de
1 B 219
VILLENEUVE de BEAUREGARD Jean Joseph de
1 B 180, 182
VILLENEUVE de FLAYOSC épouse CALZAMIGLIA di
VILLAGUARDIA Sofia Elisabetta
1 B 158, 276
VILLENEUVE veuve d'ESTIENNE Marguerite de
1 B 164
VIOTTI Antonio Maria
1 B 580
VIRELLA Anna Maria
1 B 317
VIRELLO Antonio
1 B 162
VIRELLO épouse LEA Claudina
1 B 304
VIRELLO Gio. Francesco
1 B 237
VISCONTI Vincenzo
1 B 160
VISME FB de
1 B 25, 26
VITERBO Gio. Francesco
1 B 165 572
VITTA MACHIS Oziel
1 B 271, 405
VIVALDO Gerolamo Marcello
1 B 139, 162, 163, 165, 235, 246, 304
VIVAUDO Luigi
1 B 424
VOET Giovanni
1 B 30, 31
VUICARDET de FLEURY épouse ALDOBRANDINI di SAN GIORGIO
Christine
1 B 241

W

WISTANLY Samuel de
1 B 244

Z

ZANATA Carlo Antonio (société commerciale)
1 B 376

ZANETTA Lorenzo
1 B 580
ZAPPATA Bartolomeo
1 B 2
ZERBONA veuve ROSSI Maria Nicoletta
1 B 160
ZUCCA Onorato
1 B 168
ZUCONE Pietro
1 B 294

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

ARCHIVIO DI STATO DI TORINO

Archivio di Corte. Materie giuridiche. Materie giuridiche per categorie. Senato di Nizza

MAZZO 1

Fasc. 1. Erezione del senato di Nizza fatta dal duca Carlo Emanuele 1° (8 marzo 1614)

Fasc. 2. Relazione dell'erezione del senato di Nizza, privilegi e estensione della di lui giurisdizione, del nome delle persone componenti detto Magistrato (s. d)

Fasc. 3. Giuramento del conte Cesare Pergamo al duca Carlo Emanuele 1° per il grado di primo presidente del senato di Nizza (3 gennaio 1624)

Fasc. 4. Procura del senato di Nizza in capo dei senatori Giampaolo Caissotti e Gerolamo Marcello Vivaldo per prestare a di lei nome il giuramento di fedeltà a S.A.R Francesco Giacinto di Savoia (17 dicembre 1637)

Fasc. 5. Giuramento di Ricardo Cesare di Rovasenda per la carica di presidente del senato di Nizza (s.d.)

Fasc. 6. Copia di lettera di Madama Reale al senato di Nizza nella quale gli proibisce d'ingerirsi all'avvenire in qualunque fatto che tocchi il particolare degl'ufficiali e soldati del castello di Nizza, Villafranca e S. Ospizio, volendo che la cognizione delle loro cause appartenga all'Auditor di guerra che vien da lei deputato sotto la cui autorità resteranno detti presidj (9 dicembre 1642). Con una lettera del senato di Nizza in risposta alla precedente di M. Rle (20 dicembre 1642)

Fasc. 7. Estratto autentico delle patenti degli uffiziali del senato di Nizza viventi nell'anno 1687 a favore de' soggetti in esse nominati

Fasc. 8. Licenza concessa dal senato di Nizza a Onorato Blavet per il porto d'armi per mesi due (14 dicembre 1671)

Fasc. 9. Relazione sincera e distinta della condotta di D. Antonio di Savoia nell'esecuzione de' comandi di S.A.R attorno le sodisfazioni da darsi dal senatore Peyrani al presidente Castelli sovra li motivi per quali il medesimo s'è portato a scriver alla prefata A.R. che aveva sospeso il detto senatore dal voto e stipendio. Copia di progetto contenente le dette sodisfazioni ch'il detto D. Antonio di Savoia governatore del contado di Nizza avea giudicato essere adeguato rispetto alle persone di cui si tratta. Con una lettera del detto governatore di Nizza riguardante l'istesso fatto (8 maggio 1675)

Fasc. 10. Rappresentanze del senato di Nizza in occasione che SAR é andata in quella città, intorno alla giurisdizione ed autorità di quel Magistrato (avril 1689)

Fasc. 11. Memoria data dal presidente Pallavicino al Gran Cancelliere per rappresentare a SAR il pregiudizio che verrà sentire coll'andar ad esercitare il carico di primo presidente del senato di Nizza (s. d)

Fasc. 12. Ragioni con le quali si risponde a coloro che dicono non essere bene e decente a SAR di ridurre il senato di Nizza a minor numero di senatori ed altri uffiziali di detto Magistrato

Fasc. 13. Giuramento di fedeltà prestata dal conte Salmatoris nelle mani di SAR come primo presidente del senato di Nizza e capo del Consolato del mare (7 mai 1697)

Fasc. 14. Parcelle delle torchie solite distribuirsi alli uffiziali del senato di Nizza per la processione della festa del Corpus Domini (1697-1698)

Fasc. 15. Memorie, lettere e pareri sulle differenze insorte tra il marchese di Caraglio governatore e luogotenente generale della città e contado di Nizza ed il senato sedente in essa città, dipendentemente dall'arresto dato al primo presidente di detto senato Salmatoris, a causa che questo aveva pur dato l'arresto ad un certo procuratore Veglio per aver in qualità di procuratore degli impresari della muraglia de Paglione agito contro un certo avvocato Peyre per la tangente delle spese fattasi d'ordine di S.M. per la costruzione de detta muraglia (1697, 1701, 1703)

Fasc. 16. Viglietti regj, il primo dei quali dichiara che il signor procuratore generale di Nizza debba avere le medesime incombenze e fare l'istesse funzioni che esercisce il signor procuratore generale della Savoia. L'altro contiene ordini di sostenere e ben difendere le liberta della Chiesa gallicana (10 octobre 1702, 19 dicembre 1713)

Fasc. 17. Parere del Gran cancelliere De Gubernatis sovra le differenze tra il governatore di Nizza e il presidente di quel senato per il cerimoniale delle visite (22 juillet 1713)

Fasc. 18. Risposta del senato di Nizza in sua difesa sovra le doglianze fattali per parte di S. M dal signor marchese di S. Tommaso

Fasc. 19. Rappresentanza del senato di Nizza con varie lettere del presidente Salmatoris e senatori, il tutto concernente la pretensione eccitata dal senatore Torrini di precedere ai senatori nizzardi non come più anziano, ma come membro del senato di Piemonte. Con vari estratti, da cui risultano molti casi di senatori piemontesi colà mandati, li quali per altro presero il posto secondo il grado d'anzianità (14 gennaio 1714)

Fasc. 20. Memorie e pareri sopra la pretensione del senato di Nizza di obbligare li vassalli di detto contado di far interinare le infeudazioni ed investiture de' feudi esistenti in esso contado (21 aprile 1714)

Fasc. 21. Cerimoniale per li senati di Nizza, Pinerolo e Monferrato nelle funzioni pubbliche e private e della maniera con cui debbano comparire avanti d'essi gli uffiziali subalterni.

Fasc. 22. Relazione storica dell'erezione, progresso e stato del senato di Nizza composta dal cavaliere Pavia (17 agosto 1722)

Fasc. 23. Nota delle cause civili e criminali ventilanti nanti il senato di Nizza in detto anno (1723)

Fasc. 24. Stato degli uffiziali del senato di Nizza con le date delle loro costituzioni, finanze pagate e stipendi (1716)

Fasc. 24 bis. Regolamento di S. M. per l'uffizio dell'avvocato fiscale generale del senato di Nizza (26 aprile 1759)

Fasc. 25. Sentimento del congresso sul dubbio, se pronunziando l'Intendente generale di Nizza sentenza di pena corporale o principale o sussidiaria contro di contraventori alle leggi, editti e regolamenti per la conservazione de' boschi e selve, debba o no rimettere gli atti al senato per la conferma (18 dicembre 1774)

Fasc. 26. Relazione fatta a S. M. del sentimento del Consiglio di Stato delli 4 luglio detto anno sulle contestazioni di giurisdizione eccitatesi tra li magistrati del senato e Consolato di Nizza, rappresentate alla Gran Cancelleria dall'avvocato fiscale generale Viani e procuratore generale del commercio Leotardi, riguardanti l'esecuzione di una convenzione omologata dal Parlamento d'Aix, seguita tra certi Chabran e Roux, negozianti di Draguignan, ditenuti nelle carceri di Nizza e li padre e figlio Chauvet domiciliati in detta città e altri creditori di detti ditenuti. Colle determinazioni emanate da S. M. lo stesso giorno, in forza delle quali venne deciso che apparteneva al senato di provvedere sovra tal punto (8 juillet 1757)

Fasc. 27. Patenti di sostituito avvocato dei poveri nel senato di Nizza a favore dell'avvocato Giuseppe Fabar (1° marzo 1759)

Fasc. 28. Copia di regio biglietto al senato di Nizza, emanato sulla rappresentanza dal medesimo rassegnata, onde avere le sovrane determinazioni circa l'exequatur di certe lettere dell'auditor generale della Camera apostolica, colle quali, ad istanza del cavaliere Olivaris, come amministratore della commenda di Nizza dipendente dalla religione di Malta, si cita per comparire colà il promotore di quella mensa vescovile per la decisione se la parrocchia di Roccabigliera sia nnessa a detta commenda o di libera collazione (11 settembre 1767)

Fasc. 29. Copia di regio viglietto diretto al primo ufficiale delle reali finanze portante l'assegnamento di una pensione di lire 300, oltre lo stipendio, a favore degli quivi nominati senatori delli senati di Savoia e Nizza (9 ottobre 1768)

Fasc. 30. Piano per i rimpiazzamenti da farsi nell'Ufficio dell'avvocato fiscale generale del senato di Nizza. Con memorie relative (28 settembre 1791)

Fasc. 31. Copia di regie patenti portanti lo stabilimento nel luogo di Saorgio d'una provvisionale Delegazione per esercitare in tutte le terre applicate alla Prefettura di Nizza e di Sospel non occupate da' nemici la giurisdizione già spettante al senato di Nizza (23 ottobre 1792)

Fasc. 32. « Copia di Regio Viglietto diretto al senato di Nizza, prescrivente che debbasi con un suo manifesto ordinare la pubblicazione nel distretto suo giurisdizionale di tutti gli editti ed altre provvidenze emanato dal 1792 in poi che per l'occupazione francese non vi si poterono in quell'epoca pubblicare » (1° luglio 1814)

Fasc. 33. « Relazione del cav. Cambiaso, presidente capo del senato di Nizza, sulla situazione di quel senato, dei giudici, uscieri, carabinieri e soldati di giustizia, come altresì sopra altri oggetti relativi ai costumi di quegli abitanti » s.d.

MAZZO 2

Fasc. 1. Dispute tra le comunità di Montegrosso e Cosio per problemi di pascolo e carta indicante i luoghi del contendere (5 ottobre 1725)

Fasc. 2. Manifesto del senato di Nizza sulla tenuta delle assisie (18 gennaio 1730)

Fasc. 3. Supplica del senato relativa al processo del vicario Antonio Gaetano Albanelli (12 novembre 1714)

Fasc. 4. Parere sulle pretese del barone di Berra contro il principe di Monaco (12 settembre 1729)

Fasc. 5. Resoconto della visita delle carceri in occasione della festa della Natività per eventuali atti di clemenza (28 agosto 1730)

Fasc. 6. « Patenti firmate da Carlo Emanuele II di nomina di Pietro Giuglaris ad avvocato dei poveri presso il senato di Nizza » (20 gennaio 1651)

Fasc. 7. « Memoriale a capi del senato di Nizza a S.A.R. concernente alcune questioni di giurisdizione e di competenza ed altre intorno all'amministrazione della giustizia » (1656)

Fasc. 8. « Ordine al tesoriere generale di Nizza di corrispondere all'avvocato Antonio Ludovico Balduino, nuovo avvocato dei poveri nel senato di quella città, lo stipendio solito a detto ufficio spettante » (1666)

Fasc. 9. Lettera del senato di Nizza a Madama Reale relativa alla causa del conte Galleani (31 ottobre 1675)

Fasc. 10. « Rescritto dei delegati ivi designati per cui vengono assegnati i procuratori collegiati nel senato di Nizza a far fede delle ragioni da essi pretese per l'esercizio cumulativo delle segreterie » (1° luglio 1680)

Fasc. 11. Supplica presentata dai senatori Bianchi, Provana e Giulio Cesare Lascaris relativa alla patente di interinazione del senatore Pallavicino (22 marzo 1682)

Fasc. 12. « Parere delli Primo Presidente Caissotti, marchese di Angrogna e conte della Rocca circa le differenze insorte tra il presidente capo e il comandante di Nizza per riguardo del cerimoniale all'occasione della processione del Corpus Domini » (1°-10 giugno 1739)

Fasc. 13. « Regio Viglietto al senato di Nizza in virtù del quale si determina che la professione del falegname e del bottaio non è di cognizione del Consolato di quella città » (2 ottobre 1754)

Fasc. 14. « Pareri circa le assisie della prefettura di Nizza ed altre carte ad esse relative » (29 dicembre 1768)

Fasc. 15. « Parere riguardante li detenuti nelle carceri di Nizza, Cerrino di Cherasco e Grosso di Vigone » (18 luglio 1779)

Fasc. 16. « Parere intorno alla rappresentanza del senato di Nizza per l'accrescimento dei soldati di giustizia di quella città » (13 giugno 1780 – 26 novembre 1781)

Fasc. 17. « Approvazione data da S.M. al cerimoniale di corrispondenza fra il senato di Nizza e il principato di Monaco » (1° settembre – 8 ottobre 1787)

Fasc. 18. « Difficoltà eccitata dal corpo di città di Sospello intorno all'intervento dell'avvocato fiscale provinciale nelle straordinarie funzioni senza toga » (15 settembre 1789)

Fasc. 19. « Informativa in ordine alla domanda dei soldati di giustizia dipendenti dal senato di Nizza che implorano un sussidio. Annessovi un inventario delle scritture, tipi ed altre memorie appartenenti all'ufficio dell'avvocato fiscale generale residente in Borgo San Dalmazzo, salvate e portate da Nizza coi registri del senato da alcuni dei detti soldati » (24 maggio 1793)

Fasc. 20. Restaurazione del senato di Nizza e nomine del presidente capo e del personale giudiziario (5 maggio – 22 dicembre 1814)

Fasc. 21. Nomina a senatore dell'avvocato Ignazio Milon (15 giugno 1815)

Rappresentanze del senato di Nizza. Ecclesiastico (1713-1791), 6 mazzi

Rappresentanze del senato di Nizza (1714-1791), 3 mazzi

Rappresentanze e pareri del senato di Nizza (29 novembre 1642 – 31 dicembre 1829), 3 mazzi

MAZZO 1. Rappresentanze e pareri trasmessi dal senato di Nizza a S.M. relativi a processi criminali, questioni di precedenza e di confini, prerogative del senato, concessione di indulti e, in particolare, al diverbio insorto tra il marchese di Caraglio e il primo presidente Salmatoris (29 novembre 1642 – 19 dicembre 1669)

MAZZO 2. Rappresentanze e pareri del senato di Nizza (27 luglio 1665 – 26 dicembre 1699)

MAZZO 3. Rappresentanze e pareri del senato di Nizza (28 agosto 1700 – 31 dicembre 1829)

Fasc. 1. Rappresentanze del senato di Nizza al sovrano per l'autorizzazione regia all'exequatur in merito ad affari ecclesiastici diversi (31 marzo 1749 – 24 giugno 1793)

Fasc. 2. Rappresentanze del senato di Nizza al ministro per gli affari interni per l'autorizzazione regia all'exequatur in merito ad affari ecclesiastici diversi (30 giugno – 22 dicembre 1827)

Fasc. 3. Rappresentanze per exequatur degli anni 1828-1829 rimesse all'avv. Carlo Gregorio Chionio, applicato nella Grande Cancelleria (mancano)

Fasc. 4. Corrispondenza inviata a S.M. dal segretario del senato di Nizza relativa, tra l'altro, a liti tra membri del senato, prerogative senatoriali, atti di pirateria compiuti da Inglesi su feluche genovesi nel 1713, nomine di senatori, procedimenti criminali, violazioni di giurisdizioni da parte di abitanti di Guigleumes (Guillaumes), Triora, Pigna,

Monaco e Turbia (La Turbie), rapporti con i vescovi per la concessione del braccio secolare e insediamenti di religiosi e di seminari (28 agosto 1700 - 6 giugno 1729, 17 ottobre 1733, 24 aprile 1741 – 18 agosto 1742)

Archivio di Corte
Segreteria di Stato per gli affari interni

Serie IV –Giuridico-Ecclesiastico-Economico. Per paesi. Nizza (1717 – 1816)

- R. Lettere di S.M. al senato ed a particolari relativamente a materie giuridiche (130°), (1717-1721), 1 mazzo
- R. Lettere della Segreteria interna ad ufficiali del senato di Nizza ed a particolari, concernenti materie giuridiche (131°), (1717-1721), 1 mazzo
- R. Lettere della Segreteria interna al senato di Nizza concernenti materie giuridiche (132°), (1723-1730), 1 mazzo
- R. Lettere di S.M. al senato di Nizza su questioni giuridiche (133°), (1730-1735), 1 mazzo
- R. Lettere di S.M. e della Segreteria interna al senato di Nizza, ufficiali dello Stato, particolari, su materie giuridiche (134°-149°), (1722-1816), 16 mazzi
- Registri ordini di S.M. per l'osservanza del concordato (150°), 1728-1737), 1 mazzo
- R. Lettere intitolate –Nizza ecclesiastico- (151°-160°), (1730-1816), 10 mazzi

ARCHIVES MUNICIPALES DE LA VILLE DE NICE

SERIES ANCIENNES

Donatifs

CC 700/01, 03, 06- Mémoires relatifs, entre autres, aux compétences et composition du sénat de Nice (1663-1664)

Travaux d'aménagement du Var

DD 35/12 – Notification du sénat au floteur de bois Antoine Ongran d'aviser deux jours avant l'arrivée des trains de bois à Saint-Martin-du-Var les syndics de Nice afin d'éviter l'endommagement des berges du fleuve (1742)

DD 35/15 – Règlements du sénat pour la conservation de la rive gauche du Var (1762-1786)

DD 35/16 – Mandement du sénat demandant aux syndics d'obéir aux ordres de Fabar, avocat fiscal général, à propos des réparations des berges du Var (26 mars 1764)

DD 35/19 – Ordre du sénat relatif aux modalités d'application des travaux de conservation de la rive gauche du Var (3 juin 1786)

DD 35/20- Ordre du sénat relatif aux modalités de nomination par la ville des gardes des terres du Var (1786)

DD 35/23 – Ordre du sénat demandant au notaire Philippe Emmanuel Feraudi et à son fils Pierre de remettre dans les cinq jours à Joseph Clary, receveur de la répartition relative aux possesseurs de terres le long du Var, les comptes et pièces justificatives de feu Gaétan Necco, trésorier de la ville (20 février 1789)

Canaux

DD 39/11- Rescrit du sénat autorisant Pierre Gilli et François Basso à construire un canal alimentant le moulin à farine qu'ils projettent d'édifier dans une terre boisée des iscles du Var située au-delà de la Ligne (1787)

FF 12/7 Charles-Emmanuel Ier, en réponse à un mémoire, confirme l'interdiction au sénat et aux sénateurs de percevoir une caution pour relâcher les accusés, permet l'accès des Niçois à la charge de sénateur et règle la nomination des syndics (13 juillet 1624)

FF 12/11 Charles-Emmanuel II fixe les vacations et les honoraires des magistrats (13 septembre 1648)

FF 12/12 Nomination d'un président du sénat annoncée par Chrétienne de France (25 septembre 1658)

FF 12/14 Après supplique, Charles Emmanuel II ordonne au sénat d'entériner sa lettre du 12 décembre 1663 (20 février 1666) (voir CC 700/06)

FF 13 Réforme du sénat par Charles-Emmanuel II concernant sa composition et sa compétence : suppliques, lettres patentes avec sceau et entérinement (12 septembre 1666)

FF14/4 Après supplique, le sénat entérine un monitoire de la cour épiscopale autorisant la restitution de biens à des laïcs (30 juillet 1716)

FF 14/5 Copie d'une partie d'une lettre de Victor-Amédée II au sénat relative aux compétences du juge de la ville de Nice en matière d'appel des condamnations des « regardateurs » (5 octobre 1720)
FF 14/6 Manifeste du sénat relatif à la publication des Royales Constitutions (8 juillet 1723)
FF 14/11 Transcription de trois discours en français prononcés à l'occasion de la nouvelle année judiciaire concernant le mariage d'un prince de Savoie, le respect de la loi et les mœurs du magistrat (s. d. vers 1750)
FF 14/15 Manifeste du sénat de Nice sur la subordination des juges inférieurs (16 octobre 1773)

Procédures

FF 12/5 Procès entre la ville et les procureurs fiscaux généraux pour des dépassements d'honoraires (2 juillet 1623)
FF 12/9 Différend entre la ville et les secrétaires du sénat pour le paiement des actes judiciaires (5 novembre 1636)
FF 12/13 Différend entre la ville de Nice et les actuaire du sénat concernant une augmentation relative à la revalorisation des monnaies (18 mars 1659)

Prisons

FF 15/6 Copie de mandats et de quittances relatifs à la construction d'une prison sénatoriale (1670-1674)

Police de la campagne

FF 18/7 Manifeste du président du sénat de Nice Bartolomeo Dalmazzone interdisant la chasse durant trois mois (13 avril 1663)
FF 18/12 Déclaration du sénat déterminant les attributions du caporal des gardes des terres du Var (17 mars 1780)

Procédures diverses

FF 23/15 Suite à un appel de la ville, le marquis Gaspard de Balbis, premier président du sénat, ordonne à des particuliers, dont le sénateur Tonduti, de comparaître (13 décembre 1686)

Documents isolés concernant des procès entre particuliers

II 3/02 Procès entre l'avocat Blavet et les fils de Thomas Peyre pour une dette contractée par leur père (25 janvier 1652)
II 3/07 Sentence du préfet relative à l'héritage du vassal Joseph Tondut (6 septembre 1710)
II 3/14 Procès-verbal de vérification d'écritures dans l'affaire opposant François Peglion et Jacques Trinchiero de Draguignan (20 mars 1725)
II 3/15 Différend relatif à un héritage entre d'une part Antoine Rossetti et Barbara, sa femme, née Baldoino et d'autre part Marie Nicolai et Pauline, sa fille, avec une intervention de la commune (9 mars 1726)
II 3/16 Différend relatif à un héritage entre Antoine Masini et ses enfants (18 mars 1726)
II 3/17 Différend entre le médecin Jean-Baptiste Barralis et l'avocat Jean-Louis Turato, relatif à des honoraires de visite médicale (6 juin 1726)
II 3/18 Différend relatif à un héritage entre Sauveur Cohen, juif et les enfants d'Antoine Masini (12 juin 1826)
II 3/19 Différend entre le médecin François Todone et l'avocat Jean-Louis Turato, relatif à des honoraires de visite médicale (25 juin 1726)
II 3/20 Différend relatif à un héritage entre Annibal Bérenger et Etienne Rosso (25 juin 1726)

Legs Sappia

II 5/01 Différend entre Antoine François Scuderi et Matteo Calvin relatif à une créance (7 janvier 1631)
II 5/02 Correspondance destinée à la justice de Luc Antoine de Martinis (1657-1658)
II 6 Mémoire relatif à la justice de Luc Antoine de Martinis (22 janvier 1681)
II 7/01 Pièces relatives aux familles Alberti, Corniglioni, Grinda, Fairaut et Peyrani de L'Escarène, notamment des testaments, des projets de testament et des différends suite à ceux-ci (1684-1792)
II 7/02 Commanderie accordée par Jérôme Marcel De Gubernatis, président du sénat et ambassadeur au Saint-Siège, à Jacques Doni de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare (23 décembre 1686)
II 7/04 Extrait authentique de deux lettres de Lovera De Maria, président du sénat et l'autre de Cortina de Malgra, intendant général de Nice, aux syndics de Monaco, au sujet de La Turbie (1782)
II 7/05 Différend suite au fidéicomis de Bartolomeo Rossi, coseigneur de Châteauneuf et décision du sénat (s.d.)

BIBLIOTHÈQUE PATRIMONIALE DE NICE

- Editto di Sua Maestà de' 26 marzo 1750 per la consegna de' boschi del contado di Nizza, proibizione del taglio ed estrazione de' medesimi fuori stato, Romero, 1750
- Causa in revisione da sentenza senatoria 8 febbraio 1765 all'eccellentissimo real Senato di Nizza, difesa dall'avvocato Gio. Battista Mattone de Benevello, Floteront impr., 1770
- Manifesto senatorio concernente li particolari dipartimenti per le assisie da tenersi dai signori prefetti di Nizza, Sospello, ed Oneglia in data de' 18 settembre 1771, Floteront impr, 1771
- Manifesto senatorio col quale si fa noto al pubblico un regolamento della confraternita della Misericordia eretta in questa città circa il trasporto ed inumazione de' cadaveri nel nuovo pubblico cimitero, Romero, 1783
- Conclusioni nella causa del signor conte Giovan Gerolamo Tondut alias Peyre della Costa, contro il signor conte Giovanni Antonio Guiglionda del Borgo entrambi della presente citta, Societe typographique. Nice, 1786
- Disputa in difesa del signor conte Giovanni Antonio Guiglionda del Borgo, nella causa agitatasi tra il medesimo ed il signor conte Giovan Tondut alias Peyre della Costa, nanti l'eccellentissimo real senato di Nizza, Floteront, 1787

BIBLIOTHÈQUE DE CESSOLE

En raison du déménagement de la bibliothèque, consécutif aux travaux réalisés au Palais Masséna, il n'est pas possible de mentionner certaines sources concernant le sénat qui y sont conservées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
LISTES DES PRÉSIDENTS , DES AVOCATS FISCAUX GÉNÉRAUX, DES SÉNATEURS.....	9
1 B 1 - 67 : TEXTES LÉGISLATIFS ET OUVRAGES JURIDIQUES	185
1 B 68 - 135 : DÉCISIONS	218
1 B 68 - 74 : DÉCISIONS CAMÉRALES ET SÉNATORIALES	218
1 B 76 - 77 : TABLES DES DÉCISIONS	229
1 B 78 -131 : DÉCISIONS DU SÉNAT DE PIÉMONT	229
1 B 132 : DÉCISIONS DES SÉNATS DE SAVOIE, CASALE ET PIÉMONT.....	263
1 B 133 : SENTENCES DES COURS DE SARDAIGNE.....	263
1 B 134 - 136 : DÉCISIONS DU SÉNAT DE NICE.....	263
1 B 137 : OUVRAGE RELIGIEUX.....	263
1 B 138 - 144 : AFFAIRES GÉNÉRALES.....	274
1 B 138 : CORRESPONDANCE.....	274
1 B 139 - 142 : PERSONNEL	274
1 B 143 : COMPTABILITÉ	285
1 B 144 : FONCTIONNEMENT	296
1 B 145 - 248 : AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET POLITIQUES.....	307
1 B 145 - 184 : ENTÉRINEMENTS EN MATIÈRE CIVILE	307
1 B 185 - 204 : ENTÉRINEMENTS EN MATIÈRE DE FRONTIÈRES	124
1 B 205 - 233 : ENTÉRINEMENTS EN MATIÈRE ECCLÉSIASTIQUE	1363
1 B 234 - 245 : TESTAMENTS	1752
1 B 246 : INFÉODATIONS	1863
1 B 247 : PRISONS	1874
1 B 248 : VENTES À LA CRIÉE	1874
1 B 249 - 610: AFFAIRES JURIDIQUES	1885
1 B 249 - 250 : CONTRÔLE JUDICIAIRE	1885
1 B 251 : JUSTICE CIVILE.- RÉPERTOIRES ET DISTRIBUTION DES ACTES	1885
1 B 252 - 285 : JUSTICE CIVILE.- REQUÊTES	1885
1 B 286 - 288 : JUSTICE CIVILE.- LETTRES RÉQUISITORIALES	2107
1 B 289 : JUSTICE CIVILE.- EXPERTISES	2118
1 B 290 : JUSTICE CIVILE.- AUDITIONS DE TÉMOINS	2118
1 B 291 : JUSTICE CIVILE.- ACTES JUDICIAIRES DES ACTUAIRES	2118
1 B 292 - 293 : JUSTICE CIVILE.- CONCLUSIONS DE L'AVOCAT FISCAL GÉNÉRAL	2118
1 B 294 - 410 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES TRAITÉES DIRECTEMENT AU SÉNAT.....	213
1 B 411 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES EN APPEL PROVENANT DU PRÉFET DE BARCELONNETTE	2629
1 B 412 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES EN APPEL PROVENANT DU COMMISSAIRE DE LOANO.....	2629

1 B 413 - 438 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES EN APPEL PROVENANT DU PRÉFET DE NICE	260
1 B 439 - 445 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES EN APPEL PROVENANT DU PRÉFET D'ONEILLE	27370
1 B 446 - 448 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES EN APPEL PROVENANT DU PRÉFET DE SOSPEL	2763
1 B 449 - 451 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES EN APPEL PROVENANT DES JURIDICTIONS INFÉRIEURES	2774
1 B 452 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES EN APPEL RELEVANT D'AUTRES JURIDICTIONS	2796
1 B 453 - 459 : JUSTICE CIVILE.- PROCÉDURES INCOMPLÈTES ET PIÈCES PRODUITES ÉPARSES.....	2796
1 B 460 - 465 : JUSTICE CIVILE.- DÉCISIONS ORIGINALES	2829
1 B 466 - 563 : JUSTICE CIVILE.- JUGEMENTS	2829
1 B 564 - 566 : JUSTICE CIVILE.- ORDONNANCES.....	2885
1 B 566 - 567 : JUSTICE CIVILE.- ACTES EXÉCUTIFS.....	2885
1 B 568 - 570 : JUSTICE PÉNALE.- ENTÉRINEMENTS EN MATIÈRE CRIMINELLE.....	2896
1 B 570 : JUSTICE PÉNALE.- DISTRIBUTION DES ACTES.....	2974
1 B 571 - 579 : JUSTICE PÉNALE.- PROCÉDURES	2974
1 B 581 - 603: JUSTICE PÉNALE.- JUGEMENTS	3029
1 B 604 : JUSTICE PÉNALE.- ORDONNANCES.....	301
1 B 605 - 606 : JUSTICE PÉNALE.- RECOURS	301
1 B 607 - 610 : REMISES DE PEINE.....	301
INDEX DES LIEUX	302
INDEX DES PERSONNES	311
SOURCES COMPLÉMENTAIRES	381